



**HAL**  
open science

# Les engagements politiques de la presse des expulsés de Silésie : l'exemple du Grafschafter Bote

Lionel Picard

► **To cite this version:**

Lionel Picard. Les engagements politiques de la presse des expulsés de Silésie : l'exemple du Grafschafter Bote. Histoire. Université de Bourgogne, 2012. Français. NNT : 2012DIJOL032 . tel-00841754

**HAL Id: tel-00841754**

**<https://theses.hal.science/tel-00841754v1>**

Submitted on 5 Jul 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE BOURGOGNE  
UFR Langues et communication  
Département d'allemand

THESE  
Pour obtenir le grade de  
Docteur de l'Université de Bourgogne

Allemand

Par Lionel Picard

7 décembre 2012

Les engagements politiques de la presse des expulsés de Silésie :  
l'exemple du *Grafschafter Bote*

Directeur de thèse  
Jean-Luc Gerrer

Jury :

Taubert, Fritz, professeur à l'Université de Bourgogne

Cahn, Jean-Paul, professeur à l'Université de Paris IV

Fagot, Pascal, professeur à l'Université de Strasbourg

Genton, François, professeur à l'Université Stendhal de Grenoble 3

Gerrer, Jean-Luc, maître de conférences HDR à l'Université de Bourgogne

©



*à Laurianne, Tim et Charlie  
qui savent mieux que quiconque  
les sacrifices qu'exige une thèse*

## Remerciements

Je tiens à remercier en premier lieu mon directeur de thèse, Jean-Luc Gerrer, pour m'avoir conseillé de travailler sur les publications des expulsés, alors que mon projet de thèse était tout d'abord bien vague. Par la suite, il s'est toujours montré disponible pour prodiguer les conseils, remarques et encouragements dont j'avais besoin.

L'ensemble de l'équipe d'enseignants du département d'allemand de l'Université de Bourgogne m'a entouré tout au long de ces années de travail. Que chacun soit remercié pour les multiples témoignages de soutien et d'amitié. Merci surtout à Anne-Laure Daux d'avoir été là dans les moments difficiles.

Le Centre Interlangues - Texte Image Langage EA4182 m'a donné d'excellentes conditions de travail en soutenant financièrement des séjours de recherche en Allemagne et des déplacements à l'étranger pour participer à des colloques. Merci à l'ensemble des membres de l'équipe et plus particulièrement à sa directrice, Sylvie Crinquand, pour m'avoir fait confiance dans mes demandes de soutien financier et plus généralement pour la place qu'elle accorde aux doctorants dans le fonctionnement du centre de recherche.

Je remercie également l'Université franco-allemande (UFA) pour l'octroi d'une bourse qui m'a permis de séjourner en Allemagne pour y poursuivre mes travaux.

Les membres du personnel des bibliothèques de la *Haus des Deutschen Ostens* de Munich et du *Johannes-Künzig-Instituts* de Fribourg m'ont été d'un grand secours. Je remercie tout particulièrement Helga Löw pour sa disponibilité de chaque instant.

Impossible de ne pas penser à tous les expulsés, dirigeants d'associations ou anonymes, qui ont consacré du temps à répondre à mes questions. J'espère ne pas avoir trahi leur confiance et les remercie tous pour leur enthousiasme face au travail d'un étudiant français.

Enfin, un immense merci à ma famille pour son indéfectible soutien. Merci à ma sœur qui m'a fait profiter de son expérience de doctorante. Merci à mon père qui a eu la patience de relire l'intégralité de ce travail. Merci à Laurianne qui m'a soutenu du début à la fin. Ce travail doit beaucoup à ses encouragements et sa patience.

## Résumé

Les millions d'Allemands expulsés des territoires de l'est à la fin de la Seconde Guerre mondiale ne se sont pas intégrés rapidement dans leur nouvel environnement. Les nombreux journaux qu'ils ont publiés en RFA témoignent de leur identité particulière. Ce secteur de la presse constitue un miroir d'un important groupe social. On y trouve à la fois les difficultés liées à l'intégration, mais aussi les revendications politiques des expulsés. Le *Grafschafter Bote* est un journal qui s'adresse aux Allemands expulsés du Comté de Glatz (pol. Ziemia Kłodzka) en Silésie. Journal indépendant des grandes associations (*Landsmannschaften*), il paraît chaque mois sans interruption depuis 1950. L'étude de son contenu permet de mieux comprendre l'interprétation de l'histoire et les aspirations politiques des expulsés. Elle éclaire d'un jour nouveau les orientations politiques d'un groupe que l'on a souvent considéré comme extrémiste ou passéiste.

## Mots-clés

Allemagne ; Pologne ; Silésie ; Réfugiés allemands ; mémoire collective ; presse ; guerre mondiale (1939-1945) ; transferts de population ; nationalisme ; identité.

## Abstract

The integration process was very difficult for the millions of Germans evicted from the eastern territories at the end of WWII. The numerous newspapers that they published in FRG testify to their unique identity. This sector of the press reflects a large social group. One can find there the integration problems as well as the political claims of the evicted Germans. The *Grafschafter Bote* is a newspaper aimed at the Germans who were evicted from the County of Glatz (pol. Ziemia Kłodzka) in Silesia. It is an independent newspaper representing the most important associations and it has been published continually since 1950. The study of its content allows a better understanding of the evicted Germans' historical interpretation and political aspirations. It sheds a new light on the political orientations of a group of people who have often been considered as extremists or backward looking.

# Table des matières

Introduction .....	14
Précisions lexicales liminaires.....	16
Le Comté de Glatz.....	20
Histoire des relations entre Polonais et Allemands .....	22
La colonisation allemande et le début de l’histoire commune .....	22
Les trois partages de la Pologne et le Reich bismarckien.....	24
Les soulèvements polonais et les plébiscites .....	25
La Seconde Guerre mondiale .....	26
Les relations entre la RDA et la Pologne .....	28
Les relations entre la RFA et la Pologne .....	30
La réunification et le Traité de bon voisinage entre Allemagne et Pologne.....	33
L’adhésion de la Pologne à l’UE.....	35
L’histoire des expulsés .....	37
Décision de l’expulsion .....	37
Déroulement de l’expulsion .....	40
L’intégration en RFA .....	44
L’intégration en RDA.....	53
<i>Aussiedler</i> et regroupement familial.....	55
Les organisations d’expulsés.....	56
Le souvenir de l’expulsion .....	61
L’histoire du <i>GB</i> .....	69
Panorama de la presse des expulsés : son histoire et sa diversité.....	69
Le cas particulier du <i>Preußische Allgemeine Zeitung (PAZ) / Ostpreußenblatt</i> .....	80
Les rédacteurs du <i>Grafschafter Bote</i> et leurs lecteurs .....	82
La dimension économique.....	83
Le rôle du <i>GB</i> .....	86
Le choix du <i>GB</i> comme objet d’étude.....	91
Méthodologie pour analyser le contenu du <i>GB</i> .....	101
L’analyse de la presse.....	101
Les critères de choix des articles .....	103
Le rôle des illustrations .....	109

Les lecteurs.....	110
1 <sup>ère</sup> partie : Surmonter le passé .....	116
1. L'interprétation de l'expulsion .....	116
I – La responsabilité de la Seconde Guerre mondiale et de l'expulsion.....	116
II – L'écriture de la mémoire.....	128
III – La concurrence des expositions.....	145
2. Le <i>GB</i> et les questions sociales .....	147
I – La nécessité de soutiens .....	147
II – Une solidarité nécessaire .....	160
III – Les preuves de l'intégration .....	169
3. L'économie.....	173
I – La thèse de l'espace vital .....	173
II – La valeur de la <i>Heimat</i> .....	176
III – Les compensations.....	178
IV – La gabegie plonaise.....	183
V – La pollution de la <i>Heimat</i> .....	188
4. Les questions juridiques et le <i>GB</i> .....	190
I – Le rôle de la <i>Bundesverfassungsgericht</i> .....	191
II – Mettre un terme à l'injustice.....	199
III – Obtenir réparation pour les pertes .....	202
5. Les exemples étrangers.....	220
I – La guerre en Yougoslavie .....	221
II – Le génocide des Arméniens.....	228
III - Israël et la Palestine.....	231
IV – Le reste du monde .....	236
V – La Sarre .....	240
2 <sup>ème</sup> partie : Vivre au présent.....	243
1. La langue du <i>GB</i> .....	243
I – Le politiquement correct .....	243
II - Dire la vérité.....	252
III - Le style du <i>GB</i> .....	261
IV – Le dialecte .....	265
V – Le polonais et son orthographe.....	270
2. Les sources de l'information dans le <i>GB</i> .....	272

I - La presse spécialisée.....	273
II - La presse généraliste.....	275
III - Les universitaires et chercheurs .....	277
IV - La presse polonaise .....	283
V - Les sondages .....	293
3. Les rapports du <i>GB</i> avec les médias.....	297
I – Entre méfiance et défiance.....	297
II – Un usage des médias à des fins précises.....	314
4. Les positions politiques de principe dans le <i>GB</i> .....	330
I – L’anticommunisme .....	330
II – Les consignes de vote .....	339
III – L’extrême gauche et l’extrême droite.....	345
IV – L’image des étrangers .....	354
V – Le sens du 8 mai .....	366
VI – L’image de l’armée et de la guerre.....	370
5. La politique politicienne.....	382
I – Les partis politiques .....	383
II – Les hommes politiques de premier plan .....	408
III – Les seconds rôles.....	435
6. Le <i>GB</i> et la minorité allemande en Silésie .....	457
I – Un intérêt grandissant .....	458
II – Des relations contrastées entre expulsés et minorité.....	470
III - Les revendications.....	489
IV – la politique allemande .....	504
3 <sup>ème</sup> partie : Préparer l’avenir ? .....	513
1. Le <i>GB</i> et l’union politique de l’Europe .....	513
I – Un espoir pour les expulsés.....	514
II – La désillusion.....	522
III - L’affaire des décrets.....	541
2. La religion .....	549
I – La position diplomatique du Vatican .....	550
II - Le nationalisme de l’Eglise polonaise.....	559
III - Les grands textes de l’Eglise et le rapprochement germano-polonais .....	576
IV – Les valeurs refuge .....	582

3.	La transmission aux générations futures de l'héritage de la Silésie .....	585
	I – La crainte de l'oubli .....	585
	II – Le souci du passage de témoin .....	588
	III – L'ignorance des jeunes .....	595
4.	L'attitude face aux institutions .....	598
	I – Celles qui sont rejetées.....	599
	II – Celles qui sont appréciées.....	615
5.	Faut-il une réconciliation par le haut ou par le bas ?.....	638
	I – Une position de principe : par le bas.....	638
	II – Le cas des parrainages .....	657
6.	Le <i>GB</i> et les symboles .....	670
	I - Les timbres.....	670
	II - Quelles frontières donner à l'Allemagne sur les cartes ? .....	674
	III - Schäuble et les instructions sur le lieu de naissance .....	679
	IV – Les plaques à Glatz .....	681
	V – La gare de Berlin .....	685
	Conclusion.....	687
	Annexe A: Bibliographie.....	696
	Annexe B : Liste des abréviations utilisées.....	739
	Annexe C : Liste des différentes sources du <i>GB</i> .....	740
	Annexe D : Registre d'organisations.....	743
	Annexe E : Annonces publiées dans le <i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i> .....	745
	Annexe F : Registre des principales personnes citées .....	755
	Annexe G : Liste des dirigeants du <i>Grafschafter Bote</i> .....	757
	Annexe H : Citations originales dans le <i>Grafschafter Bote</i> .....	758

## Liste des annexes

Annexe A : Bibliographie

Annexe B : Liste des abréviations utilisées

Annexe C : Liste des différentes sources du *Grafschafter Bote*

Annexe D : Registre d'organisations

Annexe E : Annonces publiées dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*

Annexe F : Registre des principales personnes citées

Annexe G : Liste des dirigeants du *Grafschafter Bote*

Annexe H : Citations originales dans le *Grafschafter Bote*



*« Kaum ein Ausschnitt des gesellschaftlichen Lebens in der Bundesrepublik Deutschland dürfte der Allgemeinheit so wenig bekannt sein wie trotz einer Millionenaufgabe das breite Spektrum der Vertriebenenpresse. »*

PARPLIES Hans Günther, « Die Vertriebenenpresse. Ein weithin unbekanntes Kapitel deutscher Nachkriegsgeschichte », p. 19-21, in : *Der gemeinsame Weg*, n°26, mai 1982

*« Que dites-vous ?... C'est inutile ?... Je le sais ! –  
Mais on ne se bat pas dans l'espoir du succès ! –  
Non ! non, c'est bien plus beau lorsque c'est inutile ! »*

ROSTAND Edmond, *Cyrano de Bergerac*, 1897, V, 6

## Introduction

« Revanchistes », « passéistes », « nostalgiques du IIIe Reich », les qualificatifs négatifs pour désigner les expulsés ne manquent pas. Les millions d'Allemands qui ont été expulsés vers l'ouest à la fin de la Seconde Guerre mondiale seraient-ils tous d'anciens nazis ? Personne ne le pense sérieusement. Comment expliquer alors que les expulsés soient si souvent mal considérés ? Malgré un regard nouveau depuis le début du XXIe siècle, les préjugés sont tenaces et l'évocation de la Prusse orientale ou de la Silésie suffit parfois à faire resurgir un passé oublié et intimement lié au IIIe Reich puisque la fin de la dictature national-socialiste marque aussi la fin de l'identité allemande des régions situées à l'est de la ligne Oder-Neisse.

L'image des expulsés dans l'opinion allemande est très liée à celle que les médias peuvent en donner, marquée par les rassemblements nationaux où les costumes folkloriques servent d'arrière-fond aux discours radicaux de représentants vitupérant contre la politique du gouvernement fédéral. Les représentants charismatiques des expulsés, Herbert Czaja, Herbert Hupka ou plus récemment Erika Steinbach, incarnent aux yeux de l'opinion les millions d'expulsés vivant en République fédérale. Or, ces représentants se distinguent surtout par leurs revendications radicales et leurs attitudes jugées agressives envers les voisins européens. A cela s'ajoute le fait que bien des représentants des expulsés ont vu leurs activités sous le nazisme révélées publiquement durant les années 1950 et 1960, jetant ainsi le discrédit sur l'ensemble des expulsés.

Les tentatives de disqualifier les représentants des expulsés en les traitant d'« expulsés professionnels »<sup>1</sup> montrent bien l'agacement qu'ils suscitent. Ne représentent-ils qu'eux-mêmes ou sont-ils habilités à parler au nom de tous les expulsés ? L'image des expulsés est encore davantage ternie par les articles aux tonalités extrémistes qui paraissent dans les publications officielles des associations d'expulsés. Reprises dans les grands médias, elles sont considérées comme le reflet de la conscience politique d'un groupe social pour qui le temps se serait arrêté en 1945. La proximité idéologique de certaines publications avec l'extrême droite semble justifier ces préjugés. Pourtant, la presse publiée par les expulsés est bien plus diverse qu'on ne le pense. Qu'il s'agisse de publications officielles des associations représentatives ou de journaux publiés par des groupes locaux, sa richesse reflète la diversité des expulsés. Cette presse n'est pas destinée au grand public, et s'adresse uniquement aux expulsés eux-mêmes. Cette situation particulière permet de lire ces journaux comme un miroir du groupe social auquel il s'adresse. On trouve dans les journaux l'image des expulsés non pas tels qu'ils veulent apparaître en public mais tels qu'ils se considèrent eux-mêmes. L'analyse de la presse des expulsés doit donc permettre de porter un nouveau regard sur les expulsés puisqu'elle ne se limite pas à écouter la voix des porte-paroles officiels. L'attention se portera avant tout sur la dimension politique de la presse. Si certains journaux sont politiquement neutres, d'autres sont engagés et pratiquent un militantisme actif. Le *Grafschafter Bote* (= GB) fait partie de ces journaux qui accordent une large place aux sujets politiques. En analysant sa présentation de sujets divers ne se limitant pas aux revendications

---

<sup>1</sup> « Berufsvertriebene ».

classiques des expulsés (droit au retour, droit à l'autodétermination), l'étude permettra de mieux cerner l'identité du journal et de ses lecteurs.

Dans un premier temps, un retour sur l'histoire des relations germano-polonaises et celle des expulsés permettra de montrer quelle place les expulsés occupent dans la diplomatie des deux pays et dans la société ouest-allemande. La présentation critique de la presse des expulsés montrera la pluralité de ce secteur de la presse et la pertinence du choix du *Grafschafter Bote* comme objet d'analyse. Dans un second temps l'étude du journal s'appliquera à dégager une vue précise de son identité politique à travers le prisme de son rapport avec l'histoire. En effet, c'est la Seconde Guerre mondiale qui est à l'origine du statut des expulsés allemands, et leur intérêt pour l'histoire est très grand. C'est le regard porté sur le passé, le présent puis l'avenir qui montrera quelle vision de l'histoire le *Grafschafter Bote* défend et partant, comment il se situe sur le champ politique. Ainsi, les préjugés politiques sur les expulsés seront confrontés à une analyse portant sur des éléments précis tirés d'une publication d'expulsés qui permettra de valider ou non leur pertinence.

## Précisions lexicales liminaires

Comment désigner les Allemands qui ont quitté leur région à la fin de la Seconde Guerre mondiale ou dans les mois qui ont suivi ? La complexité de la question tient en partie au fait qu'elle est hautement politique et idéologique. Il faut d'abord distinguer parmi les cas de figure possibles selon le lieu et le moment (trois grandes vagues de départ : fin 1944 au printemps 1945, printemps 1945, automne 1945 à 1947). De plus l'historiographie en Allemagne et en Pologne a longtemps été traversée par des courants idéologiques visant à nier ou à amplifier la réalité des déplacements de populations allemandes<sup>2</sup>. Les mots utilisés pour désigner les Allemands concernés sont très nombreux en polonais (« *przesiedleńcy* », « *repatrianci* », « *wysiedleni* », « *uciekinieryzy* »)<sup>3</sup>. En Allemagne, on utilise généralement les termes de « *Flüchtling* » et « *Vertriebene/Heimatvertriebene* », ce dernier étant le plus courant. Dans les publications françaises, on parle d'« expulsés », de « réfugiés », de « déplacés ». On utilisera exclusivement le terme d'« expulsé » dans cette étude. D'abord pour des raisons de clarté, il apparaît préférable de ne pas varier de vocable au fil des pages et de désigner l'ensemble des Allemands déplacés à la fin de la guerre en ne recourant qu'à une seule dénomination, quel qu'ait pu être le destin individuel de chacun<sup>4</sup>. Ensuite, ce choix correspond aussi à la traduction la plus proche du terme générique admis le plus couramment en allemand « *Vertriebene* ». Il est en outre celui que l'on trouve le plus souvent dans le *GB* qui est l'objet de cette étude. Ces motifs suffiront à montrer que le choix du mot « expulsé » n'obéit à aucune considération idéologique et ne répond à aucun parti pris politique<sup>5</sup>.

La question des noms de lieux qui apparaîtront dans les pages suivantes doit être précisée dès maintenant. La présence de populations allemandes et polonaises dans une même région explique qu'une même ville puisse avoir un nom polonais et un nom allemand. Pour certaines

---

<sup>2</sup> Pour cette raison, le choix de Samuel Salzborn d'écrire « *Vertriebene* » systématiquement entre guillemets est contestable malgré les arguments reposant sur la multitude de situations différentes. Cf. SALZBORN Samuel, *Heimatrecht und Volkstumskampf. Außenpolitische Konzepte der Vertriebenenverbände und ihre praktische Umsetzung*, Offizin, Hanovre, 2001, p. 16.

<sup>3</sup> THER Philipp, *Deutsche und polnische Vertriebene. Gesellschaft und Vertriebenenpolitik in der SBZ-DDR und in Polen 1945-1956*, (= Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 127), Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1998, p. 88-101.

<sup>4</sup> On trouve un résumé très clair des différentes catégories d'expulsés, selon le lieu, la date et les motifs de leur départ dans ROGALL Joachim, « Deutsche aus dem heutigen polnischen Staatsgebiet », p. 144-149, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010. Il est d'autant plus difficile de choisir un terme commun et juste, surtout si l'on pense que certains ont été des réfugiés qui ont fui vers l'ouest durant les combats, sont rentrés chez eux à la fin de la guerre avant d'en être expulsés quelques mois plus tard. 1 million d'Allemands sont rentrés chez eux dans les territoires de l'est à la fin des combats, provoquant l'encombrement puis la fermeture des ponts sur l'Oder et la Neisse, cf. KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat. Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945*, Siedler, Munich, 2008, p. 28.

<sup>5</sup> Et ce en dépit des efforts de Hans Henning et Eva Hahn pour démontrer qu'utiliser les mots « *Vertriebene* » et « *Vertreibung* » pour parler des expulsés, revient à accepter un discours teinté de références bibliques visant à établir l'innocence. Cf. HAHN Hans Henning, HAHN Eva, « Mythos „Vertreibung“ », p. 167-189, in : HEIN-KIRCHER Heidi, HAHN Hans Henning (éd.), *Politische Mythen im 19. und 20. Jahrhundert in Mittel- und Osteuropa*, Herder-Institut Verlag, Marbourg, 2006. Tout en reconnaissant que leurs réserves sur les différentes situations vécues par les Allemands déplacés sont justifiées, on remarquera qu'eux-mêmes utilisent ces termes « mythifiés » dans leur somme sur les expulsés, cf. HAHN Eva, HAHN Hans Henning, *Die Vertreibung im deutschen Erinnern. Legenden, Mythos, Geschichte*, Schöningh, Paderborn, 2010.

viles, un nom français existe également. Parfois, il n'existe pas de nom français et l'usage privilégie l'un des deux autres. Il est donc impossible d'utiliser des noms français exclusivement, ce qui aurait pourtant eu le mérite de la cohérence avec le reste du texte. Le nom officiel des villes a changé au fil du temps selon qu'elles se trouvaient sur le territoire polonais ou allemand. On privilégiera ici le nom allemand. D'abord parce qu'un seul nom apparaît indispensable pour ne pas dérouter le lecteur. Ensuite pour des raisons de cohérence avec les nombreuses citations issues du *GB* qui rendent l'usage des noms polonais difficile. Ce choix ne répond donc qu'à des motifs pratiques et ne reflète aucune idéologie ou choix politique quelconque.

Pour parler de l'endroit qu'ils ont dû quitter, les expulsés utilisent le terme « *Heimat* »<sup>6</sup>. On conservera ce mot allemand pour plusieurs raisons<sup>7</sup>. D'abord parce que les différentes traductions françaises ne sont pas pleinement satisfaisantes :

- « terre natale » ne convient pas car l'attachement ne repose pas seulement au fait d'être né sur cette terre, la présence allemande séculaire des Allemands en Silésie est essentielle aux yeux des expulsés.
- « petite patrie » est insuffisant car il établit une sorte de hiérarchie entre les patries (l'une étant une simple région tandis que l'autre serait la nation ?).
- « pays » ou « pays d'origine » est faux puisque les expulsés de Silésie sont nés dans une région allemande qui est devenue polonaise mais leur *Heimat* est restée la même.

Ensuite parce que le terme « *Heimat* » recouvre plusieurs acceptions et que c'est parfois à dessein que ce terme est utilisé en allemand<sup>8</sup>. En ne choisissant qu'une seule traduction, on se priverait de l'aspect polysémique du terme. Enfin, le terme « *Heimat* » imprègne si fortement la réalité liée à l'expulsion qu'il est difficile d'y renoncer sans laisser de côté tout un aspect idéologique qui s'y rattache.

Selon les définitions traditionnelles et l'usage dans la langue courante, le mot « *Heimat* » renvoie à l'endroit où l'on est né, qu'il s'agisse d'un village, d'une ville, d'un pays ou d'une nation. Il ne désigne pas forcément un lieu concret, mais sert plutôt d'identification à l'espace et au mode de vie de l'endroit où l'on grandit<sup>9</sup>. C'est le lieu que l'on comprend et où l'on est compris. Pour des auteurs anciens comme Theodor Fontane ou contemporains comme Bernhard Schlink, c'est uniquement en son absence que l'on comprend vraiment l'importance

---

<sup>6</sup> Sur le sens que les expulsés donnent au mot « *Heimat* » dans leurs publications d'après-guerre, cf. FEIBER Albert A., *Zum Heimatbegriff der Flüchtlinge und Vertriebenen anhand der frühen Vertriebenenpresse*, mémoire de master, Ratisbonne, 1996.

<sup>7</sup> On notera que le mot « *Heimat* » n'apparaît pas dans le dictionnaire tandis que son antonyme « *heimatlos* » est présent avec la définition : « qui a perdu sa nationalité d'origine, sans en acquérir de nouvelle. » REY-DEBOVE Josette, REY Alain (éd.), *Le nouveau petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Dictionnaires le Robert, Paris, 2002, p. 1253.

<sup>8</sup> Sur le sens de « *Heimat* » en littérature : cf. MERCHIERS Dorle, « L'ambiguïté de la notion de *Heimat* dans le roman de Siegfried Lenz *Heimatmuseum* », p. 155-166, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2009.

<sup>9</sup> Cf. les études rassemblées par le Johannes-Künzig-Institut sur les différentes manifestations de la *Heimat* : dans la littérature, dans les musées, à travers les vêtements, dans les noms de rues et sur les monuments, dans la musique ou dans la représentation de l'Eglise ou de la figure maternelle : FENDL Elisabeth (éd.), *Zur Ästhetik des Verlusts. Bilder von Heimat, Flucht und Vertreibung*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 12), Waxmann, Münster, 2010.

et la valeur de la *Heimat*<sup>10</sup>. L'intérêt des écrivains pour la *Heimat* n'est pas surprenant car elle est liée à la langue. La langue maternelle entretient un lien étroit avec la *Heimat*, que celle-ci soit la langue de la nation ou non.

La *Heimat* est à la fois un monde idyllique et protecteur, souvent associé au monde paysan, et un lieu protégé de l'étranger. Elle est constitutive de l'identité des expulsés, mais la transmission est difficile et les enfants des expulsés ne s'y réfèrent pas aussi volontiers que leurs parents. Le concept est tellement accaparé par le BdV et chargé politiquement qu'il devient inopérant pour l'histoire familiale<sup>11</sup>.

La notion de *Heimat* a fait l'objet de grandes controverses au cours des années 1970/1980<sup>12</sup>. On s'accorde souvent à dire que le retour en grâce d'une valeur jugée passéiste et rétrograde dans les années 1970 correspond au besoin de se rassurer, de renforcer son identité et de surmonter les crises sociétales d'un monde qui se globalise toujours plus. Si être heimatlos correspond à une perte de repères, rechercher sa *Heimat*, c'est aussi rechercher la fiabilité et la stabilité.

Preuve si l'en est de l'intérêt du grand public pour la question, le *Spiegel* a consacré un dossier au concept de *Heimat* au printemps 2012. Le plus grand magazine allemand s'interroge sur ce que signifie le mot *Heimat* et il s'avère que le sens que chacun lui donne dans le reportage est extrêmement variable : l'Allemagne, la ville où j'habite, là où je suis né, ma chambre, internet. A la question de savoir ce qu'ils associent au concept de *Heimat*, les Allemands répondent : là où ils habitent (33%), leur famille (31%), leur lieu de naissance (18%), l'Allemagne (12%), leurs amis (5%). Enfin, il est intéressant de constater que nulle part n'est évoqué l'est allemand. Bien que le mot *Heimat* soit si intimement lié à la question de l'expulsion qu'on en ait fait un mot composé pour désigner les expulsés (« *Heimatvertriebene* »), le dossier du *Spiegel* n'évoque pas cette acception, y compris dans la partie historique de l'article consacrée à l'évolution de l'usage du mot dans le temps<sup>13</sup>.

Les livres de la *Heimat* (= « *Heimatbücher* ») qui sont apparus au XIXe siècle permettent de mieux cerner l'identité de la *Heimat*. Ces livres s'apparentent à des chroniques relatant l'histoire locale. Ils servent de point de repère historique et modèlent l'identité régionale. Ce n'est qu'à partir des années 2000 que la recherche a entrepris d'étudier de manière systématique ces ouvrages et de s'interroger sur les normes distinguant les chroniques d'auteurs scientifiques et d'amateurs et celles écrites par des expulsés ou non. Les expulsés étant parmi les plus intéressés par le concept de *Heimat* et souhaitant en conserver le souvenir, ils sont logiquement de grands producteurs de livres de la *Heimat*. Très en vogue sous la République de Weimar, le livre de la *Heimat* est idéalement « écrit par des gens de la région

---

<sup>10</sup> Cités dans MEIER Jörg, « Heimat – Zur Geschichte und Semantik eines schwierigen Begriffs », p. 45-59, in : *Karpatenjahrbuch 2010. Kalender der Karpatendeutschen aus der Slowakei*, n°61, 2009.

<sup>11</sup> VOLKWEIN Alice, « Die Heimat versus Heimat haben. Heimatvertriebene et mémoire familiale de la Heimat aujourd'hui », p. 389-403, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2007.

<sup>12</sup> Le fait que le terme « *Heimat* » soit marqué « par l'histoire allemande, et tout particulièrement par le nationalisme et le national-socialisme » n'y est pas étranger. Cf. GENTON François, « 40<sup>ème</sup> congrès de l'AGES. *Heimat* : la petite patrie dans l'histoire, l'art, la pensée et la langue des contrées germanophones », p. 11-15, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2009.

<sup>13</sup> KURBUJWEIT Dirk, « Mein Herz hüpf » , p. 60-69, in : *Der Spiegel*, n°15, 7 avril 2012.

pour des gens de la région »<sup>14</sup>. Les livres de la *Heimat* écrits par des expulsés ont parfois posé des problèmes dans leur présentation de l'avant-guerre, du nazisme ou de l'expulsion car ils reposaient beaucoup sur les souvenirs ou les témoignages oraux. Mais le recul temporel et le changement politique à partir de 1989 ont permis un changement de cap. Cependant, le genre « livre de la *Heimat* » est si riche et divers qu'il n'existe pas de prototype, mais plutôt une floraison d'ouvrages différents selon les motivations, les méthodes et objectifs de leurs auteurs<sup>15</sup>.

L'étude d'Ulrike Frede sur les livres de la *Heimat* du Comté de Glatz offre des perspectives très intéressantes aussi bien pour la compréhension du genre littéraire que pour mieux saisir l'identité des expulsés de Glatz<sup>16</sup>. Si les livres de la *Heimat* sont, comme toute chronique, dépendants de la personnalité de leur auteur, ils permettent ensemble de refléter la conscience collective des expulsés. La représentation de l'histoire avant 1945, de l'installation à l'ouest, l'image de la *Heimat* perdue ou encore des relations entre ses habitants sont autant d'éléments que l'on retrouve en partie dans la presse des expulsés en général et dans le *GB* en particulier.

Pour les expulsés, il ne fait aucun doute que leur *Heimat* est située en « Allemagne de l'est » (« *Ostdeutschland* »). Or, ce terme ne renvoie en français qu'à la République Démocratique Allemande. En allemand aussi, il ne désigne aujourd'hui plus que l'autre Etat allemand, mais dans un contexte historique, on peut parler de « *Ostdeutschland* » pour parler des territoires situés au-delà de la ligne Oder-Neisse tandis que « *Mittelddeutschland* » désigne ce qui fut la RDA. Parler d'« Allemagne centrale » ou « Allemagne du centre » en français est trop déroutant pour le lecteur francophone<sup>17</sup>. On parlera donc de « l'est allemand » ou de « territoires de l'est allemands » pour désigner la *Heimat* des expulsés et on utilisera le sigle « RDA » pour l'Etat allemand communiste. Une nouvelle fois, ce choix des mots n'obéit à aucune considération idéologique et ne répond à aucun parti pris.

Il sera question des expulsés tout au long de cette étude, mais il est bien évident qu'un groupe social fort de plusieurs millions de personnes ne peut partager les mêmes idées ni les mêmes aspirations. C'est par commodité et pour ne pas alourdir le texte inutilement que l'on dira simplement « les expulsés » sans préciser qu'il ne s'agit que d'une frange de l'ensemble réel du grand groupe social que forment les expulsés qui est concernée (il s'agira le plus souvent d'un phénomène de globalisation dans lequel le *GB* élargit à tout le groupe la position d'un certain nombre).

---

<sup>14</sup> « aus der Region, für die Region ».

<sup>15</sup> MEIER, *Heimat*.

<sup>16</sup> FREDE Ulrike, „*Unvergessene Heimat*“ Schlesien. *Eine exemplarische Untersuchung des ostdeutschen Heimatbuches als Medium und Quelle spezifischer Erinnerungskultur*, (= Schriftenreihe der Kommission für deutsche und osteuropäische Volkskunde in der Deutschen Gesellschaft für Volkskunde e.V., 88), N. G. Elwert Verlag, Marbourg, 2004.

<sup>17</sup> A titre d'expérience, si l'on écrit entre guillemets les mots « Allemagne centrale » le site google.fr renvoie essentiellement à des articles concernant les centrales nucléaires en Allemagne.

## Le Comté de Glatz

Le Comté de Glatz se situe au sud-ouest de la Silésie et forme une sorte d'enclave dans le territoire tchèque<sup>18</sup>. La « cuvette de Glatz »<sup>19</sup> est entourée de montagnes et traversée par la Neisse. En 1939, le Comté de Glatz et ses cantons de Glatz, Neurode et Habelschwerdt s'étend sur 1636 km<sup>2</sup> et compte 181 515 habitants répartis dans 191 villes et villages. 3000 habitants forment une minorité tchèque, mais celle-ci vote en majorité pour l'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale. Territoire frontalier convoité, le Comté de Glatz passe sous l'autorité du royaume de Bohême en 1137. Il fait partie de la Silésie prussienne à partir de la conquête par Frédéric II. Hormis une conversion passagère à la confession réformée au XVIe siècle, le Comté de Glatz est resté fidèle au catholicisme. En 1925, 90% de la population est catholique et seuls 8,8% de la population appartiennent à l'Eglise évangélique. Son économie repose sur ses stations thermales, la richesse de son sous-sol (houille, granit, grès, marbre) et l'exploitation forestière. Le travail du bois, du verre, la fabrication du papier et la sculpture sur bois sont les domaines les plus courants de l'artisanat traditionnel.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le Comté de Glatz est préservé des combats. Les premiers bombardements n'y ont lieu qu'en février 1945. Cette situation explique que la population d'autres régions y trouve refuge et qu'à la fin de la guerre, il y ait plus de réfugiés que d'habitants. La région est parcourue par des convois de réfugiés et de prisonniers. Après la capitulation de Breslau le 6 mai 1945, le commandement de la *Wehrmacht* déclare tout le Comté de Glatz zone de combat et il donne l'ordre d'évacuer. Beaucoup de gens apprennent la nouvelle du cessez-le-feu avant même d'être partis. A mesure que la population civile est abandonnée à son sort, les ecclésiastiques prennent le relais. Au moment où les armes se taisent, plus qu'ailleurs en Silésie, la souffrance des habitants du Comté de Glatz, les *Grafschafter*, ne fait que commencer. L'expulsion des Allemands du Comté de Glatz débute le 19 février 1946.

L'étude de Dietmar Sauermann repose sur les témoignages des habitants du Comté de Glatz. Elle permet de découvrir un tableau précis des conditions dans lesquelles se sont déroulées l'expulsion des Allemands du Comté de Glatz et la polonisation du territoire. Mais elle ne s'arrête pas avec l'expulsion. Elle décrit aussi comment les expulsés sont arrivés dans leur nouvel environnement pour y commencer une nouvelle vie. Le souvenir de la *Heimat*, l'importance de la communauté et des voyages y sont expliqués dans toute leur complexité par les personnes concernées. C'est là aussi la limite de l'étude : les propos des témoins sont présentés sans être jamais critiqués ou même commentés<sup>20</sup>.

---

<sup>18</sup> Les éléments généraux sur le Comté de Glatz sont extraits de FREDE, *Heimatbuch*, p. 18-20 et SAUERMANN Dietmar, „*Fern doch treu!*“. *Lebenserinnerungen als Quellen zur Vertreibung und ihrer kulturellen Bewältigung, am Beispiel der Grafschaft Glatz*, (= Schriftenreihe der Kommission für deutsche und osteuropäische Volkskunde in der Deutschen Gesellschaft für Volkskunde e.V., 89), N. G. Elwert Verlag, Marbourg, 2004, p. 13-20.

<sup>19</sup> « Glatzer Kessel ».

<sup>20</sup> Eva et Hans Henning Hahn montrent bien les limites d'une histoire écrite par les seuls témoins de l'expulsion. Ils prennent pour exemple le massacre de Nemmersdorf. Des recherches approfondies sur les témoignages montrent que la connaissance d'une partie des horreurs perpétrées ce jour-là ne repose sur aucun témoignage

Arrivés à l'ouest, les expulsés du Comté de Glatz suivent le mouvement d'organisation impulsé par Georg Goebel. Ce prêtre cherche à fédérer les *Grafschafter* et met en place une sorte de *Landsmannschaft* qui ne représente que les seuls expulsés du Comté de Glatz, la *Zentralstelle Grafenschaft Glatz e.V.* Tous les expulsés de Glatz sont appelés à élire le bureau directeur. La *Zentralstelle* se dote d'une loi fondamentale pour son fonctionnement interne. C'est la *Zentralstelle* qui est l'éditrice du *GB* et qui est, à travers son président, le responsable légal de la publication. Elle édite également chaque année un calendrier *Häämtebärnlä* tourné vers la culture et l'histoire de la *Heimat*<sup>21</sup>. Aujourd'hui encore, les abonnés du *GB*, qui sont automatiquement membres de la *Zentralstelle*, sont invités chaque année à participer à l'assemblée générale de la *Zentralstelle*.

Comme les *Landsmannschaften*, la *Zentralstelle* organise un rassemblement national des *Grafschafter* à Lüdenscheid en 1956, puis un second en 1966. Lüdenscheid est le siège de la rédaction depuis 1952 et devient le centre organisationnel et culturel pour les *Grafschafter*. La même année, la ville de Lüdenscheid accepte de parrainer la ville et le canton de Glatz. L'attachement de Lüdenscheid aux expulsés de Glatz devient alors officiel.

---

direct. Les personnes interrogées ne font que rapporter ce qu'elles ont entendu dire. Cf. HAHN, *Erinnern*, p. 52-65.

<sup>21</sup> Au début des années 2000, environ 1 500 personnes y sont abonnées, contre 3 000 autrefois. Interview de Brigitte Lambiel par l'auteur à Lüdenscheid le 27 juin 2011.

## Histoire des relations entre Polonais et Allemands

Les relations germano-polonaises sont marquées par les conflits entre les deux peuples tout au long de l'histoire. Une telle généralité se retrouve souvent en introduction de la description des multiples conflits qui ont émaillé cette histoire. Parfois, dans une volonté forte de montrer que la réconciliation n'est pas impossible, on lit que les conflits furent certes nombreux mais que les phases de cohabitation pacifiques furent plus nombreuses encore<sup>22</sup>. Les nombreux échanges entre les deux peuples ainsi que les migrations croisées ont conduit à la formation de nombreux stéréotypes (tant positifs que négatifs) qui ont façonné l'image de l'autre<sup>23</sup>. L'extrême violence exercée contre le peuple voisin durant le XXe siècle constitue l'apogée de l'antagonisme entre Polonais et Allemands. Au regard de cette violence, il n'est pas surprenant que la réconciliation soit difficile. Le terme de réconciliation étant extrêmement présent dans le *GB*, il n'est pas inutile de revenir sur l'histoire mouvementée des rapports entre les deux peuples.

## La colonisation allemande et le début de l'histoire commune

La présence allemande au-delà de la ligne Oder-Neisse débute au XIIe siècle. Les princes polonais font appel aux Allemands désireux de s'établir vers l'est pour qu'ils viennent participer au développement de régions sauvages et à leur essor économique<sup>24</sup>. On peut parler de colonisation dans la mesure où les Allemands se rendent dans des territoires dont ils prennent possession, mais pas pour parler de la domination d'un peuple sur un autre surtout que l'installation est soumise à l'accord de la noblesse locale<sup>25</sup>. Cette colonisation n'a donc rien à voir avec l'expansion d'un Etat national allemand (qui n'existe pas encore), elle représente plutôt « une mutation démographique, économique et sociale, l'introduction de techniques agricoles et de modèles d'urbanisation, d'institutions et de systèmes juridiques »<sup>26</sup>. Ce n'est qu'au XIXe siècle que les nationalistes polonais ont commencé à interpréter comme une colonisation hostile cette présence allemande que les nationalistes allemands considéraient comme une tâche civilisatrice<sup>27</sup>. La Silésie est le territoire qui est touché le premier et le plus fortement par ce mouvement de migration, ce qui se reflète par l'adoption par de nombreuses villes du *ius teutonicus*, le droit allemand<sup>28</sup> qui prévaut désormais en de nombreux endroits (à Breslau en 1230) où les Allemands constituent la majorité de la classe

---

<sup>22</sup> WÓYCICKI Kazimierz, « Besonderheiten der deutsch-polnischen Beziehungen. Zurück zur „Normalität“? », p. 95-110, in : DROBEK Felicitas (éd.), *Polen in Deutschland – Deutsche in Polen*, Johannes-Künzig-Institut, Fribourg, 1999.

<sup>23</sup> BADE, Klaus, « Einführung : das Eigene und das Fremde – Grenzerfahrungen in Geschichte und Gegenwart », p. 15-29, in : BADE Klaus J. (éd.), *Deutsche im Ausland - Fremde in Deutschland. Migration in Geschichte und Gegenwart*, Beck, Munich, 1992.

<sup>24</sup> PRESS Volker, « Von der mittelalterlichen zur frühneuzeitlichen Ostsiedlungsbewegung – ein Rückblick », p. 29-36, in : BADE Klaus J. (éd.), *Deutsche im Ausland - Fremde in Deutschland. Migration in Geschichte und Gegenwart*, Beck, Munich, 1992.

<sup>25</sup> DAVIES Norman, *Histoire de la Pologne*, Fayard, Paris, 1986, p. 315.

<sup>26</sup> LE RIDER Jacques, *Mitteleuropa*, (= Que sais-je, 2846), puf, Paris, 1994, p. 18.

<sup>27</sup> KOTT Sandrine, « L'Allemagne et la Pologne dans l'entre-deux-guerres. La construction d'un couple d'ennemis », p. 97-119, in : BAFOIL François (éd.), *La Pologne*, Fayard, Paris, 2007.

<sup>28</sup> LABUDA Gérard, « Villes de droit polonais », p. 53-71, in : FRANCASTEL Pierre (éd.), *Les origines des villes polonaises*, Mouton & co, Paris, 1960.

dirigeante<sup>29</sup>. Il offre en effet plus de marges de manœuvre économiques et sociales que le droit polonais traditionnel et permet à la région de se rapprocher de l'organisation socio-économique et politique de l'Europe féodale<sup>30</sup>. Au gré de multiples conflits qui émaillent cette période, les frontières entre les territoires se modifient, mais les Allemands restent présents en Silésie<sup>31</sup>. Le peuplement de la région autour de Glatz par les Allemands se produit au cours du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>. Par le Traité de Trentschin en 1335, le roi de Pologne Casimir le Grand renonce à la Silésie qui passe sous la coupe du roi de Bohême, et donc du Saint-Empire romain germanique. Pour les expulsés, cette date est très marquante car elle indique le moment où les Polonais ont renoncé très officiellement à la Silésie au profit des Allemands. Les chevaliers teutoniques s'étaient établis dans la citadelle de Marienburg à l'appel du duc Conrad de Mazovie en 1226 pour combattre les Prussiens au nord. Ils vont longtemps marquer les esprits polonais et symboliser l'ennemi allemand<sup>33</sup>. Bien qu'il s'agisse d'un ordre religieux, les chevaliers teutoniques consacrent leur activité à faire la guerre pour imposer le christianisme et défendre l'ordre du Saint-Empire aux dépens des princes polonais<sup>34</sup>. La bataille de Tannenberg (Grunwald pour les Polonais) en 1410 dans laquelle les chevaliers teutoniques subissent une lourde défaite qui marque le début de leur déclin, est considérée comme une date-clé de l'histoire par les Polonais<sup>35</sup>. Dans la mémoire collective polonaise et allemande, cette bataille est un lieu de mémoire incontournable<sup>36</sup>. A cette époque déjà, les Allemands sont présentés comme des dominateurs et les chevaliers teutoniques en sont l'expression la plus vivace. Les chevaliers teutoniques incarnent dans l'imaginaire collectif polonais l'ennemi héréditaire allemand. Le gigantesque tableau de Jan Matejko (1838-1893) représentant la bataille de Tannenberg est un symbole national de la lutte contre l'envahisseur allemand<sup>37</sup>.

<sup>29</sup> KOTOWSKI Albert, « Geschichte Polens – Ein Überblick », p. 79-94, in : DROBEK Felicitas (éd.), *Polen in Deutschland – Deutsche in Polen*, Johannes-Künzig-Institut, Fribourg, 1999.

<sup>30</sup> MÜLLER Michael G., « Polnische Geschichte bis zum Ersten Weltkrieg », p. 17-41, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, (= Schriftenreihe, 735), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2009.

<sup>31</sup> KUHN Walter, *Die deutsche Ostsiedlung in der Neuzeit*, Böhlau, Cologne, 1955, p. 100-106.

<sup>32</sup> KÖHL Eduard, *Geschichte der Festung Glatz und Glatzer Festungsgeschichten*, Grafshafter Bote & Marx Verlag, Lüdenscheid, 1984, p. 25. Malgré un parti pris évident dans la période après 1945, on y lit une chronique complète et claire de la région.

<sup>33</sup> URBAN Thomas, *Polen*, Beck, Munich, 2003, p. 50.

<sup>34</sup> GOUGUENHEIM Sylvain, « La christianisation de la Prusse par l'Ordre allemand (XIII<sup>ème</sup> siècle) », in : *Les Cahiers du Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense*, n°34, 2008, p. 39-53.

<sup>35</sup> PLYGAWKO Danuta, « La bataille de Grunwald (1410). Un élément de l'identité nationale des Polonais aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », p. 25-33, in : CUCHE François-Xavier, SCHNEIDER Jean-Paul (éd.), *Explorations de la mémoire collective. Grands événements et mythes des origines*, actes du colloque franco-polonais de l'Université Adam Mickiewicz de Poznan et de l'Université Marc Bloch de Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2004 ; MICINSKA Magdalena, « Héros et traîtres en Pologne dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », p. 331-350, in : DELSOL Chantal, MASLOWSKI Michel, NOWICKI Joanna (éd.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, puf, Paris, 2002.

<sup>36</sup> SCHENK Frithjof Benjamin, « Tannenberg / Grunwald », p. 438-454, in : FRANCOIS Etienne, SCHULZE Hagen (éd.), *Deutsche Erinnerungsorte*, Beck, Munich, 2001.

<sup>37</sup> URBAN, *Polen*, p. 149.

## Les trois partages de la Pologne et le Reich bismarckien

Les relations entre Polonais et Allemands vont se dégrader une nouvelle fois à la fin du XVIIIe siècle à l'occasion des partages de la Pologne entre les trois grandes puissances de l'Europe centrale et orientale de l'époque : Prusse, Autriche et Russie. L'Etat polonais ne résiste pas à l'appétit de ses voisins. A trois reprises (1772, 1793 et 1795), le territoire polonais va être dépecé jusqu'à disparaître complètement. Les partages vont participer à la construction dans l'imaginaire collectif polonais de l'image d'un voisin allemand considéré comme menaçant. Au début du XIXe siècle pourtant, les Polonais s'attirent la bienveillance d'une partie de la population allemande. Après la révolte de novembre 1830 contre l'autorité russe, beaucoup de Polonais sont contraints à l'exil et traversent les territoires allemands en direction de la France ou de la Suisse. Ils y rencontrent soutien, assistance et enthousiasme de la part de la population allemande qui admire leur rébellion et leur lutte pour la liberté et la démocratie<sup>38</sup>. Cet élan de solidarité ne perdure pas au-delà de la révolution de 1848 où l'intérêt national allemand s'impose face aux aspirations polonaises à la liberté.

La situation de la population polonaise est difficile dans le Reich<sup>39</sup>. La lutte contre le catholicisme menée par le chancelier Bismarck et la politique de germanisation provoquent une réaction de défense s'appuyant sur le sentiment national polonais<sup>40</sup> et l'attachement à la langue polonaise<sup>41</sup>. L'élimination du polonisme que Bismarck voit incarné par la noblesse et le clergé est l'une de ses priorités pour défendre l'empire allemand<sup>42</sup>. Les Polonais sont nombreux à se déplacer à l'ouest du Reich pour y trouver du travail : l'agriculture et les mines de la Ruhr sont les deux secteurs où ils sont les plus nombreux. Ils y effectuent un travail pénible et sont victimes de discrimination et de xénophobie<sup>43</sup>. Pendant les 123 ans où la Pologne ne figure plus sur les cartes de l'Europe, les Polonais conservent l'espoir de voir renaître leur pays, ce qui ne pourra se faire qu'au détriment des puissances à l'origine des partages, et donc de l'Allemagne. Dans son discours du 8 janvier 1918 (14 points de Wilson), le président américain plaide pour la création d'un Etat polonais indépendant. La Pologne renaît en 1918, les Alliés ayant fait du rétablissement d'un Etat polonais un de leurs buts de

---

<sup>38</sup> BROSZAT Martin, *200 Jahre deutsche Polenpolitik*, Ehrenwirth, Munich, 1963, p. 67-78 ; MICHEL Bernard, PIETRI Nicole, REY Marie-Pierre, *L'Europe des nationalismes aux nations. Autriche-Hongrie, Russie, Allemagne*, Sedes, Paris, 1996, p. 210.

<sup>39</sup> BEAUVOIS, Daniel, *La Pologne. Histoire, société, culture*, La Martinière, Paris, 2004, p. 273 ; SERRIER Thomas, *Entre Allemagne et Pologne. Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Belin, Paris, 2002, p. 51-61.

<sup>40</sup> JÄGER-DABEK Brigitte, *Polen. Eine Nachbarschaftskunde für Deutsche*, (= Schriftenreihe, 431), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2006, p. 97-98.

<sup>41</sup> BARTMINSKI Jerzy, « La langue polonaise comme symbole d'identité nationale », p. 519-537, in : DELSOL Chantal, MASLOWSKI Michel, NOWICKI Joanna (éd.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, puf, Paris, 2002.

<sup>42</sup> La célèbre phrase de Bismarck concernait moins l'élimination physique des Polonais que celle du polonisme mais elle a durablement marqué les esprits : « Cognez sur les Polonais, afin qu'ils n'aient plus envie de vivre. (...) si nous voulons survivre, nous ne pouvons rien faire de mieux que de les exterminer ; » « Haut doch die Polen, daß sie am Leben verzagen. (...) wir können, wenn wir bestehen wollen, nichts andres thun als sie ausrotten ; » cité dans : ROLLET Henry, *La Pologne au XX<sup>ème</sup> siècle*, Pedone, Paris, 1985, p. 27.

<sup>43</sup> HERBERT Ulrich, *Geschichte der Ausländerpolitik in Deutschland. Saisonarbeiter, Zwangsarbeiter, Gastarbeiter, Flüchtlinge*, (= Schriftenreihe, 410), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003, p. 14-85.

guerre<sup>44</sup>. Le nouveau territoire a-t-il atteint sa forme définitive ? Pour les nationalistes polonais, il est clair qu'il est alors trop petit et la lutte pour l'agrandir davantage s'engage entre autres contre l'Allemagne. « Pays européen au territoire le plus instable au cours du siècle passé »<sup>45</sup>, la Pologne qui vient de renaître va subir de multiples changements de frontières.

## Les soulèvements polonais et les plébiscites

Des soulèvements de la population polonaise témoignent de la tension entre les groupes ethniques allemand et polonais (Posnanie 1918/1920, Haute-Silésie 1919/1920). Des groupes armés polonais se constituent pour demander le rattachement de la Haute-Silésie à leur pays. Selon le nouveau principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des plébiscites sont organisés pour régler les questions territoriales et organiser la répartition de la mosaïque de peuples en Europe. La situation est compliquée par la volonté de la France de voir réduire la puissance économique, politique et militaire de l'Allemagne tandis que l'Angleterre souhaite une Allemagne capable de concurrencer la potentielle hégémonie française en Europe<sup>46</sup>. Le destin de régions en Prusse Orientale est réglé avec un recours à un plébiscite le 1<sup>er</sup> juillet 1920 où l'appartenance à l'Allemagne est choisie. En Haute-Silésie, l'organisation d'un plébiscite le 20 mars 1921 conduit à une extrême tension dans la population. Dans cette région où les identités nationales polonaise et allemande sont mêlées et l'identité régionale très forte, les affrontements nationalistes conduisent chacun à choisir un camp<sup>47</sup>. La langue (polonais, allemand ou dialecte) sert souvent de critère pour déterminer l'appartenance à un groupe ethnique, situation renforcée par la congruence des groupes ethniques et sociaux<sup>48</sup>. Dans le reste du territoire allemand, on suit avec un vif intérêt les événements de Haute-Silésie<sup>49</sup>. La propagande exacerbe les nationalismes de chaque peuple et les deux parties

---

<sup>44</sup> BALACE Francis, « La Pologne au traité de Versailles : le difficile processus de formation des frontières ouest (1918-1920) », p. 17-55, in : WYSOKINSKA Teresa, VAN CRUGTEN Alain (éd.), *La Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, Complexe, Bruxelles, 2001.

<sup>45</sup> SERRIER Thomas, « Les territoires occidentaux et la construction identitaire en Pologne 1900-200 (...) », p. 211-221, in : *Etudes germaniques*, n°1, janvier-mars 2007.

<sup>46</sup> NAWROCKA Anna, KIPER Roland, *Francja i Francuzi na Śląsku. La France et les Français en Silésie*, Wydawnictwo Instytut Śląski, Opole, 2010, p. 203-294.

<sup>47</sup> Les événements en Haute-Silésie ont continué de mobiliser l'énergie non seulement des nationalistes mais aussi des historiens polonais et allemands et la lecture historique faite dans chaque pays ouvre désormais des aspects historiographiques éclairants sur les relations germano-polonaises, cf. RITTER Rüdiger, *Die Geschichtsschreibung über Abstimmungskämpfe und Volksabstimmung in Oberschlesien (1918-1921)*, (= Die Deutschen und das östliche Europa. Studien und Quellen, 5), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2009.

<sup>48</sup> MADAJCZYK Piotr, « Oberschlesien zwischen Gewalt und Frieden », p. 14-163, in : THER Philipp, SUNDHAUSSEN Holm (éd.), *Nationalitätenkonflikte im 20. Jahrhundert. Ursachen von inter-ethnischer Gewalt im Vergleich*, (= Forschungen zur osteuropäischen Geschichte, 59), Harrasowitz Verlag, Wiesbaden, 2001 ; KŁOSEK Eugeniusz, « Zwischen Deutschland und Polen. Über die ethnische Grenzgebiet-Identifikation der Schlesier und ihre Erforschung », p. 155-165, in : DROBEK Felicitas (éd.), *Polen in Deutschland – Deutsche in Polen*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 1), Johannes-Künzig-Institut, Fribourg, 1999 ; STRUVE Kai, « Nationalismus- und Minderheitenforschung », p. 293-323, in : BAHLCKE Joachim (éd.), *Historische Schlesienforschung. Methoden, Themen und Perspektiven zwischen traditioneller Landesgeschichtsschreibung und moderner Kulturwissenschaft*, (= Neue Forschungen zur schlesischen Geschichte, 11), Böhlau, Cologne, 2005.

<sup>49</sup> Le partage de la Haute-Silésie est ensuite mis au compte de la république par les nazis qui associent au combat pour la Haute-Silésie des représentations mythifiées de Reich, de peuple et de nation bien loin des événements réels. Cf. HAUBOLD-STOLLE Juliane, « Mythos Oberschlesien in der Weimarer Republik. Die

engagent une lutte sans merci pour influencer le vote alors que beaucoup doivent choisir une nationalité pour la première fois de leur vie<sup>50</sup>. 59,6% des voix s'expriment en faveur de l'Allemagne. Un troisième soulèvement a lieu au printemps 1921 contre les résultats et il est réprimé par les corps-franc allemands au sommet de l'Annaberg. Conformément au Traité de Versailles, le territoire de Haute-Silésie est divisé après plébiscite en deux parties : l'Allemagne reçoit la plus grande partie tandis que la partie la plus riche (minerais et industrie) est rattachée à la Pologne. La ville de Dantzig est elle aussi séparée de l'Allemagne et placée sous mandat de la Société des Nations. Toutes ces pertes territoriales constituent un traumatisme pour la population allemande et pour les 3 millions d'Allemands qui vivent désormais sur le territoire polonais. La présence d'Allemands en Pologne est soutenue (y compris financièrement) par les gouvernements de la République de Weimar pour entretenir ses revendications territoriales<sup>51</sup>. Dans le même temps, le gouvernement polonais cherche à diminuer l'influence et la puissance de la population allemande en menant une politique visant à marginaliser économiquement et socialement les Allemands pour les inciter au départ<sup>52</sup>. A cette époque, les discriminations envers les minorités sont caractéristiques des Etats d'Europe de l'Est dont les frontières sont disputées par leurs voisins<sup>53</sup>. La crise économique durant les années 1930 rend la population en Silésie comme dans le reste du Reich plus réceptive aux idéologies du marxisme révolutionnaire ou du nationalisme révolutionnaire. Le NSDAP obtient de bons résultats électoraux en Silésie, avec une différence notable entre la Basse-Silésie où les résultats sont plus élevés qu'en moyenne et en Haute-Silésie où ils sont inférieurs à la moyenne dans le Reich<sup>54</sup>. Des villages changent de noms et reçoivent un toponyme aux consonances plus germaniques tandis que les inscriptions en polonais sur les monuments et bâtiments sont effacées.

## La Seconde Guerre mondiale

Après des mois de sabotage économique et de manipulation de la minorité allemande de Pologne, la Seconde Guerre mondiale est déclenchée avec l'attaque de la Pologne par les armées allemandes le 1<sup>er</sup> septembre 1939<sup>55</sup>. Les nazis ont théorisé le besoin d'un espace vital pour le peuple allemand pour justifier leurs conquêtes territoriales sur l'Europe. L'attaque de la Pologne provoque l'entrée en guerre des grandes puissances mondiales. L'ouest de la Pologne (95 000 km<sup>2</sup> et 9,9 millions d'habitants) est incorporé au Reich et doit être germanisé

---

Mythisierung der oberschlesischen Freikorpskämpfe und der „Abstimmungszeit“ (1919-1921) im Deutschland der Zwischenkriegszeit », p. 279-301, in : HEIN-KIRCHER Heidi, HAHN Hans Henning (éd.), *Politische Mythen im 19. und 20. Jahrhundert in Mittel- und Osteuropa*, Herder-Institut Verlag, Marbourg, 2006.

<sup>50</sup> KOTT, entre-deux-guerres.

<sup>51</sup> KREKELER Norbert, « Die deutsche Minderheit in Polen und die Revisionspolitik des Deutschen Reiches 1919-1933 », p. 15-29, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

<sup>52</sup> KOTT, entre-deux-guerres.

<sup>53</sup> CIENCIALA Anna M., « La politique étrangère de la Pologne dans la période de l'apaisement et des révisions des traités. Les vues et la politique du maréchal Piłsudski et du colonel Beck 1933-1939 », p. 119-146, in : DAVION Isabelle, KLOCZOWSKI Jerzy, SOUTOU Henri-Georges (éd.), *La Pologne et l'Europe, du partage à l'élargissement (XVIIIe – XXIe siècles)*, PUPS, Paris, 2007.

<sup>54</sup> BAHLCKE Joachim, *Schlesien und die Schlesier*, (= Studienbuchreihe der Stiftung Ostdeutscher Kulturrat, 7), Langen Müller, Munich, 1996, p. 136-140.

<sup>55</sup> GOGOLEWSKI Edmond, *La Pologne dans la tourmente de la Deuxième Guerre mondiale*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 1996, p. 9-10.

sous la direction de Himmler tandis que le centre de la Pologne (94 000 km<sup>2</sup> et 12,1 millions d'habitants), appelé Gouvernement général, n'est qu'annexé et devient une sorte de colonie allemande où les Polonais travaillent pour les Allemands<sup>56</sup>. Dès le début de la guerre, les nazis font venir dans le Reich des Polonais pour soutenir la production industrielle. Le travail forcé de plus de 2,3 millions de Polonais vient pallier l'absence des hommes partis au combat<sup>57</sup>. L'incorporation de territoires polonais au Reich se fait pour des raisons économiques, militaires, stratégiques et politiques, la Pologne étant ainsi condamnée à rester sous la dépendance économique de l'Allemagne<sup>58</sup>. Sont établies des listes des élites polonaises qui doivent être éliminées, intellectuels et dirigeants politiques sont les victimes d'attaques ciblées portant le nom de code « Action spéciale de pacification »<sup>59</sup>. La minorité allemande vivant en Pologne dans l'entre-deux-guerres joue un grand rôle dans l'extermination des Polonais dans les camps de concentration en fournissant les noms des Polonais à exterminer<sup>60</sup>. La volonté de supprimer les élites polonaises est si caractéristique de la politique national-socialiste à l'est que l'URSS réussit à faire porter aux nazis la responsabilité du massacre des officiers polonais à Katyn pourtant commis par les soviétiques<sup>61</sup>. A la fin de la guerre, la Pologne a perdu effectivement une grande partie de ses élites<sup>62</sup>.

La population vivant en Pologne doit s'inscrire sur des listes (*Volkslisten*)<sup>63</sup> visant à classer la population en quatre catégories en fonction de son degré de germanité<sup>64</sup>. Les nazis mènent leur politique de conquête en pratiquant les déplacements de population à grande échelle. Afin de germaniser les territoires conquis (et donc de légitimer la conquête), ils rapatrient les Allemands vivant disséminés à travers l'Europe. La politique du « Heim-ins-Reich » déplace des millions d'Allemands qui quittent leur région d'origine située hors de l'Allemagne pour s'installer dans les nouvelles frontières du Reich<sup>65</sup>. Dans le même temps, les populations indésirables pour les nazis (slaves et juifs) sont envoyées dans le Gouvernement général<sup>66</sup>. Le

---

<sup>56</sup> ROLLET, *Pologne*, p. 341-343.

<sup>57</sup> HERBERT, *Geschichte*, p. 129-191.

<sup>58</sup> GOGOLEWSKI, *Pologne*, p. 187-191.

<sup>59</sup> BROSZAT Martin, *Nationalsozialistische Polenpolitik 1939-1945*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1965, p. 20-21.

<sup>60</sup> GOGOLEWSKI, *Pologne*, p. 194.

<sup>61</sup> KWIATKOWSKA-VIATTEAU Alexandra, *Katyn. L'armée polonaise assassinée*, Complexe, Bruxelles, 1982.

<sup>62</sup> « Il a été estimé qu'au cours de cette guerre la Pologne a perdu 45% de ses docteurs en médecine, 57% de ses hommes de loi, 15% de ses instituteurs, 40% de ses professeurs d'université, 50% d'ingénieurs qualifiés, 30% de techniciens et 18% du clergé. », cf. CIECHANOWSKI Jan, « La Seconde Guerre mondiale : l'apport polonais », p. 105-131, in : WYSOKINSKA Teresa, VAN CRUGTEN Alain (éd.), *La Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, Complexe, Bruxelles, 2001.

<sup>63</sup> BRANDES Detlef, STILLER Alexa, « Deutsche Volkslisten », p. 186-189, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>64</sup> JANUSZ Grzegorz, « Die rechtlichen Regelungen Polens zum Status der deutschen Bevölkerung in den Jahren 1938 bis 1950 », p. 131-185, in : KITTEL Manfred, MÖLLER Horst, PESEK Jiri, TUMA Oldrich (éd.), *Deutschsprachige Minderheiten 1945. Ein europäischer Vergleich*, Oldenbourg Verlag, Munich, 2007.

<sup>65</sup> BINGEN Dieter, « Polen im Zweiten Weltkrieg », p. 70-78, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, (= Schriftenreihe, 735), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2009.

<sup>66</sup> BENZ Wolfgang, « Fremde in der Heimat. Flucht – Vertreibung - Integration », p. 374-386, in : BADE Klaus J. (éd.), *Deutsche im Ausland - Fremde in Deutschland: Migration in Geschichte und Gegenwart*, Beck, Munich, 1992.

projet conçu en juillet 1941 sous le nom de « Generalplan Ost »<sup>67</sup> prévoit qu'en l'espace de trente ans, l'est de la Pologne, l'Ukraine, les pays baltes et la Ruthénie seront peuplés d'Allemands après que leurs habitants auront été déportés en Sibérie<sup>68</sup>.

Le clergé polonais est aussi la victime de persécutions ciblées orchestrées par les nazis : couvents fermés, expulsion, déportation, enfermement à domicile, emprisonnement ou exécutions sommaires s'abattent sur le clergé polonais, simples prêtres ou hauts dignitaires de l'Eglise<sup>69</sup>.

Durant le conflit, les Polonais ainsi que les autres peuples slaves sont considérés par les nazis comme des hommes inférieurs et ils sont réduits en esclavage au service de la population allemande jugée supérieure<sup>70</sup>. Les camps de concentration et d'extermination participent à l'élimination de millions de personnes. Les juifs polonais disparaissent dans les camps situés en grande partie sur le territoire polonais. Au cours de la guerre, la Pologne perd un quart de sa population. Après l'URSS, la Pologne est au second rang pour les pertes matérielles subies par les pays occupés par le IIIe Reich.

A la fin de la guerre, les Allemands vivant dans les territoires situés au-delà de la ligne Oder-Neisse sont expulsés vers l'ouest. La population polonaise n'envisage plus de coexistence pacifique avec les Allemands et elle soutient très largement l'expulsion, y compris par la force<sup>71</sup>. Un nouvel événement historique devient lieu de mémoire pour les Allemands comme pour les Polonais<sup>72</sup>.

## **Les relations entre la RDA et la Pologne**

Les relations entre les deux pays sont d'emblée d'une nature très particulière. Le régime communiste au pouvoir dans les deux pays implique une solidarité entre les deux Etats malgré les différends liés à la guerre et à ses suites. Avant les élections de 1946, le SED n'ose pas prendre une position trop ferme pour ne pas effrayer les expulsés. Il parle encore de gagner la confiance du peuple polonais pour obtenir une révision de la frontière<sup>73</sup>. Finalement, les dirigeants est-allemands n'ont pas d'autre choix que de reconnaître la frontière malgré des avis parfois opposés, y compris au sein du SED, et l'hostilité encore vive entre les deux

---

<sup>67</sup> BENZ Wolfgang, « Der Generalplan Ost. Zur Germanisierungspolitik des NS-Regimes in den besetzten Ostgebieten 1939-1945 », p. 39-49, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

<sup>68</sup> KITTEL, Beneš, p. 541-581.

<sup>69</sup> BROZAT, *Nationalsozialistische*, p. 143-158.

<sup>70</sup> HERBERT Ulrich, « „Ausländer-Einsatz“ in der deutschen Kriegswirtschaft, 1939-1945 », p. 354-367, in : BADE Klaus J. (éd.), *Deutsche im Ausland - Fremde in Deutschland: Migration in Geschichte und Gegenwart*, Beck, Munich, 1992.

<sup>71</sup> MADAJCZYK Piotr, « Der Transfer der deutschen Bevölkerung aus dem Opper Schlesien nach 1945 », p. 279-295, in : BRANDES Detlef, IVANIČKOVÁ Edita, PEŠEK Jiří (éd.), *Erzwungene Wege. Vertreibungen und Aussiedlungen in und aus der Tschechoslowakei 1938-1947 im Vergleich mit Polen, Ungarn und Jugoslawien*, (= Veröffentlichungen der Deutsch-Tschechischen und Deutsch-Slowakischen Historikerkommission, 8 ; Veröffentlichungen zur Kultur und Geschichte im östlichen Europa, 15), Klartext, Essen, 1999.

<sup>72</sup> HAHN Eva, HAHN Hans Henning, « Flucht und Vertreibung », p. 335-352, in : FRANCOIS Etienne, SCHULZE Hagen (éd.), *Deutsche Erinnerungsorte*, Beck, Munich, 2001.

<sup>73</sup> MALYCHA Andreas, « Wir haben erkannt, daß die Oder-Neiße-Grenze die Friedensgrenze ist. Die SED und die neue Ostgrenze 1945 bis 1951 », p. 193-207, in : *Deutschland Archiv*, n°2, 2000.

populations<sup>74</sup>. Après la conférence de Moscou au printemps 1947, le SED est obligé de réviser sa position pour adopter celle de l'URSS. Sous la contrainte de Moscou, les régimes est-allemand et polonais consentent à un « mariage de raison »<sup>75</sup> et la ligne Oder-Neisse est reconnue comme frontière par les deux Etats dans le Traité de Görlitz le 6 juillet 1950. Le non-alignement sur la position officielle du parti devient alors un motif d'exclusion du SED<sup>76</sup>. La RDA choisit de mettre en valeur l'espace frontalier avec la Pologne en y développant de façon volontariste l'industrie. La Pologne en revanche a plutôt tendance à délaisser l'espace frontalier parce que l'ordre territorial n'apparaît pas garanti et que l'industrie y serait trop exposée en cas d'attaque venue de l'ouest<sup>77</sup>. Malgré l'harmonie de façade, les deux régimes s'observent avec méfiance tant leurs attitudes vis-à-vis de Moscou divergent. Dieter Bingen distingue deux phases dans la politique allemande de la Pologne : une première au cours de laquelle Varsovie obéit entièrement à Moscou et une seconde à partir de 1956 où la dépendance de l'URSS n'est que partielle et durant laquelle les tentatives de rapprochement conduisent à une normalisation des relations avec les deux Etats allemands<sup>78</sup>. La frontière commune est ouverte à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1972, et les citoyens de RDA peuvent se rendre librement en Pologne qui devient une destination touristique prisée<sup>79</sup>. La Pologne et le mouvement de contestation incarné par Solidarność donnent à la population est-allemande l'espoir qu'une alternative plus libre et plus ouverte est possible dans le système communiste. Cette image est immédiatement utilisée par la propagande est-allemande qui voit Solidarność symboliser l'anarchie polonaise. L'image positive que la propagande polonaise dégage de la RDA est troublée par l'élan de générosité venu de RFA en faveur de Solidarność. Les Allemands de l'ouest deviennent soudain les bons Allemands aux yeux des Polonais tandis que les Allemands de l'Est qui suivent la ligne dure de Moscou apparaissent comme les mauvais Allemands<sup>80</sup>.

<sup>74</sup> WEBER Pierre-Frédéric, *Le triangle RFA-RDA-Pologne (1961-1975). Guerre froide et normalisation des rapports germano-polonais*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 177-179 ; SCHWARTZ Michael, « Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der DDR », p. 69-85, in : GAUGER Jörg-Dieter, KITTEL Manfred (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Konrad-Adenauer-Stiftung, Sankt Augustin, 2004.

<sup>75</sup> HOENSCH Jörg K., « Die Deutschen und ihre slawischen Nachbarn. Von der Katastrophe im Zweiten Weltkrieg zur halbherzigen „Normalisierung“ », p. 71-90, in : PFLÜGER Peter-Michael (éd.), *Freund- und Feindbilder. Begegnung mit dem Osten*, Walter-Verlag, Olten, 1986.

<sup>76</sup> MALYCHA, Friedensgrenze.

<sup>77</sup> LEPESANT Gilles, *Géopolitique des frontières orientales de l'Allemagne. Les implications de l'élargissement de l'Union européenne*, L'Harmattan, Paris, 1998, p. 45-48 ; STOKŁOSA Katarzyna, « Integration durch Zwang 1948-1953. Die Oder-Neiße-Grenze und die mühsame Integration », p. 74-89, in : KLESSMANN Christoph, CISELA Burghard, HERTLE Hans-Hermann (éd.), *Vertreibung, Neuanfang, Integration. Erfahrungen in Brandenburg*, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, Potsdam, 2001.

<sup>78</sup> BINGEN Dieter, WĘC Janusz Józef, *Die Deutschlandpolitik Polens 1945-1991*, Nakladem Uniwersytetu Jagiellońskiego, Cracovie, 1993 ; FEJTŐ François, *Histoire des démocraties populaires. Après Staline 1953-1968*, Seuil, Paris, 1969, p. 191-197.

<sup>79</sup> ZAREMBA Marcin, « Pologne 1956-1980. Le socialisme du bigos », p. 199-223, in : BAFOIL François (éd.), *La Pologne*, Fayard, Paris, 2007.

<sup>80</sup> KOSCHNIK Hans, « Coup d'œil sur les relations germano-polonaises. Passé, présent, avenir », p. 87-94, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°1, 1992.

## Les relations entre la RFA et la Pologne

Après la guerre, les relations entre RFA et Pologne ne vont exister qu'à travers le prisme de la guerre froide. Durant les années 1950 et 1960, l'ensemble de la classe politique ouest-allemande est réunie autour d'un consensus sur la frontière germano-polonaise : celle-ci ne peut être que provisoire. Adenauer défend cette position avec fermeté dans tous ses discours<sup>81</sup>. Dans un discours à Stuttgart le 6 septembre 1946, le ministre américain des Affaires étrangères, James F. Byrnes, déclare que la frontière occidentale polonaise n'est pas définitive. Il conforte ainsi ceux qui font une lecture littérale des Accords de Potsdam renvoyant le statut définitif des territoires à un traité de paix. Son homologue soviétique, Viatcheslav Molotov, répond par voie de presse que l'URSS considère la situation comme définitive<sup>82</sup>. C'est à la demande du député social-démocrate Herbert Wehner que le *Bundestag* adopte une résolution le 14 septembre 1950 (soit deux mois après la signature du Traité de Görlitz) dans laquelle il rappelle la « volonté inébranlable de tout le peuple allemand de parvenir à l'unité nationale » et considère que la « reconnaissance de la ligne Oder-Neisse » est un « crime contre l'Allemagne »<sup>83</sup>.

Après la fin de l'expulsion, des centaines de milliers d'Allemands vivent encore en Pologne. Le régime polonais prétend le contraire car il se fait fort d'avoir réuni tous les Polonais en réglant aussi le problème des minorités ethniques allemande et ukrainienne<sup>84</sup>. Après quelques années durant lesquelles la vie culturelle allemande est tolérée en Basse-Silésie, le régime communiste met fin à cette situation pour poloniser le groupe ethnique allemand. Les Allemands sont victimes de mesures discriminatoires telles que les expropriations, l'interdiction de parler l'allemand ou des restrictions d'accès à l'emploi. Victimes de persécutions, beaucoup d'Allemands souhaitent quitter la Pologne, mais leur présence est nécessaire à l'économie polonaise et on leur refuse le droit de partir en Allemagne<sup>85</sup>. Tous n'osent pas demander leur rapatriement vers la RFA par crainte des discriminations et représailles. La politique de polonisation forcée est un échec qui n'a conduit qu'à renforcer le sentiment d'appartenance à la nation allemande du système politique. L'autorisation donnée aux premiers Allemands de quitter la Pologne en 1956 détend partiellement les relations entre les deux pays. Avec l'arrivée au pouvoir de Gomułka à l'automne 1956, des voix s'élèvent au SPD comme à la CDU appelant de leurs vœux un dialogue avec la Pologne alors que quelques mois auparavant, le ministre des Affaires étrangères Brentano s'interrogeait sur l'opportunité de renoncer aux territoires pour obtenir politiquement la libération des 17 millions

---

<sup>81</sup> Toutefois, il est bien possible qu'à titre personnel, il ait renoncé aux territoires dès les années 1950. Cf. GARTON ASH Timothy, *Au nom de l'Europe. L'Allemagne dans un continent divisé*, Gallimard, Paris, 1995, p. 261.

<sup>82</sup> MALYCHA, *Friedensgrenze*.

<sup>83</sup> Cité dans SCHÖLLGEN Gregor, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, 3<sup>e</sup>éd., Beck, Munich, 2004, p. 22.

<sup>84</sup> NOWICKI Joanna, « Stéréotypes des Européens du Centre-est : attirance, méfiance, identité », p. 540-553, in : DELSOL Chantal, MASLOWSKI Michel, NOWICKI Joanna (éd.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, puf, Paris, 2002.

<sup>85</sup> DROBEK Felicitas, « Die deutschen Heimatverbliebenen in Oberschlesien und ihre polnische Umwelt », p. 150-160, in : HABENICHT Gottfried (éd.), *Flucht und Vertreibung. 50 Jahre danach*, Johannes-Künzig-Institut für ostdeutsche Volkskunde, Fribourg, 1996.

d'Allemands de RDA<sup>86</sup>. Tandis que la RDA considère la République populaire de Pologne comme un pays frère au sein du bloc communiste, la RFA a des relations très limitées avec elle. Les tensions sont d'autant plus grandes que le régime communiste va développer le nationalisme et la propagande antiallemande en exploitant le ressentiment antiallemand de la population polonaise<sup>87</sup>. Ce sentiment est instrumentalisé dans le but d'unir la société face à un ennemi commun ou pour dénigrer un adversaire politique, mais aussi pour faire oublier que le déplacement des frontières est voulu par l'URSS<sup>88</sup>.

La question frontalière bloque toute relation diplomatique entre Pologne et RFA. Ce n'est qu'à la fin des années 1960 que la RFA va se rapprocher doucement de la Pologne avec le début de l'*Ostpolitik*. Dès le Traité de Moscou<sup>89</sup> signé le 12 août 1970, la RFA considère les frontières actuelles de l'Europe comme inviolables et la ligne Oder-Neisse comme la frontière germano-polonaise. Malgré l'irritation causée à Varsovie par les négociations germano-soviétiques préalables (qui ne lui rappellent que trop les négociations sur le sort de la Pologne entre Hitler et Staline)<sup>90</sup>, le Traité de Varsovie<sup>91</sup> est signé le 7 décembre 1970 lors de la visite du chancelier Willy Brandt (qui s'agenouille devant le monument aux victimes du soulèvement du ghetto de Varsovie en avril 1943<sup>92</sup>). La ligne Oder-Neisse n'est pas encore reconnue officiellement comme la frontière germano-polonaise définitive, mais elle est

---

<sup>86</sup> KLESSMANN Christoph, « Adenauers Deutschland- und Ostpolitik 1955-1963 », p. 61-80, in : FOSCHEPOTH Josef (éd.), *Adenauer und die Deutsche Frage*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1988.

<sup>87</sup> HOLZER Jerzy, *Polen und Europa. Land, Geschichte, Identität*, (=Sscourschriftenreihe, 670), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2007, p. 74-75.

<sup>88</sup> MADAJCZYK Piotr, « Die Rolle antideutscher Instrumentalisierung in Polen, 1944-1989 », p. 131-146, in : BINGEN Dieter, LOEW Peter Oliver, WOYCICKI Kazimierz (éd.), *Die Destruktion des Dialogs. Zur innenpolitischen Instrumentalisierung negativer Fremdbilder und Feindbilder. Polen, Tschechien, Deutschland und die Niederlande im Vergleich, 1900-2005*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 2007.

<sup>89</sup> L'URSS et la RFA s'engagent à « respecter sans restriction l'intégrité territoriale de tous les Etats en Europe dans leurs frontières actuelles ;

– Elles déclarent n'avoir de prétentions territoriales à l'égard de quiconque et qu'elles n'en élèveront pas à l'avenir ;

– Elles considèrent aujourd'hui et considéreront à l'avenir les frontières de tous les Etats en Europe comme inviolables, telles qu'elles sont tracées le jour de la signature du traité, y compris la ligne Oder-Neisse, qui constitue la frontière occidentale de la Pologne et la frontière entre la République fédérale et la République démocratique allemande ; »

<sup>90</sup> SCHÖLLGEN Gregor, *Willy Brandt. Die Biographie*, Ullstein, Munich, 2003, p. 175.

<sup>91</sup> « Article I

(1) La République fédérale d'Allemagne et la République populaire de Pologne sont d'accord pour constater que la ligne frontière existante, dont le tracé a été fixé au chapitre IX des accords de la conférence de Potsdam du 2 août 1945, forme la frontière d'Etat occidentale de la République populaire de Pologne. (Le tracé part de la Baltique immédiatement à l'ouest de Swinemünde, suit l'Oder jusqu'au confluent de la Neisse de Lusace, puis le cours de cette dernière jusqu'à la frontière tchécoslovaque).

(2) Elles confirment l'inviolabilité de leurs frontières existantes pour le présent et l'avenir, et s'engagent réciproquement au respect sans restriction de leur intégrité territoriale.

(3) Elles déclarent n'avoir l'une envers l'autre aucune prétention territoriale et qu'elles n'en élèveront pas à l'avenir. »

<sup>92</sup> Nouveau lieu de mémoire commun aux deux peuples : KRZEMIŃSKI Adam, « Der Kniefall », p. 638-654, in : FRANCOIS Etienne, SCHULZE Hagen (éd.), *Deutsche Erinnerungsorte*, Beck, Munich, 2001 ; HILLE Nicola, « Willy Brandts Kniefall. Die politische Bedeutung, emotionale Wirkung und mediale Rezeption einer symbolischen Geste », p. 163-185, in : HEIN-KIRCHER Heidi, SUCHOPLES Jarosław, HAHN Hans Henning (éd.), *Erinnerungsorte, Mythen und Stereotypen in Europa*, ATUT, Wrocław, 2008.

déclarée intangible<sup>93</sup>. L'opposition conservatrice est si véhémente dans les débats entourant la ratification des traités de l'est qu'elle parvient à mettre la majorité parlementaire en danger et une résolution commune à tous les partis est adoptée par le *Bundestag* le 10 mai 1972 pour considérer que le Traité de Varsovie a pour principal objet le rejet de la violence mais que seul un traité de paix fixera définitivement la frontière germano-polonaise<sup>94</sup>. Les traités sont alors ratifiés par le *Bundestag* la semaine suivante. La *Bundesverfassungsgericht* précise dans un jugement du 31 juillet 1973 que le Reich continue d'exister dans ses frontières de 1937 bien qu'il soit « actuellement dans l'incapacité d'agir parce que pas encore organisé ».

La signature du Traité de Varsovie marque le début d'une période de réchauffement des relations entre les deux pays, notamment grâce à l'accord trouvé sur le départ des *Aussiedler*<sup>95</sup>. Tandis que la RFA accorde des crédits à l'économie polonaise en difficulté, le gouvernement polonais autorise petit à petit le départ d'Allemands vivant encore en Pologne (les *Aussiedler*)<sup>96</sup>. Entre 1950 et 1989, près de 1,2 millions d'Allemands vont quitter la Pologne pour la RFA dans le cadre du rapatriement tardif ou du regroupement familial<sup>97</sup>. Les rapatriements tardifs vont contribuer d'une certaine manière à fragiliser la politique officielle de Bonn qui réclame un droit au retour : le retour des Allemands est de plus en plus improbable à mesure que les membres de la minorité allemande quittent les territoires Oder-Neisse<sup>98</sup>.

Outre les accords passés entre les deux gouvernements portant sur des aides financières de la RFA ou leur collaboration, le rapprochement entre les deux Etats se fait aussi sur le terrain de l'histoire. Suite au Traité de Varsovie, une commission germano-polonaise est mise sur pied en 1972 pour élaborer des recommandations communes pour les manuels scolaires des deux pays<sup>99</sup>. Ainsi, en confrontant les points de vue et les interprétations de l'histoire, les historiens polonais et allemands tentent de trouver un terrain d'entente pour parler de leur histoire commune. Les directives qui s'élaborent sont toutefois marquées par le désir de ne pas

---

<sup>93</sup> PFETSCH Frank R., *Die Außenpolitik der Bundesrepublik 1949-1992*, 2<sup>e</sup> éd., W. Fink, Munich, 1993, p. 174-175.

<sup>94</sup> SCHÖLLGEN, *Außenpolitik*, p. 117.

<sup>95</sup> On conservera le terme allemand « *Aussiedler* » pour désigner les « Allemands ethniques » (= « *Volksdeutsche* ») qui arrivent sur le territoire allemand après la vague d'expulsion. Il n'existe pas d'équivalent français suffisamment précis et évitant une périphrase maladroite. Dans son histoire de l'Allemagne, Joseph Rován propose de les appeler « revenants » ou « remigrants », mais l'usage des guillemets montre bien que ce choix n'est pas totalement satisfaisant, cf. ROVAN Joseph, *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, Seuil, Paris, 1994, p. 797-798.

<sup>96</sup> Les départs sont moins nombreux que promis par la Pologne après la signature du traité de Varsovie. Ils s'accroissent après 1975 et la signature des Accords d'Helsinki. HACKE Christian, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*, 2<sup>e</sup> éd., Ullstein, Berlin, 2004, p. 165-168.

<sup>97</sup> LOEW Peter Oliver, « Nationale und ethnische Minderheiten », p. 360-373, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, (= Schriftenreihe, 735), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2009.

<sup>98</sup> WEBER, *Triangle*, p. 250.

<sup>99</sup> Il s'agit en fait d'une troisième tentative après un premier essai en 1937/38 et un second en 1956/1960. En mai 2008, la commission s'est lancée dans la rédaction d'un manuel d'histoire commun. Cf. RUCHNIEWICZ Krzysztof, « Deutsch-polnische Schulbuchkommission », p. 205-208, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 ; RUCHNIEWICZ Krzysztof, *Zögernde Annäherung. Studien zur Geschichte der deutsch-polnischen Beziehungen im 20. Jahrhundert*, Thelem, Dresde, 2005, p. 293-303.

mécontenter la partie polonaise et les concessions se font au prix de la vérité historique<sup>100</sup>. Les autorités polonaises restent très discrètes sur les résultats du travail commun germano-polonais, tandis qu'en RFA ils sont très discutés dans les médias comme dans les parlements régionaux.

Quant aux sentiments des populations, l'élan de solidarité venu de RFA est accueilli avec reconnaissance par les Polonais après la proclamation de l'état de guerre le 13 décembre 1981, et montre (comme la lettre des évêques polonais à leurs frères allemands) que la réconciliation a commencé plus vite que les relations diplomatiques ne le laissent penser<sup>101</sup>. « Ceci a abouti, sans exagération, à créer dans l'esprit des Polonais une nouvelle image des Allemands. »<sup>102</sup> La publication de l'essai de Jan Józef Lipski « Deux patries – deux patriotismes »<sup>103</sup> a contribué à changer le regard des Polonais sur l'Allemagne et à démasquer les thèses historiques utilisées contre l'Allemagne<sup>104</sup>. Dans un discours prononcé le 7 mai 1985 à l'occasion de la commémoration de la fin de la guerre, le général Jaruzelski est le premier dirigeant polonais à évoquer officiellement l'expulsion des Allemands en disant qu'il comprend que l'obligation de quitter leur *Heimat* ait été et soit une souffrance pour les Allemands<sup>105</sup>.

### **La réunification et le Traité de bon voisinage entre Allemagne et Pologne**

Le tournant vers la démocratie en Pologne au printemps 1989 avec l'organisation des tables rondes ainsi que la chute du mur de Berlin à l'automne créent les conditions favorables à de nouvelles relations entre Allemands et Polonais. Pourtant, la question de la frontière germano-polonaise entrave l'établissement de relations diplomatiques nouvelles. La RFA souffle le chaud et le froid sur cette question cruciale : tandis que Hans-Dietrich Genscher donne sans relâche des gages sur l'intangibilité de la frontière<sup>106</sup>, le chancelier Kohl, pris dans des considérations électoralistes de politique intérieure, se garde de parler un langage aussi clair jusqu'au printemps 1990<sup>107</sup>. Dans son discours prononcé devant le *Bundestag* au retour de son voyage officiel en Pologne, le chancelier Kohl met l'accent sur la situation de la minorité allemande vivant en Pologne qu'il entend soutenir et pour laquelle il a obtenu que ses droits

---

<sup>100</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 125-128.

<sup>101</sup> BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof, « Deutschland und Polen », p. 649-675, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, BpB, Bonn, 2009, p. 649-675.

<sup>102</sup> Discours de Władysław Bartoszewski prononcé le 28 avril 1995 devant le *Bundestag*. BARTOSZEWSKI Władysław, Discours, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°2, 1995.

<sup>103</sup> LIPSKI Jan Józef, « Dwie ojczyzny – dwa patriotyzmy: uwagi o megalomaniarodowej i ksenofobii Polaków », p. 3-29, in : *Kultura*, n°10, 1981.

<sup>104</sup> BINGEN Dieter, « La question allemande en Pologne depuis 1945 », p. 477-497, in : BAFOIL François (éd.), *La Pologne*, Fayard, Paris, 2007.

<sup>105</sup> CZIOMER Erhard, « Der historische Kontext des Meinungs austauschs über Vertreibung/Aussiedlung in Polen nach dem Jahre 1945 », p. 16-36, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

<sup>106</sup> Le 27 septembre 1989, il déclare lors de l'assemblée générale de l'ONU à l'attention du ministre polonais des Affaires étrangères : « Votre peuple doit savoir que son droit à vivre dans des frontières sûres ne sera pas mis en cause par les Allemands avec des revendications territoriales ni maintenant ni à l'avenir. » cité dans HACKE, *Außenpolitik*, p. 352.

<sup>107</sup> GÖRTEMAKER Manfred, *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland. Von der Gründung bis zur Gegenwart*, Fischer Taschenbuch Verlag, Francfort-sur-le-Main, 2004, p. 759-762.

soient reconnus et garantis<sup>108</sup>. Le programme en dix points que présente Kohl devant le *Bundestag* le 28 novembre 1989 ignore la question frontalière et n'a pas été discuté avec les Alliés<sup>109</sup>. Ces derniers donnent néanmoins leur accord à une unification des deux Etats allemands mais posent en préalable la reconnaissance par l'Allemagne de la frontière germano-polonaise. Hans-Dietrich Genscher pousse le chancelier à mettre fin aux hésitations concernant le statut des territoires de l'est et lors du sommet du 17 juin 1990 à Paris, la RFA s'engage à reconnaître la frontière germano-polonaise dans un traité frontalier qui sera signé dès que l'unification aura été réalisée. Kohl fait en sorte que l'unité des deux Etats allemands ne paraisse possible qu'au prix d'un renoncement définitif aux territoires de l'est<sup>110</sup>. Le 21 juin 1990, le *Bundestag* de RFA et la *Volkskammer* de RDA adoptent une résolution identique dans laquelle ils annoncent vouloir reconnaître la frontière germano-polonaise. Dans le Traité 2+4 portant règlement définitif concernant l'Allemagne, l'Allemagne unifiée s'engage à confirmer sa frontière avec la Pologne dans un traité. C'est ce qui est fait avec le Traité frontalier germano-polonais du 14 novembre 1990. Pour la première fois depuis longtemps, l'unité d'un pays est réalisée sans conflit ni chaos, mais au prix du renoncement définitif aux territoires de l'est<sup>111</sup>. Le nouvel Etat prend la forme de « la plus petite Allemagne depuis 1000 ans »<sup>112</sup>.

La frontière est une nouvelle fois reconnue dans le Traité de bon voisinage et de coopération signé par les deux pays le 17 juin 1991 qui constituent ensemble une communauté de valeurs et d'intérêts. La reconnaissance d'une minorité allemande est au centre de ce traité avec des mesures visant à lui permettre de conserver son identité<sup>113</sup>. Les premiers Cercles d'amitié allemands s'étaient constitués (malgré la surveillance et la répression contre les initiateurs) dans l'illégalité dès 1988 en Haute-Silésie<sup>114</sup>. Ils se multiplient sur tout le territoire silésien à partir de 1990. La Pologne devient un partenaire économique et politique pour l'Allemagne et

---

<sup>108</sup> Discours de Helmut Kohl prononcé le 16 novembre 1989 devant le *Bundestag*. KOHL Helmut, Discours, p. 92-97, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°5, 1989.

<sup>109</sup> HAFTENDORN Helga, *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung. 1945-2000*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 2001, p. 354-357.

<sup>110</sup> « Le dessein stratégique avait été de montrer à la droite nationaliste et aux derniers irréductibles, parmi les expulsés, que tel était simplement le prix dont l'Allemagne devait payer l'unification des Allemands entre l'Oder et le Rhin. (...) la droite libérale, telle que la représentait le chancelier Kohl, ne se réclamait pas seulement du légalisme et de l'idéalisme, mais obéissait aussi à une sorte de machiavélisme en politique intérieure ; », cf. GARTON ASH, *Allemagne*, p. 267.

<sup>111</sup> HACKE, *Außenpolitik*, p. 381.

<sup>112</sup> Citation de Vernon Walters, ambassadeur américain à Bonn au moment des négociations 2+4, reprise par Herbert Czaja. Cf. CZAJA Herbert, *Unterwegs zum kleinsten Deutschland? Mangel an Solidarität mit den Vertriebenen. Marginalien zu 50 Jahren Ostpolitik*, Verlag Josef Knecht, Francfort-sur-le-Main, 1996, p. 15.

<sup>113</sup> Bade remarque que malgré l'exhaustivité apparente des mesures, la protection de la minorité n'est pas aussi bien assurée que dans le Traité de Versailles, pourtant considéré comme dur envers les Allemands : BADE Klaus J., *Ausländer, Aussiedler, Asyl in der Bundesrepublik Deutschland*, 3<sup>e</sup> éd., Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1994, p. 32 ; SAKSON Andrzej, « Polnische Minderheitenpolitik: vom multinationalen zum ethnisch (fast) homogenen Polen », p. 94-106, in : FRANZKE Jochen (éd.), *Das moderne Polen. Staat und Gesellschaft im Wandel: Beiträge zur Debatte*, (= Reihe Potsdamer Textbücher, 8), Berliner Debatte Wissenschaftsverlag, Berlin, 2003.

<sup>114</sup> BÄHLCKE, *Schlesien*, p. 203-213.

les deux populations peuvent désormais se rencontrer sans entraves<sup>115</sup>. Les expulsés sont nombreux à faire le voyage dans leur *Heimat* et il arrive qu'ils y fassent la connaissance des nouveaux habitants de leurs anciens logements, établissant parfois des relations d'amitié<sup>116</sup>. En Pologne, la fin de la dictature communiste marque aussi la fin d'une histoire officielle imposée par les autorités et la confrontation avec la réalité historique autrefois passée sous silence, notamment l'expulsion des Allemands à la fin de la guerre<sup>117</sup>. Dès 1990 s'ouvre un long débat dans la société polonaise sur la réalité de l'expulsion<sup>118</sup>.

Signe que les temps ont changé, les parrainages entre villes de la *Heimat* et organisations d'expulsés continuent d'exister mais prennent une nouvelle dimension. Le 10 juin 1998, le groupe de la *Heimat* de Preußisch Holland au sein de la *Landsmannschaft Ostpreußen* signe un parrainage avec la ville de Paslek en Pologne. Les autorités locales polonaises collaborent désormais avec une organisation qui s'était longtemps présentée comme sa suppléante en exil<sup>119</sup>.

### L'adhésion de la Pologne à l'UE

La nouvelle relation entre les deux pays apparaît au moment où la Pologne se porte candidate à l'adhésion à l'Union européenne. L'Allemagne est très favorable à son entrée et elle se fait l'avocat diplomatique de la Pologne auprès des institutions européennes afin d'assurer le succès de la candidature polonaise<sup>120</sup>. La position officielle de l'Allemagne est sans équivoque, mais la politique intérieure allemande est gênée par les associations d'expulsés qui font valoir l'incompatibilité entre la persistance des décrets d'expulsion en Pologne (comme en République tchèque) et l'entrée dans l'UE<sup>121</sup>. Quant aux Polonais, si la perspective d'adhérer à l'UE et de profiter des avantages commerciaux qu'elle procure est attrayante, certains sont réticents face à l'instauration de la libre circulation des personnes qui prévaut

---

<sup>115</sup> BINGEN Dieter, « Polnisch-deutsche Beziehungen », p. 174-189, in : FRANZKE Jochen (éd.), *Das moderne Polen. Staat und Gesellschaft im Wandel. Beiträge zur Debatte*, (= Reihe Potsdamer Textbücher, 8), Berliner Debatte Wissenschaftsverlag, Berlin, 2003.

<sup>116</sup> JÄGER-DABEK, *Polen*, p. 127.

<sup>117</sup> RUCHNIEWICZ Krzysztof, « Die polnische Geschichtspolitik nach 1989 », p. 219-235, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, (= Schriftenreihe, 735), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2009.

<sup>118</sup> Cf. recueil de discours et de déclarations politiques ainsi que d'articles de la presse polonaise dans BACHMANN Klaus, KRANZ Jerzy (éd.), *Verlorene Heimat. Die Vertreibungsdebatte in Polen / Center for International Relations*, Bouvier, Bonn, 1998.

<sup>119</sup> SALZBORN Samuel, *Grenzenlose Heimat. Geschichte, Gegenwart und Zukunft der Vertriebenenverbände*, Elefanten Press, Berlin, 2000, p. 76-78.

<sup>120</sup> « Et vous pouvez être sûrs que la République fédérale défendra les candidats à l'adhésion. Nous voulons que la Pologne et d'autres Etats d'Europe centrale et orientale qui ont procédé à des réformes deviennent aussi vite que possible membres de l'Union européenne. Et considérez comme un engagement politique ferme de l'Allemagne : pour le chancelier fédéral de l'Allemagne, la Pologne sera parmi les premières à adhérer à l'Union européenne. (...) C'est pourquoi je le répète ici solennellement : la place de la Pologne est en Europe, la Pologne fait partie de l'Europe. Et la Pologne a sa place dans l'Union européenne... (...) L'adhésion est un devoir de justice historique. L'élargissement de l'UE est politiquement et moralement nécessaire ; il est économiquement faisable et constituera un gain pour toutes les parties. » Extrait du discours du chancelier Schröder devant les deux chambres du parlement à Varsovie le 7 décembre 2000, cf. SCHRÖDER Gerhard, *Discours*, p. 31-35, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°1, janvier 2001.

<sup>121</sup> JACQUES Christian, « Les usages politiques du passé de la mémoire « sudète » », p. 217-231, in : *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n°37, 2005.

dans l'UE. La puissance économique des Allemands face aux Polonais pourrait inciter des expulsés ou leurs descendants à venir reprendre possession légalement et par l'argent des biens perdus après-guerre<sup>122</sup>. De plus, chaque pays éprouve des craintes vis-à-vis de son voisin : la Pologne craint que la puissance économique de l'Allemagne ne mette sa propre économie en péril tandis que l'Allemagne redoute la concurrence des bas salaires polonais<sup>123</sup>. Pourtant, les transferts de main-d'œuvre sont limités et les transferts de savoir-faire sont profitables aux deux parties.

La minorité allemande vivant en Pologne est aux avant-postes de la réconciliation germano-polonaise. On lui attribue souvent la fonction de pont entre les deux cultures. Bien que les liens existent avec les associations d'expulsés en Allemagne, ces associations locales font preuve d'indépendance et elles sont moins radicales que les organisations en Allemagne. Les Allemands vivant en Pologne sont plus soucieux de ne pas froisser la susceptibilité de l'Etat dans lequel ils vivent et d'entretenir de bonnes relations avec les Polonais<sup>124</sup>.

Les relations germano-polonaises au début du XXI<sup>e</sup> siècle sont pourtant loin d'être apaisées. On voit resurgir des idées préconçues et images de l'autre négatives avec une « intensité que l'on ne pensait plus imaginable dans le discours politique au début des années 1990 »<sup>125</sup>.

La réconciliation n'en finit plus et les gestes de réconciliation se succèdent de façon quasi ininterrompue, si bien que l'on peut se demander à quoi correspond réellement ce rituel. Que signifient des gestes de réconciliation s'ils sont voués à se répéter inlassablement ? La réconciliation a-t-elle lieu ou doit-elle encore venir ? Les gestes symboliques trop nombreux perdent de leur poids et on entre alors dans le kitsch de la réconciliation. Bien que l'expression ait été si souvent reprise qu'on en oublie le sens originel<sup>126</sup>, son créateur indiquait clairement ce qu'il voulait dénoncer : « On peut parler de kitsch de la réconciliation quand toute action politique normale entre deux Etats voisins ne relève plus d'une action politique normale mais de la réconciliation. »<sup>127</sup>

---

<sup>122</sup> BAFOIL François, *Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne postcommunistes*, L'Harmattan, Paris, 1997, p. 91.

<sup>123</sup> LEPESANT, *Géopolitique*, p. 77-111.

<sup>124</sup> LEPESANT, *Géopolitique*, p. 232.

<sup>125</sup> BINGEN Dieter, LOEW Peter Oliver, WOYCICKI Kazimierz (éd.), *Die Destruktion des Dialogs. Zur innenpolitischen Instrumentalisierung negativer Fremdbilder und Feindbilder. Polen, Tschechien, Deutschland und die Niederlande im Vergleich, 1900-2005*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 2007, p. 9-15.

<sup>126</sup> BACHMANN Klaus, « Versöhnungskitsch nach 10 Jahren – was davon übrig blieb », p. 21-33, in : HAHN Hans Henning, HEIN-KIRCHER Heidi, KOCHANOWSKA-NIEBORAK Anna, (éd.), *Erinnerungskultur und Versöhnungskitsch*, (= Tagungen zur Ostmitteleuropa-Forschung, 26), Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2008.

<sup>127</sup> « Versöhnungskitsch ist, wenn jede normale politische Handlung zwischen zwei Nachbarstaaten nicht mehr als normale Handlung, sondern als Versöhnung gilt. », cf. BACHMANN Klaus, « Die Versöhnung muß von Polen ausgehen. Wenn jeder Kredit, jeder Schüleraustausch, jede politische Handlung zwischen Polen und Deutschland von den Deutschen dem Schlagwort von der „Versöhnung“ untergeordnet wird, wird diese zum Versöhnungskitsch », in : *taz*, n°4383, 5 août 1994.

## L'histoire des expulsés

### Décision de l'expulsion

Dès la conférence de Téhéran (28 novembre - 1<sup>er</sup> décembre 1943), l'URSS propose de déplacer la Pologne vers l'ouest au détriment de l'Allemagne<sup>128</sup>. Les frontières de la future Pologne sont fixées par les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS lors de la Conférence de Yalta (4 au 11 février 1945). La décision de déplacer les populations afin que leur répartition corresponde à la nouvelle réalité des frontières est prise lors de la Conférence de Potsdam (17 juillet au 2 août 1945). Le premier ministre britannique Winston Churchill est favorable à cette solution qui consiste à mettre fin à la cohabitation de différentes nationalités sur un même territoire et il propose à la Chambre des communes le 15 décembre 1944 de l'appliquer à la population allemande<sup>129</sup>. Les accusations couramment portées en Europe centrale à cette époque contre les minorités allemandes qui auraient favorisé le nazisme ne suffisent pas à expliquer l'expulsion : la majorité des Allemands vivaient dans le territoire du Reich, tandis que l'hétérogénéité d'un groupe comme celui vivant en Pologne contredit la thèse de la « cinquième colonne »<sup>130</sup>. Le départ forcé des Allemands ne se limite toutefois pas aux territoires allemands passant sous administration polonaise ou soviétique mais s'étend plus largement à l'ensemble des territoires centre-européens et est-européens où vivent des Allemands. L'article XIII du texte final recommande de procéder au déplacement des populations de « manière humaine et ordonnée ». Quant aux frontières, elles n'ont qu'un caractère provisoire et devront être fixées définitivement dans un traité de paix.

Aujourd'hui encore, il n'y a pas de consensus autour d'une raison principale qui expliquerait l'expulsion des Allemands<sup>131</sup>. Tandis que certains ne prennent que le nazisme en considération<sup>132</sup>, d'autres voient une combinaison de causes pour expliquer l'événement. Manfred Kittel défend l'idée que l'expulsion est due à la fois à la situation de la minorité allemande qui subissait avant-guerre le nationalisme et l'oppression des jeunes Etats slaves et au facteur psychologique provoqué par la mise en esclavage de la population slave durant le nazisme<sup>133</sup>. En comparant la situation en Europe occidentale, Europe centrale et Europe de l'est, il observe avec pertinence que la violence des crimes ne suffit pas à expliquer

---

<sup>128</sup> ALEXANDER Manfred, *Kleine Geschichte Polens*, (= Schriftenreihe, 537), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2005, p. 318.

<sup>129</sup> BRANDES Detlef, « Churchill, Winston Spencer », p. 104-105, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 ; ZAYAS Alfred M. de, *Die Anglo-Amerikaner und die Vertreibung der Deutschen. Vorgeschichte, Verlauf, Folgen*, Beck, Munich, 1978, p. 34.

<sup>130</sup> KITTEL, Beneš, p. 541-581. Pour une analyse approfondie de la situation de la minorité allemande en Pologne sous la Deuxième République de Pologne, cf. LAKEBERG Beata Dorota, *Die deutsche Minderheitenpresse in Polen 1918-1939 und ihr Polen- und Judenbild*, (= Die Deutschen und das östliche Europa. Studien und Quellen, 6), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2010, p. 35-73.

<sup>131</sup> DOUGLAS R. M., « *Ordnungsgemäße Überführung* ». *Die Vertreibung der Deutschen nach dem Zweiten Weltkrieg*, 2<sup>e</sup> éd., Beck, Munich, 2012, p. 12-14.

<sup>132</sup> SALZBORN Samuel, « Narrative der Erinnerung », in : *Lernen aus der Geschichte*, 2010, article en ligne disponible sur <http://lernen-aus-der-geschichte.de/Lernen-und-Lehren/content/8588> ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>133</sup> KITTEL, Beneš, p. 541-581.

l'expulsion<sup>134</sup>. En Tchécoslovaquie, le président de la République Beneš lutte contre l'influence des Allemands des Sudètes et il envisage dès 1938 d'expulser une partie des Allemands du territoire tchécoslovaque<sup>135</sup>. De son exil à Londres, il continue de plaider en faveur de cette solution durant la guerre<sup>136</sup>. En Pologne aussi, l'opinion publique comme les différents partis politiques expriment durant la guerre leur désir de voir leur pays obtenir de nouveaux territoires à l'ouest à la fin du conflit<sup>137</sup>. Les cas de la France, de la Belgique, du Danemark montrent que des pays où vivaient une minorité n'ont pas eu recours à des mesures d'expulsion, tandis qu'en Italie, les Allemands ayant quitté le Tyrol du sud en 1939 ont eu le droit de rentrer chez eux suite aux Accords De Gasperi-Gruber de 1946<sup>138</sup>.

Pour Arno Herzig aussi, c'est le contexte historique des crimes nazis qui a conduit à l'acceptation de l'expulsion<sup>139</sup>. Si le nazisme et tous les crimes et horreurs qu'il a produits est à l'origine de l'expulsion, les tensions entre les différentes nationalités cohabitant en Europe centrale et Europe de l'est ont joué un rôle important aussi<sup>140</sup>.

L'expulsion des Allemands n'est pas le premier phénomène du genre à se dérouler en Europe au XXe siècle. La Conférence de Lausanne en 1922/1923 règle le conflit entre la Grèce et la Turquie en décidant d'un échange de populations (environ 400 000 Turcs et 1,3 million de Grecs). La simplicité théorique de cette solution au conflit fait entrer l'idée de déplacement de populations dans le droit international et en fait une solution acceptable de pacification des conflits interethniques<sup>141</sup>.

---

<sup>134</sup> L'horreur fut plus grande en Pologne qu'en Hongrie et pourtant les deux pays ont procédé à l'expulsion des Allemands. Les crimes furent semblables en France et en Hongrie, mais seuls les pays d'Europe centrale ont expulsé les Allemands. KITTEL, Manfred, « Purifications ethniques ou politiques ? Les mesures prises à l'encontre des minorités germanophones d'Europe centre-orientale et occidentale en 1945 », p. 107-188, in : CAHN Jean-Paul, POLONI Bernard (éd.), *Migrations et identités. L'exemple de l'Allemagne aux XIXème et XXème siècles*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2009.

<sup>135</sup> BRANDES Detlef, « Beneš, Jaksch und die Vertreibung/Aussiedlung der Deutschen », p. 101-111, in : BRANDES Detlef, IVANIČKOVÁ Edita, PEŠEK Jiří (éd.), *Erzwungene Wege. Vertreibungen und Aussiedlungen in und aus der Tschechoslowakei 1938-1947 im Vergleich mit Polen, Ungarn und Jugoslawien*, (= Veröffentlichungen der Deutsch-Tschechischen und Deutsch-Slowakischen Historikerkommission, 8; Veröffentlichungen zur Kultur und Geschichte im östlichen Europa, 15), Klartext, Essen, 1999.

<sup>136</sup> BRANDES Detlef, « Beneš, Edvard », p. 68-69, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>137</sup> Le ministre polonais des Affaires étrangères August Zalewski fait une demande de dédommagements matériels et territoriaux auprès du Foreign Office le 11 octobre 1939. La politique de déplacements forcés de populations sert d'argument aux Polonais et Tchécoslovaques. Cf. BRANDES Detlef, *Der Weg zur Vertreibung 1938-1945. Pläne und Entscheidungen zum 'Transfer' der Deutschen aus der Tschechoslowakei und aus Polen*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, 94) Oldenbourg Verlag, Munich, 2001, p. 46-61.

<sup>138</sup> KITTEL, Beneš, p. 541-581 ; STEININGER Rolf, *Südtirol 1918 - 1999*, Studien-Verlag, Innsbruck, 1999 ; HEISS Hans, « Fortschritt und Grenzen des Regionalismus. Südtirol nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 199-231, in : MÜLLER Michael G., PETRI Rolf (éd.), *Die Nationalisierung von Grenzen. Zur Konstruktion nationaler Identität in sprachlich gemischten Grenzregionen*, Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2002.

<sup>139</sup> HERZIG Arno, « Historische und rechtliche Aspekte zur Vertreibung der Schlesier 1945/46 aus deutscher Sicht », p. 36-56, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

<sup>140</sup> KITTEL, Beneš, p. 541-581.

<sup>141</sup> HENKE Klaus-Dietmar, « Der Weg nach Potsdam – Die Alliierten und die Vertreibung », p. 49-70, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

Quelque 2,2 millions de Polonais sont expulsés des territoires de l'est cédés à l'URSS et envoyés pour deux tiers d'entre eux dans les nouveaux territoires à l'ouest. Côté allemand, environ 12 millions de personnes quittent leur *Heimat*, soit en fuyant devant l'avancée de l'Armée rouge, soit contraintes par les autorités russes et polonaises qui les expulsent entre le printemps 1945 et la fin de l'année 1947. La réalité des chiffres est extrêmement difficile à évaluer compte tenu du contexte de la guerre et de la complexité des identités nationales d'une grande partie de la population européenne. Pour beaucoup de personnes, l'identité ne se laisse pas établir avec certitude et les pressions exercées par des autorités poussent à choisir une nationalité plutôt qu'une autre à des fins politiques pour éviter de subir des répressions<sup>142</sup>. Les chiffres donnés ici sont ceux qui sont le plus généralement admis, alors qu'à des fins partisans, nombre d'études ont cherché à surestimer le nombre des propres victimes et à sous-estimer celui des victimes du camp adverse<sup>143</sup>. La population du nouvel Etat polonais est la plus homogène du point de vue ethnique que la Pologne n'ait jamais connue<sup>144</sup>. Pourtant, il reste environ 2 millions d'Allemands sur le territoire polonais. Le régime communiste s'empresse de procéder à une opération dite de « vérification »<sup>145</sup> visant à donner à nombre d'entre eux le statut d'autochtones pour les assimiler (déclaration de fidélité à la nation polonaise et octroi de la nationalité polonaise), mais cela ne suffit pas à faire disparaître une identité régionale forte en Haute-Silésie<sup>146</sup>. D'autant plus que les déclarations répondent plus à l'envie de rester dans la *Heimat* et à l'espoir de s'insérer dans le nouvel environnement polonais. Les Hauts-Silésiens formés dans deux langues et deux cultures ont du mal à choisir entre les deux nationalités. La peur des conséquences politiques liées à ce choix complique davantage une incertitude liée au caractère biculturel de la région<sup>147</sup>.

<sup>142</sup> BORODZIEJ Włodzimierz, ZIEMER Klaus (éd.), *Deutsch-polnische Beziehungen 1939-1945-1949 : Eine Einführung*, (= Einzelveröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts Warschau, 5), fibre, Osnabrück, 2000, p. 16.

<sup>143</sup> Il semblerait que plus le nombre d'expulsés et de morts est élevé, plus le statut de victime est mérité, cf. BEER Mathias, *Flucht und Vertreibung der Deutschen. Voraussetzungen, Verlauf, Folgen*, (= Beck'sche Reihe, 1933), Beck, Munich, 2011, p. 128. Hans Henning et Eva Hahn dressent une liste des différents nombres de personnes expulsées recensées par des chercheurs ou indiqués dans des manuels scolaires des années 1950 aux années 1990. Les chiffres vont de 7 à 20 millions. Quant au nombre de morts, il oscille entre 473 000 et 5 millions. Cf. HAHN, Mythos, p. 167-189. Borodziej ajoute que les chiffres ont joué un rôle important dans les relations germano-polonaises et qu'ils permettent surtout d'évaluer l'état de la recherche, cf. BORODZIEJ Włodzimierz, ZIEMER Klaus (éd.), *Deutsch-polnische Beziehungen 1939 – 1945 – 1949. Eine Einführung*, (= Einzelveröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts Warschau, 5), fibre, Osnabrück, 2000, p. 9-19. Mais comme le fait remarquer Christian Lotz, même des travaux scientifiques qui n'ont aucune vocation politique ont pu faire l'objet de controverses politiques, cf. LOTZ Christian, « Vertreibungsforschung », p. 593-619, in : BAHLCKE Joachim (éd.), *Historische Schlesienforschung. Methoden, Themen und Perspektiven zwischen traditioneller Landesgeschichtsschreibung und moderner Kulturwissenschaft*, (= Neue Forschungen zur schlesischen Geschichte, 11), Böhlau, Cologne, 2005.

<sup>144</sup> PLASSEREAUD Yves, « Les minorités nationales de la Pologne, 1918-1945 », p. 119-144, in : BAFOIL François (éd.), *La Pologne*, Fayard, Paris, 2007.

<sup>145</sup> LINEK Bernard, « Nationale Verifizierung », p. 465-468, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>146</sup> URBAN Thomas, *Deutsche in Polen. Geschichte und Gegenwart einer Minderheit*, (= Beck'sche Reihe, 1012), Beck, Munich, 1993, p. 66-90.

<sup>147</sup> FAGOT Pascal, « La Haute-Silésie de 1945 à 1950, un espace de l'entre-deux », p. 223-235, in : *Etudes germaniques*, n°62, 2007.

## Déroulement de l'expulsion

Pour le régime communiste, les territoires placés sous administration polonaise sont considérés comme originellement polonais et enfin débarrassés de l'occupation allemande. Le régime qui s'installe en 1945 tire une partie de sa légitimité de ses forts accents nationalistes. C'est sans doute là qu'il y a la plus grande convergence entre le système politique et la société<sup>148</sup>. Afin de reprendre possession de ces « territoires recouverts »<sup>149</sup> (ou « terres retrouvées »), un ministère chargé de ces territoires est spécialement créé qui existe jusqu'en 1949 avec à sa tête le futur Premier secrétaire Gomułka<sup>150</sup>. Il doit organiser le départ rapide des Allemands et l'arrivée des Polonais expulsés des territoires passés sous administration soviétique tout en reconstruisant les villes et l'industrie de ces territoires<sup>151</sup>. Il souhaite agir rapidement pour que les Alliés occidentaux soient placés devant le fait accompli lors de la conférence de paix et qu'ils ne puissent que constater que les Allemands ont tous quitté les territoires que revendique la Pologne<sup>152</sup>. A l'automne 1945, il n'est pas rare que deux familles, l'une allemande et l'autre polonaise, cohabitent dans une même ferme<sup>153</sup>. Pour distinguer les deux populations, les Allemands sont obligés de porter un brassard marqué d'un N (Niemiec = Allemand) qui les expose à toutes les humiliations<sup>154</sup>.

Les multiples témoignages collectés depuis 1945 permettent de dresser un tableau très complet du déroulement de l'expulsion<sup>155</sup>. La situation est très différente d'une région à l'autre : tandis qu'en Prusse orientale des zones entières ont été dépeuplées après la fuite des Allemands devant l'Armée rouge<sup>156</sup>, d'autres régions sont encore peuplées presque exclusivement d'Allemands comme la zone montagneuse du Comté de Glatz où les

---

<sup>148</sup> BORODZIEJ Włodzimierz, « Der Umgang mit der Vertreibung der Deutschen in Polen – gestern und heute », p. 36-50, in : KLESSMANN Christoph, CISELA Burghard, HERTLE Hans-Hermann (éd.), *Vertreibung, Neuanfang, Integration. Erfahrungen in Brandenburg*, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, Potsdam, 2001 ; KOCHANOWSKI Jerzy, « Die Vertreibung der Deutschen in der polnischen Erinnerung und Geschichtspolitik », in : *Lernen aus der Geschichte*, 2010, article disponible en ligne sur <http://lernen-aus-der-geschichte.de/Lernen-und-Lehren/content/8601> ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>149</sup> Sur l'évolution de la représentation de ces territoires en Allemagne et en Pologne et son usage politique, cf. STÖRTKUHL Beate, « Das Bild Schlesiens in Darstellungen zur Kunst- und Kulturgeschichte nach 1945 – vom „wiedergewonnenen Land“ zum „gemeinsamen Kulturerbe“ », p. 47-66, in : BINGEN Dieter, LOEW Peter Oliver, POPP Dietmar (éd.), *Visuelle Erinnerungskulturen und Geschichtskonstruktionen in Deutschland und Polen seit 1939*, Instytut Sztuki Polskiej Akademii Nauk, Varsovie, 2009.

<sup>150</sup> WEBER, *Triangle*, p. 176.

<sup>151</sup> STRAUCHOLD Grzegorz, « Ministerium für die Wiedergewonnenen Gebiete », p. 434-435, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>152</sup> BRANDES, *Weg*, p. 393-419.

<sup>153</sup> OSĘKOWSKI Czesław, « Polnische Ansiedler angesichts der Perspektive vom eigenen Leben in den wiedergewonnenen Gebieten », p. 103-120, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

<sup>154</sup> SAUERMANN, *Fern*, p. 103.

<sup>155</sup> MADAJCZYK Piotr, « Was wissen wir über die unfreiwilligen Umsiedlungen und worauf sollten wir unsere Untersuchungen konzentrieren ? », p. 72-88, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

<sup>156</sup> DARNSTÄDT Thomas, WIEGREFE Klaus, « „Vater, erschieß mich!“ – Die dramatische Flucht vor der Roten Armee », p. 21-39, in : AUST Stefan, BURGDORFF Stephan (éd.), *Die Flucht. Über die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, (= Schriftenreihe, 432), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003.

premiers soldats russes arrivent à la fin de la guerre<sup>157</sup>. La publication sur les places publiques d'ordres d'expulsion des Allemands a marqué le début des opérations dès le mois de juin 1945, avec ce que les Polonais appellent aujourd'hui l'« expulsion sauvage »<sup>158</sup>, c'est-à-dire en dehors de tout cadre légal : elle n'est pas actée par les puissances alliées mais ce sont bel et bien des actions dirigées par les Etats dans lesquelles elles ont lieu (et ne sont pas le résultat d'initiatives individuelles incontrôlées)<sup>159</sup>. Les opérations sont conduites soit par des soldats soviétiques soit par des unités de police polonaises, les milices, dont les membres sont recrutés parmi les travailleurs forcés et jouissent d'une impunité totale dans l'exécution de leur besogne contre la population civile allemande<sup>160</sup>. Le plus souvent, des soldats surgissent dans une maison et donnent l'ordre à tous ses occupants de se tenir prêts à partir une demi-heure plus tard, ne leur laissant le temps que de rassembler quelques affaires à emporter dans des valises dont le poids ne doit pas excéder vingt kilos. Les paquets qu'emportent les expulsés contiennent des affaires de première nécessité (nourriture, vêtements, literie) ou d'un usage quotidien (vaisselle, outils)<sup>161</sup>. Commence alors la longue route de l'exode, sous la surveillance de soldats en armes impitoyables avec les plus faibles<sup>162</sup>. A chaque étape ou point de contrôle, les pillages réduisent ces paquets jusqu'au néant<sup>163</sup>. Les Allemands sont ensuite conduits vers des lieux de rassemblement où ils attendent des trains qui les conduiront vers l'ouest<sup>164</sup>. Le voyage est une épreuve supplémentaire : il dure plusieurs jours, parfois une semaine, dans le froid, avec un ravitaillement limité au strict minimum, dans des conditions d'hygiène catastrophiques<sup>165</sup>. Certains séjournent dans des camps avant d'être envoyés vers l'ouest. Lamsdorf est le plus connu d'entre eux pour la violence qui y régnait et le nombre

---

<sup>157</sup> THADDEN Rudolf von, « Die Gebiete östlich der Oder-Neiße in den Übergangsjahren 1945-1949. Eine Vorstudie », p. 117-126, in : SCHULZE Rainer (éd.), *Flüchtlinge und Vertriebene in der westdeutschen Nachkriegsgeschichte: Bilanzierung der Forschung und Perspektiven für die künftige Forschungsarbeit*, (= Quellen und Untersuchungen zur Geschichte Niedersachsens nach 1945, 4), Lax, Hildesheim, 1987.

<sup>158</sup> DARNSTÄDT Thomas, WIEGREFE Klaus, « „Lauf, ihr Schweine!“ - „Wilde Vertreibungen“ nach dem Einmarsch der Roten Armee », p. 83-99, in : AUST Stefan, BURGDORFF Stephan (éd.), *Die Flucht. Über die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, (= Schriftenreihe, 432), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003.

<sup>159</sup> Les mots employés pour désigner les victimes de l'expulsion comme le phénomène lui-même sont extrêmement variés, tant en allemand qu'en polonais. Cette profusion est révélatrice de la volonté d'imposer à travers le choix des mots une lecture précise des événements. La difficulté des chercheurs allemands et polonais à s'entendre sur les mots reflète les discours antonymes. KOBZARSKA-BAR Barbara, KOĆWIN Lesław, « Bericht über die Beratungen der Konferenz », p. 226-269, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001 ; SAUERMANN, Fern, p. 140-148.

<sup>160</sup> URBAN Thomas, *Der Verlust. Die Vertreibung der Deutschen und Polen im 20. Jahrhundert*, (= Schriftenreihe, 480), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2005, p. 112-115.

<sup>161</sup> SAUERMANN, *Erinnern*, p. 79-100.

<sup>162</sup> L'image de l'exode, à travers la glace et la neige en Prusse orientale, est celle qui incarne le souvenir de l'expulsion dans la mémoire collective et qui revient le plus souvent dans les médias pour illustrer l'événement, de même que l'image de la mère et son enfant, symboles des victimes innocentes. Cf. RÖGER Maren, *Flucht, Vertreibung und Umsiedlung. Mediale Erinnerungen und Debatten in Deutschland und Polen seit 1989*, (= Studien zur Ostmitteleuropaforschung, 23), Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2011, p. 254-281.

<sup>163</sup> SAUERMANN, *Fern*, p. 48-57, p. 88-94.

<sup>164</sup> SAUERMANN, *Fern*, p. 187-203.

<sup>165</sup> SAUERMANN, *Fern*, p. 202-214.

d'Allemands qui y ont trouvé la mort<sup>166</sup>. Des camps qui avaient servi aux nazis pour enfermer et persécuter les juifs sont alors utilisés contre les Allemands<sup>167</sup>. Beaucoup d'Allemands expulsés de leur maison sont simplement emmenés quelques kilomètres plus loin et abandonnés en pleine nature. L'expulsion n'est alors qu'un prétexte au pillage des maisons et à l'appropriation des biens<sup>168</sup>. Enfin, plus de 500 000 hommes ont été déportés en URSS. Recrutés parmi la population en âge de travailler, ils sont condamnés au travail forcé en Sibérie où un tiers d'entre eux trouve la mort<sup>169</sup>.

L'ambiance d'après-guerre où les bourreaux d'hier sont les victimes d'aujourd'hui suscite des sentiments de vengeance et des réactions violentes. Pour échapper à la violence de l'Armée rouge dont ils ont entendu parler, beaucoup choisissent de se suicider<sup>170</sup>. Les Allemands sont livrés à la vindicte populaire et les actes de brutalité extrême ne sont pas rares<sup>171</sup>. Les femmes sont les premières victimes de la violence des soldats polonais et soviétiques. Les viols de masse sont une caractéristique de l'expulsion<sup>172</sup>. Entre le moment où les Allemands doivent quitter leur habitation et leur arrivée à l'ouest, beaucoup succombent aux conditions extrêmes qui leur sont imposées : froid ou chaleur intense, sous-alimentation, maladie, épidémies, épuisement. Il est extrêmement difficile d'établir la cause du décès des victimes de l'expulsion. Les travaux de recherche sur le sujet ont souvent obéi à des considérations partisans et idéologiques tentant de disculper son propre camp ou au contraire d'insister sur la responsabilité du camp adverse. Entre ce que prévoyaient les Accords de Potsdam et la réalité, l'écart est énorme. Les millions d'expulsés sont traités de manière dégradante et l'ampleur des déplacements échappe à tout contrôle de la situation<sup>173</sup>. Le terme de « désintégration » a pu être utilisé pour désigner l'état d'extrême détresse dans lequel se trouvent les expulsés à leur arrivée<sup>174</sup>.

---

<sup>166</sup> Sur les 5000 personnes qui y furent enfermées, 1000 à 1500 moururent de maladie. Cf. NOWAK Edmund, « Lamsdorf », p. 376-377, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>167</sup> URBAN, *Verlust*, p. 126-133.

<sup>168</sup> MADAJCZYK, *Transfer*, p. 279-295 ; STANĚK Tomáš, *Verfolgung 1945. Die Stellung der Deutschen in Böhmen, Mähren und Schlesien (außerhalb der Lager und Gefängnisse)*, (= Buchreihe des Institutes für den Donaauraum und Mitteleuropa, 8), Böhlau, Vienne, 2002.

<sup>169</sup> URBAN, *Verlust*, p. 117.

<sup>170</sup> 500 des 4000 habitants de Grünberg en Basse-Silésie se suicident durant les deux premières semaines de l'occupation par les Polonais. Cf. « „Noch nicht fertig? Schnell!“ », p. 45-50, in : *Der Spiegel*, n°24, 1985.

<sup>171</sup> Le nombre de femmes violées en Prusse Orientale est estimé à 1,9 million. « Die ungeliebten Befreier », p. 30-38, in : *Focus*, n°19, 7 mai 2012.

<sup>172</sup> SAUERMAN, *Fern*, p. 57-63.

<sup>173</sup> Pour une description complète des conditions de l'expulsion des Allemands du territoire tchèque : STANĚK, *Verfolgung*.

<sup>174</sup> « La désintégration, c'est l'expérience, vécue bien souvent dans sa propre chair, du viol, de la torture, du meurtre. (...) La désintégration c'est ensuite le dénuement, la perte de ses biens matériellement et sentimentalement les plus précieux. (...) La désintégration c'est encore le fait de se trouver coupé d'une partie ou de la totalité de sa famille, de ses amis et connaissances. (...) Ce sont des millions de personnes dans cet état de désintégration matérielle, mentale et psychologique qu'il va falloir insérer dans une société elle-même en proie aux difficultés et au désarroi de la défaite de 1945. (...) La désintégration, enfin, présente une autre dimension psychologique. A la souffrance et au dénuement s'ajoute, non sans raison, le sentiment d'être victime d'une injustice et qui plus est d'une injustice qu'admettent, dont se font les complices les nations occidentales, alors quelles prétendaient combattre tout acte de violence fait aux peuples, tout mépris du

L'arrivée des expulsés dans les zones d'occupation est un défi de taille pour les autorités. Alors que la population locale est confrontée à de graves difficultés (logement, alimentation, froid intense de l'hiver 1947), la nécessité d'accueillir les Allemands venus de l'est s'impose dans ce contexte d'après-guerre. Les Alliés s'accordent sur la nécessité de répartir les expulsés sur l'ensemble du territoire allemand<sup>175</sup>. Pourtant la zone d'occupation française n'accueille presque pas d'expulsés<sup>176</sup>. En les répartissant ainsi de manière plus ou moins homogène, ils veulent rendre leur acceptation par la population locale plus facile<sup>177</sup>. Les expulsés sont installés principalement dans des zones rurales où les destructions de logements ont été moins nombreuses et où leur force de travail va venir en soutien à l'agriculture<sup>178</sup>. La zone d'occupation soviétique reçoit le plus grand nombre d'expulsés par rapport à la population locale. Certains Länder accueillent beaucoup plus d'expulsés que d'autres. La Bavière, la Basse-Saxe, le Schleswig-Holstein, la Hesse et le Bade-Wurtemberg sont, dans l'ordre, les Länder de la future RFA qui accueillent le plus d'expulsés. Les Alliés considèrent que les expulsés peuvent constituer un facteur de trouble social et ils veulent à tout prix empêcher que ne se constituent des ghettos ou des zones à forte proportion d'expulsés qui créeraient une sorte de colonie<sup>179</sup>. C'est la raison pour laquelle les Alliés s'appliquent à disséminer les expulsés originaires d'une même région sur l'ensemble du territoire allemand. Ainsi, les communautés d'avant-guerre se retrouvent éclatées et ne peuvent que difficilement entrer en contact. Cet isolement et cette rupture des liens traditionnels (où familles et amis sont soudain séparés) participent à la mise à l'écart dont les expulsés se sentent les victimes.

---

principe d'autodétermination. » POLONI Bernard, « L'intégration des réfugiés en R.F.A. : l'exemple de la Bavière », p. 33-61, in : KREBS Gilbert, SCHNEILIN Gérard (éd.), *L'Allemagne 1945-1955. De la capitulation à la division*, PIA, Asnières, 1996.

<sup>175</sup> On trouve un tableau indiquant à la fois l'origine des expulsés et leur répartition sur le territoire allemand (RFA et RDA) dans FRANZEN K. Erik, *Die Vertriebenen. Hitlers letzte Opfer*, Propyläen, Berlin, 2001, p. 278-281.

<sup>176</sup> Bien qu'elle accepte les Accords de Potsdam, la France est opposée à l'expulsion des Allemands car elle craint un déséquilibre démographique et économique au profit de l'Allemagne, ainsi que des difficultés pour l'Allemagne à nourrir l'ensemble de la population et à assurer le paiement des réparations à la France. Cf. BEER Mathias, « Die französische Besatzungszone in Deutschland als Aufnahmegebiet für deutsche Flüchtlinge und Vertriebene nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 252-255, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 ; KÜHNE Andrea, « Abschottung und Assimilation: Die Flüchtlingspolitik in der Französischen Zone am Beispiel Württemberg-Hohenzollerns », p. 193-215, in : SCHRAUT Sylvia, GROSSER Thomas (éd.), *Die Flüchtlingsfrage in der deutschen Nachkriegsgesellschaft*, Palatium Verlag, Mannheim, 1996. La France s'oppose aussi au changement de zone d'habitation pour les expulsés avant de revenir sur cette décision lorsque les Etats-Unis menacent de ne plus l'associer au Plan Marshall, cf. KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat*, p. 88.

<sup>177</sup> GREBING Helga, POZORSKI Peter, SCHULZE Rainer, *Die Nachkriegsentwicklung in Westdeutschland 1945-1949, a) Die wirtschaftlichen Grundlagen*, (= Studienreihe Politik, 7), J. B. Metzlersche Verlagsbuchhandlung, Stuttgart, 1980, p. 21-23.

<sup>178</sup> 85% vivent en zone rurale et 15% en ville. Cf. REICHLING G., BETZ F. H., *Die Heimatvertriebenen. Glied oder Außenseiter der deutschen Gemeinschaft?*, Wolfgang Metzner Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1949, p. 12.

<sup>179</sup> KRAUSS Marita, « Die amerikanische Besatzungszone in Deutschland als Aufnahmegebiet für deutsche Flüchtlinge und Vertriebene nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 37-40, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

## L'intégration en RFA

L'arrivée et l'intégration des expulsés a fait l'objet de nombreuses études. Il s'agit le plus souvent d'études de cas portant sur une ville ou un Land particulier<sup>180</sup>. On se contentera ici de brosser un tableau général de la situation sur l'ensemble du territoire ouest-allemand<sup>181</sup>.

L'intégration des expulsés dans la société ouest-allemande pose un problème majeur pour les Alliés. La population locale ne voit pas d'un bon œil l'arrivée massive de populations étrangères<sup>182</sup>. Les expulsés ne sont pas des étrangers puisqu'ils sont Allemands, mais aux

---

<sup>180</sup> BEER, *Voraussetzungen*, p. 28.

<sup>181</sup> Pour des études sur des régions précises :

**Sud-ouest (futur Land de Bade-Wurtemberg)** : BEER Mathias, *Zur Integration der Flüchtlinge und Vertriebenen im deutschen Südwesten nach 1945. Bestandsaufnahme und Perspektiven der Forschung*, (= Schriftenreihe des Instituts für Donauschwäbische Geschichte und Landeskunde, 3), Thorbecke, Sigmaringen, 1994.

**Basse-Saxe** : PARISIUS Bernhard, « „Dass man natürlich in der Stadt mehr Möglichkeiten hat, das zu verwirklichen, was man will, ist klar.“ Integrationen in Niedersachsen und Hamburg », p. 93-120, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenoock & Ruprecht, Göttingen, 2008.

**Bavière** : BAUER Franz J., « Aufnahme und Eingliederung der Flüchtlinge und Vertriebenen. Das Beispiel Bayern 1945-1950 », p. 158-173, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985 ; POLONI, Bavière ; PRINZ Friedrich, « Integration von Vertriebenen und Flüchtlingen – Sach- und Methodenprobleme im Forschungsfeld: Das Beispiel Bayern », p. 252-264, in : SCHULZE Rainer (éd.), *Flüchtlinge und Vertriebene in der westdeutschen Nachkriegsgeschichte: Bilanzierung der Forschung und Perspektiven für die künftige Forschungsarbeit*, (= Quellen und Untersuchungen zur Geschichte Niedersachsens nach 1945, 4), Lax, Hildesheim, 1987 ; NEUMANN Gerald, *Die Medien und die Flüchtlingsfrage in Bayern von 1945 bis 1953*, iudicium Verlag, Munich, 1994 ; KRAUSS Marita, « Die Integration von Flüchtlingen und Vertriebenen in Bayern in vergleichender Perspektive », p. 70-93, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenoock & Ruprecht, Göttingen, 2008 ; FENDL Elisabeth, *Aufbaugeschichten. Eine Biographie der Vertriebenengemeinde Neutraubling*, (= Schriftenreihe der Kommission für deutsche und osteuropäische Volkskunde in der deutschen Gesellschaft für Volkskunde e.V., 91), N. G. Elwert Verlag, Marbourg, 2006.

**Rhénanie-du-Nord-Westphalie** : WIESEMANN Falk, « Flüchtlingspolitik in Nordrhein-Westfalen », p. 173-183, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985 ; STEINERT Johannes-Dieter, *Vertriebenenverbände in Nordrhein-Westfalen 1945-1954*, (= Flüchtlinge und Vertriebene in Nordrhein-Westfalen, 1), Schwann, Düsseldorf, 1986 ; KIFT Dagmar, « Aufnahme in Bergbau und Industrie. Zur Integration der Flüchtlinge und Vertriebenen im Zuwanderungsland Nordrhein-Westfalen in vergleichender Perspektive », p. 120-148, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenoock & Ruprecht, Göttingen, 2008.

**Hesse** : WINKLER York R., *Flüchtlingsorganisationen in Hessen 1945-1954. BHE – Flüchtlingsverbände – Landsmannschaften*, (= Forschungen zur Integration der Flüchtlinge und Vertriebenen in Hessen nach 1945, 6), Historische Kommission für Nassau, Wiesbaden, 1998 ; MESSERSCHMIDT Rolf, *„Wenn wir nur nicht lästig fallen...“ Aufnahme und Eingliederung der Flüchtlinge und Vertriebenen in Hessen (1945-1955)*, Insel Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1991 ; MESSERSCHMIDT Rolf, *Aufnahme und Integration der Vertriebenen und Flüchtlinge in Hessen 1945-1950. Zur Geschichte der hessischen Flüchtlingsverwaltung*, (= Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Nassau, 55 ; Forschungen zur Integration der Flüchtlinge und Vertriebenen in Hessen nach 1945, 4), Historische Kommission für Nassau, Wiesbaden, 1994.

**Rhénanie-Palatinat** : MESSERSCHMIDT Rolf, « Erinnerungskultur und gelungene Eingliederung – ein unlösbares Spannungsverhältnis? Regionalhistorische Integrationsbilanzen für Hessen und Rheinland-Pfalz », p. 48-70, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenoock & Ruprecht, Göttingen, 2008.

**Schleswig-Holstein** : HERRMANN Tobias, POHL Karl Heinrich (éd.), *Flüchtlinge in Schleswig-Holstein nach 1945. Zwischen Ausgrenzung und Integration*, Verlag für Regionalgeschichte, Bielefeld, 1999

<sup>182</sup> « Concernant les conséquences de la guerre, il y eut souvent deux communautés de destin séparées l'une de l'autre par une véritable concurrence des victimes : aux uns qui arrivaient de l'est et racontaient qu'ils

yeux de la population locale, ces gens venus de territoires parfois très éloignés du leur, au dialecte et aux usages (sociaux ou religieux) si différents sont assimilés à des étrangers<sup>183</sup>. Il n'est pas rare que les expulsés soient traités de polacks, étant assimilés ainsi aux Polonais qui sont précisément leurs bourreaux<sup>184</sup>. Ces insultes créent un climat de défiance où la population locale rejette les nouveaux arrivés. Le rejet est souvent légitimé par le reproche d'avoir soutenu le nazisme<sup>185</sup>. L'arrivée des travailleurs immigrés dans les années 1950 va avoir pour conséquence d'accélérer l'intégration des expulsés lorsque la défiance envers les étrangers va se tourner vers les nouveaux venus<sup>186</sup>.

La perte d'un quart du territoire, dont des terres agricoles très productives, crée une situation de pénurie alimentaire qui n'est surmontée que grâce au plan Marshall<sup>187</sup>. La dépendance des importations étrangères augmente considérablement.

Le logement est la première des priorités pour les expulsés. Trouver un toit pour soi et sa famille est la première étape vers une installation durable. Les conditions sont extrêmement défavorables puisque la Seconde Guerre mondiale a ravagé la plupart des grandes villes allemandes. 22% des logements existants ont été détruits et quelque 13,5 millions de personnes ont perdu leur toit<sup>188</sup>. Mais pour de nombreux expulsés, la question du logement trouve une solution provisoire dans l'un des camps de transit qui se multiplient pour offrir une solution d'hébergement d'urgence afin de faire face à l'arrivée massive de populations<sup>189</sup>. Fin 1948, plus de 2 millions d'expulsés vivent dans des logements de fortune. L'afflux d'expulsés est tel que les solutions transitoires durent beaucoup plus longtemps que prévu. Le dernier camp n'est fermé qu'en 1966. Les autorités tentent par tous les moyens de faire face aux problèmes d'hébergement et les logements sont réquisitionnés pour accueillir des familles d'expulsés dès lors que l'on estime que la place y est suffisante<sup>190</sup>. Des enquêteurs sont chargés de vérifier les déclarations sur l'aménagement des locaux d'habitation. L'intervention

---

avaient tout perdu, les autres rétorquaient qu'évacués de la *Heimat* et bombardés, eux aussi avaient tout perdu. » (« Außerdem gab es, was die Folgen des Krieges angeht, vielfach zwei Schicksalsgemeinschaften, voneinander getrennt durch eine veritable Opferkonkurrenz: Den einen, die aus dem Osten kamen und berichteten, alles verloren zu haben, wurde von denen im Westen entgegengerechnet, daß man, evakuiert und „ausgebombt“, außer der Heimat doch schließlich auch alles verloren habe. »), cf. BADE Klaus J., *Homo Migrans – Wanderungen aus und nach Deutschland*, (= Stuttgarter Vorträge zur Zeitgeschichte, 2), Klartext-Verlag, Essen, 1994, p. 42-51.

<sup>183</sup> KRAUSS Marita, « Das „Wir“ und das „Ihr“. Ausgrenzung, Abgrenzung, Identitätsstiftung bei Einheimischen und Flüchtlingen nach 1945 », p. 27-41, in : HOFFMANN Dierk, KRAUSS Marita, SCHWARTZ Michael, (éd.), *Vertriebene in Deutschland: interdisziplinäre Ergebnisse und Forschungsperspektiven*, (= Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, hors-série), Oldenbourg, Munich, 2000.

<sup>184</sup> KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat*, p. 72-87.

<sup>185</sup> SCHWARTZ Michael, « Dürfen Vertriebene Opfer sein? Zeitgeschichtliche Überlegungen zu einem Problem deutscher und europäischer Identität », p. 494-505, in : *Deutschland Archiv*, n°3, 2005.

<sup>186</sup> SCHULZE Rainer, « Als Deutsche zu Deutschen? Geschichten einer Heimkehr in die Fremde: Umgesiedelte, Flüchtlinge und Vertriebene aus dem Osten », p. 21-41, in : AGAZZI Elena, SCHÜTZ Erhard (éd.), *Heimkehr: Eine zentrale Kategorie der Nachkriegszeit. Geschichte, Literatur und Medien*, (= Schriften des Italienisch-Deutschen Historischen Instituts in Trient, 23), Duncker & Humblot, Berlin, 2010.

<sup>187</sup> REICHLING, *Glied*, p. 8.

<sup>188</sup> HUBERT Michel, « La population allemande entre 1945 et 1955 : rupture et continuité », p. 61-93, in : KREBS Gilbert, SCHNEILIN Gérard (éd.), *L'Allemagne 1945-1955. De la capitulation à la division*, PIA, Asnières, 1996.

<sup>189</sup> SAUERMAN, *Fern*, p. 214-251.

<sup>190</sup> KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat*, p. 50-70.

de la police pour faire appliquer ces décisions administratives témoigne des fortes résistances que l'on observe dans la population locale<sup>191</sup>. Avant-guerre, chaque logement était occupé par 3,6 personnes en moyenne, le chiffre passe à 5,4 après la guerre. Des bâtiments considérés autrefois comme inhabitables servent désormais de logements<sup>192</sup>.

Pour assurer leur subsistance, les expulsés doivent trouver un travail. Là encore, les difficultés de l'après-guerre rendent la situation très compliquée. Le chômage est élevé et touche les expulsés quatre fois plus que le reste de la population<sup>193</sup>. L'urgence de leur situation contraint nombre d'expulsés à accepter un emploi quel qu'il soit, sans tenir compte de leurs compétences ou intérêt pour le métier. En Bavière, les autorités accordent une priorité aux expulsés pour occuper des postes administratifs (entre autres pour remplacer les personnes convaincues de collaboration avec le nazisme). En leur facilitant l'accès à l'emploi, les autorités suscitent aussi un sentiment de jalousie chez les autochtones et de rejet de ces « étrangers »<sup>194</sup>. Mais il est urgent d'intégrer les expulsés pour apaiser les relations entre expulsés et population locale<sup>195</sup>. D'autant que les deux groupes tireront profit de l'intégration réussie des expulsés<sup>196</sup>. N'ayant aucune connaissance de leur nouvel environnement ni de la population locale, les expulsés sont moins bien préparés que les autres pour affronter le marché de l'emploi. C'est la situation de l'emploi qui décide de leur poste. Ils sont souvent contraints d'accepter des emplois sans rapport avec leur qualification réelle<sup>197</sup>. Pour beaucoup d'expulsés, leur nouveau départ dans la vie active correspond à un déclassement<sup>198</sup> : ceux qui occupaient auparavant un poste à responsabilité ou avec un haut niveau de qualification se

---

<sup>191</sup> POLONI, Bavière.

<sup>192</sup> REICHLING, *Glied*, p. 7.

<sup>193</sup> REICHLING, *Glied*, p. 20.

<sup>194</sup> POLONI, Bavière.

<sup>195</sup> « Si la situation actuelle continue, la bonne volonté de la population locale va bientôt disparaître sous la pression des frictions permanentes. Il est absolument indispensable d'apporter une aide rapide. Cela ne peut se faire qu'au moyen d'une intégration réelle des expulsés dans la vie économique et sociale de RFA ; » (« Wenn die augenblickliche Lage anhält, wird der gute Wille der einheimischen Bevölkerung unter dem Druck der dauernden Reibungen bald schwinden. Es ist unbedingt notwendig, schnelle Abhilfe zu schaffen. Diese kann nur auf dem Wege wirklicher Eingliederung der Flüchtlinge in das wirtschaftliche und soziale Leben Westdeutschlands geschaffen werden; »), cf. Technical Assistance Commission für die Eingliederung der Flüchtlinge in die deutsche Bundesrepublik (éd.), *Die Eingliederung der Flüchtlinge in die deutsche Gemeinschaft. Bericht der ECA Technical Assistance Commission für die Eingliederung der Flüchtlinge in die deutsche Bundesrepublik dem Bundeskanzler am 21. März 1951 überreicht*, Bundesministerium für Vertriebene, Bonn, 1951, p. 74.

<sup>196</sup> « Pour appliquer le programme maintenant, il faut être courageux, loyal dans son attitude et compréhensif pour comprendre que ce n'est pas seulement un devoir mais aussi une bonne affaire pour la population locale de consentir à quelques sacrifices et de réduire leur propre consommation de sorte que les réfugiés puissent être intégrés économiquement, ce qui plus tard permettra d'élever le niveau de vie des deux groupes de population. » « Um das Programm jetzt auszuführen, muß man Mut, faire Haltung und Einsicht besitzen, um zu verstehen, daß es nicht nur eine Pflicht, sondern auch ein erfolgreiches Geschäft für die einheimische Bevölkerung ist, gewisse Opfer zu bringen und ihren eigenen Verbrauch so einzuschränken, daß die Flüchtlinge wirtschaftlich eingegliedert werden können, wodurch später der Lebensstandard beider Bevölkerungsgruppen gehoben werden kann. », cf. Technical Assistance Commission, *Eingliederung*, p. 80.

<sup>197</sup> REICHLING, *Glied*, p. 15.

<sup>198</sup> SAUERMAN Dietmar, « Erinnerungen als Quelle von ethnozentrischen Vorurteilen », p. 121-141, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

voient ravalés à des emplois moins bien considérés. Les anciens dirigeants ou propriétaires deviennent de simples employés et les propriétaires terriens doivent accomplir un travail sous l'autorité d'un employeur, renversant ainsi des rapports professionnels auxquels ils étaient habitués. Ceux qui travaillaient dans le commerce font face au manque de relations, de locaux et de capital pour démarrer une nouvelle activité<sup>199</sup>. Les enfants des expulsés se distinguent par des résultats scolaires supérieurs à la moyenne, montrant ainsi une soif d'apprendre pour échapper au déclassement social mais aussi suivant le conseil parental : « Ce que tu sais, personne ne viendra te le prendre »<sup>200</sup>, ce qui se traduit par une ascension sociale qui aurait sans doute été impossible dans la *Heimat*. La part des expulsés parmi les enseignants du secondaire et du supérieur est ainsi très élevée<sup>201</sup>. Le système scolaire allemand était bien développé à l'étranger et dans les territoires de l'est du Reich et les enseignants font partie des métiers très représentés parmi les expulsés<sup>202</sup>. La langue pose aussi problème à des expulsés. Bien qu'ils soient allemands, certains ne parlent que le dialecte de leur région d'origine et ils ont toutes les peines du monde à se faire comprendre dans un nouvel environnement. Les conditions d'accès à l'emploi s'en trouvent compliquées davantage. Pour nouer des liens sociaux avec la population locale, l'usage du dialecte est un autre facteur de trouble.

La contribution des Eglises catholique et protestante lors de l'arrivée des expulsés puis dans leur processus d'intégration, a été déterminante<sup>203</sup>. Elles ont apporté dès le début un soutien moral sans faille en dénonçant l'injustice et la brutalité de l'expulsion et en réclamant un droit au retour<sup>204</sup>. L'Eglise aurait pu jouer un rôle fédérateur en rassemblant des gens partageant la même foi, mais elle est gênée dans sa mission par les pratiques culturelles différentes selon les régions de l'Allemagne. L'importation de traditions déroutantes pour la population locale a pu générer des conflits avec les expulsés<sup>205</sup>. Les Allemands de l'ouest sont confortés dans l'idée que les expulsés sont des étrangers puisque leurs traditions et pratiques à l'église ne sont pas identiques aux leurs. La création en 1948 du Conseil catholique des expulsés<sup>206</sup> répond au

<sup>199</sup> REICHLING, *Glied*, p. 30.

<sup>200</sup> HIRSCH Helga, « Flucht und Vertreibung – die Rückkehr eines Themas », p. 113-123, in : GAUGER Jörg-Dieter, KITTEL Manfred (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Sankt Augustin, Konrad-Adenauer-Stiftung, 2004 ; KÄSS Friedrich, « Die Arbeits- und Wohnraumbeschaffung », p. 69-83, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente. Vertriebene/Flüchtlinge/Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979.

<sup>201</sup> KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat*, p. 206-207.

<sup>202</sup> Dans le secteur industriel, mineurs, verriers, fabricants d'instruments de musique et de jouets, céramistes et ouvriers du textile sont les métiers traditionnels de Silésie, Tchécoslovaquie et Haute-Silésie. Cf. REICHLING, *Glied*, p. 16-21.

<sup>203</sup> SCHOTT Christian-Erdmann, « Die Rolle der christlichen Kirchen bei der Integration von Flüchtlingen und Vertriebenen nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 79-99, in : SCHULZ Eberhard Günter (éd.), *Schicksal und Bewältigung der Flucht und Vertreibung von Deutschen und Polen. Vorträge und Berichte der Tagungen der Stiftung Ostdeutscher Kulturrat*, Olms Verlag, Hildesheim, 2009.

<sup>204</sup> ŻUREK Robert, *Zwischen Nationalismus und Versöhnung. Die Kirchen und die deutsch-polnischen Beziehungen 1945-1956*, (= Forschungen und Quellen zur Kirchen- und Kulturgeschichte Ostdeutschlands, 35), Böhlau, Cologne, 2005, p. 183-224.

<sup>205</sup> Exemple des célébrations de carnaval par des expulsés dans une communauté calviniste-piétiste de Hesse, cf. LORENZ Franz, « Die katholische Vertriebenenenseelsorge », p. 247-263, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente. Vertriebene/Flüchtlinge/Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979.

<sup>206</sup> « Katholischer Flüchtlingsrat in Deutschland ».

besoin de rapprocher population locale de l'ouest et expulsés de l'est avec la conviction que l'intégration n'est pas un simple problème bureaucratique mais un devoir pour la société dans son ensemble<sup>207</sup>. L'Eglise catholique s'engage dans des actions concrètes et intervient partout où elle le peut et contribue à régler les problèmes que rencontrent les expulsés. Les pèlerinages permettent aux expulsés de vivre leur foi comme ils le faisaient dans la *Heimat* et leur donnent l'occasion de se retrouver dès les premières années suivant l'expulsion<sup>208</sup>.

L'organisation régionale de l'Eglise protestante a servi de base pour la constitution des associations qui deviendront les *Landsmannschaften*<sup>209</sup>. Des comités d'aide voient le jour pour chaque territoire abandonné, et l'ensemble de ces comités se rassemble en juillet 1946 dans la Commission de l'Eglise de l'est<sup>210</sup>, reconnue par le Conseil de l'Eglise évangélique<sup>211</sup>. L'Eglise protestante s'engage assez tôt sur la voie de la réconciliation en choisissant la reconnaissance de la frontière. Le Mémoire de Tübingen publié en février 1962 par des personnalités de l'Eglise protestante est un plaidoyer pour la reconnaissance de la frontière. Quelques années plus tard, le mémoire de l'Eglise évangélique d'Allemagne, EKD, *La situation des expulsés et la relation du peuple allemand avec ses voisins de l'est*<sup>212</sup> établit le lien entre les crimes du nazisme et l'expulsion et accepte la perte des territoires. Cette publication marque aussi le début de la discussion publique sur le rôle des associations d'expulsés et leurs revendications<sup>213</sup>. La lettre des évêques polonais à leurs frères allemands du 18 novembre 1965 constitue un geste encore plus spectaculaire de réconciliation<sup>214</sup>. Ils profitent de la célébration du millénaire de la christianisation de la Pologne pour inviter les évêques allemands (à qui le régime communiste refusera le moindre visa) et engager un dialogue avec eux. La phrase « Nous pardonnons et demandons pardon »<sup>215</sup> a marqué les esprits dans les deux pays par sa façon inédite d'envisager les relations des deux peuples. C'est pour la population polonaise une véritable révélation que d'entendre dire officiellement que les Polonais pourraient avoir des raisons de demander pardon aux Allemands. Toutefois,

---

<sup>207</sup> LORENZ, Vertriebenenseelsorge.

<sup>208</sup> SAUERMAN, *Fern*, p. 311-327.

<sup>209</sup> BOEHM Max Hildebert, « Gruppenbildung und Organisationswesen », p. 521-606, in : LEMBERG Eugen, EDDING Friedrich (éd.), *Die Vertriebenen in Westdeutschland. Ihre Eingliederung und ihr Einfluss auf Gesellschaft, Wirtschaft, Politik und Geistesleben*, vol. 1, Ferdinand Hirt, Kiel, 1959.

<sup>210</sup> « Ostkirchenausschuß ».

<sup>211</sup> WEISS Hermann, « Die Organisationen der Vertriebenen und ihre Presse », p. 193-209, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

<sup>212</sup> Kirchenkanzlei der Evangelischen Kirche in Deutschland, *Die Lage der Vertriebenen und das Verhältnis des deutschen Volkes zu seinen östlichen Nachbarn. Eine evangelische Denkschrift*, Verlag des Amtsblattes der Evangelischen Kirche in Deutschland, Hanovre, 1965.

<sup>213</sup> MÜHLEN P. von zur, MÜLLER B., SCHMITZ K., « Vertriebenenverbände und deutsch-polnische Beziehungen nach 1945 », p. 96-162, in : SCHWEITZER Carl Christoph, FEGER Hubert (éd.), *Das deutsch-polnische Konfliktverhältnis seit dem Zweiten Weltkrieg. Multidisziplinäre Studien über konfliktfördernde und konfliktmindernde Faktoren in den internationalen Beziehungen*, Harald Boldt Verlag, Boppard am Rhein, 1975.

<sup>214</sup> Cf. recueil d'entretiens avec des témoins contemporains allemands et polonais dans KERSKI Basil, KYCIA Thomas, ŻUREK Robert, „Wir vergeben und bitten um Vergebung“. *Der Briefwechsel der polnischen und deutschen Bischöfe von 1965 und seine Wirkung*, fibre Verlag, Osnabrück, 2006 ; BOLL Friedhelm, WYSOCKI Wiesław, ZIEMER Klaus (éd.), *Versöhnung und Politik. Polnisch-deutsche Versöhnungsinitiativen der 1960er-Jahre und die Entspannungspolitik*, (= Archiv für Sozialgeschichte, 27), Dietz, Bonn, 2009.

<sup>215</sup> « Wir vergeben und bitten um Vergebung ».

le pardon concerne plus la souffrance causée par les conditions de l'expulsion que l'expulsion elle-même<sup>216</sup>. Mais l'Eglise catholique allemande se montre très prudente comme en témoigne l'attitude du Vatican qui attend la signature des traités germano-polonais pour réorganiser les diocèses des territoires de l'est.

Malgré les dispositifs d'aide caritative ou financière mis en place, les expulsés se retrouvent souvent livrés à eux-mêmes. Les conditions de vie d'après-guerre ne laissent guère de place pour exprimer les peurs et les angoisses ressenties pendant et après la guerre et on ne parle que peu ou pas du tout de ce que l'on a vécu<sup>217</sup>. Manque de repères, absence d'espoir, passivité et mal de vivre marquent durablement leur état psychologique<sup>218</sup>. Malgré l'intégration et une vie apparemment équilibrée, il n'est pas rare qu'arrivés à la fin de leur vie, les expulsés souffrent soudain de troubles psychologiques graves<sup>219</sup>. Les traumatismes mal surmontés ou refoulés refont surface et plus de soixante ans après les faits, les victimes ont besoin d'un soutien médical<sup>220</sup>. Ce n'est qu'au début du XXIe siècle que la souffrance de ceux qui n'étaient alors que des enfants refait surface et que l'on réalise l'ampleur du traumatisme durable qu'ont laissé les violences de l'expulsion. Cette souffrance se transmet aux générations suivantes, la psychologue Gabriele Baring allant jusqu'à dire que les petits-enfants de ceux qui ont vécu la guerre souffrent plus que leurs enfants<sup>221</sup>. Le phénomène décrit récemment de « transmission transgénérationnelle » explique pourquoi la génération des 30-55 ans souffre aujourd'hui encore de ce qu'ont vécu leurs parents durant l'expulsion<sup>222</sup>.

Politiquement, les expulsés s'organisent. A leur arrivée, ils ne sont pas encore véritablement des habitants de leur région d'accueil et ils ne peuvent pas voter aux premières élections démocratiques locales<sup>223</sup>. Tandis que certains adhèrent au parti dont ils se sentent le plus proches et y défendent leur point de vue particulier, d'autres considèrent que la problématique de l'expulsion mérite une place à part et créent un parti entièrement dédié aux expulsés et à leurs revendications, le *Gesamtdeutscher Block/Bund der Heimatvertriebenen und Entrechteten* (BHE)<sup>224</sup>. Fondé en 1950, il participe au gouvernement de Konrad Adenauer de

---

<sup>216</sup> KOCHANOWSKI, Vertreibung.

<sup>217</sup> RADEBOLD Hartmut, *Abwesende Väter. Folgen der Kriegskindheit in Psychoanalysen*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 2001, p. 207-211.

<sup>218</sup> SAUERMAN Dietmar, « Erinnerungen als Quelle von ethnozentrischen Vorurteilen », p. 121-141, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

<sup>219</sup> Les dépressions et les suicides sont plus nombreux parmi les expulsés que dans le reste de la population, cf. KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat*, p. 353.

<sup>220</sup> BODE Sabine, *Die vergessene Generation. Die Kriegskinder brechen ihr Schweigen*, 3<sup>e</sup> éd., Piper, Munich, 2011.

<sup>221</sup> BARING Gabriele, « Das Trauma der Kriegsenkel. Symptome, Muster und Traumen der „dritten Generation“ in Einzelarbeit und in Aufstellungen », p. 91-111, in : DREHER Sibylle, SÜSS Joachim (éd.), *Vertreibung, Verständigung, Versöhnung*, Gerhard Hess Verlag, Bad Schussenried, 2011.

<sup>222</sup> SÜSS Joachim, « Vertreibung 2.0 - Das Trauma erreicht die Kinder und Enkel », p. 75-91, in : DREHER Sibylle, SÜSS Joachim (éd.), *Vertreibung, Verständigung, Versöhnung*, Gerhard Hess Verlag, Bad Schussenried, 2011.

<sup>223</sup> KRAUSS, Besatzungszone, p. 37-40.

<sup>224</sup> « Bloc des expulsés ». Sur l'histoire du BHE et en particulier sur ses difficultés à organiser sa communication à travers une presse interne, cf. NEUMANN Franz, *Der Block der Heimatvertriebenen und Entrechteten 1950-*

1953 à 1957 (et siège au *Bundestag* grâce aux 5,9% des suffrages obtenus lors des élections législatives), avant que ses principaux dirigeants ne passent à la CDU et que le parti n'obtienne plus que des scores insignifiants aux élections<sup>225</sup>. Les expulsés sont représentés dans tous les partis<sup>226</sup>. L'attention portée par les gouvernements dirigés par Adenauer se voit aussi dans le fait qu'un ministère est entièrement dédié aux expulsés, le ministère chargé des Expulsés, des Réfugiés et des Personnes ayant subi des dommages de guerre<sup>227</sup> qui ne sera supprimé qu'en 1969. Ce ministère est entre autres chargé des questions sociales et de la mise en place de la législation particulière à destination des expulsés, dont la loi de péréquation des charges<sup>228</sup>. Il s'agit de permettre aux expulsés de s'intégrer au mieux dans la société ouest-allemande et de les dédommager en partie pour les pertes financières qu'ils ont subies, manière de s'assurer que les expulsés ne vont pas devenir un facteur de trouble social<sup>229</sup>. Dans les années 1960, SPD et CDU/CSU sont encore sur la même ligne défendant le retour des territoires. C'est au cours de cette décennie que le SPD va effectuer un retournement complet : assénant lors des rencontres nationales des Silésiens de 1963 que « Renoncer, c'est trahir »<sup>230</sup>, Willy Brandt demande la reconnaissance de la frontière lors du congrès du SPD de Nuremberg en 1968. En l'espace de cinq ans, un changement radical de perspective a été opéré et les défenseurs du droit au retour sont soudain accusés d'être des passésistes ou de dangereux revanchistes. Manfred Kittel soutient qu'il est impensable que les victimes de l'expulsion aient pu s'adapter à cette nouvelle donne politique en si peu de temps et trouve les attaques contre les expulsés bien injustes<sup>231</sup>. Le changement politique se répercute dans la façon dont la société appréhende l'est allemand et son histoire : les parrainages de

---

1960. *Ein Beitrag zur Geschichte und Struktur einer politischen Interessenpartei*, (= Marburger Abhandlungen zur politischen Wissenschaft, 5), Verlag Anton Hain, Meisenheim am Glan, 1968, p. 192-202.

<sup>225</sup> A l'opposé, Linus Kather, président du BdV et député au *Bundestag*, quitte la CDU en 1957 pour protester contre la politique d'Adenauer et entre au BHE. Cf. MÜHLEN, Vertriebenenverbände.

<sup>226</sup> De 1949 à 1976, ils représentent de 10 à 16% du nombre total de députés au *Bundestag*. Cf. STICKLER Matthias, « *Ostdeutsch heißt gesamtdeutsch* ». *Organisation, Selbstverständnis und heimatpolitische Zielsetzungen der deutschen Vertriebenenverbände 1949-1972*, (= Forschungen und Quellen zur Zeitgeschichte, 46), Droste Verlag, Düsseldorf, 2004, p. 194.

<sup>227</sup> « Bundesministerium für Vertriebene, Flüchtlinge und Kriegsgeschädigte », créé en 1949 à la demande des ministres-présidents qui souhaitent que les législations élaborées par les Länder soient unifiées. Cf. BEER Mathias, « Bundesvertriebengesetz (BVFG) », p. 97-100, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>228</sup> « Lastenausgleichsgesetz ».

<sup>229</sup> Les quatre principales lois sociales destinées aux expulsés prises au tout début de l'histoire de la RFA : Loi d'urgence sociale (« Soforthilfegesetz ») du 8 août 1949, loi sur l'installation agricole (« Flüchtlingssiedlungsgesetz ») du 10 août 1949, loi de péréquation des charges (« Lastenausgleichsgesetz ») du 1<sup>er</sup> septembre 1952 et loi sur les questions touchant les expulsés et les réfugiés (« Gesetz über die Angelegenheiten der Vertriebenen und Flüchtlinge ») du 19 mai 1953. Cf. WEBER, *Triangle*, p. 231-232 ; GOSCHLER Constantin, « Lastenausgleich in der Bundesrepublik Deutschland », p. 382-385, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 ; SCHILLINGER Reinhold, « Der Lastenausgleich », p. 183-193, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

<sup>230</sup> « Verzicht ist Verrat ».

<sup>231</sup> KITTEL Manfred, « Vertreibung aus der Erinnerung? Der alte deutsche Osten und die „neue Ostpolitik“ in den 1960er und 1970er Jahren », p. 37-53, in : GAUGER Jörg-Dieter, KITTEL Manfred (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Konrad-Adenauer-Stiftung, Sankt Augustin, 2004.

*Landsmannschaften* sont abandonnés, des concessions sont faites dans la commission germano-polonaise sur les manuels scolaires au prix de la vérité historique<sup>232</sup>.

Il est difficile de dire à partir de quel moment on peut considérer que les expulsés se sont intégrés dans la société ouest-allemande<sup>233</sup>. Selon Manfred Görtemaker, la péréquation des charges (*Lastenausgleich*) a été un réel succès qui a contribué de manière décisive à l'intégration des expulsés (tout en participant grandement à l'essor économique d'après-guerre)<sup>234</sup>. Mais faut-il ne retenir que des critères matériels : obtention d'un logement et d'un travail ? Doit-on plutôt évaluer leur intégration à l'aune de leur désir de retour (l'attente d'un retour signifiant que l'intégration n'a pas eu lieu tandis que l'abandon de cet espoir signifierait que l'intégration est réussie) ? Alfred Grosser considère le fait que Willy Brandt ait réussi à faire accepter la frontière occidentale de la Pologne sans soulever de trop large révolte de la mémoire en RFA comme la preuve qu'Adenauer est parvenu à intégrer les expulsés et à étouffer tout revanchisme ou ressentiment<sup>235</sup>. La fréquentation des rassemblements locaux ou nationaux d'expulsés est-elle le signe que l'intégration a échoué ou un simple marqueur d'identité ? On ne peut répondre de manière catégorique à toutes ces questions, d'autant que l'intégration des expulsés dans leur nouvel environnement est un processus lent qui se construit petit à petit et ne peut pas se réaliser subitement. Les expulsés eux-mêmes ont du mal à dire s'ils se sentent intégrés ou non. Les études réalisées au cours de l'histoire tendent à montrer que, comme tous les migrants, les expulsés finissent par se découvrir une double-identité : celle de leur *Heimat* et celle de leur région d'accueil. Beaucoup ne se sentent plus tout à fait silésien tant leur relation à leur *Heimat* devient ténue et pas vraiment citoyen de RFA car ils continuent de se sentir différents de ceux qui sont nés dans cette partie de l'Allemagne. Or, c'est surtout le sentiment d'être chez soi parmi les siens et l'attachement à son nouvel environnement qui caractérisent l'intégration<sup>236</sup>. L'intégration des expulsés est « un processus long qui n'est pas encore achevé, rempli de tensions et de coups du sort, mais en aucun cas une success-story complète »<sup>237</sup>.

Dans les années 1950 sont apparues les *Heimatstuben* à travers le territoire ouest-allemand. Il s'agit de petits musées, créés le plus souvent par des particuliers voire des associations. Elles sont un symbole de la fidélité à la *Heimat* à laquelle elles sont dédiées. Y sont présentés des objets du quotidien qui donnent aux visiteurs un aperçu de la vie dans la *Heimat*. Elles sont généralement consacrées à une ville ou une région très précise, et plus rarement aux territoires

---

<sup>232</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 173.

<sup>233</sup> Il est impossible de mesurer scientifiquement l'intégration d'une personne ou d'un groupe. C'est plutôt de l'observation de facteurs (niveau de qualification, condition de logement, comportement électoral, délinquance, attachement religieux, habitudes de consommation, etc.) que l'on conclura à la réussite ou non de l'intégration. Cf. BOSSWICK Wolfgang, « Integration », p. 295-298, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>234</sup> GÖRTEMAKER, *Bundesrepublik*, p. 168-172.

<sup>235</sup> GROSSER Alfred, *Le crime et la mémoire*, Flammarion, Paris, 1989, p. 104.

<sup>236</sup> POLONI, Bavière.

<sup>237</sup> « ein langer, bis heute nicht abgeschlossener Prozeß voller Spannungen und Rückschläge und keineswegs eine ungebrochene Erfolgsgeschichte. », KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat*, p. 14. L'étude de Kossert dresse un vaste tableau des réussites ou des échecs dans l'intégration des expulsés en RFA.

de l'est dans leur ensemble, et soutenues financièrement par la ville ou le canton où elles se trouvent car les *Heimatstuben* servent aussi à intégrer les expulsés dans leur nouvel environnement. Elles sont entre autres conçues pour être un lieu de rencontre entre les expulsés et la population locale. Pourtant, les rencontres sont rares et les *Heimatstuben* deviennent au contraire un lieu où les expulsés se retrouvent entre eux ou se retirent de l'extérieur<sup>238</sup>.

La fonction d'intégration dans le nouvel environnement et de lien avec la *Heimat* perdue peut aussi être le fait des parrainages de villes de l'est par des villes de RFA. Reprenant la tradition des associations collectant de l'argent après la Première Guerre mondiale pour reconstruire les villes de Prusse orientale détruites (« *Ostpfeußenhilfe* »), les parrainages participent à la construction de l'identité nationale après la guerre. Ces parrainages se distinguent des jumelages internationaux classiques. Ils sont établis avec les villes dont sont originaires un grand nombre d'habitants de la ville de RFA. Le premier parrainage officiel lie Goslar en Basse-Saxe à Bierg (pol. Brzeg) en Silésie dès 1950. Quelque 400 parrainages voient le jour. Beaucoup sont abandonnés ou tombent en désuétude dans les années 1980<sup>239</sup>. D'autres prennent la forme de jumelages traditionnels après 1990. Les parrainages comme les *Heimatstuben* sont confrontés dans les années 1970 et 1980 au reproche d'être des organisations passéistes et révisionnistes.

Le recours à des traditions voire même le développement de nouvelles traditions au nom de la *Heimat* est un aspect supplémentaire de l'intégration des expulsés. A mesure qu'ils s'intègrent, les expulsés courent le risque de perdre dans le même temps une partie de leur identité. C'est là le sens du respect des traditions (cuisine, messes, pèlerinages, chansons) ou de la mise en place de nouvelles (lors des enterrements notamment)<sup>240</sup>. La tradition des chroniques locales ou religieuses nées en Silésie au XIXe siècle est prolongée avec un sens nouveau : les associations se lancent dans la rédaction de chroniques de la *Heimat*<sup>241</sup>. Ces livres de la *Heimat* compilent tout le savoir qui se rapporte à un village : traditions, grandes dates de l'histoire locale, plan des rues, noms des habitants, métiers traditionnels, etc. Ces livres ont une grande importance puisqu'ils aident les expulsés à s'orienter dans leur nouvelle vie en renforçant l'identité du groupe et jusqu'au milieu des années 1950 en consolidant la volonté de retour. Ces livres rédigés par les expulsés et destinés aux seuls expulsés originaires

---

<sup>238</sup> EISLER Cornelia, « Heimatstuben », in : *Online-Lexikon zur Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa*, 2011, article en ligne disponible sur <http://ome-lexikon.uni-oldenburg.de/56539.html> ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>239</sup> EISLER Cornelia, « Patenschaften », in : *Online-Lexikon zur Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa*, 2011, article en ligne disponible sur <http://ome-lexikon.uni-oldenburg.de/53907.html> ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>240</sup> Les premiers enterrements loin de la *Heimat* marquent concrètement l'éloignement définitif. La présence d'un prêtre de la *Heimat*, les chants de la *Heimat*, une poignée de terre de la *Heimat*, tout cela contribue à donner un caractère d'authenticité à la cérémonie tout comme l'inscription sur la pierre tombale du nom de la *Heimat* voire d'une épitaphe sur la *Heimat*. Cf. FENDL Elisabeth, « Beerdigung und Totengedenken in der „neuen Heimat“ », p. 81-117, in : FENDL Elisabeth (éd.), *Das Gedächtnis der Orte. Sinnstiftung und Erinnerung*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 8), Johannes-Künzig-Institut für ostdeutsche Volkskunde, Fribourg, 2006.

<sup>241</sup> KESSLER Wolfgang, « Orts- und Heimatgeschichte », p. 431-449, in : BÄHLCKE Joachim (éd.), *Historische Schlesienforschung. Methoden, Themen und Perspektiven zwischen traditioneller Landesgeschichtsschreibung und moderner Kulturwissenschaft*, (= Neue Forschungen zur schlesischen Geschichte, 11), Böhlau, Cologne, 2005.

du village n'existent que dans les petits villages et n'ont pas d'équivalents pour des grandes villes comme Breslau.

## L'intégration en RDA

La RDA refuse de mener une politique en direction des expulsés et ne parle que de l'assimilation des personnes déplacées (*Umsiedler*). 4,7 millions d'expulsés vivent en zone d'occupation soviétique en 1947 et 900 000 quittent la RDA jusqu'en 1961<sup>242</sup>. Alors qu'ils constituaient un quart de l'ensemble de la population est-allemande, les expulsés sont surreprésentés parmi les citoyens de RDA qui décident d'aller vivre dans l'autre Etat allemand (un tiers des fugitifs). Le silence du SED envers les expulsés est renforcé par l'attention que la RFA porte aux expulsés vivant sur son territoire. Le régime n'utilise pas les mots « *Flüchtling* » ou « *Vertriebene* » comme on le fait en RFA (et comme on le dit dans le langage courant malgré l'interdiction), mais celui de « *Umsiedler* » qui paraît plus acceptable car il n'est pas porteur de la notion de contrainte ; il indique le déplacement mais sans préciser s'il est voulu ou non<sup>243</sup>. Dès le début des années 1950, ce mot aussi tend à disparaître selon la volonté des services de propagande pour signaler que l'existence des expulsés n'est plus digne d'intérêt puisque toutes les difficultés ont été levées et que leur intégration est entièrement réalisée.

La reconnaissance de la frontière germano-polonaise (contrairement à la RFA, la RDA a une frontière commune avec la Pologne) avec la signature du Traité de Görlitz le 6 juillet 1950 répond à un double-objectif : normaliser et stabiliser les relations avec les Etats du bloc de l'est, et faciliter l'intégration des expulsés en coupant court à toute illusion de retour, car le nouvel Etat a besoin de travailleurs prêts à s'investir dans leur travail et pas de candidats au départ<sup>244</sup>. C'est ce qui pousse le SED à surveiller attentivement les activités des associations d'expulsés qui se développent à Berlin-Ouest dès 1951. Les services secrets est-allemands constatent que des milliers d'expulsés vivant en RDA se rendent régulièrement dans la partie occidentale de Berlin pour y participer aux rencontres d'expulsés. Craignant l'influence néfaste de ces organisations jugées revanchistes et fascistes, la Stasi recherche des espions et infiltre toutes les *Landsmannschaften*. Son entreprise de discrédit des associations d'expulsés

---

<sup>242</sup> THER Philipp, « Vertriebenenpolitik in der Sowjetischen Besatzungszone und der DDR 1945 bis 1953 », p. 89-112, in : KLESSMANN Christoph, CISELA Burghard, HERTLE Hans-Hermann (éd.), *Vertriebung, Neuanfang, Integration. Erfahrungen in Brandenburg*, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, Potsdam, 2001 ; WILLE Manfred (éd.), *Die Vertriebenen in der SBZ-DDR. Dokumente. Band I: Ankunft und Aufnahme 1945*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 1996 ; THER, *SBZ-DDR*, p. 107-258 ; SCHWARTZ Michael, *Vertriebene und „Umsiedlerpolitik“. Integrationskonflikte in den deutschen Nachkriegs-Gesellschaften und die Assimilationsstrategien in der SBZ-DDR 1945-1961*, (= Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 61), Oldenbourg Verlag, Munich, 2004 ; PLATO Alexander von, MEINICKE Wolfgang, *Alte Heimat – neue Zeit. Flüchtlinge, Umgesiedelte, Vertriebene in der Sowjetischen Besatzungszone und in der DDR*, Verlags-Anstalt Union, Berlin, 1991 ; BAUERKÄMPER Arnd, « Assimilationspolitik und Integrationsdynamik. Vertriebene in der Sowjetischen Besatzungszone/DDR in vergleichender Perspektive », p. 22-48, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 2008 ; HOFFMANN Dierk, SCHWARTZ Michael (éd.), *Geglückte Integration? Spezifika und Vergleichbarkeiten der Vertriebenen-Eingliederung in der SBZ-DDR*, (= Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, hors-série), Oldenbourg Verlag, Munich, 1999.

<sup>243</sup> SCHWARTZ Michael, « Umsiedler (Begriff SBZ/DDR) », p. 677-680, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>244</sup> SCHWARTZ, *Erinnerungskultur*, p. 69-85.

s'accompagne d'enquêtes sur le passé des principaux dirigeants pour prouver que tous sont d'anciens nazis<sup>245</sup>. Le SED parvient effectivement à mettre à jour un passé embarrassant pour plusieurs d'entre eux. Mais la propagande se fondant sur ces révélations, la Stasi n'hésite pas à imputer un passé sulfureux à tous les représentants des expulsés, y compris à Wenzel Jaksch, opposant notoire au national-socialisme<sup>246</sup>.

Les associations d'expulsés sont interdites dès 1948 et les expulsés sont constamment soupçonnés d'être manipulés par Bonn et d'agir pour le compte des associations revanchistes de l'ouest. Les organisations d'expulsés de RFA sont utilisées par la propagande communiste pour dénigrer la RFA accusée d'être aussi revanchiste que les plus virulents des expulsés. Le jugement du dissident polonais Adam Michnik sur la propagande polonaise vaut pour celle de RDA : « Si le BdV n'existait pas déjà, il aurait fallu que les communistes l'inventent. »<sup>247</sup> Les manifestations du 17 juin 1953 s'accompagnent à Görlitz d'appels à une révision de la frontière Oder-Neisse confortant les dirigeants est-allemands dans leur crainte des expulsés. Les rencontres d'expulsés bravant l'interdit s'accompagnent dès cette date d'emprisonnements massifs. L'organisation de rencontres secrètes est coordonnée par les Eglises dans des restaurants ou des zoos<sup>248</sup>. Les journaux d'expulsés publiés à l'ouest sont interdits en RDA mais leur importation est courante jusqu'à la construction du mur de Berlin. Si l'on peut parler de tabouisation de la question de la frontière (en RDA comme en Pologne), c'est à cause du Traité de Görlitz qui oblige à considérer la question comme réglée, mais au niveau de la population, on continue d'espérer le retour dans la *Heimat* à l'est. A quoi s'ajoute la peur de perdre la nouvelle *Heimat* du côté polonais<sup>249</sup>. Ce sentiment domine jusqu'à l'ouverture de la frontière entre RDA et Pologne en 1972. Ce n'est qu'après la chute du mur de Berlin que les expulsés vivant en RDA peuvent enfin affirmer leur identité au grand jour<sup>250</sup>.

L'intégration repose également sur la préférence accordée aux expulsés ou à leurs enfants afin de limiter les risques de contestation<sup>251</sup>. L'origine géographique ne joue en revanche aucun rôle pour trouver un emploi. C'est plutôt le besoin de main-d'œuvre de l'industrie et la facilité des expulsés à changer de région qui sont des facteurs de réussite professionnelle pour eux<sup>252</sup>. Répression et manipulation d'une part et ascension sociale sont les deux faces de la stratégie

---

<sup>245</sup> Les révélations publiques du passé de certains dirigeants portent effectivement un coup à l'image des associations d'expulsés. La situation s'explique entre autres par le fait qu'à la fin de la guerre, les anciennes élites locales (maires, grands propriétaires, etc.) se reconstituent. Cf. KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat*, p. 182-183.

<sup>246</sup> AMOS Heike, *Vertriebenenverbände im Fadenkreuz. Aktivitäten der DDR-Staatssicherheit 1949-1989*, (= Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, hors-série), Oldenbourg, Munich, 2011.

<sup>247</sup> Citation rapportée dans URBAN, *Minderheit*, p. 135.

<sup>248</sup> KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat*, p. 220.

<sup>249</sup> STOKŁOSA, *Integration*.

<sup>250</sup> Cf. le témoignage de Bernhard Fisch, expulsé qui fonde l'Association des expulsés de RDA (« Verband der Umsiedler der DDR ») en mai 1990 à Stadtroda : FISCH Bernhard, „*Wir brauchen einen langen Atem*“. *Die deutschen Heimatvertriebenen 1990-1999. Eine Innenansicht*, Verlag Neue Literatur, léna, 2001.

<sup>251</sup> SCHWARTZ Michael, « Vertreibung und Vergangenheitspolitik. Ein Versuch über geteilte deutsche Nachkriegsidentitäten », p. 177-196, in : *Deutschland Archiv*, n°2, 1997.

<sup>252</sup> HÜBNER Peter, « Vertriebenenintegration durch industrielle Erwerbsarbeit in den fünfziger und sechziger Jahren am Beispiel des Landes Brandenburg », p. 112-123, in : KLESSMANN Christoph, CISELA Burghard, HERTLE Hans-Hermann (éd.), *Vertreibung, Neuanfang, Integration. Erfahrungen in Brandenburg*, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, Potsdam, 2001.

d'intégration des expulsés en RDA. Car les mesures sociales dédiées spécialement aux expulsés cessent après 1950<sup>253</sup>. En dépit des apparences et de la politique de répression, les expulsés vivant en RDA ne sont guère plus assimilés que ceux vivant en RFA comme peuvent en témoigner les romans d'auteurs est-allemands qui traitent de l'expulsion<sup>254</sup>.

### **Aussiedler et regroupement familial**

Après que des millions d'Allemands ont été expulsés entre 1945 et 1947, les autorités polonaises ont décrété que le processus de rapatriement était achevé et que tous les Allemands étaient rentrés en Allemagne. En réalité, il reste encore des Allemands vivant sur le territoire devenu polonais. Ceux-ci n'ont pas bénéficié de la clémence des autorités. C'est plutôt parce que l'Etat polonais avait besoin d'eux qu'ils ont été autorisés à rester<sup>255</sup>. Main-d'œuvre qualifiée le plus souvent, il s'agit de personnes qui ne pouvaient être remplacées facilement par les Polonais venus de l'est du pays. Pour les besoins de sa propagande, le régime communiste a gardé le silence sur cette réalité et a affirmé contre toute vraisemblance que les Allemands étaient tous partis. Ce faisant, il a fait en sorte d'assimiler une grande partie de la population allemande restante en menant une politique de polonisation visant à effacer les origines allemandes de ces populations. Parmi la population considérée comme polonaise, il y a tout de même une part d'identité allemande en raison des ascendances mêlées, polonaises et allemandes en particulier en Haute-Silésie<sup>256</sup>. On observe une grande différence de traitement de la minorité allemande dans la Pologne d'après-guerre : tandis qu'en Basse-Silésie la minorité est acceptée au début des années 1950 (écoles, associations culturelles, bibliothèques, journaux), elle est féroce ment combattue en Haute-Silésie<sup>257</sup>. Cette politique s'est accompagnée de la répression de toute manifestation d'identité germanique : interdiction de parler l'allemand, fermeture des écoles allemandes, interdiction des messes en allemand, obligation de porter un prénom à consonance slave<sup>258</sup>. Le nouveau régime polonais s'applique à gommer toutes les traces du passé allemand des nouveaux territoires (monuments, façades d'usines, cimetières). Le passé allemand doit être totalement effacé et rien ne doit le rappeler : jusqu'en 1990, les autorités polonaises refusent de délivrer des visas aux personnes nées dans

---

<sup>253</sup> SCHWARTZ Michael, « Die sowjetische Besatzungszone in Deutschland als Aufnahmegebiet für deutsche Flüchtlinge und Vertriebene nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 605-608, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 ; MEHNERT Elke, « „Flucht und Vertreibung“ aus den historischen deutschen Ostgebieten – wenig geliebte Themen in der DDR-Literatur », p. 237-247, in : HASLINGER Peter, FRANZEN K. Erik, SCHULZE WESSEL Martin (éd.), *Diskurse über Zwangsmigrationen in Zentraleuropa. Geschichtspolitik, Fachdebatten, literarisches und lokales Erinnern seit 1989*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, 108), Oldenbourg, Munich, 2008.

<sup>254</sup> MEHNERT Elke, « Vertriebene versus Umsiedler – der ostdeutsche Blick auf die Nachkriegsgeschichte », p. 133-158, in : MEHNERT Elke (éd.), *Landschaften der Erinnerung. Flucht und Vertreibung aus deutscher, polnischer und tschechischer Sicht*, (= Studien zur Reiseliteratur- und Imagologieforschung, 5), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2001.

<sup>255</sup> SALZBORN, *Heimatrecht*, p. 222-226.

<sup>256</sup> MICHEL Bernard, *Nations et nationalismes en Europe centrale. XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle*, Aubier, Paris, 1995, p. 251.

<sup>257</sup> KOSELLEK Gerhard, « Deutsche und Polen in Schlesien », p. 77-93, in : HEUBERGER Valeria, SUPPAN Arnold, VYSLONZIL Elisabeth (éd.), *Das Bild vom Anderen. Identitäten, Mentalitäten, Mythen und Stereotypen in multiethnischen europäischen Regionen*, 2<sup>e</sup> éd., Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 1999.

<sup>258</sup> HUPKA Herbert, « Les Allemands de Pologne », p. 83-87, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°5, 1989.

les territoires de l'est qui indiquent sur les formulaires qu'elles sont nées en Allemagne<sup>259</sup>. La dictature qui s'installe après-guerre en Pologne interdit tout contact avec l'Allemagne et les Allemands qui vivent sur le sol polonais se retrouvent privés de tout contact avec l'Allemagne et empêchés de revendiquer leur identité. Beaucoup d'Allemands veulent alors quitter le pays pour échapper à l'oppression<sup>260</sup>, mais le régime communiste leur interdit de quitter le territoire parce qu'ils représentent une main-d'œuvre nécessaire et parce qu'ils constituent un moyen de pression dans les relations diplomatiques germano-polonaises.

Ce n'est qu'après la signature du Traité de Varsovie que le départ des premiers Allemands restés dans la *Heimat* est autorisé en signe de normalisation des relations diplomatiques entre les deux Etats. Des centaines de milliers d'*Aussiedler*<sup>261</sup> ou *Spätaussiedler* (comme on appelle les Allemands qui ont quitté les territoires de l'est après l'expulsion) partent pour la RFA à partir de 1970, au gré des accords avec la Pologne, accords souvent accompagnés d'aides financières allemandes<sup>262</sup>. Après la chute du communisme en Pologne et l'unification allemande en 1990, une nouvelle vague d'*Aussiedler*<sup>263</sup> arrive en Allemagne qui va connaître en partie les difficultés qu'avaient rencontrées les expulsés à leur arrivée en 1945 : problèmes de logement, chômage<sup>264</sup>, rejet par la population locale<sup>265</sup>.

### Les organisations d'expulsés

A leur arrivée dans les zones d'occupation des Alliés, les expulsés ont vite ressenti le besoin de s'organiser pour défendre leurs intérêts. Les difficultés ne manquent pas (logement, travail) et justifient ce besoin. La recherche de personnes issues de la même région constitue les prémices de l'organisation des expulsés. Ce sont tout d'abord les associations caritatives et religieuses qui apportent les premiers secours à cette population dans le besoin avant que leurs organisations propres ne soient autorisées<sup>266</sup>. Mais les Alliés sont soucieux de ne pas laisser le

---

<sup>259</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 118.

<sup>260</sup> Comme dans de nombreux exemples de migrations, les *Aussiedler* sont motivés à la fois par des facteurs qui les poussent vers l'extérieur (oppression, rejet ethnique, religieux, linguistique et culturel) et par des facteurs qui les attirent (regroupement familial, motifs ethniques ou socio-économiques). Cf. BADE, *Ausländer*, p. 32.

<sup>261</sup> GRAUDENZ Ines, RÖHMILD Regina (éd.), *Forschungsfeld Aussiedler. Ansichten aus Deutschland*, (= Europäische Migrationsforschung, 1), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 1996.

<sup>262</sup> WEBER, *Triangle*, p. 156. Tous les pays communistes exigent des contreparties financières pour laisser les *Aussiedler* rejoindre la RFA. Dans le cas de la Roumanie, elles sont si élevées que le transfert des Allemands s'apparente à un véritable trafic d'humains, cf. BADE, *Ausländer*, p. 29.

<sup>263</sup> Ceux-ci ne viennent pas seulement de Pologne. Ils sont originaires d'Europe centrale et d'Europe de l'est et sont particulièrement nombreux à venir de l'ex-URSS. Ces derniers rencontrent plus de difficultés d'intégration que les autres, en particulier parce qu'ils ne parlent pas l'allemand. SCHNEIDER Jan, « Aussiedler in Deutschland zwischen 1945 und 1989 », article en ligne disponible sur [www.bpb.de/gesellschaft/migration/dossier-migration/56404/integration](http://www.bpb.de/gesellschaft/migration/dossier-migration/56404/integration) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>264</sup> BADE Klaus, *L'Europe en mouvement. La migration de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Seuil, Paris, 1999, p. 520-529 ; GREIF Siegfried, GEDIGA Günther, JANIKOWSKI Andreas, « Erwerbslosigkeit und beruflicher Abstieg von Aussiedlerinnen und Aussiedlern », p. 81-107, in : BADE Klaus J., OLTMER Jochen (éd.), *Aussiedler: deutsche Einwanderer aus Osteuropa*, (= Schriften des Instituts für Migrationsforschung und interkulturelle Studien (IMIS) der Universität Osnabrück, 8), Rasch, Osnabrück, 1999.

<sup>265</sup> SUR Etienne, « A propos de l'extrême droite en Allemagne. De la conception ethnique de la nation allemande », p. 18-41, in : *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n°68, 1993.

<sup>266</sup> AHONEN Pertti, « Landsmannschaften », p. 377-382, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

revanchisme se développer dans la population allemande. Les expulsés étant les plus dangereux de ce point de vue, les Alliés interdisent au printemps 1946 toutes les organisations d'expulsés ainsi que leurs journaux. Cela témoigne de la volonté de garder le contrôle sur un groupe social dont on ne connaît pas encore les motivations ni les orientations politiques. Ce n'est qu'à partir du moment où les Alliés occidentaux ne craignent plus de froisser la susceptibilité de leur allié soviétique que les associations d'expulsés sont tolérées et voient le jour en 1947<sup>267</sup>. Leur structure repose sur ce qu'Ottomar Schreiber, le premier porte-parole de la *Landsmannschaft Ostpreußen*, appelle les trois colonnes des organisations d'expulsés : 1. les organisations régionales où les expulsés se retrouvent selon leur habitation actuelle ; 2. les groupes des *Landsmannschaften* qui rassemblent les expulsés en fonction de leur *Heimat* ; 3. Les organisations professionnelles des expulsés (perpétuation de structures existant dans la *Heimat* ou créations nouvelles)<sup>268</sup>.

Des associations d'expulsés apparaissent sur tout le territoire<sup>269</sup>. Il n'existe tout d'abord pas d'organisation centrale ou coordonnée. Les groupes naissent au niveau local et représentent tous les expulsés vivant dans une région ou les expulsés originaires d'une région. C'est donc selon le critère de l'appartenance géographique d'origine ou nouvelle que les expulsés se rassemblent<sup>270</sup>. Les objectifs de ces associations sont multiples. Pour certains, il s'agit avant tout de porter assistance et secours à ceux qui vivent dans des conditions très précaires. Les ecclésiastiques se montrent particulièrement actifs dans ce domaine. L'aide aux populations en difficulté fait partie de leur champ de compétences et ils mettent leur savoir-faire au service de la communauté. D'autres associations ont pour principal objectif d'exprimer les revendications politiques des expulsés. Elles essaient de peser autant que possible sur la diplomatie ouest-allemande. A partir de 1953, des représentants des expulsés sont présents dans toutes les conférences internationales dès lors que la question allemande risque d'être évoquée<sup>271</sup>. Les Accords de Potsdam n'ont pas fixé définitivement la frontière germano-polonaise et ont reporté à la signature d'un traité de paix la décision définitive sur les territoires placés sous administration polonaise. De nombreux expulsés espèrent que leur éloignement de la *Heimat* ne sera que provisoire et qu'ils pourront rentrer chez eux.

Les 10 et 11 août 1948, 100 représentants des expulsés se retrouvent à Bad-Godesberg pour créer une représentation commune à tous les expulsés. Hans Lukaschek, futur ministre, devient le président de cette « représentation globale de tous les expulsés »<sup>272</sup>. L'organisation des associations d'expulsés est très complexe. Elle résulte de deux volontés antinomiques : les associations veulent à la fois conserver leur identité propre (liée à la *Heimat*) et unir leurs forces pour peser sur la politique au niveau national. Les grandes régions de peuplement

---

<sup>267</sup> WEISS, Presse.

<sup>268</sup> KURTH Karl O. (éd.), *Handbuch der Presse der Heimatvertriebenen*, (= Der Göttinger Arbeitskreis, 76), Holzner Verlag, Kintzingen-Main, 1953, p. 220.

<sup>269</sup> STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 33-99.

<sup>270</sup> FRANZEN Erik K., « Heimatortsgemeinschaften », p. 285, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>271</sup> MÜHLEN, Vertriebenenverbände.

<sup>272</sup> « Gesamtvertretung aller Ostvertriebenen ».

allemand d'Europe centrale et de l'est sont chacune représentées par une *Landsmannschaft* (soit une association régionale de compatriotes). De l'incompatibilité de ces deux tendances se dégage une impression de pesanteur qu'accroissent davantage encore les rivalités et querelles de personnes entre les groupes. Ainsi, deux *Landsmannschaften* prétendent parler pour la Silésie, la *Landsmannschaft der Oberschlesier* qui s'adresse aux Hauts-Silésiens et la *Landsmannschaft Nieder- und Oberschlesien* qui prétend représenter l'ensemble du territoire, Basse-Silésie et Haute-Silésie. Aucune tentative de fusion des deux entités n'a pu aboutir<sup>273</sup>. Tandis que la Fédération centrale des expulsés allemands (ZvD)<sup>274</sup> prétend s'occuper des questions sociales et économiques, les *Landsmannschaften* unifiées (VoL)<sup>275</sup> veulent s'occuper de la dimension culturelle. Or, cette répartition des tâches n'est que théorique et les organisations ne se limitent nullement à leur fonction originelle. Les deux organisations créées en 1949 tentent une première fois<sup>276</sup> de s'unifier le 18 novembre 1951 à Francfort au sein de la Fédération des expulsés allemands (BvD)<sup>277</sup> puis en août 1952 avec la fondation du Rassemblement des *Landsmannschaften* (VdL)<sup>278</sup> avant de parvenir à trouver une formule d'équilibre avec la création en 1957 de la Fédération des expulsés (BdV)<sup>279</sup>, qui rassemble toutes les *Landsmannschaften* en son sein tout en leur laissant une vie autonome<sup>280</sup>.

Les revendications politiques des expulsés reposent des grands principes clairs : la ligne Oder-Neisse n'est pas acceptable comme frontière et l'expulsion des Allemands de leur *Heimat* est contraire au droit international. Très vite, et bien que la population ouest-allemande soit largement en accord avec ces revendications, les expulsés souhaitent se défaire de l'image de révisionnistes. Ils exposent leurs revendications dans une charte qui est présentée à Stuttgart le 5 août 1950<sup>281</sup>. En renonçant à la vengeance et aux représailles, ils inscrivent leur action dans une voie résolument pacifique tout en plaidant avec force pour que le droit à la terre natale soit reconnu et appliqué<sup>282</sup>. Cette charte constitue le fondement de toute la politique

<sup>273</sup> Plusieurs raisons à cet échec : particularisme des Hauts-Silésiens accentué par l'expérience des plébiscites, partage ou non de l'influence politique et des financements publics et surtout impossibilité de trouver un moyen contraignant pour donner à une *Landsmannschaft* le droit à représenter légitimement une région. Cf. LOTZ Christian, « „Es führt kein Weg nach Schlesien um uns herum“. Die Landsmannschaft Schlesien in den westdeutschen Diskussionen um Flucht und Vertreibung (1945-1972) », p. 117-137, in : HEIN-KIRCHER Heidi, SUCHOPLES Jaroslaw, HAHN Hans Henning (éd.), *Erinnerungsorte, Mythen und Stereotypen in Europa*, ATUT, Wrocław, 2008.

<sup>274</sup> « Zentralverband der vertriebenen Deutschen ».

<sup>275</sup> « Vereinigte ostdeutsche Landsmannschaften ».

<sup>276</sup> Tous les représentants des expulsés ne souhaitent pas l'union. Le Witiko-Bund, association proche de la *Sudetendeutsche Landsmannschaft*, craint qu'une organisation trop efficace des expulsés n'obtienne des mesures sociales si favorables pour les expulsés que ces derniers ne perdent le désir de retrouver leur *Heimat*. Cf. HERDE Georg, MAIER Hans, ... *bis alles in Scherben fällt. Beiträge zur Zeitgeschichte*, vol.1, Buch- und Zeitschriftenverlag Hans Maier, Munich, 1960, p. 30-33.

<sup>277</sup> « Bund der vertriebenen Deutschen » qui ne regroupe que quatre *Landsmannschaften*.

<sup>278</sup> « Verband der Landsmannschaften ».

<sup>279</sup> « Bund der Vertriebenen ».

<sup>280</sup> SALZBORN, *Heimatrecht*, p. 15-25.

<sup>281</sup> Texte disponible sur le site internet du BdV, [www.bund-der-vertriebenen.de/derbdv/charta-dt.php3](http://www.bund-der-vertriebenen.de/derbdv/charta-dt.php3) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>282</sup> Le juriste Dieter Blumentwitz propose un recueil de l'ensemble des textes de droit qui fondent les positions de la RFA. Publié en février 1989, il permet de voir tout ce qui a conforté les expulsés dans leurs revendications jusqu'à l'unification de 1990. Cf. BLUMENWITZ Dieter, *Denk ich an Deutschland. Antworten auf die Deutsche*

menée par les associations d'expulsés qui y renvoient sans cesse<sup>283</sup>. Le droit au retour constitue la première des revendications pour les expulsés durant les années 1950.

Les rencontres nationales sont l'occasion pour les associations de faire entendre leur voix<sup>284</sup>. Réunissant des dizaines (voire centaines dans les années 1950 et 1960) de milliers de personnes le temps d'un week-end, elles permettent aux expulsés de se retrouver, de participer à des manifestations culturelles et d'écouter les hommes politiques qui viennent prononcer des discours adressés à tous les expulsés<sup>285</sup>. L'affluence des expulsés et la présence de personnalités politiques de premier rang permet d'attirer l'attention des médias et de rappeler à l'opinion publique l'existence des *Landsmannschaften*<sup>286</sup>.

Durant les années 1950 et 1960, la classe politique ouest-allemande est réunie autour d'un consensus : les expulsés doivent pouvoir retourner chez eux. Tant chez les sociaux-démocrates que dans le camp conservateur, on souhaite que s'ouvrent des négociations sur le statut des territoires de l'est. La rupture de ce consensus national se fait à la fin des années 1960 lorsque FDP et SPD engagent l'*Ostpolitik* et renoncent aux territoires. Le renoncement n'est pas dit officiellement mais le Traité de Varsovie conduit à une reconnaissance de fait de la frontière. Seules les associations proches du SPD saluent cette évolution des relations germano-polonaises tandis que les autres crient à la trahison. Le BdV se radicalise et rompt toute relation avec les partis au pouvoir pour se rapprocher de la CDU<sup>287</sup>. La question des territoires de l'est et celle des expulsés devient une ligne de fracture entre les partis. SPD et FDP suivent la voie de la réconciliation avec la Pologne au prix du renoncement aux territoires tandis que CDU et CSU affirment leur volonté de considérer que la question allemande n'est pas encore réglée. Conformément à la loi fédérale sur les expulsés<sup>288</sup>, l'Etat doit mettre à disposition des activités culturelles des moyens financiers. Mais les sommes allouées par le ministère des Expulsés sont bien maigres en comparaison de l'importance de la

---

*Frage*, Bayerische Landeszentrale für politische Bildungsarbeit, Munich, 1989. Il s'agit en quelque sorte d'une version actualisée d'un ouvrage précédent aux objectifs identiques : BLUMENWITZ Dieter, *Die Darstellung der Grenzen Deutschlands in kartographischen Werken. Zur Verpflichtung zum Gebrauch verfassungskonformer Bezeichnungen durch die deutschen Behörden, insbesondere in Bezug auf die Belange der Ostdeutschen*, Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, Bonn, 1980.

<sup>283</sup> Le GB envoie à chaque nouvel abonné un dépliant de huit pages sur lequel est reproduite cette charte.

<sup>284</sup> STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 155-172.

<sup>285</sup> WITTE Michaela, *Entfremdung – Sprachlosigkeit – Aussöhnung? Deutsch-tschechische Verständigungsprobleme in der Vertreibungsfrage (vyhnání a odsun) der Sudetendeutschen im Spiegel ausgewählter deutscher und tschechischer Presseorgane (1984-1997)*, thèse de doctorat, Kiel, 2001, p. 45-57.

<sup>286</sup> Interview de Rudi Pawelka par l'auteur à Hanovre le 26 juin 2011 lors de la rencontre nationale des Silésiens.

<sup>287</sup> « On reste en deçà de la vérité en disant que les relations d'alors entre le BdV et les deux partis au pouvoir à partir de 1970 étaient « glaciales ». Elles étaient hostiles. Notre association n'est pas totalement innocente à l'évolution future. La déception a conduit au durcissement et à l'isolement. C'est émotionnellement compréhensible, mais ce n'est pas politiquement intelligent. », cf. « Das damalige Verhältnis des BdV zu den beiden regierenden Parteien ab 1970 ist mit „frostig“ untertrieben charakterisiert. Es war feindselig. Völlig schuldfrei an der weiteren Entwicklung war unser Verband nicht. Die Enttäuschung führte zu Verhärtung und Abschottung. Emotional ist es verständlich, politisch klug war es nicht. », cf. STEINBACH Erika, *Die Macht der Erinnerung*, Universitas Verlag, Vienne, 2010, p. 89.

<sup>288</sup> Bundesvertriebenengesetz de 1953.

population concernée<sup>289</sup>. A partir de 1970, les subventions dont bénéficient les expulsés pour leurs activités culturelles dépendent directement de l'orientation politique des institutions : au niveau des villes ou des Länder comme au niveau fédéral, la droite augmente les subventions tandis que la gauche les diminue. Les années 1970 sont donc marquées par un tarissement des finances des associations d'expulsés. L'antagonisme politique autour de la question de l'est historique se reflète également dans la façon dont elle est traitée à l'école : tandis que les cours d'histoire dans les Länder dirigés par la gauche minimisent l'influence allemande, ceux qui sont gouvernés par la droite soulignent au contraire la présence allemande à travers les siècles<sup>290</sup>.

En 1957, la *Landsmannschaft Schlesien* crée la *Schlesische Landesvertretung* dans le but de constituer une sorte de parlement en exil. Cette institution doit représenter les Silésiens expulsés ainsi que les Allemands vivant encore dans la *Heimat*. Elle espère ainsi pouvoir siéger au Bundesrat et représenter la Silésie comme le sont les autres Länder allemands<sup>291</sup>.

Les *Landsmannschaften* comme le BdV souffrent d'être assimilés à l'extrême droite ou d'être le creuset d'un revanchisme. Les dirigeants des associations d'expulsés ont vu leur biographie passées au crible et après que leur proximité avec le nazisme a été découverte, plusieurs d'entre eux ont été contraints à la démission<sup>292</sup>. Les services secrets est-allemands ne ménagent pas leurs efforts pour dévoiler le passé trouble de personnalités en vue chez les expulsés afin de discréditer l'ensemble des associations (représentants et par extension membres). Bien que tous les dirigeants des associations n'aient pas été d'anciens nazis (et même que certains comme Hans Lukaschek aient été des résistants), ce sont pourtant eux qui marquent le plus les esprits et qui ternissent l'image des expulsés auprès du grand public.

L'ouverture du mur de Berlin met un terme à l'incertitude sur la frontière. Les Alliés donnent leur accord à la réunification des deux Etats allemands au prix d'un renoncement définitif aux territoires de l'est. Les *Landsmannschaften* et le BdV peuvent crier à la trahison, leurs soutiens dans la classe politique sont désormais trop peu nombreux.

Tout au long de leur histoire, les associations d'expulsés ont su se faire entendre de l'opinion publique lors de leurs rassemblements nationaux. En appelant tous les expulsés d'une grande région à se rassembler le temps d'un week-end dans la même ville, les *Landsmannschaften* apportent la preuve de leur capacité à rassembler leurs membres et à maintenir la question

---

<sup>289</sup> Manfred Kittel rappelle la cruelle comparaison entre le budget annuel consacré aux activités culturelles des expulsés et les subventions accordées au sauvetage du temple égyptien d'Abou Simbel (rapport du simple au triple). KITTEL Manfred, « Im Ghetto der Erinnerung ? Der historische deutsche Osten, die Vertriebenen und die Gesellschaft der Bundesrepublik », p. 31-44, in : *Karpatenjahrbuch 2010. Kalender der Karpatendeutschen aus der Slowakei*, n°61, 2009.

<sup>290</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 133-136.

<sup>291</sup> AHONEN, *Landsmannschaften*.

<sup>292</sup> Theodor Oberländer, ministre des Expulsés, contraint à la démission en avril 1960 ou Hans Krüger, président du BdV et ministre des Expulsés, démissionnaire en janvier 1964 sont les deux exemples les plus marquants. Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 17-18. Kittel montre bien comment l'image d'une culpabilité particulière des Allemands de l'est du Reich s'est imposée à la fin de la guerre.

allemande sur l'agenda politique<sup>293</sup>. Jusque dans les années 1980, d'éminentes personnalités des partis conservateurs y sont venues pour assurer les expulsés de leur soutien aux revendications de leurs associations<sup>294</sup>. Même si l'intégration progressive des expulsés dans la société à mesure que le temps passe rend leur audience moins forte, les *Landsmannschaften* et le BdV continuent de revendiquer une place toujours importante dans la société.

## Le souvenir de l'expulsion

Le destin des expulsés a donné lieu à deux types de publications, d'une part les journaux et d'autre part les œuvres littéraires. La littérature consacrée à l'expulsion est très féconde<sup>295</sup>. Avant même les années 1950 (une cinquantaine de publications entre 1946 et 1950), des auteurs ont commencé à raconter l'odyssée des expulsés à travers l'Europe et leur arrivée dans leur nouvelle *Heimat*. Qu'il s'agisse d'œuvres de fiction ou de témoignages<sup>296</sup>, les récits ont été de plus en plus nombreux suivant une courbe exponentielle : Plus l'événement est éloigné dans le temps et plus les publications se multiplient. Les premières années sont dominées par les difficultés matérielles qui laissent peu de temps pour l'écriture, d'autant que les traumatismes génèrent souvent un « blocage de l'écriture »<sup>297</sup>. Durant les années 1960, ces livres, récits ou analyses juridiques ou économiques de l'expulsion rencontrent un grand succès. Le témoignage de Hans Graf von Lehndorff *La mort ou l'espérance. Journal d'un médecin allemand 1945-1947* est en tête des ventes au moment de sa sortie en librairie<sup>298</sup>. La prolifération des publications à mesure que le temps passe s'explique aussi par le fait que les expulsés ressentent d'autant plus le besoin de raconter ce qu'ils ont vécu que leur groupe s'amenuise. Avec la disparition des derniers témoins de l'événement, seuls les souvenirs qui auront été fixés par écrit demeureront<sup>299</sup>. Avec le temps, ce sont non seulement les victimes de l'expulsion mais aussi leurs enfants puis petits-enfants qui écrivent sur le sujet et racontent le destin de leurs parents ou leur propre lien avec la *Heimat* de leurs ancêtres. On distingue trois phases dans l'évolution de la littérature : une phase de deuil où domine l'incrédulité et l'espoir

---

<sup>293</sup> MICHEL Laëticia, *Fuite, expulsion, intégration. Le sort des populations allemandes originaires des anciens territoires orientaux du Reich au lendemain de la Seconde Guerre mondiale*, thèse de doctorat, Université de Lille 3, 2010, p. 490-510.

<sup>294</sup> KORINMAN Michel, « La longue marche des organisations de réfugiés allemands de 1945 », p. 41-67, in : *Herodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n°68, 1993.

<sup>295</sup> Dimension informative avec le recueil de témoignages de Helga Hirsch où sont rapportés différents destins d'expulsés allemands, polonais ou ukrainiens à travers l'Europe. HIRSCH Helga, *Entwurzelt. Vom Verlust der Heimat zwischen Oder und Bug*, Körb-Stiftung, Hambourg, 2007.

<sup>296</sup> TAUBITZ Monika, « Flucht, Vertreibung, Integration – persönliches Erleben und literarische Umsetzung », p. 161-181, in : SCHULZ Eberhard Günter (éd.), *Schicksal und Bewältigung der Flucht und Vertreibung von Deutschen und Polen. Vorträge und Berichte der Tagungen der Stiftung Ostdeutscher Kulturrat*, Olms Verlag, Hildesheim, 2009 ; HELBIG Louis-Ferdinand, « Das Schicksal der Vertreibung und seine literarische Bewältigung in der deutschen Literatur », p. 103-123, in : SCHULZ Eberhard Günter (éd.), *Schicksal und Bewältigung der Flucht und Vertreibung von Deutschen und Polen. Vorträge und Berichte der Tagungen der Stiftung Ostdeutscher Kulturrat*, Olms Verlag, Hildesheim, 2009.

<sup>297</sup> DORNEMANN Axel, *Flucht und Vertreibung in Prosaliteratur und Erlebnisbericht seit 1945. Eine annotierte Bibliographie*, (= Hiersemanns bibliographische Handbücher, 17), Hiersemann, Stuttgart, 2005, p. VII-XXXI.

<sup>298</sup> LEHNDORFF Hans Graf von, *La mort ou l'espérance. Journal d'un médecin allemand 1945-1947*, La table ronde, Paris, 1964 / LEHNDORFF Hans Graf von, *Ostpreußisches Tagebuch. Aufzeichnungen eines Arztes aus den Jahren 1945-1947*, Biederstein Verlag, Munich, 1961. Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 24.

<sup>299</sup> HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, nouvelle édition revue et augmentée, Albin Michel, Paris, 1997, p. 130-131.

de ressusciter ce qui voient de disparaître, une deuxième phase d'interrogation et mise en cause du passé nazi et enfin une troisième phase d'apaisement empreinte de nostalgie<sup>300</sup>.

Les expulsés ont souvent eu à cœur de transmettre à leurs descendants le souvenir de l'expulsion et l'attachement à la *Heimat*. Les difficultés d'intégration de certains, le refus de s'intéresser à une région longtemps virtuelle ou encore l'envie de vivre dans le présent expliquent que de nombreux enfants n'aient pas développé de lien avec la *Heimat* de leurs parents. La génération suivante est en revanche plus disposée à s'intéresser au passé de ses ancêtres. C'est sur la base des récits et des rares souvenirs rapportés de la *Heimat* que se construit cette relation à la *Heimat*<sup>301</sup>. Arrivés à la fin de leur vie, les expulsés regardent avec plus d'attention leur passé et leur enfance et ils donnent une nouvelle actualité à des événements anciens<sup>302</sup>. Ou bien lorsque expulsés et enfants ou petits-enfants font le voyage dans la *Heimat* pour découvrir ensemble le passé<sup>303</sup>. Lorsque le dernier des témoins aura disparu, il n'y aura plus personne pour dire « J'y étais, et voici ce que j'ai vécu » et opposer son propre récit au récit historique. Vécue de façon distanciée, l'histoire risque de ne plus être qu'une succession de dates et d'événements. Avant la disparition des derniers survivants, il s'agit « d'élaborer une mémoire, de façonner, à travers le lien collectif, un récit qui garantisse la continuité et l'intégrité de la conscience collective »<sup>304</sup>.

Les musées consacrés à la *Heimat* ont eux aussi pour vocation de montrer comment vivaient les Allemands à l'est avant l'expulsion. Ils sont remplis des rares objets qui ont pu être sauvés lors du départ et qui ont souvent été précieusement conservés à la maison comme un lien concret avec la *Heimat*, une façon de s'y raccrocher et de témoigner auprès des enfants, voisins, amis de ce qu'était la vie d'avant<sup>305</sup>. Au domicile des expulsés, les objets de la *Heimat* sont parfois exposés comme dans un musée, montrant ainsi l'attachement à la *Heimat* et établissant un lien entre l'ancienne et la nouvelle *Heimat*<sup>306</sup>. Les monuments à la mémoire de l'est allemand ou de l'expulsion et de ses victimes se trouvent sur tout le territoire allemand. Ils ont été pour la plupart édifiés au cours de deux périodes : soit dans les années 1950, soit dans les années 1980 (après le retour des conservateurs au pouvoir ou à l'occasion du quarantième anniversaire de la fin de la guerre), et dans les années 1990 pour les Länder de l'ex-RDA<sup>307</sup>.

---

<sup>300</sup> GERRER Jean-Luc, « Le thème du temps dans la littérature consacrée aux ancienne Provinces de l'Est », p. 361-372, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2009.

<sup>301</sup> KÖSTLIN Konrad, « Historiographie, Gedächtnis und Erinnerung », p. 11-28, in : FENDL Elisabeth (éd.), *Zur Ikonographie des Heimwehs. Erinnerungskultur von Heimatvertriebenen*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 6), Johannes-Künzig-Institut für ostdeutsche Volkskunde, Fribourg, 2002.

<sup>302</sup> SAUERMAN, *Erinnern*, p. 79-100.

<sup>303</sup> LEHMANN Albrecht, *Im Fremden ungewollt zuhaus. Flüchtlinge und Vertriebene in Westdeutschland 1945-1990*, 2° éd., Beck, Munich, 1993, p. 108-151.

<sup>304</sup> KATTAN Emmanuel, *Penser le devoir de mémoire*, puf, Paris, 2002, p. 60-67.

<sup>305</sup> KÖSTLIN, *Historiographie*.

<sup>306</sup> SAUERMAN, *Erinnern*, p. 79-100.

<sup>307</sup> Sans surprise, leur répartition sur le territoire correspond à celle des expulsés. Cf. HESSE Hans, « Denkmäler und Gedenkstätten der deutschen Heimatvertriebenen », p. 114-117, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

Le travail des scientifiques et historiens consacré à l'expulsion et aux expulsés a été énorme depuis plus de soixante ans. Il est couramment admis que l'expulsion est longtemps restée un sujet tabou dans la société ouest-allemande mais la somme des travaux portant sur le sujet prouve le contraire<sup>308</sup>. Il faut plutôt suivre les explications de Horst Möller qui constate la dichotomie entre la réception et les discussions publiques d'une part et les travaux scientifiques d'autre part<sup>309</sup>. Les études sur les expulsés parviennent difficilement à atteindre le grand public, ce qui explique cette impression de désintérêt qui ne repose sur aucune réalité.

En 1950, Theodor Schieder entreprend de collecter les récits et témoignages sur l'expulsion pour montrer la réalité ce qui s'est passé<sup>310</sup>. Il s'agit entre autres de collecter des preuves des crimes commis contre les Allemands pour renforcer les positions allemandes dans le cadre de négociations de paix à venir<sup>311</sup>. Les témoignages sont vérifiés par des historiens et les déclarations authentifiées<sup>312</sup>. Cette documentation répond à une commande du gouvernement de RFA. Trop scientifique dans son approche<sup>313</sup> et sa volonté de replacer l'événement dans un contexte historique, elle ne répond pas totalement aux attentes du gouvernement qui ne la publie pas intégralement<sup>314</sup>. Bien que les archives fédérales aient fini leur travail de vérification et d'authentification à la fin des années 1960, la publication risquerait d'entraver la mise en œuvre de la nouvelle *Ostpolitik* et les réactions de l'étranger seraient trop gênantes pour le gouvernement fédéral<sup>315</sup>. Sous la pression des conservateurs, le ministère de

---

<sup>308</sup> Cf. Il suffit pour s'en convaincre de consulter l'imposante bibliographie élaborée en 1987, cf. FRANTZIOCH Marion, *Die Vertriebenen. Hemmnisse und Wege ihrer Integration*, (= Schriften zur Kulturosoziologie, 9), Dietrich Reimer Verlag, Berlin, 1987.

<sup>309</sup> MÖLLER Horst, « Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur. Zur Einführung », p. 9-17, in : GAUGER Jörg-Dieter, KITTEL Manfred (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Konrad-Adenauer-Stiftung, Sankt Augustin, 2004.

<sup>310</sup> Bundesministerium für Vertriebene, Flüchtlinge und Kriegsgeschädigte (éd.), *Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa I. Die Vertreibung der deutschen Bevölkerung aus den Gebieten östlich der Oder-Neiße 1/2/3*, DTV, Munich, 1984, réimpression de l'édition de 1954.

<sup>311</sup> BEER Mathias, « „Flucht und Vertreibung“. Eine deutsche Streitgeschichte », p. 261-279, in : HASLINGER Peter, FRANZEN K. Erik, SCHULZE WESSEL Martin (éd.), *Diskurse über Zwangsmigrationen in Zentraleuropa. Geschichtspolitik, Fachdebatten, literarisches und lokales Erinnern seit 1989*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum), 108), Oldenbourg, Munich, 2008.

<sup>312</sup> Schieder revient sur la méthode utilisée pour établir la documentation. Il évoque aussi les reproches qui lui sont adressés par les témoins et qui refusent aux historiens le droit de parler en leur nom. Cf. SCHIEDER Theodor, « Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten als wissenschaftliches Problem », p. 1-17, in : *Vierteljahresschrift für Zeitgeschichte*, n°1, 1960.

<sup>313</sup> Sur les critères de choix des témoignages et la méthode scientifique appliquée, cf. FAGOT Pascal, « Entre mémoire(s), histoire et politique : Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa », p. 7-21, in : MERCHERS Dorle, SIARY Gérard (éd.), *Transmission de la mémoire allemande en Europe centrale et orientale depuis 1945 – Spuren deutscher Identität in Mittel- und Osteuropa seit 1945*, Peter Lang, Berne, 2011.

<sup>314</sup> BEER Mathias, « „Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ostmitteleuropa“ », p. 215-218, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 ; BEER Mathias, « Die Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa (1953-1962). Ein Seismograph bundesdeutscher Erinnerungskultur », p. 17-35 GAUGER Jörg-Dieter (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Konrad-Adenauer-Stiftung, Sankt Augustin, 2004.

<sup>315</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 118-122.

l'Intérieur fait en sorte de la publier discrètement et en 1975, elle reste encore largement inconnue du grand public<sup>316</sup>. Le contexte sociétal a beaucoup changé et le rôle des Allemands comme victimes n'est plus dans l'air du temps. La publication en 1975 par un éditeur répond à la stratégie politique de la CDU qui voit un moyen de mettre en péril l'*Ostpolitik* de la coalition de centre-gauche. Malgré cela et les efforts des représentants des expulsés, elle n'est connue que des hommes politiques et historiens.

Les médias ne donnent pas à la publication de la documentation un écho suffisant pour que le grand public s'y intéresse. Il est vrai qu'à partir du début des années 1960, les expulsés sont présentés sous un jour peu favorable dans la plupart des médias<sup>317</sup>, Manfred Kittel allant jusqu'à dire qu'ils sont les « adversaires préférés » du *Stern* et du *Zeit*<sup>318</sup>. Pour Maren Röger, c'est le *Spiegel* qui est « le critique la plus précoce et la plus vive du BdV »<sup>319</sup>. On peut nuancer ce propos pour ce qui concerne la radio qui a pris en compte les difficultés des expulsés dans ses programmes et a diffusé des émissions consacrées à la *Heimat* ainsi qu'au travail des associations et des *Landsmannschaften*<sup>320</sup>. Les chaînes de télévision diffusent de leur côté des documentaires et émissions plaidant pour la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse<sup>321</sup>. La diffusion du film *Holocaust*<sup>322</sup> en 1979 a pour conséquence de provoquer un regain d'intérêt pour l'expulsion alors qu'une centaine d'émissions ont déjà eu pour sujet l'élimination des juifs durant la guerre, mais moins de films traitant directement de l'expulsion<sup>323</sup>. Pourtant de nombreux films, dont les fameux *Heimatfilme*, ont évoqué l'expulsion et les difficultés des expulsés de façon détournée<sup>324</sup>. Même si les documentaires sur les territoires perdus n'ont jamais manqué, l'intérêt médiatique au début des années 2000, porté par la publication de la nouvelle de Günter Grass *En Crabe*<sup>325</sup> et les documentaires diffusés par la télévision publique<sup>326</sup>, ne se dément pas et donne aux expulsés la visibilité à laquelle ils aspirent. Il ne s'agit pas de la fin d'un tabou (puisqu'il n'y en a jamais eu) mais

---

<sup>316</sup> BROSZAT Martin, Discours, p. 301-303, in : GRAML Hermann, HENKE Klaus-Dietmar (éd.), *Nach Hitler. Der schwierige Umgang mit unserer Geschichte. Beiträge von Martin Broszat*, Oldenbourg, Munich, 1986.

<sup>317</sup> On trouve un recueil d'articles de presse concernant les territoires de l'est parus dans la presse ouest-allemande au début des années 1960 dans BLANK Ulrich, *Wo heute fremde Wegweiser stehen. Die deutschen Ostgebiete im Spiegel der westdeutschen Presse (1959-1962)*, (= Gesamtdeutsches Bewusstsein: Schriften zur deutschen Frage, 8), Verlag Gerhard Rautenberg, Leer/Ostfriesland, 1962.

<sup>318</sup> « Lieblingsgegner », cf. KITTEL, *Erinnerung*, p. 37-53.

<sup>319</sup> RÖGER, *Mediale*, p. 316.

<sup>320</sup> BAEHR Albrecht, « Die Vermittlerrolle des Rundfunks », p. 389-396, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente. Vertriebene/Flüchtlinge/Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979.

<sup>321</sup> Pour un jugement plus nuancé sur le contenu des documentaires télévisés, cf. BAEHR, *Rundfunk*.

<sup>322</sup> CHOMSKY Marvin, J., *Holocaust*, première diffusion le 22 janvier 1979 sur WDR.

<sup>323</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 179.

<sup>324</sup> KURTH Karl O., « Presse, Film und Rundfunk », p. 402-435, in : LEMBERG Eugen, EDDING Friedrich (éd.), *Die Vertriebenen in Westdeutschland. Ihre Eingliederung und ihr Einfluss auf Gesellschaft, Wirtschaft, Politik und Geistesleben*, Ferdinand Hirt, Kiel, 1959.

<sup>325</sup> GRASS Günter, *En crabe*, Seuil, Paris, 2002.

<sup>326</sup> DREYKLUFT Friederike, MÜLLNER Jörg, *Der Untergang der Gustloff* (Guido Knopp – Die große Flucht, 2), BRD 2001, première diffusion le 27 janvier 2001 sur ZDF et DEHNHARDT Sebastian, *Die Flucht* (Die Vertriebenen – Hitlers letzte Opfer, 1), BRD, 2001, première diffusion le 21 mars 2001 sur ARD.

plutôt d'un emballement pour le sujet<sup>327</sup>. Dans les documentaires diffusés à partir de 1981, on observe un changement complet du traitement des expulsés. Le format télévisuel joue un rôle important (documentaire classique à base d'images d'archives et d'interviews, docu-fiction ou récit d'un retour vers le passé dans la *Heimat*). On observe une tendance à l'émotionalisation des témoignages. La mise en contexte historique est de moins en moins présente et les expulsés présentés uniquement selon leur statut de victime (sans s'interroger sur une responsabilité quelconque dans le nazisme). Cette situation s'explique principalement par trois facteurs : les victimes de l'expulsion (et donc témoins dans les documentaires) sont principalement des femmes et des enfants, soit des figures que l'on considère spontanément comme innocentes, et les journalistes qui veulent provoquer l'émotion n'interviennent pas pour mettre en cause les récits, qui ont, en outre, tendance à s'uniformiser<sup>328</sup>. Les témoins racontent (involontairement) un récit qui ressemble à celui que l'on attend, influencé par d'autres témoignages antérieurs, son propre témoignage devenant à son tour une sorte de modèle inconscient pour des témoignages ultérieurs<sup>329</sup>. Les témoignages des expulsés polonais ressemblent beaucoup à ceux des expulsés allemands. Cela ressort avec force du recueil élaboré par Bömelbrug/Stößinger/Traba : des témoignages de Polonais et d'Allemands y sont rassemblés sans que la nationalité de leur auteur soit mentionnée. Le lecteur ne la devine qu'au fur et à mesure<sup>330</sup>. Cette communauté de destin est de nature à rapprocher les victimes de l'expulsion, quelle que soit leur nationalité. C'est dans un esprit de réconciliation germano-polonaise que ce groupe d'historiens allemands et polonais a entrepris cette collecte de témoignages<sup>331</sup>.

La société ouest-allemande, sans être insensible à la question de l'expulsion, ne montre pas autant d'intérêt que les expulsés le souhaiteraient. Entièrement tournés vers les victimes allemandes de la guerre, ces derniers ne prennent les victimes des Allemands en considération que pour mieux montrer leur propre souffrance. Cette attitude qui relève d'une mémoire sélective finirait par faire de la souffrance allemande un tabou dans l'espace public<sup>332</sup>. Pourtant, on peut difficilement parler de tabou pour un sujet aussi abondamment traité. Il serait plus juste de dire que le traitement du sujet par ceux qui se veulent les porte-parole légitimes des expulsés pose problème. En se posant en rupture avec le discours acceptable par

---

<sup>327</sup> RÖGER Maren, « Der neue Erinnerungsboom an Flucht und Vertreibung in den deutschen Massenmedien », article mis en ligne le 1<sup>er</sup> septembre 2010 disponible sur <http://lernen-aus-der-geschichte.de/Lernen-und-Lehren/content/8591> ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>328</sup> NAUMANN Klaus, *Der Krieg als Text. Das Jahr 1945 im kulturellen Gedächtnis der Presse*, Hamburger Edition, Hambourg, 1998, p. 72-91.

<sup>329</sup> RÖGER Maren, « Zeitzeugen von Flucht, Vertreibung und Heimatverlust im deutschen Geschichtsfernsehen: Funktionen und Funktionalisierungen, 1981 – 2010 », p. 1-17, article en ligne disponible sur [www.bkge.de/download/Roeger\\_Geschichtsfernsehen.pdf](http://www.bkge.de/download/Roeger_Geschichtsfernsehen.pdf) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>330</sup> BÖMELBURG Hans-Jürgen, STÖSSIGER Renate, TRABA Robert (éd.), *Vertreibung aus dem Osten. Deutsche und Polen erinnern sich*, Borussia, Olsztyn, 2000.

<sup>331</sup> FAGOT Pascal, « Témoignage et *après-coup* », p. 177-193, in : *Cahiers d'études germaniques*, n°57, 2009 (= COMBES André, KNOPPER Françoise, (éd.), *Le thème de l'après-coup (Nachträglichkeit) dans l'interprétation de phénomènes philosophiques, historiques, littéraires et artistiques*).

<sup>332</sup> LEVY Daniel, SZNAIDER Natan, *Erinnerung im globalen Zeitalter. Der Holocaust*, Suhrkamp Verlag, Francfort-sur-le-Main, 2001, p. 115.

la société, ils décrédibilisent en partie l'ensemble du groupe social au nom duquel ils s'expriment.

Les manifestations culturelles organisées par les expulsés attirent difficilement un public dépassant le cercle des expulsés. Et même dans ce groupe social, ce sont toujours les mêmes qui participent tandis que d'autres sont plus préoccupés par leur propre sort et négligent le destin du groupe dans son ensemble<sup>333</sup>. Le fait que la société de RFA se détourne petit à petit de l'est n'est pas dû au hasard. Depuis sa création en 1949, l'Etat est tourné vers l'ouest. Adenauer a voulu ancrer son pays solidement à l'ouest et les Alliés occidentaux sont les partenaires privilégiés de sa politique étrangère. Le plan Marshall d'aide à l'économie a aussi beaucoup contribué à attirer les regards des Allemands de l'ouest. Les territoires au-delà de la ligne Oder-Neisse correspondaient autrefois à l'Allemagne de l'est, à partir de 1970 (et le Traité de Varsovie), c'est la RDA qui devient l'Allemagne de l'est dans la langue courante<sup>334</sup>.

Pour commémorer l'expulsion et ses victimes, le BdV réclame que le Jour de la *Heimat*<sup>335</sup> soit élevé au rang de journée nationale de commémoration pour les expulsés. Contrairement à d'autres événements, aucune date symbolique ne s'est imposée avec évidence pour commémorer le souvenir de l'expulsion<sup>336</sup>. Le Jour de la *Heimat* est célébré chaque année depuis 1950 à la date anniversaire de la proclamation de la Charte des expulsés. Il est donc en lien direct avec les Accords de Potsdam puisqu'il fut célébré au plus près du cinquième anniversaire. Si les célébrations étaient l'occasion de rassemblements de grande ampleur dans les premières années, il a rapidement perdu de son importance pour ne devenir qu'une commémoration réservée aux expulsés, le reste de la population ne connaissant ni le Jour de la *Heimat* ni la Charte des expulsés<sup>337</sup>. Il est revenu sur le devant de la scène médiatique en 2000 lorsque Gerhard Schröder fut le premier chancelier à prendre la parole lors de cette manifestation. Le BdV lutte pour que cette date soit instituée comme journée nationale de commémoration, mais le projet d'un centre de commémoration de l'expulsion concentre l'essentiel de ses forces.

Suivant l'impulsion donnée par le BdV, le gouvernement fédéral a fini par envisager la création d'un lieu de commémoration de l'expulsion. Le 6 septembre 2000, le BdV annonce la mise en place d'une fondation Centre contre les expulsions<sup>338</sup>. La forme de pluriel dans le

---

<sup>333</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 176.

<sup>334</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 177.

<sup>335</sup> « Tag der Heimat ».

<sup>336</sup> SCHWARTZ Michael, « Vertriebene im doppelten Deutschland. Integrations- und Erinnerungspolitik in der DDR und in der Bundesrepublik », p. 101-151, in : *Vierteljahresschrift für Zeitgeschichte*, n°1, 2008.

<sup>337</sup> Sur l'histoire du Jour de la *Heimat*, sa résonance médiatique et son instrumentalisation politicienne : cf. LEMKE Ute, « Der „Tag der Heimat“ – bald ein nationaler Gedenktag in Deutschland? », p. 115-126, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2009.

<sup>338</sup> THER Philipp, « Zentrum gegen Vertreibungen », p. 736-739, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 ; STEINBACH, *Macht*, p. 95-125 ; NAIMARK Norman, « Europäische Geschichte im 20. Jahrhundert und die Problematik eines deutschen „Zentrums gegen Vertreibungen“ », p. 19-30, in : FAULENBACH Bernd, HELLE Andreas (éd.), *Zwangsmigration in Europa. Zur*

nom voulait montrer les différentes formes d'expulsion ayant eu lieu au cours du XXe siècle et souligner ainsi la dimension européenne du phénomène<sup>339</sup>. Outre la présidente du BdV Erika Steinbach, la fondation porteuse du projet est dirigée par Peter Glotz. Lui-même expulsé des Sudètes en 1945, il est une figure centrale du parti social-démocrate et peu susceptible de frayer avec l'extrême droite. Il apporte une caution morale au projet, garantie de son indépendance vis-à-vis des partis<sup>340</sup>. La CDU/CSU demande un soutien financier public à ce projet, mais la coalition SPD-Grünen s'y oppose. L'été 2003 est marqué par les affrontements politiques autour de la question de savoir comment commémorer l'expulsion<sup>341</sup>. Afin de ne pas laisser au BdV le monopole du souvenir de l'expulsion, le Chargé des affaires culturelles du gouvernement, Bernd Neumann, associe le BdV à la mise en place d'un « Réseau européen du souvenir et de la solidarité »<sup>342</sup>, auquel collaborent la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie. On craint en effet que la dimension européenne du Centre européen contre les expulsions du BdV ne soit qu'un alibi pour souligner les souffrances des Allemands qui n'apparaîtraient que comme des victimes de l'histoire<sup>343</sup>. Soixante ans après l'événement, il s'avère toujours aussi difficile de parler des victimes allemandes de l'expulsion sans être soupçonné de vouloir préférer des victimes à d'autres<sup>344</sup>. Les polémiques entre élus, historiens et journalistes sont si

---

*wissenschaftlichen und politischen Auseinandersetzung um die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, Klartext Verlag, Essen, 2005.

<sup>339</sup> Donner une dimension internationale à un événement touchant les Allemands n'est pas un phénomène nouveau pour le BdV. Il a fait de 1965 l'année des droits de l'homme. Initialement, il envisageait de célébrer « L'année commémorative de la tragédie de l'est allemand » (« Gedenkjahr der ostdeutschen Tragödie ») ou les « 20 ans de tragédie allemande » (« 20 Jahre Deutsche Tragödie »). cf. SALZBORN, *Heimatrecht*, p. 29-30.

<sup>340</sup> Dans son livre-testament, il tire les enseignements de l'expulsion pour qu'un tel événement ne se reproduise jamais. Cf. GLOTZ Peter, *Die Vertreibung. Böhmen als Lehrstück*, Ullstein, Munich, 2003, p. 254-264.

<sup>341</sup> FRANZEN K. Erik, « Der Diskurs als Ziel? Anmerkungen zur deutschen Erinnerungspolitik am Beispiel der Debatte um ein „Zentrum gegen Vertreibungen“ 1999-2005 », p. 1-31, in : HASLINGER Peter, FRANZEN K. Erik, SCHULZE WESSEL Martin (éd.), *Diskurse über Zwangsmigrationen in Zentraleuropa. Geschichtspolitik, Fachdebatten, literarisches und lokales Erinnern seit 1989*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, 108), Oldenbourg, Munich, 2008.

<sup>342</sup> « Europäisches Netzwerk Erinnerung und Solidarität ». Le réseau montre sa volonté d'avoir une vision internationale en consacrant sa première publication aux lieux de mémoire en Europe centrale et Europe de l'est. Cf. WEBER Matthias, OLSCHOWSKY Burkhard, PETRANSKY Ivan (éd.), *Erinnerungsorte in Ostmitteleuropa. Erfahrungen der Vergangenheit und Perspektiven*, (= Schriften des Bundesinstituts für Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa, 42; Schriften des Europäischen Netzwerks Erinnerung und Solidarität, 1), Oldenbourg, Munich, 2011.

<sup>343</sup> LELAIT Florence, « Le Centre contre les expulsions. Une controverse embarrassante », p. 35-41, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°3, 2004. Toutes les institutions liées à la politique du souvenir construites récemment en Allemagne (Villa ten Hompel à Münster en 1999, train du souvenir en 2007, lieu de commémoration de Buchenwald en 1995, etc.) intègrent systématiquement une dimension européenne : ŁUCZEWSKI Michał, BEDNARZ-ŁUCZEWSKA Paulina, « Polnische und deutsche Erinnerungskultur. Eine zusammenfassende Analyse der Fallstudien », p. 151-178, in : Museum des Warschauer Aufstands (éd.), *Erinnerungskultur des 20. Jahrhunderts. Analysen deutscher und polnischer Erinnerungsorte*, Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2011.

<sup>344</sup> BEER Mathias, « Verschlussache, Raubdruck, autorisierte Fassung. Aspekte der politischen Auseinandersetzung mit Flucht und Vertreibung in der Bundesrepublik Deutschland (1949-1989) », p. 369-403, in : CORNELIßEN Christoph, HOLEC Roman, PEŠEK Jiří (éd.), *Diktatur – Krieg – Vertreibung. Erinnerungskulturen in Tschechien, der Slowakei und Deutschland seit 1945*, (= Veröffentlichungen der Deutsch-Tschechischen und Deutsch-Slowakischen Historikerkommission, 13; Veröffentlichungen zur Kultur und Geschichte im östlichen Europa, 26), Klartext, Düsseldorf, 2005.

intenses<sup>345</sup>, que l'on finit par se demander, comme Michael Schwartz ou Andreas Kossert, si « les expulsés ont le droit d'être victimes ? »<sup>346</sup> Le contrat de gouvernement de la grande coalition reprend ce projet en 2008 et prévoit la création à Berlin d'un « Signal visible »<sup>347</sup>. Une nouvelle fondation voit le jour, la « Fondation fuite, expulsion, réconciliation »<sup>348</sup> dont l'historien Manfred Kittel est nommé directeur-fondateur<sup>349</sup>.

La concurrence entre le projet gouvernemental et celui du BdV apparaît clairement avec l'organisation d'expositions qui permettent à chacun des acteurs de montrer publiquement quelles intentions il poursuit véritablement. Le BdV présente l'exposition « Chemins forcés »<sup>350</sup> du 11 août au 29 octobre 2006 à Berlin<sup>351</sup>. L'exposition « Fuite, expulsion, intégration »<sup>352</sup> conçue par la Maison de l'histoire<sup>353</sup> à Bonn et qui est présentée de 2005 à 2007 doit servir de base à l'exposition permanente du projet gouvernemental et être accompagnée d'expositions temporaires qui approfondissent la thématique principale<sup>354</sup>. Tim Völkerling affirme que le mot réconciliation présent dans le nom de la fondation vise l'ouverture aux autres groupes ayant été victimes d'expulsions, en Europe et dans le monde, dans une volonté d'universalisation de la souffrance, mais on voit mal comment il pourrait y avoir réconciliation avec un groupe ayant partagé le même destin<sup>355</sup>. La réconciliation se produit entre deux anciens antagonistes, pas entre deux groupes qui ont vécu la même expérience, il aurait été plus juste de parler de solidarité. Le mot de réconciliation indique

---

<sup>345</sup> TROEBST Stefan (éd.), *Vertreibungsdiskurs und europäische Erinnerungskultur. Deutsch-polnische Initiativen zur Institutionalisierung. Eine Dokumentation*, (= Veröffentlichungen der Deutsch-Polnischen Gesellschaft Bundesverband e.V., 11), fibre, Osnabrück, 2006.

<sup>346</sup> SCHWARTZ, Opfer, p. 494-505 ; KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat*, p. 346.

<sup>347</sup> « Sichtbares Zeichen ».

<sup>348</sup> « Stiftung Flucht, Vertreibung, Versöhnung ». Cf. VÖLKERING Tim, « Von der privaten Stiftung „Zentrum gegen Vertreibungen“ zur Bundesstiftung „Flucht, Vertreibung, Versöhnung“ », p. 129-138, in : Museum des Warschauer Aufstands (éd.), *Erinnerungskultur des 20. Jahrhunderts. Analysen deutscher und polnischer Erinnerungsorte*, Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2011.

<sup>349</sup> TROEBST Stefan, « Bundesstiftung „Flucht, Vertreibung, Versöhnung“ », p. 96-97, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 ; TROEBST Stefan, « Europäisches Netzwerk Erinnerung und Solidarität » », p. 236-239, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>350</sup> « Erzwungene Wege ».

<sup>351</sup> JACQUES Christian, « Le Centre contre les expulsions de Berlin. Un débat centre-européen autour de la « culture mémorielle » », p. 421-437, in : *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, n°40, 2008 ; VÖLKERING Tim, « Flucht und Vertreibung im Museum. Zwei aktuelle Ausstellungen und ihre geschichtskulturellen Hintergründe im Vergleich », (= Zeitgeschichte – Zeitverständnis, 17), LIT, Berlin, 2008, p. 86-98 ; ASSMANN Aleida, *Geschichte im Gedächtnis. Von der individuellen Erfahrung zur öffentlichen Inszenierung*, (= Krupp-Vorlesungen zu Politik und Geschichte am Kulturwissenschaftlichen Institut im Wissenschaftszentrum Nordrhein-Westfalen, 6), Beck, Munich, 2007, p. 146-149.

<sup>352</sup> « Flucht, Vertreibung, Integration ».

<sup>353</sup> « Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland ».

<sup>354</sup> Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (éd.), *Flucht, Vertreibung, Integration. Begleitbuch zur Ausstellung im Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Bonn, 3. Dezember 2005 bis 17. April 2006, im Deutschen Historischen Museum, Berlin, 19. Mai bis 13. August 2006, im Zeitgeschichtlichen Forum Leipzig der Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, 1. Dezember 2006 bis 15. April 2007*, Kerber Verlag, Bonn, 2006.

<sup>355</sup> VÖLKERING, Stiftung, p. 129-138.

plutôt, peut-être involontairement, que c'est bien l'expulsion des Allemands qui doit être au cœur de l'exposition et montre les efforts de part et d'autre pour parvenir à se réconcilier. Quoi qu'il en soit, il est vrai que le BdV peut s'enorgueillir d'avoir atteint son objectif en imposant en partie sa volonté, puisque la fondation gouvernementale répond largement à ses objectifs. Le travail de sa présidente dans les médias a porté ses fruits. Les expulsés ne sont plus les malaimés des médias, ou alors ils ont su tirer profit de cette situation en jouant du goût des médias pour le scandale et la controverse. En mettant Erika Steinbach en avant, le BdV est parvenu à occuper l'espace médiatique et à faire de la question du lieu de commémoration de l'expulsion un problème politique actuel. Sa communication a ainsi permis au projet de rentrer dans l'espace public et de remporter une victoire politique<sup>356</sup>.

## L'histoire du GB

### Panorama de la presse des expulsés : son histoire et sa diversité

L'histoire de la presse des expulsés débute dans les mois qui suivent l'expulsion. Arrivés dans les zones d'occupation des Alliés, les expulsés sont séparés les uns des autres. L'expulsion a rajouté au chaos de l'après-guerre et comme une grande partie du peuple allemand, les expulsés sont à la recherche de nouvelles de proches ou de parents<sup>357</sup>. Les premiers journaux qui paraissent prennent la forme de feuilles volantes ou de feuilles paroissiales distribuées à la sortie de l'église. La dimension religieuse s'explique à plus d'un titre. La violence de l'expulsion et le sentiment d'abandon des expulsés expliquent qu'ils cherchent du réconfort auprès des prêtres et des responsables spirituels (= « Seelsorger »)<sup>358</sup>. Les prêtres sont par leur sens de l'organisation les plus aptes à organiser ce travail de rassemblement de communautés éclatées<sup>359</sup>. Ils sont aussi les plus attentifs aux souffrances de la population<sup>360</sup>. Enfin, la dimension religieuse permet aussi aux publications d'échapper à la censure des Alliés qui refusent de voir les expulsés se regrouper ou se structurer en associations. Sous couvert de religion, les publications s'adressent en fait exclusivement aux expulsés<sup>361</sup>. Le contournement du système de licences se fait aussi grâce à une publication irrégulière qui évite la ressemblance avec un périodique. Autre moyen de contourner le système de licences accordées par les Alliés, les titres trompeurs des journaux font croire à une simple

---

<sup>356</sup> DELHAES Daniel, *Politik und Medien. Zur Interaktionsdynamik zweier sozialer Systeme*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2002, p. 49-77.

<sup>357</sup> Manfred Rohde donne un exemple frappant de cette réalité : en 1957, les 113 700 habitants de Mährisch-Ostrau (aujourd'hui Ostrava en République tchèque) vivent répartis dans plus de 2576 villes et villages d'Allemagne et d'Autriche, cf. ROHDE Manfred, « Die Zeitschriften der Kriegsfolgegeschädigten », p. 127-143, in : HAGEMANN Walter (éd.), *Die deutsche Zeitschrift der Gegenwart. Eine Untersuchung des Instituts für Publizistik der Westfälischen Wilhelms-Universität Münster*, Fahle, Münster, 1957.

<sup>358</sup> BIEHLER Ekkehard, « Zur geistigen Bewältigung der Vertreibung », p. 403-413, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente. Vertriebene/Flüchtlinge/Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979.

<sup>359</sup> BENDEL Rainer, « Katholische Kirche und Vertriebene », p. 338-341, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

<sup>360</sup> La moitié des journaux silésiens recensés sont rédigés par des ecclésiastiques catholiques ou protestants. BUNZEL Ulrich, *Schlesien lebt. Zeitungen, Zeitschriften und Rundbriefe der schlesischen Heimatvertriebenen*, (= Ostdeutsche Beiträge aus dem Göttinger Arbeitskreis, 25), Holzner Verlag, Wurtzbourg, 1963, p. 9.

<sup>361</sup> STANZEL Isolde, « Die Presse der Vertriebenen », p. 17-25, in : *Der neue Ackermann*, n°2, juin 1955.

correspondance entre groupes d'expulsés. Ainsi, le *Ost-Vertriebenen-Korrespondenz*<sup>362</sup> publié par Georg Goebel<sup>363</sup> relève de cette stratégie de contournement de l'interdiction en simulant un simple moyen d'échange de nouvelles<sup>364</sup>. Certains périodiques portent la mention « Imprimé en tant que manuscrit »<sup>365</sup>. En se faisant passer pour un écrit privé, la publication parvient à contourner l'obligation de licence. Et contrairement à ce qu'elle prétend, elle ne veut surtout pas rester confidentielle, mais témoigne au contraire d'une volonté d'atteindre le public à tout prix<sup>366</sup>. Si les journaux créés par des chargés d'âme ou des prêtres expulsés sont tout d'abord majoritaires, ils cèdent le pas au début des années 1950, soit parce que leur éditeur cesse son activité, soit parce qu'ils sont remplacés par d'autres<sup>367</sup>.

La presse des expulsés prend les formes les plus diverses. Si à ses débuts, elle se composait principalement de publications modestes aux formes artisanales, elle s'est étoffée par la suite non seulement d'un point de vue quantitatif avec la multiplication des titres mais aussi d'un point de vue qualitatif avec l'apparition de journaux plus volumineux.

Le foisonnement des titres a déjà attiré l'attention de chercheurs qui ont entrepris de dresser un panorama exhaustif de la presse des expulsés. Ces ouvrages ont le mérite de présenter une photographie de la presse à un moment donné. Mais l'objet est si vivant que l'état des lieux mériterait d'être sans cesse actualisé. Néanmoins, ces ouvrages permettent de se faire une idée assez précise de la diversité qui caractérise cette presse.

En 1950, la presse des expulsés est mise en rapport avec les revendications et la politique adoptée par les associations<sup>368</sup>. Si l'analyse de Hilf permet de découvrir la genèse de la presse, sa date de parution la limite à un instantané sans le moindre recul temporel.

Le premier recensement de la presse des expulsés s'effectue dès 1953<sup>369</sup>. On peut s'étonner de voir que dès les origines de la presse des expulsés, les représentants des expulsés aient eu le désir de dresser un inventaire aussi complet que possible des publications. Mais ce travail s'inscrit dans la continuité de travaux précédents qui faisaient un état de la presse germanophone à l'étranger. Ce travail est réalisé à partir de 1949 à la demande du Göttinger

---

<sup>362</sup> La documentation publiée à l'occasion du cinquantième anniversaire du GB reproduit la une d'un numéro de *Ostvertriebenen-Korrespondenz* du 5 octobre 1948 et celle du numéro de *Der Vertriebene* (sous-titre : *Ostvertriebenen-Korrespondenz/Mitteilungsblatt der Interessengemeinschaften*) du 26 avril 1949. Dans les deux cas, l'éditeur et responsable de la publication est Georg Goebel. A la une du second journal, on reconnaît la devise du GB, « Loin mais fidèle » (« Fern doch treu »), cf. LAMBIEL Brigitte, *50 Jahre „Grafschafter Bote“ – Dokumentation*, Zentralstelle Grafschaft Glatz/Schlesien e.V., Lüdenscheid, 2000, p. 24-26.

<sup>363</sup> Sur l'activité de Georg Goebel dans l'organisation des expulsés dès 1948, cf. LELAIT Florence, *Un « nationalisme » des réfugiés en République fédérale d'Allemagne ? L'exemple de l'Association provinciale de Silésie et de l'Association provinciale des Hauts-Silésiens*, thèse de doctorat, Nancy, 2002, p. 118-120.

<sup>364</sup> KURTH, *Handbuch*, p. 230.

<sup>365</sup> « Als Manuskript gedruckt ».

<sup>366</sup> ROHDE, *Zeitschriften*, p. 135.

<sup>367</sup> GAIDA Hans-Jürgen, *Die offiziellen Organe der ostdeutschen Landsmannschaften. Ein Beitrag zur Publizistik der Heimatvertriebenen in Deutschland*, Duncker & Humblot, Berlin, 1973, p. 31.

<sup>368</sup> HILF Rudolf, *Die Presse der Sudetendeutschen nach 1945 und ihre Stellungnahme zum Schicksal der vertriebenen Volksgruppe*, thèse de doctorat, Munich, 1950.

<sup>369</sup> KURTH, *Handbuch*.

Arbeitskreis qui souhaite laisser un document de synthèse pour l'histoire montrant les efforts déployés par les expulsés pour surmonter leur détresse matérielle et morale. Les journaux d'expulsés sont considérés comme des documents pour le travail d'historiens, de sociologues et d'anthropologues. Cela montre que quelques années seulement après leur arrivée en RFA, les expulsés ont à cœur de contrôler la trace qu'ils laisseraient dans l'histoire et de faire en sorte que leur destin ne tombe pas dans l'oubli. Cet ouvrage s'adresse finalement moins aux expulsés (ou à leurs représentants) qu'aux générations futures qui voudront comprendre qui étaient les expulsés et ce qu'ils revendiquaient.

Le tableau d'ensemble de la presse des expulsés est le suivant : en décembre 1952, il y a 320 périodiques paraissant au moins quatre fois par an. 234 journaux paraissent en RFA à destination des expulsés d'une origine géographique précise. 68 sont des journaux publiés en RFA qui s'adressent soit à l'ensemble des expulsés, soit à un public plus large (mais en ne parlant que des expulsés) soit encore à des groupes professionnels particuliers. 14 sont publiés de l'étranger et s'adressent soit à des régions précises soit à l'ensemble des expulsés. 4 s'adressent aux expulsés dans les deux Etats de RFA et de RDA. Les journaux des Allemands de Silésie et des Sudètes constituent ensemble la moitié de toutes les publications. Kurth procède de manière très précise en donnant pour chaque publication les informations suivantes : adresse postale ; nom de l'éditeur ; nom et adresse du rédacteur en chef ; lieu d'impression ; année de fondation ; tirage ; jour de parution ; orientation (politique, confessionnelle, lien avec une *Landsmannschaft*) ; *Heimat* des lecteurs ; présence ou non de publicité ou de suppléments.

Dans cette phase de mise en place de la presse, beaucoup de journaux s'inscrivent dans la continuité de qui existait déjà dans la *Heimat* et ils en reprennent les formes (titre, mise en page, numérotation). Signe de l'attachement des expulsés à leur *Heimat*, ce sont les journaux de la *Heimat* qui rencontrent le plus de succès tandis que les journaux qui s'adressent à l'ensemble des expulsés sont confrontés à des difficultés économiques bien plus nombreuses<sup>370</sup>.

La presse des expulsés poursuit des objectifs très clairs : elle veut non seulement donner des informations à ses lecteurs, mais elle se met aussi à leur service dans leur combat pour satisfaire leurs revendications<sup>371</sup>. Mais elle veut aussi permettre de reconstituer la communauté villageoise malgré l'éloignement et d'atténuer la souffrance liée à la perte de la *Heimat*. Et elle parvient à son but comme le montre cette anecdote rapportée par Hans-Jürgen Gaida : Le *Schönwälder Heimatbrief* avait suspendu sa parution à la mort de son éditeur. Les lecteurs ont exercé une telle pression sur sa veuve que celle-ci s'est résolu à prendre la

---

<sup>370</sup> KURTH, *Handbuch*, p. 229.

<sup>371</sup> « Liés les uns aux autres par un destin extraordinaire, les expulsés ont réclamé dès le début des organes d'information qui traitent très spécifiquement de leurs intérêts, et plus encore qui représentent leurs revendications à l'opinion publique, et soient en quelque sorte des « moyens de combat » pour atteindre leurs revendications. » « Die Vertriebenen, durch ein außergewöhnliches Schicksal miteinander verbunden, verlangten von Anfang an nach Informationsorganen, die ganz speziell ihre Interessen behandelten, ja mehr noch, die ihre Anliegen vor der Öffentlichkeit vertraten, gewissermaßen „Kampfmittel“ für die Erreichung ihrer Forderungen. », cf. STANZEL, *Presse*, p. 17-25.

succession. Le journal compte tant pour ses lecteurs qu'ils ne peuvent se résoudre à le voir disparaître, ce qui reviendrait à une nouvelle séparation de la *Heimat*<sup>372</sup>.

Une première grande étude consacrée à la presse des expulsés paraît en 1960. Elle est publiée par la Société allemande pour les échanges culturels et économiques avec la Pologne<sup>373</sup> qui édite les *Deutsch-Polnische Hefte*. Son auteur, Kurt Schnöring, ne cache pas son intention de procéder à une analyse critique de ce segment de la presse pour montrer les tendances révisionnistes, voire radicales qui caractérisent l'ensemble des journaux, voyant dans « l'influence politique des expulsés dans un sens extrêmement nationaliste (...) [un] danger qui peut à nouveau conduire le peuple allemand et avec lui les peuples de notre continent à la catastrophe »<sup>374</sup>. Son étude correspond en tous points aux poncifs de la propagande est-allemande : les associations d'expulsés sont forcément revanchistes et leurs représentants d'anciens nazis<sup>375</sup>. Selon lui, l'intégration réussie des expulsés dans la vie sociale et économique (il prétend même que leur situation actuelle est meilleure que celle qu'ils connaissaient dans leur *Heimat*) devrait suffire à rendre cette presse superflue. Heinz Halbach suit une ligne idéologique identique et il prétend que le seul magazine destiné aux expulsés de la zone d'occupation soviétique, *Die neue Heimat*, a légitimement cessé sa parution en 1949 puisque l'intégration des expulsés avait été une réussite. Symbole de l'emprise idéologique du communisme sur l'étude, la presse des expulsés est appelée simplement « presse revanchiste »<sup>376</sup>. Les études de la presse des expulsés n'ont pas manqué dans les pays du bloc de l'est, mais elles ont surtout servi la propagande ou pris la forme de pamphlets politiques<sup>377</sup>.

Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la présence bien réelle de journaux d'extrême droite parmi la presse des expulsés. Entre nostalgie du IIIe Reich et négation des crimes nazis, la volonté de retour s'inscrit alors dans une idéologie extrémiste assumée<sup>378</sup>.

Peu après paraît une nouvelle étude sur la presse des expulsés. Il est intéressant de constater que ce n'est pas dans une revue d'histoire ou de sociologie qu'elle est publiée mais dans une

---

<sup>372</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 85-86.

<sup>373</sup> « Deutsche Gesellschaft für Kultur- und Wirtschaftsaustausch mit Polen », cette société est fondée en 1953 à Düsseldorf pour prendre la suite de la Helmut-von-Gerlach-Gesellschaft créée par les dirigeants du SED avec la volonté de favoriser les relations germano-polonaises. Cf. LOTZ Christian, *Die Deutung des Verlusts. Erinnerungspolitische Kontroversen im geteilten Deutschland um Flucht, Vertreibung und die Ostgebiete (1948-1972)*, (= *Neue Forschungen zur Schlesischen Geschichte*, 15), Böhlau, Cologne, 2007, p. 37-39.

<sup>374</sup> SCHNÖRING Kurt, *Die NS-Mentalität der Vertriebenenpresse. Eine Dokumentation*, Kontakt-Verlag, Uffing-Obb., 1960, p. 1.

<sup>375</sup> 25 ans plus tard, la presse des expulsés est instrumentalisée de la même manière pour soutenir la politique de RDA contre le revanchisme de RFA, cf. FLACH Werner, KOUSCHIL Christa, *Kreuzritter in Trachten. Organisierter Revanchismus und seine Macher*, Urania-Verlag, Leipzig, 1984.

<sup>376</sup> L'article s'appuie sur les résultats d'une thèse soutenue en 1964. HALBACH Heinz, « Die Presse der Revanchistenverbände », p. 211-227, in : KNIPPING Franz (éd.), *Die formierte Meinung. Beiträge zur Funktion und zur Wirkungsweise der journalistischen Massenmedien in Deutschland*, Karl-Marx-Universität, Leipzig, 1968.

<sup>377</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 15-16.

<sup>378</sup> BRÜDIGAM Heinz, *Der Schoß ist fruchtbar noch... Neonazistische, militaristische, nationalistische Literatur und Publizistik in der Bundesrepublik*, 2<sup>e</sup> éd., Röderberg-Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1965, p. 102-116

revue de publiciste<sup>379</sup>. C'est donc en tant que catégorie de la presse que le sujet est abordé et non comme une approche du groupe social des expulsés. Peter Loviscach cherche surtout à établir un modèle de classification de la presse des expulsés. Il part du constat habituel d'un genre très riche et extrêmement diversifié pour tenter de dégager une structure à l'ensemble. Il propose en fait deux modèles de classement, l'un partant de l'identité des éditeurs (*Landsmannschaften*, groupes régionaux, groupes d'intérêts), l'autre se fondant sur le poids des centres d'intérêts développés (*Heimat*, politique, culture, vie des organisations, etc.). Ces deux modèles pourraient permettre d'établir un certain ordre dans le foisonnement des publications, mais Loviscach semble se résoudre par avance à l'échec en admettant que les recoupements seront inévitables et qu'ils témoigneront de l'individualité d'une apparence complexe propre à chaque publication. Malheureusement, il reconnaît que les deux modèles ne sont que théoriques et doivent encore être soumis à une approche empirique. De plus, si le classement selon le modèle relatif aux éditeurs est aisé, celui concernant les centres d'intérêts l'est bien moins et l'éventuelle superposition des deux hautement incertaine.

Dix ans après Kurth, Ulrich Bunzel, pasteur expulsé de Breslau, entreprend de dresser l'inventaire complet des publications consacrées à la Silésie<sup>380</sup>. Il s'appuie en partie sur les données des éditeurs, des institutions liées aux expulsés, des Eglises ou d'initiatives privées. Il inscrit sa démarche dans la volonté de perpétuer la tradition journalistique en Silésie et brosse le tableau du paysage journalistique en Silésie de ses origines au XVIIIe siècle jusqu'au début de la guerre. Bien que son étude ne soit publiée qu'un peu plus de quinze ans après l'expulsion, l'impression qui domine (en dépit du titre) est celle d'une activité en perte de vitesse. Il fait le constat amer que 144 des 333 journaux qu'il a répertoriés n'existent déjà plus tandis que un éditeur sur sept est décédé (32 sont publiés par des sections locales de la *Landsmannschaft Schlesien*). Mais il constate que les lecteurs sont tout de même nombreux puisque l'ensemble des journaux rassemble 350 000 lecteurs, ce qui correspond au tiers de tous les lecteurs de journaux en Silésie en 1935. Les publications mentionnées sont des journaux, des magazines ou des feuilles volantes publiées par des expulsés de Silésie. Ceci exclut donc les nombreux annuaires et calendriers, mais aussi les publications des expulsés originaires d'autres régions (ou communes à tous les expulsés comme celles du BdV). L'ambition première de journaux de mettre en contact les habitants de la *Heimat* est révélée par le fait que nombre de journaux s'évertuent à publier l'adresse actuelle de leurs lecteurs. L'éditrice du *Trebnitzer Heimatzeitung* a même réussi le tour de force de publier l'adresse de 17 000 familles originaires du canton de Trebnitz.

Les caractéristiques principales de la presse des expulsés selon Bunzel :

- Les journaux parlent d'abord du souvenir de la *Heimat*.
- Ils montrent un grand nombre de photos.
- Le dialecte de la *Heimat* est utilisé, entre autres dans des chansons et poèmes.
- Une grande place est accordée à l'histoire (pas seulement récente).
- Le souvenir de l'effondrement de 1945 est aussi entretenu.

---

<sup>379</sup> LOVISCACH Peter, « Die Presse der Heimatvertriebenen », p. 95-106, in : *Publizistik*, n°6, 1961.

<sup>380</sup> BUNZEL, *Schlesien*.

- On trouve beaucoup d'articles sur la situation actuelle de la *Heimat*.
- On lit de nombreux articles sur les relations germano-polonaises dont beaucoup ont un contenu très juridique.
- Les journaux se fixent pour devoir d'informer sur les rencontres, petites (régionales) ou grandes (nationales).
- Le parrainage de villes joue un rôle très important.
- Les nouvelles des familles expliquent en grande partie le succès de la diffusion des journaux<sup>381</sup>.
- Les articles d'information sur les droits sociaux sont appréciés.
- Les recensions sont très lues car elles concernent des ouvrages sur la *Heimat*.
- Les publicités servent à financer le journal et à soutenir des magasins qui entretiennent la tradition silésienne.
- Des articles écrits par des ecclésiastiques sont parfois publiés.

L'inventaire proprement dit des journaux fournit pour chaque publication les informations suivantes : format, pagination, nombre d'abonnés, régularité de publication, année de création, moyen de distribution (directe par l'éditeur ou par la Poste).

L'analyse de Hans Neuhoff datant de 1970 n'offre pas beaucoup d'éléments supplémentaires<sup>382</sup>. Il procède aux mêmes distinctions entre les journaux (origine géographique ou publication pour tous les expulsés). Plaçant la perspective dans une dimension internationale, il constate que les expulsés allemands sont de tous les groupes de réfugiés du monde celui dont la presse est la plus développée et que sa diversité est d'une extrême richesse. Le public visé par chaque publication est très clairement défini : à la distinction fondamentale pour ce secteur de la presse entre expulsés d'une région ou ensemble des expulsés, s'ajoutent des différences politiques (CDU, SPD ou BHE) et religieuses (catholiques ou protestants), ainsi que l'affiliation éventuelle à une *Landmannschaft*. Les publications éditées par des institutions (ministères ou administrations) ont des difficultés à trouver des lecteurs et sont des échecs<sup>383</sup>. Enfin, certains groupes particuliers bénéficient de leur propre journal : jeunes, professionnels (exemple du journal des médecins expulsés des Sudètes, mais aussi agriculteurs, fonctionnaires, pharmaciens, prêtres, etc.), sportifs, etc. Pour les publications éditées par des associations d'expulsés, les journaux ne sont parfois que des bulletins d'informations internes au groupe. Il arrive qu'ils ne soient aussi qu'un moyen de collecter les cotisations des membres par l'intermédiaire de la poste.

Son inventaire de la presse des expulsés permet surtout de procéder à une analyse de l'évolution du secteur sur une quinzaine d'années. Il observe une diminution du nombre de titres, mais explique que ce phénomène doit moins à une désaffection des lecteurs qu'à une réorganisation du secteur (fusion ou rapprochement de titres). Le tirage total de ces journaux

---

<sup>381</sup> Pour Hans Neuhoff, elles sont la colonne vertébrale financière des journaux, cf. NEUHOFF Hans, « Die Presse der deutschen Vertriebenen Anfang 1970 », p. 153-175, in : A.W.R. – *Bulletin. Vierteljahresschrift für Flüchtlingsfragen*, n°3-4, décembre 1970.

<sup>382</sup> NEUHOFF, Presse.

<sup>383</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 33.

est évalué à 1,75 million d'exemplaires par an, soit une baisse d'environ 12% par rapport aux chiffres proposés par Karl Kurth. En 1970, on constate aussi que les publications nouvelles se sont faites depuis 1945 au rythme de 20 nouvelles tous les trois ans en moyenne, avec deux exceptions : 65 nouveaux titres entre 1948 et 1950 et 22 entre 1958 et 1970. Le milieu des années 1950 correspond à l'apogée de la presse des expulsés, tant en terme de titres publiés que d'exemplaires vendus. Malgré tout, Neuhoff conclut à une surprenante stabilité du secteur. Ce constat s'appuie moins sur les chiffres bruts que sur la prise en compte du fait que les lecteurs sont souvent des gens âgés et que la baisse du tirage global est moins importante que la mortalité moyenne de la population. Cette conclusion semble pour le moins hasardeuse, mais elle correspond à une réalité : les lecteurs ne se détournent pas de leur journal et lui restent fidèle à travers le temps. On peut élargir sa conclusion concernant les associations à la presse : les expulsés n'abandonnent pas leur journal jusqu'à leur mort<sup>384</sup>. Plus de quarante ans après la publication de l'étude de Gaida, il est aisé de constater que son pronostic sur l'avenir de la presse des expulsés est erroné. Reprenant les résultats d'une étude remise au gouvernement en 1966, il juge réaliste l'estimation selon laquelle les journaux liés à un canton de la *Heimat* n'auront qu'une espérance de vie limitée (les éditeurs ne trouvant que rarement un successeur), c'est pourquoi il se montre sceptique quant à l'avenir de la presse des expulsés<sup>385</sup>. En 1977, 10% de publications ont un tirage supérieur à 10 000 exemplaires tandis que 60% ont un tirage inférieur à 3 000 exemplaires<sup>386</sup>.

D'une manière générale, ces chiffres sont à prendre avec précaution. On trouve d'autres chiffres encore dans les études consacrées à la presse en général (envisagée comme support publicitaire). Selon les auteurs, les critères retenus pour classer les publications ne sont pas les mêmes (publication annuelle comme seuil minimal chez certains, deux parutions par an au moins pour d'autres). De plus, telle publication sera considérée comme magazine par l'un alors que l'autre y aura plutôt vu une lettre d'information interne à un groupe (politique, religieux, etc.)<sup>387</sup>. L'étude d'Isolde Stanzel apporte un exemple éclairant de la difficulté à classer les publications des expulsés. Elle propose quatre grandes catégories : les journaux (= « *Zeitungen* »), les revues (= « *Zeitschriften* »), les lettres de la *Heimat* (= « *Heimatbriefe* ») et les lettres d'informations et service de presse (= « *Mitteilungsblätter* » / « *Pressedienste* »)<sup>388</sup>. D'emblée, la complexité est mise en avant par le fait que les publications identifiées comme journaux doivent être une nouvelle fois classées en 4 catégories car toutes ne sont pas des vrais journaux. Le critère retenu pour la classification semble être celui du degré d'ouverture de la publication à des sujets ne touchant pas que les

---

<sup>384</sup> « Presqu'aucun expulsé ne quitte sa *Landsmannschaft* ou son association, sauf en cas de décès. » (« *Es trennt sich kaum ein Vertriebener von seiner Landsmannschaft oder seinem Landesverband außer im Falle des Todes* »).

<sup>385</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 61 et Bericht über die Bestandsaufnahme der Vertriebenenpresse in der Bundesrepublik, Düsseldorf, 1966, document non publié.

<sup>386</sup> KURTH Karl O., « Drei Jahrzehnte Presse der Heimatvertriebenen », p. 379-389, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente. Vertriebene/Flüchtlinge/Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979.

<sup>387</sup> Sans oublier que les intentions sous-jacentes à certaines études poussent leurs auteurs à minimiser ou amplifier des chiffres déjà hypothétiques, cf. GAIDA, *Publizistik*, p. 57.

<sup>388</sup> STANZEL, Presse, p. 17-25 et STANZEL Isolde, « Die Presse der Vertriebenen », p. 17-23, in : *Der neue Ackermann*, n°4, décembre 1955.

expulsés, mais rien n'est dit très clairement. Ensuite, il est surprenant de voir que lettres d'informations et service de presse sont mis dans une catégorie unique alors qu'ils ont précisément une fonction opposée : les unes servent à la communication interne d'une groupe ou d'une association tandis que les autres s'adressent directement à l'opinion publique ou aux autres médias. Enfin, le cas du *GB* montre bien les limites de cet exercice de classification. Stanzel le considère comme l'une des deux plus grandes lettres de la *Heimat*. Pourtant si l'on regarde le titre du journal en 1955, on lit : « Graftschafter Bote. Informations- und Mitteilungsblatt der Heimatgruppe Grafschaft Glatz ». Ce qui signifie que le cas choisi correspond précisément à un exemple de mélange des genres, le *GB* se voulant lettre d'information mais étant considéré comme caractéristique des lettres de la *Heimat*. Les différentes études cherchent à établir une typologie des publications des expulsés, mais elles ne parviennent pas à fixer des critères suffisamment clairs et objectifs pour y parvenir<sup>389</sup>. Si les classements proposés ont le mérite d'apporter un peu d'ordre et de lisibilité dans un ensemble qui en manque cruellement, aucun ne permet de donner une vue cohérente de la presse des expulsés, entre autres parce que les journaux évoluent avec le temps, qu'ils sont souvent dépendants de la personnalité de quelques personnes seulement et qu'un changement à la rédaction suffit à modifier profondément le journal. S'ajoute à cela le fait que le spectre de la presse n'est pas forcément totalement couvert. Dans l'introduction à son étude, Kurth reconnaît d'ailleurs avoir pris connaissance de l'existence de certains journaux à la veille de la parution de son livre. Enfin, tous les journaux n'indiquent pas leur tirage.

La plus grande analyse de la presse des expulsés est publiée en 1973. Hans-Jürgen Gaida propose une analyse de cinq organes de presse de *Landsmannschaften* représentant des expulsés de territoires tous situés dans l'actuelle Pologne, c'est-à-dire pour lesquelles la frontière Oder-Neisse est un enjeu décisif : *Das Ostpreußenblatt (Landsmannschaft Ostpreußen)*, *Der Westpreuße (Landsmannschaft Westpreußen)*, *Die Pommersche Zeitung (Pommersche Landsmannschaft)*, *Der Schlesier (Landsmannschaft Schlesien)* et *Unser Oberschlesien (Landsmannschaft der Oberschlesier)*.

Gaida fixe le début de l'histoire de la presse des expulsés en 1949, considérant que le système de licences empêche de parler véritablement de presse avant cette date. Même si les contournements de la législation en vigueur sont connus, il plaide pour une application stricte du terme de presse. Mais sa description de l'activité publiciste de 1945 à 1949 suffit à montrer que les prémices sont déterminantes pour la suite de l'histoire du secteur. Preuve que les publications des expulsés doivent être assimilées à la presse, elles travaillent en collaboration avec des services de presse, que ceux-ci dépendent des partis (CDU ou SPD), des *Landsmannschaften* (*opp* (= Ostpreußenpress), *Kulturpolitische Korrespondenz* du *Ostdeutscher Kulturrat*), du BdV (*Deutscher Ostdienst* = *DOD*) ou encore du Göttinger Arbeitskreis, ce groupe d'universitaires expulsés qui s'est rassemblé à Göttingen en 1946 et produit un service de presse reconnu, *hvp* (= Pressedienst der Heimatvertriebenen). *hvp* travaille surtout à partir de la presse publiée dans les pays de l'est et diffuse ainsi des

---

<sup>389</sup> La solution proposée par Gaida de considérer tous les termes comme synonymes peut sembler trop pratique et simpliste pour être honnête, il n'en demeure pas moins qu'elle évite l'écueil de la confusion et qu'elle sera adoptée dans la présente étude. Cf. GAIDA, *Publizistik*, p. 11.

informations sur la situation actuelle (politique, économique, sociale) de la *Heimat*. Etant souvent préféré au *dod*, le *hvp* peut être considéré comme la source principale d'information et l'organe politique principal de la presse des expulsés<sup>390</sup>. Le *dod* ne peut être reconnu comme un journal pour les expulsés puisqu'il n'est pas conçu pour des particuliers mais destiné à la presse des expulsés, aux institutions et aux relations publiques du BdV.

La presse des Silésiens (surtout en Basse-Silésie) est de loin la plus riche et la plus diversifiée. Presque tous les cantons silésiens disposent d'un journal de la *Heimat*<sup>391</sup>. Dans certains cas, il y a même concurrence entre plusieurs publications s'adressant aux habitants d'un même canton. En premier lieu parce qu'elle peut s'appuyer sur une longue tradition d'un secteur de la presse très développé dans la *Heimat*<sup>392</sup>. Mais aussi parce que les deux *Landsmannschaften* qui n'ont pas réussi à développer une représentation unique pour la Silésie sont tout aussi incapables de concentrer ou même d'organiser les multiples publications. Lors du rassemblement national de 1955, Herbert Hupka propose aux éditeurs silésiens d'unir leurs forces pour publier un organe commun à tous et il déclenche leur colère. Beaucoup d'entre elles ont donc un équilibre économique précaire et c'est dans les publications de Silésie que l'on trouve les indices les plus probants des difficiles conditions d'existence de la presse des expulsés. Ces difficultés conduisent à des fusions de journaux ou à des rapprochements au sein d'une même maison d'édition. Les contraintes économiques qui pèsent sur la presse des expulsés sont réelles, mais il faut reconnaître que les reproches formulés par Werner Raguse sont en partie exacts<sup>393</sup> : si les journaux s'alliaient ou collaboraient (impression, distribution, publicités, etc.) sans attendre d'être au bord de la faillite, leur situation serait meilleure. En n'accordant aucune importance à la publicité (pour qui leur lectorat restreint est peu intéressant), ils se coupent de revenus non négligeables.

Pour Gaida, les journaux de la *Heimat* sont bien moins politiques qu'on ne le pense généralement et il n'y a pas de radicalisation des idées qui y sont défendues. Tout au plus peut-on craindre que ne se développent des utopies (sur des bases pourtant juridiques) sans rapport avec la réalité politique, ainsi que les stéréotypes nationaux. Il considère qu'en 1970, rapprocher les personnes et les aider à surmonter leur destin d'expulsé n'est plus à l'ordre du jour. Les journaux de la *Heimat* doivent maintenant entretenir le sentiment d'appartenance à la *Heimat* (et le transmettre aux enfants) et porter les revendications basées sur le droit.

En 1979, Karl O. Kurth publie une nouvelle étude sur la presse des expulsés dans laquelle il s'intéresse cette fois moins à la structure globale du secteur qu'au contenu des publications<sup>394</sup>. Son travail s'inscrit dans l'actualité politique des années 1970 marquée par une mise à l'index des expulsés après la signature du Traité de Varsovie. Kurth s'emploie à montrer que les expulsés sont avant tout des démocrates convaincus et que leurs journaux sont les meilleures

---

<sup>390</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 53 ; WEISS, Presse.

<sup>391</sup> La Silésie est la région dont sont originaires le plus grand nombre d'expulsés.

<sup>392</sup> Cf. l'étude de la presse publiée par les Allemands vivant sur les territoires devenus polonais après la Première Guerre mondiale de LAKEBERG, *Minderheitenpresse*.

<sup>393</sup> RAGUSE Werner, « Opas Presse », p. 155-157, in : *Deutschland Archiv. Zeitschrift für Fragen der DDR und der Deutschlandpolitik*, n°1, janvier 1969.

<sup>394</sup> KURTH, Presse, p. 379-389.

preuves de leur attachement à la démocratie parlementaire et de leur rejet de la violence. Le terrorisme d'extrême gauche est évoqué sans être clairement nommé. Toute son analyse repose sur la volonté de défendre les expulsés contre les reproches qui leur sont généralement adressés. Kurth explique ainsi que les critiques virulentes et les accents polémiques dans les journaux ne sont jamais dirigés contre les personnes mais toujours contre leurs idées dans une volonté de faire progresser le débat et de participer activement au débat politique du pays. La presse des expulsés devient ainsi un acteur incontournable de la démocratie ouest-allemande. Sans être faux, son plaidoyer est outré au point qu'il semble être le contrepoint parfait des pamphlets est-allemands qui montrent du doigt le revanchisme et le radicalisme des journaux.

En 1982, une nouvelle entreprise de recensement de la presse des expulsés menée par la *Fondation Ostdeutscher Kulturrat* permet de dresser le tableau d'un ensemble très vivant et très divers. Il n'est nullement question d'analyse ou de questionnement sur la fonction de la presse, il s'agit plutôt d'essayer de cerner les dimensions exactes du phénomène. C'est aussi là que l'on trouve la définition la plus simple, mais aussi la plus pertinente de la presse des expulsés :

« Par expulsés, on entend ce groupe de personnes qui vivaient avant 1945 dans les anciens territoires allemands de l'est (frontières de 1937) ou comme minorités germanophones dans les pays d'Europe centrale ou de l'est et qui ont été obligées de quitter leur Heimat à la suite de la Seconde Guerre mondiale et vivent depuis sur le territoire de RFA ou à Berlin-Ouest. (...) Est considérée comme presse des expulsés toute publication périodique qui est produite et diffusée hier comme aujourd'hui par les expulsés eux-mêmes et pour les personnes décrites ci-dessus. »<sup>395</sup>

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les titres à l'audience la plus confidentielle n'ont pas l'existence la plus courte. Ce sont plutôt les journaux qui s'adressent à tous les expulsés qui sont confrontés les premiers à des difficultés économiques. « Plus on s'adresse directement à lui et plus le lien du lecteur à son journal est fort »<sup>396</sup>. Cela s'explique aussi par le fait que dans la *Heimat*, les gens ne s'intéressaient pas forcément beaucoup à ce qui se passait dans des provinces lointaines et que cet intérêt est encore moins présent alors qu'ils vivent dans une nouvelle région. Le secteur de la presse est donc très fragile et les changements permanents. Des journaux apparaissent, puis disparaissent, parfois après quelques mois d'existence seulement. D'autres encore disparaissent puis réapparaissent après quelques mois, sous le même nom, voire sous un nouveau nom<sup>397</sup>. D'autres journaux

---

<sup>395</sup> « Unter Heimatvertriebenen wird jener Personenkreis verstanden, der vor 1945 in den ehemaligen deutschen Ostgebieten (Grenzen von 1937) bzw. in ost- oder südosteuropäischen Ländern als deutschsprachige Minderheiten lebte, im Gefolge des 2. Weltkriegs seine Heimat verlassen mußte und seitdem im Gebiet der Bundesrepublik Deutschland und West-Berlin wohnt. (...) Zur Presse der deutschen Heimatvertriebenen wird jede periodische Veröffentlichung gerechnet, die von Heimatvertriebenen selbst für den oben beschriebenen Personenkreis hergestellt und verbreitet wurde oder wird. », cf. CHMIELEWSKI, Horst von, HAGELWEIDE Gert (éd. Stiftung Ostdeutsche Kulturrat), *Bestandsverzeichnis der deutschen Heimatvertriebenenpresse*, K. G. Saur Verlag, Munich, 1982, p. XIII.

<sup>396</sup> « (...) die Verknüpfung des Lesers mit seiner Zeitung um so beständiger ist, je spezieller er angesprochen wird. », cf. NEUHOFF, Presse.

<sup>397</sup> Le *GB* a fusionné en 1975 avec l'autre journal du comté de Glatz, le *Grafenschaft Glatzer Heimatblätter*.

fusionnent (cas de journaux concurrents pour une même ville ou région) ou sont absorbés par d'autres. Enfin, certains journaux sont créés tardivement comme *Schlesische Nachrichten* (= *SN*), titre du journal officiel de la *Landsmannschaft Schlesien* qui a fondé une nouvelle publication après s'être séparé de son précédent journal *Der Schlesier* suite à ses dérives trop nombreuses vers des idées d'extrême droite<sup>398</sup>. D'autres journaux ont connu un destin semblable, passant de publication d'une association d'expulsés à journal d'extrême droite après leur rachat par Gerhard Frey, éditeur d'extrême droite qui publie le *Deutsche National-Zeitung*. Craignant un glissement général des journaux vers la droite, le BdV recommande à la presse de se concentrer sur les journaux économiquement viables<sup>399</sup>. La diversité des journaux est renforcée par le fait que les éditeurs des publications n'ont pas tous le même statut. Tandis que certains journaux sont l'organe de presse officiel de grandes organisations comme le BdV ou les différentes *Landsmannschaften*<sup>400</sup>, la plupart sont des publications d'organisations régionales, de groupes locaux ou encore des bulletins paroissiaux en lien avec la *Heimat*.

La presse des expulsés n'est pas seulement le moyen pour le public concerné de s'informer. Elle remplit une fonction de lien entre les expulsés et la sphère politique. Les journaux publiés par les *Landsmannschaften* sont envoyés dans les grandes institutions de RFA pour montrer que les expulsés suivent avec attention l'évolution de la politique étrangère de leur pays sur les questions qui les concernent. Hans-Jakob Stehle donne un exemple très éclairant du poids que pèsent les expulsés sur les relations germano-polonaises. A l'occasion d'un voyage en Pologne en décembre 1960, Berthold Beitz, un haut dirigeant de l'entreprise Krupp, est chargé par le chancelier Adenauer d'évaluer si les autorités polonaises seraient prêtes à des accords commerciaux avec la RFA sans remettre en cause les principes de leurs relations diplomatiques. Il repart ensuite avec pour mission de proposer des accords à la Pologne. Se méfiant du rapprochement avec la Pologne, le *Deutscher Ostdienst*, journal officiel du BdV publie le 30 janvier 1961 le discours qu'Adenauer avait tenu dix jours auparavant devant la *Pommersche Landsmannschaft*, faisant miroiter le moment historique où serait rétablie l'unité de l'Allemagne. Cette publication est suivie une semaine plus tard d'une déclaration officielle dans *Trybuna Ludu* qui dénonce les intentions secrètes du gouvernement de RFA qui se cachent derrière les tentatives de rapprochement<sup>401</sup>. Il s'agit ici d'un cas concret où la diplomatie ouest-allemande est gênée dans son action par les expulsés. La presse des expulsés est lue aussi par les autorités polonaises, non seulement pour être utilisée par la propagande mais aussi pour mieux cerner les intentions allemandes.

---

<sup>398</sup> Sur les problèmes de la *Landsmannschaft Schlesien* avec ses organes de presse officiels, cf. LELAIT, *nationalisme*, p. 185-194.

<sup>399</sup> STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 172-191.

<sup>400</sup> Le *Sudetendeutsche Zeitung* est l'organe officiel de la *Sudetendeutsche Landsmannschaft*. Il fait partie du corpus de journaux utilisés par Michaela Witte dans son étude des problèmes de réconciliation germano-tchèque de 1984 à 1997. On découvre que ce journal est si bien informé qu'il sert à l'occasion de référence pour le journal officiel de la CSU ou pour des journaux tchèques, cf. WITTE, *Entfremdung*, p. 310.

<sup>401</sup> STEHLE Hans-Jakob, « Adenauer, Polen und die Deutsche Frage », p. 80-98, in : FOSCHEPOTH Josef (éd.), *Adenauer und die Deutsche Frage*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1988.

## **Le cas particulier du *Preußische Allgemeine Zeitung (PAZ) / Ostpreußenblatt***

Le *PAZ* est un exemple très particulier de la presse des expulsés. A sa création en 1950, il portait le nom de *Ostpreußenblatt* (*Wir Ostpreußen* fut le premier nom du journal en 1949) car il était le journal officiel de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. En 2003, il prend le nom de *PAZ*. Durant le milieu des années 1990, le journal s'est orienté vers de nouveaux lecteurs et a quitté le domaine réservé des sujets concernant les expulsés pour s'ouvrir à des sujets politiques plus généraux. Situé entre le conservatisme et l'extrême droite<sup>402</sup>, le *PAZ* sort du cercle limité des expulsés pour aborder des thématiques diverses tout en restant attractif pour les lecteurs de droite<sup>403</sup>. Le changement de nom acte cette nouvelle orientation. *Ostpreußenblatt* est désormais le nom d'un supplément du *PAZ*. Ainsi, le *PAZ* n'abandonne ni ses lecteurs ni ses origines et trouve de nouveaux lecteurs<sup>404</sup>. Le *PAZ* revendique une orientation politique « chrétienne et nationale-libérale »<sup>405</sup>, d'un journal conservateur sans attache confessionnelle ou partisane. Le journal est qualifié de « conservateur »<sup>406</sup>, ses sujets de prédilection concernent l'immigration, la nation allemande, l'Europe et les valeurs morales conservatrices. Le journal voit l'Allemagne et le peuple allemand en danger, attaqués de l'intérieur par les médias et les partis politiques incapables voire criminels, et de l'extérieur par l'Europe et la pression migratoire qui mettent en question l'identité allemande. « Il convient donc de

- décriminaliser l'histoire allemande,
- revenir aux vraies valeurs et vertus (prussiennes et nationales-allemandes) aussi bien dans le gouvernement du pays qu'au quotidien,
- mettre fin à l'afflux de populations étrangères jugées non-assimilables,
- reprendre en main l'éducation,
- reprendre son indépendance vis-à-vis de l'Union européenne (et de l'étranger en général. »<sup>407</sup>

Le *PAZ* accorde une grande place à l'histoire dans ses colonnes. Il présente une interprétation des faits historiques qui correspond à sa ligne politique. Ainsi, l'Allemagne est toujours présentée en position de victime et sa responsabilité dans les crimes ou les guerres est remise

---

<sup>402</sup> Dans le chapitre consacré à la presse de la Nouvelle droite, Brauner-Orthen estime que « Le *Ostpreußenblatt* est passé du journal revanchiste d'expulsés à la zone intermédiaire entre conservatisme de droite et extrême droite. » (« Vom revanchistischen Blatt der Vertriebenen zu einer Zeitung im Brückenspektrum zwischen Rechtskonservatismus und Rechtsextremismus ist Das Ostpreußenblatt avanciert. », cf. BRAUNER-ORTHEN Alia, *Die Neue Rechte in Deutschland. Antidemokratische und rassistische Tendenzen*, Laske + Budrich, Opladen, 2001, p. 155.

<sup>403</sup> SALZBORN, *Grenzenlose*, p. 119.

<sup>404</sup> Selon le *PAZ*, 20% des lecteurs lisent le journal depuis son changement de nom en 2003. Il estime qu'un « nombre significatif de lecteurs » n'a pas de racines dans les territoires de l'est. Cf. [www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html](http://www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>405</sup> « eine christliche und nationalliberale Ausrichtung », cf. [www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html](http://www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>406</sup> STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 408.

<sup>407</sup> BESNAULT Etienne, *Les représentations de la Prusse orientale dans l'Allemagne réunifiée, enjeux politiques et identitaires*, thèse de doctorat, Nanterre, 2011, p. 102-103.

en cause systématiquement<sup>408</sup>. La Seconde Guerre mondiale et ses conséquences (dont l'expulsion) sont au cœur de ses préoccupations. Il arrive que l'holocauste soit relativisé et que le négationnisme puisse s'exprimer<sup>409</sup>. Le *PAZ* défend « l'idée d'une culture allemande dominante »<sup>410</sup> et se veut « prussienement correct plutôt que politiquement correct », ce qui est une façon de se détacher de tout autre qualificatif pour définir plus précisément sa ligne politique. La place du journal très à droite de l'échiquier politique ne fait aucun doute : « *Car l'évolution du Ostpreußenblatt est un sismographe qui indique à quel point les associations d'expulsés jouent un rôle dans le champ de la droite et de l'extrême droite.* »<sup>411</sup>

Le journal reste attaché à la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Au moment de s'abonner, les lecteurs doivent indiquer s'ils souhaitent devenir gratuitement membres de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Le *PAZ* s'inscrit dans la tradition revanchiste en plaidant pour une récupération et une nouvelle germanisation des territoires perdus. Sa proximité avec l'extrême droite apparaît dans le soutien qu'il a pu apporter à l'occasion aux *Republikaner* et à Franz Schönhuber ou dans ses encouragements à toutes les initiatives de création de partis politiques à droite de la CDU/CSU<sup>412</sup>.

La fidélité aux préoccupations des expulsés se voit aussi dans le fait que le *PAZ* et le *GB* publient occasionnellement des articles parus dans l'autre journal. Ainsi, le *GB* reproduit certains éditoriaux du *PAZ* dont il apprécie la virulence et le *PAZ* reprend des articles publiés dans le *GB*. Par principe, le *PAZ* refuse de publier des articles déjà parus dans d'autres médias. Et de ce point de vue, le *GB* constitue une exception. La rédaction du *PAZ* considère que le *GB* est un « journal de la *Heimat* qui est bien fait avec des articles intéressants »<sup>413</sup>. Ce partenariat entre les deux journaux permet au *GB* de sortir du cercle des journaux d'expulsés et de profiter de l'exposition que lui permet un journal généraliste pour toucher un public plus large, surtout depuis qu'en janvier 2010 le *PAZ* a commencé la vente en kiosque. Le partenariat entre les deux journaux ancre le *GB* dans un courant de pensée conservateur plus large.

Le *PAZ* est le seul journal qui a réussi le passage de la presse des expulsés vers la presse généraliste. Le *GB* aborde des thèmes divers dans ses pages consacrées à l'actualité politique nationale et internationale, mais il reste avant tout un journal d'expulsés tandis que le *PAZ* est

---

<sup>408</sup> « (...) l'histoire en général, telle qu'on la présente aux Allemands, n'est qu'un vaste mensonge, fruit de la volonté de rééducation et de criminalisation pour toute éternité de l'Allemagne vaincue par les Alliés. », cf. BESNAULT, *Prusse*, p. 105.

<sup>409</sup> MAEGERLE Anton, « Autorengflecht in der Grauzone. Blätter zwischen Rechts-Konservatismus und Rechtsextremismus », p. 35-45, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

<sup>410</sup> « (...) vertritt den Gedanken einer deutschen Leitkultur. Preußisch korrekt statt politisch korrekt », cf. [www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html](http://www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>411</sup> « *Denn die Entwicklung des Ostpreußenblattes ist ein Seismograf dafür, wie weit die Vertriebenenverbände im rechten bis rechtsextremen Spektrum eine Rolle spielen werden.* », cf. SALZBORN, *Grenzenlose*, p. 117.

<sup>412</sup> MECKLENBURG Jens, (éd.), *Handbuch deutscher Rechtsextremismus*, Elefant Press, Berlin, 1996, p. 422-424.

<sup>413</sup> Mail de Jan Heitmann, rédacteur en chef du *PAZ*, à l'auteur daté du 27 janvier 2012.

devenu un journal généraliste qui dans son supplément consacré à la Prusse Orientale s'intéresse à la *Heimat* d'une partie de ses lecteurs les plus âgés.

### **Les rédacteurs du *Grafschafter Bote* et leurs lecteurs**

Le premier numéro du *GB* est publié le 15 janvier 1950<sup>414</sup>. Depuis cette date, il paraît chaque mois sans interruption. Depuis juillet 2000, le *GB* publie un numéro double pour les mois de juillet et août. Un numéro double a été mis en place pour les numéros de décembre et janvier à partir de décembre 2011. Dans les deux cas, il s'agit pour le journal de faire face à la hausse de ses coûts de production sans modifier le prix de l'abonnement.

Le *GB* n'a connu en plus de soixante ans d'existence que peu de changements parmi ses rédacteurs. Les deux cofondateurs qui furent aussi les principaux rédacteurs sont Georg Goebel et Alois Bartsch, tous deux originaires du Comté de Glatz. Georg Goebel fut le dernier prêtre du village de Rosenthal. Après l'expulsion, il se consacre au soutien moral et politique des expulsés jusqu'à sa mort en 1965<sup>415</sup>. Il fut l'une des personnalités les plus marquantes parmi les représentants des expulsés durant les années 1950<sup>416</sup>. Alois Bartsch fut enseignant avant de devenir inspecteur de l'enseignement. Son activité littéraire de poète est très présente dans le *GB* qu'il dirige jusqu'à sa mort en 1982. Son petit-fils, Thomas Horschler, prend sa succession. Il est alors âgé de 23 ans et poursuit des études de philosophie, d'histoire et d'histoire de l'art. Il passe le relais à Herbert Gröger en 1989, ingénieur en économie originaire de Hollenau, près de Glatz. En 1995, celui-ci cède les rênes de la rédaction à Peter Großpietsch, né à Glatz, qui termine alors sa carrière au sein de l'administration au ministère de l'Intérieur à Bonn. Une codirection (administrative et financière) est assurée par Hedwig Walter, née à Breslau, (1950-1981), Christine Maier, née à Duisbourg (1982-1992), puis Brigitte Lambiel, fille de Hauts-Silésiens, (depuis 1992) qui s'implique aussi dans la partie éditoriale du journal. Alois Bartsch, Georg Goebel et Peter Großpietsch sont sans conteste les rédacteurs qui ont le plus marqué la vie du journal et influencé son évolution. Comme il s'agit aussi de personnalités extrêmement impliquées dans l'organisation politique et sociale des expulsés (au sein des *Landsmannschaften* entre autres), ils peuvent être considérés comme des faiseurs d'opinion. Leur avis est écouté et respecté dans les cercles d'expulsés. Le *GB* est renforcé par le poids de ces personnalités qui donnent un crédit supplémentaire au journal. Les lecteurs savent que ces rédacteurs ne parlent pas qu'en leur nom propre mais qu'ils ont acquis hors de la rédaction une telle légitimité que ce qu'ils écrivent ne correspond pas à l'avis d'un simple particulier, mais reflète en partie la ligne défendue par les représentants des expulsés. Les faiseurs d'opinion sont très présents dans les médias et ils utilisent ces relais

---

<sup>414</sup> KEUTHEN Heinz-Peter, ŻOCHOWSKA Małgorzata, « Grafschafter Bote », p. 251-252, in: *Encyklopedia popularna Ziemi Kłodzkiej. Suplement*, Kłodzkie Towarzystwo Oświatowe, Kłodzko, 2011.

<sup>415</sup> En 1948, il fait partie des cent personnalités qui se réunissent à Bad Godesberg pour organiser la représentation des expulsés. Cf. KURTH, *Handbuch*, p. 221.

<sup>416</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/9, p. 2. Une interview de Goebel accompagnée de son portrait est publiée à la une du *Westdeutsche Zeitung* du 25 mars 1949. Cette page est reproduite dans la documentation publiée à l'occasion du cinquantième anniversaire du *GB*, preuve de la fierté de la rédaction que le fondateur du journal ait été une personnalité éminente de l'organisation des expulsés. Cf. LAMBIEL, *50 Jahre*, p. 28.

pour donner de l'ampleur aux idées qu'ils défendent<sup>417</sup>. Les prises de position des rédacteurs avant les élections législatives sont un signe clair de leur statut de faiseurs d'opinion. Le *GB* joue entre autres le rôle d'intermédiaire entre ces faiseurs d'opinion et la masse des récepteurs que sont un grand nombre de lecteurs. Depuis la théorie de la communication à double étage de Paul Lazarsfeld (1955) qui voyait les faiseurs d'opinion recueillir le message des médias avant de les diffuser à leur tour dans les relations interpersonnelles, la recherche sur les médias a changé pour considérer ces deux instances comme partiellement complémentaires<sup>418</sup>. Les idées diffusées dans le *GB* sont d'autant mieux échangées à travers le journal que les expulsés savent qu'ils y trouveront un écho à ce qu'ils pensent bien plus que dans des discussions avec des personnes n'appartenant pas à ce réseau que forment les expulsés. La congruence des idées partagées dans le journal va donc dans le sens logique des échanges au sein d'un réseau. L'activité des faiseurs d'opinion se manifeste plus dans le sens d'un renforcement des idées existantes que vers l'apparition de dissonances. Toutefois, si la recherche est aujourd'hui unanime pour considérer que les médias produisent un effet sur les récepteurs (lecteurs dans le cas d'un journal), la question de savoir dans quelle mesure les médias façonnent l'opinion des gens reste largement ouverte<sup>419</sup>.

### La dimension économique

Mis sur le marché en 1950, le *GB* voit son tirage atteindre rapidement les 13 000 exemplaires mensuels (1952). Il se stabilise longtemps à ce niveau (11 500 en 1958 et 13 800 en 1964)<sup>420</sup>. Alors qu'il paraît en concurrence avec les *Grafenschaft Glatzer Heimatblätter* diffusées à partir d'avril 1949, c'est le *GB* qui s'impose chez les expulsés du Comté de Glatz puisque son concurrent ne dépasse pas les 5000 exemplaires<sup>421</sup>. En 1977, son tirage atteint encore 13 500 exemplaires<sup>422</sup>. Dans les années 1980, le tirage connaît une diminution importante et le *GB* ne compte plus que 7 600 abonnés en 1984 avant d'enregistrer une hausse spectaculaire lors de l'unification en 1989. Le journal gagne environ 1 500 nouveaux abonnés en quelques mois<sup>423</sup> et revient à quelque 10 000 abonnés. En 2011, entre 7 000 et 8 000 personnes reçoivent chaque mois le *GB*. 250 abonnés vivent à l'étranger, dont 50 en Pologne<sup>424</sup>.

Les plaintes des journaux sur leurs difficultés économiques remontent aux origines de la presse des expulsés<sup>425</sup>. Il est vrai qu'ils sont confrontés à des conditions qui rendent leur

---

<sup>417</sup> SCHENK Michael, « Schlüsselkonzepte der Medienwirkungsforschung », p. 71-85, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

<sup>418</sup> SCHMITT-BECK Rüdiger, « Politikvermittlung durch Massenkommunikation und interpersonale Kommunikation. Anmerkungen zur Theorieentwicklung und ein empirischer Vergleich », p. 159-180, in : JÄCKEL Michael, WINTERHOFF-SPURK Peter (éd.), *Politik und Medien. Analysen zur Entwicklung der politischen Kommunikation*, Vistas, Berlin, 1994.

<sup>419</sup> BONFADELLI Heinz, « Medienwirkungen », p. 292-298, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

<sup>420</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 115.

<sup>421</sup> La cohabitation de deux journaux permet aussi un enrichissement de l'offre. Peter Großpietsch se souvient que dans sa famille, comme chez beaucoup d'expulsés de Glatz, on lisait les *Grafenschaft Glatzer Heimatblätter* et le *Grafschafter Bote*. Cf. interview de Peter Großpietsch par l'auteur à Lüdenscheid le 2 mai 2010.

<sup>422</sup> KURTH, *Presse*, p. 379-389.

<sup>423</sup> Interview de Herbert Gröger par l'auteur à Buxheim le 28 juin 2011.

<sup>424</sup> Chiffres donnés par Peter Großpietsch lors de son interview par l'auteur à Lüdenscheid le 2 mai 2010.

<sup>425</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 92.

équilibre financier précaire : leurs lecteurs n'existent qu'en nombre forcément limité et mis à part les *Aussiedler*, les chances de voir de nouveaux lecteurs s'abonner sont très minces. Le vieillissement de leurs lecteurs constitue le plus grand danger pour l'avenir de ces journaux car les enfants reprennent parfois l'abonnement de leurs parents mais la situation n'est pas courante.

La rédaction des journaux est pourtant peu coûteuse puisqu'elle est souvent prise en charge par un ou plusieurs bénévoles. C'est surtout l'impression et le transport qui occasionnent le plus de frais. Etant de taille modeste, les journaux ne disposent pas d'imprimerie propre et ils doivent travailler avec des prestataires de service. Pour l'envoi des journaux, c'est la poste qui se charge de cette mission. Les frais d'envoi et leur taxation ont été un enjeu crucial pour les journaux qui se sont battus pour obtenir du gouvernement fédéral une baisse de ces frais ou des subventions pour faire face à leur augmentation. Il faut constater que la vague de faillites qui menaçait le secteur après la hausse des frais postaux dans les années 1960 n'a pas eu lieu. Mais l'argent public est versé le plus souvent aux grandes associations ou aux *Landsmannschaften* et les petits journaux indépendants n'en profitent pas. Le BdV a créé en mars 1965 OSMIPRESS (= « Gesellschaft zur Förderung der ost- und mitteldeutschen Heimatpresse mbH »), une société chargée de soutenir la presse des expulsés, mais on ne sait que peu de choses sur ses réalisations concrètes hormis un service de presse anachronique au moment où beaucoup de journaux fusionnent ou se rapprochent<sup>426</sup>. Les éditeurs indépendants de journaux se sont réunis en 1953 au sein de l'Association des éditeurs de journaux d'expulsés<sup>427</sup>. Malgré sa dissolution en 1968, l'association continue d'exister grâce au travail bénévole de quelques membres avant de disparaître définitivement en 2010<sup>428</sup>. En 1973, cette association a publié un fascicule de douze pages principalement conçu à des fins commerciales<sup>429</sup>. Il indique les coordonnées postales des éditeurs, le tirage des journaux et les prix des annonces publicitaires dans ces publications. Il permet néanmoins de se faire une idée de la richesse du secteur.

La publicité permet aux journaux d'augmenter leurs revenus. Tous les journaux n'en proposent pas. Le plus souvent, il s'agit des encarts dans la rubrique « Carnet » qui ne rapportent que peu d'argent. Les avis de décès sont certes plus chers mais comme le fait remarquer Gaida, ils correspondent aussi à la perte d'un abonné<sup>430</sup>. Les publicités sont de petite taille et il n'y a guère que dans les grands journaux des *Landsmannschaften* que l'on trouve des publicités sur une demi-page. Le problème vient du fait que la presse des expulsés n'est pas un support intéressant pour la publicité. Les lecteurs ont certes tous en commun leur destin d'expulsés mais cela ne suffit pas à constituer des groupes-cibles pour la publicité. De plus, ils vivent répartis sur tout le territoire, ce qui empêche les publicités pour des entreprises locales. Les entreprises qui choisissent de faire de la publicité ne sont pas toutes dirigées par

---

<sup>426</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 120.

<sup>427</sup> « Verband heimatvertriebener Verleger ».

<sup>428</sup> Peter Großpietsch en a longtemps été le vice-président.

<sup>429</sup> Verband heimatvertriebener Verleger e.V., *Die Heimatvertriebenen- und Flüchtlingspresse. Eine Zusammenstellung aus dem STAMM-Leitfaden für Presse und Werbung*, Verband Heimatvertriebener Verleger, Brême, 1973.

<sup>430</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 124.

des expulsés. Mais lorsqu'elles sont les héritières d'une entreprise qui préexistait à l'est, elles ne manquent pas de le souligner dans le texte.

Le *GB* a toujours diffusé de la publicité. Dès son troisième numéro, un photographe (spécialiste de Glatz), une librairie (spécialiste de l'est), une chapelière (originaire de Glatz) et un généalogiste publient les premières annonces<sup>431</sup>. L'ensemble est surmonté d'un appel à faire de la publicité dans les pages du *GB*. Les annonces les plus courantes dans le *GB* sont :

- Recherche de personnel soignant originaire du Comté de Glatz.
- Librairies spécialistes de l'est.
- Médicaments et remèdes selon les traditions de Silésie.
- Alcool et gastronomie de Silésie.
- Sociétés de voyage et de transport.
- Hôtels et pensions établis dans la *Heimat*.

Quelques grandes entreprises ont fait de la publicité dans le *GB*. En 1959, Persil publie une publicité presque chaque mois, Volkswagen achète une page complète trois fois dans l'année et la Sparkasse publie pendant quelques années une annonce chaque mois. Cela témoigne de l'attention que des grandes entreprises portent au journal qui n'est donc pas qu'un simple journal anonyme mais qui est considéré comme digne d'intérêt à des fins commerciales. La Bundeswehr publie également des annonces dans le *GB* à plusieurs reprises<sup>432</sup>. Enfin des partis politiques ont utilisé le *GB* comme support publicitaire<sup>433</sup>.

A cela s'ajoutent les annonces matrimoniales. Elles remplissent la double-fonction de générer des revenus pour le journal et de participer à la mise en relation de *Grafschafter*. En effet, il est presque systématique de trouver dans ces annonces la mention de l'origine géographique des personnes.

A partir de 2002, le *GB* a trouvé une solution originale pour faire face à l'abondance de documentation qu'il reçoit. Les lecteurs envoient en effet énormément de photos ou de récits de leur voyage dans la *Heimat*, certains insistant lourdement auprès de la rédaction pour que leurs documents soient publiés. Ceux-ci sont publiés petit à petit, mais tous ne peuvent pas l'être. La rédaction propose à ceux qui le souhaitent de payer la publication de ces documents comme s'il s'agissait d'une publicité. C'est ainsi que l'on peut trouver une photo d'avant-guerre montrant une scène de la vie quotidienne ou une photo de famille réalisée lors d'un

---

<sup>431</sup> Annonces publiées dans *GB* 50/3, p. 8.

<sup>432</sup> Annonces publiées dans *GB* 56/9, p. 19, *GB* 65/5, p. 21, *GB* 62/4, p. 14 et *GB* 62/11, p. 13.

<sup>433</sup> Leur cas sera analysé plus loin dans l'étude.

voyage dans la *Heimat* des grands-parents<sup>434</sup> qui apparaissent sous la mention « Annonce » ou « Annonce payée »<sup>435</sup>.

## Le rôle du GB

Plusieurs fois au cours de son existence, le *GB* s'est interrogé sur les raisons de son existence afin que ses lecteurs saisissent bien ce qui fait la singularité du journal, et, partant, ce qui fait de lui un journal indispensable. Dans le tout premier numéro, Alois Bartsch s'adresse à ses compatriotes du Comté de Glatz et leur explique pourquoi le *GB* est désormais publié. Outre que les expulsés ne peuvent pas seulement compter sur les partis politiques et leurs promesses, l'organisation des expulsés est indispensable s'ils ne veulent pas disparaître en se fondant dans le reste de la population allemande. Partant de ce constat, Alois Bartsch conclut à la nécessité pour les expulsés de se rassembler :

*« Nous avons un devoir envers notre Heimat. La maintenir dans nos pensées, la reconquérir ou la reconstruire, cela ne nous est possible qu'en faisant front commun et en resserrant les rangs. (...) Pour toutes ces raisons, la Zentralstelle der Graftschafter et son journal d'information le Graftschafter Bote sont absolument indispensables. C'est pourquoi il a sa place dans toutes les familles de Graftschafter. »*<sup>436</sup>

Le *GB* a dès ses origines été mis au service de ses lecteurs. Le service de la *Heimat* est présenté comme un idéal et tous les expulsés de la *Heimat* ont pour devoir moral de servir cet idéal. En défiant les partis politiques accusés de mal représenter les expulsés et en s'opposant au reste de la population allemande jugée indifférente, le *GB* rassemble les expulsés autour de son projet politique et il entend s'appuyer sur ce rassemblement des victimes de l'expulsion pour faire entendre leur voix qui a besoin d'un porte-parole.

Dans le deuxième numéro, la rédaction s'adresse une nouvelle fois à ses lecteurs pour rappeler son ambition, tant du point de vue éditorial que concernant sa relation aux lecteurs :

*« Nous rendrons compte au fur et à mesure des événements économiques et politiques qui intéressent nos compatriotes et nous prendrons position sur les choses qui nous concernent en tant que groupe ethnique. Mais pour pouvoir en toute situation travailler et vous conseiller, votre collaboration est indispensable. (...) Votre collaboration est absolument indispensable à la construction [du GB, L.P.]. »*<sup>437</sup>

La volonté de placer le contenu et les lecteurs du journal dans une relation étroite est manifeste.

C'est généralement à l'occasion de l'anniversaire de la première parution du *GB* que le journal effectue un bilan de son action et ouvre des perspectives pour l'avenir. Georg Goebel

---

<sup>434</sup> Annonces publiées dans *GB* 02/4, p. 6, *GB* 02/9, p. 10, *GB* 02/10, p. 11, *GB* 03/9, p. 11, *GB* 04/2, p. 13, *GB* 04/3, p. 5, *GB* 04/7-8, p. 15, *GB* 04/9, p. 9, *GB* 05/3, p. 11, *GB* 05/6, p. 16, *GB* 05/7-8, p. 5, *GB* 05/7-8, p. 9, *GB* 05/7-8, p. 10, *GB* 05/9, p. 7, *GB* 06/1, p. 6, *GB* 06/5, p. 14, *GB* 06/7-8, p. 13, *GB* 06/9, p. 13, *GB* 06/12, p. 11, *GB* 07/1, p. 14, *GB* 07/3, p. 9, *GB* 07/12, p. 13, *GB* 08/3, p. 12, *GB* 08/6, p. 10, *GB* 08/10, p. 9, *GB* 08/10, p. 11, *GB* 08/10, p. 12, *GB* 08/12, p. 23, *GB* 10/3, p. 8, *GB* 10/5, p. 11, *GB* 10/7-8, p. 8, *GB* 10/9, p. 13, *GB* 11/5, p. 10, *GB* 11/9, p. 12, *GB* 11/9, p. 13, *GB* 11/10, p. 2, *GB* 11/10, p. 9 et *GB* 11/12-12/1, p. 22.

<sup>435</sup> « Anzeige »/« Bezahlte Anzeige ».

<sup>436</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 50/1, p. 4.

<sup>437</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 50/2, p. 4.

se livre à cet exercice pour la première fois au terme de quatre années de parution du *GB*. Il constate d'abord la réussite du journal qui est passé de quelques centaines d'exemplaires à l'origine à un tirage (qui n'est pas précisé) qui en fait le plus grand journal dans la presse des expulsés de Silésie, au nombre de pages le plus important et le moins cher<sup>438</sup>. Il tire comme principale conclusion du travail du *GB* qu'il a permis aux *Grafschafter* de rester unis et de surmonter ensemble les épreuves. L'unité et le soutien des *Grafschafter* sont les deux devoirs principaux du journal.

La dimension politique du journal est selon Georg Goebel en partie une réponse aux interrogations des lecteurs. Nombreux sont les lecteurs qui l'interrogent pour connaître son point de vue sur les questions de politique intérieure ou de politique étrangère pour échapper aux prises de position des journaux généralistes marquées par une vision partisane des choses. Goebel initie de cette façon une nouvelle rubrique « Par le petit bout de la lorgnette »<sup>439</sup> où un collaborateur du journal se charge d'analyser les questions politiques et économiques touchant les expulsés. Cette rubrique ne durera que quelques mois, mais elle inscrit la dimension politique du journal en relation directe avec des interrogations des lecteurs.

Lorsque Thomas Horschler se livre à l'exercice du bilan de l'activité du *GB* pour célébrer ses 35 ans d'existence, il livre une vision de ce que doit être un journal d'expulsés selon lui. Ainsi, la dimension politique n'est plus au premier plan et il remet en avant les expulsés eux-mêmes, c'est-à-dire les lecteurs :

*« Cependant, il doit rester fidèle à son idée de base d'être un intermédiaire entre les hommes, dans le cas présent, entre tous les expulsés du Comté de Glatz, leurs parents et surtout leurs descendants (...). »*<sup>440</sup>

La dimension culturelle vient immédiatement à la suite. Alors que l'éditorial est d'une longueur inhabituelle puisqu'il s'étire sur quatre pages, Horschler ne dit pas un mot de l'ambition politique du journal. Si les hommes/lecteurs sont mis en avant, c'est uniquement pour donner au journal une fonction de trait d'union entre tous les expulsés de Glatz qui se retrouvent dans les pages du journal et y redécouvrent les traditions passées de la *Heimat*. Le passage de génération est clair puisque Horschler a pour ambition de s'adresser avant tout aux nouvelles générations et plus en premier lieu aux expulsés eux-mêmes.

Le projet de Horschler de détacher le *GB* de toute influence politique ne dure pas et après six ans de fonction seulement, il est remplacé par Herbert Gröger, qui appartient lui à la génération de l'expérience, c'est-à-dire la génération de ceux qui ont vécu l'expulsion. Dans le texte avec lequel il prend congé de ses lecteurs, Horschler rappelle la volonté qui était la sienne de ne pas mettre le journal sous influence politique :

*« J'ai toujours accordé une grande importance au fait de ne pas réduire le champ de vision à des positions politiques qui excluent les personnes et les opinions différentes, c'est-à-dire au fait de ne pas prendre parti dans la guerre de tranchées politique. Cela n'a jamais été du goût*

---

<sup>438</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/12, p. 1.

<sup>439</sup> « Durch's „Gucklächla“ ».

<sup>440</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 85/1, p. 1-4.

*de ceux qui aimeraient faire du Graftschafter Bote un instrument au service de leurs opinions politiques.* »<sup>441</sup>

L'article sur les 40 ans du *GB* est signé Peter Großpietsch<sup>442</sup>, mais il n'indique pas de changement notable dans la ligne du journal par rapport à ce que Horschler pouvait écrire cinq ans plus tôt. Il se contente de rendre hommage à celles et ceux qui ont fait le journal depuis ses origines tout en remerciant les lecteurs pour leur fidélité<sup>443</sup>. Pourtant, Großpietsch établit le lien entre la ligne éditoriale du journal et les lecteurs peu de temps après. Alors que l'unification des deux Etats allemands va avoir lieu et que la frontière germano-polonaise sera bientôt reconnue comme définitive, le *GB* proteste énergiquement, soutenu par ses lecteurs :  
« *Nous remercions à ce sujet les nombreux courriers d'attachement à la Heimat qui expriment leur reconnaissance et leur soutien à notre travail pour le Comté de Glatz. C'est surtout à cela que l'éditeur et le rédacteur reconnaissent que notre travail est soutenu et porté par l'écrasante majorité de nos lecteurs.* »<sup>444</sup>

Le changement de cap est souligné avec un certain recul. C'est seulement en 2010 que Peter Großpietsch reconnaît que Herbert Gröger a redonné une dimension politique au journal et l'a ainsi sauvé de la perte à laquelle il courait en perdant son identité :

« *C'est avec un grand « Dieu te le rende », comme on le disait dans la Heimat, que l'on doit ici s'adresser à Herbert Gröger qui dans une phase difficile de notre journal a su le remettre à flot avec un grand engagement, une connaissance de la Heimat et du cœur à l'ouvrage, pour le placer (avec des idées nouvelles) sur la voie choisie par les pères fondateurs.* »<sup>445</sup>

Le cinquantenaire de la parution du *GB* est pour la rédaction l'occasion de publier une documentation exceptionnelle retraçant l'histoire du journal avec une sélection des articles les plus marquants. Dans l'annonce de cette publication, Peter Großpietsch indique le titre donné à la documentation qui a valeur de programme pour le journal :

« *1950 – 2000. 50 ans du « Graftschafter Bote ». Une documentation. Au service de la Silésie :*

- *Cohésion des Graftschafter*
- *Maintien des traditions*
- *Promotion des études scientifiques, historiques et civilisationnelles sur le Comté de Glatz*
- *Défense des intérêts politiques des Silésiens expulsés, en particulier des Graftschafter.* »<sup>446</sup>

Le titre donné à la documentation reflète bien l'idée que la rédaction actuelle du journal se fait du rôle du *GB*. Elle reprend les objectifs initiaux des fondateurs du journal avec l'ambition de rassembler la communauté des *Graftschafter* ainsi que le désir de promouvoir la culture de la *Heimat* sous toutes ses formes, et elle ajoute une dimension politique qui n'était pas présente

---

<sup>441</sup> Article de Thomas Horschler publié dans *GB* 89/5, p. 3.

<sup>442</sup> Peter Großpietsch est alors éditeur du journal tandis que Herbert Gröger en est le rédacteur en chef.

<sup>443</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 90/1, p. 1.

<sup>444</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 90/4, p. 3.

<sup>445</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 10/4, p. 1.

<sup>446</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 00/1, p. 1-2.

lors de la création du journal et qui s'est développée au fil du temps, à mesure que le clivage politique autour de la question des expulsés s'est développé.

Car en dépit de leur fidélité à la voie tracée par les fondateurs du journal, les rédacteurs actuels apportent quelques changements aux objectifs initiaux du journal ou plutôt ils s'adaptent aux nouvelles réalités de l'époque. La documentation publiée par la maison d'édition du *GB* à l'occasion du soixantième anniversaire du journal présente ainsi une version actualisée des objectifs du journal :

« « 60 ans du « *Grafschafter Bote* ». Une documentation. Seconde partie – 2000 – 2010. Au service de la Silésie :

- *Cohésion des Grafschafter et de leurs descendants* [c'est nous qui soulignons, L.P.]
- *Maintien des traditions*
- *Promotion des études scientifiques, historiques et civilisationnelles sur le Comté de Glatz*
- *Défense des intérêts politiques des Silésiens expulsés, en particulier des Grafschafter*
- *Création de la « Fondation Comté de Glatz/Silésie »* [c'est nous qui soulignons, L.P.] »<sup>447</sup>

Au XXI<sup>e</sup> siècle, le *GB* se tourne de plus en plus vers les générations suivantes et pense plus que jamais à l'héritage qu'il va laisser.

La comparaison des deux articles de Peter Großpietsch pour le cinquantième puis le soixantième anniversaire du journal permet de constater que la dimension politique est inséparable du projet du *GB*. Résumant le rôle du journal à ses origines, Großpietsch écrit : « Il [Le *GB*, L.P.] devait être le porte-voix des Grafschafter d'un point de vue politique, ecclésiastique et culturel, l'instrument pour les rassembler dans l'expulsion et bien d'autres choses encore. »<sup>448</sup>

Des trois domaines dans lequel le *GB* entend inscrire son action, c'est le champ politique qui est cité le premier, signe de l'importance qui lui est accordée.

Dix ans plus tard, la tonalité a changé :

« Nous sommes le porte-voix des Grafschafter, de leurs descendants et amis d'un point de vue politique et culturel. »<sup>449</sup>

La dimension religieuse, bien que toujours présente dans le journal, ne figure plus parmi les champs d'action principaux, tandis que le champ politique reste à la première place. Le public-cible du journal s'est élargi et inclut désormais les parents et proches des expulsés.

Dans le discours qu'il a prononcé lors de la cérémonie organisée pour les soixante ans du *GB*, Hubert Maessen<sup>450</sup> a souligné dans l'histoire du journal qu'il a esquissée l'importance de la dimension politique du journal dès ses origines :

---

<sup>447</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 10/4, p. 1.

<sup>448</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 00/1, p. 1-2.

<sup>449</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 10/4, p. 1.

<sup>450</sup> Hubert Maessen est un journaliste néerlandais qui intervient régulièrement sur les ondes de la WDR.

« A cette époque, en 1950, les blessures étaient encore fraîches, et il y avait l'espoir que le droit et la raison puissent encore aider les expulsés. C'est avec cet espoir, avec cette intention de secouer la sphère politique que le GB a vu le jour à Lippstadt le 15 janvier 1950. »<sup>451</sup>

Parmi la presse des expulsés, le *GB* occupe une place originale car il ne se cantonne pas aux domaines culturel et historique. La majorité des journaux d'expulsés ne sont que peu en prise avec l'actualité et leur contenu est totalement détaché du monde extérieur. Les articles sur l'histoire de la région à laquelle ils s'intéressent ou sur les traditions et modes de vie d'autrefois constituent la base de nombre de ces journaux. Le *GB* quant à lui s'ouvre beaucoup plus sur l'extérieur et il n'hésite pas à prendre position sur les événements politiques contemporains ou à commenter l'actualité politique intérieure ou étrangère. Un article de *Junge Freiheit* présente le *GB* et insiste sur ce qui le distingue du reste de la presse des expulsés. Cet article est reproduit dans le *GB* sous le titre « C'est ainsi que d'autres nous voient »<sup>452</sup> :

« Par son contenu, le *GB* se différencie aussi des publications d'autres organisations d'expulsés. A côté des articles historiques et culturels, des comptes rendus de rencontres et des faire-part de décès, on trouve souvent des articles qui expriment une ligne politiquement claire. Ainsi, la Preußische Treuhand est par exemple évoquée en détail et sous un jour positif. (...) Dans l'ensemble, le journal est très attractif et donne une impression de cohérence, y compris pour les poèmes et extraits de textes issus d'autres publications qui parsèment les articles. »<sup>453</sup>

Le *GB* ne s'adresse qu'à un public restreint et il ne se considère nullement comme un média de masse. Sa défiance vis-à-vis des grands médias lui permet d'affirmer son identité propre. Le *GB* a même tendance à considérer que les médias de masse suivent une ligne éditoriale identique, proche du politiquement correct, et que les expulsés sont systématiquement ignorés car ils n'entrent pas dans le cadre préconçu par les grands médias. En faisant de la question de l'expulsion le prisme à travers lequel toute l'action politique est envisagée, le *GB* adopte un « agenda setting »<sup>454</sup> (mise à l'ordre du jour) qui lui est propre. Il refuse celui des médias de masse et suit le sien pour que ses lecteurs voient que l'actualité peut être envisagée très différemment de ce que font les grands médias et que placer tel événement à la une d'un journal relève d'un choix éditorial réfléchi. Il est aujourd'hui couramment admis que les journaux ne disent plus à leurs lecteurs ce qu'ils doivent penser mais plutôt à quoi ils doivent penser<sup>455</sup>. En cela, l'agenda setting est devenu une priorité pour la communication des hommes politiques qui entre en conflit avec les ambitions des journaux. Le *GB* réagit à l'actualité, mais selon son propre agenda, il choisit de privilégier des événements que d'autres

---

<sup>451</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 10/6, p. 1-10.

<sup>452</sup> « So sehen uns andere ».

<sup>453</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 07/12, p. 2.

<sup>454</sup> Concept défini pour la première fois dans : McCOMBS Maxwell, SHAW Donald, « The agenda-setting function of the mass media », in : *Public Opinion Quarterly*, vol. XXXVI, n°2, 1972 ; RÖSSLER Patrick, « Agenda-Setting », p. 11-13, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

<sup>455</sup> McCOMBS Maxwell, « Agenda-Setting : Zusammenhänge zwischen Massenmedien und Weltbild », p. 123-137, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

journaux négligent. Ce faisant, le *GB* se situe souvent en flagrante contradiction avec ce qu'il estime être l'opinion publique. Les médias donnent une image assez précise de ce qu'une société considère comme dominant et tient pour opinion publique<sup>456</sup>. De l'opposition entre le *GB* et les médias dominants naît cet antagonisme entre les journaux des expulsés et l'opinion publique. La presse des expulsés, aussi diverse et multiple soit-elle, ne parvient pas à concurrencer les publications de masse et n'atteint pas le grand public<sup>457</sup>.

### **Le choix du *GB* comme objet d'étude**

Le parti pris de choisir la presse des expulsés comme source principale pour mieux cerner les débats qui animent ce groupe social et les enjeux politiques qu'ils représentent n'est pas inédit. D'autres chercheurs ont déjà éprouvé cette méthode pour leur analyse. Christian Lotz<sup>458</sup> utilise les publications des organisations qu'il étudie pour montrer quel sens chacune donne à l'expulsion, Florence Lelait<sup>459</sup> pour comprendre le nationalisme des *Landsmannschaften* silésiennes, Michaela Witte<sup>460</sup> pour voir comment s'y reflètent les difficultés de compréhension entre Allemands et Tchèques, Samuel Salzborn<sup>461</sup> pour analyser les concepts de politique étrangère défendus par les associations, Michel Korinman<sup>462</sup> comme révélateur de l'évolution des *Landsmannschaften*, Georg Herde et Alexa Stolze comme preuve de l'incurable revanchisme des associations sudètes<sup>463</sup>.

Ces quelques exemples montrent que la démarche n'est pas originale. Le choix d'un journal indépendant des *Landsmannschaften* l'est plus. Un organe de presse officiel donne la garantie que la publication n'est pas l'œuvre de quelques illuminés mais que ses choix éditoriaux sont validés par un groupe reconnu dans la société. Le *Deutscher Ostdienst* aurait pu éclairer sur les positions du BdV depuis cinquante ans. D'ailleurs, Manfred Kittel l'utilise abondamment pour illustrer la position officielle de la fédération<sup>464</sup>. Pour montrer les évolutions de la presse des expulsés, c'est le *GB* qui a été choisi comme support de l'analyse. Plusieurs raisons justifient ce choix qui ne doit rien au hasard :

1. Le **tirage du journal** fait de lui un périodique qui jouit d'une audience considérable. Sans atteindre les dizaines de milliers d'exemplaires, ce que seuls les journaux des *Landsmannschaften* ont pu faire, il a longtemps tiré à plus de 10 000 exemplaires, ce qui est considérable à l'échelle de la presse des expulsés. Il est aussi remarquable que plus de

---

<sup>456</sup> PÖTTKER Horst, « Öffentlichkeit/Öffentliche Meinung », p. 329-333, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

<sup>457</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 40.

<sup>458</sup> LOTZ, *Deutung*.

<sup>459</sup> LELAIT, *nationalisme*.

<sup>460</sup> WITTE, *Entfremdung*.

<sup>461</sup> SALZBORN, *Heimatrecht*.

<sup>462</sup> KORINMAN, réfugiés.

<sup>463</sup> Dans son étude très orientée idéologiquement, le fondateur du service de presse *Neue Kommentare* et membre actif du « Westdeutscher Flüchtlingskongreß » créé en 1951 par le KPD, Georg Herde, n'utilise que le terme de « Revanchistenverbände » pour désigner les associations. Cf. HERDE Georg, STOLZE Alexa, *Die Sudetendeutsche Landsmannschaft. Geschichte, Personen, Hintergründe – eine kritische Bestandsaufnahme*, Pahl-Rugenstein, Cologne, 1987.

<sup>464</sup> KITTEL, *Vertreibung*, 2007.

soixante ans après l'expulsion, plusieurs milliers d'expulsés soient encore abonnés à ce journal<sup>465</sup>. Cela témoigne d'une sincère fidélité et d'un véritable intérêt de la part des lecteurs.

2. Le *GB* jouit d'une **longévité étonnante**. Il a commencé à paraître parmi les premiers journaux autorisés à la fin de la période d'occupation par les Alliés et il est toujours là plus de soixante ans après. La période prise en compte pour l'étude sera donc extensible à la totalité de sa publication. Le fait qu'il s'agisse d'un mensuel a rendu possible l'analyse exhaustive des 732 numéros parus à ce jour d'un journal qui ne se trouve pas sous forme numérique mais uniquement dans sa version papier<sup>466</sup>. Cette caractéristique présente un double avantage pour l'étude. Le journal sera un reflet de l'histoire des expulsés puisqu'il les accompagne depuis le début (ou presque). En outre, la longue période de sa parution permet aussi de s'intéresser à son évolution à travers le temps, chose qu'une parution limitée à une dizaine d'années n'aurait pas permise.

3. Les **rédacteurs principaux** du *GB* ont été peu nombreux. Les changements dans le ton ou le contenu du journal ne pourront pas être mis sur le compte des diverses personnalités responsables du journal. Pour un journal conçu par peu de personnes, cette stabilité du personnel est un gage de continuité du contenu. Il est aussi important de relever le fait que les dirigeants du journal sont des personnalités impliquées dans les organisations d'expulsés. Il ne s'agit pas de bénévoles anonymes qui font vivre le journal de leur association, mais de gens qui s'engagent fortement pour défendre leurs idées et le groupe auquel ils appartiennent.

Georg Goebel a participé activement durant les années 1950 à la mise en place des structures organisationnelles des expulsés en RFA. Après avoir été emprisonné par la Gestapo, Goebel ne peut plus exercer sa fonction de responsable spirituel et il devient simple prêtre à Rosenthal. A l'arrivée des troupes russes, celles-ci le nomment maire de la ville et il s'évertue à entretenir de bonnes relations avec l'occupant jusqu'à l'expulsion en septembre 1946 vers la zone britannique. Il devient responsable spirituel des expulsés et s'installe à Lippstadt où il crée en juin 1947 la Commission centrale des expulsés de l'est<sup>467</sup> qui a une vocation politique évidente mais utilise la dimension religieuse pour contourner les interdits de l'occupant britannique. Goebel veut en faire un organe de représentation des Allemands de l'est parallèle au parlement ouest-allemand<sup>468</sup>. La devise de cette commission : « Loin, mais fidèle ». Goebel s'attire l'hostilité du SPD, mais ne reste membre de la CDU que quelques mois, estimant que le parti ne défend pas suffisamment les expulsés. Bien qu'il se défende de vouloir créer un parti d'expulsés, Goebel crée une alliance avec des hommes d'extrême droite fin 1948<sup>469</sup>. L'existence du « Notgemeinschaft des Deutschen Volkes » dont il devient le président n'excède pas quelques mois. Bien qu'il ne soit lui-même pas candidat, il veut surtout que les expulsés soient représentés au *Bundestag* en 1949. Une nouvelle organisation,

---

<sup>465</sup> Surtout si l'on pense que 180 000 personnes environ ont été expulsées du Comté de Glatz après la guerre.

<sup>466</sup> La période a été limitée au dernier numéro de 2011.

<sup>467</sup> « Hauptausschuß der Ostvertriebenen ».

<sup>468</sup> STEINERT, *Vertriebenenverbände*, p. 67-97.

<sup>469</sup> « Fragwürdiger Schuß », p. 6-7, in : *Der Spiegel*, n°4, 22 janvier 1949.

« Tatgemeinschaft Freier Deutscher », ne parvient pas à obtenir une licence en 1949<sup>470</sup>. Ses activités finissent par gêner l'Église qui ne lui donne plus ni fonction ni argent, et il se consacre entièrement à l'organisation des expulsés<sup>471</sup> jusqu'en 1951 où il abandonne ses activités politiques pour devenir vicaire.

Goebel fut aussi un acteur de la première heure de la presse des expulsés. Il avait acquis de l'expérience dans le domaine lors de son activité en Bucovine dans les années 1940. Dès octobre 1947, il élabore le projet d'un journal qui obtient une licence le 8 avril 1948, *Ostvertriebenen-Korrespondenz*, dans lequel il publie des articles sur des questions d'actualité, mais aussi sur la culture et le divertissement, des récits liés à l'expulsion, la vie dans les camps ainsi que des articles de journaux allemands et étrangers. A partir de juin 1948, il élabore une édition B qui tire tout d'abord à 3 000 exemplaires pour atteindre 16 000 au mois de décembre. A l'été 1949, le tirage s'élève à 50 000 exemplaires. L'objectif principal se trouve autant dans la diffusion d'informations essentielles pour les expulsés que dans le développement d'un sentiment d'appartenance à une communauté<sup>472</sup>. Les autorités s'inquiètent du développement de la publication qui n'a rien d'une correspondance entre journaux mais ressemble à un vrai journal. Goebel est sommé de demander une vraie licence pour un journal qu'il obtient avant de fusionner son journal avec le *Europa-Kurier*. Le nouveau journal paraît jusqu'en avril 1950, date à laquelle Goebel se retire de la rédaction qu'il cède à la maison d'édition du *Zeit*.

Dans les comptes rendus de réunions qu'il a rédigés pour le *GB*, on voit qu'Alois Bartsch était lui aussi un acteur impliqué dans la vie du groupe et que ses activités en faveur des expulsés dépassaient son travail pour le journal.

Peter Großpietsch enfin est une personnalité active parmi les expulsés. Impliqué dans la presse des expulsés, il fut vice-président de l'Association des éditeurs expulsés. Mais c'est aussi un acteur de premier plan dans la *Landsmannschaft Schlesien* dont il est l'un des vice-présidents. Cette fonction implique nécessairement un rapprochement du journal avec la *Landsmannschaft Schlesien*<sup>473</sup>. Le journal est autonome, mais il existe un lien qui le relie à la *Landsmannschaft* (même si dans le journal, Peter Großpietsch n'écrit qu'en son nom propre).

---

<sup>470</sup> CHRISTOPH Leo, *Geistl. Rat G. Goebel und seine Grafschafter*, Verlag Grafschafter Bote, Lüdenscheid, 1966, p. 41.

<sup>471</sup> « Geistlicher Rat Teuer », p. 9-11, in : *Der Spiegel*, n°11, 12 mars 1949.

<sup>472</sup> « (...) Goebel a essayé de lier les expulsés non seulement à lui et à son organisation, mais il a suscité et développé un sens du collectif parmi les expulsés et il a ainsi permis une organisation des expulsés qui va au-delà des besoins de chaque lieu avec une tendance évidente de créer un lobby resserré qui puisse ensuite gagner en poids politique » (« (...) versuchte Goebel die Vertriebenen nicht nur an sich und seine Organisation zu binden, sondern erzeugte und steigerte ein « Wir-Gefühl » unter den Vertriebenen und ermöglichte damit erst eine über die Bedürfnisse des jeweiligen Ortes hinausgehende Organisierung der Vertriebenen mit der offensichtlichen Tendenz, eine geschlossene Interessengruppe, die dann auch allgemeines politisches Gewicht bekommen könnte, zu schaffen. »), cf. STEINERT, *Vertriebenenverbände*, p. 133.

<sup>473</sup> Lors des rencontres nationales des Silésiens à Hanovre en 2011, toutes les personnalités qui assistaient à la cérémonie du dimanche ont été saluées officiellement. Peter Großpietsch est le seul dont la fonction n'a pas été indiquée et avoir été salué d'un « Notre Peter Großpietsch ! » (« Unser Peter Großpietsch ! »), signe qu'il est suffisamment connu des Silésiens.

4. Le *GB* est **indépendant des *Landsmannschaften*** et du BdV (ou de ses filiales régionales). Il n'est donc pas la voix officielle d'une grande institution et il a une liberté de parole bien plus grande que le journal d'un groupe régional du BdV par exemple, obligé de suivre la ligne fixée par le groupe au niveau national. Le *GB* est officiellement le journal du groupe de la *Heimat* de Glatz et du rassemblement des cantons de Glatz, Habelschwerdt et Neurode<sup>474</sup>. Il est donc l'organe d'un groupe d'expulsés, mais reste autonome par rapport aux grandes organisations.

5. La rédaction du journal **écrit des articles en son nom propre** et ajoute donc une voix personnelle au concert de la presse des expulsés. Tandis que beaucoup de journaux se contentent pour les articles politiques de reproduire les déclarations officielles des dirigeants des *Landsmannschaften* ou du BdV, voire des articles de leurs journaux, les rédacteurs du *GB* rédigent eux-mêmes des articles.

6. Des **articles du *GB* sont repris** dans d'autres journaux d'expulsés. Le *Deutscher Ostdienst* du BdV ou le *Schlesische Nachrichten*, journal officiel de la *Landsmannschaft Schlesien*, reproduisent régulièrement des articles du *GB*. La voix originale du *GB* quitte le cercle limité de ses lecteurs et atteint l'ensemble des Silésiens avec le *SN* et même tous les expulsés grâce au *dod*. Il participe donc comme organe important au débat d'idées parmi les expulsés.

7. Le *GB* **reprend des articles** parus dans d'autres journaux d'expulsés. Il ne vit pas isolé du reste du groupe mais entre en contact permanent avec d'autres périodiques. Il joue donc un rôle de multiplicateur et contribue à diffuser les idées au sein du groupe d'expulsés qu'il représente. Il y a donc un véritable dialogue qui s'instaure entre le *GB* et les autres journaux d'expulsés.

8. Les *Grafschafter* **ont une identité particulière forte** qu'ils revendiquent et qui existait déjà avant-guerre<sup>475</sup>.

9. Ulrike Frede distingue trois institutions qui exercent une fonction importante dans le **développement de la mémoire de la *Heimat*** : les groupes locaux de la *Heimat*, l'Eglise catholique et ses responsables spirituels, et enfin la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* à Lüdenscheid qui édite le *GB*, « le journal lu par la plupart des *Grafschafter* », et publie des monographies sur la *Heimat* dans lesquels les intérêts politiques des expulsés sont plus développés qu'à l'accoutumée<sup>476</sup>.

---

<sup>474</sup> Le sous-titre à la une rappelle ce lien avec le groupe de la *Heimat* qui légitime l'existence du journal : « Informations- und Mitteilungsblatt der Zentralstelle Grafschaft Glatz/Schlesien e.V., der Heimatgruppe Grafschaft Glatz e.V. und der Kreisversammlung Glatz, Habelschwerdt, Neurode ».

<sup>475</sup> « Les groupes originaires du Comté de Glatz jouent un rôle à part dans la presse de la *Heimat* en raison de sa situation historique et ecclésiale particulière. » « Eine Sonderrolle in der Heimatpublizistik spielen aufgrund ihrer historischen und kirchlichen Sonderstellung die Gruppen aus der Grafschaft Glatz (...). », cf. KESSLER, *Heimatgeschichte*.

<sup>476</sup> FREDE, *Heimatbuch*, p. 366-367.

10. Le **GB** possède une identité particulière qui le distingue de bien des journaux. Sa rédaction contribue au débat politique parmi les expulsés et cet intérêt marqué pour la politique se reflète dans la place qu'il accorde au sujet. Une rapide comparaison avec d'autres journaux permet de montrer cette identité propre au *GB*.

Afin de montrer cette sensibilité particulière du *GB* aux questions politiques, trois moments précis ont été choisis pour voir comment d'autres journaux réagissent à l'événement. Les événements sont d'une importance politique inégale pour mieux voir les différentes sensibilités des journaux. Il s'agit du voyage de Willy Brandt à Varsovie pour signer le Traité de Varsovie en décembre 1970, du voyage de Willy Brandt en Pologne en 1977 (sans enjeu particulier) et de la présence de Helmut Kohl au rassemblement national des Silésiens en juin 1985. Pour chaque événement, on considère le numéro paru immédiatement après indépendamment de la date de publication<sup>477</sup>.

Sans prétendre être représentatifs de la presse des expulsés, ces journaux entendent donner un aperçu aussi large que possible de l'ensemble de la presse<sup>478</sup> :

- *Grottkau-Falkenberg Heimatblatt* (bimensuel ; Silésie)
- *Kreis Trebnitzer Heimatzeitung (Nachrichtenblatt für die Vertriebenen des Kreises Trebnitz-Schlesien)* (mensuel ; Silésie)
- *Schlesische Bergwacht* (mensuel ; Silésie)
- *Oppelner Heimatblatt* (mensuel ; Silésie)
- *Heimatblatt für die Kreise Strehlen Ohlau* (mensuel ; Silésie)
- *Grafschaft Glatz Heimatblätter* (mensuel ; Silésie)
- *Breslauer Kreisblatt (Heimatzeitung des Landkreises Breslau mit den Städten Brockau – Kanth – Zobten a.B.)* (mensuel ; Silésie)
- *Ermlandbriefe* (trimestriel ; Prusse orientale)
- *Der Westpreusse* (bimensuel ; Prusse occidentale ; journal officiel de la *Landsmannschaft Westpreußen*)
- *Heimatzeitung Kreis Königsberg-Neumark* (mensuel ; Prusse orientale)
- *Crossener Heimatgrüße (Mitteilungen für die Kreisgemeinschaft Crossen – Sommerfeld)* (mensuel ; Brandebourg)
- *Aussiger Bote (Heimatblätter der Ausgewiesenen aus dem Stadt- und Landkreis Aussig an der Elbe)* (mensuel ; Sudètes)
- *Der Egerländer (Stammeszeitschrift der Heimatvertriebenen aus dem Egerland sowie für das Sechsamterland, das Stiftland und Marktredwitz)* (mensuel ; Sudètes)
- *Böhmerwälder Heimatbrief (Monatsschrift für den Heimatkreis Prachalitz)* (mensuel ; Sudètes)

---

<sup>477</sup> Les contraintes de fabrication et délais de bouclage de la rédaction font que tous les journaux ne réagissent pas à un même événement au même moment.

<sup>478</sup> En montrant aussi bien les petits que les grands journaux, ceux de Silésie mais aussi ceux des autres régions, les publications des *Landsmannschaften* comme les indépendantes. Pour chaque journal sont indiquées sa périodicité ainsi que la région dont sont originaires ses lecteurs.

- *Mährischer Grenzbote (offizielles Nachrichtenblatt der Gemeinschaft Iglauer Sprachinsel e.V. und Mitteilungsblatt der Iglauer Landsmannschaft in Österreich)* (mensuel ; Bohème-Moravie)
- *Mitteilungen für die Deutschen aus dem Donauraum* (bimensuel ; Hongrie, Roumanie, Yougoslavie)

Plusieurs journaux doivent retenir l'attention. Le *Breslauer Kreisblatt*, *Kreis Trebnitzer Heimatzeitung*, *Grottkau-Falkenberg Heimatblatt*, *Oppelner Heimatblatt*, et le *Heimatzeitung Kreis Königsberg-Neumark* paraissent chez le même éditeur, le Goldammer Verlag. Cet éditeur publie une quinzaine de journaux mensuels d'expulsés<sup>479</sup>. Tous sont conçus selon le même modèle : un cahier commun et un cahier propre dans lequel on trouve les comptes rendus de rencontres, de voyages, le calendrier de manifestations et les nouvelles des familles. Dans le cahier commun, on trouve les articles concernant la politique étrangère et les questions politiques touchant les expulsés, les articles à dimension sociale et les articles sur l'actualité de la *Heimat* (dans ce cas, tous les territoires polonais et tchèques où vivaient des Allemands). Cette situation doit relativiser en partie la diversité de la presse des expulsés. Seul moyen de surmonter les difficultés économiques, le processus de concentration qui a eu lieu dans les années 1950 a eu pour effet de diminuer aussi la richesse de l'offre.

Bien que sa parution s'arrête dans les années 1970, le *Grafschaft Glatz Heimatblätter* est mentionné pour montrer sa différence avec le *GB*.

Le tableau qui suit synthétise le contenu politique de chaque numéro. Sans entrer dans le détail des articles, il se contente de montrer si le journal a traité ou non d'un sujet. Lorsqu'aucun article politique n'aura été publié, la mention « rien » apparaîtra.

---

<sup>479</sup> Goldammer Verlag édite : *Breslauer Kreisblatt*, *Bunzlauer Heimatzeitung*, *Freystädter Kreisblatt*, *Guhrauer Kreiszeitung*, *Kreis Trebnitzer Heimatzeitung*, *Laubaner Tageblatt*, *Löwenberger Heimatgrüße*, *Militsch-Trachenberger Kreis- und Stadtblatt*, *Oberlausitzer Rundschau*, *Oelser Heimatkreisblatt*, *Wohlau-Steinauer Heimatblatt*, *Grottkau-Falkenberg Heimatblatt*, *Oppelner Heimatblatt*, *Friedländer Heimatbrief*, *Heimatzeitung Kreis Königsberg-Neumark*, soit treize journaux de Silésie, un des Sudètes et un du Brandebourg. Cf. site internet de l'éditeur : [www.goldammer.com](http://www.goldammer.com); page consultée le 16 septembre 2012.

Titre

*Grafshafter Bote* 1971 : 1 éditorial de Czaja, 2 articles sur le droit à l'autodétermination, 1 article contre l'*Ostpolitik*, 1 appel à protester auprès de son député, 1 article contre le traité de Varsovie, 1 article contre le gouvernement.

1977 : 2 articles (dont 1 de Hupka) sur le voyage de Brandt, 1 déclaration de la *Landsmannschaft*.

1985 : 3 articles sur la présence de Kohl et 1 article sur la *Landsmannschaft*.

*Breslauer Kreisblatt* 1971 : 1 éditorial de Czaja sur la frontière, 8 articles sur le SDP, Brandt et l'*Ostpolitik*, 9 articles sur l'actualité de la *Heimat* (où tout va mal), 1 encart contre le Traité de Varsovie, 1 article sur le 18 janvier 19871 expliqué aux enfants (conclusion en lien avec l'actualité).

et autres

publications du

Goldammer Verlag 1977 : 2 articles contre la commission sur les manuels scolaires, brèves sur l'actualité de la *Heimat* (où tout va mal), brèves sur l'actualité (ton anticommuniste), brèves sur les *Aussiedler*, brèves sur le droit à la *Heimat*.

1985 : Long compte rendu sur la rencontre nationale, brèves sur les *Aussiedler*, 1 commentaire sur Kohl, brèves sur l'actualité de la *Heimat* (où tout va mal), 1 article sur les mensonges historiques du porte-parole du gouvernement polonais, 1 article sur un documentaire de ZDF, 1 article sur la RDA qui gomme le souvenir de l'est.

*Schlesische Bergwacht*

1971 : Rien.

1977 : Rien.

1985 : Long compte rendu de la rencontre nationale en présence de Kohl.

*Heimatblatt für die Kreise Strehlen Ohlau* 1971 : 1 éditorial de Rinke sur le Traité de Varsovie, lettres de lecteurs contre les Polonais, 1 article sur l'avenir pour les expulsés, 1 article sur les falsifications historiques, 1 article sur l'actualité de la *Heimat*, 1 article sur le droit à l'autodétermination, lettres de lecteurs contre le Traité de Varsovie, 1 article sur les subventions aux associations.

1977 : 2 articles (dont 1 de Hupka) sur le voyage de Brandt, 1 déclaration de la *Landsmannschaft* (contenu identique à celui du *GB*).

1985 : Long compte rendu de la rencontre nationale, brèves sur l'actualité de la *Heimat* (où tout va mal), 1 article sur le sens du 8 mai, 1 article sur le Traité de Versailles et brèves sur les prisonniers de guerre.

*Grafschaft Glatz Heimatblätter* 1971 : Article sur l'expulsion sans lien avec l'actualité.

1977 : Pas de parution.

1985 : Pas de parution.

*Ermlandbriefe* 1971 : 1 article sur l'accueil des Umsiedler, 1 article contre la frontière, 1 article sur le livre papal.

1977 : Rien.

1985 : Rien.

*Heimatzeitung Kreis Königsberg-Neumark* 1971 : 1 article sur le droit à l'autodétermination, 1 résolution du congrès des représentations des Länder de l'est, 1 article contre le Traité de Varsovie.

1977 : 1 article sur le droit à la *Heimat*, 3 articles contre la commission sur les manuels scolaires.

1985 : Brèves sur les *Aussiedler*.

*Der Westpreusse* 1971 : 1 article sur le Traité de Varsovie et les émeutes en Pologne, brèves sur les *Aussiedler* et l'actualité en Pologne (émeutes et Traité).

1977 : 1 éditorial de Hollunder, 1 article sur le voyage de Brandt.

1985 : 1 article sur la rencontre nationale des Silésiens pour défendre les expulsés qui ne sont pas des revanchistes, 1 commentaire sur la Conférence de Potsdam.

*Crossener  
Heimatgrüße*

1971 : Rien.

1977 : Rien.

1985 : Rien.

*Aussiger Bote*

1971 : 1 Résolution de la *Landsmannschaft* sur Brandt.

1977 : Rien.

1985 : Compte rendu de la rencontre nationale des Sudètes.

*Der Egerländer*

1971 : Editorial sur le Traité de Varsovie, 1 article sur la politique étrangère, brève sur l'actualité des expulsés.

1977 : Rien.

1985 : 1 article sur la rencontre nationale des Sudètes.

*Böhmerwälder  
Heimatbrief*

1971 : 1 article sur Brandt.

1977 : Rien.

1985 : Extraits sans commentaires du discours de Weizsäcker sur le 8 mai.

*Mährischer  
Grenzbote*

1971 : Rien.

1977 : Rien.

1985 : Rien.

*Mitteilungen für* 1971 : Rien.  
*die Deutschen aus*  
*dem Donauraum*

1977 : Rien.

1985 : Rien.

### Remarques :

- La publication de textes (éditoriaux, commentaires, déclarations de presse, etc.) émanant des *Landsmannschaften* tend à uniformiser le contenu des journaux de la *Heimat*.
- Les journaux rendent compte de ce qui touche directement leurs lecteurs : le Traité de Varsovie n'est pas évoqué par *Mitteilungen für die Deutschen aus dem Donauraum*. Un retour aux frontières de 1937 ne changerait rien à la situation personnelle de ses lecteurs. Les journaux des Sudètes (*Aussiger Bote, Der Egerländer*) n'accordent pas d'importance à la présence de Kohl aux rencontres nationales des Silésiens. Le débat autour du choix du slogan et le discours que Kohl prononce ne sont pas évoqués, il est difficile dans ces conditions de parler d'une unité entre les expulsés.
- Certains journaux ne traitent pas du tout de l'actualité politique, y compris lorsqu'elle est déterminante pour leurs lecteurs (cf. numéro de 1971 des *Grafenschaft Glatz Heimatblätter*).
- Le contenu politique varie d'un journal à l'autre : très présent (journaux du Goldammer Verlag) ou rapport très lointain (*Böhmerwälder Heimatbrief*).
- Le *GB* manifeste un intérêt certain pour les sujets politiques et ne se limite pas aux débats incontournables.
- Le *Heimatblatt für die Kreise Strehlen Ohlau* utilise la rubrique « Courrier des lecteurs » comme tribune politique. C'est là que l'on trouve les déclarations les plus virulentes contre la Pologne et l'*Ostpolitik*.

## **Méthodologie pour analyser le contenu du *GB***

### **L'analyse de la presse**

L'analyse du *GB* se heurte à une difficulté de taille avec la définition de cette publication. En effet, il n'est pas aisé d'assimiler le *GB* à un journal traditionnel. Tout d'abord, le fait qu'il s'agisse d'un journal disponible uniquement par abonnement et qui ne s'adresse qu'à un public limité constitue une première spécificité. Ensuite, il s'agit d'un journal édité par une association, ce qui pourrait laisser penser que le *GB* n'est que le bulletin d'information interne de cette association. Or, le *GB* ne donne pas seulement des informations sur la vie de la *Zentralstelle Grafenschaft Glatz e.V.*, son contenu est bien plus riche et diversifié. Du point de vue juridique, le *GB* est assujéti à la loi sur la presse en vigueur dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie où il est édité. Quant à son contenu, il correspond parfaitement aux fonctions caractéristiques de la presse définies par Yves Agnès<sup>480</sup> :

---

<sup>480</sup> AGNES Yves, *Manuel de journalisme*, nouvelle éd., La Découverte, Paris, 2008, p. 38.

- fonction d'usage ou de service (trouver les informations dont on a besoin) : les renseignements sur les aides sociales ou les conseils pratiques sur les rencontres rendent service aux lecteurs.
- fonction de rêve et de distraction (loisirs) : il est indubitable que la lecture du *GB* plonge ses lecteurs dans de lointains souvenirs.
- fonction d'identification et d'intégration (identification au groupe de ceux qui se reconnaissent dans le journal) : lire le *GB*, c'est déjà affirmer son appartenance au groupe des expulsés de Glatz. La participation aux manifestations ou voyages évoqués dans le journal renforce cette adhésion.
- fonction miroir (le lecteur se retrouve dans le journal et aime voir les gens qu'il connaît) : entre les nouvelles des familles, les photos et comptes rendus, les occasions de se retrouver soi-même ou de voir des proches sont courantes pour le lecteur.
- fonction critique (transcription de l'actualité) : l'actualité politique (intérieure ou internationale) est très présente à toutes les époques.

Cette concordance avec les fonctions des journaux permet d'affirmer que le *GB* doit être considéré comme un journal traditionnel, tout en tenant compte naturellement de la spécificité de la presse des expulsés.

On pourra se demander si l'objectivité fait partie des objectifs du journal. Il s'agit de la norme la plus couramment admise dans le monde journalistique, la question de la définition du concept d'objectivité étant sujette à caution. Au sens strict, il s'agit de ne rapporter que des faits ou déclarations justes qui correspondent à la réalité. Mais dans une acception plus large, objectivité signifie aussi neutralité, pluralisme, pondération, exhaustivité et séparation de l'information de l'opinion<sup>481</sup>.

Si l'on se réfère à la typologie des textes d'information médiatique proposée par Patrick Charaudeau, on constate que les modes discursifs de traitement de l'information privilégiés sont les événements rapportés et les événements commentés tandis que les événements provoqués sont rares<sup>482</sup>. C'est sans doute le manque de moyens (économiques et humains) qui empêche le *GB* d'entrer dans la zone où le monde médiatique s'impose en créant l'événement. Dans la zone des événements commentés en revanche, le *GB* est très actif et ses articles couvrent l'ensemble de cette zone avec des articles relevant aussi bien d'instances internes au journal que d'instances externes (experts extérieurs) avec un engagement personnel plus ou moins grand selon les cas. Les approches théoriques sont nombreuses pour étudier les raisons qui poussent les abonnés à lire un journal<sup>483</sup>, mais dans le cas du *GB*, il semble logique de ne retenir que les critères sociologiques puisque l'appartenance au groupe social des expulsés de Glatz suffit à expliquer ce choix.

---

<sup>481</sup> NEUBERGER Christoph, « Objektivität », p. 325-328, in: WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

<sup>482</sup> CHARAUDEAU Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, 2<sup>e</sup> éd, De Boeck / ina éditions, Bruxelles, 2011, p. 175-178.

<sup>483</sup> MEYEN Michael, « Mediennutzung », p. 250-253, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

## Les critères de choix des articles

Pour l'analyse du *GB*, la totalité du contenu n'a pas été prise en compte. Seuls ont été retenus les articles dont le contenu donnait un sens politique au journal et permettait de dégager une compréhension de son engagement politique. Tous les numéros parus de janvier 1950 à janvier 2012 ont été analysés en entier, soit du premier numéro paru jusqu'au plus récent.

Le *GB* peut s'enorgueillir d'une étonnante continuité, tant dans son contenu que dans sa forme. Les numéros des années 1950 ressemblent beaucoup à ceux parus dans les années 2000. Malgré les continuités, certaines rubriques sont apparues au cours du temps et d'autres ont disparu. Ne sont évoquées ici que celles qui ont eu une présence longue et significative dans le journal.

### *Les rubriques qui sont systématiquement prises en compte*

- L'**éditorial** constitue l'article de prédilection pour la rédaction pour prendre position sur un fait d'actualité ou affirmer une position du journal sur un événement du passé ou présent. L'éditorial est publié à la une du *GB*<sup>484</sup>. Cependant, tous les articles publiés en une ne sont pas des éditoriaux rédigés par la rédaction. Certains sont des articles écrits par des proches du journal (dirigeant d'une *Landsmannschaft*) ou des extraits de discours (prononcés lors d'un rassemblement national par exemple), d'autres peuvent être écrits par des auteurs très divers (textes anciens d'un illustre Silésien, témoignage d'un lecteur). Un éditorial engage tout le journal, quel qu'en soit l'auteur (rédacteur en chef ou directeur de la publication)<sup>485</sup>. Il défend des convictions qu'il tente de faire partager au lecteur. Le ton y est souvent vif pour mieux marquer les esprits et emporter l'adhésion. Sa dimension politique est presque naturelle. L'éditorial sert moins à informer qu'à utiliser un fait dans un but précis, pour éveiller les consciences<sup>486</sup>. Si l'éditorialiste est bien le porte-parole du public auquel il s'adresse, il n'en demeure pas moins que l'éditorialiste s'adresse aussi parfois aux dirigeants politiques du pays à travers son éditorial<sup>487</sup>. « Mais l'éditorial reste encore une vitrine du journal qui fait ressortir et donne plus de poids à l'idéologie qui y est exposée »<sup>488</sup>.

---

<sup>484</sup> Il s'agit de la place naturelle de l'éditorial dans un journal même si des changements apparaissent dans certains journaux. HERMAN Thierry, JUFER Nicole, « L'éditorial, « vitrine idéologique du journal » ? », in : *Semen* [En ligne], n°13, 2001, article mis en ligne le 4 mai 2012 disponible sur <http://semen.revues.org/2610> ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>485</sup> AGNES, *journalisme*, p. 212.

<sup>486</sup> MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, *Le guide de l'écriture journalistique*, 5<sup>e</sup> éd., La Découverte, Paris, 2003, p. 100.

<sup>487</sup> « C'est donc le poids de l'autorité que confère la masse des lecteurs du journal qui permet à l'éditorialiste de suggérer (conseiller, ordonner) aux dirigeants d'agir. Sommes-nous dès lors en train d'assister à une mutation de l'éditorial qui, d'article de commentaire destiné à ses lecteurs, deviendrait un article de « conseil » destiné à ceux qui détiennent le pouvoir d'agir ? On peut même supposer que cette mutation est révélatrice d'un manque de relation entre les citoyens et leurs élus, vide que vient combler l'éditorialiste en servant de relais pour l'opinion. », HERMAN, éditorial.

<sup>488</sup> HERMAN, éditorial.

- La rubrique **Opinion**<sup>489</sup> et la rubrique **Commentaire**<sup>490</sup> sont placées à la page 2. Chaque mois depuis le début des années 1980, un article paraît dans l'une de ces deux rubriques et prend position sur un fait d'actualité ou sur des questions politiques. Le commentaire est toujours signé car il engage son auteur<sup>491</sup>. Lorsque le texte est signé par un membre de la rédaction ou un proche (dirigeant de *Landsmannschaft* ou *Grafschafter* actif au sein d'une association), l'article paraît dans la rubrique « Commentaire ». Si l'auteur n'appartient pas à l'une de ces catégories (article de lecteur, article paru dans un autre journal), alors l'article paraît dans la rubrique « Opinion ». La recherche sur la presse considère que les lecteurs ont d'autant plus d'estime pour un journal qu'il a une identité propre reposant sur des valeurs à défendre. Le commentaire permet à son auteur de s'engager sur une question de société et de prendre position ou d'interpréter cet événement<sup>492</sup>. Cette rubrique permet au lecteur de confronter son opinion à celle du journal<sup>493</sup>. Il y a souvent accord entre l'opinion du lecteur et la ligne du journal qu'il lit, mais ce n'est pas toujours le cas. Le commentaire se caractérise aussi par la mise en cause des institutions ou personnalités dominantes et la vivacité du style, ce qui n'interdit naturellement pas toute argumentation<sup>494</sup>. C'est le lieu par excellence de l'anticonformisme.
- La rubrique **Vie du journal**<sup>495</sup> se limite généralement à appeler les lecteurs à soutenir financièrement les actions du *GB* ou à organiser les échanges d'informations entre les lecteurs et la rédaction. Mais parfois, elle est aussi le lieu où la rédaction explique ses prises de position ou ses réactions face à l'actualité.
- Les **Déclarations de presse** sont généralement signalées comme telles. Elles participent à la construction du contenu politique du journal car elles ont toujours un contenu politique, qu'elles émanent du BdV, des *Landsmannschaften* ou encore des partis politiques (CDU), de leurs sous-organisations (OMV) ou de leurs élus. Le choix du *GB* de ne reproduire que des déclarations de presse des deux partis conservateurs est révélateur de son orientation politique. En règle générale, les communiqués de presse sont rédigés par des organismes extérieurs aux journaux pour informer les journalistes. Il est très rare qu'ils soient publiés sous leur forme originelle<sup>496</sup>. C'est néanmoins le cas dans le *GB*.

---

<sup>489</sup> « Meinung und Hintergrund ».

<sup>490</sup> « Der Kommentar ».

<sup>491</sup> MARTIN-LAGARDETTE, *écriture*, p. 99.

<sup>492</sup> LÜGER Heinz-Helmut, « Akzeptanzwerbung in Pressekommentaren », p. 207-225, in : BREUER Ulrich, KORHONEN Jarmo (éd.), *Mediensprache, Medienkritik*, (= Finnische Beiträge zur Germanistik, 4), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2001.

<sup>493</sup> AGNES, *journalisme*, p. 316.

<sup>494</sup> NOWAG Werner, « Kommentar/Glosse », p. 148-153, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

<sup>495</sup> « In eigener Sache ».

<sup>496</sup> MARTIN-LAGARDETTE, *écriture*, p. 130.

- Sous le titre **Politique et actualités**<sup>497</sup> paraissent des articles de longueur variable consacrés à des sujets qui font l'actualité et qui pourraient aussi se trouver dans des journaux généralistes. La majorité des articles sont consacrés aux expulsés ou aux relations germano-polonaises. Mais on y lit également des articles sur l'économie, l'immigration, les relations internationales. Les articles de cette rubrique ne sont jamais rédigés par la rédaction du *GB*. Il s'agit toujours d'articles repris dans d'autres journaux, qu'il s'agisse de la presse généraliste, de la presse des expulsés ou encore de la presse catholique. Des articles moins longs paraissent dans la rubrique **En bref**<sup>498</sup>.
- **Bon à savoir**<sup>499</sup> propose des articles en rapport plus direct avec l'expulsion que dans la rubrique « Politique et actualités ». Là aussi, les articles sont des reprises d'articles parus dans d'autres journaux.
- La rubrique **Regard extérieur**<sup>500</sup> propose un extrait d'article paru dans un autre journal (presse des expulsés ou presse généraliste). Dans la grande majorité des cas, l'opinion présentée correspond à la ligne du *GB*. Parfois, elle s'en éloigne.
- La rubrique **Citation**<sup>501</sup> reproduit une brève citation, parfois un extrait de journal. L'auteur de la citation peut aussi bien être un homme politique (allemand ou non) en vue ou un universitaire, qu'un représentant des expulsés ou un intellectuel. Dans la grande majorité des cas, l'opinion présentée correspond à la ligne du *GB*. Parfois, elle s'en éloigne.
- **Des nouvelles de la Heimat**<sup>502</sup> permet au lecteur de savoir ce que devient sa *Heimat* et comment y vit la population actuelle. Elle est constituée en partie d'articles repris dans d'autres journaux ou de témoignages écrits directement par des Allemands vivant dans la *Heimat* ou des membres des Cercles d'amitié allemands.
- **Fidèle à sa terre. La page de nos paysans**<sup>503</sup> permettait dans les années 1950 de s'adresser directement aux paysans qui étaient nombreux parmi les *Grafschafter*. Elle a pu occasionnellement prendre les allures d'une tribune pour faire entendre les revendications politiques des paysans.

---

<sup>497</sup> « Politik und Zeitgeschehen ». Cette rubrique s'est appelée par le passé « L'important en bref » (« Wichtiges in Kürze »).

<sup>498</sup> « Kurz notiert ».

<sup>499</sup> « Das sollte man wissen ». Cette rubrique s'appelait par le passé « Tuyaux et indications » (« Winke und Hinweise »).

<sup>500</sup> « Wie andere es sehen ».

<sup>501</sup> « Zitat ».

<sup>502</sup> « Neues aus der Heimat ». Cette rubrique s'est aussi appelée « Quoi de neuf dans la *Heimat* ? » (« Aktuelles aus der Heimat »).

<sup>503</sup> « Der Scholle treu. Die Seite unserer Landwirte u. Siedler ».

### ***Les rubriques qui ne sont pas prises en compte***

- **Incroyable, non ?**<sup>504</sup> est une rubrique rédigée systématiquement et intégralement dans le dialecte du Comté de Glatz. C'est ce qui fait tout son charme et explique sa popularité auprès des lecteurs. Elle est sans lien avec l'actualité politique.
- **Les *Grafschafter* honorent les *Grafschafter***<sup>505</sup> permet au journal de distinguer ceux de ses lecteurs qui ont mis leur temps et leur énergie au service de la communauté pour la faire vivre et organiser des voyages dans la *Heimat*, des rencontres entre expulsés, rédiger une chronique de leur village natal, etc.
- **Où êtes-vous ?**<sup>506</sup> permettait dans les années 1950 aux lecteurs n'ayant pas retrouvé la trace de parents ou amis à la fin de la guerre, de lancer un appel à l'aide.
- **Sous la chaire de la *Heimat***<sup>507</sup> a longtemps été la deuxième rubrique paraissant dans le journal. Cette rubrique est écartée de l'analyse car ce n'est pas la rédaction du *GB* qui assume la responsabilité de cette rubrique mais le responsable apostolique du Comté de Glatz (= « Großdechant ») qui en fixe librement le contenu<sup>508</sup>. Cette rubrique prend le plus généralement la forme d'un sermon mais elle sert aussi de moyen de communication pour le responsable apostolique afin d'informer ses fidèles des manifestations organisées par l'Eglise. Le *GB* assume son orientation catholique : Lorsque des *Grafschafter* s'adressent à lui pour regretter que les protestants soient ignorés par le journal, Peter Großpietsch rappelle que le dernier recensement effectué dans le Comté de Glatz le 17 mai 1939 indiquait que 90,2% des habitants étaient catholiques contre 8,8% de protestants<sup>509</sup>.
- La rubrique **Les descendants**<sup>510</sup> donne la parole aux descendants des expulsés, enfants ou petits-enfants, et leur permet de raconter quel est leur lien avec la *Heimat* de leurs parents. Souvent, ils racontent comment avec leurs parents ils ont entrepris un voyage sur la terre de leurs ancêtres et ce qu'ils ont retenu de ce voyage. Cette rubrique est apparue récemment dans le *GB*. Brigitte Lambiel a souhaité que le journal écoute aussi les descendants des expulsés afin que ceux d'entre eux qui lisent le journal se sentent plus directement concernés. C'est pour le *GB* une manière d'élargir son lectorat, en particulier auprès de ceux qui reprennent l'abonnement de leurs parents à la mort de

---

<sup>504</sup> « Na gell – neewoahr? ».

<sup>505</sup> « Grafschafter ehren Grafschafter ». Cette rubrique s'est aussi appelée « Hommages » (« Ehrungen »).

<sup>506</sup> « Landsleute, wo seid ihr? ».

<sup>507</sup> « Unter der Heimatkanzel ».

<sup>508</sup> On observe durant certaines périodes une différence de ton notable entre cette rubrique et le reste du journal, ce qui a créé quelques tensions entre les deux parties. Or, cette rubrique est importante aussi pour l'équilibre financier du journal. Le responsable apostolique actuel, Franz Jung, estime que 1 000 lecteurs suspendraient leur abonnement s'il n'était plus associé à la rédaction du journal à travers cette rubrique. Interview de Franz Jung par l'auteur à Hanovre le 26 juin 2011.

<sup>509</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/9, p. 2.

<sup>510</sup> « Wir Nachgeborenen ».

ceux-ci. Cette rubrique rappelle **Le jeune Grafschafter**<sup>511</sup>, rubrique qui était destinée spécialement aux enfants dans les années 1950. Il s'agissait alors pour le journal de faire en sorte d'intéresser les enfants aux chansons et traditions de la *Heimat* qu'ils avaient quittée ou que leurs parents avaient quittée quelques années auparavant.

- **Lu pour vous**<sup>512</sup> propose des comptes rendus critiques d'ouvrages parus sur le thème de l'expulsion. L'étude de cette rubrique serait très intéressante, mais elle dépasserait le cadre de l'analyse présente.
- Le **courrier des lecteurs**<sup>513</sup> n'entre pas en ligne de compte dans cette analyse. Il est pourtant révélateur d'une partie des réactions suscitées par des articles du journal ou par l'actualité. Mais la rédaction choisit les lettres qu'elle publie et il est impossible de savoir dans quelle mesure les lettres publiées sont représentatives de l'ensemble du courrier reçu par la rédaction. Le courrier des lecteurs permet au journal de montrer qu'il entretient le lien avec ses lecteurs et qu'il les respecte en considérant leur contribution comme une richesse. Il est un signe d'ouverture et de force, surtout s'il donne la parole à des opinions contraires, montrant ainsi qu'il est sûr de lui<sup>514</sup>. Pour beaucoup de journaux, le courrier des lecteurs répond plus à une nécessité commerciale qu'à une réelle prise en compte de l'avis des lecteurs. Ne sont généralement publiées que les lettres les plus élogieuses ou celles qui confortent la ligne éditoriale<sup>515</sup>. La rédaction reçoit en moyenne une dizaine de lettres de lecteurs chaque mois. Il s'agit le plus souvent de compléter ou de corriger un article. Le courrier n'exerce pas d'influence sur la rédaction<sup>516</sup>.
- **Culture et histoire**<sup>517</sup> propose au lecteur des exposés sur des événements historiques dans le Comté de Glatz ou en Silésie, ou rappelle les traditions de la *Heimat*.
- Avec **Quoi ? Quand ? Où ?**<sup>518</sup>, les lecteurs du journal sont informés des manifestations organisées pour les *Grafschafter* avec tous les renseignements pratiques pour y assister.
- **Rencontre des gens de la Heimat**<sup>519</sup> est consacrée aux récits ou comptes rendus de rencontres organisées par des groupes locaux d'expulsés.

---

<sup>511</sup> « Der junge Grafschafter ». Cette rubrique s'est appelée aussi « Nous, les gars et les filles « du p'tit peuple » ». (« Wier Jenglan on Maidlan. „Von onsem klänn Volke“ »).

<sup>512</sup> « Für Sie gelesen ».

<sup>513</sup> « Lesermeinung ». Cette rubrique s'est appelée par le passé « Nos lecteurs nous écrivent » (« Unsere Leser schreiben »).

<sup>514</sup> AGNES, *journalisme*, p. 215-216.

<sup>515</sup> MARTIN-LAGARDETTE, *écriture*, p. 105.

<sup>516</sup> Interview de Peter Großpietsch par l'auteur à Lüdenscheid le 2 mai 2010.

<sup>517</sup> « Kultur und Geschichte ».

<sup>518</sup> « Was? Wann? Wo? ».

<sup>519</sup> « Landsleute trafen sich ». Cette rubrique s'est aussi appelée « Dans les associations » (« Aus den Verbänden »).

- **Voyages dans la *Heimat***<sup>520</sup> permet aux associations d'expulsés ayant organisé un voyage de raconter le parcours des participants et d'annoncer éventuellement la tenue du prochain voyage.
- **En bref**<sup>521</sup> rappelle aux *Grafschafter* tous les rendez-vous habituels des associations locales ainsi que les voyages prévus dans la *Heimat*.
- Les **nouvelles des familles**<sup>522</sup> sont la rubrique carnet du journal. Elles occupent aujourd'hui un tiers du journal. Rédacteurs et lecteurs s'accordent à dire que c'est la rubrique la plus appréciée. De l'aveu de Peter Großpietsch, elle est le secret du succès du journal. Les lecteurs y retrouvent non seulement l'annonce des naissances, des mariages et des décès survenus au sein de la communauté des *Grafschafter*, mais aussi les anniversaires. La mention de l'adresse des personnes concernées est une invitation au lecteur lisant le nom d'une personne connue à prendre contact avec elle. Ainsi, le journal est fidèle à l'une de ses vocations premières qui est de maintenir un lien entre les *Grafschafter*. Quels que soit l'éloignement et les difficultés à se déplacer, les *Grafschafter* peuvent garder le contact ou au moins être informés du destin de leurs anciens amis ou connaissances.

Dans son étude des organes de presse des *Landsmannschaften*, Gaida établit une liste de 12 catégories d'articles qui peuvent embrasser l'ensemble du contenu de ces journaux<sup>523</sup> :

- Politique et société
- *Heimat*
- Page sociale
- Jeunesse
- Culture
- Divertissement
- Courier des lecteurs
- Organisations
- Vie des familles et hommages
- Pages exceptionnelles
- Autres
- Publicité

On constate une grande proximité avec le contenu du *GB*, ce qui confirme le point de vue selon lequel le *GB* n'est pas qu'une simple lettre d'informations mais un véritable journal destiné aux expulsés.

---

<sup>520</sup> « Reisen in die Heimat ».

<sup>521</sup> « Kurz notiert ».

<sup>522</sup> « Familiennachrichten ». La rubrique s'appelait « Dans les communautés de la *Heimat* » (« Aus den Heimatgemeinschaften ») au début de l'histoire du *GB*.

<sup>523</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 198.

## Le rôle des illustrations

Les illustrations sont très nombreuses dans le *GB*. Elles jouent un rôle important pour le lecteur et ne peuvent être ignorées, même si seules quelques-unes d'entre elles ont du sens pour l'analyse du contenu politique du journal.

- Les **photos de paysage** sont nombreuses. C'est sur une vue des environs de Habelschwerdt que s'ouvre la une du premier numéro. Généralement, c'est d'ailleurs un paysage de la *Heimat* qui illustre l'éditorial. Les vues varient au rythme des saisons et montrent toute la beauté de la *Heimat* perdue. Ces illustrations n'ont d'autre but que de rappeler au lecteur sa région d'origine et de décorer le journal.
- Les **photos de groupe** sont innombrables. Il peut s'agir de photos anciennes (photos de soldats, photos de classe) et elles sont un rappel d'une époque révolue. Elles sont parfois accompagnées d'une légende précisant le lieu et la date de la prise de vue. Il peut s'agir aussi de photos actuelles. Dans ce cas, ce sont généralement des photos réalisées lors de rencontres d'associations locales ou de voyages dans la *Heimat*. Ces photos n'ont qu'un but : permettre aux lecteurs de se reconnaître ou de reconnaître des gens qu'il connaît.
- Les **photos anonymes** représentant un personnage inconnu ou un lieu indéfini (ferme, école, atelier) servent à représenter un endroit disparu. En montrant la *Heimat* telle qu'elle était au début du vingtième siècle, le *GB* illustre ce qu'elle est restée dans les souvenirs des expulsés. On ne découvre en revanche que rarement des photos de la *Heimat* prises après 1945 comme si le temps s'était arrêté à cette date.
- Les **cartes topographiques** ne manquent pas. Elles sont parfois très anciennes comme pour témoigner du passé allemand de la *Heimat*. Il s'agit parfois aussi de cartes très précises représentant un village avec le nom de la famille habitant chaque maison.
- Les **reportages** effectués lors des rassemblements nationaux sont illustrés par des photos montrant soit les hommes politiques importants qui ont prononcé un discours, soit la foule qui s'est pressée pour participer, soit encore les manifestations culturelles organisées pour l'occasion.
- Les **photos prises lors de l'expulsion** sont extrêmement importantes pour le journal et ses lecteurs car elles constituent des preuves de la réalité de l'événement. Les témoignages oraux sont légion car les victimes se comptent par millions. Mais tant l'époque que les circonstances font que peu de photos ont été prises durant l'expulsion. C'est pourquoi le *GB* reproduit régulièrement les photos montrant l'expulsion des Allemands de Glatz. Les lecteurs qui entendent parfois des commentaires désobligeants sur leur destin trouvent dans ces photos le rappel de ce qu'ils ont réellement enduré comme une preuve à opposer à ceux qui mettent en cause

l'événement<sup>524</sup>. Il en va de même des décrets officiels d'expulsion. Eux aussi sont souvent publiés dans le *GB* pour redire sans relâche que les Allemands ne sont pas partis volontairement de leur *Heimat* et que les Accords de Potsdam ne sont pas la seule explication car des décrets existent qui furent publiés dès le mois de juin 1945.

La place des illustrations a toujours été importante dans le *GB*, et elle a même fait l'objet d'un débat à l'intérieur du journal : tandis que certains lecteurs estimaient que leur trop grand nombre réduisait la part d'informations publiées, d'autres considéraient qu'elles rendaient compte des grands moments de la vie des *Grafschafter* et qu'elles étaient indispensables<sup>525</sup>. L'étude réalisée pour le *Ostpreußenblatt* en 1968 montre que ses lecteurs apprécient énormément les photos de la *Heimat* (80 à 90% selon les foyers) tandis les photos contemporaines ne plaisent qu'à une minorité (31 à 35%)<sup>526</sup>.

Cette description de la structure et du contenu du *GB* montre une étonnante conformité avec les caractéristiques générales des journaux silésiens cités par Bunzel en 1963. Elle soutient ainsi la représentativité du *GB* de la presse des expulsés et accrédite la pertinence du choix de ce journal pour analyser ce type de presse. Le *GB* est à la fois le représentant d'une petite région à l'identité forte, mais il s'inscrit aussi dans un mouvement général dont il épouse les caractéristiques.

## Les lecteurs

Contrairement à la presse généraliste, la presse des expulsés ne s'adresse pas l'ensemble de la population mais vise un public très particulier. Tous les expulsés ne sont pas susceptibles de s'intéresser à tous les journaux d'expulsés. Le morcellement de cette presse selon des critères géographiques explique que seul un nombre très limité de personnes soit susceptible de lire ce journal. Des années après sa création, le *GB* va mener une campagne de sensibilisation de ses lecteurs à la promotion nécessaire du journal. Les expulsés du Comté de Glatz ont été répartis sur tout le territoire allemand et certains se retrouvent isolés des autres et perdent le contact avec le reste de la communauté. Le *GB* prétend maintenir ce lien, mais il faut pour cela que chacun ait au moins connaissance de l'existence du journal. Le *GB* compte sur ses lecteurs pour que ceux-ci assurent sa promotion auprès des autres expulsés et trouvent de nouveaux lecteurs<sup>527</sup>. La solidarité entre *Grafschafter* apparaît aussi dans le fait qu'une famille envoie le journal à une autre famille après l'avoir lu. Cette pratique s'est installée durant les années 1950 alors que tout le monde n'avait pas les moyens de s'offrir un abonnement personnel au journal<sup>528</sup>. A la difficulté de l'éclatement géographique s'ajoute le fait que certains ont voulu commencer une vie nouvelle en rompant avec leurs attaches d'autrefois et qu'ils ne s'intéressent pas ou plus à la vie de la *Heimat* et de ses anciens habitants. La volonté de préparer le retour dans la *Heimat* dès que possible se manifeste dans le journal par l'attention qui est portée aux lecteurs les plus jeunes. Ne pas oublier les enfants des expulsés est un point

---

<sup>524</sup> KÖSTLIN, *Historiographie*.

<sup>525</sup> Article publié dans *GB* 58/1, p. 2.

<sup>526</sup> GAIDA, *Publizistik*, p. 149.

<sup>527</sup> Article publié dans *GB* 57/11, p. 2.

<sup>528</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 88/9, p. 3-4.

central dans le projet du journal. Au fil des ans, cette volonté va prendre une nouvelle forme : le journal ne va plus s'adresser directement aux enfants ou aux jeunes à travers des rubriques consacrées directement à ce lectorat, mais inciter ses lecteurs à rapprocher leurs enfants, puis petits-enfants du journal. L'opération « Abonnez vos enfants » lancée en 2007<sup>529</sup> va dans ce sens, tout comme les appels lancés aux enfants à reprendre l'abonnement de leurs parents après le décès de ces derniers, comme un geste de fidélité envers leurs parents mais aussi comme le signe d'une continuité entre les générations du lien avec la *Heimat*.

Dans les années 1950, la rédaction est soucieuse de la diffusion du journal et elle donne pour consigne à ses lecteurs de partager le journal afin que chacun puisse recevoir les informations dont il a besoin. L'attitude du régime est-allemand vis-à-vis des expulsés et de leurs publications rend la diffusion du journal impossible en RDA. Pourtant, des expulsés du Comté de Glatz sont arrivés dans la zone d'occupation soviétique après-guerre et ils vivent coupés de leurs compagnons d'infortune :

*« Il est émouvant de voir avec quel amour la lettre pastorale de Noël et le premier numéro du GB ont été accueillis en particulier par nos compatriotes de la zone russe. La nostalgie de sonorités de la Heimat et des récits en provenance de la Heimat et parlant de la Heimat est pour eux un véritable baume sur leur âme blessée. »*<sup>530</sup>

Le *GB* donne donc des consignes pour que les lecteurs envoient le journal en RDA après lecture afin de maintenir le lien avec les expulsés vivant en RDA<sup>531</sup>. Ces consignes évolueront par la suite avec une mise en garde contre le danger que représente cet envoi en raison de la méfiance des autorités est-allemandes qui contrôlent les envois en provenance de RFA et des conséquences que peuvent avoir les publications interdites sur les destinataires<sup>532</sup>. Après la chute de la dictature de RDA, le *GB* va enfin pouvoir s'adresser directement à de nouveaux lecteurs potentiels. Il se réjouit que des expulsés de Glatz coupés si longtemps du reste de la communauté puissent enfin découvrir le journal. Mais les difficultés économiques de la population de l'ancienne RDA sont grandes et le *GB* renoue avec une formule initiée à ses débuts en faisant appel à la solidarité de ses lecteurs pour que certains prennent en charge le prix de l'abonnement d'un *Grafschafter* de l'ancienne RDA<sup>533</sup>. Comme le veut la coutume dans le *GB*, les personnes qui parrainent ainsi un lecteur de l'est voient leur nom apparaître dans les pages du *GB*, manière de remercier publiquement la générosité et de montrer l'exemple aux autres lecteurs invités à faire de même. L'avènement de la démocratie en Pologne s'accompagne du même élan de générosité avec le parrainage d'abonnements d'Allemands vivant dans la *Heimat*. Même si le nombre de ses lecteurs potentiels est limité par nature, le *GB* se montre très attentif à n'en oublier aucun et à faire en sorte que toutes les personnes susceptibles de le lire aient au moins connaissance de son existence. Cette attention particulière se manifeste lors des rencontres nationales des Silésiens où le *GB* est présent avec

---

<sup>529</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 06/1, p. 6.

<sup>530</sup> Article publié dans *GB* 50/2, p. 5.

<sup>531</sup> Article publié dans *GB* 50/2, p. 5.

<sup>532</sup> Articles publiés dans *GB* 50/8, p. 10 et *GB* 50/12, p. 13.

<sup>533</sup> Articles publiés dans *GB* 50/2, p. 5 et *GB* 50/3, p. 7. Articles de Peter Großpietsch publiés dans *GB* 90/1, p. 3 et *GB* 90/4, p. 3.

un stand qui présente, outre les livres publiés par la maison d'édition du journal, le *GB* lui-même. Le journal essaie par tous les moyens de capter les lecteurs potentiels qui lui échappent. En postulant que l'abonnement au journal est pour les expulsés la meilleure des façons de témoigner de leur amour de la *Heimat* et de leur fidélité à ce territoire, le *GB* établit une distinction claire entre les expulsés : les abonnés au journal sont ceux qui sont dignes de l'héritage culturel de la *Heimat* tandis que les autres qui se montrent indifférents au journal sont des traîtres à la *Heimat*. Le mot traître n'apparaît pourtant jamais car ce serait une rupture définitive avec des gens que le journal espère conquérir. La tradition du partage du journal est considérée à partir des années 1990 comme une trahison car elle nuit à l'équilibre économique du journal. En indiquant que l'abonnement serait moins cher si chacun consentait à s'en acquitter, Peter Großpietsch pointe du doigt les mauvais lecteurs, ceux qui profitent de l'abonnement d'un parent ou ami pour s'informer sur la *Heimat*<sup>534</sup>. La survie économique est mise en balance pour sensibiliser les lecteurs qui ne sont pas abonnés et les placer face à leurs responsabilités<sup>535</sup>. Entre 1992 et 1997, la rédaction du *GB* entreprend de contacter toutes les personnes citées dans les « Nouvelles des familles » qui ne sont pas abonnées au journal. A la fin de l'opération, plus de mille personnes parmi les 17 568 *Grafschafter* contactés s'abonnent au journal, soit 5% de réponses positives<sup>536</sup>.

Les lecteurs sont très présents dans le journal. Ils apparaissent naturellement dans la rubrique traditionnelle destinée aux lecteurs dans les journaux, celle du courrier des lecteurs. Cette rubrique a toujours été très vivante dans le *GB* et certaines lettres ont parfois provoqué quelques polémiques qui ont enrichi les autres rubriques dans les mois qui ont suivi leur publication. L'autre rubrique où tous les lecteurs se retrouvent est celle des « Nouvelles des familles ». A travers la mention de la date de leur anniversaire, les lecteurs voient leur nom apparaître au moins une fois dans l'année dans leur journal. Et cette mention est loin d'être anodine, tant la rubrique est appréciée des lecteurs<sup>537</sup>. Elle contribue à renforcer le lien d'attachement des lecteurs à leur journal, ainsi qu'à renforcer la communauté en informant les lecteurs sur les événements de la vie des autres membres de la communauté. Cette rubrique n'est rendue possible que par le travail bénévole de lecteurs qui sont chargés de collecter et de mettre à jour les données personnelles de chacun des anciens habitants d'un village dont ils sont responsables. Ce travail de l'ombre est lui aussi salué régulièrement dans le début du journal, entre autres lorsque l'âge ou le décès d'un chargé de mission rend sa succession nécessaire. Cette rubrique permet au journal de disposer d'un fichier complet de tous les expulsés du Comté de Glatz avec leurs coordonnées actuelles. Elle renseigne aussi sur le soutien réel dont bénéficie le journal parmi son lectorat potentiel. D'après Peter Großpietsch, 10% des personnes dont le nom paraît dans les nouvelles des familles sont abonnées au journal<sup>538</sup>. Ce qui signifie que soixante ans après l'expulsion, 10% des expulsés sont encore fidèles à leur journal de la *Heimat*. Enfin, le journal compte beaucoup sur ses lecteurs pour

---

<sup>534</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/6, p. 2.

<sup>535</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 01/1, p. 3. Dans les six numéros suivants, un article signé par un lecteur sera consacré en page 3 à la promotion du journal auprès des lecteurs qui ne sont pas abonnés et profitent de l'abonnement d'autres personnes.

<sup>536</sup> Editorial de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 97/5, p. 1.

<sup>537</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/12, p. 1.

<sup>538</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/6, p. 2.

qu'ils enrichissent son contenu. Certains articles sont signés de lecteurs assidus qui livrent régulièrement des contributions. Mais il ne s'agit que d'un nombre très faible de lecteurs. C'est surtout dans les comptes rendus de voyages ou de rencontres que les lecteurs sont le plus souvent mis à contribution. A travers leurs articles et leurs photos, les lecteurs sont nombreux à se retrouver ou à voir le nom ou le visage de personnes connues. Le *GB* est un journal qui est fait par et pour ses lecteurs. Le lien entre le lecteur et son journal est renforcé par cette participation des lecteurs à l'élaboration du journal. Partant de ce constat d'un lien étroit, on peut postuler une plus grande adhésion des lecteurs aux idées politiques défendues par le journal par rapport à un journal traditionnel où les lecteurs ne font que recevoir l'information. Ici, les lecteurs reçoivent et produisent en partie l'information disponible dans le journal. Ils sont à la fois les récepteurs et les producteurs du contenu du journal. La particularité de la presse des expulsés repose aussi sur cet aspect particulier. Tous les journaux ne font pas appel aux lecteurs avec tant de constance, mais pour ceux qui agissent ainsi, la fidélité (qu'il s'agisse de l'abonnement ou du partage des idées) est renforcée.

La participation des lecteurs à la conception du journal conduit à une telle association que la rédaction du journal postule une identité d'opinion de tous ses lecteurs sur les sujets politiques les plus brûlants. Or, au moment de la signature des traités de l'Est, les antagonismes surgissent au grand-jour et certains lecteurs ne soutiennent plus le cours du *GB*. Alois Bartsch réagit alors brutalement :

*« Mais que l'on suspende son abonnement au GB à cause de cela [de la ligne éditoriale du GB, L.P.] témoigne d'une conscience peu démocratique. »*<sup>539</sup>

Le soutien inconditionnel aux idées du *GB* va de soi pour ses rédacteurs et dans l'esprit dichotomique du journal, les expulsés ne peuvent qu'être favorables à sa ligne sous peine de devenir ses ennemis. Pour Alois Bartsch, il est impossible pour les expulsés de défendre une autre ligne que celle du *GB*. Il ne montre aucune compréhension pour les opinions contraires et regrette que certains lecteurs prennent leurs distances avec le journal :

*« Il est regrettable que de temps à autres (il ne s'agit que d'un petit nombre), d'aucuns résilient leur abonnement au GB en raison de leurs opinions contraires et ce, au motif que « notre journal devrait être neutre ». Chers amis, c'est impossible ! Nous ne pouvons pas faire de journal de la Heimat où l'on entretient le souvenir que l'on érige en devoir tout en étant d'un autre côté si « neutres » que l'on tolère tout ce qui est contre notre amour de la Heimat. Nous devons être conséquents. Et nous le sommes car c'est notre devoir. »*<sup>540</sup>

Trente ans plus tard, le ton est sensiblement le même. Werner Bartsch, vice-président de la *Zentrastelle Grafschaft Glatz e.V.*, soit l'éditeur du *GB*, s'en prend à ceux qui critiquent le cours du *GB* à l'occasion du soixantième anniversaire du journal :

*« Il y a vraiment de nombreuses raisons de se voir obligé de faire des articles critiques et de temps à autre de mettre le doigt là où ça fait mal. Bien sûr, les critiques peuvent dire que notre cher Peter Großpietsch met parfois un peu trop longtemps le doigt là où ça fait mal.*

---

<sup>539</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 71/9, p. 3.

<sup>540</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/8, p. 2.

*C'est vrai, c'est parfois le cas. (...) Chers compatriotes, chers Graftschafter, il s'agit pour moi de faire en sorte qu'un petit groupe ou des individus isolés ne portent pas préjudice à l'existence du GB.»*<sup>541</sup>

Le nombre de lecteurs est naturellement une donnée importante pour évaluer l'importance du journal chez les expulsés du Comté de Glatz. En 2008, environ 8 000 personnes étaient abonnées au journal. Mais la diffusion du journal ne suffit pas à rendre compte de son audience réelle. Il faut tenir compte de son taux de circulation<sup>542</sup>. Peter Großpietsch estime qu'un numéro est lu dans trois familles. Cette affirmation repose sur le constat que les nouvelles publications de la maison d'édition du *GB* donnent lieu à trois vagues successives de commandes : la première lorsque le *GB* arrive chez les abonnés, puis une deuxième et une troisième lorsque des parents ou amis ont reçu le numéro après lecture dans la famille précédente<sup>543</sup>. Cette transmission du journal repose sur une tradition bien ancrée et que l'on constate avec d'autres journaux. Une étude réalisée en 1968 sur l'*Ostpreußenblatt* montre qu'environ deux tiers des lecteurs transmettent leur journal après l'avoir lu<sup>544</sup>.

Le lectorat du *GB* est spécifique dans la mesure où un cercle restreint de personnes est susceptible de le lire. Ces personnes forment un réseau uni par leur origine géographique et leur destin commun d'après-guerre. Les discussions à l'intérieur de ce cercle peuvent porter sur des sujets politiques dans la mesure où la dimension politique à l'origine de la constitution du groupe est maintenue d'actualité avec l'évolution des relations diplomatiques germano-polonaises. Ce sentiment d'appartenance contribue à l'émergence dans le journal d'une « communauté discursive », c'est-à-dire que c'est avec les mêmes mots que parlent tous les contributeurs du journal qui appartiennent à une même communauté<sup>545</sup>. De plus, les liens d'amitié qu'entretiennent de nombreux membres du groupe sont de nature à favoriser les discussions politiques puisque l'on discute plus facilement de politique avec les gens dont on se sent le plus proche à l'intérieur d'un réseau<sup>546</sup>.

Très peu de personnes différentes ont participé à l'élaboration du journal au cours de son histoire. Toutes sont nées dans le Comté de Glatz ou sont descendants d'expulsés. Ce lien quasi naturel est pour les lecteurs du *GB* une sorte de garantie de fidélité à la *Heimat*. De tous les rédacteurs en chef, Thomas Horschler est le seul à ne pas avoir vécu l'expulsion. On constate durant son activité que le journal change de ton et qu'il offre une plus large place aux sujets culturels et à l'évocation d'un passé lointain dans la *Heimat*.

---

<sup>541</sup> Article de Werner Bartsch paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 06/4, p. 2.

<sup>542</sup> AGNES, *journalisme*, p. 47-49.

<sup>543</sup> Interview de Peter Großpietsch à Lüdenscheid le 2 mai 2010 par l'auteur.

<sup>544</sup> Les résultats varient selon la profession et l'âge des lecteurs. Le journal est transmis à une personne (27% des cas), deux personnes (34%) ou trois personnes ou plus (39%). Cf. GAIDA, *Publizistik*, p. 145.

<sup>545</sup> MOIRAND Sophie, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, puf, Paris, 2007, p. 133.

<sup>546</sup> SCHENK Michael, « Meinungsbildung im Alltag – Zum Einfluß von Meinungsführern und sozialen Netzwerken », p. 143-158, in : JÄCKEL Michael, WINTERHOFF-SPURK Peter (éd.), *Politik und Medien. Analysen zur Entwicklung der politischen Kommunikation*, Vistas, Berlin, 1994.

La question de l'influence du *GB* sur ses lecteurs est très difficile à trancher. Elle doit d'abord prendre en compte la spécificité du lectorat de ce journal. Mais elle revient à interroger plus largement les médias sur leur capacité à forger l'opinion de leurs lecteurs. Depuis les années 1940 où l'on estimait que les journaux exerçaient une énorme influence sur leurs lecteurs aux années 1970 qui établissaient le constat inverse, la recherche sur les médias est arrivée à une position médiane entre ces deux extrêmes. C'est principalement la combinaison simultanée des deux types de communication qui peut rendre les récepteurs de l'information les plus perméables : communication interpersonnelle avec des échanges d'informations entre personnes proches et communication de masse par l'intermédiaire des médias<sup>547</sup>. S'ajoutent à cela des facteurs quantitatifs (nombre d'articles traitant d'un sujet) et qualitatifs (critères de confiance, crédibilité, sympathie et identification que le lectorat accorde au journal) ainsi que le contexte de lecture et la motivation et l'attention lors de la lecture<sup>548</sup>.

Quant aux hommes politiques qui sont les destinataires réels d'un certain nombre de prises de position et de revendications, sont-ils sensibles à ce qui est publié dans le *GB* ? Une étude menée par l'université de Mayence en 1997 sur l'influence exercée par les médias sur les hommes politiques a conclu que ceux-ci estiment que les journaux qui ont de l'influence sont ceux qu'ils lisent (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Spiegel* principalement)<sup>549</sup>. Le *GB* est inconnu de la plupart des hommes politiques d'envergure nationale. On peut donc en conclure qu'ils estiment son influence très mince. De tous les hommes politiques contactés, seul Helmut Sauer connaît bien le *GB* qu'il lit régulièrement depuis des années<sup>550</sup>.

Le journal est la source principale de l'étude. Elle est complétée par des interviews avec des expulsés anonymes croisés lors de rencontres locales ou nationales, ainsi que des représentants des expulsés, et les deux derniers rédacteurs en chef du *GB*. Malgré plusieurs tentatives de prises de contact, une rencontre avec Thomas Horschler n'a pas pu avoir lieu sans qu'il ne s'en explique. Les conditions houleuses de son départ de la rédaction n'y sont peut-être pas étrangères<sup>551</sup>.

---

<sup>547</sup> SCHORR Angela, « Das geheimnisvolle Publikum, die Transformationen der Medien und die künftige Publikums- und Wirkungsforschung », p. 3-31, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

<sup>548</sup> McQUAIL Denis, « Medienwirkungen als Thema der Kommunikationswissenschaftlichen Forschung: Versuch einer Evaluation unterbesonderer Berücksichtigung der Variable Zeit », p. 31-45, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

<sup>549</sup> KEPPLINGER Hans Mathias, « Die Dominanz der Medien und die Demontage der Politik », p. 247-261, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

<sup>550</sup> Aucune des personnalités suivantes ne connaît le *GB* alors qu'elles ont souvent été la cible des critiques du journal : lettre de Wolfgang Thierse, vice-président du *Bundestag*, du 28 novembre 2011 ; lettre de Richard von Weizsäcker, ancien président de la République, du 7 octobre 2011 ; mail de Rita Süßmuth, ancienne présidente du *Bundestag*, du 16 janvier 2012 ; mail de Helmut Schmidt, ancien chancelier, du 11 janvier 2012.

<sup>551</sup> Dans la documentation publiée à l'occasion du soixantième anniversaire du journal, deux pages sont consacrées à ceux qui ont fait le journal. Thomas Horschler est la seule personne dont la photo ne figure pas. Tandis que tous les rédacteurs sont présentés avec la mention de leur profession, il est seulement précisé pour lui : « Neveu d'Alois Bartsch », alors qu'il s'agit en réalité de son petit-fils. Cf. LAMBIEL Brigitte, GROSSPIETSCH Peter, *60 Jahre „Grafschafter Bote“. Dokumentation – Teil II – 2000 - 2010*, Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V., Lüdenscheid, 2010, p. 18-19.

## **1<sup>ère</sup> partie : Surmonter le passé**

### **1. L'interprétation de l'expulsion**

Les événements historiques les plus dramatiques laissent toujours les hommes perplexes. Comment des drames dont l'ampleur dépasse l'entendement peuvent-ils être possibles ? Comment des pays et des peuples dits civilisés peuvent-ils se rendre coupables de crimes qui vont jusqu'à nier la dimension humaine de leurs victimes ? Ce qui vaut pour l'extermination des juifs durant la Seconde Guerre mondiale vaut également pour l'expulsion des Allemands. La question de la responsabilité face à ces catastrophes humaines laisse non seulement les victimes mais aussi l'humanité entière incrédules. En plus de soixante ans, nombreux sont ceux qui ont démonté les mécanismes de l'horreur et ont expliqué comment les crimes pouvaient être commis à grande échelle. Mais la question de savoir qui doit être tenu pour responsable de ces crimes ne trouve pas de réponse aisément. En effet, s'il ne fait aucun doute que c'est la Seconde Guerre mondiale qui a créé les conditions dans lesquelles l'expulsion a pu devenir possible, la responsabilité du déclenchement de la guerre elle-même fait l'objet de débats. Le conflit a-t-il rendu possible ce qui était en germe depuis longtemps ou est-il la source exclusive des racines de la catastrophe ? Ces questions trouvent une réponse avec d'autant plus de difficultés qu'elles impliquent un certain nombre de conséquences comme l'exigence par les victimes d'obtenir par la suite réparation pour le préjudice subi. Cet aspect explique en partie pourquoi les expulsés figurent parmi ceux qui discutent le plus âprement de la question de la responsabilité dans le déclenchement de l'expulsion. Le débat est rendu aussi plus compliqué par l'implication de l'Allemagne dans les génocides, contre les juifs en particulier, qui rend sa position délicate à défendre. En quelques années, l'Allemagne passe du statut de nation coupable du plus grand crime de l'histoire à celle de victime d'un crime d'une ampleur sans précédent. Comment les bourreaux d'un jour peuvent-ils devenir en si peu de temps les proies de leurs victimes passées ? C'est aussi pour cela que l'interprétation du sens de l'expulsion est rendue aussi difficile et que les points de vue sur les causes de la Seconde Guerre mondiale ne cessent d'être discutés et que les expulsés se refusent à accepter l'interprétation la plus généralement admise. De ce fossé entre deux interprétations naît une opposition dans l'entretien de la mémoire de la catastrophe et dans la façon dont le pays commémore le souvenir de ses victimes. Les projets nés de différents acteurs peinent à trouver un terrain d'entente pour accorder leurs avis si opposés au départ, à même de rassembler la nation autour d'une interprétation commune de l'histoire qui rende justice à tous les acteurs impliqués sans blesser personne.

#### **I – La responsabilité de la Seconde Guerre mondiale et de l'expulsion**

La question de la responsabilité dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale occupe une place importante dans le *GB*. Pourtant, on constate que le journal ne s'intéresse réellement à cette question qu'à partir des années 1990. Auparavant, le sujet est quasiment absent du journal. C'est sans doute avec l'éloignement dans le temps et donc le recul nécessaire que la question finit par être abordée.

La première fois que les causes originelles de l'expulsion sont mentionnées, c'est d'ailleurs dans le sens qui s'imposera par la suite comme l'interprétation la plus communément admise,

celle d'une responsabilité de l'Allemagne ayant succombé au nationalisme le plus aveugle. C'est ce qui ressort d'une déclaration du Conseil catholique des expulsés et du Groupe de travail des organisations d'expulsés catholiques :

*« Ce sont principalement les expulsés qui ont eu à souffrir des conséquences du nationalisme. Ils connaissent la mentalité et les méthodes qui ont conduit à la catastrophe. Ils entendent protéger notre peuple d'avoir à succomber une seconde fois aux slogans fatals. »*<sup>552</sup>

Il ne fait ici aucun doute que le nationalisme dont les Allemands ont été les victimes est bien celui du nazisme. Les expulsés sont donc les victimes de l'aveuglement dans lequel ils ont été tenus par les nazis et les expulsés sont donc les victimes d'une politique dévoyée dont leur peuple s'est rendu coupable.

La dictature nazie et les attaques contre les autres pays européens sont la principale explication à l'expulsion des Allemands. Un adjoint au maire de Lüdenscheid l'affirme dans un discours lors d'une cérémonie consacrée au parrainage de Glatz par Lüdenscheid en 1982<sup>553</sup>. C'est le seul cas où cette affirmation est exposée sans être immédiatement remise en cause ou nuancée par d'autres facteurs. Le *GB* s'applique à trouver d'autres éléments d'explication à l'expulsion des Allemands à la fin de la guerre et le rappel du nazisme est généralement considéré comme une fausse explication, trop simple et trop facile, car elle permet de cacher des motifs dont personne, sauf les expulsés, ne veut entendre parler. Lorsque le chancelier Kohl défend le point de vue de la responsabilité première de l'Allemagne à cause du nazisme, l'argument est tout d'abord délégitimé par la mention de l'approbation de la presse communiste de Pologne puis par le développement d'autres thèses<sup>554</sup>.

Quand pour la première fois, les crimes commis par les Alliés durant le conflit sont évoqués, c'est sous la plume de Heinrich Windelen, l'ancien ministre des Expulsés. Il lui semble important de souligner que les Allemands n'ont pas seulement été les criminels durant le conflit, mais qu'ils ont été aussi des victimes. Il sait toutefois que le risque de se voir reprocher de relativiser les crimes des nazis n'est pas loin, mais cela ne doit pas empêcher les Allemands de dire qu'eux aussi ont souffert de la guerre :

*« On entend parfois l'argument selon lequel il serait interdit de confondre cause et conséquence, les crimes des Alliés étant la conséquence des crimes nazis. On ne peut pas nier de manière globale une telle relation, mais elle ne peut pas être servie comme excuse. »*<sup>555</sup>

Lors du rassemblement national des Silésiens à Essen en 1976, le jeune Alfred de Zayas prononce un discours où il insiste clairement sur la responsabilité des puissances alliées dans l'expulsion des Allemands. Le juriste qui n'aura de cesse de condamner l'injustice des Accords de Potsdam se prononce pour la première fois sur le sujet et son jugement est

---

<sup>552</sup> Déclaration du Conseil catholique des expulsés et du Groupe de travail des organisations d'expulsés catholiques publiée dans *GB* 69/9, p. 2.

<sup>553</sup> Discours de Walter Hostert publié dans *GB* 82/8, p. 1-3.

<sup>554</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 95/11, p. 6-7.

<sup>555</sup> Article de Heinrich Windelen publié dans *GB* 74/11, p. 1.

catégorique : Les Alliés occidentaux portent une lourde responsabilité dans l'expulsion des Allemands :

*« Ce [l'expulsion des Allemands, L.P.] fut bien sûr une décision injuste, inhumaine même dont nous autres Américains et Anglais portons la responsabilité. Je dis exprès « responsabilité » et pas « culpabilité » parce que je refuse catégoriquement la culpabilité collective, de même qu'il n'y a pas de culpabilité collective allemande ou polonaise. »<sup>556</sup>*

C'est donc un citoyen américain qui est à l'origine de la première mention dans la *GB* de la responsabilité des USA et du Royaume-Uni comme principaux responsables de l'expulsion des Allemands. C'est pour le journal un soutien considérable puisque ce reproche dans la bouche d'un Allemand conduit rapidement à le considérer comme un revanchiste ou à le classer à l'extrême droite de l'échiquier politique tandis que ce reproche ne peut être formulé à l'encontre de Zayas.

Les Alliés occidentaux ne sont pas seuls responsables. L'impérialisme soviétique est aussi pointé du doigt, manière de disculper les Allemands et le nazisme. Alois Bartsch présente le point de vue de l'historien Gotthold Rhode qui met l'accent sur la responsabilité soviétique :  
*« C'est pourquoi notre expulsion et celle d'autres peuples n'a pas suivi de façon obligatoire et nécessaire la politique précédente du « IIIe Reich » ou les mesures coercitives du national-socialisme contre les nombreux groupes non-allemands. Elle devait plutôt être au service du « remembrement » national et de la préservation de la position de force de l'URSS ou d'autres Etat expulseurs. »<sup>557</sup>*

L'idée que les expulsés sont en partie les victimes d'Hitler est une idée qui est encore défendue au début des années 1980 par exemple par Erhard Gertler :

*« L'expulsion, à ce que l'on dit, est une conséquence de la guerre provoquée par Hitler qui doit être supportée par le vaincu. On peut peut-être encore s'accorder sur ce dernier point, mais lorsque l'on va jusqu'à essayer de dire que les expulsés sont les seuls responsables de leur destin, alors il convient d'être prudents et de se défendre. »<sup>558</sup>*

Gertler ne souscrit pas totalement à la thèse de la culpabilité allemande, mais il ne la rejette pas non plus catégoriquement. C'est encore le fait d'isoler les expulsés au sein de la population allemande qui le choque. Il s'inscrit en faux contre l'idée selon laquelle ils auraient été si proches du nazisme qu'ils auraient reçu une juste peine. L'idée de sanction collective est même pleinement acceptée puisque c'est plutôt le fait que la peine ne soit pas suffisamment collective qui le dérange. Si tous les Allemands avaient été punis de la même façon, son rejet n'aurait peut-être pas été aussi fort. Mais comme seuls les expulsés paient le prix de la guerre, alors il y a une forme d'injustice qui ne passe pas.

Lorsque Großpietsch s'exprime sur ce sujet, ses déclarations sont sans ambiguïtés : l'Allemagne n'est pas responsable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, c'est la Pologne qui porte la responsabilité principale :

---

<sup>556</sup> Discours d'Alfred Maurice de Zayas publié dans *GB* 76/1, p. 1-2.

<sup>557</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/7, p. 1.

<sup>558</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 83/12, p. 2.

« Ne nous dit-on pas chaque jour que le renoncement aux territoires allemands de l'est est principalement justifié par le fait que nous ayons attaqué ? Que la Pologne n'a absolument rien à voir dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ? (...) Étonnamment, pour les médias, comme pour les hommes politiques, la part de responsabilité polonaise, prouvée historiquement, dans le déclenchement de la guerre n'est absolument pas évoquée. Pourquoi n'analyse-t-on pas vérité contre vérité ? (...) Cette vérité-là aussi doit être prise en compte à côté d'autres vérités. »<sup>559</sup>

En se positionnant de la sorte, Großpietsch se place clairement dans la tradition de l'extrême droite allemande qui nie la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et considère au contraire que l'attaque de la Pologne répond à la menace que ce pays représentait et aux provocations répétées contre l'Allemagne. Conscient que son discours risque de provoquer des réactions de rejet, Großpietsch s'empresse de clarifier son point de vue pour qu'on ne le taxe pas de révisionnisme :

« Je ne nie pas la culpabilité allemande d'un iota, Auschwitz me fait honte, et l'injustice du national-socialisme fait partie de notre histoire. »<sup>560</sup>

Contrairement à d'autres publicistes d'extrême droite, Großpietsch ne nie pas l'extermination des juifs, ni le caractère totalitaire du nazisme. Mais cette mise au point semble plutôt être faite pour renforcer le poids de ses explications suivantes. Il ne veut pas se disqualifier en passant pour extrémiste et discréditer la suite de son discours. Il explique ensuite longuement comment la Pologne s'est montrée agressive contre l'Allemagne et comment elle a violé des règlements internationaux au point de représenter une menace pour l'Allemagne. Mais toutes ces explications ne peuvent convaincre puisqu'elles sont détachées du contexte historique et oublient d'évoquer l'attitude de l'Allemagne nazie. Car si la Pologne n'a pas respecté le droit international, que faut-il alors penser de la politique d'expansion territoriale menée par Hitler ! Großpietsch ne montre qu'une face de la réalité historique pour appuyer sa démonstration et il ne peut qu'induire son lecteur en erreur. Les explications de Großpietsch ne peuvent relever que de l'idéologie de l'extrême droite puisque c'est dans ce milieu intellectuel qu'il trouve la source de son éditorial. Une courte bibliographie est mentionnée à la fin de l'article, avec trois livres indiqués en référence. Le premier<sup>561</sup> est paru chez l'éditeur Grabert Verlag que l'Office régional de protection de la constitution de Bade-Wurtemberg considère comme l'une des plus grandes maisons d'édition d'extrême droite en Allemagne<sup>562</sup>. Le deuxième<sup>563</sup> est également publié par une maison classée à l'extrême droite par l'Office régional de la protection de la constitution du Schleswig-Holstein<sup>564</sup> où est situé le siège de

---

<sup>559</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 90/3, p. 1.

<sup>560</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 90/3, p. 1.

<sup>561</sup> FISH Hamilton, *Der zerbrochene Mythos*, Grabert-Verlag, Tübingen, 1982.

<sup>562</sup> Cf. site de l'Office de protection de la constitution de Bade-Wurtemberg : [www.verfassungsschutz-bw.de/index.php?option=com\\_content&view=article&id=56&Itemid=94](http://www.verfassungsschutz-bw.de/index.php?option=com_content&view=article&id=56&Itemid=94) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>563</sup> RICHTHOFEN Bolko von, *Kriegsschuld 1939-1941: Der Schuldanteil der anderen*, Arndt-Verlag, Kiel, 1986.

<sup>564</sup> Cf. rapport annuel de l'Office de protection de la constitution du Schleswig-Holstein de 2008 à la page 56 : [www.schleswig-](http://www.schleswig-)

l'éditeur ainsi que par l'Office fédéral de protection de la constitution<sup>565</sup>. Ces ouvrages sont mentionnés pour inciter les lecteurs qui souhaiteraient en savoir plus sur le sujet à s'informer et à aller consulter ces livres. Comme dans le cas des articles repris dans d'autres journaux, la proximité idéologique n'est pas cachée, mais revendiquée dans le but de diffuser les idées partagées.

Lorsqu'Hitler est considéré comme le responsable de la nouvelle frontière germano-polonaise, ce n'est pas un expulsé qui s'exprime, c'est un article du journal polonais *Ziemia Kłodzka* qui est reproduit à la une du *GB*, où le magazine polonais essaie de montrer à ses lecteurs que les représentants officiels des expulsés allemands ne sont dans leurs discours pas si représentatifs de l'opinion réelle des expulsés :

« *La grande majorité des expulsés n'exige pas que l'on prenne aux Polonais leurs exploitations agricoles ; la majorité accepte les frontières d'après-guerre et accuse l'Allemagne hitlérienne d'être coupable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.* »<sup>566</sup>

Avec cet article qui distingue clairement les représentants des organisations du reste des expulsés, *Ziemia Kłodzka* défend une position qui ne correspond pas du tout à celle du *GB*. Mais le *GB* reproduit tout de même cet article pour montrer quelles sont les informations qui parviennent aux habitants actuels de la *Heimat* afin que les expulsés aient une idée de ce que peuvent penser les Polonais de la *Heimat*, quels sentiments ou craintes ils peuvent nourrir vis-à-vis des expulsés.

Pour justifier sa volonté de rendre les Polonais responsables de la Seconde Guerre mondiale, Großpietsch consacre un éditorial complet à la bataille de la Westerplatte pour montrer combien l'histoire officielle ne rend pas justice à la vérité historique en pointant du doigt les armées allemandes. Pour lui, il est clair que c'est la Pologne qui par ses attitudes belliqueuses et son mépris des règlements internationaux a déclenché le conflit. Pour appuyer ses dires, il cite le courrier d'un lecteur paru dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Le nom de l'auteur est cité, Hans Viktor Böttcher, sans préciser quelle légitimité il a pour s'exprimer à ce sujet. Or, il s'agit d'un membre du Conseil des Dantzigois<sup>567</sup>, une organisation qui considère que le statut de Dantzig n'est pas réglé et que son appartenance à la Pologne est incertaine au regard du droit international. Le gouvernement fédéral considère pour sa part qu'il est trompeur que cette organisation se considère comme une institution en exil cherchant à revenir sur une

---

[holstein.de/IM/DE/InnereSicherheit/Verfassungsschutz/Downloads/Verfassungsschutzbericht\\_2008\\_\\_blob=publicationFile.pdf](http://holstein.de/IM/DE/InnereSicherheit/Verfassungsschutz/Downloads/Verfassungsschutzbericht_2008__blob=publicationFile.pdf) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>565</sup> Cf. rapport annuel de l'Office fédéral de protection de la constitution de 2008, pages 140-142 :

[www.bmi.bund.de/cae/servlet/contentblob/463552/publicationFile/40609/vsb\\_2008.pdf](http://www.bmi.bund.de/cae/servlet/contentblob/463552/publicationFile/40609/vsb_2008.pdf) ; page consultée le 16 septembre 2012. Botho von Richthofen est l'auteur d'« ouvrages révisionnistes niant la responsabilité principale du régime hitlérien dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale », selon le rapport de l'Office fédéral de protection de la constitution de 2003, page 98 :

[www.bmi.bund.de/SharedDocs/Downloads/DE/Broschueren/nichtinListe/2004/Verfassungsschutzbericht\\_2003\\_Druck\\_de.pdf;jsessionid=CB7E344E6802C3BA942744567D8B0488?\\_\\_blob=publicationFile](http://www.bmi.bund.de/SharedDocs/Downloads/DE/Broschueren/nichtinListe/2004/Verfassungsschutzbericht_2003_Druck_de.pdf;jsessionid=CB7E344E6802C3BA942744567D8B0488?__blob=publicationFile) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>566</sup> Article (*Ziemia Kłodzka*) publié dans *GB* 91/7, p. 1-6.

<sup>567</sup> Cf. [www.rat-der-danziger.de](http://www.rat-der-danziger.de) ; page consultée le 16 septembre 2012.

situation entérinée clairement et définitivement dans des traités internationaux et que ce Conseil défend ainsi des « positions revanchistes et d'extrême droite »<sup>568</sup>. Großpietsch s'inscrit dans la tradition de l'extrême droite en accusant les grands médias de mentir sur le passé et de ne dire que « La moitié de la vérité »<sup>569</sup>.

Cet éditorial donne lieu à un « véritable torrent de lettres de lecteurs »<sup>570</sup>. L'une d'elle suscite un commentaire publié dans le *GB* dans la rubrique « Opinion ». Heinz Marx, dont quelques articles ont déjà été publiés dans le journal, prend la défense de Großpietsch et surtout du point de vue qu'il défend. Peu importe que les Polonais prennent ombrage de ce genre de textes car ils servent la vérité historique et doivent être portés à la connaissance de tous dans un souci de diffusion de la vérité :

*« Si M. Negwer [l'auteur du courrier de lecteur, L.P.] ne veut pas reconnaître que la Pologne (pas les Polonais) est au moins coresponsable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, alors il ne fait qu'apporter la preuve qu'il ignore la littérature désormais foisonnante, et surtout la littérature étrangère sur la question de la responsabilité de la guerre, ou bien que c'est seulement dans le sens des puissances victorieuses qu'il a été informé, ou plutôt désinformé sur l'histoire contemporaine. »*<sup>571</sup>

Tant le titre « Les vérités qui dérangent »<sup>572</sup> que le sous-titre « Insinuations ou préalables à la réconciliation ? »<sup>573</sup> montrent bien que ces éternelles mises au point sur le passé et rappels de la faute du voisin polonais ne peuvent que desservir la cause de la réconciliation. Le *GB* en est parfaitement conscient, mais des deux objectifs, c'est celui de la recherche de la vérité qui prime et qui motive le journal à revenir sans cesse sur les sujets qui opposent les deux peuples. Quand en plus l'approche est tronquée et dénuée de la neutralité nécessaire à une juste approche de la vérité, alors les tentatives de réconciliation ne peuvent qu'être vouées à l'échec.

Et c'est parce que les expulsés attendent que les Polonais demandent pardon pour les crimes commis durant l'expulsion que leur culpabilité est sans cesse répétée dans le journal. Herbert Gröger y consacre un éditorial entier :

*« A côté des remarques (dont la fausseté peut être prouvée) disant que ce n'est pas la Pologne mais les Accords de Potsdam qui sont responsables de l'expulsion, le peuple allemand et le clergé allemand sont déclarés **coupables collectivement** ; parce que nous ne nous serions pas défendus suffisamment contre le régime national-socialiste ! »*<sup>574</sup>

---

<sup>568</sup> Réponse du 27 avril 2000 du gouvernement fédéral à la question d'une députée du *Bundestag* disponible en ligne sur <http://dipbt.bundestag.de/dip21/btd/14/032/1403263.pdf> ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>569</sup> « Die halbe Wahrheit », titre de l'éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 94/11, p. 1-2.

<sup>570</sup> « eine wahre Flut von Leserbriefen », article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 09/12, p. 13. Peter Großpietsch estime que 90 à 100 lettres sont arrivées à la rédaction du *GB* à la suite de cet article de 1994. Mail de Peter Großpietsch à l'auteur en date du 27 janvier 2012.

<sup>571</sup> Article de Heinz Marx paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 95/2, p. 2.

<sup>572</sup> « Die unbequemen Wahrheiten ».

<sup>573</sup> « Stimmungsmache oder Verständigungsvoraussetzung?! ».

<sup>574</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 96/4, p. 1-2.

Afin de mieux montrer l'injustice de la frontière Oder-Neisse et de la perte des territoires de l'est, le *GB* établit une liste des arguments que le régime communiste polonais a pu avancer pour les justifier<sup>575</sup>. Les théories compensatoires (pour la perte des territoires de l'est polonais), d'ordre historique (caractère originellement polonais des terres), moral (sanction pour le nazisme), juridique (application des Accords de Potsdam) ou militaire (frontière courte plus facile à protéger) apparaissent toutes bien hasardeuses car leur multiplication produit sur le lecteur l'effet suivant : à trop vouloir le convaincre, on finit par lui montrer que les arguments sont en fait oiseux.

Cet effort pour multiplier les arguments est pratiqué aussi dans les rangs des expulsés. Dans un éditorial se livrant à la critique d'une exposition sur l'expulsion Sigismund Freiherr von Sedlitz tourne au ridicule l'attitude consistant à ne voir que les Allemands comme responsables de l'expulsion :

*« Ainsi donc, ni Staline, ni les Alliés occidentaux à Potsdam et surtout pas la Pologne ne sont à l'origine, non, ce sont nous les Allemands. C'est aussi « simple » que cela en histoire. »*<sup>576</sup>

Mais fonctionnant sur le même principe que la propagande polonaise, l'argumentaire de Sedlitz s'avère finalement peu convaincant tant il rejette l'accusation sur les autres et se refuse à imaginer que le peuple allemand puisse avoir la moindre responsabilité dans l'événement. L'expulsion n'est que la conséquence d'un mouvement de fond bien plus ancien qui trouve avec la Seconde Guerre mondiale les conditions idéales pour s'accomplir :

*« Le rêve remontant à 1848 d'une frontière occidentale du slavisme le long d'une ligne Stettin-Trieste, l'exigence formulée par les Polonais dès 1915 (!) puis reprise avec plus de force dans les années 1930 d'une frontière Oder-Neisse, tout cela passe à la trappe au profit de la consolidation du dogme de l'entière responsabilité allemande, au service de laquelle se trouve cette exposition. »*<sup>577</sup>

Dans un nouvel éditorial, Peter Großpietsch prend la défense du peuple allemand qu'il exonère de toute responsabilité dans le déclenchement de la guerre. S'appuyant sur un livre à charge contre le Traité de Versailles, il insiste tout au long de son éditorial sur l'injustice du traité qu'il qualifie de diktat<sup>578</sup>. Toujours dans la ligne du révisionnisme pratiqué par l'extrême droite allemande, il remet en cause la responsabilité allemande en soulignant l'injustice du Traité de Versailles comme si le nazisme n'en était qu'une conséquence aussi logique qu'inéluctable :

*« Parce que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'histoire allemande du XXe siècle n'est enseignée dans la plupart des écoles allemandes que de manière incomplète, ou (surtout en ce qui concerne les dernières années) se réduit exclusivement à l'extermination des juifs et aux discours d'Hitler. Mais ce n'est pas non plus surprenant quand on pense que pour*

---

<sup>575</sup> Discours de Josef Joachim Menzel publié dans *GB* 99/5, p. 1-8.

<sup>576</sup> Article de Sigismund Freiherr von Sedlitz publié dans *GB* 09/9, p. 1-11.

<sup>577</sup> Article de Sigismund Freiherr von Sedlitz publié dans *GB* 09/9, p. 1-11.

<sup>578</sup> *Das Versailler Diktat. Vorgeschichte – vollständiger Vertragstext; Gegenvorschläge der deutschen Regierung; mit einem Vorwort von Franz Uhle-Wetter*, Kiel, Arndt, 1999.

*l'opinion publique, gouvernement et parlement compris, on ne cesse de faire commencer l'histoire allemande en 1933 seulement. »*<sup>579</sup>

Une déclaration d'un général de la Bundeswehr dans le journal ultraconservateur *Junge Freiheit* lui permet de minimiser la responsabilité du peuple allemand dans le nazisme :

*« Pourquoi a-t-on permis qu'Hitler s'empare de ce sujet ? Ce n'est pas tant aux électeurs qu'aux partis que l'on peut faire un reproche, celui de n'avoir pas porté suffisamment haut ce souhait le plus ardent [la révision du traité, L.P.]. »*<sup>580</sup>

A partir de 2001, le sujet revient régulièrement dans les colonnes du *GB* qui y consacre un à deux articles par an. Généralement, il s'agit surtout de s'opposer à un point de vue ou des déclarations formulés peu de temps auparavant dans les médias par une personne défendant l'interprétation portant sur le nazisme. Cette récurrence traduit à la fois l'obsession d'un passé qui ne passe pas à cause des traumatismes trop difficiles à oublier, mais aussi la volonté des expulsés d'imposer leur lecture de l'histoire à toute la société au moment où l'Allemagne se tourne vers son passé resté longtemps tabou et cherche à comprendre ce qui s'est vraiment passé. Si les années 2000 sont marquées par un intérêt croissant pour le sujet, c'est aussi parce que le contexte politique s'y prête particulièrement bien. Le changement de gouvernement fédéral en 2005 avec la fin de la coalition de la gauche et des écologistes et l'arrivée d'une Grande coalition permet un changement de regard du gouvernement sur le destin des expulsés. La CDU revendique depuis longtemps sa proximité idéologique avec les expulsés et ceux-ci attendent un virage radical après les années d'un gouvernement de gauche. Et cela, au moment où le BdV entame les travaux pour mener à bien son projet d'un centre de commémoration de l'expulsion des Allemands. Il ne faut pas oublier non plus que cette obsession du déclenchement de la guerre correspond aussi pleinement à l'une des ambitions du journal qui est de préserver un héritage et de faire en sorte de rester fidèles au passé glorieux de la *Heimat*. Or, la transmission des valeurs éternelles attachées à la *Heimat* n'est pas compatible avec une implication des habitants de la *Heimat* dans le nazisme, ayant ainsi contribué à précipiter le funeste destin. Enfin, si le *GB* fait de l'interprétation du sens de la catastrophe un enjeu si important, cela correspond aussi à sa volonté de tenir ses lecteurs en alerte et prêts à chaque instant à s'engager pour la *Heimat* et à témoigner de leur attachement à ses valeurs. Comme le combat est devenu au fil des ans une valeur essentielle, il importe de ne pas oublier de multiplier les occasions de s'engager. Plus de soixante ans après l'expulsion, les occasions de montrer sa fidélité à la *Heimat* deviennent de plus en plus rares et pour de nombreux expulsés, il s'agira du dernier combat, c'est pour cette raison qu'il convient de ne pas le perdre, d'autant plus que c'est aussi celui qui décidera quelle trace les expulsés laisseront dans l'histoire.

Ce qui est particulièrement insupportable pour les expulsés dans l'interprétation de l'expulsion faisant des Allemands les premiers responsables du drame, c'est le fait que si tous

---

<sup>579</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 01/7-8, p. 1-6.

<sup>580</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 01/7-8, p. 1-6.

les Allemands sont collectivement responsables du nazisme, seuls ceux qui vivaient à l'est ont été frappés par la sanction collective :

« *Et pourtant les expulsés ne sont pas plus responsables de la Seconde Guerre mondiale ou de la destruction de Varsovie que les Allemands qui n'ont pas été expulsés.* »<sup>581</sup>

C'est pour cette raison qu'ils considèrent que les notions de responsabilité collective ou de sanction collective sont irrecevables.

Dans sa présentation de la bataille pour imposer une interprétation de l'expulsion, le GB insiste sur les efforts des dirigeants politiques pour que le discours médiatique qui s'impose soit bien celui d'une certaine ligne officielle. Un article de *Junge Freiheit* repris à la une du GB souligne cet aspect en essayant de disqualifier totalement un documentaire consacré à l'expulsion diffusé sur ARD :

« *Car dès qu'il s'agit de questions centrales sur la raison d'Etat (et la conscience historique en fait partie) la liberté artistique et scientifique en RFA n'est aujourd'hui pas beaucoup plus grande qu'en RDA, en tous cas pas dans la mesure où les artistes et les scientifiques sont dépendants des sommes et commandes publiques pour continuer à occuper le devant de la scène.* »<sup>582</sup>

Au-delà des causes de la Seconde Guerre mondiale et de l'expulsion qui a suivi, c'est aussi le déroulement du processus lui-même que les expulsés mettent en cause. Car il ne suffit pas de pointer du doigt la responsabilité de ceux qui ont pris la décision d'expulser les Allemands, il ne faut pas oublier les milliers de personnes qui ont participé activement à ce phénomène. Les expulsés refusent d'exonérer de toute responsabilité ceux qui n'ont fait qu'exécuter des ordres venus d'en haut. Le clergé occupe une place de premier ordre parmi les coresponsables puisque l'expulsion de la population allemande s'est accompagnée de celle des ecclésiastiques allemands, remplacés immédiatement par des ecclésiastiques polonais qui n'ont pas fait preuve de charité chrétienne ou de commisération devant l'injustice faite à leurs frères allemands. Lors d'une visite du pape en Pologne en 1999, il ne prononce aucun mot en souvenir de la catastrophe humanitaire qu'a représenté l'expulsion :

« *Jean-Paul II n'a pas dit un mot sur l'histoire des souffrances des Allemands expulsés de la Heimat qui est la leur, et il a passé sous silence la coresponsabilité de nombreux ecclésiastiques polonais.* »<sup>583</sup>

Un documentaire diffusé sur ARD en 2007 suscite une fois de plus la colère des expulsés car le sens même de l'interprétation tend vers une responsabilité allemande. Dans une lettre qu'il envoie au service de relations avec les téléspectateurs, Georg Friebe s'insurge contre ce film qu'il estime trompeur et malintentionné à l'égard des expulsés :

« *Nous autres expulsés n'avons pas été les dernières victimes d'Hitler mais les premières victimes de Staline en Allemagne. La guerre déclenchée par Hitler et finalement perdue par l'Allemagne n'a pas été la cause mais la condition pour l'expulsion. (...) Conclusion : Votre production sur ce sujet actuellement courant ne constitue pas un documentaire sérieux*

---

<sup>581</sup> Article de Josef Joachim Menzel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 04/10, p. 2.

<sup>582</sup> Article de Doris Neujahr (*Junge Freiheit*) publié dans GB 07/4, p. 1-2.

<sup>583</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 99/7, p. 3.

*correspondant aux faits historiques, mais une réalisation filmique sur la politique de l'histoire germano-polonaise telle qu'elle s'est développée au cours des dernières années pour devenir une sorte de doctrine d'Etat en Allemagne. »*<sup>584</sup>

Un long éditorial de 2009 donne très précisément le ton des attentes des expulsés par rapport à la question de la responsabilité de l'expulsion. L'article rejette toute polémique et évite les formules provocatrices qui décrédibilisent le propos pour montrer précisément et de la façon la plus objective qui soit quelles sont les causes de l'expulsion selon le *GB*. Comme toujours ou presque, l'article commence par rappeler que ce qui va être dit sort du cadre habituel des explications sur ce sujet et que le politiquement correct va être battu en brèche :

*« (...) je me rends bien compte que j'offense le politiquement correct et que je fais précisément ce que l'on reproche (de manière très injustifiée) à Mme Steinbach. »*<sup>585</sup>

De manière tout aussi habituelle, presque comme un rituel avant de présenter une interprétation sortant du politiquement correct historique, l'auteur prévient toutes les accusations de relativisation du nazisme ou de révisionnisme :

*« Pour éviter tout malentendu, je déclare ici expressément que je ne nie ni l'holocauste, ni Auschwitz ni l'attaque de la Pologne en tant que tels, et que l'idée de relativiser les crimes allemands commis durant la Seconde Guerre mondiale m'est étrangère. »*<sup>586</sup>

C'est seulement après avoir franchi ces passages obligés que l'auteur peut enfin en venir à son but et qu'il va développer son point de vue, privilégiant « la mention de faits historiques et vérifiables à partir de sources »<sup>587</sup>. Il développe alors une longue série d'arguments (neuf au total) allant du Congrès slave de Prague en 1848 à la Conférence de Yalta, tous étant de nature à inclure dans la responsabilité de l'expulsion des puissances étrangères : Pologne en premier lieu, puis URSS, mais aussi France ou Grande-Bretagne. Il insiste toutefois sur le fait que tous ces éléments sont à prendre en considération en plus de la responsabilité allemande dans la guerre et non pas à sa place. Zedlitz se montre extrêmement prudent dans la formulation de son texte car il sait que le sujet est sensible et que ceux qui sortent du champ classique de l'interprétation de l'expulsion se retrouvent rapidement étiquetés comme révisionnistes ou représentants de l'extrême droite. Zedlitz défend lui l'idée qu'il ne faut pas voir une seule face de la réalité et que pour arriver à une présentation équilibrée de la réalité dans un lieu dédié au souvenir de l'expulsion, il faudrait que tous les éléments historiques soient portés à la connaissance du public. Il rejoint en cela effectivement Erika Steinbach qui malgré son goût de la provocation plaide en faveur non pas d'une réécriture de l'histoire mais plutôt d'une prise en compte de toutes les facettes d'une réalité forcément plus complexe que ce qu'une vision manichéenne des choses peut suggérer.

---

<sup>584</sup> Lettre de Georg Friebe à l'intendant de l'ARD publiée dans *GB* 07/4, p. 8.

<sup>585</sup> Article de Sigismund Freiherr von Zedlitz publié dans *GB* 09/4, p. 1-8.

<sup>586</sup> Article de Sigismund Freiherr von Zedlitz publié dans *GB* 09/4, p. 1-8.

<sup>587</sup> « das Erwähnen historischer, quellenmäßig überprüfbarer Tatsachen », article de Sigismund Freiherr von Zedlitz publié dans *GB* 09/4, p. 1-8.

L'opposition frontale entre une interprétation polonaise et une interprétation allemande lorsque celles-ci restent enfermées dans le nationalisme le plus primaire se trouve dans un article du *PAZ* consacré au projet polonais de créer à Gdańsk un musée consacré à la Seconde Guerre mondiale. Pour l'auteur de l'article, il va de soi que le nationalisme polonais va empêcher une vision claire de la réalité historique :

*« A côté de beaucoup de choses justes et exactes, on trouve en effet l'univocité et les oublis de Pologne qui ne nous sont que trop connus depuis 64 ans et qui inévitablement conduisent à une image inexacte sur les causes, le déroulement et les conséquences de la Seconde Guerre mondiale (qui devraient toutes être traitées dans le musée de Dantzig). »<sup>588</sup>*

Pour l'auteur, il est inévitable que les Polonais méconnaissent les véritables causes de la guerre puisque ce serait une réalité trop difficile à accepter pour eux. Pourtant, l'auteur interprète lui aussi l'histoire d'une manière qui ne laisse guère de place à la nuance et à une vision contrastée de la réalité :

*« L'expulsion des Allemands de Dantzig, des territoires Oder-Neisse et des Sudètes servait plutôt purement et simplement le but d'agrandir l'espace territorial polonais et tchèque. »<sup>589</sup>*

Le sentiment des expulsés par rapport à cette question sans cesse remise à l'ordre du jour de la responsabilité du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale est bien exprimé dans un article paru en 2010. Alors que la controverse sur Erika Steinbach et le monument dédié à l'expulsion bat son plein, cet article veut, 70 ans après le début des hostilités, revenir une nouvelle fois sur les causes de la guerre :

*« C'est indubitablement l'Allemagne qui a ouvert le feu pour déclencher la guerre. Mais il est tout aussi certain que le déclencheur de la guerre ne peut pas en être aussi le seul responsable. (...) Il ne s'agit pas ici de régler des comptes sur la responsabilité de la guerre, mais il est légitime de rappeler que la réconciliation entre Allemagne et Pologne que l'on réclame sans cesse connaît aussi ses limites ! Elle ne peut pas avoir pour but que nous autres Allemands prenions sans rechigner toute la responsabilité sur nous et que nous en payions le prix en permanence ! »<sup>590</sup>*

Le poids de la guerre est si lourd à porter que l'auteur ne peut supporter l'idée que les Allemands s'en acquittent seuls. Pour lui, il est évident qu'entre Pologne et Allemagne, les torts sont partagés. Et comme les Allemands ont payé au prix fort leur défaite militaire avec l'expulsion à la fin de la guerre, il est important pour lui que la Pologne reconnaisse sa culpabilité, car les Allemands ont une responsabilité dans les massacres et ils la reconnaissent. Il faut donc que les Polonais en fassent autant.

Parmi tous les Etats qui ont expulsé des Allemands à la fin de la guerre, la Hongrie a adopté une attitude qui se distingue. Elle a non seulement reconnu que l'expulsion avait été injuste mais elle aussi demandé pardon aux victimes pour tous les crimes qui ont été commis durant cette période. Le *GB* ne manque pas de rappeler que la Pologne n'a jamais demandé pardon et

---

<sup>588</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 09/6, p. 10-11.

<sup>589</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 09/6, p. 10-11.

<sup>590</sup> Article publié dans *GB* 10/1, p. 12.

que son refus de regarder la vérité historique en face est scandaleux et n'honore pas les dirigeants qui ont succédé à la dictature communiste.

Pourtant, le *GB* ne peut ignorer que le ministre des Affaires étrangères polonais Władysław Bartoszewski a prononcé un discours devant le *Bundestag* en 1995 et qu'il a reconnu que les Polonais portaient une responsabilité pour les crimes commis durant l'expulsion :

*« En tant que peuple qui a connu beaucoup de guerres, nous avons appris ce qu'étaient les déplacements forcés de populations et tous les actes de violence et les crimes qui les accompagnent. Nous nous souvenons que dans la population allemande, une foule de gens ont connu le même sort et que parmi les auteurs de ces actes se trouvaient aussi des Polonais. Je tiens à le dire clairement ici, nous regrettons les destins individuels et les souffrances endurées par des Allemands innocents qui ont subi les conséquences de la guerre et ont perdu leur patrie. »*<sup>591</sup>

Le cas de la Hongrie est quant à lui cité en exemple dans le journal. Helmut Sauer est le premier à mettre en parallèle l'attitude de la Hongrie et celle de la Pologne dans le contexte de l'adhésion à l'UE et à ses valeurs :

*« En amont de leur adhésion à l'UE déjà, l'Estonie mais aussi la Hongrie ont prouvé leur maturité européenne, en particulier en ce qui concerne les Allemands expulsés de leur pays. Des pays comme la Pologne et surtout la Tchéquie se sont montrés en revanche inaptes à l'Europe sur ce point. »*<sup>592</sup>

Mais il s'agit ici moins de féliciter la Hongrie pour son courage face au passé que de tancer les autres pays qui n'adoptent pas la même attitude. Erika Steinbach en revanche s'exprime très clairement en faveur de la Hongrie et de sa façon de regarder le passé en face :

*« L'inauguration d'un lieu central de commémoration pour les Allemands expulsés de Budaörs est saluée par le *BdV* tout comme l'exposition présentée simultanément à Budapest qui doit instruire l'opinion publique. On rend ainsi justice aux sentiments blessés des Allemands de Hongrie. (...) Il faut aussi expressément remercier le parlement hongrois pour son intention d'instaurer prochainement une journée du souvenir pour l'expulsion des Allemands. »*<sup>593</sup>

Le 18 juin 2006, une cérémonie commémore le souvenir de l'expulsion des Souabes de Hongrie et le président de la République demande officiellement pardon au nom de son pays pour l'injustice commise contre ces Allemands. Un long article du *GB* rend compte des efforts entrepris au plus haut niveau de l'Etat hongrois pour regarder en face la réalité historique et les crimes commis au nom de la Hongrie contre les Allemands. La classe politique hongroise est présentée sous un jour très favorable, car capable de courage et peu soucieuse de flatter l'orgueil national de la population :

---

<sup>591</sup> Discours de Władysław Bartoszewski prononcé le 28 avril 1995 devant le *Bundestag*. BARTOSZEWSKI, Władysław, « Discours » reproduit in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°2/1995.

<sup>592</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 03/5, p. 3.

<sup>593</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans *GB* 06/9, p. 12.

« Avec cette attitude pleine de responsabilité nationale et d'estime de soi, la Hongrie a donné l'exemple du seul véritable chemin qui mène à la réconciliation. »<sup>594</sup>

## II – L'écriture de la mémoire

### ***Le Centre contre les expulsions du BdV***

C'est en 1999 que le BdV lance l'idée de construire un lieu qui aurait vocation à entretenir le souvenir de la souffrance des expulsés allemands et qui serait dans le même temps une mise en garde à l'humanité contre la répétition de telles atrocités. Depuis longtemps, les expulsés ont l'habitude d'essuyer les critiques et les reproches d'être éternellement tournés vers le passé, de vouloir toujours rouvrir des plaies à peine refermées au lieu d'explorer les voies de la réconciliation. Or, pour les expulsés, la réconciliation passe précisément par la mise en lumière de tous les événements du passé et la confrontation de chacun à ce que son peuple a subi ou commis comme atrocités. Sans doute est-il nécessaire de ne pas se voiler la face et de regarder sans fard la réalité, mais le rappel incessant de crimes du passé n'est pas la meilleure façon de se rapprocher des ennemis d'hier. C'est entre autres pour cette raison que le BdV ne présente pas son projet comme un simple lieu de commémoration, mais qu'il lui assigne aussi une fonction préventive en imaginant que la meilleure connaissance des faits et des processus qui l'ont mis en œuvre interdiront leur répétition. Il entend ainsi rendre son projet plus acceptable aux yeux de l'opinion. Le BdV décide d'élargir la perspective de son travail et de lui donner une dimension européenne,

« en estimant sans doute de façon juste qu'un lieu qui serait exclusivement dédié à l'expulsion susciterait dans les Etats expulseurs mais aussi dans certains cercles politiques allemands une résistance insurmontable ». <sup>595</sup>

Par nature, le projet de centre cristallise les peurs et les polémiques liées à l'histoire de l'expulsion. Le souvenir de cette catastrophe humanitaire étant âprement débattu, le projet du BdV fait ressortir toutes les polémiques et dans le camp même des expulsés, les débats sont vifs. Le *GB* prend fait et cause pour le BdV et s'engage fortement pour le succès de son projet. Malgré les critiques et les attaques venues de la sphère politique ou d'intellectuels, le BdV dessine son projet avec plus de précision, même s'il doit s'adapter au contexte politique afin de réussir à aller jusqu'au bout de ses ambitions. Afin de se prémunir contre le reproche de servir une ligne politique particulière, le BdV place à la direction de la fondation chargée de mettre en œuvre le projet deux personnalités reconnues dans leur parti : Erika Steinbach, présidente du BdV et députée CDU au *Bundestag*, et Peter Glotz, ancien ministre et dirigeant national du SPD. Le *GB* se fait l'écho de débats qui animent le milieu des expulsés et il permet à des avis divers de s'exprimer sur le projet de centre, même si la tonalité générale est très favorable au projet. A partir de 2003, le projet du BdV et son évolution sont racontés dans presque chaque numéro, et c'est une sorte de chronique de la genèse de ce projet que dessine le *GB*.

---

<sup>594</sup> Article publié dans *GB* 06/11, p. 11.

<sup>595</sup> Article publié dans *GB* 04/2, p. 9.

C'est en 2003 que le *GB* évoque pour la première fois le projet du BdV. A ce moment-là, il ne s'agit plus d'une simple ébauche, mais d'un projet qui commence à prendre des contours très concrets. C'est aussi le moment où ce sujet est rattrapé par la polémique et où il prend un tour politique, voire politicien. On voit dans un texte de l'évêque des expulsés que la dimension européenne n'a pas pour seul but de rendre le projet plus acceptable, il doit aussi permettre aux expulsés allemands de mettre en perspective leur destin et celui d'autres peuples qui sont mieux considérés par la communauté internationale. Il compare le génocide des Arméniens par les Turcs en 1915 qui fait l'objet d'une large reconnaissance internationale en dépit des vives protestations d'Ankara et l'expulsion des Allemands qui ne suscite pas d'émotion particulière et que les membres de l'UE refusent de faire reconnaître par la contrainte aux pays responsables :

*« Il convient en Europe de traiter ces événements de 1945 avec la même honnêteté que les crimes commis contre les arméniens en 1915. »*<sup>596</sup>

L'enjeu politique apparaît assez rapidement lorsque dans un communiqué de l'OMV, Helmut Sauer souligne le positionnement de la CDU face au projet :

*« Ce gouvernement refuse son soutien moral et financier à ce Centre contre les expulsions à Berlin avec lequel on doit faire un signal qui rappelle l'injustice de l'expulsion et l'élimine pour toujours. Le Centre contre les expulsions est un mémorial pour les droits de l'homme. Il faut saluer le fait que CDU et CSU répondent à leur responsabilité et soutiennent pleinement ce projet. »*<sup>597</sup>

L'opposition entre la gauche et la droite est claire et la question des expulsés est d'une certaine manière instrumentalisée à des fins politiciennes. L'engagement de la CDU/CSU en faveur du Centre figure dans les promesses électorales du candidat Stoiber en 2002<sup>598</sup>. Bien que dans l'opposition (et peut-être même du fait de sa position en-dehors du gouvernement), la droite soutient le projet du BdV et elle fait pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il aide le BdV à réaliser son projet.

A partir de 2003, le *GB* consacre une large place au projet du BdV en créant dans sa rubrique « Politique et actualités » une sous-rubrique « Echos au « centre contre les expulsions » »<sup>599</sup>. En effet, à mesure que le projet devient plus concret, des voix s'élèvent pour s'y opposer, tandis que d'autres renouvellent leur soutien. Et l'affaire devient d'autant plus compliquée que les prises de parti transcendent le champ politique traditionnel et qu'opposants et partisans se recrutent à l'intérieur de chaque parti. Le *GB* reproduit dans cette rubrique un éditorial paru dans le *FAZ*<sup>600</sup>. Cette pratique relève des accords entre les deux journaux et témoigne de leur concordance de vues sur certaines positions politiques. L'auteur, Berthold Kohler, défend le projet du BdV en arguant de l'évolution du BdV dans sa manière d'appréhender le passé tandis que les opposants restent fixés sur des raisonnements qui n'ont

---

<sup>596</sup> Article de Gerhard Pieschl publié dans *GB* 02/3, p. 1-7.

<sup>597</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 03/1, p. 9.

<sup>598</sup> Publicité électorale en faveur d'Edmund Stoiber publiée dans *GB* 02/9, p. 11.

<sup>599</sup> « Stimmen zum „Zentrum gegen Vertreibungen“ ».

<sup>600</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publiée dans *GB* 03/9, p. 8.

plus lieu d'être. Il semblerait selon lui que la gauche veuille garder le contrôle de l'interprétation du passé et continuer de voir les expulsés comme un groupe social qu'il faut combattre pour sa proximité idéologique avec l'extrême droite. Il est difficile de comprendre ce dernier argument alors que le débat transcende précisément les lignes partisanes habituelles. En revanche, la défense de Berlin comme lieu d'installation du Centre est bien plus pertinente puisqu'elle souligne la fonction symbolique de Berlin pour la conscience nationale allemande et rappelle que le Centre n'entrerait pas en concurrence avec la commémoration de l'holocauste. Quant à la tentative de déposséder le BdV de son projet pour le mener à bien tel que les opposants le souhaiteraient :

*« La tentative aussi d'installer un centre consacré à l'expulsion sans et contre les expulsés rappelle la méthode socialiste consistant à ordonner la réconciliation avec les pays frères, d'installer un institut en leur honneur et d'isoler socialement les perturbateurs de cette harmonie. Cette époque devrait pourtant être révolue, au moins en Allemagne. »<sup>601</sup>*

La dénonciation passe donc par une mention des pays totalitaires socialistes, comme si la critique de la gauche ne pouvait faire l'économie de rappeler les méthodes policières en vigueur dans le bloc communiste.

Une déclaration de Peter Glotz vient conforter le sentiment que donne le *GB* que toutes les polémiques autour du Centre sont vaines et sans réels fondements :

*« J'ai été expulsé il y a près de 60 ans. J'ai vécu la plus grande partie de ma vie. Ceux qui redoutent que nous autres voulions revenir dans une Heimat qui n'est plus notre Heimat depuis longtemps se trompent lourdement. Nous voulons simplement un débat sincère. Nous ne voulons plus de baratin politiquement correct. »<sup>602</sup>*

Cette déclaration émane du co-directeur de la Fondation pour le Centre et Peter Goltz est une personnalité politique suffisamment respectée pour que sa parole ne soit pas mise en cause mais il ne faut pas pour autant oublier que certains groupes d'expulsés partagent des idées bien plus revanchistes que les siennes et le *GB* n'est pas en retrait dans les initiatives visant à obtenir dédommagement et compensations pour les pertes subies durant l'expulsion. C'est dans le numéro suivant que le *GB* rend fièrement compte de la première assemblée générale de la *Preußische Treuhand* qui compte la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* parmi ses membres fondateurs<sup>603</sup>. Le *GB* montre ici qu'il est capable de laisser la parole à des avis divergents parmi la communauté des expulsés. Mais il s'agit surtout de montrer des arguments à même d'apporter un soutien au projet du BdV.

Si la position du gouvernement fédéral déplaît au BdV, c'est parce qu'elle est suspectée d'épouser les points de vue polonais et tchèques. La coalition SPD/*Grünen* se contenterait de répéter les avis venus des pays responsables de l'expulsion des Allemands et leur éviterait même de s'exprimer officiellement tant elle serait un porte-parole fidèle :

---

<sup>601</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publiée dans *GB* 03/9, p. 8.

<sup>602</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publiée dans *GB* 03/9, p. 8.

<sup>603</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 03/10, p. 3.

« *Le chancelier allemand parle presque comme s'il était le porte-voix de la Pologne et de la Tchéquie.* »<sup>604</sup>

On retrouve là un reproche classique formulé à l'encontre des dirigeants allemands lorsqu'ils affichent une entente trop étroite avec leurs homologues étrangers.

Car ce qui dérange beaucoup le *GB* dans le débat autour du projet de Centre, c'est l'ingérence pratiquée par la Pologne et la République tchèque qui font savoir combien le projet dans son ensemble leur déplaît et s'insurgent contre l'idée d'implanter ce centre à Berlin. Le choix de Berlin relève du nationalisme allemand selon les voisins de l'Allemagne. Or, le gouvernement allemand se montre sensible aux arguments développés par ses homologues et au lieu de soutenir l'organisation nationale qu'est le BdV, il s'exprime dans le sens des réticences étrangères :

« *Imaginons un peu la situation contraire : on prévoit en Tchéquie ou en Pologne un mémorial en souvenir éternel de l'inique régime national-socialiste. Le chancelier allemand exige qu'un tel mémorial ne trouve pas sa place à Prague ou à Varsovie. Qui plus est, il critique l'orientation trop unilatérale du projet. Il n'y pas besoin de beaucoup d'imagination pour prévoir ce qui se passerait dans une telle situation : le chancelier serait l'objet d'une critique internationale et intérieure extrêmement dure et certainement acculé à la démission.* »<sup>605</sup>

Dans ce même numéro, le *GB* illustre les réticences polonaises au projet du BdV avec deux extraits de journaux polonais (*Tygodnik Powszechny* et *Rzeczpospolita*) particulièrement durs contre l'Allemagne et les expulsés ainsi que la reproduction de la une du magazine polonais *Wprost* sur laquelle figure un photomontage représentant Erika Steinbach en uniforme SS à califourchon sur le dos du chancelier Schröder<sup>606</sup>. Il ressort de l'image et de ces deux textes que l'opinion polonaise est extrémiste et que les reproches qui s'expriment sont en total décalage avec la réalité du projet du BdV<sup>607</sup>. En choisissant des textes aussi extrémistes, le *GB* décrédibilise son adversaire et il conforte ainsi la légitimité de ses propres positions, favorables au Centre.

Comme toujours, le *GB* adopte un ton très mobilisateur car il souhaite que tous ses lecteurs s'engagent fortement pour soutenir le projet du BdV. Pour le *GB*, c'est l'action des expulsés qui fait leur force, l'activité étant l'un de leurs principaux atouts. Un lecteur du *GB* prend l'initiative de lancer une pétition de soutien au BdV. Il collecte des signatures dans ce sens et demande au *GB* de répandre sa proposition et de faire en sorte que toutes les personnes

---

<sup>604</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 03/10, p. 8.

<sup>605</sup> Lettre d'un lecteur parue dans le courrier des lecteurs du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* publiée dans *GB* 03/10, p. 9.

<sup>606</sup> *GB* 03/10, p. 9. Articles cités dans le chapitre « Sources de l'information ».

<sup>607</sup> Pour une analyse neutre des réactions de la presse polonaise au projet de commémoration allemand, cf. RÖGER Maren, « Medien als diskursive Akteure : Die polnischen Nachrichtenmagazine „Wprost“ und „Polityka“ über den „Vertreibungskomplex“ 1989-2003 », p. 77-93, in : HASLINGER Peter, FRANZEN K. Erik, SCHULZE WESSEL Martin (éd.), *Diskurse über Zwangsmigrationen in Zentraleuropa. Geschichtspolitik, Fachdebatten, literarisches und lokales Erinnern seit 1989*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, 108), Oldenbourg, Munich, 2008.

engagées dans le *Heimatarbeit* et l'organisation de rencontres d'expulsés fassent de même et rassemblent des signatures avant de les envoyer au BdV. Cet appel publié dans un encadré sous le titre « Imitation recommandée ! »<sup>608</sup> n'est toutefois publié qu'une seule fois et on peut se demander dans quelle mesure le *GB* souscrit à cette initiative. Même si son initiative est saluée, le fait de ne plus en retrouver la trace par la suite montre les limites du soutien du journal qui semble plus désireux de satisfaire un lecteur que de lancer une véritable opération d'envergure.

Quand Großpietsch s'étrangle en entendant le président Johannes Rau demander que soit trouvé un concept pour le Centre qui satisfasse la Pologne, on se retrouve face à deux conceptions différentes de la réconciliation<sup>609</sup>. Pour Großpietsch, il est inenvisageable que l'Allemagne se tourne vers la Pologne au moment de commémorer l'expulsion car la Pologne doit se retrouver sur le banc des accusés et nulle part ailleurs. Tandis que pour Rau, l'heure n'est plus aux règlements de compte et rappeler sans cesse les crimes polonais ne changera rien au passé, il préfère favoriser le rapprochement entre les deux pays pour que la réalité actuelle soit différente.

L'analyse développée par Alfred-Maurice de Zayas est intéressante pour le *GB* car celui-ci propose au lecteur le regard d'un étranger sur ce problème allemand :

*« Pour l'observateur étranger, il est difficilement compréhensible que ce projet ne jouisse pas d'un soutien général en Allemagne. Tandis que partout dans le monde, expulsés et réfugiés jouissent de la solidarité évidente de leurs concitoyens, les 14 millions d'expulsés allemands se trouvent de toute évidence face à un mur massif de méfiance et de refus. »*<sup>610</sup>

Cette analyse est intéressante car elle conforte le lecteur du *GB* dans l'impression que le peuple allemand se comporte réellement de façon bien étrange et oublie les réflexes de solidarité patriotiques les plus élémentaires, voire les plus naturels puisqu'ils semblent partagés par les peuples du monde entier. Toutefois, si l'attitude allemande paraît si unique, c'est peut-être aussi pour des motifs uniques, c'est-à-dire en raison de l'implication du peuple allemand dans un génocide aux dimensions uniques elles aussi. On ne peut pas traiter du problème de l'expulsion en négligeant totalement la question du nazisme, faute de quoi effectivement, l'attitude allemande devient purement incompréhensible et échappe à toute logique. La contribution de Zayas est donc à la fois réconfortante pour le *GB* mais aussi en partie trompeuse puisqu'elle fait l'impasse sur une partie du problème qu'elle se propose d'éclairer.

Avec Maessen, l'analyse est rapide :

*« Qu'y a-t-il de faux là-dedans (dans le Centre contre les expulsions) ? Rien bien sûr. Les adversaires travaillent ici avec des insinuations partisans, des préjugés éhontés et des offenses ciblées. De réconciliation, de partenariat, sans parler d'amitié il ne saurait être question, surtout pour ce que l'on entend en provenance de Pologne. »*<sup>611</sup>

---

<sup>608</sup> « Zur Nachahmung empfohlen ! », article de la rédaction publié dans *GB* 03/12, p. 11.

<sup>609</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 04/1, p. 5.

<sup>610</sup> Article d'Alfred Maurice de Zayas (*Bayernkurier*) publié dans *GB* 04/1, p. 9.

<sup>611</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 04/10, p. 10.

Même si cette remarque correspond sans doute à ce que pensent beaucoup de lecteurs du *GB*, elle n'est pas de nature à faire progresser le débat. Maessen n'apporte aucun élément nouveau ni d'éclairage sur des points de vue opposés, il se contente de contester en bloc les reproches faits au Centre sans motiver davantage son point de vue.

Un sondage vient renforcer la légitimité du projet du BdV :

« A la question « *Que pensez-vous des projets d'implantation d'un mémorial à Berlin pour les réfugiés allemands de la guerre ?* », 64,6% ont répondu oui, 19,9% sont contre, 15,6% sont sans avis. Remarque : la rédaction de *GEO* avait visiblement peur des mots *expulsion* et *expulsé* et elle a donc choisi l'expression insignifiante de « *réfugié de la guerre* ». »<sup>612</sup>

Il s'agit d'un résultat satisfaisant pour les expulsés qui peut leur mettre du baume au cœur, mais comme le concède l'article, la formulation de la phrase est assez équivoque puisque les expulsés ne sont pas nommément cités, mais cachés en quelque sorte derrière une appellation plus vague. Le sujet prête à polémique et on peut imaginer que *GEO* utilise d'autres mots pour ne pas susciter de réflexe partisan, mais si tel est le cas, alors les sondés sont en partie trompés sur l'objet du sondage. On comprend alors pourquoi le *GB* ne se glorifie pas de ce résultat finalement peu probant.

### ***Le projet gouvernemental d'un Réseau européen pour le souvenir et la solidarité***

« *« Divide et impera – diviser pour régner ».* (...) Cette maxime politique de la division, voilà qu'elle vient de conduire à la création début février à Varsovie d'un « Réseau européen pour le souvenir et la solidarité ». Disons tout de suite ce qu'il en est, il a en réalité principalement un objectif qui est de contrecarrer l'initiative pour un « Centre contre les expulsions » à Berlin, de couper l'herbe sous le pied au projet des expulsés allemands. (...) Non, tout bien pesé, ce n'est plus un bon projet. Trop peu de substance, trop d'Etat, trop de bureaucratie, et une intention qui déplaît. »<sup>613</sup>

A peine la création du Réseau est-elle officielle que le jugement de Maessen réduit à néant les espoirs qu'il aurait pu susciter : il s'agit d'une manœuvre politicienne destinée à empêcher le projet du BdV de voir le jour. Un projet soutenu par le gouvernement serait nécessairement soutenu financièrement par l'argent public. Comment une structure portée par une institution privée, indépendante de l'Etat pourrait-elle espérer obtenir des fonds de soutien pour un projet concurrent traitant de la même thématique ? C'est par l'argent, le nerf de la guerre, que le gouvernement entend faire plier le BdV, sans le menacer directement de ne pas lui donner l'argent dont il a besoin, mais en faisant en sorte que son projet ne soit pas viable économiquement. Dans le même numéro, un article du *FAZ* est reproduit sous le titre sans équivoque : « Enterrement de première classe »<sup>614</sup>. Il résume les conditions difficiles de la création de ce réseau, marquées par les différends entre les pays impliqués dans le projet et la poursuite d'intérêts particuliers que chacun tente d'imposer. Des six pays participant aux

---

<sup>612</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 05/3, p. 13.

<sup>613</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire dans *GB* 05/4, p. 2.

<sup>614</sup> « Begräbnis erster Klasse », article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/4, p. 5.

discussions liminaires en avril 2004, seuls quatre sont encore là un an plus tard : Allemagne, Pologne, Slovaquie et Hongrie.

La réaction officielle d'Erika Steinbach est publiée dans le *GB* qui, à n'en pas douter, partage largement ses sentiments. En effet, la présidente du BdV relève avec ironie que le projet du BdV rencontre un succès dépassant ses espérances puisque l'expulsion est devenue un sujet de débat dans toute l'Europe ou presque. Elle dit se réjouir de la création du Réseau mais regretter ses préventions face à l'usage du mot « expulsion » :

*« Tout ce qui s'est passé au cours des derniers mois au niveau européen et en Allemagne à ce sujet montre une chose : Le Centre contre les expulsions à Berlin est indispensable et ce depuis bien longtemps. Personne d'autre ne va s'emparer de ce sujet d'une manière responsable et réelle. Et j'ai confiance en sa prochaine création. »*<sup>615</sup>

La création du Réseau ne change en rien les projets du BdV, on pourrait même dire qu'elle renforce sa détermination à mener son projet à bien pour éviter que d'autres ne s'en emparent et ne le vident de sa substance.

A l'occasion de la Journée de la *Heimat* en 2005, les hommes politiques prennent la parole et défendent leurs positions concernant les expulsés. Ces déclarations sont suivies avec d'autant plus d'attention que la campagne électorale pour les élections législatives bat son plein et que les électeurs choisiront leurs députés et donc leurs dirigeants pour les quatre années à venir quelques semaines plus tard. A droite, Angela Merkel s'engage à soutenir un projet de Centre tel que celui voulu par le BdV. Dans le *GB*, une publicité pour la CDU rappelle cet engagement du parti :

*« Avec un « Centre contre les expulsions » à Berlin et une « Journée nationale du souvenir pour les victimes de l'expulsion », nous voulons adresser un signal dans l'esprit de la réconciliation. »*<sup>616</sup>

Les deux projets ainsi annoncés correspondent à ce que réclame le BdV. La CDU peut alors à juste titre prétendre être le « partenaire fidèle des expulsés »<sup>617</sup>. Naturellement, en période électorale, la CDU cherche à rassembler ses troupes et elle s'adresse directement aux expulsés dont elle sait qu'un grand nombre lui est fidèle.

Alors que l'accueil plutôt frais réservé à l'annonce de la création du Réseau laissait penser que le *GB* allait s'engager résolument sur la voie d'un combat sans relâche pour faire échouer le projet au profit du seul et unique Centre, ce n'est finalement pas le cas, car dans les mois qui suivent, la pression retombe et d'autres sujets de colère gagnent le *GB*. C'est de là où l'attend le moins que vient la polémique car la hiérarchie catholique exprime ses réserves sur le projet du BdV. A l'occasion du quarantième anniversaire de la publication des lettres des évêques sur la réconciliation germano-polonaise, évêques allemands et polonais se retrouvent

---

<sup>615</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans *GB* 05/4, p. 15.

<sup>616</sup> Publicité électorale en faveur de la CDU publiée dans *GB* 05/9, p. 7.

<sup>617</sup> « ein verlässlicher Partner der Vertriebenen », publicité électorale en faveur de la CDU publiée dans *GB* 05/9, p. 7.

pour commémorer l'événement, et dans une déclaration commune, ils contestent la volonté de réconciliation des porteurs du projet de Centre. Alors que le *GB* a toujours considéré l'Eglise catholique comme un appui fidèle pour les expulsés (malgré des réserves liées à certaines figures particulières), il se voit trahi à double titre : parce que les évêques allemands retirent leur soutien au projet, et surtout parce qu'ils le font de concert avec les évêques polonais, donnant ainsi du grain à moudre aux critiques venant de Pologne. Pour bien montrer la colère des expulsés, le *GB* publie sous sa rubrique « Politique et actualités » une série de réactions à cette nouvelle : prise de position officielle de Helmut Sauer de l'OMV, lettres de lecteurs (hors de la rubrique habituelle donc), article du *PAZ*, déclaration officielle d'une ONG de défense des droits de l'homme (IGFM)<sup>618</sup>. Tous s'insurgent contre la décision des ecclésiastiques et soulignent l'injustice commise par les évêques qui soupçonnent le BdV de vouloir construire un temple du revanchisme et du révisionnisme. Lorsqu'un archevêque et un cardinal répètent leurs critiques quelques mois plus tard, le *GB* s'offusque :

« *La colère des expulsés et pas seulement des expulsés en Allemagne n'est que trop compréhensible. D'où tire-t-on le droit de dicter leur conduite au BdV et aux Landsmannschaften ?* »<sup>619</sup>

Le cardinal Lehmann devient la cible des attaques liées à ce sujet :

« *Lehmann regrette que le signal envoyé par le pape Benoît XVI lors de sa visite à Auschwitz n'ait pas été plus durable, façon pour Lehmann de rejeter sur les expulsés une responsabilité pour l'holocauste.* »<sup>620</sup>

Après le succès de la CDU aux élections législatives de 2005, SPD et CDU/CSU forment une grande coalition pour diriger le gouvernement fédéral. Dans le programme de gouvernement qu'ils élaborent en commun figure une mention du traitement à réserver au souvenir de l'expulsion :

« *La coalition s'engage en faveur d'un travail social et historique sur les migrations forcées, fuite et expulsion. Dans l'esprit de la réconciliation, nous voulons donner un signal visible à Berlin même (en lien avec le Réseau européen Souvenir et solidarité, ainsi que des pays participant jusque-là, c'est-à-dire Pologne, Hongrie et Slovaquie) pour rappeler l'injustice des expulsions et bannir l'expulsion pour toujours.* »<sup>621</sup>

SPD et CDU/CSU qui n'étaient pas d'accord lors de la campagne électorale sur la façon la plus appropriée de commémorer le souvenir de l'expulsion finissent donc par trouver un

---

<sup>618</sup> Déclaration de Helmut Sauer, déclaration de la Société internationale pour les droits de l'homme de Francfort, articles (*Braunauer Rundbrief* et *Preußische Allgemeine Zeitung*) et lettres de lecteurs publiés dans *GB* 05/11, p. 9-10.

<sup>619</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 06/4, p. 12.

<sup>620</sup> Article de Peter Wassertheurer (*Sudetenpost*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 07/4, p. 2.

<sup>621</sup> (= « *Die Koalition bekennt sich zur gesellschaftlichen wie historischen Aufarbeitung von Zwangsmigration, Flucht und Vertreibung. Wir wollen im Geiste der Versöhnung auch in Berlin ein sichtbares Zeichen setzen, um – in Verbindung mit dem Europäischen Netzwerk Erinnerung und Solidarität über die bisher beteiligten Länder Polen, Ungarn und Slowakei hinaus – an das Unrecht von Vertreibungen zu erinnern und Vertreibung für immer zu ächten.* »), cf. programme de gouvernement de la grande coalition du 11 novembre 2005 disponible sur [www.cdu.de/doc/pdf/05\\_11\\_11\\_Koalitionsvertrag.pdf](http://www.cdu.de/doc/pdf/05_11_11_Koalitionsvertrag.pdf) ; page consultée le 16 septembre 2012.

accord sur ce sujet-là également et ils entérinent leur décision dans le programme de gouvernement de la coalition sous la forme d'un « signal visible », expression volontairement très vague car elle permet à chacun d'y retrouver ses propres vues et ne présume en rien de l'avenir. Il s'agit en fait d'une manière habile de renvoyer un problème à plus tard sans l'avoir réglé.

### ***Le Signal visible***

Le passage du Centre contre les expulsions au Signal visible ne trompe guère. Un article de *Junge Freiheit* repris à la une du *GB* souligne ce tour de passe-passe pour dénoncer les intentions malignes des politiciens à l'œuvre :

*« Il n'est que très logique que la CDU prenne petit à petit ses distances avec le Centre contre les expulsions que le BdV a initié. Dans le programme gouvernemental déjà, il n'était plus question que d'un « Signal visible » à Berlin en direction des victimes de l'expulsion. Cette tautologie renvoie à la gêne de la caste politique car un signal (un objet que l'on peut percevoir de manière sensible) est de toute façon toujours visible. La formulation maladroite trahit le regret que l'on ne puisse pas faire disparaître ce sujet sous le tapis. »*<sup>622</sup>

En 2007, la question vient à l'ordre du jour et l'on débat de la forme que va prendre ce signal visible. Helmut Sauer présente dans une déclaration de l'OMV ce projet comme la continuité de ce que projetait le BdV :

*« C'est pourquoi la CDU soutient la construction d'un Centre contre les expulsions à Berlin comme signal visible (...). »*<sup>623</sup>

A ce moment-là, la confusion s'installe dans l'opinion qui assiste à une véritable guerre des mémoires entre différents acteurs qui se battent pour imposer leur lecture de l'histoire et leur propre interprétation de l'expulsion. Le *GB* est désespéré devant cette situation et afin de mieux montrer à ses lecteurs qui sont les acteurs à l'œuvre dans ce conflit et quelles sont les intentions de chacun, Georg Friebe se propose de retracer les événements de l'année 2006, secouée par les soubresauts de la guerre des mémoires commencée au début des années 2000. Un très long éditorial permet de bien distinguer les figures importantes en présence et leur rôle dans cet affrontement. Ce texte n'apporte pas d'élément nouveau car le *GB* rend compte régulièrement de l'évolution de ce dossier, mais il permet au lecteur de mieux s'y retrouver et de savoir sur quelles personnes il peut compter et de qui il doit se méfier, car dans la présentation manichéenne de la réalité caractéristique du *GB*, c'est bien dans ces termes qu'il s'agit de raisonner, surtout sur un sujet aussi sensible que celui-ci.

A mesure que le gouvernement organise son propre projet de « Réseau européen solidarité et souvenir », on voit se dessiner une institution portée non par des fonds privés mais par l'Etat lui-même et qui va jouir d'une capacité financière dont ne disposera pas le projet du BdV. Le centre contre les expulsions se retrouve donc soumis à la concurrence du Réseau. Erika Steinbach déploie d'immenses efforts pour rendre le projet du BdV acceptable aux yeux de l'opinion (rejet de l'action de la *Treuhand*, importance de la dimension européenne du projet,

---

<sup>622</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 07/4, p. 1-2.

<sup>623</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 07/1, p. 14.

concessions sur le rôle de l'Allemagne dans la guerre et donc dans l'expulsion). Mais Georg Friebe consacre un nouvel éditorial à établir un historique de la concurrence qui s'est installée entre le BdV et la coalition gouvernementale pour garder la main-mise sur le souvenir de l'expulsion. Le titre « Centre contre les expulsions, adieu ! La fin peu glorieuse d'une noble idée »<sup>624</sup> montre à quel point de désillusion il arrive. Le fait pour cet auteur de revenir sans cesse sur ce sujet montre combien le sujet est devenu central dans la conscience des expulsés. C'est l'un des derniers combats qu'il leur reste à mener aux yeux de l'opinion et c'est certainement l'un des plus importants puisque c'est celui qui décidera de la trace qu'ils laisseront derrière eux et que les générations futures garderont de l'histoire de l'expulsion. Il ne faut donc pas baisser la garde et jeter toutes ses forces dans la bataille. A la fin du mois de novembre 2006, alors que le budget fédéral est adopté et que 750 000 euros ont été accordés pour permettre de commémorer le souvenir de l'expulsion, le gouvernement garde la main sur cette somme et ne permet au BdV d'en profiter qu'à la condition de s'associer au projet de Signal visible qu'il entend élaborer. Bon gré, mal gré, le BdV décide de collaborer à ce projet gouvernemental, ce qui justifie selon Friebe de parler de la fin du projet du BdV. Le projet de Centre ne pouvant se faire en toute indépendance, il devra nécessairement y avoir des concessions, d'autant que le projet du gouvernement va se faire en incluant des personnalités qui ne sont pas réputées pour partager les points de vue du BdV. C'est le moment où l'on observe un tournant dans le *GB* à propos de cette question. Le BdV est totalement soutenu par le journal contre vents et marées, mais dès lors que la coopération avec le gouvernement s'annonce inévitable, le *GB* présente des points de vue plus contrastés, allant du rejet de l'idée de collaboration à la résignation quant à l'inévitabilité du rapprochement avec le projet gouvernemental.

Dans le même numéro du *GB* est reproduite une déclaration de presse d'Erika Steinbach au nom du BdV s'étonnant de l'avancée des travaux du Réseau sans implication officielle du BdV<sup>625</sup>. Il rappelle l'engagement de Merkel en faveur des expulsés et espère ne pas être abandonné en cours de route. Il apparaît clairement que le BdV n'est pas en position de force et qu'il va devoir lutter pour se faire une place à l'intérieur du Signal visible car le gouvernement est prêt à travailler sans lui.

La déclaration suivante dans le *GB* trois mois plus tard est empreinte du même souci de ne pas voir les expulsés mis de côté dans l'institution chargée de commémorer l'expulsion<sup>626</sup>. Le BdV réclame son intégration au projet gouvernemental tout en revendiquant une autonomie politique pour l'institution afin d'éviter de se voir dicter sa ligne politique au gré des changements de majorité gouvernementale. Enfin, il souligne son implication sans relâche dans la politique de la mémoire pour s'affirmer comme un partenaire incontournable. Cette déclaration en dépit du ton très affirmatif et sûr de lui témoigne plutôt de la faiblesse du BdV qui se retrouve acculé à réclamer son intégration. On comprend alors que sa participation n'a rien d'évident et que le Signal visible pourrait très bien se faire sans inclure le BdV dans le

---

<sup>624</sup> « Zentrum gegen Vertreibungen adieu ! Das unrühmliche Ende einer noblen Idee », article de Georg Friebe publié dans *GB* 07/6, p. 1-6.

<sup>625</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans *GB* 07/6, p. 9.

<sup>626</sup> Déclaration du conseil scientifique du Centre contre les expulsions publiée dans *GB* 07/9, p. 3.

projet. Pour ne pas se voir doublé par un projet plus puissant que le sien, le BdV n'a d'autre choix que de se plier aux exigences pour demander son intégration.

Un article du *Junge Freiheit* montre assez bien comment le Signal visible voulu par le gouvernement essaie de combiner toutes les orientations différentes prises par les projets de commémoration<sup>627</sup>. Le Signal visible résulte du compromis signé dans le programme gouvernemental du SPD et de la CDU. Il reprend des éléments du réseau créé par la gauche, intègre en partie le BdV et son projet de Centre et s'ouvre à la partie polonaise. Le BdV est présenté comme le grand perdant de cette opération de rassemblement, comme si toutes les parties gagnaient au compromis sauf le BdV. Il est certain que le projet de Centre perd son importance, mais en intégrant l'institution que deviendra le Signal visible, le BdV se donne aussi un accès à l'opinion publique et une chance d'influer sur la ligne politique du projet qu'il n'aurait pas eus en restant à l'extérieur. Il suffit pour s'en convaincre de voir comme il a insisté pour s'associer au projet pour voir qu'il n'en ressort pas si affaibli que le *Junge Freiheit* veut bien le dire.

Sur la page suivante, Jochen Fromme de l'OMV s'enthousiasme des progrès réalisés par le ministre d'Etat pour faire avancer le projet de Signal visible. Il ne fait aucun doute pour lui que celui-ci correspond à ce que la CDU a toujours prôné en soutenant le Centre contre les expulsions du BdV. Sa déclaration reproduite dans le *GB* (comme il est de longue tradition dans le journal pour les déclarations de presse de l'OMV) a pour but de convaincre les expulsés que la CDU respecte ses engagements électoraux et qu'elle reste ainsi fidèle à ses engagements de longue date en leur faveur<sup>628</sup>. Pourtant, il occulte l'aspect dérangeant de la chose en faisant mine d'ignorer que ce n'est pas le projet du BdV qui est légèrement modifié mais plutôt le projet né du programme de coalition qui intègre à certaines conditions celui du BdV.

Ce projet de Signal visible devient un grand enjeu politique et la volonté de satisfaire toutes les parties achoppe devant les résistances de plus en plus nombreuses. Neumann est particulièrement attentif à ne pas brusquer la partie polonaise et même à obtenir son assentiment au projet. Ses voyages à Varsovie au début de l'année 2008 en témoignent tout comme le fait que l'avancée des travaux transparaît dans la presse polonaise tandis que la presse allemande est tenue à l'écart. Le *FAZ* s'en inquiète et regrette cette volonté de satisfaire la Pologne avant même de répondre aux attentes allemandes :

« *Ce que prévoit Neumann, c'est un cimetière pour les histoires de souffrance, pas un lieu vivant du souvenir et surtout pas un lieu de rencontre et de réconciliation. Il n'attirera pas ceux pour qui l'est allemand était et reste un territoire étranger, et ne satisfera pas non plus ceux qui pleurent la perte de ce territoire.* »<sup>629</sup>

L'absence d'informations est d'autant plus regrettable que la presse se trouve obligée d'aller reprendre les rumeurs trouvées dans la presse étrangère. Pour donner plus de nouvelles à ses

---

<sup>627</sup> Article (*Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 08/3, p. 12.

<sup>628</sup> Déclaration de Jochen Fromme publiée dans *GB* 08/3, p. 13.

<sup>629</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 08/4, p. 3.

lecteurs impatients de connaître la tournure des événements, le *GB* reproduit dans un encadré un article du *Schlesisches Wochenblatt* s'appuyant sur la presse polonaise pour évoquer les dernières rumeurs : absence d'Erika Steinbach de la direction du Signal visible, absences d'historiens polonais du comité scientifique<sup>630</sup>. Le lecteur n'en sait pas beaucoup plus et cet article ne fait qu'ajouter davantage de confusion à une situation déjà peu claire.

Toutefois, il devient vite de notoriété publique que la Pologne s'oppose à la nomination d'Erika Steinbach parmi l'équipe dirigeante du Signal visible. Personnalité controversée en Allemagne comme en Pologne, elle symbolise pour les Polonais le revanchisme allemand et le contraire parfait de ce que doit être la réconciliation en rappelant sans cesse les crimes de l'expulsion. Or, Steinbach est aussi députée conservatrice au *Bundestag* et c'est donc tout naturellement qu'elle reçoit le soutien de membres de sa famille politique, en particulier de la Bavière où le soutien des *desiderata* des expulsés jouit d'une longue tradition. Le porte-parole de la chancellerie à Munich affiche le soutien du ministre-président Seehofer à la nomination de Steinbach sans qui il ne peut imaginer une quelconque institution commémorant l'expulsion<sup>631</sup>.

Ce nouvel obstacle qui se dresse sur la route d'un monument à la mémoire des victimes de l'expulsion confirme l'idée présente dans le *GB* que les expulsés sont les victimes les moins bien considérées de la guerre et qu'on ne leur témoigne pas le respect auquel elles ont droit :  
*« L'Allemagne n'a pas reculé devant le coût pour installer un centre historique pour les juifs persécutés et pour construire un monument qui est devenu aujourd'hui un objet culturel. Depuis, les tziganes ont eux aussi reçu leur monument en tant que persécutés par le régime nazi. On est allé chercher un architecte célèbre au Danemark pour dessiner et construire un monument pour les homosexuels. Tout cela est bien et il n'y a rien à critiquer. Mais pourquoi un gouvernement allemand n'a-t-il pas le courage de donner aux expulsés allemands (plus de 15 millions de personnes) un témoignage du souvenir dans la capitale allemande ? »*<sup>632</sup>

La concurrence des victimes est une réalité pour le *GB* depuis longtemps. Il peine à sortir les expulsés du statut de victimes peu présentables, comme si le souvenir de toutes les autres victimes de la guerre avait plus de légitimité. Mais quand on voit les difficultés que le BdV rencontre pour établir avec le gouvernement allemand un monument en souvenir de l'expulsion, il semble que les sentiments du *GB* soient finalement très légitimes et que les expulsés en apparaissant effectivement comme les derniers à qui l'on offre un monument soient les moins bien traités, surtout si l'on considère les difficultés immenses qu'ils rencontrent pour parvenir à leurs fins.

C'est avec une grande prudence que le *GB* annonce l'adoption par le *Bundestag* de la loi qui crée la fondation Fuite, Expulsion, Réconciliation à la fin de 2008 car les rebondissements et

---

<sup>630</sup> Article (*Schlesisches Wochenblatt*) publié dans *GB* 08/5, p. 10.

<sup>631</sup> Déclaration du porte-parole du ministre-président de Bavière publiée dans *GB* 08/7-8, p. 16.

<sup>632</sup> Article (*Meiheimt*) publié dans *GB* 08/10, p. 10.

retards ont été si nombreux que le projet n'avance que très lentement, d'autant plus que le SPD refuse de voir Erika Steinbach siéger dans la direction comme elle le souhaite<sup>633</sup>.

Erika Steinbach va alors cristalliser toutes les peurs et réactions critiques liées au projet. Les opposants à la construction du Centre contre les expulsions voire au Signal visible font de sa nomination à la direction un *casus belli* et le SPD entre autres (partenaire de la coalition gouvernementale de la CDU) refuse catégoriquement sa nomination. Bernd Neumann a donné suffisamment de garanties pour que le Signal visible présente un visage acceptable par tous, la présence d'Erika Steinbach reste le point d'achoppement des divers protagonistes. Le *GB* montre sa solidarité indéfectible avec la présidente du BdV. Depuis toujours, le *GB* soutient le projet du BdV de créer un Centre contre les expulsions et son histoire est intimement liée à celle du BdV. Le *GB* s'engage très publiquement en publiant sur une pleine page une prise de position dans laquelle les trois signataires déclarent très solennellement défendre Erika Steinbach contre les attaques dont elle est victime et soutenir sa nomination à la direction du Signal visible pour arriver à créer une institution au contenu équilibré et rendant justice à la vérité historique et au devoir de réconciliation que chacun souhaite<sup>634</sup>. Il est ajouté au bas de la page que cette prise de position solennelle est adressée en copie à tous les organes constitutionnels allemands, tous les partis politiques, tous les journaux nationaux, à l'ambassade polonaise, à la conférence épiscopale allemande et aux groupes du BdV et des *Landmannschaften*. Ainsi le combat du *GB* en faveur du Centre contre les expulsions voulu par le BdV et son soutien à Erika Steinbach sont-ils portés à la connaissance de tous, manière pour le journal de sortir de la confidentialité de la presse des expulsés et d'essayer de rendre les sphères politique et médiatique sensibles au soutien dont jouit Steinbach parmi les expulsés.

Le soutien à la présidente du BdV est renforcé par la publication de lettres adressées par les lecteurs du *GB* au journal pour dire leur colère face à la situation qui accable Steinbach. Ces lettres occupent trois pleines pages, en-dehors de la rubrique « Courrier des lecteurs » et paraissent sous le titre « Réactions en faveur de Steinbach »<sup>635</sup>. Ces différentes voix qui s'expriment toutes en faveur de Steinbach montrent qu'elle n'est pas seule dans son combat, contrairement à ce que les médias dominants pourraient laisser croire. En laissant la parole à ses lecteurs, le *GB* souligne la légitimité de son engagement pour Steinbach, répondant aux vœux des lecteurs et s'attachant à prouver sa fidélité aux personnes qui s'engagent pour les expulsés. Le slogan « Loin mais fidèle » concerne le lien entre les expulsés et leur *Heimat*, mais la notion de fidélité est valorisée dans le *GB* qui considère que les gens qui défendent les mêmes points de vue à travers le temps sans changer d'avis méritent respect et considération.

Le BdV choisit la voie de l'affrontement et refuse de voir nommer une autre personne qu'Erika Steinbach au poste qui lui était réservé, quitte à laisser cette place inoccupée. Naturellement, le *GB* publie en évidence la résolution du BdV annonçant cette décision<sup>636</sup>.

---

<sup>633</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 09/1, p. 15.

<sup>634</sup> Déclaration de Peter Großpietsch, Franz Jung et Georg Hoffmann publiée dans *GB* 09/4, p. 2.

<sup>635</sup> « Stimmen zur Causa Erika Steinbach », lettres de lecteurs publiées dans *GB* 09/4, p. 10-12.

<sup>636</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 09/5, p. 2.

Une nouvelle fois, deux pages de lettres de soutien garnissent la rubrique « Politique et actualités »<sup>637</sup>. Au milieu de ces lettres, on trouve, outre deux citations de la presse allemande soutenant l'initiative du BdV, un court article publié dans un encadré signalant une information sur la Pologne et Erika Steinbach :

*« Plusieurs jeunes Polonais ont manifesté lors du week-end des 21 et 22 mars 2009 sur le pont de la vieille ville de la cité européenne de Görlitz en distribuant des tracts dans lesquels ils s'opposent au Centre pour le souvenir de la fuite et de l'expulsion sur les bords de la Neisse. D'après les informations du Mitteldeutscher Rundfunk, les jeunes auraient entre autres jeté une poupée à l'effigie d'Erika Steinbach dans les eaux de la Neisse. »*<sup>638</sup>

Avec un tel article, le *GB* ne peut que provoquer la colère de ses lecteurs. Publiés au milieu de lettres qui toutes soulignent la nécessité de la réconciliation et du dialogue dépassionné, ce fait divers montre combien les Polonais ont des réactions excessives et sont incapables de traiter la question de la mémoire de l'expulsion et de regarder leur passé avec sérénité. La violence symbolique contenue dans le geste consistant à jeter à l'eau une représentation d'Erika Steinbach tend à prouver que ce n'est pas la présidente du BdV qui est agressive avec ses adversaires mais l'inverse : après l'affaire de la une du magazine *Rzeczpospolita*, elle devient une nouvelle fois la cible de manifestations dégradantes à son encontre. Cet article est donc de nature à renforcer la sympathie dont elle jouit ou à renforcer son statut de martyre qui n'hésite pas à subir les pires humiliations pour défendre la juste cause des expulsés.

Les turpitudes liées à la construction d'un lieu de commémoration finissent par désespérer les plus ardents défenseurs du projet. Alors que le *GB* soutient indéfectiblement Erika Steinbach à travers les épreuves, une voix finit par se faire entendre dans le *GB* pour mettre en cause le bien-fondé du projet du BdV. Alors que la fondation pour le Centre européen contre les expulsions a réussi à mettre sur pied une exposition sur l'expulsion, l'intérêt d'intégrer le projet de Signal visible commence à devenir problématique puisqu'il semble impliquer plus de renoncements que d'avancées réelles pour le BdV et que ce projet n'en finit plus d'être retardé :

*« Et l'on se demande : qu'est-ce que le Signal visible va produire de ce point de vue ? S'il doit naître de cet esprit, alors le dommage sera plus grand que le profit. Je ne peux que déconseiller instamment la participation du BdV. Il ferait mieux de se concentrer sur son propre Centre contre les expulsions sans se laisser tromper par aucun feu de barrage polonais ou allemand. »*<sup>639</sup>

Après les élections législatives qui ont vu la défaite de la grande coalition, la CDU reste au gouvernement, partageant désormais le pouvoir avec le parti libéral dont le dirigeant, Guido Westerwelle, devient ministre des Affaires étrangères. Très rapidement, il s'exprime contre la présence d'Erika Steinbach parmi l'équipe dirigeante du Signal visible. Alors que les expulsés attendaient de la défaite des sociaux-démocrates qu'elle permette de remettre en ordre de marche le Signal visible, c'est une cruelle désillusion. Peter Großpietsch considère à son tour que l'humiliation de Steinbach doit prendre fin :

<sup>637</sup> Lettres de lecteurs publiées dans *GB* 09/5, p. 10-11.

<sup>638</sup> Article (*Tag des Herrn*) publié dans *GB* 09/5, p. 10.

<sup>639</sup> Conclusion de l'article de Sigismund Freiherr von Sedlitz publié dans *GB* 09/9, p. 1-11.

« Non, si la présidente du BdV devait une nouvelle fois ne pas pouvoir occuper la place qui lui revient dans le conseil de la fondation par complaisance ou des manigances politiques et difficiles à comprendre, alors le BdV devrait spontanément renoncer à collaborer au sein de cette fondation. Tout ceci n'a de toute façon rien à voir avec la réconciliation entre les peuples. »<sup>640</sup>

La colère est d'autant plus grande que la situation apparaît bloquée à cause de la Pologne. En effet, Westerwelle déclare qu'il refusera de voir Steinbach nommée à la direction du Signal visible, mais il ne cache pas que son attitude lui est dictée par des considérations liées à la Pologne. Il sait que la Pologne prendrait comme un affront que Steinbach soit aux premiers postes dans l'organisation de la commémoration de l'expulsion. Un ministre des Affaires étrangères peut-il faire autrement que de déployer des trésors d'habileté diplomatique ? Pour le *GB* comme pour Berthold Kohler, rédacteur du *FAZ*, la réponse est clairement non :

« Mais on doit depuis lors se poser la question de savoir si au moins de temps en temps Westerwelle ne perd pas de vue au service de quel pays il officie comme ministre des Affaires étrangères. Car les intérêts que défend Westerwelle dans la controverse sur Erika Steinbach sont avant tout ceux de la Pologne. »<sup>641</sup>

En reprochant à Westerwelle de défendre les intérêts polonais aux dépens de l'Allemagne, cet article se situe dans la continuité des critiques adressées à l'époque à Hans-Dietrich Genscher, lui aussi en tant que ministre libéral des Affaires étrangères. La défense d'Erika Steinbach se teinte alors d'une sorte de patriotisme : défendre Steinbach, c'est refuser l'ingérence polonaise dans les affaires intérieures allemandes. Le débat a été à ce point pollué par les déclarations outrancières qu'il est alors devenu presque impossible de parler sereinement du Signal visible sans verser dans un excès de patriotisme ou d'ouverture internationale.

Début 2010, alors que la situation est toujours au point mort, le *GB* ne relâche pas la pression et il publie une nouvelle fois une double page consacrée à l'affaire Steinbach composée de lettres de lecteurs ou de représentants des expulsés s'exprimant tous à l'unisson en faveur de Steinbach<sup>642</sup>.

L'affaire est devenue un tel enjeu de politique intérieure que tous les médias en parlent. Le rôle obscur joué par la Pologne qui alimente tous les fantasmes fait l'objet de nombreuses suspensions. Un éditorial du *FAZ* vient apporter un élément de réponse très éclairant sur la position d'Angela Merkel dont l'attitude passive en surprend plus d'un. Elle se retrouve prise dans un conflit de loyauté entre son amie du parti et son nouvel allié au gouvernement. Mais le poids de la Pologne pèse dans son attitude et explique pourquoi elle ne tranche pas brutalement mais recherche un consensus :

« Comme Angela Merkel en Allemagne, Tusk appartient au centre-droit, et ses amis expliquent que c'était extrêmement dangereux pour lui de se rapprocher de Berlin et de

---

<sup>640</sup> Conclusion de l'article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 09/12, p. 2.

<sup>641</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 09/12, p. 12.

<sup>642</sup> Lettres de lecteurs publiées dans *GB* 10/1, p. 10-11.

*perdre ainsi l'aile droite antiallemande de son électorat. Il a néanmoins pris ce risque – et il attend maintenant que Merkel fasse de même. »*<sup>643</sup>

Par la voix de sa présidente, le BdV formule des propositions pour sortir le projet de l'impasse dans laquelle la sphère politique l'a enfermé. En contrepartie d'une amélioration du projet (plus d'espace et d'indépendance pour la fondation), elle se déclare prête à renoncer au siège auquel elle prétend<sup>644</sup>.

Parmi tous les membres de la direction du Signal visible, l'évêque auxiliaire Hans-Jochen Jaschke, nommé par l'Eglise catholique d'Allemagne, et Salomon Korn, nommé par le Conseil central des juifs d'Allemagne, se distinguent par leurs déclarations provocatrices à l'égard du Signal visible et de son organisation. Dans une tribune publiée dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, Hans-Jochen Jaschke appelle à la dépolitisation du débat et demande à Steinbach de renoncer à son siège pour ramener un peu de sérénité dans le débat<sup>645</sup>. Mais surtout, il met en doute le nombre des adhérents du BdV après avoir nié au BdV sa prétention à parler au nom des expulsés, rappelant que ses orientations politiques sont loin de faire l'unanimité parmi les expulsés. Quant à Salomon Korn, il doute clairement que les adhérents du BdV soient aussi nombreux que le prétendent les chiffres officiels<sup>646</sup>. Il suggère donc de réduire le nombre de membres du BdV qu'il estime surreprésenté dans la direction du Signal visible. Une nouvelle fois, le *GB* réagit immédiatement de la façon la plus solennelle qui soit. Une prise de position officielle est publiée sur toute la deuxième page du journal. Signée par Peter Großpietsch et Georg Hoffmann, elle défend le BdV contre les attaques des deux hommes<sup>647</sup>. Là encore, le texte est largement diffusé aux médias et représentants de la sphère politique. On reconnaît une véritable intention de faire campagne activement en faveur du BdV pour permettre au Signal visible de fonctionner avec une représentation satisfaisante du BdV. Plus que jamais, le *GB* s'engage en faveur de Steinbach alors que le débat dure depuis si longtemps qu'on imagine que le moment de la prise de décision ne saurait plus tarder. Il faut donc jeter toutes ses forces dans la bataille. Toutefois, cette prise de position solennelle doit surtout montrer aux lecteurs que le *GB* entreprend tous les efforts possibles pour soutenir le BdV car dans le même numéro est publiée la déclaration de presse d'Erika Steinbach dans laquelle elle annonce les résultats des négociations menées avec le gouvernement ainsi que le compromis auquel les différentes parties ont abouti et qui lui permet de renoncer à sa

---

<sup>643</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 10/2, p. 1-2.

<sup>644</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 10/2, p. 10.

<sup>645</sup> *Die Zeit*, n°3, 14 janvier 2010.

<sup>646</sup> Les querelles sur le nombre réel de membres du BdV et des *Landsmannschaften* sont presque aussi anciennes que ces organisations. Elles tiennent tout d'abord au fait que malgré le temps, les expulsés ont été de plus en plus nombreux dans les années 1960 et 1970 (arrivée des *Aussiedler*, transmission aux enfants du statut d'expulsé). Ensuite, adhérer à une *Landsmannschaft* suffisait à faire de tous les membres de la famille des membres de l'organisation. Enfin, l'adhésion à un groupe local vaut souvent adhésion à une *Landsmannschaft* ou au BdV (parfois sans que les personnes concernées ne le sachent vraiment). L'enjeu politique a suffi à donner envie à chaque partie concernée de grossir ou de minimiser les chiffres réels, les expulsés regrettant que tant de personnes ne soient pas répertoriées tandis que leurs adversaires dénoncent des chiffres irréalistes. A titre d'exemple, Matthias Stickler estime qu'en 1955, près de 20% des Silésiens sont membres d'une *Landsmannschaft*, cf. STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 136-148.

<sup>647</sup> Déclaration de Peter Großpietsch et Georg Hoffmann publiée dans *GB* 10/3, p. 2.

nomination<sup>648</sup>. La publication de la prise de position n'a donc plus qu'un caractère purement informatif, destiné à monter aux lecteurs que le *GB* n'a pas ménagé ses efforts et que ceux-ci ont été récompensés puisque le BdV a réussi à faire adopter partiellement le compromis qu'il proposait.

Les démissions de Helga Hirsch et Kristina Kaiserová et les critiques émises par Wolfgang Thierse et Angelica Schwall-Düren ne sont pas commentées autrement que par une déclaration de Klaus Brähmig qui déplore que les reproches de politisation, de révisionnisme et d'instrumentalisation de l'institution à des fins partisans puissent encore s'exprimer<sup>649</sup>. On voit s'exprimer aussi le dépit de constater que le Signal visible continue de susciter des polémiques alors que l'on pensait qu'après l'affaire Steinbach il allait pouvoir commencer sereinement son travail.

Alors que la polémique liée à Erika Steinbach est retombée, le *GB* semble ne pas vouloir continuer les querelles de personnes. Les derniers remous sont donc mentionnés une fois dans le journal, mais ils n'occupent plus des pages entières comme dans un passé récent. La situation du Signal visible n'est plus mentionnée qu'épisodiquement, comme pour rappeler que le *GB* reste attentif et qu'il surveille ce qui se trame au sein de cette institution :

*« Et s'il n'est finalement plus possible d'arrêter ce centre de documentation, alors il faut au moins atténuer son [de l'expulsion, L.P.] caractère injuste pour la ramener finalement à une simple conséquence de la guerre commencée par l'Allemagne et les crimes cruels des nazis. »*<sup>650</sup>

Une polémique chasse l'autre et pourtant le *GB* n'entre plus dans le jeu des réactions outrées aux arguments scandalisés. Lorsque deux membres de la direction du Signal visible, tous deux nommés par le BdV sont visés par des attaques concernant des déclarations jugées trop tendancieuses, le *GB* ne réagit plus que brièvement :

*« Nous sommes actuellement derrière notre compatriote du Comté de Glatz Arnold Tölg, originaire de Königswalde, actuel président du BdV de Bade-Wurtemberg et élu membre suppléant au Conseil de la Fondation fuite, expulsion et réconciliation, qui est en ce moment l'objet de diffamation de la part des sociaux-démocrates et des écologistes. »*<sup>651</sup>

Une déclaration d'Erika Steinbach sans la moindre polémique est même publiée dans le même numéro. Il s'agit de la liste complète des membres de la direction de la Fondation Fuite, expulsion, réconciliation<sup>652</sup>.

Le soutien d'Erika Steinbach aux membres du BdV est publié dans le numéro suivant. Elle prend naturellement la défense des deux membres du BdV. Sa remarque à la fin de sa déclaration ne manque pas de justesse :

---

<sup>648</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans *GB* 10/3, p. 11.

<sup>649</sup> Déclaration de Klaus Brähmig publiée dans *GB* 10/4, p. 13-14.

<sup>650</sup> Article de Johannes Sziborsky paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 10/7-8, p. 2.

<sup>651</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 10/9, p. 1-8.

<sup>652</sup> Article publié dans *GB* 10/9, p. 12.

« Visiblement, les membres du Conseil de la Fondation que nous avons nommés ont été passés au crible, examinés à la loupe et on a recherché jusqu'à dix ans en arrière pour découvrir quelque chose d'attaquable. »<sup>653</sup>

### III – La concurrence des expositions

Les expositions présentées au public constituent un enjeu important pour les expulsés car elles offrent la possibilité de mettre en avant une interprétation de l'expulsion et du sens de l'histoire. Ces expositions sont à mettre en lien avec les efforts du BdV pour créer un lieu de commémoration de l'expulsion. Car si le projet du BdV est entravé par les institutions, c'est bien pour éviter qu'il ne présente sur la place publique une interprétation de l'expulsion que certains redoutent révisionniste. Le Signal visible a pour ambition de trouver une sorte de synthèse qui parviendrait à satisfaire toutes les parties concernées.

Le cas du musée de Silésie à Görlitz est exemplaire du point de vue des confrontations idéologiques à l'œuvre. Alors qu'initialement, la *Landsmannschaft Schlesien* espérait pouvoir créer un musée régional de Silésie<sup>654</sup> pour présenter la culture et l'histoire de la région ainsi que le destin des Silésiens après la guerre, le changement de nom (« Musée silésien de Görlitz ») implique un changement de programme et d'orientation idéologique puisque ce sont désormais les différentes influences nationales (allemande, polonaise et tchèque) sur la région qui prévalent. Un article du *GB* utilise cet exemple pour montrer cette évolution et dénoncer le renoncement de la *Landsmannschaft Schlesien* à défendre son projet initial. La présentation des Accords de Potsdam est résumée ainsi :

« *Ce mensonge historique d'une hardiesse effrontée doit être présenté aux visiteurs du musée (principalement aux jeunes qui se rendent au musée). La direction du musée procède à la même manipulation avec l'ensemble de l'histoire de la Silésie.* »<sup>655</sup>

La *Landsmannschaft Schlesien* a beau être l'un des initiateurs du projet, elle doit partager la responsabilité du musée avec des institutions publiques (Etat, Land de Saxe et ville de Görlitz) et doit donc faire des concessions sur le contenu de l'exposition qu'elle ne maîtrise pas entièrement. Pour le *GB*, c'est un renoncement inacceptable. Pourtant, le financement ne peut être obtenu sans la collaboration de ces institutions.

L'inauguration de l'exposition consacrée à l'expulsion par la Maison de l'histoire à Bonn est un événement attendu par les expulsés puisqu'enfin une grande institution consacre une longue exposition au sujet. Le compte rendu de l'exposition publié dans le *GB* est signé par Rudi Pawelka qui s'emploie à relever tout ce qu'il considère comme erreurs, déformations, maladresses ou désinformations dans l'exposition :

« (...) la juxtaposition d'événements particuliers est trop déroutante et fragmentaire. S'ajoutent à cela des faits inexacts, des déclarations équivoques, l'oubli d'événements importants et raisons secrètes politiques qui sont indispensables pour comprendre l'ensemble. (...) Laisser simplement de côté un fait aussi important pour le déroulement de

---

<sup>653</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans *GB* 10/10, p. 10.

<sup>654</sup> « Landesmuseum Schlesien ».

<sup>655</sup> Article publié dans *GB* 04/2, p. 9-11.

*l'expulsion est caractéristique de la tendance générale de l'exposition. (...) Les détails sur le sujet restent dans l'ombre. (...) D'autres événements sont décrits à l'aune d'une simplification outrancière. (...) La confusion règne aussi avec d'autres chiffres. (...) A d'autres endroits, on ne peut s'empêcher de reprocher d'avoir procédé à des enjolivements. »<sup>656</sup>*

Le discours inaugural est l'objet d'une véritable explication de texte dans laquelle rien ou presque ne résiste à la critique<sup>657</sup>. Quelques mois plus tard, et alors que de nombreux expulsés ont pu se forger une opinion personnelle sur l'exposition, le *GB* consacre deux pages entières à la publication de lettres de ses lecteurs qui expriment leur rejet de cette exposition. Qu'il s'agisse de remarques précises et de critiques ciblées ou d'un rejet en bloc de l'exposition, le jugement est unanimement négatif<sup>658</sup>. Une nouvelle salve de critiques est lancée peu après et elle est cette fois mise en rapport avec le projet de Centre contre les expulsions du BdV :

*« L'exposition a trop d'égards (sur le compte de la vérité historique) pour la sensibilité des Etats expulseurs et de la Russie. C'est en tous cas l'impression du visiteur critique. Certains hommes politiques à Berlin pensent peut-être que l'exposition de Bonn a coupé l'herbe sous le pied du Centre contre les expulsions en projet et l'a rendu inutile. »<sup>659</sup>*

La concurrence est maintenant affichée au grand jour et les manœuvres politiciennes sous-jacentes mises en évidence. L'exposition du BdV « Chemins forcés » est comparée à celle de la Maison de l'histoire de Bonn. Le BdV reçoit logiquement plus de louanges que la Maison de l'histoire, mais il n'est toutefois pas exempt de reproches. L'interprétation de l'expulsion qui est présentée est trop complaisante avec les Etats responsables de l'expulsion et :

*« Sous la pression conjointe de l'idéologie historique polonaise et de la politique d'apaisement en direction de la Pologne, Mme Steinbach essaie de sauver et de réaliser son projet de Centre contre les expulsions. (...) Mme Steinbach a fait la promotion de son projet sans relâche en Allemagne et en Pologne en renonçant jusqu'aux limites de l'acceptable à tout ce qui aurait pu apporter de l'eau au moulin de ses critiques et opposants. Lors de l'exposition « Chemins forcés », cette limite a même été franchie. »<sup>660</sup>*

L'image d'Erika Steinbach est donc écornée dans le *GB* qui lui reproche de céder aux pressions de tous bords et de dénaturer son projet initial. Trop radicale pour certains, pas assez pour d'autres, la présidente du BdV ne satisfait personne pleinement. Elle s'efforce de suivre une voie acceptable par tous et l'exposition que le BdV met en place a valeur de preuve de sa capacité à respecter ses engagements. Le jugement porté sur cette exposition par le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, donc un journal indépendant de la sphère des expulsés, apporte satisfaction au *GB* qui le reproduit :

---

<sup>656</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans *GB* 06/2, p. 1-10.

<sup>657</sup> Article de Georg Friebe paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 06/2, p. 2.

<sup>658</sup> Lettres de lecteurs publiées dans *GB* 06/7-8, p. 12-13.

<sup>659</sup> Article publié dans *GB* 06/11, p. 1-8.

<sup>660</sup> Article publié dans *GB* 07/3, p. 1-9.

« L'exposition « Chemins forcés » organisée par Mme Steinbach n'a rien à envier dans sa pondération à l'exposition « Fuite, expulsion, intégration » de la Maison de l'histoire. »<sup>661</sup>

Le *GB* peine à porter un jugement objectif sur les expositions qui sont présentées au public car celles-ci sont tellement porteuses d'une interprétation de l'histoire qu'il ne peut trouver d'exposition répondant pleinement à ses attentes. Le projet de Centre contre les expulsions en arrière-plan de toutes ces expositions vient perturber le jugement et tout soutien à une exposition est vu comme un soutien aux organisateurs et à leur orientation politique. Les luttes politiques et idéologiques pour imposer une lecture de l'histoire nourrissent le débat et provoquent une concurrence entre les expositions qui a au moins le mérite de placer la question de l'expulsion au cœur de l'attention du public et de tirer le destin des expulsés de l'oubli.

Preuve que l'intérêt pour les expositions ne valait que par leur concurrence, la fondation Centre contre les expulsions du BdV a organisé deux autres expositions, « Les appelés »<sup>662</sup> présentée en 2009 à Berlin et « Arrivés » présentée au *Bundestag* à Berlin en 2011<sup>663</sup> sans que cela ne suscite le moindre commentaire du *GB*.

## **2. Le *GB* et les questions sociales**

Dans les premières années de parution du *GB*, la situation sociale des expulsés est encore extrêmement difficile pour un grand nombre d'entre eux. Les problèmes de logement sont loin d'être tous réglés et tous n'ont pas encore retrouvé un travail leur permettant de commencer une nouvelle vie. Même avec le temps qui passe et l'intégration progressive des expulsés dans la société ouest-allemande, le journal continue de considérer que ses lecteurs appartiennent à un groupe social fragile qui mérite d'être soutenu eu égard aux souffrances et à l'injustice qui l'ont frappé. Le besoin de soutien est très clairement mis en avant, avec un éclairage particulier de la situation des paysans. La nécessité d'une solidarité s'impose, qu'elle concerne les Allemands (qu'ils aient été expulsés ou non) ou les expulsés entre eux. Quant à l'intégration, elle repose d'abord sur le rôle décisif joué par les expulsés dans la reconstruction du pays et dans leur capacité à se mettre à leur tour au service des autres lorsque d'autres groupes sociaux rencontreront des difficultés rappelant les leurs.

### **I – La nécessité de soutiens**

#### ***La publication de textes officiels***

Pour le *GB* qui s'affirme d'emblée comme un journal au service de ses lecteurs, il est rapidement évident qu'il faut informer au mieux les expulsés du Comté de Glatz de leurs droits et leur communiquer toutes les informations susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie. Dès le tout premier numéro de janvier 1950, une rubrique est consacrée aux informations concernant les droits sociaux en général et ceux des expulsés en particulier. Sous

---

<sup>661</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 09/12, p. 12.

<sup>662</sup> « Die Gerufenen ».

<sup>663</sup> « Angekommen ».

le titre « Tuyaux et renseignements »<sup>664</sup> sont publiés des articles de longueur variable qui tiennent au courant de l'actualité législative (projet de lois nouvelles ou d'évolution de la loi) ou rappellent quels droits ou dispositifs peuvent être sollicités pour améliorer la situation de chacun. Ces renseignements vont des réductions tarifaires dans les chemins de fer<sup>665</sup>, aux émissions de radio consacrées spécifiquement aux expulsés<sup>666</sup> en passant par les possibilités d'aide au financement de la construction de logements<sup>667</sup>. Cette rubrique répond aux besoins des expulsés qui ne savent pas toujours où ils peuvent trouver de l'aide ni comment ils peuvent être aidés pour obtenir un logement et trouver un emploi afin de redémarrer une nouvelle vie. Cette rubrique a une importance toute particulière dans les premières années de parution du journal car c'est à ce moment-là que les besoins sont les plus grands. Les expulsés ne vivent pas encore tous dans des logements décentes, les camps d'accueil sont encore en activité et l'arrivée même en RFA est récente pour certains. En 1959, le *GB* inaugure une nouvelle rubrique à laquelle il consacre une page entière « La page sociale »<sup>668</sup>. Dans un petit encadré apparaissent le nom du responsable de cette rubrique et l'objectif qu'il s'assigne : « Nouveautés dans la législation, l'administration et la justice, qu'il est bon de connaître en particulier pour les retraités touchant des aides sociales ainsi que pour les bénéficiaires d'une pension ou d'une aide pour protéger leurs droits. Responsable : Artur E. Bienert, Göttingen »<sup>669</sup>

Ce sont principalement les textes officiels concernant les cas de maladie, de droits à la retraite ou les problèmes d'assurance qui sont évoqués dans cette rubrique, toujours avec un soin très particulier dans les explications, n'hésitant pas à donner les références des textes de loi afin que chacun puisse ensuite faire valoir ses droits en s'appuyant sur des informations précises. Le responsable de la rubrique joue ici le rôle d'un avocat qui donnerait à ses clients les meilleures informations pour obtenir gain de cause. Les rubriques « La page sociale » et « Tuyaux et renseignements » ne paraissent que durant quelques mois. Par la suite, bien que ces informations pratiques d'ordre social ou juridique ne fassent plus l'objet d'un traitement à part dans le journal, le *GB* continue de publier de nombreuses informations sur la législation sociale en faveur des expulsés. La volonté de tenir les lecteurs informés de leurs droits est très forte et le journal tient à s'acquitter de son devoir d'informer les expulsés, fidèle en cela au sous-titre du journal « Journal d'information et de renseignements de la population du Comté de Glatz »<sup>670</sup>.

Les déclarations officielles des *Landsmannschaften* reproduites dans le *GB* sont très nombreuses. Il s'agit la plupart du temps de déclarations faites pour la presse que le *GB* reprend *in extenso*. Elles traduisent les prises de position des organisations représentatives des expulsés en fonction de l'actualité. Souvent, il s'agit de réactions en prise directe avec l'actualité. Ainsi, ces déclarations se multiplient à partir de 1970 et du début de l'*Ostpolitik*.

---

<sup>664</sup> « Winke und Hinweise ».

<sup>665</sup> Article publié dans *GB* 50/1, p. 7.

<sup>666</sup> Article publié dans *GB* 50/4, p. 5.

<sup>667</sup> Article publié dans *GB* 51/3, p. 10.

<sup>668</sup> « Die soziale Seite ».

<sup>669</sup> Article publié dans *GB* 59/1, p. 6.

<sup>670</sup> « Informations- und Mitteilungsblatt der Volksgruppe Grafschaft Glatz ».

Du voyage de Willy Brandt à Varsovie en décembre 1970 jusqu'à la ratification des traités de l'est par le *Bundestag*, le *GB* se fait l'écho des nombreuses réactions officielles à cette politique d'ouverture. Ces textes contiennent surtout des éléments de politique internationale (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, demande d'un traité de paix pour régler la question frontalière, exigence d'un référendum auprès des populations d'avant-guerre sur le statut des territoires). Alors que les *Landsmannschaften* comme le BdV ont également une activité de lobby auprès du gouvernement et des députés pour défendre la cause des expulsés et demander une politique sociale qui leur soit favorable, le *GB* ne rend pas compte de cette activité et on ne trouve que peu de traces de cet aspect du travail des *Landsmannschaften*. Lorsque des déclarations de presse évoquent des questions d'argent, c'est généralement plutôt pour demander que le travail culturel réalisé par les expulsés soit soutenu par les fonds publics et que les subventions versées aux associations ne soient ni supprimées ni même diminuées.

Le *GB* met en application sa volonté de défendre les intérêts particuliers des expulsés quand il relève dans la déclaration de politique générale du chancelier Brandt que les expulsés ne sont pas évoqués une seule fois :

*« Dans les cercles des expulsés, on a noté avec regret que dans sa déclaration de politique générale, le chancelier n'a pas eu un mot pour les différents problèmes économiques, sociologiques et culturels des expulsés, réfugiés et invalides de guerre et qu'il a pu donner l'impression qu'on ne s'intéresse plus spécifiquement à ces questions. »*<sup>671</sup>

La réaction des représentants des expulsés ne se fait pas attendre. Profitant des grands rassemblements nationaux, les *Landsmannschaften* de Silésie, de Prusse orientale et des Sudètes proclament dans une déclaration commune que les expulsés refusent d'être mis au ban de la société et qu'ils entendent bien continuer de faire porter leur voix :

*« Même si l'on souhaitait nous rabaisser au rang de seconde classe, cet Etat est aussi le nôtre et nous avons les mêmes droits et naturellement aussi les mêmes devoirs que tout un chacun. »*<sup>672</sup>

La question sociale n'est pas évoquée directement ici, mais il ne fait aucun doute que les auteurs de cette déclaration pensent à cet aspect puisque les droits auxquels il est fait allusion incluent naturellement la dimension sociale.

Sur les questions sociales, les expulsés ne sont heureusement pour eux pas les laissés-pour-compte de la société ouest-allemande et ils savent en outre qu'ils peuvent compter sur plusieurs soutiens. Parmi eux, l'Eglise constitue un allié fidèle sur lequel s'appuient les expulsés. Le *GB* accorde naturellement une grande importance à l'Eglise et à ses serviteurs. En tant que co-fondateur du journal, Georg Goebel a profondément marqué la culture du journal et l'a ancré dans les valeurs de l'Eglise. Les prêtres ont joué un rôle important dans l'accompagnement des expulsés. C'est pour cette raison qu'Alois Bartsch rend hommage à l'Eglise qui a soutenu les expulsés dans les épreuves qu'ils ont eu à traverser :

---

<sup>671</sup> Article (mid) publié dans *GB* 73/3, p. 2.

<sup>672</sup> Déclaration commune des expulsés de 1973 publiée dans *GB* 73/7, p. 2.

« Pour toutes les raisons citées, l'Église a élevé sa voix et elle a exigé au nom de la justice, de l'humanité et de la chrétienté ainsi que dans l'intérêt d'une paix durable, que les hommes expulsés des territoires de l'est allemands reçoivent une indemnité et que leur Heimat originelle leur soit rendue. »<sup>673</sup>

### **La péréquation des charges**

Les conditions de départ et de transport entre leur ancienne *Heimat* et leur nouveau lieu de vie ont conduit les expulsés à perdre la quasi-totalité de leurs biens matériels. Souvent, ce ne sont que quelques rares objets symboliques qu'ils ont réussi à emporter avec eux et qui ont échappé aux nombreuses fouilles et confiscations intervenues tout au long de leur périple. A la perte des biens matériels que sont les objets, vêtements, meubles que possédaient les expulsés s'ajoute celle de la maison ou de la ferme dans laquelle ils vivaient. Pour tous les expulsés, l'arrivée dans leur nouvel environnement signifie un nouveau départ dans la vie en recommençant à zéro. Les expulsés bénéficient naturellement de l'assistance de l'administration des puissances alliées ou d'organisations humanitaires comme la Croix-Rouge. Après la fondation de la RFA en 1949, une des priorités pour le gouvernement fédéral va être de venir en aide aux expulsés afin de leur permettre de s'intégrer dans la société, ce qui passe d'abord par l'aide au logement. Le *GB* évoque la loi sur la péréquation des charges (*Lastenausgleichsgesetz*) pour la première fois en 1951. Alors que la campagne électorale promettait une péréquation juste, tous les doutes sont permis sur la véritable forme prise par la péréquation :

« Les uns conserveront leurs biens et seront encore plus riches et les autres devront, puisqu'il n'y a plus d'argent disponible, se contenter du peu que l'on envisage de leur donner. »<sup>674</sup>

Mais les expulsés sont bien résolus à surveiller l'avancée du projet et à intervenir afin que chacun reçoive son dû. Le *GB* s'inquiète de voir que le projet n'avance que lentement et qu'il suscite des affrontements politiques entre les différents partis. Comment et pourquoi en serait-il autrement ? Rares sont les sujets soumis au parlement qui ne soient pas âprement discutés. Lorsque Georg Goebel s'interroge sur les véritables causes qui expliqueraient la longueur des discussions, il est difficile de le croire :

« Il y a des gens qui pensent que les discussions et les hésitations sont intentionnelles pour reporter sans cesse la solution et pour faciliter le règlement biologique. De plus en plus de personnes âgées meurent sans avoir pu profiter des bienfaits de la péréquation ni avoir profité d'un soir de la vie meilleur. »<sup>675</sup>

La mention de la « solution biologique » paraît bien dérisoire alors que l'expulsion date de moins d'une décennie seulement. Les 12 millions de personnes arrivées dans les zones d'occupation à partir de 1945 seraient-elles toutes proches de la mort ? Naturellement non, mais cet argument a néanmoins une valeur presque prophétique puisqu'il apparaîtra très régulièrement dans les colonnes du journal durant des décennies. A chaque fois, il s'agira de dénoncer l'inaction des dirigeants politiques et leur passivité au moment de traiter les problèmes des expulsés dont l'urgence est toujours d'actualité puisqu'irréremédiablement leur

<sup>673</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/4, p. 1-2.

<sup>674</sup> Article publié dans *GB* 51/1, p. 5.

<sup>675</sup> Article de Georg Goebel publié dans *GB* 51/2, p. 2.

nombre diminue. Goebel fait ici figure de précurseur en utilisant cet argument qui deviendra une sorte de leitmotiv de l'action du *GB*.

Mais l'annonce d'une manifestation organisée par les représentants des expulsés à Bonn montre aussi que les expulsés n'entendent pas se laisser déposséder de leurs droits et qu'ils vont se battre pour obtenir la mise en œuvre d'une juste péréquation des charges. Cette volonté de se battre est renforcée par la publication dans le même numéro d'un article de Linus Kather<sup>676</sup> qui indique que le texte de loi est encore entre les mains du parlement, mais que d'ores et déjà les expulsés doivent refuser ce texte qui ne répond pas à leurs attentes. Lui aussi appelle les expulsés à manifester leur mécontentement à Bonn. Le rejet du projet gouvernemental n'est pas argumenté, le *GB* compte sur la confiance de ses lecteurs pour qu'ils s'engagent dans le combat pour une juste péréquation.

Le texte de loi sur la péréquation des charges n'est pas publié intégralement dans le *GB*<sup>677</sup> mais il est commenté afin de répondre aux questions des lecteurs ou de leur faire connaître leurs droits. Le *GB* ne cherche plus la polémique. Peu importe que le texte soit considéré comme bon ou mauvais pour les expulsés, il importe dorénavant aux rédacteurs de le faire connaître aux expulsés. Leur combat entre dans une nouvelle phase, car une fois les règles fixées, il faut que le plus grand nombre possible de personnes concernées puissent en bénéficier le plus largement possible. Le *GB* applique son principe d'être au service de ses lecteurs et de faire en sorte que chacun réussisse à vivre dans les meilleures conditions possibles.

Il est à noter qu'après ces quelques articles sur les lois concernant la péréquation des charges, le sujet passe totalement inaperçu dans le journal. Ses lecteurs ont beau être les premiers concernés par ce dispositif législatif, le *GB* ne s'en occupe plus une fois que la loi est votée. Les articles suivants sur le sujet paraîtront dans les années 1970. Pendant quinze ans, il ne sera plus question de cette question de l'indemnisation des pertes subies durant la guerre alors que c'est pourtant une réalité qui touche de très près les expulsés. Ce n'est qu'au début des années 1970 que le sujet va de nouveau trouver sa place dans le journal.

Bien que le contenu du courrier des lecteurs ne soit pas pris en compte dans l'étude du journal, une remarque publiée par la rédaction du journal dans cette rubrique mérite toutefois d'être relevée. Après une lettre de lecteur se plaignant de la faible indemnisation qu'il a reçue pour ses pertes liées à la guerre, le journal répond que des dizaines de lettres similaires arrivent à la rédaction. Il ne s'agit donc pas d'un courrier de lecteur mais bien d'un article de la rédaction. De plus, son contenu même permet de mieux saisir les choix qui sont opérés au sein de la rédaction ainsi que la ligne éditoriale que se fixe le journal durant cette période troublée pour les expulsés que constituent les débuts de la coalition sociale-libérale :

*« Bien sûr, certains Graftschafter aussi critiquent notre combat politique. (...) Quand on nous propose de plutôt nous engager en faveur d'une amélioration de la péréquation des charges,*

---

<sup>676</sup> Article de Linus Kather publié dans *GB* 51/2, p. 11.

<sup>677</sup> Article publié dans *GB* 53/12, p. 2.

*alors il faut dire que précisément en ce moment, on veut que nous mettions tout de côté et on veut nous refuser ce que l'on défend dans le GB, alors certains feraient mieux de se demander un peu plus si leur orientation continue d'être pertinente. »*<sup>678</sup>

Plus surprenant que le silence autour de la péréquation des charges jusqu'au début des années 1970, l'annonce par le chancelier Helmut Schmidt de la fin du processus de gestion des conséquences de la guerre trouve pour seul écho dans le *GB* un court article publié au beau milieu de la deuxième page<sup>679</sup>. Alors qu'on aurait pu imaginer des diatribes contre le nouveau gouvernement qui décide de mettre un terme à l'aide de ceux qui ont tout particulièrement souffert pendant la guerre, c'est une simple citation de la déclaration de politique générale qui tient lieu d'annonce de la décision du chancelier. Il faut ensuite attendre deux numéros avant que le sujet ne soit à nouveau évoqué. C'est un texte de Peter Paul Nahm qui fut secrétaire d'Etat au ministère des expulsés de 1953 à 1967 qui retrace vingt ans de travail et de mesures afin d'aider les expulsés à s'intégrer dans leur nouvel environnement<sup>680</sup>. Mieux qu'un long réquisitoire, son exposé permet de mieux saisir l'importance du dispositif législatif en faveur des expulsés pour leur intégration dans la société ouest-allemande. D'autant plus que Nahm souligne l'effort mutuel que la péréquation a représenté : une somme colossale pour l'Etat ouest-allemand et une compensation bien en deçà des pertes réellement subies pour les expulsés.

Le BdV réagit officiellement à l'annonce de Schmidt avec une grande virulence<sup>681</sup>. La résolution adoptée par le congrès du BdV proteste énergiquement contre la fin des dispositifs d'indemnisation des pertes subies durant la guerre. L'article se termine par la mention de la position adoptée par l'opposition parlementaire : elle considère que le processus législatif concernant les conséquences de la guerre n'est pas achevé.

Tant que la péréquation des charges faisait consensus et que les partis représentés au *Bundestag* soutenaient le dispositif, le *GB* n'évoquait que très peu les modalités d'indemnisation. Les pages consacrées aux questions sociales informaient les lecteurs sur les modifications de la loi, mais leur portée était toujours limitée. Or, à partir du moment où le sujet devient l'objet d'une dissension politique et que les partis politiques s'opposent, on entre dans une phase nouvelle du traitement de la question sociale. Le *GB* s'engage fortement pour demander la poursuite du dispositif législatif de péréquation des charges. Le positionnement du *GB* en faveur de la péréquation apparaît logique puisqu'il le place dans la ligne de la défense des intérêts des expulsés. Mais la volonté du chancelier Schmidt de mettre fin à ce dispositif s'inscrit aussi dans la continuité de la politique étrangère menée depuis plusieurs années et qui conduit la RFA à se rapprocher de la Pologne et à entretenir des relations plus détendues grâce à des concessions majeures sur la question sensible de la frontière. Depuis la signature du Traité de Varsovie, le SPD est considéré par le *GB* comme le parti qui renonce aux territoires et rompt avec le devoir moral et politique voulu par la Loi fondamentale

---

<sup>678</sup> Article publié dans *GB* 72/5, p. 2.

<sup>679</sup> Article publié dans *GB* 74/7, p. 2.

<sup>680</sup> Article publié en deux parties dans *GB* 74/9, p. 1 et *GB* 74/10, p. 1.

<sup>681</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 74/9, p. 2.

d'œuvrer au rétablissement de l'unité allemande. Le changement de cap trouve alors une expression dans le domaine social avec la volonté du chancelier de clore le chapitre de l'après-guerre. Ainsi, le *GB* choisit de s'opposer non seulement pour des raisons sociales parce qu'il considère que les expulsés n'ont pas encore tous reçu une juste indemnisation pour leurs pertes, mais aussi parce que Helmut Schmidt représente le parti qui a abandonné les expulsés et cherche à les marginaliser.

Lors des élections législatives fédérales de 1976, la question de la législation sur le traitement social des conséquences est un sujet de campagne. Le *GB* s'engage naturellement en faveur de la poursuite de cette législation et il se retrouve logiquement dans le camp de l'opposition au gouvernement du chancelier Schmidt. Un article publié à la une du *GB* tente de montrer pourquoi il est faux de prétendre que la péréquation a coûté des milliards aux contribuables et que les expulsés ont tiré un profit indu de cette manne financière :

*« Les véritables prestations de la péréquation des charges s'élèvent à près de 4 milliards de marks par an, de façon constante. Par rapport aux revenus de l'Etat, c'est une somme minime, de l'ordre des dépenses effectuées pour les statistiques. Lorsque l'on parle de « sommes considérables » que la péréquation aurait versées, on donne souvent l'impression que ces « sommes considérables » ont été données aux expulsés comme indemnité pour les biens qu'ils ont dû abandonner. C'est ainsi que s'est répandue dans la population ouest-allemande (et en particulier chez les contribuables) l'idée fausse que les expulsés ont touché grâce à la péréquation des charges beaucoup plus qu'ils n'ont perdu. Rien n'est plus faux. »*<sup>682</sup>

Si l'article procède de la volonté apparente de dire la réalité des chiffres, il poursuit en période électorale une autre intention tout aussi claire : celle de mettre à jour les mensonges propagés par la coalition sociale-libérale au pouvoir et de montrer que le pouvoir en place ne recule devant aucun mensonge ni la moindre diffamation d'un groupe social pour justifier sa politique. Cet article est donc aussi un texte de propagande électorale au service des partis conservateurs d'opposition. La même intention est poursuivie dans un éditorial suivant<sup>683</sup>. La volonté du pouvoir de clore le dispositif sur les conséquences de la guerre et celle de l'opposition de le poursuivre est rappelée en même temps que la nécessité pour les expulsés de voir ce système perdurer<sup>684</sup>. Bartsch peut bien conclure son éditorial en disant que chacun votera selon sa conscience, sa consigne de vote n'en est pas moins claire.

Après la reconduction de la coalition sociale-libérale au pouvoir, le *GB* ne publie aucun commentaire. Seule une résolution du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est allemand et des représentations des Länder publiée en décembre exige du gouvernement qu'il poursuive la législation sur la péréquation des charges<sup>685</sup>. Mais cette demande apparaît parmi

---

<sup>682</sup> Article (OSMIPRESS) publié dans *GB* 76/5, p. 1.

<sup>683</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/7, p. 1.

<sup>684</sup> On retrouve exactement les mêmes arguments exposés dans les mêmes termes dans un article publié dans *GB* 76/9, p. 2.

<sup>685</sup> Déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est et des représentations des Länder publiée dans *GB* 76/12, p. 2.

d'autres exigences (engagement en faveur de l'unité allemande, rejet des recommandations de la commission germano-polonaise sur les manuels scolaires), si bien que cette demande disparaît presque parmi les autres.

A l'occasion des trente ans de la mise en place de la première version de la péréquation des charges décidée par les gouvernements militaires d'occupation en 1948, le *GB* publie un article qui établit un bilan de l'action de dédommagement permise par la péréquation. Les chiffres sont particulièrement éloquentes puisqu'ils montrent que des centaines de milliers de personnes ont ainsi bénéficié d'un soutien, qu'il s'agisse de financer un logement ou de fournir le capital nécessaire à la création d'une entreprise. Le bilan apparaît donc comme extrêmement positif. Mais l'auteur indique aussi qu'au-delà des chiffres flatteurs se cache une réalité moins reluisante concernant l'indemnisation pour les pertes subies. Seule une très petite part des pertes a réellement été indemnisée :

*« Avec l'indemnisation pour une ferme de taille moyenne, l'expulsé pouvait s'acheter un taureau d'élevage, pour un hectare de bois, le propriétaire terrien recevait un gros tronc d'arbre, l'indemnisation pour un salon de coiffure suffisait pour s'offrir un fauteuil de salon moderne (...). »<sup>686</sup>*

Ces exemples sont plus à même de susciter la compassion du lecteur car ils mettent en lumière de manière saisissante l'écart entre la valeur de ce qui a été perdu et la valeur de ce qu'ont permis d'obtenir les maigres compensations. Ce texte est de nature à provoquer l'empathie du lecteur qui, concerné ou non par les mécanismes d'indemnisation ne peut que ressentir combien l'injustice de l'expulsion est impossible à compenser et combien les reproches faits aux expulsés sont injustes puisque l'indemnisation de leurs pertes est plus de l'ordre du symbole que de l'indemnisation réelle. Ce que ce texte oublie de souligner, c'est le fait que le gouvernement réélu entend poursuivre la politique d'indemnisation et qu'il ne mettra finalement pas un terme au mécanisme d'indemnisation. Le chiffon rouge qu'avait agité le journal durant la campagne électorale n'a finalement pas conduit à la catastrophe que les expulsés redoutaient. Le journal n'en a même pas fait l'annonce dans ses colonnes, comme si le sujet n'était digne d'intérêt que lorsqu'il s'agit d'une menace mais que la poursuite du mécanisme de péréquation ne justifiait pas que l'on s'enthousiasme autant que l'on s'était effrayé à l'idée de le voir disparaître.

La mention de la péréquation des charges ne sert pas toujours à souligner les besoins des expulsés et leurs demandes de soutien, elle est parfois utilisée comme argument pour porter d'autres revendications. Alors que ce mécanisme de justice sociale peut sembler sans rapport direct avec les questions de politique étrangère, le *GB* parvient pourtant à établir une relation étroite entre ces deux domaines et la péréquation des charges devient un argument au service de ce que les expulsés attendent du gouvernement fédéral dans ses relations avec la Pologne :

*« Ce que l'on appelle la péréquation des charges ne signifiait selon le préambule de cette loi du 14 août 1952 bien sûr pas un renoncement à la restitution de la fortune laissée derrière eux par les expulsés. Cette loi a plutôt été promulguée expressément avec cette réserve. Elle*

---

<sup>686</sup> Article publié dans *GB* 78/10, p. 2.

*voulait assurer aux victimes la subsistance, une aide à l'intégration et à un nouveau départ. Elle se comprenait au mieux comme une compensation pour l'usage rendu impossible. »*<sup>687</sup>

Avec cet article, le *GB* entend bien contrer les arguments de ceux qui prétendent que les expulsés ne peuvent plus exiger aucune nouvelle indemnisation puisque l'Etat ouest-allemand s'est chargé de les indemniser pour les pertes qu'ils ont subies. Le journal rappelle alors que la péréquation n'a fait que les aider à commencer une nouvelle vie mais qu'en aucun cas, elle ne leur a permis de retrouver ce qu'ils ont perdu. Ainsi, la question de la restitution des biens perdus durant l'expulsion doit être considérée comme ouverte et incluse dans les discussions entre RFA et Pologne.

Par la suite, la péréquation sera de nouveau évoquée pour rappeler qu'elle ne constitue pas un abandon de l'exigence de restitution des biens perdus. Ces mentions ont lieu à des moments-clés dans l'histoire des relations germano-polonaises, que ce soit après la chute du communisme<sup>688</sup> ou bien peu avant l'élargissement de l'UE aux pays d'Europe centrale<sup>689</sup>.

### ***Le cas des paysans***

Les paysans jouent un rôle bien particulier pour les expulsés de Glatz. Au moment de l'expulsion, ils constituent un groupe social très important parmi les expulsés. Leur nombre les rend en quelque sorte plus visibles que d'autres. Mais ce qui leur donne une place à part parmi les autres expulsés, c'est le fait que les paysans ont perdu leurs terres durant l'expulsion et donc leur moyen de subsistance. Comme les expulsés font de la perte de leur maison et des terres qui les entourent un drame surpassant toutes les autres injustices imaginables, la perte ou l'abandon d'une ferme et des outils d'exploitation qui s'y attachent représente le pire des drames dans l'imaginaire des expulsés. Les paysans n'étaient pas tous propriétaires des terres sur lesquelles ils travaillaient, mais pour ceux dont c'était le cas, la perte de la *Heimat* est redoublée par la perte de leur moyen de subsistance. Recommencer une nouvelle vie dans la nouvelle *Heimat* est bien plus difficile pour les paysans que pour les autres groupes sociaux. Leur nouveau lieu de résidence est extrêmement important pour les paysans puisque ceux qui habitent désormais en zone urbaine ne peuvent plus exercer leur profession, de même que ceux qui ne retrouvent pas la possibilité de travailler comme ils l'ont toujours fait. Symboliquement, les paysans sont ceux qui en exploitant la terre de la *Heimat* savaient la mettre en valeur et en tirer toute la richesse. Ils étaient aussi ceux qui permettaient à toute la population de se nourrir et de subvenir à ses besoins.

Les paysans sont glorifiés et cités en exemple dans le journal pour la fidélité dont ils ont fait preuve au XVIIe siècle lorsque la Bohême, la Moravie et la Silésie se sont détachées de l'empire habsbourgeois. Les paysans du Comté de Glatz ont alors apporté la preuve de leur fidélité à l'empereur. Le *GB* rend un hommage à ces héros :

---

<sup>687</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 80/8, p. 2.

<sup>688</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 91/4, p. 5 ; articles (*GNK*) publiés dans *GB* 92/1, p. 4-5 et *GB* 92/7, p. 5-6.

<sup>689</sup> Article publié dans *GB* 07/3, p. 12 et déclaration d'Helmut Sauer publiée dans *GB* 07/5 p. 3.

« De tous temps, les habitants de Glatz se sont comportés bravement contre tous les envahisseurs pour défendre leur territoire. Et c'est toujours le sentiment de fidélité qui a distingué les habitants de Glatz des autres. (...) A la lumière d'un tel exemple, pouvons-nous renoncer à notre Heimat ? »<sup>690</sup>

L'article est consacré à la gloire des paysans du Comté de Glatz qui se sont montrés d'une fidélité exemplaire à la couronne impériale. Au début de l'histoire du *GB*, la fidélité n'a pas encore été élevée au rang de vertu cardinale, mais elle est déjà mise en valeur comme valeur première pour les expulsés. A la fin de l'article, les lecteurs sont invités à s'identifier au courage de ces paysans et à les prendre pour modèle.

Dans les années 1950, l'attention portée aux difficultés particulières des paysans est très grande dans le *GB*. L'intégration des paysans dans la société de RFA ne se réalise pas dans des conditions satisfaisantes et le journal se fait l'écho de leurs difficultés particulières. Il s'agit pour lui non seulement de prêter secours à ces *Grafschafter* en difficulté, mais aussi de montrer au reste de la communauté que les paysans souffrent particulièrement. La communauté est rendue attentive au sort de ses membres qui jouent un rôle essentiel dans la constitution de l'identité des *Grafschafter*. De plus, la capacité des paysans à nourrir la population est prise très au sérieux par le *GB* qui voit dans l'adaptation des paysans de la *Heimat* à une nouvelle vie et un nouveau métier le risque que plus personne ne soit capable de travailler la terre de la *Heimat* lorsque le jour du retour arrivera. C'est donc un enjeu majeur que représente l'exercice professionnel des paysans en RFA :

« Comme la paysannerie de l'est allemand est une condition préalable supplémentaire à la possibilité de retour de tous les expulsés, la terre des paysans ouest-allemands doit être mise à contribution par une action globale et immédiate comme cela a été le cas en Finlande pour préserver les paysans expulsés. En Finlande par exemple, 97% des 46 000 paysans expulsés de Carélie ont été installés en l'espace de quelques mois : comme les grandes propriétés ne suffisaient pas, les paysans ayant 100 arpents ont dû en céder 10%. »<sup>691</sup>

L'exemple de la Finlande est pris pour montrer l'écart entre ce qui se passe en RFA et ce qu'il est possible de faire pour aider les paysans expulsés et leur permettre de commencer une nouvelle vie tout en continuant à exercer leur profession. Le cas finlandais est cité car le destin des paysans expulsés est lié également à la Seconde Guerre mondiale et il permet au *GB* de montrer que ses revendications n'ont rien d'extravagant ou d'irréalisable puisque d'autres pays ont su répondre aux attentes des populations concernées<sup>692</sup>. Les expulsés doivent prendre conscience du rôle prééminent que peuvent jouer les paysans dans le retour dans la *Heimat*. La peur de les voir embrasser une nouvelle profession et ne plus être capables de reprendre leur exploitation ancienne et que la transmission ne se fasse pas avec la

---

<sup>690</sup> Article publié dans *GB* 50/10, p. 5.

<sup>691</sup> Article publié dans *GB* 50/8, p. 8. On retrouve les mêmes arguments dans un article publié dans *GB* 51/7, p. 2-3.

<sup>692</sup> Le mécanisme de la péréquation des charges en Finlande est considéré comme exemplaire car il a contribué à la stabilité du pays et à la prospérité d'après-guerre. Il n'y a pas eu de tentation radicale pour les expulsés qui ont reçu des compensations importantes. Cf. KAUPPALA Pekka, « Lastenausgleich in Finnland », p. 385-387, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

génération suivante domine. Bien que l'espoir de retourner dans la *Heimat* soit bien présent, la notion de transmission à la génération suivante témoigne tout de même du doute qui s'installe dans l'esprit des expulsés sur la durée de l'exil.

C'est un véritable appel à l'aide que lance Alois Bartsch en 1953 sous le titre « Maintien de la substance agraire. Une question d'avenir sérieuse pour le recouvrement de notre *Heimat* »<sup>693</sup>. La possibilité du retour dans la *Heimat* est mise en cause, mais uniquement sous l'angle de la question paysanne. La seule incertitude est celle de la date du retour dans la *Heimat*, et c'est ce qui rend particulièrement difficile la préparation du retour :

« *Même si nous ne savons pas encore quand le jour J arrivera, il faut que ce soit le plus grand des devoirs pour tous ceux qui se sentent liés à la Heimat que de faire en sorte que la relève paysanne en particulier soit prête.* »<sup>694</sup>

Conscients de leur rôle dans le destin des expulsés de Glatz, les rédacteurs décident de donner une juste place aux paysans dans le journal à partir de 1955. Ils inaugurent alors une nouvelle rubrique « Fidèle à sa terre. La page de nos paysans et colons »<sup>695</sup>.

Georg Goebel inaugure cette première parution de la rubrique en expliquant le sens qu'il souhaite lui donner et les buts qu'elle doit atteindre. Il indique en particulier que sur les 7 000 paysans ou familles de paysans, seuls 250 exercent à plein temps leur activité agricole, tandis que moins de 700 possèdent une terre qu'ils cultivent en complément de revenus. Il est nécessaire que les paysans de Glatz forcent leur caractère pour réclamer et obtenir des autorités ouest-allemandes la possibilité de cultiver une terre dans leur nouvelle *Heimat*. La rubrique du *GB* doit servir de plate-forme d'échanges entre les paysans et inciter ceux qui sont dans le besoin à se prendre en main en suivant l'exemple de ceux qui s'en sont le mieux sortis. On reconnaît dans cette démarche le caractère volontariste de Goebel qui souhaite que les *Grafschafter* se prennent en charge. Il s'agit aussi pour lui de dénoncer l'absence de politique juste et efficace de la part de l'administration qui ne permet de prendre en compte la situation réelle des gens et offre passe-droits et avantages indus à ceux qui savent manœuvrer au mieux. L'article que signe Alois Bartsch indique encore plus clairement l'inquiétude qui le pousse à mettre en avant les difficultés spécifiques des paysans :

« *De tous nos compatriotes expulsés de l'est, les paysans expulsés sont dans la pire des situations. La plupart d'entre eux se trouvent aujourd'hui, huit à neuf ans après l'expulsion, dans des situations très inférieures, lorsqu'ils ne pleurent pas sur leur destin dans une mansarde à cause de leur âge. (...) Sans cette corporation des paysans de l'est allemand, un retour dans la Heimat est purement et simplement exclu.* »<sup>696</sup>

Dans cet article, Bartsch s'en prend lui aussi à une bureaucratie trop tatillonne ou parfois dénuée de tout sentiment humain qui ne permet pas aux expulsés de retrouver la situation

---

<sup>693</sup> « Erhaltung der agrarischen Substanz. Eine ernste Zukunftsfrage für die Rückgewinnung der *Heimat* », article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 53/10, p. 2.

<sup>694</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 53/10, p. 2.

<sup>695</sup> « Der Scholle treu. Die Seite unserer Landwirte u. Siedler ».

<sup>696</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 55/4, p. 9.

sociale digne à laquelle ils aspirent. Les paysans sont donc mis en avant parce que leur place dans la société de la *Heimat* justifie que l'on prenne en compte leur rôle à venir lorsque la situation l'exigera. C'est en quelque sorte un intérêt bien compris des expulsés qui devrait les pousser à soutenir les paysans qui peinent à trouver leur place dans la société ouest-allemande.

Car dix ans après l'expulsion, le constat est implacable concernant l'intégration ratée des paysans de l'est dans la paysannerie de RFA. Ils sont trop peu nombreux à avoir réussi à exercer le même métier à plein temps. Beaucoup ne l'exercent qu'en complément d'activité tandis que la majorité s'est tournée vers d'autres professions. Pour Goebel, les raisons ne sont que trop connues :

*« Il est désormais de notoriété publique qu'un égoïsme irresponsable de la part de leurs collègues ouest-allemands, des calculs politiques des partis dans les parlements régionaux, une trop faible capacité à s'imposer des représentants des paysans de l'est, l'absence d'une organisation fortement soudée et enfin l'absence d'un organe indépendant de ce plus grand groupe professionnel de l'est ont joué un rôle. (...) En dix ans à peine, la fidélité à sa profession et l'attachement du paysan de l'est à son sillon ont été étouffés, réduits ou on l'en a dégoûté. »<sup>697</sup>*

Des représentants des paysans du comté de Glatz dressent le même constat sombre sur l'intégration des paysans en RFA. Pour eux aussi, la perspective d'un retour dans la *Heimat* est remise en cause par l'absence de main-d'œuvre capable de cultiver les champs comme autrefois :

*« La paysannerie de Glatz est au bord de l'abîme avec sa jeunesse et ses dynasties paysannes sont proches de la disparition professionnelle. La possibilité de repeupler le Comté de Glatz est en péril. »<sup>698</sup>*

C'est un véritable appel au secours que lancent ici les représentants des paysans qui appellent les autorités ainsi que les paysans concernés à se mobiliser pour éviter que les paysans de Glatz ne se fondent dans la société ouest-allemande. C'est finalement paradoxalement la peur d'une trop grande intégration qui motive les représentants des paysans à intervenir dans le *GB*. Beaucoup de paysans se sont d'ores et déjà si bien fondus dans la société de RFA qu'ils en ont perdu leur identité paysanne, contraints d'exercer un nouveau métier.

Quand le chancelier Adenauer participe avec le ministre chargé des expulsés à une rencontre à Godesberg en 1958 avec plus de 10 000 paysans venus des territoires de l'est et de RDA, l'espoir est grand dans le *GB* qui consacre une page entière au compte rendu de cette rencontre. Les paysans peuvent faire part de leurs difficultés et le chancelier s'efforce d'y répondre, même si le ton finalement peu optimiste de l'article laisse transparaître les doutes de son auteur quant au succès des mesures annoncées :

---

<sup>697</sup> Article de Georg Goebel publié dans *GB* 55/9, p. 9.

<sup>698</sup> Article de Georg Goebel publié dans *GB* 56/8, p. 1.

« Selon les propos du ministre des Expulsés, M. Oberländer, Godesberg aurait apporté aux nombreuses questions non résolues au moins le préalable à une solution. Plus un seul paysan de l'est ne devra subir de seconde expulsion à l'ouest. »<sup>699</sup>

L'espoir suscité par la rencontre est à la hauteur du désespoir qui prévalait avant et laisse entrevoir des jours meilleurs pour les paysans. Cet article montre au lecteur que la situation qu'il dénonçait depuis plusieurs mois n'a pas laissé le pouvoir indifférent qui s'est résolu à traiter ce problème. Il détaille les propositions du chancelier pour permettre aux paysans d'exercer leur activité professionnelle ou de résoudre leurs problèmes de logement.

Les paysans occupent une place toute particulière dans la population des expulsés. En 1968, les expulsés de Glatz vivant à Lüdenscheid et regroupés autour de Georg Goebel décident de renforcer leur communauté en faisant venir d'autres expulsés de Glatz qui vivent isolés sur le territoire de la RFA pour y développer quatre projets<sup>700</sup>. Ils souhaitent créer un lotissement de logements individuels pour l'accueil de *Grafschafter*<sup>701</sup>, mais aussi une maison de retraite<sup>702</sup>, un centre de rencontres pour les jeunes et un centre culturel. Mais la liste des projets commence par l'intention d'offrir aussi des terrains disponibles aux paysans de la *Heimat* pour qu'ils puissent cultiver et perpétuer ainsi leur activité traditionnelle du temps de la *Heimat*. Les paysans jouent ici leur fonction centrale dans l'organisation de la communauté qui a besoin de leur présence comme élément d'identité.

A la mort de Georg Goebel, l'hommage qui lui est rendu dans le *GB* inclut un rappel de son fort engagement en faveur des paysans de la *Heimat*<sup>703</sup>. Ses origines (il est né dans une famille de modestes paysans) expliquent en partie qu'il se soit toujours fait un devoir de soutenir les paysans<sup>704</sup>. C'est aussi l'une des raisons de l'attachement du journal à ce groupe de population de la *Heimat*.

Lorsque les problèmes des paysans sont évoqués dans les années 1970 et au-delà, ce n'est plus pour parler de difficultés actuelles, mais pour faire une sorte de bilan ou dresser un tableau de ce qu'ont vécu les paysans après leur expulsion<sup>705</sup>. Le ton est unanimement grave pour dénoncer le manque d'assistance offerte aux paysans. Le déclin de leur profession était

---

<sup>699</sup> Article publié dans *GB* 59/1, p. 2.

<sup>700</sup> Article publié dans *GB* 63/4, p. 1-2.

<sup>701</sup> Ces logements sont construits près de Lüdenscheid, à Neuenrade, dans une rue baptisée « Georg-Goebel-Straße » à côté de la « Glatzer Straße ».

<sup>702</sup> La maison de retraite « Haus Derhääme » (Danziger-Straße 94, à Lüdenscheid) est inaugurée le 9 mai 1970. Le financement du terrain et du bâtiment a été assuré par les fonds collectés par Georg Goebel auprès des *Grafschafter*. L'administration est confiée au Caritas, le Secours catholique allemand. Les statuts prévoyaient que les *Grafschafter* aient une priorité d'accès à la maison de retraite. Tout au long des années 1970, les expulsés ont été nombreux à y vivre. Aujourd'hui, l'origine des résidents n'est plus un critère pris en compte pour l'admission, cf. mail de Hans-Werner Wolff, président du Caritas de Lüdenscheid, à l'auteur du 17 août 2012.

<sup>703</sup> Article publié dans *GB* 65/10, p. 2.

<sup>704</sup> CHRISTOPH, *Goebel*, p. 7.

<sup>705</sup> Editorial d'Alois Bartsch dans *GB* 74/10, p. 1 ; article (s.u.e.) publié dans *GB* 86/6, p. 2 ; article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 87/1, p. 2 ; article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 01/2, p. 8.

inévitables car ils n'ont pas su se faire une place dans des régions où les paysans déjà en place n'ont pas voulu les aider dans leur installation.

## II – Une solidarité nécessaire

### *Les difficultés d'intégration*

L'arrivée des expulsés dans leur nouveau lieu d'habitation, zones d'occupation des Alliés occidentaux qui allaient devenir la RFA, s'est faite dans des conditions très difficiles<sup>706</sup>. Alors que le journal ambitionne de faire le lien entre tous les expulsés et de leur permettre de retrouver un peu de la chaleur qui les unissait dans la *Heimat*, il met fortement l'accent sur les difficultés que rencontrent les expulsés pour s'intégrer dans leur nouvel environnement. Il ne s'agit pas pour le journal de se complaire dans le misérabilisme, mais il semblerait plutôt qu'il cherche à montrer à ses lecteurs que tous les expulsés connaissent une vie difficile et que nul n'échappe à la dure réalité. Le *GB* ne cache pas que les expulsés ne sont pas nécessairement accueillis à bras ouverts, voire qu'ils doivent faire face à l'hostilité d'une partie de la population locale<sup>707</sup>. Du côté des expulsés aussi, l'intégration ne va pas de soi, car au-delà d'une volonté pas toujours évidente (selon que l'espoir de rentrer bientôt est vivant ou non), les expulsés se sentent plus ou moins étrangers dans un environnement qui n'est pas le leur :

*« Les gens avec lesquels nous menons notre vie aujourd'hui ne sont pas taillés non plus dans le même bois que nos compatriotes de chez nous. Ils parlent un autre dialecte, ont d'autres coutumes et traditions, célèbrent d'autres fêtes, et se différencient de toutes façons de beaucoup d'entre nous dans leur façon de vivre. La plupart d'entre nous, presque tous, souffrent du changement de nos conditions de vie, sans parler du fait que nous autres expulsés supportons plus que d'autres le fardeau du chômage généralisé et de la crise du logement. Toutes ces circonstances ne nous aident pas à nous sentir chez nous dans ce pays étranger. »*<sup>708</sup>

Le *GB* ne cache en rien les problèmes qui se posent et le lecteur, qui vit peut-être isolé dans une région où il est seul expulsé, ou seul du Comté de Glatz, comprend que l'immense majorité de ses semblables partagent ses sentiments.

Après les mois de lutte consacrés au rejet des traités de l'est, le président de la *Landsmannschaft der Oberschlesier*, Friedrich Hollunder, s'interroge sur les relations entre les expulsés et le reste de la population ouest-allemande dans un long article publié sous le titre évocateur « Quel est donc le problème des expulsés ? »<sup>709</sup>. Les difficultés des premières années ne sont pas cachées :

---

<sup>706</sup> On ne traitera pas ici du cas des expulsés arrivés dans la zone d'occupation soviétique, future RDA, puisque leur situation n'est pas au cœur des préoccupations du *GB*. Même si le journal évoque régulièrement le destin des *Grafschafter* vivant dans l'autre Etat allemand, leur situation n'est en rien comparable à celle de leurs compatriotes vivant à l'ouest. De plus la représentation du destin des expulsés vivant en RDA se teinte dans le *GB* d'un très fort anticommunisme qui déforme une réalité de toute façon difficile à connaître pour les habitants de RFA.

<sup>707</sup> Article publié dans *GB* 50/3, p. 7.

<sup>708</sup> Article publié dans *GB* 50/5, p. 7.

<sup>709</sup> « Was ist eigentlich mit uns Vertriebenen los? », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 73/4, p. 1-2.

« Au moment où après la grande défaite les flots d'Allemands expulsés des territoires de l'est allemands sont arrivés dans les territoires restants du Reich allemand, la population ouest-allemande tout aussi durement touchée par la guerre n'était pas spécialement heureuse. Mais tous les responsables s'accordaient sur la nécessité d'apporter de l'aide afin d'éviter le chaos et la famine. (...) L'administration et la population acceptaient les *Landsmannschaften*. C'est sur cette base d'une compréhension mutuelle se développant entre population locale et expulsés qu'a grandi la confiance. »<sup>710</sup>

La suite de l'article s'intéresse à l'évolution politique des *Landsmannschaften* et au fossé qui s'est creusé entre les expulsés partisans d'un retour dans les territoires et le reste de la population qui verrait le revanchisme à l'œuvre dans cette attitude. Mais le début de l'article indique bien qu'au-delà de toute considération politique, la population ouest-allemande était plus que réticente à accueillir les expulsés. Quant aux autorités administratives, leur rôle a été déterminant puisqu'elles ont su créer les conditions favorables à l'accueil des Allemands venus de l'est, mais il est clair que c'est bien par nécessité qu'elles ont agi ainsi. Les allusions au chaos et à la famine soulignent que ce n'est pas seulement dans un élan philanthropique que les autorités ont agi, mais bel et bien parce que toute autre solution mettait en péril l'ordre intérieur. La participation des expulsés à la reconstruction a permis de montrer qu'il était possible de vivre ensemble. Le rôle des *Landsmannschaften* dans le processus d'intégration est naturellement souligné, puisqu'en tant que président de la *Landsmannschaft der Oberschlesier*, Hollunder a intérêt à ce que les mérites de son groupe soient reconnus. C'est surtout pour la suite des relations entre les expulsés et la majorité de l'opinion publique que Hollunder s'efforce de montrer que les *Landsmannschaften* sont des organismes dignes de confiance puisque c'est à partir de 1970 que leur fonction commence à être remise en cause ainsi que le rôle joué par les permanents au sein de ces organisations.

Pour Georg Hoffmann, la réussite de l'intégration des expulsés dans la société de RFA est à mettre au compte des expulsés eux-mêmes, qui par leur courage et leur volonté, sont parvenus à surmonter tous les obstacles qui se dressaient devant eux :

« Et n'oublions pas une chose : la population installée de longue date dans les zones d'occupation à l'ouest comme à l'est ne nous a pas vraiment accueillis à bras ouverts, nous les expulsés. Nous étions peut-être les bienvenus en tant que main-d'œuvre, mais nous voulions être nourris, nous voulions avoir un logement. Nourriture et logement : c'était cela les deux principaux problèmes à l'ouest aussi (...). C'est d'abord l'impression que cela donnait après 1945 – et à côté de la reconstruction, c'est peut-être la plus grande réalisation des Allemands que cette situation [sociale, L.P.] explosive n'ait pas éclaté, que l'intégration soit devenue possible comme la construction commune d'un Etat démocratique reconnu aujourd'hui comme exemplaire à l'échelle internationale. »<sup>711</sup>

L'arrivée massive de populations extérieures à l'ouest a représenté une mise en péril de l'ordre intérieur et Hoffman ne cache pas que des efforts ont été nécessaires pour éviter que la situation ne dégénère et pour que les expulsés trouvent leur place dans la société. Le public

---

<sup>710</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 73/4, p. 1-2.

<sup>711</sup> Discours de Georg Hoffmann publié dans *GB* 86/2, p. 1-3.

auquel s'adresse le *GB* est constitué quasi exclusivement d'expulsés et cette réalité n'a rien de nouveau pour les lecteurs. Alors que dans le reste de la société, l'intégration des expulsés est un fait qui ne préoccupe personne et qui est désormais considéré comme allant de soi, le *GB* évoque ce problème bien avant que des historiens ne se penchent sur la question.

En introduction à la rubrique « hommage » dans laquelle différentes personnalités sont honorées en raison de leur activité en faveur de la *Heimat*, qu'il s'agisse de l'organisation de rencontres, de voyages ou d'activités sociales ou culturelles, un texte publié en 1992 s'applique à souligner la prouesse que constitue leur intégration dans la société alors que les expulsés ont dû repartir au niveau le plus bas sur l'échelle sociale :

« On célébrera bientôt le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'expulsion de notre *Heimat*, nous nous sommes activement intégrés en Allemagne de l'ouest dans la politique et la société. (...) Nous avons dû faire la preuve, et nous l'avons prouvé que des Allemands arrivés le sac sur le dos sont devenus des concitoyens respectés, souvent même des notables. »<sup>712</sup>

Cet article permet à la rubrique d'inclure l'ensemble des expulsés dans les hommages. Si certains sont plus particulièrement mis en avant, tous les expulsés mériteraient d'être salués collectivement pour l'exemplarité de leur destin. Alors que tout les prédestinait à connaître les pires difficultés dans la société ouest-allemande, ils ont réussi à devenir des citoyens de premier ordre et leurs mérites sont unanimement reconnus. Le portrait est sans doute un peu trop flatteur, mais il a le mérite de montrer la fierté que ressentent les expulsés lorsqu'en se retournant sur leur parcours ils constatent qu'ils ont finalement surmonté avec succès les épreuves qu'ils ont traversées. Car le parcours fut semé d'embûches et les expulsés n'ont pas été aidés autant qu'ils l'auraient voulu. Dans un article de 2007, Herbert Gröger le rappelle avec une certaine amertume :

« Ce mot à la mode d'intégration, nous ne l'avons pas connu et n'avons pas eu l'occasion de le connaître. Il n'y a pas eu pour nous de prestations sociales, de cellule de soutien psychologique ou d'autres bonnes œuvres ; pour pouvoir survivre, nous avons dû faire nos preuves ! »<sup>713</sup>

Dans ce même numéro, un long article retrace l'histoire de l'intégration des expulsés en RFA. Une fois de plus, la méfiance, voire le rejet de la population locale sont indiqués clairement :

« La plupart du temps, ils [les expulsés, L.P.] arrivaient à bout de force et appauvris à la porte des autochtones qui avaient reçu l'obligation administrative d'accepter ces placements autoritaires. On ne peut que comprendre que les deux parties se soient rencontrées avec méfiance et qu'elles aient commencé par éviter des contacts trop rapprochés. Heureusement, il y a eu aussi de la bienveillance et de la compréhension des deux côtés. »<sup>714</sup>

Si une fois de plus, le rejet est formulé sans détour, les marques de solidarité et de soutien sont mises en avant également et l'intégration des expulsés tient aussi au fait qu'ils ont été aidés et acceptés par la population locale en dépit des difficultés évidentes.

---

<sup>712</sup> Article publié dans *GB* 92/2, p. 4.

<sup>713</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 07/2, p. 2. On retrouve les mêmes arguments dans un article de Karl Matko paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 10/9, p. 2-12.

<sup>714</sup> Article publié dans *GB* 07/2, p. 12.

### ***La solidarité entre Allemands en Allemagne***

La solidarité qui s'exprime dans le *GB* ne concerne pas que les expulsés ou les *Aussiedler*. Elle prend aussi un tour national en soulignant l'unité du peuple allemand par-delà la division de la nation en deux Etats. En effet, les Allemands de RDA font l'objet d'une attention toute particulière du *GB*. Alors que les expulsés sont proportionnellement à la population en place avant l'expulsion plus nombreux en RDA qu'en RFA, ils ne peuvent pas affirmer leur identité et sont les victimes de la dictature communiste. La dimension politique de la solidarité qui s'exprime avec les habitants de RDA est nette car en appelant les habitants de RFA à ne pas oublier leurs frères allemands de RDA, le journal se donne la possibilité d'exprimer son anticommunisme.

La solidarité avec les habitants de RDA s'exprime d'une manière générale grâce aux encadrés qui sont publiés dans les colonnes du journal et qui, sous une forme extrêmement brève, rappellent aux lecteurs que dans l'autre Etat allemand vivent des citoyens allemands qui manquent de tout :

*« As-tu déjà envoyé ton colis dans la zone ? Penses-y. Nos amis l'attendent. Ecris aussi quelques lignes de temps en temps. Nos amis veulent savoir que nous pensons à eux. »*<sup>715</sup>

*« Pensez-y lorsque vous envoyez un paquet dans la zone soviétique : il y a toujours une pénurie de beurre, de margarine, de matière grasse et de fromage là-bas. »*<sup>716</sup>

Un dessin représentant deux ménagères portant chacune un cabas et en grande discussion est légendé ainsi :

*« Stop ! Vous n'avez pas oublié d'emporter aussi quelques bricoles pour un colis à destination de l'Allemagne centrale ? 1001 petites choses manquent encore là-bas – si nous n'aidons pas ! »*<sup>717</sup>

Ce dessin est publié à côté d'un article qui donne toute une série de conseils pratiques pour envoyer un colis en RDA à l'occasion des fêtes de Noël. Il s'agit en particulier d'indiquer aux lecteurs ce qui est autorisé et ce qui est interdit. La nécessité d'envoyer un colis est indiqué en introduction qui rappelle que le contenu du paquet n'est pas le plus important :

*« Il est plus important de redire ainsi à nos frères et sœurs de la zone soviétique : nous pensons à vous ! Nous nous sentons liés à vous ! Vous n'êtes pas oubliés, nous voulons vous aider à tenir sous l'oppression à laquelle vous êtes constamment exposés. »*<sup>718</sup>

La solidarité s'exprime aussi à destination des expulsés du Comté de Glatz qui sont arrivés dans la zone d'occupation soviétique. Ceux-ci se retrouvent peu à peu coupés du reste de la communauté des *Grafschafter* et le *GB* devient alors le seul moyen de s'informer de la vie des autres *Grafschafter*. Plus que jamais le journal est un lien indispensable pour savoir ce que deviennent les parents ou amis.

---

<sup>715</sup> Encadré publié dans *GB* 59/1, p. 9.

<sup>716</sup> Encadré publié dans *GB* 67/3, p. 3.

<sup>717</sup> Dessin publié dans *GB* 60/11, p. 2

<sup>718</sup> Article publié dans *GB* 60/11, p. 2.

Lorsque les autorités est-allemandes décident de bloquer les livraisons de presse venant des zones de Berlin-ouest, le *GB* réagit en choisissant de livrer désormais les exemplaires destinés à des *Grafschafter* vivant à Berlin-Est à des parrains chargés d'acheminer par voie postale classique, dans des lettres ou colis<sup>719</sup>. Le *GB* affiche sa volonté de duper la censure est-allemande et de permettre aux *Grafschafter* de RDA de garder le contact avec leurs compagnons de RFA.

Pourtant, ce procédé n'est pas sans risque pour les destinataires du journal comme l'avait d'ailleurs fait remarquer le *GB* quelques mois auparavant en relatant les conséquences judiciaires qu'il pouvait prendre dans une autre dictature communiste :

*« Au mois de juin 1950, des Allemands vivant à Glatz ont reçu un journal sur la Heimat publié en RFA, dans lequel figurait entre autres un article dirigé contre la Pologne. Le journal est arrivé entre les mains des Polonais par une voie inconnue et les Allemands se sont retrouvés devant un tribunal à Reinerz. La peine la plus lourde fut de huit ans de prison et la plus faible de deux ans d'emprisonnement. »*<sup>720</sup>

Bien que l'envoi par courrier individuel semble moins dangereux pour le destinataire qu'un envoi de presse, il n'en demeure pas moins que la dictature est-allemande peut s'avérer aussi dangereuse que celle sévissant en Pologne. Mais il est si important de maintenir le lien que le *GB* incite ses lecteurs à faire acte de solidarité avec les *Grafschafter* de RDA tant qu'il est encore possible de le faire. En effet, dix ans plus tard, il n'est plus du tout envisageable de faire suivre un journal vers la RDA. Les conseils que le *GB* donne sur les colis à destination de la RDA sont formels :

*« Pas de messages écrits, ne pas ajouter de journaux ou d'autres feuilles imprimées ; mais descriptif du contenu souhaité. »*<sup>721</sup>

Dès la chute du régime communiste de RDA, le *GB* voit l'occasion de renouer enfin le contact avec les *Grafschafter* de RDA, coupés de ceux vivant en RFA depuis des décennies. La situation économique de RDA étant bien plus difficile qu'en RFA, les *Grafschafter* n'ont pas forcément tous les moyens de payer le montant de l'abonnement au journal et la rédaction imagine alors un système de parrainage entre expulsés. Les lecteurs vivant en RFA sont invités à parrainer un lecteur de RDA. Ce système de parrainage se met en place dès le numéro de janvier 1990 et il sera rappelé régulièrement pendant plusieurs mois<sup>722</sup>.

Quant à la solidarité avec les Allemands demeurés dans la *Heimat*, elle s'exprime elle aussi par l'entremise des encadrés qui sollicitent la générosité des *Grafschafter*. Durant les années 1960, ce sont des incitations à écrire et à envoyer des colis avec des présents qui sont publiées et qui donnent la plupart du temps des idées de ce qui pourra faire plaisir dans la *Heimat* :

---

<sup>719</sup> Article publié dans *GB* 50/12, p. 13.

<sup>720</sup> Article publié dans *GB* 50/8, p. 5.

<sup>721</sup> Article publié dans *GB* 60/11, p. 2.

<sup>722</sup> Article de la rédaction publié dans *GB* 90/1, p. 3.

« *Chaque mois, un geste vers là-bas* »<sup>723</sup>

« *Une bonne tablette de chocolat dans votre colis fera plaisir aux grands comme aux petits là-bas* »<sup>724</sup>

« *Maintenir le lien avec là-bas à travers colis, paquets, lettres et visites* »<sup>725</sup>

« *Continuons de maintenir le lien avec là-bas à travers colis, paquets, lettres et visites* »<sup>726</sup>

« *Pour Pâques. Ta lettre, ton colis, ton paquet vers là-bas* »<sup>727</sup>

« *Chemins vers là-bas. Lettres, colis, paquets, visites apportent de la joie* »<sup>728</sup>

« *Envoie aussi un livre là-bas* »<sup>729</sup>

Au début des années 1970, les conseils deviennent moins directifs et se contentent d'appeler à la solidarité et à penser à ceux qui sont restés :

« *N'oublie pas ceux qui sont là-bas !* »<sup>730</sup>

### ***La solidarité entre expulsés (Aussiedler inclus)***

Au début de l'histoire du *GB*, le journal place l'unité des expulsés en tête des devoirs à respecter pour espérer recouvrer les territoires. Le nombre des expulsés est une force évidente et il convient de ne pas la négliger. Il faut au contraire que les expulsés prennent conscience de cette force et qu'ils sachent l'utiliser pour faire pression sur le gouvernement. L'unité de tous les expulsés est donc un devoir presque sacré car elle apparaît comme la garantie de la réussite. Sous le titre « *L'unité est le premier commandement* »<sup>731</sup>, un article fait l'éloge de l'unité des expulsés :

« *Le devoir le plus important des hommes de confiance des lieux de la Heimat est le développement de l'unité absolument indispensable des expulsés tout en excluant tout antagonisme qu'il soit de nature personnelle, politique ou autre dans les clubs et associations, car c'est seulement dans une unité absolument complète que les expulsés peuvent faire face au monde avec leur juste exigence de droit à la Heimat à l'est et au respect des droits de l'homme à l'ouest.* »<sup>732</sup>

La mention des oppositions de nature politique est très importante pour le journal. Elle explique en partie pourquoi durant ses premières années, le journal ne se place pas dans la

---

<sup>723</sup> Encadré publié dans *GB* 64/5, p. 2.

<sup>724</sup> Encadré publié dans *GB* 64/6, p. 2.

<sup>725</sup> Encadré publié dans *GB* 64/10, p. 3.

<sup>726</sup> Encadré publié dans *GB* 66/3, p. 2.

<sup>727</sup> Encadré publié dans *GB* 66/4, p. 2.

<sup>728</sup> Encadré publié dans *GB* 66/10, p. 2.

<sup>729</sup> Encadré publié dans *GB* 66/11, p. 2.

<sup>730</sup> Encadré publié dans *GB* 71/12, p. 2, *GB* 76/11, p. 3, *GB* 77/3, p. 3, *GB* 77/7, p. 3 et *GB* 79/7, p. 3.

<sup>731</sup> « *Einigkeit ist oberstes Gebot* », article publié dans *GB* 50/5, p. 7.

<sup>732</sup> Article publié dans *GB* 50/5, p. 7.

ligne d'un parti. Il est certes anticomuniste parce que les communistes sont considérés comme les responsables de l'expulsion, mais le *GB* reste d'une prudente neutralité quant à la vie des partis en RFA. Mieux, il s'applique à chercher dans tous les grands partis des déclarations ou attitudes favorables aux expulsés pour mieux montrer que la défense des intérêts des expulsés a une dimension nationale qui transcende les clivages politiques. Il est donc fondamental que les expulsés réussissent à faire fi de leurs opinions politiques pour que l'unité de leur groupe ne vole pas en éclats, ce qui ne manquerait pas de les affaiblir et de les mettre à la merci des aléas électoraux. Ce n'est qu'à partir du moment où le SPD arrivera au pouvoir et enclenchera une politique de rapprochement avec le bloc de l'est que l'unité de façade se lézardera.

Les appels à la solidarité prennent aussi une forme très concrète et applicable dans la vie quotidienne<sup>733</sup>. Comme les expulsés font partie de ceux dont l'insertion professionnelle est la plus fragile et qui doivent commencer une nouvelle vie dans un environnement inconnu, les expulsés qui exercent une profession d'artisan ou s'établissent comme commerçants ne peuvent pas compter sur une clientèle traditionnelle et ils doivent trouver leur clientèle petit à petit. En demandant aux expulsés de soutenir à travers leurs achats et leurs dépenses les autres expulsés, le *GB* souhaite que les anciennes pratiques commerciales permettent aux expulsés de redémarrer le plus vite et le mieux possible une nouvelle vie professionnelle :

*« Malgré la paupérisation ou plutôt à cause d'elle, il faut que cela devienne maintenant une résolution franche des expulsés que de se soutenir à l'étranger, de préférer dans la mesure du possible leurs ouvriers ainsi que leurs commerçants et prestataires et d'informer leurs proches des possibilités d'améliorer l'ordinaire et des possibilités de travail ou de revenus. Seuls ceux qui encouragent la cohésion solide des expulsés et leur indépendance indispensable qui va avec et ne la gênent pas ont un droit à exiger le recouvrement de la Heimat. Sans cohésion, le retour aussi est compromis. »*<sup>734</sup>

Pour les commerçants et artisans, ce lien entre les expulsés et la solidarité qui va avec sont extrêmement importants. Nombre d'entreprises dont les dirigeants sont des expulsés portent dans leur nom ou leur adresse la mention de leur origine géographique à l'est. Dans les pages de publicité à la fin du *GB*, la plupart des entreprises mettent en avant leur activité passée pour montrer leur fiabilité et souligner leur attachement à la tradition de la *Heimat* et elles indiquent aussi qu'elles soutiennent le combat du *GB* puisqu'en faisant de la publicité dans le journal, elles participent à son financement. Il y a une sorte d'échange de bons procédés entre les entreprises et le journal où chacun soutient l'autre et s'attire ainsi la bienveillance des lecteurs.

Le *GB* souhaite renforcer cette relation entre ses lecteurs et les entreprises qui le soutiennent financièrement grâce à leur publicité. Il en appelle directement à ses lecteurs qu'il prie de bien

---

<sup>733</sup> PICARD Lionel, « La représentation des *Aussiedler* dans le *Grafschafter Bote* », p. 81-97, in : DECLERCQ Elien, KUSTERS Walter, VANDEN BORRE Saartje (éd.), *Migration, Intercultural Identities and Border Regions (19th and 20th Centuries) / Migration, identités interculturelles et espaces frontaliers (XIXe et XXe siècles)*, (= Comparatism and Society, 19), Peter Lang, Bruxelles, 2012.

<sup>734</sup> Article publié dans *GB* 50/8, p. 7-8.

vouloir privilégier les entreprises présentes dans les pages des journaux d'expulsés afin de les remercier et de pénaliser ainsi indirectement les entreprises qui ne soutiennent pas le combat des expulsés en leur refusant leurs publicités<sup>735</sup>.

Le *GB* montre une volonté forte de prendre en charge les expulsés les plus faibles ou ceux qui peinent à s'établir dans leur nouvelle vie. Les difficultés financières sont naturellement grandes chez de nombreux *Grafschafter* au début des années 1950 et beaucoup d'entre eux vivent sans assurance et courent le risque de perdre leurs revenus en cas d'accident. Le *GB* veut prévenir ce risque et il propose à ses lecteurs de souscrire une assurance-vie ou assurance-accident. Il ne s'agit pas de relayer les intérêts d'un assureur mais bel et bien de souscrire une assurance collective afin que tous les *Grafschafter* qui le souhaitent puissent bénéficier d'une couverture sociale qui fait défaut à nombre d'entre eux<sup>736</sup>. Dès les premiers numéros du journal, on voit la capacité du journal à prendre en main les problèmes concrets des *Grafschafter* et sa volonté de les résoudre. Le journal a alors cette double volonté dans son travail : il faut d'une part aider les expulsés dans leurs tracasseries quotidiennes et leur permettre de mieux vivre (logement, travail, liens sociaux), et d'autre part lutter au niveau national pour que la question des territoires reste à l'ordre du jour et qu'une solution satisfaisante soit trouvée pour les expulsés.

A mesure que le temps passe et que certains s'intègrent dans la société ouest-allemande au point d'oublier leur *Heimat*, d'autres restent fidèles à cet objectif. De plus, les conditions de vie s'améliorant, l'unité n'est plus une évidence et les intérêts particuliers entrent parfois en contradiction avec l'intérêt commun :

*« Au cours des premières années de notre destin d'expulsés, nous avons vu ce que c'est que d'être une communauté. Elle ne constitue pas seulement un point d'appui, elle a une force d'élan et de persuasion. (...) Nous autres Grafschafter ne nous laissons pas infecter par cette évolution des dernières années, ce processus de délitement. Nous restons une communauté et nous renforçons cette communauté. »*<sup>737</sup>

Ce qui fait la force de la communauté, c'est le nombre de ses membres actifs au sein des associations, *Landsmannschaften* et autres groupements locaux ou régionaux. Les occasions de montrer son attachement à la *Heimat* ne manquent pas et les organisations des expulsés existent sous les formes les plus diverses. Selon le *GB*, tous les expulsés devraient se faire un devoir d'appartenir à au moins un groupe d'expulsés afin que le combat commun mène au succès et que tous sortent gagnants de la lutte :

*« Mais les tièdes, les repus, les paresseux qui ont toujours profité du fruit de la lutte des autres sans le moindre engagement personnel, ceux-là ne semblent pas savoir ce qu'ils perdent en ne soutenant pas le combat des actifs ! Soutenir en renforçant les associations et leur travail par leur statut de membre. Tout le monde ne peut pas être en première ligne face*

---

<sup>735</sup> Déclaration du groupe de travail des éditeurs de journaux silésiens publiée dans *GB* 59/9, p. 2.

<sup>736</sup> Articles de la rédaction publiés dans *GB* 50/6, p. 9 et *GB* 50/8, p. 9.

<sup>737</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 56/5, p. 1-2.

à l'Etat et aux partis. Mais chaque expulsé peut prouver par son adhésion qu'il soutient les exigences mises en avant ou qui vont l'être. »<sup>738</sup>

Volontiers donneur de leçon, le journal se fait ici l'écho de la colère du président de la *Landsmannschaft der Oberschlesier*, Hollunder, qui constate que tous les expulsés ne sont pas membres des *Landsmannschaften* alors que les avantages conquis par son association profitent à tous. Le discours consistant à demander à tous d'adhérer aux associations part aussi du constat que le nombre de membres diminue de façon régulière (à mesure que le temps passe et que les survivants de l'expulsion sont moins nombreux). Il est important pour lui que les *Landsmannschaften* comptent beaucoup de membres car cela renforce leur représentativité et donc leur légitimité à parler au nom de tous les expulsés. Pour être des interlocuteurs légitimes et crédibles du gouvernement, les *Landsmannschaften* ont besoin d'avoir le poids important de leurs membres à opposer au gouvernement qui en fait les adversaires d'une politique moderne d'ouverture à l'est.

Si pour le président d'une *Landsmannschaft*, la solidarité avec la cause des expulsés se voit à travers l'adhésion à une *Landsmannschaft*, la logique est la même pour l'éditeur d'un journal lié à la *Heimat*. Ainsi, Peter Großpietsch écrit en 1992 en sa qualité d'éditeur du *GB* que la solidarité des *Grafschafter* entre eux ne peut s'exprimer mieux qu'à travers l'abonnement au *GB*. Le journal devient alors le support indispensable pour témoigner de la solidarité des expulsés entre eux, partageant les mêmes désirs et les mêmes droits<sup>739</sup>.

Dans les années 1980, le *GB* suit une orientation où les prises de position politiques sont marquées de plus en plus fortement. Revenue au pouvoir au début de la décennie, la droite conservatrice a la possibilité de mettre en pratique une politique plus favorable aux expulsés comme elle l'a réclamé du temps où elle siégeait dans l'opposition. Mais les gouvernements dirigés par Helmut Kohl ne changent pas grand-chose à la politique étrangère de la RFA envers la Pologne, entre autres parce que Hans-Dietrich Genscher est resté ministre des Affaires étrangères. Pour cette raison, Peter Großpietsch publie un article virulent contre la politique gouvernementale et il suscite bien des remous parmi les *Grafschafter* et dans la rubrique « Courrier des lecteurs »<sup>740</sup>. Thomas Horschler intervient alors pour tenter de ramener le calme parmi les lecteurs en appelant les *Grafschafter* à l'unité par-delà les positions politiques particulières de chacun :

« Car au bout du compte, il faut toujours que les *Grafschafter* puissent se retrouver car malgré telle ou telle controverse, ils sont d'accord sur les points fondamentaux parce qu'ils ressentent de la sympathie pour les gens taillés dans le même bois. (...) Si la relation personnelle entre les hommes vient à souffrir d'une guerre de tranchée politique (qui serait de toute manière mieux réglée dans les associations ou les partis), alors c'en est fini de la cohésion de la communauté. »<sup>741</sup>

---

<sup>738</sup> Déclaration de Friedrich Hollunder publiée dans *GB* 76/4, p. 1-2.

<sup>739</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/6, p. 2.

<sup>740</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 87/3, p. 2.

<sup>741</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique commentaire publié dans *GB* 87/5, p. 2.

### III – Les preuves de l'intégration

#### ***La participation à la reconstruction et au miracle économique***

Savoir si les expulsés se sont intégrés à la société ouest-allemande et à partir de quand cette intégration peut être considérée comme réussie et achevée, tel est le pendant des questions sociales qui se posent. Le *GB* n'évoque pas le sujet de l'intégration des expulsés avant les années 1970. Avant cette date, les situations sont très disparates entre les expulsés qui se sont fondus dans la population ouest-allemande rapidement et en renonçant à l'envie de rentrer un jour dans leur région d'origine et ceux qui ont vécu durant des années dans des camps de transit ou qui cultivent la nostalgie du paradis perdu dans l'attente d'un retour sans cesse repoussé :

*« La République fédérale a toutes les raisons de remercier les expulsés et réfugiés, non seulement pour leur travail de reconstruction, mais aussi pour l'échec du calcul de Staline : les expulsés n'ont pas participé à une radicalisation du climat politique et social de l'Allemagne de l'ouest. »*<sup>742</sup>

Le *GB* s'appuie sur la source la plus officielle qui soit pour souligner l'apport des expulsés à la société de RFA et montrer combien leur intégration a été un succès. Un article de 1970 rapporte le contenu du discours prononcé par le ministre des Expulsés, Peter Paul Nahm, lors de l'entrée en fonction de Hans-Dietrich Genscher à la tête du ministère fédéral de l'Intérieur. Nahm s'applique à souligner la prouesse que constitue l'intégration des expulsés :

*« Pourtant, les déracinés sont devenus des éléments solides dans le sens d'un engagement pour l'unité allemande, pour l'ordre, le travail de reconstruction et l'intégration, ce qui mérite remerciements. »*<sup>743</sup>

*« Nous devrions respecter leurs sentiments [des expulsés, L.P.] et ne pas hausser les épaules avec mépris ni même les menacer de retirer des soutiens ou des aides financières. (...) Nous sommes très redevables aux expulsés. Que serait notre fameux miracle économique sans eux, sans leur travail, leur modestie, leur savoir et leur ténacité à s'installer dans un nouvel environnement. »*<sup>744</sup>

Cet extrait est en fait un article reproduit intégralement dans le *GB*, paru en 1970 dans l'édition du dimanche d'un journal local de Cologne, le *Kölnische Rundschau*. Ce journal rend là un hommage vibrant aux expulsés, ce qui ne peut que satisfaire pleinement le *GB*, heureux de trouver enfin un défenseur dans la presse généraliste. D'ailleurs, l'article est introduit par deux paragraphes de la rédaction du *GB* qui ne cache pas combien cette voix qui rompt avec le concert habituel de critiques contre les expulsés est rassurante :

*« Il est plus que réconfortant de voir qu'il y a quand même des journalistes qui se sentent contraints à l'objectivité contre la tendance générale et qui rendent justice à cette partie de la population qui a perdu sa Heimat. »*<sup>745</sup>

---

<sup>742</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/5, p. 1.

<sup>743</sup> Article de Peter Paul Nahm publié dans *GB* 70/2, p. 2.

<sup>744</sup> Article (HuF) publié dans *GB* 70/9, p. 2.

<sup>745</sup> Article (HuF) publié dans *GB* 70/9, p. 2.

Ce journaliste qui parle « avec noblesse »<sup>746</sup> de la cause des expulsés a le mérite de souligner le rôle que les expulsés ont joué dans le miracle économique. Leur contribution à la reconstruction de l'Allemagne a été non négligeable. Or, au moment où les traités de l'Est sont en discussion, ce n'est pas encore une idée partagée par le plus grand nombre. Les expulsés sont plutôt considérés comme les gêneurs qui empêchent la RFA d'entretenir des relations diplomatiques sereines avec la Pologne.

Dans un discours prononcé lors de la Journée de la *Heimat* en 1975, le ministre de l'Intérieur du Schleswig-Holstein, rend hommage aux expulsés. Il souligne leur contribution à la reconstruction de l'Allemagne et au miracle économique et il se félicite de leur intégration dans la société en soulignant le rôle déterminant des *Landsmannschaften* dans ce processus : « *C'est principalement aux associations des expulsés et des réfugiés, à nos Landsmannschaften et aux organisations de ce type que l'on doit d'avoir participé de manière décisive à la réussite de l'intégration de millions de nouveaux citoyens ici, dans la partie libre de l'Allemagne. Les tensions naturelles qui auraient pu naître de la coexistence de tant de personnes si différentes ont été largement surmontées parce que les Allemands savent qu'ils doivent vivre ensemble et par la volonté d'organiser notre vie à tous dans la liberté et la sécurité.* »<sup>747</sup>

Cet hommage rendu aux expulsés n'est pas un simple discours de flatterie à destination d'un groupe d'auditeurs auquel il faudrait plaire, c'est en fait la première partie d'un discours dont la suite est encore plus importante pour les expulsés puisqu'elle concerne leur revendication principale : le droit à la *Heimat*. Dans la suite de son discours, Rudolf Titzck rappelle que le droit à la *Heimat* est un droit fondamental et que le droit à l'autodétermination est tout aussi légitime. Il conclut en rappelant l'impératif de réalisation de l'unité allemande contenu dans la Loi fondamentale. L'intégration des expulsés dans la société ouest-allemande est utilisée ici comme argument plaidant en faveur de la défense de leurs revendications. En participant à la reconstruction et au miracle économique, ils ont été de bons citoyens et continuent d'œuvrer pour le bien commun. Cette qualité de citoyens-modèles légitime leur demande de soutien pour obtenir le droit à la *Heimat*. Il apparaît encore plus injuste que le gouvernement fédéral ne les soutienne pas lorsque leurs mérites sociaux et économiques sont rappelés. La question de l'intégration sociale prend alors une nouvelle dimension, puisque les expulsés la retournent à leur avantage.

Par la suite, quand la question de l'intégration sociale des expulsés sera mentionnée, ce sera toujours dans le sens de l'hommage rendu aux victimes de l'après-guerre pour mettre en avant leur courage et leur force de caractère et de travail. On remarque toutefois que la notion d'intégration est bien difficile à définir et qu'elle recouvre différentes réalités. Entre l'intégration dans le monde du travail et la pleine acceptation dans un quartier ou une ville, il y a une différence de taille qui révèle des tensions existantes. Un discours prononcé par un

---

<sup>746</sup> « in nobler Weise », article (HuF) publié dans *GB 70/9*, p. 2.

<sup>747</sup> Discours de Rudolf Titzck publié dans *GB 75/12*, p. 2.

adjoint au maire d'Ankum pour inaugurer une exposition consacrée au 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'expulsion et de l'arrivée des expulsés dans cette ville rapporte ces différences qui marquent encore le quotidien :

*« Un contact plus étroit avec les expulsés est né lorsque ma sœur aînée a rencontré dans les années 1960 un garçon de Glatz qu'elle a épousé. C'était un motif de joie pour moi et ma famille, mais je me souviens encore très bien que ma mère d'une grande ouverture d'esprit a dû supporter dans son proche entourage des remarques pernicieuses du genre : « Ta fille va se marier avec un réfugié ? ». »<sup>748</sup>*

Dans un numéro de 2004, le *GB* aborde la question de l'intégration sous un angle peu exploré jusque-là et qui commence à susciter un vif intérêt non seulement chez les historiens et spécialistes de l'expulsion, mais aussi chez les médecins et psychologues. Il s'agit de la question des conséquences psychiques et psychologiques de l'expulsion sur les personnes qui étaient encore enfants lorsqu'elles ont vécu l'expulsion. Contrairement à ce que beaucoup ont cru ou espéré, les enfants n'ont pas oublié ce traumatisme qui les a accompagnés tout au long de leur vie et dont ils cherchent à se défaire une fois arrivés à la fin de leur parcours professionnel. Si le traumatisme reste si longtemps présent chez ces personnes, c'est entre autres parce qu'elles n'ont jamais eu l'occasion d'en parler et que le silence a été le prix à payer pour l'intégration. Les études de l'historien Volker Ackermann contredisent le mythe de l'intégration réussie des expulsés et surtout montrent que les enfants des expulsés ont été les principales victimes d'un travail pour surmonter le passé de 1945 en deux phases, d'abord avec le silence qui s'est imposé et puis en 1968 avec le début du travail sur le passé :

*« Par leur silence, ils [les enfants des expulsés, L.P.] ont payé le prix de leur intégration dans la société allemande. Juste à la fin de la guerre, il fallait qu'ils fonctionnent d'une manière exemplaire pour garantir rapidement à leurs parents et à eux-mêmes une acceptation dans leur nouvel environnement. Ils ont dû se taire sur les horreurs du passé pour ne pas perturber l'aspiration des Allemands à une « normalité refusée 'à l'extérieur', mais attendue avec impatience à l'intérieur ». Le destin des enfants d'expulsés a bien été pris en considération. Seulement, cela n'a pas impliqué un droit à la reconnaissance de leurs souffrances. »<sup>749</sup>*

L'article que publie le *GB* est tiré du quotidien *Süddeutsche Zeitung*. Ce quotidien national est plutôt orienté à gauche et sa ligne ne correspond donc pas à celle suivie par le *GB*. En effet, il est tout à fait inhabituel de retrouver un article (ou même un extrait) du *Süddeutsche Zeitung* dans le *GB*. Cela témoigne tout simplement de l'intérêt du *GB* pour le sujet qui est ici traité et qu'il considère comme intéressant pour ses propres lecteurs.

### ***Le dévoiement de la question de l'intégration***

Le dévoiement de la question de l'intégration repose sur sa mise en lien avec la question de la nationalité. Peut-on dire que les expulsés ont eu à s'intégrer alors qu'ils étaient Allemands arrivant en Allemagne ? Herbert Gröger pose cette question dans le compte rendu qu'il fait d'une exposition organisée à Stuttgart sur l'intégration des expulsés dans le Land de Bade-Wurtemberg :

---

<sup>748</sup> Article de Heinz Sandbrink paru dans la rubrique commentaire publié dans *GB* 07/9, p. 2.

<sup>749</sup> Article (*Süddeutsche Zeitung*) *GB* 04/10, p. 4-5.

*« Etablir un lien entre la thématique des expulsés et le concept moderne d'intégration est certainement problématique. L'exposition qui est visible jusqu'en août 2010 est entièrement axée sur cette thématique. Ces millions de gens sont arrivés dans un pays qui luttait pour un nouveau départ dans la misère de la guerre perdue. Ce sont des Allemands qui ont rencontré ici des Allemands, mais aux origines nationales et culturelles différentes, mais aussi souvent une orientation religieuse différente. »<sup>750</sup>*

Dans le traitement de la question de l'intégration des expulsés, Peter Großpietsch apporte en 1988 une réflexion intéressante. Il s'interroge sur le prix à payer par les expulsés pour faire partie du nouveau territoire dans lequel ils sont arrivés. Ils en sont devenus des membres à part entière, mais ont-ils perdu quelque chose dans le même temps ?

*« La question de la cohésion, l'intérêt pour l'origine, la provenance et l'autonomie culturelle préoccupent en ce moment beaucoup d'Allemands originaires de l'est et les plonge dans une grande perplexité. La question qui recouvre toutes les autres est la suivante : Notre identité a-t-elle été le prix à payer pour l'intégration dans la société ouest-allemande (qui ose aujourd'hui encore parler de peuple allemand ?), le niveau de vie et le miracle économique ? »<sup>751</sup>*

La question de l'identité est centrale dans la réflexion de Großpietsch. Pourtant, dans la suite de son éditorial il ne définit pas clairement de quelle identité il parle : s'agit-il de l'origine de l'est de l'Allemagne, l'appartenance à la Silésie, la Basse-Silésie ? Celle d'un territoire encore plus restreint, le Comté de Glatz ? Et quels sont les éléments essentiels de cette identité perdue ? Ce qu'il semble regretter le plus, c'est l'absence du sentiment national, de la conscience pour tous les Allemands quelle que soit leur origine d'appartenir à un même groupe ethnique. Or, c'est justement sur cette appartenance commune à un groupe ethnique que s'est fondée en partie l'intégration des expulsés qui refusent d'être comparés à des migrants. Bien que le déplacement de groupes de population d'une pareille envergure le justifie (d'autant plus qu'il n'y a pas eu de retour et que ce déplacement n'était donc pas une situation seulement transitoire), les expulsés ne se considèrent pas comme des migrants car ils sont partis d'un territoire qui appartenait à l'Allemagne pour se rendre vers un autre territoire allemand.

Pour la première fois dans le *GB*, l'intégration n'est pas présentée comme une situation nécessairement positive pour les personnes concernées. Großpietsch envisage la possibilité que les expulsés ne se soient pas forcément intégrés de gaité de cœur et il suggère même que ce processus a pu être douloureux.

*« Il faut aussi constater qu'une tendance marquée à s'enfermer et à continuer de vivre comme avant selon ses propres lois n'est pas un moyen de s'intégrer. Ceux qui se savent supérieurs dans leur propre culture n'ont pas besoin de s'intégrer. Ceux qui ont leur chaîne de télévision*

---

<sup>750</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 10/2, p. 11.

<sup>751</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 88/2, p. 1.

*turcophone, leur épicerie spécifique, leur mosquée près de chez eux, contribuent-ils à l'intégration ? Veulent-ils s'intégrer ? Sûrement pas ! »<sup>752</sup>*

La question de l'intégration est considérée ici dans une toute autre perspective. La population dont il est question n'est pas non plus la même puisqu'il s'agit des travailleurs immigrés turcs et de leurs familles. Mais au-delà de la question de la nationalité, l'idée même d'intégration n'est pas du tout présentée de la même manière que pour les expulsés. Tandis que chez les expulsés l'usage du dialecte de la *Heimat* est un signal fort de l'attachement à la terre natale et une vertu à préserver et à transmettre à ses enfants dans la mesure du possible, les programmes de télévision turcophones sont un obstacle à l'adaptation à la vie en Allemagne. Tandis que l'exercice de sa religion selon ses traditions a permis aux expulsés de l'est de mieux surmonter le traumatisme du départ bien que les tensions religieuses aient provoqué des tensions avec la population locale, la présence de mosquées en Allemagne semble être gênante pour Großpietsch. Quant au maintien des traditions culinaires, il semble être un élément de communautarisme négatif pour les Turcs alors que dans l'éditorial cité précédemment, Großpietsch considérait que la gastronomie devait participer à la transmission des traditions aux générations suivantes :

*« Des traces qui prouvent que nous « étions là » et que nous avons apporté quelque chose. Pas seulement des gâteaux au pavot et des chants de Noël, mais cela aussi. »<sup>753</sup>*

C'est donc bien la question de la nationalité qui est centrale dans les remarques de Großpietsch et qui expliquent pourquoi il conteste le droit à la double nationalité qu'envisage alors le gouvernement Schröder. La perte d'identité comme sacrifice à l'intégration n'est plus un problème puisqu'il considère qu'en tant qu'étrangers les Turcs doivent faire tous les efforts pour s'intégrer dans la société ouest-allemande et que le maintien des traditions et des différences n'est une question importante que pour les populations concernées.

### **3. L'économie**

Les questions sociales sont intimement liées à l'économie. Or, la dimension économique de l'expulsion et des conditions de vie des expulsés est très présente dans le *GB*. Qu'il s'agisse d'estimer la perte (pour mieux évaluer les compensations attendues) ou de comparer les situations de l'Allemagne et de la Pologne, l'économie est un sujet qui traverse les décennies.

#### **I – La thèse de l'espace vital**

Pour justifier leurs conquêtes territoriales à l'est, les nazis ont développé la théorie de l'espace vital (« *Lebensraum* »). Considérant que le peuple allemand ne pouvait atteindre son développement maximal qu'en disposant d'un espace géographique à sa mesure, les nazis ont voulu conquérir une partie de l'Europe pour que les nouveaux territoires permettent à l'Allemagne d'accomplir son destin historique, celui de régner sur l'Europe. Pour cela, la mise en esclavage d'un pan de la population et l'élimination d'une autre partie font partie intégrante du programme de domination élaborée par les hauts dignitaires nazis. C'est en particulier au nom de l'espace vital que des populations polonaises ont été expulsées,

---

<sup>752</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/2, p. 1.

<sup>753</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 88/2, p. 1.

déportées ou anéanties afin de faire de la place aux nouveaux occupants allemands, arrivant du Reich ou d'autres parties du continent européen pour créer un territoire ethniquement homogène. La théorie de l'espace vital peut donc être considérée comme responsable en partie de l'horreur qui s'est abattue sur l'Europe à partir de 1933. Il est donc particulièrement étonnant de voir qu'un élément de la rhétorique nazie est utilisé dans les colonnes du *GB* durant les années 1950, à une période où le nazisme appartient à l'histoire récente et les concepts de l'idéologie ne peuvent être utilisés innocemment :

*« Nous voulons être conscients du fait que c'est le peuple allemand qui dans l'espace européen joue le rôle significatif dans la défense contre l'infiltration communiste ou même l'occupation. Ce rôle fait partie de la mission historique du peuple allemand. Mais il ne pourra être rempli que si le peuple allemand est uni et sain de l'intérieur. C'est l'espace vital qui est la condition préalable à cette guérison. Aussi longtemps qu'un tiers de l'espace vital nécessaire au peuple allemand lui sera confisqué, il ne pourra pas remplir son rôle. »*<sup>754</sup>

L'emploi de la notion d'espace vital renvoie dans ce texte exactement à ce que les nazis ont eux-mêmes développé avec le renvoi à l'idée selon laquelle le peuple allemand serait investi d'une mission en Europe et qu'il aurait besoin d'un espace suffisant pour accomplir cette mission « civilisatrice ». Il s'agit là de la seule occurrence de l'expression « espace vital » pour renvoyer aux Allemands en justifiant la prétention à recouvrer les territoires perdus. Car dix ans après, un autre éditorial, citant un député au *Bundestag*, évoque la notion d'espace vital pour les Allemands, mais en se distanciant cette fois-ci clairement de cette expression sulfureuse :

*« Il faut aussi que nous essayions de montrer clairement (et chacun à sa place doit se montrer prêt) que nous considérons le droit à la Heimat qui a été prise à de nombreux Allemands comme un objectif pour un monde mieux organisé, mais qui ne peut être organisé que si les peuples s'entendent entre eux à ce sujet et pas comme on le sous-entend souvent actuellement comme une sorte d'expression concurrente pour le concept qui n'a plus sa place dans le monde d'aujourd'hui d'« espace vital ». »*<sup>755</sup>

Les exemples qui suivent font référence aux Polonais et ils consistent en une sorte de renversement de la notion d'espace vital, au profit cette fois des Polonais. Alors que les nazis justifiaient leurs conquêtes par le besoin impérieux pour le peuple allemand d'un espace plus grand, certains vont justifier l'expulsion des Allemands à la fin de la guerre par le besoin pour les Polonais de disposer d'un espace plus large afin de pouvoir satisfaire leurs besoins vitaux. Les frontières polonaises ont beaucoup changé au cours des siècles et les frontières dessinées lors de la réapparition de la Pologne sur la carte européenne en 1918 ne satisfont pas les nationalistes polonais. L'appétit territorial du voisin russe conduisant à l'expulsion de la population polonaise vivant au nord-est du pays, les territoires du sud-ouest vont être considérés comme nécessaires pour permettre de reloger les Polonais expulsés par l'URSS. Pourtant cet argument ne tient qu'en partie. En effet, le territoire polonais tel qu'il existait avant 1937 aurait été largement assez grand pour accueillir les Polonais expulsés par l'URSS

---

<sup>754</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 54/7, p. 1-2.

<sup>755</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/5, p. 1.

en 1945. En revanche, c'est plutôt l'intérêt économique des territoires anciennement allemands et qui deviennent polonais qui justifie ce transfert de souveraineté. En s'emparant des territoires allemands, la Pologne cherche à se dédommager pour les dommages subis durant la guerre. L'exploitation qui est faite du concept d'espace vital correspond surtout à la volonté de retourner contre les Allemands les arguments avec lesquels ils ont attaqué la Pologne. En 1945 pas plus qu'en 1939, l'espace vital prétendument nécessaire à un peuple ne peut justifier les conquêtes territoriales. Mais c'est pour les Polonais un bon moyen de justifier l'expulsion des Allemands car ils retournent en quelque sorte l'arme contre l'agresseur.

C'est en 1965 que l'argument est utilisé pour la première fois dans le *GB* dans une déclaration de l'Assemblée fédérale des délégués de la *Landsmannschaft Schlesien* :

« *L'argument d'un intérêt économique national de la Pologne pour l'est de l'Allemagne est tout aussi condamnable que la thèse hitlérienne de l'espace vital.* »<sup>756</sup>

L'argument économique est donc disqualifié de la pire des manières puisqu'il accuse les victimes du nazisme de recourir à une théorie développée sous le nazisme. Dans un éditorial paru peu de temps après, Alois Bartsch reprend ce point de vue en montrant que cet argument économique ne tient pas plus que tous les autres arguments (juridique, historique) qui tendent à justifier l'occupation des territoires par la Pologne<sup>757</sup>. Il est dans l'air du temps car il est réfuté la même année dans le compte rendu d'une réunion publique consacrée au Mémoire de l'Eglise évangélique d'Allemagne<sup>758</sup>.

L'inanité de l'argument de l'espace vital est ensuite balayé d'un revers de main par le rappel du fait qu'une partie de la surface agricole disponible dans les territoires Oder-Neisse n'est pas utilisée par la Pologne et qu'un demi-million d'hectares de terres cultivables ont été laissés à l'abandon depuis 1945 :

« *Nous posons la question ! Qu'a-t-on fait de la terre qui avant la Seconde Guerre mondiale nourrissait près de 22 millions de personnes ? Pourquoi la presse allemande parle-t-elle toujours d'une menace sur l'existence de la Pologne dans le cas d'un retour de territoires de l'est allemand si aujourd'hui, 22 ans après la fin de la guerre et le vol des territoires elle n'est pas en mesure de les cultiver et qu'elle les laisse ainsi dépérir ? [en gras dans l'original, L.P.]* »<sup>759</sup>

L'explication selon laquelle les territoires représenteraient un enjeu économique décisif pour la Pologne est à nouveau mentionnée après la chute du communisme et la reconnaissance définitive de la frontière germano-polonaise. Le ministre des Affaires étrangères Władysław Bartoszewski évoque ce point dans un discours prononcé devant le *Bundestag* et cette déclaration est très critiquée dans le *GB* :

---

<sup>756</sup> Déclaration de l'Assemblée fédérale des délégués de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 65/11, p. 2.

<sup>757</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/1, p. 1-2.

<sup>758</sup> Article publié dans *GB* 66/6, p. 2.

<sup>759</sup> Article publié dans *GB* 67/10, p. 3.

« Même dans son discours devant le Bundestag le 28 avril 1995 dont on fait tant d'éloges, il n'a pas pu s'empêcher de déclarer que la frontière le long de l'Oder et de la Neisse était une question existentielle pour les Polonais. La thèse de l'espace vital en version polonaise ! C'est l'une des curiosités de l'époque actuelle que des accents nationalistes de ce genre ne soient pas relevés chez nous lorsque des étrangers en sont à l'origine. »<sup>760</sup>

Il est au moins aussi étonnant que Pawelka ne s'en offusque que cinq ans après. Si la déclaration du ministre polonais était aussi choquante, pourquoi attendre si longtemps pour protester ? Il semble plutôt que cela soit passé inaperçu parce que ce discours n'est pas si choquant que cela. Mais surtout, dans son discours de 1995, Bartoszewski ne développe nullement une théorie de l'espace vital<sup>761</sup>. Il se contente de rappeler que les déplacements de frontières se sont faits au détriment de la Pologne qui a perdu environ 20% de sa surface territoriale. La frontière germano-polonaise devient selon lui une question existentielle car le pays espère alors pouvoir garantir enfin l'intégrité de son territoire sans être à nouveau l'objet de tractations entre les grandes puissances européennes disposées à se partager ce pays. Le concept d'espace vital avec tout ce qu'il implique de nationalisme et d'idéologie national-socialiste est ici totalement déplacé. Pawelka cède ici à une facilité rhétorique en s'appuyant sur des préjugés anti-polonais datant d'une autre époque pour justifier le rejet de la politique polonaise.

## II – La valeur de la *Heimat*

La perte de la *Heimat* représente une perte avant tout symbolique. Si les expulsés veulent rentrer dans leur région d'origine, c'est pour se retrouver chez eux et non pour reprendre possession de biens perdus. Il est d'ailleurs frappant de constater que les revendications financières sont de plus en plus fortes à mesure que le temps passe. Dans les premières années qui ont suivi l'expulsion, les expulsés ne revendiquaient pas d'argent pour les dédommager de la perte subie. L'espoir de pouvoir rentrer chez eux un jour justifiait aussi de ne rien réclamer comme dédommagement. Car à partir du moment où une sorte d'indemnisation serait versée, la prétention à retourner dans la *Heimat* disparaîtrait. C'est au moment de la signature des traités de l'est que la question de la valeur économique de la *Heimat* est abordée. Alors que l'Etat ouest-allemand s'apprête à renoncer en grande partie aux territoires de l'est, le GB souligne la valeur astronomique que représente la *Heimat*. Dans un éditorial, Alois Bartsch calcule le montant de la perte en commençant par additionner la surface de tous les territoires perdus avant d'en estimer le prix :

« Si l'on fixe le prix de seulement UN mark par mètre carré pour l'estimation de la valeur (le prix est naturellement incroyablement bas), on arrive alors à un total de 188,842 milliards de marks. Ce montant minimum est également au centre de l'article 3 du Traité de Moscou et de l'article 1 du Traité de Varsovie. On transfère la propriété foncière de 15,862 milliards de m<sup>2</sup> à l'URSS et de 102,980 m<sup>2</sup> à la Pologne. »<sup>762</sup>

---

<sup>760</sup> Article de Rudi Pawelka paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 01/10, p. 2.

<sup>761</sup> Discours de Władysław Bartoszewski prononcé devant le *Bundestag* le 28 avril 1995 disponible en ligne sur [www.berlin.polemb.net/index.php?document=301](http://www.berlin.polemb.net/index.php?document=301) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>762</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 71/12, p. 1-2.

S'ajoute à cela le scandale que représentent pour les expulsés les aides financières qui sont versées aux pays de l'est pour soutenir leurs économies défailtantes :

*« Au lieu de se battre pour chaque mètre carré, on distribue à pleines mains des richesses s'élevant à plusieurs milliards. Richesse de l'Etat, richesse des citoyens, richesse des Eglises des villes, des communes, des cantons... »*<sup>763</sup>

L'idée d'aider financièrement la Pologne est particulièrement insupportable pour les expulsés, eux qui ont tout perdu au profit de la Pologne. Le *GB* retranscrit les calculs publiés dans le bulletin de l'Association for the Study of the World Refugee problem (AWR) sous le titre « Ce que les Polonais ont reçu »<sup>764</sup>. Là aussi, des chiffres sont cités, en fonction des régions et aussi des époques (valeur connue en 1936 convertie en valeur actuelle). Il s'avère à la lecture de cet article que les Polonais jouissent d'une réelle fortune grâce aux territoires dont ils ont pris possession à la fin de la guerre. Un autre article rend compte d'une partie du mode de calcul. Sont pris en compte la surface des territoires perdus, la capacité industrielle, la production agricole annuelle (céréales, pommes de terre), ainsi que les biens privés (agriculture, biens fonciers, entreprises) et les infrastructures (routes, voies ferrées, voies d'eau, écoles, hôpitaux, etc.) sans oublier les édifices religieux, ce qui conduit à un montant total de plus de 200 milliards de marks<sup>765</sup>.

Mais ces calculs ne conduisent à aucun changement que ce soit dans la politique du gouvernement ouest-allemand ou dans les relations germano-polonaises. D'ailleurs les expulsés eux-mêmes n'en font pas grand cas puisque les calculs restent toujours très flous et partent du principe qu'ils sous-estiment largement la réalité (dans quel but ?). Un autre article se livre dans les années 1980 au même type d'estimation en partant du principe qu'un mètre carré vaudrait un mark. Il rajoute que les biens s'y trouvant vaudraient aussi un mark par mètre carré et que pour chaque mètre carré on peut également rajouter 2 marks de production (agricole, industrielle ou autre), ce qui amène au résultat que c'est près de 500 milliards de marks qui échappent à l'Allemagne du fait de la perte des territoires :

*« On suppose qu'un calcul détaillé conduirait à des montants bien plus élevés. Mais qui le fait ? Certainement pas le gouvernement (quel qu'il soit). Il serait pourtant grand temps. D'abord pour avoir un contrepoids solide aux revendications polonaises, mais aussi pour donner aux non-expulsés une idée de tout ce qui a été perdu depuis la fin de la guerre. »*<sup>766</sup>

L'intention est claire : en montrant tout ce que les Allemands ont perdu (ou plutôt en en faisant une estimation grossière) et en montrant que celle-ci doit être bien en deçà de la réalité, il s'agit de montrer que la Pologne ne peut prétendre à aucune aide de quelque sorte que ce soit puisque les territoires perdus à la fin de la guerre représentent déjà une formidable manne financière.

---

<sup>763</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 71/12, p. 1-2.

<sup>764</sup> « Was die Polen bekamen », article publié dans *GB* 76/10, p. 3.

<sup>765</sup> Article (HuF) publié dans *GB* 75/9, p. 5.

<sup>766</sup> Article publié dans *GB* 88/6, p. 4.

### III – Les compensations

Les années 1930 et 1940 ont été marquées entre Pologne et Allemagne par la guerre et les crimes réciproques. Une fois la paix revenue, chacun essaie de dresser le bilan de ses pertes et essaie de se reconstruire. Dans chaque camp, on fait le constat que beaucoup a été perdu et la partie adverse naturellement rendue responsable de cette perte est considérée comme redevable. Durant les décennies suivantes, des sommes colossales vont être versées en lien avec la guerre. Qu'il s'agisse de l'argent versé en RFA pour les expulsés, de l'aide financière après la proclamation de l'état de guerre en 1981 en Pologne ou des sommes envoyées en Pologne suite au Traité de Varsovie, ce sont bien des milliards qui sont versés au nom du passé.

#### *Les compensations pour les Allemands*

En RFA, l'argent qui est versé aux expulsés concerne le *Lastenausgleich*, c'est-à-dire l'argent qui est redistribué par l'Etat ouest-allemand pour permettre à ceux qui ont le plus souffert de la guerre d'être partiellement indemnisés de leurs pertes en s'appuyant sur la solidarité nationale et la contribution de ceux qui ont été moins touchés par le conflit.

Or, les expulsés étant extrêmement nombreux, les sommes à dépenser sont naturellement très élevées, et elles entraînent leur lot de jalousies et de rancœur, quand tous constatent qu'ils ont souffert durant la guerre et que certains semblent avoir droit à une indemnisation. Pourtant cette indemnisation est très insuffisante pour couvrir les besoins réels, sans parler de la possibilité de compenser les pertes. Tandis qu'une partie de la population considère que les expulsés ont touché suffisamment d'argent, ces derniers s'en défendent et font valoir au contraire qu'ils n'ont pas encore eu droit à ce qui leur revient. C'est ce que prétend la déclaration d'une organisation représentative des agriculteurs expulsés en 1964 publiée sous le titre « 50 milliards pour les expulsés : une affirmation trompeuse ? » :

*« A travers l'ensemble de la presse, on lit que plus de 50 milliards de marks ont déjà été dépensés en faveur des expulsés grâce au Lastenausgleich, et que pour l'installation des agriculteurs réfugiés ou expulsés, 5,5 milliards de marks ont été dépensés jusque-là. »*<sup>767</sup>

Dix ans plus tard, la situation n'a guère changé, si ce n'est qu'Alois Bartsch dit maintenant clairement que les expulsés et le reste de la population sont loin de partager un destin harmonieux :

*« Les expulsés allemands sont souvent devenus un problème ou on a fait d'eux un problème. (...) Nous n'avons pas toujours été accueillis à bras ouverts. On nous a souvent considérés comme des immigrés dérangeants ou comme des invités indésirables. »*<sup>768</sup>

Dans le texte qui suit cette introduction, l'auteur insiste sur le fait que des milliards ont effectivement été consacrés aux expulsés, mais que cet argent loin d'être indû et surabondant est amplement justifié et largement insuffisant :

---

<sup>767</sup> « 50 Milliarden für Vertriebene- eine irreführende Behauptung? », article (*Das vertriebene Landvolk*) publié dans *GB* 64/12, p. 2.

<sup>768</sup> Introduction d'Alois Bartsch à un texte de Peter Paul Nahm publié dans *GB* 74/10, p. 1.

*« Pour compenser les pertes des richesses, pour reconstruire une existence, pour mener sa vie, pour les retraites et le logement, des milliards ont ainsi été mis à disposition. Mais au regard du nombre de personnes concernées, ces prestations sont bien maigres pour tout un chacun. »*<sup>769</sup>

Dans le même numéro, la réflexion sur l'argent versé aux expulsés est poursuivie. Le chancelier ayant déclaré qu'énormément d'argent avait déjà été dépensé en direction des expulsés et que les finances publiques ne permettaient pas de faire plus, un article fait le compte des milliards qui ont effectivement déjà été versés pour s'interroger sur la situation financière réelle des expulsés :

*« Une fois de plus, on a joué le jeu des milliards pour donner dans l'opinion publique l'impression que les expulsés auraient reçu des sommes folles et que ce serait une folle prétention que d'exiger de nouvelles prestations. On se rend compte du peu que les expulsés ont effectivement reçu lorsque l'on considère qu'ils ont laissé dans leur Heimat des valeurs s'élevant à 350 milliards de marks. Le gouvernement aurait été bien inspiré de dire clairement dans sa déclaration de politique générale quel sacrifice les expulsés ont consenti plutôt que de resservir cette légende des milliards pour les expulsés. »*<sup>770</sup>

Il n'y a donc pas que les médias qui sont mis en accusation. Les hommes politiques aussi sont dénoncés pour la manipulation qu'ils opèrent à partir de la situation des expulsés. Comment pourrait-il en être autrement ? Le *GB* représente et défend les expulsés, il est donc tout à fait naturel pour ce journal de souligner les besoins et la détresse éventuelle des expulsés, de montrer combien les pertes qu'ils ont subies sont difficiles et à estimer et partant, à compenser. Il est somme toute logique que le *GB* réclame toujours plus d'argent et de soutien politique pour les expulsés.

L'affaire devient très politique puisque la campagne électorale en fait un sujet de préoccupation et que la question de savoir s'il faut en finir avec les mesures de soutien aux expulsés se pose. Le *GB* est une nouvelle fois en première ligne pour donner sa version sur ce que représente réellement ce qui est appelé en titre « La légende des 100 milliards de marks »<sup>771</sup>, et les « faux calculs »<sup>772</sup> sont corrigés avec les explications sur ce qui conduit à ces fausses appréciations avant que l'article ne conclue :

*« La réalité : la richesse perdue ne reçoit en moyenne qu'une compensation moyenne de 9%. »*<sup>773</sup>

Au printemps 1976, alors que la campagne électorale est lancée et que les fonds destinés aux expulsés n'en finissent plus de susciter le débat, le *GB* monte au créneau pour faire entendre sa voix et apporter les corrections qu'il estime nécessaires. Le ton de l'éditorial portant le titre

---

<sup>769</sup> Article de Peter Paul Nahm publié dans *GB* 74/10, p. 1.

<sup>770</sup> Article publié dans *GB* 74/10, p. 2.

<sup>771</sup> « Die Legende von den 100 Milliarden », article publié dans *GB* 76/3, p. 2.

<sup>772</sup> « Milchmädchenrechnung », article publié dans *GB* 76/3, p. 2.

<sup>773</sup> Article publié dans *GB* 76/3, p. 2.

« Eléments de correction : la légende des sommes astronomiques pour les expulsés »<sup>774</sup> est très engagé et Bartsch n'hésite pas à donner son opinion non seulement sur le fond du sujet mais aussi à suggérer que la politisation de la question ne doit rien au hasard et après avoir expliqué sa position, il invite les lecteurs à en tirer les conséquences électorales qui s'imposent :

*« On ne peut pas parler de sommes astronomiques. Que ce soit intentionnellement ou à la légère, cette contre-vérité est lancée en l'air pour susciter de fausses impressions. (...) Les prestations réelles du Lastenausgleich s'élèvent sans changement à 4 milliards de marks par an. En comparaison des revenus de l'Etat, cela ne représente qu'une somme minimale, de l'ordre des dépenses consacrées aux statistiques. (...) C'est ainsi que s'est répandue dans l'opinion ouest-allemande (...) l'idée fausse selon laquelle les expulsés recevraient grâce au Lastenausgleich bien plus que ce qu'ils auraient perdu. (...) Nous ne sommes pas des demandeurs d'aumône, et nous ne le serons jamais. »*<sup>775</sup>

La question de l'argent versé aux expulsés représente un sujet de controverse de politique intérieure en RFA et c'est ainsi qu'il est traité dans le journal, le *GB* prenant naturellement fait et cause pour les expulsés qu'il s'efforce de défendre contre toute attaque ou même remise en cause de leurs droits.

### **Les compensations pour les Polonais**

Lorsqu'il est question d'aide à la Pologne, on pense spontanément au soutien apporté par la population allemande aux Polonais à partir de 1981. L'aide humanitaire (nourriture, vêtements, médicaments) a contribué à changer l'image de l'Allemagne en Pologne. Ici, on ne traitera pas cet aspect qui est étudié dans un autre chapitre. On abordera ici l'aide financière apportée par la RFA à la Pologne pour soutenir son économie malade.

La situation économique de la Pologne à la fin des années 1980 est catastrophique. Outre un graphique éloquent indiquant l'inflation en un an sur les biens de consommation courante, le *GB* publie un article expliquant quel est le poids de la dette en Pologne :

*« Les dernières décennies ont été pour la Pologne une lutte perpétuelle contre les problèmes politiques et économiques. Des crédits de plusieurs milliards ont été souscrits à l'étranger sans que l'économie ne puisse se reprendre même un peu, bien au contraire : Dans ce pays agricole qu'est la Pologne, il y a une pénurie de denrées alimentaires, d'une telle gravité que la Communauté européenne se voit contrainte de mettre en place des livraisons d'aide de grande envergure (du type de celles réservées aux catastrophes naturelles). »*<sup>776</sup>

Cet article montre bien la gravité de la situation et il peut être de nature à susciter la compréhension des expulsés qui ne voient pas toujours d'un bon œil que la RFA soutienne l'économie polonaise. Un autre tableau reprend dans le numéro suivant les différentes aides apportées par la RFA aux pays d'Europe de l'est et il ressort clairement que la Pologne est le

---

<sup>774</sup> « Etwas zur Richtigstellung: Die Legende von „Unsummen“ an Vertriebene », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/5, p. 1.

<sup>775</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/5, p. 1.

<sup>776</sup> Article (*Zahlenmaterial aus Blick durch die Wirtschaft*) publié dans *GB* 90/5, p. 5.

pays qui bénéficie la plus largement de l'aide allemande<sup>777</sup> situation confirmée quelques années plus tard<sup>778</sup>.

### **Les contreparties**

A partir de 1970 et de la signature des traités de l'est, l'Allemagne soutient économiquement la Pologne. Cet aspect de l'*Ostpolitik* suscite des réactions indignées de l'opposition conservatrice en RFA qui voit les adversaires du bloc de l'est confortés dans leur système économique défaillant et ne comprend pas l'intérêt de renforcer un système politique qu'il y a lieu de combattre. L'argument principal avancé par la coalition sociale-libérale pour justifier ces aides économiques repose sur des considérations humaines. L'amélioration du sort de la minorité allemande présente à l'est ou plus simplement les conditions de vie difficiles des populations des démocraties populaires justifient qu'un pays riche comme l'Allemagne leur vienne en aide. Mais le système communiste qui ne redoute rien moins que la transparence ne dit pas à quelle fin sont affectées les sommes ainsi distribuées par l'occident. Et la course aux armements que se livrent USA et URSS fait craindre que les dépenses militaires ne restent prioritaires :

*« L'argent allemand n'ira pas à la population mais disparaîtra dans l'armement. « Nous ne sommes pas opposés aux aides économiques tant que l'on protège les droits de l'homme », a expliqué M. Czaja « mais nous sommes opposés à ce que l'argent de nos impôts consolide la domination du communisme sur l'Europe et que les classes laborieuses chez nous s'appauvrissent. » »<sup>779</sup>*

Le GB ne comprend pas qu'autant d'argent soit donné aux pays de l'est. Les sommes en jeu sont considérables et rien ne justifie aux yeux du GB une telle distribution. Surtout, la valeur de la *Heimat*, si difficile à estimer, mais que tout le monde s'accorde à croire colossale, devrait largement suffire à couvrir d'éventuelles demandes de réparations pour les dommages subis durant la guerre. En s'arrogeant les droits de souveraineté sur les territoires de l'est, la Pologne a déjà obtenu plus qu'elle ne pouvait espérer. Rappelant la valeur estimée de la *Heimat*, Alois Bartsch rêve que cette valeur soit opposée aux prétentions des pays de l'est à obtenir réparation :

*« On cherche encore le gouvernement allemand qui sera prêt à opposer une contre-facture aux gouvernements communistes. »<sup>780</sup>*

Constatant que la RFA continue vaille que vaille à soutenir la Pologne, les expulsés se résolvent à cette solution, mais ils exigent que le soutien financier soit lié à des contreparties dans le domaine des droits de l'homme. Si cette question a toujours été intimement liée au versement de fonds pour la Pologne, il faut constater que la situation ne s'est pas réellement améliorée pour la population en général et pour les Allemands en particulier (hormis le cas des *Aussiedler*). Czaja pose donc les progrès démocratiques comme préalables à la poursuite des aides financières :

---

<sup>777</sup> Graphique (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 90/6, p. 4.

<sup>778</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 95/7, p. 6.

<sup>779</sup> Article publié dans GB 74/7, p. 2.

<sup>780</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/3, p. 1.

*« Poursuivre les aides tant que les contreparties pour les hommes, les peuples et aussi les Allemands feront défaut serait inepte et irréfléchi. »<sup>781</sup>*

Lorsque Peter Großpietsch s'exprime pour la première fois sur le sujet, il le fait avec une radicalité qui ne laisse de place à aucun malentendu. Il entend bien voir les Polonais répondre aux attentes et demandes allemandes, faute de quoi il faudrait fermer le robinet des aides financières :

*« Ou pourquoi ne dit-on pas tout simplement aux Polonais : c'était le dernier milliard, maintenant ça suffit ! Vous avez reçu près du tiers du Reich allemand à administrer les greniers du Reich, des biens matériels immenses, et qu'en avez-vous fait ? Nourrissez-vous vous-mêmes ou bien rendez votre tablier ! La République populaire de Pologne coûte chaque année plus d'un milliard de marks au contribuable allemand. Et pourtant on nie le fait qu'il y ait eu une expulsion et on insulte les expulsés allemands sans mesure et sans détours. »<sup>782</sup>*

C'est la première fois dans le journal que les aides financières et la reconnaissance par la Pologne de la réalité de l'expulsion sont mises en rapport. Peter Großpietsch prend simplement acte de la dépendance dans laquelle se trouve la Pologne dont l'économie exsangue a impérativement besoin d'aide extérieure. Il propose de mettre à profit cette position de force pour faire pression sur la Pologne et obtenir des concessions que le jeu classique de la diplomatie n'a pas obtenues. Le ton est très agressif et il correspond bien à la volonté qui s'exprime : il veut en finir avec une diplomatie trop soucieuse de ne pas froisser la partie adverse alors que la RFA se trouve en position de force d'un point de vue économique. Großpietsch ne comprend pas que la RFA refuse de tirer avantage de cette position et renonce à obtenir ce que la Pologne ne saurait lui refuser sous la pression.

Le *GB* constate avec amertume que tous les efforts fournis pour obtenir des contreparties ont été vains et que l'aide financière concédée à la Pologne n'a pas permis à l'Allemagne de se rapprocher réellement de son voisin polonais :

*« Nous avons transmis un quart de notre propriété avec une certification contractuelle à notre voisin polonais, avec tout ce qui se trouvait dessus et y vivait. (...) Et pour que le voisin accepte notre bonne volonté, nous avons vidé notre tirelire et avons mis dans la main de ce voisin x milliards. Sans compter tous les soutiens qui sont aussi partis dans l'aide au voisinage et continuent de l'alimenter. Mais il commence à être temps que le voisin polonais finisse par reconnaître que pour être voisins, il faut être deux et que nous autres Allemands avons suffisamment fait « pénitence » pour tout le mal que nous avons commis par le passé. (...) Nous avons eu de mauvais diplomates et les Polonais en ont eu de bon. »<sup>783</sup>*

Des années après l'unification allemande et l'entrée de la Pologne dans l'UE, le *GB* constate avec dépit que tous les efforts économiques en direction de la Pologne n'ont pas changé les

---

<sup>781</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 83/10, p. 5. On retrouve les mêmes exigences formulées par Czaja dans un article (*GNK*) publié dans *GB* 86/4, p. 3.

<sup>782</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 87/3, p. 2.

<sup>783</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/11, p. 2.

choses et que le pays continue de considérer l'Allemagne comme un ennemi héréditaire. C'est en tous cas ce qui ressort d'une étude menée par un institut d'étude d'opinion américain : « *Même les aides de l'Allemagne lors de l'intégration de la Pologne dans l'UE et les généreuses réductions de la dette après le tournant de 1990 sont totalement ignorées et même présentées comme des mensonges historiques.* »<sup>784</sup>

#### **IV – La gabegie polonaise**

En analysant le traitement réservé par le *GB* aux questions économiques, il faut s'attarder sur un point particulier, relevant à la fois de l'économie, mais aussi du regard que portent les Allemands sur les Polonais. L'expression allemande « *polnische Wirtschaft* » signifie dans sa traduction littérale « économie polonaise »<sup>785</sup>. Mais elle a aussi un sens plus figuré renvoyant à la façon dont les Polonais gèrent une situation, des biens ou des lieux, et elle prend dans ce cas un sens très péjoratif renvoyant à l'image anarchique dont on affuble parfois la Pologne.

L'utilisation de cette expression est donc liée à un regard de méfiance, voire de mépris à l'encontre d'un peuple jugé moins ordonné, moins discipliné et organisé. Parfois, la façon de considérer la Pologne relève de la gabegie polonaise même si l'expression n'est pas utilisée. C'est vrai en particulier lorsque des récits de voyage ou des analyses sur l'état dans lequel se trouve la *Heimat* sont reproduits dans le *GB*. Durant les premières années ou décennies, il est caractéristique de constater que le *GB* met l'accent sur tous les changements intervenus dans la *Heimat* depuis que les Allemands n'y vivent plus. Il s'agit alors de montrer comment les choses évoluent dans le mauvais sens, les Polonais s'avérant incapables d'administrer correctement un territoire qui leur est étranger.

#### ***Les récits de voyage***

Les récits de voyage offrent aux lecteurs l'occasion de s'informer sur ce que devient la *Heimat* depuis l'expulsion. RFA et Pologne sont devenus des pays fermés l'un à l'autre et les rares moyens de communication entre les deux pays sont soumis au contrôle par les autorités communistes polonaises si bien que les expulsés allemands n'ont que très peu de possibilités de s'informer sur la situation réelle de leur *Heimat* et sur les conditions de vie qui y prévalent. Le premier compte rendu de voyage dans la *Heimat* paraît dans le *GB* en février 1958, soit une dizaine d'années après l'expulsion. Deux pages entières lui sont consacrées, agrémentées de sept photos des villes de Glatz et de Habelschwerdt. Ce témoignage est particulièrement intéressant car il s'attache à décrire l'évolution de la *Heimat* dans ses moindres détails. Dès son arrivée dans la gare de Breslau, le voyageur commence son inventaire : « *Ici, tout est calme est propre. Les toilettes aussi sont correctes.* »<sup>786</sup>

Immédiatement, on ressent le désir de l'auteur de n'oublier aucun détail et son obsession de tout raconter avec précision. La mention de la propreté dès le début du texte laisse à penser

---

<sup>784</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 08/11, p. 18.

<sup>785</sup> KOCHANOWSKA-NIEBORAK Anna, « Versöhnungskitsch und Stereotype. Zur Rolle der Stereotype der „langen Dauer“ im Prozess der deutsch-polnischen Verständigung », p. 43-55, in : HAHN Hans Henning, HEIN-KIRCHER Heidi, KOCHANOWSKA-NIEBORAK Anna, (éd.), *Erinnerungskultur und Versöhnungskitsch*, (= Tagungen zur Ostmitteleuropa-Forschung, 26), Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2008.

<sup>786</sup> Article publié dans *GB* 58/2, p. 8-9.

que ce n'est pas forcément ce qu'il attendait de trouver en se rendant sur le territoire polonais. La suite de l'article n'est qu'une longue énumération de tout ce que voit l'auteur et qu'il regarde en fonction d'un seul critère : y a-t-il eu un changement depuis dix ans ou non. Tout est passé au crible de ce seul critère de changement. Si des bâtiments ou des lieux sont restés inchangés, ce qui réjouit chaque fois l'auteur, la plupart des choses qu'il découvre ne sont plus dans un état identique et c'est à chaque fois dans le sens de la dégradation que s'est faite l'évolution. Le passage qui suit s'attache à montrer les expressions caractéristiques de la destruction en n'utilisant que les termes relevant de ce champ lexical, puisque ceux-ci sans être les seuls sont néanmoins majoritaires dans le texte :

*« (...) on peut voir d'importantes destructions liées à la guerre. Beaucoup de tours ont disparu, des maisons et des fermes sont très abimées. (...) L'horreur règne dans les fenêtres vides du château brûlé de Kamenz. (...) Le grand pont de la Neisse est encore en ruines, tout comme le pont situé derrière les « Thermes romains ». (...) On ne remarque plus grand-chose de la propreté d'antan. Des gitans font la manche auprès de clients. (...) on remarque la décrépitude. (...) Pourtant, comme partout d'ailleurs, elles [les vitrines des magasins, L.P.] sont protégées par un solide grillage, ce qui permet de conclure au peu de confiance en l'honnêteté des nouveaux habitants. (...) montrent une grande décrépitude. Dans la rue de Bohême, des quartiers résidentiels entiers sont rasés. (...) Le château a été entièrement pillé, le parc rendu à l'état sauvage. (...) se jouent les plus incroyables scènes d'indiscipline. Beaucoup de maisons sont entièrement rasées. »<sup>787</sup>*

Une anecdote trahit non sans une certaine ironie le regard que l'auteur porte sur tout ce qu'il découvre :

*« Même les canalisations d'eau (...) ne sont pas d'accord avec les nouveaux habitants. Car elles font grève et ne donnent plus qu'un liquide sale avec une pression qui peine à parvenir au premier étage. »<sup>788</sup>*

Quel effet ce compte rendu peut-il produire sur les lecteurs, anciens habitants des villes décrites ? On peut s'imaginer sans mal la peine ou le chagrin qu'ils doivent ressentir en se disant que leur région a été confiée à des gens qui n'en voulaient pas ou qui sont simplement incapables de s'en occuper. L'anecdote sur l'alimentation en eau est révélatrice du sens qui sous-tend le texte. Tout dans la ville et les paysages indiquent que les nouveaux habitants ne sont pas à la hauteur ou tout simplement pas dignes de vivre ici. Les expulsés qui à cette époque sont encore nombreux à attendre fermement le jour du retour sont certainement encore plus impatients de rentrer chez eux pour remettre en état une région qui semble être laissée à l'abandon par les occupants.

L'impression de désolation est confirmée peu de temps après par un nouvel article s'attachant lui aussi à décrire l'état actuel de la *Heimat*, en l'occurrence cette fois de la ville de Landeck, à partir des témoignages recueillis dans des lettres ou directement auprès des premiers *Aussiedler* :

---

<sup>787</sup> Article publié dans *GB 58/2*, p. 8-9.

<sup>788</sup> Article publié dans *GB 58/2*, p. 8-9.

« La ville de Landeck (...) tombe en ruines. (...) La ville offre une vision d'horreur et d'abandon. Il n'y a que peu de maisons qui soient encore en état. (...) Le cinéma n'est plus ouvert depuis longtemps à cause du risque d'effondrement du toit. Les maisons de la rue Sternstraße, comme beaucoup de maisons dans les rues adjacentes, ne sont plus habitables depuis longtemps. (...) Les magasins le long de la charmille du boulevard Landecker Ring sont vides, leurs vitrines sont barricadées de planches. Les rares magasins ouverts paraissent bien misérables. Il vaut mieux ne même pas parler de l'impression faite par les cafés sur la place du marché. Les belles maisons baroques, autrefois le joyau des rues anciennes, ont été mises dans un tel état par des locataires sans scrupules que l'on ne peut plus les réparer et qu'il faut les raser. »<sup>789</sup>

Contrairement au témoignage précédent, on ne lit ici rien de positif. Tout n'est que désolation et dégradation, comme si toute la région était à l'abandon. L'auteur de l'article ne retient que les images les plus sombres et brosse un tableau bien noir. Il n'est pourtant presque pas question des nouveaux habitants de la *Heimat*, comme si la *Heimat* n'était pas habitée, ou peut-être est-ce pour donner l'impression d'une région fantôme. Les rares mentions de la population sont empreintes d'un profond mépris pour ces gens qui ont indument pris la place des Allemands :

« Les locataires (visiblement peu habitués aux habitudes occidentales) avaient bouché les tuyaux d'évacuation avec de la cendre jusqu'au deuxième étage. »<sup>790</sup>

Les nouveaux occupants de la *Heimat* sont ici présentés comme des gens à peine civilisés qui ne sont capables que de dégrader ce dont ils disposent, par manque de connaissance, mais peut-être aussi par manque de civilisation. Il est également question du « manque de propreté des habitants »<sup>791</sup>.

Un autre document suscite peu de temps après l'inquiétude dans le *GB*. Il s'agit d'un article paru dans un journal polonais, *Gazeta Robotnicza*, en juillet 1967. Cet article fait état de la désertification qui menace les territoires Oder-Neisse en raison du départ de nombreux habitants installés ici après la guerre. Après que de nombreux exemples ont été nommés de localités dont les habitants ont fui parce qu'ils étaient incapables de faire prospérer des exploitations agricoles, la plupart d'entre eux n'étant pas agriculteurs mais ouvriers dans l'industrie. Face à cette situation, c'est l'avenir des territoires qui est en jeu :

« Partout grandit la peur de voir toute la région montagneuse connaître le destin des Beskides, les territoires des Ukrainiens à l'est de la Pologne, qui sont comme on le sait largement revenus à l'état sauvage après que leurs habitants ont été déplacés de force dans les territoires Oder-Neisse. »<sup>792</sup>

C'est aussi pour le *GB* l'occasion de rappeler que les nouveaux habitants de la *Heimat* n'ont pas d'attachement à cette région et que, puisque beaucoup la quittent, rien ne s'oppose à ce

---

<sup>789</sup> Article publié dans *GB* 59/4, p. 4.

<sup>790</sup> Article publié dans *GB* 59/4, p. 4.

<sup>791</sup> « die Unsauberkeit der Bewohner », article publié dans *GB* 59/4, p. 4.

<sup>792</sup> Article (*Volksbote*) publié dans *GB* 67/10, p. 9.

que les Allemands y reviennent. Il y a donc deux niveaux d'interprétation de la situation décrite : l'article suggère d'une part que les Polonais ne veulent ou ne peuvent pas faire prospérer les territoires Oder-Neisse, il indique d'autre part que ces régions ne représentent pas un enjeu réellement intéressant pour les Polonais qui sont prêts à partir dès qu'ils en ont la possibilité.

Tous ces récits se ressemblent et reprennent inlassablement le refrain du déclin de la *Heimat* depuis que les Polonais s'en sont emparés. La décadence est souvent associée à des traits de caractère nationaux prêtés aux Polonais : paresse, saleté, malhonnêteté<sup>793</sup>.

### ***La gabegie polonaise***

De tous les clichés dont les Allemands affublent les Polonais, celui de la gabegie polonaise<sup>794</sup> est certainement le plus connu. Il renvoie au supposé désordre polonais, entre autres par opposition aux qualités traditionnellement reconnues des Allemands d'ordre et de rigueur<sup>795</sup>.

L'incapacité des Polonais à profiter des richesses qu'ils ont obtenues est une véritable épreuve pour les expulsés. Convaincus de la beauté de leur *Heimat*, sentiment d'autant plus fort qu'ils en sont privés, les expulsés lisent avec douleur le mépris dans lequel les Polonais tiennent ce que les Allemands considéraient comme des trésors d'architecture :

*« En Basse-Silésie, il y a pas moins de 200 monuments culturels de valeur, en majorité des châteaux et des palais qui attendent toujours d'être mis en valeur, selon un article du journal de Breslau Słowo Polskie. Il est incompréhensible que ces bâtiments ne trouvent pas de gérants, d'autant plus qu'ils sont pour la plupart situés dans des paysages magnifiques et qu'ils sont donc idéalement adaptés pour être transformés en hôtels ou en maisons de repos. »*<sup>796</sup>

C'est bien ici l'attitude des Polonais face à la *Heimat* et à ses trésors qui est mise en cause. Les Allemands assistent impuissants à la dégradation de ce qui faisait la richesse de leur région. Plus d'un lecteur se demandera sans doute pourquoi les Polonais tiennent tant aux territoires s'ils les laissent dépérir sans plus d'entretien.

Le contraste entre la prospérité d'antan et le délabrement né de la gestion par la Pologne communiste est encore plus saisissant lorsqu'il est mis en lien avec le fait que l'Allemagne a soutenu pendant des années l'économie polonaise :

*« Malgré des crédits de plusieurs milliards que nos gouvernements ont fait parvenir à l'Etat polonais au cours des dernières années, notre belle et autrefois riche Silésie a été presque*

---

<sup>793</sup> SAUERMAN, Vorurteile.

<sup>794</sup> « polnische Wirtschaft ». Le terme allemand de « Wirtschaft » est utilisé dans ses deux acceptions françaises : 1) ensemble des phénomènes de production, de distribution et de consommation de ressources ou de biens et 2) art de bien administrer une maison, de gérer les biens d'un particulier.

<sup>795</sup> ORŁOWSKI Hubert, „Polnische Wirtschaft“. *Zum deutschen Polendiskurs der Neuzeit*, (= Studien der Forschungsstelle Ostmitteleuropa an der Universität Dortmund, 21), Harrassowitz, Wiesbaden, 1996, p. 310-385.

<sup>796</sup> Article publié dans *GB 73/10*, p. 4.

*menée à la ruine, on a laissé mourir des champs florissants, des fermes autrefois prospères et des villages entiers dépérir. »*<sup>797</sup>

L'expression de « polnische Wirtschaft » apparaît pour la première fois dans le *GB* en mai 1990. A ce moment-là, la Pologne a effectué son ouverture à la démocratie et Allemagne et Pologne s'ouvrent doucement l'une à l'autre. Deux *Grafschafter* soucieux de connaître l'état réel de leur village natal et de témoigner de la décadence de la région dessinent une carte représentant schématiquement leur village en indiquant sur leur carte comment se répartissent les maisons du village de Neugersdorf situé sur les rives d'un affluent de la Neisse. Sont indiquées en noir les maisons actuellement habitées et en blanc les maisons laissées à l'abandon. Figurent en face de chaque maison les noms des anciens occupants. Ces noms sont indiqués entre parenthèses lorsque la maison correspondante n'existe plus. On constate que 28 maisons sont habitées et 74 sont vides, ce qui justifie le titre de l'éditorial « Neugersdorf – un village qui se meurt ? »<sup>798</sup>. L'éditorial est plus court qu'à l'accoutumée, mais le contenu qui relève toutes les destructions commises par les nouveaux habitants est impitoyable pour les Polonais :

*« A la fin de la guerre, des maraudeurs polonais sont arrivés, ils ont volé, pillé et ils ont expulsé les habitants de Neugersdorf de leur maison et de leur ferme. (...) des maisons et des fermes intactes ont dû être abandonnées aux Polonais avec tout leur contenu ; la Heimat et des biens acquis et consolidés depuis plus de dix générations ont dû être laissés derrière soi. Qu'est-ce que l'Etat polonais, les habitants polonais, ont fait de ces biens qui leur ont été laissés à disposition ? Ils ont été dans le mauvais sens du terme « gérés à la polonaise ». (...) Malgré le soutien supplémentaire de milliards venus de RFA et le travail forcé pendant des années de travailleurs allemands mis en esclavage, la République populaire de Pologne n'a pas été en mesure de conserver la richesse et les biens, sans même parler d'une construction. Le croquis du village mis à notre disposition par nos amis de la Heimat Anton Neugebauer et Josef Iroska montre bien comment en 45 ans de « gestion à la polonaise » le travail de construction allemand de plus de 350 ans a été dilapidé et détruit. La grande **nation culturelle européenne de Pologne** [en gras dans l'original, L.P.] n'a même pas été capable de sauvegarder les biens volés malgré les milliards de cadeaux. »*<sup>799</sup>

Le concept de gabegie polonaise est ici d'autant plus cruel pour les Polonais qu'il est appliqué dans une perspective contrastive. Les Polonais sont des incapables parce qu'ils détruisent ou n'arrivent pas à préserver ce que les Allemands ont construit. Le contenu de tout le texte peut se résumer à cette simple idée que les Polonais ont détruit ce que les Allemands ont construit. Il n'est ici seulement question d'un simple manque d'organisation ou d'un goût prononcé pour l'anarchie, mais plutôt du caractère destructeur du peuple polonais.

---

<sup>797</sup> Article de Norbert Nitsche paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/5, p. 2.

<sup>798</sup> « Neugersdorf – ein sterbendes Dorf? », éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 90/5, p. 1. On retrouve la même idée dans un article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 90/12, p. 2 : « Je crois que là aussi il faut parler de « gestion à la polonaise ». « Ich meine, daß man auch hier von „polnischer Wirtschaft“ sprechen muß. »

<sup>799</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 90/5, p. 1

On retrouve les mêmes reproches s'appuyant sur le contraste entre le travail de construction des Allemands et l'entreprise de destruction des Polonais dans un discours de Heinrich Windelen, le dernier ministre des Expulsés, prononcé en 1992 :

*« La Pologne s'est emparé avec notre Heimat d'une terre culturelle allemande ancestrale de plus de 100 000 km<sup>2</sup>. C'était autrefois le grenier de l'Europe. Ils ont pris possession d'immenses richesses minières : charbon, cuivre, zinc qui font partie des plus grandes d'Europe. Aujourd'hui, on manque de tout. Nous avons laissé une économie et une agriculture florissantes et performantes. L'Occident a apporté son aide avec d'énormes crédits. Désormais, on ne peut même plus couvrir les intérêts. »*<sup>800</sup>

Les avis aussi sévères qui paraissent dans les années 1990 font le bilan de plus de quarante ans de gestion par la Pologne des territoires autrefois allemands. La situation a bien changé et elle n'est plus comparable avec ce qu'elle était avant-guerre. Mais faut-il imputer tous ces changements à un seul trait des Polonais qui se distingueraient par une sorte d'incompétence généralisée (puisque touchant tous les domaines de l'activité humaine) et serait partagé par l'ensemble de la population ? Pour se convaincre si besoin était que ce n'était une caractéristique essentielle des Polonais que d'être de piètres gestionnaires, il suffit de comparer avec la situation des autres pays du bloc communiste pour s'apercevoir que tous les Etats qui ont été gouvernés par les communistes ont connu une situation économique déplorable et ne doivent leur salut qu'au soutien massif des pays occidentaux. C'est en RDA que l'on trouve la meilleure preuve qu'il ne suffit pas d'être allemand pour qu'une région prospère ou polonaise pour entraîner le déclin d'un territoire. L'Etat est-allemand a été géré par un régime communiste allemand de 1949 à 1989 et l'état de son économie était catastrophique avant l'unification de 1990 tout comme de nombreux secteurs d'activité, qu'il s'agisse de la dégradation de l'environnement, des conditions de logement insatisfaisantes ou de l'état de pénurie permanent dans lequel vivait la population. C'est uniquement la rancœur qui s'exprime et qui choisit la facilité de l'expression de « polnische Wirtschaft » comme s'il s'agissait finalement d'un trait de caractère des Polonais bien connu.

Toutefois, le mauvais état de la *Heimat* n'est pas mis dans le *GB* sur le seul compte de la « gestion à la polonaise », la responsabilité du régime communiste n'est pas oubliée :

*« D'autre part, les nouveaux habitants polonais des provinces historiques de l'est allemandes n'ont pas réussi à conserver ou même à relever le haut niveau de développement économique et civilisationnel préexistant. Au contraire, sont intervenus un effrayant effondrement et une régression, causés il faut le dire aussi par le régime communiste. »*<sup>801</sup>

## **V - La pollution de la *Heimat***

Au moment d'évoquer tous les méfaits commis par les Polonais dans la *Heimat*, la dégradation de la qualité de l'environnement n'est pas oubliée. Qu'il s'agisse de la qualité de l'eau ou de l'air, la pollution a commis ses méfaits sur la nature et là encore les expulsés peinent à reconnaître la région qui était la leur et dont ils gardent un souvenir bien différent. Si l'on peut facilement objecter que la dégradation de l'environnement au cours de la seconde

<sup>800</sup> Discours de Heinrich Windelen paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 92/8, p. 2-6.

<sup>801</sup> Article de Joachim Menzel publié dans *GB* 99/5, p. 1-8.

moitié du XXe siècle est un phénomène qui touche presque tous les pays du monde, le GB fait remarquer que ce que l'on constate dans la *Heimat* ne se produit pas ailleurs :

« A la différence des régions industrielles occidentales comme le bassin de la Ruhr ou Pittsburgh aux USA où la pollution atmosphérique a pu être diminuée au cours des dix dernières années, la pollution a considérablement augmenté dans le bassin industriel de Haute-Silésie autour de Kattowitz. »<sup>802</sup>

De plus, la pollution touche de nombreux pays, mais la dictature communiste occulte ce problème, ce qui ne fait naturellement qu'empirer les choses. Les forêts sont en danger et le régime ne s'attaque pas au problème<sup>803</sup>. Mais la pire des pollutions pour les Silésiens est celle qui touche à l'eau. En effet, le Comté de Glatz est une région réputée pour la qualité de ses eaux et le thermalisme est une activité qui fait la gloire de la région. Au début du XXe siècle déjà, l'exploitation thermique des eaux de source est très développée et de splendides bâtiments accueillent les curistes venus se soigner en Silésie. Cette activité relève d'une longue tradition et c'est pour les expulsés un crève-cœur que de lire que les thermes tombent en certains endroits en décrépitude :

« Les canalisations, le manque d'eau permanent, l'absence d'une station d'épuration qui fonctionne ainsi que la souillure des nappes phréatiques par l'élevage et les engrais chimiques finiront par donner le coup de grâce aux thermes. Une pollution des sources et leur fermeture seront fatalement à l'ordre du jour. »<sup>804</sup>

Les articles sont particulièrement alarmants :

« Il n'y a plus que dans les thermes de Silésie et tout en haut dans les montagnes silésiennes que l'on trouve encore de l'eau potable. (...) Dans les grandes villes de Silésie comme Waldenburg ou Breslau, l'eau commence à devenir une denrée rare comme le sont les stations d'épuration. »<sup>805</sup>

Façon de rappeler que les Allemands savaient mieux gérer les ressources naturelles que les Polonais, un article mentionne que d'autres pays communistes sont concernés par les problèmes de pollution de l'eau mais aussi que de glorieuses figures historiques allemandes savaient apprécier cette eau :

« Bad Kudowa, la station thermale appréciée pour ses eaux acides et sans doute la station la plus connue de Silésie, menace de s'assécher et est menacée d'épidémie à cause de difficultés sanitaires. (...) Avec ses sources d'eau minérale, Bad Kudowa était à l'origine la propriété du célèbre Wallenstein. Frédéric le Grand qui a goûté cette eau sur place, se faisait livrer de l'eau de source jusqu'à Potsdam. »<sup>806</sup>

« De plus en plus de régions de montagne doivent être aujourd'hui approvisionnées en eau potable qui devient de plus en plus rare. Le nombre des sources contaminées augmente lui

---

<sup>802</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 84/12, p. 4.

<sup>803</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) publié dans GB 84/8, p. 1-2.

<sup>804</sup> Article publié dans GB 85/4, p. 1-8.

<sup>805</sup> Article (oprM) publié dans GB 85/6, p. 5.

<sup>806</sup> Article (*GNK*) publié dans GB 85/12, p. 2.

*aussi. La raison : le mauvais état ou l'absence de fosses septiques dans les fermes et les établissements gastronomiques. S'ajoute à cela le fait que les fosses septiques sont tout simplement vidées dans les forêts. De plus, les engrais chimiques employés (et pas seulement dans l'agriculture) jouent un rôle de premier plan dans toute cette pollution. »*<sup>807</sup>

On constate que les articles consacrés à la dégradation de l'environnement dans la *Heimat* ne mettent pas directement en cause les Polonais ou l'administration communiste. Il s'agit plutôt d'un constat neutre, contrairement à ce que l'on pouvait observer dans les comptes rendus de voyages. Pourtant il aurait été possible d'imputer la responsabilité de la pollution aux occupants polonais ou au régime communiste. Il est également frappant de constater que l'intérêt pour les questions environnementales se concentre sur une brève période. Il s'agit de la période durant laquelle Thomas Horschler était aux commandes du *GB*. Cet intérêt pour l'écologie durant un laps de temps relativement court reflète donc une inclination personnelle du rédacteur en chef (ou son absence chez ses prédécesseurs et successeurs). Elle correspond aussi à la volonté de Horschler de ne pas limiter les articles sur la *Heimat* à des sujets politiques et d'essayer de montrer comment vivent les gens qui habitent désormais dans la *Heimat*.

#### **4. Les questions juridiques et le *GB***

Les questions juridiques sont la face cachée de la dimension économique. Les revendications concernant les dédommagements illustrent bien le lien étroit qui unit les deux aspects.

Les questions juridiques sont au cœur de l'engagement du journal. Le drame de l'expulsion repose en grande partie sur des décisions politiques actées dans des textes à valeur juridique plus ou moins contraignante. Ainsi, la Conférence de Potsdam qui entérine l'expulsion des Allemands des territoires de l'est n'est pas exempte de tout reproche pour le journal. Alors que les grandes puissances qui se réunissent y prennent des décisions déterminantes pour l'avenir de l'Europe et de l'équilibre géopolitique du monde, le texte final ne prend pas la forme juridique d'un traité entre les pays concernés et le *GB* considère que parler du Traité de Potsdam ou même des Accords de Potsdam est fallacieux. Pour le journal, le texte issu de la Conférence de Potsdam n'est rien d'autre qu'un simple document final. Cette interprétation du texte est naturellement porteuse d'une interprétation de la mise en œuvre de la solution choisie par les Alliés : l'expulsion des Allemands devient pour le journal illégale au regard du droit international puisque le texte qui l'ordonne n'a pas la valeur juridique. Ajouté au fait que les expulsions ont démarré bien avant que la Conférence de Potsdam ne débute, tout le phénomène de l'expulsion est remis en cause.

Les expulsés sont particulièrement attachés au droit et au respect des règles en vigueur. Le combat qu'ils entament dès leur arrivée dans leur nouvelle *Heimat* pour obtenir le droit de rentrer dans leur ancienne *Heimat* repose sur la politique et le droit. La Charte des expulsés du 5 août 1950 que les expulsés aiment à mettre en avant pour montrer leur volonté de trouver une solution pacifique est très révélatrice de cet état d'esprit. En effet, le texte de la Charte est

---

<sup>807</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 87/6, p. 4.

très clair. C'est uniquement par la négociation que les expulsés entendent reprendre possession de leurs anciens territoires et pas par la force. Ce qui apparaît à certains comme une évidence avec le temps ne l'était pas tant que cela cinq ans seulement après une guerre qui avait coûté des millions de vies. Personne n'a alors l'intention d'entamer une nouvelle guerre, mais le fait de le proclamer officiellement aurait pu suffire à classer les expulsés dans le camp des pacifistes. Il n'en a rien été et le texte de la Charte a plus souvent été utilisé contre les expulsés que porté à leur crédit. Les critiques mettant en avant le fait que les expulsés ne pouvaient pas renoncer à l'usage de la violence puisqu'ils n'avaient de toute façon aucune prétention légitime à le faire.

Le rejet de la violence posé, il ne reste plus que la voie diplomatique et politique pour obtenir la réalisation de l'ambition des expulsés : le retour dans la *Heimat*. Pour cela, les expulsés vont devenir de fins connaisseurs du droit et utiliser tous les instruments dont ils disposent. Aucune voie juridique nationale ou internationale ne sera négligée ou laissée de côté.

### **I – Le rôle de la *Bundesverfassungsgericht***

La *Bundesverfassungsgericht* joue un rôle décisif dans le combat des expulsés pour leur *Heimat*. La plus haute instance juridique allemande va être amenée plusieurs fois à se prononcer sur le statut juridique des territoires ou la conformité de textes avec la loi fondamentale de RFA. Durant les années 1950 et 1960, la *Bundesverfassungsgericht* n'est pas mentionnée dans le *GB* car elle n'a pas encore eu à jouer le rôle d'arbitre entre les différents partis. Le destin des territoires de l'est fait encore consensus au sein de la classe politique et il n'est pas nécessaire de venir trancher des débats. C'est seulement avec le début de l'*Ostpolitik* et la signature du Traité de Varsovie que la *Bundesverfassungsgericht* va devenir une institution-clé pour les expulsés qui vont en faire un instrument au service de leur cause.

#### ***Une institution respectable, garante de la justice***

Le Traité de Varsovie est signé par Willy Brandt au cours de sa visite en Pologne le 7 décembre 1970. Mais avant même que le texte ne soit signé, son contenu est divulgué par la presse ouest-allemande et les expulsés s'en inquiètent, pressentant que le gouvernement veut pousser la réconciliation germano-polonaise jusqu'à une reconnaissance de fait de la frontière sans toutefois le dire vraiment. La rouerie diplomatique est soupçonnée d'avoir commis ses méfaits pour permettre l'impensable : reconnaître la ligne Oder-Neisse comme frontière :

*« Lors des négociations, on a cherché une formule qui garantisse d'une part à la Pologne le caractère définitif de cette ligne tout en rassurant les lecteurs naïfs et rendant plus difficile un échec du traité à cause de la Loi fondamentale. Il ne s'agit ici que d'un salmigondis juridique pour contourner la Loi fondamentale et le Traité fondamental. (...) A mon avis, seule une plainte constitutionnelle peut encore être utile. »*<sup>808</sup>

Alors que le traité n'est pas encore signé, Bartsch a déjà bien compris quelle sera la suite des événements. Le traité a enfin été si bien ficelé que la partie polonaise comprend le texte comme une reconnaissance de fait de la frontière, mais il est suffisamment bien rédigé pour être inattaquable d'un point de vue juridique puisqu'il ne constitue pas à proprement parler

---

<sup>808</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 70/12, p. 1-2.

une reconnaissance de la frontière. Ainsi, le gouvernement ouest-allemand donne à son homologue polonais les gages que celui-ci désire et d'un point de vue de politique intérieure, il peut continuer de prétendre n'avoir pas obéré l'avenir en laissant ouverte la possibilité de négociations sur un changement de statut des territoires.

Le *GB* rend compte de l'initiative d'un homme qui décide de porter plainte devant la *Bundesverfassungsgericht* contre le Traité de Varsovie qu'il estime être en contradiction avec les articles 14 et 33 de la Loi fondamentale<sup>809</sup>. Alois Bude va donc seul devant la *Bundesverfassungsgericht* pour contester la perte de sa ferme en Silésie et l'impossibilité de réaliser l'unité allemande suite au traité. L'homme n'est pas aussi seul qu'il en a l'air puisqu'il s'agit en fait d'un ancien partisan du NPD, désormais membre fondateur de la National-Liberale Aktion en Rhénanie-Palatinat, un parti qui ambitionne de rapprocher les éléments libéraux du FDP de l'idée nationale défendue par le NPD<sup>810</sup>. Le nom d'Alois Bude apparaît alors pour la première fois dans le *GB* et il deviendra des années plus tard un collaborateur régulier du *GB* à partir des années 2000 où ses activités parmi les associations d'expulsés seront mentionnées dans le journal.

Un autre traité est l'objet d'une plainte déposée devant la *Bundesverfassungsgericht*. Le gouvernement bavarois conteste en effet le Traité fondamental entre la RFA et la RDA signé le 21 décembre 1972. Le *GB* se réjouit de la décision rendue par la *Bundesverfassungsgericht* qui indique clairement que RFA et RDA ne peuvent pas se considérer comme deux Etats étrangers et qui maintient l'impératif de réalisation de l'unité. Plus important encore pour les expulsés, le jugement postule que le Reich continue d'exister dans ses frontières de 1937. Pour les expulsés, c'est un espoir immense qui signifie que le Traité de Varsovie n'a pas suffi à abandonner définitivement les territoires de l'autre côté de la ligne Oder-Neisse. Herbert Czaja indique dans un article publié en octobre 1973 que la décision de la *Bundesverfassungsgericht* va avoir des conséquences sur les relations germano-polonaises et que les territoires doivent bel et bien être considérés comme allemands<sup>811</sup>. Il en tire la conviction que cette décision va influencer sur la décision future concernant le Traité de Varsovie que la *Bundesverfassungsgericht* n'a pas encore fini d'examiner.

Dans son jugement de 1973, la *Bundesverfassungsgericht* garantit aussi sous le couvert de la liberté de réunion que les associations qui respectent la loi ne peuvent être interdites au motif qu'elles déplaisent à la partie adverse. Les expulsés y voient un soutien contre les tentatives de déstabilisation de leurs associations auxquelles on reproche dans certains cas un revanchisme trop virulent<sup>812</sup>. Certains députés conservateurs y voient même un moyen de contester les réductions de subventions publiques dont certaines associations se plaignent. La décision de la *Bundesverfassungsgericht* renforce ainsi à la fois les revendications proprement dites des expulsés, mais aussi les conditions dans lesquelles ils peuvent faire entendre leur voix.

---

<sup>809</sup> Article (opr S) publié dans *GB* 71/2, p. 3.

<sup>810</sup> « Postfach 70 », p. 116-120, in : *Der Spiegel*, n°40, 28 septembre 1970.

<sup>811</sup> Article (opr M) publi dans *GB* 73/10, p. 4.

<sup>812</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/5, p. 1.

La décision de la *Bundesverfassungsgericht* de 1973 est confortée par celle du 7 juillet 1975 et celle du 30 mai 1983 qui indiquent toutes que le territoire du Reich allemand dans ses frontières de 1937 reste le même dans l'attente d'un règlement par un traité de paix. S'appuyant sur ces décisions de la plus haute instance juridique du pays, les expulsés font valoir que leurs revendications ne sont rien d'autre que l'expression politique de ce que les institutions de RFA elles-mêmes commandent : réaliser l'unité allemande de toutes les parties de l'ancien Reich allemand. La Loi fondamentale sert à légitimer la demande d'unité et les décisions de la *Bundesverfassungsgericht* confirment le point de vue selon lequel l'Allemagne ne se réduit pas à la somme des deux Etats allemands. Partant de ce postulat, toute autre position politique est selon le *GB* une attitude antipatriotique proche de la trahison de la patrie :

*« Mais on se trouve face à un véritable cas de schizophrénie lorsque certains ne veulent rien savoir de la Loi fondamentale et des décisions de la Bundesverfassungsgericht, qu'il s'agisse par exemple de la continuité de l'Allemagne ou des positions juridiques concernant l'ensemble de l'Allemagne. »*<sup>813</sup>

Après l'unification des deux Etats allemands en 1990 et la signature de traités entre l'Allemagne et la Pologne, les expulsés sont confrontés à un dilemme : maintenant que tous les espoirs de retrouver un jour la *Heimat* perdue se sont envolés, que reste-t-il à espérer ? C'est dans la revendication d'une indemnisation pour les biens perdus ou volés lors de l'expulsion que les expulsés vont trouver un nouveau cheval de bataille. La question cruciale sera de savoir comment parvenir à obtenir réparation pour les biens perdus. Cette question n'est toutefois pas complètement nouvelle puisque dans les années 1970 déjà, des expulsés regroupés en association se sont adressés directement aux nouveaux occupants de leur maison ou ferme ainsi qu'à diverses administrations polonaises<sup>814</sup>. Le *GB* hésite quant à la conduite à adopter et il fait part de ses hésitations à ses lecteurs. Si le journal *Der Schlesier* s'est décidé à encourager ses lecteurs à renouveler ce genre d'opérations, le *GB* est plus circonspect :

*« Ce mode opératoire a déjà été recommandé par le passé par le « Groupe sur l'est allemand ». Nous nous sommes abstenus jusque-là de conseiller à nos lecteurs de faire de même car nous pensons que les chances de succès sont minces au regard du coût de l'opération et qu'il s'agit plus ou moins d'une manifestation en direction du gouvernement allemand et de la Pologne. Les manifestations aussi sont un moyen de se faire remarquer. »*<sup>815</sup>

Gröger n'hésite pas ici à faire part de ses doutes quant à l'efficacité de la procédure recommandée par d'autres journaux. Séparé de la *Landsmannschaft Schlesien* depuis quelques années suite à une dérive du journal vers l'extrême droite, *Der Schlesier* n'est plus l'organe officiel des Silésiens et il ne reflète plus la ligne officielle de la *Landsmannschaft*. Parmi les autres voies possibles pour obtenir réparation pour les pertes subies, la voie juridique allemande reste ouverte :

*« Mais la Pologne est un pays en situation de faillite dont on ne peut rien attendre. La voie passant par les juridictions allemandes est certainement plus efficace. C'est pourquoi Peter*

---

<sup>813</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 85/5, p. 2.

<sup>814</sup> « Großdeutsche Wirrköpfe », p. 41-44, in : *Der Spiegel*, n°15, 4 avril 1977.

<sup>815</sup> Article de Herbert Gröger paru la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/3, p. 2.

*Großpietsch, président de la Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V., représenté par un constitutionnaliste de renom, a fait valoir ses droits d'héritier devant la Bundesverfassungsgericht dans un procès exemplaire. »*<sup>816</sup>

En 1992, Peter Großpietsch n'est pas encore le rédacteur en chef du *GB*, mais il en est déjà l'éditeur en sa qualité de président de la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* (responsable juridique de la publication du journal). Dans ce nouvel exemple, il ne s'agit pas d'inciter tous les lecteurs à faire de même, mais plutôt de montrer un autre choix pour faire valoir ses droits. La *Bundesverfassungsgericht* est choisie en tant que plus haute juridiction allemande qui a toujours considéré que l'Allemagne dans ses frontières de 1937 n'avait pas cessé d'exister en 1945.

Après avoir rappelé que le gouvernement de RFA a toujours soigneusement évité de prendre position sur la question délicate des biens perdus par les expulsés, Gröger invite ses lecteurs intéressés par la démarche à se rapprocher de l'association à l'origine de l'action dont il donne les coordonnées. Loin de lancer un appel à ses lecteurs, Gröger cherche ici avant tout à les informer au mieux sur les différentes tactiques mises en œuvre par d'autres expulsés :

*« Indépendamment d'elle [l'association, L.P.], nous informerons nos lecteurs de l'avancée de l'affaire et nous avons en outre prié le BdV de prendre une position de principe. »*<sup>817</sup>

Herbert Gröger utilise ici le journal comme un lieu de réflexion pour les expulsés en confrontant différentes approches et en laissant le soin à chaque lecteur de se forger sa propre opinion sur la pertinence de chaque choix. En interrogeant le BdV, Gröger veut renforcer le pluralisme des opinions et élargir l'horizon des choix s'offrant aux lecteurs.

Quelques mois plus tard, le *GB* publie effectivement deux articles pour informer des différentes décisions rendues par la *Bundesverfassungsgericht* concernant la plainte de 11 expulsés<sup>818</sup> et de l'avancement du dossier de Peter Großpietsch<sup>819</sup>. La décision de la *Bundesverfassungsgericht* sur les demandes des expulsés est insatisfaisante. Leur plainte est rejetée au motif qu'ils n'ont pas subi d'« atteinte à leurs droits fondamentaux »<sup>820</sup>. A peine la décision est-elle connue qu'un nouveau dossier est constitué accusant le gouvernement allemand de ne pas avoir offert à ses concitoyens la protection diplomatique à laquelle ont droit les citoyens victimes de l'autorité publique d'un Etat étranger. Les traités et accords signés entre la RFA et la Pologne ont en effet toujours soigneusement évité la question des biens perdus. L'Etat ouest-allemand est donc accusé d'avoir laissé ses citoyens seuls pour faire valoir leurs droits sans aucun soutien officiel face à un Etat étranger. L'article de Gröger qui commençait par un éloge de l'institution que constitue la *Bundesverfassungsgericht* prononcé par son président Roman Herzog, se termine par une sorte de remise en cause de son statut de plus haute instance :

---

<sup>816</sup> Article de Herbert Gröger paru la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/3, p. 2.

<sup>817</sup> Article de Herbert Gröger paru la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/3, p. 2.

<sup>818</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 92/8, p. 3-4.

<sup>819</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/9, p. 3.

<sup>820</sup> « Verletzung der Grundrechte ». Le *GB* publie un extrait du jugement rendu le 5 juin 1992 suite à la plainte déposée entre autres par Peter Großpietsch dans *GB* 05/1, p. 13.

« Si la Bundesverfassungsgericht devait vouloir à nouveau éviter une décision juste ou exprimer un refus, alors il faudra se lancer sur la voie de l'« instance ultime ». Celle de la commission des droits de l'homme à Strasbourg. »<sup>821</sup>

Les déceptions engendrées par la *Bundesverfassungsgericht* commencent à ternir l'image de l'institution. La représentation idéale d'une institution gage de solidité et une garantie d'indépendance du pouvoir politique commence à se lézarder.

L'autre plainte est déclarée irrecevable un mois plus tard, la *Bundesverfassungsgericht* considérant que les expulsés auraient dû solliciter d'abord le soutien diplomatique du ministre des Affaires étrangères avant de se plaindre de l'absence de protection diplomatique qu'ils invoquent. La coupe est pleine et l'impatience se fait sentir :

« Pour peu qu'on y réponde, nos questions n'obtiennent que des réponses idiotes. »<sup>822</sup>

Le prestige de la *Bundesverfassungsgericht* n'existe plus. L'instance juridique suprême en Allemagne finit de se décrédibiliser aux yeux des expulsés en rejetant leurs demandes une à une. Prenant la *Bundesverfassungsgericht* au mot, Gröger donne tout de même des consignes à ses lecteurs afin qu'ils adressent un courrier au ministère des Affaires étrangères pour lui demander d'intercéder en leur faveur auprès de son homologue polonais pour que les expulsés allemands obtiennent réparation des pertes subies durant l'expulsion. Il est sans illusion sur la réponse qu'ils obtiendront (pour peu que celle-ci existe), mais se résout à cette solution pour en montrer tout le ridicule.

« En 1973 et 1975, la plus haute instance juridique allemande considérait encore dans ses jugements concernant le Traité fondamental ou la nationalité sur la base de la Loi fondamentale et sur le droit international en vigueur. Elle a commencé à s'écarter du droit en 1989/1990. Pour de nombreuses plaintes constitutionnelles, elle a tranché contre la protection des droits fondamentaux de nos droits de propriété dans de mauvaises décisions rendues par ses chambres. L'ancien juge à la Bundesverfassungsgericht, M. Geiger, a regretté et critiqué cette évolution dans sa dernière décision rendue juste avant sa mort en indiquant que la Bundesverfassungsgericht n'avait pas été créée pour faire de la politique. »<sup>823</sup>

Gröger n'hésite plus à dire clairement que la *Bundesverfassungsgericht* qui a longtemps incarné l'espoir pour les expulsés n'est plus à ses yeux qu'un jouet aux mains de la classe politique qui s'en sert à sa guise pour liquider les problèmes gênants qui ne peuvent que perturber la diplomatie allemande. La citation d'un juge permet de donner du crédit à son propre jugement et de montrer qu'il ne parle simplement sous le coup de l'aigreur mais que son sentiment est partagé par les gens les mieux placés pour s'exprimer. De plus, le reproche d'instrumentalisation politique est terrible pour l'institution car elle se voit ravalée à un niveau très bas dû au mépris dans lequel Gröger tient la classe politique dans son ensemble. Comble du discrédit, Gröger met en lien les décisions rendues par la *Bundesverfassungsgericht* avec l'activité du ministre Genscher :

---

<sup>821</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/3, p. 2.

<sup>822</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 93/4, p. 1-2.

<sup>823</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/4, p. 1-5.

« *La Bundesverfassungsgericht elle aussi se transforme de plus en plus en une instance politique parce qu'elle dit le droit sur la base des entourloupes juridiques du ministère de Genscher (...).* »<sup>824</sup>

Le rejet de la *Bundesverfassungsgericht* à partir de 1990 est dû au fait que pendant longtemps, la plus haute instance juridique allemande a défendu le principe de la continuation du Reich dans ses frontières de 1937, offrant ainsi aux expulsés un soutien institutionnel majeur. Pourtant, ce n'est qu'une interprétation juridique des textes en vigueur et en aucune manière une volonté politique de défendre un groupe social. La réalisation de l'unité en 1990 met un terme au principe de continuation du Reich et la *Bundesverfassungsgericht* ne tourne pas le dos aux expulsés, elle rend simplement des jugements qui ne correspondent plus à leurs attentes. Elle est alors accusée d'être à la solde des hommes politiques, mais c'est en fait le contraire qui était le cas auparavant : en indiquant que le Reich continuait d'exister, elle a placé les dirigeants ouest-allemands dans une situation très inconfortable, les obligeant à défendre une idée qu'ils ne partageaient pas forcément. L'indépendance de l'institution les empêchait de la forcer à une autre lecture des textes juridiques, et ils ont été obligés de placer leur politique dans cette ligne, au moins d'un point de vue théorique, car si Helmut Kohl a souvent rappelé en présence des expulsés qu'il appuyait sa politique sur les positions de la *Bundesverfassungsgericht*, il n'a rien entrepris pour rétablir l'Allemagne dans ses frontières de 1937. Avec le temps, ces positions ont même fini par apparaître anachroniques ou à tout le moins en total décalage avec la réalité géopolitique. C'est ce décalage que met en avant Peter Großpietsch dans un éditorial de 1998 où il exprime sa colère de voir ces prises de positions en faveur des frontières de 1937 dénigrées par les idées politiquement correctes :

« *Au début des années 1980, un document d'un institut régional de protection de la constitution prouvait très sérieusement que tous ceux qui défendaient l'Allemagne dans ses frontières de 1937 étaient des ennemis de la constitution. Après que j'ai indiqué que la Bundesverfassungsgericht elle-même venait de confirmer récemment que « Le Reich continue d'exister », et il s'agissait expressis verbis des frontières de 1937, cette ineptie a été retirée rapidement de la circulation !* »<sup>825</sup>

Pour Peter Großpietsch, il s'agit ici de montrer que les idées qu'il considère comme les plus sensées et les plus raisonnables deviennent indéfendables à cause du glissement vers la gauche de la société allemande. A vrai dire, ce n'est pas ici le fait que la gauche gagne ou non du terrain qui est en cause, mais plutôt le fait que la *Bundesverfassungsgericht* a pendant des années défendu une position théorique qui était en totale contradiction avec la réalité politique et sociale de l'Allemagne.

La *Bundesverfassungsgericht* va toutefois retrouver un peu de son lustre à partir de 2008 à l'occasion de la ratification du Traité constitutionnel pour l'Union européenne puis du Traité de Lisbonne. L'Allemagne ratifie le traité par la voie parlementaire sans donner à la population la possibilité de s'exprimer sur un sujet pourtant fondamental pour la vie politique du pays. Brigitte Lambiel, très attachée à l'expression démocratique des citoyens, se réjouit

---

<sup>824</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 94/10, p. 2.

<sup>825</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/3, p. 1.

qu'un juriste, Karl Albrecht Schachtschneider, et un député CSU, Peter Gauweiler, aient porté plainte devant la *Bundesverfassungsgericht* contre le Traité de Lisbonne<sup>826</sup>.

Peter Großpietsch s'engage personnellement contre le Traité de Lisbonne dans un éditorial dans lequel il établit la longue liste des reproches qu'il fait au traité. A l'approche de l'annonce de la décision de la *Bundesverfassungsgericht*, il se risque à un pronostic sur ce qui va être décidé :

« *Je parie sur l'avis et le jugement de la Bundesverfassungsgericht. Oui, j'en suis même persuadé, grâce aux plaignants évoqués précédemment et à de nombreux autres, il va y avoir une gifle pour le gouvernement et le parlement.* »<sup>827</sup>

La *Bundesverfassungsgericht* retrouve alors le rôle qu'elle jouait par le passé selon le *GB*, celui d'une sentinelle de la démocratie qui empêche les dérives voulues ou provoquées par des dirigeants irresponsables. Dans la conclusion de son éditorial, Großpietsch établit d'ailleurs un parallèle avec les décisions rendues contre les traités de l'est que le gouvernement voulait faire passer pour une reconnaissance de la frontière, ce que la *Bundesverfassungsgericht* a empêché.

A l'annonce de la décision de la *Bundesverfassungsgericht*, Peter Großpietsch ne cache pas sa joie de voir le Traité de Lisbonne remis en cause :

« *Comment je l'avais prédit dans le numéro double de juillet-août, il y a bien eu une grande gifle venue de Karlsruhe pour le parlement et le gouvernement. (...) C'est un plaisir d'étudier le jugement de Karlsruhe. Pour la première fois et en détail, on lit dans le jugement une description des principaux devoirs de l'Etat.* »<sup>828</sup>

La décision correspondant tout à fait à ses attentes, Großpietsch considère à nouveau la *Bundesverfassungsgericht* sous un jour positif : elle incarne à nouveau l'institution indépendante par excellence grâce à laquelle la politique allemande conserve sa dignité et la démocratie est protégée.

### ***Les textes fondateurs des revendications des expulsés***

Dès les années 1950, le *GB* s'efforce d'inscrire les revendications des expulsés dans un cadre juridique solide afin de les rendre crédibles et plus légitimes. En montrant que ce qu'ils demandent repose sur le droit et sa mise en œuvre, ils indiquent qu'on ne peut les taxer de revanchisme ou d'utopistes. Le premier éditorial consacré aux questions juridiques paraît en 1959. Il s'agit en fait de la reprise du discours prononcé par l'ancien maire de Habelschwerdt lors d'une rencontre des expulsés de Habelschwerdt à Altena. Il appuie sa démonstration en commençant par montrer que la présence dans les territoires de l'est est bien légitime et non la conséquence d'une colonisation récente puisqu'elle est reconnue par un roi polonais, Casimir III lors de la signature du Traité de Trentschin en 1335. Les textes qui légitiment les revendications ne sont pas encore très nombreux à cette époque et le texte issu de la Conférence de Potsdam sert encore de référence :

---

<sup>826</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/7-8, p. 2.

<sup>827</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 09/7-8, p. 1-2.

<sup>828</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 09/9, p. 2.

« Souvenons-nous que les Accords de Potsdam de 1945, à nouveau un traité, placent provisoirement la Silésie sous administration polonaise dans l'attente d'un traité de paix définitif. »<sup>829</sup>

A cette date, les Accords de Potsdam sont encore utilisés comme un argument pour arguer du caractère provisoire du statut de la Silésie. Par la suite, les expulsés changeront de stratégie et considéreront que les Accords de Potsdam n'ont pas de statut juridique suffisant au regard du droit international, à mesure que le temps passe et rend la situation provisoire moins crédible et que le besoin d'un nouvel argument s'impose. La Déclaration de Berlin du 5 juin 1945 est aussi mentionnée car elle fait référence au partage du territoire allemand entre les Alliés, ce territoire étant celui du Reich dans ses frontières de 1937. Quant au droit à l'autodétermination qui va longtemps être une priorité parmi les revendications des expulsés (et utilisé -contre les Allemands !- lors des plébiscites en Haute-Silésie en 1921), il est acté par la Charte de l'Atlantique nord<sup>830</sup>.

C'est au milieu des années 1970 que le rappel systématique des textes juridiques concernant l'unité allemande et la dimension des territoires concernés va s'imposer. Après la signature puis la ratification des traités de l'est, les expulsés se retrouvent dans une situation délicate. Le gouvernement a réussi à conclure avec les pays qu'ils considèrent comme leurs adversaires des accords dans lesquels la ligne Oder-Neisse est implicitement reconnue comme frontière germano-polonaise. Il devient alors important pour les expulsés de montrer qu'il n'en est rien et que les faits sont contredits par toute une série de textes officiels. Le dernier numéro de 1975 reproduit à la une du journal la Déclaration de Bonn publiée par les représentations de la Prusse orientale, Prusse occidentale, Poméranie, Berlin-Marche de Brandebourg, Silésie et Haute-Silésie réunis en congrès à Bonn les 11 et 12 octobre 1975. Cette déclaration établit clairement les textes sur lesquels s'appuient les représentants des expulsés pour formuler leurs revendications : Loi fondamentale, Accords de Bonn du 26 mai 1975, lettre sur l'unité allemande accompagnant le Traité de Moscou, résolution commune du *Bundestag* du 17 mai 1972 et décision de la *Bundesverfassungsgericht* du 31 juillet 1973<sup>831</sup>. Les représentants des expulsés tirent de tous ces textes un catalogue de positions politiques et de revendications qui complète le texte de la déclaration.

Cette série de textes s'enrichit avec le temps, notamment de décisions de la *Bundesverfassungsgericht* (7 juillet 1975, 8 janvier 1981, 30 mai 1983) qui vient confirmer que les territoires de l'est appartiennent bien toujours au Reich allemand qui continue d'exister dans ses frontières de 1937. Le rappel de tous ces textes est régulier et doit donner au lecteur le sentiment que la cause défendue par le journal est juste et ne relève pas contrairement à l'idée que défendent la plupart des grands médias d'une utopie puisque ce sont les plus hautes instances du pays qui appuient la thèse des représentants des expulsés<sup>832</sup>.

---

<sup>829</sup> Editorial signé Spektator publié dans *GB* 59/8, p. 1-2.

<sup>830</sup> Editorial signé Spektator publié dans *GB* 59/8, p. 1-2.

<sup>831</sup> Déclaration de Bonn du congrès des représentants des territoires de l'est publiée dans *GB* 75/12, p. 1.

<sup>832</sup> On retrouve ces arguments entre autres défendus par un juriste, Emil Schlee, dans un article (*Deutsche Rundschau*) publié dans *GB* 78/5, p. 1-2 ; par Herbert Hupka citant Helmut Kohl dans la rubrique Opinion dans

## II – Mettre un terme à l’injustice

### *Le droit à l'autodétermination*

Parmi les revendications portées par les expulsés, il en est une qui n'a cessé de revenir tout au long de l'histoire du *GB* : le droit à l'autodétermination. Les expulsés savent que le droit est de leur côté et que tous les textes juridiques donnent raison à leurs revendications. Mais constatant que ce soutien de poids n'est d'aucune valeur si personne ne souhaite réellement l'appliquer, ils revendiquent pour la population concernée par l'expulsion le droit à s'exprimer et à indiquer son choix. Les Allemands expulsés veulent-ils retourner dans leur *Heimat* qui redeviendrait dans les faits un territoire allemand ou souhaitent-ils que ces territoires deviennent définitivement polonais ou soviétique ? Là aussi le droit à l'autodétermination n'est pas un argument utilisé par hasard. Les expulsés s'appuient sur le texte du président américain Wilson qui plaidait en faveur du droit à l'autodétermination pour tous les peuples d'Europe en 1918 (même si tous n'en ont pas bénéficié)<sup>833</sup>. De plus, le droit à l'autodétermination est inscrit dans la Charte des Nations-unies de 1945, sous la forme d'un « droit à disposer d'eux-mêmes » reconnu à tous les peuples<sup>834</sup>. Le principe voulant que tous les peuples soient concernés, y compris les Allemands, est rapidement mis en exergue<sup>835</sup>. En effet, dans le contexte de décolonisation qui caractérise la fin des années 1950, les peuples d'Afrique font valoir le droit à l'autodétermination pour réclamer la fin de la colonisation, soutenus par l'URSS qui ne possède aucune colonie en Afrique. Or, cette même puissance refuse d'entendre parler de droit à l'autodétermination pour les Allemands :

*« Et c'est précisément l'URSS qui se prévaut du principe du droit à l'autodétermination lorsqu'il s'agit d'aider les peuples de couleur à accéder à une existence propre. (...) Nous autres les Allemands qui sommes l'un des peuples civilisés les plus forts du monde serions exclus de ce droit ? [en gras dans l'original, L.P.] »<sup>836</sup>*

Le *GB* insiste sur la nécessité d'obtenir l'exercice du droit à l'autodétermination car il ne doute pas un instant de l'issue de la consultation populaire. Le titre qui barre la une du numéro d'août 1961 est sans équivoque : « L'autodétermination, le chemin vers l'unité, le retour chez nous et la paix »<sup>837</sup>. L'auteur de l'éditorial rappelle que le plébiscite de 1921 en Haute-Silésie a été la première mise en pratique du droit à l'autodétermination et que la majorité des votants avait alors décidé que la Haute-Silésie resterait allemande. Il indique

---

*GB* 83/6, p. 2 ; par Horst Waffenschmidt dans un article (*GNK*) publié dans *GB* 84/12, p. 3 ; par le Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est allemand dans une déclaration publiée dans *GB* 85/1, p. 8 ; par l'Assemblée des délégués de l'OMV dans une déclaration publiée dans *GB* 85/9, p. 4 ; par Peter Großpietsch en tant que membre de la direction de la *Landsmannschaft Schlesien* dans un article publié dans *GB* 86/2, p. 3-4 ; par Thomas Horschler dans la rubrique Commentaire dans *GB* 87/5, p. 2 ; par Peter Großpietsch dans un éditorial publié dans *GB* 88/2, p. 1. Cette liste non exhaustive montre que la litane des textes juridiques est reproduite très régulièrement dans le journal telle un leitmotiv et que les personnalités les plus diverses représentant les expulsés l'utilisent.

<sup>833</sup> Article publié dans *GB* 55/8, p. 1-2.

<sup>834</sup> Cf. Charte des Nations-Unies en ligne disponible sur [www.un.org/fr/documents/charter/pdf/charter.pdf](http://www.un.org/fr/documents/charter/pdf/charter.pdf) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>835</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 59/6, p. 1.

<sup>836</sup> Editorial signé Spektator publié dans *GB* 59/8, p. 1-2.

<sup>837</sup> « Selbstbestimmung, der Weg zur Einheit, Heimkehr und Frieden », éditorial signé Spektator publié dans *GB* 61/8 p. 1-2.

même que les prétentions territoriales de la Tchécoslovaquie sur le Comté de Glatz à la fin de la Première Guerre mondiale sont restées sans suite tant l'attachement des habitants à l'Allemagne était grand. Ainsi, le journal rassure sur l'issue d'une consultation de la population si celle-ci venait à être interrogée. Dans le même temps, il présente le vote en faveur de l'Allemagne comme une évidence, ne laissant ainsi pas de place à des voix discordantes. Enfin, comble de l'habileté rhétorique, il va chercher du soutien à ses thèses chez ses propres adversaires. Ainsi, dans son discours sur la paix, Lénine lui-même se serait exprimé en faveur d'un droit pour tous les peuples à l'autodétermination. Le fait que le droit à l'autodétermination soit refusé aux Allemands alors que d'autres peuples peuvent en faire usage est régulièrement interprété comme une injustice supplémentaire qui frappe le peuple allemand<sup>838</sup>.

La certitude des expulsés de voir leurs revendications satisfaites s'ils pouvaient faire usage de leur droit à l'autodétermination est confortée par la publication indiquant que plus de 70% des expulsés retourneraient dans la *Heimat* si cette possibilité leur était donnée<sup>839</sup>. Là encore, c'est pour les lecteurs une assurance que réclamer le droit à l'autodétermination est légitime car la volonté de rentrer est encore présente chez une grande majorité des expulsés près de vingt ans après l'expulsion.

Alois Bartsch illustre sous une forme allégorique ce que pourrait être un plébiscite en faveur de l'Allemagne dans le Comté de Glatz. Il raconte une légende qui se passe en 1919 dans le Comté de Glatz<sup>840</sup>. Des représentants des vainqueurs de la Première Guerre mondiale sont envoyés dans le Comté de Glatz que la Tchécoslovaquie convoite pour décider du sort de ce territoire. Face au refus du Français d'organiser un référendum, le représentant du Comté de Glatz propose un pacte aux experts étrangers : si au cours d'une journée il se trouve un seul habitant rencontré en chemin pour choisir d'abandonner l'Allemagne alors le Comté de Glatz sera détaché du territoire allemand. Durant la journée, les émissaires croisent les personnages les plus divers et tous optent sans hésiter et suivant l'élan de leur cœur pour l'Allemagne. Les lecteurs du *GB* découvrent ainsi sous une forme idéalisée que l'engagement de tous pour la *Heimat* et la fidélité à son territoire d'origine finissent par payer. Le droit à l'autodétermination n'en est que plus nécessaire pour tous les expulsés qui ne brûlent que de dire leur attachement à leur *Heimat*. Le ton de ce texte rompt avec le contenu froid et juridique des arguments habituellement exposés. Ici, Bartsch s'adresse aux sentiments de ses lecteurs plutôt qu'à leur raison. C'est ainsi que Bartsch ouvre le premier numéro de l'année 1965 déclarée par le BdV « année des droits de l'homme » en souvenir des expulsions menées vingt ans auparavant<sup>841</sup>. Bartsch qui a écrit de nombreux poèmes pour célébrer la *Heimat*, sa beauté et l'attachement de ses habitants à leur terre perdue, publie également un poème

---

<sup>838</sup> Articles de Herbert Hupka publiés dans *GB* 79/1, p. 1, *GB* 79/9, p. 1-2, *GB* 79/11, p. 1-2 et *GB* 82/1, p. 1-2 ; argument utilisé par la *Landsmannschaft Schlesien* dans des articles publiés dans *GB* 79/12, p. 3 et *GB* 83/12, p. 3 ; par la *Landsmannschaft Ostpreußen* dans un article publié dans *GB* 81/11, p. 2 ; par le ministre Heinrich Windelen dans une interview publiée dans *GB* 84/9, p. 1-2.

<sup>839</sup> Article publié dans *GB* 64/11, p. 5.

<sup>840</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/1, p. 1-3. Cette même histoire a déjà été racontée dans un article publié dans *GB* 50/9, p. 4-5 sous forme versifiée.

<sup>841</sup> Article (hvp) publié dans *GB* 65/4, p. 2.

intitulé « Autodétermination »<sup>842</sup> pour s'adresser une nouvelle fois moins à la raison de ses lecteurs qu'à leurs sentiments et attirer l'attention de lecteurs qui peut-être ne lisent pas les pages les plus politiques du journal.

La place du droit à l'autodétermination dans les droits de l'homme fait l'objet d'un long éditorial dans lequel Bartsch multiplie les références à de grands personnages de l'histoire de plusieurs pays pour montrer le caractère universel et intemporel du droit à l'autodétermination<sup>843</sup>.

Le droit à l'autodétermination est une revendication forte portée par le journal jusqu'à la réalisation de l'unité en 1990. Le journal fait preuve d'une constance étonnante, le sujet étant toujours évoqué au moins une fois sur des périodes de deux ans maximum. Le sujet est présenté sous de nombreux points de vue : rédacteurs en chef du journal<sup>844</sup>, déclarations du BdV<sup>845</sup>, déclarations des *Landsmannschaften* ou de leurs représentants<sup>846</sup>, représentants du gouvernement<sup>847</sup>. Cette multiplication des points de vue permet de montrer le consensus qui se dégage parmi les représentants des expulsés pour faire valoir le droit à l'autodétermination. Le journal et ses rédacteurs ne sont pas seuls pour revendiquer ce droit, ils s'inscrivent dans un mouvement beaucoup plus large qu'ils s'efforcent de relayer afin de lui donner plus de force. Quant aux déclarations des hommes politiques, elles doivent montrer aux lecteurs que le combat est loin d'être perdu puisqu'il est soutenu par une partie de la classe politique.

### ***L'existence des décrets d'expulsion***

Les décrets d'expulsion sont les décisions prises officiellement par les autorités polonaises pour procéder à l'expulsion des Allemands se trouvant sur les territoires qui allaient passer sous leur autorité administrative à la suite de la Conférence de Potsdam. Les autorités tchèques ont pris le même type de mesures pour expulser les Allemands vivant sur le territoire tchèque<sup>848</sup>. Ces décrets sont restés en vigueur après que les Allemands ont fini d'être expulsés du territoire. Pour les expulsés, cette situation correspond à un prolongement de l'injustice dont ils ont été les victimes. Alors que les gouvernements polonais et allemands tentent de se rapprocher et de réconcilier les deux peuples, le fait que ces décrets restent valables constitue pour les expulsés la preuve que la volonté de réconciliation n'existe pas côté polonais et qu'il ne s'agit que de belles déclarations destinées à tromper les autorités allemandes dont on attend

---

<sup>842</sup> « Selbstbestimmung », poème d'Alois Bartsch publié dans *GB* 71/1, p. 3.

<sup>843</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/3, p. 1-2.

<sup>844</sup> Editoriaux d'Alois Bartsch publiés dans *GB* 65/12, p. 1-2, *GB* 69/10, p. 1, *GB* 70/8, p. 1-2, *GB* 71/1, p. 1-2, *GB* 71/3, p. 1, *GB* 71/5, p. 1-2, *GB* 72/6, p. 1 et *GB* 77/1, p. 1 ; article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 82/4, p. 2.

<sup>845</sup> Articles (BdV) publiés dans *GB* 79/6, p. 1 et *GB* 80/3, p. 2.

<sup>846</sup> Ostdeutsche Landesvertretungen : *GB* 64/5, p. 2 et *GB* 85/1, p. 8 ; *Landsmannschaft Schlesien* : *GB* 73/7, p. 2, *GB* 85/2, p. 2 et *GB* 87/4, p. 3 ; Herbert Hupka : *GB* 80/4, p. 3, *GB* 88/5, p. 4 et *GB* 90/2, p. 1.

<sup>847</sup> Konrad Adenauer : *GB* 61/7, p. 1-2 et *GB* 63/7, p. 1-2 ; Kurt Georg Kiesinger : *GB* 67/6, p. 1 ; Helmut Kohl : *GB* 83/6, p. 2, *GB* 84/5, p. 2 et *GB* 85/8, p. 1-2 ; Heinrich Windelen : *GB* 87/1, p. 2 ; membre non nommé du gouvernement : *GB* 80/12, p. 2, *GB* 82/12, p. 3 et *GB* 83/1, p. 4.

<sup>848</sup> BRANDES Detlef, « Dekrete des tschechoslowakischen Präsidenten („Beneš-Dekrete“) (Mai-Oktober 1945) », p. 112-114, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

des contreparties sonnantes et trébuchantes. Longtemps relégués au rang de symbole, les décrets vont devenir un objet de combat pour les expulsés à la fin des années 1990. Certains vont s'organiser pour tenter d'obtenir réparation pour les pertes subies durant l'expulsion et les décrets vont apparaître comme un obstacle à la satisfaction de leurs demandes. Dans le même temps, la Pologne est candidate à l'adhésion à l'Union européenne. Pour les expulsés, l'occasion est belle d'utiliser la candidature à l'entrée dans l'UE pour obtenir de la Pologne qu'elle abroge les décrets d'expulsion. Dans une sorte de marchandage où la Pologne entrerait dans l'UE en renonçant aux décrets d'expulsion, les expulsés tentent de tirer avantage des règles de l'Union européenne qui prévoit que tous ses membres adhèrent à des valeurs communes au premier rang desquelles figure le respect des droits de l'homme. Ce combat pour que soient levés les décrets est en lien étroit avec un autre combat juridique, celui mené pour obtenir réparation des pertes matérielles<sup>849</sup>.

### III – Obtenir réparation pour les pertes

Pendant longtemps, les expulsés n'ont pas réclamé de dédommagements pour les pertes qu'ils avaient subies durant l'expulsion. Le gouvernement ouest-allemand a mis en place très rapidement un attirail législatif particulier et le *Lastenausgleich* a été conçu pour que les dommages matériels subis soient indemnisés par l'Etat ouest-allemand. Mais ce n'est pas la seule explication à l'absence de revendications sur les pertes. Tant que les expulsés se sont battus pour obtenir le droit de rentrer dans leur *Heimat* ou de s'exprimer sur le statut futur des territoires dans le cadre du droit à l'autodétermination, ils ne pouvaient pas dans le même temps adresser de demandes de dédommagements aux autorités polonaises, faute de quoi leur revendication de recouvrer leurs terres aurait paru illusoire. Jusqu'au début des années 1970 les associations d'expulsés concentrent donc leur travail vers un but qui est le droit au retour. Ce n'est qu'à partir du moment où les traités de l'est sont signés et que la RFA et la Pologne renouent le dialogue que le discours des expulsés change. Considérant que leur éloignement de leur *Heimat* risque d'être définitif, certains commencent à se demander s'il ne serait pas légitime de réclamer un dédommagement pour les pertes subies durant l'expulsion. Entre les terrains, les propriétés foncières et les biens matériels laissés sur place, certains expulsés ont perdu énormément durant l'expulsion.

La réparation des pertes a un volet judiciaire également. En 1964/1965, alors que le débat sur la prescription des crimes commis par les nazis agite la société ouest-allemande, les expulsés font entendre leur voix. Eux aussi veulent que les crimes dont ils ont été les victimes ne demeurent pas impunis et que l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité s'applique aux crimes liés à l'expulsion. Les *Landsmannschaften* mènent un combat dans ce sens qui vise principalement à obtenir du gouvernement fédéral la mise en place d'un service central d'enquête sur les crimes de l'expulsion, comme celui créé à Ludwigsburg en 1958 concernant les crimes ou celui créé à Salzgitter en 1961 sur les atteintes aux droits de l'homme en

---

<sup>849</sup> La question des décrets d'expulsion est abordée plus largement dans le chapitre concernant l'organisation politique de l'Europe.

RDA<sup>850</sup>. Ce débat essaie de s'imposer dans l'espace public, mais il reste grandement cantonné aux cercles des expulsés (ou dans la presse régionale). Bien qu'il concerne tout particulièrement les expulsés, cette demande d'un service central d'enquête n'est jamais évoquée dans le *GB*.

Dans les relations difficiles entre Allemands et Polonais jusqu'en 1990, la question de l'indemnisation va venir compliquer encore plus les relations, les Polonais ne se privant pas de réclamer des indemnités eux aussi pour les dommages subis durant la guerre. Les demandes des expulsés vont même troubler la diplomatie allemande en de multiples occasions et la question de l'indemnité va devenir parfois un nouveau terrain d'affrontement symbolique entre Polonais et Allemands.

### ***Les demandes d'indemnisations (polonaises et allemandes)***

Après la guerre, la Pologne a souvent reçu l'occasion d'obtenir de l'argent de la RFA, qu'il s'agisse des aides données en échange d'assouplissement dans le traitement du sort de la minorité et des *Aussiedler* ou d'une aide humanitaire destiné à un pays dont l'économie était exsangue dans les années 1980. La puissance économique allemande attise les convoitises du voisin polonais qui a su négocier habilement pour obtenir les crédits dont il avait grand besoin. La politique étrangère ouest-allemande s'est caractérisée dans les années 1970 et 1980 par la pratique de la diplomatie du carnet de chèques en raison de la propension du ministre Genscher à octroyer des aides et crédits à de nombreux pays.

La menace qui plane dans la foulée des traités n'est pas seulement liée à la frontière mais aussi à l'appétit économique de la Pologne :

« *Varsovie réfléchit à un nouveau Versailles.* »<sup>851</sup>

C'est entre autres cet argument économique que brandit Alois Bartsch pour s'opposer à la ratification des traités de l'est. Selon lui, même si les textes ne prévoient pas explicitement de réparations, il est à peu près sûr que les Polonais formuleront des demandes économiques une fois que les traités auront été ratifiés comme prix de la reprise de relations diplomatiques<sup>852</sup>. Le *GB* dénonce ce qui s'apparente à un chantage du régime polonais où les *Aussiedler* sont utilisés en monnaie d'échange contre les crédits économiques :

« *A peine la RFA s'est-elle déclarée prête à payer 100 millions de marks de réparations à la Pologne que Varsovie va formuler de nouvelles exigences, d'après un commentaire paru dans Zycie Warszawy. Il s'agit dans une seconde phase de dédommagements pour les prisonniers des camps de concentration et du travail forcé en Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale. Il semblerait que le regroupement familial soit utilisé comme moyen de pression pour réussir à remplir les quotas de cette seconde exigence.* »<sup>853</sup>

---

<sup>850</sup> KITTEL Manfred, *Vertreibung der Vertriebenen ? Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der Bundesrepublik (1961-1982)*, (=Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte), R. Oldenbourg Verlag, Munich, 2007, p. 59-73 et 180-181.

<sup>851</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 69/12, p. 3.

<sup>852</sup> Editoriaux d'Alois Bartsch publiés dans *GB* 72/3, p. 1 et *GB* 72/9, p. 1-2.

<sup>853</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 72/12, p. 3.

Le journal ne peut que constater que ses mises en garde s'avèrent désormais exactes et que le gouvernement polonais va présenter à la RFA la somme des montants qu'il estime dus pour le travail non rémunéré de Polonais pendant la guerre :

« *Confirmation des craintes concernant les exigences polonaises* »<sup>854</sup>

Suite à la publication dans l'hebdomadaire économique *Wirtschaftswoche* d'une estimation des sommes que les pays du bloc de l'est pourraient demander à la RFA, Alois Bartsch en vient à se demander si les expulsés ne seraient pas eux aussi en droit de demander des compensations pour les pertes subies :

« *Mais il faudrait chercher le gouvernement allemand qui serait prêt à présenter aux gouvernements communistes une contre facture.* »<sup>855</sup>

Mais l'idée même qu'un gouvernement de RFA soutienne une telle demande est si saugrenue que Bartsch ne développe pas plus son idée et préfère dramatiser la situation économique de la RFA pour soutenir la thèse selon laquelle le pays est incapable de satisfaire les demandes venues du bloc soviétique et que tenter de les satisfaire mettrait les finances publiques en danger ou ferait peser une lourde dette sur le pays pendant des générations.

A la fin des années 1980, la Pologne formule une nouvelle fois des demandes de réparations à l'adresse du gouvernement ouest-allemand. Celui-ci rappelle que la Pologne a renoncé à toute demande de réparations depuis 1953<sup>856</sup>. Cet article s'ajoutant aux précédents indique aux lecteurs que les demandes polonaises ne prennent jamais fin et que le régime communiste est prêt à toutes les roueries pour obtenir toujours plus d'argent de la part de la RFA.

La propension du régime polonais à user et abuser sans fin de la générosité allemande finit par provoquer la colère du *GB* qui propose de faire le calcul de la valeur des pertes des Allemands provoquée par leur expulsion<sup>857</sup>. Ajoutant la valeur des terres à celle des biens s'y trouvant et du manque à gagner provoqué par l'impossibilité à les utiliser pendant 40 ans, l'auteur de l'article arrive à une valeur estimée à 500 milliards de marks, somme qu'il juge très inférieure à celle d'un calcul plus précis. Il regrette que personne ni aucun gouvernement ne soit prêt à faire ce calcul alors qu'il serait profitable que le reste de la population allemande en prenne connaissance. On voit ici poindre la colère contre ceux qui ne manquent de dire aux expulsés que leurs revendications appartiennent au passé et qu'il faut maintenir le dialogue avec la Pologne. Il est évident qu'avec un tel calcul, les demandes polonaises paraissent totalement inacceptables et devraient au contraire être renversées dans un sens favorable aux expulsés.

Lorsque Herbert Gröger s'empare de la question en 1989, le ton est vif et les critiques à l'encontre de la Pologne fusent. Il accuse tout d'abord le régime communiste de détourner l'argent versé par l'Allemagne aux victimes du travail forcé pour mieux le dilapider<sup>858</sup>. Mais surtout il invite les industriels allemands à ne pas répondre aux sollicitations venues de

---

<sup>854</sup> Article (OprS) publié dans *GB* 73/6, p. 2.

<sup>855</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/3, p. 1-2.

<sup>856</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 87/11, p. 2.

<sup>857</sup> Article publié dans *GB* 88/6, p. 4.

<sup>858</sup> Arguments repris dans l'article signé NG paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/11, p. 2.

Pologne et le peuple allemand à cesser de considérer qu'il doit payer pour les crimes commis durant le nazisme. Les Allemands se voient toujours comme des coupables et il est temps de rompre avec cette attitude :

*« On ne peut pas condamner un peuple à porter un habit de pénitent pendant trois générations. Les termes de honte collective et d'opprobre collectif ne sont d'aucune aide. Il est nécessaire de réfléchir ! »*<sup>859</sup>

Dans le numéro suivant, la question est à nouveau évoquée. Helmut Kohl doit se rendre en visite officielle en Pologne et le sujet va être évoqué entre les dirigeants des deux pays. C'est pourquoi il importe au journal de montrer que les Polonais ne peuvent en aucune manière prétendre toucher de l'argent supplémentaire de la part de la RFA qui a déjà beaucoup fait en ce sens. Une nouvelle fois, une tentative de renverser la perspective s'effectue :

*« Si Monsieur le chancelier se rend à Varsovie, alors il devrait aussi mettre sur le tapis les indemnités pour le travail forcé de millions d'Allemands durant des années dans la zone d'influence polonaise à la fin de la guerre. Ou bien ces civils font-ils aussi partie du butin de guerre polonais qui a été utilisé en tant qu'esclaves ? Qu'en est-il de l'indemnisation des victimes allemandes d'après-guerre dans les prisons et les camps polonais et de ceux qui ont été abattus comme du gibier ? »*<sup>860</sup>

Le *GB* tente de contrecarrer les demandes polonaises non seulement en mettant en avant l'injustice dont les Allemands ont été les victimes mais aussi en s'appuyant une nouvelle fois sur le droit et en soulignant que les accords officiels scellés par le passé interdisent à la Pologne de formuler la moindre demande de réparation à l'encontre de l'Allemagne<sup>861</sup>.

Avec l'unification des deux Etats allemands, la question de l'indemnisation des préjudices subis prend une nouvelle tournure. Les expulsés allemands savent désormais que leur *Heimat* est perdue à jamais et qu'elle ne redeviendra pas allemande. Ils ne peuvent plus s'accrocher à l'espoir entretenu par les décisions de la *Bundesverfassungsgericht*. Le temps est désormais venu d'envisager la demande d'indemnités à la Pologne pour les pertes subies. Début 1991, l'unité vient d'être réalisée mais le nouveau cadre des relations germano-polonaises n'a pas encore été fixé dans un traité et c'est sur ce point que s'engage la *Landsmannschaft Schlesien* dans une déclaration de presse pour que le gouvernement s'investisse dans la défense des intérêts de ses citoyens :

*« Il faut qu'un règlement de la question des biens des Allemands expulsés de force de leur Heimat soit au moins considéré comme objectif à défaut d'être trouvé rapidement. »*<sup>862</sup>

Les représentants des expulsés ont conscience du fait que la question doit être inscrite à l'ordre du jour sous peine d'être définitivement oubliée et qu'il ne soit par la suite plus possible de réparer cet oubli, ce qui explique cet empressement à voir évoquée la question, y

---

<sup>859</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/10, p. 2. On retrouve les mêmes arguments dans l'article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 90/1, p. 2.

<sup>860</sup> Article signé NG paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/11, p. 2. On retrouve les mêmes arguments dans l'éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/12, p. 1.

<sup>861</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 90/2, p. 4.

<sup>862</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 91/3, p. 4.

compris sans la trancher. Dans le même numéro, un article reproduit la question parlementaire adressée au gouvernement pour savoir comment les expulsés peuvent obtenir de la Pologne une indemnité pour les biens perdus, ainsi que la réponse qui confirme l'ignorance du gouvernement allemand sur ce point<sup>863</sup>. C'est ainsi une confirmation de l'importance pour les expulsés de voir le gouvernement allemand se saisir de la question sérieusement.

Avant même que les négociations germano-polonaises n'aient fixé toutes les conditions de leurs nouvelles relations, le BdV s'engage lui aussi déjà dans un nouveau combat comme si sa survie dépendait d'un nouveau sens à donner à son engagement :

*« La confiscation des biens et propriétés allemands par la Pologne et la Tchécoslovaquie en mépris du droit international est un problème dont les expulsés attendent le règlement. Après la perte de leur Heimat, on ne peut pas attendre d'eux un nouveau sacrifice. »*<sup>864</sup>

Peu de temps avant de quitter son poste de secrétaire général du BdV, Hartmut Koschyk fait une proposition audacieuse : considérant que la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse va inciter les expulsés à faire valoir leurs revendications pour obtenir les milliards de dédommagements auxquels ils ont droit, il propose que soit créé un fonds chargé de collecter l'argent qui devrait revenir aux expulsés afin de participer à la reconstruction économique et écologique de leur *Heimat*. Herbert Gröger manque de s'étrangler en parlant du projet de Koschyk :

*« D'où l'on déduit que nous autres expulsés qui avons été chassés de notre maison allons devoir financer avec nos revendications d'indemnités une économie ployant sous le poids de la dette !!!! Après la perte de la Heimat, il ne nous faut pas seulement supporter la perte de nos biens mais encore financer un pays dévasté qui ne peut plus être notre Heimat ?! Paul Koschyk est-il devenu Saul Koschyk ? »*<sup>865</sup>

Le ton polémique de l'éditorial est annonciateur d'une volonté de disqualifier Koschyk. Ainsi, le numéro de décembre 1991 rappelle ce projet de fonds de reconstruction de la *Heimat* avec l'argent des expulsés<sup>866</sup>, et il ajoute une déclaration de Koschyk faite dans un journal polonais auquel il aurait déclaré ne s'être jamais considéré comme expulsé et qu'il accepterait de voir le BdV rebaptisé Fédération du rapprochement<sup>867</sup> ou Fédération de la réconciliation<sup>868</sup>. La conclusion de l'article est sévère pour Koschyk puisque l'auteur de l'article se demande si les expulsés sont bien représentés avec un tel homme<sup>869</sup> ?

La volonté de polémiquer de Gröger finit par porter ses fruits puisque la triple mention sur un ton outragé du projet de voir l'Allemagne alimenter un fonds avec l'argent des expulsés pour reconstruire la *Heimat* provoque une réaction de Hartmut Koschyk. Bien que ce dernier soit

---

<sup>863</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 91/3, p. 4.

<sup>864</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 91/4, p. 5.

<sup>865</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/8, p. 1.

<sup>866</sup> Fait rapporté également dans un article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 91/11, p. 2.

<sup>867</sup> « Bund der Verständigung »

<sup>868</sup> « Bund der Versöhnung »

<sup>869</sup> Article publié dans *GB* 91/12, p. 5.

député au *Bundestag*, la lettre qu'il adresse au journal pour s'expliquer plus en détail sur sa proposition et qui est plutôt un droit de réponse n'est publiée que dans la rubrique dévolue au courrier des lecteurs<sup>870</sup>. Traité comme un simple lecteur, Koschyk se justifie sur son projet en montrant qu'il s'agit plus d'une collaboration à développer entre l'Allemagne et ses voisins que d'un moyen de financer l'étranger avec l'argent des Allemands. Herbert Gröger lui répond directement dans une lettre publiée à la suite. Hartmut Koschyk répond à son tour à la lettre de Gröger et ce dernier courrier est également publié dans le *GB*. Cette série d'échanges (et sa publication intégrale) montre la volonté du *GB* d'entretenir un dialogue mais aussi de défendre jusqu'au bout son point de vue. Toutefois cette publication s'accompagne d'un article sur la même double-page consacré au projet de Koschyk décrit cette fois sur un ton parfaitement neutre et avec des détails plus nombreux rendant le projet plus crédible<sup>871</sup>.

Koschyk apparaît sous un jour plus favorable dans un article faisant écho à ses questions au gouvernement pour savoir comment les expulsés peuvent faire valoir leurs droits à une indemnisation de la Pologne pour les pertes subies<sup>872</sup>. Helmut Sauer posant la même question, les lecteurs voient que leurs représentants ne se désintéressent pas du sujet et que le gouvernement malgré ses réponses évasives sur les échanges de lettres entre leurs ministres des Affaires étrangères est maintenu en éveil sur la question.

Interpelé par Peter Großpietsch au nom de la *Landsmannschaft Schlesien*, le ministre des Finances Theo Waigel lui répond dans une lettre reproduite dans le *GB*<sup>873</sup>. Le gouvernement allemand est fier d'avoir réussi à imposer son point de vue selon lequel la question des biens confisqués durant l'expulsion restait ouverte, mais il regrette de ne pas avoir réussi à faire partager son point de vue au gouvernement polonais. La promesse de poursuivre le dialogue sur la question ne sera sans doute qu'une piètre consolation pour les lecteurs qui découvriront que si leur gouvernement les soutient moralement, ils sont bien seuls face à un gouvernement étranger qui les ignore.

Le discours du *GB* sur la question de l'indemnisation est marqué par une parenthèse radicale en 1997. Alors que l'inquiétude sur la levée des décrets d'expulsion en Pologne commence à apparaître et que l'impatience grandit en attendant un hypothétique règlement de la question des biens confisqués, le *GB* publie un long article de Dietmar Sauermann, professeur à l'université de Münster qui présente les résultats de son enquête menée auprès des expulsés et plus particulièrement auprès de lecteurs du *GB*. Le texte reprend en partie une communication faite par l'auteur lors d'un colloque organisé à Münster en novembre 1996. Ce qu'il dit rompt totalement avec le discours du journal :

*« Presque tous ceux [les expulsés, L.P.] avec qui nous avons parlé acceptent les frontières étatiques actuelles et ne font valoir aucun droit de propriété. Ils s'intéressent naturellement aux biens de leur famille et s'en occupent lorsqu'on le leur demande, mais ils ne veulent pas de dédommagement ou même de prise de possession. Ils veulent simplement qu'aussi bien*

---

<sup>870</sup> Lettre de Hartmut Koschyk publiée dans *GB* 92/1, p. 5.

<sup>871</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 92/1, p. 4-5.

<sup>872</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 92/7, p. 5-6.

<sup>873</sup> Lettre de Theo Waigel à Peter Großpietsch publiée dans *GB* 96/6, p. 6.

*leurs compatriotes allemands que les Polonais et les Tchèques reconnaissent qu'eux et leurs parents ont subi de grandes souffrances qu'ils qualifient clairement d'injustice et qui continuent aujourd'hui encore de les faire souffrir. »*<sup>874</sup>

Bien que ce texte contredise totalement ce que le *GB* défend et prétend depuis des mois, le journal ouvre ses pages à un universitaire qui défend une thèse opposée à la sienne. De plus, la note de la rédaction qui suit le texte ne fait que donner quelques éléments biographiques sur Sauermann et sur le contexte dans lequel ce texte a été présenté mais il ne fait pas le moindre commentaire sur le contenu proprement dit. Est-ce le signe d'un respect pour le travail d'un universitaire ou pour l'attention portée aux expulsés en général et aux *Grafschafter* en particulier ? Peter Großpietsch considère que Dietmar Sauermann, bien qu'il soit lui-même silésien, n'est ni un homme politique ni un juriste spécialisé dans le droit international et qu'il fait fausse route. Il a publié le texte de Sauermann sans souscrire en aucune manière au contenu du texte. Il estime que Sauermann n'avait pas suffisamment de contact avec les expulsés<sup>875</sup> et que le contenu des réponses a pu être en partie influencé par l'obligation de les formuler par écrit dans un contexte politique dominé par l'opprobre jeté sur la création de la *Preußische Treuhand*<sup>876</sup>.

A l'approche des élections législatives de 1998, Peter Großpietsch constate que le monde politique s'intéresse à nouveau aux expulsés mais qu'aucune décision concrète n'est prise pour soutenir leurs revendications. Les traités et accords signés entre l'Allemagne et la Pologne évitent tous soigneusement d'évoquer la question des biens laissés par les Allemands lors de l'expulsion. Le Traité de bon voisinage du 17 juin 1991 est même accompagné d'un échange de lettres stipulant que le traité ne concerne pas cette question. Großpietsch constate alors avec amertume que c'est dans le Traité 2+4 que la question aurait dû être réglée. Il en vient alors à se demander si cette situation n'est pas le fruit d'une entente secrète entre les deux pays :

*« On peut supposer que lors de la signature du Traité frontalier la Pologne n'aurait pas accepté un échange de lettres avec un tel contenu. Le complot des deux gouvernements consiste en ceci : des réparations ont été payées à la Pologne avec les biens fonciers privés allemands et le règlement valable pour le droit international n'a pas été rendu public par les deux gouvernements pour qu'ainsi l'Allemagne n'ait pas à indemniser ses citoyens qui sont ainsi spoliés de façon définitive. »*<sup>877</sup>

Il ne fait aucun doute pour Großpietsch que les expulsés sont donc les victimes d'un accord secret que le gouvernement allemand a négocié dans leur dos avec leur grand ennemi qu'est l'Etat polonais. C'est pour lui la seule façon d'expliquer l'absence totale de soutien public aux demandes des expulsés. Il suppose donc que le gouvernement ne se contente pas d'abandonner les expulsés en les laissant essayer de régler seuls leurs demandes d'indemnités auprès du gouvernement polonais, mais qu'en plus il les a trahis en choisissant délibérément de ne pas défendre leurs intérêts mais au contraire de les sacrifier sur l'autel de la réconciliation.

---

<sup>874</sup> Article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 97/1, p. 1-6.

<sup>875</sup> Environ 600 personnes ont participé à l'étude.

<sup>876</sup> Mail de Peter Großpietsch à l'auteur daté du 17 novembre 2011.

<sup>877</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/8, p. 1-4.

Après la victoire du SPD et des *Grünen* aux élections législatives et la formation d'une coalition inédite en Allemagne, le nouveau chancelier Gerhard Schröder indique que contrairement à son prédécesseur qui considérait que la question des biens confisqués restait ouverte, il n'entreprendra aucune démarche pour faire valoir les droits des Allemands sur les biens perdus durant l'expulsion. Cette situation explique en partie l'empressement déployé par les représentants des expulsés en direction de l'UE afin de contraindre la Pologne et la République Tchèque à lever les décrets d'expulsion encore en vigueur<sup>878</sup>. Sachant qu'il n'y a rien à attendre du gouvernement allemand, ils se tournent logiquement vers les institutions européennes pour y trouver un nouveau soutien. Dans le même temps, la création de la *Preußische Treuhand* va rendre le sujet moins sensible puisque les expulsés demandeurs d'une indemnité se sont dotés des moyens de faire valoir leurs droits par la voie judiciaire.

De façon inattendue, c'est du côté polonais que les expulsés allemands vont trouver de nouveaux arguments pour faire valoir leurs droits. En effet, le *GB* annonce dans un court article publié au début de l'année 2004 que le parlement polonais a décidé de verser aux expulsés polonais une indemnité pour les biens perdus lors de leur départ des territoires placés sous administration soviétique après la guerre<sup>879</sup>. Pour Rudi Pawelka, c'est une bonne nouvelle. Mais la condamnation de la Pologne par la Cour européenne des droits de l'homme est encore plus savoureuse car elle donne raison à des expulsés polonais qui ne voulaient pas se contenter d'une indemnisation symbolique. Ce n'est pas la solidarité entre les expulsés qui explique la satisfaction de Pawelka mais bien l'espoir de voir la cause des expulsés allemands mieux entendue à Strasbourg.

Dans ce même numéro sont publiées les réactions au voyage de Schröder à Varsovie lors duquel il a clairement indiqué son opposition aux revendications des expulsés sur les biens confisqués lors de l'expulsion<sup>880</sup>. Il est clair pour les expulsés qu'une solution politique en Allemagne n'est pas en vue et que c'est la voie judiciaire qui seule permettra de trouver une solution. Dans ce contexte, le plaisir de Pawelka est d'autant plus compréhensible.

Fin 2004, le *Sejm* demande officiellement au gouvernement polonais d'adresser à l'Allemagne des demandes de réparations pour les dommages subis durant la guerre. Cette demande n'a pas de bases juridiques solides, d'autant que la question des réparations ne peut pas se poser, la Pologne y ayant renoncé en 1953. Un long exposé juridique extrait du *FAZ* indique dans le détail sur quels traités et accords internationaux repose sa certitude que la Pologne ne peut plus exiger de réparations<sup>881</sup>. Cette demande s'inscrit dans un contexte de relations germano-polonaises assez tendues : les revendications des expulsés déplaisent fortement à la Pologne tout comme le projet du BdV de créer un centre de commémoration de l'expulsion, et le parti conservateur des frères Kaczynski exploite à l'envi le ressentiment

---

<sup>878</sup> Lettre d'Alois Bude à Romano Prodi publiée dans *GB* 00/2, p. 10-11.

<sup>879</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 04/1, p. 13 (article reproduit à l'identique dans *GB* 04/3, p. 16).

<sup>880</sup> Articles (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* et auteurs inconnus) publiés dans *GB* 04/9, p. 6.

<sup>881</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 04/11, p. 8-9.

antiallemand d'une partie de la population<sup>882</sup>. Ainsi, les demandes polonaises relèvent plus de l'agitation politique que d'une réelle volonté diplomatique.

La question de l'indemnisation des biens perdus lors de l'expulsion est traitée une dernière fois dans le *GB* en 2007. Le journal consacre une double-page au sujet, mais en dépit du ton colérique provoqué par l'injustice patente que ressentent les expulsés, rien de nouveau ne vient donner d'espoir à ceux qui veulent encore faire valoir leurs droits. Un court article indique bien que la Cour européenne des droits de l'homme a accordé une indemnisation de 800 000 euros à une Chypriote turque expulsée de la partie turque de l'île en 1974<sup>883</sup>. Mais cela ne peut que conforter les expulsés allemands dans l'idée si souvent véhiculée par le journal que le droit vaut pour tous sauf pour les Allemands. C'est dans un extrait d'une déclaration de presse de Jochen-Konrad Fromme que les expulsés liront avec circonspection le blocage juridique de leur situation qui explique l'impasse dans laquelle ils se trouvent. Il commence par rappeler le préambule de la loi sur le *Lastenausgleich* et les traités bilatéraux germano-polonais qui indiquent que les questions de propriété restent ouvertes, chose confirmée par la *Bundesverfassungsgericht* en 1992 :

« *Cet exposé conduit à la situation de droit international souvent difficile à comprendre en particulier pour les personnes concernées que les droits de propriété continuent certes d'exister mais qu'on ne peut pas les faire valoir. Ce qu'il reste désormais à faire est très simple : rien.* »<sup>884</sup>

Face à une situation aussi inextricable, le désarroi est grand et l'on peut se demander comment une telle situation est possible. C'est ce qu'indique Brigitte Lambiel dans une note à la suite de l'article :

« *Cette situation du droit international est vraiment très difficile à comprendre car M. Fromme ne répond pas à une question : pourquoi ne peut-on pas faire valoir les droits de propriété s'ils continuent d'exister ? Qui l'interdit ?* »<sup>885</sup>

Une nouvelle fois, c'est un sentiment de soupçon qui plane derrière l'interrogation anodine de Lambiel. La situation semble insoluble, mais le journal a besoin de désigner un coupable pour mieux comprendre et peut-être accepter cette situation. En fait, pour que les expulsés allemands fassent valoir leur droits, il faudrait que la situation géopolitique de 1945 soit la même au XXI<sup>e</sup> siècle. Leur expulsion fut injuste, mais aucune institution n'est aujourd'hui compétente pour répondre aux demandes des expulsés.

La question de l'indemnisation ne sera à nouveau évoquée qu'en 2009, mais il ne s'agira plus cette fois d'exprimer de revendications puisque la situation juridique est bloquée mais plutôt de dénoncer l'inaction des gouvernements allemands. En effet, le *GB* rend compte des initiatives prises par le chef de la diplomatie autrichienne pour permettre aux expulsés vivant

---

<sup>882</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 06/1, p. 2.

<sup>883</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 07/3, p. 12.

<sup>884</sup> Extrait d'une déclaration de Jochen-Konrad Fromme publié dans *GB* 07/3, p. 12.

<sup>885</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 07/3, p. 12.

en Autriche de percevoir une indemnité du pays qu'ils ont dû quitter à la fin de la guerre<sup>886</sup>. Les articles ne sont pas commentés et ne consistent qu'en un simple exposé informatif des rencontres menées par le ministre autrichien des Affaires étrangères, mais les lecteurs du *GB* qui ont suivi attentivement les années de combat du journal pour que le gouvernement allemand leur apporte son soutien constateront avec amertume qu'ils ont été laissés de côté tandis qu'à l'étranger, des situations similaires ont été traitées avec plus d'égards et d'humanité.

Le sens véritable des actions en justice des expulsés qui, soixante ans après et malgré de multiples échecs, continuent de réclamer justice est exposé de manière sans doute assez juste dans un courrier qu'un expulsé adresse au *Sudetenpost*. Cet expulsé fait partie des 47 Allemands des Sudètes qui après avoir vu leur plainte rejetée par la Cour européenne des droits de l'homme se tourne désormais vers l'ONU. Il explique dans son courrier ce qui le motive profondément à poursuivre ses efforts qu'il sait vains :

*« Pourtant je pense qu'il est important de se battre pour ses droits avec l'« Initiative allemande des Sudètes », même si ABSOLUMENT AUCUN SUCCES sous la forme d'une restitution n'est envisageable. Pour MOI, il s'agit en priorité de savoir que la réputation internationale de mon groupe ethnique a été réhabilitée et corrigée du point de vue des événements historiques à la fin de la guerre. Et que le destin tragique de ma Heimat a été remis en mémoire. »*<sup>887</sup>

L'obstination s'explique donc en partie par le fait que ce n'est pas tant le succès qui est recherché que le déploiement d'une activité opiniâtre pour faire entendre encore et toujours la voix des expulsés.

### **La Preußische Treuhand**

Fondée le 18 septembre 2001, le *Preußische Treuhand* se définit comme une société d'entraide<sup>888</sup> qui a pris la forme d'une société à responsabilité limitée pour des raisons juridiques (entre autres pour éviter d'avoir à demander une autorisation publique comme dans le cas d'une association). La fondation est annoncée dans le journal par Peter Großpietsch :

*« Grâce [en gras dans l'original, L.P.] à la grande générosité de nombreux Grafschafter et de leurs conjoints très intéressés par les questions de propriété sans être eux-mêmes Grafschafter, il a été possible pour la Zentralstelle Graftschaft Glatz/Schlesien e.V. de figurer parmi les membres fondateurs. »*<sup>889</sup>

L'association *Graftschaft Glatz/Schlesien e.V.* qui est l'éditrice du *GB* est donc aussi membre fondateur de la *Preußische Treuhand*, ce qui place de fait le journal dans une situation de proximité idéologique avec l'institution fiduciaire. Großpietsch explique dans la suite de son article les principaux objectifs de la société qui consistent à préserver les intérêts des expulsés et à obtenir la restitution des biens perdus par les Allemands lors de l'expulsion. Il faut

---

<sup>886</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 09/4, p. 9 et article (*Association des Landsmannschaften autrichiennes*) publié dans *GB* 09/6, p. 8.

<sup>887</sup> Lettre d'un lecteur (*Sudetenpost*) publiée dans *GB* 08/4, p. 11.

<sup>888</sup> « Selbsthilfeorganisation ».

<sup>889</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 02/1, p. 5.

constater que l'adhésion de l'association éditrice du journal s'est faite selon Großpietsch grâce à la générosité de *Grafschafter* mais sans que le journal ne lance d'appels dans ce sens<sup>890</sup> ! Or, le *GB* est coutumier des appels à la générosité de ses lecteurs et depuis le début des années 2000, il n'hésite habituellement pas à solliciter ses lecteurs pour défendre une juste cause, publiant régulièrement le nom des donateurs acquis à une cause précise. Mais dans le numéro suivant, Großpietsch lance un appel à la participation financière de ses lecteurs en les invitant à devenir sociétaire par l'achat d'actions d'une valeur unitaire de 50 euros pour permettre d'augmenter le capital de la société et de rendre son travail plus rapide et plus efficace. Ses arguments en faveur de l'existence de la société font appel à l'expérience des expulsés (évoquée régulièrement dans le journal, donc supposée connue des lecteurs) :

« *Après l'échec des tentatives de particuliers (parmi lesquels de nombreux Grafschafter) d'aller en justice, il reste comme dernier recours à unir les forces de tous les expulsés de l'est allemand historique.* »<sup>891</sup>

En soulignant le fait que des *Grafschafter* figurent parmi les personnes ayant tenté d'aller seules devant le tribunal, Großpietsch montre que la *Preußische Treuhand* répond à un vrai besoin et que la participation de la *Zentralstelle* est légitime. Son invitation à devenir actionnaire s'en trouve légitimée.

Ensuite, il mentionne les succès devant la justice de descendants des indiens expropriés et expulsés aux Etats-Unis qui viennent d'obtenir réparation. Les victoires judiciaires remportées par le « Jewish Claims Conference » sont une preuve supplémentaire du besoin d'être armé financièrement pour obtenir les conseils d'avocats aguerris aux subtilités du droit international. La mention de juifs qui obtiennent réparation pour les biens spoliés durant la guerre est une indication supplémentaire de la concurrence que se livrent les différentes victimes de la guerre, les juifs apparaissant comme les plus capables de faire valoir leurs droits et d'obtenir réparation pour ce qu'ils ont subi. Mais l'organisation juive n'est pas seulement envisagée comme une concurrente, puisqu'elle deviendra une alliée objective lorsqu'elle tentera d'obtenir réparation pour les biens perdus par les juifs dans les anciens territoires du Reich et que, misant sur l'interdiction des discriminations, la *Preußische Treuhand* espère que les juifs obtiendront gain de cause et qu'elle pourra s'engouffrer dans la brèche pour réclamer les mêmes droits<sup>892</sup>.

Mais la démarche de la *Preußische Treuhand* est loin de faire l'unanimité, y compris parmi les expulsés. Contrairement à son attitude habituellement résolument combative, le BdV n'adhère pas à cette initiative. Mais ne voulant pas prendre le risque de donner l'impression que sa fédération tourne le dos aux intérêts des expulsés, Erika Steinbach choisit de renvoyer la responsabilité de la cacophonie dans le camp gouvernemental :

---

<sup>890</sup> Peter Großpietsch explique cette discrétion précédant la création de la *Preußische Treuhand* par l'urgence dans laquelle elle a été créée ainsi que les attaques de la classe politique. Mail de Peter Großpietsch à l'auteur daté du 17 novembre 2011.

<sup>891</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 02/2, p. 5. Les appels à devenir actionnaires sont renouvelés dans des articles de Brigitte Lambiel publiés dans *GB* 03/10, p. 3 et *GB* 04/8, p. 11.

<sup>892</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 07/9, p. 14.

« *L'écrasante [en gras dans l'original, L.P.] majorité des expulsés allemands ne veut pas d'une indemnisation ni d'une restitution des propriétés ; la plupart n'avaient aucune propriété foncière. Les innombrables destins tragiques et leurs conséquences traumatisantes ne sauraient être soignés grâce à de l'argent. (...) C'est [en gras dans l'original, L.P.] pour cette raison qu'en plusieurs occasions, le BdV a pris ses distances d'initiatives s'écartant de sa ligne de conduite. Y compris de celle de la Preußische Treuhand.* »<sup>893</sup>

Le BdV ne suit pas une ligne jusqu'au-boutiste comme celle de la *Treuhand* en cherchant à tout prix à faire valoir des droits dont finalement les expulsés n'ont peut-être rien à faire, comme l'a montré l'étude de Dietmar Sauermann<sup>894</sup>. A cette époque, le BdV se situe déjà sous les feux des projecteurs en raison de son projet de construire un Centre contre les expulsions. La difficulté à obtenir le soutien nécessaire à sa mise en œuvre peut expliquer aussi qu'il refuse de se lancer dans un combat supplémentaire, assuré lui aussi de susciter l'opposition de la Pologne et d'une partie de l'opinion allemande. L'écart entre le BdV et la *Preußische Treuhand* permet aussi au BdV de paraître finalement plus mesuré aux yeux du grand public que d'autres représentants des expulsés. Mais cela ne signifie pas que le BdV se rangerait aux côtés du gouvernement qui refuse de soutenir les demandes des expulsés, bien au contraire. Steinbach rappelle les fondements juridiques des demandes des expulsés et elle en arrive à la conclusion que ces demandes sont donc tout à fait légitimes. Elle attaque alors l'attitude de Schröder qui prétend s'opposer à ces demandes devant des tribunaux internationaux, lui reprochant de s'opposer à ses propres lois et de faire acte de parjure en tant que chancelier ! Erika Steinbach choisit alors de renvoyer dos à dos le gouvernement et la *Preußische Treuhand*, estimant que le BdV et l'ensemble des expulsés sont finalement bien éloignés de toutes ces querelles :

« *C'est le gouvernement qui porte la responsabilité pour toutes les plaintes et l'agitation qui règne dans les pays voisins. Il n'y a que lui qui peut apporter son aide, le BdV ne le peut pas. Mais si le gouvernement ne le veut pas, ainsi qu'il l'a déclaré la semaine dernière, alors il est prié de bien vouloir éviter de considérer les expulsés comme un élément perturbateur des relations bilatérales. C'est le gouvernement lui-même qui assure la longévité des mines de l'histoire.* »<sup>895</sup>

Bien qu'étant engagé dans le combat de la *Preußische Treuhand*, le *GB* ne cache pas que cette initiative ne fait pas consensus chez les expulsés et des voix discordantes se font entendre. Le *GB* respecte le pluralisme et veut informer ses lecteurs des différentes réactions parmi les expulsés.

Hubert Maessen vient ajouter sa voix au débat. Dans son discours prononcé lors de la Journée de la *Heimat*, il rappelle qu'il y a des années de cela, il plaidait pour que les expulsés aillent devant des tribunaux internationaux pour faire valoir leurs droits :

---

<sup>893</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 04/9, p. 8. On retrouve les mêmes arguments dans un article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 08/6, p. 1-9.

<sup>894</sup> SAUERMAN, Vorurteile.

<sup>895</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 04/9, p. 8.

« La Preußische Treuhand se trouve désormais sur cette voie. Les réactions que cela a suscitées sont incroyables. Vilipender cette initiative, cela signifie dans le même temps un flagrant mépris du droit et de l'Etat de droit en Europe. »<sup>896</sup>

Pourtant, cela ne suffit pas à faire de lui un adversaire déclaré d'Erika Steinbach, au contraire il salue l'attitude de la présidente du BdV :

« Je crois que Mme Steinbach a raison et qu'elle agit avec intelligence. La Preußische Treuhand a choisi la voie judiciaire, mais celle-ci n'est pas politique mais individuelle et privée. L'issue est très incertaine. (...) Pourtant : il faut aussi emprunter ce chemin pour que tout ait été essayé. Bien des années plus tard, on ferait toujours ce reproche aux expulsés : pourquoi n'avez-vous pas pris la voie judiciaire ? C'est donc pour cela qu'il faut le faire, et ne rien dire contre. »<sup>897</sup>

Cette voix connue des expulsés se range donc résolument aux côtés de la *Preußische Treuhand* et donc du *GB* qui la soutient. Un autre proche du *GB*, Werner Bartsch, dresse un constat semblable en se refusant à juger de l'opportunité morale ou diplomatique de porter la question des droits de propriété devant un tribunal international, mais il plaide pour le droit de tout un chacun, individu ou personne morale, de faire appel à la justice lorsqu'il estime que ses droits sont bafoués<sup>898</sup>. Il estime même qu'une fois qu'un tribunal aura rendu un jugement, la question n'aura plus lieu d'être et les relations germano-polonaises en ressortiront apaisées.

La *Preußische Treuhand* dépose la plainte de 22 personnes auprès de la Cour européenne des droits de l'homme en décembre 2006. A partir de ce moment-là, l'existence de la *Preußische Treuhand* devient bien concrète et visible aux yeux de l'opinion publique et les réactions publiques à cette initiative se font plus nombreuses. C'est pourquoi le *GB* multiplie les prises de position sur le sujet au cours de l'année 2007 au point d'en faire un thème central de ses préoccupations.

Parmi les critiques du BdV on trouve aussi Siegfried Kottwitz qui refuse de voir le BdV capituler aux côtés du gouvernement allemand<sup>899</sup>. Autre soutien, celui de Heinz Marx, membre de la maison d'édition Marx qui publie le *GB* : celui-ci s'est adressé directement au président de la République Horst Köhler pour lui demander pourquoi en dépit des positions juridiques, il refusait de soutenir l'initiative de la *Preußische Treuhand* et de faire valoir les droits de propriété des Allemands<sup>900</sup>. Köhler se place dans la continuité de son prédécesseur. On voit ici une initiative qui plaît au *GB* : un individu interpelle directement un haut responsable politique pour lui demander des comptes et lui dire qu'il est en désaccord avec lui. Du fait de la personnalité de l'auteur de la lettre, son opinion possède un certain poids pour les lecteurs du journal et elle sera sans doute lue avec attention.

L'opposition du monde politique à la *Preußische Treuhand* apparaît inacceptable aux yeux du *GB*. Un membre de la direction de la *Landsmannschaft Schlesien* souligne qu'elle ne fait que remplir la fonction que les dirigeants politiques refusent depuis des années :

---

<sup>896</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 04/11, p. 1-6 (1<sup>ère</sup> partie).

<sup>897</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 04/12, p. 7-8 (2<sup>ème</sup> partie).

<sup>898</sup> Article publié dans *GB* 07/1, p. 13.

<sup>899</sup> Article de Siegfried Kottwitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 04/12, p. 2.

<sup>900</sup> Article publié dans *GB* 05/10, p. 9.

« L'initiative privée de la *Preußische Treuhand* fait désormais ce qui aurait en fait dû être le rôle et le devoir de tout gouvernement allemand depuis des décennies : elle essaie en effet d'arriver à une conciliation par la voie juridique. »<sup>901</sup>

Autre voix critique à côté de celle d'Erika Steinbach, celle de Doris Neujahr du *Junge Freiheit* qui indique quelle est la véritable fonction de la *Preußische Treuhand* aux yeux de nombreux expulsés :

« Il y a donc des sentiments et une conscience historique qui sont restés vivants dans la sphère privée et dont plus personne ne veut entendre parler aux niveaux officiel et étatique. C'est pourquoi ils se cherchent de nouveaux exutoires, comme par exemple la *Preußische Treuhand*. Indépendamment du fait de savoir s'il est souhaitable ou non de poser une nouvelle fois la question des droits de propriété dans les territoires de l'est, il est évident que dans les revendications liées à la propriété, il y a aussi un désir de mémoire et de vérité historique qui s'exprime et se prolonge entre les générations. »<sup>902</sup>

Alois Bude intervient lorsque la légalité d'une démarche comme celle de la *Preußische Treuhand* est mise en question et que des juristes remettent en cause son existence. Une revue de Rhénanie-du-Nord-Westphalie spécialisée dans le droit a en effet publié un article de deux juristes selon lesquels la *Preußische Treuhand* pourrait tomber sous le coup de loi parce qu'elle s'oppose à l'entente entre les peuples et pourrait se voir interdire avant que ses biens ne soient confisqués<sup>903</sup>. Il y a peu de risques qu'une telle interdiction soit prononcée, puisque les activités de la *Preußische Treuhand* sont suffisamment gênantes pour la diplomatie pour que cette possibilité ait déjà été étudiée. S'il y avait lieu d'interdire cette société et ses activités, cela aura été fait depuis longtemps. Cet article vise plutôt à rassurer les lecteurs qui pourraient s'inquiéter de l'éventualité de voir leurs biens confisqués (à travers la saisie des biens de la société). En montrant que les adversaires se recrutent aussi chez les juristes, le *GB* montre que la *Preußische Treuhand* doit affronter un adversaire aux multiples visages.

Le *GB* n'a jamais caché que l'activité de la *Preußische Treuhand* pouvait s'avérer très gênante pour la diplomatie. Le président du groupe des expulsés au sein du groupe parlementaire de la CDU/CSU au *Bundestag*, Jochen-Konrad Fromme, qui avait indiqué que les expulsés n'avaient rien à espérer pour faire valoir leurs droits puisqu'ils étaient dans une impasse juridique, se plaint de l'initiative lancée en Pologne d'une *Treuhand* polonaise, équivalente de la *Treuhand* allemande pour réclamer des indemnités pour les biens perdus durant la guerre<sup>904</sup>. Utilisant la propagande antiallemande datant de la Seconde Guerre mondiale, elle gêne les relations germano-polonaises et Fromme dénonce son existence et ses activités qu'il juge nuisible. Il rappelle alors qu'aucun parti représenté au parlement allemand ne soutient ni la *Preußische Treuhand* ni son travail et appelle la Pologne à adopter la même attitude. Après le rejet par le BdV, c'est une nouvelle preuve que l'initiative n'est pas du goût

---

<sup>901</sup> Article de Sigismund von Sedlitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 07/3, p. 2.

<sup>902</sup> Article de Doris Neujahr (*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 07/4 p 1-2.

<sup>903</sup> Article publié dans *GB* 07/9, p. 10.

<sup>904</sup> Déclaration de Jochen-Konrad Fromme publiée dans *GB* 06/4, p. 12.

de tous les expulsés qui y voient plus une volonté revanchiste de ressasser éternellement le passé plutôt que de se tourner vers l'avenir.

Le jugement de la Cour européenne des Droits de l'homme est rendu le 9 octobre 2008. Le premier compte rendu publié à la une du *GB* est rédigé par un descendant d'expulsé, ce qui est souligné à la fin de l'article comme pour mieux montrer que ce ne sont pas seulement les victimes de l'expulsion qui veulent que justice soit faite mais que les descendants réclament justice pour ce que leurs parents ou grands-parents ont subi. Le titre « Le droit a perdu »<sup>905</sup> résume aussi bien le fond du jugement de la Cour que l'ambiance qui règne parmi les expulsés après cette décision. Le ton est donné d'emblée avec une remise en cause de la Cour :

*« Un regard sur la motivation révèle une argumentation qui rappelle en partie les procès-spectacles. Le jugement avait certainement été déterminé avant même le début du procès. (...) Un jour sombre pour le droit en Europe, pour l'Union européenne et pour le droit international en général. »*<sup>906</sup>

Pour lui, la *Preußische Treuhand* a perdu non parce qu'elle a tort mais parce que les juges n'ont pas pris en considération les textes invoqués par les plaignants mais les textes du droit positif, soit les traités et accords entre les Etats. Avec cette décision, c'est tout l'avenir de l'Europe et du droit qui sont remis en cause. Il n'hésite donc pas à dramatiser une situation qui ne le mérite sans doute pas tant que cela puisqu'il considère lui-même que le résultat était plus ou moins connu d'avance. Chez Peter Großpietsch, l'amertume est la même puisqu'il partage cet avis que la décision était plus que prévisible. Mais alors que ces éditoriaux possèdent souvent un contenu juridique impressionnant, sa réaction publiée ne met pas l'accent sur cet aspect mais s'intéresse à sa dimension politique. Ce que Großpietsch semble le plus regretter dans le jugement de Strasbourg, c'est moins son contenu que les réactions politiques qu'il a suscitées :

*« Dans n'importe quel autre pays d'importance de cette planète, il serait impensable que le gouvernement se réjouisse et triomphe au moment où une cour internationale a rendu une décision contre ses propres concitoyens ! »*<sup>907</sup>

A l'annonce du jugement de la Cour européenne des droits de l'homme contre la *Preußische Treuhand*, tous les adversaires déclarés de l'initiative se félicitent d'une décision qu'ils souhaitaient : la chancelière Merkel, le ministre des Affaires étrangères Westerwelle ou la présidente du BdV Erika Steinbach se réjouissent devant la presse de la fin d'une initiative qu'ils jugeaient néfaste pour les relations germano-polonaises. Alors que leur position est connue depuis longtemps et que leur réaction n'est donc que très logique, Großpietsch s'empare contre leur réaction et dramatise grandement la situation :

*« Le silence n'aurait-il pas été de rigueur ici ? La classe politique allemande ne connaît-elle plus les qualificatifs de dignité et de solidarité ? A-t-on conscience de la perte de démocratie qui caractérise ce processus ? »*<sup>908</sup>

---

<sup>905</sup> « Das Recht hat verloren », article publié dans *GB* 08/11, p. 1.

<sup>906</sup> Article publié dans *GB* 08/11, p. 1.

<sup>907</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/12, p. 2.

La conclusion de l'article prend des accents pathétiques :

*« En voyant se perpétuer un tel comportement, en voyant la négation de revendications allemandes, en voyant l'arrogance de la classe politique allemande, j'ai peur pour la démocratie de notre pays. »*<sup>909</sup>

Mais cet article ne fait que refléter la frustration de Großpietsch et des partisans de la *Preußische Treuhand*. La démocratie n'est pas en danger parce qu'une cour européenne a confirmé ce que bien des juristes disaient depuis longtemps et parce que la classe politique qui rejetait le projet se réjouit de son échec.

### ***La question des travailleurs forcés***

Les travailleurs forcés (= « Zwangsarbeiter ») sont ces personnes qui durant la guerre ont été contraintes au travail et envoyées dans les territoires allemands pour y effectuer le travail que les Allemands partis au combat ne pouvaient plus accomplir. Ces hommes ont constitué une main d'œuvre de remplacement et gratuite pour le IIIe Reich.

La question des travailleurs forcés ne devient d'actualité qu'après la réalisation de l'unité en 1990. Auparavant, la RFA refuse d'entamer des discussions à ce sujet, renvoyant la Pologne à son renoncement à toute demande de réparations. Après la signature des traités de l'est, la Pologne a adressé des demandes en ce sens à la RFA, mais elles ont été rejetées<sup>910</sup>.

En 1990, la question des travailleurs forcés polonais revient sur le devant de la scène des relations germano-polonaises et le *GB* met tout de suite le sort des travailleurs forcés allemands en balance :

*« La Pologne persiste à demander de l'argent pour le travail forcé et d'autres charges liées à la Seconde Guerre mondiale. (...) Comment le gouvernement allemand pense-t-il régler les revendications liées au travail forcé de plusieurs années restées sans indemnités de la population de l'est de l'Allemagne sous la férule polonaise ? »*<sup>911</sup>

C'est au tournant des années 2000 que le sujet devient une vraie question brûlante et qu'Allemagne et Pologne commencent de réelles négociations sur l'indemnisation des travailleurs forcés polonais. Gröger met une nouvelle fois en évidence les parallèles entre la situation des Polonais et des Allemands en indiquant que l'opinion et les médias dominants préfèrent ne pas voir ces similitudes et ne parler que du cas des Polonais :

*« On ne parle pas non plus de ce qu'il faudrait dire de l'esclavagisme des prisonniers de guerre allemands, des femmes allemandes déportées en Sibérie ou encore de la mise en esclavage des Allemands à l'est, principalement en République tchèque et en Pologne, qui ont été contraints au travail pendant des années sans salaire et souvent aussi sans nourriture dans des conditions dégradantes. »*<sup>912</sup>

---

<sup>908</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/12, p. 2.

<sup>909</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/12, p. 2.

<sup>910</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 72/12, p. 3.

<sup>911</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 90/12, p. 2.

<sup>912</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 99/4, p. 1.

Pour Gröger, parler des travailleurs forcés ne peut pas se faire selon le seul critère de la nationalité. Les Polonais ont selon lui déjà touché des millions (même s'il sait bien que ces sommes ont été détournées par le régime) et rien ne justifie de leur verser encore de l'argent alors que les Allemands qui ont connu des souffrances similaires n'ont rien touché. De plus, il est faux de considérer que tous les étrangers qui travaillaient pour les Allemands durant la guerre étaient des travailleurs forcés. Il explique ainsi la comparaison que le *FAZ* établit entre « travailleurs étrangers » (= « Fremdarbeiter »), « travailleurs forcés » (= « Zwangsarbeiter ») et « travailleurs mis en esclavage » (= « Sklavenarbeiter »). En effet, tous les travailleurs étrangers n'ont pas été contraints de venir travailler pour le Reich :

*« Rappelons le cas de ce leader communiste français venu spontanément avec un contrat de travail dans une entreprise d'Augsbourg qui s'est fait ensuite passer pour une victime de la persécution nazie. Il y a eu des « travailleurs étrangers » de ce type en provenance de tous les pays, y compris de République tchèque, de Pologne, etc. »*<sup>913</sup>

L'existence des travailleurs forcés n'est pas vraiment remise en cause, mais Gröger indique que certains d'entre eux sont en fait des travailleurs volontaires qui se sont faits passer pour tels après la guerre par opportunisme. Le cas de Georges Marchais dont les conditions dans lesquelles il a été amené à travailler en Allemagne durant la guerre sont longtemps restées très floues doit servir d'exemple. Et Gröger d'ajouter que les cas de fraude existent aussi en Pologne ou République tchèque, soit les deux pays qui réclament aujourd'hui une indemnisation, mais aussi les deux pays concernés au premier plan par l'expulsion des Allemands. Chez ceux qui se posent en victimes, Gröger trouve donc des cas de fraude et de mensonge. L'exemple cité de Georges Marchais ne doit rien au hasard puisqu'il permet une nouvelle fois de montrer que les communistes ne craignent pas de mentir à des fins politiques et que le mensonge est chez eux une arme politique comme les autres.

La distinction entre « Zwangsarbeiter » et « Sklavenarbeiter » lui permet également de dire que si les Sklavenarbeiter travaillaient bien dans des conditions indignes, les Zwangsarbeiter bénéficiaient d'un « cadre réglementaire »<sup>914</sup>. Ainsi, il discrédite en partie les demandes des travailleurs forcés polonais, induisant l'idée que d'autres avaient plus de raisons de se plaindre et que leur situation était loin d'être la pire.

L'existence des travailleurs forcés allemands va devenir avec le temps une nouvelle revendication pour les expulsés allemands. Un représentant du BdV, Markus Leuschner, insiste sur leur existence pour demander qu'ils bénéficient des mêmes droits que les étrangers qui ont vécu le même destin :

*« Mais ne pas traiter à l'identique les faits identiques c'est-à-dire dédommager les uns grâce aux coupables (les entreprises allemandes dans ce cas) et pas les autres (les Allemands), constitue une discrimination juridiquement intenable. »*<sup>915</sup>

La discrimination entre les peuples aboutissant à l'exclusion des Allemands, voilà ce que redoutent plus que tout, ceux qui se chargent de revendiquer une indemnisation des travailleurs forcés allemands. Car le cas de l'éditorial de Gröger qui cherchait à minimiser la

---

<sup>913</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 99/4, p. 1.

<sup>914</sup> « Schutzvorschriften ».

<sup>915</sup> Article de Markus Leuschner paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 99/9, p. 2.

légitimité des demandes polonaises est marginal. Le journal suit plutôt la ligne tendant à reconnaître que tous ceux qui ont eu à souffrir ou ont été victimes d'une injustice méritent réparation. La volonté de faire figurer les Allemands du côté des victimes est une ligne directrice du combat du journal. Très souvent, le *GB* a l'impression que les Allemands ne peuvent pas être considérés comme victimes par les médias dominants ou l'opinion publique ; il revendique pour cette raison avec une force décuplée la reconnaissance des situations où les Allemands ont été les victimes :

« *Les victimes ne sont apparemment pas toutes victimes de la même manière, on les trie, on les classe, pas la moindre trace d'égalité. Si elles sont étrangères, alors on leur doit respect et compassion ; si elles sont allemandes, issues du territoire du Reich ou des territoires colonisés à l'est, alors on les ignore comme jusqu'à présent, avec froideur et sans pitié.* »<sup>916</sup>

Rudi Pawelka, au nom de la *Landsmannschaft Schlesien*, s'étonne lui aussi de voir que les Allemands sont moins bien considérés que les Polonais. La Pologne tient compte des années de travail forcé des citoyens polonais pour le calcul de leur retraite mais ne le fait pas lorsqu'il s'agit de Polonais d'origine allemande. Pawelka y voit un cas flagrant de discrimination antiallemande et il annonce que la *Landsmannschaft Schlesien* va s'emparer de la question pour faire valoir le droit des Allemands des territoires de l'est devenus citoyens polonais<sup>917</sup>. Ici, l'engagement de la *Landsmannschaft Schlesien* est compréhensible car elle s'attache à faire valoir les droits des Allemands originaire des territoires de l'est. Il n'est pas seulement question de contester les droits des Polonais dans une sorte de réflexe revanchiste voyant dans tous les faits et gestes des Polonais la marque de leur hostilité envers l'Allemagne et aux Allemands. Car bien souvent, c'est l'idée que les Polonais réclament des droits qui suscite la colère du journal plus que l'objet de leurs revendications lui-même. La *Landsmannschaft Schlesien* organise alors une riposte visant à rassembler tous les travailleurs forcés qui voudraient faire valoir leurs droits. Elle lance ainsi un appel pour que les personnes intéressées se fassent connaître avant d'initier une opération collective. L'appel est naturellement publié dans le *GB*<sup>918</sup>. Et quelques mois plus tard seulement, forte de la participation de quelque 32 000 personnes, la *Landsmannschaft Schlesien* s'adresse au gouvernement pour savoir ce qu'il compte entreprendre pour dédommager les victimes allemandes du travail forcé<sup>919</sup>. Le gouvernement répond que le travail forcé puisant ses racines dans l'injustice provoquée par le national-socialisme, il n'entreprendra aucune démarche auprès des Etats voisins. Rudi Pawelka fait part de son indignation dans le *GB*, considérant que la souffrance des individus concernés est indifférente aux motifs qui ont conduit à l'injustice qu'ils ont subie. Le travail de recensement continue malgré les difficultés et l'appel est renouvelé en février 2002 alors que le cap des 60 000 personnes est franchi<sup>920</sup>.

---

<sup>916</sup> Article de Johannes Sziborsky paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 00/9, p. 2-6.

<sup>917</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans *GB* 00/10, p. 2. On retrouve les mêmes arguments dans un article (*Schlesier im Landkreis Miltenberg*) publié dans *GB* 01/2, p. 2.

<sup>918</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 01/5, p. 3.

<sup>919</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans *GB* 01/7-8, p. 12.

<sup>920</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans *GB* 02/2, p. 10.

Mais du côté du gouvernement, le rejet est clair et définitif : personne à la chancellerie ne veut recevoir la pétition de la *Landsmannschaft Schlesien* ni ses représentants<sup>921</sup>.

Finalement, le *Bundestag* se prononce en octobre 2004 sur la possibilité de verser un dédommagement aux travailleurs forcés allemands. La proposition formulée par le groupe parlementaire CDU/CSU est rejetée par la majorité parlementaire SPD/*Grünen*<sup>922</sup>.

Malgré l'échec au *Bundestag*, le BdV continue de formuler des demandes allant dans le sens d'un dédommagement, réclamant désormais le versement en une seule fois d'une somme d'argent pour les travailleurs forcés allemands qui, comme les expulsés, semblent être oubliés par la classe politique<sup>923</sup>.

## 5. Les exemples étrangers

Pour le *GB* qui proteste contre l'injustice subie lors de l'expulsion et l'absence de reconnaissance pour les victimes, les exemples pris à l'étranger offrent l'occasion de montrer que d'autres peuples subissant une situation plus ou moins équivalente bénéficient d'un traitement parfois plus enviable. Pour cette raison, on observe dans le *GB* une nette propension à appuyer les revendications d'exemples internationaux montrant que ce que demandent les expulsés allemands n'est pas aberrant au regard d'autres situations. Mais en scrutant la situation dans laquelle se trouvent d'autres peuples, le *GB* en vient aussi à s'interroger sur le mode d'action des expulsés allemands et sur les causes de leurs réussites ou échecs.

L'expulsion des Allemands à la fin de la Seconde Guerre mondiale est, de par son ampleur, un événement majeur du XXe siècle, mais il n'est malheureusement pas un cas unique de déplacement de masse de populations dans l'histoire. D'autres peuples ont subi des expulsions similaires et d'autres territoires ont été le terrain d'exactions commises par un peuple contre un autre pour mettre fin à une cohabitation et créer une zone ethniquement homogène. En se référant aux cas historiques, les expulsés comparent leur propre destin et l'issue que d'autres ont su trouver, et ils voient comment eux-mêmes auraient pu emprunter une autre voie pour ne pas devenir les perdants de l'histoire.

Toutefois, les comparaisons trouvent naturellement des limites dans le fait que le contexte historique empêche d'aller au-delà de la simple constatation de points communs ou de différences entre des situations historiques diverses. L'expulsion des Allemands à la fin de la Seconde Guerre mondiale s'est faite à une époque où le nazisme qui avait dévasté l'Europe pendant des années venait d'être vaincu et le sort de ces millions d'Allemands avait peu de chance d'émouvoir à l'étranger où les Allemands incarnaient encore uniquement la figure de l'ennemi. C'est seulement avec le temps que les pays étrangers ont pu après des années se

---

<sup>921</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 02/9, p. 2, déclaration d'Erika Steinbach publiée dans *GB* 02/10, p. 10 et déclaration de Hartmut Koschyk publiée dans *GB* 02/12, p. 9.

<sup>922</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/1, p. 15.

<sup>923</sup> Article (BdV) publié dans *GB* 11/1, p. 12.

pencher sur cet épisode tragique avec cette fois un regard rempli d'empathie pour les victimes, chose qui aurait été impossible à la fin de la guerre.

C'est en particulier à travers trois exemples précis que les expulsés mesurent l'échec de leur action et les retombées internationales de leur destin. Les conflits nés de l'éclatement de la Yougoslavie, le génocide des Arméniens par la Turquie et le conflit israélo-palestinien sont abondamment évoqués dans les colonnes du *GB*, que leur actualité soit brûlante ou que le traitement réservé à des événements anciens soit à l'ordre du jour.

## **I – La guerre en Yougoslavie**

Durant les conflits qui ont accompagné la désagrégation de la Yougoslavie entre 1991 et 2001, l'opinion publique européenne a suivi avec attention le développement de ces guerres aux portes de l'Union Européenne rappelant des conflits ethniques du passé que l'on ne pensait plus revoir en Europe. Outre les massacres qui ont retenu l'intérêt de toute l'Europe, ce qui marque profondément les esprits des expulsés allemands, c'est l'existence du phénomène de nettoyage ethnique (appelé aussi épuration ethnique) dans les anciennes républiques yougoslaves. Afin de créer des territoires ethniquement homogènes et asseoir la domination d'un groupe national sur un territoire, des groupes entiers de population ont été expulsés ou contraints à l'exil. En 1991 et 1992, la Croatie est le théâtre des premiers faits de nettoyage ethnique : les populations serbes sont expulsées de Croatie après que les Serbes avaient déporté des Croates<sup>924</sup>. Ces scènes rappellent les exactions de la Seconde Guerre mondiale et l'opinion publique européenne s'émeut de voir resurgir les fantômes du passé. Les expulsés allemands ne restent naturellement pas insensibles à cette guerre :

« *Avec l'enfer en ex-Yougoslavie, le passé a rattrapé l'Europe.* »<sup>925</sup>

Mais ce retour du passé est un réveil douloureux pour les expulsés allemands qui constatent que le silence partiel qui a entouré leur propre destin et l'abandon dans lequel une grande partie de la classe politique allemande et internationale les a laissés n'est plus de rigueur :

« *Le premier ministre britannique a exigé avec fermeté que soient « rendus les territoires conquis par la force », et M. Eagleburger, citoyen américain et ancien ambassadeur dans l'Etat autoritaire de Yougoslavie, a estimé que « la communauté internationale n'acceptera jamais (!) les gains territoriaux obtenus par la violence et la terreur ». Nombreux sont ceux, parmi lesquels le nouveau ministre allemand des Affaires étrangères, qui ont qualifié le « nettoyage ethnique » de génocide. On n'avait jamais entendu de telles déclarations lors des traités concernant l'Allemagne et les Allemands en 1990/91. Ni de la part du ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque Genscher, ni de celle des cosignataires du Traité sur l'Allemagne il n'aurait été possible d'entendre un tel « jamais », il n'a pas plus été question d'un compromis crédible.* »<sup>926</sup>

La réaction vive des expulsés s'explique entre autres par le fait qu'eux-mêmes viennent de voir la perte de leurs territoires sanctionnée définitivement par le Traité 2+4 signé quelques

---

<sup>924</sup> SPASOV Boris-Alexandre, *Comprendre le conflit yougoslave*, Terra Arcadis, 2006, p. 99-103.

<sup>925</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/10, p. 1-7.

<sup>926</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 92/10, p. 5.

mois auparavant. Si les signataires du traité n'ont pas eu de scrupules à entériner les faits qui prévalaient depuis la fin de la guerre, c'est-à-dire l'amputation d'un quart du territoire allemand, conséquence directe de la défaite allemande en 1945, on comprend mieux que les déclarations grandiloquentes sur le refus de voir des territoires gagnés par la violence passent mal auprès des expulsés qui ont été les premières victimes des pertes territoriales allemandes. Mais l'atrocité des crimes est telle que la colère ne peut se borner à rappeler les souffrances des Allemands et à comparer les souffrances et des uns et des autres, c'est rapidement le sentiment d'impuissance qui chasse les autres sentiments :

*« Des agresseurs serbes tirent sur les enfants, les vieillards et les femmes, violent par milliers filles et femmes des territoires conquis, expulsent les habitants installés depuis des siècles. A nouveau, des millions de personnes sont expulsées de la Heimat dont ils sont les héritiers. Et à nouveau le monde reste spectateur. Bien qu'il existe maintenant l'ONU, la communauté européenne et la CSCE. »<sup>927</sup>*

La compassion des expulsés s'exprime sobrement dans l'utilisation de l'expression « à nouveau ». Inutile pour Gröger de dire que les Allemands ont connu la même chose, chaque lecteur du *GB* se voit replongé dans ses propres souvenirs et son propre passé à la lecture de ses lignes et ressent lui aussi l'impuissance de ces hommes et femmes livrés aux forces armées. L'absence de réaction de la communauté internationale est dénoncée, comme si une sorte de fatalité faisait que les mêmes événements doivent se reproduire et conduire aux mêmes effets, comme si les hommes ne tiraient aucune leçon de l'histoire. Les organisations internationales apparaissent bien dérisoires puisqu'elles se montrent incapables de réagir<sup>928</sup>. Les expulsés allemands ne pouvaient pas espérer le soutien de grandes organisations internationales qui n'existaient pas encore, et leur création avait notamment pour but d'éviter que de tels drames ne se reproduisent. C'est pourquoi les expulsés constatent avec amertume que tout ce qui apparaissait comme un progrès dans le règlement des conflits s'avère vain.

### ***Peut-on comparer ?***

Lorsqu'éclate la guerre au Kosovo et que l'OTAN décide une intervention militaire en mars 1999, l'opinion publique allemande est particulièrement sensible aux événements qui ont lieu en ex-Yougoslavie car l'envoi de soldats allemands dans des zones de combat alors que l'Allemagne n'a pas été attaquée constitue une rupture majeure dans la tradition de sa politique étrangère et brise un tabou fondateur de l'Allemagne d'après-guerre<sup>929</sup>. L'Allemagne est d'autant plus réticente à intervenir que c'est lors de la Seconde Guerre mondiale que des soldats allemands se sont trouvés présents pour la dernière fois dans les Balkans. Alliés à l'Allemagne fasciste, les Oustachis croates ont combattu les Serbes tandis que la division SS Handschar recrutait ses hommes parmi la population musulmane de Bosnie. Pourtant l'Allemagne ne peut assister impuissante au conflit yougoslave puisque la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie dès le 23 décembre 1991 par l'Allemagne a

---

<sup>927</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 93/3, p. 1.

<sup>928</sup> SPASOV, *conflit yougoslave*, p. 101.

<sup>929</sup> PICARD Lionel, *La normalisation de la politique étrangère de l'Allemagne. De la retenue aux missions de maintien de la paix*, mémoire de Master 2, Dijon, 2007 ; SCHÖLLGEN Gregor, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland: von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Beck, Munich, 2004.

contribué à accélérer le processus de déclenchement du conflit<sup>930</sup>. Le nettoyage ethnique prend des dimensions considérables et les camps d'enfermement des prisonniers rappellent beaucoup les camps de concentration de la Seconde Guerre mondiale. Les comparaisons avec la situation européenne cinquante ans plus tôt se multiplient dans les médias. Pourtant la question de savoir s'il est possible de comparer la situation au Kosovo et celle des Allemands à la fin de la guerre fait débat.

Pour Hubert Maessen, journaliste à la radio WDR5, il est évident que les deux situations sont identiques :

*« C'était bien les mêmes femmes, les jeunes et les vieilles femmes, avec leurs fichus sur la tête et portant dans les bras les nourrissons qu'elles allaitent, les mêmes vieillards que la guerre n'avait pas emportés (...). Mais il y a un autre souvenir, il y a un autre passé qui ne passe pas et qui ressemble beaucoup aux événements actuels dans les Balkans, c'est l'expulsion planifiée dont les Allemands ont été les victimes à la fin de la grande guerre. »<sup>931</sup>*

Si l'on s'en tient aux images, il est évident que le drame du Kosovo et celui de l'expulsion des Allemands sont les mêmes à cinquante ans d'écart. Mais les conditions dans lesquelles se déroule la guerre au Kosovo sont-elles réellement comparables à celles de la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Tout le débat qui s'ouvre alors repose sur cette question. Maessen a lui-même lancé le débat en affirmant qu'il n'y avait pas de différences entre les deux événements. Il revient dans cet article sur la position qu'il a défendue à l'antenne de WDR5 quelques semaines auparavant et s'appuie sur les critiques qui lui ont été faites pour défendre son point de vue. Voyant le monde prendre fait et cause pour les Albanais du Kosovo, il trouve injuste que les Allemands des Sudètes qui ne réclament que la reconnaissance de l'expulsion dont ils ont été les victimes ne soient pas entendus. On lui reproche de comparer les Albanais du Kosovo innocents à tout point de vue et les Allemands en 1945, coupables d'avoir appartenu à un pays qui a mené une guerre dévastatrice pour l'Europe. Cela revient à appliquer la thèse de la culpabilité collective que le GB réfute depuis toujours. Maessen étant un farouche adversaire de cette justification historique à l'expulsion des Allemands, il défend l'idée que le droit doit valoir pour tous et que les expulsés allemands ont le droit à la vérité :

*« L'histoire peut bien être injuste, mais peut-on vraiment l'accepter ? Qu'en serait-il aujourd'hui ? Serait-ce juste si les Kosovars expulsaient bientôt tous les Serbes du Kosovo avec le soutien de l'OTAN ? Par vengeance ? Comme sanction ? (...) Je ne veux pas être mal compris. Il ne s'agit absolument pas de revenir sur l'expulsion passée. Comment cela serait-il seulement possible ? Ce n'est absolument pas ce que je veux dire. Je ne suis pas un expulsé, je n'ai même pas la nationalité allemande. Non, ce que je veux dire, c'est que nous autres Européens devrions tenir la vérité et le droit pour indivisibles et ne pas accepter l'injustice et le mensonge sans fin, d'aucune part et à aucun moment. »<sup>932</sup>*

---

<sup>930</sup> HAFTELDORN, *Außenpolitik*, p. 407 ; HACKE, *Außenpolitik*, p. 405.

<sup>931</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 99/7, p. 2-6, sous le titre « La bonne et la mauvaise expulsion. Comment on justifie l'utilisation de deux poids et deux mesures » « Die gute und die böse Vertreibung. Wie man zweierlei Maß rechtfertigt ».

<sup>932</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 99/7, p. 2-6.

C'est sur le même terrain reprochant de ne pas juger avec les mêmes critères les mêmes faits que se place Barbara Stamm, ministre du gouvernement régional de Bavière, dans un discours prononcé au rassemblement national des Silésiens à Nuremberg en 1999 :

*« Dans nos oreilles résonnent encore les déclarations de la coalition gouvernementale des écologistes et des sociaux-démocrates qualifiant les souhaits justifiés des expulsés d'« absurdes » et d'« anachroniques ». Je pose la question : Comment peut-on disqualifier ainsi les souhaits de ses propres compatriotes et partir en guerre avec une conviction intime pour les intérêts comparables des gens martyrisés au Kosovo ? »<sup>933</sup>*

Il est évident que les propos de cette ministre appartenant au parti conservateur bavarois sont guidés aussi par le goût de la polémique politicienne avec des attaques dirigées contre le gouvernement fédéral, mais ils montrent aussi l'opposition fondamentale entre les deux interprétations politiques du phénomène de l'expulsion : soit on considère que le sort des Allemands à la fin de la guerre trouve une place particulière dans l'histoire car il est étroitement lié à la Seconde Guerre mondiale où la responsabilité de l'Allemagne est centrale dans la ruine de l'Europe, soit on considère que l'expulsion est en soi un phénomène inique et qu'il faut défendre toutes les populations qui en sont les victimes, considérant qu'aucune population ne doit subir ce traitement, sorte de sanction collective forcément injuste puisque la notion de faute collective ne repose sur aucune base juridique.

Le *GB* défend naturellement la position de l'égalité de tous devant le droit et veut que les expulsés allemands soient considérés comme les autres peuples victimes d'expulsion :

*« Cela vaut pour tous les peuples, en tous cas pour les Kurdes, Tibétains, Ethiopiens, Hutus et Tutsis, Serbes, Bosniaques et Albanais du Kosovo. Cela vaut-il aussi pour les Allemands ? (...). Mais les millions de morts, victimes de viols, expulsés de leur Heimat et expropriés ont été considérés par les hommes politiques écologistes ou sociaux-démocrates, mais aussi par la majorité des médias de gauche, comme une sorte de victimes expiatoires pour les effroyables crimes d'Hitler. Pourquoi précisément eux ? Pas de chance. »<sup>934</sup>*

Cet extrait montre bien l'injustice de l'expulsion, chose sur laquelle le *GB* revient régulièrement : même en considérant que le principe de faute collective soit recevable, comment se fait-il que seule une partie du peuple allemand est punie par l'expulsion, autrement dit pourquoi la sanction n'est-elle pas collective elle aussi ?

*« Les crimes de l'expulsion et le nettoyage ethnique de tout un pays par les soldats et mercenaires de Milosevic ont fait progresser dans notre pays les notions de compréhension et de jugement pour lesquelles trente ans auront été nécessaires auparavant. »<sup>935</sup>*

Ce serait en quelque sorte une conséquence heureuse du drame yougoslave pour les expulsés allemands : une partie de la classe politique allemande ouvre les yeux sur ce que signifie réellement l'expulsion de toute une population. Mais les expulsés allemands ne doivent pas

---

<sup>933</sup> Discours de Barbara Stamm publié dans *GB* 99/8, p. 1-6.

<sup>934</sup> Article (*Welt am Sonntag*) publié dans *GB* 99/8, p. 8-9.

<sup>935</sup> Article (*Welt am Sonntag*) publié dans *GB* 99/8, p. 8-9. Dans le même sens, un article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 99/10, p. 2.

espérer que les événements tragiques qui se déroulent dans les Balkans changeront quoi que ce soit à la politique les concernant. Le postulat de départ (responsabilité collective des Allemands dans le nazisme ou non) n'étant pas partagé par l'ensemble de la classe politique, les événements au Kosovo ne changeront rien. Tout au plus permettront-ils aux jeunes générations d'avoir une vision plus claire de ce que signifient concrètement les déplacements massifs de population.

Le double discours sur la question de l'expulsion sert non seulement à discréditer la coalition gouvernementale des écologistes et des sociaux-démocrates, mais aussi l'UE dans son ensemble qui produit un discours identique, volant au secours des Albanais du Kosovo et ignorant les demandes des expulsés allemands :

*« Souvenons-nous : La coalition gouvernementale des écologistes et des sociaux-démocrates a apporté une contribution décisive à la guerre du Kosovo allant jusqu'à revenir sur l'injustice de l'expulsion, mais dans le même temps on insiste sur le fait que dans le cadre des négociations sur l'adhésion de la Pologne et de la République tchèque à l'UE, l'expulsion de 12 millions de personnes et les décrets injustes d'expulsion ne sont pas à l'ordre du jour. »*<sup>936</sup>

Quant à l'issue du conflit au Kosovo, Peter Großpietsch montre bien que l'expulsion ne peut être le fin mot de l'histoire et que les populations déplacées ont le droit de rentrer chez elles une fois que les combats ont cessé. Les Accords de Dayton qui règlent le conflit yougoslave prévoient le retour des expulsés et garantissent à tous les groupes ethniques le droit à s'établir là où ils le souhaitent. Ainsi, le droit international est respecté et l'expulsion n'est pas considérée comme un fait de guerre banal qu'il faut accepter comme inéluctable. Dans un long article, un juriste revient sur les décisions des Accords de Dayton, il en explique le sens et montre quelles perspectives ils ouvrent pour les expulsés allemands qui réclament la reconnaissance de l'injustice qu'ils ont subie et la levée des décrets d'expulsion polonais et tchèques<sup>937</sup>. Ces accords ne changeront pourtant rien à la situation des expulsés allemands.

### ***La solidarité avec les victimes du conflit***

Lorsque les images des expulsés et des camps d'enfermement des prisonniers apparaissent sur les écrans de télévision du monde entier au début des années 1990, l'émotion est immense dans l'ensemble de la population. Pour les expulsés allemands, elle l'est encore plus tant les conditions de traitement que subissent les expulsés à travers la Yougoslavie en plein délitement leur rappellent leur propre destin. La compassion des expulsés allemands pour les hommes et femmes vivant les mêmes drames que les leurs cinquante ans après est naturelle. Comme le reste de la population allemande, ils ressentent une grande impuissance face à ce drame et plus encore que les autres, ils aimeraient leur venir en aide :

*« C'est précisément maintenant que nous ne devrions pas nous taire, quand nous voyons que dans le sud-est de l'Europe l'injustice de l'expulsion ou l'insensé « nettoyage ethnique » continue de se répandre et que des hommes sont contraints à la fuite pour sauver leur vie. Nous comprenons les sentiments de ces hommes dans leur souffrance et leur détresse. »*<sup>938</sup>

---

<sup>936</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 02/5, p. 1.

<sup>937</sup> Article de Dieter Blumenwitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 04/7-8, p. 2.

<sup>938</sup> Article de Franz Jung publié dans *GB* 92/12, p. 1.

Parmi les crimes liés à l'expulsion, il en est un tout particulier qui est utilisé sciemment comme arme de guerre, il s'agit du viol systématique des femmes. Durant l'expulsion, des centaines de milliers d'Allemandes ont été violées. Dans de nombreux conflits à travers le monde, le viol est utilisé comme une arme contre les femmes afin de rendre leur retour à la vie normale après la guerre encore plus difficile. En même temps que le nettoyage ethnique, on découvre les viols de masse et par la voix de la présidente de l'association des femmes pour la *Heimat* et le droit au sein du BdV, les Allemandes victimes de viol durant l'expulsion exposent toutes les atrocités auxquelles sont soumises des femmes en Bosnie-Herzégovine et appellent la communauté internationale à réagir :

« *Tout cela rappelle aux Allemandes originaires de l'Est tout ce qu'elles ont elles-mêmes vécu et souffert il y a plus de 45 ans. (...) Elles demandent l'arrêt immédiat des crimes de guerre contre les femmes et les filles et contre les enfants et lancent un appel à la solidarité de tous les concitoyens ! Pourquoi n'y a-t-il pas de manifestations contre cette guerre cruelle, pas de cri de révolte des masses ?* »<sup>939</sup>

Enfin la solidarité prend la forme la plus classique avec un appel aux dons :

« *Quel geste : voilà que la Landsmannschaft des Allemands des Sudètes lance un appel à ses trois millions de membres à mettre en pratique l'amour de son prochain à travers des dons généreux aux centaines de milliers de victimes du Führer grand-serbe mégalomane Slobodan Milosevic.* »<sup>940</sup>

### ***Le nettoyage ethnique dans le conflit yougoslave, conséquence de l'injustice de 1945 ?***

Les parallèles qui s'établissent entre l'expulsion des Allemands en 1945 et le nettoyage ethnique pratiqué en ex-Yougoslavie sont donc nombreux. Mais ce n'est pas seulement le déroulement des événements qui permet d'établir des comparaisons, car dans les causes du conflit aussi, on peut retrouver des similitudes, et le *GB* pratique sans vergogne ces rapprochements. La concomitance du conflit naissant en Yougoslavie et de la ratification du Traité frontalier germano-polonais conduit Peter Großpietsch à mettre en garde les députés allemands contre ce traité qu'il considère comme injuste. C'est uniquement parce que les deux événements ont lieu en même temps que Großpietsch peut faire ce parallèle avec plus ou moins de pertinence, car au-delà du cercle des expulsés, le lien entre les deux ne va pas de soi et lorsque les derniers survivants de l'expulsion auront disparu, plus personne ou presque ne rappellera le destin des Allemands des territoires de l'est.

Le traité frontalier entérine définitivement l'abandon des territoires de l'Est allemands. Or, Großpietsch fait partie de ceux qui considèrent que le *Bundestag* n'a pas la légitimité pour se prononcer sur l'avenir du statut juridique des territoires placés sous administration polonaise par les Accords de Potsdam. Seule la représentation légale d'une Allemagne dans ses frontières de 1937 pourrait le faire. Ce traité est donc un nouveau diktat, qui rappelle celui de Versailles, qu'il tient pour coresponsable dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale :

---

<sup>939</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 93/4, p. 4-5.

<sup>940</sup> Article (*Westfalen-Blatt*) publié dans *GB* 99/6, p. 1.

*« Malheureusement, on peut s'attendre à ce que le Bundestag ratifie cette violation du droit [Traité frontalier germano-polonais, L.P.] à une large majorité. Même l'exemple actuel de la Yougoslavie, un produit du diktat de Versailles, n'empêchera pas nos représentants du peuple de franchir ce pas. Mais je suis sûr qu'au moment venu, l'histoire rendra son jugement. En effet : l'injustice qui étouffe le droit, devient la source d'un nouveau mal. »<sup>941</sup>*

Dans cet éditorial, Großpietsch met les députés en garde ni plus ni moins contre leur responsabilité dans le déclenchement d'un conflit futur qui ne manquera pas de se produire puisque les causes, c'est-à-dire l'injustice, sont réunies. C'est là un augure particulièrement sombre. L'éclatement de la Yougoslavie durant les années 1990 serait la conséquence du Traité de Versailles soixante-dix ans plus tôt, on devrait donc penser que les générations futures allemandes feront valoir leurs prétentions territoriales sur la Silésie dans les décennies à venir. C'est non seulement peu probable, mais surtout les bases de cette argumentation sont bien faibles alors que les conditions du Traité de Versailles et celles du Traité frontalier germano-polonais n'ont rien en commun. On peut comparer le contenu des deux textes, mais on ne peut pas prévoir leurs conséquences à long terme en se basant sur l'expérience passée tant les conditions sont différentes.

S'appuyant sur les déclarations d'un prélat de Breslau, le *GB* établit un lien logique entre l'expulsion des Allemands et le nettoyage ethnique en Yougoslavie :

*« Est-ce là le retour de bâton de ce que les puissances vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ont accepté il y a quelques dizaines d'années ou confirmé a posteriori ? »<sup>942</sup>*

Si l'expulsion des Allemands après la guerre n'a jamais été condamnée par les Etats ou des organisations internationales et qu'elle a même été largement entérinée dans les Accords de Potsdam, le risque de considérer que l'expulsion est un instrument politique comme un autre existe. C'est contre cela que les expulsés n'ont eu de cesse de mettre en garde. C'est l'un de leurs arguments pour obtenir la reconnaissance de leur destin : ils demandent que soit reconnue l'injustice de l'expulsion afin que des événements semblables ne se reproduisent jamais. Or, le nettoyage ethnique tel qu'il est pratiqué en Yougoslavie ressemble énormément à l'expulsion des Allemands. Ce que les expulsés allemands redoutaient et contre quoi ils ont mis en garde inlassablement vient de se produire sur le sol européen et sous les yeux des observateurs impuissants de l'UE.

L'établissement de comparaisons historiques va plus loin dans un article d'un ancien ambassadeur de la RFA, Alexander Böker, diplomate à l'ONU et au Vatican dans les années 1960 et 1970 :

*« Cette pratique d'une politique démographique de la table rase comme moyen d'établissement de frontières nouvelles et « sûres » a eu des modèles cruels dans l'histoire récente. Adolf Hitler avait fomenté des projets mégalomanes de ce genre pour l'établissement d'un espace vital « allemand » en Europe de l'Est. A la fin de la Seconde Guerre mondiale,*

---

<sup>941</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 91/9, p. 1-2.

<sup>942</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 92/11, p. 4.

*les trois grands vainqueurs ont utilisé la recette hitlérienne et l'ont retournée contre l'Allemagne. (...) La conséquence fatale de cette décision de Potsdam est que les trois puissances dominantes du monde d'alors ont ici sanctionné une pratique politique profondément immorale en lui donnant l'apparence du droit. »<sup>943</sup>*

Là encore, les comparaisons sont exagérées car l'expulsion des Allemands des territoires de l'Est n'est pas comparable dans sa mise en œuvre à la politique d'extermination développée par les nazis durant la guerre. Mais le fond de l'idée développée ici est bien que l'absence de condamnation officielle de l'expulsion des Allemands a en partie créé une sorte de précédent historique autorisant cette pratique parmi les autres stratégies militaires. Et le fait que des Allemands aient été expulsés de Yougoslavie à partir de 1945 renforce le poids de cet argument car la pratique de l'expulsion y était non seulement connue, mais elle avait pu y être mise en œuvre et montrer son efficacité.

Outre ce diplomate, un historien vient confirmer cette idée que le précédent de 1945 a pu contribuer au nettoyage ethnique pratiqué en Yougoslavie :

*« Les « expulseurs ethniques » d'aujourd'hui dans l'ex-Yougoslavie ne doivent-ils pas se sentir encouragés et confortés par la politique de paix d'hier ? »<sup>944</sup>*

Enfin, dans un discours tenu à l'occasion de la commémoration du soixantième anniversaire de l'expulsion dans un bâtiment du BdV à Düsseldorf, Zayas cite Ayala Lasso de l'ONU pour établir lui aussi une filiation directe entre les événements en ex-Yougoslavie et l'expulsion des Allemands :

*« Je suis d'avis que si les Etats avaient plus réfléchi aux implications de la fuite, de l'expulsion et des déplacements des Allemands depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les catastrophes démographiques d'aujourd'hui qui sont surtout appelées nettoyage ethnique n'auraient peut-être pas eu lieu dans les mêmes proportions. »<sup>945</sup>*

## **II - Le génocide des Arméniens**

L'utilisation de l'histoire pour défendre leur cause ne se limite pas chez les expulsés allemands à regarder les événements en Yougoslavie. Ils savent aussi tourner leur regard vers le passé pour, à partir d'un exemple présentant des similitudes, en tirer argument pour plaider leur cause. Le génocide des Arméniens par les Turcs offre un exemple de cette instrumentalisation de l'histoire des autres peuples. En 1915 et 1916, des centaines de milliers d'Arméniens ont été les victimes de déportation ou d'exécutions sommaires menées par l'armée turque. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Turquie se refuse toujours à reconnaître sa responsabilité dans le génocide des Arméniens, qui n'est officiellement appelé que le « prétendu génocide arménien ». Dans l'évocation de ce génocide, il y a deux points principaux qui intéressent tout particulièrement le GB : d'une part la négation officielle du gouvernement turc de cette réalité historique, et d'autre part la position officielle des autres pays.

---

<sup>943</sup> Article d'Alexander Böker (*Deutscher Ostdienst*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 92/12, p. 2.

<sup>944</sup> Article de Josef Joachim Menzel paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 95/11, p. 2.

<sup>945</sup> Discours d'Alfred de Zayas publié dans GB 05/5, p. 6-7.

### ***La position de la Turquie***

Depuis le génocide de 1915-1917, aucun gouvernement turc n'a voulu reconnaître la responsabilité de son pays dans les massacres perpétrés contre les Arméniens. Pour le *GB* qui plaide inlassablement pour la reconnaissance des faits historiques, qu'ils soient déplaisants ou gênants pour la fierté nationale ou les intérêts du gouvernement, la cause arménienne doit être défendue et la position officielle d'Ankara est insupportable. Sans aller jusqu'à suivre les revendications arméniennes concernant leur situation, le *GB* s'intéresse à ses conséquences en Allemagne et il constate avec effroi que le lobbying turc y produit ses effets :

*« On vient maintenant de démontrer dans le Brandebourg comme il est facile de modifier ce qui figure aux programmes d'enseignement allemands. Le consul-général turc y est parvenu au cours d'un déjeuner à persuader le ministre-président Platzek et son ministre de l'Education que la mention à (simple) titre d'exemple du génocide des Arméniens dans le cadre des programmes pour les collégiens est malvenue. »*<sup>946</sup>

Pour le *GB*, il est scandaleux de voir que la Turquie soit non seulement incapable de reconnaître sa responsabilité, mais qu'elle aille jusqu'à mobiliser ses diplomates en poste à l'étranger afin qu'ils effectuent un travail de lobbying à même de véhiculer une interprétation de l'histoire conforme à sa ligne officielle. De plus, cette information montre aussi combien les dirigeants allemands se montrent faibles face à leurs homologues étrangers et se laissent dicter leur conduite dans leur propre pays. Le *GB* qui est très attaché à l'indépendance nationale et à la souveraineté des Etats y voit un cas d'ingérence d'autant plus dangereux qu'il concerne l'éducation des jeunes Allemands et que la conséquence doit conduire ces derniers à une vision faussée de l'histoire. Preuve de l'intérêt qu'il porte à cette affaire, le *GB* publie un nouvel article à ce sujet pour relayer la protestation d'universitaires de Potsdam<sup>947</sup>.

La réalité du génocide arménien et sa négation par la Turquie sont d'une certaine manière instrumentalisées par les expulsés lorsque la dénonciation de l'attitude d'Ankara permet aux expulsés allemands de défendre leurs propres intérêts. Dans une déclaration de presse, Erika Steinbach et Peter Glotz, co-présidents de la Fondation Centre contre les expulsions, expliquent :

*« La Turquie refuse de reconnaître ce génocide dans son histoire jusqu'à ce jour. Elle essaie au contraire d'influencer les gouvernements et les parlementaires d'autres pays pour que ce fait soit traité dans les manuels scolaires selon son point de vue, comme elle l'a fait récemment dans le Brandebourg. »*<sup>948</sup>

Naturellement, les dirigeants de la Fondation Centre contre les expulsions sont dans leur rôle lorsqu'ils dénoncent un Etat qui rejette sa responsabilité face à l'histoire. Le génocide des Arméniens se doit de figurer parmi les sujets de travail du Centre contre les expulsions<sup>949</sup> (ZgV). Ce projet controversé porté par le BdV cherche à montrer qu'il ne sera pas utilisé comme instrument d'expression du revanchisme allemand, mais qu'il est au contraire au

---

<sup>946</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 05/3, p. 6.

<sup>947</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/6, p. 16.

<sup>948</sup> Déclaration d'Erika Steinbach et Peter Glotz publiée dans *GB* 05/10, p. 11.

<sup>949</sup> « Zentrum gegen Vertreibungen ».

service d'un message de paix et qu'il entend dénoncer toutes les expulsions, soulignant sa dimension européenne pour ne pas se voir considéré comme nationaliste. On ne peut donc s'empêcher de lire cette déclaration sur le génocide arménien à l'aune des efforts fournis pour s'acheter une conduite, sorte de preuve de bonne volonté, cachant l'utilisation opportuniste de l'affaire des programmes scolaires dans le Brandebourg à des fins personnelles.

L'amalgame entre les Etats expulseurs quels qu'ils soient, conjugué à la volonté du ZgV d'instrumentaliser les autres exemples européens d'expulsion se retrouve dans un article sur l'incompréhension que suscite le projet de ZgV :

*« Les Etats « expulseurs » du XXe siècle ont toujours tenté de nier la responsabilité de leur crime. Cela commence avec le génocide des Arméniens dans l'empire ottoman ; cent ans plus tard, Ankara se défend encore contre ce reproche. »*<sup>950</sup>

Tous les Etats s'étant rendus coupables de l'expulsion sont renvoyés dos à dos. La différence de taille entre la Turquie d'un côté et la Pologne et la République tchèque de l'autre étant que le génocide des Arméniens est reconnu par une partie de la scène diplomatique internationale tandis que l'expulsion des Allemands est largement ignorée. Et c'est là que réside l'importance pour le GB de mettre les Etats criminels sur un pied d'égalité, sans chercher à dire si l'un est plus coupable que l'autre.

### ***La nécessité de légiférer***

Si la Turquie ne peut pas être contrainte à reconnaître la réalité du génocide des Arméniens, chaque Etat en revanche est libre de le faire. Par la loi du 29 janvier 2001, « la France reconnaît publiquement la réalité du génocide arménien de 1915 ». La décision française est saluée par le GB, d'autant plus qu'elle est prise au risque d'une dégradation des relations diplomatiques avec la Turquie. Mais dans le même temps se pose la question de savoir pourquoi la condamnation de l'expulsion se limite au cas du génocide des Arméniens :

*« La nouvelle de cette décision du gouvernement français suscite aussi des questions, comme celle de savoir pourquoi une telle décision et une telle condamnation n'ont pas été prises pour d'autres expulsions, comme la plus grande expulsion du XXe siècle, celle de quinze millions de personnes de l'Est allemand. »*<sup>951</sup>

Le désir de justice qui s'exprime là n'est pas celui qui consiste à faire valoir la vérité face au mensonge, mais à donner à chacun les mêmes droits, en l'occurrence à permettre aux Allemands de voir reconnaître leur souffrance comme on le fait pour les Arméniens. Car les expulsés n'attendent au XXIe siècle rien d'autre que la reconnaissance de leur destin de victimes. Un sous-titre est très révélateur de cette attente : « Le Congrès à Washington ne pourrait-il pas lui aussi faire quelque chose de la sorte ? »<sup>952</sup>. Ce sont en fait tous les grands pays qui sont sollicités pour soutenir les expulsés :

---

<sup>950</sup> Article de Johannes Sziborsky paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 10/7-8, p. 2.

<sup>951</sup> Article de Gerhard Pieschl publié dans GB 02/3, p. 1-7.

<sup>952</sup> « Könnte nicht auch der Kongreß in Washington so etwas tun? », article de Gerhard Pieschl publié dans GB 02/3, p. 1-7.

« Lors de sa visite à Prague, la reine d'Angleterre a exprimé ses regrets au peuple tchèque que les Accords de Munich de 1938 portent également la signature britannique. Cela ferait-il mal à Sa Majesté de s'excuser ou d'exprimer simplement son regret que la Conférence de Potsdam se soit tenue avec une participation britannique au moment où a été prise la décision « d'évacuer les Allemands de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Hongrie » ? »<sup>953</sup>

Juger avec deux poids et deux mesures dans le domaine juridique provoque la colère du *GB*. Brigitte Lambiel sort de sa retenue habituelle pour dénoncer l'attention que beaucoup de pays portent soudain aux Arméniens et au génocide de 1915 :

« Concernant le génocide des Arméniens, pourquoi les hommes politiques n'ont-ils soudain de cesse de voir la Turquie se retourner sur son passé ? Y a-t-il de bonnes et de mauvaises expulsions ? Qu'est-ce que c'est que ces droits de l'homme et où est la dignité humaine lorsque l'on fait des différences entre les nationalités des victimes ? On voit ici ce que l'Europe vaut vraiment ! »<sup>954</sup>

Cette situation provoque un rejet catégorique de la classe politique, allemande ou étrangère, partant du constat que seuls les Allemands ne sont pas défendus et que leur destin n'intéresse personne, bien qu'ils aient été les victimes de la « plus grande expulsion de l'histoire mondiale »<sup>955</sup>.

Quand le Congrès américain franchit aussi le pas de la reconnaissance du génocide, le *GB* se réjouit en espérant que cet exemple vaudra dans le cas d'autres populations comme celui des Allemands des Sudètes<sup>956</sup>. Enfin, l'initiative parlementaire française visant à placer sous le coup de la loi toute négation du génocide arménien est saluée par le *GB*<sup>957</sup>. Les arguments s'y opposant sont balayés d'un revers de main, arguant de l'existence d'autres lois qui punissent la négation de génocide. La négation de l'holocauste est ici évoquée allusivement et sert de modèle pour la défense du droit des victimes.

La négation du génocide arménien constitue une entrave à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Or, le *GB* y étant clairement opposé, il n'est pas impossible que le journal voit dans l'attitude d'Ankara face à la question arménienne un moyen de bloquer ou retarder l'entrée de la Turquie dans l'UE.

### III - Israël et la Palestine

#### ***Palestiniens et Allemands ont les mêmes droits***

Le conflit israélo-palestinien offre de par sa complexité une pluralité d'approches possibles qui permettent toutes aux expulsés de voir des similitudes avec leur propre cause et de soutenir leurs revendications. La position palestinienne se fonde sur le droit à la *Heimat*. Des

---

<sup>953</sup> Article de Gerhard Pieschl publié dans *GB* 02/3, p. 1-7.

<sup>954</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/6, p. 2.

<sup>955</sup> « die größte Vertreibung der Weltgeschichte », article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/6, p. 2.

<sup>956</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 10/5, p. 12-13.

<sup>957</sup> Article de la *Sudetendeutsche Landsmannschaft in Österreich* publié dans *GB* 07/1, p. 14-15.

territoires qui appartenait aux Palestiniens ont été donnés ou conquis par Israël et depuis, ils se battent pour en retrouver la propriété contre les occupants illégaux que sont les Israéliens. Quant aux Israéliens, ils représentent le modèle du peuple qui a réussi à faire admettre au monde entier l'injustice dont il a été victime pendant la Seconde Guerre mondiale et jouit d'une reconnaissance méritée de son statut de victime.

Dans une interview accordée au *GB* en 1986, le président de la *Landsmannschaft Schlesien*, Herbert Hupka, tire de l'exemple israélien des raisons de croire en une évolution favorable des conditions géopolitiques et d'espérer la venue de jours meilleurs :

« *La Landsmannschaft Schlesien s'engage pour une Silésie libre dans une patrie libre, pour une patrie libre dans une Europe libre. C'est aujourd'hui une illusion, mais Ben Gourion déjà, le fondateur de l'Etat israélien, disait que les utopies d'aujourd'hui doivent être les réalités de demain.* »<sup>958</sup>

Dans une résolution, le Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'Est établit toute une liste de revendications pour que les territoires de l'Est allemands cessent d'être considérés comme étrangers et que leur appartenance à l'Allemagne imprègne l'opinion publique. Dans ce texte, il déclare entre autres qu'il :

« (...) *est d'accord avec les Länder qui montrent sur toutes les cartes d'Allemagne l'Allemagne dans ses frontières légales et renouvelle son exigence que les médias de masse aient aussi l'obligation de représenter les annexions par une puissance étrangère comme dans le cas d'Israël en tant que telles.* »<sup>959</sup>

Des expulsés ayant constaté que les deux chaînes de télévision publiques *ARD* et *ZDF* continuaient de montrer à l'écran des cartes d'Allemagne ne correspondant pas aux frontières de 1937, celles-là même qui sont reconnues comme toujours valables par la *Bundesverfassungsgericht*, une pétition est lancée le 10 octobre 1985 par des membres de la *Landsmannschaft Schlesien* à Düsseldorf pour réclamer que la télévision ne montre pas des frontières allemandes limitées à la réalité actuelle mais correspondant à la position juridique de la RFA. Et pour appuyer cette revendication, l'exemple israélo-palestinien est cité afin de montrer que la réalité géopolitique actuelle n'est pas toujours considérée comme immuable :

« *On se rend mieux compte à quel point la façon de faire des deux chaînes de télévision est douteuse en constatant que les territoires occupés par Israël et les îles Kouriles japonaises placées actuellement sous administration soviétique sont indiqués de manière spécifique sur les cartes, tandis que les lignes frontières que l'on est obligé de montrer en raison de la Loi fondamentale et de la jurisprudence de la Bundesverfassungsgericht sont escamotées.* »<sup>960</sup>

Comme pour le cas du génocide des Arméniens, la référence au cas des juifs dans le droit international permet de souligner l'injustice faite aux Allemands en leur refusant les mêmes droits qu'aux autres peuples.

---

<sup>958</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 86/5, p. 1.

<sup>959</sup> Déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est publié dans *GB* 79/9, p. 2.

<sup>960</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 86/2, p. 3-4.

Quand en 1967 le général de Gaulle déclare que dans le cadre d'un traité de paix, la France se prononcerait pour que les territoires allemands placés sous administration polonaise deviennent définitivement polonais, les réactions sont vives dans le *GB*, criant à la trahison de la part d'un allié de la RFA qui tourne le dos à des intérêts jugés primordiaux :

*« Tandis que dans le cadre du conflit au Proche Orient de Gaulle reproche à Israël d'avoir commis une annexion, il s'est visiblement fait une raison dans le cas de l'Allemagne avec l'annexion par l'impérialisme communiste. »*<sup>961</sup>

Mais l'allié français n'est pas le seul à tenir un double langage. L'ennemi soviétique tient un discours équivalent et juge d'une façon le cas israélien et d'une autre le cas allemand :

*« L'URSS a déclaré au sujet d'Israël que la fuite face à l'avancée ennemie ne représente pas un abandon volontaire d'un territoire ou d'un bien individuel et qu'aucune prise de possession territoriale ne peut s'appuyer sur ce fait. En ce qui concerne les territoires de l'est allemands, l'URSS défend le point de vue opposé. »*<sup>962</sup>

Quant au gouvernement ouest-allemand, lui non plus n'est pas épargné par la critique au sujet de la cause palestinienne car il lui est reproché de plus s'investir dans la défense des Palestiniens que dans celle des Allemands. C'est en quelque sorte une trahison nationale dont le gouvernement se serait rendu coupable :

*« Lorsque le gouvernement fédéral par la voix de son ministre des Affaires étrangères s'engage continuellement et avec force pour le droit à l'autodétermination des Palestiniens, quand cet engagement se retrouve dans les communiqués à l'issue de voyages à l'étranger tout de même nombreux, on doit se demander où est l'engagement pour le droit à l'autodétermination du peuple allemand ? En tant que République fédérale d'Allemagne, nous gardons le silence sur notre droit à l'autodétermination. »*<sup>963</sup>

Ce reproche s'exprime même de façon très officielle dans une résolution de la *Landsmannschaft Schlesien* affirmant que celle-ci :

*« attend qu'au-delà de leur engagement en faveur du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, le gouvernement fédéral et nos représentants aux Nations unies s'engagent prioritairement en faveur du droit à l'autodétermination du peuple allemand. »*<sup>964</sup>

Ce reproche est formulé régulièrement dans le *GB* qui en fait un leitmotiv du dénigrement dont les expulsés se sentent victimes<sup>965</sup>. Il fait en partie écho au rejet de la classe politique en général que l'on observe dans le journal.

---

<sup>961</sup> Lettre d'Alois Bartsch au général de Gaulle publiée dans *GB* 67/11, p. 2.

<sup>962</sup> Article publié dans *GB* 67/12, p. 2.

<sup>963</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 79/11, p. 1-2.

<sup>964</sup> Résolution de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 79/12, p. 3.

<sup>965</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 80/8, p. 2 ; *GB* 80/12, p. 3 ; article de Herbert Czaja publié dans *GB* 81/2, p. 1-2 ; article (*oprM*) publié dans *GB* 81/11, p. 2 ; article de Herbert Hupka publié dans *GB* 82/1, p. 1-2 ; article de Dieter Blumenwitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 04/7-8 p. 2 ; article de Klaus Rainer Röhl publié dans *GB* 08/6, p. 1-9.

Enfin, le cas palestinien est cité aussi pour rappeler que le droit à la *Heimat* ne se défend pas que par la voie diplomatique et que des peuples prennent les armes pour obtenir son application :

« *La Heimat est si importante que des hommes ont réalisé là-bas et pour elle de grandes choses ; mais si importante aussi, qu'il y a eu des combats pour elle, oui, des guerres même. Comment cela : « Il y a eu » ? Il y en a encore. Maintenant, en ce moment : en Israël et en Palestine, au Soudan, pour ne citer que deux exemples actuels.* »<sup>966</sup>

Rappeler dans un discours prononcé lors de la Journée de la *Heimat*, ce que chacun voit chaque jour dans les journaux ou à la télévision, et le mettre en lien avec le destin des expulsés, cela signifie que la valeur de la *Heimat* est si grande que des gens risquent leur vie pour la retrouver et que les revendications des expulsés allemands doivent être entendues à l'aune de la douleur que représente la perte de la *Heimat*. Cet extrait de discours pose aussi la question de la violence. Le conflit israélo-palestinien nourrit la violence au Proche Orient depuis un demi-siècle. Or, cette question est loin d'être absente des débats parmi les expulsés.

### ***La question de la violence***

La perte des territoires de l'Est a eu lieu consécutivement à la défaite militaire du Reich allemand lors de la Seconde Guerre mondiale. Après les millions de morts causés par cette guerre, des millions d'Allemands périssent durant l'expulsion. En moins d'une décennie, l'Europe est ravagée par des crimes et une violence inouïs. Peu de temps après la fondation de la RFA et alors que les organisations d'expulsés voient le jour les unes après les autres dans ce nouvel Etat, les expulsés se rassemblent pour rédiger un texte qui fera date dans leur histoire et dans celle de l'Allemagne, la « Charte des expulsés allemands »<sup>967</sup>, proclamée à Stuttgart le 5 août 1950. Dans ce texte, les expulsés annoncent solennellement qu'ils vont se battre pour faire valoir la justice et leurs droits et qu'ils renoncent pour cela à faire usage de la violence :

« *Nous autres expulsés renonçons à la vengeance et aux représailles. Cette décision nous tient à cœur, elle est même sacrée pour nous en mémoire de la souffrance infinie que la décennie précédente en particulier a vu s'abattre sur l'humanité.* »<sup>968</sup>

La Charte est un texte fondateur pour les expulsés et leur représentation politique. Qu'il s'agisse des *Landsmannschaften* ou du BdV, le texte est largement reconnu et il fait la fierté des expulsés qui ont su surmonter leurs rancœurs pour construire un projet politique s'affranchissant de l'hypothèse de l'usage de la force pour faire valoir des prétentions territoriales contre un autre Etat. Bien sûr, les expulsés n'avaient guère d'autres solutions que de renoncer à la violence car on voit mal comment, dans le contexte de la guerre froide, l'Etat ouest-allemand aurait pu user de la force pour recouvrer ses territoires à l'est. De plus, les expulsés se sont appuyés depuis le début sur le droit et les textes juridiques en vigueur pour montrer la légitimité de leurs revendications et obtenir satisfaction. Comme les textes leur ont

---

<sup>966</sup> Extrait d'un discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 04/11, p. 1-7.

<sup>967</sup> « Charta der deutschen Heimatvertriebenen ».

<sup>968</sup> Charte des expulsés de Stuttgart du 5 août 1950 disponible en ligne sur le site du Bund der Vertriebenen : [www.bund-der-vertriebenen.de/derbdv/charta-dt.php3](http://www.bund-der-vertriebenen.de/derbdv/charta-dt.php3) ; page consultée le 16 septembre 2012.

toujours donné raison, ils pouvaient difficilement utiliser la force alors que les plus hautes institutions ouest-allemandes confirmaient leurs positions. Reste la possibilité du terrorisme, et il est vrai que les expulsés peuvent s'enorgueillir à juste titre de n'avoir jamais cédé à cette tentation pour mieux faire valoir leurs droits quand les dirigeants ouest-allemands prenaient un chemin à rebours de ce qu'ils espéraient. Toutefois, à mesure que le temps passe et que s'amenuise l'espoir de trouver une solution pacifique satisfaisante, l'hypothèse de la violence, qui, au Proche-Orient semble permettre aux Palestiniens de se faire entendre au niveau international, est parfois évoquée.

L'hypothèse de la violence est formulée la première fois dans le *GB* en 1976 (soit trente ans après l'expulsion) dans un extrait de discours du juriste américain Alfred de Zayas qui commence par indiquer que la plupart des Américains ignorent que des Allemands ont été expulsés après-guerre et que les hommes politiques s'en moquent complètement :

*« Supposons que les expulsés allemands soient devenus des terroristes comme les Palestiniens et qu'ils n'aient pas publié la Charte des expulsés en 1950, les priorités chez nous seraient peut-être différentes. Mais après le miracle économique allemand et surtout après les traités de l'Est, la question des expulsés allemands est provisoirement réglée, au moins aux yeux de la communauté internationale. »*<sup>969</sup>

Face au terrorisme et aux conflits israélo-palestiniens, les Allemands sont érigés en modèle pour les Palestiniens. La voie de la violence que les Palestiniens ont choisie ne leur a pas permis d'atteindre leur but. Le pacifisme des expulsés allemands mérite d'être cité en exemple. Un ancien évêque de Görlitz déclare :

*« Les peuples qui vivent là-bas [au Proche-Orient, L.P.] seraient beaucoup plus proches de la paix si les Palestiniens qui ont recours au terrorisme avaient « un peu de l'attitude des Allemands des territoires de l'Est », a déclaré Fränkel. »*<sup>970</sup>

Le monde ecclésiastique n'est pas le seul à souligner l'apport des expulsés allemands à la paix, la sphère politique leur rend également cet hommage. Franz Josef Strauß, ministre-président de Bavière de 1978 à 1988, et ardent défenseur de la cause des expulsés souligne que le pacifisme des expulsés allemands doit être reconnu à sa juste valeur :

*« Imaginez un peu ce que serait la situation politique et partant, la sécurité en Europe si ces expulsés n'étaient pas devenus un élément stable, solide et productif de la nouvelle communauté en RFA où ils vivent. S'ils avaient été un foyer d'agitation révolutionnaire, s'ils étaient devenus une menace potentielle permanente pour la sécurité. Nous voyons bien comme le problème autrement plus petit des Palestiniens représente un poids permanent pour la paix mondiale. »*<sup>971</sup>

Strauß n'hésite pas à relativiser l'importance de la cause palestinienne, comme si aucune autre situation liée au droit à la *Heimat* ne pouvait surpasser celle des Allemands. Toutefois, il porte au crédit des Allemands d'avoir su refuser le recours à la violence. Or, d'autres personnes se

<sup>969</sup> Discours d'Alfred de Zayas publié dans *GB* 76/1, p. 1-2.

<sup>970</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 86/9, p. 3.

<sup>971</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 86/12, p. 3.

sont interrogées sur la pertinence de la voie pacifique choisie par les expulsés allemands. S'interrogeant quelques années après le Traité frontalier germano-polonais sur les causes de l'échec des expulsés, Peter Großpietsch cite, désabusé, une remarque faite par Koschyk :  
« Hartmut Koschyk a dit un jour, du temps où il était encore Secrétaire général du BdV, qu'un peu de la mentalité des Palestiniens au bon moment nous aurait peut-être fait du bien. »<sup>972</sup>

Enfin, l'attitude ambivalente face à la question palestinienne s'exprime dans un éditorial qui montre à la fois que le terrorisme est condamnable mais que la persévérance des Palestiniens force le respect :

« Ces derniers [les Palestiniens, L.P.] réclament jusqu'à ce jour le retour dans leur Heimat, dans les territoires d'où ils ont été expulsés. Mais il ne faudrait pas le faire en recourant au terrorisme et à la violence. L'opiniâtreté de telles demandes m'impressionne. Mais où sont le soutien, la solidarité de nos compatriotes et des hommes politiques pour nos intérêts ? »<sup>973</sup>

## IV – Le reste du monde

### *Japon et Alsace*

Alors que le tournant démocratique de 1989 s'opère et que la perte des territoires devient définitive, en dépit de toutes les promesses et garanties données aux expulsés dans le passé, il s'avère qu'il n'y aura pas de retour dans la *Heimat* ni de retour de la *Heimat*. C'est le moment choisi par le *GB* pour regarder ce qui se passe ailleurs et constater que d'autres pertes territoriales liées à l'issue de la Seconde Guerre mondiale sont toujours d'actualité et que le gouvernement concerné n'a pas abandonné ses revendications. Si le Japon a définitivement abandonné l'île de Sakhaline au profit de l'URSS, il revendique toujours ses droits sur les îles Kouriles<sup>974</sup>, placées sous administration soviétique à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce qui empoisonne aujourd'hui encore les relations diplomatiques entre le Japon et la Russie :

« Le Japon par exemple n'a jamais abandonné sa prétention morale sur les îles Kouriles. Nous sommes-nous mis à genoux trop tôt ? »<sup>975</sup>

L'exemple étranger sert à montrer que l'attitude de la classe politique allemande trop empressée envers la partie adverse représente une trahison nationale car d'autres pays placés dans la même situation adoptent un comportement bien différent :

« Les Japonais sont fermes. Ils sont différents des Allemands. Les Allemands se sont faits à l'idée de la perte de leurs provinces de Silésie, Poméranie et Prusse orientale. Cela représente 100 000 km<sup>2</sup> de terres allemandes. (...) Les Japonais refusent de se faire à l'idée de la perte de 5 000 km<sup>2</sup> de territoires insulaires. » (...) Lorsque Gorbatchev était en visite à Tokyo en 1991, il a été obligé de repartir sans obtenir de crédits. (...) Car, comme le dit le

---

<sup>972</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 94/1, p. 2. Citation reprise par Peter Großpietsch dans un éditorial publié dans *GB* 98/5, p. 1.

<sup>973</sup> Article de Heinrich Wodtke publié dans *GB* 08/5, p. 1.

<sup>974</sup> « La visite de Medvedev dans les îles Kouriles provoque la colère du Japon », article en ligne disponible sur [www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2010/11/01/la-visite-de-medvedev-dans-les-iles-kouriles-provoque-la-colere-du-japon\\_1433787\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2010/11/01/la-visite-de-medvedev-dans-les-iles-kouriles-provoque-la-colere-du-japon_1433787_3216.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>975</sup> Article de Günther Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 91/6, p. 2.

Israel-Nachrichten : « *Les Japonais ne sont pas aussi idiots que les Allemands.* » *En conclusion, le journal juif écrit (les hommes politiques allemands favorables au renoncement peuvent se frotter les yeux) : « Les Japonais campent sur leurs positions : pas d'îles, pas de crédits. Ne pourrait-on pas apprendre un peu de l'exemple donné par ces Japonais ? Même quand on perd une guerre on ne doit pas forcément dire oui et amen à tout. »*<sup>976</sup>

Quant à l'exemple français de la perte de l'Alsace et de la Lorraine après la guerre franco-prussienne de 1870, il sert à montrer que c'est la cohésion nationale derrière les revendications qui a conduit à l'issue victorieuse pour la France. Tous les Français se sont sentis concernés par le destin des territoires perdus et pas seulement les Alsaciens et les Lorrains. La population n'était pas seule à crier à l'injustice, elle avait le soutien de poids de chaque gouvernement :

« *Tandis que durant la période de 1871 à 1918 en France, l'exigence continue du retour de l'Alsace et de la Lorraine perdues était une question d'honneur pour chaque Français, en particulier pour tous les Français de haut rang et qu'un gouvernement français qui n'aurait pas soutenu cette revendication serait tombé, l'exigence formulée par les expulsés du retour des territoires de la Heimat à la RFA n'a pas rencontré d'écho favorable (...).* »<sup>977</sup>

L'exemple français a donc valeur de modèle pour les Allemands qui sont invités à adopter un comportement aussi exemplaire dans sa persévérance. C'est Adenauer lui-même qui cite la France en exemple lors du rassemblement des Silésiens de 1961 à Hanovre :

« *Pensez que l'Alsace-Lorraine, séparée de la France en 1871, a eu besoin de 47 ans avant de revenir à la France. Nous avons besoin de patience et de ténacité.* »<sup>978</sup>

Le Japon et la France, qui ont tous deux perdu des territoires après une défaite militaire, font figure de modèles pour les expulsés allemands qui peuvent y voir comment d'autres pays placés dans une situation comparable font valoir leurs arguments, et surtout comment leur classe dirigeante a su se laisser guider par le sentiment populaire d'attachement à l'unité de la nation. Une différence de taille distingue les cas français et japonais. Tandis qu'en Alsace-Lorraine vivaient de nombreux Français qui souhaitaient que leur territoire retourne à nouveau à la France, la population japonaise a été expulsée des îles Kouriles et il ne reste plus de Japonais sur place pour réclamer l'appartenance de ces îles au Japon. On remarquera tout de même que si le cas français couronné de succès est de nature à susciter l'espoir et peut donc valoir la peine d'être érigé en modèle, le cas japonais est plutôt de nature à susciter la méfiance car les Japonais font certes valoir des arguments, mais ils n'ont à ce jour pas obtenu satisfaction de leurs revendications. Il est étonnant que le *GB* ne relève pas l'échec des Japonais. Enfin, le retour de l'Alsace-Lorraine est le résultat d'une guerre dont l'enjeu dépassait de loin celui des territoires français.

---

<sup>976</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 93/3, p. 3-4.

<sup>977</sup> Article signé J.F.M. publié dans *GB* 55/8, p. 1-2 ; argument repris dans un article (*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 07/12, p. 10.

<sup>978</sup> Citation dans un article publié dans *GB* 61/7, p. 1-2.

## ***Afrique et Asie***

Le problème de l'expulsion n'est pas un phénomène limité à l'Allemagne ni même à l'Europe. Des populations du monde entier ont eu à subir des déplacements forcés. Le *GB* y fait référence, mais il n'est pas toujours question de témoigner de la solidarité à ceux qui ont connu le même destin. Parfois, il s'agit plutôt de comparer l'engagement diplomatique de la RFA pour soutenir ces populations étrangères au peu d'intérêt manifesté pour obtenir le retour des territoires de l'Est. La réalité de l'expulsion est évoquée dans sa dimension internationale pour la première fois en 1959 :

*« On estime à 150 000 millions le nombre de réfugiés au cours de la première moitié de ce siècle. 40 millions de personnes ont été expulsées ou ont dû prendre la fuite depuis la Seconde Guerre mondiale. 500 000 expulsés ou réfugiés vivent encore dans des hébergements de fortune, 350 000 dans des camps en RFA. 27 millions de réfugiés et d'expulsés vivent en Asie. Le nombre des réfugiés en Afrique s'élève à 170 000. On estime le nombre des expulsés en Afrique à près d'un million. »*<sup>979</sup>

Mais très vite, c'est pour revendiquer les mêmes droits que les autres peuples que les expulsés allemands vont établir des comparaisons entre leur situation et celle d'autres peuples :

*« On l'[le droit à l'autodétermination, L.P.] accorde à tous les Etats nègres d'Afrique, mais pour les Allemands, il ne doit pas être valable. »*<sup>980</sup>

Dans cet exemple, on voit combien les expulsés estiment que les Allemands sont méprisés puisqu'ils n'ont pas les mêmes droits que des peuples qui accèdent tout juste à l'indépendance après des années de colonialisme. Ce n'est pas le destin d'expulsés qui relie Allemands et peuples d'Afrique mais plutôt la revendication du droit à l'autodétermination. Pourtant les situations sont complètement différentes : pour les Allemands, il s'agit d'obtenir pour la population vivant avant 1945 dans les territoires qu'elle puisse s'exprimer librement sur la forme politique qu'elle souhaite pour le territoire où elle habitait, alors que pour les populations africaines, il s'agit plutôt de dire dans le cadre de la décolonisation si elles souhaitent rester attachées à leur puissance coloniale ou si elles souhaitent devenir indépendantes.

L'application du droit à l'autodétermination n'est pas une priorité si celui-ci ne concerne pas les Allemands. A la fin des années 1970 où la RFA déploie son activité sur la scène internationale, Hupka met tous les peuples du monde dans le même sac (par opposition au peuple allemand), accusés d'être trop soutenus par la RFA :

*« En ce qui concerne le droit à l'autodétermination des autres, nous, habitants de RFA, sommes toujours au courant de ce qui se passe. Auparavant, Genscher rentrait toujours avec des communiqués sur le droit à l'autodétermination des Palestiniens, maintenant c'est « la Namibie et le Zimbabwe ». Il est encore trop tôt pour dire qui sera le suivant selon le protocole fixé par le communisme. »*<sup>981</sup>

---

<sup>979</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 59/12, p. 8.

<sup>980</sup> Editorial signé Spektator publié dans *GB* 61/8, p. 1-2. On retrouve le même argument défendu avec les mêmes mots dans un éditorial de Georg Goebel publié dans *GB* 64/6, p. 1-2.

<sup>981</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 79/7, p. 1.

La comparaison des souffrances subies ne peut être un chemin efficace pour défendre les expulsés, car à trop vouloir montrer sa propre douleur par rapport à celle des autres, on finit par minimiser cette dernière et par relativiser le colonialisme ou le racisme :

« Bien sûr, on évoque chaque année la Lettre sur l'unité allemande au cours de l'Assemblée générale des Nations unies, mais sinon, on ne dit rien sur l'Allemagne devant les Nations unies et on préfère se solidariser avec les combattants contre le colonialisme en Asie et en Afrique et contre le racisme en Afrique du sud avant de prendre la parole contre le néo-colonialisme d'imprégnation soviétique et son oppression des peuples, parmi lesquels une partie du peuple allemand. »<sup>982</sup>

Prenant appui sur l'actualité et le drame des boat-people, Herbert Hupka se sert de cet exemple non pas pour témoigner de sa solidarité avec les victimes (ce qu'il ne fait qu'en passant), mais plutôt pour montrer que le chancelier capable de compassion dans ce cas précis serait bien inspiré de s'occuper aussi (et même plutôt) des Allemands :

« Il y a eu de bonnes paroles du chancelier [Helmut Schmidt, L.P.] sur l'expulsion des Chinois du Vietnam, il a parlé des « expulseurs » devant le Bundestag pour les condamner. Mais ce qui se produit aujourd'hui au Vietnam est-il différent de ce qui a eu lieu dans les territoires de l'Est allemands en 1945 ? »<sup>983</sup>

Quelques années après la fin de la guerre au Vietnam ou au Cambodge, le cas des Chinois et Vietnamiens est-il cité pour montrer sa solidarité avec les victimes ou n'est-il qu'un prétexte pour montrer que les peuples ne sont pas traités à égalité (autrement dit que les Allemands sont moins bien considérés que les autres peuples) ? C'est cette dernière hypothèse qui semble prévaloir dans l'évocation des victimes asiatiques de déplacements de population. Dans le numéro suivant du *GB*, une résolution de la *Landsmannschaft Schlesien* est reproduite. Sur les dix points qu'elle contient, les neuf premiers reprennent ses revendications actuelles concernant l'Allemagne (autodétermination, unité, droits de la minorité en Pologne, etc.). Le dixième point exprime la solidarité de la *Landsmannschaft* :

« (...) avec toutes les victimes d'une cruelle expulsion, en particulier les Chinois, Vietnamiens et Cambodgiens expulsés en ce moment du Vietnam. »<sup>984</sup>

Les exemples étrangers, qu'ils concernent le passé ou soient encore d'actualité, ont donc pour fonction principale de légitimer les exigences des expulsés allemands et de montrer combien leur situation souffre d'une flagrante injustice que les classes politiques allemande et internationale se refusent à prendre en compte comme il se doit. Il ressort de la confrontation

---

<sup>982</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 79/9, p. 1-2 ; on retrouve des reproches identiques formulés sur le même ton dans un article de Herbert Czaja publié dans *GB* 86/1, p. 3 et dans un article (*GNK*) publié dans *GB* 87/6, p. 3, ou encore dans un article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/1, p. 2.

<sup>983</sup> Article (*GNK*) de Herbert Hupka publié dans *GB* 79/11, p. 2.

<sup>984</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 79/12, p. 3

avec les exemples étrangers une sorte de concurrence où les Allemands sont les éternels perdants<sup>985</sup>.

## V – La Sarre

Le cas de la Sarre est très intéressant pour les expulsés. Il propose l'exemple d'un territoire allemand qui à la fin de la guerre est passé sous la domination de l'un des Alliés vainqueurs de la guerre, la France, et qui a pleinement réintégré l'espace national ouest-allemand en 1957. Lors du transfert de souveraineté de la France vers la RFA, Georg Goebel ne cache pas sa joie et surtout ne se prive pas de voir des similitudes entre la situation de la Sarre et celle des territoires de l'est : ce qui est arrivé à la Sarre arrivera à la *Heimat* ! Il tire deux leçons principales de ce changement politique en Sarre pour les expulsés de l'est : il faut rester patient et fidèle à la *Heimat*. Le ministre-président de Sarre, Hubert Ney, délivre un message d'espoir à l'attention des expulsés de l'est en voyant dans le retour de la Sarre :

« (...) *un augure pour la réunification de l'Allemagne et pour le retour des territoires allemands encore séparés.* »<sup>986</sup>

Si la situation de la Sarre peut être classée parmi les exemples étrangers alors qu'il s'agit d'un territoire allemand, c'est parce que son cas est lié à l'attitude de la France et que c'est moins l'identité du territoire qui compte pour le traitement par le journal que celle du pays qui en prend possession. En l'occurrence, la France devient un modèle à suivre pour son traitement du territoire qu'elle devait gérer :

« *Nous partageons la conviction que les Polonais aussi, comme les Français souhaitent une relation de bon voisinage avec l'Allemagne. Ils appartiennent à la sphère culturelle européenne et chrétienne. L'intelligence de chaque côté nous rapprochera.* »<sup>987</sup>

Le retour de la Sarre représente une grande bouffée d'oxygène pour les expulsés qui plus de dix ans après leur expulsion peuvent se demander si leur espoir de retour n'est pas illusoire. Cela incite aussi à réfléchir sur les chances réelles de retour des territoires de l'est. Georg Goebel analyse longuement les chances de changement en fonction de l'attitude des Allemands, des Polonais et de l'URSS et il en arrive à la conclusion que l'attitude adoptée par la RFA est la seule possible et il plaide pour une continuation de la politique ouest-allemande en vigueur, considérant que l'exemple sarrois lui donne raison<sup>988</sup>.

L'idée selon laquelle le destin de la Sarre serait de nature à nourrir l'optimisme des expulsés de l'est est partagée par le chancelier Adenauer. Lors du rassemblement national des Silésiens à Hanovre, il s'adresse directement aux expulsés et les assure de son soutien :

« ***Pensez [en gras dans l'original, L.P.] que c'est seulement après 37 années que la Sarre a trouvé une paix totale dans la RFA.*** »<sup>989</sup>

---

<sup>985</sup> Kittel considère lui aussi que la société ouest-allemande montre plus d'intérêt pour les atteintes aux droits de l'homme dans les pays du tiers-monde que pour le sort des expulsés allemands. Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 173.

<sup>986</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 57/1, p. 1-2.

<sup>987</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 57/1, p. 1-2.

<sup>988</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 57/2, p. 1-2.

<sup>989</sup> Article de Loisl vom Stein publié dans *GB* 61/7, p. 1-2.

L'exemple de la Sarre est repris par Herbert Hupka pour dénoncer la politique poursuivie par le chancelier Schmidt qui renonce aux territoires de l'est. Selon ce dernier, le fait qu'il n'y ait plus d'Allemands vivant à l'est de l'Oder-Neisse justifie de ne plus avoir de prétentions sur ces territoires. Hupka a recours à l'exemple sarrois pour montrer l'absurdité de l'analyse du chancelier :

*« Si l'on suivait la logique du chancelier, alors les Français seraient de vrais fous car ils pourraient être aujourd'hui les maîtres de la Sarre. Ils ont seulement commis une grande erreur après 1945, ils n'ont pas expulsé les 900 000 Sarrois. (...) S'il n'y avait plus de Sarrois pour habiter la Sarre, c'est-à-dire après une expulsion de la population originelle, alors la Sarre serait aujourd'hui une partie de la France... »<sup>990</sup>*

Ce que Hupka dénonce comme un raisonnement par l'absurde n'est pourtant pas dénué de bon sens. Si la France avait procédé à l'expulsion de la population allemande vivant sur le territoire sarrois, il est évident que la question du devenir de la Sarre se serait posée en des termes différents dans les années 1950. Le fait que la population n'a jamais été menacée indique aussi que la France avait une attitude à l'égard de la population allemande et du pays bien différente de celle des communistes polonais et soviétiques<sup>991</sup>. Malgré les possibilités de rapprochement de la France ou de statut européen, la population sarroise se prononce largement en faveur d'un rattachement à la RFA lors du référendum organisé le 23 octobre 1955.

Hupka reprend un raisonnement identique en 1990 lorsque l'unité de l'Allemagne se fait au prix du renoncement aux territoires de l'est<sup>992</sup>. Toutefois, son raisonnement est faux lorsqu'il affirme que l'exemple polonais semble prouver que l'expulsion d'une population suffit à une force étrangère pour devenir l'occupant légitime d'un territoire. C'est une donnée essentielle dans l'analyse de la situation, mais elle n'est pas le seul élément à prendre en compte, sauf à considérer comme semble le faire Hupka que les difficiles relations germano-polonaises commencent en 1945.

Si le cas de la Sarre n'est finalement pas très présent dans l'histoire du *GB*, c'est sans doute parce qu'en dépit de tous les efforts pour souligner les points communs entre Sarre et territoires de l'est, les différences sont fondamentales et bien plus déterminantes que les parallèles. La Sarre a été sous autorité de la SDN entre 1920 et 1935, et à la fin de la guerre, la France était surtout intéressée par l'établissement d'un glacis entre son propre territoire et celui de l'Allemagne et souhaitait donc un statut d'autonomie pour la Sarre<sup>993</sup>. Bien avant que le Traité de l'Elysée de 1963 ne vienne consacrer le rapprochement de deux Etats, Konrad Adenauer avait fait de la réconciliation avec la France une priorité pour la diplomatie ouest-allemande. Surtout, la souveraineté exercée sur la Sarre par une puissance étrangère n'a pas

---

<sup>990</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 79/11, p. 2.

<sup>991</sup> KITTEL, purifications.

<sup>992</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 90/4, p. 1-2.

<sup>993</sup> CAHN Jean-Paul, « La question des frontières allemandes », p. 59-73, in : CAHN Jean-Paul, PFEIL Ulrich (éd.), *Allemagne 1945-1961. De la « catastrophe » à la construction du Mur*, vol. 1/3, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2008.

eu pour conséquence l'expulsion de millions d'Allemands dans des conditions criminelles et la Sarre n'est pas devenue de fait française comme la Silésie est devenue de fait polonaise. Les comparaisons ont donc plus pour fonction de donner de l'espoir aux lecteurs ou de montrer que le droit finit toujours par triompher pour peu que ceux qui aiment leur *Heimat* fassent preuve de patience et de ténacité dans leur combat.

Peter Großpietsch reconnaît que la comparaison entre la situation de la Sarre et celle des territoires de l'est a ses limites puisque finalement les différences dominent tant elles sont fondamentales :

*« Mais ce qui est décisif, c'est qu'aucune expulsion n'a eu lieu, qu'aucune victime liée à l'expulsion ne soit à déplorer, que les Sarrois ont eu le droit d'exercer leur droit à l'autodétermination, qu'aucune perte de biens monétaires ou de propriété ne sont intervenues, qu'aucune inscription en allemand n'a été effacée (y compris dans les églises), etc. »*<sup>994</sup>

Si les territoires de l'est n'ont pas connu le destin final de la Sarre, c'est tout simplement parce que les conditions de départ étaient trop différentes pour être surmontées.

Avec le sens qu'il donne à l'expulsion, les questions sociales, économiques et juridiques, le regard du *GB* est surtout tourné vers le passé. Pourtant, le journal vit avec son temps. Il accompagne la marche du monde et en tant que publication, il participe à la vie des médias qu'il observe attentivement. Il est aussi un acteur engagé de la vie politique et rien de ce qui fait l'actualité politique nationale et européenne n'échappe à son analyse. Le *GB* est résolument engagé dans le monde qui l'entoure et il entend bien en être un acteur.

---

<sup>994</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 90/9, p. 2.

## 2<sup>ème</sup> partie : Vivre au présent

### 1. La langue du GB

Pour être pertinente, l'analyse du GB ne doit pas se limiter à étudier le contenu du journal, elle se doit d'aborder aussi la forme utilisée pour présenter ce contenu. La langue utilisée par le GB présente un certain nombre de caractéristiques qu'il convient de souligner pour montrer ce qui en fait la spécificité et distingue ce journal. En premier lieu, la dénonciation du politiquement correct mérite d'être analysée, tant les occurrences de cette expression deviennent nombreuses à la fin des années 1990. A travers les consignes et les usages qu'il fait de certains noms et expressions, on pourra également s'interroger sur l'existence d'une langue politiquement correcte propre au GB. Autre thématique récurrente, celle de vérité est si souvent répétée qu'il est nécessaire de voir à quoi elle renvoie réellement. Enfin, certaines formules et expression particulières du GB méritent d'être signalées tant elles apparaissent typiques de la langue du journal.

#### I – Le politiquement correct

##### *La forme classique du politiquement correct*

L'expression « politiquement correct » peut revêtir plusieurs significations. Le dictionnaire de l'académie française retient deux acceptions principales :

« *Expression calquée de l'anglo-américain politically correct et qualifiant une attitude appelant au respect des différences, au refus des discriminations à l'égard des minorités : par extension et en mauvaise part, se dit de propos et d'attitudes inspirés par le conformisme du moment.* »<sup>995</sup>

L'usage de l'expression est récent et s'est popularisé dans les années 1990. Elle est utilisée pour la première fois dans le GB en 1997. Dans un article consacré à l'exposition sur les crimes de la *Wehrmacht*, l'auteur prend fait et cause pour les soldats et les défend contre les crimes dont on les accuse. Il souligne l'importance du rôle de l'armée et des soldats :

« *En 1997, les généraux Heusinger et Speidel auraient eu 100 ans. Passera-t-on ces anniversaires sous silence pour satisfaire au politiquement correct ?* »<sup>996</sup>

L'auteur prend l'exemple de deux hauts gradés qui ont servi aussi bien la *Wehrmacht* que la *Bundeswehr* : Adolf Heusinger fut général de corps d'armée de la *Wehrmacht* et premier inspecteur général de la *Bundeswehr* puis président du Comité militaire de l'OTAN ; Hans Speidel fut général de division de la *Wehrmacht* puis commandant en chef des forces terrestres de l'OTAN. Avec ces deux exemples, il montre que considérer tous les soldats de la *Wehrmacht* comme des criminels est un non-sens puisque certains d'entre eux se sont illustrés de la meilleure des manières dans la suite de leur carrière militaire.

---

<sup>995</sup> Définition proposée par le dictionnaire de l'Académie, neuvième édition, en ligne disponible sur [www.academie-francaise.fr/le-dictionnaire/consultation-en-ligne](http://www.academie-francaise.fr/le-dictionnaire/consultation-en-ligne) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>996</sup> Article de Lothar Groppe publié dans GB 97/4, p. 1-4.

Dans le contexte dénoncé par l'auteur le politiquement correct concerne le jugement globalement négatif porté par la société sur le passé de la *Wehrmacht* et mis en exergue dans l'exposition. C'est bien le conformisme ambiant qui dénonce l'extrémisme de ceux qui s'opposent à lui qui est ici mis en cause. C'est aussi ce que dénonce Peter Großpietsch quelques mois plus tard dans un éditorial consacré à la nation. Le concept de nation ne peut plus être défendu ni même évoqué sans que ne surgissent des accusations de radicalisme ou d'appartenance à l'extrême droite :

*« Nous aussi, nous ne pouvons aujourd'hui plus exprimer d'autre opinion que celle prescrite par le politiquement correct. Et si nous le faisons, nous devenons des extrémistes de droite. »*<sup>997</sup>

Pour Großpietsch, le politiquement correct, c'est l'opprobre qui est jeté sur tous les discours s'éloignant d'une ligne médiane ou modérée sur un certain nombre de sujets tels que l'armée ou la patrie, sujets de prédilection des partis conservateurs. Selon lui, le politiquement correct est une idéologie si dominante qu'elle empêche les citoyens ordinaires d'imaginer que la vérité généralement admise n'est pas forcément exacte. Dans un éditorial intitulé « Pas totalement souverain – mais politiquement correct »<sup>998</sup>, Peter Großpietsch dénonce cette situation où toutes les opinions ne sont pas bonnes à dire et les circonvolutions auxquelles il faut se prêter pour ne pas choquer. Il insiste ailleurs sur la nocivité du politiquement correct qu'il voit à l'œuvre dans la société et invite les expulsés à se montrer méfiants et à dissocier le vrai du faux :

*« On nous permettra ici de mentionner notre catalogue actuel de livres édités par nos soins, en particulier de livres d'actualité. Nous ne cessons de nous étonner de voir comme nos compatriotes sont bien-pensants et manquent d'esprit critique. Beaucoup trop d'entre eux succombent aux chantages de l'histoire officielle et ne se donnent même pas la peine d'aller regarder dans les coulisses du politiquement correct grâce à la littérature disponible. Notre réalité réellement existante peut causer du souci à ceux qui ne s'arrêtent pas aux apparences. »*<sup>999</sup>

La maison d'édition du *GB* publie en effet de nombreux livres. Outre les ouvrages consacrés exclusivement au Comté de Glatz (sa culture, son histoire, ses traditions, son dialecte, etc), on trouve aussi de nombreux livres qui traitent de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de l'expulsion vues sous des angles qui ne sont pas ceux des historiens les plus reconnus. La Seconde Guerre mondiale est plutôt abordée sous l'angle des ravages qu'elle a commis dans la population allemande et de la responsabilité des puissances étrangères dans le déclenchement du conflit. Quant à l'expulsion elle-même, les ouvrages juridiques condamnant l'expulsion du point de vue du droit sont nombreux. Lutter contre le politiquement correct revient dans ce cas à défendre le droit à la liberté d'expression, y compris pour défendre des faits ou avis sur l'histoire qui ne correspondent pas à ce qui est généralement admis. Le *GB* suit dans ce cas la même ligne d'argumentation que le *Junge Freiheit* visant 1) à se distancier de la remise en cause de l'histoire pratiquée par l'extrême droite car elle est rejetée par la population allemande, 2) tout en présentant des auteurs

<sup>997</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/3, p. 1.

<sup>998</sup> « Nicht ganz souverän - aber politisch korrekt », éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 07/1, p. 1-6.

<sup>999</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 04/1, p. 5.

révisionnistes comme des victimes (de la justice) et 3) en affublant le journal du titre de gardien de la liberté de pensée, d'expression et de la recherche scientifique<sup>1000</sup>.

Dans un discours lors du soixantième anniversaire de l'expulsion, le juriste Zayas utilise aussi la notion du politiquement correct. Pour lui, il ne s'agit pas de sujets liés au conformisme mais plutôt à ce qui est généralement admis :

*« Alaya Lasso, premier haut-commissaire de l'ONU a souvent répété que toutes les victimes ont la même dignité humaine. Il n'y a pas et il ne doit pas y avoir de victimes politiquement correctes et d'autres politiquement incorrectes. Il n'y a que des hommes qui souffrent et qui ont souffert. »*<sup>1001</sup>

Großpietsch va même plus loin dans sa dénonciation du politiquement correct puisqu'il assimile les mécanismes de pensée qu'il impose à une sorte de lavage de cerveau :

*« Une rééducation réussie et le politiquement correct sévissant au quotidien ont empêché que les gens de Bavière ou de Basse-Saxe ne ressentent la perte d'un quart du territoire de la République de Weimar comme une perte culturelle et matérielle pour eux. »*<sup>1002</sup>

Ce n'est pas un hasard si le terme de rééducation est choisi. Il rappelle la rééducation par le travail en Chine qui est en fait une prison ou le lavage de cerveau pratiqué dans les dictatures communistes pour faire perdre aux individus leur libre-arbitre et leur indépendance de jugement. Ainsi, Großpietsch trouve une ligne de continuité entre les dictatures d'extrême gauche et l'opinion régnant dans les médias et la société allemande au début du XXI<sup>e</sup> siècle. De même que la référence à la République de Weimar pour délimiter le territoire considéré comme entier ne répond pas à la référence classique du Reich dans ses frontières de 1937. La référence à Weimar est moins soupçonnée de revanchisme que ne peut l'être celle au Reich en 1937. Dans ce cas, Großpietsch cède d'une certaine manière au politiquement correct en adaptant son discours à une norme considérée comme plus acceptable.

En 2008, un article rend compte d'un film de fiction diffusé sur ZDF et consacré au torpillage du Gustloff dont le naufrage entraîna la mort de ses 9000 passagers :

*« « Une image dit plus que 1000 mots ». Les souffrances horribles et les événements auxquels sont confrontés les réfugiés allemands sont montrés avec des images dramatiques, mais dans le même temps, de nombreuses scènes suggèrent au téléspectateur qu'en dépit de leur innocence personnelle dans la plupart des cas, les victimes étaient en fin de compte quand même innocemment coupables de leurs souffrances. Coupable du simple fait d'être allemand. Rien que cela correspond au politiquement correct. »*<sup>1003</sup>

---

<sup>1000</sup> PECHTEL Michael, « Das Geschichtsverständnis der Wochenzeitung „Junge Freiheit“ », p. 95-117, in : BRAUN Stephan, VOGT Ute (éd.), *Die Wochenzeitung „Junge Freiheit“. Kritische Aussagen zur Programmatik, Inhalten, Autoren und Kunden*, VS Verlag, Wiesbaden, 2007.

<sup>1001</sup> Discours d'Alfred de Zayas publié dans *GB* 05/4, p. 1-7.

<sup>1002</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 06/1, p. 1.

<sup>1003</sup> Article de Ch. K. Kuznik publié dans *GB* 08/5, p. 10.

Ici, la référence au politiquement correct sert à dénoncer l'interprétation historique courante qui veut que l'expulsion des Allemands ait été le prix à payer pour le nazisme<sup>1004</sup>. Or, le *GB* réfutant catégoriquement la possibilité d'une faute collective consécutive à une responsabilité collective, il rejette en bloc le film si celui-ci ne dénonce pas le caractère inique de la sanction collective.

Thilo Sarrazin, membre social-démocrate de la Diète régionale de Berlin, a suscité une grande controverse en mettant en cause l'intégration des populations turques et arabes à Berlin. Un long éditorial signé de Berthold Kohler, éditeur du *FAZ*, est publié dans le *GB* pour prendre la défense de Sarrazin. Selon l'auteur, toute la polémique ne serait liée qu'au courage d'un homme qui s'attaque à un tabou :

*« La critique de Sarrazin est reconnue au fond comme une nouvelle tentative de faire payer à quelqu'un le fait d'être sorti du corset des opinions et formules admises appelé généralement politiquement correct. (...) Rien que le fait de mettre sur le même plan « droite » et « extrême droite » pratiqué par les partis de gouvernement est un exemple de la réussite de la gauche dans ce pays pour réduire le spectre des opinions autorisées. Point de salut en dehors de ce champ d'opinions. »*<sup>1005</sup>

L'image du « corset » qui enserre les opinions et ne laisse place à aucune opinion divergente tend à dénoncer une certaine forme de censure. En cela, le *FAZ* rejoint le *GB* pour qui l'existence d'une censure insidieuse est indéniable. Le politiquement correct est assimilé à un lavage de cerveau et à une entreprise collective de réécriture de l'histoire visant à effacer de la mémoire collective la réalité de l'expulsion :

*« Les générations suivantes ont traversé toutes les institutions scolaires avec le politiquement correct (opinion considérée comme exacte par une certaine opinion publique) et de ce fait, le lavage de cerveaux a si bien fonctionné avec certains que l'expulsion des Allemands de leur Heimat originelle n'existera pas « éternellement ». Mais le monument de mensonges construit devant eux pendant des années est désormais chancelant. »*<sup>1006</sup>

Ici, le politiquement correct est clairement défini et non plus seulement mis entre guillemets, laissant à chacun le soin d'y mettre ce qu'il veut. Les tenants de ce politiquement correct sont mis à distance (« une certaine opinion ») et l'auteur de l'article indique qu'ils doivent être combattus. Or, ce qui frappe, c'est que le politiquement correct n'apparaît pas comme l'œuvre d'une personne ou d'un groupe supposé manipulé par des intérêts quelconques, mais comme le fruit de l'enseignement délivré à l'école. C'est donc une institution de l'Etat qui est mise en cause, révélant ainsi la rupture entre les expulsés et les institutions de leur pays. Car l'accusation est grave : l'école n'est pas accusée d'instruire insuffisamment les élèves, il lui est reproché de délivrer un enseignement qui ne correspond pas à la réalité.

---

<sup>1004</sup> Ici encore, le *GB* procède de la même manière que le *Junge Freiheit* qui n'a de cesse de dénoncer un politiquement correct destiné à faire taire ceux qui n'acceptent pas l'interprétation de l'histoire couramment admise, cf. PECHÉL, *Junge Freiheit*.

<sup>1005</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 09/11, p. 12.

<sup>1006</sup> Article de Josef Wilhelm Klosa publié dans *GB* 07/2, p. 12.

Le politiquement correct est assimilé à une censure régnant dans les pays démocratiques. Evoquant la situation entre la Pologne et l'Allemagne à la fin des années 1980, un article s'empare du sujet :

« *Le régime totalitaire en Pologne surveillait de près la mainmise sur les têtes de ses sujets. Du côté allemand en revanche, le diktat des tenants du politiquement correct régnait et pour ceux-ci il ne pouvait y avoir de liberté d'expression – par pur amour de la paix.* »<sup>1007</sup>

Que le politiquement correct mène à une forme de censure plus ou moins consciente et plus ou moins contraignante, c'est une évidence, mais comparer le politiquement correct régnant en RFA à la fin des années 1980 (une époque où ce concept était loin d'être autant d'actualité qu'aujourd'hui) et la censure sévissant dans une dictature, c'est une exagération irrecevable.

Lorsqu'en septembre 2008, des associations d'extrême droite organisent un « Congrès anti-islamisation »<sup>1008</sup> à Cologne, de nombreux partis politiques et syndicats appellent à manifester pour empêcher la manifestation de se tenir. Le compte rendu de ces événements rapporté par la voix du *Junge Freiheit* est clair :

« *Ils [les événements, L.P.] ont montré combien l'Allemagne est bien partie pour devenir une République populaire antifasciste comme la « RDA-light ». (...) Cologne a révélé les métamorphoses du totalitarisme de nos jours. Aujourd'hui aussi, il n'y a à nouveau plus qu'une seule religion civile autorisée, le politiquement correct avec le multiculturalisme et nouvellement le pro-islamisme, une religion d'Etat totalitaire (...).* »<sup>1009</sup>

Le politiquement correct est donc pour le *GB* un mouvement d'opinion entretenu par les médias dominants qui tend à distiller une vision conformiste de l'histoire et de la réalité en censurant toutes les voix discordantes, quelle que soit la justesse ou la véracité des opinions qu'elles portent.

### **Le politiquement correct du GB**

S'il existe une sorte de politiquement correct dans le *GB*, c'est dans la mesure où sont fixées des règles de langage claires qu'il convient de respecter car certains mots sont si lourds de sens que leur simple emploi peut signifier adhésion à une doctrine politique. La langue du quotidien ne s'embarrasse pas de telles consignes, mais l'enjeu qui s'attache au choix des mots est si important que le *GB* plaide pour une stricte application de ces règles qu'il édicte dès 1951 :

« *Dans la langue de tous les jours, la zone d'occupation russe est souvent appelée, y compris par des expulsés de l'est, zone est. On oublie alors que plus à l'est encore se trouvent des territoires allemands qui constituent notre Heimat. Il faut que nous réfléchissions au fait que nous éliminons en fait notre Heimat d'origine avec la fausse appellation « zone est » et que nous la trahissons. (...) Les appellations suivantes qu'il faut que nous utilisions en*

---

<sup>1007</sup> Article de Renata Schumann publié dans *GB* 09/1, p. 1-2.

<sup>1008</sup> JACOBSEN Lenz, « Rechter Reinfall », article en ligne disponible sur [www.spiegel.de/politik/deutschland/anti-islam-kongress-in-koeln-rechter-reinfall-a-579365.html](http://www.spiegel.de/politik/deutschland/anti-islam-kongress-in-koeln-rechter-reinfall-a-579365.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1009</sup> Article (*Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 09/2, p. 11.

*permanence sont les suivantes : la zone soviétique est l'Allemagne centrale ou éventuellement zone centrale, les territoires de notre Heimat à l'est de la ligne Oder-Neisse constituent la zone est. Grafschafter, faites-y attention ! »*<sup>1010</sup>

Dans ce combat pour un usage raisonné de la langue, les expulsés ne sont pas seuls car le gouvernement lui-même est soucieux de la terminologie utilisée pour parler des territoires allemands autres que la RFA. Pour le gouvernement de Bonn pris dans une lutte diplomatique acharnée avec Berlin-Est pour obtenir la reconnaissance de la communauté internationale comme seul Etat allemand légitime, il importe de ne pas donner à l'autre Etat allemand trop d'importance et donc de ne le désigner que comme étant une zone d'occupation et surtout pas un Etat concurrent de la RFA. Heureux que l'exemple vienne d'en haut, le GB rend compte des consignes officielles qui viennent légitimer ses propres conseils :

*« Pour tous les services fédéraux, le gouvernement fédéral a émis récemment une note dans laquelle il est dit : « Seules les dénominations suivantes peuvent être utilisées : a) « zone soviétique » ou « zone d'occupation soviétique » pour le territoire d'Allemagne centrale occupé par l'URSS, b) « territoires allemands de l'est sous administration étrangère » pour les territoires de l'est au-delà de la ligne Oder-Neisse. Faisons en sorte que le mot trompeur de « zone est » disparaisse toujours, mais alors vraiment pour toujours de notre vocabulaire. »*<sup>1011</sup>

La terminologie préconisée par le gouvernement ouest-allemand est au service de sa diplomatie<sup>1012</sup>. Il bataille contre la RDA avec laquelle il est entré en conflit en prétendant être le seul Etat allemand légitime au regard du droit international. Le chancelier Adenauer continue de revendiquer les droits allemands sur les territoires de l'Est. Dans le contexte de la guerre froide, il importe que les mots n'actent pas des faits mais soient porteurs d'une revendication, d'autant que le poids des mots dans la conscience des citoyens doit sans cesse rappeler que l'unité allemande est un horizon encore lointain qu'il ne faut pas perdre de vue : *« « Nous [en gras dans l'original, L.P.] avons perdu notre Heimat »... Cette parole qui va droit au cœur de certains en exprimant les sentiments, il n'est ni possible ni permis de l'utiliser. Ce mot de « Heimat perdue » peut conduire à la supposition lourde de sens que nous avons renoncé à notre Heimat. »*<sup>1013</sup>

Naturellement, tout au long des années 1960, le GB respecte scrupuleusement ces consignes et on constate que la RDA est généralement appelée « Allemagne centrale » et les territoires de l'Est très souvent « Allemagne de l'Est » ou parfois « territoires placés sous administration étrangère ». Toutefois, il arrive que le GB cède à la facilité de langage que constitue l'usage de l'abréviation RDA, entrée de toute manière dans la langue quotidienne, mais dans ce cas, le mot est placé entre guillemets<sup>1014</sup>. L'usage du sigle est aussi dévalorisé par son association avec les dirigeants du pays, comme si utiliser le nom de RDA revenait à soutenir le régime

<sup>1010</sup> Article publié dans GB 51/11, p. 4.

<sup>1011</sup> Article publié dans GB 55/10 p. 2.

<sup>1012</sup> PFETSCH Frank R., *Die Außenpolitik der Bundesrepublik 1949-1992*, 2° éd., W. Fink, Munich, 1993, p. 170.

<sup>1013</sup> Editorial signé Spectator publié dans GB 57/8, p. 1-2.

<sup>1014</sup> Article (opr-S) publié dans GB 70/6, p. 3.

communiste, lorsque le *GB* évoque « la zone soviétique qu'Ulbricht appelle RDA »<sup>1015</sup>. Pourtant cette ligne intransigeante avec la terminologie est en accord avec la ligne politique du journal qui n'envisage pas de modifier son cours tant que les conditions politiques resteront inchangées. Or, la coalition sociale-libérale qui s'ouvre à l'est à partir de 1970 commence par abandonner les consignes lexicales :

« Comme on vient de l'apprendre, après qu'il n'est plus absolument exigé dans l'usage public, l'appellation « Territoires allemands de l'est placés sous administration polonaise » ou « soi-disant RDA » n'a pas seulement été remplacée par RDA, elle doit maintenant aussi être utilisée dans les manuels scolaires officiels. »<sup>1016</sup>

L'ouverture à l'est ne va pas sans faire grincer des dents. Elle marque en fait le début de la rupture entre les expulsés et le gouvernement fédéral dans la mesure où les expulsés ne se sentent plus soutenus complètement dans leurs revendications. La trahison que constitue l'*Ostpolitik* qui se dessine est marquée par le fait que les expulsés considèrent que Bonn semble soudain plus s'intéresser à la RDA et ses dirigeants qu'au citoyen de son propre Etat : « Les flatteries de Bonn en direction de la « RDA » continuent. Sur les véhicules de la poste par exemple, l'inscription « Deutsche Bundespost » a été remplacée par les trois lettres DBP parce que l'adjectif « allemand » doit être largement supprimé de la langue officielle de Bonn par égard pour la « RDA ». (...) Dans tous les textes administratifs, on évite honteusement le mot « Allemagne ». »<sup>1017</sup>

Dans sa volonté de toujours dire les choses telles qu'elles sont et en respectant scrupuleusement les notions juridiques, le *GB* finit par s'y perdre. Dans une déclaration de presse émanant d'une organisation d'Allemands de RDA, on trouve des indications appelant à ne pas mélanger les expressions « trafic frontalier » et « trafic en zone frontalière » car l'une désigne un trafic dans les deux sens et l'autre un trafic à sens unique. En ajoutant cette distinction au registre des mots à utiliser, le *GB* reproduit dans ses pages ce qu'il combat puisqu'il parle de « trafic frontalier entre les deux parties de l'Allemagne »<sup>1018</sup>. Or, il s'évertue habituellement à souligner que juridiquement, l'Allemagne ne se compose pas de deux (les deux Etats allemands) mais de trois (les deux Etats et les territoires de l'Est) parties<sup>1019</sup>. Les consignes terminologiques touchent ici leurs limites quand ceux qui les fixent ne parviennent plus à les maîtriser eux-mêmes.

Les nouvelles consignes gouvernementales apparaissant en 1977 sont immédiatement reprises par le *GB* heureux de voir que le gouvernement recommande d'utiliser le nom complet de la République fédérale d'Allemagne au lieu du simple sigle RFA et d'éviter au contraire le nom complet de la République démocratique allemande pour lui préférer l'expression

---

<sup>1015</sup> « der von Ulbricht DDR genannten sowjetischen Zone », article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 67/10, p. 9.

<sup>1016</sup> Article publié dans *GB* 70/8, p. 2.

<sup>1017</sup> Article publié dans *GB* 73/4, p. 2.

<sup>1018</sup> « Reiseverkehr zwischen den beiden Teilen Deutschlands », article publié dans *GB* 73/9, p. 2.

<sup>1019</sup> Revendication rappelée entre autres dans un article (*GNK*) publié dans *GB* 84/11, p. 3 ; dans un article de Herbert Hupka publié dans *GB* 87/12, p. 4-5 ; dans un éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 88/2, p. 1.

« généralement appelée RDA »<sup>1020</sup>. Le nom Allemagne est de nouveau utilisé et surtout, la RFA le revendique pour elle et le refuse à la RDA.

En 1980, le BdV fixe très clairement l'usage correct de la terminologie qu'il recommande à ses membres. Dans une liste à deux colonnes, il propose pour chaque mot ou expression à éviter son équivalent à utiliser<sup>1021</sup>. La conscience du sens politique des mots a atteint un tel point que l'enjeu dépasse désormais le libre usage de la langue et que chacun doit se conformer à cette liste pour montrer sa fidélité à la *Heimat* et son engagement politique dans le sens défendu par le BdV.

Les 39 mots interdits et les 31 mots prescrits relèvent de trois catégories distinctes : ils désignent les personnes (Allemands vivant ou venant de RDA ou des territoires), des zones géographiques (RFA, RDA ou territoires de l'Est) et les mouvements des personnes entre ces mêmes territoires.

Le BdV qui a compris tout l'enjeu politique qui s'attache à la terminologie employée rappelle ses consignes jusqu'à la veille du tournant politique de 1989 :

*« La politique ne s'exprime nulle part ailleurs mieux qu'à travers la langue. Elle est le moyen décisif pour transmettre des contenus politiques aux hommes. Cela vaut aussi et surtout pour la politique allemande. (...) La meilleure façon de contrer cette perte de confiance [en la sincérité des hommes politiques, L.P.] consiste à utiliser des concepts clairs en matière de politique allemande. »*<sup>1022</sup>

Le *GB* propose une contribution sans doute plus efficace pour changer les habitudes langagières de ses lecteurs en expliquant dans un éditorial pourquoi l'expression « Allemand originaire de Pologne » peut prêter à confusion ou pourquoi le nom « Allemagne de l'est » ne devrait pas désigner la RDA<sup>1023</sup>. L'article prend une véritable dimension pédagogique à travers sa volonté marquée d'expliquer et montrer les conséquences des choix lexicaux. Le tableau du BdV apparaît bien sec et peu attrayant en comparaison d'un article explicatif et on peut penser que si le tableau peut aider ceux qui sont convaincus de l'importance du choix des mots à trouver des réponses à de questions, l'article explicatif est plus en mesure d'emporter l'adhésion des indécis.

Le changement de rédacteur en chef du journal a des conséquences sur la ligne éditoriale du journal et donc aussi sur la langue. A la suite du décès d'Alois Bartsch, son petit-fils prend sa succession et dirige le journal à partir de février 1982. Dans le numéro suivant apparaît pour la première fois l'appellation RDA sans les guillemets habituels<sup>1024</sup>. Ce changement s'opère de manière discrète sans être signalé au lecteur qui ne remarque pas nécessairement ce changement. Cette modification est le marqueur d'un nouveau ton. Cela ne signifie pas pour autant que le *GB* abandonne toutes ses habitudes langagières, mais plutôt que le ton général va changer et qu'en procédant par petites touches, Horschler imprime sa marque au journal.

---

<sup>1020</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 77/7, p. 2.

<sup>1021</sup> Article publié dans *GB* 80/7, p. 2.

<sup>1022</sup> Déclaration de Hartmut Koschyk publiée dans *GB* 89/7, p. 2.

<sup>1023</sup> Article de Harry Poley publié dans *GB* 81/10, p. 1.

<sup>1024</sup> Article (*oprS*) publié dans *GB* 82/3, p. 5.

Comme le *GB* qui en rajoutant de nouvelles consignes lexicales finit par se perdre dans ses indications, le gouvernement fédéral commet lui aussi des erreurs, provoquant ainsi un malentendu diplomatique difficile à rattraper. Quand après une réception d'une organisation de jeunesse silésienne à la chancellerie, le compte rendu officiel fait état de la situation des Allemands en Allemagne de l'Est (pour désigner les territoires au-delà de la ligne Oder-Neisse) alors que ce terme est officiellement proscrit du vocabulaire gouvernemental, les fonctionnaires de Bonn sont bien en mal de corriger leurs erreurs sans s'attirer les foudres des expulsés, trop heureux de lire le mot tabou de la politique étrangère ouest-allemande<sup>1025</sup>.

Une fois l'unification allemande réalisée en 1990 avec l'adhésion de la RDA à la RFA et l'abandon des territoires de l'Est définitivement entériné par traité, le *GB* doit accepter une situation qui n'est pas celle qu'il espérait et qui scelle la défaite politique de ses idées. Comment dans ce cas célébrer l'unité allemande alors que le journal considère depuis 40 ans que l'unité allemande se réalisera avec l'addition des trois parties de l'Allemagne résultant de la guerre ? Ce que tout le monde semble vouloir célébrer comme l'accomplissement attendu de l'unité est une déception car l'unité n'est pas parfaite. Un appel à participer à un rassemblement national des Silésiens, premier du genre depuis l'unification, montre bien l'amertume face à la nouvelle donne mais aussi la difficulté à l'accepter, trahie par la difficulté à parler de la nouvelle forme étatique de l'Allemagne :

« *Ce sera le premier rassemblement des Silésiens dans l'union de l'Allemagne centrale et de l'Allemagne de l'ouest.* »<sup>1026</sup>

Ce n'est qu'au prix d'un improbable néologisme que le *GB* réussit à évoquer la nouvelle réalité politique allemande.

La nouvelle réalité s'impose, que les expulsés le veuillent ou non. L'unification des deux Etats allemands conduit par exemple à la cohabitation pendant trois ans de deux systèmes semblables de codes postaux et l'ajout d'une lettre devant chaque code (« W » pour l'ouest et « O » pour l'est) afin d'éviter les confusions. Le « o » pour l'est traduit l'effacement de la mémoire collective de l'est allemand historique :

« *1000 ans de culture allemande dans l'est allemand ne doivent plus exister !* »<sup>1027</sup>

Pourtant, la réalité politique nouvelle ne change rien à la terminologie utilisée par le *GB*. Déjà du temps de la guerre froide, l'usage du terme « Allemagne centrale » était anachronique quand la langue du quotidien ne parlait que de « RDA » et la sphère politique de « ce qu'on appelle la RDA », il n'est donc finalement pas si étrange de constater que le *GB* continue de parler d'« Allemagne centrale » pour désigner le territoire que l'on appelle désormais l'« ex-RDA » et que l'expression « Allemagne de l'Est » désigne toujours pour lui les territoires au-delà de la ligne Oder-Neisse<sup>1028</sup>. De plus, continuer de dire « Allemagne de l'Est » pour ces

---

<sup>1025</sup> Article publié dans *GB* 84/8, p. 3.

<sup>1026</sup> Article publié dans *GB* 90/11, p. 4.

<sup>1027</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publiée dans *GB* 90/12, p. 2.

<sup>1028</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 91/4, p. 5 ; article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 00/3, p. 13 ; discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 02/12, p. 1-7.

territoires, c'est poursuivre l'engagement moral fondateur du journal qui est de laisser des traces et de rester fidèle à la *Heimat*. La justesse du propos est soulignée par la référence à d'illustres Allemands de l'est comme le philosophe Emmanuel Kant<sup>1029</sup>. Si l'Allemagne de l'est se termine à la ligne Oder-Neisse, comment expliquer que Kant ou Gerhard Hauptmann soient des auteurs allemands et pas russe et polonais ? Le *GB* souhaite ainsi poursuivre la longue tradition historique de la présence allemande en Europe centrale et en Europe de l'est en continuant d'utiliser le terme Allemagne de l'est en dehors de tout usage contemporain pour désigner les territoires anciennement allemands. Il a de toute façon bien conscience d'être anachronique, mais il en tire une certaine fierté :

*« C'est vraiment nager à contre-courant que de s'accrocher à la distinction entre Allemagne centrale et Allemagne de l'Est. L'aphoriste polonais Jerzy Lec l'a formulé de la façon suivante sous la dictature communiste en Pologne : Il n'y a qu'en nageant à contre-courant que l'on remonte à la source ! Depuis quand Luther, Bach et Goethe ont-ils vécu et travaillé en Allemagne de l'Est ? Kant, Eichendorff et Hauptmann sont-ils devenus des Allemands d'Extrême-Orient ? »*<sup>1030</sup>

Le néologisme « Allemands d'Extrême-Orient » montre bien l'absurdité qu'il y a à utiliser le terme « Allemand de l'Est » hors de toute considération historique. A nouveau, ce sont les grandes figures culturelles allemandes dont l'origine géographique est supposée connue de tous qui servent de référence. L'amertume de voir l'Allemagne d'après 1990 amputée des territoires de l'est conduit Großpietsch à créer un hapax pour désigner son pays qui n'est plus l'Allemagne, mais « ce qui reste de l'Allemagne »<sup>1031</sup>.

## II - Dire la vérité

L'expulsion des Allemands s'est déroulée dans l'indifférence quasi-générale de l'opinion publique mondiale. Quelle que soit l'atrocité de son déroulement et l'ampleur du nombre des victimes, l'absence d'intérêt des pays voisins s'explique tout simplement par le contexte historique. A la fin de la guerre, et alors que c'est plutôt la découverte de l'horrible réalité des camps de concentration et d'extermination qui préoccupe l'opinion, le sort des habitants du pays considéré comme criminel ne peut pas soulever une grande émotion. Quelques voix se sont élevées pour dire que les mouvements de population dans les anciennes frontières du Reich échappaient à tout contrôle extérieur et que les Allemands étaient victimes de crimes de masse, mais elles sont passées inaperçues. Pour cette raison et parce que la diplomatie allemande a longtemps eu le souci de se refaire une respectabilité aux yeux du monde en faisant acte de repentance permanente, ce n'est pas la dénonciation des crimes dont sa population a été la victime qui l'a occupée, mais plutôt celle des crimes dont elle s'est rendue coupable qui lui a permis de redevenir un pays fréquentable puis respectable. Et comme dans le même temps les dictatures communistes s'installant en Europe centrale et Europe de l'Est ont développé une propagande visant à récrire la fin de la guerre avec un départ volontaire des Allemands et une action libératrice et émancipatrice de l'Armée rouge libérant l'Europe, l'expulsion a été en partie remise en cause. Une partie du peuple allemand vivant en RDA n'a

<sup>1029</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) publié dans *GB* 01/8, p. 12-13.

<sup>1030</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 03/10, p. 8.

<sup>1031</sup> « Restdeutschland », éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 93/1, p. 1.

pas eu connaissance de l'expulsion par les voies officielles ni par celles des médias censurés. Il n'y a finalement qu'en RFA que les expulsés ont pu s'exprimer librement, mais pris dans les tourments de l'après-guerre, l'ensemble de la population souffrant tout autant des conditions précaires de logement et du manque de nourriture, les expulsés n'ont pas été considérés comme des victimes particulières de la guerre. Quand la diplomatie ouest-allemande a engagé le dialogue avec le bloc de l'Est, c'est en demandant pardon que les diplomates se sont adressés aux pays de l'est et il n'ont reçu en retour aucune marque de repentir. De ce décalage entre l'attitude allemande encline au repentir et demandant pardon aussi souvent que nécessaire et celle du bloc communiste se posant en position de victime éternelle de la violence allemande est née la frustration des expulsés et leur colère face au manque de courage des bourreaux d'hier, incapables d'assumer leur faute liée à l'expulsion.

Dans ces conditions, l'obsession du *GB* pour la vérité prend tout son sens. Pour les expulsés, il s'agit de faire en sorte que leur destin soit connu du monde entier afin que chacun sache ce qui s'est réellement passé après la Seconde Guerre mondiale et que l'histoire du conflit ne se termine pas le 8 mai. Pour cela, le *GB* répète inlassablement qu'il faut dire la vérité.

### ***Dire la vérité, c'est dire ce qui s'est passé, rien de plus, rien de moins***

La notion de vérité n'apparaît que relativement tard dans la *GB*. C'est seulement durant les années 1970 qu'elle va devenir l'un des sujets de prédilection du journal. Auparavant, d'autres sujets dominant liés aux conditions politiques et exigences de l'époque : logement, intégration des expulsés, revendications territoriales. C'est surtout après la signature des Traités de l'Est et le début de l'*Ostpolitik* que les expulsés vont élever leur voix contre ce qu'ils vont appeler les distorsions et falsifications de l'histoire.

*« Les démocrates ne doivent pas laisser la discussion sur la complète vérité des événements de la guerre et de l'immédiat après-guerre aux partisans de l'extrême droite qui veulent disculper Hitler et eux-mêmes par la mention des crimes des autres ou aux communistes qui, contre la vérité, nient l'existence même de tels crimes contre les Allemands. S'ils le faisaient quand même, la conséquence pourrait être un nouveau nationalisme d'une génération qui se lasse de la double morale et s'interroge sur la vérité. »*<sup>1032</sup>

Il apparaît ici que la vérité historique est la seule voie raisonnable pour la démocratie et Bartsch renvoie extrémistes de gauche et de droite dos à dos. On compare souvent les expulsés aux extrémistes de droite parce qu'ils remettent en question la culpabilité allemande dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ; quant aux extrémistes de gauche, ce sont les partisans des dictatures de l'Est qui refusent de regarder en face leur responsabilité sur l'expulsion des Allemands à la fin de la guerre.

La vérité ne doit pas être dite simplement parce qu'on la recherche en tant que telle, mais aussi afin que les générations futures soient informées de ce qui s'est réellement passé à la fin de la guerre, ce dont ont été victimes les parents et grands-parents. L'enseignement doit donc réserver une place importante à ce sujet :

---

<sup>1032</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/11, p. 1.

« *En cours d'histoire, la vérité doit exclure toute falsification, elle ne doit pas être tue pour des raisons de complaisance.* »<sup>1033</sup>

Les réticences du monde politique à promouvoir la recherche historique sur les conditions de l'expulsion (établir les responsabilités, déterminer le nombre de victimes) sont incompréhensibles pour les expulsés. Si la coalition gouvernementale sociale-démocrate cherche à se rapprocher des pays de l'Est, il est inconcevable qu'elle le fasse au prix d'un étouffement des faits gênants pour les pays voisins :

« *Pourquoi cette peur de la vérité ? De même que nous devons faire face à toute la vérité qui ne se manifeste que dans les crimes commis au nom de l'Allemagne, nous devons faire face de la même manière aux crimes qui ont été commis contre nous les Allemands au nom d'autres personnes. Ces crimes aussi font partie de la vérité.* »<sup>1034</sup>

Cité par Alois Bartsch dans un éditorial, Herbert Hupka insiste sur la notion de vérité qu'il convient de défendre becs et ongles :

« *La vérité historique ne supporte aucun compromis, car la vérité doit rester la vérité.* »<sup>1035</sup>

Cette déclaration donne le ton sur l'attitude des expulsés face au dialogue mené entre Allemands et Polonais. Les expulsés sont d'accord pour discuter avec les Polonais, mais à la condition que les Polonais acceptent de reconnaître tous les crimes commis durant l'expulsion d'après-guerre. Or, comme l'expulsion des Allemands fait partie intégrante de ce que la propagande communiste cherche à étouffer, les négociations sont vouées à l'échec car aucune partie n'est prête à faire des concessions. L'attitude du gouvernement est en comparaison porteuse de plus d'espoir car en n'adoptant pas l'attitude intransigeante des expulsés, il cherche le compromis avec les Polonais pour amorcer un dialogue au niveau politique. Hupka a en partie raison lorsqu'il dit qu'il n'existe pas de compromis avec la vérité historique. Effectivement, on ne récrit pas l'histoire en essayant de concilier des intérêts contradictoires. Mais dans les relations diplomatiques que la RFA cherche à nouer avec la Pologne, il est plus question de tact politique que d'une approche scientifique de l'histoire. C'est donc le fondement de la démarche de rapprochement qui distingue la réconciliation prônée par les expulsés et le dialogue enclenché par les dirigeants politiques.

Le *GB* accueille avec satisfaction le discours prononcé par le président de la République Richard von Weizsäcker lors de sa visite en URSS en 1987 :

« *Dans son discours courageux et digne lors de la réception organisée par le chef de l'Etat Gromyko, von Weizsäcker n'a pas manqué d'évoquer les vérités dérangeantes qui planent sur les relations germano-soviétiques. Il a rappelé les graves blessures que les deux peuples se sont infligées et après avoir rendu hommage aux victimes soviétiques, il en est venu à parler des souffrances des Allemands.* »<sup>1036</sup>

---

<sup>1033</sup> Déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est allemand publiée dans *GB* 78/4, p. 1.

<sup>1034</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 79/4, p. 1.

<sup>1035</sup> Article (*Deutschland-Union-Dienst*) publié dans *GB* 80/6, p. 1.

<sup>1036</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 87/8, p. 3.

Le président de la République n'a pas un grand rôle politique à jouer, mais sa présence en URSS est un événement qui ne passe pas inaperçu. Weizsäcker endosse alors le rôle de diplomate de la RFA tout en restant dans son rôle traditionnel de conscience politique du pays, en retrait de l'actualité brûlante. Son discours reflète bien ces deux positions, a priori difficilement compatibles, tournées à la fois vers la nécessité politique de se rapprocher de l'URSS et le besoin ressenti par une large part de la population d'entendre dire la vérité sur les crimes liés à l'expulsion.

Lorsqu'un homme politique polonais réclame le droit à connaître la vérité sur l'histoire et sur le sort des expulsés, les expulsés se prennent à espérer :

« *Le ministre polonais des Affaires étrangères Orzechowski a déclaré à Moscou que les relations entre les nations ne devraient pas reposer sur des demi-vérités. Pour améliorer la situation, il faut dire toute la vérité (...).* »<sup>1037</sup>

Un tel incipit pour un article intitulé « Pologne : dire toute la vérité »<sup>1038</sup> ne peut que laisser espérer aux expulsés un revirement de la position polonaise. Or, il n'en est rien et c'est seulement les victimes polonaises de l'expulsion qui intéressent ce représentant de la Pologne. Les expulsés allemands saisissent néanmoins l'occasion pour faire valoir leurs propres prétentions. Constatant que la Pologne aussi accorde de l'importance à l'après-guerre et à ses victimes, les expulsés allemands veulent que le désir de vérité profite à tous et pensent (ou feignent de le croire) que les Polonais céderont au désir légitime de connaître la vérité, d'autant plus qu'eux-mêmes ressentent ce désir :

« *De même que la Pologne se révolte et proteste contre le mensonge historique de l'URSS sur Katyn, il faut qu'enfin nous autres Allemands exigions que l'expulsion de millions d'Allemands de leur Heimat originelle soit enfin reconnue et condamnée en tant que telle.* »<sup>1039</sup>

La *Landsmannschaft* adopte la même attitude et utilise le désir de vérité exprimé par la Pologne pour soutenir ses propres revendications<sup>1040</sup>.

La chute du communisme et la fin de la censure permettent à la Pologne de regarder son passé sans les œillères imposées par la propagande. Les expulsés allemands y voient des raisons d'espérer en un changement de position face au passé et une acceptation de la réalité historique. En effet, les historiens commencent à évoquer le passé avec plus de liberté et surtout l'exemple des expulsés polonais montre bien que toute la vérité n'a pas encore été dite sur l'après-guerre. Peter Großpietsch y voit des raisons d'espérer :

« *Dans tous les cas, notre conduite devrait être guidée par le respect de soi-même, la sobriété et le courage d'affronter la vérité historique. Les Polonais sur place commencent à le comprendre.* »<sup>1041</sup>

---

<sup>1037</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB 88/4*, p. 2.

<sup>1038</sup> « Polen : Die ganze Wahrheit sagen », article (s.u.e.) publié dans *GB 88/4*, p. 2.

<sup>1039</sup> Déclaration d'Herbert Hupka publiée dans *GB 89/4*, p. 4.

<sup>1040</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB 89/5*, p. 4 ; déclaration de Herbert Hupka parue dans la rubrique Opinion publiée dans *GB 89/12*, p. 2.

Le discours autour de la notion de vérité est si présent dans le journal qu'il finit par devenir obsessionnel au point qu'il n'est même plus nécessaire d'indiquer quel sujet la vérité concerne. Il suffit de prononcer le mot vérité pour qu'immédiatement le lecteur au fait des débats récurrents dans le *GB* y associe tout l'arrière-plan idéologique qui imprègne le journal : *« Nous sommes visiblement arrivés à un point où nous ne voulions et devons jamais arriver. C'est-à-dire à ce point où il est considéré comme hérétique de dire ou de défendre la vérité. Pendant des années, elle a été enrobée, atténuée, retouchée volontairement adoucie et même passée sous silence. Maintenant elle est considérée comme dérangeante, on ne veut pas l'entendre parce qu'elle n'est plus ressentie comme ce qu'elle est vraiment : la « vérité ». »*<sup>1042</sup>

Le début de l'article dérouterait certainement un nouveau lecteur. Mais le lecteur chevronné du *GB* saisit immédiatement toutes les allusions aux relations germano-polonaises et au passé commun des deux pays. Ce premier tiers de l'article ne dit pas quelle est cette vérité qui est tue et le reste de l'article ne l'indique pas non plus clairement même si les mots « expulsion » et « injustice » apparaissent une fois. En revanche, le mot « vérité » est lui présent huit fois en 40 lignes.

Après le discours de Weizsäcker à Moscou qui appelait à regarder le passé en face, c'est au tour de Roman Herzog de dessiner les contours de la réconciliation entre Polonais et Allemands à l'occasion du cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie, le 1<sup>er</sup> août 1994 :

*« Ce dont nous avons besoin, c'est de réconciliation et de compréhension, de confiance et de relations de bon voisinage. Cela ne peut que continuer à grandir et se développer si nos peuples affrontent leur histoire récente très ouvertement. Très ouvertement et sans préjugés. Avec le courage de voir toute la vérité. Sans rien ajouter, mais aussi sans rien retirer, sans rien passer sous silence et sans rien compenser. »*<sup>1043</sup>

Cette citation de Roman Herzog précède un témoignage d'une habitante du Comté de Glatz qui a été victime de l'expulsion en 1945. Peter Großpietsch précise que la publication de ce témoignage correspond aux vœux exprimés par le président Herzog dans son discours. Ce témoignage fait office de preuve de ce qui s'est réellement passé à Glatz dans l'immédiat après-guerre et de ce que les Allemands ont eu à souffrir.

Il y a aussi des cas où l'exigence de vérité ne concerne pas directement l'expulsion, mais le passé allemand des territoires de l'Est. Dans un guide touristique sur la Basse-Silésie, un *Grafschafter* a trouvé l'indication selon laquelle la forteresse de Glatz aurait servi de camp de concentration pendant la Seconde Guerre mondiale. Peter Großpietsch consacre alors un éditorial entier à la réfutation de cette affirmation, introduisant ainsi son article :

---

<sup>1041</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/2, p. 2.

<sup>1042</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/7, p. 2.

<sup>1043</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/5, p. 1.

« Même près de 20 ans après l'arrivée de la démocratie, de la liberté d'opinion et de la presse chez notre voisin polonais, le champ de la « Vérité historique » est toujours en friche. Mais, si l'on ouvre les yeux, on rencontre sans cesse dans notre Heimat des contre-vérités et falsifications historiques inscrites dans la pierre ou sur le papier. »<sup>1044</sup>

Le texte est un réquisitoire implacable contre les Polonais qui refusent de voir le passé allemand tel qu'il a été et cherchent à tout prix à noircir le tableau. La forteresse de Glatz fait office de symbole du mauvais traitement réservé en Pologne à tout ce qui rappelle le passé allemand et qui n'a pas pu être éliminé. Großpietsch semble ne vouloir retenir de ces voyages dans la *Heimat* que ce qui prouve que les Polonais sont malhonnêtes dans le traitement du passé. Car en d'autres occasions, le *GB* a aussi montré que les Polonais n'ignorent pas le passé allemand de la Silésie et s'en accommodent très bien. Il semblerait que l'affaire de la forteresse de Glatz soit déclencheuse d'une sorte de ras-le-bol généralisé contre ce que les Polonais font de la *Heimat*. Ici aussi, le *GB* montre son goût pour la vérité historique en citant ses sources. La maison d'édition du *GB* a d'ailleurs publié un livre consacré à l'histoire de la forteresse de Glatz qui montre que si elle a bien servi de prison à plusieurs reprises au cours de son histoire, elle n'a jamais été utilisée comme camp de concentration<sup>1045</sup>. Lors des commémorations du début de la Seconde Guerre mondiale, la chancelière Merkel se rend à Dantzig où elle reconnaît la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement du conflit et s'incline devant les victimes<sup>1046</sup>. Pourtant, Peter Großpietsch saisit cette occasion pour montrer que le compte rendu fait par les médias ne repose que sur une demi-vérité. Sous le titre « Une nouvelle fois Dantzig – à nouveau, la moitié de la vérité seulement »<sup>1047</sup>, il rappelle un éditorial qu'il a écrit en 1994<sup>1048</sup> et propose un article de Rudi Pawelka dont le ton et le contenu sont tout aussi clairs :

« On nuit à l'avenir commun et on nuit à l'Allemagne lorsque des faits historiques sont cachés sous le tapis. »<sup>1049</sup>

L'exigence de vérité est soulignée et dans le contenu de l'article, il n'y a pas la volonté de récrire l'histoire, seulement celle de bien montrer toutes les facettes de la vérité. Mais en mettant en avant uniquement les faits et actions qui peuvent être reprochés aux Polonais, Pawelka en arrive inmanquablement à relativiser la culpabilité allemande dans le déclenchement de la guerre. Il ne nie pas la responsabilité allemande, mais il souligne autant que possible la responsabilité polonaise et il en ressort l'impression que les torts sont partagés. La volonté de dire toute la vérité conduit alors à gommer l'échelle des responsabilités et à faire comme si les crimes des uns compensaient les crimes des autres. L'attitude belliciste de l'Allemagne, sans être excusée, est au moins largement expliquée, voire justifiée.

---

<sup>1044</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 09/2, p. 1-2.

<sup>1045</sup> KÖHL, *Festung*.

<sup>1046</sup> LUCAS Ryan, « Merkel betont Verantwortung Deutschlands für Zweiten Weltkrieg », article en ligne disponible sur [www.welt.de/News/article4439554/Merkel-betont-Verantwortung-Deutschlands-fuer-Zweiten-Weltkrieg.html](http://www.welt.de/News/article4439554/Merkel-betont-Verantwortung-Deutschlands-fuer-Zweiten-Weltkrieg.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1047</sup> « Noch einmal Danzig – wieder nur die halbe Wahrheit », article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 09/12, p. 13.

<sup>1048</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 94/11, p. 1-2.

<sup>1049</sup> Article de Rudi Pawelka (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 09/12, p. 13.

### ***Dire la vérité, condition de la paix***

Outre la reconnaissance des souffrances endurées durant l'expulsion, l'importance de la vérité concerne aussi directement la Pologne selon le *GB*. S'il faut dire et connaître la vérité historique, c'est aussi parce qu'il s'agit d'une étape indispensable pour permettre le rapprochement des deux peuples. Cet argument apparaît dans les colonnes du *GB* à la fin des années 1960 :

*« Les conditions préalables à une vraie paix sont la vérité et la justice. C'est pourquoi les problèmes irrésolus et les antagonismes historiques ne doivent pas être cachés. »*<sup>1050</sup>

A partir de ce moment-là, faire de la vérité un préalable à la paix devient un leitmotiv que l'on retrouve régulièrement dans le *GB*, sous la plume de Bartsch :

*« On ne peut mener de politique de paix qu'en appelant les choses par leur nom et pas avec de nouveaux vocables et de nouvelles formules qui passent à côté de la vérité. »*<sup>1051</sup>

comme formule employée par le pape Jean-Paul II :

*« La paix a besoin de sincérité et un respect renouvelé de la vérité »*<sup>1052</sup>

dans une déclaration du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz :

*« Un vrai rapprochement entre Allemands et Polonais ne peut se faire que sur la base du droit et de la vérité. »*<sup>1053</sup>

utilisé par un éditorialiste occasionnel :

*« Car seules la vérité et la justice sont le fondement de la paix »*<sup>1054</sup>

en conclusion d'un bilan récent des relations germano-polonaises :

*« Nous voulons tous le rapprochement et la réconciliation. Mais ils ne peuvent se fonder que sur la vérité historique, et jamais sur des mythes, aussi beaux soient-ils. »*<sup>1055</sup>

### ***Les autres cas***

On trouve d'autres occurrences du mot vérité dans le *GB* avec une grande importance pour la ligne éditoriale du journal. La vérité ne concerne pas seulement l'ampleur du drame de l'expulsion ni la réconciliation avec la Pologne, elle prend parfois un sens particulier, mais tout aussi important.

Quand en 1968, Alois Bartsch cite Helmut Schmidt dans son éditorial, la vérité que réclame le leader du SPD est différente de ce que l'on lit habituellement dans le journal :

*« Helmut Schmidt, président du groupe parlementaire SPD au Bundestag, a plaidé à plusieurs reprises, dernièrement dans le journal Echo der Welt, pour que l'on « dise enfin la vérité » au peuple allemand et aux expulsés en particulier, pour qu'on leur fasse comprendre*

---

<sup>1050</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 68/6, p. 1-2.

<sup>1051</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 68/9, p. 1.

<sup>1052</sup> Cité dans un éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 80/3, p. 1-2.

<sup>1053</sup> Déclaration du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz e.V. publiée dans *GB* 89/10, p. 3.

<sup>1054</sup> Article d'Aloys Bernatzky publié dans *GB* 91/11, p. 1-2.

<sup>1055</sup> Article de Sigismund Freiherr von Zedlitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/5, p. 2.

*que personne en Europe ne nous aiderait à rétablir l'Allemagne dans ses frontières de 1937. Nourrir des espoirs inutiles n'a aucun sens, a-t-il indiqué. Ce à quoi Reinhold Rehs, président du BdV, qui appartient au même parti, a répondu : « Ce n'est pas vrai que personne ne nous soutient. Le droit à l'autodétermination pour tous les Allemands est un point essentiel des traités d'alliance. Un autre élément de la vérité se trouve aussi dans le fait que nos alliés n'ont pas reconnu juridiquement l'annexion des territoires allemands de l'est et que la fixation des frontières allemandes orientales reste assujettie à un traité de paix. »<sup>1056</sup>*

C'est une vérité bien dérangeante que le futur chancelier Schmidt aborde là. Il est clair pour lui que les revendications territoriales allemandes ne peuvent pas être couronnées de succès alors que le soutien diplomatique extérieur fait défaut. La réponse de président du BdV n'est pas maladroite. Officiellement, les alliés de la RFA sont effectivement à ses côtés dans la défense de ses droits et de ses intérêts, mais entre les engagements moraux pris lors de traités et la politique effectivement menée, il y a une différence de taille. Ainsi, les deux hommes politiques disent la vérité d'une certaine manière. L'un en expliquant que les Alliés ne font aucun effort pour que les territoires perdus redeviennent allemands et l'autre en rappelant qu'ils s'y sont pourtant engagés. La notion même de vérité apparaît ici bien relative, puisqu'on ne peut pas dire que l'un des deux hommes ment délibérément. Au contraire, ce qu'ils affirment correspond pleinement à ce qu'ils croient (même s'ils peuvent se tromper de bonne foi). Entre les deux versions de la vérité sur l'avenir des territoires, le *GB* opte naturellement pour la version proposée par le président du BdV, non seulement parce que celui-ci représente les intérêts des expulsés, mais surtout parce qu'il se situe exactement dans la ligne du *GB* : foi en la position juridique de la RFA et maintien des revendications territoriales. Dans les années 1960 et 1970, le *GB* considère généralement que ce qui est vrai est ce qui correspond à ses idées et attentes. En plus de l'exemple précédent, on peut citer aussi les résultats de sondages. On dit généralement que l'on peut faire dire ce que l'on veut aux sondages, le *GB* montre plutôt que les sondages sont exacts ou non, selon qu'ils indiquent ce qu'il attend ou non :

*« L'institut Wickert de Tübingen a réalisé un sondage pour le compte du Westdeutscher Rundfunk sur le désir de retour des expulsés qui a montré que selon les circonstances, 55% des expulsés rentreraient dans leur Heimat. Après les nombreuses études non représentatives d'autres instituts d'étude d'opinion des dernières années, il est heureux qu'enfin un résultat soit présenté qui approche en partie de la vérité. Dans les autres sondages, il y avait soit régulièrement un nombre de personnes interrogées trop faible soit une absence de clarté des questions. »<sup>1057</sup>*

Il est étonnant de constater que ce qui est dénoncé comme un manque de précédents sondages n'est absolument pas clairement indiqué dans cet article. Le lecteur ignore combien de personnes ont été interrogées ainsi que l'intitulé exact des questions. Il semblerait plutôt que le *GB* considère les résultats comme exacts parce qu'ils approchent de ce qu'il espère, c'est-à-dire une majorité d'expulsés désireux de rentrer dans leur *Heimat*. Mais le *GB* ne s'appuie sur

---

<sup>1056</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 68/3, p. 1.

<sup>1057</sup> Article signé Nff publié dans *GB* 71/5, p. 2.

aucun élément concret pour étayer ses affirmations. Là encore, si les résultats approchent de la réalité, c'est aussi parce que la réalité semble très relative et difficile à définir clairement.

La vérité, entendue comme thème des relations germano-polonaises, c'est aussi le double langage sur le sort de la minorité allemande vivant en République populaire de Pologne. Tandis qu'à partir de la signature du Traité de Varsovie, Bonn va mettre en œuvre une véritable politique de rapatriement de tous les Allemands qui souhaitent quitter la Pologne, Varsovie permet le départ en nombre limité d'Allemands dont elle continue à nier l'existence officiellement. La vérité concerne ici les conditions de vie difficiles des Allemands en Pologne. Tandis que la RFA appelle à l'amélioration de leurs conditions de vie, la Pologne refuse de changer quoi que ce soit à un problème qui n'existe pas selon elle :

« *Que les dictateurs ne supportent pas la vérité dans leur sphère de pouvoir est un fait connu, mais cela ne demande pas beaucoup de courage au visiteur venu d'un pays libre de dire la vérité à son interlocuteur, le chef du parti communiste polonais.* »<sup>1058</sup>

Lorsque le *GB* doit faire face à une fronde d'un petit groupe de lecteurs mécontents du style trop agressif du *GB*, le vice-président de la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* prend la parole pour expliquer que le *GB* est ouvert à toutes les opinions et surtout que le plus important est que soit défendue la vérité, aussi douloureuse celle-ci soit-elle à entendre :

« *Ce ne sont pas les rêves qui mènent les hommes vers le bonheur mais uniquement la vérité !* »<sup>1059</sup>

C'est donc au nom de la vérité que le *GB* se permet de rudoyer le voisin polonais afin de le forcer à admettre sa responsabilité dans l'expulsion. Rester dissimulé derrière les tabous et les habitudes est certes plus confortable, mais ce n'est pas une voie d'avenir selon le *GB*. Il faut, pour faire éclater la vérité, ne pas hésiter à se montrer un brin provocateur et susciter le débat dont la vérité sortira forcément.

Parfois la vérité concerne un sujet de société contemporain, et il s'agit dans ce cas pour le *GB* de ce que tout le monde sait mais que les médias ou les hommes politiques n'osent pas dire (pour rester politiquement corrects). Lors des élections au parlement régional de Hesse, le ministre-président sortant Roland Koch axe sa campagne électorale autour de la criminalité des immigrés. Tandis que certains lui reprochent de chercher des boucs émissaires et de céder au populisme, il prétend répondre aux attentes de nombreux citoyens. Pour le *GB*, qui reproduit un éditorial d'un éditeur du *FAZ*, il n'y a pas de doutes :

« *Les partis pourraient continuer de taire et de minimiser le sujet de la criminalité des étrangers. Mais ce n'est pas comme cela qu'ils le feraient disparaître ; ils n'apporteraient que plus d'audience aux extrémistes de gauche comme de droite. Car au cas où Struck [président du groupe parlementaire SPD au Bundestag, L.P.] ne saurait pas ce qui se passe en Allemagne : les Allemands le savent.* »<sup>1060</sup>

---

<sup>1058</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 79/1, p. 1-2.

<sup>1059</sup> Article de Werner Bartsch paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 06/4, p. 2.

<sup>1060</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/2, p. 2.

### III - Le style du *GB*

#### *Les formules récurrentes*

Dans le journal, les revendications sont répétées inlassablement et elles varient peu au cours des années. Le sempiternel rappel des textes juridiques qui fondent ces revendications est reproduit régulièrement. Mais le *GB* se distingue aussi par son goût immodéré de la formule frappante, celle qui fait mouche à chaque fois. Pour cette raison, il n'est pas surprenant que certaines expressions reviennent régulièrement dans nombre d'articles. Alois Bartsch utilise plusieurs fois la métaphore de la passion du Christ pour parler de la souffrance des expulsés<sup>1061</sup>. Leur éloignement de leur *Heimat* est alors présenté comme une épreuve que les expulsés doivent endurer avant la résurrection. « La Passion sera-t-elle suivie de Pâques ? »<sup>1062</sup> interroge-t-il en titre de son éditorial de mars 1966. Durant tout l'éditorial, il file la métaphore de la Passion, ce qui correspond bien à la dimension religieuse très présente dans le journal. Cette métaphore est reprise deux ans plus tard dans un autre éditorial où Bartsch dit clairement que les expulsés peuvent croire en un avenir meilleur et un retour dans la *Heimat* à la fin de leurs souffrances, comme le Christ a souffert avant de renaître d'entre les morts<sup>1063</sup>.

Le *GB* utilise aussi couramment une métaphore automobile pour parler des relations germano-polonaises dans lesquelles il ne voit que les efforts des Allemands pour tendre la main aux Polonais tandis que les Polonais semblent peu enclins à la réconciliation. Le *GB* rappelle régulièrement qu'une réconciliation réelle ne peut pas être « à sens unique »<sup>1064</sup>.

L'intérêt de ces formules récurrentes est de permettre aux lecteurs de s'en imprégner et de pouvoir les utiliser à leur tour, selon le vœu du BdV et ses instructions pour un langage conforme aux revendications juridiques des expulsés. En choisissant toujours les mêmes formules, le *GB* permet aux lecteurs de les retenir et de devenir de meilleurs avocats de leur cause. L'exigence du journal d'« appeler les choses par leur nom »<sup>1065</sup>, c'est-à-dire de ne pas éviter le mot expulsion en recourant à des circonlocutions inutiles est également très présente. La diversité des sources utilisant cette expression montre qu'il s'agit d'un topos chez les représentants des expulsés et que la langue du *GB* est révélatrice de la langue des *Landsmannschaften* et de leurs dirigeants.

---

<sup>1061</sup> La métaphore est utilisée en 1948 déjà par Emmanuel Reichenberger, théologien défenseur des expulsés, qui intitule *Ostdeutsche Passion* son livre sur la tragédie de l'expulsion. Cf. HAHN, *Erinnern* p. 37.

<sup>1062</sup> « Folgt der Passion ein Ostern? », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/3, p. 1-2.

<sup>1063</sup> Éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 68/4, p. 1. On retrouve la même métaphore dans la légende d'une photo de la *Heimat* dans *GB* 59/3, p. 1, dans un éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/4, p. 1, dans un article publié dans *GB* 71/3, p. 2 et dans un article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 71/9, p. 3.

<sup>1064</sup> « keine Einbahnstraße », entre autres dans un article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 92/2, p. 4-5 et un éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 94/6, p. 1.

<sup>1065</sup> « beim Namen nennen », éditoriaux d'Alois Bartsch publiés dans *GB* 66/1, p. 1-2 et *GB* 74/7, p. 1, articles (*Deutscher Ostdienst*) publiés dans *GB* 74/8, p. 3, *GB* 74/11, p. 3, *GB* 90/7, p. 2 et *GB* 96/1, p. 2, discours de Herbert Hupka publiés dans *GB* 79/8, p. 1-2 et *GB* 85/8, p. 1-2, article (*GNK*) publié dans *GB* 81/3, p. 1, article (*GNK*) de Herbert Hupka paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 83/6, p. 2, déclarations (Pressedienst-Schlesien) de la *Landsmannschaft Schlesien* publiées dans *GB* 89/4, p. 4 et *GB* 89/5, p. 4, articles publiés dans *GB* 94/5, p. 5 et *GB* 11/3, p. 13.

D'autres formules ont pour but de marquer les esprits et d'attirer l'attention des lecteurs sur un point précis. Ainsi, lorsqu'une situation particulièrement injuste ou blessante est dénoncée, elle peut être qualifiée de « seconde expulsion »<sup>1066</sup>. Sur l'échelle des valeurs, l'expulsion représente la douleur la plus vive et faire un parallèle avec l'expulsion est une forme de superlatif pour le *GB*.

Les expressions récurrentes correspondent toutes à des éléments-clés de la politique des représentants des expulsés. Ainsi, leur propension à mobiliser les expulsés et à les tenir en haleine est servie par une tendance forte à voir dans de nombreux événements un moment capital, voire un tournant pour leurs revendications. Le *GB* participe de cette tendance à la dramatisation. Les élections législatives fédérales de 1953 sont présentées comme un « jour qui engage l'avenir »<sup>1067</sup>, les événements en Europe de l'Est en 1956 laissent à penser que 1957 sera « l'année du tournant »<sup>1068</sup>, les promesses de Khroutchev laissent penser que « fin juin pourrait arriver le moment où des décisions historiques peut-être pas encore définitives mais novatrices pourraient être prises »<sup>1069</sup>, les élections législatives fédérales de 1969 sont un « dernier tour »<sup>1070</sup>, celles de 1976 représentent la « décision de la décennie »<sup>1071</sup> et celles de 1980 un « jour fatidique »<sup>1072</sup>, alors que 1971 déjà devait être « l'année de la décision »<sup>1073</sup>. La dramatisation se trouve aussi dans l'emploi de formules où le lecteur sent que le destin des territoires de l'est peut basculer : « C'est l'avenir de l'Allemagne qui est en jeu »<sup>1074</sup>, « Il en va de la Silésie, l'est de l'Allemagne. Il en va de toute l'Allemagne ! »<sup>1075</sup>, « Quo vadis, Germania ? »<sup>1076</sup>, « Quo vadis, Polonia ? ! »<sup>1077</sup>, « Quo vadis, Europa ? »<sup>1078</sup>.

Enfin, les formules récurrentes prennent l'allure de slogans que les expulsés peuvent brandir pour se défendre d'avoir vécu dans des territoires multiculturels (« La Pologne a toujours été très loin pour nous »<sup>1079</sup>, « un pays exotique »<sup>1080</sup>), pour faire l'éloge de la beauté idyllique de

<sup>1066</sup> « zweite Vertreibung », articles publiés dans *GB* 59/1, p. 2, *GB* 90/4, p. 4, éditorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 85/5, p. 1, article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 90/12, p. 2, éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 94/6, p. 1 et article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 10/11, p. 2.

<sup>1067</sup> « Schicksalstag am 6. September », éditorial publié dans *GB* 53/9, p. 1.

<sup>1068</sup> « 1957 – Jahr der Wende? », éditorial de Georg Goebel publié dans *GB* 57/1, p. 1-2.

<sup>1069</sup> « (...) Ende Juni der Zeitpunkt gekommen sein, zu dem wohl noch nicht endgültige aber richtungsweisende Entscheidungen getroffen werden. », article publié dans *GB* 59/5, p. 2.

<sup>1070</sup> « Es geht in die Endrunde um Ostdeutschland », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/9, p. 1.

<sup>1071</sup> « Entscheidung des Jahrzehnts », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/6, p. 1.

<sup>1072</sup> « Schicksalstag », article publié dans *GB* 80/10, p. 2.

<sup>1073</sup> « Ins Jahr der Entscheidung 1971 », déclaration de Herbert Czaja publiée dans *GB* 71/1, p. 1.

<sup>1074</sup> « Es geht um Deutschlands Zukunft », article publié dans *GB* 79/8, p. 2.

<sup>1075</sup> « Es geht um Schlesien – Deutschlands Osten! Es geht ums ganze Deutschlands! », déclaration de Herbert Hupka publiée dans *GB* 72/2, p. 1.

<sup>1076</sup> « Quo vadis, Germania? », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 67/1, p. 1-2.

<sup>1077</sup> « Quo vadis –Polonia?! », éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/10, p. 1-7.

<sup>1078</sup> « Quo vadis, Europa ? », article de Rudolf Wenzel paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 04/9, p. 2.

<sup>1079</sup> « Für uns Graftschafter war Polen immer weit, sehr weit weg!!! », article de Herbert Gröger publié dans *GB* 90/5, p. 2 et éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/6, p. 1-3.

<sup>1080</sup> « Für uns war Polen exotisch und sehr weit weg », articles de Herbert Gröger publiés dans *GB* 90/9, p. 3 et *GB* 94/2, p. 3.

la *Heimat* (« jardin divin »<sup>1081</sup>) ou pour dénoncer l'oubli des expulsés par la classe politique qui privilégie une « solution biologique »<sup>1082</sup> du problème. L'emploi de cette dernière formule dès le début des années 1950 prouve qu'un règlement rapide de la situation n'était pas envisagé sérieusement à cette époque par les représentants des expulsés.

### **Le rappel de citations**

Le *GB* a pour habitude de rappeler les déclarations d'hommes politiques faites dans le passé pour les opposer à des décisions actuelles. La principale « victime » de cette pratique dont le but est évidemment de montrer les volte-face des hommes politiques est Willy Brandt qui incarne dans le journal le renégat. Lors des grands rassemblements des Silésiens des années 1960, Willy Brandt est venu à plusieurs reprises tenir des discours dans lesquels il invitait les expulsés à faire preuve de patience et de courage, rappelant que les territoires de l'est ne devaient pas être abandonnés. « Renoncer, ce serait trahir », la formule a marqué les esprits et le journal n'hésite pas à la rappeler au cours des années 1970 pour montrer que l'apôtre de l'*Ostpolitik* n'a pas toujours été si opposé aux revendications des expulsés et surtout qu'il a trahi non seulement sa propre parole mais aussi tous les expulsés devant lesquels il s'était engagé<sup>1083</sup>. Le *GB* rappelle aussi qu'au milieu des années 1970, le ministère des Affaires étrangères des USA a publié des documents dans lesquels Willy Brandt écrivait à destination des USA que le militarisme devait être anéanti et qu'une solution pourrait être de détacher les territoires de l'est du Reich et de déplacer les populations allemandes vers l'ouest<sup>1084</sup>. Brandt est alors presque rendu coresponsable de l'expulsion des Allemands.

Pour discréditer ses adversaires politiques, le *GB* utilise également une autre arme, celle qui consiste à démontrer qu'ils sont des traîtres pour leur propre camp. Ainsi, de grands personnages du SPD sont régulièrement mis en avant pour leur hauteur de vue et leur courage politique. Ainsi, Heinrich Windelen rappelle dans un article que le dirigeant social-démocrate Fritz Erler estimait qu'« il n'y a pas de compromis entre la liberté et la tyrannie »<sup>1085</sup>. Mais le moyen le plus efficace de montrer que le leader historique du SPD ne se reconnaît pas dans la politique actuelle du parti consiste à faire parler son héritier naturel, son fils Hans Erler, qui publie un livre dans lequel il s'applique à montrer que Brandt a trahi le SPD en le transformant en parti marxiste : « Le SPD de Willy Brandt trahit l'œuvre et l'héritage de son père »<sup>1086</sup>. Kurt Schumacher est lui aussi une grande figure de la social-démocratie que le *GB*

---

<sup>1081</sup> « Herrgottsländchen », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 77/8, p. 1-2, « Herrgottsgarten », articles de Peter Großpietsch publiés dans *GB* 87/9, p. 2 et *GB* 95/2, p. 3, « Herrgottswinkel », article publié dans *GB* 07/2, p. 13.

<sup>1082</sup> « biologische Lösung », entre autres dans un article de Georg Goebel publié dans *GB* 51/2, p. 2, article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 94/1, p. 2, éditoriaux de Peter Großpietsch publiés dans *GB* 95/9, p. 1-2, *GB* 04/1, p. 5 et *GB* 08/2, p. 1, article publié dans *GB* 04/6, p. 1-6.

<sup>1083</sup> Les déclarations de Willy Brandt sont rappelées dans un éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 70/12, p. 1-2, un article (Huf) publié dans *GB* 73/7, p. 2, un éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/7, p. 1, un article (*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 07/12, p. 10 et un éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 10/9, p. 1-8.

<sup>1084</sup> Article publié dans *GB* 80/2, p. 2.

<sup>1085</sup> « zwischen Freiheit und Gewaltherrschaft gebe es keinen Kompromiß », article de Heinrich Windelen publié dans *GB* 73/1, p. 1.

<sup>1086</sup> « Die SPD Willy Brandts verrät das Lebenswerk und das Erbe seines Vaters », article publié dans *GB* 76/9, p. 3.

invoque régulièrement. De la comparaison entre la grandeur de Schumacher et l'étroitesse d'esprit des sociaux-démocrates actuels, le *GB* conclut que le SPD n'est plus un parti digne de diriger l'Allemagne :

« *Il est incompréhensible que la direction du SPD ignore la mise en garde de Schumacher qui en tant que président du SPD est un prédécesseur du chancelier actuel, disant : « La [en gras dans l'original, L.P.] ligne Oder-Neisse est inacceptable comme frontière. Il ne peut y avoir de gouvernement allemand ou de parti qui reconnaisse cette ligne. Nous refusons de nous mêler à une politique de la trahison nationale et de la trahison des idées humaines (...). »* »<sup>1087</sup>

Kurt Schumacher a pour le *GB* le mérite d'être originaire de Prusse-Occidentale, ce qui explique peut-être aussi qu'il serve de mesure-étalon au journal pour juger la médiocrité des sociaux-démocrates actuels<sup>1088</sup>.

### ***Le refus de la réforme de l'orthographe***

Le 1<sup>er</sup> juillet 1996, les pays germanophones se sont engagés à Vienne à adopter de nouvelles règles pour l'orthographe. L'écriture de l'allemand doit être modifiée pour simplifier l'orthographe. Dès l'annonce de ce changement, de nombreuses voix se font entendre pour protester contre l'introduction de la mesure qui doit devenir effective à partir du 1<sup>er</sup> août 1998, date d'ouverture d'une période transitoire qui doit prendre fin en 2005.

Le *GB* prend officiellement position par rapport à cette réforme en septembre 1999 en choisissant de maintenir l'usage de l'ancienne orthographe. L'absence de réelle unité de la langue avec les variantes proposées par les différents journaux et même les différents dictionnaires expliquent cette position. Peter Großpietsch affirme que le *GB* conservera l'ancienne orthographe et il demande à tous les auteurs de comptes rendus ou de courriers au journal de faire de même<sup>1089</sup>. Quelques mois auparavant, il voyait cette introduction en dépit de l'hostilité d'une grande part de la population allemande comme une marque de mépris des élites pour l'opinion populaire<sup>1090</sup>. Un encadré publié régulièrement rappelle aux lecteurs (qui sont aussi rédacteurs du journal) la nécessité de conserver l'ancienne orthographe :

« *Cette demande s'adresse une nouvelle fois à tous les auteurs de comptes rendus etc. : utilisez l'ancienne orthographe SVP !* »<sup>1091</sup>

La réforme étant rejetée par beaucoup de monde et présentant quelques incohérences, cette réforme est elle-même modifiée, ce qui provoque la colère des adversaires qui n'attendaient qu'une seule chose : son retrait pur et simple<sup>1092</sup>. L'annonce du retour de plusieurs journaux à l'ancienne orthographe, répondant ainsi aux attentes de la majorité des lecteurs, est accueillie

---

<sup>1087</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 70/6, p. 1.

<sup>1088</sup> Articles de Peter Großpietsch publiés dans *GB* 97/11, p. 5, *GB* 98/12, p. 2 et *GB* 07/1, p. 1-6, article publié dans *GB* 99/7, p. 1-6.

<sup>1089</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/9, p. 3.

<sup>1090</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/2, p. 1.

<sup>1091</sup> Texte de Peter Großpietsch publié dans *GB* 00/10, p. 3. Texte identique dans *GB* 05/1, p. 15, *GB* 08/1, p. 3, *GB* 08/7-8, p. 7, *GB* 10/3, p. 12 et *GB* 10/5, p. 17.

<sup>1092</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 04/9, p. 11.

avec joie par le *GB*<sup>1093</sup>. La réforme sous ses différentes versions est si critiquée que les pays germanophones, les Länder allemands et les journaux finissent par ne plus utiliser une seule et unique orthographe et recourir chacun à ses propres règles. La seule solution de bon sens consisterait alors à abandonner définitivement toute réforme pour revenir à l'orthographe ancienne. Mais c'est aussi pour le journal l'occasion de dénoncer les manœuvres inutiles des hommes politiques :

« *La où il y avait besoin de réforme, dans le système de retraite, de la santé, les hommes politiques ont esquivé la question pendant des années. Et ils se sont fait les complices bruyants d'une infamie, qu'ils ont appelée sans vergogne la réforme de l'orthographe.* »<sup>1094</sup>

La réforme de l'orthographe apparaît comme un exemple supplémentaire de l'incompétence des dirigeants politiques allemands qui ignorent les véritables problèmes de la population et préfèrent perdre leur temps à attaquer ce à quoi tiennent les gens. Le *GB*, même s'il relaie ici une critique largement partagée, offre une caisse de résonance à une critique populiste, utilisant des sujets sans rapport avec son centre d'intérêt principal pour attaquer la classe politique<sup>1095</sup>.

#### **IV – Le dialecte**

Les Allemands expulsés du comté de Glatz parlaient tous l'allemand bien sûr, mais pour un certain nombre d'entre eux, ils parlaient aussi le dialecte de la région. Ces gens-là sont principalement ceux qui habitaient les zones rurales, tandis que les habitants de Glatz par exemple ne parlaient que l'allemand. Dans tout le Comté de Glatz, on ne parlait qu'un seul dialecte, le Pauersch comme il se nomme lui-même. Avant l'expulsion, le dialecte constituait déjà un élément fort de l'identité des habitants du Comté de Glatz car la zone géographique dans laquelle il était parlé était relativement réduite. Après l'expulsion, le dialecte va prendre une nouvelle dimension. Tout d'abord parce que sa dimension immatérielle va permettre son transport dans la nouvelle région d'habitation. Tous les biens ou presque sont restés dans la *Heimat* mais les expulsés ont emporté avec eux la connaissance de leur langue, qui au même titre que les souvenirs reste présente à l'esprit des expulsés. Dans les familles, on peut parler le dialecte comme on le faisait autrefois dans la *Heimat*. Les retrouvailles avec les parents ou amis sur le territoire de la RFA permettent l'usage du dialecte. Toutefois, le dialecte présente aussi une difficulté majeure pour les personnes qui parlaient principalement le dialecte dans la *Heimat* et qui ne parlent pas aussi bien l'allemand standard. Leur manque de maîtrise de l'allemand rend leur intégration dans leur nouvel environnement bien plus difficile car le dialecte stigmatise les expulsés au regard de la population locale.

L'un des tout premiers numéros du *GB* traite de la difficulté des expulsés à se sentir à l'aise dans leur nouvel environnement alors que les gens qui les entourent sont si différents d'eux, notamment parce qu'ils parlent un autre dialecte. Et c'est précisément dans l'usage de leur

---

<sup>1093</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/1, p. 15.

<sup>1094</sup> Extrait d'un article (*Münchener Merkur*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 05/10, p. 8.

<sup>1095</sup> Pour Gilbert Casusus, la défense de l'orthographe est en fait une défense d'un ordre social ancien. « La défense de l'allemand consacre ceux qui s'y adonnent défenseurs de l'Allemagne. », CASASUS Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, éditions Desjonquères, Paris, 2001, p. 109.

propre dialecte que les expulsés sont invités à puiser la force de surmonter les difficultés et de montrer par leur travail et leur endurance leur capacité à s'adapter à leur destin<sup>1096</sup>.

Si le dialecte cause certains problèmes aux expulsés, son usage est aussi un marqueur d'identité dont certains expulsés souhaitent se débarrasser pour mieux s'intégrer dans la population et éviter le rejet qui s'exprime contre eux. Mais la perspective peut être renversée aussi par les défenseurs du dialecte qui voient dans l'abandon du dialecte par certains expulsés une attitude incompréhensible :

« *Nous observons tous au cours de notre exil, en Bavière, en Franconie, en Souabe, en Rhénanie, Basse-Saxe ou Schleswig, que les « Allemands de l'ouest » nous sont largement supérieurs dans leur écharnement à défendre le dialecte et les traditions. Ils prennent soin de leur dialecte tandis que nous autres Graftschafter en avons souvent honte.* »<sup>1097</sup>

Dans les années 1950, la pratique du dialecte est en recul et les tenants de sa pratique se mobilisent pour le conserver. Dans ce contexte, les efforts des expulsés sont bien moins visibles que ceux de la population qui vit dans la région depuis longtemps. En effet, c'est toute une région qui peut se mobiliser en faveur du dialecte local, tandis que les expulsés ne peuvent enclencher le même mouvement car ils ont été répartis sur le tout le territoire allemand restant du Reich, quelle que soit leur origine géographique. Ainsi, l'usage du dialecte ne peut se faire le plus souvent que dans le cadre familial ou avec quelques voisins, mais il est impossible de le pratiquer dans la vie quotidienne car la plupart des gens ne le comprennent pas. Le reproche est donc exact dans son constat mais erroné dans son analyse car les expulsés ne renoncent pas à la pratique du dialecte uniquement par volonté mais aussi parce qu'ils n'ont parfois pas d'autre choix.

Pourtant le *GB* ne cache pas que le dialecte des expulsés est aussi une source de conflits avec le rejet des Allemands. Dans un long article dans lequel il reprend les reproches que les gens font aux expulsés, Alois Bartsch évoque la question du dialecte :

« *Et c'est ainsi que l'on cherche à chasser de nos cœurs le sentiment d'attache à la Heimat lorsque les gens nous disent : « Cela fait dix ans que vous êtes ici. Parlez donc un peu mieux l'allemand. » Il s'agit ici de la langue de la Heimat, du dialecte, qui Dieu merci est encore vivant et que l'on continue de parler.* »<sup>1098</sup>

C'est un appel à la résistance qu'il lance ici en direction des expulsés, soulignant par la suite que personne n'aurait jamais l'idée de reprocher à un Bavarois ou à un Souabe de parler son dialecte. Il se situe donc à la fois sur le terrain de l'injustice faite aux expulsés à travers la discrimination et sur celui de l'encouragement à préserver l'identité propre aux expulsés et à leur territoire.

Un article du quotidien *Die Welt* attire l'attention de Bartsch car il constate la perte d'influence des dialectes allemands. Les femmes en particulier abandonnent l'usage du dialecte plus vite que les hommes ce qui désespère littéralement Alois Bartsch qui fondait ses espoirs sur les femmes qu'il voit chargées de transmettre le dialecte à leurs enfants comme

---

<sup>1096</sup> Article de Wolfgang Bittner publié dans *GB* 50/5, p. 7.

<sup>1097</sup> Article de Joseph A. Pausewang publié dans *GB* 51/1, p. 6.

<sup>1098</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 57/1, p. 4.

une langue maternelle au sens littéral du terme<sup>1099</sup>. Il en profite pour rappeler que tous les motifs généralement invoqués pour justifier l'abandon du dialecte (désir de s'intégrer, de ne pas se faire remarquer) sont de faux arguments qui marquent une faiblesse de caractère inadmissible. On retrouve dans le ton professoral de Bartsch son identité professionnelle puisqu'il n'hésite pas à faire la leçon à ses lecteurs et à les rappeler à l'ordre.

A mesure que le temps passe et que l'intégration en RFA progresse, l'usage du dialecte se perd et surtout la transmission à la génération suivante n'est pas assurée de façon satisfaisante pour que le dialecte survive. Un groupe de *Grafschafter* se constitue autour de Georg Goebel pour prendre en charge ce problème. Sous le titre « Une lettre importante »<sup>1100</sup>, ce groupe s'adresse à tous les *Grafschafter* pour leur présenter un projet destiné à protéger l'héritage culturel que constitue le dialecte avant qu'il ne disparaisse. Chaque volontaire est invité à remplir un document sur lequel figurent de nombreuses phrases en allemand qu'il s'agit de traduire en dialecte. Par la suite, les organisateurs se rendront chez chaque participant afin de procéder à l'enregistrement de la lecture de ces phrases. Ainsi, le souvenir du dialecte sera conservée sous forme écrite et orale :

*« Il [le dialecte, L.P.] est aussi le seul héritage que nous avons pu emporter de chez nous, et celui-là, nous ne voulons surtout pas le perdre. Et pourtant : dès la prochaine génération, il n'y aura déjà plus personne capable de parler le dialecte. Notre dialecte va disparaître. »*<sup>1101</sup>

Le regard porté sur le dialecte paraît assez lucide, mais il tranche étonnamment avec le ton du journal. Ici, Georg Goebel ne feint pas de croire qu'un retour dans la *Heimat* est possible et que le dialecte renaîtra en même temps que les expulsés retrouveront leur *Heimat*. Il semble au contraire être si réaliste qu'il fixe au contraire les priorités pratiques pour préserver ce qui peut encore l'être. On peut s'interroger sur l'écart entre cet aveu de Goebel et les éditoriaux empreints d'un message d'espoir à destination des lecteurs. Goebel croit-il réellement qu'un retour est possible ? Anticipe-t-il simplement avec ce projet un éventuel échec ou bien ses revendications politiques ne sont-elles que des cris de désespoir destinés à donner le change auprès des lecteurs ? Il se distingue dans son approche du dialecte d'Alois Bartsch qui continue de son côté de plaider pour un usage immodéré du dialecte dans le cercle familial, estimant que si les expulsés continuent de le pratiquer ainsi, il ne disparaîtra pas. Il rejette en cela les avis de spécialistes qui dressent un état des lieux bien sombre concernant l'avenir des dialectes des territoires de l'est<sup>1102</sup>. Son optimisme forcené peut donner du courage aux expulsés qui partagent ses inquiétudes, mais il y a peu de chances pour que cela suffise à préserver la langue. Peut-être est-ce aussi la tristesse du poète qui l'empêche de voir la réalité et le force à croire encore et toujours à un avenir possible de la langue de la *Heimat*.

La cérémonie organisée à Lüdenscheid à l'occasion du dixième anniversaire du groupe de travail sur le dialecte (= « Mundartgruppe ») permet à Georg Hoffmann de formuler dans un discours l'importance du dialecte pour tous les *Grafschafter* :

---

<sup>1099</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 57/8, p. 9.

<sup>1100</sup> « Ein wichtiger Brief ».

<sup>1101</sup> Article de Georg Goebel publié dans *GB* 61/9, p. 9.

<sup>1102</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 62/11, p. 13.

« *Nous pouvons bien nous sentir Prussiens, Allemands ou Européens, nous pouvons appartenir à différentes classes sociales et à différentes communautés religieuses, nous pouvons exercer différents métiers et partager les opinions les plus diverses – nous sommes avant tout restés des Graftschafter et en tant que tels, nous sommes rassemblés par le lien qu’est le dialecte.* »<sup>1103</sup>

Au-delà du maintien d’un héritage culturel avec l’enregistrement de disques contenant des poèmes, des récits et des chansons, le groupe de travail sur le dialecte<sup>1104</sup> s’efforce de maintenir vivant le dialecte car il est le reflet de l’existence du groupe des *Graftschafter*. Cité dans le discours, Alois Bartsch considérait que les termes de *Heimat* et de dialecte sont inséparables chez les *Graftschafter* et que l’un ne va pas sans l’autre<sup>1105</sup>. Or, Hoffmann et ses amis sont convaincus que le dialecte finira par disparaître si personne ne fait l’effort d’entretenir le dialecte en dépit de sa tendance naturelle à s’éteindre loin de la *Heimat* ; il en va de même de l’identité culturelle des *Graftschafter* et le combat pour le dialecte en est le reflet.

Après la cérémonie de Lüdenscheid, le dialecte va être évoqué plus régulièrement dans le *GB*. Cela correspond au désir de Thomas Horschler devenu rédacteur en chef en 1982 de donner une plus grande dimension culturelle au journal. En introduction à un article sur le dialecte publié à la une du *GB*, Horschler indique aussi que l’intérêt pour le dialecte grandit chez les *Graftschafter*<sup>1106</sup>. Le renouveau du dialecte est marqué par la volonté du *GB* de le maintenir vivant. Erhard Gertler, l’auteur d’innombrables poèmes et discours en dialecte publiés dans le journal, proclame officiellement l’année 1988 année du dialecte<sup>1107</sup>. Mais son article publié en février 1987 surprend tellement les lecteurs du *GB* qu’il doit publier un nouvel article pour préciser ses intentions. Le calendrier de manifestations n’est pas encore fixé et en appelant tôt à organiser une année du dialecte, il a voulu éveiller les consciences et donner envie à chacun de participer. Toutefois, l’impression qui domine à la lecture de l’article est celle d’un manque complet d’organisation et les lecteurs désespérés sont certainement bien nombreux, surtout en lisant qu’une cérémonie d’ouverture ou de clôture ne sont pas nécessaires<sup>1108</sup>.

L’éditorial publié dans le numéro de janvier qui ouvre l’année du dialecte incline peu à l’optimisme puisqu’il dresse un constat accablant pour le dialecte et sa pratique :

« *A vrai dire, le sauvetage du dialecte ressemble parfois au combat symbolique de Don Quichotte contre les ailes des moulins à vent. (...) Il ne faut pas mentir et reconnaître ici que la langue de la Heimat, y compris dans le cirque montagneux du Comté de Glatz, était déjà en situation difficile au début du siècle et donc bien avant l’expulsion en raison de l’expansion rapide de l’allemand standard à travers les médias. (...) C’est pourquoi ce sont précisément*

---

<sup>1103</sup> Discours de Georg Hoffmann publié dans *GB* 85/11, p. 1-2.

<sup>1104</sup> Groupe de travail sur le dialecte.

<sup>1105</sup> Argument repris dans l’article d’Erhard Gertler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 89/2, p. 3.

<sup>1106</sup> Article de Nina Hötzel-Strauch *GB* 87/2, p. 1.

<sup>1107</sup> Article d’Erhard Gertler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 87/2, p. 2.

<sup>1108</sup> Article d’Erhard Gertler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 87/8, p. 2.

*les générations futures qui (même avec la meilleure volonté) éprouvent des difficultés à se sentir à l'aise avec le dialecte de leurs parents et grands-parents. »*<sup>1109</sup>

L'année du dialecte n'est en fait qu'un prétexte pour rappeler aux expulsés combien le dialecte est important pour leur identité et pour les inciter à l'utiliser à la maison ou avec des amis. Mais il apparaît évident que le combat est perdu d'avance et que déclarer 1988 année du dialecte n'a qu'une portée très mince puisqu'il s'avère qu'aucune manifestation aussi modeste soit-elle n'est prévue.

Pourtant, l'attachement au dialecte est manifeste puisque près de trente ans après l'initiative de Georg Gobel, le groupe de travail sur le dialecte décide de lancer un projet assez similaire. Appuyé par un linguiste de l'université de Munich, il s'engage dans la réalisation d'un dictionnaire du dialecte du Comté de Glatz<sup>1110</sup>. Dans cette perspective, le *GB* demande à tous les lecteurs qui parlent encore le dialecte de se manifester et de participer au projet. Comme dans le cas précédent, il s'agit de donner des traductions puis de réaliser des enregistrements de la prononciation des mots et expressions. Le simple fait que le même projet soit lancé deux fois avec trente ans d'écart montre les limites du projet. Pourquoi recommencer un travail qui a déjà été effectué alors que le nombre potentiel de participants s'est dramatiquement réduit ? Si le travail précédent n'a pas été jugé satisfaisant, on peut se demander quels réels espoirs nourrissent les porteurs du projet avec un tel recul dans le temps.

Reconnaissance symbolique de la disparition du dialecte ou volonté d'en garder une trace visible, la plaque apposée sur la *Haus Grafschaft Glatz* à l'intérieur de la *Haus Schlesien* à Königswinter est composée d'une strophe d'un poème de Robert Karger rédigé en dialecte. Pour Peter Großpietsch, ce choix de la langue correspond à une volonté de dresser un « petit monument »<sup>1111</sup> à la gloire du dialecte.

Le dialecte disparaît lentement mais sûrement et la situation est inéluctable. Chacun en étant en partie responsable, il n'est pas si étonnant d'apprendre dans l'étude du professeur Sauermann que seuls 8% des *Grafschafter* citent le dialecte lorsqu'on leur demande ce qui leur manque du temps de la *Heimat*<sup>1112</sup>. Les *Grafschafter* vivant dans le sud de l'Allemagne où les dialectes sont plus pratiqués en souffrent plus que ceux vivant dans le nord car ils sont plus nombreux et ont donc plus d'occasion de pratiquer la langue de la *Heimat*. Pour ces *Grafschafter* nostalgiques de leur dialecte, le *GB* est une publication importante, car les poèmes publiés régulièrement et surtout la rubrique « Na gell – neewoahr ? » rédigée chaque mois entièrement en dialecte leur offre l'occasion de retrouver des mots et expressions parfois oubliés depuis longtemps. Pour cette raison et pour son attachement à la défense du dialecte, le *GB* apparaît comme un rempart qui a su empêcher la disparition trop rapide du dialecte<sup>1113</sup>. L'hommage rendu à l'auteur de cette rubrique repose autant sur les qualités de rédaction que

---

<sup>1109</sup> Article publié dans *GB* 88/1, p. 1.

<sup>1110</sup> Article de Hubert Hübner publié dans *GB* 94/1, p. 3.

<sup>1111</sup> « ein kleines Denkmal », article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 87/9, p. 2.

<sup>1112</sup> Article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 02/1, p. 1-7.

<sup>1113</sup> Article de Heinz Kater publié dans *GB* 04/9, p. 1.

sur le dialecte lui-même, « notre marque d'identité la plus personnelle est peut-être aussi la dernière qu'il nous reste »<sup>1114</sup>. On comprend mieux le combat perdu d'avance mené par le *GB* pour protéger le dialecte : ce n'est pas tant la langue qui est en jeu, mais bien l'identité particulière des hommes qui la parlent.

## V – Le polonais et son orthographe

S'il est un domaine où la symbolique est présente, mais où le militantisme absolument impossible à démontrer, c'est bien celui de l'orthographe. Comme dans toute publication de presse, il arrive que le *GB* publie des articles comprenant des fautes de frappe ou fautes de grammaire. Mais le phénomène est rare, et il s'agit simplement de coquilles n'ayant rien d'intentionnel. Concernant les mots polonais, on peut se poser la question de savoir pourquoi certains mots sont mal orthographiés. Par principe, le *GB* n'utilise quasiment pas de mots polonais : les noms de villes polonaises ont la plupart du temps un équivalent allemand qui est systématiquement utilisé. Restent les patronymes et noms d'institutions. Parmi ceux-ci, le syndicat qui porte la contestation contre le pouvoir central est le plus important, aussi le nom de « Solidarnosc »<sup>1115</sup> apparaît plusieurs fois dans le *GB*. Il est frappant de voir que sur ce nom, les fautes d'orthographe n'ont rien d'exceptionnel : « Solidarnosz »<sup>1116</sup>, « solidarnocs »<sup>1117</sup>, « solidarnos »<sup>1118</sup> ou encore « solidarnocz »<sup>1119</sup>. La capitale polonaise qui s'appelle Warszawa en polonais subit le même sort : « Warzawa »<sup>1120</sup>, tout comme le journal *Rzeczpospolita* appelé « reczpospolita »<sup>1121</sup>, le quotidien de Varsovie *Życie Warszawy* qui devient « Zycie Warcszawy »<sup>1122</sup> ou encore le journal catholique *Słowo Powszechne* écrit « Slowo Powzechne »<sup>1123</sup>. Naturellement, il est difficile de savoir dans quelle mesure ces erreurs relèvent de l'étourderie ou de la maladresse. Il est simplement frappant de constater que les mots polonais concentrent régulièrement les fautes de frappe alors que, comme dans le cas de Solidarnosc, le mot polonais ressemble beaucoup au mot allemand<sup>1124</sup>. Mais le *GB* montre une certaine distance vis-à-vis de la langue polonaise qui n'est pas due seulement à la préférence pour le nom allemand correspondant lorsqu'il existe. Dans un article relatant la décision d'un tribunal administratif ordonnant de préférer le nom allemand au nom polonais d'une localité dans les documents administratifs, le *GB* porte un jugement lapidaire sur la langue polonaise :

*« Un habitant de Haute-Silésie a opposé cette décision de justice à un officier d'état-civil de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et il a obtenu que dans ses papiers, le lieu de son mariage ne*

---

<sup>1114</sup> « unser ureigenstes und wohl auch letztes Identitätsmerkmal », article de Georg Werner paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 01/5, p. 2.

<sup>1115</sup> C'est ici l'orthographe conventionnelle en français qui est utilisée pour le mot polonais « Solidarność ».

<sup>1116</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 89/10, p. 2 ; article de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/5, p. 1-6.

<sup>1117</sup> Article signé NG publié dans *GB* 89/11, p. 2.

<sup>1118</sup> Déclaration de Hartmut Koschyk publiée dans *GB* 08/2, p. 11.

<sup>1119</sup> Article publié dans *GB* 90/2, p. 2 ; article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/12, p. 2 ; article de Rudolf Menzel paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 01/12, p. 2-5.

<sup>1120</sup> Article de Heinrich Wodtke publié dans *GB* 08/5, p. 1.

<sup>1121</sup> Extrait d'article (*Rzeczpospolita*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 09/11, p. 13.

<sup>1122</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/10, p. 1.

<sup>1123</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 89/8, p. 3.

<sup>1124</sup> « Solidarität » en allemand.

*soit pas l'imprononçable « Ujzd Slaski » mais l'ancien nom allemand de « Bischofstal/Haute-Silésie ». »<sup>1125</sup>*

L'argument du caractère difficilement prononçable de la localité polonaise est peu probant. Rien n'est plus relatif que la sonorité d'un nom que l'on peut trouver aisé ou difficile à prononcer. Même si Allemands et Français considèrent généralement que la langue polonaise a des sonorités étranges, on ne peut pas en tirer argument pour rejeter les noms polonais. D'ailleurs, le nom polonais serait peut-être moins imprononçable s'il n'était pas tronqué et apparaissait sous sa véritable forme de « Ujadz Śląsk ».

Un article pourtant consacré aux visites dans la *Heimat* et aux rencontres avec sa population polonaise porte le titre « Guten Tag Dzien dobr »<sup>1126</sup>. L'équivalent polonais du « bonjour » allemand est pourtant « Dzien dobry ». La forme sans le « y » final est incorrecte, tant à l'oral qu'à l'écrit. On peut s'interroger sur les raisons d'une faute pareille. D'abord parce qu'elle apparaît en titre et saute aux yeux du lecteur. D'autre part, parce que le voyageur qui se rend dans un pays étranger, même s'il n'en maîtrise pas la langue, apprend généralement quelques expressions courantes parmi lesquelles les formules de salutation sont incontournables. S'agit-il ici d'un manque réel de connaissance de la langue (avec une abréviation inappropriée de la formule) ou d'un manque de respect pour la langue du peuple avec lequel la réconciliation est si difficile ?

*« Il est déjà douloureux pour nous de devoir lire les noms de lieux polonais, sans parler de les écrire. Lisez donc les toponymes polonais correspondant à Bad Dirsdorf, Olbersdorf ou Silighain. Vous êtes obligé de recopier lettre à lettre, inutile de songer à les prononcer. C'est à ce moment-là que l'on finit par se rendre compte à quel point cette langue nous est étrangère. »<sup>1127</sup>*

La prononciation du polonais diffère radicalement de celle de l'allemand mais bien d'autres langues doivent paraître aussi imprononçables à des germanophones. Les toponymes allemands et polonais ne se ressemblent pas toujours. On peut comprendre la frustration que cela engendre chez les expulsés. Mais ce n'est que l'expression de la réalité politique de l'appartenance de la Silésie à la Pologne. Si la Pologne était un pays germanophone, la douleur des expulsés n'en serait certainement pas moins grande. La lutte pour le maintien du souvenir de la réalité culturelle est vif et se focalise en partie sur la langue et les toponymes, mais le problème n'est ici que symbolique.

Peter Großpietsch montre un autre exemple de la frustration que ressentent les expulsés face à leur passé qui leur est symboliquement confisqué à travers l'effacement linguistique du passé allemand. Les documents officiels allemands ont souvent disparu ou sont devenus indésirables :

*« Vous qui êtes nés dans les territoires de l'est allemand avant l'expulsion, essayez donc, chers lectrices et lecteurs, d'obtenir une photocopie de votre acte de naissance. Vous*

<sup>1125</sup> Article signé –h publié dans *GB* 81/10, p. 2.

<sup>1126</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/7, p. 1-2.

<sup>1127</sup> Article publié dans *GB* 92/11, p. 5.

*échouerez ! On ne reçoit qu'un acte de naissance rédigé en polonais que personne ne peut lire ! »*<sup>1128</sup>

La frustration s'exprime dans le rejet de la langue polonaise. Si les personnes concernées ne parlent pas le polonais (ce qui doit être le cas de la majorité des Allemands expulsés), elles peuvent néanmoins trouver des personnes capables de les aider à traduire les documents en question. Dans ce cas, le rejet de la langue qui est exprimé renvoie à un rejet symbolique du peuple qui parle cette langue.

Dans un article, le *GB* applique au nom du premier ministre polonais Jan Krzysztof Bielecki une règle de la grammaire allemande. Son nom est coupé entre deux lignes et le « c » en fin de ligne est remplacé par un « k » comme le voulaient les règles de l'ancienne orthographe allemande<sup>1129</sup>. S'il est possible que cette erreur soit causée par l'informatique qui appliquerait automatiquement cette règle à tous les mots, l'effet que produit le nom « Bielekki » n'en est pas moins surprenant, d'autant que la prononciation s'en trouve changée en polonais.

Il serait hâtif d'en conclure que le polonais est rejeté. On constate en effet à la lecture du *GB* que les *Grafschafter* qui parlent cette langue ne sont pas rares. Que ce soit lors de voyages dans la *Heimat* ou de conférences entre spécialistes des deux pays, les interprètes n'apparaissent pas toujours indispensables. Le *GB* ne mentionne pas clairement le bilinguisme de certains de ses lecteurs, mais cette réalité transparait entre les lignes. Impossible en revanche de savoir s'ils ont appris le polonais avant l'expulsion ou après, puisque la connaissance de la langue n'est pas abordée directement. On trouve de plus dans un éditorial d'Alois Bartsch une mention de l'intérêt d'apprendre le polonais :

*« La jeune génération admet l'intérêt d'apprendre les langues des peuples slaves. Parler une telle langue ouvre les portes de l'ensemble des peuples slaves. Les voyages avec une telle préparation vont bien au-delà du simple tourisme. Ceux qui voient ce changement ne peuvent que secouer la tête de dépit face à la politique actuelle des administrations. »*<sup>1130</sup>

Il n'en demeure pas moins que le polonais est présenté dans le journal sous un jour très défavorable, le silence sur le cas des personnes bilingues témoignant d'une sorte de gêne liée à ce sujet. C'est peut-être parce que la langue est un trait fondamental de l'identité nationale des personnes que le fait de s'approprier en partie la langue de l'autre pourrait être compris comme un geste de trop grande sollicitude envers un peuple considéré souvent comme adversaire.

## **2. Les sources de l'information dans le *GB***

N'ayant pas de journalistes professionnels au sein de sa rédaction, le *GB* compte sur diverses sources d'information. Actuellement, Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel sont les deux seules personnes de la rédaction à écrire régulièrement des articles pour le journal, la grande majorité étant de Peter Großpietsch. Le *GB* compte en outre sur un réseau fidèle de contributeurs extérieurs à la rédaction qui proposent régulièrement (spontanément ou à la

---

<sup>1128</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/11, p. 1-3.

<sup>1129</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 97/6, p. 10.

<sup>1130</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 73/10, p. 1.

demande de la rédaction) des articles au journal, la rédaction se réservant le droit de choisir quels articles seront publiés. Pour la grande majorité des articles, la source de l'information ou le nom de l'auteur est indiqué. Il arrive que le sigle utilisé pour signer l'article ne soit plus identifiable. Selon Peter Großpietsch, il a pu arriver par le passé que la rédaction utilise des pseudonymes pour certains articles. Alois Bartsch était enseignant et a fait carrière jusqu'à devenir inspecteur. Son activité militante parmi les expulsés et dans la rédaction du *GB* ont pu le gêner. Georg Goebel a lui aussi déplu à sa hiérarchie par sa forte implication politique en faveur des expulsés. L'un comme l'autre ont pu avoir besoin de recourir à un pseudonyme pour écrire plus librement<sup>1131</sup>. Peter Großpietsch a attendu d'être en retraite pour prendre la direction du journal. Avant cela, il était certes responsable de la publication du journal en tant qu'éditeur (en sa qualité de président de la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* qui édite le journal), mais il ne participait pas directement à la rédaction, son activité professionnelle au sein du ministère fédéral de l'Intérieur étant incompatible.

Enfin, le travail de la rédaction du *GB* repose aussi largement sur la lecture de la presse. En effet, une large part du contenu du journal est tirée d'autres journaux. Le *GB* s'appuie tant sur la presse des expulsés que sur la presse traditionnelle.

## **I - La presse spécialisée**

Les journaux d'expulsés constituent une source logique pour le *GB* puisque les lecteurs de ces publications partagent un destin commun avec ceux du *GB*. On l'a vu, la presse des expulsés présente un large spectre de publications et la rédaction du *GB* entretient des liens privilégiés avec d'autres journaux dont l'orientation politique ou idéologique est la même. Ces liens reposent sur une coopération étroite dans le cadre du travail journalistique. Le *GB* peut ainsi reproduire tout ou partie d'articles paraissant dans d'autres journaux et tient à leur disposition les droits d'auteur concernant ses propres articles<sup>1132</sup>. Les journaux qui sont le plus fréquemment cités sont : *Heimatbrief Saazerland*, *Bunzlauer Heimatzeitung*, *Glaube und Heimat*. En puisant dans le segment spécialisé de la presse des expulsés, le *GB* y trouve des articles correspondant à ses centres d'intérêt et il apporte à ses lecteurs des informations supplémentaires qu'une rédaction peu nombreuse ne peut pas fournir. Contrairement à ce que l'on pourrait penser spontanément, les citations d'autres journaux ne représentent pas un enrichissement des points de vue présentés dans le *GB* car tous les articles reproduits (sous formes d'articles, de brèves ou de citations) vont dans le même sens politique que le *GB*. Il s'agit plutôt pour le *GB* de conforter ses propres points de vue et d'apporter à ses lecteurs la confirmation que les avis présentés dans le *GB* sont partagés par d'autres journaux d'expulsés. Ainsi, la ligne éditoriale du *GB* sort renforcée de cet apport rédactionnel extérieur.

Les services de presse des expulsés sont aussi utilisés. « hvp » du Groupe de travail de Göttingen et « dod » du BdV sont les deux plus courants. Ils facilitent le travail du *GB* en proposant des articles sur des sujets qui concernent les expulsés. Ces services de presse sont à la disposition de tous les journaux d'expulsés. Comme presque tous les journaux ont des

---

<sup>1131</sup> On pense notamment aux pseudonymes « spectator » et « spektator » utilisés pour signer des éditoriaux virulents.

<sup>1132</sup> Interview de Peter Großpietsch à Lüdenscheid le 2 mai 2010 par l'auteur.

moyens humains et financiers limités, le recours à ces services est indispensable, ce qui a pour conséquence d'uniformiser l'ensemble du secteur.

Avant d'évoquer le cas des journaux de la presse généraliste, il convient de s'attarder sur des publications particulières, ne relevant ni de la presse des expulsés ni de la presse traditionnelle. Il s'agit des journaux ou magazines publiés par les institutions représentatives des expulsés et les partis politiques. En utilisant la presse des expulsés et en mentionnant ses sources, le *GB* inscrit ainsi son activité dans le cadre plus large de la représentation de tous les expulsés : il légitime ainsi sa propre action et la renforce en soulignant son appartenance à la grande communauté des expulsés.

Parmi ces institutions, la *Landsmannschaft Schlesien* est l'organisme qui représente les expulsés de Silésie et elle édite depuis 1986 un journal bimensuel, *Schlesische Nachrichten*. Le *GB* utilise cette publication comme source pour sa rubrique « Politique et actualité » et « En bref ». Les liens étroits qui unissent le Comté de Glatz et la région de Silésie se reflètent dans les relations entre la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* et la *Landsmannschaft Schlesien*, visibles grâce aux personnes siégeant dans la direction des deux institutions. La *Landsmannschaft Schlesien* défend les droits et revendications des Silésiens et elle aborde la problématique de l'expulsion et de ses conséquences sous le même angle que le *GB*. *Schlesische Nachrichten* et *GB* se retrouvent donc comme des journaux amis<sup>1133</sup>. *Preußische Allgemeine Zeitung*<sup>1134</sup>, et *Sudetenpost* sont aussi fréquemment cités, édités respectivement par la *Landsmannschaft Ostpreußen* et la *Sudetendeutsche Landsmannschaft in Österreich*. Parmi tous les journaux d'expulsés, il est de coutume d'échanger des articles car leurs lecteurs partagent le même destin.

Le BdV, organisation des expulsés la plus puissante et la plus présente sur la scène médiatique, dispose également d'un outil pour informer ses membres, le *Deutscher Ostdienst (DOD)*, qui paraît depuis 1959<sup>1135</sup>. Nombre d'articles du *GB* reprennent des articles parus dans le *DOD*. La proximité idéologique du BdV et du *GB* explique cette collaboration<sup>1136</sup>. Le *BdV-Nachrichten*<sup>1137</sup> est publié depuis 1966 par le BdV de Bade-Wurtemberg et informe les expulsés sur l'actualité qui les concerne directement. Le service de presse du BdV est mentionné comme source de l'information pour la première fois en 2008<sup>1138</sup>.

---

<sup>1133</sup> Damian Spielvogel, rédacteur en chef de *Schlesische Nachrichten*, était assis à la table d'honneur lors de la cérémonie organisée le 1<sup>er</sup> mai 2010 à Münster pour les 60 ans du *GB*.

<sup>1134</sup> *Ostpreußenblatt* est devenu *Preußische Allgemeine Zeitung* en 2002 et conserve le nom *Ostpreußenblatt* en sous-titre. Cf. [www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html](http://www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1135</sup> *Deutscher Ostdienst* paraît depuis le 3 août 1959. Il a pris la suite de la première publication du BdV, *Vertriebenen Korrespondenz*, publié à partir du 15 juillet 1950. D'abord hebdomadaire, le *Deutscher Ostdienst* paraît à un rythme mensuel depuis le 28 mars 2002. Cf. mail du BdV à l'auteur du 16 septembre 2010.

<sup>1136</sup> Mentionnant les sources de son étude, Manfred Kittel cite la presse des expulsés dont le *DOD* « qui enregistre avec une extrême précision les griefs liés à la culture du souvenir » (« der erinnerungskulturelle Gravamina mit penibler Genauigkeit registrierte »). Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 31-41.

<sup>1137</sup> *BdV-Nachrichten* est publié par le groupe régional de Bade-Wurtemberg du BdV. Il paraît depuis 1950, avec une diffusion à environ 10 000 exemplaires en 2010. Cf. mail d'Ulrich Klein à l'auteur du 29 septembre 2010.

<sup>1138</sup> Article (*BdV-Pressemitteilungen*) publié dans *GB* 08/4, p. 10.

Pour la CDU/CSU, *Informationsdienst für Aussiedler und Vertriebene* représente depuis 2002<sup>1139</sup> l'organe de communication du groupe de travail consacré aux expulsés au sein du groupe parlementaire de la CDU/CSU au *Bundestag*.

A partir de 1994, le service de presse de la CDU/CSU est aussi mentionné dans le *GB* comme source. On constate que bien souvent, le *GB* reproduit des déclarations de presse de députés membres de la CDU/CSU ou même du groupe de travail chargé des expulsés. La proximité idéologique éclate ainsi au grand jour. Le *GB* ne cache alors plus sa sympathie pour la CDU comme il l'a longtemps fait, et assume son soutien (au moins partiel) à la CDU/CSU<sup>1140</sup>. Si une ou deux citations émanant du service de presse ne suffiraient pas à influencer l'orientation politique du journal, on ne peut que constater que le *GB* consacre très régulièrement une place aux déclarations officielles de députés de la CDU/CSU<sup>1141</sup>. D'ailleurs le contenu de ces déclarations vient soit renforcer la ligne éditoriale du *GB* soit informer sur la vie du groupe parlementaire de la CDU/CSU pour montrer son attachement à la défense des intérêts des expulsés. Après leur réélection au sein de la direction de la CDU, Helmut Sauer et Jochen-Konrad Fromme ont affirmé avec Erika Steinbach que « depuis 2005 beaucoup d'améliorations en ce qui concerne les problèmes des réfugiés et expulsés, des Aussiedler, Spätaussiedler et des compatriotes restés dans la Heimat ont été obtenues »<sup>1142</sup>.

## II - La presse généraliste

La presse généraliste est aussi utilisée par le *GB* comme source d'information. Il s'agit principalement de reproduction de citations, voire d'articles complets (procédé plus rare et mis en œuvre récemment seulement). Dans ce dernier cas, les articles sont extraits de *Frankfurter Allgemeine Zeitung* avec lequel le *GB* a signé un contrat lui permettant de reproduire des articles publiés dans le *FAZ*<sup>1143</sup>. Les journaux qui sont cités dans le *GB* sont ceux avec lesquels le *GB* partage une proximité idéologique. Lors du débat de 2003 autour d'un Centre contre les expulsions, le *FAZ* a montré qu'il était un acteur médiatique proche du BdV. Le soutien officiel de l'un de ses éditeurs (Berthold Kohler) au projet en témoigne<sup>1144</sup>. Ainsi, les journaux sont des publications généralement classées à l'aile droite et conservatrice du champ politique. Le *FAZ* vient au premier rang des journaux à grand tirage<sup>1145</sup>. Le *FAZ* ouvre largement ses pages aux expulsés et à leurs représentants. Il publie des déclarations officielles ou des contributions spontanées. La rubrique du courrier des lecteurs lui permet aussi de donner la parole aux représentants des expulsés. Herbert Hupka, Erika Steinbach et

---

<sup>1139</sup> Les autres publications de la CDU en direction des expulsés : *Der Heimatvertriebene – der Flüchtling* depuis 1961 ; *Die gesamtdeutschen Nachrichten und Kommentare*, depuis 1976 ; *Der Sonderdienst für Aussiedler und Vertriebene* depuis 1994.

<sup>1140</sup> Les rapports entre *GB* et CDU/CSU seront analysés plus en détails par la suite.

<sup>1141</sup> Rien qu'en 2009, les déclarations de presse venant de la CDU sont présentes dans six des onze numéros (1, 2, 6, 7-8, 10 et 11).

<sup>1142</sup> Article (OMV) publié dans *GB* 09/2, p. 10.

<sup>1143</sup> Interview de Peter Großpietsch par l'auteur à Lüdenscheid le 2 mai 2010.

<sup>1144</sup> RÖGER, *Mediale*, p. 315.

<sup>1145</sup> Sur une même période, le *FAZ* publie deux fois plus d'articles traitant de l'expulsion que le *Süddeutsche Zeitung*. Cf. VOLKWEIN Alice, « Analyse du (dis)cours mémoriel allemand de la fuite et expulsion. Remarques de méthode et étude de cette mémoire dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung (1993-2005) », in : *Trajectoires*, n°2, 2008, article en ligne disponible sur <http://trajectoires.revues.org/215> ; page consultée le 16 septembre 2012.

Herbert Czaja ont ainsi déjà vu leurs lettres publiées dans le *FAZ*, qu'il s'agisse de commentaires de l'actualité ou de réponses à des articles parus précédemment. Plusieurs lettres de Peter Großpietsch sont déjà parues dans le *FAZ*, il s'inscrit donc dans cette tradition du *FAZ* qui ouvre ses colonnes aux expulsés.

Le courrier des lecteurs a plusieurs fonctions : 1) renseigner la rédaction sur ce qui intéresse les lecteurs, 2) souligner la pertinence de la ligne éditoriale avec des lettres de soutien, 3) donner un espace d'expression libre où présenter des opinions que la rédaction ne peut défendre. La publication régulière de lettres d'expulsés permet au *FAZ* de s'attacher les expulsés les plus radicaux sans que le journal ne participe lui-même directement au débat<sup>1146</sup>. Le courrier des lecteurs a ici clairement une fonction de délestage pour la rédaction.

Les journaux tels que le *Zeit* ou le *Süddeutsche Zeitung* ne sont cités qu'occasionnellement car leur orientation est jugée trop à gauche par le *GB*. Suit un journal à la diffusion beaucoup plus confidentielle et à l'orientation politique très conservatrice, *Junge Freiheit*<sup>1147</sup>. Très contesté pour ses prises de position radicales, *Junge Freiheit* est l'objet de nombreuses études qui, malgré des différences d'appréciation, concluent généralement que sans appartenir réellement à l'extrême droite, le journal se situe dans le champ de la nouvelle-droite et fait plutôt office de plaque-tournante entre droite parlementaire et extrême droite, et le situent sur l'échiquier politique à la droite de la CDU. Considéré comme l'organe de la presse intellectuelle d'extrême droite, *Junge Freiheit* est obligé de modérer ses propos et de donner quelques gages de respectabilité afin d'élargir le cercle de ses lecteurs et de remplir sa fonction de pont entre la droite et l'extrême droite<sup>1148</sup>. Le débat sur l'orientation idéologique de *Junge Freiheit* n'occupe pas seulement les chercheurs en sciences politiques mais aussi les organismes chargés du respect de la Loi fondamentale. Le journal est l'objet de l'attention des institutions chargées de la protection de la constitution de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Bade-Wurtemberg depuis le milieu des années 1990 et l'Office fédéral de protection de la constitution l'a placé sous surveillance en 2000. Les longues batailles judiciaires pour savoir si ce placement sous observation est justifié ou non montrent la difficulté à définir la position de ce journal qui se situe à la limite du champ démocratique<sup>1149</sup>. Depuis 2006, *Junge Freiheit* ne fait plus l'objet de surveillance particulière. Depuis 1994, le *GB* utilise abondamment les

---

<sup>1146</sup> RÖGER, *Mediale*, p. 195-198.

<sup>1147</sup> Environ 21 000 exemplaires vendus au 2<sup>ème</sup> semestre 2012. Cf. <http://daten.ivw.eu> ; page consultée le 16 septembre 2012. Le *Junge Freiheit* est passé tout près de la faillite en 1997. Les ventes s'élevaient alors à moins de 7 000 exemplaires. Les campagnes de publicité pour trouver de nouveaux lecteurs semblent avoir porté leurs fruits. Cf. BRAUNER-ORTHEN, *Neue Rechte*, p. 153-154.

<sup>1148</sup> SCHERR Albert, « Die „Junge Freiheit“ – eine Herausforderung an die politische Bildung », p. 287-299, in : BRAUN Stephan, VOIGT Ute (éd.), *Die Wochenzeitung „Junge Freiheit“*, VS Verlag, Wiesbaden, 2007 ; PECHTEL, *Junge Freiheit* ; NANDLINGER Gabriele, « Rechtsextreme Schwarz-Weiß-Malerei. Ein kurzer Überblick über die tonangebenden rechtsextremen Printmedien », article en ligne disponible sur [www.bpb.de/themen/XOEPZI,1,0,Rechtsextreme\\_SchwarzWei%dfMalerei.html](http://www.bpb.de/themen/XOEPZI,1,0,Rechtsextreme_SchwarzWei%dfMalerei.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1149</sup> Cf. Compte rendu pour l'année 2005 de l'organisme de protection de la constitution. *Verfassungsschutzbericht des Landes Nordrhein-Westfalen über das Jahr 2005*, Innenministerium des Landes Nordrhein-Westfalen, Düsseldorf, 2006, p. 78-80, disponible sur [https://services.nordrheinwestfalendirekt.de/broschuerenservice/download/1611/Verfassungsschutzbericht%202005\\_30.08.2006.pdf](https://services.nordrheinwestfalendirekt.de/broschuerenservice/download/1611/Verfassungsschutzbericht%202005_30.08.2006.pdf) ; page consultée le 16 septembre 2012.

articles du *Junge Freiheit* et autorise la rédaction de ce journal à publier ses propres articles. L'échange de bons procédés repose sur une proximité idéologique et la volonté de diffuser plus largement leurs points de vue. *Junge Freiheit* et *GB* partagent une même analyse de la société allemande contemporaine marquée par l'absence d'élites, une aliénation de la langue allemande, la légalisation de l'avortement, le développement de sociétés parallèles dues à une immigration incontrôlée et l'existence d'une caste politique incapable de diriger correctement les affaires du pays<sup>1150</sup>.

### III - Les universitaires et chercheurs

Dans les articles du *GB*, on trouve parmi les contributeurs des universitaires. Il s'agit le plus souvent d'historiens ou de juristes, c'est-à-dire des scientifiques dont le domaine de compétence recoupe les centres d'intérêts du *GB*.

Certains universitaires suscitent naturellement l'intérêt du *GB* quand leurs recherches concernent l'expulsion proprement dite ou ses conséquences. Alfred-Maurice de Zayas, professeur de droit international, consacre une partie de son travail à dénoncer l'injustice que représente l'expulsion des Allemands des territoires de l'Est. Cet universitaire est proche des milieux des expulsés et il a tenu des discours lors de grands rassemblements des Silésiens<sup>1151</sup>. Au cours des années 2000, le *GB* lui offre régulièrement une place dans ses colonnes, qu'il s'agisse de reproduire des extraits de ses discours ou de citer des phrases extraites de ses livres et articles. Le meilleur indice de confiance mutuelle entre Zayas et le *GB* réside dans le fait que la maison d'édition du *GB* propose à la vente des ouvrages de Zayas et que le *GB* publie régulièrement des publicités en faisant la promotion<sup>1152</sup>. Bien qu'il ait effectué ses études supérieures en RFA, Zayas est citoyen américain et le *GB* ne manque pas de rappeler ce fait, soulignant ainsi qu'il ne peut pas être accusé de défendre les droits des expulsés par simple solidarité nationale mais bien parce que les faits leur donnent raison et que le droit international joue pleinement en leur faveur. Zayas fait ainsi figure de caution scientifique internationale qui dispense les expulsés du reproche habituel d'être des nationalistes bornés. L'auteur du compte rendu de l'inauguration de l'exposition « Chemins forcés »<sup>1153</sup> organisée par la Fondation pour le Centre contre les expulsions brosse un panorama de toutes les personnalités qui travaillent sur le thème de l'expulsion et son interprétation historique. Il en arrive à la conclusion que les meilleurs défenseurs des victimes allemandes sont tous étrangers : Hubert Maessen, journaliste néerlandais de la *WDR*, K. Manherz, Secrétaire d'Etat hongrois au ministère de la Culture et de l'enseignement, Györgi Konrad, écrivain hongrois, et Alfred M. Zayas, ainsi présenté :

---

<sup>1150</sup> PECHTEL, *Junge Freiheit*.

<sup>1151</sup> Son discours tenu lors du rassemblement national lors de la Pentecôte à Essen est reproduit dans les deux premiers numéros du *GB* de 1976.

<sup>1152</sup> ZAYAS Alfred M. de, *Heimatrecht ist Menschenrecht. Der mühsame Weg zur Anerkennung und Verwirklichung*, Universitas, Munich, 2001 ; ZAYAS Alfred M. de, *Die Nemesis von Potsdam. Die Anglo-Amerikaner und die Vertreibung der Deutschen*, Herbig, Munich, 2005 ; ZAYAS Alfred M. de, *Die deutschen vertriebenen. Keine Täter – sondern Opfer. Hintergründe, Tatsachen, Folgen*, Ares Verlag, Graz, 2006 et ZAYAS Alfred M. de, *50 Thesen zur Vertreibung*, Verlag inspiration, Munich, 2008 sont les titres proposés à la vente sur le site internet de la maison d'édition du *GB*. Cf.

[www.grafschafterbote.de/index.php?m=6&n=1&c=9&x=12&y=6](http://www.grafschafterbote.de/index.php?m=6&n=1&c=9&x=12&y=6) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1153</sup> « Erzwungene Wege ».

« Citons un dernier expert qui s'est également exprimé en 2006, étranger lui aussi, ce qui est révélateur »<sup>1154</sup>

Le *GB* a largement ouvert ses colonnes à Dietmar Sauermann, professeur à l'université de Münster, qui a fait appel aux lecteurs du *GB* pour ses recherches. Durant les années 1990, il a lancé une enquête auprès des expulsés pour savoir entre autres quels liens ils conservaient avec leur *Heimat* et comment leur intégration en RFA s'était déroulée. Il lance un appel aux *Grafschafter* en 1997<sup>1155</sup> et le *GB* publie par la suite un questionnaire destiné à ses lecteurs<sup>1156</sup>. Enfin, Dietmar Sauermann rend publique une partie de ses résultats dans le *GB*<sup>1157</sup>. Les lecteurs du journal ont été nombreux à remplir les questionnaires de Sauermann, ce qui montre à la fois les liens actifs entre le *GB* et ses lecteurs et l'intérêt des *Grafschafter* pour les travaux scientifiques liés à la *Heimat* :

« Un grand merci à M. le professeur Sauermann et à la Commission des arts traditionnels de Westphalie, en particulier pour le projet mené sur les traditions grâce auquel ce que nous souhaitons, ce que nous avons vécu et ce dont nous nous souvenons, bref tout simplement notre destin d'expulsé, est élevé au niveau scientifique, et qui permet à des étudiants de se confronter à la partie de l'histoire allemande dont nous avons eu à souffrir à titre personnel. »<sup>1158</sup>

Les *Grafschafter* sont fiers de l'apport de leur territoire à la richesse culturelle et intellectuelle de l'Allemagne. Le *GB* ne manque jamais une occasion de rappeler que 13 récipiendaires du Prix Nobel sont des Silésiens :

« Les 13 lauréats silésiens du Prix Nobel sont nés dans le Reich allemand, et pas en Europe de l'Est. »<sup>1159</sup>

En 2005, le *GB* consacre une pleine page à ces personnalités, présentées chacune avec son portrait et la mention des lieux et date de naissance et de décès. Cela permet de constater que pour l'une d'entre elles, le sens du titre « La Silésie, racines de 13 Prix Nobel »<sup>1160</sup> est à prendre dans un sens assez large puisque la Prix Nobel de physique 1987, Georg Bednorz, est né en 1950 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie de parents originaires de Haute-Silésie.

---

<sup>1154</sup> Article de Georg Friebe publié dans *GB* 07/3, p. 1-9.

<sup>1155</sup> Article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 97/1, p. 1-6. Suite à cet appel, Sauermann a reçu une centaine de réponses. La question de la représentativité des réponses pour l'ensemble des expulsés se pose naturellement, mais son travail ne vise pas cet objectif mais entend plutôt montrer et analyser les problèmes que rencontre un groupe de personnes dans la société, cf. SAUERMAN, *Fern*, p. 7.

<sup>1156</sup> Article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 99/1, p. 7-8. Suite à cet appel, Sauermann a reçu 640 réponses. Les recherches pour son analyse l'ont mis en contact avec près de mille expulsés de Glatz. Cf. SAUERMAN, *Fern*, p. 8.

<sup>1157</sup> Article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 01/1, p. 1-2, article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 01/2, p. 4, article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 02/1, p. 1-7, article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 03/2, p. 1-6.

<sup>1158</sup> Remarque de Peter Großpietsch à la fin de l'article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 97/1, p. 6.

<sup>1159</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 07/1, p. 1-6.

<sup>1160</sup> « Schlesien, Wurzel von 13 Nobelpreisträgern », tableau de Joachim Lukas publié dans *GB* 05/10, p. 10.

Polonais et Allemands soulignent le lien de ces personnes avec la Silésie, exprimant ainsi la fierté des Silésiens que des personnes de leur région d'origine aient contribué à l'enrichissement scientifique de l'Allemagne<sup>1161</sup>. Les polémiques naissent autour de ces personnalités que des Polonais veulent s'approprier et que le *GB* persiste à considérer comme Allemandes :

« *Les Polonais essaient de s'identifier aux territoires de l'Est, ils rénovent les plus importants édifices culturels et historiques avec notre argent. Ils convoquent les lauréats silésiens du Prix Nobel pour d'une certaine manière créer un lien avec ces hommes et leur succès et obtenir ainsi le respect international. Pourtant la plupart des gens dans le monde trouvent ce procédé plutôt ridicule.* »<sup>1162</sup>

Enfin, le *GB* est heureux de signaler à ses lecteurs le cas d'étudiants s'intéressant à l'expulsion dans le cadre de leur formation et désirant entrer en contact avec des expulsés pour recueillir des informations. Le *GB* se réjouit qu'un étudiant canadien ait publié sa thèse sur les transformations politiques et sociales en Basse-Silésie entre 1943 et 1948. Son travail va servir de document explicatif pour informer le public anglophone<sup>1163</sup>. En 2006, le *GB* diffuse l'appel d'un étudiant qui prépare sa thèse en Suède et qui cherche des informations auprès de descendants d'expulsés<sup>1164</sup>. En 2009, un jeune Polonais préparant une thèse sur la vie politique et sociale à Habelschwerdt entre 1918 et 1945 lance un appel afin de recueillir documents et témoignages<sup>1165</sup>. Le *GB* accueille avec satisfaction toute l'attention portée par les chercheurs à l'expulsion<sup>1166</sup>. Désireux de laisser des traces du passé allemand à l'Est, les expulsés ne peuvent qu'encourager la recherche historique. Au siège de la rédaction du *GB*, les archives sont soigneusement conservées afin que les historiens qui voudront un jour analyser les formes du combat des expulsés pour leur *Heimat* y trouvent tous les documents dont ils auraient besoin.

Qu'ils soient auteurs d'articles ou que leurs avis ou analyses soient mentionnés dans des articles, ils apparaissent le plus souvent comme des cautions dont l'autorité scientifique vient renforcer la ligne défendue par le *GB*. Toutefois, dans certains cas, les universitaires sont aussi la cible d'attaques visant à montrer combien la recherche scientifique est pervertie et tend à démontrer des faits en contradiction avec une vérité connue de tous. Quand en 1958/1959, Walter Hagemann prend position contre le retour des territoires à l'Allemagne et se prononce pour un abandon de Berlin à la RDA, le *GB* fait de cet universitaire<sup>1167</sup> un symbole du renoncement et d'une attitude coupable contraire au patriotisme le plus élémentaire :

---

<sup>1161</sup> Affirmation d'un *Grafschafter* faite à l'auteur lors d'un rassemblement à Munich en mars 2009.

<sup>1162</sup> Article d'Ingrid Kathmann publié dans *GB* 04/6, p. 1.

<sup>1163</sup> Déclaration de la *Stiftung Ostdeutscher Kulturrat* publié dans *GB* 89/6, p. 2. Son origine est mentionnée comme preuve de sa neutralité « en tant qu'étranger au-dessus des partis », « als unparteiischer Ausländer ».

<sup>1164</sup> Article de Henning Süßner publié dans *GB* 04/6, p. 3.

<sup>1165</sup> Article de Grzegorz Naumowicz publié dans *GB* 09/2, p. 25.

<sup>1166</sup> Sollicité par le rédacteur en chef du *GB*, l'auteur a publié un article d'une page pour présenter son travail de recherche consacré au *GB* sous le titre « Je prépare ma thèse sur le *Grafschafter Bote* » (« Ich schreibe eine Doktorarbeit über den „Grafschafter Boten“ », article de Lionel Picard publié dans *GB* 10/7-8, p. 5.

<sup>1167</sup> Bien qu'engagé dans la vie politique (CSU puis CDU), il est présenté dans le *GB* en sa qualité de publiciste.

« Personne d'autre que Walter Hagemann, professeur à Münster, qui, contrarié par le chancelier Adenauer, est passé dans l'opposition et fait désormais partie du cercle des politiciens favorables au renoncement, se sent obligé de donner des conseils à l'opinion publique allemande au sujet des territoires de l'Est. (...) Les spéculations irréelles de M. Hagemann nous donneront plutôt l'occasion de resserrer d'avantage la solidarité des Landsmannschaften et d'organiser si bien les représentations de nos provinces de l'Est que leur voix en tant que porte-paroles des propriétaires légitimes des territoires de l'Est deviendra incontournable. Ce ne sont pas M. Hagemann et ses camarades de l'Ouest qui ont à décider du sort de nos terres, mais personne d'autre que nous. »<sup>1168</sup>

Puis quelques mois plus tard, dans un nouvel article :

« (...) en RFA un professeur qui forme à l'université de Münster les futurs jeunes journalistes, Walter Hagemann, a désigné notre ville de Berlin comme un « ulcère cancéreux ». C'est lui en particulier qui plaide pour une « confédération », c'est-à-dire une « réunification » selon le projet établi à Moscou et Berlin-Pankow<sup>1169</sup>, d'après lequel l'Ouest allemand libre profiterait de la « bénédiction » du système d'esclavage socialiste »<sup>1170</sup>.

Une conférence d'Andreas Hillgruber, historien à Bonn, est résumée dans le numéro de mars 1984 et il apparaît clairement que son interprétation de l'histoire va à l'encontre de celle défendue par le GB. En récusant l'idée que le Reich dans ses frontières de 1937 continue d'exister, il s'oppose au jugement de la *Bundesverfassungsgericht* auquel les expulsés tiennent par-dessus tout :

« Le conférencier n'a parlé que rapidement des territoires allemands de l'Est, estimant que persévérer à considérer que le Reich allemand continue d'exister dans ses frontières de 1937 ne peut pas être une politique porteuse d'avenir. Il ne lui est pas venu à l'esprit de considérer l'expulsion comme une injustice historique, car en fin de compte les associations d'expulsés ont selon lui merveilleusement résolu l'intégration des 12 millions d'Allemands venus de l'Est (...). »<sup>1171</sup>

Antonin Mestan et Arno Lubos, les slavistes qui insistent sur l'appartenance culturelle du Comté de Glatz à la Tchéquie, ne jouent à vrai dire pas un rôle très important. Leurs affirmations ne sont exposées que pour servir de point de départ à une argumentation développée par la suite qui met l'accent sur la nécessité d'approfondir le travail de recherche sur l'histoire du Comté de Glatz qui fera nécessairement ressortir son appartenance culturelle à l'Allemagne :

« Ces faits devraient nous faire réfléchir, nous autres Graftschafter, et montrer la haute importance de notre travail culturel. »<sup>1172</sup>

---

<sup>1168</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 58/8, p. 1-2.

<sup>1169</sup> Durant la guerre froide, Berlin-Pankow était le quartier gouvernemental de RDA.

<sup>1170</sup> Article (*Stimme des Invaliden*) publié dans GB 59/3, p. 1.

<sup>1171</sup> Article de Georg Rodacher (*Kulturpolitische Korrespondenz*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 84/3, p. 2.

<sup>1172</sup> Article d'Aloys Bernatzky publié dans GB 91/1, p. 1-5.

En exposant les arguments des adversaires, l'auteur de l'article veut gagner la sympathie du lecteur pour ses propres arguments et montre qu'il ne prêche pas dans le vide en demandant un engagement plus fort pour la *Heimat* mais qu'il veut mobiliser les forces pour contrer un adversaire qui existe réellement.

Zmiejewski, professeur polonais vivant en Allemagne et président de la société philosophique germano-polonaise dresse dans *Ziemia Kłodzka* une liste de reproches au *GB*. Dans la rubrique « Commentaire », Herbert Gröger saisit cette occasion pour défendre l'attitude du *GB* et rappeler que si la réconciliation germano-polonaise ne progresse pas suffisamment vite et bien, ce n'est pas de la faute des Allemands qui font des efforts mais de celle des Polonais qui n'en font pas assez :

« *Que faut-il que nous autres Allemands fassions pour que nos voisins polonais veuillent se « réconcilier » ? Nous avons cédé plus de 100 000 km<sup>2</sup> de terres allemandes, transféré des milliards d'impôts allemands, donné des millions et, après la guerre, laissé couler le sang de victimes civiles de l'expulsion des millions de fois, tout ceci n'est-il toujours pas suffisant ? On veut que nous investissions en Silésie sans revendications de droit ou de propriété. Ce qui est possible avec le monde entier, par exemple des entreprises allemandes en France, en Italie, Angleterre, Hongrie, Tchéquie etc. et réciproquement, l'orgueil polonais ne le permet pas.* »<sup>1173</sup>

Ce ne sont pas tant les reproches formulés qui sont intéressants dans l'article que la réponse qui est donnée et qui permet au *GB* de se justifier en soulignant la légitimité de son action.

Durant la période communiste, les travaux publiés par les chercheurs polonais sont forcément en accord avec l'idéologie officielle défendue par le régime, le *GB* avait alors dénoncé régulièrement la propagande communiste qui faisait des Allemands d'éternels bourreaux et des Polonais d'éternelles victimes. Mais après 1989, les chercheurs devenus libres dans leurs publications se penchent sur le passé avec un regard critique et les universitaires polonais qui sont nommément cités dans le *GB* proposent des points de vue conformes à ceux défendus dans le journal. Dès 1989, le *GB* publie un article mentionnant un économiste polonais qui dénonce les travers de l'économie planifiée et montre que le système communiste est voué à l'échec :

« *Aucun crédit de l'Ouest aussi élevé soit-il ne sauvera l'économie polonaise tant que ce ne sont pas les causes réelles de cette mauvaise gestion qui auront été éliminées, or les causes sont ancrées dans le système communiste politique et économique. C'est pourquoi au moment d'accorder à nouveau des crédits, l'Ouest doit les lier à des conditions très concrètes.* »<sup>1174</sup>

La propagande communiste est elle aussi l'objet de critiques universitaires relayées par le *GB* qui se félicite à la fois de ces critiques et du fait qu'elles émanent de chercheurs polonais :

---

<sup>1173</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/12, p. 2.

<sup>1174</sup> Editorial d'Herbert Gröger publié dans *GB* 89/7, p. 1.

*« La manière dont les expulsés se sont comportés dans leur Heimat est absolument sans précédent : cadeaux, mesures d'aide immédiates pour cette région qui dépérit : bref, le contraire de ce dont la propagande avait voulu nous persuader jusqu'alors. »*<sup>1175</sup>

La même année, un historien polonais reprend même à son compte ce qui va devenir une des grandes revendications des expulsés pour les anciens territoires de l'est : l'usage des noms allemands des villes de la *Heimat* :

*« Un professeur de Wroclaw a donné son opinion en disant qu'il trouve gênant et déplacé quand des Allemands s'efforcent péniblement de dire « Wroclaw » au lieu de « Breslau », « Klodzko » au lieu de « Glatz » etc. Le passé historique allemand n'en demeure pas moins. L'amitié a besoin de plus que de simplement mal prononcer des noms de lieux polonais. »*<sup>1176</sup>

Défendant la réalité historique de la présence allemande en Silésie, cet universitaire souhaite ainsi que les noms de villes allemands ne sombrent pas dans l'oubli. Si cette voix (venue de Pologne qui plus est) répond si bien aux aspirations des expulsés, on peut se demander pourquoi le *GB* n'y fait pas référence plus souvent par la suite et ne met l'accent que sur les oppositions polonaises à ce projet. Le *GB* ne craint pourtant pas de rappeler des prises de position même lorsque celles-ci peuvent gêner leurs auteurs, et on aurait pu penser que cette déclaration d'un historien polonais serait utilisée comme argument en faveur des revendications des expulsés.

En contre-point d'affirmations récurrentes selon lesquelles les Polonais ne regarderaient pas la réalité en face et nieraient la réalité de l'expulsion, on trouve dans le *GB* deux affirmations contraires émanant de chercheurs polonais. Une publiciste polonaise, Maria Podlasek, est citée en 1995 qui dénonce précisément le silence entourant la culpabilité sur les crimes liés à l'expulsion :

*« L'expulsion des Allemands d'Europe centrale et d'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale a été un tabou en Pologne jusqu'en 1989. Durant la période entre 1945 et 1989, des travaux historiques concernant ce sujet ont certes été publiés, mais à cause de l'idéologie communiste régnant jusque-là en Pologne et de l'accès limité aux documents d'archives, la vérité historique ne pouvait pas voir le jour. C'est ainsi qu'est apparu le mythe des « territoires recouverts » qui s'est incrusté dans la conscience de nombreux Polonais. »*<sup>1177</sup>

Un autre chercheur est cité en 1998. Il explique que les Polonais commencent à s'intéresser à ce chapitre sombre de l'histoire polonaise :

*« M. Stankowski (de Bromberg) a montré dans son exposé que la société polonaise s'empare de plus en plus du traitement de l'histoire de l'après-guerre et discute du thème de « l'expulsion des Allemands ». Lui-même travaille à une étude qui concerne exclusivement ce sujet et a présenté des extraits de cette étude dans laquelle il montre la situation d'alors sans*

---

<sup>1175</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 92/2, p. 5.

<sup>1176</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/11, p. 2.

<sup>1177</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 95/10, p. 4.

*rien enjoliver. Pour les expulsés, c'est une satisfaction tardive que d'apprendre que leurs souffrances ne sont pas écartées de l'histoire polonaise non plus. »*<sup>1178</sup>

Naturellement, deux voix ne suffisent pas à représenter tout un pays, mais elles montrent d'une part que la Pologne n'est pas un ensemble monolithique à l'intérieur duquel les historiens restent enfermés dans une historiographie héritée de l'ère communiste, et d'autre part que le *GB* fait aussi parler des voix qui ne correspondent pas au schéma qu'il décrit le plus souvent, c'est-à-dire celui d'une société refusant d'affronter la vérité en face.

Dans la mesure où certains universitaires soutiennent la voie idéologique du *GB* et d'autres s'y opposent, on ne peut pas relever d'utilisation systématique des universitaires à des fins précises. Le *GB* apparaît plutôt comme un défenseur de la recherche scientifique que comme le contempteur d'une historiographie malintentionnée.

#### **IV - La presse polonaise**

Enfin, la presse polonaise est également citée. Les cas d'articles reproduisant des articles parus dans des journaux polonais sont rares, mais ils existent. Avant la chute du communisme en Pologne, les journaux polonais sont évoqués de manière anonyme (« un journal polonais ») et le contenu d'un article est résumé en quelques mots. Après l'avènement de la démocratie en Pologne et l'instauration d'une véritable liberté d'expression, le *GB* utilise certains extraits d'articles parus dans des journaux polonais<sup>1179</sup>.

De 1950 à 1989, les extraits de la presse polonaise ne mentionnent aucune source. Seule exception notable, celle d'*Arbeiterstimme*, journal germanophone de Breslau cité une seule fois, en 1957. Deux extraits du journal sont reproduits pour montrer les persécutions et les injustices auxquelles sont soumis un paysan allemand et sa famille vivant dans la *Heimat* :

*« Hillmann [nom du paysan, L.P.] continue de se battre pour son droit et pour ses champs. Il veut ce qui lui appartient. Il ne veut pas être le bouc émissaire perpétuel. (...) Il ne veut que son droit ! Mais le gouvernement de Varsovie va-t-il le lui accorder, à lui l'Allemand ? Ou doit-il continuer d'être le souffre-douleur ! »*<sup>1180</sup>

*Die Arbeiterstimme* est un journal germanophone qui paraît en Pologne jusqu'à la fin des années 1960. Il s'agit d'une rare concession du régime communiste en direction de la minorité allemande<sup>1181</sup>.

Tous les autres exemples de citations de journaux polonais ne sont que des échos de la propagande communiste, qu'il s'agisse de réclamer la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme frontière :

---

<sup>1178</sup> Editorial d'Herbert Gröger sur une conférence d'historiens consacrée à l'expulsion publié dans *GB* 98/4, p. 1-6.

<sup>1179</sup> La fonction des médias dans les pays du Pacte de Varsovie se limite à être les instruments du parti communiste et de l'État socialiste pour diffuser la doctrine officielle. Cf. WITTE, *Entfremdung*, p. 89-90.

<sup>1180</sup> Article (*Arbeiterstimme*) publié dans *GB* 57/8, p. 14.

<sup>1181</sup> WEBER, *Triangle*, p. 261.

« L'organe central du Parti Communiste Ouvrier Polonais, Trybuna Ludu, a exprimé l'attente de voir la « détente » Est-Ouest conduire à une reconnaissance générale de la ligne Oder-Neisse. »<sup>1182</sup>

ou bien de réclamer l'interdiction des *Landsmannschaften* :

« Dans son commentaire, Nowakowski [rédacteur du journal Tygodnik Katolików, L.P.] a expliqué qu'il fallait porter un jugement « négatif » sur les rassemblements nationaux des *Landsmannschaften* parce qu'ils ne sont pas organisés par les représentants d'un « folklore en voie de disparition », mais par des « vieux praticiens politiques » du BdV. Il ajoute qu'il faut « éradiquer » leur influence pour mettre fin à « l'activité révisionniste » des organisations d'expulsés. »<sup>1183</sup>

ou encore de demander l'interdiction de cartes mettant en cause la ligne Oder-Neisse comme frontière germano-polonaise :

« Dans le cadre d'une polémique avec le journal Die Welt, Życie Warszawy proteste contre une carte d'Europe montrant des régions touristiques et de villégiature et indiquant aussi bien la « frontière Oder-Neisse » que les « frontières orientales de la République de Weimar ». (...) Du point de vue polonais, la moindre référence à l'appartenance historique des territoires allemands au-delà de l'Oder et de la Neisse doit être supprimée. »<sup>1184</sup>

Quand le GB cite *Polityka* en 1984 qui s'intéresse à la situation des territoires recouverts, on imagine que les lecteurs sont particulièrement attentifs au jugement porté par une voix polonaise officielle, d'autant que le tableau qui est brossé est particulièrement sombre :

« C'est une triste réalité que beaucoup de châteaux et d'autres trésors architecturaux ne soient pas entretenus et tombent en ruine en Silésie. Malheureusement, dégradation et abandon ne valent pas seulement pour des trésors de l'architecture mais aussi pour le paysage, les villages et les champs. C'est ce que montre d'une manière très impressionnante un reportage d'Andrzej Mazolowski dans le numéro 46 du magazine polonais *Polityka* du 12 décembre de l'année dernière. »<sup>1185</sup>

L'intérêt est certainement d'autant plus grand qu'il s'avère que la situation désastreuse de la région est due selon l'auteur aux Polonais eux-mêmes tandis que les Allemands sont cités en modèle par un paysan polonais :

« Il dit : « J'ai acheté cette charrue 300 zloty ; ce n'est vraiment pas une fortune, mais ce n'est pas non plus une charrue. Elle reste plantée là. Au bout de deux ou trois ans, Monsieur, ces instruments ne sont plus que de la vieille ferraille. Et puis, j'ai aussi une charrue allemande, avec laquelle je laboure ». Je me penche et parviens à déchiffrer avec quelque effort l'inscription à moitié effacée : « H.K. Neun, Wiedeschwelt » [nom du fabricant et lieu de fabrique, L.P.]. Combien d'années de labour cette vieille charrue a-t-elle derrière elle ? 40 ? 50 ? « C'est vraiment une honte ! On doit avoir honte, Monsieur le journaliste », dit le

<sup>1182</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 64/7, p. 1-2.

<sup>1183</sup> Article (hvp Warschau) publié dans GB 73/10, p. 2.

<sup>1184</sup> Article (oprS Warschau) publié dans GB 72/8, p. 3.

<sup>1185</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) publié dans GB 84/11, p. 1-2.

député Gulij, « quand on est obligé de dire que chez les paysans d'ici il y a encore des machines allemandes qui fonctionnent tandis que les nôtres... »<sup>1186</sup>

L'impression que ce témoignage (que l'on ne peut taxer de revanchisme) doit laisser chez les expulsés est bien amère. Il entretient l'idée que les Polonais se sont montrés incapables de gérer les territoires dont l'administration leur a été confiée, et même si aucune revendication n'est exprimée à la fin de l'article, une conclusion logique serait que les territoires redeviennent allemands afin de retrouver un peu du lustre d'antan.

Après 1989, les journaux polonais cités par le *GB* se classent aisément dans deux catégories. Il s'agit soit de prouver l'attitude des Polonais farouchement hostiles à l'Allemagne et aux Allemands soit au contraire de montrer quelle évolution a eu lieu depuis la fin du régime communiste en particulier concernant le regard porté sur le passé et les relations avec l'Allemagne.

### ***L'hostilité à l'Allemagne***

Le magazine *Wprost* est cité à plusieurs reprises et à chaque fois, il produit un effet très provocateur. L'exemple le plus connu est celui de la couverture représentant Erika Steinbach portant un uniforme SS assise sur le dos du chancelier Schröder à quatre pattes sous le titre « Le cheval de Troie allemand ». Ce montage photo est reproduit dans le *GB*, ce qui est un fait exceptionnel pour le journal qui ne publie habituellement que des photos ou des tableaux<sup>1187</sup>. Il s'accompagne de commentaires tirés d'autres journaux. Dans l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny* paraît un article de l'écrivain juif polonais Marek Edelman :  
« *Le projet de construire un Centre des Allemands expulsés aujourd'hui, un demi-siècle après la guerre, est une affaire purement politique. Plus encore, une affaire nationaliste et chauvine... Si l'idée d'un tel Centre vient des cercles du BdV, alors cela signifie qu'il s'agit d'une reprise camouflée de l'idée de « Drang nach Osten ». (...) Les Allemands ont été expulsés parce qu'ils ont perdu la guerre... Mais je n'ai pas la moindre pitié pour le peuple allemand... C'est pour cela qu'il est aussi important qu'ils continuent de faire pénitence. Qu'ils pleurent longtemps, longtemps – peut-être finiront-ils par comprendre qu'ils ont été les bourreaux de l'Europe.* »<sup>1188</sup>

La combinaison d'une image aussi provocatrice que celle de *Wprost* avec un texte aussi violent et cruel ne peut que provoquer colère et rejet chez les expulsés. Si le montage photo est une vraie provocation journalistique, on peut s'interroger sur le texte tiré de *Tygodnik Powszechny*. Dans quelle mesure le texte est-il tronqué (les points de suspension le laissent penser) ? L'auteur, Marek Edelman, a une relation particulière à l'Allemagne et au nazisme puisqu'il a été un meneur du soulèvement du ghetto de Varsovie. Le préciser permettrait de comprendre que son passé peut expliquer des déclarations si fracassantes. Pourtant une semaine plus tard, *Rzeczpospolita* enfonce le clou dans un article reproduit dans le *GB* à la suite du précédent :

<sup>1186</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) publié dans *GB* 84/11, p. 1-2.

<sup>1187</sup> *GB* 03/11, p. 9.

<sup>1188</sup> Article (*Tygodnik Powszechny*) publié dans *GB* 03/11, p. 10.

« Peut-être que papa Steinbach a surveillé aussi le transport des cadavres des moins décharnés en direction de Dantzig à l'Institut d'anatomie pathologique où le professeur Rudolf Spanner en extrayait la graisse pour fabriquer du savon ? Il n'y a aucune assurance non plus concernant ce avec quoi la petite Erika a été lavée... Les saintes paroles de Marek Edelman... me donnent un peu l'espoir que, si elles parviennent jusqu'à l'opinion publique allemande, la génération des enfants des assassins ne persuadera pas ses enfants que le peuple allemand a subi une injustice pendant la Seconde Guerre mondiale. »<sup>1189</sup>

Quelques mois plus tard, le *GB* s'intéresse de nouveau à *Wprost* lorsque le magazine fait preuve de mauvaise foi en comparant la situation des Polonais immigrés en Allemagne et celle des Allemands appartenant à la minorité vivant en Pologne pour conclure que les Polonais sont persécutés en Allemagne :

« Le magazine hebdomadaire de Posnanie *Wprost* réclame les droits de ses compatriotes polonais en Allemagne et affirme que tous les droits sont accordés aux Allemands de Pologne selon le Traité de bon voisinage de 1991 tandis que 70% des droits sont refusés aux Polonais par le gouvernement de Berlin. »<sup>1190</sup>

Les Polonais immigrés vivant dans la Ruhr ne constituent pas une minorité nationale comparable à celle des Danois du Schleswig-Holstein et c'est bien pour cela qu'ils ne bénéficient pas de droits spécifiques au titre de minorité ethnique. Leur situation n'est donc pas la même que celle des Allemands de Silésie dont les ancêtres ont pu arriver en Silésie des siècles plus tôt.

Le *GB* permet de découvrir quelques exemples du traitement réservé par la presse polonaise à l'expulsion après la chute du communisme. En effet, les médias allemands s'y sont très peu intéressés dans les années 1990, préférant le débat germano-tchèque sur la question. Malheureusement, les exemples choisis ne relèvent pas d'un regard polonais nouveau. Il est vrai que le débat a surtout eu lieu dans des publications intellectuelles éclairées<sup>1191</sup>. *Polityka* est le magazine qui a traité le plus souvent et avec le plus de sérieux du sujet et il n'est pas cité ici.

### **Un nouveau regard**

La première fois que *Wprost* était cité dans le *GB*, il y avait pourtant tout lieu de penser que le magazine polonais plairait au *GB* car il traitait des peurs irraisonnées des Polonais, parmi lesquelles l'antigermanisme figure en bonne place, couplées à une critique du nationalisme polonais que le *GB* n'a de cesse de dénoncer :

« Le journal polonais *Wprost* s'est intéressé au nationalisme polonais et est arrivé à la conclusion qu'un antisémitisme prononcé est à noter bien qu'il n'y ait plus de juifs en Pologne et que règne une peur du côté obscur du capital qui n'a pourtant pas trouvé le chemin de la Pologne jusqu'à présent. Le journal écrit à propos de ces peurs fantômes : « Le nationalisme polonais ne se distingue en rien du nationalisme des autres nations. En Pologne

<sup>1189</sup> Article (*Rzeczpospolita*) publié dans *GB* 03/11, p. 10.

<sup>1190</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 04/4, p. 13 ; article identique publié dans *GB* 04/8, p. 22.

<sup>1191</sup> RÖGER, *Mediale*, p. 77-78.

*il tourne à la rhétorique vide qui n'apporte au fond aucun résultat et –ce qui est pire- il peut se développer en une force destructrice. »*<sup>1192</sup>

Ces lignes sur le nationalisme polonais sont extraites de *Wprost* et pourtant elles auraient très bien pu venir de la plume d'un rédacteur du *GB*. En 2005, le président de la *Landsmannschaft Schlesien*, Rudi Pawelka, écrit dans la rubrique « Commentaire » :

*« Ce n'est pas la pensée européenne qui préside à l'action dans ce pays [en Pologne, L.P.], mais le nationalisme d'hier. »*<sup>1193</sup>

Malgré tout, le *GB* sait aussi reconnaître quand les journaux pourtant considérés comme des adversaires présentent des opinions qu'il approuve. Ainsi lorsque *Wprost* explique qu'une majorité de Polonais ne s'est pas faite à l'idée de la perte des territoires de l'Est cédés à l'URSS à la fin de la guerre, le *GB* s'empresse de reprendre cette information qui ne peut que légitimer ses propres revendications et laver de tout soupçon de revanchisme son action face à un pays dont la population partage le même sentiment d'injustice (tourné vers un autre objet, mais identique dans sa structure) :

*« 52% des citoyens [polonais, L.P.] continuent de considérer les territoires de l'Est polonais avec Vilnius et Lviv comme des territoires polonais. (...) La nostalgie des territoires de l'Est est en effet une partie de l'identité nationale polonaise et il ne faut pas qu'elle soit interprétée, en particulier par ses voisins orientaux, comme une volonté de plus de la moitié des Polonais de voir un changement des frontières de l'Europe, écrivait dans Wprost Antoni Dudek, historien à l'Institut de la mémoire nationale (IPN). »*<sup>1194</sup>

Un tel article dans un journal polonais est une aubaine pour le *GB* qui montre depuis toujours l'attachement des expulsés à leur *Heimat* et leur impossibilité à y renoncer, tout en se battant continuellement contre les reproches qui lui sont faits d'être revanchard et nationaliste. Ces reproches viennent souvent de Pologne. Or, la communauté de destin d'une partie du peuple allemand et du peuple polonais à travers l'expérience de l'expulsion devrait rapprocher les deux peuples, qui, s'ils ont beaucoup souffert à cause de leur voisin, n'en ont pas moins connu des traumatismes semblables. L'exemple ci-dessus montre que les sentiments des expulsés allemands sont en partie partagés par la population polonaise. On peut se demander pourquoi un article si fédérateur dans le fond n'est pas plus mis en avant par le *GB* et n'est pas utilisé pour servir le rapprochement difficile entre les deux peuples. Ce sondage apparaît au bon moment pour le *GB* qui s'était réjoui quelques mois plus tôt d'une étude indiquant que les Allemands partageaient cette nostalgie. Un sondage publié par le *Spiegel* montre que près de vingt ans après l'unification allemande, beaucoup d'Allemands éprouvent une certaine nostalgie pour les territoires de l'est. Un tel résultat n'est pas surprenant selon le *GB* :

*« Le site internet du Spiegel a annoncé récemment avec des accents scandalisés que 40% des Allemands regrettaient les pertes territoriales, qu'un quart considéraient que les provinces perdues de l'Est sont encore allemandes et tenaient l'engagement à y renoncer pour une*

---

<sup>1192</sup> Article (GNK) publié dans *GB* 93/8, p. 4.

<sup>1193</sup> Article de Rudi Pawelka paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/1, p. 2.

<sup>1194</sup> Article (*BdV-Nachrichten*) publié dans *GB* 07/12, p. 13.

*erreur. Ce dernier point est politiquement maladroit, mais c'est aussi un réflexe psychologique compréhensible à l'horreur de l'opération sanglante. »*<sup>1195</sup>

Cette nouvelle est extrêmement importante pour le *GB*<sup>1196</sup>. Elle confirme que l'attention permanente qu'il continue de porter aux territoires de l'Est n'est pas l'expression d'un sentiment national exacerbé d'une poignée d'irréductibles nostalgiques, mais un attachement historique assez naturel, puisque largement partagé par l'ensemble de la population allemande (et pas seulement par les expulsés). Ainsi, la démarche du *GB* se trouve légitimée par le soutien indirect du reste de la population dont il pense bénéficier. Le commentaire va même jusqu'à utiliser ce sondage pour donner une légitimité à la *Preußische Treuhand* dont l'action est si décriée dans l'opinion et les médias. Ce sondage apparaît aussi comme la preuve du décalage existant entre les aspirations réelles de la population et les politiques menées par les dirigeants, coupés du monde réel et de leurs concitoyens.

Le travail de l'IPN reçoit les louanges des expulsés à travers la voix du BdV. En 2008, une enquête est lancée pour élucider les conditions du massacre de civils allemands à la fin de la guerre ayant conduit à leur enterrement dans une fosse commune à Świnoujście. Le *GB* reproduit la déclaration officielle d'Erika Steinbach :

*« Il faut saluer expressément l'initiative de Gazeta Wyborcza qui a rendu compte des crimes et fait de leur élucidation un cheval de bataille. Le fait que l'Institut de mémoire nationale IPN à Varsovie se soit emparé de l'affaire et ait engagé une action de recherche de nouveaux témoins est une preuve supplémentaire du sérieux avec lequel on veut désormais traiter le passé. La recherche de la vérité sert la réconciliation et console les proches des victimes. »*<sup>1197</sup>

L'IPN se met effectivement au service de la réconciliation entre les deux pays en élucidant des affaires qui entachent leurs relations depuis trop longtemps et le BdV agit aussi dans ce sens en soulignant le sens des responsabilités des Polonais et en saluant cette initiative.

### **Un cas à part : Ziemia Kłodzka**

Parmi les journaux polonais que le *GB* utilise comme source d'information, il en est un avec lequel une véritable collaboration va s'établir durant quelques années. Le premier numéro de *Ziemia Kłodzka* paraît le 11 novembre 1989. C'est un magazine mensuel qui prend pour sujet le Comté de Glatz. De plus, son approche se veut résolument ouverte au passé et il entreprend de montrer à ses lecteurs polonais quelle est la réalité du passé allemand de la région après des décennies de propagande communiste obnubilée par l'effacement de ce passé gênant pour l'idéologie du régime. Le rédacteur en chef, Julian Golak, est élu maire de Neurode lors des premières élections démocratiques en mai 1990. Cette même année est signé un accord de partenariat inédit depuis la chute du communisme entre une ville polonaise, Nowa Ruda, et une ville allemande, Castrop-Rauxel.

---

<sup>1195</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 07/4, p. 1-2.

<sup>1196</sup> Elle est d'ailleurs commentée dans un autre article du même numéro : article (*BdV-Nachrichten BW*) publié dans *GB* 07/4, p. 11.

<sup>1197</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans *GB* 08/3, p. 13.

Le *GB* accueille la nouvelle de cette parution avec une prudente circonspection :

*« Le journal qui se définit comme l'organe régional de la région montagnarde de Glatz prétend renforcer l'attachement des habitants pour le Comté de Glatz. Cela fait mal de lire cela, mais ce n'est plus la colère à cause des crimes et des fautes commis à une époque révolue. Ce pays qui est le nôtre sera-t-il désormais adopté par ces étrangers et cette Heimat qui est la nôtre adoptera-t-elle peut-être à son tour ces étrangers ? Autant de questions qui restent pour l'instant sans réponse ! »*<sup>1198</sup>

Et l'article se conclut ainsi :

*« Même si l'histoire allemande de notre Comté de Glatz n'est évoquée qu'avec des réserves et qu'une plus haute priorité est laissée aux problèmes actuels plutôt qu'au dépassement de l'histoire, il faut pourtant constater que du côté polonais, on commence à réfléchir à la tradition allemande du Comté de Glatz. Sommes-nous en train d'assister à la naissance d'une situation nouvelle qui nous donne à penser, à nous les voyageurs de la nostalgie ? Trouverons-nous une réponse à cette question ? »*<sup>1199</sup>

Il apparaît clairement que le fait de voir les Polonais s'intéresser au passé allemand de la *Heimat* est perturbant pour les expulsés qui se trouvent confrontés à une situation inattendue. Après des décennies de silence, ils n'espéraient pas ce regain d'intérêt pour l'histoire de leur *Heimat* et se sentent en partie dépossédés de ce passé qu'ils vont devoir partager avec les nouveaux habitants. Pourtant il s'avère rapidement que le ton de *Ziemia Kłodzka* correspond à ce que le *GB* attend depuis longtemps : *Ziemia Kłodzka* aborde le passé avec la volonté de montrer tous les aspects des relations germano-polonaises, les bons comme les mauvais. Le *GB* reproduit en éditorial un article de l'édition de mars-avril 1991 de *Ziemia Kłodzka* :

*« Durant les quarante années de son existence, le communisme a généré son propre système de mensonges et de mythes dont il se servait pour justifier les crimes et dissimuler sa propre incompetence. Dans ce but, il a entre autres sciemment falsifié l'histoire et propagé une image mensongère de la vie politique chez nos voisins occidentaux. Il a entraîné dans sa chute nombre de mythes, mais pas tous. (...) Il est confortable pour nous de continuer de parler du passé originel slave des « territoires recouverts », d'enjoliver l'expulsion de millions d'habitants allemands et de parler d'un ancestral Drang nach Osten germanique pour les mouvements civilisateurs de population à l'époque médiévale. »*<sup>1200</sup>

*Ziemia Kłodzka* affiche son ambition de se confronter à une réalité historique non fardée et d'informer ses lecteurs sur ce qu'on leur a caché pendant plus de quarante ans. Le *GB* ne peut que se féliciter d'une telle entreprise qui vient lui donner raison alors qu'il a dénoncé sans relâche la propagande communiste. L'article continue en soulignant l'importance des Allemands expulsés pour le Comté de Glatz :

*« Ce dialogue peut porter ses fruits s'il est mené par des parties engagées pour une cause commune. Qui donc à l'Ouest peut être plus intéressé par le pays de Glatz que ses habitants*

---

<sup>1198</sup> Article d'Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 91/4, p. 2.

<sup>1199</sup> Article d'Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 91/4, p. 2.

<sup>1200</sup> Article (*Ziemia Kłodzka*) publié dans *GB* 91/7, p. 1-6.

*d'avant-guerre et leurs enfants ? Que l'on ne s'y trompe pas : car il n'y a qu'eux en Europe pour choisir le pays de Glatz pour passer leurs vacances au lieu des Baléares. »*<sup>1201</sup>

Le GB qui a toujours revendiqué que les expulsés s'expriment prioritairement sur le devenir des territoires de l'Est trouve ici un allié inespéré (quoiqu'arrivé tardivement). Les Polonais reconnaissent eux-mêmes que les Allemands expulsés ne sont pas seulement des revanchards mais aussi des gens animés d'un amour profond et véritable pour leur *Heimat* et que ce lien à la région peut et doit servir de base pour nouer le dialogue entre les deux peuples. Le soutien à *Ziemia Kłodzka* est marqué par les articles réguliers qui lui sont consacrés pour encourager son travail qui va permettre une meilleure compréhension mutuelle :

*« Je pense que nous devons continuer de nous informer sur ce qui se passe dans notre Heimat, c'est pourquoi nous avons pris contact avec la rédaction de Ziemia Kłodzka. Nous apprenons comment pensent et vivent les nouveaux habitants et comment ils composent avec le passé allemand du Comté de Glatz, et les habitants polonais aussi doivent apprendre comment nous pensons et vivons et comme notre attachement à notre Heimat est fort. »*<sup>1202</sup>

Il est intéressant de constater que la confrontation avec le point de vue polonais offre au GB l'occasion de réfléchir à sa propre action et celle des expulsés en général. *Ziemia Kłodzka* est né d'un comité d'opposition au communisme<sup>1203</sup> qui veut renforcer l'autogestion communale et la protection de l'environnement. Gröger poursuit :

*« Tout cela est très douloureux pour nous, mais je crois que nous pouvons adresser notre plainte à nos organisations d'expulsés qui avec leur éternelle POLITIQUE-DU-NON sans but ont ouvert la voie à la politique du renoncement menée par nos hommes politiques. On peut surtout se plaindre de la mesquinerie avec laquelle nous avons été traités par nos représentants de l'Etat, les hommes politiques et l'opinion publique sur cette question. »*<sup>1204</sup>

Constatant qu'une vie politique démocratique prend forme dans la *Heimat*, le GB enrage de ne pouvoir y prendre part et se retourne contre tous ceux qui portent selon lui une responsabilité dans cette situation : les représentants des expulsés, la classe politique dans son ensemble et tout le peuple allemand. Ainsi, les expulsés eux-mêmes ne sont pas inclus directement parmi les responsables de cet échec, tant l'envergure de la question les dépasse.

L'entente entre GB et *Ziemia Kłodzka* se renforce encore davantage lorsque le journal polonais rend un hommage appuyé à un collaborateur régulier du GB honoré lors d'une cérémonie célébrant le parrainage de la ville silésienne de Neurode par la ville allemande de Castrop-Rauwel :

*« Le héros principal de la fête était cependant Georg Hoffmann, un homme qui a contribué au rapprochement des deux villes et des régions en organisant les contacts officiels il y a de cela*

---

<sup>1201</sup> Article (*Ziemia Kłodzka*) publié dans GB 91/7, p. 1-6.

<sup>1202</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 91/10, p. 3.

<sup>1203</sup> Fils de Polonais enfermés en camp de concentration durant la guerre, Julian Golak a participé à la création de Solidarność et il a été emprisonné après la proclamation de l'état de guerre par Jaruzelski. Cf. lettre de Julian Golak à l'auteur du 6 mai 2012.

<sup>1204</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 91/10, p. 3.

*une douzaine d'années déjà. Vilipendé encore récemment par la presse (polonaise) aux ordres du pouvoir et placé sous surveillance par les services secrets (polonais), il pouvait à présent briller dans son triomphe en tant qu'initiateur principal. »<sup>1205</sup>*

Mais à mesure que les mois passent et que les contacts entre les deux rédactions se multiplient, les premières frictions apparaissent. Faire les louanges de la beauté d'une région et glorifier sa culture est un point de départ aisément trouvé, mais dès lors que des questions politiques sont abordées, les rapports se crispent :

*« Ainsi la distinction que nous établissons et que conteste M. Udod [rédacteur de Ziemia Kłodzka, L.P.] entre l'expulsion dont parlent les Allemands et les déplacements dont parlent les Polonais n'est pas une interprétation erronée. Avec ses descriptions de la xénophobie en Allemagne, M. Udod prend position politiquement, sur un domaine de politique intérieure même. Nous pouvons garantir que les Polonais vivant en Allemagne vivent bien plus en paix que les Allemands dans leur Heimat de l'Est dans l'ancien Reich. (...) Nous sommes donc d'accord avec M. Udod pour circonscrire le dialogue entre Ziemia Kłodzka et le Graftschafter Bote à nos problèmes actuels dans le Comté de Glatz. »<sup>1206</sup>*

Parmi les lecteurs du *GB*, l'ouverture du journal à un titre polonais, en lien direct avec les habitants actuels de la *Heimat*, provoque quelques grincements de dents. Nombre de lecteurs du *GB* s'abonnent au *Ziemia Kłodzka* par fidélité à leur *Heimat* ou écrivent simplement au journal pour l'assurer de leur soutien moral. Mais l'échange d'articles entre le *GB* et le *Ziemia Kłodzka* provoque une confrontation des idées et des préjugés qui malgré les efforts des deux parties est douloureuse pour une partie des lecteurs<sup>1207</sup>. Le *GB* tente courageusement de poursuivre l'ouverture, surmontant les réticences pour parvenir à un dialogue avec la partie polonaise :

*« Les contacts des instances du Comté de Glatz et du Graftschafter Bote avec le magazine polonais de notre Heimat Ziemia Kłodzka ont conduit à ce que les deux magazines fassent attention l'un à l'autre, que des articles particulièrement intéressants soient reproduits et commentés réciproquement, et que des pas en direction de la réconciliation soient entrepris. Il est possible que ces efforts ne trouvent pas un assentiment général parmi nos compatriotes. (...) Et pourtant il convient de saluer ces contacts. Ils peuvent quand même aider à surmonter des antagonismes et participer à une compréhension mutuelle. »<sup>1208</sup>*

C'est avec beaucoup d'hésitation mais aussi l'espoir de parvenir à instaurer un échange fructueux que le *GB* poursuit le dialogue avec *Ziemia Kłodzka*. Beaucoup de lecteurs sont réticents et Gröger lui-même doute de son entreprise de rapprochement :

*« L'un des petits signaux de nos efforts se trouve, au-delà des nombreux contacts personnels, dans l'échange entre le journal polonais Ziemia Kłodzka et le Graftschafter Bote. Certains de*

---

<sup>1205</sup> Article (*Ziemia Kłodzka*) publié dans *GB* 91/12, p. 2.

<sup>1206</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/6, p. 2.

<sup>1207</sup> KOĆWIN Lesław, « Polen und Deutsche : Deutsches kulturelles Erbe im Bewusstsein der polnischen Bewohner von Glatzer Bergland (Ziemia Kłodzka) », p. 142-154, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

<sup>1208</sup> Article de Günter Kroner paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 93/8, p. 2.

*nos amis de la Heimat observent cette activité avec critique et méfiance. Nous les comprenons très bien. Notre collaboration n'est naturellement pas sans difficultés, il faut savoir ne pas voir et ne pas entendre certaines choses. »*<sup>1209</sup>

A l'occasion du quatrième anniversaire de son existence, *Ziemia Kłodzka* publie un texte énonçant solennellement les objectifs que le journal se fixe. Dans les principes généraux qu'il observe, il est écrit :

« *Nous vivons dans un pays des trois cultures et des trois nations [allemande, polonaise et tchèque, L.P.J.] »*<sup>1210</sup>

Le commentaire de Gröger est lapidaire :

« *Cette théorie des trois cultures ne correspond ni hier ni aujourd'hui à la vérité historique. Depuis des siècles, il n'y a dans le Comté de Glatz qu'une culture allemande. (...) Depuis des siècles, il n'y a pas eu de cohabitation ou même de mélange de trois cultures et il n'y en pas aujourd'hui non plus. »*<sup>1211</sup>

Si la volonté de se rapprocher coûtait certes des efforts, le *GB* semblait prêt à les accepter. Mais on voit que les limites à ne pas franchir sont nombreuses et surtout que le *GB* est à ce point vigilant et intransigeant que sa collaboration avec *Ziemia Kłodzka* ne peut pas durer très longtemps. Le *GB* est trop à l'affût du moindre faux pas. Ce que le *GB* considère comme vérité historique ne souffre pas la moindre contestation ni même discussion. Le *GB* refuse de considérer que le Comté de Glatz a subi d'autres influences que celle de la culture allemande. Partant, il reçoit comme une insulte tout autre argument. Le dialogue avec *Ziemia Kłodzka* est rompu et le journal polonais n'est plus cité. On ne retrouve d'allusion que quelques mois plus tard dans un article où Großpietsch n'est pas loin d'accuser *Ziemia Kłodzka* de faire de la diffamation :

« *Un article sur le 40<sup>ème</sup> anniversaire de la Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V. affirme en effet que nous, c'est-à-dire la Zentralstelle, serions un organe de la Landsmannschaft et que nous recevions d'elle un soutien financier ! Cher rédacteur, on fait des recherches avant d'écrire ! Sinon, l'information, puisque c'est bien ce que l'on recherche, devient désinformation, pour ne pas dire mensonge ! Les communistes avaient besoin de cela. Les démocrates devraient travailler avec sérieux ! »*<sup>1212</sup>

La rupture est consommée et *Ziemia Kłodzka* n'est plus cité dans le *GB*<sup>1213</sup>. Pourtant cette rupture n'a eu lieu qu'au niveau des deux rédactions qui se sont brouillées après avoir tenté de collaborer. Il serait faux de penser que *Ziemia Kłodzka* est devenu étranger aux expulsés. Lors des cérémonies pour le 60<sup>ème</sup> anniversaire du *GB*, les représentants du Cercle d'amitié allemand de Glatz tenaient un stand et présentaient outre leurs activités le *Ziemia Kłodzka*.

<sup>1209</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/11, p. 2.

<sup>1210</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/11, p. 2.

<sup>1211</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/11, p. 2.

<sup>1212</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 94/5, p. 2.

<sup>1213</sup> Hormis une mention dans un éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 03/3, p. 1-6 où Gröger reproche au journal de faire la leçon aux expulsés en leur fixant des règles de conduite lors de leurs voyages dans la *Heimat*.

Une collaboratrice bénévole du journal recherchait des personnes parlant l'allemand et le polonais qui seraient volontaires pour assurer la traduction de certains articles afin de permettre au journal de rester trilingue (polonais, allemand et tchèque) comme c'est le cas actuellement. Certaines personnes se sont montrées intéressées par le journal (le découvrant même parfois) tandis que d'autres pensaient qu'il n'avait rien à faire là. L'ouverture à la presse polonaise ne va donc pas de soi et continue de créer des tensions entre les lecteurs du *GB*, même s'il semble que la majorité d'entre eux l'acceptent plutôt bien.

Les rapports entre les deux journaux auront toutefois permis aux populations des deux pays d'apprendre que l'intérêt pour le Comté de Glatz est partagé. Un colloque germano-polonais sur l'expulsion des Allemands du Comté de Glatz a été organisé à Görlitz en mars 2000. Un livre bilingue sur les légendes de Glatz a été rédigé par des auteurs des deux pays (dont le fils de Herbert Gröger) malgré d'énormes difficultés de collaboration<sup>1214</sup>. La collaboration entre les deux journaux a été stoppée net lorsque Peter Großpietsch a pris la direction du *GB*. Herbert Gröger comme Julian Golak regrettent que la collaboration, en dépit des difficultés, n'ait pas été poursuivie en raison de l'opposition de Großpietsch. *Ziemia Kłodzka* n'en continue pas moins son travail d'échanges et de collaboration entre Pologne, Allemagne et République tchèque.

## V - Les sondages

Enfin, le *GB* utilise les sondages comme source d'information, pour montrer comment évolue l'opinion, en Pologne ou en Allemagne, face aux questions géopolitiques. Comme le reste de la presse, le *GB* devient avec le temps de plus en plus sensible à la portée des sondages et il en publie de plus en plus souvent<sup>1215</sup>. Pour des raisons évidentes de coût, les sondages qui sont mentionnés dans le *GB* ne sont jamais des études directement commandées par le journal, mais le résultat d'études publiées dans d'autres journaux. Les résultats ne sont donc pas toujours aisés à saisir pour le lecteur qui ne dispose pas forcément de l'intitulé exact des questions ni ne connaît toutes les questions posées :

*« Un sondage effectué en secret en Pologne a été publié dans lequel près de 2000 Polonais, dont la moitié avaient entre 18 et 30 ans, ont été interrogés sur leur opinion concernant l'annexion des territoires allemands de l'Oder-Neisse. 87% des personnes interrogées se sont prononcées en faveur d'un retour des territoires polonais de l'Est occupés par l'URSS avec un renoncement dans le même temps de la Pologne aux « actuels territoires de l'Ouest », ce qui reviendrait quasiment au rétablissement de l'Allemagne et de la Pologne dans leurs frontières de 1937 ! »*<sup>1216</sup>

On imagine sans peine que les lecteurs du *GB* sont heureux de découvrir que 87% des Polonais partagent leur opinion sur l'avenir des frontières en Europe centrale, mais à y regarder de plus près, on peut douter de la validité de ce sondage effectué en secret dont le

---

<sup>1214</sup> GRÖGER Roland, SIKORSKI Marek, *An der Grenze der Legende und des Glaubens : Sehenswürdigkeiten und Kunstschatze der Grafschaft Glatz. Na granicy legendy i wiary. Skarby sztuki i osobliwości Ziemi Kłodzkiej*, Marx Verlag, Leimen, 1994.

<sup>1215</sup> Trois seulement dans les années 1950 et quatre dans les années 1960.

<sup>1216</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 80/2, p. 1-2.

commanditaire est inconnu. Quant à la représentativité de la population polonaise, elle n'est pas assurée alors que la « moitié des personnes interrogées avaient entre 18 et 30 ans », ce qui est loin de correspondre à la réalité démographique de la Pologne en 1980. La publication de ce sondage est de nature à induire le lecteur en erreur dans l'interprétation des résultats. Pourtant Alois Bartsch sait très bien ce que signifie la représentativité de la population interrogée lorsque les résultats d'une étude d'opinion contredisent ses attentes :

*« Un institut d'études d'opinion prétend avoir établi que 53% des sondés sont favorables à la ligne Oder-Neisse. Peu importe que des expulsés ou d'autres aient été interrogés, une chose est sûre : les 300 sondés ne peuvent pas être considérés comme représentatifs. Les enquêtes d'opinion normales de cet institut concernent toujours au minimum 2000 personnes. Ici, on a sciemment opéré différemment. Il faut constater cette réalité. Le résultat ci-dessus a été publié comme étant « représentatif » ! C'est une provocation pour tous les gens honnêtes. En octobre 1967, ce même institut a établi qu'à la question de savoir si la RFA devait donner suite au président français concernant la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse, seuls 20% y étaient favorables. 60% étaient absolument contre et 20% étaient sans avis, si bien que l'on peut dire qu'environ 70% refusent toute reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme frontière germano-polonaise. Question : le gouvernement considère-t-il les sondages tels que le premier cité comme représentatifs et favorables à ses efforts en matière de politique allemande et d'Ostpolitik ? »<sup>1217</sup>*

Tout ce paragraphe de l'éditorial relève d'une franche mauvaise foi (sauf à envisager une réelle ignorance peu probable) : On ne peut pas supposer qu'à plusieurs mois d'intervalle les résultats de deux sondages doivent être semblables (en raison de l'actualité politique changeante), d'autant que la formulation des questions n'est sans doute pas rigoureusement identique. Imaginer que le groupe des personnes n'exprimant aucun avis puisse être arbitrairement coupé en deux est absolument faux. Tout en étant encore faux sur le plan méthodologique, le principe voulant que l'on respecte la proportion des avis exprimés serait déjà plus juste dans l'esprit. En plaçant au-dessus de ce paragraphe le titre « 70% refusent la ligne Oder-Neisse »<sup>1218</sup>, Bartsch choisit clairement de mettre en avant l'opinion qu'il défend, alors même qu'aucun sondage n'a indiqué un tel chiffre.

Les résultats des sondages sont parfois publiés dans des articles courts où le résultat est considéré comme suffisamment éloquent pour rendre tout commentaire superflu. Cela gêne d'une part l'interprétation de la publication du sondage et empêche la rédaction de nuancer ou d'expliquer certains résultats. Les titres sous lesquels figurent ces sondages portent sur les résultats un jugement souvent lapidaire, confirmé par les quelques chiffres mis à disposition du lecteur. Un usage plus rigoureux du sondage permettrait en citant les questions dans leur intégralité et en décrivant les conditions de réalisation du sondage d'expliquer les résultats :

*« 37% des Polonais interrogés ne nous aiment pas nous les Allemands [en gras dans l'original, L.P.], c'est ce qu'a montré un sondage cité par Wprost. Les peuples préférés sont les Français, Américains, Canadiens, Hollandais, Italiens et Suédois. Jusqu'à 79% des*

<sup>1217</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/1, p. 1.

<sup>1218</sup> « 70 Prozent lehnen die Oder-Neiße-Linie ab ».

*personnes interrogées ont exprimé leur sympathie dans ce sens. Pour les Allemands, le chiffre se situe à 45%. Si pas moins de 37% ne nous aiment pas nous les Allemands, il y a derrière nous les Allemands avec un plus grand rejet encore, pour ne citer que deux voisins immédiats (à côté des Chinois et des Libyens), les Russes et les Ukrainiens. On remarque donc que la Pologne n'aime tout simplement pas ses voisins. »<sup>1219</sup>*

La phrase en caractères gras fait du début de l'article une sorte de titre et met en exergue la répulsion des Polonais pour les Allemands. Or, il s'avère quelques lignes plus bas que les Polonais qui apprécient les Allemands sont plus nombreux. Il y a donc une vraie volonté de montrer une défiance des Polonais face aux Allemands, alors qu'elle ne correspond pas à la réalité. La formule « nous les Allemands », répétée trois fois, est à même d'impliquer davantage le lecteur et, en lui montrant bien qu'il est la victime du sentiment de rejet, d'augmenter la charge émotionnelle liée à la découverte de ces chiffres.

Un autre sondage indique des résultats sensiblement identiques et leur présentation est elle aussi orientée :

*« Selon le magazine d'informations de Poznań Wprost, 25% des Polonais détestent encore les Allemands, et un sur trois les Russes, bien que l'Allemagne soit le pays qui soutient le plus l'adhésion polonaise à l'OTAN et à l'UE. Mais d'autres Polonais parlent de l'Allemand comme d'un « bon copain » et d'un ami. »<sup>1220</sup>*

Le choix du verbe « détester » montre un rejet plus franc que ne le suggère le chiffre de 25%. Et si 25% détestent les Allemands, cela signifie aussi que ce n'est pas le cas de  $\frac{3}{4}$  des Polonais (vraisemblablement partagés entre « simple rejet », « amitié » et « sans avis »). Ce sentiment de rejet radical est condamné à double titre. Le mot « encore » montre que les Polonais ne devraient plus détester les Allemands ; il suggère que si ce sentiment était (peut-être) légitime par le passé, il ne l'est plus. L'allusion au soutien diplomatique que l'Allemagne apporte à la Pologne est un autre indice de l'injustice du sentiment de haine. Ce bref passage d'un petit article suffit à induire chez le lecteur un sentiment d'injustice provoqué par les Polonais. La mention « d'autres Polonais » aux sentiments plus amènes ne suffit pas à réparer l'impression désastreuse, d'une part parce qu'il est évident que d'autres pensent autrement (ne serait-ce qu'à cause du chiffre de 25%) et d'autre part parce que l'on ignore le nombre de ces Polonais bien intentionnés.

Le *GB* sait se montrer critique avec les résultats de sondages, y compris lorsque ceux-ci sont favorables à sa ligne éditoriale :

*« En clair : si les Polonais bénéficient du confort allemand, alors ils se prononceraient pour l'Allemagne dans un référendum en Silésie. Ce résultat incroyable parmi précisément 1000 Polonais vivant en Silésie provient d'un sondage extrêmement compliqué qui a été mené dans la Silésie occupée par les Polonais pendant près de six semaines par l'Association des*

---

<sup>1219</sup> Texte intégral d'un article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 93/3, p. 4.

<sup>1220</sup> Article (OsmiPress) publié dans *GB* 94/11, p. 5-6, article identique dans *GB* 95/2, p. 5.

*Allemands conservateurs [groupuscule d'extrême droite, L.P.] et qui vient d'être analysé. »*<sup>1221</sup>

Le *GB* se distancie clairement du sondage en indiquant d'une part la durée très longue de réalisation du sondage qui lui fait perdre toute crédibilité. En précisant d'autre part qu'il s'agit d'un « sondage extrêmement compliqué », il souligne que les résultats sont à envisager avec précaution. Dans ces conditions, quel intérêt y a-t-il à publier ce sondage, qui n'a selon toute vraisemblance aucune validité scientifique ? Faut-il simplement céder à la tentation d'un titre qui suscite l'espoir ? Il est difficile d'évaluer l'effet que produit sur le lecteur un sondage aux résultats prometteurs mais à la validité douteuse.

Les sondages revêtent une grande importance pour le *GB* qui sait que leur publication peut produire des effets spectaculaires sur l'opinion. En prétendant refléter l'état de l'opinion, ils acquièrent une valeur de référence comme le *GB* aimerait l'être. La dimension scientifique et mathématique produit sur le lecteur un effet de persuasion largement supérieur à celle d'un éditorial, aussi convaincant soit-il. Le *GB* parle au nom des expulsés, et, du moins l'espère-t-il, d'une majorité de concitoyens allemands sensibles à la question nationale. Mais les chiffres des sondages mettent parfois à mal les assertions du *GB*. Il est particulièrement intéressant et révélateur de constater que le premier sondage publié dans le *GB* en 1956 est l'objet d'une attention toute particulière. Une émission de radio cite un sondage indiquant que seule une partie des expulsés serait prête à retourner dans la *Heimat* et que ce pourcentage (non indiqué dans l'article du *GB*) serait certainement moins élevé si la situation se présentait réellement : « *Ce qui m'a le plus dérangé et inquiété dans toute cette affaire, c'est d'abord le fait que l'on répande ce problème à tout-va comme si c'était l'opinion de la majorité des expulsés et comme si la proportion entre ceux qui sont prêts à rentrer dans la Heimat et les autres était partout favorable à ces derniers, et ensuite que l'on caresse à nouveau l'idée d'un condominium et qu'on essaie ainsi de créer une atmosphère favorable à cette idée.* »<sup>1222</sup>

Alois Bartsch est pleinement conscient des dégâts qu'un tel sondage peut occasionner sur l'opinion et il soupçonne une manipulation qui pourrait résulter de l'exégèse de tels résultats. L'affaire lui tient tellement à cœur que dès le numéro suivant, il publie un article dans lequel il combat les arguments de ceux qui préféreraient rester en RFA à travers des citations de lettres qu'il prétend avoir reçues. Ce procédé didactique lui permet d'opposer arguments et contre-arguments et de balayer d'un revers de main des motifs tels que la prospérité, l'emploi assuré ou l'attachement familial. Mais surtout, il conclut son article par des recommandations afin de modifier favorablement les résultats des prochains sondages :

« *Il est et reste dangereux de se défendre face à un discoureur ou un apatride. Sachez que ces gens savent en tirer profit et qu'ils ne peuvent que nuire à notre travail pour la Heimat. C'est pourquoi : affirmez-vous courageusement en faveur de notre Heimat ! Interdisez-vous de succomber à la moindre influence qui vous détournerait d'elle. Lors d'études quelles qu'elles soient, ne vous décidez jamais contre la Heimat et vos compatriotes. Si vous n'êtes pas très*

---

<sup>1221</sup> Article (*Deutsche Zeitung*) publié dans *GB* 91/3, p. 5.

<sup>1222</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 56/12, p. 4.

*éloquent ou que le courage vous manque, alors taisez-vous ou détournez-vous. Ayez toujours en tête notre serment : Loin, mais fidèle ! »*<sup>1223</sup>

De l'analyse des diverses sources d'information, il ressort que le *GB* cherche l'information là où il sait qu'il a des chances de trouver des appuis et des éléments à même de renforcer sa ligne éditoriale. La presse généraliste est sélectionnée en fonction de son orientation politique ; les publications des partis politiques ou associations d'expulsés correspondent également à une orientation conservatrice. Quant aux sondages, s'ils proviennent d'horizons différents et pas toujours identifiés, ils sont retenus sur le critère d'adéquation avec les aspirations des expulsés. Et si les sondages publiés sont en contradiction avec les attentes, alors ces résultats sont mis en cause. Il s'avère donc que le *GB* ne puise pas l'information à des sources susceptibles d'enrichir les points de vue défendus et que le pluralisme n'en ressort pas renforcé.

### **3. Les rapports du *GB* avec les médias**

Les rapports des expulsés et des médias sont loin d'être simples et sereins. Si l'on considère la ligne suivie par le *GB* (c'est-à-dire celle d'une défense du droit au retour et d'un jusqu'au-boutisme juridique), force est de constater que cette position isole les expulsés sur la scène non seulement politique mais aussi médiatique. L'*Ostpolitik* menée par la coalition de centre-gauche a marqué un changement de cap politique relayé en partie dans les médias. Les expulsés qui protestent contre cette nouvelle voie passent dans le camp des passésistes et se trouvent de plus en plus en butte à l'opprobre médiatique. La position du *GB* par rapport aux médias est particulière puisqu'en tant que journal il est un élément du paysage médiatique. Mais sa place dans le segment de la presse des expulsés réduit considérablement son auditoire potentiel et fait qu'il ne se considère pas comme un journal comme les autres. Le *GB* n'a pas vocation à s'adresser au grand public et les considérations sur les médias qui sont publiées dans le *GB* relèvent donc de la critique d'un système auquel le *GB* se sent étranger. Au contraire, la presse généraliste et la presse des expulsés peuvent être mises face à face pour bien montrer les oppositions qui les caractérisent.

Dans son approche des médias, le *GB* hésite entre méfiance et défiance. Cette attitude très prudente repose entre autres sur le fait que les médias sont accusés de ne pas dire tout ce qu'ils savent et de cacher (à dessein ou non) une partie de la vérité. En réalité, les médias généralistes sont considérés comme hostiles aux expulsés et réputés proches de la gauche, ce qui suffit à les couper des expulsés. Pourtant, le *GB* voit tout de même quel profit peut être tiré d'un usage réfléchi des médias. Entre campagne de presse et actions de lobbying, les expulsés parviennent à faire porter leur voix au-delà du domaine de la presse des expulsés.

#### **I – Entre méfiance et défiance**

##### ***On nous cache tout***

La méfiance repose entre autres sur le fait que les expulsés s'estiment mieux informés que le reste de la population et partant, plus légitimes pour porter un jugement sur leur propre situation que la presse généraliste. Pour cette raison, tous les articles traitant des expulsés ou

---

<sup>1223</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 57/1, p. 4.

de tout autre sujet les concernant sont susceptibles d'être passés au crible dans les colonnes du *GB*. Parfois, la critique ne concerne pas directement un article mais plutôt ce que l'ensemble de la presse dit d'un sujet. Le cas se présente à propos de la péréquation des charges qui coûte énormément d'argent pour le budget fédéral :

« *On a pu lire à travers l'ensemble de la presse que plus de 50 milliards de marks avaient déjà été dépensés pour les expulsés (...) avec la péréquation des charges. Mais on n'a rien lu sur le fait que ces 50 milliards ont été dépensés en grande partie à d'autres fins (...). L'opinion publique n'est nulle part informée (...). On passe aussi consciemment sous silence (...). Et surtout, jamais on ne souligne (...).* »<sup>1224</sup>

Tout l'article consiste en une série de corrections et de mises au point sur un sujet qui ne reçoit pas le traitement voulu dans la presse généraliste. Chaque correction est précédée d'une mention du silence qui entoure la véritable information. Le champ lexical de la tromperie est très présent et reflète bien la méfiance qui prévaut. L'ensemble de la presse se retrouve ainsi discrédité puisque coupable de ne pas dire toute la vérité et de taire des choses importantes.

Quant à l'expulsion elle-même, elle n'est pas abordée dans la presse dans les années 1960. Les expulsés ne retrouvent nulle part la trace de leur destin et le récit de leurs souffrances est un chapitre qui semble exclu de l'attention des médias. Il est vrai qu'à cette époque, peu de journaux parlent du drame vécu par des millions d'Allemands et ceux qui ressentent le besoin d'en parler peuvent à juste titre se sentir oubliés par leur pays :

« *Il est nécessaire de raconter toute la vérité sur ce qui s'est passé à l'est.(...) Le journal catholique Allgemeine Sonntagszeitung constate (...), que ce sujet effroyable et horrible est pour ainsi dire passé sous silence dans l'opinion publique comme si l'horreur n'avait jamais eu lieu. (...) Pourquoi est-ce que rien ne se passe pour le rappeler ? Pourquoi est-ce que les fameux moyens de communication de masse se taisent dans leur ensemble, à quelques exceptions près ?* »<sup>1225</sup>

Là encore, le silence est dénoncé, mais il n'est pas de même nature que dans l'exemple précédent. Il est plus question d'un tabou que d'une entreprise de désinformation. Ici, Bartsch ne soupçonne aucune intention maligne, il s'appuie sur un simple constat et invite les expulsés à réagir pour briser le mur du silence.

Après l'unification des deux Etats allemands, le silence qui est reproché aux médias s'appuie sur le fait que radios, télévision et journaux semblent faire comme si les expulsés n'existaient pas. Après le rassemblement des Silésiens à Nuremberg en 1999, l'écho médiatique est proche du néant, ce qui ne manque pas de décevoir les organisateurs :

« *A vrai dire, cela fait partie du comportement typique des médias allemands de ne parler que sous forme de brève ou même de passer sous silence une telle fête de 100 000 Silésiens qui n'existent plus selon leur vision du monde. A titre d'exemple, il était par exemple tout à fait significatif que la chaîne d'information de la radio bavaroise nous informe sur le chemin du retour de Nuremberg toutes les 15 minutes de la regrettable fracture de la jambe de Michael*

---

<sup>1224</sup> Article (*Das vertriebene Landvolk*) publié dans *GB* 64/12, p. 2.

<sup>1225</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/9, p. 2-3.

*Schumacher avec une exhaustivité épique, mais qu'il n'y ait pas une seule minute d'antenne pour la rencontre pacifique d'un groupe humain touché par le destin et pour lequel la compréhension et la solidarité devraient prévaloir. »*<sup>1226</sup>

Autre sujet peu évoqué dans les médias dominants, le destin des travailleurs forcés allemands. Alors que le sujet de l'indemnisation des travailleurs forcés revient sur le devant de la scène politique au moment où le gouvernement Schröder prend ses fonctions, les expulsés réagissent prestement pour rappeler que les travailleurs n'étaient pas tous des victimes des Allemands et que des Allemands ont connu le même destin à la fin de la guerre dans des camps soviétiques ou polonais et qu'eux aussi ont donc droit à recevoir des indemnisations des pays concernés :

*« Dommage à vrai dire que les médias allemands se refusent obstinément à parler du problème, du destin de victimes des enfants, femmes et hommes allemands dans les camps polonais et soviétiques entre autres de travailleurs forcés ! »*<sup>1227</sup>

Lorsque les médias sont accusés de passer volontairement sous silence certains faits, l'origine de la Seconde Guerre mondiale est parfois au cœur du problème. Les multiples interprétations de l'histoire et les analyses sur le déclenchement du conflit font régulièrement l'objet d'articles dans le *GB*. On trouve dans un article publié à la une en 2006 la mention de pseudo-révélation sur les vraies causes de la guerre. C'est une nouvelle fois l'occasion de dénoncer le silence des médias sur ce sujet :

*« Si on le leur demandait, ces fonctionnaires d'historiens allemands pourraient répondre en chœur à la question des origines de la Seconde Guerre mondiale : « Les Allemands sont responsables, rien que les Allemands, et le pire d'entre eux était Hitler. » et ils seraient soutenus à l'unisson par tous les médias qui paraissent ou émettent dans ce pays. C'est dans ce monde figé d'historiens que nous vivons depuis des décennies. C'est alors qu'un article publié le 17 juin dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung qui passe pour le meilleur quotidien d'Allemagne a suscité un grand intérêt dans les milieux intéressés. Sous le titre « Réflexions sur l'Europe centrale après Versailles » est paru un article d'une pleine page du jeune historien Stefan Scheil qui s'est distingué par plusieurs livres remarquables et de nombreux articles aussi originaux que solides parus dans des revues (mais dans la presse établie). »*<sup>1228</sup>

L'auteur insiste sur la qualité du *FAZ* qu'il présente comme un journal réputé pour mieux renforcer la crédibilité acquise par l'historien dont il va être question<sup>1229</sup>. Alors que la presse dominante est généralement décriée par principe, la respectabilité du journal est au contraire

---

<sup>1226</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/8, p. 1-4.

<sup>1227</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 04/9, p. 3.

<sup>1228</sup> Article de Hans-Joachim Leesen publié dans *GB* 06/9, p. 1-10.

<sup>1229</sup> En introduction d'un article paru dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et consacré aux déboires d'Erika Steinbach dans l'affaire du Centre contre les expulsions, Peter Großpietsch écrit :

*« Les expulsés allemands peuvent s'estimer heureux d'avoir pour soutien de leurs revendications le plus grand quotidien national de qualité, le Frankfurter Allgemeine Zeitung. »*

*« Die deutschen Heimatvertriebenen dürfen sich glücklich schätzen, in der größten überregionalen und angesehenen deutschen Tageszeitung, der „Frankfurter Allgemeinen“ einen Unterstützer ihrer Anliegen zu haben. »*, article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 10/3, p. 11.

mise en avant. Stefan Scheil est présenté comme un historien dont les travaux novateurs ne reçoivent pas l'écho mérité. La publication dans le *FAZ* fait alors office d'hommage rendu à ses recherches. La mention du fait que ses articles n'ont pas trouvé le chemin d'un large public en restant dans des revues plutôt confidentielles apparaît ici comme la marque du caractère audacieux des thèses développées. L'auteur serait ainsi trop subversif pour que les médias dominants osent lui donner la parole. En effet, Stefan Scheil est réputé pour être un historien proche de l'extrême droite et ses travaux sur la Seconde Guerre mondiale et ses origines le rapprochent des cercles révisionnistes. L'un de ses articles publiés dans le *Junge Freiheit* est cité dans le rapport de l'Office fédéral de protection de la constitution de 2004 comme illustration de la tendance de ce journal à relativiser la culpabilité allemande dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale<sup>1230</sup>. Sans donner tant de précisions, la suite de l'article révèle aussi que ce qui pouvait sembler être un avènement pour l'historien n'aura duré qu'un instant puisque quelques jours plus tard, le *FAZ* publie la recension<sup>1231</sup> d'un autre ouvrage de Stefan Scheil : il s'avère que ce dernier y développe des thèses allant dans le sens d'une disculpation totale d'Hitler dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, les nazis ayant selon lui tout tenté pour éviter le conflit que l'URSS et les USA cherchent à provoquer. Ainsi, l'auteur de l'article montre clairement que toutes les opinions ne sont pas présentables dans la presse dominante et que les travaux d'historiens ne sont pas tous présentés. Ce qui est mis en avant comme une faiblesse du système médiatique correspond en fait à un des effets de ses mécanismes de contrôle. Toutes les idées ne se valent pas et c'est une illusion que de considérer que toutes les opinions peuvent être mises sur un pied d'égalité. Les médias apparaissent alors comme les gardiens de l'ordre établi en refusant de s'ouvrir à ceux qui refusent les valeurs et les idées généralement partagées.

### ***Les adversaires des expulsés***

A partir de quel moment les médias sont-ils considérés dans leur ensemble comme des adversaires de la cause des expulsés<sup>1232</sup> ? Avant même le début de l'*Ostpolitik*, le *GB* montre des signes d'agacement ou de distanciation avec ce que les journaux proposent comme analyse de la situation des territoires de l'est. Tout d'abord, ils ne sont considérés que comme les porte-voix des partis politiques :

« *Comment que c'est que vous voyez les choses ?* », *c'est ainsi que l'on nous interroge souvent oralement ou par écrit. Les gens pensent alors aux points de vue, aux opinions et propositions et d'une manière générale aux événements qui concernent notre revendication principale, la réunification et le problème de l'est ; elles aimeraient entendre nos points de vue, nos avis d'un point de vue de l'est, après n'avoir entendu dans la presse quotidienne*

---

<sup>1230</sup> MAEGERLE Anton, « Politischer und publizistischer Werdegang von Autoren der „Jungen Freiheit“ », p. 193-217, in : BRAUN Stephan, VOGT Ute (éd.), *Die Wochenzeitung „Junge Freiheit“. Kritische Aussagen zur Programmatik, Inhalten, Autoren und Kunden*, VS Verlag, Wiesbaden, 2007.

<sup>1231</sup> « Adolf der Friedliebende », in: *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 juin 2006, p. 9.

<sup>1232</sup> Selon Manfred Kittel, le changement de cap dans les médias et le retournement dans l'opinion publique s'opère durant les années 1960. Il souligne l'influence déterminante de Gerd Bucarius, éditeur de *Stern* et *Die Zeit*, mais aussi député CDU au *Bundestag*, tout en rappelant que la presse du groupe Springer est favorable aux positions juridiques des expulsés. Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 31-59 et p. 155.

*ouest-allemande que des propositions et points de vue présentés sous l'angle des partis politiques. »*<sup>1233</sup>

Dans les années 1950 déjà, les journaux sont accusés d'être à la botte des partis politiques et de ne pas faire de comptes rendus neutres mais toujours orientés en fonction de la politique des partis. Le reproche de ne défendre qu'une orientation politique n'est pas encore énoncé clairement, mais déjà les médias font office d'instruments aux mains des dirigeants politiques :

*« Par l'intermédiaire d'une charmante vieille dame, âgée aujourd'hui de 84 ans, j'ai constaté d'une manière effrayante quelle influence profonde et même décisive ont nos médias de masse sur la formation de l'opinion publique et aussi sur l'attitude, la foi et l'espoir de nos compatriotes de la Heimat. Dans je ne sais quelle émission de radio (je ne l'ai pas entendu moi-même), on aurait dit qu'il était inutile que les expulsés espèrent un retour. (...) Et ainsi de suite, et ainsi de suite ! Beaucoup de journaux et de magazines vont aussi dans ce sens. »*<sup>1234</sup>

Cet éditorial sonne comme une prise de conscience. C'est à partir de 1968 que les médias vont commencer à subir les foudres du *GB* qui va être de plus en plus attentif à ce qu'ils disent sur la situation des territoires de l'est. Alors que les expulsés constatent que le climat politique est en train de changer et que le soutien unanime dont ils bénéficiaient jusqu'alors est en train de s'estomper, ils s'aperçoivent aussi que les médias se font l'écho de ce changement et offrent une tribune toujours plus large à ceux que le *GB* appelle les « renonciateurs », c'est-à-dire tous ceux qui sont prêts à abandonner définitivement les territoires de l'est. La question se pose alors de savoir comment organiser la riposte pour éviter que ces idées ne fassent leur chemin dans l'opinion et ne deviennent majoritaires :

*« Nous ne pouvons riposter aux « renonciateurs » dans les médias, dans la mesure où il s'agit de la presse, que par le boycott. C'est le problème du parlement que de s'opposer aux renonciateurs à qui on donne tant d'espace à la télévision et à la radio pour faire des émissions allant dans ce sens en donnant le même temps d'antenne à la partie adverse. C'est la démocratie qui exige ici l'égalité ! »*<sup>1235</sup>

Avec le renforcement de la ligne de front entre expulsés et camp des renonciateurs, les médias deviennent le lieu d'affrontement et les expulsés voient leurs représentants les plus engagés se faire accuser d'être des passésistes voire même les tenants du revanchisme :

*« Qui donne le droit à des commentateurs hargneux de la radio et de la télévision, de nous insulter, de nous diffamer, de nous soupçonner et de nous vilipender comme si nous étions des lépreux ou des hommes qui ont un autre statut que le leur face à la loi ? »*<sup>1236</sup>

Alois Bartsch place ici clairement les expulsés en position de victimes. L'affrontement politique dépasse les frontières du raisonnable puisque les expulsés sont traités comme des

---

<sup>1233</sup> Article de Georg Goebel publié dans *GB* 58/4, p. 11.

<sup>1234</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 67/4, p. 1-2.

<sup>1235</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 68/1, p. 1.

<sup>1236</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/7, p. 1.

citoyens de seconde catégorie. Les journalistes de l'audio-visuel semblent être mus par une haine difficilement compréhensible. Bartsch n'hésite pas à dramatiser la situation. En montrant la violence des attaques contre les expulsés, il veut aussi produire un effet de rébellion et voir les expulsés émettre une protestation à la hauteur des attaques qu'ils subissent :

*« Ces expérimentations dangereuses pour tous, que l'on appelle aussi « politiques », sont soutenues par des journalistes hargneux et remplis de haine pour qui les expulsés et leurs justes revendications ont toujours été une épine dans le pied. »*<sup>1237</sup>

Après cette introduction, l'éditorial met en garde contre les projets secrets du gouvernement qui envisage de conclure avec le gouvernement polonais un traité reconnaissant la frontière germano-polonaise, suivie d'un condensé de déclarations de journalistes attaquant les expulsés. La riposte est à la mesure de l'attaque puisque la teneur des propos des journalistes est introduite par des expressions les disqualifiant immédiatement :

*« (...) a une nouvelle fois laissé libre cours à sa haine. (...) vitupère (...). Il déverse sa haine très particulière (...). Il vitupère (...). Ah le pauvre fou ! (...) ces méchants journalistes (...). »*<sup>1238</sup>

La riposte ne peut être que violente et pleine de mépris pour un journaliste, Dieter Gütt, qui a osé qualifier la Charte des expulsés de « Charte des âmes mortes »<sup>1239</sup>. Le fait de citer le nom de journalistes qui se sont distingués par la violence de leurs attaques ou de reprendre, comme c'est le cas dans cet article des extraits de commentaires défavorables, permet aussi au *GB* de rendre plus crédibles ses vitupérations contre les médias. Tant que les protestations s'adressent à l'ensemble des médias en général, l'impression peut naître qu'elles sont exagérées, mais dès lors que des éléments précis sont cités, les lecteurs sont confortés dans le sentiment que leurs revendications sont décidément gênantes pour le pouvoir en place et les médias.

Les adversaires sont indiqués nommément, et l'on constate qu'il s'agit des plus grands médias. Dans le compte rendu de la rencontre nationale des Silésiens à Hanovre qui a suscité de nombreuses polémiques dans les mois précédant sa tenue, on retrouve quels médias se sont manifestés avec la plus grande virulence :

*« Ils s'étaient tous donné le plus grand mal pour empêcher la tenue de la rencontre nationale des Silésiens de 1985 ou au moins la venue du chancelier à Hanovre : la première et la deuxième chaîne de la télévision publique qui des semaines auparavant diffusaient déjà dans des émissions de reportage l'information selon laquelle des Polonais vivaient en Silésie (quelqu'un a-t-il jamais dit le contraire ?), la presse si férue de détente, comme le Spiegel, le Stern ou le Zeit, qui voyait la paix mondiale en danger à cause de la rencontre des Silésiens, et naturellement les médias de masse communistes de RDA, de Pologne populaire et de*

---

<sup>1237</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 70/6, p. 1.

<sup>1238</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 70/6, p. 1.

<sup>1239</sup> « Charta der toten Seelen », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 70/6, p. 1.

*l'Union soviétique qui n'osaient mentionner les 160 000 Silésiens qu'entre guillemets comme si la Silésie n'avait jamais existé. »*<sup>1240</sup>

Le plus frappant dans cet article n'est pas de voir que les grands médias sont considérés comme des adversaires de la cause des expulsés, mais plutôt de voir qu'ils sont placés sur un pied d'égalité avec les médias de dictatures communistes, comme si les médias de RFA étaient placés dans la même situation de dépendance vis-à-vis du pouvoir en place que ceux du bloc communiste. La qualité des informations et commentaires du *Spiegel* ne vaudrait pas plus que celle d'un organe officiel de propagande polonais.

La similitude entre les déclarations jugées outrancières de la presse allemande et celles de la presse sous contrôle dans les dictatures communistes n'est pas une exception. On la retrouve dans le *GB* y compris après la chute du communisme en 1992 :

« « *Fédération de la réconciliation ou bastion de réactionnaires ?* », tel était le titre d'un article paru récemment dans le *Stuttgarter Zeitung* à propos de la *Fédération des expulsés*. L'article sous la plume d'Adrian Zielcke choque surtout par son manichéisme. « *Bastion de réactionnaires* », on se souvient de telles appellations pour le *BdV* en provenance de l'ancien bloc communiste de l'est, moins en revanche en provenance de *Bade-Wurtemberg*. »<sup>1241</sup>

La référence aux médias du bloc communiste ne sert qu'à disqualifier le *Stuttgarter Zeitung*. Surtout après 1990 où les mécanismes de censure et de propagande à travers les médias ne sont plus un secret pour personne. La critique du *Stuttgarter Zeitung* est ravalée au rang de slogan de propagande et perd ainsi toute crédibilité.

Lorsque la radio du Land de Hesse compare la rencontre nationale des Silésiens de 1993 à une secte dont les expulsés seraient les membres et les dirigeants du *BdV* les gourous, les protestations sont vives, mais le ton est presque résigné<sup>1242</sup>. L'intendant regrette le manque de tact dans l'émission qui se voulait satirique, mais il ne présente pas ses excuses aux députés et représentants des expulsés venus exprimer leur colère. Le ton résigné témoigne de la lassitude de voir que les expulsés sont les éternels mal-aimés du système médiatique qui ne laisse que peu de place à ce groupe social sans cesse dénigré.

Le *GB* publie un article dans lequel les médias apparaissent non pas comme adversaires des expulsés mais comme instruments aux mains des adversaires politiques des expulsés. Lors de l'unification des deux Etats allemands en 1990, de nombreux changements ont lieu dans les médias publics, obligés de se réorganiser pour s'adapter à la nouvelle donne politique. L'audio-visuel public est réorganisé en Basse-Saxe suite aux élections régionales qui ont vu la défaite de la droite et la victoire des sociaux-démocrates<sup>1243</sup>. Et la composition du conseil de

---

<sup>1240</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/7, p. 3.

<sup>1241</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 92/2, p. 4.

<sup>1242</sup> Articles (*Deutscher Ostdienst* et *Ostpreußenblatt*) parus dans la rubrique Opinion publiés dans *GB* 93/9, p. 2.

<sup>1243</sup> En 1965 déjà, le groupe parlementaire de la CDU à Brème avait tenté vainement d'obtenir une meilleure représentation des expulsés au sein du conseil des médias. Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 55.

surveillance de l'office régional de l'audio-visuel public prévoit la fin de la présence de représentants des expulsés et des victimes de guerre tandis que des représentants des étrangers et des associations écologistes feraient leur entrée :

*« La soif de pouvoir des camarades du nord de l'Allemagne s'étend à la NDR après la conquête de la Basse-Saxe par le SPD. Grâce à un nouveau contrat d'Etat de la NDR, le nombre de membres du conseil des médias devrait passer de 31 à 39, celui des représentants des associations serait doublé, ce qui donnerait une majorité des deux tiers au SPD. »*<sup>1244</sup>

L'article est publié sous le titre provocateur de « Rideau de fumée avant la conquête du pouvoir »<sup>1245</sup> est une allusion directe avec le choix du mot allemand « Machtergreifung » à la prise de pouvoir des nazis en 1933 et à la mise au pas des médias qui s'en est suivie.

### ***Les mensonges dans les médias***

Les médias ne sont pas seulement accusés d'être défavorables aux expulsés, le GB trouve régulièrement dans la presse ou des émissions de radio ou de télévision la preuve que les médias mentent sur la réalité. Les domaines concernés par les mensonges médiatiques sont très divers et cette diversité témoigne d'une sorte d'acharnement que les expulsés veulent bien voir contre leurs intérêts.

En 1971, un article publié dans un journal paraissant à Breslau indique qu'environ 13% de la surface agricole disponible en Basse-Silésie attendent des propriétaires. Il ajoute qu'il est nécessaire que des agriculteurs viennent s'installer dans la région pour répondre aux besoins du pays. Cette information réjouit hautement le GB qui y voit la confirmation que les Allemands trouveraient sans mal leur place dans leur *Heimat* s'ils pouvaient y retourner :

*« Cet aveu de la partie polonaise est en flagrante contradiction avec les affirmations courantes des médias de masse allemands selon lesquels il n'y aurait plus de jachères dans les territoires de l'est allemand occupés par la Pologne. »*<sup>1246</sup>

Dans le numéro suivant, un article reprend les résultats du reportage effectué par un journaliste radio dans les rues de Munich durant une rencontre nationale des Silésiens. Celui-ci prétend que sur les 300 personnes qu'il a interrogées, pas une seule n'aurait répondu par l'affirmative à la question de savoir si elle souhaiterait retourner dans la *Heimat*. Le GB commence par expliquer pourquoi il est difficile de répondre à cette question et comment on peut en venir logiquement à répondre par « non » sans réaliser l'usage qui peut être fait de cette réponse. En conclusion, l'article s'applique à montrer combien les journalistes, ces « déformateurs de paroles professionnels »<sup>1247</sup>, peuvent être malintentionnés :

*« Si ces questionneurs zélés étaient si attachés à la vérité, ils devraient commencer par interroger les Aussiedler. On verrait alors s'il est possible de discuter d'un retour ou non. On ne voit pas encore de leur d'espoir à l'horizon européen. Pour les questionneurs, ce n'est pas la vérité qui compte ou l'intérêt humain, mais tout simplement le fait de rabaisser le*

---

<sup>1244</sup> Article signé tm publié dans GB 90/9, p. 5.

<sup>1245</sup> « Vernebelung vor der Machtergreifung », article signé tm publié dans GB 90/9, p. 5.

<sup>1246</sup> Article publié dans GB 71/9, p. 3.

<sup>1247</sup> « berufsmäßigen Wortverdrehern », article publié dans GB 71/10, p. 3.

*travail des expulsés et de trahir nos représentants ou porte-paroles (de grâce, pas de « permanents »).* »<sup>1248</sup>

Sans être la preuve d'un véritable mensonge, ce cas montre par quelle manipulation les journalistes procèdent pour présenter des faits conformes à leurs attentes.

Il arrive aussi que le *GB* réagisse à des informations concernant la *Heimat*. Ici, c'est le fait que les expulsés ont habité la *Heimat* et sont donc plus habilités que d'autres à parler de la vie là-bas qui sert à disqualifier les discours contraires à ce que les expulsés attendent :

*« Nous autres Bas-Silésiens du Comté de Glatz devrions nous battre contre l'affirmation répandue dans les médias selon laquelle la Silésie aurait été une terre bilingue. »*<sup>1249</sup>

Après l'incendie d'une maison habitée par deux familles turques à Solingen en 1993, les débats sont très virulents en Allemagne autour des questions de l'intégration des étrangers et des demandeurs d'asile. Les médias sont accusés de participer à l'escalade de la violence et des tensions :

*« Le directeur général des services de la mairie, Ingolf Deubel, a accusé les médias. Certains auraient payé pour que des messages de haine soient vociférés après l'incendie de la maison des Turcs. Un jeune Turc a déclaré : « On m'a proposé de l'argent pour je casse la fenêtre d'une voiture avec un couteau ou une pierre. » »*<sup>1250</sup>

Cette information qui n'a rien à voir avec la question des expulsés ne sert qu'à illustrer le manque de déontologie de certains journalistes et ainsi que les pratiques frauduleuses qu'ils utilisent parfois. Cela montre bien comme le *GB* a à cœur de dénoncer les pratiques déviantes du journalisme plus avide de sensationnalisme que de souci d'informer en toute neutralité.

Un autre exemple de ce type tendant à créer artificiellement une situation pour permettre d'illustrer un propos déterminé à l'avance est relaté en 2005 suite à la rencontre nationale des Silésiens :

*« Il s'est passé une chose étrange à la table du canton de Heydekrug, précisément là étaient assis les membres de la chorale de Heydekrug. Une équipe de télévision a soudain fait son apparition et des tracts du NPD se sont soudain retrouvés sur la table. L'équipe de télévision a filmé ce support de propagande, puis une dame qui dirigeait visiblement l'équipe a tenté d'interroger les compatriotes de Heydekrug sur ces documents du NPD. »*<sup>1251</sup>

Comme dans le cas précédent, on voit ici comment les médias peuvent être tentés de déformer la réalité afin d'en donner une image correspondant à ce qu'ils souhaitent. Mais ici le cas est bien plus révoltant pour les expulsés puisque ce sont des membres de leur groupe qui sont les victimes de la manipulation et que la supercherie tend à prouver qu'ils sont des extrémistes et que les liens avec l'extrême droite existent bel et bien.

---

<sup>1248</sup> Article publié dans *GB* 71/10, p. 3.

<sup>1249</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 90/5, p. 2.

<sup>1250</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 93/10, p. 4.

<sup>1251</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/7-8, p. 13.

Lorsque les médias ne sont pas accusés d'être de mauvaise foi, il leur est reproché de privilégier le sensationnalisme et le scandale au sobre exposé des faits. La rencontre nationale des Silésiens de 1993 donne un exemple frappant de ce que le *GB* ressent comme une manipulation. Les perturbateurs qui interviennent lors de la rencontre sont le seul événement que les médias semblent trouver digne d'être relaté :

*« Il y avait des journaux qui n'attendaient que cela de pouvoir enfin traiter les plus de 100 000 expulsés de militants d'extrême droite. 8 à 10 perturbateurs imbéciles leur ont largement suffi pour nous traiter de « vauriens de l'est allemand ». (...) Mais il y a des gages précis pour de tels scénarii ; pour faire le salut hitlérien, pour agiter le drapeau du Reich etc. Combien les émeutiers de Nuremberg ont-ils touché ? »*<sup>1252</sup>

Un autre exemple montre combien les médias peuvent être de mauvaise foi lorsqu'il est question du passé allemand à l'est. Après que Günter Blobel a obtenu le Prix Nobel de médecine en 1999, les médias allemands célèbrent ce scientifique d'origine allemande malgré sa citoyenneté américaine obtenue en 1987. Les expulsés sont particulièrement fiers d'apprendre qu'il est né à Waltersdorf en Basse-Silésie, augmentant ainsi le nombre des Silésiens récipiendaires d'un Prix Nobel :

*« La différence entre la vérité et la manipulation journalistique peut difficilement être plus grande que dans le cas du prix Nobel silésien Günter Blobel. (...) Dans le même temps, l'animatrice de débats sur ARD Sabine Christiansen maintient que Günter Blobel n'est pas un Silésien mais Saxon, malgré les protestations du président de la Landsmannschaft Schlesien et de nombreux autres. (...) Journalistiquement non plus, la Silésie ne se laisse pas étouffer. »*<sup>1253</sup>

Günter Blobel a passé son enfance en Silésie et son adolescence en Saxe, ce qui explique que l'on puisse établir un lien avec chacune des deux régions. Mais pour le *GB*, le problème n'est pas seulement l'absence de hiérarchie entre sa région natale et une région où il a vécu, mais plutôt l'impression que l'on cherche à passer sous silence son lieu de naissance, comme s'il s'agissait d'une page honteuse de l'histoire allemande. Le *GB* voit la marque du mensonge entretenu par les médias dominants que l'est allemand n'a jamais existé, ou plutôt qu'il faudrait l'oublier.

Le mensonge ou la tromperie semblent être les marques de fabrique des reportages qui prennent l'expulsion pour sujet, et ce quelle que soit l'époque puisque même au XXI<sup>e</sup> siècle alors que la frontière germano-polonaise est définitive depuis presque vingt ans, les expulsés n'arrivent toujours pas à accepter ce que rapportent les médias allemands :

*« Nous commençons à en avoir ras le bol des mensonges historiques. Il est parfois impossible de ne pas entendre ou voir l'hypocrisie dans les sondages. Souvent, il n'y a que la réussite visuelle d'une émission qui compte pour ses réalisateurs. »*<sup>1254</sup>

---

<sup>1252</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 93/8, p. 1-2.

<sup>1253</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 00/3, p. 10.

<sup>1254</sup> Article de Heinrich Wodtke publié dans *GB* 08/5, p. 1.

### ***L'idéologie gauchiste des médias***

Les médias sont accusés d'être hostiles aux expulsés. Les raisons ne sont pas toujours mentionnées, mais parfois le reproche est formulé franchement. Les médias sont considérés comme trop proches de la gauche, voire de l'extrême gauche. Ainsi, c'est par une sorte de réflexe idéologique que les expulsés seraient constamment diffamés et critiqués tandis que la politique des sociaux-démocrates serait systématiquement applaudie.

La première occurrence de ce reproche formulé clairement se trouve en 1968. Dans le contexte des troubles politiques et sociaux consécutifs au mouvement de révolte menés par des étudiants et à l'agitation qui se développe en dehors du parlement depuis que les grands partis de gauche et de droite conduisent ensemble une coalition au sein du gouvernement fédéral, l'opposition extraparlamentaire (= APO) fait beaucoup parler d'elle. À partir de ce moment-là, les attaques contre les médias supposés aux mains des gauchistes vont se multiplier et les expulsés vont contester cette situation à tous les niveaux. Qu'il s'agisse du président du BdV brandissant la menace d'une radicalisation de son mouvement à cause de cette situation insupportable et injuste<sup>1255</sup> ou de l'association locale à Münster des expulsés de Glatz, la critique est franche :

*« Au lieu d'une transmission d'information objective, la première chaîne de la télévision publique contribue à une opinion orientée vers l'extrême gauche ou extraparlamentaire. Ce sont en particulier les expulsés qui sont en permanence exposés au dénigrement haineux à travers le monopole d'opinion de la télévision allemande. »*<sup>1256</sup>

Alois Bartsch explique dans un éditorial de 1968 quelle stratégie poursuivent les médias gauchistes. Pour se débarrasser des gêneurs que sont les représentants des expulsés, les médias cherchent à détruire leur réputation et à les rendre infréquentables :

*« On recherche tous les moyens pour diffamer ces associations et leurs membres face à leur propre peuple et face au monde entier, on fait comme si les cercles qui défendent leur droit de manière honorable et sans violence étaient des gêneurs, des perturbateurs, des revanchards et des nationalistes au mauvais sens du terme. On leur prête une pensée qui finirait mal pour tous et on dit d'eux pis que pendre. »*<sup>1257</sup>

Si les journalistes agissent ainsi, c'est bien parce qu'ils sont porteurs d'une idéologie qui les pousse à combattre les expulsés devenus les adversaires de la politique d'ouverture à l'est :

*« Le devoir publiciste de donner une information complète de l'opinion publique allemande et étrangère prenant objectivement en compte tous les points de vue à propos des questions cruciales du peuple allemand doit avoir la priorité sur un journalisme de conviction pratiqué souvent avec un caractère unilatéral inadmissible. Celui-ci n'attaque pas seulement les expulsés, mais tous les citoyens allemands responsables sans relâche et de manière injustifiée allant jusqu'à la calomnie. »*<sup>1258</sup>

---

<sup>1255</sup> Article publié dans GB 68/7, p. 2.

<sup>1256</sup> Article publié dans GB 68/7, p. 2.

<sup>1257</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/11, p. 1.

<sup>1258</sup> Article publié dans GB 70/7, p. 3.

Dans cette déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien*, on voit le reproche de partialité des médias, mais on entend aussi le souci de maîtriser l'effet produit sur l'opinion publique. Être attentif à ce qui se dit dans les médias audio-visuels et s'écrit dans les journaux est extrêmement important pour les expulsés qui veulent s'assurer du soutien de la population. A partir du moment où les sociaux-démocrates ont initié un changement de cap dans la politique avec l'est, l'espoir des expulsés se reporte sur la droite conservatrice qui peut revenir à une plus grande distance avec les pays de l'est. C'est alors la voie des urnes qu'il convient de dégager pour les conservateurs et il faut que les expulsés fassent en sorte que l'électorat ne cède pas aux sirènes de l'*Ostpolitik*.

Dans sa réflexion sur les motivations des journalistes à placer les expulsés sous le feu nourri de leurs critiques, Bartsch trouve quelques mois plus tard une autre explication :

« *Il n'y a pas d'autre explication plausible à toutes les méthodes de ces publicistes qui crachent leur poison et leur haine contre les expulsés, leurs organisations et leur presse que celle-ci : on veut nous diviser parce que nous sommes fidèles à notre cause et à nos associations pour mieux nous dominer et nous exclure ainsi du jeu politique qui s'occupe actuellement de notre Heimat et de l'unité de l'Allemagne.* »<sup>1259</sup>

Dans cette explication du mauvais traitement des expulsés, on retrouve l'idée que les médias s'appliquent à entraîner la défaite des revendications des expulsés, comme si donc ils obéissaient à une idéologie et devenaient des soldats au service d'une cause.

Pour Herbert Hupka aussi, il y a une volonté claire de manipuler les téléspectateurs à des fins partisans. Après le voyage de Gierek à Bonn en 1976, il dénonce les illusions qui ne vont pas tarder à se propager dans les médias :

« *Nous continuerons aussi à être « travaillés » par les pro-Pologne professionnels de nos médias de masse, mais ils ne feront pas disparaître le fait que l'argent et la réconciliation entrent en contradiction.* »<sup>1260</sup>

Le terme de « travaillés », même s'il apparaît entre guillemets indique bien que Hupka accuse les médias de manipulation pour gagner l'opinion à la cause qu'ils défendent. Les « pro-Pologne » sont discrédités par le fait que leur attitude face à la Pologne est placée sous le signe de l'idéologie et ne répond à aucun sérieux. En comparaison, les expulsés sont alors des gens sérieux, d'autant que leurs positions s'appuient sur les bases du droit (même si ici les éléments juridiques ne sont pas mentionnés, ils sont si souvent rappelés que le lecteur du *GB* fait vraisemblablement le lien avec cet argument traditionnel).

Les médias sont présentés comme les complices d'une idéologie. Le *GB* se plaint par exemple de la façon dont un journal local relate la profanation d'une sépulture dédiée aux victimes de l'expulsion :

---

<sup>1259</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 70/10, p. 1.

<sup>1260</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/8, p. 1.

« *« Infamie devant le monument aux morts », c'est le titre du Westfälische Rundschau du 28 novembre dans son édition de Lüdenscheid. « Des inconnus » - dans le cas inverse on aurait sûrement dit des « personnes proches de l'extrême droite » - avaient détruit puis jeté derrière le haut mur à côté du monument aux morts la couronne que le BdV, les Landsmannschaften et le groupe de la Heimat de Glatz à Lüdenscheid avait déposée. »*<sup>1261</sup>

Le soupçon qui pèse sur les médias d'obéir à une idéologie trouve une confirmation selon le *GB* dans le fait qu'ils pratiquent une sorte de discrimination les poussant à respecter plus certaines victimes que d'autres. Les Allemands sont enfermés dans le rôle des éternels agresseurs et ne peuvent pas être montrés comme victimes selon un code médiatiquement correct. Alors que le débat pour la reconnaissance du génocide des Arméniens bat son plein, le silence sur le sort des expulsés est lourd :

« *Les hommes politiques allemands et les médias allemands se refusent à leurs propres compatriotes. Ils préfèrent se battre pour les Arméniens et d'autres. »*<sup>1262</sup>

Même lorsque ce n'est pas la cause des expulsés qui est en jeu, le *GB* s'attache à montrer la collusion qui existe selon lui entre les médias dominants et la gauche. Dans une interview donnée à la radio *Deutschlandfunk*, le président CDU du *Bundestag* s'exprime dans ce sens :  
« *Maintenant aussi, vous avez exclusivement évoqué le fait que d'après le rapport sur la protection de la constitution du ministre de l'Intérieur le nombre de délits associés à l'extrême droite a augmenté en Allemagne. On lit dans ce même rapport que le nombre de délits associés à l'extrême gauche a augmenté dans des proportions bien plus importantes encore. Je n'ai pas l'impression que l'opinion publique allemande ait pris connaissance de cette seconde partie de l'étude jusqu'à présent. »*<sup>1263</sup>

Le choix de publier cette déclaration dans la rubrique « Citation » montre la volonté du *GB* d'attirer l'attention de ses lecteurs sur ce fait précis : les médias pratiquent une sélection dans le flot des informations qui ne répond pas à des critères objectifs puisque la simple comparaison des chiffres devrait justifier le choix inverse de celui qui a été fait. Norbert Lammert s'adresse au journaliste qui mène l'interview à la radio, mais il élargit ce reproche à l'ensemble des médias, coupables à ses yeux de procéder à la même dénonciation sélective selon des critères purement idéologiques. Comme les expulsés ne sont ici pas concernés par le sujet, on peut voir que c'est bien l'idéologie de gauche dominante dans les médias qui cause la colère des expulsés et pas seulement une déception ou sensibilité exacerbée par des sujets les concernant directement.

Enfin, les médias sont accusés d'être coupés des préoccupations réelles de la population. Le livre de Thilo Sarrazin « *L'Allemagne court à sa perte* »<sup>1264</sup> paraît à l'été 2010 et les médias se passionnent pour ce succès de librairie traitant de l'intégration des immigrés en Allemagne sous un angle peu habituel. Les réactions des médias sont tout d'abord plutôt négatives face

---

<sup>1261</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 01/2, p. 3.

<sup>1262</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/6, p. 2.

<sup>1263</sup> Extrait d'une déclaration de Norbert Lammert paru dans la rubrique « Citation » publié dans *GB* 06/11, p. 9.

<sup>1264</sup> SARRAZIN Thilo, *Deutschland schafft sich ab. Wie wir unser Land aufs Spiel setzen*, DVA, Munich, 2010.

aux thèses provocatrices et aux assertions fausses de l'auteur. Mais le succès du livre est tel qu'ils finissent par s'interroger sur ce qui peut tant intéresser les lecteurs et surtout sur ce qui justifie qu'un livre si controversé remporte un tel succès. Le *GB* reprend un éditorial paru dans le *PAZ* et donne une interprétation à ce phénomène :

« *La polémique autour de Thilo Sarrazin a révélé une profonde rupture entre la population et le gouvernement telle qu'on n'en a jamais vue dans l'histoire allemande. (...) Le fossé entre l'opinion médiatique et l'opinion publique, entre le monde politique et le peuple pourrait difficilement être plus profond.* »<sup>1265</sup>

C'est une double rupture qui est dénoncée ici. Le peuple est opposé à deux blocs qui n'en forment finalement qu'un tant leurs points de vue se recoupent : monde politique et sphère médiatique se retrouvent côte à côte sur le banc des accusés face au peuple qu'ils ne comprennent pas, qu'ils ignorent et méprisent même en partie.

L'émission radiophonique « *Alte und neue Heimat* » produite par le *Westdeutscher Rundfunk* est consacrée aux territoires de l'est et s'adresse principalement aux expulsés à qui elle propose, outre un programme musical axé sur la production de l'est, des interviews et reportages sur la culture et l'histoire de la *Heimat* mais aborde aussi les problèmes spécifiques des expulsés ou des *Aussiedler*<sup>1266</sup>. Il s'agit d'un rare cas d'émission du service public audiovisuel destiné spécifiquement aux expulsés. Cette émission remporte logiquement un grand succès auprès de cette catégorie de population. Cette popularité est en partie instrumentalisée par les représentants des expulsés qui utilisent l'attachement des expulsés à ce programme pour montrer que les dirigeants des médias ne donnent pas une juste place aux expulsés. En 1980, l'émission qui dure une heure doit être avancée d'une demi-heure dans la nouvelle grille des programmes et passer de la station WDR II à WDR III. Herbert Hupka publie alors dans le *GB* une virulente protestation contre ces changements. Les réserves sur la moindre qualité de diffusion d'une station par rapport à l'autre sont peut-être justifiées, mais le léger décalage qui priverait les auditeurs de leur émission favorite est bien exagéré. Ce changement assez mineur est interprété politiquement :

« *La WDR a pris sa décision dans le dos de ses auditeurs et s'est ainsi exposée au soupçon de vouloir faire doucement disparaître complètement les expulsés, réfugiés et Aussiedler de ses programmes.* »<sup>1267</sup>

L'appel à protester prend des allures dramatiques en introduisant une composante politique, mais il n'est pas vain puisque l'émission retrouvera (quasiment) sa place et son horaire d'origine en janvier 1984.

Quelques années plus tard, l'émission subit à nouveau un changement d'horaire. Elle est désormais programmée le dimanche soir et ne dure plus que 25 minutes. Peter Großpietsch

---

<sup>1265</sup> Article de Konrad Badenheuer (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 10/10, p. 2.

<sup>1266</sup> L'émission existe depuis le 17 octobre 1953. Elle a changé plusieurs fois de noms et de station de diffusion. Depuis octobre 1991, elle est diffusée par WDR5.

<sup>1267</sup> Déclaration de Herbert Hupka publiée dans *GB* 81/2, p. 4.

appelle à son tour les lecteurs à se mobiliser et à écrire à l'intendant de la WDR pour exiger le maintien de l'émission à son horaire actuel<sup>1268</sup>.

Signe que l'intérêt pour l'émission n'est pas feint, le *GB* publie chaque mois un encadré dans lequel il annonce le programme des émissions du mois à venir. Les lecteurs savent ainsi quelles émissions vont aborder les sujets qui les intéressent particulièrement. La rédactrice de l'émission de 1990 à 2001, Gudrun Schmidt, est une expulsée de Glatz et le journal lui rend un vibrant hommage lorsqu'elle cesse son activité<sup>1269</sup>. Comme Herbert Hupka, il soupçonne que des motifs politiques peu avouables soient à l'origine de cette décision de la station :

*« On ne comprend pas que cette émission qui se consacre à la vérité historique et à la conciliation puisse être plus ou moins victime de rationalisation. Apparemment, elle ne correspond plus au projet politique de la WDR. »*<sup>1270</sup>

Une nouvelle fois, c'est le motif politique qui est brandi pour expliquer le changement. Toutefois, si Großpietsch accuse la WDR de ne plus traiter correctement les expulsés, il reconnaît en creux que la WDR a diffusé pendant des années une émission qu'il considère comme exemplaire, tordant le cou à la représentation d'un monde médiatique fermé aux expulsés et à leurs revendications.

### ***Les documentaires scandaleux***

Les documentaires diffusés à la télévision et traitant de près ou de loin la situation des expulsés ou celle des territoires de l'est entraînent régulièrement des réactions outrées de la part des expulsés qui s'insurgent contre une vision faussée de la réalité. Comme souvent, les expulsés revendiquent une sorte de droit unique à la parole sur les sujets les concernant et ils rejettent les avis et expertises venant d'autres personnes<sup>1271</sup>. Ainsi, les documentaires qui ne sont pas des plaidoyers pour un retour dans la *Heimat* ou au service des revendications des expulsés se voient frappés du sceau infamant de mensongers.

Le documentaire diffusé le 2 octobre 1964<sup>1272</sup> sur la chaîne *Hessischer Rundfunk* est le premier à provoquer une colère des expulsés si grande qu'elle est relayée dans les médias :

*« Le bilan de cet instantané soi-disant objectif a été qualifié de « bilan faussé » par les meilleurs connaisseurs de ce qui se passe dans les territoires de l'est allemand. Ce n'était rien d'autre qu'une propagande pro-polonaise, une tentative de montrer sous leur meilleur jour la vie dans les territoires de l'est allemand administrés par la Pologne soviétique en niant les apports historiques des Allemands, de mettre en avant le talent de Gomulka dans l'annexion de territoires originellement allemands et de montrer dans le même temps un « miracle polonais ». »*<sup>1273</sup>

Le retentissement est si grand que le réalisateur publie un livre sur ce documentaire quelques mois plus tard, contenant entre autres le script intégral du programme. Il rappelle qu'avant

<sup>1268</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 01/5, p. 3.

<sup>1269</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 02/9, p. 7.

<sup>1270</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 01/6, p. 1.

<sup>1271</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 41-59.

<sup>1272</sup> STEHLE Hansjakob, *Deutschlands Osten – Polens Westen*, première diffusion le 2 octobre 1964 sur HR.

<sup>1273</sup> Article publié dans *GB* 64/11, p. 5.

même la diffusion, le BdV et des *Landsmannschaften* appellent leurs adhérents à protester si nécessaire auprès de l'intendant du Hessischer Rundfunk. Selon des sondages, près de la moitié des 10 millions de téléviseurs du pays étaient allumés lors de la diffusion et 75% des expulsés sont d'accord avec le contenu du programme, contrairement à leurs représentants dont les plus virulents réclament l'interdiction de tels documentaires (pétition à laquelle la *Landsmannschaft Schlesien* ne s'associe pas)<sup>1274</sup>.

Le documentaire du journaliste Heribert Schwan diffusé le 9 février 1977<sup>1275</sup> sur ARD provoque une nouvelle colère des expulsés car ce film montre les expulsés comme de dangereux nationalistes et remet en cause la légitimité de leur action. Dans un même élan d'indignation, leurs représentants se mobilisent pour protester contre ce qu'ils considèrent être une nouvelle attaque idéologique venue de la télévision publique. Herbert Hupka envoie une lettre ouverte à l'intendant de l'ARD, reproduite dans le *GB* sous un article où il explique les raisons de sa colère<sup>1276</sup>. Au nom du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz, Alois Bartsch en fait de même :

« *Tant le contenu que la forme sont sévèrement condamnés et rejetés à cause de leur mépris. Nous autres expulsés de Silésie n'avons pas mérité d'être ridiculisés publiquement dans une émission à ce point manipulée dans un sens partisan. Nous avons ardemment participé à la construction de notre République fédérale d'Allemagne après notre expulsion et nous avons fait notre part de travail très volontiers ; nous ne sommes pas un gibier pour des journalistes haineux et ne jurant que par leur parti.* »<sup>1277</sup>

Tout le reste du texte est consacré à relever ce qui dans le documentaire est considéré comme faux ou mensonger. Le lecteur ressent la vive colère de la rédaction et se sent soutenu en tant qu'expulsé face aux médias qui n'hésitent pas à faire des expulsés un groupe potentiellement dangereux pour l'équilibre de la société ouest-allemande.

Un reportage en deux parties diffusé en octobre 2002 sur la chaîne publique de télévision NDR III montre le souci qu'ont les expulsés de donner dans les médias une image qu'ils estiment juste de leur *Heimat*. Le reportage intitulé « Un voyage à travers la Silésie »<sup>1278</sup> pousse un couple d'expulsés à rédiger une lettre à l'intendant de la NDR pour demander des explications sur ce qu'il considère devoir critiquer. Leur lettre est publiée sur une page entière du *GB* et détaille sous une forme très structurée, avec plusieurs parties et sous-parties, tous les points contestables qu'il s'agisse d'une approche globale (présentation dans le reportage du passé de la Silésie) ou de points de détails (origine nationale de la tradition de la céramique)<sup>1279</sup>. Ce sont près de vingt points qui font l'objet d'une critique, mais cela n'empêche pas les auteurs de la lettre de conclure qu'il ne s'agit que des points les plus frappants. Ce zèle témoigne de l'obsession qui hante les expulsés et les conduit à corriger

---

<sup>1274</sup> STEHLE Hansjakob, *Deutschlands Osten – Polens Westen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1965.

<sup>1275</sup> SCHWAN Heribert, *Reservate : Schlesien bewahren*, première diffusion le 9 février 1977 sur ARD.

<sup>1276</sup> Lettre de Herbert Hupka publiée dans *GB* 77/3, p. 3.

<sup>1277</sup> Lettre d'Alois Bartsch publiée dans *GB* 77/3, p. 3-4.

<sup>1278</sup> « Eine Reise durch Schlesien ».

<sup>1279</sup> Lettre de Barbara et Harald Dierig publiée dans *GB* 03/2, p. 8.

inlassablement tout ce qui est publié ou diffusé sur l'expulsion dans un sens qu'ils estiment juste.

Georg Friebe prend la plume pour écrire à une journaliste suite à une interview de Rudi Pawelka qu'elle a menée à la radio *Deutschlandfunk*<sup>1280</sup>. Friebe s'efforce de corriger toutes les erreurs historiques que la journaliste aurait commises et d'apporter les corrections nécessaires. On peut se demander quel est l'objectif véritable de cette lettre car s'agissant d'une interview, Rudi Pawelka, président de la *Landsmannschaft Schlesien*, avait tout le loisir de répondre aux questions de la journaliste voire de corriger ses affirmations ou reproches s'il estimait devoir le faire. Il semblerait plutôt que Friebe veuille témoigner son soutien à une personne proche idéologiquement et qu'il estime avoir été malmenée par la journaliste. Il procède de la même manière quelques mois après pour protester auprès de la rédaction de la chaîne de télévision *MDR* suite à la diffusion du documentaire « Les dernières victimes d'Hitler »<sup>1281</sup>. Là encore, il corrige ce qu'il estime être des erreurs historiques dans la façon de présenter les faits historiques<sup>1282</sup>. Entre manque de sérieux et de rigueur scientifique et soupçon de collusion avec des intérêts politiques, les reproches sont graves et reflètent la défiance vis-à-vis des médias.

Enfin, une lettre de Rudolf Friedrich, Chargé des expulsés et des *Aussiedler* en Hesse, à l'attention de la rédaction de la chaîne de télévision publique HR suite à la diffusion de documentaires<sup>1283</sup> sur les expulsés en 2009 montre bien que le soupçon de partialité pèse sur les chaînes de télévision et surtout qu'en procédant de la sorte, elle affiche une sorte de mépris pour une large part de leur public :

« (...) après cette nouvelle diffamation des Allemands des Sudètes, on peut à coup sûr parler d'un « système contre les expulsés » à la HR. Ainsi, les rédacteurs responsables oublient que 30% de la population de Hesse est issue de l'expulsion. (...) Ceci n'a rien à voir avec la mission de **service public** [en gras dans l'original, L.P.] des médias audio-visuels. »<sup>1284</sup>

Ce passage indique bien que les attentes sont particulièrement fortes envers le service public de radio et de télévision. Les expulsés sont en tant que citoyens et contribuables très attachés à ce que le service public ne les ignore pas et ne diffuse aucune contre-vérité allant dans un sens qui leur serait défavorable. La mise à l'écart que les expulsés constatent dans les médias correspond au sentiment d'abandon qu'ils ressentent vis-à-vis de la classe politique qui les a oubliés.

---

<sup>1280</sup> Lettre de Georg Friebe publiée dans *GB 07/2*, p. 13-14.

<sup>1281</sup> DEHNHARDT Sebastian, *Hitlers letzte Opfer*, première diffusion le 21 mars 2001 sur ARD.

<sup>1282</sup> Lettre de Georg Friebe publiée dans *GB 07/4*, p. 8.

<sup>1283</sup> BURK Henning, SCHNABEL Pavel, *Die Sudetendeutsche und Hitler (1). Heim ins Reich*, première diffusion le 22 septembre 2009 sur ARD ; BURK Henning, SCHNABEL Pavel, *Die Sudetendeutsche und Hitler (2). Verlorene Heimat*, première diffusion le 29 septembre 2009 sur ARD ; RÜTTEN Christine, *Hitlers Ultimatum. Die Wahrheit über das Münchner Abkommen*, première diffusion le 17 septembre 2008 sur ARTE.

<sup>1284</sup> Lettre de Rudolf Friedrich publiée dans *GB 09/1*, p. 10.

## II – Un usage des médias à des fins précises

### *La campagne d'annonces dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung*

Il existe entre le *GB* et le *FAZ* une relation particulière. Le *GB* reproduit régulièrement des extraits d'articles du *FAZ*, voire même parfois des articles ou éditoriaux complets. De son côté, le *FAZ* a déjà publié plusieurs lettres de Peter Großpietsch dans le courrier des lecteurs. Une certaine proximité idéologique explique ces liens selon le *GB*. Pour le *FAZ* en revanche, la collaboration entre les deux journaux est des plus classiques puisqu'elle repose sur un partenariat commercial tel que le journal en entretient avec beaucoup d'autres clients, le *GB* étant traité comme tous les autres<sup>1285</sup>. Le *GB* ne cache pas son admiration pour le *FAZ*, qualifié à l'occasion de « journal le plus en vue d'Allemagne »<sup>1286</sup>. Le *FAZ* fait office de journal de référence en Allemagne et se vend quotidiennement à plus de 350 000 exemplaires<sup>1287</sup>, ce qui lui donne une place très particulière parmi les médias allemands.

La rédaction du *GB* décide en 1998 d'utiliser le *FAZ* pour diffuser ses idées au-delà du cercle de ses lecteurs afin de toucher aussi des personnes qui ignorent l'existence de la presse des expulsés. Alors que se profile l'élargissement de l'UE aux pays du centre et de l'est européen, les expulsés veulent faire entendre leur voix et profiter de l'occasion donnée par les négociations d'adhésion pour contraindre la Pologne et la République tchèque à prendre position sur les demandes d'indemnisation formulées par les expulsés pour compenser les pertes subies durant l'expulsion. Une annonce est publiée dans le *FAZ* à trois reprises avec une semaine d'intervalle à chaque fois<sup>1288</sup>. La parution de l'annonce n'est pas indiquée à l'avance dans le *GB* et c'est uniquement a posteriori qu'elle est annoncée aux lecteurs du *GB*. L'article signé par Brigitte Lambiel commence par saluer l'écho reçu par ces trois parutions d'annonces rappelant les revendications sur les biens perdus par les expulsés<sup>1289</sup>. Les noms de Brigitte Lambiel et de Peter Großpietsch suivis de l'adresse postale et du numéro de téléphone de la rédaction du *GB* invitent les lecteurs du *FAZ* intéressés à prendre contact avec le *GB*, sans toutefois que le nom du journal ne soit mentionné<sup>1290</sup>. Seuls les noms des rédacteurs apparaissent, ce qui peut susciter l'interrogation des lecteurs du *FAZ* qui ne peuvent pas deviner qui se cache derrière ces noms (il peut s'agir d'expulsés défendant leurs droits comme d'avocats proposant leurs services pour demander une indemnisation). Selon Brigitte Lambiel, nombreuses ont été les personnes intéressées (originaires de toutes les parties de l'Allemagne, qu'il s'agisse d'expulsés ou d'Allemands de l'ouest) par l'annonce qui ont

---

<sup>1285</sup> Mail de Franz-Josef Gasterich, responsable des archives du *FAZ*, à l'auteur du 9 février 2012.

<sup>1286</sup> « größten überregionalen und angesehenen deutschen Tageszeitung », article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 10/3, p. 11.

<sup>1287</sup> Chiffres au deuxième trimestre 2012 en ligne disponibles sur <http://daten.ivw.eu> ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1288</sup> Annonces publiées dans *FAZ*, n°163, 17 juillet 1998, p. 5 (rubrique « Politique »), *FAZ*, n°169, 24 juillet 1998, p. 5 (rubrique « Politique ») et *FAZ*, n°175, 31 juillet 1998, p. 4 (rubrique « Politique »). Annonces reproduites en annexe (n°1 à 3).

<sup>1289</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 98/8 p. 6.

<sup>1290</sup> Interrogé à ce sujet, Peter Gropietsch explique que le droit de la presse allemand exige que pour les annonces au contenu politique ne figurent que des personnes physiques comme responsables. Une personne morale comme un journal est impossible, cf. mail de Peter Großpietsch à l'auteur du 31 juillet 2012. Cette explication est démentie par le service annonce du *FAZ*, cf. mail à l'auteur du 3 août 2012.

apporté leur soutien moral voire leur contribution financière. Des juristes se sont également manifestés et ont apporté leurs conseils<sup>1291</sup>, ce qui permet à la rédaction de légèrement modifier le texte de son annonce et d'envisager une quatrième publication pour le 14 août 1998. Celle-ci ne sera suivie d'aucun commentaire dans le *GB*, tout comme les trois suivantes publiées peu après<sup>1292</sup>.

En 1999, une nouvelle série d'annonces est publiée. Peu de temps après la rencontre nationale des Silésiens à Nuremberg et l'absence d'écho médiatique donné à l'événement, le *GB* souhaite que les expulsés ne soient pas tout à fait oubliés par les médias et il publie une première annonce<sup>1293</sup>. Brigitte Lambiel explique les raisons qui poussent la rédaction du *GB* à en publier d'autres dans le *FAZ* :

*« L'engagement de près de 100 000 Silésiens à Nuremberg en faveur de leur Heimat et l'exigence de justice sont ignorés. Et ce, alors que notre gouvernement a envoyé des soldats au Kosovo pour défendre les droits des expulsés de là-bas. Soutenez-nous, aidez-nous à faire en sorte qu'à l'étranger aussi on puisse lire dans le FAZ quelle réalité nous vivons en Allemagne. Comme il ne faut pas s'attendre à ce que l'élargissement de l'UE à l'est apporte un juste règlement pour les expulsés allemands, nous envisageons une nouvelle annonce pour le 13 août 1999. »*<sup>1294</sup>

L'annonce du 13 août doit donc répondre à trois objectifs : 1) elle doit permettre à la voix des Silésiens de trouver un écho dans les médias alors que leur nombre lors des rassemblements nationaux ne suffit pas à le produire ; 2) la dimension internationale du *FAZ* doit porter la voix des expulsés au-delà des frontières allemandes et montrer au monde entier que l'histoire n'est pas terminée pour les expulsés allemands ; 3) enfin, et même si le *GB* est sans illusion sur l'efficacité du procédé, il souhaiterait aussi exercer une pression sur le gouvernement afin que la Pologne accepte de discuter d'une indemnisation aux victimes de l'expulsion. Les médias sont dans ce cas envisagés comme des instruments parmi d'autres pour arriver à faire progresser les revendications. Les voies d'accès à l'opinion sont limitées pour les expulsés et l'activité médiatique peut en partie susciter l'intérêt de l'opinion. Naturellement, une annonce de taille réduite dans le *FAZ* ne suffira pas à bouleverser la politique étrangère de l'Allemagne ni à perturber ses relations diplomatiques avec la Pologne, mais les expulsés sont déterminés à utiliser toutes les possibilités dont ils disposent. Dans cette annonce, le texte se veut provocateur en comparant les expulsés allemands et ceux du Kosovo et en montrant que la communauté internationale se mobilise pour le Kosovo tandis que l'injustice faite aux Allemands laisse tout le monde indifférent au point que l'injustice pourrait être intégrée au droit européen. Le mois suivant, Brigitte Lambiel publie un article pour remercier tous ceux qui ont contribué par leurs dons à rendre cette publication possible en insistant sur le fait que l'action a trouvé un écho très positif puisque des lecteurs du *FAZ* ont appelé la rédaction pour

<sup>1291</sup> Interview de Brigitte Lambiel par l'auteur à Lüdenscheid le 27 juin 2011.

<sup>1292</sup> Annonce publiée dans *FAZ*, n°187, 14 août 1998, p. 5 (rubrique « Politique »), *FAZ*, n°200, 29 août 1998, p. 2 (rubrique « Politique »), *FAZ*, n°212, 12 septembre 1998, p. 10 (rubrique « Allemagne et le monde ») et *FAZ*, n°218, 19 septembre 1998, p. 4 (rubrique « Politique »). Annonces reproduites en annexe (n°4 à 7).

<sup>1293</sup> Annonce publiée dans *FAZ*, n°156, 9 juillet 1999, p. 4 (rubrique « Politique »). Annonce reproduite en annexe (n°8).

<sup>1294</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 99/8, p. 8.

poser des questions ou exprimer leur soutien<sup>1295</sup>. L'objectif de dépasser le cercle habituel des lecteurs du *GB* a donc été atteint. Le succès de l'appel aux dons a même été si grand que de l'argent reste disponible pour envisager une nouvelle annonce le 17 septembre 1999<sup>1296</sup>.

L'information suivante concernant les annonces dans le *FAZ* apparaît dans le numéro de novembre 1999 sous une forme inattendue. Une annonce est reproduite barrée d'un large trait en diagonale suivie de ce simple commentaire :

« **Sabotage, censure** [en gras ans l'original, L.P.] de notre commande d'une annonce dans la rubrique « Politique » du 22 octobre 1999 par le *FAZ* **Frankfurter Allgemeine !**

**Nouveau sabotage, censure** [en gras dans l'original, L.P.] de la publication de remplacement du 29 octobre 1999 par le *FAZ* **Frankfurter Allgemeine !**

Lisez les détails dans le numéro de décembre du *Grafschafter Bote*. »<sup>1297</sup>

Deux annonces viennent effectivement d'être publiées à la suite dans le *FAZ* à la fin du mois d'octobre<sup>1298</sup>. Si la date de publication correspondant à celle du bouclage du *GB* explique que la rédaction n'ait pas eu le temps de rédiger un article complet sur l'affaire, il est surprenant que le journal ne parle que de sabotage et de censure sans autre explication. Cette dramatisation provoquée par des mots peu nombreux mais lourds de sens répond à une volonté de susciter à la fois la curiosité des lecteurs (qui se demanderont jusqu'au numéro suivant ce qui a pu se passer) et leur colère (de voir leur journal victime d'un média établi). L'explication se trouve en effet dans le numéro suivant. Les deux rédacteurs du *GB* commencent par indiquer que la publication des annonces en 1998 dans la rubrique « Politique » du *FAZ* avait été obtenue de haute lutte et qu'une parution dans une mauvaise rubrique avait conduit à une nouvelle publication dans la rubrique souhaitée cette fois-ci<sup>1299</sup>. Or, c'est précisément ce même texte qui n'est pas publié dans la rubrique souhaitée mais se trouve relégué au beau milieu des cours de la bourse dans les pages « Marchés financiers ». Après réclamation du *GB*, le *FAZ* consent à publier une nouvelle fois l'annonce une semaine plus tard. Mais une nouvelle fois, l'annonce se retrouve entre les tableaux de chiffres des comptes rendus boursiers. Les deux rédacteurs racontent que le responsable du service des annonces a téléphoné pour justifier sa décision par des raisons de place dans le journal. La lettre reçue peu après par la rédaction en provenance du *FAZ* pour s'expliquer à nouveau (et refuser de procéder à une nouvelle parution gratuite de l'annonce) est reproduite en illustration de l'article :

« *Quelle conclusion en tirer? Le FAZ n'a-t-il pas le courage de publier ces faits ? Ou y a-t-il d'autres « forces » quelles qu'elles soient qui font pression sur le FAZ ?* »<sup>1300</sup>

---

<sup>1295</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 99/9, p. 8.

<sup>1296</sup> Annonces publiées dans *FAZ*, n°186, 13 août 1999, p. 4 (rubrique « Politique ») et *FAZ*, n°216, 17 septembre 1999, p. 7 (rubrique « Politique »). Annonces reproduites en annexe (n°9 et 10).

<sup>1297</sup> Article publié dans *GB* 99/11, p. 9.

<sup>1298</sup> Annonces publiées dans *FAZ*, n°246, 22 octobre 1999, p. 35 (rubrique « Marchés financiers ») et *FAZ*, n°252, 29 octobre 1999, p. 36 (rubrique « Marchés financiers »). Annonces reproduites en annexe (n°11 et 12).

<sup>1299</sup> L'annonce du 12 septembre 1998 était parue dans la rubrique « Allemagne et le monde » avant d'être reproduite une semaine plus tard dans la rubrique « Politique ».

<sup>1300</sup> Article de Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel publié dans *GB* 99/12, p. 9.

Il est difficile de savoir ce qui s'est réellement passé. Une chose est sûre, c'est le même texte qui à trois reprises a été placé dans la mauvaise rubrique. Et comme le font remarquer les rédacteurs du *GB*, la taille modeste de l'annonce peut difficilement être incriminée. La possibilité d'une forme de censure n'est pas impossible dans la mesure où le texte très provocateur ne sera sans doute pas du goût de tous les lecteurs du *FAZ*. Pourtant le journal récuse cette explication :

*« Naturellement, nous contrôlons le contenu des annonces. Dans la mesure où le droit et la loi sont respectés, il ne peut y avoir de censure (dans l'intérêt du lecteur). Pour ce qui concerne l'emplacement des annonces, ce n'est cependant pas le contenu des annonces qui est déterminant, mais exclusivement le souhait du client. »*<sup>1301</sup>

Le *GB* ne s'avoue pas vaincu et il tire prétexte des encouragements qu'il a reçus pour appeler ses lecteurs à soutenir financièrement la publication de nouvelles annonces. Il se retrouve dans la position qu'il affectionne le plus, celle du combattant acharné qui lutte contre un adversaire plus fort que lui. La situation est finalement caractéristique de la vie du journal : le *GB* (et ses lecteurs à travers lui) devient victime. Le *FAZ* n'est plus le journal proche de la cause des expulsés, mais plutôt le symbole des grands médias méprisants et attachés au politiquement correct.

Le *GB* propose ensuite une nouvelle annonce que le *FAZ* accepte. Il en tire donc la conclusion que c'était bien le texte de l'annonce précédente qui lui avait valu d'être censuré<sup>1302</sup>. Cette nouvelle annonce paraît effectivement<sup>1303</sup> et Brigitte Lambiel s'en réjouit puisque l'action semble répondre à une attente des lecteurs du *GB* :

*« Même si les annonces sont petites, elles sont quand même lues, et nous recevons des appels à chaque fois. Régulièrement, des Grafschafter nous disent combien ils trouvent important ce travail de relations publiques contre l'oubli des territoires de l'Est du Reich allemand. »*<sup>1304</sup>

La publication de nouvelles annonces continue<sup>1305</sup> et la rédaction en informe ses lecteurs<sup>1306</sup>. Elle devient un nouveau lien entre le journal et ses lecteurs : ceux-ci sont appelés à manifester leur générosité et ils participent ainsi activement à rendre visibles aux yeux du grand public leurs revendications, mais aussi leur existence. Tant que leurs revendications se limitent à la presse des expulsés, l'opinion publique n'en entend presque pas parler. En se manifestant jusque dans les grands médias, les expulsés forcent la porte de la scène médiatique et s'y imposent tout en testant les limites de ce qui est acceptable d'écrire dans un journal grand public.

---

<sup>1301</sup> Mail du service des annonces du *FAZ* à l'auteur du 20 janvier 2012.

<sup>1302</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 00/2, p. 10.

<sup>1303</sup> Annonce publiée dans *FAZ*, n°29, 4 février 2000, p. 4 (rubrique « Politique »). Annonce reproduite en annexe (n°13).

<sup>1304</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 00/3, p. 10.

<sup>1305</sup> Annonces publiés dans *FAZ*, n°89, 14 avril 2000, p. 4 (rubrique « Politique »), *FAZ*, n°138, 16 juin 2000, p. 4 (rubrique « Politique »), *FAZ*, n°40, 16 février 2001, p. 40, p. 8 (rubrique « Politique ») et *FAZ*, n°160, 13 juillet 2001, p. 6 (rubrique « Politique »). Annonces reproduites en annexe (n°14 à 17).

<sup>1306</sup> Article de Brigitte Lambiel publiés dans *GB* 00/4, p. 8, *GB* 00/5, p. 8, *GB* 00/6, p. 8, *GB* 01/2, p. 8 et *GB* 01/7-8, p. 12.

Une dernière annonce (à ce jour) est publiée en 2006. Le *GB* lance un appel à la générosité et informe ses lecteurs de la date de parution, comme pour les inciter à lire le *FAZ* ce jour-là pour retrouver leur annonce, et donc en quelque sorte, un peu d'eux-mêmes<sup>1307</sup>. L'annonce doit paraître le samedi 6 mai 2006, soit la veille de la cérémonie organisée par la *Zentralstelle Grafenschaft Glatz e.V.* en commémoration de l'expulsion du Comté de Glatz. Pourtant, elle n'est pas publiée à la date prévue<sup>1308</sup>. En effet, le contenu a beau prendre l'apparence d'une notice nécrologique, l'annonce est refusée dans les pages « Carnet ». Au lieu de cela, ce sont les pages de la rubrique « Politique » qui sont proposées<sup>1309</sup>. L'annonce paraît finalement un mois plus tard<sup>1310</sup>.

Le *GB* tire en 2000 un bilan de son action dans son livre célébrant le cinquantième anniversaire du *GB* :

*« 23 358 marks ont été rassemblés lors de cette opération pour être investis dans six annonces. Nous sommes ainsi sortis du ghetto des expulsés et un large public (le FAZ a 1,2 million de lecteurs) a pris connaissance de l'injustice de l'expulsion et de ses suites non résolues. Les échos ont été nombreux et très positifs. Nous n'aurions jamais pensé obtenir un tel succès en Allemagne comme à l'étranger. Suite à la sixième annonce, Mme Lambiel a malheureusement reçu des menaces de mort. »*<sup>1311</sup>

La dimension financière de l'opération est à souligner. Il n'est pas anodin de constater qu'un journal comptant un peu moins de 10 000 lecteurs peut en quelques mois rassembler plus de 20 000 marks à des seules fins de relations publiques<sup>1312</sup>. Cela n'empêche pas que des lecteurs ont pu désapprouver cette opération, mais cela suffit à montrer qu'elle était soutenue par un nombre conséquent de lecteurs<sup>1313</sup>. L'expression de « ghetto des expulsés » rend bien compte du sentiment que peuvent avoir les lecteurs. Ils lisent certes un journal consacré aux expulsés mais ils vivent aussi dans un monde qui est largement indifférent à leur sort. Leur sentiment d'être prisonniers d'une chappe de plomb qui pèse sur leur destin explique ce besoin d'aller à la rencontre du grand public pour faire entendre leur voix. Enfin, il n'est pas anodin de signaler des menaces de mort. Cela montre le courage du journal qui se met en danger. Mais cela doit aussi montrer aux lecteurs que les ennemis d'hier (les menaces viennent de Pologne)

---

<sup>1307</sup> Articles de Brigitte Lambiel publiés dans *GB* 06/3, p. 5, *GB* 06/4, p. 8 et *GB* 06/5, p. 6.

<sup>1308</sup> Articles de Brigitte Lambiel publiés dans *GB* 06/6, p. 3 et *GB* 06/7-8, p. 7.

<sup>1309</sup> En raison des prix plus élevés de cette rubrique, l'annonce est considérablement raccourcie.

<sup>1310</sup> Annonce publiée dans *FAZ*, n°143, 23 juin 2006, p. 4 (rubrique « Politique »). Annonce reproduite en annexe (n°143).

<sup>1311</sup> (= « *Bei dieser Aktion kamen 23.358,00 DM zusammen, die in 6 Anzeigen investiert wurden. Unser Vertriebenen-Ghetto wurde damit durchbrochen und eine breite Öffentlichkeit, die FAZ hat 1,2 Millionen Leser, auf das Unrecht der Vertreibung und deren ungelöste Folgen hingewiesen. Die Resonanz war beachtlich und durchweg positiv. Daß wir soviel Zuspruch aus dem In- und Ausland erhalten würden, hätten wir nicht gedacht. Aufgrund der 6. Anzeige erhielt Frau Lambiel leider auch Morddrohungen aus Polen.* »), Cf. LAMBIEL, *50 Jahre*, p. 150.

<sup>1312</sup> Les rédacteurs ont même été surpris par le soutien financier qu'ils ont reçu ainsi que par la quantité d'appels, fax et lettres après chaque annonce. Cf. mail de Peter Großpietsch à l'auteur du 31 juillet 2012

<sup>1313</sup> Brigitte Lambiel se souvient que certains abonnés ont jugé que l'argent aurait pu être investi plus utilement dans d'autres initiatives, mais la plupart des retours auprès de la rédaction ont été positifs. Peter Großpietsch ne s'en préoccupe pas, considérant que certains préféreront toujours l'immobilisme à l'action. Mail de Peter Großpietsch à l'auteur du 6 août 2012.

sont toujours là et qu'ils n'ont pas changé, restant des ennemis déclarés des expulsés. Ces gens-là en revanche ne sont pas courageux puisqu'ils menacent une femme (dans un monde de représentants des expulsés dominé par les hommes). Le *GB* retourne à son avantage toutes les situations, y compris les plus défavorables et difficiles.

Si cette opération semble donc soutenue par les lecteurs, qu'en est-il des institutions représentatives des expulsés ? Rudi Pawelka, président de la *Landsmannschaft Schlesien* y est très favorable<sup>1314</sup>. Membre fondateur de la *Preußische Treuhand*, il ne craint pas de défendre des positions radicales et de choquer l'opinion publique. Tout ce qui peut être entrepris pour faire parler des expulsés doit être encouragé, même si les annonces dans le *FAZ* lui paraissent bien dérisoires. L'opération témoigne selon lui plus de l'entêtement et du caractère volontariste des *Grafschafter* qui ont toujours su faire preuve d'une personnalité atypique. Du côté du BdV en revanche, l'enthousiasme n'est pas partagé. Walter Stratmann, porte-parole de l'organisation, désapprouve ce genre d'initiatives qui portent atteinte à la clarté du discours du BdV. En faisant entendre une tonalité différente, les annonces du *GB* risquent d'interférer avec le message que le BdV s'efforce de diffuser dans les médias. Il préfère que le *GB* reste dans son rôle de journal d'expulsés s'adressant exclusivement à son propre public<sup>1315</sup>.

Pour le *GB* lui-même et pour ses lecteurs, cette opération aura été d'une grande importance. Dans la plaquette consacrée à la fondation *Stiftung Grafenschaft Glatz/Schlesien*, près de la moitié du document est consacrée à une esquisse de l'histoire du comté de Glatz. Dans cette chronologie qui démarre en 981, les quatre séries d'annonces dans le *FAZ* sont mentionnées, comme autant d'étapes significatives de l'histoire de la région, preuve que cette histoire ne s'est pas arrêtée en 1945 mais qu'elle continue (environ la moitié des dates est antérieure à 1945).

### ***Le rôle de lobbying de la presse des expulsés***

Il serait faux d'affirmer que tous les médias sont des adversaires déclarés des expulsés. Tout d'abord parce que la diversité du paysage médiatique allemand fait qu'il est impossible de trouver une quelconque unanimité sur quelque sujet que ce soit. Ensuite parce que certains médias sont favorables aux expulsés, puisqu'ils s'adressent directement aux expulsés. Les journaux qui sont publiés par des associations ou des *Landsmannschaften* sont naturellement exempts de tout reproche puisqu'ils appartiennent au camp des expulsés et que le *GB* a le sens de la solidarité entre expulsés. Le *GB* s'attache au contraire à souligner les vertus de la presse des expulsés qui sait (contrairement à la presse généraliste) faire des comptes rendus équilibrés et objectifs.

Dans les années 1960, la presse des expulsés traite de la question des territoires de l'est exclusivement sous l'angle juridique et de l'injustice que constitue l'expulsion tandis que la presse généraliste montre des points de vue plus différenciés<sup>1316</sup>.

Au moment où l'*Ostpolitik* commence à devenir concrète avec la signature des traités de Moscou et de Varsovie, les expulsés dénoncent avec une vigueur renforcée le communisme et

---

<sup>1314</sup> Interview de Rudi Pawelka par l'auteur à Hanovre le 26 juin 2011.

<sup>1315</sup> Interview de Walter Stratmann par l'auteur à Bonn le 29 juin 2011.

<sup>1316</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/2, p. 1-2.

la répression pratiquée par les régimes dictatoriaux dans le bloc de l'est. Les grèves qui secouent la Pologne à la fin de 1970 et la répression sanglante du régime communiste sont une réplique cinglante à l'ouverture à l'est qui s'amorce avec l'*Ostpolitik* de la RFA. Pour le *GB*, c'est la preuve que l'*Ostpolitik* est une aberration car elle initie un dialogue avec des régimes dictatoriaux où les droits de l'homme sont bafoués quotidiennement :

*« L'opinion publique internationale comme la presse allemande surtout se montrent « complètement stupéfaites » des troubles en Pologne. (...) Dans la presse des expulsés en revanche, on a en permanence fait état des excès pratiqués en Pologne dans les domaines social et économique grâce à l'étude attentive principalement de la presse régionale polonaise. »*<sup>1317</sup>

Il est vrai que le *GB* utilise à cette époque déjà des extraits de la presse polonaise pour dénoncer la situation en Pologne. Comme la presse polonaise est soumise à une censure très stricte, il est naturellement impossible d'y trouver des articles qui dénoncent clairement la situation politique et le manque de libertés individuelles. Mais c'est plutôt avec les descriptions de l'état de villes ou de régions laissées à l'abandon ou à la situation économique difficile que l'on comprend le mal-être des habitants.

Dans ce contexte où la presse des expulsés apparaît comme un rempart contre les attaques et le seul porte-voix des revendications des expulsés, il est important pour les éditeurs de pouvoir compter sur la solidarité et la fidélité de leurs lecteurs :

*« Sans [en gras dans l'original, L.P.] subvention de quelque côté que ce soit, et récemment frappé par le boycott publicitaire de la partie officielle à Bonn, les coûts d'impression et de papier qui ont beaucoup augmenté au cours des dernières années sont supportés exclusivement par les abonnés à ces publications. »*<sup>1318</sup>

Pour cette raison, les éditeurs de journaux silésiens publient un appel lors de la rencontre de Silésiens à Essen en 1977 pour demander à tous les Silésiens de soutenir leur presse par leurs abonnements et la publication de publicités dans leurs colonnes<sup>1319</sup>.

Hubert Maessen occupe une place à part dans le paysage médiatique allemand. Il intervient régulièrement sur les ondes de la radio publique WDR à travers des commentaires liés à l'actualité. C'est un infatigable défenseur de la cause des expulsés. Pour avoir défendu l'idée dans un commentaire que l'est allemand restait un tabou et que personne n'osait traiter du sujet pour ne pas être assimilé immédiatement à l'extrême droite, Maessen reçoit les louanges du *GB* :

*« Merci à M. Maessen pour ses déclarations franches et son jugement clair de la situation. Ceci a le prix de la rareté dans notre paysage médiatique. »*<sup>1320</sup>

La voix de Maessen est effectivement peu commune dans les médias généralistes. Bien qu'il ne soit pas lié aux expulsés (il n'écrit pour aucun journal d'expulsés) et qu'il n'ait aucun lien

<sup>1317</sup> Article (opr-S) publié dans *GB* 71/1, p. 4.

<sup>1318</sup> Article (IWO) publié dans *GB* 75/9, p. 3.

<sup>1319</sup> Déclaration du Groupe de travail des éditeurs de magazines silésiens en RFA publiée dans *GB* 77/7, p. 3.

<sup>1320</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/3, p. 1.

personnel ou familial avec l'expulsion, Maessen soutient les revendications des expulsés et il est devenu un spécialiste de la question à la radio.

On trouve en 2000 un article qui indique très clairement que la presse généraliste et celle des expulsés ne poursuivent pas les mêmes intérêts. L'article est tiré du *Ostpreußenblatt*, c'est-à-dire l'organe officiel de la *Landsmannschaft Ostpreußen*. Il fait suite à l'annonce dans un journal polonais, *Gazeta Wyborcza*, de l'accord signé entre les deux pays par lequel l'Allemagne s'engage à restituer les biens culturels volés en Pologne et à rendre les archives concernant les territoires devenus polonais à la fin de la guerre :

« Chose étonnante, on n'a presque rien entendu à ce sujet dans les médias locaux de cet accord signé fin août entre l'Allemagne et la Pologne. Il n'y a guère que dans le *Welt* que l'on a pu trouver une brève ne permettant pas d'en savoir plus sur la réalité des faits. Sur ce, un collaborateur du *Ostpreußenblatt* a entrepris de se renseigner auprès de la chancellerie ainsi que du service de presse, et on ne lui a pas donné plus de renseignements. Ce n'est que la recherche dans les journaux polonais qui a apporté un éclairage sur cette affaire visiblement ficelée en secret. »<sup>1321</sup>

Bien sûr, cet article permet de faire en creux la promotion de la presse des expulsés puisque l'article a initialement été publié par le journal qui a effectué les recherches et a révélé une information passée jusque-là inaperçue. Mais surtout elle permet de voir quelle différence fondamentale oppose médias classiques et presse des expulsés. Tandis que la presse des expulsés est extrêmement attentive à tout ce qui se passe à l'est, dans les territoires où vivaient autrefois des Allemands, les médias généralistes ne font état que des visites officielles diplomatiques ou des polémiques entre les deux pays, mais un accord comme celui-ci passe inaperçu dans les grands médias parce qu'il n'intéresse pas le grand public. Ce n'est pas tant le manque d'investigation ou le culte du secret dans les affaires de l'Etat qui tiennent les médias éloignés mais plutôt le désintérêt de leurs lecteurs pour le devenir d'archives de territoires qui ne sont plus allemands depuis longtemps.

Le *GB* interpelle ses lecteurs régulièrement. Dès 1955, un article consacré à un dictionnaire encyclopédique publié en RDA s'insurge contre la façon dont est décrite la *Heimat* : le Comté de Glatz est une terre polonaise et tous les lieux portent des noms polonais. Alois Bartsch en appelle directement à la conscience de ses lecteurs et à leur capacité d'indignation :

« Graftschafter âgés et surtout vous les plus jeunes ! Lisez ce pamphlet ! Retenez cela et agissez ! Ne l'oubliez jamais ! »<sup>1322</sup>

Bartsch ne donne pas de consignes précises sur l'action qu'il attend de ses lecteurs, mais il appelle à la mobilisation contre l'infiltration de la propagande communiste dans les ouvrages encyclopédiques.

Les mots utilisés pour parler de la *Heimat* représentent un enjeu politique fort pour les expulsés. Parler d'Allemagne de l'est pour désigner la RDA signifie pour eux que la véritable

---

<sup>1321</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 00/1, p. 10.

<sup>1322</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 55/12, p. 21.

Allemagne de l'est, celle où ils sont nés a disparu de la mémoire collective. Le *GB* ne manque jamais de rappeler comment utiliser correctement la langue pour rendre justice à l'histoire des territoires allemands. Et il conseille à ses lecteurs d'être vigilants dans leur quotidien et d'intervenir chaque fois qu'ils le jugent utile, c'est-à-dire à chaque fois qu'ils sont les témoins d'un usage contraire aux consignes du journal et des *Landsmannschaften* :

« *Nous corrigeons tous ceux qui parlent de la Heimat perdue, de l'ancienne Heimat ou de la zone est. Peu importe que ce soit dans des conversations privées, dans la vie professionnelle ou lors de réunions. Nous protestons immédiatement par écrit (une carte postale suffit) lorsque nous lisons ou entendons ces expressions fausses, trompeuses et dangereuses dans des journaux, des magazines ou à la radio.* »<sup>1323</sup>

Il ne fait ici aucun doute que le *GB* attend une mobilisation générale de ses lecteurs pour contrer les habitudes langagières qu'il déplore et pour imposer un usage politiquement correct de la langue.

Dans leur entreprise de lobbying, les journaux des expulsés s'efforcent de donner un large écho au même travail conduit par des députés au *Bundestag* ou membres de partis politiques. Lorsqu'un député écrit à l'intendant d'une chaîne de télévision ou d'une radio pour protester contre le contenu d'une émission ou le traitement réservé à une personnalité représentative des expulsés, le *GB* reproduit cette lettre pour que ses lecteurs sachent que le combat est mené avec ardeur, que les expulsés ne capitulent pas devant des adversaires plus forts et, par la valeur de l'exemple, le *GB* invite ses lecteurs à imiter cette attitude<sup>1324</sup>. Les cas de lettres ouvertes ou reproductions de lettres sont nombreux dans l'histoire du *GB*<sup>1325</sup>.

Le *GB* appelle aussi ses lecteurs à écrire à la rédaction du journal pour faire part de leurs sentiments, de leurs réactions à des événements particuliers ou pour s'assurer du soutien de ses lecteurs<sup>1326</sup>. On ne peut pas parler d'un lobbying quand le journal appelle ses lecteurs à se manifester auprès de sa propre rédaction, mais dans la mesure où le nombre de lettres reçues servira ensuite d'arguments pour montrer ce que pensent les expulsés, et donc d'instruments pour aller devant l'opinion publique ou des institutions, il s'agit plutôt pour le journal de fourbir ses armes pour de futurs combats.

---

<sup>1323</sup> Editorial signé Spectator publié dans *GB* 57/8, p. 1-2.

<sup>1324</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 01/5, p. 3.

<sup>1325</sup> *GB* 68/2, p. 2 (député CSU à l'intendant du Bayerischer Rundfunk), *GB* 68/7, p. 2 (Grafschaft Glatz e.V. Münster à l'intendant de l'ARD), *GB* 69/7 p. 2 (ministre des Expulsés Heinrich Windelen à un journaliste de l'ARD), *GB* 71/3, p. 3 (député au *Süddeutsche Zeitung*), *GB* 77/3, p. 3 (Herbert Hupka à l'intendant de Radio Bremen), *GB* 77/3, p. 3-4 (Alois Bartsch à l'intendant de Radio Bremen), *GB* 92/1, p. 5 (Hermann Dönitz à Richard von Weizsäcker), *GB* 99/2, p. 7 (expulsé anonyme à la maison d'édition ADAC), *GB* 99/2, p. 7 (Brigitte Lambiel à Südwestfunk), *GB* 99/12, p. 9-10 (expulsé anonyme à la maison d'édition ADAC), *GB* 02/4, p. 8 (Brigitte Lambiel à *Die Welt*), *GB* 03/2, p. 8 (expulsés anonymes à l'intendant de *Norddeutscher Rundfunk*), *GB* 03/10, p. 9 (expulsé anonyme au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*), *GB* 03/11, p. 9 (expulsé anonyme au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*), *GB* 06/8, p. 12-13 (lecteurs du *GB* au directeur de la Haus der Geschichte), *GB* 07/1, p. 13 (lecteur du *GB* à ZDF), *GB* 07/2, p. 13-14 (lecteur du *GB* à Deutschlandfunk), *GB* 07/4, p. 8 (lecteur du *GB* à MDR), *GB* 07/9, p. 10 (lecteur du *GB* au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*), *GB* 07/12, p. 10-11 (lecteur du *GB* à la maison d'édition Ploetz), *GB* 10/3, p. 11 (Peter Großpietsch au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*).

<sup>1326</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 68/4, p. 2

« Au cours des dernières semaines nous sont arrivées plus de lettres et de cartes postales que jamais. (...) Ces lettres ont pour nous le même sens qu'un plébiscite, qu'un référendum. Et nous sommes reconnaissants pour chaque décision de nos Graftschafter, et même nous le leur demandons ! »<sup>1327</sup>

Ecrire à un journal peut permettre de montrer à la rédaction que la population ne soutient pas les positions du journal. C'est ce qui ressort d'un article du *GB* qui prétend que le courrier de lecteurs est le seul endroit de nombreux journaux où s'expriment des avis qui sont favorables aux expulsés et se démarquent du contenu de la plupart des commentaires<sup>1328</sup>.

La ratification des traités de l'est correspond à un moment décisif pour les expulsés. Ils savent que le destin de la *Heimat* va se jouer, certainement de manière irrémédiable. Les députés qui sont aussi des expulsés vont avoir à se prononcer sur le destin de leur *Heimat*. Pour le *GB*, la question de savoir s'ils voteront selon les consignes données par leur parti ou s'ils suivront un élan du cœur et rejetteront logiquement les traités est cruciale car la majorité du SPD au *Bundestag* doit suffire à assurer la ratification des traités. Or, si les députés du SPD qui sont aussi des expulsés votent contre la ratification des traités, alors les textes seront rejetés. Le vote de ces députés revêt donc une importance capitale. C'est pourquoi le *GB* mobilise ses lecteurs lors de ce vote et appelle ses lecteurs à écrire directement à leur député. Il publie une liste indiquant l'adresse personnelle de chacun des députés afin que les lecteurs puissent faire entendre leur voix :

« En raison du vote imminent sur les traités, nous conseillons de s'adresser directement à ces députés. »<sup>1329</sup>

Il s'agit ici d'un cas très particulier de courrier adressé au monde politique. Il est courant que le journal appelle (soit lui-même, soit qu'il relaie des appels) ses lecteurs à s'adresser directement au député de leur circonscription, à un ministre, au chancelier ou au président de la République<sup>1330</sup>. Il est tout aussi courant que le journal publie les lettres adressées à des responsables politiques, qu'il s'agisse de servir d'exemple ou de montrer l'activité des expulsés ou de leurs représentants.<sup>1331</sup> Dans le cas de la béatification du cardinal Hlond, c'est au Vatican qu'est adressée une lettre reproduite dans le *GB* à titre d'exemple pour les nombreuses lettres envoyées par des expulsés à la Congrégation de la cause des saints à

<sup>1327</sup> Article publié dans *GB* 71/2, p. 2.

<sup>1328</sup> Article (oprM) publié dans *GB* 79/4, p. 1.

<sup>1329</sup> Article publié dans *GB* 72/4, p. 3.

<sup>1330</sup> Déclaration de Friedrich Hollunder publiée dans *GB* 73/3, p. 2, article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 90/11, p. 3, article de Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel publié dans *GB* 02/5, p. 7, déclaration du Arbeitskreis Deutsche Zwangsarbeiter publiée dans *GB* 04/3, p. 2

<sup>1331</sup> *GB* 69/3, p. 3 (Alois Bartsch à Heinrich Windelen), *GB* 70/8, p. 2 (résolution du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz adressée au chancelier et aux trois groupes parlementaires du *Bundestag*), *GB* 71/7, p. 2 (*Sudetendeutsche Landsmannschaft* à Karl Moersch), *GB* 92/1, p. 5 (lecteur du *GB* à Richard von Weizsäcker), *GB* 96/11, p. 7 (expulsée au ministère des Finances), *GB* 98/4, p. 7 (Peter Großpietsch à Roman Herzog), *GB* 99/8, p. 9 (Peter Großpietsch à Erika Steinbach), *GB* 99/9, p. 9 (lecteur du *GB* à Gerhard Schröder), *GB* 00/2, p. 10-11 (Alois Bude à Romano Prodi), *GB* 02/5, p. 7 (rédaction du *GB* à tous les groupes du parlement européen), *GB* 02/6, p. 10 (rédaction du *GB* au groupe parlementaire du Parti populaire européen), *GB* 04/4, p. 8 (lecteur du *GB* à Günther Verheugen), *GB* 05/10, p. 2 (deux lettres d'expulsés anonymes à Horst Köhler), *GB* 06/2, p. 6 (lecteur du *GB* à Angela Merkel), *GB* 07/9, p. 1-9 (lecteur du *GB* à Christian Wulff), *GB* 07/10, p. 11 (lecteur du *GB* au président du parlement européen), *GB* 10/1, p. 10 (président du BdV de Bade-Wurtemberg à Guido Westerwelle), *GB* 11/9, p. 2 (vice-président de la *Landsmannschaft Schlesien* à Angela Merkel).

Rome<sup>1332</sup>. Le Vatican ne reste pas à sourd à ce genre de courriers, et un discours de Jean-Paul II prononcé en Pologne est repris par la suite avec des explications pour répondre aux nombreuses lettres reçues à Rome en provenance d'Allemagne<sup>1333</sup>. Il s'agit d'un cas supplémentaire de réussite de la mobilisation des expulsés dont l'activité de lobbying porte ses fruits.

Chose importante pour le *GB* : ces courriers ne restent pas systématiquement sans conséquences. Le couple d'expulsés habitant à Münster qui dénonce les travaux effectués à Kreisau avec l'argent du contribuable allemand sans qu'aucun panneau ne le mentionne, a écrit de nombreuses lettres à des institutions différentes et jusqu'au ministère des Affaires étrangères, jusqu'à ce qu'ils finissent par obtenir ce qu'ils voulaient, c'est-à-dire un panneau d'information sur l'origine des fonds dédiés à la restauration du château de Kreisau. Pour le *GB*, il s'agit d'une vraie victoire qui dépasse le cadre particulier de l'affaire :

*« Les protestations d'un couple d'Allemands de l'ouest en faveur de l'est de l'Allemagne ont été couronnées de succès. (...) Nous remercions nos amis de Münster pour leur engagement en faveur de l'Allemagne et de l'est de l'Allemagne. La ténacité mène au but – à imiter ! »*<sup>1334</sup>

Herbert Gröger se félicite que les lecteurs du *GB* se mobilisent pour condamner les opinions qui nuisent à la cause des expulsés. Il publie un courrier de lecteur<sup>1335</sup>, ancien abonné du *GB*, paru dans le magazine polonais *Ziemia Kłodzka*, et il appelle les lecteurs du *GB* à adresser remarques et critiques directement à l'auteur dont il indique l'adresse personnelle. L'auteur du courrier de lecteur reconnaît lui-même ne plus pouvoir répondre à chacun et produit une lettre-type. Le *GB* est tenu informé de ces évolutions par ses lecteurs qui lui adressent copie de leur propre courrier ainsi que de la réponse qu'ils reçoivent<sup>1336</sup>. Ce lecteur souhaite que le *GB* publie sa réponse dans le courrier des lecteurs, mais Gröger refuse de lui donner un nouvel espace d'expression. Il propose d'envoyer la copie de cette lettre à tous les lecteurs qui le lui demanderont. Gröger peut s'enorgueillir de pouvoir compter sur la fidélité de ses lecteurs et leur soutien puisque l'auteur de la lettre est submergé par les critiques, preuve que le *GB* compte un lectorat aisément mobilisable sur des sujets qui lui tiennent à cœur.

Bensheim est la ville jumelée avec Glatz depuis 1996, et à l'occasion d'une fête populaire en 2006, la mairie de Bensheim prévoit de donner le nom de « Kłodzko Platz » à une place pour le dixième anniversaire de ce jumelage. Le *GB* ne raconte l'événement qu'*a posteriori* car toute l'affaire se déroule très rapidement. Des expulsés informent la rédaction du *GB* de ce projet qui favorise le nom polonais de la ville au détriment de son nom allemand :

*« Et voilà que, dirigée depuis Lüdenscheid, commence une protestation de premier plan et aux multiples visages à laquelle s'associent le ministre-président de Hesse, un autre membre de la direction nationale de la CDU, des membres de la direction de la Landsmannschaft et*

---

<sup>1332</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 96/3, p. 2-6 ; réponse du cardinal Meisner à la lettre de Peter Großpietsch dans *GB* 96/9, p. 8.

<sup>1333</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 90/7 p. 4-5.

<sup>1334</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 93/8, p. 4.

<sup>1335</sup> Article publié dans *GB* 94/4, p. 10.

<sup>1336</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 94/6, p. 2.

du BdV, des membres de la direction de la Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V. et beaucoup d'autres Grafschafter qui avaient entendu parler de cette ineptie. »<sup>1337</sup>

Peter Großpietsch évoque aussi les « nombreuses lettres de lecteurs et lettres ouvertes »<sup>1338</sup> qui sont parvenues à la mairie de Bensheim et à la presse locale en signe de protestation. Finalement, la mairie de Bensheim est sensible aux arguments juridiques avancés (consignes du ministère fédéral de l'Intérieur) et elle choisit un strict bilinguisme en écrivant sur les panneaux :

« Plac Klodzki  
Glatzer Platz

-

Kludzko / autrefois Glatz  
Ville jumelée polonaise depuis 1996 »<sup>1339</sup>

Le titre de l'article « Les protestations ont payé »<sup>1340</sup> souligne la nécessité de faire entendre sa voix. Il se dégage en effet de la lecture de cet article la nette impression qu'une large mobilisation a fini par convaincre la ville de Bensheim de réviser son projet initial. Pourtant, la réalité n'est pas tout à fait celle suggérée par l'article. Peter Großpietsch reconnaît que l'affaire s'est réglée assez rapidement grâce à l'intervention de Helmut Sauer (le membre de la direction nationale de la CDU évoqué dans l'article) qui a pris attache avec le ministre-président de Hesse, Roland Koch. Celui-ci s'est adressé directement au maire de Bensheim qui fut par le passé son conseiller personnel et le projet a immédiatement pris une nouvelle tournure<sup>1341</sup>. Quant à la véritable ampleur de la protestation populaire auprès du maire, elle fut bien modeste. Trois particuliers se sont adressés au maire de Bensheim dont l'un a accompagné son courrier d'une pétition recueillant dix-sept signatures, ainsi que Peter Großpietsch en sa qualité de vice-président de la *Landsmannschaft Schlesien* et président de la *Zentralstelle Grafschaft Glatz/Schlesien e.V.*<sup>1342</sup>. Il semble donc que la mobilisation des expulsés n'ait pas été aussi large qu'indiqué. On se demande d'ailleurs comment cela aurait pu être le cas alors que la majorité des lecteurs ont dû apprendre la nouvelle en lisant l'article. La rédaction du *GB* est heureuse d'enregistrer un succès en activant les réseaux dont elle dispose au sein de la classe politique et elle veut faire partager cette victoire à ses lecteurs en les associant à la protestation qu'elle a menée en leur nom.

Le projet du gouvernement régional de Saxe de réorganisation administrative doit conduire à la disparition du nom de Basse-Silésie : plus aucun district ne portera ce nom. S'agissant du dernier lien entre l'Allemagne et la Silésie, les expulsés se mobilisent en masse pour protester

---

<sup>1337</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 06/10, p. 12.

<sup>1338</sup> « zahlreiche Leserbriefe – auch sogennante „Offene Briefe“ », article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 06/10, p. 12.

<sup>1339</sup> Texte figurant sur le panneau officiel visible sur une photographie illustrant l'article dans *GB* 06/10, p. 12.

<sup>1340</sup> « Protest hat sich gelohnt ».

<sup>1341</sup> Mail de Peter Großpietsch à l'auteur du 17 novembre 2011.

<sup>1342</sup> Lettre de Thorsten Herrmann, maire de Bensheim, à l'auteur du 8 décembre 2011.

contre ce projet<sup>1343</sup>. La décision est prise officiellement le 23 janvier 2008. Un long article publié au printemps fait le bilan de la mobilisation chez les expulsés et il constate avec satisfaction que personne n'a ménagé ses efforts. *Landsmannschaften*, journaux d'expulsés (*Grafschafter Bote*, *Schlesische Nachrichten*, *Oberlausitzer Rundschau*, *Schlesien heute*), hommes politiques d'envergure nationale, représentants des Eglises, expulsés anonymes : la liste est longue et sa reproduction dans le journal doit donner au lecteur le sentiment que tout a été fait pour tenter de s'opposer au projet<sup>1344</sup>. Des « milliers de lettres » et de pétitions ont été envoyées au gouvernement régional de Saxe, aux groupes parlementaires du Landtag, aux hommes politiques locaux. Cette mention apparaît comme une victoire pour le journal qui se réjouit de constater que les expulsés se mobilisent encore pour des opérations dont le but n'est que symbolique. Le projet a beau se concrétiser et l'action des expulsés être une défaite, le journal voit la mobilisation comme une victoire, peut-être plus importante que la décision finale du Land de Saxe.

Pourtant la mobilisation elle-même doit être relativisée car la réalité n'est pas tout à fait identique à ce que décrit le *GB*. Les groupes parlementaires du Landtag de Saxe n'ont pas réellement reçu beaucoup de lettres<sup>1345</sup>, le Landtag<sup>1346</sup> et le ministère de l'Intérieur de Saxe<sup>1347</sup> n'ont pas non plus été submergés par le flot des lettres d'expulsés. L'impact du seul *GB* sur la mobilisation est impossible à évaluer<sup>1348</sup>, mais la réalité des centaines de lettres reçues par le Landtag et le ministère montre qu'il existe parmi les expulsés un petit groupe de personnes prêtes à se mobiliser et à manifester leur mécontentement. Le *GB* est un maillon de cette chaîne qui, par l'écho qu'il donne à l'action, participe à son ampleur.

### ***Image médiatique positive appréciée***

Le *GB* s'attache tout au long de son histoire à défendre l'image des expulsés et à faire en sorte que leurs apparitions dans les médias les placent sous un jour favorable. Si les critiques ne sont que trop fréquentes dans le monde médiatique, le *GB* souligne avec satisfaction le cas où les expulsés sont traités d'une manière qu'il considère satisfaisante.

Le troisième numéro de l'histoire du *GB* traite déjà de la question médiatique. Il annonce le début prochain de la diffusion d'une émission radiophonique consacrée aux expulsés :

---

<sup>1343</sup> *GB* 07/5, p. 8 (lettres de lecteurs du *GB* au ministre de l'Intérieur de Saxe), *GB* 07/6, p. 8 (lettres de lecteurs du *GB* au ministre de l'Intérieur de Saxe et au maire de Görlitz).

<sup>1344</sup> Article de Wolfgang Liebehenschel publié dans *GB* 08/4, p. 1-2.

<sup>1345</sup> Contactés à sujet, le groupe Die Linke indique n'avoir reçu que « très peu de prises de positions sur le sujet » soit des courriers de cinq organisations et deux institutions (mail à l'auteur daté du 24 novembre 2011) et le groupe *Die Grünen* n'a reçu qu'une seule lettre (mail du 22 février 2012 à l'auteur), tandis que le NDP a reçu de « nombreuses lettres, pas seulement en provenance d'organisations d'expulsés » (mail à l'auteur daté du 10 janvier 2012). Le SPD, la CDU et le FDP n'ont pas répondu.

<sup>1346</sup> Le Landtag de Saxe a reçu 250 courriers comptant un total de 2503 signatures provenant majoritairement des anciens Länder. Lettre du Landtag de Saxe à l'auteur datée du 2 décembre 2011.

<sup>1347</sup> Le ministère de l'Intérieur de Saxe a reçu 247 courriers (242 d'entre eux comptaient un total de 1895 signatures). 82% des expéditeurs habitent dans les anciens Länder et sont des expulsés ou des associations d'expulsés. Lettre du ministère de l'Intérieur à l'auteur datée du 5 décembre 2011.

<sup>1348</sup> D'autant que les institutions ne peuvent donner d'informations que sur le contenu des courriers reçus et pas sur l'identité de leurs auteurs pour des raisons de protection des données.

« *Les problèmes des expulsés y seront exposés objectivement et il sera tenté d'aplanir les tensions entre la population locale et les expulsés.* »<sup>1349</sup>

Sans envisager de réel intérêt politique de l'émission, le *GB* voit déjà la possibilité de contribuer par le traitement médiatique à une meilleure intégration des expulsés.

En 1969, un débat est organisé entre autres entre un journaliste de l'ARD connu pour ses positions défavorables aux expulsés, Dieter Gütt, et le ministre des Expulsés Heinrich Windelen. L'article de Herbert Hupka intitulé « Gütt est allé 'au tapis' »<sup>1350</sup> résume le déroulement du débat où il apparaît que les adversaires des expulsés ont été confondus par les répliques justes et précises des soutiens aux expulsés. Hupka ne cache pas son enthousiasme de voir la cause des expulsés si bien défendue à la télévision. La rupture avec l'image habituelle des expulsés est franche et les expulsés sortent grands vainqueurs de l'émission, redorant un peu leur blason sous le feu des projecteurs<sup>1351</sup>.

La série documentaire « Fuite et expulsion »<sup>1352</sup> diffusée par la Bayerischer Rundfunk en 1981 répond aux attentes des expulsés. Les causes de l'expulsion ne sont pas situées exclusivement dans le nazisme, mais les 14 points de Wilson ou le Traité de Versailles sont également mis en avant. Un long article de Herbert Hupka salue la qualité de ce film et souligne le mécontentement qu'il a suscité dans les médias communistes du bloc de l'est comme preuve que le film rompt avec le discours dominant trop proche de la propagande communiste :

« *Contrairement à la vague de propagande communiste contre cette série d'émissions à la télévision, aucune émotion ou même sentiment d'animosité n'est suscité intentionnellement à aucun moment. L'intention des auteurs du script était de mieux cerner la vérité, y compris cette vérité que l'on aime tant dissimuler pour des motifs évidents. Les réfugiés et expulsés devraient se retrouver dans ces films, mais ceux-ci devraient permettre aussi de répondre un peu au besoin de rattrapage en histoire.* »<sup>1353</sup>

La couverture médiatique des rencontres nationales des Silésiens est observée avec une vigilance toute particulière. Ces rencontres sont en quelque sorte la vitrine de la *Landsmannschaft Schlesien* qui se présente publiquement sous un jour qui se veut le meilleur possible. Les discours des dirigeants de la *Landsmannschaft* mais plus encore ceux des hommes politiques d'envergure invités à la manifestation permettent aux expulsés de faire l'actualité et de voir leurs revendications exposées dans les journaux. De ce point de vue, Herbert Hupka se félicite de la large couverture médiatique de la rencontre nationale de 1983 et des comptes rendus qui paraissent dans les journaux comme à la télévision<sup>1354</sup>. Vingt ans plus tard, Peter Großpietsch se réjouit à son tour de la couverture médiatique satisfaisante et il

<sup>1349</sup> Article publié dans *GB* 50/3, p. 7.

<sup>1350</sup> « Gütt ging zu Boden », article de Herbert Hupka publié dans *GB* 69/8, p. 2.

<sup>1351</sup> A l'issue de l'émission, Heinrich Windelen reçoit des centaines de lettres et télégrammes de félicitations de particuliers et de représentants des expulsés. Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 53.

<sup>1352</sup> MÜHLFENZL Rudolf, *Flucht und Vertreibung*, première diffusion le 29 janvier 1981 sur BR.

<sup>1353</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 81/3, p. 1.

<sup>1354</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 83/9, p. 4.

relève que la majorité des journaux ont livré des comptes rendus positifs du déroulement de la rencontre<sup>1355</sup>.

### ***Des médias idéaux***

Alors que les médias sont très souvent la cible de reproches du *GB*, on peut se demander comment le journal souhaiterait que les médias parlent de la cause des expulsés. Les critiques donnent certes une image en creux des attentes du *GB*, mais on trouve dans le *GB* lui-même des indications sur ce que les expulsés seraient en droit d'attendre de la part du monde médiatique<sup>1356</sup>.

Alois Bartsch évoque la question en 1966. Dans son éditorial, il reprend les arguments développés par Eberhard Rock, député au *Bundestag* et éditeur de journaux. Selon lui, la presse est par nature investie d'une mission politique :

*« Radio, télévision et presse ne sauraient se soustraire à leur responsabilité envers toute l'Allemagne. (...) Il faut que les médias de masse en finissent avec le travail de sape des activités des Landsmannschaften et de leurs personnalités dirigeantes. »*<sup>1357</sup>

Dans le même numéro, dans un article qui, sans être signé peut vraisemblablement être attribué à Alois Bartsch de par sa position en deuxième page dans le journal et par l'usage de la première personne du singulier, c'est la formation des journalistes qui est mise en avant afin de sensibiliser ceux qui auront dans le futur à traiter dans les médias des questions allemandes sur le statut juridique et la place des territoires de l'est dans la politique allemande :

*« Afin d'améliorer l'image de l'est allemand dans l'opinion publique, on pourrait à mon avis créer un nouveau séminaire qui contribuerait de manière décisive à la formation des journalistes de presse, radio et télévision, et dans lequel une relève appropriée issue de notre jeunesse de l'est allemand pourrait être formée à un travail responsable dans la presse, la radio et la télévision. »*<sup>1358</sup>

La personnalité d'Alois Bartsch transparait à travers cet article par son sens de l'organisation et sa volonté de voir les expulsés prendre en main leur destin sans attendre que d'autres le fassent à leur place. Par son souci de former la jeunesse à la tâche qui l'attend, on reconnaît aussi l'enseignant qu'était Bartsch.

A la fin des années 1960, les expulsés sont de plus en plus souvent la cible d'attaques dans les médias et la riposte voulue par le président d'honneur de la *Landsmannschaft Schlesien* est radicale : il faut interdire aux opposants de dire ce qu'il considère comme irresponsable :

---

<sup>1355</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 03/9, p. 1-2.

<sup>1356</sup> Symboles de l'insatisfaction du traitement accordé à leur cause, 1 200 expulsés parmi les plus radicaux vont jusqu'à se rassembler en 1970 à Bonn pour exiger que les « Länder de l'est » obtiennent le droit comme les autres de disposer de médias audio-visuels, menaçant d'installer leurs émetteurs sur un bateau si aucun organisme existant n'était disposé à les accueillir. Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 147.

<sup>1357</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/8, p. 1-2.

<sup>1358</sup> Article publié dans *GB* 66/8, p. 2.

« Fort heureusement, les voix se multiplient pour réclamer de plus en plus fort que la clique des intellectuels faiseurs d'opinion en particulier dans les médias de masse soit enfin vigoureusement rappelée à l'ordre. (...) Nous autres expulsés devons nous mettre en tête de ceux qui tiennent en échec ce grand abus de la liberté d'expression ainsi que les thèses simplistes préfabriquées qui nous sont servies quotidiennement par les démagogues télévisuels. (...) La majorité du peuple allemand nous remerciera de nous être engagés résolument en faveur d'une défense implacable des positions juridiques allemandes et du respect strict des limites de la liberté d'expression. »<sup>1359</sup>

La déclaration prétend défendre la liberté d'expression en appliquant très strictement la Loi fondamentale qu'elle estime bafouée. La Loi fondamentale prévoit en effet que le peuple allemand doit réaliser l'unité de l'Allemagne. Mais cela ne signifie pas que ceux qui choisissent une voie politique différente de celle des expulsés arcbutés sur les textes juridiques et leur application stricte sont les seuls qui expriment une opinion recevable. Les débordements qui ont lieu dans les rues à cette époque organisés par des groupes d'extrême gauche ne doivent pas servir de prétexte pour disqualifier toute opinion différente de celle de la *Landsmannschaft*. La solution proposée par Walter Rinke revient tout simplement à censurer les opinions contraires à celles qu'il défend. Il le fait certes au nom de la liberté d'expression, mais les limites qu'il propose sont très étroites.

Un représentant des expulsés insiste dans un discours lors d'une remise de prix sur l'importance pour les expulsés d'avoir accès aux médias de masse. Ce sont précisément les médias du service public qui devraient se faire un devoir de leur donner la parole puisqu'ils sont par essence destinés à permettre à toutes les parties de la société de s'exprimer. On retrouve une nouvelle fois le soupçon de discrimination à l'égard des expulsés, comme si ces derniers étaient un groupe d'indésirables que les médias ignorent alors que leur grand nombre devrait au contraire susciter une attention plus grande :

« Il continue toutefois d'être intéressant d'insister encore et de répéter précisément face aux médias de masse que les médias de masse du service public sont des sociétés qui appartiennent à la société. Les expulsés, un groupe comptant quelques millions de personnes, font partie de cette société, ils ont un droit à voir exposés leurs problèmes. Ils devraient voir leur droit respecté, alors que celui-ci est depuis longtemps régulièrement concédé à de nombreux groupes marginaux bien plus petits. »<sup>1360</sup>

Quelle meilleure solution pour les expulsés afin de voir leurs intérêts défendus dans les médias que de porter un de leurs représentants à la tête de ces médias ? C'est exactement ce qui se passe en 1985 lorsque Herbert Hupka est élu président du Conseil de surveillance de la *Deutsche Welle*<sup>1361</sup>. C'est en sa qualité de député CDU au *Bundestag* qu'il accède à cette fonction. L'article qui rend compte de cette nomination n'exprime pas de satisfaction particulière mais il souligne que le président discute de l'organisation des programmes et qu'il

---

<sup>1359</sup> Déclaration de Walter Rinke publiée dans *GB* 69/6, p. 3.

<sup>1360</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 85/1, p. 9.

<sup>1361</sup> « Rundfunkratsvorsitzender der Deutschen Welle ».

fixe les lignes générales, ce qui ne peut que réjouir les lecteurs du *GB* habitués à lire dans leur journal que les médias de service public sont insensibles à la cause des expulsés<sup>1362</sup>.

#### **4. Les positions politiques de principe dans le *GB***

De toutes les positions politiques prises par le journal au cours de son histoire, il y en a un certain nombre qui traversent les décennies sans changements et que l'on peut donc qualifier de lignes fondatrices pour le journal. L'anticommunisme se trouve au premier rang de ces principes puisqu'il est un engagement fort du journal depuis le début de sa parution. Le rejet des extrêmes, qu'il s'agisse de l'extrême gauche ou de l'extrême droite figure aussi parmi les priorités du programme politique du journal. Enfin, la figure de l'étranger et la crainte qu'il inspire représente une troisième caractéristique importante du journal, même si l'expression de cette dernière est plus récente que les deux premières.

##### **I – L'anticommunisme**

Le *GB* est un ennemi déclaré du communisme. Le terme d'adversaire est généralement plus utilisé pour désigner le camp politique de ceux qui pensent différemment, mais dans le cas du *GB*, journal des expulsés du Comté de Glatz qui ont perdu leur maison, leur terre et des parents et amis, le communisme est considéré comme l'idéologie à l'origine du drame de leur vie. Il est donc logique que le communisme soit une idéologie politique considérée comme l'ennemi des *Grafschafter*. Depuis les origines, le *GB* n'a de cesse de répéter pourquoi le communisme est un danger et doit être combattu. Que ce soit parce qu'il est une idéologie incompatible avec la liberté, parce qu'il utilise le mensonge et la manipulation pour parvenir à ses fins ou parce qu'il pratique l'infiltration pour déstabiliser la RFA et favoriser ses ambitions expansionnistes, le communisme incarne le mal absolu. C'est cette qualité qui en fait un repoussoir, et permet au journal de l'utiliser pour discréditer des adversaires politiques. Le *GB* se garde toutefois de pratiquer tout amalgame et il n'assimile pas le peuple polonais à l'idéologie politique, distinguant la population de ses dirigeants.

##### ***Le communisme, l'ennemi de la liberté***

En 1954, Georg Goebel publie un éditorial dans lequel il s'intéresse au danger que le communisme fait planer sur l'Europe. Il n'y a pour lui aucun doute sur la volonté d'expansion du communisme sur l'Europe entière. L'Allemagne est à cette date dans une position très exposée, puisque la RDA appartient au bloc soviétique tandis que la RFA est sous influence occidentale. Malgré la mort de Staline quelques mois auparavant l'URSS représente un danger pour la stabilité et la liberté du continent européen. Goebel imagine alors un destin particulier pour l'Allemagne :

*« Nous devons garder présent à l'esprit le fait que dans l'espace européen, c'est le peuple allemand qui joue le rôle le plus important dans la défense contre l'infiltration ou même l'occupation communiste. Ce rôle fait partie de la mission historique du peuple allemand. Mais il ne pourra être rempli que si le peuple est uni et sain intérieurement. »*<sup>1363</sup>

L'Allemagne occupe effectivement un espace stratégique dans la confrontation entre les deux blocs qui s'affrontent à l'échelle mondiale, mais ce que Goebel appelle la « mission du peuple

---

<sup>1362</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/12, p. 2.

<sup>1363</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 54/7, p. 1-2.

allemand » prend une dimension presque messianique assez surprenante. Le rôle de rempart contre le communisme est un élément de l'idéologie nazie. Il est en outre difficile de comprendre comment Goebel en arrive à voir le peuple allemand comme le mieux à même de l'exercer alors précisément qu'une partie du peuple allemand vit sous le joug communiste dans l'Etat de RDA. C'est sans doute en s'appuyant sur un mot de Lénine disant que pour dominer l'Europe il fallait contrôler l'Allemagne que Goebel met en garde contre les tentatives soviétiques d'étendre l'emprise communiste à toute l'Allemagne<sup>1364</sup>.

Le communisme n'est pas un simple adversaire politique, c'est un ennemi qui met en danger la nation entière. Lorsque le Traité de Varsovie est signé en 1970, les représentants du Comté de Glatz à Münster publient une résolution dans le *GB* aux accents emphatiques :

« *Nous ne nous sentons pas liés par cette capitulation face au communisme ni hier ni aujourd'hui.* »<sup>1365</sup>

Ce texte sonne comme un appel à la résistance. Alors que les forces démocratiques de RFA ont cédé et se sont pliées aux exigences inacceptables de l'ennemi, il convient d'entrer en résistance en refusant la validité du traité signé. C'est une défaite politique qui s'apparente beaucoup à une défaite militaire après un conflit :

« *La septième décennie de ce siècle a mal commencé. Depuis la catastrophe totale de 1945, aucune défaite aussi humiliante n'avait touché notre peuple et notre Etat qu'au cours de l'année qui vient juste de s'écouler. (...) Un gouvernement communiste, le régime de Varsovie en l'occurrence, a été autorisé par un chancelier issu d'élections démocratiques à annexer une partie de notre patrie.* »<sup>1366</sup>

Cet article du vice-président du BdV, Hellmut Gossing, insiste sur l'absence de légitimité démocratique du partenaire polonais. Le pouvoir communiste en Pologne ne bénéficie d'aucune légitimité démocratique pour parler au nom du peuple polonais, tandis que le gouvernement de Bonn est lui effectivement élu par son peuple. Or, c'est précisément celui qui a le plus de légitimité qui agit à l'encontre des intérêts de son peuple, tandis que le gouvernement a priori le moins légitime défend au mieux les intérêts de son peuple. Ce qui apparaît comme le comble de l'incohérence doit dénoncer l'irresponsabilité des dirigeants allemands, incapables de résister aux communistes polonais.

Le communisme est d'autant plus un ennemi qu'on ne peut envisager de compromis avec lui. Alois Bartsch indique dans un éditorial de 1971 que la théorie de la convergence est une illusion : jamais le communisme et la démocratie ne s'adapteront l'un à l'autre<sup>1367</sup>. Il s'agit pour lui de concepts indéfendables et dangereux. Tandis qu'un compromis est toujours possible avec un adversaire (les coalitions le prouvent à l'échelon des Länder comme au niveau fédéral), il est impossible avec un ennemi politique parce que les fondements de l'opposition sont insurmontables. Collaborer avec les communistes revient pour le *GB* à pactiser avec le diable. Il ne s'agit pas seulement d'une opposition fondée sur des principes politiques. Le *GB* est plus proche des conservateurs que des sociaux-démocrates, mais ce

---

<sup>1364</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 60/1, p. 1-2.

<sup>1365</sup> Résolution du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publiée dans *GB* 70/12, p. 3.

<sup>1366</sup> Article (BdV) publié dans *GB* 71/2, p. 1.

<sup>1367</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 71/4, p. 1-2.

n'est pas seulement cette proximité idéologique avec un camp qui motive le rejet pur et simple du communisme. C'est bien la peur de l'impérialisme soviétique qui explique cette position, peur renforcée par le fait que les expulsés ont fait les frais de cette réalité en subissant l'expulsion à la fin de la guerre. La volonté stalinienne d'étendre l'hégémonie de l'URSS sur l'Europe n'est pas la seule cause de l'expulsion, mais les expulsés ont vécu dans leur chair la rencontre avec les soldats de l'Armée rouge qui les ont chassés de leur maison. Ce traumatisme suffit largement à expliquer l'anticommunisme des expulsés. Ce que proclament les représentants des expulsés lors des rencontres nationales de 1973 est clair :

« *Nous opposons l'alliance des peuples libres d'Europe à la domination sur toute l'Europe prévue par l'Union soviétique.* »<sup>1368</sup>

Tant que le communisme règne sur l'Europe de l'est, le *GB* appelle à la méfiance et à ne pas céder à la tentation de conclure des alliances ou signer des traités avec des Etats guidés par une idéologie liberticide :

« *Le monde libre et la République fédérale ne doivent pas s'accommoder de cette fameuse réalité qui n'est rien d'autre que la concrétisation des prétentions au pouvoir de l'est impérialiste.* »<sup>1369</sup>

### ***Mensonges et manipulations***

Dire que le communisme représente un danger immense pour la liberté en Europe ne suffit pas au *GB*. Il faut aussi mettre les lecteurs en garde contre les ruses dont les tenants de cette idéologie politique sont capables. Car la voie des urnes ne sera pas le chemin choisi par les communistes pour s'établir en RFA depuis que le parti communiste y a été officiellement interdit.

Le communisme utilise à l'envi la propagande et il fabrique une image du passé qui correspond à la fois à ses aspirations et à ses buts. Ainsi, il offre à la population une nouvelle réalité, plus en phase avec ses attentes. Cette stratégie de (re)construction de l'histoire est analysée dans le chapitre consacré à la vision de l'histoire du *GB*. Ici, il ne sera question que des mensonges et manipulations visant à étendre l'hégémonie communiste sur toute l'Europe. Les stratèges du Kremlin sont accusés d'échafauder les plans les plus compliqués pour parvenir à leur grand projet de faire triompher le communisme dans toute l'Europe. Pour cela, il leur faut faire usage de ruse et de tromperie.

Les dirigeants communistes participent aux rencontres intergouvernementales qui cherchent à introduire la détente dans les relations entre les deux blocs. La note de Staline de 1952 reste l'exemple le plus marquant de ces tentatives de trouver un compromis qui n'ont pas abouti tant la méfiance entre les deux camps était grande. Pour la rédaction du *GB*, il ne fait aucun doute que toutes les négociations sont vouées à l'échec puisque les dirigeants communistes ne recherchent pas de solution équilibrée mais seulement un moyen de parvenir à leur fin : étendre leur sphère d'influence sur toute l'Europe :

---

<sup>1368</sup> Déclaration commune des *Landmannschaften* de Silésie, de Prusse Orientale et des Allemands des Sudètes publiée dans *GB* 73/7, p. 2.

<sup>1369</sup> Article publié dans *GB* 75/6, p. 2.

*« Le [en gras dans l'original, L.P.] fait que les dirigeants communistes-bolchéviques ne se soucient nullement de détente ou de coexistence pacifique dans leurs appels est une deuxième réalité qu'il faut prendre tout aussi au sérieux. Ils continuent de viser l'intégration de l'Europe entière, c'est-à-dire l'intégration des Etats encore libres sur notre continent dans l'orbite bolchévique. »*<sup>1370</sup>

L'anticommunisme est très marqué chez Goebel qui ne veut pas entendre parler de discussions entre les dirigeants des démocraties occidentales et ceux des satellites de l'Union soviétique. Si l'unité allemande est l'objectif numéro un pour une politique étrangère de la RFA, elle ne doit pas se faire au prix de la liberté. Or, celle-ci serait immédiatement mise en danger par tout rapprochement avec les pays communistes. Il se place ainsi dans la ligne politique fixée par le chancelier Adenauer pour qui la liberté reste un acquis précieux qui ne doit pas être sacrifié pour obtenir l'unité allemande.

En 1969, le chef du parti communiste polonais, Gomulka, propose que la ligne Oder-Neisse soit confirmée mais pas fixée définitivement. Il s'agit alors de la position qui sera effectivement actée par le Traité de Varsovie quelques mois plus tard. Le *GB* réagit avec surprise à cette proposition alors que les dirigeants polonais ont toujours prétendu que la ligne Oder-Neisse était la frontière germano-polonaise définitive. Mais cela ne signifie pas que cette déclaration suscite l'enthousiasme du journal. Bien au contraire, c'est avec une méfiance redoublée qu'Alois Bartsch accueille cette information qui ne peut être porteuse que de développements fâcheux selon lui :

*« Mais il nous semble extrêmement naïf d'attribuer tant de crédibilité au nouveau ton des communistes polonais que l'on est même prêt à cimenter le statu quo dans ce genre d'accords. »*<sup>1371</sup>

Cet article sonne comme une mise en garde contre le Traité de Varsovie à venir qui constituera un tournant irrémédiable dans les relations germano-polonaises. Il montre bien que le *GB* est extrêmement attentif à toutes les évolutions entre les deux pays sur la question frontalière.

Pour montrer combien l'URSS est un pays dangereux pour les libertés individuelles et combien sa politique étrangère est marquée par la volonté de tromper, le *GB* rapporte les déclarations d'Andrei Almarik. Cet historien russe dissident a été emprisonné deux fois avant d'être contraint à l'exil aux Pays-Bas. Lorsqu'il arrive dans son pays d'accueil, il donne plusieurs interviews sur la réalité politique en URSS. Ses déclarations viennent confirmer tout le mal que le *GB* pense de la politique étrangère de l'URSS. La politique soviétique de détente poursuit selon lui deux objectifs principaux. Elle a d'abord un objectif de politique intérieure, des relations stables avec l'occident devant aider l'URSS à surmonter les crises internes. Mais elle a aussi un objectif de politique étrangère :

*« D'autre part, il y a derrière la politique de détente une « sorte de ruse » de Moscou. Les dirigeants du Kremlin savent que l'occident est fatigué de la confrontation, c'est pourquoi du côté de Moscou on utilise la détente comme une « sorte de somnifère ». (...) N'a-t-on pas*

---

<sup>1370</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 64/7, p. 1-2.

<sup>1371</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/6, p. 1.

*indiqué à plusieurs reprises sans que l'on nous croie que le sourire communiste est là pour affaiblir la force de résistance contre le communisme ? (...) L'endormissement est la meilleure méthode pour la victoire espérée du communisme sur la liberté. »<sup>1372</sup>*

Les déclarations d'Almarik viennent renforcer le discours de Bartsch car elles le corroborent. Et en tant que dissident russe, Almarik possède une légitimité bien supérieure à celle du *GB* pour analyser la politique soviétique. Il est non seulement un citoyen du pays dont il dénonce les pratiques, ce qui suffit à faire de lui un homme qui connaît le sujet dont il parle, mais surtout il a été considéré comme dangereux par le pouvoir soviétique, ce qui est de nature à renforcer sa crédibilité puisque son exil contraint atteste en quelque sorte de la justesse de son jugement. Almarik est une figure importante pour le *GB* puisqu'il sert de caution aux analyses de Bartsch.

Le communisme ne se développe pas seulement en Europe centrale et en Europe de l'est. Le *GB* est attentif également à la situation politique dans le reste de l'Europe et c'est avec une certaine peur qu'il observe que les partis communistes en se distinguant du modèle soviétique réussissent à gagner les suffrages de nombreux électeurs dans des pays d'Europe occidentale. Les cas de la France, de l'Espagne et de l'Italie sont cités en 1978 comme étant des facteurs d'inquiétude car ils montrent que le communisme réussit à élargir son emprise sur l'Europe en apparaissant là où on ne l'attendait pas. Le programme des partis communistes des pays cités n'est pas sur la même ligne que le communisme qui dirige l'URSS, mais pour le *GB*, cela ne fait aucun doute que ce n'est qu'un leurre<sup>1373</sup>. Dans ces trois pays, les dirigeants communistes prennent leurs distances avec le grand frère soviétique et créent un nouveau courant, l'eurocommunisme, qui entend rompre avec la dictature du prolétariat et trouver un chemin démocratique menant vers le socialisme<sup>1374</sup>. Pour les opposants au communisme, cette initiative (de courte durée) venue de l'Europe de l'ouest n'est en fait qu'une rouerie du parti communiste soviétique qui met en scène son propre affaiblissement pour mieux tromper ses adversaires, l'objectif de l'eurocommunisme étant aussi de permettre la formation de coalitions gouvernementales avec la participation de ministres communistes :

*« Quel que soit le visage qu'il se donne, l'eurocommunisme consiste à faire du neuf avec du vieux, une manœuvre tactique pour améliorer l'éligibilité et la capacité à former des coalitions. (...) Un renforcement des partis communistes en Europe de l'ouest ou même une participation au gouvernement seraient un instrument efficace pour **distendre la coopération occidentale, affaiblir l'OTAN et isoler la RFA** [en gras dans l'original, L.P.] que le Kremlin considère encore comme un grand obstacle pour ses objectifs à long terme. »<sup>1375</sup>*

Toutefois, le *GB* ne réagira jamais à l'entrée de ministres communistes au gouvernement français après l'élection de François Mitterrand en 1981. La menace était-elle prise au sérieux ou n'était-elle brandie que par habitude pour mettre en garde une nouvelle fois contre le

<sup>1372</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/9, p. 1.

<sup>1373</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/9, p. 1.

<sup>1374</sup> Cf. [www.universalis.fr/encyclopedie/enrico-berlinguer/2-le-compromis-historique-et-l-eurocommunisme](http://www.universalis.fr/encyclopedie/enrico-berlinguer/2-le-compromis-historique-et-l-eurocommunisme) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1375</sup> Article (*Deutschland-Uniondienst*) publié dans *GB* 78/3, p. 1.

communisme ? La mort d'Alois Bartsch en janvier 1982 l'aura empêché de juger des effets de la participation de communistes au gouvernement français.

Il faut noter que le *GB* distingue les dirigeants communistes de la population qui vit sous le régime dictatorial communiste. Ainsi, les mensonges et manipulations sont bien mis sur le compte du régime tandis que la grande masse de la population n'est pas assimilée à ces pratiques. Cela ressort clairement d'un texte de la *Landsmannschaft Schlesien* publié en 1986, alors que les grèves initiées par Solidarność et l'état de guerre proclamé en 1981 ont fait éclater au grand jour le fossé qui sépare la population polonaise de ses dirigeants coupés du soutien populaire :

« *Naturellement, en tant que démocrates, nous devons négocier aussi avec les communistes, mais il faut que nous sachions que nous avons à faire à une dictature et à un régime de Varsovie tenu par l'Union soviétique. C'est pourquoi les actuels représentants officiels de la République populaire de Pologne ne doivent pas être confondus avec la volonté réelle du peuple polonais opprimé par l'Union soviétique.* »<sup>1376</sup>

L'heure est à la solidarité avec le peuple polonais. Les événements politiques des dernières années ont montré que le peuple souffrait énormément de la dictature et en se retournant une nouvelle fois vers leur passé, les expulsés constatent que les populations qui vivent aujourd'hui dans les territoires qui étaient les leurs autrefois ne vivent pas heureuses à cause de l'oppression communiste, dont ils ont eux-mêmes été les victimes.

### ***Infiltration***

Après la signature du Traité de Varsovie, le *GB* sombre dans la peur. Le plus grand des symboles a volé en éclats avec la nouvelle position officielle de la RFA concernant la frontière germano-polonaise. De plus, les relations germano-polonaises entrent dans une nouvelle phase puisque le traité ne prévoit pas seulement que les deux pays considèrent que la ligne Oder-Neisse est la limite entre les deux pays, mais aussi que RFA et Pologne s'engagent à approfondir leurs relations et à améliorer les échanges dans de nombreux domaines. Pour le *GB*, le gouvernement ouest-allemand vient de mettre le doigt dans un engrenage dangereux en rompant avec la politique qui prévalait jusqu'alors. Considérer la Pologne comme un partenaire, c'est courir le risque de collaborer avec le communisme et de lui ouvrir une brèche dans laquelle il saura s'engouffrer pour imposer ses propres objectifs. Plus encore qu'une collaboration avec la Pologne, le *GB* semble redouter que le communisme n'infiltré la classe politique et la société de RFA. Si le SPD soutient l'*Ostpolitik* de Willy Brandt et le Traité de Varsovie, c'est le signe que le noyautage du SPD par l'extrême gauche révolutionnaire a commencé<sup>1377</sup>. Ce processus est considéré comme dangereux puisqu'il doit amener un grand parti démocratique à renoncer à ses fondements politiques pour se tourner progressivement vers les positions communistes autoritaires.

---

<sup>1376</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 86/6, p. 2.

<sup>1377</sup> Article (BdV) publié dans *GB* 71/2, p. 1.

Le *GB* trouve une sorte de confirmation officielle de ses soupçons dans un compte rendu des services secrets ouest-allemands<sup>1378</sup>. Sous couvert d'une organisation culturelle polonaise, le gouvernement polonais soutiendrait les activités de jeunes Polonais vivant en RFA qui seraient formés militairement lors de séjours sur le territoire polonais. Cette association se serait donné pour but de recruter des partisans de la politique de Varsovie et de les mettre au service du régime. Le titre de l'article est de nature à susciter la crainte chez les lecteurs : « Une armée polonaise souterraine en Allemagne ? »<sup>1379</sup>. Le titre peut sembler exagérer la réalité de la menace mais il n'en demeure pas moins que la menace existe bel et bien puisque le rapport des services secrets considère que l'association polonaise constitue un risque pour la sécurité.

L'activité d'espionnage fait partie du contexte de guerre froide et la société ouest-allemande sait que des espions, qu'ils viennent de RDA ou d'URSS ou d'autres pays communistes, sont en activité sur le territoire de RFA. L'ancien président de la *Landsmannschaft Schlesien* rappelle aux expulsés que les espions sont plus nombreux que jamais en RFA et qu'ils représentent une réelle menace pour le pays. Mais à cette menace connue de tous s'ajoute selon lui celle de l'infiltration de l'idéologie communiste qui gangrène la société :

« *Qui voudrait nier que la dérive idéologique gauchiste est en marche chez nous ? Que l'on pense simplement aux luttes aux ailes du SPD ! (...) Quand comprendra-t-on enfin à Bonn que c'est un devoir absolu de la politique allemande que de contrôler d'une main ferme et sans faux égards non seulement l'activité d'espionnage de l'est, mais aussi les tentatives de noyautage idéologique des soviétiques ? Il s'agit là de questions existentielles pour notre démocratie libre dont on ne peut repousser plus longtemps la solution en se retranchant derrière des déclarations creuses.* »<sup>1380</sup>

Le ton ne pourrait pas être plus alarmiste pour dénoncer la menace communiste. Ici, on voit que l'activité d'espionnage de la part des dictatures communistes et l'orientation politique du parti social-démocrate sont rapprochées pour expliquer l'urgence de la situation. Jusqu'alors les pays communistes déployaient une intense activité d'espionnage, mais la situation était connue et faisait en quelque sorte partie de la réalité telle qu'il faut l'accepter. Mais Rinke ajoute dans cet article une composante supplémentaire en accusant le SPD de contribuer à favoriser la prise d'influence des communistes étrangers sur la politique de RFA. Le SPD joue alors le rôle de pont entre les pays de l'est et la RFA. Ce texte se situe dans le contexte de la signature du Traité de Varsovie. Le changement est si grand que des années après, les expulsés peinent encore à comprendre comment un tournant aussi radical et surtout une telle trahison des intérêts de la patrie a pu être possible. L'entrisme des communistes apparaît comme la seule solution possible pour expliquer que les sociaux-démocrates se soient détournés de la ligne fixée par leurs prédécesseurs.

Le rôle des associations communistes est dénoncé avec vigueur car elles sont un relais quasiment officiel de la politique de RDA ou de Moscou. Ainsi, les associations de jeunesse bénéficient de subventions publiques afin de financer leurs activités en direction de la

---

<sup>1378</sup> Article publié dans *GB* 72/12, p. 2.

<sup>1379</sup> « Polnische Untergrundarmee in Deutschland ? ».

<sup>1380</sup> Article de Walter Rinke publié dans *GB* 74/3, p. 1.

jeunesse<sup>1381</sup>. La RFA se retrouve ainsi dans une situation où elle participe au financement des organisations travaillant à sa perte. C'est un comble que l'argent du contribuable allemand serve à financer ceux qui veulent renverser l'Etat et son ordre démocratique. De même l'argent que la RFA verse à la RDA pour l'aider à se développer est en fait partiellement détourné et sert entre autres à financer les activités du parti communiste ouest-allemand (DKP)<sup>1382</sup>. Pour le *GB*, c'est une preuve supplémentaire que les régimes communistes ne sont pas dignes de confiance et que tous les traités et accords signés avec ces pays relèvent d'erreurs manifestes qui ne peuvent que desservir les intérêts de la RFA.

### ***Le dénigrement du SPD, allié du communisme***

Lorsqu'en 1953, un éditorial est pour la première fois consacré aux élections législatives fédérales qui vont avoir lieu, la consigne est très claire. Le communisme est un danger et ce ne sont certainement pas les expulsés qui vont donner leur voix au parti communiste car ils sont malheureusement bien placés pour savoir quels dangers lui sont associés :

*« Avec la connaissance du communisme que chacun d'entre nous a éprouvé dans sa chair, aucun Allemand venant de l'est ne peut donner sa voix à un parti qui envisage de sceller quelques compromis avec le communisme. »*<sup>1383</sup>

Comme la suite de l'article indique que 180 membres du SPD ont rencontré un dirigeant du parti communiste, le KPD, et que ces discussions ont conduit à la volonté de renverser Adenauer et de constituer une coalition gouvernementale SPD-KPD, l'intention de Bartsch est claire. Il conclut son article en laissant ses lecteurs choisir en leur âme et conscience pour qui ils veulent voter mais sa propre consigne n'en est pas moins claire : le SPD constitue un danger puisqu'il est prêt à pactiser avec le KPD pour prendre le pouvoir. Pour Bartsch, le parti communiste incarne le mal absolu en politique (le rappel entre les lignes des crimes liés à l'expulsion le prouve si besoin était) et le fait de montrer une connivence entre sociaux-démocrates et communistes suffit à décrédibiliser totalement le SPD.

Même dans les brèves que publie le *GB*, on trouve des informations qui n'ont d'autre but que de montrer l'influence du communisme au sein du SPD et de certains milieux professionnels : *« Le ministre de l'Education de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, M. Girgensohn (SPD), a remis un prix à 50 rédacteurs de journaux réalisés par des élèves. Lors de la cérémonie, 37 de ces rédacteurs portaient un insigne du DKP. »*<sup>1384</sup>

Cette brève étant publiée comme neuf autres sous le titre commun *« Ça fait réfléchir ! »*<sup>1385</sup>, il ne fait aucun doute qu'elle a pour objectif de montrer que le ministre ne récompense que des sympathisants de son parti et que la proximité idéologique l'amène à récompenser des communistes qui se revendiquent comme tels, sans doute dans un mouvement de

---

<sup>1381</sup> Article publié dans *GB* 71/11, p. 4.

<sup>1382</sup> Article publié dans *GB* 79/2, p. 2.

<sup>1383</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 53/9, p. 1-2.

<sup>1384</sup> Article publié dans *GB* 71/10, p. 2.

<sup>1385</sup> « Nachdenkliches ! ».

complaisance. Le lecteur retient de la lecture de cette brève que les hommes politiques du SPD travaillent main dans la main avec le DKP.

La connivence entre le SPD et le parti communiste va si loin selon Bartsch que les sociaux-démocrates allemands savent pouvoir compter sur les soviétiques lors des élections. Brejnev annonce qu'il se rendra en visite officielle en RFA en juin 1976, soit peu de temps avant la tenue des élections législatives. Pour Bartsch, cela ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une opération de communication mise en scène par le gouvernement fédéral :

« *La question de savoir si un baiser à la russe sur le perron de l'hôtel de ville de Bonn va effectivement réveiller l'enthousiasme des millions d'électeurs reste tout du moins ouverte pour ceux qui savent percer à jour ces « gestes fraternels ».* »<sup>1386</sup>

Bartsch insiste sur le fait que la date de la visite de Brejnev ne doit rien au hasard et que la chancellerie l'a choisie afin de renverser l'opinion et les sondages peu favorables au chancelier sortant. Ainsi, il montre aux lecteurs que le SPD et le parti communiste soviétique sont capables d'arrangements. Or, cette visite étant favorable au gouvernement puisqu'elle doit permettre de mettre en avant les avancées obtenues en politique étrangère, chacun comprendra que le SPD devient redevable à Brejnev de l'aide qu'il lui apporte et que la RFA devra par la suite faire de nouvelles concessions à l'URSS et vraisemblablement lui concéder une nouvelle fois des milliards de crédits.

La proximité idéologique entre SPD et communistes est encore plus évidente à travers les liens qu'entretiennent l'organisation de jeunesse du SPD et celle du parti communiste polonais. Un article publié en septembre 1980 rappelle que les deux organisations ont signé un accord de coopération en 1978 et que des rencontres régulières sont organisées afin d'échanger des points de vue<sup>1387</sup>. Une nouvelle fois paraît un article dénonçant la collusion entre le SPD et les communistes juste avant des élections législatives. Même si les élections ne sont pas mentionnées dans l'article, l'effet produit sur le lecteur est évident : on lui rappelle que les tenants de l'idéologie à l'origine du drame de leur vie collaborent avec les sociaux-démocrates actuellement au pouvoir en RFA.

Dans le numéro suivant, l'article qui fait la une et qui est tiré du *Laubaner Tagesblatt* dramatise la situation en poussant à l'extrême la peur de la collusion entre SPD et communistes. Il commence par rappeler en détail toutes les positions prises par les Jeunes socialistes contre les expulsés : refus des subventions pour leurs associations, reproche de revanchisme, exigence de la dissolution des jumelages de villes germano-polonaises. Il indique ensuite qu'un tiers des députés sociaux-démocrates au *Bundestag* sont actuellement membres des jeunesses socialistes. Et il met en garde pour l'avenir :

« *On peut prévoir le moment où ils constitueront la majorité du groupe parlementaire du SPD et mettront les parlementaires démocrates dos au mur. Dans le cas d'une défaite électorale du célèbre faiseur de roi qu'est le FDP qui fait pencher la balance électorale du Bundestag, et dans le cas d'une majorité SPD, alors une dérive de notre démocratie vers un satellite*

---

<sup>1386</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/6, p. 1.

<sup>1387</sup> Article publié dans *GB* 80/9, p. 1.

*communiste et une « réunification » sous le patronage de Moscou ne seraient plus qu'une question de temps. »*<sup>1388</sup>

L'article a beau se terminer en mentionnant qu'il n'a nullement l'intention d'influencer les lecteurs pour les élections à venir, il est évident que c'est pourtant bien le but qu'il poursuit et la conclusion de l'article le reconnaît à demi-mot en indiquant que si les électeurs tiennent compte des dangers potentiels en réfléchissant à l'avenir du pays, alors il n'aura pas été inutile. Cet exemple illustre jusqu'à la caricature à quel point la menace communiste peut servir de repoussoir contre le SPD. Il suffit de mettre en rapport les sociaux-démocrates et les communistes pour qu'immédiatement le SPD apparaisse comme un parti infréquentable, voire dangereux pour la démocratie.

Même après la chute du communisme, l'argument continue de porter. Le candidat du SPD à la chancellerie en 1994, Rudolf Scharping, aurait collaboré avec des communistes infiltrés en RFA et mené des actions dirigées contre le gouvernement Kohl au grand plaisir des dirigeants est-allemands selon les archives d'un membre du Politburo du SED<sup>1389</sup>. Une nouvelle fois, il s'agit de discréditer un dirigeant du SPD en l'accusant de connivence avec le communisme.

## **II – Les consignes de vote**

La politique occupe une telle place dans le *GB* que le journal ne peut rester indifférent aux questions qui font l'actualité politique à l'approche d'élections. Les élections régionales ou communales ne sont jamais évoquées dans le journal. Seules les élections législatives fédérales qui sont décisives pour la politique de tout le pays intéressent le *GB* et prennent selon les époques une place plus ou moins large dans les colonnes. Les numéros précédant une élection ainsi que le numéro publié juste après traitent de l'enjeu puis commentent les résultats. Selon les époques et les rédacteurs, le message que le *GB* fait passer aux lecteurs n'est pas le même. Tandis qu'Alois Bartsch soutient assez ouvertement le camp conservateur, ses successeurs restent bien plus prudents. Peter Großpietsch se targue de ne donner aucune consigne de vote malgré des demandes de conseils ou d'appels à l'aide que des lecteurs lui adressent. Une constante se dégage néanmoins durant toute l'histoire du *GB* : les appels à participer aux élections.

### ***Entre devoir civique et abstentionnisme***

A toutes les époques, le *GB* a appelé ses lecteurs à faire entendre leur voix et à se rendre aux urnes lors de chaque élection.

Lors de la première élection législative, Bartsch place la question de la participation aux élections sur le terrain de la morale :

**« Chaque [en gras dans l'original, L.P.] électeur voit dans les élections au Bundestag un devoir moral et se rend donc évidemment aux urnes. »**<sup>1390</sup>

<sup>1388</sup> Article (*Laubaner Tagesblatt*) publié dans *GB* 80/10, p. 1-2.

<sup>1389</sup> Article (*Laubaner Tagesblatt*) publié dans *GB* 94/10, p. 5.

<sup>1390</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 53/9, p. 1-2. On retrouve la même argumentation dans un éditorial non-signé publié dans *GB* 57/9, p. 1-2.

Cette sentence correspond bien au style de Bartsch qui ne recule pas devant l'emphase ni la dramatisation. Ce qui est généralement considéré comme un devoir civique devient sous sa plume un devoir moral, ce qui renvoie à l'imprégnation chrétienne du journal où chacun doit faire son devoir et obéir à sa mission.

Avant les élections de 1965, Bartsch publie une tribune en faveur de la participation aux élections. A nouveau, il parle du vote comme d'un devoir, mais il explique aussi pourquoi la participation de chacun est nécessaire, y compris celle de ceux qui ne savent pas très bien qui choisir :

*« Un [en gras dans l'original, L.P.] peuple qui ne va plus voter ressemble à un malade qui n'a plus la volonté de guérir. Si nous ne participons pas aux élections, même si nous ne les considérons pas comme très importantes, nous donnons un mauvais exemple et renforçons l'ambiance paralysante qui finit par conduire à la chute de la démocratie. »*<sup>1391</sup>

A l'occasion d'élections régionales en 1970 dans plusieurs Länder, le GB appelle exceptionnellement ses électeurs à se rendre aux urnes. Bartsch publie un encadré appelant les lecteurs concernés par ces élections locales à se mobiliser. Cette fois-ci, l'appel repose sur un argument nouveau :

*« C'est [en gras dans l'original, L.P.] un fait avéré que les membres de partis extrémistes quels qu'ils soient vont voter la plupart du temps tandis que les électeurs dits « moyens » sont souvent trop paresseux ou agissent même d'une manière indéfendable de façon irresponsable en laissant la décision à d'autres qu'ils auront ensuite plaisir à insulter. C'est pourquoi chaque Graftschafter va voter ! »*<sup>1392</sup>

De 1966 à 1968, le NPD a obtenu de bons résultats lors d'élections régionales qui lui ont permis d'être représenté dans plusieurs parlements régionaux. En 1968, il obtient près de 10% des voix lors des élections en Bade-Wurtemberg. Le parti d'extrême droite obtient donc des scores élevés et c'est dans ce contexte qu'est publié le texte de Bartsch, après que le NPD a échoué de peu à entrer au *Bundestag* lors des élections de 1969. Le rejet des partis extrémistes s'exprime ici de façon très claire. Le texte est publié dans un encadré qui attirera l'œil du lecteur et en caractères gras. L'impression visuelle distingue l'article du reste de la page. Et le fait d'évoquer une élection régionale marque aussi une rupture avec la tradition du GB. Le vote pour le NPD sans être nommé clairement est donc l'objet d'un rejet franc et catégorique.

En 1972, Bartsch invite ses lecteurs à aller voter en leur rappelant que chaque voix compte :

*« « Ce n'est pas ma voix qui compte ! » – Pas du tout : Chaque voix compte ! (...) Et ce sont justement nous les expulsés qui avons souvent fait pencher la balance d'un côté ou de l'autre. »*<sup>1393</sup>

Les arguments utilisés sont aussi les plus courants tels que le devoir civique et la responsabilité en cas de constitution d'un gouvernement inefficace<sup>1394</sup>. En 1984, les élections

<sup>1391</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 65/9, p. 2.

<sup>1392</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 70/6, p. 2.

<sup>1393</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 72/10, p. 1.

européennes sont présentées comme une opportunité pour réaliser l'unité de l'Europe et surmonter la division de l'Allemagne<sup>1395</sup>.

Après l'unification des deux Etats allemands et la perte définitive des territoires de l'est, les expulsés sont désabusés et ne savent plus quoi attendre de la classe politique. Quel que soit le parti pour lequel ils ont voté jusque-là, aucun n'a été capable de représenter et défendre leurs intérêts efficacement. Pour Herbert Gröger, le bulletin de vote reste une arme dont les expulsés peuvent toujours faire usage pour se faire entendre :

« *Nous pouvons crier aussi fort que nous voulons, on ne veut pas nous entendre. Le bulletin de vote semble être notre seule force.* »<sup>1396</sup>

Quant à Peter Großpietsch, il est si écœuré de voir que les électeurs ne sont appelés aux urnes que pour les scrutins traditionnels et jamais pour donner leur avis sur des questions aussi essentielles que l'adoption d'une monnaie européenne commune ou d'une constitution pour l'Europe qu'il en vient à se demander si la participation aux élections est si essentielle à la démocratie :

« *Impuissant, le peuple prend connaissance de la destruction du mark au profit d'une monnaie artificielle et se demande dans quel but Bruxelles a besoin de ces cochons d'électeurs tous les quatre ans si tout se décide dans un autoritarisme sans légitimité ?* »<sup>1397</sup>

### **Pas de consignes claires**

La plupart du temps, le *GB* se refuse à donner des consignes de vote claires, laissant à ses lecteurs le soin de choisir leur candidat ou parti préféré. Il y a à cette attitude une explication très simple : le *GB* est un journal qui s'adresse à tous les expulsés du Comté de Glatz, sans distinction de religion ou d'orientation politique. Il n'y a donc aucune raison pour que les milliers de personnes concernées partagent la même opinion politique :

« *Bien qu'ils soient Graftschafter dans leur mode de vie et leur façon d'être, nos Graftschafter aussi appartiennent à différentes orientations idéologiques et ils ont bien raison, car c'est cela la liberté démocratique qu'en d'autres lieux nous réclamons et encourageons même.* »<sup>1398</sup>

En choisissant la ligne politique d'un parti le *GB* prendrait le risque de se mettre à dos une partie de son lectorat. Dans son premier éditorial consacré à des élections législatives, Bartsch explique que les lecteurs du journal appartiennent à toutes les familles politiques, comme des études menées après les élections de 1949 l'ont prouvé :

« *On était d'avis que 30% des électeurs de l'est allemand votaient à droite en raison de leur conviction chrétienne et religieuse ; que 30% aussi votaient socialiste en raison de leurs attaches anciennes, par tradition et fidélité et que les 40% restants, moins déterminés*

---

<sup>1394</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 72/11, p. 1-2 ; éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/6, p. 1 ; article publié dans *GB* 80/10, p. 2.

<sup>1395</sup> Déclaration du groupe de travail des organisations catholiques d'expulsés publiée dans *GB* 84/6, p. 4.

<sup>1396</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 93/4, p. 1-2.

<sup>1397</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/9, p. 1-2.

<sup>1398</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/9, p. 2.

*politiquement, étaient en partie encore attentistes et indécis et allaient jouer un rôle à ne pas sous-estimer lors des prochaines échéances. »*<sup>1399</sup>

Près de quarante ans plus tard, Thomas Horschler considère aussi que toutes les familles politiques sont représentées parmi les expulsés et qu'il serait faux de penser que tous mettent le même bulletin dans l'urne :

*« Parmi les personnes nées dans le Comté de Glatz et parmi leurs descendants, on trouve comme dans toutes les autres Landsmannschaften toutes les opinions politiques qui couvrent tout l'échiquier politique. Ce qui relie les hommes, ce n'est pas un dénominateur politique commun, mais leurs racines communes, c'est plus la question de savoir d'où ils viennent qu'où ils vont. »*<sup>1400</sup>

Lorsqu'Alois Bartsch prétend ne pas donner de consignes de vote précises, il ajoute presque à chaque fois une restriction particulière. Les voix des expulsés doivent aller aux partis représentés au *Bundestag* et pas vers les petits partis :

*« Les partis qui ne remplissent pas la clause des 5% sont écartés. Les voix qui leur ont été données sont pour ainsi dire perdues. »*<sup>1401</sup>

Il ne dit pas clairement de voter pour la CDU mais les lecteurs au fait de l'actualité politique comprendront :

*« Nous ne voulons pas faire d'expériences. Ce ne serait pas responsable. »*<sup>1402</sup>

La mention d'« expériences » est une allusion au slogan de la CDU lors des élections législatives fédérales de 1957 et son sens ne peut échapper aux lecteurs.

Avant les élections législatives de 1969, le SPD a déjà fait savoir qu'il mènerait une politique étrangère d'ouverture en direction de la Pologne. Pour les expulsés, le risque est grand de voir la frontière reconnue. Pourtant les représentants des expulsés sont encore nombreux au sein du SPD qui n'est pas encore devenu ce que le *GB* appellera par la suite le « parti du renoncement ». Une déclaration du BdV publiée en septembre 1969 donne des consignes de vote mais sans donner la préférence à un parti :

*« Les expulsés doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que dans le prochain Bundestag le « parti de la reconnaissance » n'obtienne la majorité. (...) Le BdV ne peut priver chacun de sa propre conscience. Le BdV est au-dessus des partis. Par principe, il ne peut donc pas recommander de donner sa voix à un parti ou de ne pas voter pour un autre. »*<sup>1403</sup>

---

<sup>1399</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/6, p. 1-2.

<sup>1400</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 89/4, p. 1-2.

<sup>1401</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/9, p. 2. On retrouve les mêmes arguments dans l'éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 72/11, p. 1-2.

<sup>1402</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/9, p. 2. L'allusion au slogan est reprise plus tard pour qualifier la politique juge aventureuse du SPD dans un éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 70/6, p. 1.

<sup>1403</sup> Article (BdV) publié dans *GB* 69/9, p. 2.

Avec le parti de la reconnaissance, ce n'est pas ici le SPD qui est véritablement visé. Car un astérisque placé derrière le mot donne l'explication de ce qui à cette date est encore un néologisme dans la presse des expulsés :

« *Sont compris sous ce terme tous les députés qui évoquent le renoncement.* »<sup>1404</sup>

Même si le SPD est plus concerné par le terme de renoncement, on ne peut pas encore parler de « parti du renoncement » puisque des membres du SPD sont d'actifs représentants des expulsés, le plus célèbre d'entre eux étant Herbert Hupka qui préside la *Landsmannschaft Schlesien* depuis 1968 et devient député au *Bundestag* en 1969 sous l'étiquette du SPD. Il quitte le SPD pour rejoindre le groupe parlementaire de la CDU en 1972 en réaction à l'*Ostpolitik* menée par le gouvernement de centre-gauche. Le système électoral allemand permet en effet grâce aux deux voix dont dispose chaque électeur de distinguer le parti qui bénéficie de la seconde du candidat qui reçoit la première. Ainsi, les expulsés qui font de la question des territoires le facteur décisif dans leur choix peuvent donner leur première voix à un député SPD qui n'est pas favorable à la reconnaissance de la frontière (et donc susceptible de faire changer l'orientation de son parti sur cette question) et leur seconde voix à la CDU.

En 1976, Alois Bartsch procède à une analyse des programmes électoraux des trois grands partis. Il cherche ce qui à l'intérieur de chaque programme répond le mieux aux attentes et besoins des expulsés, sans considération d'aucune autre sorte. Mais contrairement aux éditoriaux consacrés aux positions des partis face à la question des territoires de l'est, celui-ci n'est pas publié avant mais plutôt juste après les élections. Bartsch justifie cette décision dans une brève introduction :

« *A vrai dire, les explications qui suivent auraient dû paraître avant les élections. Mais elles auraient alors été prises pour un conditionnement partisan, et on nous aurait accusés de prise de position unilatérale.* »<sup>1405</sup>

Peter Großpietsch adopte la même attitude quelque dix ans plus tard :

« *D'aucuns m'avaient demandé de prendre clairement position avant la tenue des élections, y compris en faisant référence aux prises de position tranchées de notre cher Alois Bartsch. Mais c'est volontairement que je me suis abstenu de le faire avant le 25 janvier 1987.* »<sup>1406</sup>

### **Des consignes claires**

Durant les années où Alois Bartsch était le rédacteur en chef du *GB*, on constate qu'il affiche une neutralité politique de façade, mais que son soutien à la CDU/CSU est évident. Parfois il exprime son soutien d'une manière indirecte, mais parfois il appelle clairement à voter en faveur des conservateurs. Le plus souvent toutefois, c'est en critiquant sévèrement les sociaux-démocrates qu'il invite ses lecteurs à voter pour les conservateurs.

En 1957, Bartsch analyse dans un éditorial les évolutions possibles de la politique étrangère de la RFA en fonction des partis qui pourraient prendre le pouvoir. Khrouchtchev ayant

---

<sup>1404</sup> Article (BdV) publié dans *GB* 69/9, p. 2.

<sup>1405</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/11, p. 1-2.

<sup>1406</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 87/3, p. 2.

déclaré lors d'une visite en RDA que la position de l'URSS resterait la même quels que soient les dirigeants en RFA, Bartsch en conclut que les dirigeants ouest-allemands n'auraient donc aucun intérêt à modifier la ligne actuelle de la politique étrangère :

*« Ainsi, un nouveau gouvernement mènerait et devrait mener, même avec un nouveau chancelier, certainement la même politique étrangère que celle qui a été menée jusque-là si l'on veut éviter un va-tout suicidaire. Mais serait-il seulement nécessaire dans un tel cas de changer les hommes ? »*<sup>1407</sup>

La conduite de la politique étrangère semble s'imposer d'elle-même et le vrai danger qui pèse sur le pays consiste en un changement de cap politique. Dans ce cas, le pouvoir en place a toutes les raisons d'être reconduit. La logique de l'argumentation est très simple et la conclusion semble s'imposer. Bartsch montre à son lecteur que c'est la réalité politique qui semble imposer le choix des dirigeants, comme si lui-même ne donnait finalement pas de consignes puisque celles-ci s'imposeraient d'elles-mêmes.

Si le doute était encore permis, Bartsch donne un coup de pouce supplémentaire aux conservateurs en indiquant à ses lecteurs que c'est aussi le point de vue chrétien qui doit être déterminant dans le choix et qu'il convient de donner son suffrage aux « forces positivement chrétiennes »<sup>1408</sup>. La formule est surprenante, et on peut s'interroger sur le sens du mot « chrétien » ici : s'agit-il de la foi religieuse que partagent la grande majorité des lecteurs ou bien est-ce l'orientation politique des conservateurs ? La seconde solution est sans doute la bonne puisque c'est ainsi que Bartsch désignait le camp conservateur dans son éditorial de juin 1953 où il brossait le panorama du paysage politique des *Grafschafter*. Mais l'ambiguïté du terme lui permet de donner son soutien à un camp tout en semblant ne privilégier qu'une dimension religieuse partagée par la plupart des lecteurs.

Après la signature des traités de l'est, le *GB* publie la lettre envoyée par un Haut-Silésien de Ratibor qui attend désespérément l'autorisation de partir pour la RFA et voit son espoir né après la Traité de Varsovie déçu par une amère réalité. Si les lecteurs n'en tiraient pas seuls les conclusions politiques, le *GB* se charge de rappeler comment on doit comprendre cette lettre et quelle réaction elle implique :

*« Ces lignes parlent d'elles-mêmes. (...) Juste avant les élections, elles devraient ébranler les derniers de nos compatriotes qui jusque-là étaient plutôt prêts à croire les discours sur la détente. »*<sup>1409</sup>

Ici donc, pas de consignes, mais des constatations qui ont une force de conviction au moins aussi fortes que de claires consignes.

Avant les élections de 1976, le *GB* redouble de combativité pour obtenir un changement de majorité gouvernementale. Selon lui, le choix est simple puisque le gouvernement actuel ne veut plus soutenir les expulsés tandis que l'opposition veut rester à leurs côtés :

*« Les partis de la coalition ont déclaré la fin de la législation sur la péréquation des charges et les conséquences de la guerre. (...) Il faut répéter sans relâche aux expulsés qu'il n'y a*

<sup>1407</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 57/9, p. 1-2.

<sup>1408</sup> « positiv christlichen Kräften ».

<sup>1409</sup> Article publié dans *GB* 72/11, p. 2.

*aucune raison de renoncer au renouvellement de la législation d'autant plus que l'opposition a déclaré que pour elle, le renouvellement de cette législation n'est pas terminé.* »<sup>1410</sup>

Dans le numéro suivant, Alois Bartsch appelle à une « révision » de l'*Ostpolitik*<sup>1411</sup>, exigence renouvelée plus loin dans le même numéro<sup>1412</sup>.

Un article publié en juin 1979 n'a apparemment pas d'enjeu électoral pour la RFA, mais les élections européennes du 10 juin donnent une saveur particulière à l'analyse d'un document provenant de l'organisation de jeunesse du SPD. Dans ce magazine, un article invite les jeunes socialistes à participer à un séminaire de formation pour s'opposer aux expulsés revanchistes. L'intérêt pour le *GB* n'est pas dans le fait que les jeunes socialistes disent du mal des expulsés, car c'est ce qu'il dénonce depuis longtemps. Il se réjouit surtout de voir un texte portant la signature d'une organisation dépendant du SPD dire clairement que les expulsés sont des passésistes et qu'il faut les combattre. Le titre « Mobilisation générale contre les expulsés » doit attirer d'emblée le regard du lecteur sur cet article :

*« Ils [les jeunes socialistes, L.P.] tirent un trait définitif sur les efforts faits pendant des décennies par les grandes figures du SPD pour simuler la compréhension envers les 14 millions d'expulsés et de réfugiés. (...) Pas un seul expulsé ne peut avoir de doute maintenant sur ce qu'il doit penser du SPD. Et les représentants des expulsés sociaux-démocrates vont devoir poser des questions à leur parti et rendre des comptes à leurs compatriotes. »*<sup>1413</sup>

L'organisation de jeunesse du SPD est une nouvelle fois au centre de la polémique en 1980. Willi Piezyck, le nouveau dirigeant de l'organisation, se distingue par des déclarations provocatrices. La réaction du *GB* ne se fait pas attendre et dans un long article outragé, les lecteurs peuvent lire tout le mal que les sociaux-démocrates pensent des expulsés et les liens étroits qu'ils entretiennent avec les communistes des pays d'Europe centrale et Europe de l'est. Une fois encore, la conclusion semble s'imposer à la veille d'une élection mais elle est rappelée à toutes fins utiles :

*« Les expulsés sont prévenus et préparés à toute éventualité. Comme en bien d'autres cas précédents, ils sauront répondre à cette attaque de façon appropriée, y compris lors des élections ! »*<sup>1414</sup>

L'antagonisme entre Jeunesses socialistes et expulsés est rappelé dans le numéro suivant<sup>1415</sup>, et la mention de la dimension purement informative de l'article ne peut tromper. Il s'agit bel et bien d'appeler à voter pour la CDU/CSU ou à tout le moins contre le SPD.

### **III – L'extrême gauche et l'extrême droite**

Dans ses prises de positions politiques, une constante caractérise le *GB* depuis ses origines : le refus des partis extrémistes. Depuis toujours, le *GB* se défend de partager les points de vue des extrémistes et il appelle régulièrement ses lecteurs à ne pas céder aux sirènes de partis

<sup>1410</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/7, p. 1. Texte identique dans *GB* 76/9, p. 2.

<sup>1411</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/8, p. 1.

<sup>1412</sup> Article (IWO) publié dans *GB* 76/8, p. 2.

<sup>1413</sup> Article (*Deutschland-Magazin*) publié dans *GB* 76/9, p. 2.

<sup>1414</sup> Article publié dans *GB* 80/9, p. 1.

<sup>1415</sup> Article (*Laubaner Tagesblatt*) publié dans *GB* 80/10, p. 1-2.

extrémistes, quelle que soit la déception ou le désarroi que la politique gouvernementale leur inspire. Le plus souvent, c'est l'extrémisme qui est rejeté en général, qu'il soit de gauche ou de droite. Mais parfois, une distinction est établie entre les deux.

### ***Refuser les extrêmes, tous les extrêmes***

Le *GB* se veut résolument démocratique. Son intérêt pour les élections, reflet de la vie démocratique d'un pays, le prouve. D'autant plus que le refus de l'abstention est l'une de ses marques de fabrique. Le journal est donc favorable à une démocratie vivante où la population s'exprime librement en choisissant des représentants à même de défendre au mieux ses intérêts.

La première évocation de partis extrémistes dans le *GB* apparaît en 1953 à l'issue des élections législatives :

*« Une caractéristique essentielle de la nouvelle composition du Bundestag est qu'il n'accueille plus d'extrémistes, ni de gauche ni de droite. Nous autres expulsés de l'est saluons fortement la disparition des éléments radicaux qui durant la mandature précédente ont souvent suscité des perturbations. »*<sup>1416</sup>

C'est même une fierté des expulsés que de constater que les partis extrémistes n'ont pas réussi à les gagner à leur cause bien qu'ils aient tenté de les attirer dans leurs filets en mettant la question territoriale au cœur de leur projet politique. Friedrich Hollunder, président de la *Landsmannschaft der Oberschlesier* le souligne dans un article du début des années 1970 :

*« Les tentatives de radicaliser les expulsés, principalement venues de droite, n'ont pas produit d'effets sur l'orientation des expulsés. Ceux que l'on appelle les représentants permanents des expulsés portent avec raison ce succès à leur compte. »*<sup>1417</sup>

Et ce sont bien les deux extrêmes qui ont été ignorés par les expulsés. C'est plutôt l'extrême droite qui aurait pu servir de terre d'accueil politique aux expulsés, plus que l'extrême gauche qui est plutôt défavorable à la condition des expulsés. Mais si le *GB* insiste sur le refus de tous les extrêmes, c'est surtout pour souligner que les expulsés sont de véritables démocrates et qu'ils méritent d'être mieux traités par la classe politique et leurs revendications mieux entendues :

*« Nous n'avons pas succombé à un radicalisme dû à l'idéologie qu'il soit de droite ou de gauche, mais nous avons voté lors de chaque élection dans une grande majorité pour les partis démocratiques. Avec cette attitude politique, avec une ouverture à la raison et la mesure, nous avons apporté une contribution décisive à une démocratie consolidée. Cela nous donne le droit dans les décisions politiques concernant notre avenir de participer à la codécision en tant qu'acteurs responsables. »*<sup>1418</sup>

Le rejet des extrêmes n'est pas dû au hasard, c'est surtout parce que les représentants des expulsés ont su faire entendre leur voix dans le débat public que les expulsés n'ont pas eu

---

<sup>1416</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/10, p. 1-2.

<sup>1417</sup> Article de Friedrich Hollunder publié dans *GB* 73/4, p. 1-2.

<sup>1418</sup> Déclaration du Groupe de travail des associations catholiques d'expulsés publiée dans *GB* 75/7, p. 1-2.

besoin de se tourner vers les extrêmes. C'est ce qu'expliquent Norbert Blüm et Wolfgang Vogt, députés CDU, lors d'un voyage en Pologne :

*« Les représentants politiques des expulsés, Czaja et Hupka qui sont souvent attaqués en Pologne, ont aussi le mérite d'avoir intégré la masse des expulsés dans le système démocratique. Cela a permis d'éviter que les expulsés ne deviennent un réservoir protestataire d'extrême droite. »*<sup>1419</sup>

L'échec des partis extrémistes à rassembler les expulsés est présenté comme une victoire pour les représentants des expulsés. Hupka comme Czaja incarnent dans l'opinion publique en Allemagne comme en Pologne les expulsés et ils concentrent une bonne partie des attaques contre les expulsés. Leur discours jugé souvent trop radical, voire extrémiste est pourtant bien ancré dans les limites du droit et soutenu par la CDU. Ainsi, ces personnalités décriées ont le mérite de tenir les expulsés à l'écart des sirènes du NPD ou d'autres partis extrémistes<sup>1420</sup>. Leur mérite est d'autant plus grand que dans les années 1980, la CDU/CSU ne mènera pas une politique de rupture et continuera d'entretenir de bonnes relations avec la Pologne sans pour autant se couper de l'ensemble des expulsés.

Les expulsés n'ont pas répondu aux appels du pied des extrêmes car ils savent mieux que d'autres où le nationalisme peut conduire. On retrouve cette idée dans un éditorial de Horschler qui pense lui aussi que reprocher aux expulsés d'être des extrémistes n'a pas de sens :

*« Les expulsés ont subi dans leur chair le fait que les valeurs douteuses de l'avant-guerre dans leur propre pays n'ont pas conduit seulement au national-socialisme mais qu'elles ont aussi dominé la pensée et les agissements d'autres peuples pour déclencher après la fin du conflit mondial à nouveau une souffrance indicible et une détresse terrible avec l'expulsion. C'est justement pour cela que beaucoup des personnes concernées réagissent de manière épidermique aux paroles des enjôleurs d'extrême droite, c'est justement pour cela que l'idée politique citée en introduction n'est pas en accord avec la réalité : la xénophobie ou la propagande n'est pas à leur goût car elle ramène immédiatement à d'anciens conflits au lieu de les résoudre. »*<sup>1421</sup>

### **Mais différencier les extrêmes**

Bien que les extrémistes de tous ordres soient rejetés catégoriquement, il semblerait que le GB établisse tout de même une différence entre extrême gauche et extrême droite. L'anticommunisme étant la position politique fondamentale du GB, on comprend donc que

---

<sup>1419</sup> Article (oprS) publié dans GB 79/5, p. 2.

<sup>1420</sup> « Au cours des années 1950, l'Union chrétienne-démocrate et l'Union chrétienne-sociale de Bavière réussirent à éponger les voix de droite parmi les expulsés, faisant tomber les partis nationalistes de droite en deçà de la barre fatidique des 5%, et les condamnant ainsi à l'oubli hors du Parlement. Ce fut là une contribution majeure à la stabilisation de la démocratie ouest-allemande. Mais le prix à payer en fut la disparité (croissante) entre la conviction privée et la rhétorique publique des dirigeants chrétiens-démocrates sur la question des frontières, mais aussi l'effroi que cette rhétorique publique allait causer à l'étranger. », cf. GARTON ASH, *Allemagne*, p. 264.

<sup>1421</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 89/4, p. 1-2.

c'est l'extrême gauche qui concentrera le plus les attaques du *GB* tandis que l'extrême droite bénéficiera d'un traitement moins rude.

Les squatteurs qui occupent des maisons et des immeubles dans les grandes villes de RFA durant les années 1970 et 1980 appartiennent tous à des groupuscules d'extrême gauche. Ils prétendent ainsi lutter contre les riches propriétaires qui possèdent des maisons qu'ils n'occupent même pas tandis que les personnes les plus démunies n'ont pas accès à des logements bon marché. Ces occupations d'immeubles se terminent généralement par l'intervention de la police et des affrontements avec des bandes organisées. Ces mêmes personnes font souvent partie de ceux qui accusent les expulsés d'être des passéistes ou des revanchistes, voire les accusent d'être des partisans de l'extrême droite. Walter Becher, président de la *Sudetendeutsche Landsmannschaft*, établit un parallèle entre les deux groupes. Les expulsés avaient un réel besoin de trouver un logement et auraient pu occuper sauvagement des habitations<sup>1422</sup>. Il lance donc un appel aux jeunes squatteurs afin que ceux-ci prennent exemple sur les expulsés et demandent aux membres du BdV et des *Landsmannschaften* d'agir afin que cessent les actions violentes et que l'ordre règne à nouveau dans les métropoles de RFA. Le procédé est habile car plutôt que de simplement critiquer les attaques contre les maisons et les atteintes à l'ordre public, il montre que les jeunes concernés n'ont pas de réel motif d'agir comme ils le font et que leurs adversaires politiques que sont les expulsés ont su agir avec plus de discernement quand ils se sont trouvés eux-mêmes dans la détresse.

La comparaison du comportement entre les gauchistes et les expulsés permet au *GB* de montrer que les gauchistes sont bien mal placés pour donner des leçons. Tandis qu'eux-mêmes se livrent à des actes de violence répétés, les expulsés se distinguent surtout par leur dignité et leur sang-froid. Ainsi, Herbert Gröger rend compte du déroulement d'une réunion d'anciens combattants organisée à Bingen en 1997 :

*« La manifestation à Bingen n'a pas fait de tapage. Canons à eau et matraques n'ont pas été utiles, et les participants n'ont pas eu besoin de camouflages comme les agitateurs écologistes ou gauchistes que l'on connaît à travers le pays, car ils ne voulaient pas semer le désordre ou piller, mais seulement se souvenir des morts et disparus qui ne peuvent plus être là. »*<sup>1423</sup>

La rubrique « Regard extérieur » permet au *GB* de donner un éclairage neuf sur une situation connue en Allemagne et de montrer comment on réagit à l'étranger face à cette situation. Dans la majorité des cas, le point de vue présenté est en fait identique à celui du *GB*. C'est le cas dans l'extrait d'un journal norvégien publié en 2008 qui s'étonne de voir le PDS travailler dans la continuité du SED et engager une collaboration avec l'ancien leader du SPD, Oskar Lafontaine. La conclusion résonne comme une mise en garde adressée à l'Allemagne :

---

<sup>1422</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 81/4, p. 3.

<sup>1423</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 97/11, p. 1-2.

« Après la chute du rideau de fer en 1989, l'idée de liberté avait vaincu les dogmes de la lutte des classes. Maintenant, les dogmes sont à nouveau en marche. »<sup>1424</sup>

La différence de traitement entre extrémisme de gauche et extrémisme de droite est selon le *GB* si répandue et si généralement acceptée que même dans la classe politique en général, on préfère l'extrême gauche :

« Le fait aussi que lors de ses deux voyages en Pologne, il [Horst Köhler, L.P.] ait rencontré à chaque fois un collègue au passé communiste totalitaire d'égal à égal est selon moi quelque chose de plutôt abject (mais cela correspond bien à la théorie de la relativité socialiste telle que le baron zu Guttenberg l'a formulée en son temps : Un chef d'Etat étranger au passé fasciste mettrait certainement un président allemand dans un certain embarras). »<sup>1425</sup>

Le sommet du G8 organisé à Rostock en juin 2008 a donné lieu à des violences provoquées par les manifestants d'extrême gauche venus protester contre la tenue du sommet. Une manifestation pacifique se transforme de manière inattendue en une explosion de violences, faisant plus de 400 blessés parmi la police<sup>1426</sup>. Dans la rubrique « Regard extérieur », le *GB* publie un article entier du *Junge Freiheit*. Le journal y règle ses comptes avec l'extrême gauche et accuse les médias comme la classe politique de se montrer complaisants avec la criminalité d'extrême gauche :

« Les médias participent à la légitimation de la terreur d'extrême gauche en offrant une tribune à leurs représentants. (...) Lorsque l'extrême gauche passe à l'attaque on ne les combat pas, mais on va même jusqu'à négocier ensuite avec eux. (...) Sommes-nous devenus fous ? Visiblement oui – l'hystérie du « combat contre l'extrême droite » a fait perdre la raison à beaucoup. Il est temps de se réveiller enfin. »<sup>1427</sup>

### **Le refus d'être taxé d'extrémisme**

L'extrême droite étant un repoussoir politique dans les médias dominants, il est insupportable pour les représentants des expulsés de les voir rattachés à un camp politique qu'ils rejettent. Etre assimilé à l'extrême droite signifie pour un groupe social devenir infréquentable et ne plus pouvoir exprimer d'opinion ou de revendication sans que la proximité avec l'extrême droite ne soit systématiquement rappelée pour le décrédibiliser. Dans une lettre ouverte à l'intendant de *Radio Bremen*, Herbert Hupka s'empare contre un reportage sur la Silésie qui donne une piètre image des expulsés :

« Les expulsés ne se laissent pas pousser vers l'extrême droite ou dans la marginalité politique par de telles intrigues tendancieuses. Ils sont habitués aux attaques communistes depuis des lustres les attaques soi-disant démocratiques ne leur font rien non plus. »<sup>1428</sup>

A son tour, Hupka discrédite son adversaire en l'affublant du terme de « pseudo-démocratique ». La critique est renforcée par la mention juste auparavant des « attaques communistes ». Ainsi, sans qualifier son adversaire de communiste, Hupka laisse entendre

<sup>1424</sup> Article (*Aftenposten*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 05/7-8, p. 16.

<sup>1425</sup> Article de Georg Friebe paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/12, p. 2.

<sup>1426</sup> DAHLKAMP Jürgen, « Widerstand zwecklos », p. 32-35, in : *Der Spiegel*, n°24, 11 juin 2007.

<sup>1427</sup> Article (*Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 07/7-8, p. 14.

<sup>1428</sup> Lettre de Herbert Hupka à l'intendant de Radio Bremen publiée dans *GB* 77/3, p. 3.

qu'il le considère comme tel. Il répond donc au reproche d'être d'extrême droite par le contre-argument faisant de son adversaire un proche de l'extrême gauche.

Le refus de se laisser estampiller extrême droite est aussi l'un des combats de Peter Großpietsch. Pour lui, rien ne justifie que les expulsés soient pris pour de dangereux nationalistes alors qu'ils ne font que défendre le territoire de leurs ancêtres et que les positions qu'ils défendent reposent toutes sur le droit. Pourtant, les arguments qu'il avance sont parfois formulés de telle manière qu'ils renforcent plutôt le soupçon qui pèse sur les expulsés :

*« Ceux qui aujourd'hui exigent une discussion sur des questions existentielles, ceux qui ne veulent plus accepter que les jeunes devront encore faire pénitence et payer dans cent ans pour le Reich de douze ans, ceux-là sont inévitablement assimilés à l'extrême droite. »*<sup>1429</sup>

En utilisant l'expression « Reich de douze ans », Großpietsch détourne l'expression « Reich de mille ans » utilisée par les nazis pour montrer leur détermination à construire un empire éternel. Or, les douze ans qu'a effectivement existé le Reich paraissent bien courts en comparaison. Mais surtout, ces douze ans sont très courts en comparaison des cent ans pendant lesquels les Allemands devraient continuer de payer pour les crimes nazis. Il ressort de la mise en parallèle de ces deux expressions une impression de déséquilibre entre la durée de la période incriminée et celle de la période de punition. Les crimes commis par les nazis ne sont certes pas relativisés, mais la durée de règne du national-socialisme est indubitablement minimisée. La volonté de Großpietsch n'est sans doute pas de minimiser l'importance du nazisme, mais plutôt de montrer que la sanction est disproportionnée, mais la façon de le dire prête à confusion.

Peu de temps après cet article, Peter Großpietsch consacre tout un éditorial à cette question qui le hante : pourquoi tous ceux qui s'intéressent de près à la question nationale sont-ils classés à l'extrême droite ? Reprenant des grands noms de l'histoire politique ou philosophique, il arrive à la conclusion que les temps ont changé et Fichte, Arndt ou Adenauer seraient aujourd'hui classés à l'extrême droite. Son approche de l'usage du terme « extrême droite » est très pertinente :

*« Parmi les nombreux « arguments-massue », une sorte particulière de langage officiel, figure désormais le terme de « extrémiste de droite ». Ceux qui en sont affublés vont devoir faire le dos rond, ils sont mis sur le devant de la scène, et d'un autre côté se retrouvent exclus et selon la couleur politique du gouvernement régional, placés sous la surveillance de l'organisme local de protection de la constitution. »*<sup>1430</sup>

Il s'agit en effet d'un vrai moyen rhétorique pour discréditer un adversaire. Dès lors que quelqu'un est assimilé à l'extrême droite, son discours n'est plus écouté de la même façon et ses propos facilement caricaturés. Peter Großpietsch dénonce fort à propos un excès de zèle des offices régionaux chargés de la protection de la constitution. Au début des années 1980, l'un des offices avait décidé que toute personne ou organisme s'engageant en faveur de l'existence de l'Allemagne dans ses frontières de 1937 était un ennemi de la constitution.

---

<sup>1429</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 96/7, p. 1.

<sup>1430</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/3, p. 1.

Großpietsch fit alors remarquer que la *Bundesverfassungsgericht* elle-même devait être considérée comme ennemie de la constitution puisque ses jugements ont toujours abouti à cette conclusion sur les frontières du Reich. La consigne fut retirée rapidement et Großpietsch peut s'enorgueillir d'un beau succès.

Dans ce même éditorial, il prend la défense d'un homme qui s'est engagé en faveur des Allemands de Russie et voulait soit encourager leur installation dans le nord de la Prusse orientale, soit apporter une aide matérielle à ceux y vivant déjà. Or, cet homme a provoqué un scandale en obtenant le soutien de la *Bundeswehr* après avoir tenu un discours devant l'une de ses unités. Car l'homme en question est un néonazi connu pour ses activités délictueuses. Manfred Roeder a été condamné plusieurs fois par la justice pour incitation à la haine raciale et séjourné en prison après avoir participé à des attentats contre des foyers d'immigrés. On est loin de l'image philanthrope de l'homme qui soutient la culture de gens déracinés d'une région. La présentation trompeuse est toutefois corrigée en partie par une citation de Hubert Maessen sur le sujet :

*« Il est significatif et dommage, pour ne pas dire honteux que l'on ne parle de Königsberg en Allemagne que lorsqu'un néo-nazi s'empare du sujet. »*<sup>1431</sup>

On peut penser que les lecteurs sont suffisamment informés pour connaître Manfred Roeder qui fit la une des journaux en 1995 suite au scandale de sa conférence pour la *Bundeswehr*. Mais sans la citation de Maessen, la position de Großpietsch manque de clarté. Il laisse à penser que Roeder est effectivement maltraité par la justice et que ses activités mériteraient d'être plus soutenues.

Si le *GB* refuse qu'on mette les expulsés dans le camp de l'extrême droite, c'est aussi parce que ce reproche est selon le *GB* largement infondé. Souvent, ceux qui sont qualifiés d'extrémistes de droite ne sont en fait que des conservateurs. S'intéresser à des questions touchant à la nation ou à la nationalité a vite fait de leur valoir d'être catalogués à l'extrême droite. Pour le *FAZ*, le plus grand quotidien conservateur d'Allemagne, l'analyse est la même :

*« En Allemagne, on aime bien mettre les gens dans des cases. Et pas dans n'importe laquelle, dans celle de « l'extrême droite ». Dans le discours public, il n'y a grand-chose d'autre qui soit aussi efficace que le déplacement verbal vers un endroit que la société si tolérante d'habitude réserve à ceux qu'elle exclut. Cette zone politique sombre n'a cessé de s'étendre au cours des dernières années, car on fait de moins en moins la différence entre droite et extrême droite dans les débats. »*<sup>1432</sup>

C'est précisément pour cette raison que les expulsés sont considérés comme des revanchistes ou des passésistes. Tant que tous les partis parlaient des territoires de l'est et qu'ils s'adressaient aux expulsés, le discours des expulsés était toléré dans le discours public. Mais à partir du moment où la gauche a changé le cap de sa politique étrangère, puis lorsque la droite

---

<sup>1431</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/3, p. 1.

<sup>1432</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 07/6, p. 9.

a suivi elle aussi ce cours, les expulsés se sont retrouvés isolés. Le soutien officiel de la CDU/CSU ne change rien à la donne. Seule l'extrême droite continue de parler des territoires de l'est et les expulsés s'intéressant au sujet, ils sont assimilés à l'extrême droite dans un mouvement réducteur qui muselle leur parole.

Les expulsés ne veulent plus de cette étiquette d'extrême droite au XXI<sup>e</sup> siècle. Après le rassemblement des Silésiens à Hanovre en 2007, les comptes rendus font tous les mêmes constats : pourquoi la presse ne parle-t-elle que d'extrémisme alors que le rassemblement des Silésiens s'est déroulé de la manière la plus pacifique qui soit<sup>1433</sup> ? Les manifestations d'extrême gauche apparaissent déplacées et les paroles de Christian Wulff dans son discours officiel en décalage avec la réalité puisque ses appels à résister aux sirènes de l'extrême droite arrivent avec un grand retard.

### ***Le rejet des gauchistes (APO, RAF)***

Le rejet de l'extrême gauche est catégorique. Il repose en partie sur l'anticommunisme qui est une orientation fondamentale du *GB*. Mais aussi sur le fait que l'extrême gauche constitue une ligne politique anti-démocratique qui s'exprime en dehors des sentiers balisés de la vie démocratique. L'extrême gauche est la cible des attaques du *GB* sous deux formes très précises : Opposition extraparlamentaire des années 1960/1970 (APO) et Fraction armée rouge (RAF = « Rote Armee Fraktion »).

L'APO s'est constituée à la fin des années 1960 en réaction à la formation de la Grande coalition qui a rassemblé au sein du gouvernement fédéral les deux grands partis SPD et CDU/CSU. Ne restait alors que le petit parti libéral pour incarner l'opposition au gouvernement. Dans le contexte européen des mouvements de révolte étudiants, la RFA voit se développer des mouvements de contestation qui rassemblent tous les mécontents de la politique gouvernementale. Le mouvement prend le nom d'opposition extraparlamentaire car il ambitionne de faire entendre dans la rue le mécontentement de ceux qui ne sont pas représentés au parlement.

La lettre ouverte d'un député CSU au *Bundestag*, Walter Becher, à l'intendant du *Bayerischer Rundfunk*, permet de voir comment il compare l'image des expulsés et celles de l'extrême gauche dans les médias :

« M. Becher a expliqué dans son courrier que les chaînes de télévision et de radio de l'ARD avaient encouragé au cours des derniers mois des groupes extraparlamentaires qui appellent à la « révolution » et à commettre des actes illégaux. « Que diriez-vous si les expulsés que vous conspuez si souvent avaient recours aux mêmes moyens que vous admettez chez l'extrême gauche extraparlamentaire, c'est-à-dire l'extrême gauche antiparlamentaire ? » »<sup>1434</sup>

---

<sup>1433</sup> Lettres de lecteurs publiés dans *GB* 07/9, p. 9.

<sup>1434</sup> Lettre du président de la *Sudetendeutsche Landsmannschaft* à l'intendant de Bayerischer Rundfunk publiée dans *GB* 68/2, p. 2.

La comparaison avec l'extrême gauche sert en fait surtout à montrer combien les expulsés souffrent d'un traitement injuste dans les médias. La violence de rue pratiquée par l'APO paraît bien innocente lorsqu'elle relève des étudiants gauchistes tandis que les expulsés au comportement des plus pacifiques sont présentés comme un danger pour la démocratie. L'APO est à la fois la figure repoussoir, symbole d'une extrême gauche synonyme de désordre et de décadence, mais aussi comme le contre-point parfait des groupes d'expulsés respectueux de l'ordre et de la loi même lorsque tout semble aller contre eux.

Suite à la publication du rapport du gouvernement fédéral sur l'état de la nation en 1968<sup>1435</sup>, le BdV réagit et s'en prend au traitement réservé à ce qui constitue un problème majeur selon lui, l'APO :

*« Le BdV regrette dans le rapport du gouvernement fédéral sur l'état de la nation l'absence d'une prise en compte mesurée et concrète des tendances de plus en plus vives à la destruction et à la démoralisation des forces qui soutiennent l'Etat. »*<sup>1436</sup>

L'APO et les aspirations à la violence qui se développent dans le pays ne sont pas prises en compte par le pouvoir qui n'en parle pas dans ce qui est censé être un panorama de la situation du pays. Pour le BdV, cette absence est regrettable car elle signifie que le pouvoir ferme les yeux sur ce qui constitue une grave entorse à l'ordre intérieur. Le gouvernement semble s'accommoder de violences au lieu de tout mettre en œuvre pour les faire cesser.

La fin de la déclaration du BdV a des accents menaçants. Elle met directement en lien les débordements de l'APO et l'attitude des expulsés :

*« Au vu du défi qui devient plus âpre et plus débridé, les représentants des expulsés ne peuvent pas indéfiniment lutter contre les tendances de leurs membres à sortir du cadre d'une discussion neutre s'ils ne sont pas soutenus durablement et de façon conséquente par les organes démocratiques et si personne ne met un frein aux irresponsables agissements antidémocratiques. »*<sup>1437</sup>

Le BdV est tenu dans l'ignorance et les partis politiques, au-delà des déclarations de principe, n'entreprennent rien de concret pour que les expulsés obtiennent la satisfaction de leurs revendications. Mais la différence de traitement entre les expulsés et les agitateurs de l'APO devient de plus en plus insupportable pour les expulsés qui voient dans cette situation la confirmation de leurs craintes : leur sort reste ignoré mais leur attitude très surveillée tandis que les éléments les plus violents de l'extrême gauche peuvent se conduire comme ils l'entendent sans être inquiétés. Il y a une menace latente dans la fin de la déclaration qui laisse entendre que les représentants des expulsés pourraient perdre le contrôle de leurs troupes si l'injustice grandissait et que le gouvernement restait sourd à leurs demandes. Dans ce cas, l'APO est citée indirectement pour renforcer la situation d'injustice vécue par les expulsés et pour leur permettre de faire pression sur le gouvernement.

---

<sup>1435</sup> Le BdV se situe sur ce point sur la même ligne idéologique que les tenants de la Nouvelle droite. « Elle [la Nouvelle droite, L.P.] considère les événements de 1968 comme la page la plus sombre de l'histoire de la République fédérale d'Allemagne. », CASASUS, *nouvelle droite*, p. 124.

<sup>1436</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 68/4, p. 2.

<sup>1437</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 68/4, p. 2.

Le parallèle entre les deux est renouvelé par Walter Becher dans une lettre à un parlementaire qui a mis en doute la fidélité des expulsés à la constitution lors d'une séance du *Bundestag* : « *Je ne sais pas si vous ou vos amis vous êtes opposés de façon aussi décidée que les porte-parole des expulsés avant et pendant les excès commis par l'APO afin de maintenir les formes démocratiques.* »<sup>1438</sup>

Une nouvelle fois, il s'agit de dire que les adversaires de l'ordre et de la démocratie ne sont pas ceux que l'on croit. Médias et classe politique feraient mieux de porter un regard plus critique sur les agissements de l'extrême gauche plutôt que de critiquer les expulsés au comportement irréprochable.

La référence servira en 1998 à Peter Großpietsch pour discréditer les *Grünen* qui viennent d'arriver au pouvoir<sup>1439</sup>. Il rappelle que les membres actuels sont en partie des anciens activistes de l'APO et qu'ils se sont distingués par le passé par leurs activités antidémocratiques.

La RAF est complètement absente des colonnes du *GB* lors de la phase la plus active de son activité. Les enlèvements et attentats commis durant les années 1970 ne trouvent pas d'écho dans le journal. C'est seulement dans les années 2000 que la RAF est évoquée au moment où le débat sur la libération de ses membres incarcérés agite l'opinion. Le paradoxe apparent est en fait assez logique. Alois Bartsch ne traite pas de l'actualité si elle n'est pas en lien avec la problématique des expulsés tandis que Peter Großpietsch élargit le champ de l'information à tous les domaines de l'actualité. Toutefois, le choix des informations se fait à travers le prisme du conservatisme national. Le sort des prisonniers de la RAF n'est donc pas sujet à débat : « *Pourquoi, comme le pensent certains commentateurs, la société devrait-elle faire la paix avec la RAF ? Ne peut-on pas plutôt attendre de la RAF que ce soit elle qui fasse la paix avec la société, surtout lorsqu'il s'agit de libérations anticipées ?* »<sup>1440</sup>

#### **IV – L'image des étrangers**

L'image des étrangers mérite d'être analysée car cette question occupe de plus en plus de place dans le journal à mesure que le temps passe. Et la question n'est pas liée uniquement à la personne d'un rédacteur en chef puisque d'Alois Bartsch à Peter Großpietsch, tous s'y sont intéressés. Alors que les étrangers auraient pu être plutôt les Polonais qui occupent la *Heimat* après l'expulsion des Allemands, il s'agit plutôt des travailleurs immigrés vivant en Allemagne. Les problèmes causés par la cohabitation des Allemands et des étrangers sont très largement évoqués dans le journal et le sujet est abordé sous un angle résolument politique. Le sentiment qui domine dans le traitement de la place des étrangers en Allemagne est celui de la peur. Cela conduit à présenter les étrangers en opposition aux Allemands. Les étrangers prennent alors souvent la place de profiteurs et de tricheurs qui usent et abusent du système de

---

<sup>1438</sup> Lettre du président de la *Sudetendeutsche Landsmannschaft* au Secrétaire d'Etat parlementaire au ministère des Affaires étrangères publiée dans *GB* 71/7, p. 2.

<sup>1439</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 98/12, p. 2.

<sup>1440</sup> Article (*Märkische Allgemeine*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 07/7-8, p. 14.

protection sociale allemand. Le peuple allemand quant à lui devient une entité peureuse, incapable de se faire respecter et de fixer des règles au séjour des étrangers. Les raisons de ce traitement d'une question qui ne touche *a priori* pas les expulsés se trouvent peut-être dans le fait que les expulsés et les *Aussiedler* en particulier sont parfois assimilés à des étrangers.

### ***La peur de la perte d'identité***

Le premier article qui évoque la question des étrangers porte un titre très alarmiste : « Sommes-nous un peuple mourant ? »<sup>1441</sup>. En fait d'article, il s'agit plutôt de deux tableaux statistiques montrant l'évolution de la natalité, en RFA puis dans toute l'Europe. Le second tableau indique que la RFA a le taux le plus bas des 14 Etats choisis, suivie par la RDA. Dans le cas de la RFA, les chiffres de la natalité sont indiqués en tenant compte une fois des seuls Allemands et une fois de la population globale incluant donc les étrangers, et la natalité est alors un peu plus élevée. Alors que tous les autres Etats mentionnés sont européens, un seul ne l'est pas et apparaît comme le champion de la natalité : la Turquie. Bien que le tableau ne soit pas commenté, le lecteur comprend alors que ce sont les Turcs vivant en Allemagne qui augmentent le taux de natalité de la RFA. Quant au premier tableau, il compare le taux de natalité en 1967 et 1977 en RFA et il apparaît que le nombre de naissances a presque été divisé par deux. Ce tableau établit lui aussi une distinction entre Allemands et étrangers, et il s'avère que le nombre de naissances chez les Allemands est en chute libre tandis qu'il est en augmentation chez les étrangers. Ce n'est donc pas pour l'avenir de la population du pays que s'inquiète le *GB* mais bien pour celui des Allemands. Quelques mois plus tard, un court article commente ces chiffres sur un ton neutre mais l'écart entre les chiffres des Allemands et celui des étrangers est très important<sup>1442</sup>. Il ajoute aux chiffres de la natalité ceux de la population globale et l'immigration. Il s'avère que la population globale diminue continuellement tandis que le nombre d'étrangers venant s'installer en RFA est en hausse durable. Les 13% d'enfants nés en RFA porteurs d'une nationalité étrangère sont certainement source d'inquiétude même si le chiffre n'est pas commenté<sup>1443</sup>. Ces statistiques apparaissent sans commentaires sans doute parce que les chiffres parlent d'eux-mêmes, c'est-à-dire qu'il est inutile de préciser au lecteur que les étrangers sont nombreux, il doit tirer seul cette conclusion qui s'impose. L'absence de commentaires renforce même la force des chiffres qui apparaissent exposés brutalement, sans explications.

En 1995, c'est le chiffre record du nombre d'étrangers vivant en Allemagne qui est annoncé<sup>1444</sup>. Quelques mois plus tard, la proportion du nombre d'étrangers dans la population allemande est commentée dans des termes qui confirment l'impression de danger que laissaient supposer les chiffres :

*« La proportion d'étrangers parmi les élèves de CP augmente continuellement. Désormais, la part des non-Allemands dépasse 70% dans certaines écoles. Les parents allemands observent cette évolution avec embarras. Lors de la scolarisation des enfants, ce sont surtout des*

---

<sup>1441</sup> « Sind wir ein sterbendes Volk? », article publié dans *GB* 79/1, p. 3.

<sup>1442</sup> Article publié dans *GB* 80/6, p. 2.

<sup>1443</sup> Article publié dans *GB* 81/12, p. 2.

<sup>1444</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 95/3, p. 6-7.

*problèmes de maîtrise de la langue qui apparaissent. Cela diminue le niveau des classes au détriment des Allemands. »*<sup>1445</sup>

Lorsque Peter Großpietsch consacre un éditorial à tous les problèmes dont souffre l'Allemagne, il signale au milieu d'une longue liste « la perte d'identité de notre peuple et de notre culture, l'afflux massif ininterrompu d'étrangers »<sup>1446</sup>.

L'engagement contre l'afflux d'étrangers en Allemagne devient net à partir de 2000. Le questionnement sur la possibilité d'une société multiculturelle et le débat initiés par la CDU sur l'existence en Allemagne d'une culture dominante ne laissent pas le *GB* indifférent, heureux de trouver du soutien sur la question chez les sociaux-démocrates grâce à Helmut Schmidt :

*« On ne peut faire ni de la France, ni de l'Angleterre ni de l'Allemagne des pays d'immigration. Ces sociétés ne le supportent pas... J'ai toujours trouvé absurde l'idée répandue par Heiner Geißler selon laquelle plusieurs cultures peuvent vivre côte à côte... Comme nous vivons en démocratie, nous avons l'obligation s'il vous plaît de nous orienter un petit peu en direction de ce que veut la société et non de ce que des grands professeurs ont imaginé. Faire de l'Allemagne un pays d'immigration est absurde. Nous pouvons finir submergés. »*<sup>1447</sup>

L'intérêt de cette citation est double pour le *GB*. Elle émane d'un ancien chancelier social-démocrate. En tant que chancelier, il incarne l'ordre établi et se prémunit de remarques l'associant à des idées extrémistes. Il a exercé le pouvoir au plus haut niveau et il connaît donc bien la société allemande. En tant que social-démocrate, il porte l'étiquette d'homme de gauche et devrait donc être plutôt enclin à défendre la société multiculturelle. Rien n'est plus efficace d'un point de vue rhétorique que de recruter ses partisans dans le camp de ses adversaires traditionnels. Si même Helmut Schmidt considère que l'immigration représente un risque pour l'Allemagne, c'est le signe que la menace est bien réelle.

Un long article paru dans le *FAZ* est publié en 2002<sup>1448</sup>. L'auteur, Stefan Luft, est un homme politique conservateur spécialiste des questions d'immigration et de l'intégration des étrangers dans la société allemande. Il retrace dans son article l'histoire de l'immigration en RFA depuis les années 1950 et constate qu'aujourd'hui l'immigration se poursuit et qu'elle est encouragée par le gouvernement alors que l'économie n'a plus besoin de cet apport extérieur de main-d'œuvre. Il voit l'échec de la politique d'intégration dans l'absence de qualification des étrangers et le chômage de masse.

---

<sup>1445</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 95/12, p. 6.

<sup>1446</sup> « die schwindende Identität unseres Volkes und unserer Kultur, die fortschreitende Überfremdung », éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 97/6, p. 1.

<sup>1447</sup> Extrait d'une déclaration de Helmut Schmidt (*Frankfurter Rundschau*, citée dans *Das Ostpreußenblatt*) parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 00/1, p. 8.

<sup>1448</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 02/5, p. 6-7.

La rubrique « Regard extérieur » est l'endroit privilégié dans le journal pour faire entendre des opinions diverses sur des sujets qui ne concernent pas directement les expulsés. Pourtant, dans la grande majorité des cas, ces extraits de presse donnent une opinion qui correspond à la ligne du *GB*. On trouve un autre exemple sur ce sujet après les élections législatives de 2002 où des études ont montré que le chancelier Schröder avait largement bénéficié des voix des électeurs d'origine turque. Il n'en faut pas moins pour que le *GB* dénonce cette élection décidée par des étrangers sous le titre provocateur « Schröder – chancelier par la grâce d'Allah »<sup>1449</sup>. Le *GB* est très légaliste et défend pourtant habituellement le droit envers et contre tout et s'en tient fermement aux règles. Or, ici il remet en cause la légitimité du vote de certains électeurs comme s'il n'était pas normal que la communauté turque ait le droit de vote. Il s'agit pour lui aussi de montrer les conséquences néfastes de la réforme de la nationalité et l'introduction voulue par le gouvernement Schröder de la double-nationalité, comme il le dénonçait dans un éditorial de 1999 :

« *Le droit de vote attaché à la double nationalité et la possibilité de créer leurs propres partis peut influencer largement et par l'extérieur la vie de l'Etat et la vie réelle en Allemagne (...).* »<sup>1450</sup>

Le projet de société multiculturelle voulue par la gauche et les écologistes en particulier représente ce que le *GB* rejette en bloc : une société où les groupes ethniques vivent ensemble quelles que soient leurs origines tout en conservant leur identité et en vivant dans une nouvelle société :

« *Une cohabitation multiculturelle n'existe pas. Il y aura toujours une culture pour dominer l'autre.* »<sup>1451</sup>

Une étude menée par le *Bundestag* et concluant que le nombre d'étrangers en Allemagne pourrait atteindre 35 millions est citée en 2003. L'interprétation des résultats est radicale :

« *Ce qui est ici décrit innocemment comme « changement démographique », constitue une modification ethnique qui est considérée par ses adversaires comme un « dépeçage ethnique du peuple » ou comme « solution finale de la question allemande ».* »<sup>1452</sup>

C'est par une formule choc que le journal entend provoquer une réaction chez ses lecteurs. La « solution finale » fait écho au programme d'extermination des juifs voulu par les nazis. Il n'y a évidemment rien de comparable entre l'Holocauste et l'immigration en Allemagne. Le goût de la provocation l'emporte sur la réflexion posée. Dans une sorte de parallèle, les Allemands qui étaient les bourreaux des juifs apparaissent à ce moment-là comme les victimes d'une nouvelle extermination, reprenant ainsi le schéma à l'œuvre dans l'interprétation de l'expulsion où les Allemands bourreaux durant la guerre deviennent les victimes de l'après-guerre.

Poursuivant les allusions à la guerre, l'article évoque des résistances face à l'envahisseur :

---

<sup>1449</sup> « Schröder – Kanzler von Allahs Gnaden », article (*Ostpreußenblatt*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 02/11, p. 5.

<sup>1450</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/2, p. 1.

<sup>1451</sup> Déclaration de Friedrich Tenbruck parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 03/1, p. 5.

<sup>1452</sup> Article (*Heimatbrief Saazerland*) publié dans *GB* 03/12, p. 10.

« *Pourtant, des résistances se font jour. 63% des Allemands pensent qu'il y a déjà trop d'étrangers dans leur pays. Pour que les Allemands ne doutent ou ne désespèrent pas plus encore, on leur fait miroiter les bienfaits de la dissolution multiculturelle de leur peuple sur toutes les chaînes.* »<sup>1453</sup>

Outre que les sources étayant l'affirmation selon laquelle deux tiers des Allemands pensent que trop d'étrangers vivent en Allemagne manquent dans l'article, le lecteur apprend qu'une sorte de complot serait à l'œuvre afin que les Allemands acceptent de leur plein gré la disparition de leur peuple.

Le rejet de l'immigration apparaît aussi lorsqu'immigration et terrorisme sont mis en parallèle. Le cas d'une cellule terroriste débusquée par la police avant d'avoir pu passer à l'action montre lors de son procès les lacunes dans le système d'immigration allemand<sup>1454</sup>. Il s'avère que les terroristes sont tous des étrangers ayant obtenu la nationalité allemande et bénéficiant des prestations sociales alors qu'ils ne comprennent même pas l'allemand et rejettent la culture du pays dans lequel ils vivent. Il s'agit effectivement d'un cas d'échec de l'intégration des immigrés, mais toute la suite de l'article est consacrée à l'échec de la politique d'immigration et à l'absence de fierté nationale des Allemands qui ne savent pas entretenir suffisamment la fibre patriotique de leurs concitoyens. Mais en commençant l'analyse de l'intégration des immigrés en Allemagne par l'évocation du procès de terroristes, l'article publié initialement dans le *FAZ* risque de produire un amalgame entre immigration et islamisme. L'association de terroristes à la question de l'immigration est de nature à susciter chez le lecteur un réflexe de méfiance vis-à-vis des immigrés.

La peur de l'étranger s'exprime aussi dans la demande formulée par la CDU de voir inscrit dans le texte de la Loi fondamentale que l'allemand est la langue parlée en Allemagne. Le titre « *L'allemand dans la Loi fondamentale pendant qu'il en est encore temps* »<sup>1455</sup> montre un caractère d'urgence comme si l'immigration allait bientôt faire des Allemands une minorité dans leur propre pays et comme si les immigrés n'auraient pour seul objectif que de conquérir l'Allemagne et de faire disparaître sa langue et sa culture :

« *Des millions de personnes se demandent pourquoi la classe politique se refuse absolument à stopper une autre grande immigration, principalement des pays islamiques et africains, pour protéger ainsi au moins le noyau de l'identité nationale de l'Allemagne.* »<sup>1456</sup>

S'il ne s'agit plus que de protéger le « noyau » de l'identité allemande, c'est que cette identité a déjà bien souffert et que les attaques contre elles ont été destructrices. Les étrangers ne sont plus seulement une menace potentielle mais bien un ennemi qui a déjà commis des dégâts. Il ne s'agit plus seulement d'éviter une catastrophe mais d'en limiter les effets.

---

<sup>1453</sup> Article (*Heimatbrief Saazerland*) publié dans *GB* 03/12, p. 10.

<sup>1454</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/12, p. 9.

<sup>1455</sup> « „Deutsch“ ins Grundgesetz, solange es noch möglich ist », article (*IK-Nachrichten*) publié dans *GB* 09/3, p. 7.

<sup>1456</sup> Article de Konrad Badenheuer (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 10/10, p. 2.

### ***L'opposition entre étrangers et Allemands***

La question du statut des étrangers est une question si sensible dans le *GB* que toute mention d'une nationalité est immédiatement entourée de bien des précautions et que des conséquences ou interprétations en sont vite tirées :

*« Un colis piégé explose dans un bureau de poste à Francfort. Un crime abominable, cela ne fait aucun doute. Immédiatement, un complément d'information parcourt les agences : le motif xénophobe ne semble pas être en cause. Pourquoi cette précision ? Surtout lorsqu'existe un doute sur le fait que le coupable pourrait être un étranger ? »*<sup>1457</sup>

Großpietsch s'étonne de voir que la presse envisage un motif xénophobe ou raciste aux manifestations de violence ou aux attentats commis en Allemagne. Il en déduit que les médias dominants considèrent que ce peuple xénophobe n'a pas surmonté son passé nazi et continue d'être ouvertement raciste. La question sur l'identité nationale des victimes et des criminels peut sembler secondaire, mais dans le contexte où au milieu des années 1990 une vague de violence contre les étrangers traverse l'Allemagne faisant plusieurs victimes, il n'est pas surprenant que le motif xénophobe soit effectivement l'un des premiers envisagés.

La peur de l'étranger va si loin que le *GB* exprime parfois la crainte de voir les étrangers être mieux traités que les Allemands. Les discriminations n'affecteraient pas les étrangers en Allemagne mais les Allemands eux-mêmes, comme si la peur de voir des Allemands mal se comporter l'emportait dans la réalité :

*« Face au soupçon que de méchants Allemands aient été les incendiaires à Lübeck, il [Roman Herzog, L.P.] a eu des phrases flamboyantes pour exprimer sa colère. Mais dès qu'il s'est avéré que c'est un étranger qui aurait pu mettre le feu, il s'est tu. »*<sup>1458</sup>

Un commentaire de Hubert Maessen diffusé sur WDR5 en 1997 va dans le même sens en faisant des Allemands les victimes d'une discrimination dont ils seraient aussi les initiateurs :

*« Cette autodiscrimination allemande s'exprime dans une absence aveugle de critique contre tout ce qui est étranger, avec une méfiance simultanée et un refus de tout ce qui est ressenti comme fondamentalement allemand. Un dealer noir peut espérer mansuétude et une compassion profonde parce qu'il est noir et donc une victime née de notre discrimination – un mouvement de sympathie bizarre qui n'est bien sûr rien d'autre qu'un véritable « racisme négatif ». »*<sup>1459</sup>

Comme toutes les généralisations, l'idée que tout ce qui est allemand serait victime de l'opprobre tandis que tout ce qui est étranger serait nécessairement bon est des plus simplificatrices. Une telle dichotomie ne repose sur rien de concret et ne peut jamais se vérifier. Mais le concept de « racisme négatif » est encore plus suspect. Il donne en effet à penser qu'il y aurait un racisme positif, c'est-à-dire que le racisme allant dans le sens où les Allemands en rendent d'autres victimes serait plus convenable ou plus acceptable. Pourtant, le *GB* rappelle d'habitude que tous les hommes ont les mêmes droits et que les Allemands doivent pouvoir jouir des droits qui sont reconnus à d'autres peuples. Partant de cette égalité,

<sup>1457</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/6, p. 1.

<sup>1458</sup> Article publié dans *GB* 97/4, p. 1-4.

<sup>1459</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 97/12 p. 2-6.

on comprend mal comment il serait possible que le racisme soit positif quelles qu'en soient les victimes en quelque endroit que ce soit. Dans la suite du texte, un autre passage mérite d'être relevé :

*« Comment tout cela est-il possible, pourquoi les choses sont-elles ainsi ? Nous avons ici affaire à un miroir de la barbarie de l'Allemagne nazie. Parce que des juifs et tout ce qui était étranger a été discriminé, persécuté et exécuté, c'est maintenant l'exact contraire qui doit avoir lieu. »*<sup>1460</sup>

Comme en d'autres occurrences, il est fait allusion à ce qui s'est passé sous le nazisme pour mieux comprendre la réalité actuelle. Mais comme en d'autres occurrences, la comparaison est faussée par la volonté de placer à tout prix les Allemands dans la position de victimes. La discrimination, les persécutions et exécutions ont bien eu lieu sous le nazisme, mais il est impossible de dire que les Allemands vivent la même chose dans leur propre pays à la fin du XXe siècle. Ce genre de comparaison court plutôt le risque d'apparaître comme une relativisation des crimes des nazis, comme si les Allemands étaient finalement les victimes.

L'idée que les Allemands sont discriminés au profit des étrangers va si loin que la justice est accusée de mettre en œuvre une justice à deux vitesses, une inflexible pour les Allemands et une laxiste pour les étrangers. Commentant le verdict rendu lors du procès de trois Allemands ayant tué un Africain par pure xénophobie, Brigitte Lambiel écrit :

*« Ce qui a été décisif dans la sévérité de la condamnation, c'est surtout le fait que la victime était un étranger. Je ne peux m'empêcher de penser aux parents dont les enfants ont été violés et tués. (...) Et à la famille de ce policier qui a récemment été tué par un étranger. Tous les crimes ne sont-ils pas révoltants ? Tous les criminels ne devraient-ils pas être punis avec la même sévérité ? »*<sup>1461</sup>

La discrimination des Allemands au profit des étrangers serait institutionnalisée et la justice ne rendrait pas les mêmes jugements selon la nationalité des criminels et des victimes. La peur de l'étranger tourne à la paranoïa. Il est impossible dans un Etat de droit comme l'Allemagne que la justice ne soit pas la même pour tous.

Un autre fait divers conduit le *GB* à s'interroger sur les relations entre Allemands et étrangers : l'agression dans le métro munichois d'un retraité allemand par deux jeunes étrangers :

*« C'est une agression brutale qui a été le point de départ du débat, lors de laquelle victimes et agresseurs ne s'en sont pas tenus aux rôles déterminés par les idéologues du multiculturalisme. »*<sup>1462</sup>

Il semblerait que l'éditeur du *FAZ* soit lui-même atteint du même syndrome que les tenants du multiculturalisme et qu'il ait fixé des rôles à chacun. Les étrangers sont les agresseurs et la victime est allemande, les gauchistes crient au scandale alors que le ministre-président de

---

<sup>1460</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 97/12 p. 2-6.

<sup>1461</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 00/10, p. 2.

<sup>1462</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/2, p. 2.

Hesse, Roland Koch, fait de la criminalité des étrangers un thème de campagne. Pour Kohler, c'est une décision politique pleine de bon sens car il y a là un problème à traiter d'urgence. Il semblerait que selon lui, les rôles soient ici distribués comme dans la majorité des cas. Le *GB* reprend cet éditorial paru dans le *FAZ* car il correspond à sa vision des relations entre étrangers et Allemands : marquées par l'antagonisme avec des rôles prédéterminés pour chaque camp.

Le *GB* affiche une position de fermeté face aux étrangers qui refusent de s'intégrer dans la société allemande :

« (...) beaucoup de citoyens se demandent avec une colère grandissante ce que font en Allemagne tant de musulmans qui ne veulent rien avoir à faire avec la langue, la culture et les habitants de ce pays. »<sup>1463</sup>

Le *FAZ* propose tout simplement à ceux qui refusent de s'intégrer de rentrer dans leur pays.

### **La dénonciation des profiteurs**

Autre élément à charge contre les étrangers dans le *GB*, l'accusation sur leur propension à tirer un profit abusif du système social.

Le témoignage d'un immigré turc publié dans le *Heidenheimer Neue Presse* est reproduit dans le *GB* en 1993. Il dresse le tableau apocalyptique de la vie dans un immeuble occupé par des familles de Roms venus d'Europe de l'est. Il ne décrit que des scènes de vol, d'infraction à la loi, de gaspillage de ce que les services sociaux distribuent gratuitement. Sa conclusion est des plus pessimistes :

« Où est-ce que cela va s'arrêter ? Moi en tous cas, je suis à bout de nerfs, complètement à cran. Je cherche encore un logement, il faut bien faire de la place pour les demandeurs d'asile. Mais si ça ne va plus, je peux toujours partir en Turquie, même si ma femme est née ici. Mais les Allemands où est-ce qu'ils vont aller demander asile ? »<sup>1464</sup>

Les demandeurs d'asile apparaissent comme des profiteurs qui veulent vivre sur le dos de la société allemande et perçoivent des aides astronomiques qu'ils dépensent sans réfléchir. Le témoignage publié présente un intérêt non seulement pour ce qu'il raconte mais aussi en raison de l'identité de celui qui témoigne. Le fait qu'un Turc dénonce cette situation prémunit le témoignage du soupçon de racisme. Si c'est un étranger qui dénonce la situation, il paraît impossible qu'il le fasse par racisme, donc le lecteur est enclin à penser que la situation est réelle et non exagérée et l'efficacité du témoignage sort grandie puisque rendue plus crédible par l'identité du témoin.

La situation d'étrangers profitant des largesses du système social allemand est dénoncée en une courte phrase :

---

<sup>1463</sup> Extrait d'un article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 10/10, p. 8.

<sup>1464</sup> Article (*Heidenheimer Neue Presse*) publié dans *GB* 93/10, p. 4.

« Un père de famille avec quatre enfants, qui est arrivé de l'étranger et qui n'a aucune qualification, perçoit chaque mois 3 500 marks de prestation sociales. Il arrête de travailler. »<sup>1465</sup>

Si le président de la Chambre nationale de commerce et d'industrie dénonce cette situation, c'est sans doute parce que le système social a des failles qu'il convient de combler. Mais la situation n'est-elle pas aussi aberrante lorsque le père de famille concerné est allemand ? La nationalité du bénéficiaire des aides sociales est-elle déterminante pour savoir si le système doit être réformé ? On constate une focalisation sur la situation des étrangers alors que la nationalité ne joue aucun rôle dans cette situation.

L'attention portée aux étrangers conduit même le *GB* à inaugurer une nouvelle rubrique (que l'on ne retrouve pas par la suite) en 2002. Présentée comme la rubrique « Citation », elle porte le nom « Intéressant »<sup>1466</sup> et se compose elle aussi d'une simple phrase avec la mention de la source, en l'occurrence un journal :

« L'Allemagne consacre en moyenne 10 marks par jour et par enfant d'allocations familiales. Les faux demandeurs d'asile peuvent compter en moyenne sur 100 marks par jour. »<sup>1467</sup>

L'intention est claire : il s'agit de montrer que les étrangers arrivant sous des motifs fallacieux (puisque ce sont de faux demandeurs d'asile) sont mieux traités que les enfants. L'Allemagne préfère donc les délinquants aux enfants et les étrangers aux Allemands, c'est la conclusion qui s'impose à la lecture de ces deux phrases. L'absence totale d'explications sur ces chiffres ne surprend pas, il n'est pas question ici de renseigner les lecteurs sur une situation mais de simplement les faire réagir et de provoquer leur surprise ou leur colère.

Il y a encore plus grave que de profiter du système social, les étrangers sont aussi dangereux. C'est du moins ce que l'on peut comprendre en lisant les articles mettant en lien l'immigration et la délinquance. Le terrorisme est lui aussi associé à l'immigration. Wolfgang Schäuble, ministre fédéral de l'Intérieur, explique en 2007 que le terrorisme islamiste représente la plus grande menace pour la stabilité et la sécurité en Allemagne<sup>1468</sup>. Il est indéniable qu'il existe une menace terroriste liée à l'islamisme, mais le fait de mettre en avant cette menace, alors que l'actualité ne s'y prête pas, permet aussi de rappeler que l'islam est porteur de valeurs dangereuses pour la société allemande, comme le montre aussi le traitement réservé à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

### ***La capitulation des Allemands***

Depuis 2000, le *GB* a fait de la question de l'immigration un cheval de bataille et il milite pour que l'immigration soit stoppée. Il part du principe que les étrangers ne parviennent pas à s'intégrer dans la société allemande et qu'il convient de fermer les frontières pour éviter les conflits que produit la confrontation de plusieurs cultures. Bien que la question de

---

<sup>1465</sup> Déclaration du Président de la chambre nationale de commerce et d'industrie, Hans Peter Stihl, parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 01/7-8, p. 11.

<sup>1466</sup> « Intéressant ».

<sup>1467</sup> Article (*Heimatbrief Saazerland*) publié dans *GB* 02/4, p. 6.

<sup>1468</sup> Article (idea) publié dans *GB* 07/12, p. 12.

l'immigration soit *a priori* bien éloignée de ce qui concerne les expulsés, les deux problématiques se rejoignent en partie. Tout d'abord parce que dans les deux cas, c'est la question de l'identité nationale et de l'attachement à la nation qui est en jeu. Le *GB* craint que le multiculturalisme ne soit fatal à l'identité allemande et que les cultures ne se dissolvent dans une nouvelle identité métissée où les traditions nationales ne seraient plus qu'un lointain souvenir. Or, l'attachement des expulsés à la *Heimat* et leur combat pour retrouver les territoires perdus repose en grande partie sur la nation et l'idée de son caractère indivisible. Les expulsés cultivent le souvenir de la *Heimat* par la perpétuation des traditions et de la culture propre à cette région. Ils peinent parfois à maintenir vivantes ces traditions liées à une terre perdue et à une époque révolue et la nation allemande est un élément auquel ils se rattachent pour préserver une partie de leur identité alors que l'autre partie est irrémédiablement perdue. L'immigration est perçue comme un risque de voir l'identité allemande changer sous l'influence des immigrés et donc leur propre identité être altérée une nouvelle fois.

D'autre part, le refus de voir des étrangers s'installer en Allemagne est en lien avec la Seconde Guerre mondiale. Après l'expérience du nazisme, de l'Holocauste et des crimes perpétrés au nom d'une prétendue supériorité de la race arienne, les Allemands ont développé un devoir de tolérance envers les groupes ethniques. Plus que dans beaucoup de pays, l'Allemagne est très sensible aux conditions de vie des immigrés et extrêmement vigilante sur les manifestations de racisme ou de xénophobie. Le traumatisme du nazisme tient parfois lieu de corset très étroit qui empêche les opinions contraires de s'exprimer. Exprimer des critiques contre des étrangers peut rapidement être compris comme une forme de racisme latent. Les initiatives associatives ou officielles en faveur de l'intégration des immigrés sont nombreuses et la volonté de lutter contre tout sentiment xénophobe très marquée. Pour le *GB*, cette attitude relève d'une sorte d'autoflagellation qui n'a pas lieu d'être. Il assume sans faux-semblants les crimes perpétrés par le nazisme, mais refuse d'adopter des attitudes favorables à l'immigration sous prétexte que les Allemands auraient à jouer les bons élèves en matière de droits de l'homme et d'accueil des populations immigrées.

Hubert Maessen prétend même qu'une sorte d'omerta interdit de parler de l'immigration et des difficultés qu'elle génère :

*« Le fait que pendant des années l'immigration se soit déroulée sans qu'aucune règle d'intégration n'ait été fixée pose problème. Ceux qui s'inquiétaient de l'immigration ont été mis dans la case de l'extrême droite, se sont vu coller l'étiquette de monstre ou de raciste. On voit aujourd'hui à quel point c'était une erreur et une bêtise (...). »*<sup>1469</sup>

Le *GB* s'emporte aussi sur l'attitude qu'adopte l'Allemagne face à l'immigration et aux difficultés liées à l'intégration des immigrés. Selon le journal, l'Allemagne s'enferme dans une sorte de déni de la réalité et ne voit pas les problèmes réels qui se posent. Elle pêche par excès d'angélisme et l'existence du terrorisme islamiste est pour le journal une des conséquences de ce déni face à la réalité :

---

<sup>1469</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 04/11, p. 1-6.

« Car n'est-ce pas largement leur [aux hommes politiques allemands, L.P.] faute si c'est précisément l'Allemagne qui est devenue un lieu de repli idéal pour les terroristes internationaux de notre époque ? Est-ce que ce ne sont pas précisément les hommes politiques allemands qui ont trompé leur peuple sur la menace du fondamentalisme islamiste militant ? »<sup>1470</sup>

Les hommes politiques de tout bord sont accusés d'afficher trop de complaisance à l'encontre des immigrés et de laisser se développer le terrorisme parce qu'ils sont trop idéologiquement marqués et qu'ils se refusent à mettre leurs concitoyens en garde contre les dangers liés à l'islam. Hubert Maessen n'hésite pas à mettre tous les dirigeants face à leurs responsabilités : « Un problème qu'une politique aveugle et négligente n'a compris que bien trop tard et pas seulement les partis des sociaux-démocrates et des écologistes ; la CDU et la CSU aussi ont fait preuve pendant des années d'une incroyable naïveté et d'une terrible lâcheté sur ces questions délicates. »<sup>1471</sup>

Le *GB* reproche aux dirigeants allemands de ne pas faire front face à la menace islamiste de peur d'être taxés de racisme et de capituler face au danger. Il publie d'ailleurs un extrait du livre de Henryk M. Broder, rédacteur du *Spiegel* « Hourra, nous capitulons ! »<sup>1472</sup>. Le *GB* se voit conforté dans sa peur de l'islamisme par les positions défendues par l'auteur<sup>1473</sup>.

Le terme de capituler n'est pas trop fort. Car le *GB* voit réellement le peuple allemand engagé dans une lutte pour préserver son identité et son indépendance. La classe politique rechigne à le défendre, mais les citoyens eux-mêmes sont enclins à se défendre : « Cette idée centrale selon laquelle un Etat est en droit de se protéger contre l'altération excessive de l'identité culturelle nationale se retrouve dans la Charte des Nations unies et dans les conventions suivantes où le droit à l'autodétermination des peuples et des nations est cité comme une loi stricte. Ce droit signifie en fait qu'un peuple a le droit de protéger et de défendre sa singularité culturelle et son indépendance. »<sup>1474</sup>

Pour Karl Doehing, le juriste qui signe cet article, la situation du peuple allemand face à l'immigration est claire, il faut se défendre. La capitulation évoquée plus haut a été choisie par la classe politique mais le peuple allemand lui choisit de se protéger et l'auteur en sa qualité de spécialiste du droit international apporte sa caution pour donner ce droit à l'Allemagne.

### ***Les expulsés ne sont pas des étrangers***

Pour le *GB*, il est extrêmement important de distinguer les territoires qui constituaient le Reich allemand des territoires de colonisation en Europe de l'est. Peter Großpietsch refuse d'entendre parler d'Europe de l'est pour parler de territoire appartenant au Reich :

---

<sup>1470</sup> Article de Rolf Dressler (*Westfalen-Blatt*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 01/11, p. 2.

<sup>1471</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 04/11, p. 1-6.

<sup>1472</sup> « Hurra, wir kapitulieren! ».

<sup>1473</sup> Article (*IK-Nachrichten*) publié dans *GB* 07/3, p. 15.

<sup>1474</sup> Article publié dans *GB* 09/11, p. 12.

« Depuis quand les territoires de l'est du Reich allemand, c'est-à-dire la Prusse orientale et Prusse-Occidentale, Poméranie, Dantzig, Silésie, font-ils partie de l'Europe de l'est ? (...) Pourquoi le Reich allemand, c'est-à-dire les territoires cités, sont-ils assimilés à nos zones de peuplement en Europe de l'est comme la Transylvanie, le Banat, les Souabes du Danube (pour plaire à on ne sait qui) ? »<sup>1475</sup>

On comprend bien que ce n'est pas la dimension géographique qui compte pour lui puisque Dantzig n'est pas en Europe de l'est tandis que la Transylvanie s'y trouve bien. Le terme d'Europe de l'est revêt une dimension politique, marquant tout ce qui se trouve au-delà des frontières du Reich, tandis que l'appartenance au Reich est symbolisée par le refus absolu d'y associer le terme d'Europe de l'est.

Les cérémonies organisées à Stuttgart à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la proclamation de la Charte des expulsés donnent au président du *Bundestag*, Norbert Lammert (CDU), l'occasion de prononcer un discours sur l'intégration des expulsés en RFA. En parlant des Allemands expulsés d'Europe centrale et d'Europe de l'est comme de migrants et en comparant leurs difficultés à celles que connaissent les migrants au XXI<sup>e</sup> siècle<sup>1476</sup>, il s'attire immédiatement les foudres de Peter Großpietsch qui refuse d'entendre cela :

« Il est parfaitement absurde de comparer l'intégration des 15 millions d'Allemands expulsés à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec l'intégration difficile aujourd'hui des populations issues de l'immigration. »<sup>1477</sup>

Peter Großpietsch poursuit en rappelant que la grande majorité des Allemands ont été expulsés de territoires allemands vers d'autres territoires allemands, qu'ils parlaient la langue de leur région d'accueil dont ils partageaient la culture. La différence est effectivement grande, mais il est toutefois pertinent de comparer les difficultés d'intégration de deux groupes de population puisque les deux ont reçu un accueil plutôt réservé de la part de la population locale et que les traditions différentes ou une foi religieuse se distinguant de celle de la population d'accueil leur ont parfois valu d'être rejetés.

Peter Großpietsch indique que le compte rendu du *FAZ* souligne que ces propos de Norbert Lammert n'ont pas reçu le moindre applaudissement de la part des 300 invités à la cérémonie. La question de savoir si la comparaison entre expulsés et immigrés étrangers est valable ou non divise les expulsés. Lors du rassemblement national des Silésiens de juin 2011 à Hanovre, Stephan Weil, le maire SPD d'Hanovre, a expliqué que les expulsés avaient connu des difficultés à s'intégrer dans leur nouvel environnement et que pour cette raison, ils devaient être particulièrement attentifs au sort des populations qui actuellement ne sont, elles aussi, pas accueillies à bras ouverts lors de leur arrivée. Une bonne partie du public applaudit suite à cette phrase, mais les échanges que l'auteur a pu avoir sur ce point avec plusieurs participants montrent que les avis sont très partagés sur ce point, allant de l'approbation franche au rejet catégorique.

---

<sup>1475</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 07/1, p. 1-6.

<sup>1476</sup> Cf. le discours de Norbert Lammert devant le *Bundestag* prononcé le 5 août 2010 disponible en ligne sur [www.bundestag.de/bundestag/praesidium/reden/2010/08.html](http://www.bundestag.de/bundestag/praesidium/reden/2010/08.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1477</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 10/9, p. 1-8.

Peter Großpietsch rejette expressément le terme d'Europe de l'est, presque insultant pour lui : « *J'accorde aussi de l'importance au fait d'être né dans le Reich allemand et non comme un étranger en Europe de l'est.* »<sup>1478</sup>

Malgré son refus de l'annexion des territoires de l'est, Peter Großpietsch est bel et bien né dans une région située aujourd'hui en Europe de l'est et qui appartenait autrefois au Reich allemand. On comprend mieux pourquoi il est si important pour les expulsés de ne pas les comparer à des immigrés, car cela induit qu'ils seraient des étrangers et renforcerait l'idée de ceux qui ignorent la réalité historique et le fait de l'expulsion des Allemands. Or, les expulsés déploient une grande ardeur à rétablir la vérité historique sur leur destin pour ne pas créer de confusions trop faciles :

« *Dans la classe politique, dans les médias ou chez les chercheurs, on parle de plus en plus à propos des expulsés de migration et d'intégration. Cela n'est absolument pas exact. Ces appellations s'appliquent aux étrangers qui immigreront. (...) Ils [les Allemands, L.P.] ont été expulsés de l'Allemagne vers l'Allemagne.* »<sup>1479</sup>

La suite de l'article s'applique à retracer le processus d'intégration des expulsés dans leur nouvel environnement pour mieux montrer les différences existant avec les immigrés venus pour trouver du travail ou comme le dit l'article, « pour profiter des avantages de l'Allemagne »<sup>1480</sup>.

## **V – Le sens du 8 mai**

Le 8 mai 1945 représente une date clé pour l'histoire allemande au XXe siècle puisque la capitulation sans conditions du IIIe Reich marque la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la dictature nazie. Dans les pays annexés ou occupés par les troupes nazies, il va de soi que la fin de la guerre correspond à une libération. Pour l'Allemagne, le sens de cette date est forcément différent. Il symbolise d'abord la défaite militaire puisqu'il marque la capitulation sans conditions des armées allemandes. Le discours de Richard von Weizsäcker du 8 mai 1985 dans lequel il parle du 8 mai comme d'un jour de libération de l'oppression nazie marque un vrai tournant. L'Allemagne se rapproche en partie du sens que les Alliés donnent à cette date, mais en partie seulement car il ne s'agit pas de la libération après l'occupation par des forces armées étrangères, mais d'une libération après l'instauration d'un régime totalitaire et criminel. Pour les expulsés, le 8 mai ne représente pourtant pas la fin des souffrances liées à la guerre et à la dictature car les expulsions ont eu lieu après cette date seulement. Or, pour eux, c'est le phénomène de l'expulsion qui reste l'événement le plus traumatisant lié à la guerre, soit un événement qui a eu lieu après la guerre. Dans ces conditions, quelle signification accorder à la date du 8 mai, puisqu'elle ne peut pas servir de marqueur net entre deux époques distinctes ?

La première réflexion sur le sens de cette date est publiée dans le *GB* en mai 1975, soit à l'occasion du trentième anniversaire de la fin de la guerre. Pour les Allemands, ce n'est « pas un jour à célébrer ». Bartsch s'en prend principalement aux commémorations organisées dans

---

<sup>1478</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 07/1, p. 1-6.

<sup>1479</sup> Article publié dans *GB* 07/2, p. 12.

<sup>1480</sup> « um die Vorteile Deutschlands wahrzunehmen ».

les pays voisins qui sont les vainqueurs du conflit. Il les appelle à la pudeur et à la retenue pour ne pas se réjouir de ce qui a causé tant de souffrances dans le pays voisin. Il compare les commémorations du 8 mai à l'habitude prise par le Reich bismarckien de célébrer le Jour de Sedan, comme le jour de la victoire du Reich sur les troupes françaises. Il reprend un article du *Deutschland-Union-Dienst* citant le philosophe allemand Paul de Lagarde aux idées conservatrices et antisémites :

« Pour ce qui est de la célébration de Sedan, c'est une sauvagerie cannibale que de rappeler sans cesse à la nation voisine que nous avons vaincue qu'elle a été vaincue. »<sup>1481</sup>

La journée de Sedan prenait sous le Reich la dimension d'un jour férié en souvenir de la capitulation des troupes françaises à Sedan le 2 septembre 1870. C'est la dimension morale de l'opportunité de célébrer la victoire des uns mais aussi la défaite des autres qui dérange le plus Alois Bartsch. La situation particulière des expulsés n'est pas encore à l'ordre du jour dans les réflexions sur le sens à donner au 8 mai. Il ne s'agit encore que du contraste entre la joie des uns et la peine des autres. L'allusion à Sedan montre la conscience historique du *GB* qui veut se servir de l'histoire pour en tirer des leçons pour le présent.

Ce qui gêne le plus, c'est aussi la façon dont les cérémonies sont organisées. Car dans le bloc soviétique, la victoire sur le nazisme est célébrée comme une libération, mais comme l'indique un député CDU, l'emphase des déclarations sur la fin de la dictature nazie pourrait laisser croire que la liberté et la démocratie se sont établies des deux côtés du rideau de fer<sup>1482</sup>.

A l'occasion du quarantième anniversaire de la fin de la guerre, la question revient dans les médias et occupe une place importante dans le débat public : quel sens doit-on donner au 8 mai ? Thomas Horschler s'interroge lui aussi et montre d'emblée les deux facettes de cette date pour les expulsés :

« C'est dans ce contexte que les expulsés comprennent le 8 mai comme une mise en garde contre le fait que la fin de la guerre ne signifie pas forcément la paix. (...) Cette date est ainsi pour eux un appel à la réconciliation, une réconciliation qui se développe sur la base de la sécurité, de la justice et de la confiance, et pas sur une exigence de pouvoir mal comprise d'une « libération » qui livre les gens avec violence à une nouvelle tyrannie. »<sup>1483</sup>

La conclusion de l'éditorial fixe en quelque sorte le cap à tenir pour élaborer les relations germano-polonaises :

« Car c'est seulement si rien n'est caché, déprécié ou survalorisé que l'on peut tirer des leçons pour l'avenir. »<sup>1484</sup>

En réponse à cet éditorial, le président du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz, Georg Hoffmann, souligne son accord avec la position sur l'idée défendue par Horschler que le 8 mai 1945 a donné la possibilité d'un nouveau départ après les années d'errance du nazisme. Mais il insiste sur l'inégalité de traitement réservée aux Allemands due à l'acharnement du

---

<sup>1481</sup> Article (*Deutschland-Union-Dienst*) publié dans *GB* 75/5, p. 1.

<sup>1482</sup> Article d'un député CDU publié dans *GB* 75/6, p. 2.

<sup>1483</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 85/5, p. 1.

<sup>1484</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 85/5, p. 1.

sort sur les Allemands des territoires de l'est. Il souligne qu'aujourd'hui, de nombreux compatriotes ne comprennent pas la situation particulière des expulsés ni leur attachement à leur *Heimat*<sup>1485</sup>. Le débat sur le sens du 8 mai est marqué par le discours prononcé par le président de la République Richard von Weizsäcker devant le *Bundestag*. Il montre la difficulté à saisir toutes les significations de cette date et en souligne les aspects contradictoires pour le peuple allemand. D'ailleurs, une partie de son exposé reprend des expressions ou arguments présents dans les articles précédents d'Alois Bartsch ou de Thomas Horschler. Weizsäcker provoque ainsi une rupture dans la société de RFA, mais il n'est pas le premier Allemand à considérer le 8 mai comme un jour de libération puisque le régime est-allemand a considéré dès le début de son histoire que ce jour correspondait à la libération du fascisme (ce qui correspondait à un besoin de justification du communisme et du rôle de l'URSS). C'est le changement dans le discours officiel de RFA qui va cristalliser la controverse. « Libération ? »<sup>1486</sup> interroge le titre d'un article publié à la suite du discours. Sans se référer clairement à Weizsäcker et à son discours, l'auteur de l'article entreprend de montrer que les souffrances endurées après la guerre devraient interdire de parler de libération pour le 8 mai. Il ajoute que le comportement des troupes alliées, qu'il s'agisse de l'Armée rouge provoquant la fuite de centaines de milliers de personnes devant elle ou de l'ordre donné par le général Eisenhower à ses troupes de ne pas fraterniser avec la population allemande, montre qu'eux-mêmes ne se comportaient pas en libérateurs. Surtout, l'auteur s'emporte contre les déclarations et prises de parole de personnes qu'il estime mal placées pour s'exprimer sur le sujet et il ressort que sont considérées comme légitimes les seules personnes qui ont eu à subir l'expulsion. Il veut en quelque sorte préempter la date du 8 mai et ne laisser que les seuls expulsés donner leur interprétation de la date.

Quelques mois seulement après sa prise de fonction comme rédacteur en chef du *GB*, Herbert Gröger s'empare à son tour du sujet et donne sa vision du 8 mai. Il commence lui aussi par regretter que s'expriment sur le sujet « ceux qui ne connaissent les faits qu'à partir de ce qu'ils ont lu dans les livres »<sup>1487</sup>. Refusant au président de la République comme aux historiens occupés par leur querelle sur la question le droit de s'exprimer, Gröger se positionne comme un participant au débat légitime en raison de sa qualité d'expulsé et il rappelle à son tour toutes les souffrances subies par les expulsés.

La plupart des articles consacrés au sens du 8 mai paraissent soit dans le numéro de mai, soit dans un numéro estival parce qu'ils ont été rédigés au mois de mai. Ainsi, c'est en août 1994 que Gröger consacre un nouvel éditorial à la question, sans lien direct avec la commémoration de l'événement *a priori*<sup>1488</sup>. C'est en fait la commémoration du cinquantième anniversaire du Débarquement en Normandie qui relance le débat sur le 8 mai. Appelé en allemand « Invasion in der Normandie », le débarquement des troupes alliées est mis en question cinquante ans après les faits pour une réévaluation historique. S'agit-il pour l'Allemagne d'une invasion ou

---

<sup>1485</sup> Article de Georg Hoffmann paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 85/6, p. 2.

<sup>1486</sup> « Befreiung? », article de Werner Lindner paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 85/7, p. 2.

<sup>1487</sup> « (...) Mitbürgern, die das Geschehene nur aus Büchern zusammengelesen haben. », éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/9, p. 1.

<sup>1488</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/8, p. 1-2.

est-ce le début de la libération ? Ce débat s'inscrit dans la continuité de celui sur le sens du 8 mai. Il est donc logique que Gröger relie les deux événements.

Le débat devient plus difficile lorsque les sentiments personnels entrent en jeu. C'est précisément cela qui empêche les expulsés de regarder l'histoire avec calme et sérénité. Le débat les renvoie à des douleurs si vives qu'ils ne peuvent plus s'exprimer objectivement. Gudrun Schmidt qui anime l'émission consacrée aux expulsés sur WRD, plaide pour une interprétation personnelle de l'événement, indiquant que chacun doit donner un sens très personnel au problème, comme le suggère le titre de son article publié en mai 1995 : « Chacun a son destin très personnel »<sup>1489</sup>. Au parlement aussi, le débat est parfois perturbé par des intrusions de sentiments ou de déclarations trop passionnées qui empêchent tout débat objectif. Hans Klein, député CSU au *Bundestag*, interrompt ainsi le discours de Gregor Gysi lors d'un débat :

« *Etes-vous prêt à apprendre qu'il y a eu un nombre incalculable d'Allemands qui en tant que prisonniers ou comme moi (en tant qu'Allemand des Sudètes ou Silésien) de retour de fuite ont appris que trois de leurs camarades âgées de treize ans avaient été violées à mort par des soldats soviétiques, avant d'être expulsés de leur Heimat et qu'ils n'ont pas ressenti cette journée comme une libération, mais comme une journée de deuil...* »<sup>1490</sup>

Après une telle remarque empreinte d'une si grande émotion, il est impossible que le débat se poursuive sereinement. Or, la plupart des expulsés ayant vécu ou entendu parler de situations d'une atrocité similaire, il est compréhensible que le débat soit inacceptable et qu'ils refusent d'y participer sereinement car l'objectivité leur est impossible tant la charge émotionnelle est forte.

Le *GB* publie au sujet du 8 mai une publicité commandée par l'*Institut für Staatspolitik* (IfS)<sup>1491</sup>. Signé par douze militaires de haut rang, il s'agit d'un appel porté par cet institut qui demande que cette date soit commémorée en tenant compte des deux côtés de la médaille, c'est-à-dire de ce qui a signifié la libération et ce qui fut le début de l'enfer. L'IfS est un institut privé proche du journal *Junge Freiheit*<sup>1492</sup>. Après avoir été placé sous surveillance par l'Office régional de protection de la constitution de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, il n'est pas considéré comme appartenant à l'extrême droite mais il travaille en étroite collaboration avec le journal proche de la Nouvelle droite avec lequel il participe à l'effacement des limites

---

<sup>1489</sup> « Jeder hat sein ganz persönliches Schicksal », article de Gudrun Schmidt paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 95/5, p. 2.

<sup>1490</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 95/7, p. 6.

<sup>1491</sup> L'IfS est considéré comme une organisation aux avant-postes de la Nouvelle droite. Il s'adresse principalement aux élèves, étudiants et jeunes diplômés et se considère comme un *Institut Reemtsma* de gauche. Parmi les intervenants à l'IfS, on retrouve les députés conservateurs Vera Lensgfeld et Martin Hohmann, l'historien Arnulf Baring et l'auteur français Alain de Benoist. L'IfS est dirigé par l'idéologue de la Nouvelle droite, Karlheinz Weißmann. Cf. MAEGERLE Anton, HÖRSCH Daniel, « „Der Kampf um die Köpfe“ hat begonnen. Vordenker, Strategen und Wegbereiter rechter Netzwerke », p. 113-123, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

<sup>1492</sup> Le *Junge Freiheit* a engagé en 2005 une campagne intense contre l'interprétation du 8 mai 1945 faite par Weizsäcker. Le journal reprend à son compte les arguments développés dix ans plus tôt dans l'appel publié dans le *FAZ* « 8 mai – contre l'oubli » (= « 8 Mai – gegen das Vergessen ») par un groupe proche de la Nouvelle droite, cf. PECHTEL, *Junge Freiheit*.

entre le camp démocratique et l'extrême droite. L'appel est accompagné de la mention « Publicité », comme c'est le cas d'autres publicités de ce type dans le *GB*, mais aussi de la précision : « Cette publicité a été publiée pour la première fois dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* le 16 avril 2005 »<sup>1493</sup>.

L'initiative de l'IFS est controversée car elle relève d'une institution à l'ancrage démocratique incertain. Quand en revanche, c'est le critique littéraire Marcel Reich-Ranicki qui est cité, sa stature d'instance intellectuelle reconnue et estimée renforce le poids de ses déclarations qui vont dans le même sens que la majorité des avis publiés par le *GB* sur le sujet :

« *La génération de ceux qui ont participé à la guerre et qui ont aujourd'hui plus de 80 ans n'a pas vécu le 8 ou 9 mai comme une journée de libération mais comme un effondrement. Tout le reste n'est qu'un enjolivement inadmissible pour ne pas dire mensonger.* »<sup>1494</sup>

## **VI - L'image de l'armée et de la guerre**

Dans un journal comme le *GB* qui est né des conséquences de la guerre, il est inévitable que la guerre et l'armée occupent une large place dans ses pages. Lorsque s'ajoutent la dimension patriotique prononcée et le fort sentiment d'attachement à la nation, il en ressort une image très particulière de l'armée et de ses soldats, révélatrice aussi d'un positionnement idéologique du journal.

### **L'exposition sur la Wehrmacht**

Avant même que l'exposition sur la *Wehrmacht* ne voie le jour, le président d'honneur du groupe parlementaire de la CDU/CSU au *Bundestag*, Alfred Dregger, s'en prend violemment à l'ancien chancelier Schmidt en sa qualité d'éditeur du *Zeit*. Le journal hebdomadaire a publié un commentaire d'un journaliste, Benedikt Erenz, plaidant en faveur d'une représentation publique de la *Wehrmacht*, qui fut la plus grande « organisation meurtrière et terroriste de l'histoire allemande »<sup>1495</sup>. Pour Alfred Degger, il s'agit non d'un dérapage, mais plutôt d'une « diffamation monstrueuse »<sup>1496</sup>, tant pour les soldats que pour leurs familles. Cet article apparaît isolé en 1992 car le rôle de la *Wehrmacht* durant la guerre n'est pas encore devenu un sujet qui intéresse beaucoup le grand public. Cela ne deviendra le cas qu'à partir de 1995 avec le lancement de l'exposition sur la *Wehrmacht* intitulée « Guerre d'anéantissement. Les crimes de la *Wehrmacht*, 1941-1944 »<sup>1497</sup> qui parcourra les villes d'Allemagne et d'Autriche jusqu'en 1999, provoquant des débats houleux dans les médias mais aussi sur la place publique avec de nombreuses manifestations de soutien ou de protestation. Un long article de protestation est publié à la une du *GB* en 1997. Il dénigre toutes les personnes qui se félicitent de la tenue de l'exposition et rejette catégoriquement le contenu de l'exposition au motif qu'il est scandaleux de jeter l'opprobre sur toute la *Wehrmacht* sous prétexte que des crimes inévitables en temps de guerre ont été commis<sup>1498</sup>. La présidente de la

---

<sup>1493</sup> « Diese Anzeige erschien zuerst am 16. 4. 2005 in der „Frankfurter Allgemeinen Zeitung“ », publicité publiée dans *GB* 05/5, p. 5.

<sup>1494</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/7-8, p. 11.

<sup>1495</sup> « größten Mord- und Terrororganisation der deutschen Geschichte ».

<sup>1496</sup> « ungeheuerliche Diffamation », extrait d'un courrier de lecteur (*Zeit*) publié dans *GB* 92/5, p. 4.

<sup>1497</sup> « Vernichtungskrieg. Verbrechen der *Wehrmacht* 1941-1944 ».

<sup>1498</sup> Article publié dans *GB* 97/4, p. 1-2.

*Bundesverfassungsgericht*, Jutta Limbach, prononce le discours inaugural de l'exposition lors de sa tenue à Karlsruhe. Elle se réjouit de voir l'exposition briser des tabous et que les historiens cherchent et montrent la vérité historique. Alors que le principe même de dire et montrer toute la vérité, quelles que soient les difficultés à l'accepter fait partie du programme idéologique du journal, l'application de ce principe au comportement de la *Wehrmacht* durant la guerre devient très problématique. Appliqué à l'expulsion, il montre le peuple allemand dans un rôle de victime, mais appliqué à la *Wehrmacht*, les Allemands deviennent des criminels et l'exigence de vérité absolue ne passe plus. On touche ici aux limites du principe de vérité.

Toutefois, le *GB* revient à ses propres principes en reprochant à l'exposition sur la *Wehrmacht* de se livrer à une condamnation collective. Refusant la condamnation collective qu'a représenté l'expulsion de tous les Allemands de l'est, le journal s'insurge lors de l'exposition de voir que tous les soldats de la *Wehrmacht* sont victimes d'un discrédit très large, alors que le tribunal militaire de Nuremberg s'est toujours gardé de toute condamnation collective<sup>1499</sup>. L'auteur de l'article, Alfred Schickel, est le fondateur de la *Zeitgeschichtliche Forschungsstelle Ingolstadt (ZFI)* qui se considère comme le contre-poids à l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich et ambitionne de dénoncer les falsifications de l'histoire<sup>1500</sup>. Le Centre de recherche historique d'Ingolstadt se situe sur le terrain de l'extrême droite dont il partage un certain nombre de thèmes de prédilection comme l'obsession de dénoncer les crimes commis contre des Allemands sans jamais montrer de quoi les Allemands ont pu se rendre coupables. Dans le rapport de 1997 de l'Office régional de protection de la constitution de Bade-Wurtemberg, Schickel est présenté comme un historien révisionniste. Il remet en cause le nombre de juifs morts durant la guerre et se fait fort de corriger les prétendues « légendes historiques »<sup>1501</sup>.

Dans le même numéro, le *GB* publie un graphique montrant le nombre de personnes portées disparues suite à la Seconde Guerre mondiale, civils et soldats allemands. Sur les 2,5 millions avis de recherche dont elle dispose, la Croix-Rouge allemande a réussi à en élucider 1,1 millions, les disparus se répartissant en trois catégories : 520 000 membres de la *Wehrmacht*, 260 000 prisonniers civils, et 300 000 enfants. A première vue, ce graphique semble illustrer une partie des pertes humaines liées à la guerre, la légende indiquant en outre que les recherches continuent pour les cas non élucidés<sup>1502</sup>. Mais publié dans le contexte de l'exposition sur la *Wehrmacht* et à la suite de l'article mentionné ci-dessus, il peut aussi se lire comme l'indication que les soldats de la *Wehrmacht* sont ceux qui ont payé le plus lourd tribut parmi tous les Allemands disparus. L'exposition n'est ici pas mise en cause de façon directe, mais le lecteur découvrant les chiffres est amené à conclure que les soldats de la *Wehrmacht* ont été les premières victimes de la guerre et qu'ils sortent ainsi du rôle de criminels que l'exposition veut leur faire endosser.

---

<sup>1499</sup> Article d'Alfred Schickel paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 97/7, p. 2-6.

<sup>1500</sup> MAEGERLE, Autoren.

<sup>1501</sup> MAEGERLE, Autoren.

<sup>1502</sup> Graphique (imu) publié dans *GB* 97/7, p. 8.

Pour montrer que le rôle de la *Wehrmacht* doit être réévalué d'une manière plus positive que ne le fait l'exposition, le *GB* a recours à une voix étrangère. Ce faisant, il se prémunit du risque d'être considéré comme nationaliste puisque celui-ci qui va prendre la défense de la *Wehrmacht* n'est pas un Allemand. Il s'agit d'un commentateur politique, Taki<sup>1503</sup>, s'exprimant dans l'hebdomadaire britannique *The Spectator*. Après avoir vu dans les racines du nazisme une réaction au communisme, il en vient à parler du « problème juif », et il dénonce toute une série de personnalités qu'il accuse de vouloir tirer un profit mercantile de l'histoire de l'Holocauste, de la souffrance des juifs et de la culpabilité allemande. Il défend à la fois les soldats de la *Wehrmacht* et s'en prend aux juifs qui profiteraient de l'histoire pour s'enrichir :

*« Rien ne dit que les Allemands étaient plus antisémites que d'autres nations... Pour ma part, je crois à la légende d'une « armée allemande propre ». Il s'agissait d'hommes courageux à la discipline extraordinaire qui ont courageusement combattu une puissance effroyable, d'abord pour leur patrie et (une fois que la défaite était acquise) pour l'honneur de leurs unités et leurs camarades.... Ceux qui font des affaires avec l'Holocauste ne sont ni courageux ni honorables. Ils sont seulement mesquins et avides. »*<sup>1504</sup>

La relativisation de l'antisémitisme des Allemands combinée à une dénonciation des profiteurs avides d'argent facile à gagner sur l'histoire de l'Holocauste donnent à cet article un relent antisémite évident. Protégé par l'origine étrangère, le *GB* se dédouane de toute responsabilité en plaçant cet extrait dans sa rubrique « Regard extérieur », montrant ainsi qu'il ne fait que reprendre un extrait d'un autre journal pour porter à la connaissance de ses lecteurs d'autres points de vue.

Le point de vue étranger apparaît souvent dans le *GB*, comme pour montrer que les Allemands portent un regard biaisé par une idéologie de la repentance permanente sur leur passé. Un exemple de comportement héroïque d'un soldat allemand est ainsi présenté comme la preuve que les soldats de la *Wehrmacht* ne peuvent pas être accusés en bloc. Le lieutenant Friedrich Lengfeld, soldat originaire du comté de Glatz a été mortellement blessé au combat le 2 novembre 1944 en voulant porter secours à un soldat américain blessé au milieu d'un champ de mines. Une cérémonie du souvenir est organisée le 7 mai 1998 au cimetière de Hürtgen/Eifel en présence de nombreux *Grafschafter*, représentants des expulsés et de l'armée. A cette occasion est dévoilée une plaque commémorative en bronze qui a été financée et installée dans ce cimetière par les vétérans d'un régiment d'infanterie américain. Pour le *GB*, il s'agit d'un cas unique où les ennemis d'hier rendent un hommage au courage de l'un d'entre eux. Peter Großpietsch ne veut pas y voir un simple cas isolé de soldats américains reconnaissants pour le sacrifice d'un soldat allemand et il élargit le sens de la manifestation à tous les soldats de la *Wehrmacht* :

*« Tandis que des hommes politiques irresponsables et des coteries gauchistes outragent en permanence l'honneur des soldats de la Wehrmacht (nos pères), construisent des monuments*

---

<sup>1503</sup> Taki Theodoracopulos est journaliste à Londres. Il a fondé un magazine avec le conservateur américain Pat Buchanan. Il se fait remarquer au début des années 2000 par ses critiques radicales d'Israël.

<sup>1504</sup> Extrait d'un article (*The Spectator*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 97/8, p. 5.

à la gloire des déserteurs et en font des résistants, cette cérémonie s'est transformée en une déclaration solennelle en faveur des soldats de la Wehrmacht. »<sup>1505</sup>

Les vétérans américains endossent ici le rôle de la caution étrangère qui protège du reproche de nationalisme et qui doit permettre aussi de crédibiliser ce que le *GB* reproche en permanence au peuple allemand : son absence de sentiment patriotique et de fidélité à ses soldats. Autre caution morale, mais allemande cette fois-ci, le chancelier Adenauer est cité en marge de l'éditorial. Dans une déclaration de 1952, il rend hommage aux soldats allemands et dit sa confiance dans la capacité de la RFA à fusionner les valeurs des soldats allemands avec celles de la démocratie, rompant ainsi avec l'autoritarisme au service duquel ils étaient par le passé<sup>1506</sup>. Adenauer incarne la figure de l'homme d'Etat sage et fiable dans son engagement en faveur de la démocratie. La citation doit donc montrer que les hommes d'Etat les plus respectables ont su par le passé rendre hommage aux soldats de la *Wehrmacht* sans tomber ni dans le révisionnisme ni dans le nationalisme outrancier.

L'exemple du lieutenant Lengfeld est repris dans la *GB* en 2008 dans un article rédigé par un ancien général de brigade qui plaide pour que les soldats soient mieux traités en Allemagne et que leur sacrifice ne soit pas oublié mais décentement honoré<sup>1507</sup>.

Après la victoire du SPD et des *Grünen* aux élections législatives de 1998, Peter Großpietsch établit une liste de tous les manquements idéologiques de la CDU/CSU qui a selon lui tourné le dos à ses valeurs. Parmi les erreurs figure en bonne place l'attitude des conservateurs face à l'exposition sur les crimes de la *Wehrmacht* :

« Décevante aussi et en rien excusable l'acceptation sans broncher du dénigrement systématique de la Deutsche Wehrmacht. Ni le chancelier Kohl ni le ministre de la Défense Rühle ne sont mis d'une manière convenable aux côtés de nos pères. La fameuse génération des petits-enfants de la CDU a-t-elle oublié qu'Adenauer et Schumacher ne se rangeaient pas seulement aux côtés de la Wehrmacht mais aussi et à juste titre aux côtés des Waffen-SS ? »<sup>1508</sup>

Le ZFI prend à nouveau le sujet de l'exposition pour objet de ses débats. Le juriste américain Alfred Maurice de Zayas livre le fond de sa pensée dans un message adressé à la session d'automne du ZFI en 2000. L'exposition vient de prendre fin après qu'une commission d'experts indépendants chargée de vérifier la véracité des documents présentés a conclu qu'un petit nombre de photos présentait des victimes de crimes dont la *Wehrmacht* n'était pas responsable. Pour couper court aux soupçons pesant sur la crédibilité de l'entreprise, les organisateurs de l'exposition décident de la suspendre pour en modifier le contenu :

« A vrai dire, elle devrait être envoyée au rebut, car elle est irrécupérable d'un point de vue scientifique. Il ne peut s'agir d'une simple correction cosmétique par un échange de quelques centaines de photos. L'exposition souffre d'erreurs fondamentales dans sa conception. »<sup>1509</sup>

---

<sup>1505</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/6, p. 1-6.

<sup>1506</sup> Citation d'Adenauer publiée dans *GB* 98/6, p. 1. Citation identique reproduite dans *GB* 05/5, p. 5.

<sup>1507</sup> Article publié dans *GB* 08/2, p. 11.

<sup>1508</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 98/12, p. 2.

<sup>1509</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 00/3, p. 10.

Comme souvent, la contribution de Zayas apporte au débat dans les colonnes du *GB* une caution scientifique. Toujours présenté comme un juriste américain, cette double qualité lui permet de montrer que le débat dépasse les frontières allemandes et que pour national voire nationaliste que soit le point de vue du *GB*, il est partagé par un étranger. Et sa formation de juriste apparaît comme un gage de sérieux et le protège a priori de l'esprit partisan.

Dans le cas de l'exposition sur la *Wehrmacht* aussi, les sentiments interviennent et pervertissent l'analyse de sang-froid :

*« Un peuple plein de bon sens rend hommage à ses soldats et ne tolère pas de les voir diffamés en bloc. Mon père s'est battu pour l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale sur la Somme en France et a été plusieurs fois blessé ; invalide de guerre, il a été enrôlé lors de la Seconde Guerre mondiale dans le Volkssturm. Il l'a fait pour l'Allemagne et j'en suis fier. »*<sup>1510</sup>

Le rôle de la *Wehrmacht* et de ses soldats est parfois défendu avec tant d'ardeur que le lecteur pourrait finir par penser que l'action des soldats allemands durant la guerre est exempte de tout reproche. Après un voyage du président Köhler en Pologne, un lecteur du *GB* lui envoie une lettre reproduite dans laquelle il l'interpelle suite à ses déclarations officielles :

*« Ainsi, Köhler aurait déclaré que l'on n'avait pas le droit « de faire des criminels (allemands) des victimes ». Cette déclaration est tout simplement incompréhensible car inepte. Ce sont les dirigeants politiques et militaires allemands de l'époque qui sont responsables de l'attaque de la Pologne en 1939 et de l'occupation qui a suivi ; il est avéré que quelques civils et militaires se sont certainement rendus coupables d'injustices contre des Polonais. »*<sup>1511</sup>

On retrouve ici l'obsession de ne pas parler de la culpabilité allemande durant la guerre sans ajouter que les Allemands ont souffert durant l'expulsion. Mais la mention des « quelques civils et soldats » est une relativisation inacceptable des crimes commis par les Allemands durant la guerre. Friebe donne l'impression que l'action des soldats allemands n'est critiquable que pour quelques excès qui auraient pu se produire ponctuellement, ignorant ainsi la brutalité de l'occupation et les millions de morts dans les camps de concentration.

Jan Philipp Reemtsma est la personne à l'origine de l'exposition. C'est lui qui a mis l'argent à disposition pour financer cette exposition<sup>1512</sup>. Il est l'héritier d'une riche dynastie qui a fait fortune dans le commerce du tabac. Son ascendance sert d'angle d'attaque pour les critiques de l'exposition. Sa famille est coupable de participer à la dégradation de la santé publique à cause du tabagisme qu'elle encourage et son père s'est compromis avec les nazis sous le IIIe Reich. Cela suffit aux adversaires de l'exposition à dire que le fils se sert de l'exposition comme d'un instrument à des fins personnelles pour laver l'honneur familial<sup>1513</sup> :

---

<sup>1510</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 02/1, p. 2.

<sup>1511</sup> Article de Georg Friebe paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/10, p. 2.

<sup>1512</sup> Reemtsma a profité de sa fortune pour fonder en 1984 le *Hamburger Institut für Sozialforschung*, un institut de recherche indépendant en sciences sociales, cf. [www.his-online.de](http://www.his-online.de) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1513</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 02/1, p. 2.

« Apparemment, Heer, comme le fondateur de l'institut, M. Reemtsma, voulait « dépasser » son origine familiale strictement national-socialiste. »<sup>1514</sup>

Comme dans le cas de Richard von Weizsäcker, la compromission des ascendants avec le régime national-socialiste est utilisée pour jeter le discrédit sur les enfants et les empêcher de se prononcer de quelque façon que ce soit sur le passé allemand, leur point de vue étant irrémédiablement jugé à l'aune de la culpabilité parentale.

### ***L'image des soldats***

Les soldats et l'armée ne sont pas présents dans le *GB* avant 1989, hormis dans le cadre d'une campagne publicitaire de recrutement de la *Bundeswehr*<sup>1515</sup>. Cela peut paraître étonnant pour un journal qui parle autant de la guerre, mais ceux qui l'ont faite et y ont souffert ne sont pas évoqués en tant que soldats. Le changement intervient en 1989, il n'est pas lié à la chute du communisme mais à l'arrivée d'un nouveau rédacteur en chef, Herbert Gröger. Il a été enrôlé dans l'armée allemande et a été blessé lors des combats<sup>1516</sup>. Son intérêt pour les soldats repose sur le sentiment que les anciens combattants ne trouvent pas une juste place dans l'histoire de la guerre. Tous ne sont pas partis au combat portés par la vigueur de leur adhésion à l'idéologie national-socialiste. La plupart ont été enrôlés de force et ne pouvaient y échapper. Leur courage au combat et le sacrifice de ceux qui ne sont pas revenus méritent d'être salués avec plus de force selon Gröger. Or, l'époque n'est pas prête à ce genre d'hommages et elle salue plutôt le choix de ceux qui ont déserté :

« Dans notre société, on plaide avec une grande vigueur morale pour la suppression des monuments aux morts et pour le remplacement par des monuments en souvenir du déserteur inconnu. »<sup>1517</sup>

Gröger fait ici allusion au monument pour le déserteur inconnu de l'artiste turc Mehmet Aksoy qui fut inauguré à Bonn à l'automne 1989, provoquant de fortes polémiques entre pacifistes et anciens combattants, avant d'être finalement installé à Potsdam<sup>1518</sup>.

Les initiatives des pacifistes vont à contre-courant de ce que Gröger attend pour les soldats de la Seconde Guerre mondiale. Les déserteurs ont fait preuve de lâcheté tandis que leurs camarades restés fidèles à leur engagement prenaient tous les risques :

« Tous les peuples honorent ceux qui sont morts au combat ainsi que les vivants qui se sont distingués, volontairement ou non, qu'ils aient été d'accord ou non, qui ont mis en jeu ou sacrifié leur vie de soldat, de prisonnier, d'expulsé pour des idéaux ou des buts pragmatiques. Il y a désormais chez nous une partie bruyante de la société de blancs-becs qui ne rend hommage qu'aux déserteurs, quels que soient les motifs de leur désertion et qui veut estampiller tous les autres de suivistes opportunistes ou même de militaristes, coupables de leur propre destin. »<sup>1519</sup>

---

<sup>1514</sup> Article publié dans *GB* 97/4, p. 1-4.

<sup>1515</sup> On trouve une publicité de la *Bundeswehr* dans *GB* 56/9, p. 19, *GB* 61/5, p. 21, *GB* 62/4, p. 14 et *GB* 62/11, p. 13.

<sup>1516</sup> Interview de Herbert Gröger par l'auteur à Buxheim le 28 juin 2011.

<sup>1517</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/9, p. 1.

<sup>1518</sup> [www.deserteur-denkmal.de](http://www.deserteur-denkmal.de), page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1519</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/1, p. 4.

Herbert Gröger choisit de montrer que le courage des soldats leur vaut parfois des distinctions militaires qui récompensent à juste titre leur action. Il s'appuie sur l'exemple d'un *Grafschafter* porteur de la Croix de fer de chevalier. Celui-ci n'a appris qu'en 1979 que la médaille lui avait été accordée en avril 1945 sans qu'il le sache. C'est l'association de ses anciens camarades qui l'invite en 1979 à une rencontre d'anciens combattants et l'en informe. Gröger raconte le détail de l'action de ce soldat en faveur de la protection des civils à la fin de la guerre qui lui a valu cette distinction. Il montre ainsi que la réputation extrémiste qui entoure les associations militaires ou les porteurs de la Croix de fer de chevalier est injustifiée car ces soldats n'ont rien à voir avec des criminels. L'organisation qui représente aujourd'hui les récipiendaires de cette distinction est très contestée. Il apparaît clairement que cette réputation sulfureuse de l'organisation n'échappe pas à Gröger qui veut s'en démarquer. Il espère que le récit du destin d'un soldat honoré par cette distinction suffira à montrer que l'extrême droite n'a rien à voir avec cela.

Un autre grand sujet de controverse lié aux soldats intervient dans la sphère publique avec le jugement de la *Bundesverfassungsgericht* concernant le slogan des pacifistes « Les soldats sont des assassins ! »<sup>1520</sup>. Gröger se désespère de voir que la *Bundesverfassungsgericht* s'adapte de plus en plus à l'air du temps en acceptant la diffamation des soldats allemands, qui sont les arrière-grands-pères et grands-pères de la population. En soulignant ce lien familial, il montre que chaque citoyen devrait se sentir concerné par cette décision qui renvoie chaque famille au destin de ses aïeux. Une nouvelle fois, sa conclusion aboutit à un sentiment d'injustice unique au monde :

« *Dans le monde entier, les soldats sont respectés pour leur engagement en faveur de la Heimat, même lorsqu'ils ont été vaincus, sauf en Allemagne.* »<sup>1521</sup>

Ce jugement est pris par les défenseurs de l'armée et de ses soldats pour un blanc-seing à tous les adversaires de l'armée qui peuvent désormais se livrer aux pires calomnies contre les soldats. L'exposition sur la *Wehrmacht* est par exemple interprétée comme l'une des conséquences visibles de cette décision de la *Bundesverfassungsgericht* :

« (...) car si l'on a le droit de nos jours de traiter impunément un soldat en uniforme de la Bundeswehr d'« assassin », comment dire alors à quel point les soldats de la Wehrmacht hitlérienne étaient des assassins. »<sup>1522</sup>

L'idée que l'attachement des Allemands à leur propre nation serait moins fort que chez d'autres peuples est présente dans la déclaration d'un général qui s'exprime suite à la réduction de la durée du service militaire<sup>1523</sup>. Il considère qu'il n'y a qu'en Allemagne que le sentiment d'attachement à sa propre nation est moins important que le sentiment

---

<sup>1520</sup> « Soldaten sind Mörder ! ».

<sup>1521</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/10, p. 5.

<sup>1522</sup> Article d'Alfred Schickel paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 97/6, p. 2-6.

<sup>1523</sup> Déclaration du général Gerd Schultze-Rhonhof (*Junge Freiheit*) parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 97/4, p. 4.

d'attachement à l'Europe<sup>1524</sup>. Le *GB* véhicule ainsi cette idée que les Allemands seraient un peuple unique au monde dans sa façon d'appréhender sa propre armée et de se considérer lui-même<sup>1525</sup>. La meilleure preuve de cette idée est donnée par un étranger. Lors d'une rencontre de vétérans de la Seconde Guerre mondiale à Bingen en 1997, des soldats belges et français assistent à la manifestation organisée par des soldats allemands :

« *Il ne faut pas oublier de mentionner le fait que le représentant de la délégation française a exprimé dans son propre discours l'incompréhension des Français concernant le traitement des anciens soldats dans l'opinion publique allemande.* »<sup>1526</sup>

Les slogans pacifistes contre les soldats paraissent bien disproportionnés envers les septuagénaires et octogénaires, hommes et femmes, qui se rassemblent pour cette cérémonie. Gröger n'hésite pas à les comparer aux extrémistes de gauche qui agissent masqués pour se livrer à des pillages et saccages. Les vétérans sont présentés comme de paisibles citoyens qui ont eu à subir les pires souffrances et n'aspirent qu'à une légitime reconnaissance.

Gröger propose même de s'intéresser de plus près aux activités des anciens combattants. Contrairement à ce que pense l'opinion publique allemande, il s'agit d'hommes qui mieux que les autres ont compris l'importance de la paix et qui travaillent activement au rapprochement entre les peuples :

« *Cela ne doit-il pas nous faire réfléchir lorsque nous entendons que les armées autrefois ennemies exécutent aujourd'hui des manœuvres ensemble, que les exercices ont lieu en commun, que des camaraderies, des amitiés même se nouent et qu'il y a même des serments qui se font en commun ?! Les porteurs d'armes deviennent des messagers de la paix !* »<sup>1527</sup>

Le *GB* trouve une caution morale inattaquable en la personne du pape Benoît XVI. Alors qu'il n'était encore que cardinal, il avait prononcé en 2004 un discours dans lequel il rendait hommage aux soldats tombés au combat, soulignant leur courage et la détresse provoquée par les souffrances liées au combat<sup>1528</sup>. L'autorité acquise par le pape renforce le message du *GB* qui se trouve conforté ainsi par une personnalité qu'on ne saurait taxer d'extrémisme ou de revanchisme.

### ***Katyn***

Au printemps 1940, des milliers d'officiers polonais sont assassinés par les soldats soviétiques dans la forêt de Katyn. C'est en 1943 que les principaux charniers sont découverts par des soldats de la *Wehrmacht*. Durant toute la Seconde Guerre mondiale et durant la guerre froide, l'URSS et l'Allemagne vont se renvoyer la responsabilité des crimes. Ce n'est qu'après la chute du régime communiste en URSS que la Russie reconnaît la responsabilité du gouvernement soviétique dans les massacres.

---

<sup>1524</sup> Il n'est pas surprenant que cet article soit tiré du *Junge Freiheit*. Ce journal offre lui aussi une vision très héroïque des soldats et ne recule pas devant l'apologie de la mort pour la patrie, cf. PECHTEL, *Junge Freiheit*.

<sup>1525</sup> Article publié dans *GB* 08/2, p. 11.

<sup>1526</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 97/11, p. 1-2.

<sup>1527</sup> Article d'Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 98/11, p. 2-3.

<sup>1528</sup> Extrait d'un discours de Josef Ratzinger publié dans *GB* 06/11, p. 13.

Le traitement du massacre de Katyn par le *GB* permet d'éclairer les revendications du journal. C'est tout d'abord le secret entretenu par les autorités communistes que dénonce le journal. L'URSS, comme la Pologne, se refusent à admettre la vérité et préfèrent considérer que l'Allemagne est responsable du massacre. Or, les opposants polonais qui se font entendre au début des années 1980 demandent aussi que leur gouvernement fasse toute la lumière sur cette zone sombre de l'histoire polonaise. Le *GB* s'en réjouit et réclame à son tour que les autorités polonaises regardent la vérité en face<sup>1529</sup>. Il procède ainsi de la même manière que pour l'expulsion des Allemands : la vérité historique ne doit pas être cachée et tout doit être dit, si terribles que puissent être les événements. Ce faisant, le *GB* soutient aussi les mouvements populaires polonais qui aspirent à plus de liberté et contestent l'autorité du régime communiste.

L'aspiration à la vérité est d'ailleurs rapidement mise en parallèle selon que les Polonais sont les victimes ou les coupables. Ainsi, l'annonce de la construction en Pologne d'un monument dédié aux victimes de Katyn comportant des inscriptions historiquement fausses car faisant des Polonais les victimes des Allemands provoquent un tollé parmi les Polonais les mieux informés de la réalité :

« *Les Polonais ne sont cependant pas outrés de voir qu'en Silésie et en Prusse orientale, les monuments aux morts allemands de 1871 et 1914/18 sont transformés en monuments dédiés aux victimes du fascisme hitlérien et aux morts de l'armée polonaise et de l'Armée rouge qui ont perdu la vie lors de la libération de la Pologne.* »<sup>1530</sup>

Katyn devient alors un exemple que les expulsés peuvent brandir face aux Polonais pour leur montrer combien un peuple peut souffrir lorsqu'il est victime du mensonge d'Etat et que sa souffrance est étouffée.

Herbert Hupka utilise la véhémence des protestations polonaises en 1989 pour obtenir la vérité comme modèle pour les expulsés allemands pour faire valoir leurs droits, en particulier pour que la minorité allemande soit bien traitée dans la *Heimat* et pour que la réalité de l'expulsion soit enfin reconnue<sup>1531</sup>. Le changement d'attitude du gouvernement polonais qui suivait jusqu'alors la position de Moscou avant de regarder enfin la vérité en face laisse entrevoir l'espoir que l'expulsion va aussi être considérée sous un nouveau jour.

La mise en parallèle ne s'arrête pas là. Le *GB* constate que le souvenir de Katyn est resté très présent dans les mémoires en Pologne, mais les souffrances des Allemands sont pour ainsi dire oubliées. Ainsi, une photo montre la plaque d'information bilingue qui est apposée à l'entrée du camp de Lamsdorf où 6 000 Allemands ont péri en 1945<sup>1532</sup> : « Dans les années 1945-46, le camp de travail de Lamsdorf se trouvait ici. » L'article s'indigne qu'aucun chiffre ni aucune nationalité ne soit indiqués sur cette plaque et dénonce le sort réservé au souvenir

---

<sup>1529</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 80/2, p. 1-2 et article (*Laubaner Tagesblatt*) publié dans *GB* 80/10, p. 1-2.

<sup>1530</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/5, p. 4.

<sup>1531</sup> Article (pds) publié dans *GB* 89/4, p. 4. Argument repris par la *Landsmannschaft Schlesien* dans une déclaration publiée dans *GB* 89/5, p. 4 et dans un article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/12, p. 2.

<sup>1532</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) publié dans *GB* 92/10, p. 5.

des souffrances des Allemands. Le camp de Lamsdorf a servi aussi de camp de prisonniers durant la guerre, mais les Allemands n'y sont pas présentés comme des victimes des lieux.

L'autre dimension du massacre de Katyn pour les Allemands est que ce sont les Allemands qui sont tenus pour coupables des massacres. Le *GB* réclame ainsi que les officiers allemands qui ont été condamnés pour ces massacres soient réhabilités<sup>1533</sup>. Herbert Gröger cite les noms des dix soldats allemands qui ont été condamnés à mort ou à de lourdes peines de prison lors d'un procès-spectacle après la guerre et demande leur réhabilitation<sup>1534</sup>. On retrouve ici la volonté de Gröger de défendre l'honneur des soldats et de ne pas les laisser être les victimes de diffamation permanentes.

### ***Le camp de Lamsdorf***

Le camp de Lamsdorf en Haute-Silésie a servi de camp de prisonniers durant la Seconde Guerre mondiale où des centaines de milliers de personnes y furent internées, majoritairement des Russes. A la fin de la guerre, le camp fut utilisé contre les Allemands lors de la préparation de l'expulsion. Il s'agit du plus grand camp d'internement d'Allemands, et il est devenu à ce titre pour les expulsés un symbole de la violence dont ils ont été les victimes en 1945-1946.

Le nom de Lamsdorf n'apparaît pour la première fois dans le *GB* qu'en 1978. Auparavant, le journal ne parle pas encore de façon concrète des horreurs que les expulsés ont subies. L'expulsion est toujours présente et le traumatisme est vivant mais sans doute trop récent encore pour qu'il soit possible d'en parler ouvertement. D'ailleurs, le premier article prend plutôt la forme d'une brève et se contente d'indiquer que le parquet de Hagen a terminé son enquête et qu'il estime que 6 480 Allemands (parmi lesquels 623 enfants) ont été assassinés dans le camp de Lamsdorf entre août 1945 et l'automne 1946<sup>1535</sup>. Cette brève n'est assortie d'aucun commentaire. Bien que le nom apparaisse pour la première fois, la rédaction ne juge pas utile de préciser ce dont il s'agit. Il est évident pour elle que tous les lecteurs du *GB* savent bien ce que fut le camp de Lamsdorf. Après cette première parution, un deuxième article paraît un an plus tard, reprenant en partie la brève précédente mais en l'accompagnant d'indications supplémentaires, concernant entre autres la suite de l'enquête : le dossier a été remis au gouvernement fédéral qui doit le transmettre aux autorités judiciaires polonaises<sup>1536</sup>. Une nouvelle fois, il ne s'agit que d'informations neutres, le journal ne faisant pas de commentaires sur les chances de voir les responsables de massacres traduits en justice. Elles sont à peu près inexistantes, c'est sans doute pour cette raison que le sujet disparaît complètement du journal jusqu'en 1989 où il refait surface à la fin de l'année. La Pologne est entrée dans une phase de profondes transformations et le régime communiste vacille dangereusement. Le chancelier Kohl a annoncé une visite officielle pour le mois de novembre. Les expulsés y voient une chance de changement dans l'attitude officielle de la

---

<sup>1533</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) publié dans *GB* 92/10, p. 5 et éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 93/5, p. 1-2.

<sup>1534</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/10, p. 5.

<sup>1535</sup> Article (*oprM*) publié dans *GB* 78/9, p. 2.

<sup>1536</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 79/8, p. 2.

Pologne face à la réalité du camp de Lamsdorf. La *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* envoie un télégramme au chancelier reproduit dans le *GB* dans lequel elle enjoint Helmut Kohl de se rendre devant le monument dédié au camp pour y rendre hommage aux milliers d'hommes, femmes et enfants qui y ont perdu la vie<sup>1537</sup>. A partir de ce moment-là, le camp de Lamsdorf devient un enjeu dans les relations germano-polonaises et les expulsés vont s'efforcer d'en faire un point de discussion incontournable entre les deux gouvernements pour obtenir que les Polonais reconnaissent ce qui s'est passé à Lamsdorf après la guerre et qu'ils demandent pardon pour les crimes qui y ont été commis.

La publication dans le journal polonais *Tygodnik Powszechny* d'un article consacré à la déportation de Hauts-Silésiens en Sibérie et de l'internement de milliers d'Allemands dans le camp de Lamsdorf apparaît comme une victoire<sup>1538</sup>. Les expulsés se réjouissent de voir que le changement politique en Pologne est sensible et que les premiers effets se font sentir. Il en va de même lorsque le *GB* annonce qu'un réalisateur polonais prépare un film sur les exactions commises dans le camp de Lamsdorf<sup>1539</sup>. L'interview parue dans le journal *Gazeta Wyborcza* montre que les médias s'intéressent au projet et que le camp dont l'existence est restée taboue sous la dictature communiste n'est plus un secret pour le public polonais. Mais c'est un autre film polonais qui traite le premier du sujet de Lamsdorf. Le *GB* ne peut que se réjouir de voir que ce film qui ne cache rien de l'effroyable réalité du camp reçoive une critique positive dans *Rzeczpospolita*, journal présenté comme proche du gouvernement, qui regrette que le commandant du camp soit encore en liberté<sup>1540</sup>. Il s'agit d'un soutien inespéré aux espoirs des expulsés de voir les responsables condamnés pour leurs crimes.

Le camp de Lamsdorf est-il pour autant devenu un épisode reconnu de l'après-guerre ? Un compte rendu de colloque germano-polonais en laisse douter puisque le simple rappel de l'existence du camp provoque la colère du député conservateur Friedbert Pflüger qui estime qu'en parler ne peut que nuire à la réconciliation entre les deux pays. La question est de savoir si le camp est évoqué à bon escient ou s'il s'agit d'une volonté de ressasser toujours les fautes des Polonais commises durant l'expulsion. La conclusion ne laisse pas de doute sur l'interprétation qui est faite de l'incident :

« *Le nouveau député et ancien porte-parole et conseiller personnel du président Weizsäcker a visiblement de drôles de conceptions d'une réconciliation réelle avec les voisins.* »<sup>1541</sup>

Le camp de Lamsdorf reste avant tout un symbole puisque les Jeunesses silésiennes (= « *Schlesische Jugend* ») proposent d'en faire un lieu de mémoire en Pologne pour les victimes de l'expulsion<sup>1542</sup>. Cette proposition s'inscrivant dans la volonté de voir la Pologne faire un travail sur son passé pour admettre les crimes commis contre les Allemands et reconnaître sa responsabilité. Or, les Polonais qui découvrent seulement la réalité historique

---

<sup>1537</sup> Télégramme de la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* à Helmut Kohl publié dans *GB* 89/12, p. 2.

<sup>1538</sup> Article (Osmipress) publié dans *GB* 90/3, p. 4.

<sup>1539</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 91/6, p. 5.

<sup>1540</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 92/8, p. 5.

<sup>1541</sup> Article publié dans *GB* 92/5, p. 4-5.

<sup>1542</sup> Article (*Schlesische Jugend*) publié dans *GB* 92/12, p. 3.

après des décennies de mensonges officiels ne sont pas tous prêts à accepter cette nouvelle situation, d'autant que le traumatisme de la guerre reste encore profond. Une altercation entre un prêtre allemand accompagnant un groupe d'Allemands venus se recueillir et un prêtre polonais les renvoyant à leur responsabilité pour l'existence du camp d'Auschwitz situé à 60 kilomètres de là en apporte la preuve<sup>1543</sup>. Et c'est avec une grande satisfaction que les expulsés apprennent que la mairie de Lamsdorf vient de donner son accord pour qu'une croix soit installée dans le camp en souvenir des Allemands qui y ont été assassinés<sup>1544</sup>. Or, le journal rapporte peu de temps après que la croix de bois installée dans le camp a été vandalisée par des extrémistes qui y ont mis le feu et que le monument commémoratif a été recouvert d'inscriptions antiallemandes<sup>1545</sup>. Ce long article rappelle l'histoire du camp et les raisons de la polémique entre Allemands et Polonais, comme s'il était besoin d'expliquer pourquoi les Polonais acceptent difficilement que les crimes commis contre les Allemands soient commémorés. Hartmut Koschyk, président du groupe des expulsés dans le groupe parlementaire de la CDU/CSU au *Bundestag* proteste lui aussi énergiquement contre ce vandalisme qu'il interprète comme une volonté de s'opposer à la coexistence pacifique entre Polonais et Allemands en Haute-Silésie<sup>1546</sup>.

Le camp de Lamsdorf ne reste cependant pas une éternelle pierre d'achoppement des relations germano-polonaises. Malgré le vandalisme d'extrémistes polonais, la volonté politique d'utiliser ce lieu symbolique pour servir la réconciliation entre les deux peuples existe en Pologne. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, des groupes de jeunes des deux pays réalisent un cimetière commun aux victimes des deux nations à Lamsdorf. Le compte rendu de la cérémonie d'inauguration est rédigé par Paul Latussek, responsable de la section de Thuringe du BdV. Bien qu'il s'agisse d'un homme politique très controversé qui s'est trouvé mêlé à plusieurs polémiques pour des déclarations ou des écrits au contenu revanchiste ou révisionniste, Latussek est invité à la cérémonie par les autorités polonaises et il porte un jugement très positif tant sur la cérémonie elle-même que sur l'attitude des représentants polonais face à la tragédie d'après-guerre :

*« Je n'ai jamais vu lors d'aucune cérémonie officielle une reconnaissance de leur propre culpabilité exprimée si ouvertement par des Polonais. Cet aveu ne minimise pas la culpabilité allemande, mais il normalise la relation coupable-victime comme des événements indépendants l'un de l'autre, en tant que crime contre l'humanité. »*<sup>1547</sup>

Il est rare de lire un tel hommage rendu à des Polonais en des circonstances très officielles. Venant d'un représentant des expulsés réputé pour être un farouche militant, cet hommage revêt une importance toute particulière. Le camp de Lamsdorf continue de symboliser les crimes commis contre les Allemands après la guerre mais cet aspect se double de la reconnaissance officielle de ces crimes par la Pologne. L'expulsion des Allemands n'est plus le tabou entretenu par les dirigeants polonais et les expulsés allemands ont été conviés à

---

<sup>1543</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 93/4, p. 5.

<sup>1544</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 95/7, p. 6.

<sup>1545</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 95/9, p. 6.

<sup>1546</sup> Article de Hartmut Koschyk publié dans *GB* 95/11, p. 6.

<sup>1547</sup> Article de Paul Latussek publié dans *GB* 02/11, p. 8.

assister à ce changement de position officielle et ils constatent le revirement dans le traitement du passé. La conclusion de l'article verse dans la grandiloquence, mais reflète bien la joie de voir s'ouvrir un nouveau chapitre des relations germano-polonaises frappé du sceau de la réconciliation :

« *Le jour de l'inauguration du cimetière, le 16 septembre 2002, fut une bonne journée pour les Allemands et les Polonais, pour un avenir commun en Europe.* »<sup>1548</sup>

## 5. La politique politicienne

Dans ce chapitre, la politique est abordée sous un angle non pas théorique, mais plutôt politicien, on considérera davantage la façon de faire de la politique que la politique elle-même. Les jugements du journal portent alors plus sur les partis comme organisations auxquelles on peut (ou non) faire confiance que sur les décisions prises. De même, les avis portés sur les personnalités politiques seront de véritables jugements personnels et pas une réelle évaluation de leur action politique. Il est naturellement difficile de séparer les deux versants. Ainsi, les attaques portées contre Hans-Dietrich Genscher sont naturellement liées à sa conduite des affaires extérieures de la RFA, mais on essaiera de montrer ici comment le *GB* représente l'homme politique pour mieux soutenir ou dénigrer (selon le cas) sa politique. Sont évoqués ici tous les partis auxquels le *GB* porte une attention au cours de son histoire, indépendamment de leur poids électoral ou de leur influence sur l'évolution de la RFA. De même, les hommes politiques qui seront évoqués sont classés en deux groupes. Les personnalités de premier plan rassemblent tous ceux qui ont joué un rôle majeur dans la politique étrangère de la RFA (ministre en poste ou chancelier) tandis que les seconds rôles sont ceux auxquels le *GB* n'attache pas une grande importance mais dont le traitement mérite d'être évoqué. Ce classement ne reflète aucun jugement de l'auteur ni ne reflète la contribution des personnalités à la marche politique du pays.

Dans l'un de ses tout premiers éditoriaux consacrés à la politique allemande vue à travers le prisme des partis, Georg Goebel met en garde le lecteur sur ce qui tiendra lieu de politique éditoriale au *GB* pendant des années :

« *Tout en respectant la neutralité politique vis-à-vis des partis qui doit être celle d'un journal consacré à la Heimat, nous considérons qu'il est de notre devoir d'énoncer un certain nombre de principes sur la propagande électorale concernant les questions politiques liées à la Heimat.* »<sup>1549</sup>

Par la suite, Alois Bartsch prendra des libertés avec cette règle de conduite que le *GB* s'est fixée, mais n'appellera jamais ouvertement à voter pour un parti en particulier. En 2011, la règle affichée ouvertement continue d'être celle d'une neutralité apparente. Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel se défendent d'être les porte-parole des conservateurs et se justifient par le fait que tous les partis sont exposés à la critique du *GB*. Selon eux, le journal ne pourrait pas se permettre de défendre trop ouvertement un parti sans risquer de s'aliéner une partie de son lectorat, lequel se recrute dans tous les partis<sup>1550</sup>.

---

<sup>1548</sup> Article de Paul Latussek publié dans *GB* 02/11, p. 8.

<sup>1549</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/6, p. 1-2.

<sup>1550</sup> Interview des deux rédacteurs par l'auteur à Lüdenscheid le 27 juin 2011.

## I – Les partis politiques

Parmi toutes les occurrences des noms de partis, seules celles s’attachant à la politique générale du parti sont prises en compte. Ainsi, lorsqu’un député fera une déclaration fracassante sur un sujet intéressant le *GB*, son opinion ne sera pas évoquée ici, car la simple mention de son appartenance politique dans l’article ne peut suffire à indiquer qu’il s’exprime au nom de son parti. Il peut d’ailleurs s’agir d’un avis isolé que le *GB* met en lumière pour marquer les divergences au sein d’un parti. Ne sont pas non plus pris en compte les déclarations officielles de l’OMV car cette organisation à l’intérieur de la CDU/CSU est en quelque sorte le porte-voix de la CDU/CSU à destination des expulsés. Sans surprise, les déclarations officielles qui portent sa signature placent toujours la CDU/CSU sous un jour très favorable aux expulsés et la présente comme le parti à leurs côtés. Ces déclarations participent de l’image globale du journal, mais elles n’entrent pas dans le champ d’analyse de ce chapitre. Les partis sont évoqués suivant un ordre balayant le spectre politique de la gauche vers la droite, sans considération du jugement que le journal porte sur les partis.

### *Die Linke*

L’existence de Die Linke<sup>1551</sup> est évoquée dans le *GB*, mais ses positions sont si radicalement opposées à celle du *GB* qu’il semble que le journal adopte la tactique de l’évitement : plutôt que de sans cesse combattre des idées jugées extravagantes, le journal garde le silence sur ce que défend un parti dont le poids électoral au niveau fédéral n’a rien à voir avec celui des autres partis représentés au *Bundestag*. Se contentant de rappeler la filiation politique du parti, « successeur du SED »<sup>1552</sup>, pour mieux le discréditer aux yeux de ses lecteurs adversaires du communisme ou d’indiquer que le parti est susceptible de s’allier au reste de la gauche dans des coalitions au niveau régional<sup>1553</sup>, le *GB* n’entre pas dans les détails des idées que défend le Linkspartei. Dans un discours prononcé lors de la Journée de la *Heimat*, Erika Steinbach évoque les arguments de ses adversaires, mais ne s’étend pas sur ceux du Linkspartei, jugeant préférable de « ne pas parler du Linkspartei »<sup>1554</sup>, considérant que les compromissions passées de ses membres avec la dictature est-allemande sont connues de tous.

Les seules citations relevant du discours de Die Linke se trouvent dans la reproduction des minutes du débat au *Bundestag* le 22 février 2011 sur le projet de lieu de commémoration de l’expulsion. La virulence des échanges entre Erika Steinbach et les députés de Die Linke témoignent de l’impossible dialogue entre l’extrême gauche et les représentants des expulsés. L’introduction de Peter Großpietsch souligne la violence des attaques contre Steinbach : « Par moment (principalement de la part du parti Die Linke), les discours étaient insupportables. »<sup>1555</sup>

---

<sup>1551</sup> Le parti s’est appelé Die Linkspartei jusqu’en 2007 où il a fusionné avec d’autres groupes pour devenir Die Linke. Les deux termes apparaissent dans le journal pour désigner le même parti sans considération pour le nom officiel.

<sup>1552</sup> « der Nachfolger der SED », article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 08/6, p. 1-9.

<sup>1553</sup> Extrait d’une déclaration d’Edmund Stoiber (*Preußische Allgemeine Zeitung*) parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 08/6, p. 5.

<sup>1554</sup> « Von der Links-Partei ganz zu schweigen », discours d’Erika Steinbach publié dans *GB* 10/10, p. 11.

<sup>1555</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 11/5, p. 12.

## **Les Grünen**

Le parti naît à la fin des années 1970. Il puise ses racines dans les nouveaux mouvements sociaux qui ont émergé durant cette décennie<sup>1556</sup>. Il se veut différent des partis établis et marque sa différence non seulement dans les idées qu'il défend mais aussi dans la façon de pratiquer la politique qui se veut en rupture avec l'ordre établi. Les organisations étudiantes et les contestataires de l'opposition extraparlamentaire se retrouvent pour certains dans ce parti qui rassemble aussi bien des écologistes que des féministes, des pacifistes ou des citoyens opposés au nucléaire (civil ou militaire). Ce bref aperçu des origines du parti permet déjà de voir que le *GB* va se trouver en opposition frontale avec ce parti avant même qu'il ne devienne une force politique majeure en RFA.

La première mention de l'existence d'une nouvelle force politique se trouve en 1980 dans un bref article où les *Grünen* sont d'emblée présentés comme des irresponsables :

« « Chaotiques » - ce sont les expériences faites jusque-là lors du travail avec les « Grünen » dans les trois assemblées cantonales du Land de Berlin. Des résolutions et des questions sont apportées suivant des buts politiques pas toujours identifiés ; les séances qui ne prenaient jusque-là que trois heures durent dorénavant douze heures. Les aspects formels et les chausse-trappes de l'ordre du jour sont discutés avec plus d'âpreté que les questions concrètes. Il y a un point sur lequel les trois autres partis sont d'accord : **toute** [en gras dans l'original, L.P.] **forme de travail parlementaire responsable et raisonnable est impossible avec ces « Grünen ».** »<sup>1557</sup>

La première apparition du nom de *Grünen* ne passe pas inaperçue. Le nom même de *Grünen* est mis en avant comme une sorte de rejet de ce nom qui reflète le refus des *Grünen* d'être un parti comme les autres. Les guillemets qui entourent le nom marquent une distance avec le parti et ses représentants. Le parti n'est pas pris au sérieux alors même que les orientations politiques du parti ne sont pas évoquées. C'est uniquement sur la forme du travail parlementaire que se fonde le rejet. Mais ce rejet est si violent que le lecteur imagine sans mal que les idées politiques portées par les membres des *Grünen* ne peuvent pas être sérieuses tant leur attitude est irresponsable.

Bien que les *Grünen* réussissent à entrer au *Bundestag* lors des élections législatives de 1983, le *GB* ne signale pas le fait. Il s'intéresse à nouveau aux *Grünen* en 1984, considérant que les *Grünen* ne sont qu'une apparition dans l'horizon politique de la RFA :

« La vague verte, elle est là, et elle ne se contente pas de sortir largement de son lit, mais porte souvent le signe de la colère que sont les moutons d'écume. (...) Une vague n'emporte la suivante que trop facilement, et l'air du temps appelé « tendance » flotte gaiement sur les vagues, celui-ci s'appelle la « tendance ». Comme souvent par le passé, une tendance en a chassé une autre et la crête d'écume est allée exactement dans le sens opposé, parce qu'une nouvelle tendance en a voulu ainsi. »<sup>1558</sup>

---

<sup>1556</sup> HARMS Erik, *Der kommunikative Stil der Grünen im historischen Wandel*. (= Arbeiten zu Diskurs und Stil, 9), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2008.

<sup>1557</sup> Article publié dans *GB* 80/9, p. 3.

<sup>1558</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 84/10, p. 2.

Le *GB* se risque ici à une interprétation risquée de l'avenir politique des *Grünen*. En pensant que les succès électoraux ne sont à mettre que sur le compte d'un vote protestataire, il ne voit pas qu'un nouveau mouvement politique est en train de naître. Les *Grünen* ne seront pas qu'un simple mouvement passager, une vague qui se retirera quand la marée descendra. S'ils ont pu construire en partie leurs succès initiaux sur un vote de protestation contre l'ordre établi, ils ont su capitaliser ces succès par la suite. A la même époque, Peter Großpietsch ne croit pas lui non plus que les *Grünen* aient un avenir politique. Dans un article au ton colérique sur le sort réservé aux *desiderata* des expulsés, il constate que ceux-ci sont méprisés alors que l'on « peut discuter des utopies « vertes » les plus stupides »<sup>1559</sup>. Si les orientations politiques des *Grünen* sont qualifiées d'utopies, c'est bien qu'aucun crédit n'est accordé au nouveau parti dont l'avenir ne peut être qu'incertain.

En 1986, on trouve une première évocation des *Grünen* en relation avec les expulsés. Dans une interview accordée au *GB*, Herbert Hupka est amené à donner son sentiment sur le traitement que chaque parti réserve aux expulsés. Il se contente effectivement d'évoquer les *Grünen* :

« Concernant les *Grünen*, mieux vaut ne rien dire. »<sup>1560</sup>

Ne rien dire est déjà une marque de mépris, mais préciser que l'on préfère ne rien en dire, c'est marquer avec plus de force le mépris.

La confrontation politique apparaît au grand jour lorsqu'un article rend compte des affrontements idéologiques qui ont entouré la tenue de la rencontre nationale des Silésiens à Hanovre en 1989. Les *Grünen* accusent le BdV de mettre ses moyens financiers au profit d'agitateurs d'extrême droite et de défendre des positions fascistes ou révisionnistes. Le BdV réplique sur le même terrain de la légalité et met en doute les positions politiques des *Grünen*<sup>1561</sup>. S'appuyant sur le respect de la Loi fondamentale qu'affiche le BdV, il renvoie les *Grünen* aux agissements des groupuscules d'extrême gauche dont ils sont proches, leur reprochant de partager certaines positions extrémistes. Près de dix ans plus tard, Peter Großpietsch formule le même reproche même s'il s'agit pour lui surtout de montrer que les partis sulfureux de droite pourraient bien devenir très fréquentables un jour prochain, suivant l'exemple donné sur l'autre bord de l'échiquier politique :

« Ceux-ci n'étaient-ils pas considérés hier encore comme antidémocrates ? Les *Grünen*, ne sont-ils pas le rassemblement des anciens soixante-huitards et des activistes de l'APO ? (...) on invite aujourd'hui les anciens du SED à entrer dans son propre parti. »<sup>1562</sup>

Peter Großpietsch ne s'intéresse pas par hasard aux *Grünen* dans cet article. Il est publié quelques mois seulement après que les *Grünen* sont arrivés au gouvernement fédéral dans une coalition avec le SPD. A ce moment-là, tous les médias se demandent si les *Grünen* vont être

<sup>1559</sup> « Man darf die dümmsten « grünen » Utopien erörtern. », article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 85/5, p. 2.

<sup>1560</sup> Interview de Herbert Hupka publiée dans *GB* 86/5, p. 1.

<sup>1561</sup> Article (*NG*) publié dans *GB* 89/9, p. 4.

<sup>1562</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 98/12, p. 2.

capables de gouverner puisqu'ils accèdent pour la première fois à ce niveau de responsabilité. Pour un adversaire déclaré des *Grünen*, il n'y a pas réellement d'interrogation, mais plutôt la certitude que le projet gouvernemental est voué à l'échec, puisqu'ils n'ont pas la légitimité démocratique à cause de leur rejet du système politique et social.

Les attaques contre les *Grünen* sont parfois très courtes, elles consistent en une simple phrase qui doit rappeler aux lecteurs combien ce parti est irresponsable, principalement par son manque d'intérêt pour la question nationale et sa propension à préférer les étrangers aux Allemands<sup>1563</sup>.

Lorsque Rupert von Plottnitz devient ministre de l'Environnement du Land de Hesse après le départ de Joschka Fischer pour Bonn en 1994, le *GB* rappelle en un court article pourquoi ce nom doit être connu des expulsés. Peu de temps auparavant il avait déclaré que ce n'était pas les expulsés qui avaient participé à la reconstruction du pays mais les Turcs. Pour le *GB*, il s'agit du pire des affronts. Herbert Gröger réplique sur un ton cinglant :

« *On peut imaginer que von Plottnitz n'a pas eu le temps de s'informer à ce moment-là. Car à l'époque où les expulsés avaient déjà effectué leur contribution à la reconstruction, ce révolutionnaire des autonomes de 1968 était occupé à crier Ho Chi Min. Dans ce pays, il y a les gens qui savent travailler et il y a les gens qui savent crier.* »<sup>1564</sup>

L'attaque ne concerne ici qu'une seule personnalité au sein du parti mais les reproches qui sont formulés (absence de connaissances historiques, soutien exagéré des étrangers, engagement pour les causes extrémistes, refus du travail) rejoignent complètement l'image caricaturale de ce que le *GB* reproche aux *Grünen*. Sans que ce soit dit, c'est tout le parti qui est visé à travers von Plottnitz.

L'une des rares caricatures publiées par le *GB* est consacrée à Joschka Fischer. On le voit assis à un bureau interrogé par un policier et répondre « Je n'étais qu'un petit poisson »<sup>1565</sup>. Derrière lui, un homme est assis au banc des accusés derrière un chevalet porte-nom indiquant « Klein ». En 2001, Joschka Fischer a eu l'occasion de revenir publiquement sur son passé d'activiste gauchiste à Francfort lors du procès de Hans-Joachim Klein, terroriste d'extrême gauche, afin de s'expliquer sur les liens entre les deux hommes durant les années 1970<sup>1566</sup>. Cette affaire survient peu de temps après que des photos de cette époque sont parues dans la presse où l'on voit Fischer participer activement à des manifestations violentes et frapper un policier. On peut considérer que ce n'est pas seulement Fischer qui est mis en cause ici, mais bien tous les proches des *Grünen* qui militaient hors du cadre institutionnel durant les années 1970. Comme dans le cas précédent, les *Grünen* sont suspectés dans leur ensemble d'être des révolutionnaires qui tentent de renverser l'ordre établi de l'intérieur après avoir échoué dans leur entreprise menée dans la rue.

<sup>1563</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/11, p. 2, éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/7, p. 1-2.

<sup>1564</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/11, p. 5.

<sup>1565</sup> « Ich war damals ein kleiner Fisch », caricature (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publiée dans *GB* 01/2, p. 9.

<sup>1566</sup> KURZ Felix, « Gefährliche Erinnerungen », p. 70-75, in : *Der Spiegel*, n°3, 15 janvier 2001.

Quant aux relations avec les expulsés, le journal est sans illusions, elles étaient mauvaises, sont mauvaises et resteront mauvaises. En 2008, les partis se sont tous plus ou moins exprimés en faveur d'un lieu de commémoration de l'expulsion, « à l'exception des *Grünen* et du parti successeur du SED bien entendu »<sup>1567</sup>. Les *Grünen* apparaissent comme les éternels ennemis des expulsés et comme des adversaires de la démocratie puisqu'ils s'avèrent incapables de participer à la constitution d'un consensus.

C'est sur le même ton qu'Erika Steinbach attaque les *Grünen* en 2010. Ces derniers s'opposent aux projets du BdV et utilisent les arguments traditionnels des adversaires des expulsés, la présidente du BdV réagit violemment en renvoyant Renate Künast, présidente du groupe parlementaire des *Grünen*, à la surveillance de ses propres troupes :

« *Quand madame Künast se fait entendre pour nous faire la leçon, je ne peux que lui conseiller de faire la lumière sur les passés antidémocratiques et marqués par la violence de certains éminents Grünen et de faire montre de modestie et d'humilité.* »<sup>1568</sup>

Le *GB* reproduit de larges extraits du discours d'Erika Steinbach prononcé le 11 septembre 2010. Il s'agit de montrer son soutien à la présidente du BdV, et si les intentions du journal n'étaient pas suffisamment claires, elles le deviennent avec la lettre ouverte publiée juste à la suite signée par les principaux représentants des *Grafschafter* qui expriment leur soutien fervent à Erika Steinbach durant la période troublée qu'elle traverse.

### **Le SPD**

L'expérience de l'expulsion étant intimement liée à l'Armée rouge, la majorité des expulsés ressent une grande réticence vis-à-vis des communistes et des sociaux-démocrates et l'implantation du SPD parmi les expulsés est faible<sup>1569</sup>. La politique sociale du SPD répond toutefois aux attentes des expulsés les moins bien intégrés dans la société de RFA<sup>1570</sup>. De plus, la présence dans les rangs du SPD de personnalités estimées des expulsés telles que Wenzel Jaksch, Reinhold Rehs ou Hubert Hupka est rassurante pour les expulsés. Durant les années 1950 et au début des années 1960 encore, le SPD s'engageait aux côtés des expulsés pour proclamer que la perte des territoires de l'est ne pouvait pas être définitive et qu'un droit de retour devait exister pour les expulsés allemands. Les principaux dirigeants du SPD proclamaient que renoncer, c'était trahir, et les expulsés considéraient les sociaux-démocrates comme des alliés politiques. Le changement intervient à partir de 1966. Les expulsés voient le SPD prendre peu à peu ses distances avec la ligne qu'il a suivie jusque-là et ne plus faire du retour des territoires une priorité nationale. Le *GB* met immédiatement ses lecteurs en garde contre ce qui ressemble à un changement de cap politique :

« *Lors du congrès du SPD à Dortmund aussi on n'a pas répondu de manière satisfaisante à nos questions. Il n'est malheureusement plus question du droit à l'autodétermination. Contre*

---

<sup>1567</sup> « mit Ausnahme der *Grünen* und der Nachfolger der SED, versteht sich », article de Klaus Rainer Röhl publié dans *GB* 08/6, p. 1-9.

<sup>1568</sup> Discours d'Erika Steinbach publié dans *GB* 10/10, p. 11.

<sup>1569</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 75.

<sup>1570</sup> Sur les relations entre SPD et les associations représentatives des expulsés, cf. STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 236-280.

*toutes les promesses faites officiellement, l'Ostpolitik se fait maintenant dans le dos des expulsés.* »<sup>1571</sup>

Les expulsés sont sur leurs gardes et ils observent avec attention les évolutions à l'intérieur de chaque parti. Durant les derniers mois de la Grande Coalition, le SPD adopte un nouveau profil pour espérer gagner la majorité lors des élections législatives de septembre 1969. Le rapprochement avec la Pologne paraît de plus en plus probable et sans même attendre la tenue des élections, des députés sociaux-démocrates quittent leur parti pour protester contre la nouvelle ligne de politique étrangère. Ces « hommes politiques responsables représentants des expulsés » ont mis fin à un engagement parfois très ancien :

« *C'était des décisions courageuses !* »<sup>1572</sup>

Le *GB* se réjouit donc que les hommes politiques qui se sont fait un devoir de représenter plus particulièrement les expulsés dans l'exercice de leurs fonctions politiques ne transigent pas avec cet engagement et qu'ils rompent avec le parti qui s'apprête à fouler aux pieds les engagements du passé. Pour un journal qui a fait de la fidélité une vertu cardinale, nul doute que rendre sa carte du parti après des décennies de fidélité représente un acte symbolique très fort.

Lorsque le BdV organise le 30 mai 1970 une manifestation à Bonn pour protester contre la politique menée par le gouvernement fédéral, il met en avant les promesses, déclarations et engagements du SPD concernant les territoires<sup>1573</sup>. Ainsi, il peut rétorquer aisément que les reproches de nationalisme qu'on lui adresse sont illégitimes et que le SPD ferait mieux de revenir sur sa volte-face qui le conduit à brûler ce qu'il a adoré précédemment.

Une autre démission des rangs du SPD intéresse particulièrement le *GB*, celle de Herbert Hupka, le président de la *Landsmannschaft Schlesien*. Exclu de la commission parlementaire sur la politique étrangère, il n'est pas autorisé par son parti à prendre la parole au *Bundestag* lors du débat sur les traités de l'est<sup>1574</sup>. Il décide alors de quitter le SPD pour siéger désormais avec le groupe parlementaire de la CDU, rendant la mince majorité gouvernementale plus fragile encore. Un court article après celui consacré à Hupka indique que Krafft von Metnitz, vice-président de la *Landsmannschaft Schlesien* a suivi l'exemple de Hupka. Bien que les informations soient livrées sur un ton neutre et sans commentaires du journal, le lecteur sait que la rédaction se réjouit de voir des députés protester aussi fortement contre la politique de Brandt et mettre en péril sa majorité.

Si en 1976 Alois Bartsch a publié son analyse de chacun des programmes présentés par les partis politiques, c'est semble-t-il pour critiquer avec la plus grande liberté de ton celui du SPD :

---

<sup>1571</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/8, p. 1-2.

<sup>1572</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/6, p. 1.

<sup>1573</sup> Article (opr-S) publié dans *GB* 70/7, p. 2.

<sup>1574</sup> Article publié dans *GB* 72/4, p. 2.

*« Mais ce qui est caractéristique de tout le programme gouvernemental, c'est le style avec lequel on prétend faire prendre aux citoyens des semi-vérités pour le sauvetage de l'humanité, en ne reculant pas devant les mensonges historiques. »*<sup>1575</sup>

D'un point de vue économique, le SPD n'a pas les faveurs du *GB*. Là encore, il fait figure de rassemblement de dangereux irresponsables :

*« Dix ans de politique menée par la coalition SPD et FDP sous le slogan « amélioration de la qualité de vie » ont conduit à une performance de haut niveau : avec 450 milliards de marks de dette intérieure, l'Etat est au bord de la faillite. »*<sup>1576</sup>

Il y a une ironie mordante exprimée par le choix de « performance de haut niveau » pour qualifier l'endettement record de l'Etat. Publié avant les élections législatives, cet article rappelle sans en avoir l'air que les sociaux-démocrates gèrent mal les finances publiques et que les maintenir au pouvoir mettrait la RFA en danger. La conclusion de l'article prête à sourire :

*« Cette constatation objective n'a rien à voir avec un quelconque « alarmisme ». »*<sup>1577</sup>

Alors qu'il prétend rester très objectif, le *GB* fait exactement le contraire et crie à la catastrophe, mettant les lecteurs en garde contre un danger imminent lié précisément à la politique conduite par ceux qui se présentent à leur propre succession.

Toutefois, on trouve sous la plume de Thomas Horschler un aveu discret de la réussite partielle de la politique conduite par le SPD. L'*Ostpolitik* est parfois qualifiée de politique des petits pas car elle entend renouer le dialogue par avancées successives, en négociant les unes après les autres les améliorations dans les relations entre Etats. Or, Horschler utilise cette expression de « petits pas » qui, prise dans un contexte diplomatique, ne peut pas être sans lien avec l'*Ostpolitik* :

*« Il est alors question aussi bien de ce que l'on appelle la grande politique que des nombreux petits pas qui rendent la cohabitation dans notre pays, en Europe et dans le monde plus humaine. (...) Les petits pas aussi mènent au but. »*<sup>1578</sup>

Le SPD est aussi attaqué en raison de son attachement à la patrie jugé faible. Alors que les conservateurs seraient de loyaux patriotes, les sociaux-démocrates seraient trop enclins à sympathiser avec l'étranger et négligeraient leur propre patrie. C'est en jouant sur ces accents pathétiques que Herbert Hupka dénonce la décision des membres du canton d'Aix-la-Chapelle de suspendre le parrainage de la ville de Breslau :

*« Il est connu que les Grünen ne s'intéressent pas à l'Allemagne, mais que le Parti social-démocrate d'Allemagne, qui, par son nom même, se réclame pour l'Allemagne, ne soit plus prêt à s'engager pour l'Allemagne est un motif de regret comme coup porté contre l'ensemble*

---

<sup>1575</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/11, p. 1-2.

<sup>1576</sup> Article publié dans *GB* 80/7, p. 2.

<sup>1577</sup> Article publié dans *GB* 80/7, p. 2.

<sup>1578</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 82/10, p. 2.

*des forces démocratiques à faire de la politique pour toute l'Allemagne et exiger le droit à l'autodétermination.* »<sup>1579</sup>

La critique qui est formulée ici ressemble à un mot du chancelier Bismarck qui accusait les socialistes du Reich d'être des « apatrides »<sup>1580</sup>. L'ancien social-démocrate Hupka, emploie à son tour cette critique pour disqualifier les sociaux-démocrates qui travailleraient plus à l'essor de l'étranger qu'à celui de l'Allemagne.

Vis-à-vis des *Aussiedler* aussi, le SPD n'est pas à la hauteur des attentes du *GB*. Alors que le journal attend des hommes politiques allemands une indéfectible solidarité avec tous les Allemands vivant au-delà de la ligne Oder-Neisse, le SPD reste sur une ligne de défiance. Un journal syndical fournit au *GB* la matière à un article très critique sur le SPD et les syndicats : « *On attend du DGB et du SPD qu'au lieu de faire de grandes phrases sur l'amélioration du monde, ils s'engagent en faveur des Aussiedler allemands qui, en tant que concitoyens allemands, ont le droit à notre solidarité illimitée, y compris celle du DGB.* »<sup>1581</sup>

La critique contre le SPD s'exerce aussi à travers la reproduction dans le journal de déclarations de membres du SPD qui s'attaquent aux expulsés ou à leurs représentants. Ainsi, l'exemple d'un discours prononcé par un député du SPD au *Bundestag* lors d'un débat sur la frontière germano-polonaise en 1990, le président du BdV est la cible des attaques du député qui veut montrer que le BdV brille dans l'art de jouer sur les mots et les concepts pour repousser sans cesse l'échéance d'un règlement de la question frontalière. Il n'est pas question d'une simple procrastination, mais plutôt d'un entêtement idéologique de la part des « porte-parole de ce petit groupe qui se livrent à une escalade de constructions d'idées et d'exigences toujours plus absurdes »<sup>1582</sup>. Il s'en prend au président du BdV directement en dénonçant « les inepties particulièrement dangereuses que sont les interprétations de Monsieur Czaja »<sup>1583</sup>. Le *GB* se situant tout à fait sur la ligne du BdV, les lecteurs ressentiront les attaques du député du SPD comme une attaque de leur journal et il n'est nul besoin d'expliquer combien l'attaque est injuste ou dangereuse pour la démocratie. La façon dont Czaja procède pour continuer coûte que coûte à considérer que la question allemande reste ouverte et la frontière provisoire ne sont pour le député SPD que des « trucs rocambolesques d'avocat »<sup>1584</sup>.

Les critiques concernant l'absence de sens démocratique du SPD sont légion dans le *GB*. On en trouve la trace jusque dans un article consacré au projet de constitution du nouveau conseil de surveillance de l'audio-visuel public de la NDR. Afin de renouveler le conseil, les sociaux-démocrates au pouvoir en Basse-Saxe prévoient de changer la qualité des membres de la société civile présents au sein du conseil. Doivent entre autres disparaître du conseil : les expulsés, l'association des victimes de guerre et survivants, et les associations de la

<sup>1579</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/11, p. 2.

<sup>1580</sup> « vaterlandslose Gesellen ».

<sup>1581</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 89/7, p. 3.

<sup>1582</sup> « die Sprecher dieser kleinen Gruppe, die sich in immer absurdere Gedankenkonstruktionen und Forderungen hineinsteigern », article (s.u.e.) publié dans *GB* 90/4, p. 5.

<sup>1583</sup> « (...) es sich bei den Interpretationen des Herrn Czaja um höchst gefährlichen Unsinn handelt », article (s.u.e.) publié dans *GB* 90/4, p. 5.

<sup>1584</sup> « abenteuerlichen Advokatentricks », article (s.u.e.) publié dans *GB* 90/4, p. 5.

Bundeswehr. Doivent entrer au conseil : l'association des étrangers, la fédération pour la protection de la nature et Greenpeace. Ainsi, le *GB* voit la confirmation que les sociaux-démocrates (et les *Grünen* dont l'influence se fait sentir à travers le choix d'associations écologistes) préfèrent les étrangers à leurs compatriotes et même aux soldats et victimes de guerre, soit ceux dont l'engagement pour la patrie est le plus fort ! Le titre « embrouillamini avant la prise du pouvoir »<sup>1585</sup> joue sur des mots connotés par le nazisme et l'exercice de la dictature, comme si le SPD était à la veille d'un coup d'Etat.

Le SPD est considéré au mieux comme un parti renfermé sur lui-même et les intérêts d'un petit groupe, au pire comme un groupe isolé du reste de la société et fonctionnant en circuit fermé sur un modèle sectaire :

« *Les sociaux-démocrates ont toujours eu du mal avec les sentiments qui dépassent leur doctrine du salut socialiste.* »<sup>1586</sup>

Le *GB* finit par ne plus rien attendre de la part des sociaux-démocrates. Depuis que l'*Ostpolitik* a été initiée dans les années 1960, le parti s'est coupé petit à petit des expulsés jusqu'à ne plus en faire grand cas. Et toutes les déclarations ou initiatives les concernant relèvent du « refus pavlovien à l'égard des victimes de l'expulsion ou toute organisation les représentant en Allemagne. Une attitude que l'on connaît chez les hommes politiques sociaux-démocrates ou écologistes depuis des décennies. »<sup>1587</sup>

Enfin, la liste des reproches faits au SPD peut se clôturer sur le sort réservé à Thilo Sarrazin après la sortie de son livre « L'Allemagne court à sa perte ». Bien qu'il n'exerce pas de mandat électif au moment de la publication du livre, Thilo Sarrazin a longtemps été élu à Berlin et il reste membre du SPD. Ses thèses sur l'immigration et l'intégration des immigrés en Allemagne lui valent de subir les foudres de son parti :

« *Son propre parti, le SPD, qui défendait autrefois la liberté de ceux qui pensent différemment, s'est immédiatement écrié (comme de plus en plus souvent désormais) « Excluez-le ! ».* »<sup>1588</sup>

Le *GB* ayant pris fait et cause pour Thilo Sarrazin, il voit dans le traitement que lui réserve son parti la preuve que le SPD est définitivement un parti qui préfère les étrangers aux Allemands et qui a perdu le sens des réalités puisqu'il refuse d'entendre les mises en garde formulées par Sarrazin.

### **Le FDP**

Etonnamment, le FDP n'est pas spécialement attaqué par le *GB* en raison de sa participation au gouvernement qui a mis en place l'*Ostpolitik*. Pourtant, en s'alliant pour la première fois avec le SPD, le FDP a créé les conditions de mise en œuvre d'une *Ostpolitik* qui n'aurait pas

---

<sup>1585</sup> « Vernebelung vor der Machtergreifung », article (tm) publié dans *GB* 90/9, p. 5.

<sup>1586</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/5, p. 2.

<sup>1587</sup> « die reflexhafte Ablehnung gegenüber den organisierten Opfern der Vertreibung in Deutschland. Eine Haltung, die von rot-grünen Politikern seit Jahrzehnten bekannt ist. », article (*Informationsdienst für Aussiedler und Vertriebene*) publié dans *GB* 04/10, p. 11.

<sup>1588</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 09/11, p. 12.

été possible sans lui. C'est d'autant plus surprenant que Hans-Dietrich Genscher, haut-dirigeant du FDP, a été un artisan majeur de l'*Ostpolitik* et qu'il a négocié l'unité des deux Etats allemands (incluant le renoncement définitif aux territoires de l'est) en sa qualité de ministre des Affaires étrangères. D'ailleurs, Hans-Dietrich Genscher est très régulièrement pris pour cible par le *GB*. Le parti en revanche, échappe aux attaques les plus féroces<sup>1589</sup>.

Comme pour le SPD, le *GB* annonce les départs des députés qui quittent leur parti pour protester contre l'orientation choisie avec l'*Ostpolitik*. Ainsi, après que trois députés ont suivi à l'automne 1970 la voie ouverte par un autre représentant libéral des expulsés peu avant, les expulsés ne sont plus représentés au sein du groupe parlementaire du FDP<sup>1590</sup>. Or, le *GB* attache une grande importance à cette représentation c'est donc un coup sévère qui est porté à la crédibilité du parti pour les lecteurs du journal.

Dans l'analyse qu'Alois Bartsch fait du programme électoral de chaque parti, il relève principalement que le FDP n'a pas adressé une brochure du parti, mais qu'il a utilisé du matériel du ministère des Affaires étrangères et que c'est donc l'argent du contribuable qui sert les intérêts électoraux du parti<sup>1591</sup>. Il relève par la suite que le mot « expulsé » n'apparaît pas dans cette brochure et que le parti a toutes les peines du monde à cacher son embarras face à la problématique des expulsés.

L'article concernant l'incurie économique de la politique du SPD et du FDP avant les élections de 1980 concerne les deux partis<sup>1592</sup>. Les libéraux qui fondent une partie de leur réputation sur l'économie apparaissent ainsi sous un bien mauvais jour.

En 2005, on trouve tout de même une mention d'une attaque portée par le FDP contre la cause des expulsés :

« *Madame Merkel s'est opposée à des exigences venues du FDP demandant de supprimer de la Loi fondamentale les règles selon lesquelles sont Allemands entre autres les personnes venues en Allemagne comme réfugiés ou expulsés de nationalité allemande ou en tant que descendant ou conjoint.* »<sup>1593</sup>

Le FDP semble tirer profit d'une situation où la personnalisation joue à plein. Genscher centralise les critiques durant les années 1970 et 1980 comme le fera Westerwelle à partir de 2009. Lorsque Guido Westerwelle devient ministre des Affaires étrangères, la problématique des expulsés arrive sur le devant de la scène politique avec les interrogations sur le centre de commémoration de l'expulsion, mais il assume à titre personnel toutes les réserves qu'il exprime et ce n'est jamais le parti qui est mis en cause mais toujours le ministre, comme si la décision n'était que personnelle et qu'il n'avait pas de comptes à rendre à son parti.

---

<sup>1589</sup> Sur les relations entre FDP et les associations représentatives des expulsés, cf. STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 294-309.

<sup>1590</sup> Article (oprM) publié dans *GB* 70/11, p. 3.

<sup>1591</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/11, p. 1-2.

<sup>1592</sup> Article publié dans *GB* 80/7, p. 2.

<sup>1593</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/9, p. 6.

## **La CDU**

Dans ce chapitre, on ne tiendra pas compte des déclarations de presse émanant de la CDU, qu'elles arrivent directement de la direction du parti ou de ses groupes affiliés comme l'OMV ou le groupe des expulsés au sein du groupe parlementaire de la CDU/CSU. En effet, ces déclarations présentent tout naturellement la CDU sous un jour très positif et elles font du parti conservateur le meilleur allié des expulsés tout en dénigrant les autres partis. Ces déclarations peuvent être étudiées pour donner une image plus générale du journal et de ses liens avec la CDU, mais elles ne peuvent éclairer l'image de la CDU donnée dans le journal au-delà de la constatation que des textes provenant du parti sont régulièrement proposés aux lecteurs à partir des années 1980.

La CDU occupe une place particulière dans le *GB*. Tout d'abord parce qu'Adenauer est chancelier lorsque le journal commence à paraître et qu'il s'engage fermement pour le retour des territoires de l'est sous le drapeau allemand. Les revendications des expulsés font alors l'unanimité dans la classe politique et le *GB* ne fait donc pas état de sa préférence pour un parti plutôt que l'autre. Il s'en tient à une stricte neutralité qui le conduit à ne guère évoquer les querelles partisans durant les années 1950. C'est seulement durant les années 1960 que vont apparaître les premiers articles tâchant de comparer les engagements de chacun des partis politiques.

Pourtant, il semble clair pour le *GB* que les expulsés sont des partisans de la CDU<sup>1594</sup>. Conscient de cette situation et du pouvoir qu'elle implique dans la relation avec le parti, Georg Goebel envoie un télégramme à Adenauer pour protester contre les remous que la reconnaissance de la RDA par la Yougoslavie suscite et il le met en garde fermement en usant de tout le poids électoral des expulsés :

**« A [en gras dans l'original, L.P.] M. le chancelier Adenauer, Bonn. 58% des électeurs expulsés de l'est ont voté CDU. Ces 4,03 millions d'électeurs de la CDU attendent que le gouvernement tire les conséquences de la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse par Tito sans faire de compromis. Signé Georg Goebel. »**<sup>1595</sup>

Ici, Goebel agit comme s'il s'adressait au représentant officiel des expulsés en demandant à Adenauer de bien vouloir porter une attention redoublée aux intérêts des expulsés et d'adapter la politique étrangère de la RFA en fonction de ce groupe social. Impossible de savoir si Goebel imagine réellement qu'Adenauer tiendra compte d'un tel télégramme, mais cela prouve que dès les années 1950, le *GB* s'emploie à une activité de lobbying à destination de la classe politique et qu'il entend bien mobiliser ses lecteurs autour d'actions directes en direction du pouvoir. Le télégramme est reproduit en gras dans un encadré au centre de la deuxième page du journal afin d'attirer l'attention du lecteur qui ne pourra manquer de le lire tant il est mis en avant.

---

<sup>1594</sup> Sur les relations entre CDU/CSU et les associations représentatives des expulsés, cf. STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 212-236.

<sup>1595</sup> Télégramme de Georg Goebel à Konrad Adenauer publié dans *GB* 57/11, p. 2.

Le *GB* montre que les objectifs poursuivis par la CDU couvrent largement ceux des expulsés en les résumant dans un article sous le titre « Large consensus entre CDU et BdV »<sup>1596</sup>. Les rapports existant entre le BdV et la CDU ne sont évidemment pas inconnus des lecteurs du *GB* qui savent par exemple que Herbert Czaja est à la fois président du BdV et député CDU au *Bundestag*. Mais ce genre d'article permet au *GB* de rappeler les objectifs du BdV et de souligner que les expulsés trouvent un allié politique de poids dans la CDU. C'est avec la même intention que le *GB* publie en 1972 à l'issue des élections législatives les noms de tous les éminents représentants des expulsés (au BdV ou dans les *Landsmannschaften*) qui siègent dans le nouveau *Bundestag* avec le groupe parlementaire de la CDU/CSU<sup>1597</sup>. Le président de la CDU en 1980, Helmut Kohl, invite les députés concernés à intensifier les liens entre CDU et BdV<sup>1598</sup>.

Lors du vote de ratification du Traité de Varsovie, le rapport de voix entre la CDU/CSU et la majorité est si équilibré que chaque voix peut s'avérer décisive. Pour cette raison, chaque parti organise de longs débats pour s'assurer que chaque député votera bien dans le sens voulu par le parti. Les changements de parti d'un certain nombre de députés protestant contre les traités de l'est ont rendu la majorité extrêmement fragile et c'est toute la crédibilité de l'*Ostpolitik* et de la coalition sociale-libérale qui sont en jeu. Finalement, le texte est adopté par la plus courte des majorités. Le groupe parlementaire de la CDU/CSU a choisi de ne pas voter contre le traité mais de s'abstenir. Cette position commune est le résultat de longues tractations au sein du parti, divisé entre les partisans d'une ouverture à l'est et les tenants d'une ligne dure à l'égard de la Pologne. Le fait que la CDU s'abstienne a pu choquer une partie de son électorat puisque les expulsés votent majoritairement pour les partis conservateurs. Clemens Riedel tient à s'en expliquer auprès des lecteurs du *GB* et un article lui permet de justifier son propre vote d'abstention en dépit de sa conviction profonde : il n'a renoncé à voter « non » qu'en échange de la promesse d'autres députés de son parti qu'eux aussi s'abstiendraient au lieu de voter « oui »<sup>1599</sup>.

Le soutien de la CDU aux expulsés s'exprime à travers un sujet très précis qui est celui de l'argent. Pour faire vivre leurs associations, permettre la tenue des grands rassemblements nationaux, organiser des voyages ou des pèlerinages, les expulsés ont besoin d'argent. L'Etat consacre une part de son budget aux expulsés pour leur permettre de faire vivre l'héritage culturel des territoires de l'est. Avec l'*Ostpolitik* de la coalition sociale-libérale, la question des subventions se pose et le SPD menace de couper les subventions aux associations d'expulsés. La CDU s'engage alors avec force afin que continue le financement public<sup>1600</sup>. La question financière trouve un autre terrain d'application avec la question de savoir si la péréquation des charges liées aux conséquences de la guerre doit être poursuivie ou si elle doit

---

<sup>1596</sup> « Weitgehende Übereinstimmung CDU/BdV », article (oprM) publié dans *GB* 70/11, p. 2.

<sup>1597</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 72/12, p. 3.

<sup>1598</sup> Article publié dans *GB* 80/9, p. 2.

<sup>1599</sup> Article publié dans *GB* 72/6, p. 2.

<sup>1600</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/5, p. 1 ; article publié dans *GB* 75/2, p. 3.

être considérée comme achevée. Là encore, la coalition sociale-libérale est favorable à une fin du mécanisme législatif tandis que les conservateurs souhaitent le poursuivre<sup>1601</sup>.

Parfois le soutien n'est que très symbolique. La querelle pour savoir dans quelles frontières doit être montrée l'Allemagne sur les cartes anime le *Bundestag* dans les années 1970 et le groupe parlementaire CDU/CSU décide d'orner sa salle de travail d'une carte indiquant les frontières du Reich de 1937<sup>1602</sup>. Le caractère symbolique de la décision n'échappe pas au *GB* pour qui de tels symboles sont très importants pour défendre la cause des expulsés.

La CDU fait connaître son soutien aux expulsés. Elle publie un programme d'actions dans lequel elle reprend toutes les mesures qu'elle juge favorables aux expulsés, qu'il s'agisse du droit à l'autodétermination, des relations avec les pays voisins ou des droits des expulsés. Le *GB* se charge de faire connaître ce programme en publiant un article qui résume cette volonté de la CDU sous le titre « La CDU confirme sa solidarité avec les expulsés »<sup>1603</sup>.

Tant que la CDU est dans les rangs de l'opposition, elle n'a aucune difficulté à affirmer son soutien avec les expulsés, puisque ce n'est pas elle qui conduit les affaires gouvernementales. Or, le retour au pouvoir des conservateurs en 1982 va bouleverser les rapports de la CDU avec les expulsés. Le changement n'est pas radical, il ne se fait pas du jour au lendemain, mais au fil des ans, les expulsés se rendent compte que le gouvernement Kohl poursuit la politique engagée par ses prédécesseurs. Si les aspects financiers de la politique ne sont pas mis en cause (poursuite de la péréquation des charges, maintien des subventions aux associations), c'est l'attitude envers la Pologne qui déçoit les expulsés. A l'occasion des élections législatives de 1987, Peter Großpietsch livre a posteriori ses réflexions sur la position de chaque parti concernant les expulsés et son analyse est remplie d'amertume. Il pense que l'espoir lié aux démissions de députés SPD et FDP n'était qu'un leurre et que le sort des traités de l'est était de toute façon déjà scellé :

*« La CDU/CSU avait délivré le message subliminal : Contre (les traités) pourvu que leur ratification soit assurée ! (...) Conséquence : le grand parti populaire démocratique [la CDU, L.P.] n'avait plus d'opinion sur la question décisive pour la nation. On s'est abstenu ! (...) On ne peut pas accepter de voir répétées telles une litanie les bases juridiques dans des déclarations de politique générale ou dans des rapports sur l'état de la nation dans l'Allemagne divisée et occupée par des forces étrangères tandis que l'on se tient prudemment en retrait et que l'on se garde de mettre politiquement en pratique les contenus et énoncés des décisions de la Bundesverfassungsgericht. »*<sup>1604</sup>

La *Landsmannschaft Schlesien* réagit vivement quand en 1987 un document de travail interne à la CDU révèle que le parti n'envisage plus l'unité allemande que comme l'unification des deux Etats allemands. Les territoires de l'est ne sont pas pris en compte dans les projets de réalisation de l'unité. Le *GB* publie la réaction officielle de la *Landsmannschaft Schlesien*

<sup>1601</sup> Article publié dans *GB* 76/7, p. 1.

<sup>1602</sup> Article publié dans *GB* 74/7, p. 2.

<sup>1603</sup> « CDU bekräftigt Solidarität mit Vertriebenen und Flüchtlingen », article publié dans *GB* 76/9, p. 3.

<sup>1604</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 87/3, p. 2.

sous le titre « La question allemande réduite par la CDU »<sup>1605</sup>. Pourtant en 1988, dans un nouveau document officiel, la CDU rappelle tous les éléments juridiques qui fondent sa position officielle qui considère que la question allemande est suspendue à un traité de paix statuant définitivement sur le sort des territoires de l'est<sup>1606</sup>. Un tel article qui semble n'être que la reproduction lue maintes fois déjà des textes et décisions juridiques sur le statut de la nation allemande au regard du droit international est en fait extrêmement important pour le *GB*. Il permet de montrer que les revendications des expulsés qui sont souvent taxées de passéistes dans les médias sont défendues par le grand parti conservateur. Les expulsés ne sont donc pas les seuls à porter ces revendications. La CDU fait office de caution morale aux exigences des expulsés.

Le lien particulier qui unit le *GB* à la CDU se voit aussi à travers la publicité de la CDU dans le journal. Depuis 1998, la CDU fait paraître dans le *GB* une demi-page de publicité (pleine page en 2009) dans chaque numéro précédent une élection législative. Dans cette publicité, le parti montre quels engagements il prend pour la législature à venir, quels objectifs il a atteints et comment il se distingue des autres partis dans le traitement des expulsés<sup>1607</sup>. Outre l'apparence qui permet de reconnaître qu'il s'agit d'une publicité électorale, une mention en haut de chaque encadré précise que c'est bien une publicité et non un article de la rédaction. Dans les trois premières publicités, les deux partis conservateurs sont mentionnés (CDU et CSU), dans la dernière seul le nom de la CDU apparaît. Il n'existe qu'un seul autre cas de publicité pour un parti politique. En 1998, deux publicités ont été publiées par le Bund Freier Bürger<sup>1608</sup>. Dans ce cas, c'est sans doute en raison de la présence parmi les candidats de Paul Latussek, personnalité très présente parmi les expulsés, qui a occupé de hauts postes tant au BdV que dans la *Landsmannschaft Schlesien*. La proximité idéologique est la première raison qui explique la présence de ces publicités. La CDU sait qu'elle s'adresse à un groupe social dans lequel elle recrute une part importante de son électorat<sup>1609</sup>. De plus, ces publications ne sont pas gratuites et elles permettent au journal de gagner un peu d'argent (sommés très faibles), mais elles constituent surtout un signal fort en direction des lecteurs : le parti soutient très concrètement le travail des expulsés en apportant une contribution financière au journal. Bien que le rédacteur en chef prétende que n'importe quel parti pourrait faire paraître une publicité dans le *GB* pourvu qu'il en paie le prix (la loi interdit d'effectuer une quelconque sélection des annonceurs)<sup>1610</sup>, il paraît peu probable de voir un autre parti publier une publicité dans le *GB*.

L'élection d'Erika Steinbach à la tête du BdV en 1998 donne au *GB* l'occasion de publier un extrait d'une interview qu'elle accorde au magazine *Stern*. On lui fait remarquer qu'elle est

---

<sup>1605</sup> « Die deutsche Frage von CDU verkürzt », résolution de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 88/4, p. 3.

<sup>1606</sup> Article publié dans *GB* 88/8, p. 2-3.

<sup>1607</sup> Publicités publiées dans *GB* 98/9, p. 9, *GB* 02/9, p. 11, *GB* 05/9, p. 7 et *GB* 09/9, p. 9.

<sup>1608</sup> Publicités publiées dans *GB* 98/8, p. 8 et *GB* 98/9, p. 8.

<sup>1609</sup> En 1973, Hans-Jürgen Gaida précise que tous les partis font de la publicité dans la presse des expulsés. Mais il remarque que la CDU en fait deux fois plus que le SPD (qui en fait autant que le FPD ou le GDP, héritier du BHE), cf. GAIDA, *Publizistik*, p. 250.

<sup>1610</sup> Interview de Peter Großpietsch par l'auteur en juin 2011.

assimilée à l'aile droite du parti<sup>1611</sup>. Elle répond en rejetant cette remarque et en faisant valoir la justesse de son combat, même si celui-ci est moins bien considéré que la défense des droits de l'homme en Chine ou au Tibet. La question qui laissait supposer que la CDU est un parti moins monolithique qu'il n'y paraît est immédiatement corrigée par la réponse de Steinbach qui s'applique à ne pas rester sur le bord politique qu'on lui désigne mais à préférer se situer à l'intérieur du parti, manière aussi d'impliquer tout le parti derrière la cause qu'elle défend.

Dans son analyse des résultats du scrutin législatif de 1998 où la droite est battue et doit quitter le pouvoir après seize années d'exercice ininterrompu, Peter Großpietsch s'interroge sur les causes de la défaite. Parmi toutes les raisons, il invoque la perte d'identité de la CDU qui aurait mis de côté ses valeurs traditionnelles :

*« Une orientation marquante (y compris dans un sens national bien compris) doit être reconnaissable. Mais pas de la façon dont les têtes pensantes de la « nouvelle » CDU sont en train de le faire en cherchant le « nouveau centre » à la gauche de la CDU. »*<sup>1612</sup>

Après la défaite électorale, la CDU est désorientée et analyse aussi les raisons de sa défaite. Le SPD ayant réussi à s'ouvrir au centre et à rassembler les électeurs au-delà du cercle habituel de ses partisans, la CDU s'interroge elle aussi sur la pertinence d'une ouverture vers le centre, déplaçant le centre de gravité politique du parti vers la gauche. Pour Peter Großpietsch, ce serait une erreur fatale que de renoncer aux valeurs qui fondent l'identité du parti depuis longtemps. Il serait selon lui plus judicieux de se tourner directement vers les électeurs et vers le peuple et cesser de prendre les grandes décisions dans son dos. La construction européenne avec le Traité de Maastricht ou l'introduction de l'euro fournissent des exemples connus de situations où les décisions ont été prises sans que le peuple soit consulté, certainement parce que l'on craignait que son avis ne soit négatif.

Quelques mois après son arrivée au pouvoir, la coalition SPD-Grünen prépare un projet de loi visant à instaurer la double-nationalité. La CDU s'oppose avec virulence à ce projet et prend le peuple à témoin :

*« A présent, la CDU/CSU mène une campagne de collecte de signatures sur la question de la double-nationalité. Il faut saluer cette action sans réserve, car que peut-il y avoir de mal à révéler la volonté de la population ? »*<sup>1613</sup>

Demander l'avis du peuple constitue le fondement de la démocratie. Mais alors qu'une élection vient juste de se dérouler et que le parti vainqueur met en place les projets qu'il a défendus durant la campagne électorale, le moment n'est pas forcément opportun pour en appeler au peuple souverain. Mais surtout, ce qui est le plus gênant dans la campagne menée par la CDU/CSU, c'est le risque d'attiser les tensions dans la population en mettant en question l'identité de chacun à des fins électoralistes.

---

<sup>1611</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB 98/11*, p. 10.

<sup>1612</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB 98/12*, p. 2.

<sup>1613</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB 99/2*, p. 1.

Une déclaration de Helmut Sauer à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la CDU mérite d'être prise en considération<sup>1614</sup>. Il est signalé comme tel en introduction mais se distingue des habituels communiqués de presse de l'OMV. Ici, aucun jugement n'est porté contre la politique du gouvernement, ni aucune promesse faite aux expulsés. L'article s'attache à montrer combien les expulsés qui ont participé à la création de la CDU étaient nombreux. Helmut Sauer indique aussi que le parti doit à l'insistance d'expulsés de porter le mot « chrétien » dans son nom. Il rappelle ainsi les liens historiques existant entre les expulsés et le parti chrétien-démocrate. Pour le lecteur du *GB*, c'est aussi un signe que la CDU est un parti qui rend hommage à ses fondateurs et qui sait honorer l'apport des expulsés à la vie démocratique d'après-guerre. Il en va de même lorsque le *GB* rend compte de la constitution du nouveau groupe des expulsés au sein du groupe parlementaire de la CDU/CSU après les élections législatives de 2009<sup>1615</sup>. L'article rappelle que seul le groupe parlementaire de la CDU/CSU a constitué une représentation des expulsés et que ce groupe n'a jamais été aussi fort que depuis que l'entrée n'y est plus réservé aux seuls expulsés ou descendants d'expulsés mais qu'il s'est ouvert à tous les députés qui souhaitaient y adhérer.

Peu de temps après l'élection d'Angela Merkel à la tête du gouvernement fédéral, un *Grafschafter* s'adresse à elle publiquement pour lui demander de mettre en œuvre les engagements pris durant la campagne électorale et de ne pas décevoir les attentes des expulsés qui sont fortes. La lettre ouverte qu'il adresse à la nouvelle chancelière est reproduite dans le *GB*. Dans sa conclusion, l'auteur semble prendre les lecteurs à témoin :

*« L'image de marque de la CDU n'est pas précisément bonne dans de larges cercles des expulsés. Un changement de cap est vraiment de mise pas seulement dans la politique culturelle, ce que je vous prierais de mettre en œuvre. »*<sup>1616</sup>

L'orientation politique de la CDU devient un sujet sensible pour le parti à partir de 2008. Ce que Peter Großpietsch craignait en 1998 après la défaite des conservateurs aux élections législatives s'est produit : le parti a glissé vers la gauche. La Grande coalition de 2005 à 2009 est en partie responsable, puisque la CDU a dirigé un gouvernement auquel le SPD était associé et les concessions à son partenaire l'ont empêchée de mener une politique conforme en tous points à ses souhaits. Néanmoins, la CDU est à la recherche d'une orientation politique claire et les valeurs conservatrices ne semblent plus lui tenir lieu de références :

*« La social-démocratisation de la CDU/CSU va continuer dans une proportion supérieure à celle occasionné par la Grande coalition. Les forces conservatrices de la CDU.CSU sont désemparées. »*<sup>1617</sup>

Six mois plus tard, le constat d'une absence d'orientation politique est le même, même si cette fois la chancelière est rendue coupable de cet état de fait :

---

<sup>1614</sup> Déclaration d'Helmut Sauer publiée dans *GB* 05/7-8, p. 17.

<sup>1615</sup> Article publié dans *GB* 10/1, p. 14.

<sup>1616</sup> Lettre de Heinz Marx à Angela Merkel publiée dans *GB* 06/2, p. 6.

<sup>1617</sup> Extrait d'un article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 08/12, p. 23.

« Ce n'est pas la chancelière qui peut résoudre la crise de la CDU car elle est une partie du problème. (...) Merkel joue sa survie sur sa capacité d'adaptation. Pourquoi prendre aujourd'hui des attitudes pour les abandonner le lendemain ? Le modèle de carrière de la chancelière fait disparaître le profil de la CDU. »<sup>1618</sup>

Deux autres extraits de presse permettent de mieux comprendre non seulement ce qui semble faire défaut à la CDU mais aussi ce que le *GB* regrette de ne plus trouver au sein du parti conservateur :

« La CDU s'efforce de clore le débat sur son déficit supposé dans son image de marque conservatrice en déclarant que la question n'est que virtuelle et que le problème n'existe pas en fait. Le parti fait comme Fifi Brindacier : youpi, youpi, j'arrange les choses à ma guise. Malheureusement le monde des adultes n'est pas un conte, il est bien réel. Le débat sur Steinbach est réel. Le débat sur Sarrazin aussi, la fuite de messieurs Merz et Koch [personnalités éminentes de la CDU qui se sont retirées de la politique en 2009 et 2010, L.P.] tout autant. A propos, l'amenuisement du socle électoral dont souffre la CDU/CSU depuis quelque temps l'est aussi. »<sup>1619</sup>

Enfin, l'avis d'un politologue termine cette esquisse peu reluisante de la perte des valeurs de la CDU :

« Ce qui manque en fait à la CDU/CSU, mais de façon fondamentale, c'est un plus grand attachement programmatique, un rayonnement programmatique qui s'adresse aussi aux conservateurs. (...) Ce sont des gens qui préfèrent des valeurs élémentaires pour la société, qui parlent de la Heimat, de la famille, des traditions, de la nation, de la sécurité, de la religion. Ils ne trouvent en ce moment qu'une offre très limitée dans la CDU/CSU. »<sup>1620</sup>

Dans cette dernière citation, le plus frappant est qu'hormis le thème de la sécurité, tous les autres thèmes évoqués comme valeurs fondamentales pour les conservateurs sont aussi parmi les sujets de prédilection du *GB*. Les électeurs traditionnels de la CDU/CSU correspondent donc très bien à la ligne éditoriale du *GB*. C'est finalement avec la perte d'orientation de la CDU que se dessinent les grandes lignes de ce que devrait être le programme politique d'un parti conservateur. Dans le *GB*, ce dessin prend une saveur toute particulière puisqu'il ressemble au portrait en creux du journal.

L'exposé de la perte des valeurs correspond aussi au moment où les expulsés s'interrogent sur le soutien que la CDU leur apporte effectivement. Sous le gouvernement de la Grande coalition, la CDU était encore liée en partie au SPD, mais depuis 2009, elle dirige les affaires gouvernementales (avec son allié libéral) avec une grande liberté de manœuvre. Entre les

---

<sup>1618</sup> Extrait d'un article (*Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*) paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 09/7-8, p. 9.

<sup>1619</sup> Extrait d'un article (*Münchener Merkur* cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 10/11, p. 12.

<sup>1620</sup> Déclaration de Werner Weidenfeld, politologue, dans *Junge Freiheit* parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 11/7-8, p. 18.

demandes d'indemnisation de la part de la Pologne et la création d'un centre de commémoration de l'expulsion, les sujets ne manquent pas pour les dirigeants allemands.

Face aux défis que le gouvernement allemand est appelé à relever, les actions concrètes de la CDU paraissent bien dérisoires. C'est ce que signale un article indiquant que les publications officielles du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ne disent plus que les expulsés ont quitté leur *Heimat* polonaise à la fin de la guerre. Le dirigeant du groupe parlementaire de la CDU au parlement régional emploie le mot « victoire » pour parler de ce changement, faisant ainsi preuve « d'une incroyable modestie »<sup>1621</sup>.

Après les citations reprises dans la presse pour parler de la perte des valeurs de la CDU et s'interroger sur la capacité du parti à représenter les expulsés, le *GB* publie un long article en guise de commentaire qui dresse le constat d'une rupture pure et simple entre la CDU et les expulsés :

*« Beaucoup d'électeurs du camp conservateur ont fait au cours des derniers mois la douloureuse expérience de ne plus être représentés par le parti pour lequel ils ont voté durant des décennies, comme on peut le lire dans la presse quotidienne du même bord. (...) Constaté avec amertume que l'on a perdu sa Heimat politique et que l'on est devenu politiquement heimatlos, n'est pas dénué de tragédie. »*<sup>1622</sup>

Dans la rubrique « Commentaire », l'article est mis en avant, et nul doute qu'il reflète fidèlement la pensée générale du *GB* et de ses lecteurs, lassés de voir que les querelles autour du centre de commémoration de l'expulsion sont interminables et que les expulsés vont sombrer dans l'oubli avant qu'un hommage public ne leur soit rendu.

### **La CSU**

Comme dans le cas de la CDU, la CSU publie des déclarations de presse qui sont reprises par le *GB*. Elles sont bien moins fréquentes que pour la CDU et les cas se limitent à la période 1994-1996, lorsque l'activité de Hartmut Koschyk, ancien secrétaire général du BdV, a attiré tout particulièrement l'attention des médias.

Bien souvent CDU et CSU sont rapprochées dans les articles de presse, les journaux utilisant soit la forme CDU/CSU soit le terme « Union » parlant des deux partis sans distinction. Il est vrai dans bien des cas que les deux partis suivent une ligne identique et ne se distinguent pas l'un de l'autre. Ainsi, dans les cas cités précédemment, c'était la CDU qui était concernée mais il a pu arriver que la CSU lui soit rattachée.

Pourtant, la CSU existe aussi de manière indépendante de la CDU et elle prend des positions qui la distinguent parfois de son alliée. La position de la CSU tient au particularisme bavarois. Mais comme il se trouve que la Bavière a été l'un des Länder qui a accueilli le plus d'expulsés, il n'est pas étonnant que la CSU porte un regard très attentif sur la situation des expulsés.

---

<sup>1621</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 10/3, p. 9.

<sup>1622</sup> Article de Peter Fünning paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 11/3, p. 2.

En 1976, Alois Bartsch compare les programmes électoraux des différents partis et distingue celui de la CDU et celui de la CSU. En soulignant le droit à la *Heimat* comme droit de l'homme inaliénable et rendant hommage à la contribution des expulsés à la reconstruction de l'Etat et du pays, la CSU se positionne en pointe de la défense des expulsés, surtout qu'elle s'engage pour faire reconnaître des droits spécifiques à la minorité vivant dans la *Heimat* : « (...) il n'y a qu'à la CSU que l'on trouve une telle déclaration. Elle est le seul parti qui défend les expulsés et leur travail politique par le passé (...). Dans aucun document d'un autre parti démocratique on ne trouve des déclarations favorables aux expulsés et allant aussi loin. »<sup>1623</sup>

Les programmes qui sont dévoilés avant les élections de 1976 permettent ainsi d'établir des comparaisons très claires entre les partis et la CSU obtient donc sans hésitation le jugement le plus favorable. Toutefois, on constate qu'il n'y a pas de jubilation dans le ton de Bartsch qui sait très bien faire la part des choses entre les promesses électorales et la politique effectivement conduite par un gouvernement. Son enthousiasme est donc mesuré, mais il se réjouit qu'un parti adhère autant aux revendications des expulsés.

Dix ans plus tard, Peter Großpietsch fait lui aussi le constat que les deux partis conservateurs ne sont pas identiques en tout point puisque, sur un sujet aussi crucial que la ratification du Traité de Varsovie, seule la CSU a fait vérifier la constitutionnalité du texte après son adoption :

« Grâce à l'initiative du gouvernement régional de Bavière et du parti qui le constitue, la Bundesverfassungsgericht a dû se prononcer. Malheureusement, l'autre parti chrétien ne s'est pas associé à cette démarche. »<sup>1624</sup>

Par cette démarche, les deux partis montrent clairement comment ils se positionnent par rapport à l'*Ostpolitik* du gouvernement social-libéral : la CDU proteste pour la forme mais se tait au moment du vote, tandis que la CSU porte l'affaire devant la *Bundesverfassungsgericht* qui aurait pu déclarer le texte irrecevable juridiquement.

La procédure devant la *Bundesverfassungsgericht* est déjà ancienne en 1987, mais cette même année, les députés conservateurs sous la houlette du porte-parole CSU de leur groupe parlementaire au *Bundestag*, Eduard Lintner, prennent l'initiative de proposer le BdV au comité Nobel d'Oslo<sup>1625</sup>. S'appuyant principalement sur le texte de la Charte des expulsés de 1950, il souligne l'engagement du BdV en faveur de la paix et ses efforts pour la réconciliation entre les peuples.

La proximité idéologique de la CSU et du *GB* se voit aussi dans le fait que le journal met en avant les positions politiques de la CSU en dehors de toute période électorale, simplement pour rappeler que c'est un parti fidèle aux expulsés<sup>1626</sup>. Un article intitulé « CSU : Une

---

<sup>1623</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/11, p. 1-2.

<sup>1624</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 87/3, p. 2.

<sup>1625</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 87/3, p. 3.

<sup>1626</sup> Article (*oprM*) publié dans *GB* 87/8, p. 2.

profession de foi en faveur de l'Allemagne »<sup>1627</sup> montre bien l'engagement des conservateurs bavarois non pour l'Allemagne opposée aux pays étrangers, mais bien pour la nation allemande, dans le sens où celle-ci vit écartelée en trois parties.

Mais les relations entre le parti et le journal ne sont pas exemptes de toute turbulence. En effet, alors que l'unité de la RFA et de la RDA vient de se réaliser au prix du renoncement aux territoires de l'est, Peter Großpietsch ne cache pas sa déception vis-à-vis de la CSU. Il rappelle qu'un député CSU, Ortwin Lowack, vient de démissionner du parti en raison de l'orientation du parti tendant vers le renoncement<sup>1628</sup>.

Mais sous la plume de Herbert Gröger, les députés CSU deviennent des hommes de confiance, susceptibles de plus de sens national que le reste des députés. Membre lui-même de la CSU<sup>1629</sup>, Gröger compte sur le parti auquel il appartient pour corriger en partie les excès de la politique conduite par le gouvernement Kohl :

« *Pour finir, un souhait pour la nouvelle année : une bonne chose serait que quelques députés CSU refusent leur voix à ce non-sens.* »<sup>1630</sup>

La CSU est plus habituée à recevoir un concert de louanges que les critiques. Le *GB* publie un extrait du courrier des lecteurs de la *FAZ*. Une lettre rédigée par un membre de la section berlinoise du BdV donne son avis sur l'enseignement de l'histoire à l'école. La position des partis vient à être évoquée et sans surprise, le jugement est de plus en plus favorable à mesure que le regard se déplace de la gauche vers la droite de l'échiquier politique :

« *Dans l'espace politique, les partis de gauche ont abandonné depuis longtemps les sujets que sont l'expulsion et les expulsés allemands, à la CDU, c'est le rassemblement des Allemands de l'est et du centre qui fait ce travail comme groupe représentatif à l'intérieur du parti (souvent contre ses propres camarades du parti). Le seul parti qui représente ces intérêts de façon affirmée et active, c'est la CSU !* »<sup>1631</sup>

La CSU est présentée comme le parti des hommes politiques qui savent faire preuve de bon sens, qui ne se laissent pas porter par l'air du temps et qui respectent les valeurs traditionnelles. En 1999, Wolfgang Thierse (SPD), président du *Bundestag*, envisage de changer le nom du *Reichstag* car le mot *Reich* est selon lui trop associé au nazisme et au IIIe Reich. Peter Großpietsch n'a pas de mots assez durs pour critiquer et ridiculiser le projet et son auteur :

« (...) avec un caractère absolu qui confine à l'entêtement (...) pour simplifier et suivant son illogique (...) sa thèse indéfendable (...) dans une simplification effrayante. »<sup>1632</sup>

---

<sup>1627</sup> « CSU: Klares Bekenntnis zu Deutschland », article (*GNK*) publié dans *GB* 89/1, p. 3.

<sup>1628</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 91/9, p. 1-2.

<sup>1629</sup> Interview de Herbert Gröger par l'auteur à Buxheim le 28 juin 2011.

<sup>1630</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 97/2, p. 1.

<sup>1631</sup> Lettre d'un membre du BdV à *Frankfurter Allgemeine Zeitung* publiée dans *GB* 97/11, p. 5.

<sup>1632</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 99/6, p. 2.

Großpietsch montre que le *Reichstag* n'a pas de rapport avec le nazisme et qu'il n'a jamais été un haut-lieu de la dictature. Il termine en mentionnant que la CDU apporte dans le Conseil des Anciens son soutien au projet :

« *Seule la CSU l'a refusé ; Dieu merci.* »<sup>1633</sup>

Après avoir montré tout au long de son article combien la proposition de Thierse est inepte, sa conclusion lui oppose en quelques mots la sagesse de la CSU qui refuse de changer un symbole de l'histoire allemande. Contrairement au SPD le parti de Thierse, et à la CDU qui se fait complice, la CSU dégage une impression de solidité et de sang-froid pour regarder l'histoire allemande. Les autres partis mélangent tous les chapitres de l'histoire que seule la CSU semble connaître. Thierse ressort complètement décrédibilisé de cet article tandis que la CSU gagne en stature.

La CSU est capable de se distinguer de la CDU dans les votes importants. Ainsi, lorsque l'adhésion de la République tchèque à l'UE est adoptée par le parlement européen, Peter Großpietsch souligne que les dix députés européens de la CSU ont voté contre<sup>1634</sup>. Mais le vote à l'unisson de la CDU en faveur de l'adhésion de la Pologne jette un trouble sur la crédibilité des deux partis qui s'étaient engagés à faire respecter les droits des Allemands dans ces pays avant leur entrée dans l'UE :

« *On est très irrité en tant qu'électeur. Qu'en est-il de la crédibilité des partis ? N'a-t-on pas droit à une explication sur ce que je considère comme une volte-face presque complète au moment crucial, réalisée le 9 avril 2003 à Strasbourg ?* »<sup>1635</sup>

Peter Großpietsch garde tout de même une confiance particulière à la CSU, suite à la plainte déposée par Peter Gauweiler, député CSU. La *Bundesverfassungsgericht* déclare que le Traité de Lisbonne est conforme à la Loi fondamentale mais réclame que les droits du *Bundestag* soient mieux respectés dans le cadre des processus législatifs. Comment la classe politique allemande va-t-elle réagir à ce camouflet pour tous ceux qui pensaient que le Traité de Lisbonne était juridiquement inattaquable ? Une fois de plus, Großpietsch s'en remet à la CSU :

« *Reste à espérer que la CSU mette à profit le rôle qu'on lui reconnaît de sentinelle de l'application correcte des documents de la Bundesverfassungsgericht.* »<sup>1636</sup>

On retrouve ici la défiance habituelle vis-à-vis de la classe politique, mais on constate que la CSU est exempte du soupçon de manipulation et d'arrangements avec les décisions de la *Bundesverfassungsgericht*. Elle prend même le rôle de garant du respect de l'ordre démocratique.

Pourtant, la CSU tombe de son piédestal en 2010 suite à la visite officielle du ministre-président de Bavière, Horst Seehofer, à Prague. Premier ministre-président bavarois à se

---

<sup>1633</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 99/6, p. 2.

<sup>1634</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 03/5, p. 2.

<sup>1635</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 03/7-8, p. 2.

<sup>1636</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 09/9, p. 2.

rendre en République tchèque depuis la fin de la guerre, il veut initier de nouvelles relations avec le pays voisin et clore le chapitre du passé (lequel ne sera pas évoqué avec le président du gouvernement tchèque)<sup>1637</sup>. Il s'agit d'une rupture radicale avec la tradition de la CSU. La Bavière considère les Allemands des Sudètes comme le quatrième groupe ethnique composant le Land et les ministres-présidents de Bavière ont toujours accordé une grande importance aux expulsés en général et à ceux de la République tchèque en particulier. Peter Großpietsch sait qu'il n'est pas le seul à s'offusquer de la trahison de la CSU et il cite aussi bien l'éditorial au vitriol du *FAZ*<sup>1638</sup> que la rubrique « courrier des lecteurs » de plusieurs quotidiens<sup>1639</sup>.

### **Le BHE**

Le BHE aurait pu devenir le parti des expulsés jusqu'à ce que la question des territoires de l'est trouve un règlement définitif. Il n'en a rien été et le parti n'a connu qu'une brève existence. Durant cette période, il a toutefois pu être représenté au *Bundestag* et participer au gouvernement fédéral sous la conduite d'Adenauer. Il a donc joué un rôle non négligeable dans les premières années de la RFA. A première vue, on pourrait penser que le *GB* a vu dans le BHE l'instrument politique à même de défendre efficacement les revendications des expulsés et de porter sur le devant de la scène politique la question territoriale, mais la réalité est bien différente<sup>1640</sup>. On constate que le BHE n'est que très rarement évoqué dans le *GB*, y compris lorsqu'il participe au gouvernement. Est-ce pour ne pas réduire la question des expulsés à un simple lobbying et donc impliquer tous les partis dans la prise en compte de leur sort ou parce que la représentation proposée par le BHE est insatisfaisante ? Toujours est-il que le parti n'est pas véritablement pris au sérieux par le journal qui ne voit pas dans le BHE le fer de lance de la cause des expulsés.

Georg Goebel ouvre le débat dans un éditorial, reprenant même les termes d'une question qui doit souvent lui être posée : « Que pensez-vous de Kraft et du BHE ? »<sup>1641</sup>. Il commence certes par faire les louanges de Waldemar Kraft, le fondateur du parti, et reconnaître que la création du parti répondait à une véritable nécessité mais en vient très vite à souligner les faiblesses du parti :

*« A côté de ces aspects positifs, nous devons aussi constater que le BHE défend des avis et des idées avec lesquelles nous ne pouvons pas être d'accord. Kraft croit que le BHE peut devenir un facteur politique sans une solide base philosophique. (...) Le BHE devra réviser ses idées politiques s'il veut être le porte-parole politique des Allemands de l'est. »*<sup>1642</sup>

---

<sup>1637</sup> SCHWARZ Karl-Peter, « Ein schwieriger Besuch beim Nachbarn », in : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, article mis en ligne le 19 décembre 2010 disponible sur [www.faz.net/artikel/C31147/seehofer-in-prag-ein-schwieriger-besuch-beim-nachbarn-30322334.html](http://www.faz.net/artikel/C31147/seehofer-in-prag-ein-schwieriger-besuch-beim-nachbarn-30322334.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1638</sup> KOHLER Berthold, « Kapitulation an der Moldau », in : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, article mis en ligne le 20 décembre 2010 disponible sur [www.faz.net/artikel/C30089/seehofer-in-prag-kapitulation-an-der-moldau-30322505.html](http://www.faz.net/artikel/C30089/seehofer-in-prag-kapitulation-an-der-moldau-30322505.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1639</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 11/2, p. 1-9.

<sup>1640</sup> Sur les relations entre BHE et les associations représentatives des expulsés, cf. STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 280-291.

<sup>1641</sup> « Was haltet Ihr von kraft und dem BHE? », éditorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/6, p. 1-2.

<sup>1642</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/6, p. 1-2.

Il y a deux aspects qui dérangent Goebel dans l'attitude du BHE. La première est donc que le parti se veut le défenseur des expulsés. Mais dans sa prétention à représenter tous les expulsés, il s'affranchit d'une contrainte fondamentale pour un parti politique qui est de donner une orientation politique au mouvement. Or, afin de s'adresser au plus grand nombre, le BHE se dit prêt à collaborer aussi bien avec le SPD qu'avec la CDU, dans une sorte d'élan apolitique maximal. Le parti se voit donc réduit à n'être qu'un lobby installé au pouvoir et chargé de défendre uniquement un groupe social particulier. Second problème selon Goebel, cette neutralité politique se double d'une neutralité religieuse. Or, c'est selon lui une attitude typique de l'est où il était important que les Allemands fassent bloc face aux autres nationalités et qu'ils transcendent leurs différences confessionnelles mais ce n'est plus possible dans le contexte de la RFA où les gens ont besoin de se reconnaître à travers des valeurs communes. Le christianisme doit donc être mis au cœur de projet politique du parti. Dans ce jugement de Goebel, on reconnaît l'homme d'Eglise engagé dans les questions de son temps pour qui politique et religion sont les deux faces d'un même engagement.

Avec une telle retenue, il n'est pas surprenant que les résultats électoraux très favorables au BHE ne soient pas accueillis avec un enthousiasme débordant :

« *Même si tous les députés appartenant au groupe parlementaire [du BHE, L.P.] ne sont pas des Allemands originaires de l'est, nous espérons néanmoins que leurs membres seront les protecteurs et les gardiens de nos revendications liées à l'est de l'Allemagne.* »<sup>1643</sup>

Cette mention du BHE s'apparente presque à une formule de politesse de circonstance. Il est impossible d'ignorer que les expulsés ont une représentation au *Bundestag*, mais il est évident que Goebel ne lui porte qu'un crédit très réduit et qu'il ne soutient le parti que dans l'attente de le voir effectivement à l'œuvre.

On trouve une confirmation de ce manque d'estime dans le fait que l'échec aux portes du *Bundestag* lors des élections législatives suivantes puis la lente disparition dans l'anonymat de ce parti ne suscite aucun commentaire dans le journal. Il ne peut déplorer l'absence d'un projet politique auquel il n'a jamais vraiment adhéré ni se réjouir de la disparition d'un mouvement qui ambitionnait de défendre les expulsés. Le silence (pour ne pas dire le mépris) est symptomatique du regard que le journal porte sur les mouvements qui ne correspondent pas à sa vision du monde. Les organisations des expulsés qui sont évoquées sont toujours en phase avec la ligne du journal. Celles qui choisissent une voie différente sont ignorées.

### **Le NPD**

Créé en 1964, le NPD est sans aucun doute le parti d'extrême droite le plus connu d'Allemagne. D'autres mouvements extrémistes existaient avant le NPD, mais c'est lui qui va enregistrer des scores électoraux importants dans les années suivant sa création. Son exposition médiatique fait qu'il devient un symbole pour les idées radicales et lorsque les expulsés sont taxés d'extrémisme, c'est à ce parti qu'on les associe<sup>1644</sup>. Le NPD défend une idéologie revanchiste et révisionniste et il met clairement en doute la légalité de la frontière germano-polonaise. Son attachement à la question nationale et son obsession à présenter les

---

<sup>1643</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/10, p. 1-2.

<sup>1644</sup> Sur les relations entre NPD et les associations représentatives des expulsés, cf. STICKLER, *Ostdeutsch*, p. 237-347.

Allemands comme des victimes de la guerre en font un défenseur possible des expulsés. Pour autant les expulsés ne se retrouvent pas dans ce parti, les résultats électoraux du parti suffisent à montrer que son audience reste faible.

Dans le *GB*, on constate que l'extrême droite est clairement montrée du doigt et désignée comme un piège dont les expulsés doivent se méfier. Le NPD est plus rarement mentionné. Pour le journal, ce n'est pas tant le parti en lui-même qui représente un danger que les idées qu'il défend. Lorsque Bartsch met en garde les lecteurs contre l'extrémisme, il ne désigne pas un parti en particulier car tous les partis extrémistes représentent un danger quel que soit leur nom. Au moment où les sondages et les résultats aux élections régionales augurent d'une entrée prochaine au *Bundestag*, Alois Bartsch met en garde les lecteurs contre le NPD pour la première fois<sup>1645</sup>. A quelques mois de l'échéance électorale, il considère que le manque d'adhésion des expulsés aux idées du NPD constitue une victoire pour les représentants des expulsés qui ont su les tenir éloignés du piège extrémiste. Dans le numéro paraissant juste avant l'élection, le *GB* tire une dernière fois la sonnette d'alarme :

*« Les passésistes qui n'ont rien appris de l'histoire se sont rassemblés à la direction du NPD. Nous regrettons qu'un homme comme Linus Kather qui a beaucoup fait pour l'intégration sociale et professionnelle des expulsés et mérite donc notre respect, cherche à revenir dans la sphère publique à l'aide d'un groupe contre lequel nous ne pouvons que mettre en garde suite aux expériences tragiques que nous avons faites et pour le bien de tout le peuple allemand. »*<sup>1646</sup>

Ce cri d'alarme des associations catholiques des expulsés fait le lien entre le NPD et le nazisme dont le peuple allemand a eu à souffrir, ce qui devrait suffire à rendre le parti définitivement infréquentable.

Le nom du NPD disparaît ensuite complètement pendant plusieurs années, preuve que c'est bien le risque de voir le parti faire son entrée au *Bundestag* qui justifiait de lui accorder soudain une importance particulière. Il revient dans le *GB* dans l'article que Peter Großpietsch consacre à l'étude de la position des différents partis face aux expulsés. Le NPD n'est pas cité nommément, mais on le reconnaît en creux à travers son positionnement par rapport à la CDU :

*« Malheureusement, on a participé aussi à la diabolisation des partis qui sont situés à sa droite. D'ailleurs selon moi, tous les partis qui sont autorisés par l'autorité responsable des scrutins sont des partis démocratiques. Le reste n'est qu'ignorance ou campagne électorale avec des moyens antidémocratiques. »*<sup>1647</sup>

A première vue, Großpietsch a raison de considérer que si un parti est autorisé à se présenter aux élections, il peut être considéré comme conforme aux règles de la démocratie. Mais cela ne suffit pas à interdire toute critique. Le NPD est certes un parti légal qui participe à la plupart des scrutins électoraux à tous les niveaux, mais cela ne suffit pas à en faire un parti

<sup>1645</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/5, p. 1.

<sup>1646</sup> Déclaration du Groupe de travail des organisations catholiques d'expulsés publiée dans *GB* 69/9, p. 2.

<sup>1647</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 98/12, p. 2.

tout à fait comme les autres. D'ailleurs, la parution de l'article en 1998 correspond aussi à un moment où les responsables politiques des partis représentés au *Bundestag* réfléchissent à l'opportunité de faire interdire le NPD. Entre provocations à des fins électoralistes et positionnement programmatique ambigu, le NPD suscite des interrogations quant à sa conformité avec la Loi fondamentale allemande. Combattre le NPD, y compris en mettant en cause sa compatibilité avec la démocratie n'est pas antidémocratique.

### **Les Republikaner**

Les *Republikaner* sont à côté du NPD l'autre parti d'extrême droite mentionné dans le *GB*. Ce parti a été la tête de proue de l'extrême droite en RFA durant les années 1980 et 1990. Le parti est cité pour la première fois en 1989. Comme souvent avec l'extrême droite, c'est pour dire que le parti ne peut pas être considéré comme attractif par les expulsés. Toutefois, le rejet n'est pas aussi massif que lorsque l'extrême droite est présentée anonymement sans qu'aucun nom ne lui soit associé :

*« La CDU a un train de retard. Les expulsés ne se sentent plus chez eux au sein de la CDU. Ils ne comptent pas forcément sur les Republikaner, mais tout de même sur un parti tel que les Republikaner qui d'après eux rassemblent les sujets qui au fil des ans ont été négligés par la CDU. La rancœur est si grande que ceux qui proclament qu'ils ne veulent pas voter pour les Republikaner trop suspects à leurs yeux, préfèrent rester chez eux lors des élections plutôt que de donner leur voix à la CDU par laquelle ils s'estiment trahis. »*<sup>1648</sup>

Les *Republikaner* servent en fait moins à montrer que l'extrême droite est représentative ou non des expulsés, qu'à montrer que les expulsés déçus par la CDU pourraient être tentés d'aller voir ailleurs et de se tourner vers d'autres partis. Les choix mis en balance sont simples : si la CDU n'est plus un parti fiable, il ne reste plus qu'à choisir entre l'abstention et les *Republikaner*. L'auteur de l'article semble considérer que l'abandon de la CDU ne peut se faire qu'au profit d'un déplacement vers la droite, et qu'un balancement vers la gauche (ou le centre) est inenvisageable.

En 1989, les *Republikaner* sont au centre de l'attention médiatique après leurs succès électoraux à Berlin et en Hesse. Comme souvent en de pareilles circonstances, on cherche à comprendre pourquoi les électeurs se tournent vers l'extrême droite et le vote protestataire arrive généralement vite comme explication. A cette explication s'ajoute en 1989 la question des nombreux demandeurs d'asile arrivant d'Europe de l'est. La RFA est confrontée à un afflux massif de demandeurs d'asile, et l'extrême droite profite du rejet de ces migrants par une partie de la population pour bâtir son succès électoral. Le *GB* publie un article qui s'intéresse aux rapports entre xénophobie, *Republikaner* et demandeurs d'asile. Constatant que de nombreux demandeurs d'asile sont en fait de simples migrants économiques n'ayant subi aucune persécution politique, l'auteur considère qu'il n'y a pas lieu d'accueillir ces populations en RFA :

*« Exiger d'eux [des expulsés, L.P.] qu'ils accueillent les réfugiés économiques polonais à bras ouverts est inacceptable. Imagine-t-on que les Allemands venus de l'est ont oublié qui leur a pris leur ancienne Heimat avec tous leurs biens ? »*<sup>1649</sup>

<sup>1648</sup> Article de Gudrun Schmidt paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 89/4, p. 2.

<sup>1649</sup> Article de Norbert Nitsche paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/5, p. 2.

Les *Republikaner* se sont pas pris très au sérieux par le *GB* qui ne les considère pas comme un parti capable de rassembler les suffrages des électeurs. Les multiples déboires du fondateur et chef historique du parti face à ses troupes, Franz Schönhuber, discréditent le parti en général qui ne peut pas devenir le lieu de rassemblement des mécontents ni capter l'électorat qui ne se retrouve pas dans les partis établis :

« Dans les 30% d'abstention lors des élections régionales en Hesse, il y a une part de protestation des expulsés. Les partis établis ont de la chance que Schönhuber ne soit que Schönhuber. »<sup>1650</sup>

Par la suite, les *Republikaner* ne remportent plus de succès électoraux notables et ils retombent dans l'anonymat. Le journal n'en parle plus. Le NPD comme les *Republikaner* ne sont que peu présents dans le *GB* qui préfère à l'usage des noms des partis le terme plus générique d'extrémisme ou d'extrême droite, englobant à la fois les deux partis, mais aussi d'autres partis plus petits ou de simples associations extrémistes visibles principalement dans les manifestations de rue.

## II – Les hommes politiques de premier plan

Certains hommes politiques de premier plan sont mentionnés parfois dans le *GB* pour montrer le décalage qui existe entre une pratique ancienne et glorieuse de la politique et son exercice actuel et médiocre. Les grandes personnalités, qu'elles soient de gauche ou de droite, sont alors citées en temps que figures tutélaires d'un parti pour rappeler le caractère visionnaire de certains et montrer des exemples aux dirigeants contemporains qui manquent cruellement de largeur de vue et d'esprit. Ces exemples sont traités dans le chapitre consacré à la langue du *GB* car la citation des noms relève plus de l'usage rhétorique que du rappel réel de positions politiques.

### ***Konrad Adenauer***

Le chancelier Adenauer est une figure-clé de l'après-guerre. Son charisme et l'empreinte qu'il a donnée à la politique étrangère de la RFA font de lui un personnage historique d'une grande envergure que le *GB* utilise bien après qu'il a quitté ses fonctions à la chancellerie. Des années 1950 aux années 2000, Adenauer traverse le temps et il devient une figure de référence pour juger la politique de ses successeurs.

En 1953, la brève apparition de Konrad Adenauer lors de la rencontre nationale des Silésiens à Cologne suffit à montrer qu'il défend leurs intérêts. En assurant les Silésiens qu'ils rentreront un jour chez eux, il fait plus que donner de l'espoir<sup>1651</sup>. Pourtant, quelques mois plus tard, c'est avec une inquiétude certaine que Georg Goebel rend compte des déclarations d'Adenauer sur les projets concrets qu'il entend défendre : Adenauer affirme qu'envisager de transformer les territoires de l'est en un condominium administré conjointement par les Allemands et les Polonais est tout à fait envisageable<sup>1652</sup>. Pour les expulsés, c'est un scénario

---

<sup>1650</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 93/4, p. 1-2.

<sup>1651</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 53/9, p. 2.

<sup>1652</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/11, p. 1-2.

absolument inenvisageable. Pourtant, il est frappant de constater que par la suite, il ne sera plus jamais question de cette possibilité de condominium. Il semble que le journal préfère retenir l'engagement d'Adenauer pour les territoires tel que les expulsés le conçoivent et non sous une quelconque autre forme. Le *GB* donne aussi l'impression de ne pas vouloir diffuser d'idées non conformes à ses attentes, comme s'il craignait que celles-ci ne soient reprises au détriment des expulsés. Pour le *GB*, les déclarations d'Adenauer sur le condominium ne sont donc qu'une parenthèse vite refermée et oubliée. Il préfère souligner son soutien aux paysans parmi les expulsés<sup>1653</sup>. Même lorsque la teneur de ses discours n'est pas citée, la présence d'Adenauer à des rencontres de Silésiens est soulignée, ce qui suffit à montrer sa solidarité avec les expulsés<sup>1654</sup>. Quant aux citations de ses discours, elles vont toujours dans le sens d'un soutien moral, presque psychologique :

« *Ne perdez pas courage et espoir, et transmettez votre ferme volonté à la jeunesse (...). Nous avons besoin de patience et d'endurance.* »<sup>1655</sup>

Aussi longtemps qu'Adenauer est resté chancelier, il n'a été considéré que comme un soutien fidèle des expulsés<sup>1656</sup>. Jamais sa parole n'est mise en doute ni critiquée (hormis l'épisode du condominium). Après sa mort, il devient la figure de référence pour sa capacité à diriger le pays avec détermination. Pourtant, tout au long de ses mandats, il n'a pas obtenu la moindre avancée sur la question des territoires. Il a su donner une ligne claire à la politique étrangère de la RFA, mais en dépit de toutes ses déclarations, rien n'a changé pour les expulsés qui n'ont rien d'autre que l'espoir de retrouver un jour leur *Heimat*. Mais il incarne le sérieux et la rigueur d'un homme d'Etat fiable et rigoureux. Il sert ainsi de contre-point à Willy Brandt, devenu après 1970 le symbole de l'homme d'Etat inconstant. Un extrait du *Nürnberger Zeitung* illustre cette situation en comparant la force de la majorité parlementaire soutenant le chancelier dans les grandes décisions :

« *Il est riche d'enseignements de se rappeler avec quelles majorités Adenauer a imposé une politique qui touchait autant notre destin à tous : 89 voix lors du Traité sur la CECA en 1951 ; 173 voix lors du Traité sur l'Allemagne en 1952 ; 157 voix lors de l'entrée dans l'OTAN en 1955 ; 60 lors du vote sur le statut de la Sarre en 1955. Ce sont la prudence, la circonspection et une froide sobriété qui caractérisaient Adenauer, et pas le « goût du risque ».* »<sup>1657</sup>

Publié juste après la ratification des traités de l'est par le *Bundestag*, cet article est un coup de griffe contre Willy Brandt qui n'a obtenu la majorité requise au *Bundestag* que grâce à l'abstention de la majorité des députés conservateurs<sup>1658</sup>. Adenauer sert ici à décrédibiliser la politique de Brandt qui court le risque de se voir désavoué par le *Bundestag* après une politique d'ouverture à l'est jugée déraisonnable par le journal.

---

<sup>1653</sup> Article publié dans *GB* 59/1, p. 2.

<sup>1654</sup> Article publié dans *GB* 59/7, p. 1-2 ; éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 63/7, p. 1-2.

<sup>1655</sup> Article publié dans *GB* 61/7, p. 1-2 et article signé *Spektator* publié dans *GB* 61/8, p. 1-2.

<sup>1656</sup> Il reçoit la plus haute distinction du BdV en 1964. Kittel indique qu'en faisant figure de rempart contre le communisme, il a su masquer les faiblesses et l'absence de résultats de sa politique à l'est. Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 78.

<sup>1657</sup> Article (Huf) publié dans *GB* 72/7, p. 2.

<sup>1658</sup> 248 pour, 10 contre et 238 abstentions (Traité de Moscou), 248 pour, 17 contre, 231 abstentions (Traité de Varsovie).

Le *GB* rend un vibrant hommage à Adenauer dans un article de 1976 à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance<sup>1659</sup>. Sa fidélité à la cause des expulsés à travers la politique sociale et leur intégration dans la RFA naissante sont mises en avant ainsi que la reconnaissance qu'il a obtenue en étant décoré des plus hautes distinctions remises par le BdV.

Peter Großpietsch utilise également Adenauer comme figure tutélaire de la CDU pour montrer combien c'était un grand chancelier en comparaison d'Helmut Kohl qui en 1985 craint la polémique liée au choix du slogan de la rencontre nationale des Silésiens. Son refus de participer au rassemblement si le slogan décrié<sup>1660</sup> n'est pas modifié constitue une reculade selon Großpietsch qui considère que le choix du slogan est très légitime :

*« Les souvenirs nostalgiques de Konrad Adenauer refont alors surface. Il avait encore le courage d'exprimer les revendications allemandes et de dire des choses impopulaires à la face du monde avec dignité et autorité. Cela n'a pas nui à son prestige ou à celui de la RFA, au contraire ! »*<sup>1661</sup>

L'évocation d'Adenauer est moins un hommage au premier chancelier de la RFA qu'une attaque indirecte portée contre l'actuel chancelier. Il est clair pour Großpietsch que Kohl ne soutient pas la comparaison avec Adenauer tant les qualités humaines et politiques sont différentes.

Adenauer incarne véritablement la figure tutélaire des conservateurs. Lorsqu'un député CDU critique le discours d'un universitaire sur les crimes commis au camp de Lamsdorf l'article qui rend compte de la situation renvoie au père spirituel de la CDU :

*« Qu'aurait donc dit Adenauer à cette injonction de taire la vérité historique ? »*<sup>1662</sup>

Ce n'est pas un hasard si le nom d'Adenauer revient plusieurs fois dans un article consacré aux grands discours ou hauts faits d'hommes politiques majeurs depuis 1945. A partir de 1970, le *GB* perd le ton respectueux vis-à-vis des dirigeants politiques qu'il entretenait jusque-là. L'arrivée au pouvoir de la coalition de centre-gauche marque le début d'une relation nouvelle aux hommes politiques. Désormais, les dirigeants ouest-allemands ne sont plus considérés que comme des fantoches agissant plus par calcul politicien ou par désir de plaire aux puissances étrangères. Par effet de contraste, le regard porté sur les dirigeants du passé est rempli de nostalgie et du regret d'une sorte d'âge d'or de la politique où les dirigeants étaient courageux et n'agissaient que portés par un idéal patriotique et mus par le désir d'agir au nom de l'intérêt national :

*« On raconte qu'Adenauer tenait à respecter le commandement biblique d'agir et de parler « que cela plaise ou non » ; en particulier lorsqu'il était question des intérêts élémentaires de son peuple. »*<sup>1663</sup>

---

<sup>1659</sup> Article publié dans *GB* 76/4, p. 4.

<sup>1660</sup> « Schlesien bleibt unser » « La Silésie reste nôtre ».

<sup>1661</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 85/5, p. 2.

<sup>1662</sup> Article publié dans *GB* 92/5, p. 4-5.

En 2000 paraît un long article consacré entièrement à la politique menée par Adenauer en direction de l'est. Le chancelier et sa politique étrangère apparaissent sous un jour bien moins positif qu'à l'accoutumée. Le bilan qui est dressé de son action diplomatique rompt avec l'image traditionnelle. Le titre de l'article présage d'un exposé loin de certaines polémiques paraissant dans la rubrique « Opinion » : « *L'Ostpolitik* du chancelier Adenauer 1949-1963 »<sup>1664</sup>. Effectivement, le texte commence par un rappel des conditions géopolitiques lors du début du mandat d'Adenauer et de son absence de libertés dans la conduite des affaires étrangères. Toutefois, le rappel de son attachement à la région rhénane et sa distance avec le nationalisme incarné par les junkers de l'est indique qu'il ne se tourne pas naturellement vers l'est de l'Allemagne :

« *Sa répulsion contre l'est de l'Allemagne allait si loin que lors de ses voyages berlinois (comme il le racontait lui-même), il fermait le rideau de son compartiment dans le train après avoir franchi l'Elbe pour ne pas avoir à « voir la steppe asiatique ».* »<sup>1665</sup>

Nul doute que le lecteur du *GB* qui est originaire des territoires au-delà de l'Elbe n'appréciera que modérément de lire que sa région était une « steppe asiatique » selon le premier chancelier ouest-allemand.

La suite s'efforce surtout de montrer qu'Adenauer n'a jamais entrepris d'action concrète pour que les territoires perdus redeviennent allemands. Selon l'auteur, c'est principalement la doctrine Hallstein qui a empêché la RFA de nouer des contacts avec la Pologne et d'enclencher un rapprochement avec ce pays. L'auteur regrette que la politique vis-à-vis de la RDA soit devenue un point de blocage de la politique avec l'ensemble des pays du bloc communiste. Selon lui, l'espoir de se rapprocher de la Pologne n'était qu'une illusion. Plus grave pour les lecteurs du *GB*, il souligne le décalage entre les déclarations d'Adenauer et la réalité de ce qu'il pensait réellement et de la politique qu'il menait. Le politologue Karl Kaiser a indiqué que le 21 novembre 1951, Adenauer renonçait aux territoires de l'est dans une lettre au ministre américain des Affaires étrangères, et que ses éternelles déclarations sur la volonté de recouvrer les territoires n'étaient faites que du bout des lèvres. Cet article n'apporte pas de révélation sur l'action d'Adenauer et reprend des analyses que l'on peut trouver chez nombre d'historiens. Mais il surprend par sa volonté d'expliquer de manière sobre et objective que le chancelier a en partie trahi les expulsés à des fins électoralistes. En effet, il renonce au ton polémique habituel pour évoquer les dirigeants politiques qui abandonnent les territoires et il rompt avec l'image uniformément glorieuse d'Adenauer.

Un autre article va dans le même sens, tiré du *Junge Freiheit*. Lui aussi rappelle que laisser en suspens la question des territoires de l'est n'était qu'un jeu de dupes et que pour la plupart des dirigeants ouest-allemands, leur sort était scellé depuis bien longtemps :

---

<sup>1663</sup> Article publié dans *GB* 99/7, p. 1-6.

<sup>1664</sup> « Die Ostpolitik von Bundeskanzler Adenauer (1949-1963) », article de Rudolf Menzel paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 00/2, p. 2-8.

<sup>1665</sup> Article de Rudolf Menzel paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 00/2, p. 2-8.

« Dès le début des années 1950, Adenauer les [territoires de l'est, L.P.] considérait comme perdus, tandis que son gouvernement continuait de prétendre jusque dans les années 1960 qu'il se battait pour les recouvrer. »<sup>1666</sup>

En renouvelant son rappel du double-jeu d'Adenauer, le *GB* achève de prendre ses distances avec la figure emblématique de la CDU. A la lumière de l'attitude d'Adenauer, l'attitude de Kohl déclarant soutenir les expulsés contre vents et marées pour finir par renoncer définitivement aux territoires n'est guère surprenante.

### **Willy Brandt**

La figure de Willy Brandt est naturellement très présente dans le *GB*, presque tout au long de son histoire. Chancelier de 1969 à 1974, il est le grand artisan de l'*Ostpolitik* et du rapprochement avec la Pologne en renonçant aux territoires de l'est. Ici toutefois, il ne sera pas question de l'*Ostpolitik*, mais plutôt du traitement réservé par le journal à la personne derrière le chancelier. Souvent, les deux se confondent et Brandt est assimilé à la politique qu'il conduit, mais dans un certain nombre de cas, le *GB* marque une distinction nette et le regard porté sur la personne éclaire le ton du journal.

Après la rencontre de Brandt avec le vice-président du Conseil d'Etat de RDA<sup>1667</sup>, Willi Stoph, à Erfurt et avant leur rencontre suivante à Cassel, le *GB* s'interroge sur ce qui ressortira des négociations entre les deux dirigeants allemands et surtout sur l'attitude qu'adoptera le chancelier ouest-allemand :

« Le chancelier va-t-il vraiment défendre les intérêts de la partie libre de l'Allemagne et de ses habitants sans se montrer trop flexible ? Décevra-t-il les Allemands de chaque Etat ? »<sup>1668</sup>

Le questionnement est sévère et le chancelier est condamné avant même que la rencontre n'ait eu lieu. Il semble qu'il agisse contre les intérêts de l'Etat qu'il est censé représenter et que dans les deux Etats allemands on n'attende rien de lui. Il semble d'abord n'être qu'un traître qui défend les intérêts de son adversaire, mais immédiatement le *GB* se demande s'il ne serait pas plutôt si incapable que ni ses amis ni ses adversaires ne trouvent satisfaction dans son action.

En juin 1974, l'éditorial d'Alois Bartsch est consacré à la démission de Willy Brandt du poste de chancelier après que les activités d'espionnage de l'un de ses proches conseillers, Günter Guillaume, ont été dévoilées. Pourtant, ce n'est pas tant l'espionnage au plus haut niveau de l'Etat qui surprend Bartsch, mais plutôt les documents qui sont rendus publics sur des déclarations faites par Brandt près de trente ans auparavant, alors que la Seconde Guerre mondiale n'est pas encore terminée. Il rappelle que le *Ostpreußenblatt* a publié des documents provenant des services secrets américains datant de l'époque où Brandt vivait en exil en Suède. Selon ce document daté du 2 septembre 1944, Brandt serait un révolutionnaire plus attaché à la chute de la classe bourgeoise allemande qu'à la défense de la nation. Quant à

---

<sup>1666</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 07/12, p. 10.

<sup>1667</sup> Stellvertretender Vorsitzender des Staatsrats.

<sup>1668</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 70/5, p. 1.

l'avenir des territoires de l'est et au sort de leurs habitants, Brandt apparaît comme un co-initiateur de leur destin :

*« Brandt a répondu qu'il n'avait pas lui-même de sentiments nationaux ni quelques attaches que ce soit avec les frontières. Il propose de détacher la Prusse orientale (Königsberg incluse) du Reich et de la donner à la Pologne. Dantzig aussi devrait être mise à la disposition de la Pologne qui l'utiliserait comme port. »*<sup>1669</sup>

Sans même avoir besoin de revenir sur les événements qui ont conduit à sa démission, Bartsch réussit à faire de Brandt un homme politique aussi irresponsable que dangereux pour la nation allemande. Il n'a pas seulement trahi la cause des expulsés, il est même en partie responsable de la perte des territoires et de l'expulsion des Allemands. Le discrédit est total et même si Bartsch ne se fait guère d'illusions sur le cours de la politique étrangère menée par le prochain gouvernement fédéral, le lecteur sent le soulagement du journal de voir se retirer un homme politique dont l'action a été jugée si néfaste.

Toutefois, Bartsch n'éluide pas complètement les causes de la démission de Brandt, mais il n'en parle que dans un petit article en pages intérieures du journal. Il en conclut que l'amitié de Brandt avec Guillaume a pu rendre le chancelier en partie aveugle, mais qu'être gouverné par des aveugles peut s'avérer aussi hasardeux que dangereux<sup>1670</sup>. Ici, Brandt n'est plus le traître à la patrie, mais l'homme politique désinvolte incapable de discernement et trop naïf.

En 2005, cet argument est repris avec une approche tout aussi radicale, car il est reproché à Brandt d'être rien moins que l'un des instigateurs de l'expulsion :

*« (...) selon le document américain n°4027 du 2 septembre 1944 (conservé comme mémorandum par le ministère des Affaires étrangères américain), l'idole du SPD Willy Brandt a proposé durant son exil en Norvège à l'émissaire Américain Johnson à Stockholm, de détacher les territoires de l'est allemands pour les donner à la Pologne et de déplacer l'ensemble de la population allemande des territoires occupés. Avec cette proposition monstrueuse, Brandt s'est rendu coupable de complicité morale de l'expulsion. Cette proposition correspond en outre au détail près à l'exigence de Staline lors des négociations de Yalta et de Potsdam. »*<sup>1671</sup>

La politique menée par Brandt durant les années 1970 semble alors n'être que la suite logique d'une pensée développée depuis longtemps, Brandt ayant selon le *GB* choisi depuis longtemps de s'attaquer à la population allemande vivant à l'est du Reich. Brandt est décrit comme un adversaire des expulsés, mais il l'était avant même que l'expulsion n'ait lieu, événement dont il est ici accusé d'être l'un des initiateurs. En mettant la politique de Staline et le texte de Brandt en parallèle, le *GB* discrédite totalement celui qu'il appelle dédaigneusement « l'idole du SPD », élargissant ainsi son mépris à l'ensemble des sociaux-démocrates.

Hupka entonne lui aussi le refrain sur l'animosité qui animerait Brandt contre sa propre nation. Après sa visite en Pologne, Brandt a expliqué qu'il avait voulu protéger le Traité de

---

<sup>1669</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/6, p. 1-2. Document cité à nouveau dans un article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/5, p. 2.

<sup>1670</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/6, p. 2.

<sup>1671</sup> Article publié dans *GB* 05/10, p. 9.

Varsovie en allant en Pologne. La réponse du président de la *Landsmannschaft Schlesien* ne se fait pas attendre :

« *Brandt ne devrait pas s'inquiéter de savoir si le Traité de Varsovie subit un préjudice après avoir signé ce mauvais traité avec son ministre des Affaires étrangères de l'époque, Walter Scheel, mais plutôt de savoir si l'Allemagne ne subit pas de lourd préjudice à cause de cette politique.* »<sup>1672</sup>

En rappelant la formule par laquelle les chanceliers jurent d'agir pour le bien du peuple allemand lors de leur prise de fonction, Hupka montre que Brandt agit exactement dans le sens contraire et que toute son action n'est mue que par une volonté qui nuit systématiquement aux intérêts allemands.

Pour le président du BdV, la politique de Brandt est absolument catastrophique pour l'Allemagne, mais il conteste aussi la manière dont elle est menée. En effet, Herbert Czaja s'oppose aux négociations menées avec les autorités communistes tandis que la minorité allemande vivant dans les territoires est ignorée :

« *Brandt a parlé des relations germano-polonaises exclusivement avec les membres du politburo communiste polonais, mais il n'a pas parlé avec le moindre Polonais indépendant ou même avec des défenseurs des droits de l'homme persécutés, ni non plus avec les Allemands persécutés dans leur Heimat.* »<sup>1673</sup>

Pour Czaja, il s'agit d'une faute grave puisque le BdV met un point d'honneur à défendre les intérêts des Allemands vivant encore dans la *Heimat*. Brandt choisit de les ignorer pour mieux négocier avec les autorités polonaises qui feignent d'ignorer l'existence de minorités nationales. Le BdV critique donc non seulement l'*Ostpolitik* mais aussi les voies choisies pour négocier les traités, alors que l'un ne va pas sans l'autre et que l'*Ostpolitik* de Brandt ne peut aboutir que s'il accepte un certain nombre de conditions posées par les autorités polonaises.

En 1989, lorsque le communisme s'effondre en Europe, Willy Brandt réapparaît dans les médias et on lui demande de faire le bilan de son action et de son influence sur le cours de l'histoire. Le *GB* enregistre avec une amertume teintée d'ironie les regrets de Brandt :

« *Aujourd'hui [en gras dans l'original, L.P.], Willy Brandt dit à propos de la générosité dans l'octroi de crédits qu'il s'est trompé sur la personne de Gierek, qu'il ne faisait pas le poids ! Ne serait-il pas plus juste de dire que l'on s'est fait avoir ?!* »<sup>1674</sup>

Le reproche le plus courant est donc celui du désamour pour sa patrie. Comme esquissé dans le document américain de 1944, Brandt serait plus intéressé par son idéologie politique que par les questions nationales. Ce faisant, les reproches faits à Brandt se rapprochent de ceux formulés contre le SPD et la gauche en général de préférer leurs idéaux politiques à leur patrie. Ainsi, Brandt se montre fidèle à la social-démocratie vouée aux gémonies par les conservateurs depuis l'époque bismarckienne où les sociaux-démocrates ne sont que des « apatrides »<sup>1675</sup>.

---

<sup>1672</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 77/9, p. 1.

<sup>1673</sup> Déclaration de Herbert Czaja publiée dans *GB* 77/9, p. 3.

<sup>1674</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/7, p. 1.

<sup>1675</sup> « vaterlandslose Gesellen ».

## **Helmut Schmidt**

Comme dans le cas de Willy Brandt, l'image du chancelier Schmidt est étroitement liée à celle de l'*Ostpolitik* initiée par son prédécesseur et qu'il a poursuivie. Pourtant, il est possible de distinguer en certaines occasions l'homme de la politique menée vis-à-vis de la Pologne. Ainsi, les positions prises par Helmut Schmidt en 1968 (donc avant que l'*Ostpolitik* ne prenne forme et que le chancelier ne soit issu des rangs du SPD) sur l'attitude à adopter avec les expulsés tranchent avec les discours convenus habituels face aux associations d'expulsés :

*« Helmut Schmidt, président du groupe parlementaire du SPD au Bundestag, a plaidé à plusieurs reprises, dernièrement dans le journal Echo der Welt pour que l'on « dise enfin la vérité » au peuple allemand et en particulier aux expulsés, qu'on leur fasse comprendre que personne en Europe ne nous aidera à rétablir l'Allemagne dans ses frontières de 1937. Nourrir des espoirs inutiles n'a aucun sens, a-t-il indiqué. »*<sup>1676</sup>

La reprise des déclarations de Schmidt sur le sort des territoires qui serait scellé depuis longtemps ne sert en fait que de prétexte à la mise en scène des arguments des représentants des expulsés pour qui au contraire rien n'est plus incertain que l'avenir des territoires. Bartsch reprend ces propos comme il le ferait avec n'importe quel commentateur de la vie politique, c'est certainement ce qui explique que contrairement à ses habitudes, il ne se livre pas à une diatribe contre un tenant de l'abandon des territoires. Toutefois, pour le fidèle lecteur du *GB* habitué à la dichotomie pratiquée par le journal entre adversaires et partisans de la cause des expulsés, Schmidt se retrouve estampillé « adversaire » pour longtemps.

Pour discréditer un homme politique aux yeux des expulsés, rien n'est plus efficace que de montrer que celui-ci ne connaît pas (ou seulement très mal) l'histoire de l'est allemand. C'est ce que fait Herbert Hupka dans un article paru en 1979 :

*« Il faut absolument recommander au chancelier Helmut Schmidt de consulter de nouveau un manuel d'histoire car sa représentation de l'est allemand lors d'une discussion avec des journalistes et des habitants de Berlin retransmise sur la chaîne ZDF depuis Berlin battait tous les records en matière de dilettantisme et d'erreurs. »*<sup>1677</sup>

Qu'a pu dire le chancelier de si erroné pour s'attirer les foudres du président de la *Landsmannschaft Schlesien* ? Il a expliqué que l'histoire de l'Europe centrale et de l'Europe de l'est était marquée par les déplacements de peuples qui ont occupé successivement les mêmes territoires. Ce faisant, il s'inscrit en faux contre la doctrine répétée inlassablement par les représentants des expulsés selon laquelle la colonisation allemande remonte à des temps immémoriaux et la présence de populations allemandes a fait d'eux les occupants légitimes des territoires de l'est. Pourtant les déclarations de Schmidt ne visaient rien d'autre que de dire qu'il fallait mettre un terme aux déplacements de populations et que réclamer le retour des Allemands là où des Polonais vivaient maintenant ne pouvait que conduire à un nouveau chaos. Il plaide donc pour le *statu quo* mais en prenant ses distances avec le discours officiel des expulsés, il se place malgré lui dans le camp de leurs adversaires.

---

<sup>1676</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 68/3, p. 1.

<sup>1677</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 79/11, p. 2.

Quelques mois plus tard, Helmut Schmidt est une nouvelle fois surpris en flagrant délit de mépris de la doxa des expulsés dans l'un des moments les plus solennels qui soit : dans son discours de politique générale devant le *Bundestag* en mars 1980, le chancelier reconduit dans ses fonctions parle des « anciens territoires allemands de l'est qui appartiennent aujourd'hui à la Pologne ». Outre que c'est un désaveu complet des revendications des expulsés, c'est aussi un rejet des positions juridiques officielles de la RFA que les expulsés répètent inlassablement. C'est sur ce point que l'attaque le groupe de Rhénanie-du-Nord-Westphalie du BdV :

*« Cette déclaration va à l'encontre de la position juridique allemande parce qu'elle conduit à la conclusion que le gouvernement fédéral tient la réserve sur le traité de paix pour résolue et qu'il considère l'illégalité de facto des territoires de l'est allemands comme définitive. »*<sup>1678</sup>

Comme Willy Brandt, Helmut Schmidt s'est montré naïf dans ses rapports avec Gierek. Quand en 1989, Brandt reconnaît qu'il s'est trompé sur le compte du dirigeant communiste polonais, le *GB* rappelle que dans les années 1970, Schmidt n'hésitait pas à faire les louanges de Gierek sans craindre de verser dans l'exagération :

*« A l'époque [en gras dans l'original, L.P.], Helmut Schmidt, le chancelier de la coalition de centre-gauche, déclarait qu'il accepterait à tout moment un homme politique de la trempe de Gierek dans son gouvernement. »*<sup>1679</sup>

Ici, Brandt et Schmidt sont placés sur un pied d'égalité, les deux étant en fait aussi naïfs l'un que l'autre. Les deux figures se discréditent mutuellement, entraînant le sentiment chez le lecteur que les sociaux-démocrates sont tous d'une légèreté incompatible avec l'exercice de fonctions gouvernementales.

Preuve supplémentaire que les sociaux-démocrates sont d'incorrigibles rêveurs, ils se laissent guider par leurs sentiments et non par la froideur de la raison. Or, la politique ne peut être efficace que si les hommes qui la conduisent suivent leur raison et non leurs sentiments. C'est ce que laisse entendre Sigismund Freiherr von Sedlitz dans un article consacré aux mythes polonais. Il revient sur les nombreux traits de caractère qui sont généralement prêtés aux Polonais (héros tragiques de l'histoire épris de liberté) pour conclure sur le point de vue défendu par Helmut Schmidt :

*« Lorsque Helmut Schmidt dans son livre « Les Allemands et leurs voisins » écrit : « Il faut aimer les Polonais parce qu'ils ont tant souffert », il n'exprime alors qu'une opinion très largement répandue dans toute la classe politique. La politique, qui malgré d'éternelles protestations contraires, n'a malheureusement rien à voir avec la morale ne devrait pas être conduite par des sentiments romantiques, des émotions et des sympathies ou antipathies personnelles. »*<sup>1680</sup>

Une nouvelle fois, Helmut Schmidt est présenté comme un dirigeant politique incapable de prendre la hauteur de vue nécessaire à l'exercice de hautes fonctions. Sa politique vis-à-vis de

---

<sup>1678</sup> Article publié dans *GB* 80/7, p. 2.

<sup>1679</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/7, p. 1.

<sup>1680</sup> Article de Sigismund Freiherr von Sedlitz (*Schlesische Nachrichten*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 96/5, p. 2.

l'est désastreuse du point de vue des représentants des expulsés s'explique en partie par son incapacité à se défaire de ses sentiments (qui apparaissent en partie légitimes, ce qui n'est pas toujours le cas).

### ***Hans-Dietrich Genscher***

Plus encore que les deux chanceliers sociaux-démocrates, Hans-Dietrich Genscher est considéré par le *GB* comme le principal responsable de la perte des territoires de l'est. En tant que ministre des Affaires étrangères de la RFA de 1974 à 1992, il a eu à accompagner l'*Ostpolitik* initiée par son prédécesseur<sup>1681</sup> et à négocier les traités liés à l'unification en 1990 avec les Alliés et les voisins européens.

Outre la politique qu'il a menée et les décisions qu'il a prises pour la RFA et l'Allemagne entière, Genscher est très sévèrement critiqué dans le *GB* pour son attitude vis-à-vis des expulsés. De l'ordre du symbole, sa décision d'éviter de parler de « l'est allemand » constitue une provocation pour les expulsés. En 1984, un article rend compte de la réception de l'organisation de jeunesse de la *Landsmannschaft Schlesien* à la chancellerie<sup>1682</sup>. Le texte du communiqué de presse indique que le gouvernement fédéral est très attentif à la situation des « Allemands vivant en Silésie comme dans les autres parties de l'est de l'Allemagne et dans toute l'Europe de l'est »<sup>1683</sup>. Quelques heures plus tard seulement, le communiqué de presse est corrigé et le mot « est de l'Allemagne »<sup>1684</sup> a disparu. Selon un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, c'est sur l'intervention de Genscher auprès de la chancellerie que cette correction a été effectuée (information démentie par la chancellerie). Il est difficile de savoir si la chancellerie a opéré seule ce changement ou non, mais l'agence de presse dpa diffuse l'information mentionnant l'intervention de Genscher. La suppression des discours officiels du nom « est de l'Allemagne » est un camouflet pour les expulsés qui se voient privés d'une partie de leur histoire. L'article ne cherche pas à provoquer la polémique et rend compte de l'information sur un ton plutôt neutre (surtout si l'on considère la teneur de l'information). En 2010, Peter Großpietsch revient sur cette affaire en recherchant à quel moment de l'histoire l'est allemand a disparu des discours publics. Aujourd'hui le terme désigne l'ancienne RDA alors qu'il s'agissait autrefois des territoires au-delà de l'Oder-Neisse. Pour Großpietsch, cela ne fait aucun doute que c'est Genscher qui est responsable de cette situation :

*« C'est donc là, chez Genscher, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, que l'on retrouve l'origine de ce non-sens géographique qui était et reste évidemment un sujet politique très particulier. A travers la falsification permanente de notre origine et de notre histoire, notre Heimat nous est volée de nouveau chaque jour. »*<sup>1685</sup>

---

<sup>1681</sup> Étonnamment, Walter Scheel est quasiment absent des pages du *GB*, son nom n'apparaissant qu'en de très rares occasions alors que c'est lui qui exerçait les fonctions de ministre des Affaires étrangères lors de la signature des traités de l'est.

<sup>1682</sup> Article publié dans *GB* 84/8, p. 3.

<sup>1683</sup> « Deutschen in Schlesien wie in anderen Teilen Ostdeutschlands sowie ganz Osteuropas », article publié dans *GB* 84/8, p. 3.

<sup>1684</sup> « Ostdeutschland ».

<sup>1685</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 10/11, p. 2.

Hans-Dietrich Genscher est considéré par Großpietsch comme le principal responsable d'une situation jugée dramatique pour l'honneur des expulsés. Symboliquement, il s'agit d'une attaque radicale qui touche à l'identité même des expulsés. Ces deux articles qui traitent le même sujet, en dépit de l'écart de plus de 25 ans entre leur parution respective permet de comparer le traitement d'une même information par deux rédacteurs différents. Le premier article est publié lorsque Thomas Horschler est rédacteur en chef du journal. L'article donne de nombreuses informations permettant au lecteur de bien comprendre le problème et il pointe les différents points de vue défendus (ceux de la chancellerie, du ministère des Affaires étrangères, de l'agence de presse et ceux défendus par les différents porte-parole). Genscher est directement mis en cause mais il n'est pas clairement désigné comme coupable d'un crime symbolique. Dans l'article de 2010 publié alors que Peter Großpietsch est le rédacteur en chef du journal, le contenu informatif est bien moins important (le décalage avec les faits explique en partie la volonté de ne pas exposer tous les détails), et seuls les éléments à charge contre Genscher sont mentionnés et le ton est très incisif, employant les éléments de langage traditionnels du *GB* (évocation d'une falsification de l'histoire, emploi de la métaphore de l'expulsion pour caractériser le rejet dont les expulsés sont victimes). Großpietsch évoque l'affaire en 1985 également mais il s'agit uniquement à ce moment-là de montrer que le changement de gouvernement en 1982 n'a pas produit les résultats escomptés puisque le ministère des Affaires étrangères est toujours occupé par Genscher :

« *Monsieur Genscher dominait et continue de dominer la scène et nous expliquait que la ligne Oder-Neisse avait au moins une simple durée de validité éternelle.* »<sup>1686</sup>

Pour Großpietsch, nul doute que Genscher est coupable de la détérioration de la situation des Allemands vivant dans la *Heimat*. Il dresse une liste de tout ce que le ministre n'a pas réussi à réaliser (voire qu'il a provoqué) pour améliorer les relations germano-polonaises et parvenir à un rapprochement et arrive à la conclusion que seule la RFA fait des concessions tandis que la Pologne reste campée sur ses positions empêchant tout compromis. Großpietsch conclut cette liste sur un ton ironique :

« *Ici, Monsieur Genscher a fait du bon travail. Je mets en garde contre le risque de combler le fossé séparant la démocratie de la dictature, la liberté de l'absence de liberté.* »<sup>1687</sup>

La complaisance de Genscher vis-à-vis de Varsovie permet à Großpietsch de brandir la menace d'une dérive de la démocratie ouest-allemande vers les régimes autoritaires et de reprocher au ministre de tenir de grands discours sur la liberté qui ne trouvent aucune application concrète.

Genscher est-il un bon ministre des Affaires étrangères ? Cette question est souvent posée dans le *GB* et la réponse est invariablement négative. Parfois, c'est la comparaison entre Genscher et un homologue étranger qui amène le *GB* à conclure que Genscher remplit mal son office. Ainsi, un article de 1989 montre comment le ministre des Affaires étrangères polonais parvient à persuader Genscher que la réconciliation germano-polonaise n'est

---

<sup>1686</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 85/5, p. 2.

<sup>1687</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 86/1, p. 2.

possible que si l'Allemagne se résout à verser de l'argent aux victimes polonaises du travail forcé durant la guerre. Les exigences du ministre polonais sont critiquées mais le journal montre une vraie compréhension face à son attitude qui consiste à tirer le meilleur parti possible des négociations en faveur de son pays et de ses habitants. Genscher soutient-il la comparaison ?

« *Pour nous autres Allemands, il faut se poser la question de savoir où se trouve le meilleur ministre ? Espérons que nos enfants et les enfants de nos enfants n'auront pas à payer pendant des générations pour une politique étrangère faible et naïve.* »<sup>1688</sup>

Ce qui dérange aussi beaucoup les expulsés dans la conduite des affaires étrangères par Genscher, c'est son goût du secret. Les traités et accords avec les pays voisins sont négociés en toute discrétion avant d'être rendus publics. Les représentants des expulsés s'agacent de cette manière de procéder qui les empêche d'intervenir durant les négociations et de faire entendre leur voix sur des points particuliers qui les toucheraient de près. Pourtant, quoi de plus normal pour un diplomate que de ne pas exposer sur la place publique le contenu de négociations qui par définition ont vocation à évoluer au fil du temps. La démocratie devrait-elle changer les choses ? C'est ce qui est suggéré en 1991 :

« *« Une arrogante diplomatie de cabinet dans un style XVIIIe siècle », c'est ce que Otto von Habsbourg, député chargé des Affaires étrangères du groupe parlementaire de la CSU au parlement européen a reproché au ministère allemand des Affaires étrangères.* »<sup>1689</sup>

Il y a une certaine ironie à voir l'héritier de la dynastie impériale des Habsbourg moquer la pratique ancienne de la diplomatie de Genscher. Quand un homme politique en vient à critiquer le style politique que ses propres ancêtres ont pratiqué pendant longtemps, il est évident que le style de Genscher est tourné en ridicule.

Les traités signés entre l'Allemagne et la Pologne sont ratifiés par le *Bundestag* fin 1991. Il s'agit d'un moment important pour les relations entre les deux pays et de la fin du processus de réalisation de l'unification allemande. Or, Herbert Gröger constate avec dépit que loin de se mobiliser, beaucoup de députés sont absents de cette session historique :

« (...) *au premier rang desquels notre ministre au carnet de chèques en charge des Affaires étrangères, le père spirituel de ces traités unilatéraux qui voulait accomplir un voyage d'une haute importance au Kazakhstan. On ne connaît pas encore le montant du chèque qu'il y a laissé.* »<sup>1690</sup>

L'ironie de Gröger est à double tranchant : il attaque d'abord le ministre qui préfère partir en voyage plutôt que d'assister au parachèvement de son travail décisif pour le pays, puis finit par se moquer de la pratique diplomatique de Genscher consistant à verser des crédits ou indemnités au nom de l'Allemagne à de nombreux pays.

Herbert Gröger enfonce le clou à la page suivante dans un article où il corrige une erreur de chiffres commise dans un article du numéro précédent concernant le Traité germano-tchèque :

---

<sup>1688</sup> Article signé NG paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/11, p. 2.

<sup>1689</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 91/7, p. 5.

<sup>1690</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/12, p. 3.

« Avec les montants inférieurs à un milliard, notre ministre des Affaires étrangères éprouve quelques difficultés. Comme chacun sait, l'unité monétaire du ministère allemand des Affaires étrangères est **1 milliard de marks = 1 Genscher !** [en gras dans l'original, L.P.] Hans Dietrich se fait déjà appeler le meilleur ministre des Affaires étrangères que la Pologne n'ait jamais eu ! »<sup>1691</sup>

Ici encore, Gröger reprend en quelques phrases ironiques deux reproches classiques adressés à Genscher : celui de diriger la diplomatie allemande grâce au seul instrument financier et celui de négliger les intérêts allemands au profit de ceux de l'étranger, en l'occurrence ici des partenaires du traité qui sont considérés par les expulsés comme des adversaires<sup>1692</sup>. Gröger utilise la même formule quelques années plus tard pour se moquer d'un nouveau traité germano-tchèque dans lequel l'Allemagne s'engage à verser une nouvelle fois de l'argent à la République tchèque<sup>1693</sup>.

Un article tiré du *Ostpreußenblatt* va dans le même sens en 1992. Hans Dietrich Genscher est décoré par son homologue polonais de l'ordre national du mérite de la République de Pologne. Rien ne justifie plus cette distinction que le fait que Genscher a effectivement œuvré à préserver les intérêts polonais :

« Genscher l'a [cette décoration, L.P.] vraiment méritée. Comme nul autre homme politique allemand, il s'est engagé très tôt dans le sens d'une reconnaissance sans conditions des exigences maximalistes polonaises sur les terres allemandes et d'une garantie en faveur de la partie polonaise. »<sup>1694</sup>

Dans cet article, il semble évident que Genscher est honoré pour son action en faveur des intérêts polonais. L'ironie est poussée si loin que le lecteur peut se demander si finalement le ministre allemand n'a pas effectivement mieux servi la Pologne que son propre pays. La légende sous la photo représentant Genscher porteur de l'ordre du mérite précise toutefois que Genscher avait auparavant décoré Skubiszewski de l'ordre du mérite allemand<sup>1695</sup>. Le lecteur y verra-t-il la marque d'une connivence narcissique entre hommes politiques désireux d'échanger les honneurs ou un signe des progrès de la réconciliation germano-polonaise ? La publication de la photo de Genscher dans le *GB* alors que les hommes politiques n'apparaissent presque jamais en photo dans le journal laisse penser que le journal veut attirer l'attention du lecteur sur cet article publié dans un encadré.

L'opinion du journal sur la décoration remise à Genscher apparaît dans un article publié à côté du précédent. Cet article qui semble relever du courrier des lecteurs<sup>1696</sup> du *FAZ* met en cause l'honneur du ministre allemand qui accepte de recevoir une telle décoration :

---

<sup>1691</sup> Article publié dans *GB* 91/12, p. 4.

<sup>1692</sup> Il s'agit là de ce que Taguieff considère comme la marque de reconnaissance du populisme identitaire (ou national-populisme) : « Les élites sont rejetées dans la mesure où elles sont perçues comme le « parti de l'étranger », voire comme le « parti des étrangers » (...). », TAGUIEFF Pierre-André, *L'illusion populiste*, Berg International, Paris, 2002, p. 132.

<sup>1693</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 97/2, p. 1.

<sup>1694</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 92/3, p. 5.

<sup>1695</sup> « höchsten Deutschen Orden ».

<sup>1696</sup> L'auteur, Horst Ponczek, est membre de la *Landmannschaft Ost- und Westpreußen*.

« Genscher aurait dû suivre l'exemple du grand ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar, le Comte Brockdorff-Rantzau. Il démissionna de son poste ministériel pour protester contre les conditions déshonorantes du Traité de Versailles. Les vainqueurs n'auraient pas pu remettre de décoration au Comte Brockdorff-Rantzau. »<sup>1697</sup>

Dans cet océan de reproches qui lui sont adressés, l'encadré publié dans le numéro de février 1992 apparaît comme un îlot de bienveillance pour Genscher. Un extrait d'une interview donnée au journal catholique allemand *Weltbild* est reproduit dans la rubrique « Bon à savoir ». Genscher y parle de son attachement à sa ville natale, Halle. L'usage de l'encadré permet de mettre cet article en relief dans la page :

« Je suis heureux d'avoir une Heimat et j'aime entendre d'autres personnes parler de leur attachement à leur Heimat. »<sup>1698</sup>

Cet extrait (plus long dans le journal) est publié entre guillemets pour bien indiquer qu'il s'agit d'une citation de Genscher. Il n'est accompagné d'aucun commentaire, le *GB* laissant à son lecteur le soin de se forger sa propre opinion sur les déclarations du ministre. Si le lien d'affection envers sa ville natale n'a rien d'étonnant en soi, ce sont les mots qui surprennent. En fait, ces deux phrases pourraient très bien être extraites du discours d'un représentant des expulsés et il est surprenant de les découvrir chez un homme politique réputé adversaire des expulsés qui a pourtant définitivement privé les expulsés de leur propre *Heimat*.

En réponse aux déclarations du nouveau ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, disant sa honte du peuple allemand après les attentats commis en 1992 contre des demandeurs d'asile, Herbert Gröger publie une tribune dans laquelle il se livre à une diatribe contre le ministre des Affaires étrangères auquel il reproche de marcher sur les traces de son illustre prédécesseur :

« Depuis plus de deux décennies, notre ministère des Affaires étrangère ne défend plus les intérêts de l'Allemagne à l'étranger, mais plus que les intérêts de l'étranger en Allemagne. Monsieur Genscher s'est acquis la reconnaissance internationale au moyen de traités de donation et d'un carnet de chèques au détriment de citoyens allemands. Les traités de renoncement aux territoires sont le pire des mauvais tours diplomatiques avec lesquels les droits ancestraux des expulsés sur leur Heimat ont été mis à disposition. »<sup>1699</sup>

Genscher est devenu pour les expulsés un symbole de ce que la politique peut produire de pire comme dirigeant par son manque de tact dans le traitement des expulsés. Mais dans le reste de la population, la situation est différente, on ne trouve la même animosité que chez les expulsés. Ainsi le jugement de Peter Großpietsch s'interrogeant sur la pertinence de l'hommage rendu à certains hommes politiques contemporains dans le Landtag de Prusse rénové à Berlin paraît décalé par rapport au reste de l'opinion publique :

---

<sup>1697</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 92/3, p. 4-5.

<sup>1698</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 92/2, p. 4.

<sup>1699</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/1, p. 2. On retrouve l'idée selon laquelle Genscher défendrait plus les étrangers que les Allemands sous la plume de Peter Großpietsch (article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 89/1, p. 2) ou Herbert Czaja (déclaration de Herbert Czaja publiée dans *GB* 86/1, p. 3).

« Les murs, les cages d'escalier, les couloirs et les salles sont ornés d'œuvres d'art » très modernes ou de portraits d'hommes politiques qui appartiennent à la catégorie des « controversés » comme ces messieurs Genscher et Scheel. »<sup>1700</sup>

Force est de constater que les personnalités en question ne sont pas si controversées puisque les deux exemples cités relèvent simplement des divergences entre les expulsés et l'ensemble de la classe politique mais que l'action de Scheel ou de Brandt ne provoque pas de controverses au-delà des cercles des expulsés.

### **Franz Josef Strauß**

La figure de Franz Josef Strauß est présente dans le *GB* bien que le leader du parti conservateur de Bavière n'ait pas exercé de fonctions politiques au niveau fédéral après 1969. Il a été dans l'opposition durant les années 1970 et a protesté contre l'*Ostpolitik* de la coalition de centre-gauche et c'est principalement en 1980 que son nom est évoqué lorsqu'il est le candidat désigné par les conservateurs pour devenir chancelier en cas de victoire lors des élections législatives.

En dehors de prises de position politiques précises, le nom de Strauß est cité de manière qui permette de cerner l'image du personnage défendue par le *GB*. Ainsi, le long article consacré à la véritable « déclaration de guerre » lancée par les jeunesses du SPD contre les expulsés met celui-ci en lien direct avec la désignation de Strauß comme candidat conservateur à la chancellerie. L'auteur de l'article défend la thèse selon laquelle la meilleure façon pour la gauche de s'opposer à Strauß consiste à le mettre en difficultés en lui reprochant son nationalisme et sa proximité avec les expulsés :

« Faute de moyens, le slogan « expulsés + Strauß = Hitler = guerre » a été ressorti de la naphthaline de l'agitation des années 1960 et le vieux disque craquant et tremblant du revanchisme dont plus personne ne veut a été rejoué. »<sup>1701</sup>

Strauß est présenté comme un soutien naturel des expulsés. La gauche semble compter sur l'image liée au passé qui caractérise les expulsés. En mettant en lien les expulsés et Strauß, ce dernier passe pour réactionnaire aux yeux du grand public tandis que dans le *GB*, il apparaît au contraire comme un grand homme d'Etat capable de défendre les intérêts légitimes de son peuple.

Phénomène inhabituel dans le *GB*, c'est un article extrait d'un journal polonais en exil à Londres qui est cité juste avant les élections législatives d'octobre 1980. Sans qu'il soit fait référence aux élections qui doivent se tenir prochainement, l'article dont il est dit qu'il est rédigé par un publiciste polonais vivant à Varsovie s'attache à défendre Franz Josef Strauß contre les accusations qui sont portées contre lui :

« C'est une « idiotie complète » de l'encyclopédie polonaise que de qualifier Strauß de porte-parole des forces les plus à droite, les plus nationalistes et révisionnistes ». »<sup>1702</sup>

Dans quel but cet article est-il publié alors que les extraits de la presse polonaise servent généralement à montrer l'étendue de la propagande du régime communiste ? Les reproches

<sup>1700</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/6, p. 1.

<sup>1701</sup> Article publié dans *GB* 80/9, p. 1.

<sup>1702</sup> Article publié dans *GB* 80/10, p. 2.

évoqués (et dénoncés) dans l'article sont ceux que véhicule la parole officielle du régime polonais, mais correspondent aussi à ceux que la gauche adresse à Strauß en RFA (et qui sont donc supposés connus des lecteurs du *GB*). Ainsi, le lecteur constate que les attaques que la gauche porte contre Strauß sont les mêmes que la propagande la plus élémentaire en vigueur de l'autre côté du rideau de fer. Le *GB* n'a pas besoin de commenter l'article, le lecteur doit en conclure que la gauche ouest-allemande verse dans l'exagération sans limites. Mieux qu'une consigne de vote, la publication de cet article à la veille du scrutin législatif apporte le soutien du journal au candidat conservateur.

Le soutien de Strauß aux expulsés n'est pas mis en avant très souvent dans le *GB* peut-être parce qu'il est indéfectible et que les expulsés savent pouvoir compter sur lui. Ce soutien culmine dans un hommage public qu'il rend aux expulsés :

*« Devant plus de 1800 participants réunis lors du congrès de la CSU consacré aux questions militaires en 1986, le ministre-président Franz Josef Strauß a apporté de manière impressionnante un témoignage clair et univoque en faveur des expulsés allemands. Comme Strauß l'a déclaré, personne n'aurait mérité le Prix Nobel de la paix plus que les expulsés allemands. »*<sup>1703</sup>

Après la disparition du leader charismatique de la droite bavaroise le 3 octobre 1988, le *GB* lui rend un vibrant hommage qui confirme que le *GB* l'a toujours considéré comme un allié fidèle de la cause des expulsés, mais aussi de la nation allemande comme le suggère le titre « Une grande perte, et pas seulement pour les Allemands originaires de l'est »<sup>1704</sup> :

*« Franz-Josef Strauß, cet homme politique de la première heure qui méritait tous les superlatifs et pas seulement a posteriori, vient de quitter la scène politique. (...) Il était adulé par la plupart des expulsés en Allemagne centrale, on l'acclamait à chaque fois qu'il franchissait la frontière interzone pour effectuer une visite. Il était le moteur qui entretenait le souvenir de toute l'Allemagne ; pour de nombreux patriotes, il était l'espoir incarné de l'Allemagne unie (...). »*<sup>1705</sup>

Il ne fait aucun doute que Strauß était l'avocat par excellence des expulsés tant l'article de Großpietsch est imprégné d'une tristesse qui semble sincère. C'est grâce à l'initiative de la CSU (parti qu'il incarnait) que la *Bundesverfassungsgericht* avait été amenée à s'exprimer sur le statut juridique du Reich allemand après la ratification des traités de l'est : ce simple rappel suffit à montrer l'importance de l'action de Strauß pour les expulsés. C'est en effet à lui que les expulsés doivent l'existence des bases juridiques solides et incontestables sur lesquelles ils fondent toutes leurs revendications. Quand Großpietsch conclut en disant que l'espoir des expulsés se tourne désormais vers la Bavière, il indique clairement que l'héritier politique de Strauß ne peut qu'être issu des rangs de la CSU. On voit à quel point l'homme et le parti s'identifiaient mutuellement.

---

<sup>1703</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 86/12, p. 3.

<sup>1704</sup> « Ein großer Verlust, nicht nur für die Ostdeutschen ».

<sup>1705</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 88/11, p. 2.

Signe fort du lien entre la CSU et les expulsés, le successeur de Strauß à la tête du groupe parlementaire de la CSU au *Bundestag*, Theo Waigel, adresse une lettre<sup>1706</sup> au *GB* pour assurer le journal et ses lecteurs de la fidélité de son parti aux engagements et combats de leur défunt leader.

### **Helmut Kohl**

Avant d'occuper le poste de chancelier, Helmut Kohl est le leader de l'opposition au *Bundestag*. A ce titre, il combat la politique du gouvernement en place et en particulier sa politique étrangère en direction des pays de l'est européen. Comme la CDU à cette époque, il se considère comme un allié fidèle des expulsés et ses relations avec le BdV témoignent d'une confiance réciproque. Ainsi, un article de 1980 montre l'importance qu'accorde Kohl à la plus grande institution représentant les expulsés à l'occasion du renouvellement des dirigeants du BdV<sup>1707</sup>. S'adressant au groupe parlementaire qu'il dirige au *Bundestag*, il souligne le rôle décisif joué par le BdV pour rassembler les expulsés et les mérites de ces derniers dans l'histoire de la RFA, soit exactement ce que le BdV aime à dire de son organisation et de ses membres.

Elu chancelier en 1983, Kohl rend le même hommage aux expulsés lors de son discours de politique générale devant le *Bundestag*. Plus important encore pour les associations représentatives des expulsés, il indique que la politique étrangère de son gouvernement repose sur les textes décisifs pour l'avenir de l'Allemagne que sont : la Loi fondamentale, le *Deutschlandvertrag*, les traités de l'est, la résolution votée par tous les partis du *Bundestag* le 17 mai 1972, le *Grundlagenvertrag* ainsi que les décisions de la *Bundesverfassungsgericht* des 31 juillet 1973 et 7 juillet 1975. Herbert Hupka ne peut que se réjouir de voir enfin un chancelier prendre appui sur les textes officiels qui confirment que le Reich continue d'exister dans ses frontières de 1937 pour orienter sa politique étrangère<sup>1708</sup>. C'est selon lui un signe d'espoir pour tous les expulsés qui se voient ainsi confortés dans l'idée que les *Landsmannschaften* qui réclament que ces textes deviennent un aiguillon pour la politique allemande avaient raison. Herbert Czaja réagit au nom du BdV de la même façon lors de la Journée de la *Heimat* en 1983. Pour lui aussi, c'est un signal fort que le chancelier a envoyé en direction de tous les expulsés<sup>1709</sup>.

Les discours de Kohl ne sont pas que de simples déclarations d'intention car le chancelier s'efforce de mettre en pratique les idées qu'il défend et c'est un article extrait de *Die Welt* qui vient lui rendre hommage dans le *GB* :

« *Quand on regarde d'une part comme la RFA (et l'actuel gouvernement fédéral en particulier) traite la Pologne avec une grande prévenance et que le chancelier Kohl parle en permanence de réconciliation, alors le manque d'égard avec lequel la partie officielle de*

---

<sup>1706</sup> Curieusement publiée dans la rubrique Courrier des lecteurs dans *GB* 89/1, p. 4 alors qu'elle se distingue largement par son auteur et son contenu des lettres habituelles.

<sup>1707</sup> Article publié dans *GB* 80/9, p. 2.

<sup>1708</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 83/6, p. 2.

<sup>1709</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 83/10, p. 5.

*Varsovie méprise les intérêts du partenaire de RFA (sans parler des sentiments allemands) est tout simplement déconcertant. »*<sup>1710</sup>

Le *GB* reste attentif à la politique du chancelier et il reproduit un long extrait de sa déclaration de politique générale du 18 mars 1987<sup>1711</sup>. Dans cet extrait le chancelier rappelle que la question allemande reste ouverte d'un point de vue juridique, politique et historique. Le texte n'apporte rien de réellement nouveau mais il conforte les lecteurs du *GB* dans l'idée que le chancelier ne perd pas de vue l'objectif de réaliser l'unité allemande tout en indiquant que les fondements politiques et juridiques restent inchangés.

Au milieu de l'année 1989, des rumeurs insistantes dans les médias évoquent un voyage du chancelier Kohl en Pologne afin d'y signer des accords (économiques entre autres) dont le contenu a été négocié au préalable. Le *GB* réagit vivement et publie une résolution adoptée par l'assemblée des délégués du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz sur ce voyage :

*« Comme ce fut déjà le cas avec les traités de l'est, cette fois encore les représentants des expulsés n'ont été associés ni par des contacts adaptés ni par des auditions. »*<sup>1712</sup>

Publiée à la une du journal, cette résolution dresse une liste des exigences des expulsés visant à faire en sorte que les contacts économiques dépassent le strict lien commercial, et qu'ils s'étendent à la possibilité pour des chefs d'entreprises allemands d'aller s'installer dans les anciens territoires allemands.

Après le voyage de Kohl en Pologne et malgré le fait que les événements de RDA ont en partie éclipsé ce déplacement officiel, Herbert Gröger souhaite donner son sentiment sur le voyage de Kohl. En premier lieu, il regrette que les lieux de pèlerinage des Silésiens lui soient restés fermés par les Polonais qui veulent en faire des lieux symboliques pour la nation polonaise (Annaberg) et qu'il ne se soit pas rendu dans des lieux où des Allemands ont été massacrés par centaines (camps de Lamsdorf, Cosel, Bielitz) à la fin de la guerre. Il dresse néanmoins un bilan plutôt positif du voyage :

*« Pourtant je pense que l'on peut faire le constat suivant : en Pologne, Kohl n'a montré ni repentir excessif ni euphorie flatteuse, il est resté au contraire en tant que représentant du peuple allemand en permanence conscient de son rôle et de ses devoirs. »*<sup>1713</sup>

Ne pas témoigner d'« euphorie » relève pour le *GB* de l'exploit tant le journal est habituellement prompt à dénoncer les excès d'enthousiasme à l'encontre de la Pologne. On peut aller jusqu'à conclure que le voyage de Kohl reçoit un jugement très positif de la part du *GB*.

Lors d'un autre voyage de Kohl en Pologne, Herbert Gröger consacre un éditorial à dresser le bilan de ce voyage. Le titre « Helmut le Grand »<sup>1714</sup> paraît provocateur dans un journal où les

---

<sup>1710</sup> Article (*Die Welt*) publié dans *GB* 86/3, p. 3.

<sup>1711</sup> Discours de politique générale d'Helmut Kohl publié dans *GB* 87/4, p. 3.

<sup>1712</sup> Résolution du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publiée dans *GB* 89/6, p. 1.

<sup>1713</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/12, p. 1.

<sup>1714</sup> « Helmut der Große ».

dirigeants politiques sont rarement mis à l'honneur. Le début de l'article explique le choix de ce titre :

« *C'est ainsi que le journal de Varsovie Super express a intitulé son compte rendu de la visite de Kohl en Pologne, et ce dans un sens non pas ironique mais reconnaissant. Et lorsque le chancelier s'est adressé à la garde d'honneur polonaise avec un « Bonjour, soldats », un soldatesque « Hourra, Monsieur le chancelier » a résonné en retour.* »<sup>1715</sup>

Le fait de préciser qu'il n'y avait pas d'ironie dans le titre du journal polonais indique bien que les lecteurs pourraient penser que c'est en revanche le cas dans le titre du *GB*. Herbert Gröger utilise là une technique qu'il affectionne consistant à placer une formule provocatrice ou inattendue en titre afin de capter l'attention de ses lecteurs et de leur faire lire son article<sup>1716</sup>. De plus, le fait qu'un journal polonais fasse les louanges de l'action d'un homme politique allemand suffit généralement à la discréditer aux yeux du *GB*. Ici toutefois, la réalité est plus nuancée puisque le chancelier a répondu en partie aux attentes des expulsés. Dans ses déclarations comme dans ses actes, il leur a donné en partie satisfaction, ce que Gröger résume selon un mode dichotomique avec des formules telles que « Ce qui est bien »<sup>1717</sup> et « Ce qui n'est pas bien »<sup>1718</sup>.

Helmut Kohl est mis en cause directement par un député conservateur en 1996 sur la question de savoir si le renoncement aux territoires de l'est était, ainsi que Kohl l'a prétendu, le prix à payer pour réaliser l'unité des deux Etats allemands ? Friedbert Pflüger met clairement en cause le chancelier qu'il accuse dans un livre d'avoir abandonné les territoires alors que personne ne réclamait un tel sacrifice. L'article relatant cette information est placé en encadré en milieu de page dans le *GB*. Le coup porté contre l'autorité du président du parti conservateur suscite l'intérêt du journaliste du *Ostpreußenblatt* qui reprend l'information :

« *Il est frappant de constater que ce texte de Pflüger a récemment été repris et diffusé dans un organe de presse de la CDU/CSU. Peut-être qu'est en train de se dessiner au sein du parti conservateur un tournant et que l'on veut maintenant expliquer officiellement que le gouvernement fédéral a renoncé en 1990/91 librement et sans contrainte aux territoires de l'est allemands.* »<sup>1719</sup>

L'argument est repris quelques années plus tard dans un texte intitulé « Le mensonge de la réunification »<sup>1720</sup>. Là aussi, le gouvernement Kohl est considéré comme le responsable d'une duperie dont le peuple allemand dans son ensemble aurait été la victime.

Un autre article sur le sujet reprend en partie la forme de celui de Gröger. Le titre « Le mérite de Kohl »<sup>1721</sup> évoque en effet le précédent, même si celui-ci revendique entièrement son ironie. Helmut Kohl est désigné comme le chancelier de l'unité, mais ce titre honorifique est

---

<sup>1715</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 95/8, p. 1.

<sup>1716</sup> Herbert Gröger confie avoir volontiers choisi des titres provocateurs pour ses éditoriaux. Ces titres n'ont pas nui à l'image du journal, l'augmentation du nombre d'abonnés le prouve. Cf. interview de Herbert Gröger par l'auteur à Buxheim le 28 juin 2012.

<sup>1717</sup> « Gut war, daß (...) ».

<sup>1718</sup> « Nicht gut ist, daß (...) ».

<sup>1719</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 96/6, p. 10.

<sup>1720</sup> « Die Wiedervereinigungslüge », article (*Das vertriebene Landvolk*) publié dans *GB* 00/6, p. 8.

<sup>1721</sup> « Kohls Verdienst », article (*Deutsche Umschau*) publié dans *GB* 00/11, p. 9.

placé entre guillemets pour mieux s'en distancier. L'auteur, rédacteur en chef du *Deutsche Umschau* enfonce le clou : c'est l'absence de volonté politique qui a conduit à l'abandon des territoires de l'est et pas une quelconque pression des Alliés qui s'attendaient au contraire à devoir négocier avec les Allemands.

Ce que pense Peter Großpietsch du chancelier Kohl apparaît clairement en 1996. Peu de temps après avoir pris en main la rédaction du journal, Großpietsch indique ce que l'unité allemande signifie pour lui et quel fut le mérite de Kohl dans ce processus. A la suite d'un éditorial consacré au destin de la Basse-Silésie désormais divisée entre la Pologne et l'Allemagne, un panneau indiquant l'entrée dans la ville de Görlitz est reproduit : « Bienvenue à Görlitz, la plus grande ville de Basse-Saxe en Allemagne, dans l'Etat de Saxe »<sup>1722</sup>. La légende de cette illustration condense tous les reproches adressés au chancelier :

« Görlitz dont les quartiers situés à l'est de la Neisse ont été placés par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale sous administration polonaise ainsi que les territoires allemands de l'est, est devenue par la faute du Traité de reconnaissance frontalière contraignant pour le droit international voulu par Kohl et ce pour la première fois de son histoire longue de 925 ans une ville définitivement coupée en deux. »<sup>1723</sup>

L'une des rares caricatures publiées par le *GB* représente Franz Josef Strauß au paradis, félicitant par téléphone interposé Edmund Stoiber qui s'oppose à Kohl sur fond de drapeau européen au centre duquel figure le seul mot « euro »<sup>1724</sup>. Si l'on ajoute qu'en arrière-plan figure une cible sur laquelle trois fléchettes transpercent le visage de Kohl, on voit bien que l'adversité de la CSU bavaroise à la construction européenne voulue par Kohl a les faveurs du *GB*. La monnaie unique à laquelle le *GB* s'est opposé ainsi que le recours à la figure de Strauß considérée comme exemplaire par le journal montrent que Helmut Kohl est attaqué à juste titre selon le *GB* pour son action dans la construction européenne.

A l'occasion du 80<sup>ème</sup> anniversaire d'Helmut Kohl en 2010, les médias allemands rendent hommage au « chancelier de l'unité ». Les jugements sur l'ensemble de l'action de Kohl ne sont pas uniformément positifs, mais l'unité de l'Allemagne est reconnue comme sa grande réalisation. Le *GB* quant à lui publie un extrait du *Preußische Allgemeine Zeitung* qui ressemble fort à un règlement de comptes. L'article s'applique à montrer que Kohl n'a jamais été solidaire des expulsés et de leurs territoires d'origine et que leur abandon en 1990 n'est que logique :

« Déjà durant son mandat de ministre-président de Rhénanie-Palatinat, il s'était exprimé en faveur d'un abandon des provinces de l'est du Reich allemand. C'est sous sa présidence qu'on a essayé en 1988 de rayer le mot réunification du programme fondamental en matière de politique étrangère de la CDU chose qui a pu être évitée par Otfried Hennig, le porte-parole de l'époque de la Landsmannschaft Ostpreußen, avec le soutien efficace du

---

<sup>1722</sup> « Willkommen in Görlitz - der grössten niederschlesischen Stadt – in der Bundesrepublik Deutschland – im Freistaat Sachsen »

<sup>1723</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 96/7, p. 1.

<sup>1724</sup> Caricature (*Welt am Sonntag*) publiée dans *GB* 97/8, p. 10.

Ostpreußenblatt. (...) *Rien ne justifie d'un point de vue historique que l'on glorifie Kohl comme le chancelier de l'unité.* »<sup>1725</sup>

### **Gerhard Schröder**

L'intérêt du *GB* pour Gerhard Schröder n'apparaît qu'à partir de son élection au poste de chancelier fédéral. Son activité de ministre-président de Basse-Saxe ne suscite pas d'intérêt particulier en dépit des relations tendues entre la *Landsmannschaft Schlesien* et le Land de Basse-Saxe considéré comme le Land parrain des Silésiens. Plus encore que pour les chanceliers Brandt, Schmidt et Kohl, le jugement du *GB* sur le chancelier Schröder est difficile à distinguer du jugement porté sur son action. Schröder devient chancelier en 1998, époque à laquelle Peter Großpietsch est rédacteur en chef du *GB* depuis trois ans. Or, Großpietsch affectionne la polémique plus que ses prédécesseurs et il est parfois difficile de faire la part des choses dans ses articles entre ce qui concerne l'homme et ce qui relève de sa politique.

Au début de son mandat, il s'exprime clairement contre les revendications des expulsés qui entendent rouvrir le chapitre qu'ils considèrent en attente de règlement de l'indemnisation des pertes subies durant l'expulsion. A l'occasion du voyage de Schröder en Pologne, Erika Steinbach publie un communiqué reproduit dans le *GB* :

*« La déclaration du chancelier Schröder selon laquelle il n'aurait « pas de liens » avec les revendications des expulsés ne surprend guère. Pourtant, il va être obligé en tant que chancelier de s'occuper des questions non réglées de l'expulsion des Allemands contraire au droit international. C'est son devoir. »*<sup>1726</sup>

C'est sans surprise qu'Erika Steinbach et Gerhard Schröder sont en désaccord sur la question juridique de l'expulsion. Mais l'extrait est intéressant dans le sens où l'on voit la présidente du BdV rappeler le chancelier à ses devoirs et lui intimer l'ordre de traiter un problème dont il ne veut pas. Steinbach indique au chancelier ce qu'il a à faire comme si Schröder fuyait ses responsabilités ou n'avait pas encore pris la mesure de sa tâche et de ses responsabilités.

Les représentants des expulsés ne sont pas en colère contre Schröder uniquement en raison de sa politique (qui correspond de toute façon à celle qui était attendue), mais aussi parce que la coalition SPD-*Grünen* traite les expulsés avec dédain pour ne pas dire mépris. Habités à être écoutés par les instances fédérales (même si la politique menée ne correspondait pas nécessairement à ce qu'ils attendaient), les expulsés ne comprennent pas l'opprobre qui est jeté sur eux. Des représentants des expulsés voulaient remettre à la chancellerie les résultats d'un travail sur les victimes allemandes du travail forcé et n'ont même pas été reçus par le moindre fonctionnaire :

*« La manière avec laquelle les représentants du cercle de travail et les victimes allemandes présentes du travail forcé ont été traités dépasse les limites d'insensibilité. »*<sup>1727</sup>

---

<sup>1725</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 10/5, p. 12.

<sup>1726</sup> Déclaration d'Erika Steinbach (*Deutscher Ostdienst*) publiée dans *GB* 99/2, p. 9.

<sup>1727</sup> Déclaration de Hartmut Koschyk publiée dans *GB* 02/12, p. 9.

Gerhard Schröder est présenté sous un jour peu favorable suite à la reconduction de son gouvernement après les élections de 2002. Lui et d'autres ministres ne prononcent pas la formule traditionnelle lors de leur prestation de serment : « Dieu m'est témoin »<sup>1728</sup>. Outre qu'un journal à forte imprégnation catholique comme le *GB* ne peut que condamner cette attitude, l'article qui relate cet événement indique que le texte de la Loi fondamentale fait référence à Dieu et que les dirigeants allemands, quelles que soient leurs convictions personnelles, ne peuvent se soustraire à l'obligation de prononcer cette formule à consonance religieuse<sup>1729</sup>. Une nouvelle fois, Gerhard Schröder est présenté comme un homme obstiné qui refuse d'appliquer des règles de bon sens et fait preuve de légèreté dans l'exercice des plus hautes responsabilités de l'Etat.

L'absence de sens des responsabilités, encore et toujours lorsque le chancelier refuse en 2003 de participer aux opérations militaires en Irak menées sous la conduite des Etats-Unis :

*« C'était le pas de trop. Gerhard Schröder peut refuser l'opération militaire autant qu'il veut, sa position contre un oui à ce moment précis est irresponsable. (...) La décision est catastrophique pour la politique étrangère. L'influence de l'Allemagne sur les décisions concernant la guerre et la paix diminue dramatiquement ; Berlin se retrouve maintenant quelque part entre la deuxième et la troisième division. »*<sup>1730</sup>

On peut considérer ici que c'est bien la personne de Schröder qui est attaquée et pas simplement sa politique. En effet, le chancelier est accusé de ne prendre ses décisions qu'en fonction de ses goûts ou inclinaisons propres sans prendre en considération les facteurs extérieurs ni les intérêts de l'Allemagne.

Le caractère de Schröder est directement mis en cause dans un discours d'Hubert Maessen qui reproche au chancelier de tant chercher à plaire à tout le monde qu'il finit par ne plus avoir d'avis tranché et de défendre tout et son contraire :

*« A Prague, il a dit alors que le passé ne devait pas être refoulé mais qu'il ne devait pas non plus dominer l'évolution à venir de l'Europe unie – un Schröder typique en fait. »*<sup>1731</sup>

Pour Herbert Hupka aussi le chancelier est un beau parleur incapable de prendre des décisions. Son goût des médias est connu et ses passages à la télévision contribuent à sa popularité. Mais selon Hupka, cette proximité avec les médias ne doit pas tromper sur le contenu de sa politique : Gerhard Schröder parle plus qu'il n'agit :

*« Il est de notoriété publique que le chancelier Schröder ne peut voir un micro sans s'adresser à lui, et ce quotidiennement. (...) mais lorsque l'on attend un mot du chancelier, lorsqu'une affaire pose problème dont il faut parler d'urgence, alors il n'est plus question d'un mot du chancelier face à un micro, ni d'un coup de fil ni d'une rencontre personnelle. »*<sup>1732</sup>

---

<sup>1728</sup> « So wahr mir Gott helfe ».

<sup>1729</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 03/1, p. 9.

<sup>1730</sup> Article (*Neue Osnabrücker Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 03/3, p. 3.

<sup>1731</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 04/6, p. 11.

<sup>1732</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/2, p. 2.

Une autre attaque contre le chancelier mérite d'être soulignée. A l'occasion de la commémoration du soulèvement de Varsovie le 1<sup>er</sup> août 1944, le chancelier Schröder effectue un voyage en Pologne. Dans un discours il reconnaît la culpabilité allemande dans les crimes commis durant la guerre et il refuse catégoriquement de revendiquer un quelconque droit à réparation pour les dommages subis par les Allemands à la fin de la guerre. Pour les expulsés, il s'agit d'un affront terrible. Le *GB* consacre trois pages entières du journal à l'écho produit par cette information. Témoignages d'expulsés et de leurs représentants officiels (BdV, OMV) se mélangent pour crier l'indignation et l'incompréhension des expulsés. Dans l'ensemble des articles, on trouve des attaques contre le chancelier et la politique de son gouvernement<sup>1733</sup>. Dans un article, le ton est très vif et la réaction outrée :

« *Notre chancelier à tous, Gerhard Schröder, a juré lors de sa prise de fonction, de protéger et d'augmenter le bien-être du peuple allemand. Il a commis le parjure. Un tel chancelier doit être destitué.* »<sup>1734</sup>

Attaques contre les personnes et contre les décisions politiques se confondent parfois, la personnalité des dirigeants étant rendue responsable de décisions politiques comme si les décisions étaient tellement aberrantes ou ineptes que seules des motivations personnelles pouvaient les justifier. C'est le cas lorsque le gouvernement Schröder s'oppose au projet de Centre contre les expulsions voulu par le BdV :

« *Le fait que le chancelier et la coalition du SPD et des Grünen refusent non seulement de soutenir les plaintes des citoyens allemands comme le leur commande leur devoir, mais qu'ils essaient de les freiner et de les bloquer, cela montre l'absence totale de sens moral des dirigeants actuels.* »<sup>1735</sup>

Pour le juriste américain Alfred de Zayas, la position de Schröder est incompréhensible puisqu'elle s'inscrit en rupture totale avec la politique de ses prédécesseurs, qui sans chercher à faire valoir les droits des expulsés prétendaient maintenir cette question ouverte. Là où le reproche se fait plus personnel et attaque donc directement la personne du chancelier et plus seulement sa politique, c'est lorsque Zayas lie cette question à celle de l'attachement à la nation :

« *Avec ses paroles, Schröder a abandonné les expulsés. Je ne peux pas imaginer un président américain qui renoncerait aux droits des citoyens américains comme Schröder vient de le faire.* »<sup>1736</sup>

Zayas joue sur la corde sensible de l'attachement au sentiment national des dirigeants. Les dirigeants américains s'affirment généralement comme de grands patriotes, chose que les dirigeants européens ne font pas avec la même emphase. Dans le cas de Schröder, le contraste est saisissant avec la situation en rien comparable à celle des Etats-Unis. Selon Zayas, Schröder trahit ses concitoyens en renonçant à défendre leurs droits face à des puissances étrangères.

---

<sup>1733</sup> Articles (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, courriers de lecteurs, déclaration de l'OMV et du BdV) publiés dans *GB* 04/9, p. 6-8

<sup>1734</sup> Courrier d'un lecteur publié dans *GB* 04/9, p. 6.

<sup>1735</sup> Article de Josef Joachim Menzel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 04/10, p. 2.

<sup>1736</sup> Extrait d'un discours d'Alfred de Zayas paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 04/11, p. 8.

Selon un autre juriste, allemand celui-ci, Gerhard Schröder rompt avec la tradition de ses prédécesseurs et ce faisant, il se place en porte-à faux avec le droit allemand. En effet, Dieter Blumenwitz montre que les autres chanceliers ont toujours laissé ouverte la question de l'indemnisation des expulsés afin de se conformer aux traités internationaux et aux décisions de la *Bundesverfassungsgericht* :

« *Le chancelier ne règle pas, il ne renonce pas (ce qui ne serait possible que dans le cadre d'une procédure conforme à l'Etat de droit). Il renverse le sens de l'histoire allemande d'après-guerre avec effet au 1<sup>er</sup> août 2004. (...) L'Allemagne d'avant Schröder s'est trompée ! (...) 50 années d'après-guerre – histoire des idées et de vie de l'Etat, d'incertitudes et de nouvelle confirmation – seront-elles balayées au 1<sup>er</sup> août 2004 ? Non pas parce que le législateur l'a décidé ou que la Bundesverfassungsgericht l'a décrété, mais parce que le chancelier est plus malin que les autres.* »<sup>1737</sup>

Après avoir quitté la chancellerie, Gerhard Schröder est parti travailler dans le secteur privé, pour le compte entre autres d'une société développant un projet de gazoduc entre la Russie et l'Allemagne :

« *Mais maintenant, les Allemands doivent surtout se demander pour quelles raisons le chancelier Schröder s'est-il engagé avec tant de véhémence en faveur de la construction du gazoduc. L'ancien chancelier se met maintenant directement au service du Kremlin et si l'Allemagne et le reste de l'Europe trouvent cela normal, alors il est grand temps de tirer la sonnette d'alarme.* »<sup>1738</sup>

### **Joschka Fischer**

Avant même d'accéder aux plus hautes responsabilités au niveau fédéral, Joschka Fischer était une figure originale dans le monde politique. Sa prestation de serment comme ministre du Land de Hesse alors qu'il ne portait qu'une paire de baskets a marqué les esprits et son image publique. Son nom n'apparaît toutefois pas dans le *GB* avant qu'il ne devienne vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères. Leader charismatique des *Grünen*, Fischer symbolise l'évolution de son parti devenu un parti établi après avoir prétendu être un parti anti-parti.

Pour le *GB*, les hommes restent les mêmes quelle que soit leur évolution personnelle ou politique. Ainsi, Joschka Fischer s'est fait un nom dans les mouvances d'extrême gauche durant les années 1970 et cela continue de le distinguer dans le *GB* :

« *Nous avons un ministre des Affaires étrangères qui est devenu célèbre en tant que terroriste urbain et qui a passé sept semaines en prison après avoir été condamné par la justice.* »<sup>1739</sup>

Le passé tumultueux de Fischer est évoqué aussi dans la caricature analysée dans la partie de cette étude consacrée à l'image des *Grünen*<sup>1740</sup>.

---

<sup>1737</sup> Article de Dieter Blumenwitz publié dans *GB* 05/2, p. 1-6.

<sup>1738</sup> Extrait d'un article (*Postimees*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 06/1, p. 11.

<sup>1739</sup> Editorial de Herbert Gröger publié *GB* 00/4, p. 1-6.

<sup>1740</sup> Cf. page concernée.

Une autre image connue de Fischer est celle d'un homme sympathique. Contrairement à ce qu'espère le *GB*, le passé de Fischer ne le dessert pas dans l'opinion puisque loin de condamner Fischer, les Allemands ne lui en tiennent pas rigueur car il continue de figurer en tête du classement des personnalités politiques préférées des Allemands. Peter Großpietsch se distancie de ce jugement auquel il refuse de croire en appelant Fischer « l'homme politique allemand prétendument le plus populaire »<sup>1741</sup>. Ce faisant, Großpietsch montre à la fois son mépris pour un homme qu'il juge indigne d'un tel honneur mais aussi pour les enquêtes d'opinion obtenant un tel résultat ainsi que pour les médias qui répètent à l'envi ce qualificatif.

On lit dans une interview d'une femme politique un reproche connu dirigé contre le ministre des Affaires étrangères. Vera Lensgfeld (CDU) donne une interview au magazine *Focus*, reproduite dans le *GB*, dans laquelle elle critique sévèrement Joschka Fischer :

« *En tant que ministre des Affaires étrangères, il ne défend qu'à peine les intérêts allemands.* »<sup>1742</sup>

Ce reproche si souvent fait à Hans-Dietrich Genscher permet d'établir un lien entre les deux personnages, ce qui eu égard à l'image du ministre libéral des années 1970 et 1980, n'est pas de bon augure pour Fischer. Cette interview est extraite de *Focus*, mais le *GB* y apporte un touche personnelle en faisant suivre l'interview d'une brève notice bibliographique de la personne interrogée afin d'indiquer au lecteur que cette députée conservatrice a d'abord été membre du parti écologiste et qu'elle a siégé avec les *Grünen* au *Bundestag* de 1990 à 1996 avant de rejoindre la CDU. Cette précision que beaucoup de lecteurs ignorent sans doute donne plus de poids à ses déclarations critiques contre Fischer et les *Grünen* car son passé lui donne une plus grande légitimité pour s'exprimer. En effet, ses reproches ne sont alors plus seulement ceux d'une adversaire politique, mais aussi ceux d'une ancienne proche qui est donc bien placée pour savoir qui sont véritablement les écologistes et ce qu'ils veulent vraiment.

Comme Genscher avant lui, Joschka Fischer reste pour partie dans l'ombre du chancelier. Bien que ce soit lui le responsable de la conduite de la diplomatie allemande, le ministre n'est finalement pas considéré par le *GB* comme le véritable instigateur de la diplomatie, préférant considérer que c'est le chancelier qui fixe le cap et que le ministre agit en conséquences. Cela explique sans doute pourquoi les critiques sont moins nombreuses et moins rudes envers Fischer qu'envers Schröder.

### **Angela Merkel**

L'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel se fait dans un contexte très favorable pour elle : après sept ans de coalition SPD/*Grünen*, le *GB* se réjouit du retour des conservateurs aux affaires. Même si le SPD reste présent au gouvernement pour former une grande coalition avec la CDU/CSU, il est important pour le journal qu'une conservatrice dirige désormais

---

<sup>1741</sup> « Der angeblich beliebteste deutsche Politiker », article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 03/5, p. 2.

<sup>1742</sup> Article (*Focus*) publié dans *GB* 04/5, p. 7.

l'Allemagne, d'autant que les publicités parues entre autres dans le *GB* avant les élections ont montré la volonté de la CDU de mieux prendre en compte les revendications des expulsés<sup>1743</sup>.

L'élection d'Angela Merkel est saluée par le *GB* et plus encore par Herbert Hupka qui rend hommage à la nouvelle chancelière pour le nouveau ton qu'elle apporte à la conduite du gouvernement fédéral. En effet, lorsqu'Angela Merkel a été désignée comme candidate au poste de chancelière du camp conservateur, elle a déclaré vouloir servir l'Allemagne. Hupka est certes membre de la CDU et il a longtemps siégé au *Bundestag* avec ce parti, mais c'est ici plutôt en tant que président de la *Landsmannschaft Schlesien* qu'il s'exprime, comme l'indique la plus grande partie de son article où il se réjouit d'entendre parler de l'« Allemagne » (= « Deutschland ») et pas seulement de la « République fédérale » (= « Bundesrepublik ») :

*« Aujourd'hui, il est effectivement courant de parler d'épanouissement personnel, de valeur absolue de son propre moi. Il faut certainement respecter cet épanouissement personnel qu'il faut réaliser à tout prix, mais cet épanouissement personnel est aussi une expression d'un égoïsme qui ne connaît pas de limites. La phrase : « Je veux servir l'Allemagne » a un effet libérateur. Etre au service de l'Allemagne ouvre des perspectives prometteuses pour l'avenir. »*<sup>1744</sup>

Durant ses deux premières années à la chancellerie, Merkel continue de soutenir les expulsés par les mots, mais n'entreprend rien de concret pour gagner leurs faveurs. Ses rencontres avec les représentants polonais sont au mieux jugées inefficaces par le *GB*. Le premier tournant pour le journal a lieu en 2008 lorsque les poursuites engagées par le *Preußische Treuhand* contre la Pologne échouent devant la cour européenne des droits de l'homme. Merkel s'était distanciée depuis longtemps de cette procédure (entre autres en disant au président polonais qu'elle n'avait pas les moyens juridiques de faire cesser cette action en justice). Sans surprise, l'échec de la *Preußische Treuhand* est accueilli avec plaisir par la chancelière. L'article de Großpietsch sur le sujet intitulé « Indigne »<sup>1745</sup> exprime autant la tristesse de l'échec que le rejet catégorique de la classe politique. Il critique moins la ligne politique (refus de soutenir la *Preußische Treuhand*) que les qualités morales de la chancelière. Refusant de soutenir l'action en justice de la *Preußische Treuhand*, la chancelière faillirait à sa tâche et deviendrait indigne d'exercer sa fonction.

Elle est également attaquée sur son manque de maîtrise des enjeux historiques. Merkel reconnaît humblement ne pas avoir reçu une formation poussée en histoire. Or, le sens de l'histoire est une des vertus principales des dirigeants politiques pour le *GB*. Le journal lui-même, comme ses lecteurs, affectionne tout particulièrement l'histoire. C'est sur la connaissance de l'histoire qu'il juge en partie l'action des dirigeants politiques puisque toute action allant dans le sens voulu par les expulsés est généralement la preuve pour le journal d'un grand sens de l'histoire tandis que les décisions qui vont à l'encontre des attentes des expulsés sont vite frappées du sceau infamant de l'ignorance de la réalité historique. L'article

<sup>1743</sup> Article publié dans *GB* 05/12, p. 9.

<sup>1744</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 05/12, p. 9-10.

<sup>1745</sup> « Würdelos », article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/12, p. 2.

visé à discréditer la chancelière qui, se rendant en Pologne pour y commémorer la fin de la Première Guerre mondiale et la renaissance de l'Etat polonais, n'a pas parlé dans son discours des heurts entre Polonais et Allemands durant l'entre-deux-guerres. Le ton de l'article est d'une grande rudesse pour la chancelière qui se voit traitée comme une simple élève qui n'aurait pas de bonnes notes dans toutes les matières à l'école. Le *Preußische Allgemeine Zeitung* fait preuve d'une grande condescendance à l'égard de la chancelière :

« *Son naturel et son honnêteté font partie des atouts de la chancelière Merkel. La chancelière a ainsi créé la surprise en avouant récemment qu'elle regrettait de ne pas avoir une formation historique plus solide. C'est charmant, car personne ne peut savoir tout faire ni tout connaître. Comme des équipes entières d'experts sont à sa disposition pour la conseiller, ce n'est pas plus tragique que cela. Mais cela devient tragique quand ses conseillers ne remplissent plus leur office.* »<sup>1746</sup>

Angela Merkel est présentée comme une femme assez simple qui a la chance d'être bien entourée pour que ses lacunes n'apparaissent pas au grand jour.

Il est de notoriété publique en Allemagne que la chancelière a par le passé exercé son activité dans le domaine de la physique. Elle y a acquis une certaine renommée. Mais quand le *GB* rappelle ce passé, ce n'est pas réellement pour le glorifier. Dans l'article précédent, il s'agissait plutôt d'indiquer qu'elle avait un penchant naturel pour les sciences dures plus que pour l'histoire. Dans un autre article, il s'agit d'indiquer que son activité actuelle devrait la couper du monde universitaire en 2009, Angela Merkel reçoit en effet le titre de docteur honoris causa de l'université de Breslau :

« *On s'interroge aussi sur la cause de cette distinction. La chancelière a acquis quelques mérites dans la théorie quantique et dans la politique européenne. On raconte sous le manteau que la véritable raison serait le cadeau de plusieurs millions fait à la Pologne alors que cette somme devait revenir à l'Allemagne.* »<sup>1747</sup>

Concernant la manière de gouverner, le style d'Angela Merkel est comparé à celui de son prédécesseur, Schröder ayant un style plus énergique. Après avoir rappelé que Merkel a eu le courage de pousser Helmut Kohl vers la sortie et de moderniser son parti, un article paru en 2010 établit le constat de l'apparent manque de détermination de Merkel qui surprend les commentateurs. Elle semble désemparée et apathique :

« *Cela est aussi dû au fait qu'après la mauvaise expérience du congrès du parti à Leipzig, Merkel ne s'est plus préoccupée de la ligne de politique économique de son parti et que dans sa façon de gouverner, la tactique prenait le dessus sur les contenus.* »<sup>1748</sup>

---

<sup>1746</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 09/2, p. 10.

<sup>1747</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 09/4, p. 6.

<sup>1748</sup> Extrait d'article (*Berliner Zeitung* cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 10/7-8, p. 11.

### III – Les seconds rôles

#### *Les présidents de la République*

Richard von Weizsäcker

Richard von Weizsäcker est élu président de la République en 1984. En 1989, il est réélu alors qu'il est le seul candidat, preuve que son action durant son premier mandat a suscité une rare unanimité autour de lui. Son discours prononcé le 8 mai 1985 à l'occasion du quarantième anniversaire de la capitulation allemande a trouvé un large écho, en RFA comme à l'étranger<sup>1749</sup>. Les expulsés ne sont pas oubliés dans son discours puisqu'il rend hommage à leur courage durant les épreuves qu'ils ont traversées ainsi qu'à leur volonté de ne pas recourir à la violence pour obtenir satisfaction de leurs revendications :

*« Le 8 mai a été un jour de libération. (...) Chez nous, les expulsés ont été l'objet des exigences les plus grandes. Bien après le 8 mai, ils ont subi de grandes souffrances et une grande injustice. (...) L'amour de la Heimat d'un expulsé n'est pas une forme de revanchisme. »*<sup>1750</sup>

Curieusement, le discours de Weizsäcker ne trouve presque pas d'écho dans le *GB* dans les mois qui suivent. Les expulsés semblent se satisfaire de la partie pleine d'empathie à leur égard.

Ce qui plaît au *GB* dans les discours de Weizsäcker, c'est sa capacité à dire toute la vérité, comme le demande souvent le *GB*, c'est-à-dire rappeler aussi bien les crimes commis par les Allemands durant la guerre que les crimes dont les Allemands ont été les victimes à la fin de la guerre. Ainsi, lors de son voyage à Moscou en 1987, Richard von Weizsäcker évoque l'expulsion dans un discours devant le président du Soviet suprême, Andreï Gromyko<sup>1751</sup>. Ici, le président de la République fédérale s'inscrit dans la ligne voulue par le *GB* puisqu'il n'évoque pas seulement ce que les Allemands ont à se reprocher, mais tous les problèmes qui plombent les relations diplomatiques entre les deux pays.

Un extrait du discours du 8 mai va être par la suite régulièrement cité dans le journal. Alors qu'après le discours, le *GB* n'avait émis aucune réserve, le discours revient sur le devant de la scène politique au moment des négociations sur l'unification allemande. Le destin de l'Allemagne va se jouer et les deux Etats allemands vont fusionner, laissant de côté pour toujours les anciens territoires de l'est. C'est le moment où le *GB* regarde avec un œil critique ce que les hommes politiques ont dit ou fait pour en arriver à une telle situation. Weizsäcker apparaît soudain comme un homme insensible à la souffrance des expulsés. Une phrase de son discours est subitement rappelée :

---

<sup>1749</sup> Article (oprM) publié dans *GB* 85/9, p. 4.

<sup>1750</sup> Discours de Richard Weizsäcker prononcé le 8 Mai 1985 devant le *Bundestag* disponible en ligne sur [www.hdg.de/lemo/html/dokumente/NeueHerausforderungen\\_redeVollstaendigRichardVonWeizsaecker8Mai1985/](http://www.hdg.de/lemo/html/dokumente/NeueHerausforderungen_redeVollstaendigRichardVonWeizsaecker8Mai1985/) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1751</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 87/8, p. 3.

« L'errance contrainte de millions d'Allemands en direction de l'ouest a été suivie par celle de millions de Polonais puis encore de millions de Russes. »<sup>1752</sup>

Cette phrase semble relativiser la gravité de la situation des Allemands, comme si l'expulsion n'avait été qu'une simple péripétie et que l'exode forcé pouvait s'apparenter à une sorte de « balade »<sup>1753</sup>. En 1992, la guerre qui embrase les Balkans rappelle aux expulsés leur propre destin. Un visiteur apostolique souligne le fait dans le *GB* en indiquant que si l'expulsion des Allemands avait été dénoncée avec plus de force au lieu d'être minimisée comme l'a fait Weizsäcker de tels faits ne se seraient pas produits en Yougoslavie<sup>1754</sup>.

Herbert Gröger y fait une première allusion en janvier 1990<sup>1755</sup>. Dans le numéro suivant, le président du BdV Herbert Czaja attaque le président de la République fédérale sur ce qui cause la soudaine hostilité des expulsés contre Weizsäcker. Dans son allocution à l'occasion de Noël<sup>1756</sup>, celui-ci a indiqué que les Allemands étaient prêts à réaliser l'unité de leurs deux Etats sans que personne ne songe à remettre en cause les frontières telles qu'elles existent à ce moment-là. L'attaque de Czaja repose sur le fait que Weizsäcker semble négliger ce qui fonde la position juridique de la RFA face à la question des territoires<sup>1757</sup>. En renonçant aux territoires, il méprise les décisions de la *Bundesverfassungsgericht* qui donnait raison aux expulsés en prétendant que le Reich continue d'exister dans ses frontières de 1937. Mais ce texte de Czaja ne laisse pas les autres médias indifférents. Vraisemblablement publié sous la forme d'un communiqué de presse, il prétend rappeler le président de la République à ses devoirs constitutionnels alors qu'il ne fait rien d'autre que défendre la position des expulsés : « Lorsque Czaja rappelle le président de la République à sa fidélité à la Loi fondamentale, le fait est commenté comme un crime de lèse-majesté. (...) Aucun président, aucun ministre des Affaires étrangères ou je ne sais quel ministre à dimension européenne ne peut décider dans notre dos. »<sup>1758</sup>

En donnant son feu vert à l'abandon des territoires de l'est, Richard von Weizsäcker se coupe définitivement des expulsés et il devient dorénavant une figure hostile pour le *GB* qui ne parle plus de lui que comme un adversaire dont tous les faits et gestes témoignent de cette hostilité. Ainsi, lors de la cérémonie organisée à l'occasion du nouvel An en 1990, les expulsés sont au cœur de toutes les conversations et pourtant étrangement absents :

« Comme les années précédentes, les représentants des associations d'expulsés n'avaient pas été invités par le président. Les étrangers étaient représentés en nombre. (...) Des

---

<sup>1752</sup> Discours de Richard Weizsäcker prononcé le 8 Mai 1985 devant le *Bundestag* disponible en ligne sur [www.hdg.de/lemo/html/dokumente/NeueHerausforderungen\\_redeVollstaendigRichardVonWeizsaecker8Mai1985/](http://www.hdg.de/lemo/html/dokumente/NeueHerausforderungen_redeVollstaendigRichardVonWeizsaecker8Mai1985/) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1753</sup> Le terme allemand « Wanderschaft » permet plusieurs interprétations.

<sup>1754</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 92/11, p. 4. On retrouve le même argument dans un article (*Westfalen-Blatt*) publié dans *GB* 99/6, p. 1.

<sup>1755</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 90/1, p. 2.

<sup>1756</sup> Discours de Weizsäcker disponible en ligne sur [www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Richard-von-Weizsaecker/Reden/1989/12/19891224\\_Rede.html;jsessionid=CEC41D02D06933F35039F33F26E599D4.2\\_cid293](http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Richard-von-Weizsaecker/Reden/1989/12/19891224_Rede.html;jsessionid=CEC41D02D06933F35039F33F26E599D4.2_cid293) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>1757</sup> Article de Herbert Czaja paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 90/2, p. 2.

<sup>1758</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 90/3, p. 2.

*représentants de l'écologie, des protecteurs des animaux et des travailleurs sociaux avaient l'honneur d'être présents. Un défenseur de l'environnement, Johann Werzinger, a attiré l'attention. Il a parlé du déplacement de 92 colonies de fourmis du territoire d'un futur lac de barrage en Allemagne... »*<sup>1759</sup>

Comme d'autres hommes politiques avant lui, Weizsäcker se voit ensuite reprocher de préférer les étrangers à ses compatriotes. Les victimes des Allemands auraient plus d'importance pour lui que les victimes allemandes, comme si dans la concurrence entre les victimes, les Allemands étaient les éternels perdants face aux étrangers :

*« Le président de la République s'incline à Coventry devant les 512 victimes des bombardements ; le président s'est-il incliné devant les 2 millions de victimes de l'expulsion et les victimes des bombardements de Dresde ? »*<sup>1760</sup>

Les attaques contre Richard von Weizsäcker prennent aussi un tour très personnel. Le président rappelle que ce sont les Allemands qui ont choisi de se laisser diriger par des criminels. Gröger réfute cette accusation et renvoie Weizsäcker à son propre passé familial :

*« A-t-il [Weizsäcker, L.P.] oublié et refoulé que son père lui-même était une grande figure de cette bande criminelle ? Les millions de femmes et d'enfants assassinés dans les territoires de l'est allemands durant les années d'après-guerre en 1945-1947 n'avaient que peu de connaissance et de participation à ces crimes. »*<sup>1761</sup>

Lorsque Herbert Gröger évoque à nouveau le choix du terme pour parler de l'expulsion lors du discours sur le 8 mai, il relance à cette occasion l'attaque personnelle contre le président Weizsäcker :

*« Exigeons [en gras dans l'original, L.P.] aussi de la classe politique allemande et de nos dirigeants que le chef de l'Etat prenne publiquement ses distances avec l'expression « marche forcée des Allemands originaires de l'est ». Car nous ne sommes pas partis avec une guitare, sac au dos en chantant joyeusement. Monsieur von Weizsäcker devrait également retirer ses déclarations sur la culpabilité disant que le peuple allemand était coupable car il s'était laissé conduire par des assassins. Cela serait du meilleur effet pour le nom de « Weizsäcker ». Ce ne sont pas les citoyens mais les hommes politiques qui ont amené Hitler au pouvoir. »*<sup>1762</sup>

Gröger s'attaque ici directement à la famille du président Weizsäcker. En effet, son père, Ernst von Weizsäcker, fut un haut dirigeant sous le nazisme et il fut condamné après-guerre par le tribunal de Nuremberg. En tant qu'avocat, son fils Richard a participé à sa défense devant le tribunal. Le passé de son père devrait-il interdire à Richard von Weizsäcker de s'exprimer sur le passé nazi de l'Allemagne ? C'est en tout cas ce que suggère Gröger qui lui dénie le droit de condamner l'Allemagne dans son ensemble au motif que ce ne serait qu'une poignée d'hommes forts qui auraient conduit Hitler au pouvoir avant d'installer une dictature.

---

<sup>1759</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 90/3, p. 4.

<sup>1760</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/2, p. 1.

<sup>1761</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/9, p. 1.

<sup>1762</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/7, p. 1-2.

La famille Weizsäcker porterait une responsabilité pour le nazisme bien plus grande que celle dont le peuple allemand dans son ensemble s'est rendu coupable.

L'allusion était relativement discrète en 1992, mais Gröger hausse le ton et attaque Weizsäcker bien plus violemment dans un éditorial publié quelques mois plus tard. Rappelant que Weizsäcker est partisan de la thèse de la culpabilité collective du peuple allemand dans le nazisme et l'holocauste, Gröger indique qu'il rejette cette théorie comme l'a toujours fait le journal en montrant en quoi la culpabilité individuelle est bien plus juste :

*« Qui siégeait à cette époque [sous le nazisme, L.P.] au gouvernement et s'occupait du département politique du ministère des Affaires étrangères ? (...) Je ne connais aucun de mes compatriotes qui pouvait imaginer l'ampleur de l'énergie criminelle. Mais chez les Weizsäcker, on en parlait ! Nous sommes contre la responsabilité familiale, mais ceux qui dénoncent doivent s'attendre à une riposte. Je ne connais personne de mon entourage qui ait été condamné à Nuremberg pour crime contre l'humanité à cause de son activité administrative en faveur de l'holocauste. Le mandat présidentiel touche à sa fin. Ce fut l'époque d'un homme très sûr de lui et d'un bel homme au doigt moralisateur toujours levé. Il ne s'intéressait guère à nous autres les expulsés. »*<sup>1763</sup>

Comme souvent, c'est la commémoration d'un événement du passé qui donne l'occasion au *GB* de revenir sur ce passé et sur son interprétation par les dirigeants allemands actuels. Le débarquement des Alliés en Normandie est commémoré cinquante ans plus tard et Herbert Gröger saisit l'occasion pour rappeler le discours de Weizsäcker en 1985. Celui qu'il appelle ironiquement le « plus grand de tous les présidents allemands »<sup>1764</sup> ayant fait du 8 mai un jour de libération, Gröger feint de se demander pourquoi les médias s'interrogent sur le sens du 8 mai. Ainsi, il montre que Weizsäcker est loin d'avoir tranché la question et que si le 8 mai a été vécu comme une libération par des millions d'Allemands, les Allemands vivant à l'est ne peuvent pas entendre un tel jugement. Gröger achève de critiquer Weizsäcker en ridiculisant les échanges de distinctions honorifiques qui caractérisent les relations diplomatiques :

*« Comme il doit être agréable d'être décoré de médailles. Vite avant la fin de son mandat, Richie est parti pour Varsovie avec dans sa boîte de souvenirs la Croix de chevalier de l'Ordre du Mérite pour le « menhir de la politique », le président polonais. Alors que l'on peut difficilement parler d'une rencontre de deux menhirs de la politique, on peut se poser la question de la classification géologique de Richie. Selon le jugement de Mme Seebacher-Brandt [journaliste, veuve de Willy Brandt, L.P.], sans doute dans la catégorie des « gravillons politiques ». Petit, lisse et dur ! Jusqu'où peut aller le travail sur le passé personnel ? »*<sup>1765</sup>

Gröger utilise ici un moyen éprouvé par le *GB* pour montrer son mépris des hommes politiques consistant à les affubler d'un sobriquet tel qu'ici « Richie ». Amateur de décorations honorifiques à la dimension politique réduite à celle d'un simple petit caillou, Weizsäcker est méprisé complètement par le rédacteur en chef du *GB* qui ne voit dans toute

---

<sup>1763</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/4, p. 1-5. On retrouve les mêmes arguments dans un article de Heinrich Wodtke publié dans *GB* 08/5, p. 1.

<sup>1764</sup> « Größte aller Bundespräsidenten », éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/8, p. 1-2.

<sup>1765</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/8, p. 1-2.

l'activité du président allemand que le simple besoin de régler sa propre histoire familiale et les liens de sa famille avec le nazisme.

Le fameux discours du 8 mai 1985 n'en finit plus d'être critiqué dans le *GB*. En 2000, un vice-président du BdV, Arnold Tölg, considère que le traitement lexical de l'expulsion par Weizsäcker a conduit à minimiser l'ampleur de l'expulsion et à en faire un simple mouvement migratoire. Aujourd'hui, nombre de spécialistes des migrations considèrent en effet que l'expulsion des Allemands (comme d'autres peuples à d'autres époques) constitue un mouvement migratoire. Les expulsés rejettent catégoriquement cette lecture de l'histoire considérant que l'expulsion à la fin de la guerre ne peut pas être mise sur le même plan que les mouvements des travailleurs immigrés ou des demandeurs d'asile :

*« La minimisation de l'expulsion introduite par l'ancien président de la République von Weizsäcker apparaît désormais dans les manuels scolaires et sans doute aussi dans les ouvrages historiques. »*<sup>1766</sup>

Quant au traitement réservé à l'expression de « *erzwungene Wanderschaft* » dans le *GB*<sup>1767</sup>, il montre bien l'évolution des expulsés dans la société allemande. Dans les années 1980, une telle expression formulée par le plus haut représentant de l'Etat provoque des réactions de colère et d'incompréhension, signe de l'isolement dont ont souffert les expulsés durant des décennies. En effet, le *GB* utilisait lui-même une expression assez proche dans les années 1950 pour annoncer la publication prochaine d'un livre documentaire pour témoigner de la réalité de l'expulsion :

*« Il aura fallu treize ans avant que ne soit rédigé cet important travail de documentation sur le plus grand mouvement migratoire d'un peuple, l'expulsion de 14 millions d'Allemands. »*<sup>1768</sup>

En 1959, le dénigrement ou l'indifférence d'une partie de la classe politique ne sont pas à l'ordre du jour et les réflexes défensifs des expulsés n'existent pas encore, les conflits idéologiques et politiques autour de l'expulsion n'ont pas encore eu lieu. Le mot « *Völkerwanderung* » désigne en allemand ce que l'on appelle en français les grandes invasions barbares, mais le terme de « *Wanderung* » peut être rapproché de « *Wanderschaft* » tant les deux sens sont proches. A cette époque, le *GB* considère lui-même que l'expulsion est un grand mouvement migratoire (sans insister sur l'aspect contraignant). Certes, il s'agit bien d'une migration forcée, mais le journal ne défend pas encore la thèse d'un événement d'une ampleur sans précédent dans l'histoire. C'est avec la polémique politique qu'il va être amené à durcir sa position et à surveiller ce qu'il considérera comme des abus de langage. On voit ici une des formes que prend le politiquement correct appliqué par le *GB*.

---

<sup>1766</sup> Article d'Arnold Tölg paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 00/11, p. 2.

<sup>1767</sup> D'autres occurrences se trouvent dans un article publié dans *GB* 99/7, p. 7 ou l'éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 02/4, p. 1-6.

<sup>1768</sup> Article publié dans *GB* 59/6, p. 6.

Roman Herzog

Le successeur de Richard von Weizsäcker voit son nom cité pour la première fois en 1995. L'annonce de son élection est passée inaperçue. Lors des commémorations de l'insurrection de Varsovie, Herzog prononce le 1<sup>er</sup> août 1994 un discours dont un extrait va devenir une référence pour le *GB* :

*« Ce dont nous avons besoin, c'est de nous réconcilier et de nous comprendre, de nous faire confiance et de vivre en bon voisinage. Avec le courage de voir toute la vérité, de ne rien ajouter, mais aussi de ne rien retirer, de ne rien taire et de ne rien mettre sur le compte de l'autre. »*<sup>1769</sup>

Cette citation devient une référence pour le *GB*, et les différents rédacteurs vont répéter cette formule régulièrement dans leurs articles, l'utilisant comme un aiguillon pour guider les relations germano-polonaises. On y retrouve en effet la volonté du journal de dire toute la vérité sur ce qui s'est passé pendant et après la guerre. Le discours de Roman Herzog joue même un rôle important dans le journal puisque c'est à partir de la ligne montrée par ce discours que le *GB* se décide en mai 1995 à publier des témoignages de ses lecteurs sur l'expulsion. Partant de la commémoration du cinquantième anniversaire de la fin de la guerre, le *GB* souhaite que les expulsés fassent entendre leur voix et donner à chacun la possibilité de raconter ce qu'il a vécu. En introduction aux premiers témoignages, Peter Großpietsch cite le discours de Roman Herzog qu'il oppose à celui de Weizsäcker qui prétendait que le 8 mai 1945 avait été un jour de libération<sup>1770</sup>. Ainsi, les deux présidents sont mis l'un en face de l'autre comme si les deux hommes s'opposaient. En fait, il ne s'agit que d'une différence d'appréciation de deux points très précis par le journal.

De même qu'après une élection, les élus bénéficient d'un court état de grâce durant lequel les électeurs les soutiennent, Roman Herzog bénéficie d'un court délai pour apprécier sa popularité auprès du *GB*, car très vite, le journal reprend son ton incisif, avec peut-être plus de mordant encore avec un homme qu'il considère comme un allié. L'année 1995 est riche en commémorations liées à la fin de la Seconde Guerre mondiale et les manifestations organisées pour commémorer différents événements sont nombreuses à travers le monde. Or, Roman Herzog participe à toutes les cérémonies organisées pour célébrer la libération des camps de concentration mais il ne confirme pas sa venue à celles organisées par les expulsés à Francfort (souvenir de l'expulsion) et à Stuttgart (souvenir de la Charte des expulsés). Peter Großpietsch le prend directement à partie dans un éditorial :

*« Mais, Monsieur le président, pourquoi ne participez-vous pas aux deux grandes cérémonies organisées par les expulsés ? Les deux millions de morts, tous de nationalité allemande, victimes de l'expulsion et de viols, ne méritent-ils pas votre présence ? (...) Est-ce qu'ici aussi les égards pour l'étranger ne jouent pas un rôle décisif ? Ou bien craignez-vous des manifestations de désaccord et des sifflets ? »*<sup>1771</sup>

---

<sup>1769</sup> Article de Heinz Marx paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 95/2, p. 2.

<sup>1770</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/5, p. 1.

<sup>1771</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/6, p. 1.

On voit ici que Roman Herzog est placé dans la continuité de ses prédécesseurs et qu'en tant que président de la République, il incarne en quelque sorte le symbole de l'homme politique allemand, plus soucieux de l'image qu'il donne à l'étranger que de ses propres compatriotes. Le fait de souligner que les expulsés étaient eux bien tous de nationalité allemande est un rappel indirect du fait que les victimes des camps de concentration étaient de nationalités diverses comme s'il était naturel que le président allemand s'intéresse en premier lieu aux victimes allemandes.

Un autre discours de Roman Herzog obtient l'assentiment des expulsés lorsqu'il dit dans un discours que rien ne justifie l'expulsion. Cet extrait de discours pourrait très bien être prononcé par un représentant des expulsés :

*« Ni la responsabilité allemande dans la guerre ni le national-socialisme n'ont été ni ne sont une justification pour l'expulsion. L'expulsion est et reste une injustice qui doit être bannie par le droit international, précisément parce qu'aujourd'hui encore elle a lieu en de nombreux endroits du monde. »*<sup>1772</sup>

Horst Köhler

L'élection du président Horst Köhler est accueillie avec une certaine satisfaction par les expulsés car au-delà de toute considération politique, l'homme représente par son parcours personnel un bon exemple de ce que fut le destin mouvementé de millions d'Allemands au cours du XXe siècle. Ses parents sont originaires de la région roumaine de Bessarabie. Dans le cadre de la politique « Heim-ins-Reich » menée par les nazis, ils sont envoyés sur le territoire du Gouvernement général de Pologne où naît Horst Köhler en 1943. La famille fuit une première fois devant l'avancée du front jusqu'à Lodz en 1944 puis vers Leipzig en janvier 1945 avant de quitter la RDA en 1953. Pour le GB, l'espoir est grand de voir un homme dont la vie a été marquée par les épreuves de la fuite défendre les expulsés<sup>1773</sup>. Le premier voyage officiel du président Köhler a lieu en Pologne. Pour le journaliste Hubert Maessen, le message est clair :

*« L'Allemagne fait un pas en direction de la Pologne, c'est le sens de la première visite de Köhler. Elle a montré aussi qu'en 2004 encore, Canossa se trouve de l'autre côté de l'Oder et le Neisse. »*<sup>1774</sup>

Malgré une évidente bonne volonté, Horst Köhler ne paraît pas à la hauteur de la tâche qui l'attend. Il donne une piètre image de l'Allemagne en ne faisant que des concessions à la partie polonaise ou en poursuivant la politique de ses prédécesseurs.

Le deuxième voyage en Pologne du président Köhler n'est pas de nature à rassurer les expulsés sur les chances de le voir infléchir la diplomatie allemande. En effet, le président ne peut faire autrement que de s'exprimer sur le projet du BdV de créer un centre de commémoration de l'expulsion. Köhler indique que le plus important est que personne ne cherche à réécrire l'histoire ou à transformer les coupables en victimes. Il se situe ainsi dans le

---

<sup>1772</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 07/5, p. 3. Cité également dans une déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 04/9, p. 7.

<sup>1773</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 04/7-8, p. 8.

<sup>1774</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 04/12, p. 7-8.

camp des opposants au projet ce qui suscite immédiatement une réaction dans les colonnes du *GB* :

*« Je voudrais une nouvelle fois demander expressément au président d'expliquer ce qu'il veut dire : Comment un « Centre contre les expulsions » pourrait-il être une « réinterprétation de l'histoire » ? (...) Il est vraiment pénible de devoir faire comprendre à notre président de la République que les Polonais vaincus et opprimés ont été des « victimes » tout comme les Allemands expulsés de l'est qui ont été spoliés par les Polonais à partir de 1945 et pour partie maltraités de manière effroyable et souvent brutalisés à mort. »*<sup>1775</sup>

En ne se montrant pas suffisamment incisif dans ses rapports avec ses homologues, pour ne pas dire agressif, le président Köhler passe aux yeux du *GB* pour un homme d'une coupable faiblesse. Il suit ainsi la ligne de ses prédécesseurs puisqu'il ne réussit pas à imposer les demandes des expulsés à la Pologne :

*« Par le passé, de nombreuses phases ou stratégies ont été développées contre les expulsés : pari sur la biologie, consolation avec l'Europe, silence, etc. Est-ce que la phase de l'« endormissement » vient de commencer » ? (...) Le président Köhler lui aussi mise sur cette stratégie et il n'est guère surprenant que de nombreux expulsés se demandent si le président Weizsäcker est encore en fonction ! »*<sup>1776</sup>

### **Les présidents du Bundestag**

Rita Süßmuth

Les présidents du *Bundestag* occupent une haute position dans la hiérarchie de la République fédérale, pourtant ce sont des personnalités qui ne font pas souvent la une des médias, car ils ne se prêtent pas à une pratique politicienne de la politique afin de rester dans une position de retrait vis-à-vis des partis. Sans être astreints à une position de neutralité, ils se gardent d'entrer dans des querelles partisans trop fortes afin de préserver leur position de garant du bon fonctionnement du *Bundestag*. Parmi les présidents du *Bundestag* de toute l'histoire de la RFA, seules deux personnes ont droit à un traitement particulier dans le *GB*, Rita Süßmuth et Wolfgang Thierse.

Rita Süßmuth, CDU, a été présidente du *Bundestag* de 1988 à 1998. Elle fait parler d'elle dans le *GB* après avoir déclaré que les expulsés devaient se défaire des clichés hostiles à la Pologne et aux Polonais. Herbert Gröger rétorque sèchement que les expulsés ont renoncé à la violence dès 1950 et surtout qu'ils pratiquent la réconciliation depuis fort longtemps au contact direct de la population polonaise tandis que le système politique polonais reste lui l'objet véritable de l'adversité des expulsés<sup>1777</sup>.

En 1991, Rita Süßmuth se positionne résolument dans le camp des adversaires des expulsés en protestant contre le travail effectué par les représentants des expulsés et en plaidant en

---

<sup>1775</sup> Article de Georg Friebe paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/10, p. 2.

<sup>1776</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 07/1, p. 1-6.

<sup>1777</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/7, p. 1.

faveur d'une nouvelle donne dans le soutien accordé aux associations représentatives des expulsés :

« Face aux *récentes déclarations de la présidente du Bundestag, Rita Süßmuth*, [en gras dans l'original, L.P.] en Pologne, on ne peut que réagir avec colère. Elle a fait sienne l'intention du SPD et du PDS de mettre fin à la collaboration du BdV et des Landsmannschaften avec leurs compatriotes dans la Heimat et de leur refuser toute aide publique. L'explication selon laquelle les expulsés n'auraient pas voté oui au traité frontalier avec la Pologne est une insulte à la logique démocratique. (...) Nous ne nous laisserons pas couper de notre responsabilité envers notre Heimat et nos compatriotes qui y vivent ni par le nationalisme polonais ni par le SPD/PDS ou bien la présidente du Bundestag. »<sup>1778</sup>

En 1991, Rita Süßmuth se trouve au cœur d'une polémique après que la presse a appris que son mari avait utilisé un véhicule de fonction du *Bundestag* à des fins personnelles. Le *GB* n'hésite pas à attaquer la présidente du *Bundestag* sur sa probité. L'article qui faisait le compte rendu de ses déclarations est suivi d'un paragraphe écrit en italique et en plus petits caractères précédé de la mention « note de la rédaction » :

« Comme le montre l'affaire sur la voiture de la présidente du Bundestag, cette dernière n'est pas très généreuse quand il est question de ses droits mais beaucoup plus lorsqu'il s'agit des droits des autres. »<sup>1779</sup>

Le *GB* n'hésite donc pas à utiliser un scandale lié à l'exercice du pouvoir pour décrédibiliser un adversaire. Dans le cas présent, la dénonciation de la polémique concernant son véhicule de fonction occupe presque autant de place dans le journal que la riposte à son attaque contre les représentants des expulsés.

Dans le même numéro, l'assemblée des délégués du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publie une déclaration concernant Rita Süßmuth :

« Le groupe de la Heimat du Comté de Glatz s'élève contre le fait qu'un organe constitutionnel de la République fédérale d'Allemagne qui a des devoirs envers chacun prenne parti contre les expulsés allemands précisément à Varsovie. Ce manque d'élégance constitue de la part de la présidente du Bundestag un abus de pouvoir. La tentative de limiter la liberté d'expression des représentants élus des Allemands originaires de l'est et la remise en cause financière de leur travail culturel est sans pitié, antidémocratique, naïve et dommageable. »<sup>1780</sup>

Rita Süßmuth est en outre accusée de s'être fait remarquer si négativement qu'elle serait en partie responsable de l'échec de son parti aux élections législatives fédérales de 1998. Dans le bilan que Peter Großpietsch tire du scrutin, le nom de Süßmuth apparaît avec un ton d'une condescendance très révélatrice de l'opinion du rédacteur en chef du *GB* :

« Une décision personnelle a sans doute été plus regrettée à l'extérieur qu'à l'intérieur de la CDU : le placement « mérité » de Mme Süßmuth dans un rôle subalterne. De l'avis d'un proche de ce parti si durement atteint lors des dernières élections législatives, 3 à 4 points de

<sup>1778</sup> Article (Pressedienst Schlesien) publié dans *GB* 91/4, p. 4.

<sup>1779</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/4, p. 4.

<sup>1780</sup> Déclaration du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publiée dans *GB* 91/5, p. 3.

*pourcentage des pertes sont à mettre au compte de la présidente sortante du Bundestag. Étonnamment, celle-ci ne s'est pas précipitée à Varsovie après avoir été démise de ses fonctions au sein de la direction de la CDU. »*<sup>1781</sup>

Großpietsch a peine à cacher son plaisir de voir une adversaire sanctionnée par son propre parti auquel elle a causé tant de tort.

Après la fin de sa carrière politique en tant qu'élue, Rita Süßmuth n'est plus évoquée qu'une fois dans le *GB* sous la plume de Herbert Hupka qui raconte une anecdote que Süßmuth a révélée elle-même dans ses mémoires. Alors qu'une délégation polonaise doit venir en visite au *Bundestag*, sa présidente est embarrassée à l'idée que les Polonais passent devant les drapeaux des Länder parmi lesquels figurent ceux des territoires de l'est. Afin d'éviter un scandale, elle décide d'envoyer ces derniers au nettoyage avant de les faire remiser dans un espace muséal du *Bundestag*. Ainsi, les drapeaux des provinces de l'est ont disparu sans que personne ne s'en rende compte :

*« On sent bien la fierté de la présidente du Bundestag en 1990 de son soi-disant sens politique, de son action résolue, de sa prévenance empressée, de son bon sens de ménagère et de son geste plein d'ironie et cynisme d'enterrer les drapeaux de la Heimat des Allemands expulsés. (...) C'est une histoire triste, une histoire révoltante de notre passé récent. »*<sup>1782</sup>

On sent bien dans le texte de Hupka sa colère face à la ruse dont il a été la victime en tant qu'ancien parlementaire et président de la *Landsmannschaft Schlesien*. Ni lui ni aucun habitué du *Bundestag* n'a remarqué le tour joué par la présidente du *Bundestag* qui a su avec habileté régler un problème qui aurait pu créer un scandale. Il ne s'agit pourtant que d'une défaite très symbolique pour les expulsés, mais leur attachement aux symboles la rend insupportable, et ce d'autant plus que c'est l'auteur de la ruse elle-même qui avoue son forfait sans quoi personne peut-être n'aurait jamais su comment les drapeaux avaient pu quitter leur place habituelle. Süßmuth apparaît ici comme une femme diabolique prête à toutes les supercheries pour imposer ses idées.

Wolfgang Thierse

Pour Wolfgang Thierse, la situation est un peu différente de celle de son prédécesseur. Tout d'abord, il est membre du SPD et il remplace Süßmuth à la tête du *Bundestag* au moment où se forme la coalition du SPD et des *Grünen*. Mais élément intéressant pour les expulsés, Wolfgang Thierse est né en 1943 à Breslau et sa famille a été expulsée. Ainsi, il partage des points communs importants avec les lecteurs du *GB*. Mais Thierse ne revendique pas ses origines, ce qui est certainement la pire des choses pour le *GB* :

*« L'homme du SPD, Wolfgang Thierse est certes né en 1943 à Breslau mais il ne s'intéresse que peu voire pas du tout à la Silésie et aux territoires allemands de l'est. »*<sup>1783</sup>

Ne pas assumer ses origines lorsque l'on vient de l'est de l'Allemagne est incompréhensible pour Großpietsch qui conçoit au contraire les origines géographiques des individus comme un motif légitime de fierté. Dans la suite de l'article, il montre une autre facette de la personnalité de Thierse, tout aussi peu glorieuse pour lui : Wolfgang Thierse montre une si faible

<sup>1781</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 98/12, p. 2.

<sup>1782</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 01/1, p. 2.

<sup>1783</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 99/6, p. 2.

connaissance de l'histoire qu'il s'offusque du nom de Reichstag qu'il associe au IIIe Reich et souhaiterait donc voir disparaître. Großpietsch tourne la question en ridicule et montre que d'autres plus sensés que lui le font revenir sur sa décision de changer le nom d'une institution historique.

De plus, son origine ne suffit pas à faire de lui un connaisseur de la Silésie, c'est sans doute là le revers de la médaille pour qui renie ses origines. Voilà en substance le message de l'article dans lequel figurent les déclarations de Thierse sur la composition de la population de Breslau. Bien que l'article soit relativement court, les expressions indiquant les erreurs du président du *Bundestag* ne manquent pas :

« *Wolfgang Thierse croyait connaître sa ville natale grâce à ce que ses parents et grands-parents lui avaient raconté (...), mais ce qu'il a dit était quand même faux. Il a affirmé (...). En réalité, les choses étaient différentes, (...). (...) Wolfgang aurait dû connaître les choses autrement, c'est-à-dire mieux. Cela fait malheureusement partie des lieux communs les plus répandus (...). Le président du Bundestag lui aussi devrait en prendre connaissance !* »<sup>1784</sup>

Ces deux exemples suffisent à montrer que Wolfgang Thierse est considéré par le *GB* comme un adversaire des expulsés. En effet, ses prises de position contre le projet du BdV de créer un Centre contre les expulsions<sup>1785</sup> ou son absence d'intérêt pour les expulsés lorsque ceux-ci attendent un geste de soutien<sup>1786</sup> montrent que Thierse déçoit en raison de son absence d'attachement à sa région natale et en raison aussi de son appartenance politique (SPD). Mais dans ce cas, c'est plutôt contre sa politique que se tournent les critiques.

### **Les autres fonctions**

Wolfgang Schäuble

Wolfgang Schäuble occupe d'importantes fonctions au sein de son parti (CDU) ou au niveau du gouvernement fédéral depuis les années 1980.

En 1992, il plaide lors de la Journée de la *Heimat* pour le droit des Allemands à s'installer librement en Pologne ou Tchécoslovaquie après la chute des régimes communistes et la fin du rideau de fer<sup>1787</sup>, reprenant ainsi une revendication des expulsés. Son orientation sur les questions théoriques telles que les formes d'organisation de l'Etat lui valent aussi les faveurs du *GB*. Herbert Gröger soulignant ainsi que le discours de Schäuble constitue une excellente conclusion à un colloque consacré à la question avec sa défense de la place de l'Etat-nation démocratique et pluraliste<sup>1788</sup>. Cette dernière déclaration faite devant les expulsés rassemblés à Nuremberg lui vaut les acclamations du public de même que son insistance sur la validité du droit à la *Heimat* que défendent sans relâche les représentants des expulsés<sup>1789</sup>. Tout ceci ne

---

<sup>1784</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 04/2, p. 13.

<sup>1785</sup> Déclaration de Wolfgang Thierse paru dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 07/11, p. 10.

<sup>1786</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 01/11, p. 6.

<sup>1787</sup> Article (oprM Berlin) publié dans *GB* 92/10, p. 4. On retrouve les mêmes demandes de Schäuble dans l'éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/1, p. 1-2.

<sup>1788</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 95/1, p. 1-2.

<sup>1789</sup> Déclaration de Wolfgang Schäuble parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 95/10, p. 5.

différencie pas Wolfgang Schäuble de la plupart des membres de la CDU/CSU qui n'hésitent pas à venir devant les expulsés lors de leurs grands rassemblements pour y tenir des discours affichant les meilleures intentions.

En 2009, l'image de Wolfgang Schäuble va être fortement ternie par une affaire qui peut sembler futile en apparence mais qui revêt une importance considérable pour les expulsés. Alors qu'il est ministre de l'Intérieur, il prend une décision qui sème le trouble chez les expulsés : sur les papiers d'identité, le lieu de naissance devra désormais indiquer Pologne (ou un autre pays) pour les personnes nées après le 2 août 1945, soit après l'issue du sommet de Potsdam. Ainsi, le texte des Accords de Potsdam acquiert une valeur juridique qu'il n'avait pas et la décision de placer les territoires de l'est allemands sous administration polonaise ou russe dans l'attente d'un règlement définitif après un traité de paix est purement et simplement ignorée. Plus grave, cette décision entre en contradiction avec les décisions de la *Bundesverfassungsgericht* qui a considéré dans les années 1970 que le Reich continue d'exister dans ses frontières de 1937. Cette décision de Schäuble a le mérite de rassembler les expulsés :

« *Il n'arrive pas si souvent que les Landsmannschaften de l'est des Prussiens occidentaux et orientaux, des Poméraniens et des Silésiens refusent unanimement une décision.* »<sup>1790</sup>

L'article extrait du *Preußische Allgemeine Zeitung* qui rend compte de la décision de Schäuble met cette décision en parallèle avec un document publié par le ministère de la Famille de Rhénanie-du-Nord-Westphalie indiquant qu'avant la guerre, dix millions d'Allemands vivaient en Pologne. La décision de Schäuble n'aurait eu pour seul objectif que de préparer le terrain idéologique à une réécriture de l'histoire. Le rédacteur en chef du *PAZ* n'a pas de mots assez forts pour dénoncer cette décision :

« *Sans exagérer : Même le SED n'a jamais affirmé une chose pareille. (...) Si la CDU dont l'aile nationale-conservatrice n'existe visiblement plus argumente de la sorte, quelle position sur ce sujet doit-on imaginer pour un gouvernement de gauche ? L'Allemagne finira-t-elle par s'excuser un jour pour le fait que des Allemands aient vécu à l'est de l'Oder et de la Neisse ?* »<sup>1791</sup>

La mise en parallèle entre la décision de Schäuble et celle hypothétique d'un gouvernement de gauche ou même du SED doit permettre de décrédibiliser totalement Schäuble. Alors qu'il est réputé pour être un véritable conservateur, il est ici présenté comme quelqu'un capable de prendre des décisions que même la dictature de RDA n'osait pas défendre.

Dans le numéro suivant, Helmut Sauer publie un communiqué qui clarifie la situation juridique et rappelle que pour la *Bundesverfassungsgericht*, les territoires de l'est doivent être considérés comme appartenant au territoire national allemand jusqu'en 1990 avec l'entrée en vigueur du Traité 2+4 et du Traité frontalier avec la Pologne. Sauer demande que le ministère de l'Intérieur sache faire preuve de souplesse et qu'il respecte le droit international. Mais à la

---

<sup>1790</sup> Déclaration de Wilhelm von Gottberg, porte-parole de la *Landsmannschaft Ostpreußen (Preußische Allgemeine Zeitung)* publiée dans *GB 09/9*, p. 13.

<sup>1791</sup> Article de Konrad Badenheuer (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB 09/9*, p. 12.

veille des élections législatives fédérales, la difficulté est grande de défendre la CDU contre une décision prise par une éminente personnalité de la CDU :

« *La CDU plaide dans son programme électoral pour les élections législatives du 27 septembre 2009 pour des directives concernant l'état civil et le recensement qui conforte clairement la position de l'Allemagne dans le droit international.* »<sup>1792</sup>

Ce qui signifie donc que le programme électoral de la CDU désavoue le ministère de l'Intérieur CDU et que le parti entend revenir sur la décision de l'un de ses dirigeants !

Rudi Pawelka dénonce le manque de concertation avant la prise de décision et insiste sur le fait que les Länder gouvernés par la CDU/CSU ont décidé de ne pas appliquer les directives du ministère fédéral. Le titre « Schäuble reste inflexible »<sup>1793</sup> indique bien que les éléments pris en considération sont tous faux puisque la position juridique est très claire : en voulant unifier les pratiques et éviter les confusions, Schäuble n'a fait que créer du désordre.

Mais dans les pages intérieures du journal, le même sujet est traité bien différemment. Un communiqué de Jochen-Konrad Fromme, président du groupe des expulsés au sein du groupe parlementaire de la CDU/CSU, revient sur le problème et lui donne un éclairage très nouveau<sup>1794</sup>. Le sénateur en charge du ministère de l'Intérieur du Land de Berlin, Ehrhart Köpling (SPD) a décidé d'appliquer les directives du ministère fédéral de l'Intérieur dans son Land. Le communiqué de presse de Fromme insiste sur le décalage entre cette pratique et les positions juridiques qui fondent le droit international. Il souligne aussi la volonté de la CDU et de tous les dirigeants de la CDU/CSU de ne pas appliquer cette directive. Le nom de Schäuble n'apparaît pas une seule fois dans tout le communiqué alors que c'est lui qui est à l'origine de toute la polémique ! Il ressort du traitement de l'affaire dans l'article que la CDU/CSU s'oppose avec vigueur à cette directive frappée du sceau de l'injustice et qu'un sénateur de Berlin s'entête à vouloir l'appliquer en dépit du bon sens.

Pourtant un article de 2010 vient montrer toute la douleur et l'injustice que peuvent ressentir certains expulsés en voyant que leur lieu de naissance n'est désormais plus considéré comme avant. Herbert Gröger consacre un long article à la question dans lequel il commence par regretter le manque de stature et de hauteur de vue des dirigeants actuels. Il accuse tout d'abord le ministre de l'Intérieur de manquer d'humanité ou de faire preuve de froideur :

« *Et Monsieur Schäuble qui est né dans la Forêt noire en face de la frontière franco-allemande ne peut pas s'imaginer quels sentiments il blesse lorsqu'il affirme officiellement que les hommes et les femmes qui sont nés dans les provinces de l'est allemand vivaient déjà à l'étranger avant l'expulsion et qu'ils doivent être considérés comme nés à l'étranger.* »<sup>1795</sup>

Il semble jouer sur la corde sensible en soulignant les sentiments qui sont troublés par la bureaucratie actuelle. Puis il en vient à commenter la décision de Schäuble et il s'avère rapidement qu'il a de bonnes raisons de se sentir particulièrement touché par cette décision :

---

<sup>1792</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 09/10, p. 2.

<sup>1793</sup> « Schäuble bleibt uneinsichtig », article de Rudi Pawelka publié dans *GB* 09/11, p. 1.

<sup>1794</sup> Déclaration de Jochen-Konrad Fromme publié dans *GB* 09/11, p. 14.

<sup>1795</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 10/1, p. 2.

« La chose devient très curieuse lorsque par exemple mon fils Roland qui est né le 9 décembre 1945 en Silésie, dans le pays occupé par la Pologne du Comté de Glatz possède un acte de naissance allemand qui atteste du fait qu'il est venu au monde à Lauterbach dans le canton de Habelschwerdt. »<sup>1796</sup>

L'article est illustré par la reproduction de l'acte de naissance de son fils. Le document est intégralement rédigé en allemand et rien sur le document ne laisse penser que la Pologne avait alors pris la direction de l'administration du territoire concerné<sup>1797</sup>. Cet exemple montre bien la situation inextricable dans laquelle se trouvent les autorités allemandes pour indiquer quel est le pays de naissance des Allemands nés après 1945 au-delà de la ligne Oder-Neisse. Il est évidemment difficile pour l'administration allemande de considérer qu'un Allemand qui serait né à Breslau en 1980 est né en Allemagne. D'ailleurs, aucun document ne viendra créer la moindre confusion puisqu'à cette époque, Breslau est bel et bien devenue polonaise, quelles que soient les finesses juridiques du droit international. Mais la situation du fils de Herbert Gröger montre bien la douleur des expulsés qui n'avaient pas encore vécu ce qui allait être le drame de leur vie. Ils ont a posteriori l'impression d'être dépossédés une nouvelle fois de leur *Heimat*. C'est bien la vivacité des sentiments qui rend la situation si compliquée. Mieux que toutes les critiques ou polémiques, cet exemple concret permet de mieux saisir la situation des individus concernés et leur ressentiment envers Schäuble qui n'a pas été attaqué directement mais dont l'image publique ressort plus écornée qu'après n'importe quel article au ton polémique.

Martin Hohmann

Martin Hohmann, député CDU, attire l'attention du *GB* par ses prises de position en décalage par rapport à la ligne fixée par son parti. En 2001, il se fait remarquer en interpellant le gouvernement Schröder afin que celui-ci prenne en compte la situation des travailleurs forcés allemands dans le processus d'indemnisation des victimes<sup>1798</sup>. En 2002, la seconde édition de l'exposition consacrée à la *Wehrmacht* provoque force polémiques. Le *GB* s'engage vivement contre cette exposition et le soutien qu'il reçoit de Martin Hohmann est accueilli avec satisfaction :

« C'est avec gratitude que je prends connaissance du fait qu'au moins un député du groupe parlementaire CDU/CSU s'exprime au sujet de la nouvelle exposition consacrée à la *Wehrmacht*. »<sup>1799</sup>

Hohmann se distingue à l'intérieur de son parti en s'exprimant contre l'exposition qui prétend montrer les crimes commis par la *Wehrmacht* durant la Seconde Guerre mondiale. Pour le *GB*, c'est tout à l'honneur de la CDU/CSU que l'un de ses représentants exprime

---

<sup>1796</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 10/1, p. 2.

<sup>1797</sup> Interrogé par l'auteur sur les conditions dans lesquelles l'acte de naissance de son fils a pu être rédigé en allemand, Herbert Gröger explique que la nouvelle administration polonaise n'établissait pas d'état civil pour les Allemands. Quelques anciens officiers d'état civil allemands ont poursuivi leur travail en secret à leur domicile (dans l'attente de la fin d'une situation qu'ils imaginaient provisoire). Cf. lettre de Herbert Gröger à l'auteur du 28 mai 2012.

<sup>1798</sup> Extrait d'une déclaration de Martin Hohmann (*Ostpreußenblatt*) parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 01/7-8, p. 6.

<sup>1799</sup> Introduction de Peter Großpietsch à un article publié dans *GB* 02/1, p. 2.

publiquement son rejet de cette exposition qui place les soldats de la *Wehrmacht* dans une position difficile. Selon le *GB*, les conservateurs n'ont pas à cautionner une entreprise qui vise à ternir l'image de l'armée allemande et de ses soldats. L'honneur des soldats passe avant tout et rien ne justifie que leur engagement soit mis en cause. Le propos liminaire de Großpietsch à l'article montre clairement sa prise de distance avec les partis conservateurs. Après ses déclarations sur les travailleurs forcés allemands, Martin Hohmann épouse une deuxième fois les idées défendues par le *GB* et c'est sans doute pour cette raison que peu de temps après, il se retrouve une nouvelle fois cité dans les pages du journal à propos d'un sujet sans lien avec l'histoire. Le *GB* publie une déclaration de presse du député conservateur qui enrage de voir le gouvernement Schröder octroyer une subvention de 25 000 euros à l'institut Goethe de Mexico pour participer à l'organisation de la Love parade au Mexique. L'argumentation ne recule pas devant l'usage des moyens rhétoriques les plus démagogiques :

« *Comment le chancelier Schröder explique-t-il à un ouvrier que le fruit de ses impôts dégagés avec peine sur deux ans va être (mal) utilisé pour un spectacle musical à Mexico ? Comment le ministre des Affaires étrangères Fischer explique-t-il cela à une retraitée allemande qui doit payer plus cher à la pharmacie ?* »<sup>1800</sup>

Tant le ton que le contenu du communiqué de presse correspondent au contenu du *GB*. Pourtant, une telle publication en décalage avec les thèmes traditionnels du *GB* s'explique vraisemblablement par le soutien que le journal souhaite apporter à Martin Hohmann alors que celui-ci s'est positionné de manière inhabituelle pour son parti sur des sujets chers au *GB*. On voit là une sorte de réflexe solidaire du journal qui donne un écho au travail d'un député après que celui-ci a donné des gages de sérieux dans son engagement. L'usage de la publication d'un communiqué de presse d'un député dans la rubrique habituellement dévolue à la publication d'extraits de presse est poursuivi peu de temps après afin de publier la tribune de Martin Hohmann contre l'entrée de la Turquie dans l'UE. Une nouvelle fois, le député conservateur se trouve sur la même ligne politique que le *GB*, ce qui justifie sans doute qu'on lui offre cette tribune<sup>1801</sup>.

Martin Hohmann se retrouve sous les feux des projecteurs en 2003 lorsque son discours prononcé à l'occasion de la fête nationale allemande le place dans une situation difficile. Dans son discours, il pose la question de savoir si les juifs peuvent prétendre à un statut de victimes alors que nombre d'entre eux se sont rendus coupables de crimes durant la révolution d'octobre en 1917 ou sous le stalinisme. Il en arrive à la conclusion que ni les Allemands ni les juifs ne méritent de voir une présomption de culpabilité collective peser sur eux. La tribune publiée par le *GB* résume le débat provoqué par le député et les réactions de son parti (exclusion du groupe parlementaire de la CDU au *Bundestag* un mois plus tard, suivie peu de temps plus tard d'une procédure d'exclusion du parti qui aboutira en juillet 2004) et finit par s'exprimer en faveur de Hohmann. Tout en concédant que les Allemands n'ont pas le droit de reprocher au peuple juif les pages sombres de son histoire, il estime néanmoins que cela peut s'avérer légitime en certaines circonstances :

---

<sup>1800</sup> Article de Martin Hohmann paru dans la rubrique Regard extérieur dans *GB* 02/9, p. 8.

<sup>1801</sup> Extrait d'une déclaration de Martin Hohmann parue dans la rubrique Regard extérieur publiée dans *GB* 03/1, p. 5.

« Lorsque du côté juif, on brandit sans cesse le reproche de la « culpabilité collective » contre les Allemands et que l'on exige d'eux une « responsabilité collective » et qu'on les soupçonne d'un antisémitisme général (...). »<sup>1802</sup>

Le *GB* utilise la voix de personnalités critiques envers son exclusion de la CDU pour soutenir Hohmann. Afin de renforcer la légitimité de son intervention, l'historien Arnulf Baring est présenté comme « l'historien prestigieux »<sup>1803</sup> :

« Son discours est évidemment problématique, mais son exclusion est une preuve d'incapacité tant pour le parti que pour le sens libéral du pays. »<sup>1804</sup>

Dans cette déclaration de Baring que le *GB* choisit de mettre en exergue, ce n'est pas tant le discours de Hohmann qui est mis en cause que ses conséquences. Le discours pose un problème tant il joue habilement avec les limites de ce qu'il est possible de dire sans conséquences judiciaires pour délivrer un message très négatif sur les juifs. Mais le plus grave selon le *GB*, c'est que la tenue de ce discours a entraîné son exclusion du parti alors que le journal adhère entièrement au discours. Pour le *GB*, c'est donc la liberté d'expression au sein du parti conservateur qui est mise en danger, ou plutôt qui voit dans l'affaire la confirmation que les conservateurs n'acceptent pas le débat sur un sujet qu'il juge fondamental. Un article du *FAZ* se moquant des vaines tentatives du magazine de télévision « Panorama » diffusé sur ARD montre que les médias dominants cherchent à discréditer à tout prix ce député devenu gênant pour avoir osé briser un tabou<sup>1805</sup>. Dans l'affaire Hohmann, on retrouve tous les ingrédients de ce qui fait le *GB* : rejet des médias dominants et des grands partis, désir de la subversion en remettant en cause la responsabilité allemande dans l'holocauste ou dans les crimes commis durant la guerre.

Autre façon pour le *GB* de soutenir Hohmann dans la polémique qu'il traverse : trouver un allié dans le camp de ses adversaires supposés. C'est ce qui arrive avec le grand rabbin de la communauté orthodoxe juive autrichienne, Moïse Arye Friedman qui déclare que Hohmann a parfaitement raison et qu'il est dommage qu'il soit impossible en Allemagne de s'exprimer librement sur la politique d'Israël ou sur le sionisme<sup>1806</sup>.

Dans le numéro suivant, le *GB* annonce que le parquet de Fulda renonce à toute poursuite judiciaire contre Hohmann car rien dans son discours ne justifie les plaintes pour incitation à la haine ou diffamation portées contre lui. Dans le souci de laisser ses lecteurs se faire leur propre opinion, le *GB* propose même d'adresser à tous les lecteurs qui en feront la demande le

---

<sup>1802</sup> Article de Georg Friebe paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 04/2, p. 2.

<sup>1803</sup> « der renommierte Historiker ». Historien et publiciste, Arnulf Baring soutient officiellement le Centre contre les expulsions du BdV. Dans son livre publié en 1997 *Scheitert Deutschland?* (« L'Allemagne échoue-t-elle ? »), il dénonce les partis politiques qui ne représentent plus correctement la population. Il a défendu Thilo Sarrazin lors de la parution de *L'Allemagne court à sa perte*. Cf. BARING Arnulf, *Scheitert Deutschland? Der schwierige Abschied von unseren Wunschwelten*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1997.

<sup>1804</sup> Déclaration d'Arnulf Baring parue dans la rubrique Citation dans *GB* 04/2, p. 3.

<sup>1805</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 04/2, p. 7.

<sup>1806</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung – Das Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 04/2, p. 13. On retrouve les mêmes arguments dans l'article de Georg Friebe paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 04/2, p. 2.

texte intégral du discours incriminé contre une simple participation aux frais d'envoi<sup>1807</sup>. C'est aussi pour le *GB* une façon de soutenir le député et de participer à la diffusion de ses idées.

Durant l'année suivante, le *GB* publie deux nouveaux communiqués de presse du député Hohmann, l'un concernant le refus de l'avortement (qu'il compare à un crime contre l'humanité, poursuivant ainsi son goût pour les comparaisons historiques hasardeuses) et l'autre pour soutenir le pape dans son rejet du mariage homosexuel<sup>1808</sup>. Ces deux prises de position contribuent à déterminer plus clairement l'engagement très conservateur du député et du journal qui lui donne un écho.

Edmund Stoiber

L'image de Stoiber véhiculée dans le *GB* est ambivalente. En tant que dirigeant de la CSU, il incarne une image positive pour le journal qui ne cache pas ses sympathies pour le parti conservateur bavarois. Mais dans le même temps, le soutien à Edmund Stoiber n'est pas franc. Si la caricature publiée en 1997 montrant Strauß félicitant Stoiber pour son opposition à Kohl sur les questions européennes indique un soutien à Stoiber<sup>1809</sup>, la question finale posée par Großpietsch dans son article établissant un constat de la situation politique en Allemagne est moins claire :

« D'un autre côté, ne reste-t-il que l'espoir en Stoiber ? »<sup>1810</sup>

Stoiber est présenté en modèle lorsqu'il prend la défense des intérêts allemands qu'il oppose à ceux de l'UE :

« Edmund Stoiber a raison lorsqu'il dit à Passau à propos de l'Union européenne : « Je ne peux pas dans le même temps promettre des milliards d'euros aux autres pays tout en gelant les retraites », et : « Je dois d'abord regarder ma Heimat et ma patrie. Mais j'ai l'impression qu'à Berlin, ils oublient leur Heimat et leur patrie et qu'ils ne regardent que l'Europe. » Dans la salle de Passau, les applaudissements ont été nourris. »<sup>1811</sup>

La relation entre CDU et CSU étendue à celle entre Merkel et Stoiber n'est pas dénuée de querelles de personnes. Après la victoire du camp conservateur lors des élections législatives de 2005 et alors qu'Angela Merkel s'apprête à devenir la première femme chargée de mener le gouvernement allemand, les réflexions de Stoiber sur sa capacité à diriger la coalition gouvernementale relèvent plus du réflexe machiste que d'une réelle analyse politique. Le *GB* ne manque pas de souligner ce manque de tact voire cette grossièreté attestée par d'autres journaux<sup>1812</sup>.

---

<sup>1807</sup> Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel estiment que 10 à 12 personnes ont manifesté leur intérêt. Mail de Peter Großpietsch à l'auteur daté du 17 novembre 2011.

<sup>1808</sup> Déclarations de Martin Hohmann publiées dans *GB* 05/2, p. 12 et *GB* 05/7-8, p. 10.

<sup>1809</sup> Caricature (*Welt am Sonntag*) publiée dans *GB* 97/8, p. 10.

<sup>1810</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 98/12, p. 2.

<sup>1811</sup> Extrait d'un article (*Heimatbrief Saazerland*) paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 04/12, p. 9.

<sup>1812</sup> Extrait d'un article (*Luxemburger Wort*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 05/11, p. 11 et extrait d'un article (*Rhein-Neckar-Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 05/11, p. 11.

L'image de Stoiber n'est finalement pas si positive et surtout, le dirigeant bavarois n'est pas présenté comme une alternative crédible à la coalition SPD-*Grünen* ou un allié solide pour la chancelière Merkel. Les accents nationalistes dont il peut émailler ses discours plaisent au *GB* mais ils ne sont semble-t-il que des bons mots destinés à satisfaire son électorat le plus conservateur en Bavière. En dépit de la filiation idéologique avec Strauß, Stoiber ne parvient pas à s'attirer les faveurs du journal comme savait si bien le faire Strauß.

Hildegard Hamm-Brücher

Hildegard Hamm-Brücher a participé au gouvernement Schmidt attachée au ministère des Affaires étrangères de Hans-Dietrich Genscher et elle a siégé au *Bundestag* de 1976 à 1990 dans le groupe parlementaire du FDP. Avant de se trouver au cœur d'une vive polémique dans le *GB*, son nom n'était apparu qu'une seule fois dans le journal, en 1989 lorsqu'elle avait mis en garde contre l'afflux massif de réfugiés est-allemands dans les ambassades de RFA. Elle avait alors utilisé l'expression « esprits dont on ne se débarrassera maintenant plus si vite »<sup>1813</sup> pour désigner les citoyens de RDA. Cette expression malheureuse, surtout pour la porte-parole du parti libéral chargée des questions de politique étrangère avait suscité la colère du *GB* et avait fait de la femme politique libérale une adversaire des intérêts allemands.

En 1991, la polémique éclate dans le *GB* suite à la publication dans un journal australien d'une interview de Hildegard Hamm-Brücher. Un membre de la *Landsmannschaft Schlesien* a fait parvenir à l'organisation un exemplaire de ce journal germanophone *Die Sache in Australien* :

« *L'extrême droite des Republikaner lui paraît moins dangereuse que les associations d'expulsés qui ne veulent pas reconnaître le Traité frontalier germano-polonais signé ces jours-ci. Le danger existe qu'ils essaient de semer le désordre dans toutes les régions de l'Allemagne. Pourtant ces gens-là n'ont jamais été expulsés de l'est mais sont tout simplement partis de leur plein gré.* » (Nous citons ici textuellement le journal mais aussi la députée). »<sup>1814</sup>

Le journal insiste sur la véracité des déclarations tant celles-ci paraissent incroyables. Comment une ancienne Secrétaire d'Etat peut-elle prétendre que les expulsés ont en fait quitté volontairement leur terre ? Rudi Pawelka adresse immédiatement un courrier à Hildegard Hamm-Brücher afin de lui demander des explications sur ses déclarations. Sa réponse est en partie contenue dans l'article. Hamm-Brücher explique qu'elle ne parlait que des Allemands qui ont profité du Traité de Varsovie pour partir à partir des années 1970. Ce sont donc les *Aussiedler* qui sont selon elle les migrants volontaires. Elle défend en fait une conception plus restrictive du terme d'« expulsé » qu'elle choisit de limiter aux personnes contraintes de quitter leur territoire suite aux Accords de Potsdam :

« *Ils [les Aussiedler, L.P.] abusent du terme d'« expulsé » et suscitent à juste titre la critique de nos voisins polonais.* »<sup>1815</sup>

---

<sup>1813</sup> « Geister, die wir jetzt nicht mehr so schnell loswerden », article publié dans *GB* 89/10, p. 4.

<sup>1814</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 91/6, p. 4.

<sup>1815</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 91/6, p. 4.

Pour le *GB* comme pour la *Landsmannschaft*, ces arguments sont irrecevables. La solidarité des expulsés avec les *Aussiedler* est entière car ils savent bien que c'est parce que la vie leur est rendue difficile que tant d'Allemands choisissent de quitter leur terre natale. Ils ne sont pas poussés physiquement ni même militairement à l'exil, mais la politique de discrimination dont ils sont les victimes est suffisamment efficace pour produire des effets similaires. De plus, en accusant les *Aussiedler* d'être les membres actifs des associations représentatives des expulsés, elle affirme en creux que les expulsés de l'après-guerre ne sont plus actifs dans les associations et que celles-ci ont perdu leur raison d'être.

Hamm-Brücher n'étant pas véritablement une femme politique de premier plan, elle n'est pas obligatoirement connue de tous les lecteurs. A ce titre, une note de la rédaction figure à la fin de l'article indiquant en quelques mots ses principales fonctions et rappelant le précédent de son expression pour parler des citoyens de RDA :

« **Madame Hamm-Brücher** [en gras dans l'original, L.P.], ancienne Secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères, et donc « compétente » pour toutes les questions « diplomatiques » (...). Une belle libérale à la clairvoyance provinciale et à l'esprit inhumain. »<sup>1816</sup>

La déclaration sur les citoyens de RDA et celle sur les *Aussiedler* font de Hildegard Hamm-Brücher le symbole des inepties que les représentants politiques sont capables de produire. Herbert Gröger dénonce ainsi le fait que le FDP ait choisi Hamm-Brücher pour être sa candidate à l'élection du président de la République comme étant la meilleure des preuves que la classe politique est tombée au plus bas<sup>1817</sup>. Ici, Gröger ne tient pas compte de la réponse de Hamm-Brücher à Pawelka indiquant que ce sont les *Aussiedler* à qui elle refuse la qualité d'expulsés. Il se contente de dire laconiquement :

« Elle affirme qu'il n'y a pas du tout d'expulsés ; ils ont tous quitté leur Heimat « volontairement ». »<sup>1818</sup>

Dans le même numéro, un article reprend l'information selon laquelle Hildegard Hamm-Brücher serait sur le point de renoncer à sa candidature à la présidence de la République à cause du scandale suscité par la révélation de l'existence de cette interview à un journal australien. L'article reprend tout le contenu de l'interview en détail et présente les faits comme s'ils étaient totalement nouveaux alors que le lecteur du *GB* en a déjà eu connaissance un peu plus de deux ans auparavant<sup>1819</sup>. Ce n'est pas la nouveauté qui importe ici mais bien le fait que les expulsés se mobilisent et que la pression devienne si forte que le parti libéral renonce à choisir Hamm-Brücher pour se porter candidate.

Le scandale est suffisamment grand et la pression suffisamment forte pour que Hildegard Hamm-Brücher demande la publication d'un droit de réponse par l'intermédiaire de son avocat. Le *GB* publie ce texte dans le numéro suivant et le fait suivre d'une remarque de la

---

<sup>1816</sup> Note de la rédaction à la fin de l'article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 91/6, p. 4.

<sup>1817</sup> Editorial Herbert Gröger publié dans *GB* 94/1, p. 1-4.

<sup>1818</sup> Editorial Herbert Gröger publié dans *GB* 94/1, p. 1-4.

<sup>1819</sup> Article (oprM) publié dans *GB* 94/1, p. 5.

rédaction qui est en fait un commentaire de ce droit de réponse. Herbert Gröger reprend des éléments du texte et les passe au crible afin de montrer combien les reproches du journal sont justifiés en dépit des protestations :

*« Madame Hamm-Brücher ou son conseiller y [dans le droit de réponse, L.P.] parlent de « expulsés des anciens territoires de l'est du IIIe Reich ». Cette formulation indique que nous autres expulsés du Comté de Glatz sommes originaires de territoires occupés par l'Allemagne nazie ? (...) Une femme avec une telle conscience historique prétend occuper la plus haute fonction de l'Etat en Allemagne. Messieurs Dehler et Heuss doivent se retourner dans leur tombe. Pauvre FDP ! (...) Pour tous les Allemands qui ont été exposés à ces persécutions et qui « ont dû quitter volontairement leur Heimat », le mot « volontairement » est scandaleux. Madame Hamm-Brücher a-t-elle déjà commencé à exclure ces Allemands comme des citoyens indésirables ? (...) Que Dieu nous protège de tels présidents de la République qui veulent diviser notre société ! »<sup>1820</sup>*

Dans son droit de réponse, Hamm-Brücher commet une erreur historique absolument impardonnable pour quelqu'un qui s'adresse aux expulsés et entend montrer qu'elle connaît le sujet dont elle parle. La mention du Reich nazi est en effet l'élément qui achève de décrédibiliser totalement la candidate à la présidence. Pour Gröger, il n'est alors que trop facile de montrer à quel point Hamm-Brücher est ignorante de la réalité historique et à ce titre indigne de représenter l'Allemagne en tant que présidente de la République. Comme souvent, les grandes figures tutélaires de son pays sont invoquées pour montrer la décadence dans laquelle le parti est entraîné par les générations nouvelles qui ne se montrent pas dignes de l'héritage laissé par leurs prédécesseurs. La publication du droit de réponse produit finalement l'effet inverse de ce qu'espérait sans doute la femme politique. Loin de faire taire les polémiques, elle n'a fait que les relancer. Pour le *GB*, le succès est total : il se montre magnanime en laissant la parole à ses adversaires et il obtient la confirmation de la véracité de ses reproches.

Herbert Gröger revient une dernière fois sur la polémique avec Hildegard Hamm-Brücher dans le numéro de mai 1994. Il dresse un tableau du traitement réservé à cette polémique dans les autres médias. Le titre de son éditorial en dit long sur l'attitude la plus générale « Passé sous silence »<sup>1821</sup> :

*« Dans une autre lettre de la même main [bureau de Mme Hamm-Brücher, L.P.], il est indiqué que seuls trois journaux d'expulsés auraient publié la diffamation de Mme Hamm-Brücher contre les expulsés. Tous les autres « journaux sérieux » n'ont rien dit de cela, ils ont donc **passé sous silence** ce que la « grande dame » de la politique allemande avait à dire sur les expulsés. Le BdV et la Landsmannschaft Schlesien se sont aussi exprimés sur le sujet. Les opinions de cette dame sont connues, dit-on. Il ne faudrait pas leur donner d'écho mais les **passer sous silence**. (...) Nous souhaiterions remercier ici tous nos amis qui se sont donné la*

---

<sup>1820</sup> Déclaration de Hildegard Hamm-Brücher publiée dans *GB* 94/2, p. 3.

<sup>1821</sup> « Totschweigen ».

*peine d'écrire à Mme Hamm-Brücher suite à ses déclarations diffamatoires. Comme l'a indiqué son bureau, il s'agit de plus de 30 lettres de protestation.* »<sup>1822</sup>

Dans son éditorial, Gröger semble se justifier d'avoir choisi de donner un large écho aux déclarations de Hamm-Brücher. En ne cachant pas le fait que la plupart des journaux d'expulsés ne relaient pas ce genre d'informations, il décide de ne rien cacher de ce qui fonde la ligne éditoriale du journal : dire toute la vérité, quelles que soient les réactions que cela puisse provoquer. En l'occurrence, préférer ne rien dire des déclarations d'une femme politique pour en limiter la portée est contraire à l'idée que le *GB* se fait de son rôle. Il est là au contraire pour mettre le doigt sur les sujets qui fâchent. Comme souvent, la participation des lecteurs à l'action de contestation est mise en avant et les auteurs de lettres de protestation sont félicités pour leur contribution au combat que mène le journal. Le *GB* associe ses lecteurs à ce qu'il considère comme une entreprise réussie.

Oskar Lafontaine

Oskar Lafontaine occupe le devant de la scène politique allemande du milieu des années 1980 au début des années 2000. Lors des élections législatives de 1990 il est choisi par le SPD pour être son candidat à la chancellerie et après la victoire des sociaux-démocrates en 1998, il devient ministre des Finances du gouvernement de Gerhard Schröder.

Dans le *GB*, c'est principalement pour son manque d'attachement à la nation allemande qu'il est critiqué. Après l'ouverture du Mur de Berlin et suite à l'afflux de populations d'origine allemande venant des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'est, Lafontaine déclare qu'il convient de traiter ces *Aussiedler* comme n'importe quel migrant économique ou demandeur d'asile, considérant que le gouvernement Kohl qui établit une différence fait du « teutonisme »<sup>1823</sup>. Herbert Gröger considère que malgré ses positions considérées comme extrémistes, Lafontaine ne devrait pas empêcher qu'un consensus soit trouvé dans la classe politique à ce sujet<sup>1824</sup>.

Ses positions sur le sujet sont tout d'abord critiquées pour ce qu'elles révèlent de manque de sentiment national ou d'absence de solidarité envers des compatriotes. Quelques mois plus tard, le *GB* publie un article où c'est le positionnement juridique de Lafontaine sur la question qui est mis en cause. Selon un spécialiste du droit international, refuser la nationalité allemande aux *Aussiedler* comme le propose Lafontaine est anticonstitutionnel<sup>1825</sup>. L'article publié dans un encadré en milieu de page attire l'attention du lecteur qui découvre après quelques lignes que le leader de l'opposition propose des évolutions législatives qui ne sont pas compatibles avec la Loi fondamentale, manière pour le journal de décrédibiliser Lafontaine.

---

<sup>1822</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/5, p. 1.

<sup>1823</sup> « Deutschtümelei ».

<sup>1824</sup> Interview de Theo Waigel par Herbert Gröger publiée dans *GB* 89/8, p. 1-2. On retrouve les mêmes arguments dans l'article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/10, p. 2.

<sup>1825</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 90/12, p. 4.

L'autre point sensible concerne ses prises de position sur la réalisation de l'unité allemande. Alors qu'il était le leader de l'opposition, Oskar Lafontaine s'est positionné clairement contre le chancelier Kohl au moment de l'unification des deux Etats allemands. De ce fait, il a critiqué sévèrement les projets de Kohl pour parvenir à l'unité. Il en a conservé l'image d'un homme politique trop prudent lorsque les conditions ont été réunies pour réaliser l'unité. « Oskar de la Sarre »<sup>1826</sup> comme l'appelle Gröger sur un ton très condescendant n'a pas répondu aux attentes d'une large partie de la population désireuse de voir l'unité se réaliser au plus vite.

Enfin, Oskar Lafontaine finit par être rangé aux côtés des adversaires des expulsés lorsque les services du ministre-président de Sarre écrivent au BdV pour demander que cesse l'envoi de leur organe de presse officiel, le *Deutscher Ostdienst*. Le ministre-président Lafontaine étant indissociable du petit Land de Sarre qu'il a dirigé de 1985 à 1998, le titre de l'article est volontiers provocateur et personnifie à l'extrême le lien entre Lafontaine et son Land : « Oskar ne veut-il pas de nous ? »<sup>1827</sup>. De même que le Land de Sarre et Lafontaine ne font plus qu'un, le journal officiel du BdV devient le symbole de tous les expulsés, comme si en refusant de recevoir le journal, le gouvernement de Sarre rejetait tous les expulsés, comme ceux-ci l'ont ressenti lorsque Lafontaine a voulu freiner l'arrivée des *Aussiedler* en Allemagne.

Gesine Schwan

Gesine Schwan est connue du grand public pour avoir été à deux reprises (2004 et 2009) la candidate des sociaux-démocrates à l'élection du président de la République. De 1999 à 2008, elle a été la présidente de l'université Viadrina de Francfort-sur-l'Oder où étudient des étudiants du monde entier, mais principalement des Allemands et des Polonais. Son travail en faveur d'un rapprochement entre Allemagne et Pologne est au centre de son engagement politique. Lorsque le nom de Schwan apparaît pour la première fois dans le *GB*, c'est pour signaler qu'elle s'oppose à Erika Steinbach et au projet de Centre contre les expulsions voulu par le BdV<sup>1828</sup>.

Lors de la seconde élection à laquelle Gesine Schwan est candidate, le *GB* entre cette fois en campagne contre elle. C'est tout d'abord par une déclaration de presse d'Helmut Sauer que le *GB* intervient contre elle. Le représentant des expulsés à la direction de la CDU n'hésite pas à critiquer sévèrement :

« Dans sa fonction de coordinatrice pour la Pologne, elle a laissé de côté les intérêts des expulsés et de leurs associations d'une manière inacceptable. »<sup>1829</sup>

En effet, Gesine Schwan ne partage pas les points de vue du BdV et elle est favorable à un vrai rapprochement avec la Pologne qui entre en totale contradiction avec la volonté des représentants des expulsés de revenir sur les suites de la guerre et de ressasser indéfiniment

---

<sup>1826</sup> « Oskar aus dem Saarland », article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 90/1, p. 2.

<sup>1827</sup> « Will Oskar uns nicht ? », article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 91/9, p. 4.

<sup>1828</sup> Article de Werner Bartsch paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 04/5, p. 2.

<sup>1829</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 08/7-8, p. 16-17.

les questions de culpabilité et de comparaison des crimes commis par les uns ou les autres. Mais pour Helmut Sauer, ce n'est pas seulement la politique de Schwan qui est critiquable, sa personnalité même pose problème selon lui :

*« Son comportement et ses déclarations étaient grandement insupportables et contreproductives pour la cause des expulsés. De plus, on avait souvent l'impression qu'elle se laissait guider par des antipathies personnelles sans travailler de façon neutre sur le sujet. (...) Il lui manque la compréhension de base des associations d'expulsés et le sens de leur travail. »*<sup>1830</sup>

Quelques mois plus tard, Helmut Sauer revient à la charge contre Gesine Schwan qui a déclaré publiquement qu'elle attendait que les ministres sociaux-démocrates du SPD s'opposent à la nomination d'Erika Steinbach à la direction de la Fondation FVV. En se positionnant officiellement contre la présidente du BdV, Gesine Schwan devient inmanquablement une adversaire déclarée des expulsés et elle est traitée en conséquence dans le *GB*. Elle fait figure d'adversaire des expulsés et selon un mécanisme dichotomique immuable de trop grande amie des Polonais :

*« Il apparaît maintenant clairement pourquoi des publicistes polonais parlent de Madame Schwan comme d'une « chance » pour les relations germano-polonaises ; car elle défend visiblement les intérêts de Varsovie. »*<sup>1831</sup>

On retrouve ici le reproche qui fut souvent fait à Hans-Dietrich Genscher : trahir sa patrie et défendre les intérêts du pays voisin. Lorsque la réconciliation n'emprunte pas les voies voulues par le *GB*, le terme de réconciliation n'est plus approprié et c'est de trahison qu'il faut parler selon le journal.

## **6. Le *GB* et la minorité allemande en Silésie**

Après la vague d'expulsion de 1945/1946, tous les Allemands qui se trouvaient dans les territoires devenus polonais n'étaient pas partis. Beaucoup avaient pu rester. Pour certains, l'ascendance mélangée entre Polonais et Allemands laissait penser que cette population serait assimilable à la population polonaise et que les racines allemandes n'étaient pas suffisamment profondes pour résister à une politique de polonisation. D'autres n'ont pas été expulsés parce que la Pologne ne pouvait et ne voulait pas vider entièrement la région de sa population et qu'elle avait besoin de main d'œuvre qualifiée pour ne pas porter un coup d'arrêt fatal à l'économie.

Les Allemands qui sont restés après l'expulsion se sont retrouvés dans une situation extrêmement difficile. Le régime communiste qui s'est installé à la fin de la guerre a construit sa légitimité en partie sur l'opposition au fascisme et à l'Allemagne. Les Allemands symbolisaient après la guerre l'adversaire de la Pologne et la population polonaise les considérait comme des ennemis absolus. Après avoir été livrés à l'arbitraire le plus total et que leurs tourmenteurs ont bénéficié de l'impunité, les Allemands se sont retrouvés dans la position délicate de minorité nationale, opprimée par le régime et répudiée par la population majoritaire. Pour les Allemands expulsés, les relations avec leurs parents ou amis restés dans

---

<sup>1830</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 08/7-8, p. 16-17.

<sup>1831</sup> Déclaration de Jochen-Konrad Fromme publiée dans *GB* 09/4, p. 9.

la *Heimat* sont devenues difficiles. Les visites sont tout d'abord impossibles car le régime communiste ferme la porte aux visiteurs occidentaux. De plus la censure polonaise contrôle strictement les envois postaux. Pour autant, les Allemands expulsés parviennent à savoir dans quelles conditions vivent les Allemands qui ont pu rester dans la *Heimat* et ils comprennent rapidement que leur sort n'est pas si enviable bien qu'ils aient réussi à échapper à l'expulsion. La vie de la minorité devient si difficile que les Allemands restés dans les territoires vont finalement commencer à émettre le désir de quitter la Pologne pour rentrer en Allemagne. Mais pour le régime communiste, ces demandes ne sont pas recevables, tant l'économie polonaise a besoin de leur force de travail et ne souhaite pas se priver de ces travailleurs. Les Allemands des territoires de l'est se retrouvent pour ainsi dire prisonniers d'un pays qui n'est plus le leur.

### **I – Un intérêt grandissant**

Pour les Allemands expulsés, ce qui se passe dans les territoires durant les années 1950 est extrêmement intéressant. A ce moment, ils sont encore nombreux à croire ou espérer pouvoir rentrer un jour chez eux. Les comptes rendus rédigés par les rares visiteurs permettent aux expulsés de se faire une idée de ce que devient leur région et des transformations qui l'affectent. A ce moment-là, les questions de logement sont loin d'être toutes réglées et les expulsés ne sont pas encore tous parvenus à retrouver la trace de leurs proches dont ils ont été séparés durant ou après la guerre. Le *GB* publie régulièrement une liste des personnes recherchées accompagnées des coordonnées de ceux qui sont sans nouvelles. La notion de communauté est à cette époque très importante et le journal se trouve encore dans la phase où doivent être tissés les liens entre tous les expulsés. La première mention de l'existence d'Allemands au-delà de la ligne Oder-Neisse apparaît dans le *GB* en 1956 lorsque le journal salue l'arrivée d'Allemands du Comté de Glatz en RFA. Sont mentionnés les noms et villages des arrivants ainsi que leur nouvelle adresse en RFA. Le mot « *Aussiedler* » est utilisé pour la première fois dans le *GB* dans un éditorial de Georg Goebel de 1956<sup>1832</sup>. Le terme d'*Aussiedler* utilisé par la suite pour désigner les personnes transférées entre leur région d'origine et un Etat allemand n'est pas encore entré dans le langage courant mais on trouve dans le premier article sur les *Aussiedler* le verbe dérivé « *aussiedeln* » :

*« Nos compatriotes du Comté de Glatz dont les noms suivent ont été transférés du Comté de Glatz au cours des dernières semaines (...). Comme les personnes citées, nous sommes heureux de savoir qu'ils ont été accueillis chez leurs proches. Nous les saluons en tant que membres de notre groupe de la Heimat et, dans la mesure du possible, nous nous tenons à leur côté pour les aider. »*<sup>1833</sup>

Les premières arrivées sont saluées comme étant de véritables libérations. On devine déjà un certain nombre de traits caractéristiques de la thématique de la minorité. Les Allemands transférés sont traités comme s'ils sortaient d'un enfermement et avaient besoin de retrouver le cocon familial. La notion de joie est caractéristique de cet état. La forme passive utilisée en allemand montre bien que ces Allemands sont déplacés au gré du bon vouloir du régime

---

<sup>1832</sup> « Transports d'*Aussiedler* » (= « *Aussiedlertransporte* ») dans un éditorial de Georg Goebel publié dans *GB* 56/9, p. 1-2.

<sup>1833</sup> Article du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publié dans *GB* 56/4, p. 2.

communiste et que leur volonté propre n'est pas un facteur décisif. La cellule familiale reconstituée est tout aussi importante que l'accueil que leur réservent les autres membres de la communauté des *Grafschafter*, heureux que s'agrandisse le cercle des Allemands qui peuvent vivre libres et se retrouver après des années de séparation forcée. La notion d'aide qui prendra tant d'importance par la suite est déjà esquissée, avec en creux les difficultés d'intégration des nouveaux arrivants.

Par la suite, les articles s'intéressant aux *Aussiedler* vont souvent se limiter à de simples chiffres pour montrer l'ampleur du mouvement de transfert de populations de l'est vers l'ouest. Toutefois, les motifs de ce mouvement ne sont pas oubliés. Un bref article porte un titre très révélateur :

« 4500 vers la liberté »<sup>1834</sup>

En indiquant que les demandes pour partir sont souvent formulées longtemps avant le départ effectif, le journal montre bien que les conditions de vie dans la *Heimat* ne sont plus satisfaisantes :

« Beaucoup de ces familles transférées en 1964 avaient déposé des demandes dans ce sens auprès des autorités polonaises depuis deux ans ou plus. »<sup>1835</sup>

Le *GB* indique également que les autorités polonaises profitent de la situation pour s'enrichir sur le dos des *Aussiedler* à qui elles rendent la vie encore plus compliquée :

« D'après ce que racontent des *Aussiedler*, les autorités polonaises continuent de rendre le transfert plus compliqué avec l'augmentation des frais de passeport. Désormais, les *Aussiedler* venant des territoires placés sous administration polonaise doivent payer depuis le 13 juillet de cette année 5000 zlotys (environ 225 marks) pour un passeport au lieu de 300 zlotys comme c'était le cas auparavant. »<sup>1836</sup>

A mesure que le temps passe, les chiffres se font plus précis :

« Sur les quelque quatre millions de personnes d'origine allemande dans les pays du bloc de l'est, plus d'un million attendent encore de pouvoir partir par l'intermédiaire de la Croix-Rouge allemande ou des missions diplomatiques ouest-allemandes. »<sup>1837</sup>

Les motifs sont aussi expliqués plus longuement : la Roumanie se justifie par un besoin de main-d'œuvre tandis que l'URSS et la Pologne contestent les origines allemandes des candidats au départ. Le *GB* rappelle que beaucoup d'Allemands ont été contraints de jurer fidélité à la Pologne à la fin des années 1940 et qu'une loi sur les nationalités a octroyé la nationalité polonaise à beaucoup d'entre eux alors qu'ils n'en avaient pas fait la demande<sup>1838</sup>.

---

<sup>1834</sup> Article publié dans *GB* 63/6, p. 10.

<sup>1835</sup> Article (opp) publié dans *GB* 65/4, p. 2.

<sup>1836</sup> Article publié dans *GB* 67/9, p. 4.

<sup>1837</sup> Article publié dans *GB* 70/12, p. 2.

<sup>1838</sup> Article publié dans *GB* 72/1, p. 3.

### ***La dénonciation des discriminations***

Tandis que grossit le flux des *Aussiedler* au cours des années 1960 avant de se ralentir au moment de la signature des traités de l'est, l'intérêt pour les *Aussiedler* grandit ainsi que les interrogations sur leur décision de venir en Allemagne. Pourquoi ces Allemands qui ont eu le droit de rester dans la *Heimat* que les expulsés souhaiteraient tant retrouver décident-ils de la quitter ? Le *GB* fait le point sur la situation des Allemands de la *Heimat* dans un long article rédigé avec l'aide d'un ecclésiastique engagé dans le soutien aux Allemands vivant à l'est. Il insiste sur les conditions de vie dans la *Heimat*, qu'on ne peut comparer à celles de la RFA, et pas simplement du point de vue économique :

*« Les Allemands se sentent souvent comme une minorité au milieu d'une autre ethnique et ils le sont effectivement et traités en tant que tels. (...) Lorsque l'on interroge les *Aussiedler* sur les raisons de leur départ de leur *Heimat*, ils indiquent des raisons humanitaires, philosophiques et politiques. Les conditions de vie politiques et sociales ne correspondent pas à leurs vœux. Après des années de séparation, le désir de retrouver les membres de leur famille et leurs compatriotes n'a cessé de grandir. Le désir d'appartenir à nouveau à l'Allemagne n'a pas disparu d'autant plus que l'idée d'un rétablissement de l'unité allemande est devenue une chimère. »*<sup>1839</sup>

Les traités de l'est ont eu pour objet aussi d'améliorer les conditions de vie de la minorité allemande vivant au-delà de la ligne Oder-Neisse ; il est donc logique que leurs difficultés soient exposées plus en détail afin que les lecteurs du *GB* puissent mieux juger de l'utilité de ce chapitre des négociations entre RFA et Pologne. L'article n'élude pas la critique couramment formulée contre les *Aussiedler* à qui certains reprochent de ne chercher que le confort matériel de la RFA. Or ce reproche est largement infondé car le départ s'accompagne de taxes et de frais élevés à payer sans garantie d'obtention d'un permis de départ et de risques professionnels pour des gens obligés à démissionner sans savoir si leur demande de départ sera acceptée. Le lien entre traités de l'est et transfert de la *Heimat* vers la RFA est clairement établi : le Traité de Varsovie a renvoyé la réalisation de l'unité allemande aux calendes grecques et les Allemands qui vivaient dans la *Heimat* ont perdu l'espoir de la voir redevenir allemande dans un proche avenir. C'est pour cette raison qu'ils souhaitent finalement la quitter pour venir s'installer en RFA.

Afin de montrer quelles discriminations doivent supporter les Allemands de la *Heimat*, le *GB* cite un reportage effectué par le magazine *Stern*. Des Allemands racontent comment ils ont procédé pour obtenir l'autorisation de quitter les territoires de l'est. Un exemple est très significatif du déclassement social auquel s'exposent les candidats au départ :

*« Chluba, enseignant à Eglau (Dziekow) voulait être transféré avec sa famille en RFA. L'inspecteur du ministère de l'Éducation lui a dit : « Démissionnez s'il vous plaît et confiez votre classe à quelqu'un ! ». Il travaille maintenant comme commis dans une ferme. Les autorités polonaises refusent d'autoriser son départ. »*<sup>1840</sup>

---

<sup>1839</sup> Article publié dans *GB* 71/5, p. 3.

<sup>1840</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 72/9, p. 1-2.

Suit un autre exemple comparable. Ils donnent une image très parlante de ce que les Allemands ont à craindre en demandant leur transfert vers la RFA. Instruits de ces exemples, les lecteurs du *GB* peuvent mieux comprendre pourquoi les Allemands qui vivent encore dans la *Heimat* veulent quitter un pays aux règles si iniques. Ces exemples sont aussi publiés par le *GB* pour prouver la mauvaise volonté des autorités polonaises qui se sont engagées dans le Traité de Varsovie à favoriser le regroupement familial. Les accords signés entre la RFA et la Pologne ne sont pas respectés par Varsovie. Le *GB* s'insurge donc contre les concessions faites par la RFA, principalement la reconnaissance de fait de la frontière germano-polonaise.

Un autre exemple est cité quelques temps après. Un autre enseignant qui a profité d'un voyage autorisé en RFA pour s'y installer a dû attendre six ans avant que sa femme, qui avait perdu son emploi, et sa fille, à qui fut interdit de passer le baccalauréat, n'obtiennent l'autorisation de quitter la Pologne. La conclusion de l'article ne laisse aucune illusion aux lecteurs sur la dure réalité que subissent les candidats au départ :

*« La famille Denta a souligné que la plupart des compatriotes candidats au départ avaient à souffrir des mêmes tracasseries « que l'on a du mal à s'imaginer ici à l'ouest ». »*<sup>1841</sup>

Le *GB* participe aussi à l'activisme déployé par le BdV pour soutenir la minorité restée dans la *Heimat*. Après l'entrée de la RFA à l'ONU, le BdV lance une pétition pour que le sort réservé à la minorité soit examiné par les Nations unies afin d'imposer le respect des droits de l'homme en Pologne, en particulier pour la minorité allemande victime de discriminations et que cesse « le traitement contraire aux droits de l'homme des Allemands restés à l'est »<sup>1842</sup>.

Le Congrès des représentants de la Prusse orientale, de la Prusse de l'ouest, de la Poméranie, de Berlin-Marche de Brandebourg, de la Silésie et de la Haute-Silésie publie lui aussi une déclaration solennelle pour réclamer le respect des droits de l'homme dans la *Heimat* :

*« Il faut garantir les droits de l'homme élémentaires aux Allemands, et que des centaines de milliers d'Allemands ne soient pas exclus de la possibilité d'être transférés. »*<sup>1843</sup>

De même, le Congrès des *Landsmannschaften* de l'est et les représentants des Länder de l'est font aussi une déclaration qui va dans ce sens et exige :

*« que tous les Allemands qui souhaitent être transférés puissent faire usage de cette possibilité en accord avec l'acte final d'Helsinki et que les candidats au départ ne subissent ni pressions ni discriminations personnelles. »*<sup>1844</sup>

---

<sup>1841</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 74/8, p. 3.

<sup>1842</sup> « die menschenrechtswidrige Behandlung der in der Heimat verbliebenen Ostdeutschen », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 75/6, p. 1. Sur ce sujet, on trouve des appels du BdV ou de ses représentants publiés dans *GB* 87/6, p. 3 et *GB* 88/11, p. 3.

<sup>1843</sup> Déclaration de Bonn publiée dans *GB* 75/12, p. 1. Sur ce sujet, on retrouve un appel du Congrès des représentants de la Prusse orientale, de la Prusse de l'ouest, de la Poméranie, de Berlin-Marche de Brandebourg, de la Silésie et de la Haute-Silésie publié dans *GB* 80/5, p. 1.

<sup>1844</sup> Déclaration du Congrès des *Ostdeutsche Landesvertretungen* publiée dans *GB* 76/1, p. 2. Sur ce sujet, on retrouve un appel du Congrès des *Landsmannschaften* ou de ses représentants publié dans *GB* 79/9, p. 2.

Quant à la *Landsmannschaft Schlesien*, elle publie elle aussi sa déclaration solennelle, la Résolution de Wurtzbourg :

« *Nous exigeons que le gouvernement fédéral s'engage pour la défense des droits de l'homme. Cela comprend le droit des groupes ethniques et le droit à la libre circulation pour les visites ou l'émigration.* »<sup>1845</sup>

L'assemblée des délégués du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publie aussi un appel au respect des droits de la minorité vivant en Pologne :

« *Il faut enfin que soient accordés à nos compatriotes vivant dans les territoires de l'expulsion et se reconnaissant dans notre patrie les droits de l'homme et droits des groupes ethniques.* »<sup>1846</sup>

Cette répétition systématique des mêmes revendications renforce leur légitimité. Ce n'est pas simplement le *GB* qui réclame que les droits de la minorité allemande soient respectés en Pologne, ce sont bel et bien toutes les organisations représentatives des expulsés qui lancent des appels tous plus solennels les uns que les autres. De cette répétition naît l'impression d'unanimité. Il semblerait qu'aucune autre position politique ne soit possible. D'ailleurs, parmi les partis politiques, l'opposition demande en partie la même chose que les représentants des expulsés :

« *Selon le modèle germano-danois, la Pologne devrait accorder aux Allemands le statut de minorité.* »<sup>1847</sup>

Les mots choisis pour parler du régime communiste rendent bien compte de la brutalité de la dictature et de son acharnement sur les Allemands. Les lecteurs du *GB* comprennent ainsi que les Allemands qui vivent dans la *Heimat* n'y trouvent pas des conditions de vie idylliques :

« *Face à eux [les Aussiedler, L.P.], l'« Etat de droit » polonais a montré son vrai visage en révélant toute sa brutalité. Il a raflé son dernier butin. En principe, les autorités polonaises n'acceptent les demandes de transfert que lorsque les biens ont auparavant été cédés à l'Etat polonais.* »<sup>1848</sup>

C'est un argument supplémentaire qui est avancé ici pour montrer que les droits de l'homme ne sont pas respectés par la Pologne. Les Allemands ne peuvent pas quitter la Pologne sans perdre tous leurs biens. Une demande de transfert s'accompagne donc d'un renoncement à tous ses biens immobiliers. Il s'agit après l'expulsion au cours de laquelle les victimes ont perdu tout ce qu'elles possédaient d'une nouvelle forme d'extorsion des biens des Allemands par la Pologne. Pour les expulsés, c'est la preuve que les Polonais sont des voleurs et que leurs promesses ne sont que des tromperies qui ne doivent duper personne.

---

<sup>1845</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 77/9, p. 2. Sur ce sujet, on retrouve des appels de la *Landsmannschaft Schlesien* ou de ses représentants publiés dans *GB* 79/8, p. 1-2, *GB* 79/11, p. 1-2, *GB* 79/12, p. 3, *GB* 80/12, p. 3, *84/7*, p. 2-3, *GB* 84/8, p. 3, *GB* 85/9, p. 5, *GB* 87/6, p. 3, *GB* 87/12, p. 3, *GB* 88/10, p. 3, *GB* 89/4, p. 4 et *GB* 89/5, p. 4.

<sup>1846</sup> Résolution du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publiée dans *GB* 89/6, p. 1.

<sup>1847</sup> Article publié dans *GB* 77/11, p. 3.

<sup>1848</sup> Article publié dans *GB* 78/7, p. 1-2.

Le *GB* trouve un allié inattendu parmi les Polonais. Le journal *Kölner Nachrichten*, journal bilingue germano-polonais paraissant à Cologne à destination des Polonais vivant en RFA, publie la déclaration conjointe du Parti socialiste polonais (le plus grand parti polonais en exil) associé à un mouvement issu de Solidarność pour réclamer que les Allemands vivant en Pologne jouissent des mêmes droits que les Polonais<sup>1849</sup>. Pourtant, alors que la contestation vient de Polonais et pourrait être utilisée pour montrer que le régime polonais est coupé d'une grande partie de la population, la nouvelle est publiée dans un article assez court et sans être mis en avant d'une quelconque manière. Pour le *GB* il n'y a donc pas de raison de se réjouir de cette opposition polonaise au régime communiste de Pologne, peut-être parce que cette opposition étant déjà connue, elle n'apporte aucun nouvel élément, ou plus certainement parce que le *GB* ne compte pas sur des soutiens polonais pour obtenir gain de cause mais plutôt sur les forces allemandes.

Avec le changement de coalition gouvernementale en 1982 et l'arrivée de la droite au pouvoir, le ton de la diplomatie change légèrement. Légèrement seulement, puisque les libéraux demeurent au pouvoir et Hans-Dietrich Genscher reste ministre des Affaires étrangères.

Toutefois, en 1984, le ministre chargé des Relations interallemandes, Heinrich Windelen accorde une interview au *GB* dans laquelle il s'engage en faveur de la reconnaissance des droits de la minorité allemande vivant en Pologne<sup>1850</sup>. Peu de temps après, c'est le nouveau chancelier Helmut Kohl qui plaide lui aussi la cause de la minorité allemande<sup>1851</sup>.

### ***La négation de l'existence d'une minorité par la Pologne***

Si le *GB* dénonce avec tant de régularité le sort peu enviable de la minorité allemande vivant en Pologne, c'est en partie parce que la Pologne refuse de reconnaître officiellement que des Allemands vivent dans le pays. La propagande communiste prétend que les Allemands ont tous quitté le territoire polonais (ou devenu polonais) à la fin de la guerre pour aller vivre dans ce qui restait de l'Allemagne et que les Polonais sont désormais les seuls habitants de leur pays. Par cette manipulation, les autorités polonaises s'évitent d'avoir à garantir les droits dus aux minorités nationales (seules sont reconnues les minorités biélorusse et ukrainienne proches du grand-frère soviétique) et elle peut sans vergogne utiliser les Allemands candidats au départ comme instrument de négociation dans les discussions diplomatiques et faire des conditions de vie des Allemands un enjeu de négociations permettant d'obtenir des crédits financiers.

La mauvaise foi de la Pologne sur l'existence de la minorité allemande est elle aussi régulièrement dénoncée dans le *GB*, mais seulement à partir de la fin des années 1970.

---

<sup>1849</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 84/10, p. 3.

<sup>1850</sup> Article de Heinrich Windelen publiée dans *GB* 84/9, p. 1-2. Ses arguments sont répétés dans un article publié dans *GB* 87/1, p. 2.

<sup>1851</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/8, p. 1-2. Sur ce sujet, on retrouve les mêmes prises de position du chancelier Kohl dans un article (*GNK*) publié dans *GB* 87/11, p. 1 et dans un article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 88/10, p. 3.

Auparavant, le *GB* garde un silence étonnant sur le mensonge officiel de la Pologne, alors qu'il est généralement prompt à dénoncer les mensonges communistes :

« *Pour le gouvernement polonais, les 1,2 millions d'Allemands qui vivent dans les territoires Oder-Neisse n'existent pas.* »<sup>1852</sup>

Herbert Czaja explique que Varsovie choisit d'ignorer leur existence face à la communauté internationale pour éviter d'avoir à respecter leurs droits.

Afin de bien montrer la propagande polonaise à l'œuvre, le *GB* cite un extrait d'un journal officiel du parti communiste au pouvoir, *Trybuna Ludu*, qui enrage de voir le ministre chargé des Affaires interallemandes prêter une oreille attentive aux revendications des expulsés sur les conditions de vie de la minorité en Pologne :

« *A Varsovie, on est particulièrement mécontent des déclarations de Bonn sur l'existence d'une prétendue minorité allemande de plus d'un million de personnes dans la zone administrée par la Pologne. La création de ce « mythe », écrit Trybuna Ludu, pèse sur les relations entre les deux Etats et correspond à la stratégie dirigée contre la Pologne et l'URSS mise en place par les USA.* »<sup>1853</sup>

La Pologne met les revendications occidentales sur le compte d'un complot et les considère comme des attaques tournées contre le bloc communiste.

Le discours du cardinal Glemp niant l'existence de la minorité allemande de Pologne, du fait que le temps qui passe doit suffire à assimiler les populations et gommer les origines étrangères, est naturellement richement commenté et suscite des réactions allant de l'indignation à tristesse<sup>1854</sup>.

Le *GB* rend compte également des efforts entrepris par la minorité allemande pour obtenir un droit d'expression et d'existence reconnu officiellement. En 1985, des Allemands de Haute-Silésie demandent que la voïvodie de Kattowitz autorise la création d'une Union des Allemands. Cette demande est refusée en raison du trop faible nombre de personnes concernées. Les recours contre le refus sont autant d'échecs. Le *GB* profite de l'occasion pour montrer que les efforts des Allemands pour s'organiser sont tous voués à l'échec tant les autorités polonaises pratiquent une discrimination systématique contre eux. Il rappelle que tous ces efforts sont soutenus par l'organisation de jeunesse de la *Landsmannschaft Schlesien*, l'AGMO (Groupe d'étude sur les atteintes aux droits de l'homme en Allemagne de l'est<sup>1855</sup>), qui apporte son aide depuis la RFA et se charge de faire connaître l'attitude officielle de la Pologne face à la réalité de l'existence de la minorité allemande<sup>1856</sup>.

---

<sup>1852</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 79/9, p. 2.

<sup>1853</sup> Article (*oprS*) publié dans *GB* 84/7, p. 4.

<sup>1854</sup> Cf. chapitre « Le nationalisme de l'Eglise polonaise ».

<sup>1855</sup> « *Arbeitsgemeinschaft Menschenrechtsverletzungen in Ostdeutschland* ».

<sup>1856</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/6, p. 3.

L'ONU sert de tribune aux expulsés pour défendre leurs compatriotes se trouvant en Pologne. Alors que la Commission sur la discrimination raciale chargée de vérifier que chaque pays membre de l'organisation respecte les droits de l'homme des minorités ethniques, la Pologne annonce chaque année qu'il n'y a pas de minorité allemande sur son territoire car tous les Allemands qui le souhaitaient ont pu quitter le pays conformément aux termes de l'acte final des Accords d'Helsinki. Selon un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, « *le fait que 140 000 demandes individuelles de départ soient connues du gouvernement fédéral suffit à contredire les déclarations du représentant polonais.* »<sup>1857</sup>

Pour légitimer son discours, le *GB* montre bien que la position officielle de la RFA va dans le même sens que ses propres revendications.

Une autre tentative d'introduire un souffle de vie culturelle dans la minorité allemande est également un échec. Un journaliste<sup>1858</sup> qui voulait créer un journal germanophone se voit opposer une fin de non-recevoir par les autorités polonaises. Sa volonté de maintenir la culture et la langue de la population allemande de Pologne n'est pas du goût des autorités.

Quand un journal polonais reconnaît pour la première fois l'existence d'Allemands sur son territoire, c'est une nouvelle qui ne peut pas passer inaperçue pour le *GB* qui s'empresse de rapporter ce tournant et d'en souligner la portée :

« *Pour la première fois, une publication polonaise a admis qu'il y a encore des Allemands dans la zone d'influence polonaise. (...) Il ressort aussi de l'article que contrairement aux autres minorités, les Allemands n'ont pas d'association culturelle propre.* »<sup>1859</sup>

Il est intéressant de constater que le journal souligne l'absence d'association culturelle pour cette minorité qui ne jouit donc pas des mêmes structures que les autres minorités. Mais la mention de « quelques milliers d'Allemands »<sup>1860</sup> concernés suffit à éviter toute interrogation puisqu'un si faible nombre de membres ne justifie pas d'organisation plus structurée. Mais c'est bien la première fois que le *GB* remarque dans la presse polonaise une mention officielle de l'existence de la minorité allemande. Une évocation précédente avait pourtant ouvert la voie à cette reconnaissance, à mots couverts :

« *Récemment, on a pu lire dans une simple déclaration que si une telle minorité devait exister, on ne pourrait pas la reconnaître pour des raisons « historico-politiques ».* »<sup>1861</sup>

Le *GB* souligne cette semi-révélation qui est typique de la censure des pays communistes. Elle commence par nier l'existence d'un phénomène puis consent à dire qu'il existe mais en insistant sur le fait que s'il n'existait pas, les choses seraient identiques. Autrement dit, ce qui est révélé est immédiatement nié, et les choses sont portées à la connaissance du public sans

---

<sup>1857</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 86/1, p. 3.

<sup>1858</sup> Son nom, Eduard Fogelzang, illustre parfaitement les chicaneries auxquelles la minorité allemande est exposée. Les noms allemands devaient être orthographiés selon les règles phonétiques polonaises.

<sup>1859</sup> Article (*Die Welt*) publié dans *GB* 86/5, p. 2.

<sup>1860</sup> « einige Tausend Deutsche », article (*Die Welt*) publié dans *GB* 86/5, p. 2.

<sup>1861</sup> Article (*Die Welt*) publié dans *GB* 86/5, p. 2.

que la rupture avec l'idéologie valable jusqu'alors ne semble contradictoire. C'est une sorte de rupture en douceur.

La révélation de l'existence de la minorité allemande a lieu une seconde fois en 1989 ! Est-ce parce qu'il s'agit cette fois d'un organe officiel du parti ? Toujours est-il que le GB se réjouit de constater un véritable tournant dans l'attention portée aux Allemands et à leur langue :

*« Pour la première fois, une publication du parti communiste polonais a admis l'existence d'une minorité allemande en Pologne (...). Depuis que leur image s'est améliorée depuis les années 1980 (envoi de colis humanitaires), les Allemands de Haute-Silésie ne sont plus traités comme autrefois de « Souabe », « mouton » ou de « Hans ». Et notre statut de Hauts-Silésiens a lui aussi gagné de la noblesse. Et nous sommes même devenus à nouveau fréquentables, et même plus désirables grâce à la RFA... C'est certainement une allusion aux faits qu'un conjoint allemand est très utile pour pouvoir quitter la Pologne et que les voisins polonais sont intéressés en ce domaine par d'éventuels contacts avec des citoyens allemands. »<sup>1862</sup>*

Quant à la RDA c'est peu de temps avant l'ouverture du mur de Berlin qu'elle consent à parler des Allemands de l'autre côté de l'Oder et, là encore, le GB souligne cet événement, signe tangible de son intérêt pour la minorité allemande de Pologne, alors que la déclaration du ministre des Affaires étrangères de RDA concerne plutôt la lutte pour asseoir la légitimité de son pays à parler au nom de tous les Allemands :

*« La « RDA » est frontalière d'un « Etat allemand capitaliste qui depuis quarante ans nous refuse le droit à la souveraineté et s'arroge le monopole de la représentation de tous les Allemands à l'ouest et à l'est de l'Elbe, y compris ceux qui vivent sur le territoire de la République populaire de Pologne ». C'est la première fois qu'un représentant officiel de la « RDA » défend l'idée de l'existence d'Allemands à l'est de l'Oder et de la Neisse. »<sup>1863</sup>*

Côté allemand, les expulsés sont attentifs également à ce que les hommes politiques n'oublient pas la minorité vivant en Pologne. Les hommes politiques ouest-allemands ne nient pas que des Allemands vivent encore en Pologne, mais ils souhaitent plus ou moins fortement les défendre. La coalition de centre-gauche au pouvoir durant les années 1970 qui mène l'*Ostpolitik* ne place pas la minorité au premier rang des négociations après la signature des traités de l'est, comptant sur les engagements pris par la Pologne à ce moment-là. Les expulsés qui considèrent ces traités comme une trahison font d'autant plus attention à ce que la minorité ne soit pas oubliée par la suite.

Lorsque Willy Brandt effectue un voyage en Pologne en 1977, Hubert Czaja lui reproche d'ignorer les Allemands et de ne rencontrer que des Polonais :

*« Brandt a discuté des relations germano-polonaises exclusivement avec des membres du politburo communiste polonais, mais il n'en a pas parlé avec le moindre Polonais indépendant ou même avec un défenseur des droits de l'homme persécuté, ni non plus avec les Allemands persécutés dans leur Heimat. Il n'y a pas eu la moindre information sur le fait*

---

<sup>1862</sup> Article (GNK) publié dans GB 89/1, p. 3-4.

<sup>1863</sup> Article (pds) publié dans GB 89/8, p. 3.

*que Brandt aurait obtenu le règlement rapide des 269 000 demandes de transferts non traitées. »*<sup>1864</sup>

Quand la droite est au pouvoir, Helmut Kohl soutient les droits de la minorité en Pologne, mais la gauche n'en fait toujours pas une priorité dans sa politique avec la Pologne. C'est du moins ce que relève le GB après le discours du chancelier sur l'état de la nation en 1987 :

*« Lors de la contribution au débat de Hans-Joachim Vogel, chef du groupe parlementaire du SPD, on a attendu en vain un engagement sur la question allemande toujours ouverte ou une déclaration claire sur la situation des minorités allemandes dans l'empire soviétique. »*<sup>1865</sup>

Hans-Dietrich Genscher est naturellement l'objet lui aussi d'attaques de la part du GB car en tant que ministre des Affaires étrangères, il devrait défendre ardemment les intérêts allemands à l'étranger, or il n'apporte pas de soutien particulier à la minorité allemande de Pologne et n'évoque pas sa situation lors de l'Assemblée générale de l'ONU :

*« La question de la survie de la germanité dans les territoires placés sous administration polonaise et soviétique et l'obligation des droits des minorités dans ces territoires ne sont pas non plus pour Monsieur Genscher des points de discussion. »*<sup>1866</sup>

L'UE est mise aussi en accusation car elle ignore l'existence d'une minorité allemande en Pologne. L'article concernant l'UE est publié en 2000 soit dix ans après la chute du communisme. Les Allemands qui vivent encore en Pologne ne sont plus prisonniers d'un système dictatorial et les mesures discriminatoires qui ont prévalu pendant des décennies ont été levées. Le combat de la minorité ne consiste plus à revendiquer des droits identiques à ceux des autres citoyens, mais plutôt à faire reconnaître sa particularité pour obtenir des droits particuliers généralement concédés aux minorités nationales. Dans un rapport de la Commission européenne sur la situation des minorités nationales dans l'UE et les pays candidats à l'adhésion, les Allemands ne sont pas mentionnés une seule fois, ce qui provoque la colère des expulsés et d'un député européen allemand qui demande des explications au commissaire en charge du dossier. Ses arguments sur la faiblesse numérique des minorités allemandes ne convainquent pas le GB qui en tire une conclusion radicale :

*« La réponse du commissaire responsable, Van den Boeck, en dit long et montre bien que la Commission européenne considère elle aussi les Allemands concernés comme des Européens de seconde classe. (...) On doit donc constater avec regret que des personnes qui ont été placées sous un autre Etat à la fin du XXe siècle au mépris du droit international sans qu'on leur demande leur avis et contre leur volonté, ne sont qu'un détail pour la Commission européenne. »*<sup>1867</sup>

Les conclusions du GB sont très largement exagérées car la situation des Allemands vivant en Pologne en 2000 n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était cinquante ans auparavant. Quant à la comparaison avec les autres minorités nationales, et tout en mettant de côté l'importance

---

<sup>1864</sup> Article publié dans GB 77/9, p. 3.

<sup>1865</sup> Article publié dans GB 88/1, p. 4.

<sup>1866</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 89/1, p. 2.

<sup>1867</sup> Article (*Unser Oberschlesien*) publié dans GB 00/5, p. 10.

numérique des groupes concernés, il semble que d'autres minorités ont des conditions de vie autrement plus difficiles que les Allemands et que les persécutions réelles et toujours actuelles que vivent certains groupes sont sans commune mesure avec la situation des Allemands.

Lorsque le reproche fait aux dirigeants ouest-allemands de négliger la minorité allemande de Pologne vient de l'un de ses représentants, son poids pèse davantage. Le seul élu de la minorité allemande au *Sejm*, la chambre basse du parlement polonais, regrette que la coalition des écologistes et des sociaux-démocrates accorde moins d'intérêt aux Allemands de Pologne que ne le faisait le gouvernement précédent dirigé par Helmut Kohl<sup>1868</sup>. En ne faisant pas venir les reproches toujours des mêmes personnes ou institutions, le *GB* montre que cet avis est partagé et il en renforce la crédibilité.

Les relations entre la minorité allemande de Pologne et les dirigeants politiques allemands sont instrumentalisées à des fins politiciennes dans le *GB* lors de l'élection présidentielle de 2009. La candidate proposée par les sociaux-démocrates est connue pour son travail visant à améliorer les relations germano-polonaises et a favorisé les échanges d'étudiants entre les deux pays. Une déclaration de presse d'Helmut Sauer ressemble à s'y méprendre à un tract politique pour dénigrer le travail politique de Gesine Schwan. Sauer s'exprime ici en sa qualité de représentant des expulsés au sein de la CDU, mais il ressort de l'article que c'est surtout le membre de la CDU qui cherche à discréditer la candidate du SPD :

*« L'OMV conseille à Gesine Schwan de relire certains de ses articles [de la Loi fondamentale, L.P.] et de réfléchir sérieusement une nouvelle fois à ses devoirs de Coordinatrice des relations germano-polonaises ainsi qu'à sa candidature à la présidence. Mais sa vanité exagérée qui frôle la prévarication le lui interdit. »*<sup>1869</sup>

Il s'agit bel et bien d'un choix de tactique politicienne qui consiste à attaquer Gesine Schwan sur son travail politique concernant les relations germano-polonaises, car jamais auparavant le *GB* n'en avait rendu compte. S'il avait été jugé si catastrophique ou si son importance avait causé un grand préjudice à l'Allemagne, on peut imaginer que le *GB* l'aurait évoqué. Or, c'est seulement lorsque sa candidature à la présidence est officiellement déclarée que la CDU attaque son travail. Le *GB* s'affiche alors comme soutien médiatique de la CDU.

### ***Les traités de l'est et le sort de la minorité***

Les traités de l'est ont permis à la RFA d'obtenir de la Pologne le transfert vers la RFA d'Allemands qui souhaitaient quitter la Pologne. Les Allemands vivant en Pologne qui ont pu quitter le pays avant 1970 sont très peu nombreux, surtout en comparaison du grand nombre de candidats au départ. La négociation du droit au départ est l'un des éléments des négociations des traités de l'est. A partir de la ratification du Traité de Varsovie, les *Aussiedler* vont être beaucoup plus nombreux et au-delà des déclarations officielles, la Pologne reconnaît que vivent sur son territoire beaucoup d'Allemands. Comme les traités de l'est incluent aussi un volet financier important dans lequel la RFA soutient l'économie des pays autorisant le départ d'*Aussiedler*, il s'avère que c'est une sorte d'échange d'intérêts qui se met en place entre la riche RFA qui accepte de payer pour voir une partie de ses citoyens

<sup>1868</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 02/2, p. 10.

<sup>1869</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 09/6, p. 2.

venir à elle et la Pologne qui accepte de laisser partir des habitants (et la main-d'œuvre qu'ils représentent) en échange de crédits dont elle a cruellement besoin. La diplomatie permet d'acheter la liberté de personnes retenues prisonnières d'un système politique qui les opprime. Le *GB* s'insurge contre cette situation où des Allemands sont prisonniers et d'autres doivent payer leurs geôliers pour les libérer :

*« Nous autres Graftschafter refusons de telles manipulations du type « Argent contre liberté ». L'homme n'est pas un moyen de paiement ! Nous contestons résolument de telles décisions et exigeons que la dignité humaine reste protégée même dans de telles situations. Nous ne participons pas à de telles machinations diaboliques car l'homme doit continuer d'être considéré comme fait à l'image de Dieu et respecté en tant que tel. »*<sup>1870</sup>

Pour le *GB*, le principe consistant à acheter la liberté des compatriotes allemands est moralement inacceptable. C'est en quelque sorte une preuve supplémentaire de l'échec total de la diplomatie ouest-allemande qui ne parvient pas à obtenir le transfert d'Allemands sans contrepartie financière. Si la liberté doit être achetée, c'est que les concessions sur le statut de la ligne Oder-Neisse ont été inutiles. L'amertume est d'autant plus grande chez les expulsés qu'il ne fait aucun doute que les crédits qui sont concédés à la Pologne ne vont pas améliorer les conditions de vie de la population ni s'accompagner d'assouplissement de la part du régime mais contribuer au renforcement militaire du bloc communiste<sup>1871</sup>.

L'opposition parlementaire ouest-allemande considère elle aussi que les négociations germano-polonaises ne sont pas sur la bonne voie en liant considérations humanitaires et aspects économiques. Mélangeant deux registres différents, les solutions trouvées ne peuvent être que mauvaises :

*« Fritz Pirkel, ministre bavarois du Travail, a mis en garde Bonn et Varsovie contre un commerce de l'humanitaire. Lors d'une conférence de presse, le ministre a déclaré que la Pologne s'était rendu compte qu'il y avait des milliards à gagner avec le transfert des Allemands. Suivant le principe « Plus d'humanitaire contre des réparations déguisées », la question du transfert est devenue un objet de commerce. »*<sup>1872</sup>

Le *GB* s'attache à montrer que les crédits concédés par le gouvernement fédéral à la Pologne n'ont, outre leur valeur morale douteuse, pas de raison d'être puisque la Pologne s'est déjà considérablement enrichie sur le compte des Allemands :

*« Outre les 2,3 milliards de marks concédés désormais par un engagement du chancelier Schmidt en contrepartie du transfert d'une partie des Allemands vivant dans les provinces de l'est allemand, la Pologne a déjà perçu des sommes astronomiques en milliards. »*<sup>1873</sup>

Les territoires dont elle a pris possession représentent une valeur chiffrée à 200 milliards de marks. Dans cette somme sont inclus les productions agricoles, la capacité industrielle, l'ensemble des biens privés confisqués lors de l'expulsion et les biens publics (bâtiments,

---

<sup>1870</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 73/6, p. 1.

<sup>1871</sup> Article publié dans *GB* 74/7, p. 2.

<sup>1872</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 75/7, p. 2.

<sup>1873</sup> Article (Huf) publié dans *GB* 75/9, p. 5.

équipement et infrastructures) ainsi que les biens confisqués à l'Église protestante. Même si l'article précise que beaucoup d'économistes se sont mobilisés pour arriver à chiffrer les pertes subies par l'Allemagne, ce n'est pas tant la somme qui compte que le fait de montrer que la Pologne a déjà beaucoup gagné lors de l'expulsion des Allemands et que plus rien ne justifie que la RFA continue de verser de l'argent à un pays qui après s'être rendu coupable de crimes retient prisonniers des Allemands dont il monnaie la libération.

### ***Une revendication centrale dans les années 1980***

Enfin, l'attention portée à la minorité et surtout aux *Aussiedler* qui arrivent en RFA dans les années 1980 se voit principalement à travers les nombreux articles très courts qui sont consacrés aux chiffres des transferts durant cette décennie. En plus de tous les articles traitant des conditions d'accueil des *Aussiedler*, de leur intégration ou des difficultés à trouver un emploi, le *GB* publie durant cette période de courts articles qui font le point sur les transferts, chiffres à l'appui. Dans ces articles, l'information se limite généralement à indiquer le nombre d'*Aussiedler* arrivés au cours du mois dernier, parfois complétée par la mention de leur pays d'origine. Souvent, ces chiffres sont comparés à ceux du mois d'avant ou de l'année précédente afin d'indiquer quelle tendance suit l'évolution des chiffres comme l'indique l'article suivant reproduit dans son intégralité :

« Au mois de février 1983, 3061 Spätaussiedler de pays d'Europe de l'est et du sud-est européen sont arrivés en RFA. Cela représente 330 personnes de moins que lors du mois précédent et 1410 personnes de moins qu'en février 1982. Durant ce mois, 105 personnes sont arrivées de l'URSS, 1765 de Pologne, 57 de Tchécoslovaquie, 34 de Hongrie, 1092 de Roumanie, 5 de Yougoslavie et 3 d'autres territoires. Ces chiffres mensuels peu élevés sont à mettre sur le compte du peu d'arrivées en provenance de l'URSS et de la Pologne. Il y a en revanche lieu de se réjouir du nombre élevé d'*Aussiedler* en provenance de Roumanie. »<sup>1874</sup>

## **II – Des relations contrastées entre expulsés et minorité**

### ***La solidarité entre Allemands et l'envoi de paquets***

La solidarité des expulsés (et des Allemands en général) à l'égard de la minorité allemande de Pologne (et du peuple polonais) se manifeste de façon éclatante durant les années 1980. Lorsque le général Jaruzelski proclame l'état de guerre le 13 décembre 1981, la situation économique déjà difficile franchit un nouveau cap, elle va être marquée par la pénurie, en particulier pour des biens aussi essentiels que l'alimentation ou les médicaments. Mais avant cela, les Allemands avaient déjà entrepris de porter secours à la population de Glatz comme en témoigne l'article paru dans le numéro de septembre 1981 qui raconte comment 12 tonnes d'aide alimentaire ont pu arriver jusqu'en Pologne malgré les difficultés grâce à la

---

<sup>1874</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 83/4, p. 2. On retrouve le même type d'article dans (s.u.e.) *GB* 79/8, p. 2 ; *GB* 80/8, p. 2 ; (s.u.e.) *GB* 82/2, p. 4 ; (s.u.e.) *GB* 82/4, p. 4 ; (s.u.e.) *GB* 82/7, p. 3 ; (s.u.e.) *GB* 82/9, p. 3 ; (GNK) *GB* 82/11, p. 3 ; *GB* 83/2, p. 3 ; (s.u.e.) *GB* 83/3, p. 3 ; (oprS) *GB* 83/10, p. 5 ; (oprS) *GB* 83/11, p. 5 ; (oprS) *GB* 83/12, p. 4 ; (GNK) *GB* 84/2, p. 2 ; *GB* 84/4, p. 3 ; (s.u.e.) *GB* 84/5, p. 3 ; (GNK) *GB* 84/8, p. 3 ; (GNK) *GB* 84/12, p. 3 ; (s.u.e.) *GB* 85/2, p. 3 ; (s.u.e.) *GB* 85/4, p. 3 ; (s.u.e.) *GB* 85/6, p. 4 ; (oprM) *GB* 86/2, p. 4 ; (s.u.e.) *GB* 86/7, p. 3 ; (oprM) *GB* 87/2, p. 2 ; (oprM) *GB* 87/4, p. 3 ; (s.u.e.) *GB* 87/5, p. 3 ; (s.u.e.) *GB* 87/8, p. 2 ; (oprM) *GB* 87/9, p. 4 ; (oprM) *GB* 87/11, p. 3 ; (*Kulturpolitische Korrespondenz*) *GB* 87/12, p. 4 ; (GNK) *GB* 88/8, p. 3 ; (s.u.e.) *GB* 88/11, p. 2 ; (GNK) *GB* 89/2, p. 2 ; (s.u.e.) *GB* 89/5, p. 2 ; (s.u.e.) *GB* 90/2, p. 4 ; (s.u.e.) *GB* 90/12, p. 4.

mobilisation du Secours catholique allemand. Cette solidarité ne va pas de soi et sa pertinence suscite le débat parmi les expulsés :

*« Et je pose maintenant la question de savoir si les controverses menées à Telgte et Lüdenscheid sur le pourquoi et le comment étaient bien utiles ? En sommes-nous encore à équilibrer les responsabilités et à nous demander qui est coupable de cette misère ? La haine et les sentiments de vengeance doivent définitivement être bannis de nos cœurs. »*<sup>1875</sup>

Après la déclaration de l'état de guerre, les Allemands de RFA observent avec attention ce qui se passe en Pologne, et ils répondent aux appels lancés par la Croix-Rouge, se mobilisent et envoient des millions de paquets afin de porter secours à la population en détresse.

Dans le *GB*, l'écho de cette action de solidarité se présente sous deux formes principales : d'une part, des articles proposent un compte rendu chiffré de l'opération, d'autre part des articles au contenu plus riche appellent à poursuivre l'élan de solidarité ou témoignent de l'aide apportée et des besoins qui continuent de se faire sentir.

Comme pour les arrivées d'*Aussiedler* en RFA, ce sont d'abord les chiffres qui sont mis en avant. Il semblerait que les chiffres soient considérés comme des éléments intangibles qui témoignent le mieux de la réalité d'un phénomène. Dans le cas des paquets à destination de la Pologne, il s'agit du nombre de paquets acheminés par la poste allemande vers la Pologne. Les chiffres officiels sont connus d'abord parce que l'entreprise publique les communique, mais aussi parce que l'opération de solidarité est soutenue par le gouvernement ouest-allemand qui encourage les citoyens à faire preuve de générosité et à porter secours à la population vivant en Pologne. De la même façon que pour les *Aussiedler*, les chiffres sont publiés très régulièrement et ils indiquent souvent leur évolution par rapport au mois écoulé ou à l'année précédente. Ces changements sont généralement accompagnés d'une indication pouvant expliquer cette évolution, comme par exemple les changements concernant les frais d'affranchissement, comme le montre l'article suivant reproduit dans son intégralité :

*« Entre 6 000 et 7 000 colis pour la Pologne sont enregistrés chaque jour dans le centre postal de Hanovre II, point central de RFA pour l'acheminement du courrier vers la Pologne. La direction de la Poste de Hanovre-Braunschweig a indiqué qu'avec la fin du libre affranchissement pour les colis à destination de la Pologne à la fin de l'année 1982, 40 000 paquets ont été envoyés en janvier, 87 000 en février, 209 000 en mars avec une hausse certainement due aux fêtes de Pâques et 57 000 durant la première quinzaine d'avril. »*<sup>1876</sup>

Dans ces articles, on retrouve également des consignes sur les modalités d'envoi avec des conseils sur le type d'emballage à utiliser, les produits à éviter et ceux à préférer ainsi que des indications sur les délais de livraison et les moyens d'éviter la confiscation des envois par les autorités.

---

<sup>1875</sup> Article publié dans *GB* 81/11, p. 2.

<sup>1876</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 83/6, p. 3. On retrouve des articles au contenu similaire dans (oprS) *GB* 82/3, p. 5 ; *GB* 82/4, p. 4 ; *GB* 82/5, p. 3 ; (oprS) *GB* 82/9, p. 4 ; (s.u.e.) *GB* 82/10, p. 3 ; (oprS) *GB* 82/11, p. 4 ; *GB* 83/1, p. 4 ; (*GNK*) *GB* 83/2, p. 2 ; (oprS) *GB* 84/5, p. 3 ; (oprM) *GB* 86/2, p. 5 ; (oprM) *GB* 86/12, p. 4.

Le premier appel à l'aide est lancé par Herbert Hupka. Sous le titre « Une aide pour les Allemands en détresse »<sup>1877</sup>, il appelle les Allemands à se mobiliser pour venir en aide à leurs compatriotes vivant en Pologne. Dans cet article, c'est clairement à la minorité allemande qu'il pense lorsque l'état de guerre est décrété en Pologne :

« *La détresse dans laquelle se trouvent les Polonais touche aussi nos compatriotes allemands de façon très dure. (...) Alors qu'il est heureux de constater que l'on appelle à la solidarité de partout, nous devons penser à nos compatriotes de l'autre côté de l'Oder et de la Neisse avec des colis et des envois humanitaires. Le Conseil permanent des représentants des Landsmannschaften renouvelle son appel à envoyer des paquets de l'autre côté.* »<sup>1878</sup>

Dans un autre article du même numéro, une interview accordée par Hupka à *Die Welt* rappelle qu'il préfère voir des Allemands bénéficier des aides envoyées par les citoyens de RFA :

« *Il [Hupka, L.P.] est favorable à l'envoi de paquets vers la Pologne, mais il faut aussi penser à nos « compatriotes allemands de l'autre côté ».* »<sup>1879</sup>

La priorité donnée aux Allemands est une idée partagée par d'autres. Un député CDU défend également ce point de vue et appelle les Allemands à une solidarité sélective :

« *Böhm a déclaré qu'il était particulièrement important de penser au sort des Allemands qui vivent dans le territoire sous domination polonaise qui, outre l'oppression par les communistes, ont encore à souffrir de ne pas pouvoir parler l'allemand dans les écoles et lors de messes. Notre solidarité doit aller vers toutes les personnes vivant en Pologne, mais le souci de nos compatriotes allemands doit être très présent chez nous (...).* »<sup>1880</sup>

Le représentant de la section de jeunesse de la *Landsmannschaft Schlesien* partage ce point de vue et il veut que les Allemands de la minorité en Pologne ne soient pas les oubliés de l'aide humanitaire :

« *Comme l'a rappelé à Bonn Hartmut Koschyk, président de la Jeunesse silésienne, il revient à la Jeunesse silésienne d'inclure la minorité allemande de la zone de domination polonaise dans la solidarité avec le peuple polonais.* »<sup>1881</sup>

Les autorités polonaises cherchent à éviter en partie cette situation. Alors que la poste allemande dispense les colis à destination de la Pologne d'affranchissement (le *Bundestag* ayant décidé que les frais correspondant seraient pris en charge par l'Etat), et que la poste polonaise a, elle aussi, accepté de renoncer à réclamer la part des frais lui revenant pour ces envois, la direction de la poste polonaise annonce fin 1982 que les seuls colis concernés par

---

<sup>1877</sup> « Hilfe für die Deutschen in der Not », article (GNK) publié dans *GB* 82/3, p. 4.

<sup>1878</sup> Article (GNK) publié dans *GB* 82/3, p. 4.

<sup>1879</sup> Article (GNK) publié dans *GB* 82/3, p. 5. Il lance un appel semblable quelques mois plus tard : « Personne ne veut priver le peuple polonais de l'aide, un appel est également lancé dans ce sens, mais nos propres compatriotes ont aussi légitimement revendiqué notre soutien. » « Niemand will dem polnischen Volk die Hilfe versagen, gerade auch zu dieser Hilfe wird aufgerufen, aber die eigenen Landsleute haben zurecht einen Anspruch auf unsere Unterstützung durch ein Paket. », déclaration de Hebert Hupka publiée dans *GB* 83/1, p. 3.

<sup>1880</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 82/4, p. 4.

<sup>1881</sup> Article publié dans *GB* 82/5, p. 4.

cette gratuité des envois seront les colis à destination d'associations caritatives, les personnes privées se trouvant exclues du champ d'application de la mesure. A ce moment-là, les Allemands de la minorité qui recevaient des aides de leurs compatriotes de RFA ne peuvent plus recevoir d'aides directes et sont renvoyés aux « organisations caritatives, sociales ou religieuses reconnues par Varsovie »<sup>1882</sup>.

Pour le rédacteur en chef du *GB* de cette époque, la lecture de l'élan de générosité est toute autre. Il ignore les consignes données de favoriser les Allemands et ne prend en compte que le fait que des Allemands envoient des paquets en Pologne. Sa lecture est donc celle d'un peuple soutenant un autre peuple. Faut-il y voir le signe d'un geste fort de réconciliation ?

*« Il est possible qu'il soit exagéré de voir les actions humanitaires comme le signe d'une solidarité entre les peuples. Mais il est sûr que l'aide à la Pologne peut être interprétée comme le signe d'une résistance silencieuse contre les atteintes permanentes aux droits de l'homme. »*<sup>1883</sup>

Mais il ne peut nier que la solidarité des Allemands avec leurs voisins polonais a une dimension réconciliatrice qui ne peut être balayée d'un simple revers de la main. Il consent à reconnaître que c'est un pas vers l'autre, le premier d'une série appelée à se poursuivre :

*« Les expulsés du Comté de Glatz ont prouvé par leur soutien qu'ils sont prêts à faire un pas vers d'autres peuples, quel que soit le fossé qui les sépare. (...) De ce point de vue, il apparaît nécessaire de poursuivre les actions humanitaires, non pas comme un acte de soutien humanitaire, mais plutôt comme le signe d'une disposition au dialogue. »*<sup>1884</sup>

La portée symbolique de l'aide apportée par les Allemands aux Polonais n'échappe pas à la population locale. Les relations individuelles germano-polonaises tirent un grand bénéfice de cette action, comme le souligne un haut dirigeant de la CDU :

*« Walther Leisler Kiep a souligné que l'aide humanitaire déjà accordée par la population allemande avait largement contribué au rapprochement des deux peuples. Il a cité à ce sujet un de ses amis polonais qui parlait d'une « invasion allemande pacifique dans le cœur des Polonais ». »*<sup>1885</sup>

L'attitude de la Pologne face à la générosité des Allemands présente deux faces bien distinctes : soit l'on considère la partie officielle, celle du régime communiste qui utilise le réflexe antiallemand pour sa propagande et reconnaît du bout des lèvres que les Allemands ont grandement aidé la Pologne durant l'état de guerre :

*« Je crois que nous devons voir cela dans de justes proportions. Bien sûr que je reconnais la générosité des Allemands. Mais à ce sujet, il faut penser que l'occident n'est pas totalement étranger à l'effondrement de notre économie. C'est un élément pour la justification de notre*

---

<sup>1882</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 82/12, p. 4.

<sup>1883</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 82/5, p. 1. Thème repris dans l'éditorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 85/5, p. 1.

<sup>1884</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 82/5, p. 1.

<sup>1885</sup> Article (GNK) publié dans *GB* 82/11, p. 3.

*commentaire prudent sur cette aide. » Le gouvernement fédéral a déclaré à ce sujet qu'il ne voyait pas de dévalorisation de l'aide des Allemands dans ces propos. »*<sup>1886</sup>

Le GB tire une fierté toute particulière de l'élan de générosité qu'il a participé à provoquer et du succès de l'opération :

*« Lorsque l'état de guerre de Jaruzelski a plongé en Pologne les plus pauvres dans une grande misère, des colonnes de voitures chargées d'aide humanitaire venant principalement des expulsés se sont mises en route en direction de la Pologne. Un signe de réconciliation bien plus efficace que ce que nos hommes politiques si forts pour parler ne veulent l'avouer ! »*<sup>1887</sup>

### **L'identité des membres de la minorité**

Entre les expulsés et la minorité allemande de Pologne, les relations ne sont pas aussi simples qu'on pourrait le croire, reposant sur une simple solidarité partagée par deux groupes de population ayant habité ensemble la même région. Les expulsés ont des sentiments mitigés pour leurs compatriotes restés dans la *Heimat*. Tandis qu'eux-mêmes ont dû fuir ou ont été expulsés, les membres de la minorité ont pu échapper à l'expulsion à la fin de la guerre. On sait bien que les conditions de vie en Pologne sont difficiles pour la minorité, mais les expulsés gardent un léger ressentiment contre ceux dont le destin a été plus favorable. D'autant que les motifs les ayant conduits à rester dans la *Heimat* relèvent généralement de l'arbitraire ou du hasard.

L'identité des *Aussiedler* est problématique pour une grande partie de la population de RFA. S'agit-il d'Allemands ou de Polonais ? Ou bien encore de populations mélangées ? Un article du GB tente de rétablir un peu de clarté sur leur situation sous le titre « Germano-Polonais, Polono-Allemands, Polonais d'origine allemande ? Allemands ? Confusions linguistiques concernant les *Aussiedler* »<sup>1888</sup>.

Dans un article consacré aux difficultés rencontrées par les *Aussiedler* à leur arrivée en RFA, la conclusion est éloquent sur les réticences des expulsés à tendre à la main à ceux qui ont échappé à l'expulsion :

*« Nous autres expulsés savons ce qu'il en est des difficultés évoquées plus haut. Avec l'aide de Dieu et nos propres forces, nous avons su les surmonter. Malgré une certaine animosité due à leur opportunité (sic) dans les années décisives 1946 et suivantes, en tant que chrétiens, nous sommes prêts à aider les Spätaussiedler. »*<sup>1889</sup>

Avant cet article de 1976, il n'avait jamais été fait mention de quelques difficultés que ce soit entre les expulsés et la minorité. Il n'était toujours question que de solidarité avec les compatriotes restés dans la *Heimat*. Ce point montre bien que les expulsés auront une relation

---

<sup>1886</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 86/6, p. 3.

<sup>1887</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 92/2, p. 1.

<sup>1888</sup> « Deutschpolen – Polendeutsche – deutschstämmige Polen – oder Deutsche? Sprachverwirrung um die Spätaussiedler », article publié dans GB 76/4, p. 3-4.

<sup>1889</sup> Article publié dans GB 76/7, p. 2.

avec la minorité qui sera forcément différente de ce que pourra penser le reste de la population ouest-allemande. Les expulsés connaissent bien les régions où vivent les Allemands de Pologne et certains sont restés plus ou moins en contact avec certains d'entre eux. Dans la grande majorité des cas, ils conservent un intérêt pour l'évolution de leur *Heimat* et souhaitent savoir comment y vivent les gens. Les expulsés sont aussi attentifs à la situation des *Aussiedler* qui arrivent en RFA. Du fait de leur proximité avec ces personnes, ils s'identifient facilement à eux, d'autant plus que les conditions d'arrivée en RFA ne sont pas sans rappeler celles rencontrées par les expulsés à leur arrivée :

*« Dans les camps de transit, les Aussiedler vivent souvent dans des conditions inacceptables. Des familles de trois, quatre personnes campent dans une seule pièce. Plusieurs familles doivent se partager un lavabo. Il n'y a souvent pas de linge, pas de vaisselle, pas de couverts. »*<sup>1890</sup>

Les conditions de logement insatisfaisantes seront de nouveau à l'ordre du jour quand, à la fin des années 1980, les *Aussiedler* arriveront en nombre toujours plus grand, dépassant largement les capacités d'accueil transitoires :

*« Le nombre d'Aussiedler en provenance de la sphère d'influence communiste en forte hausse a conduit à une pénurie de logements pour héberger ces personnes très touchées. »*<sup>1891</sup>

Les *Aussiedler* sont parfois hébergés dans des préfabriqués. Le *GB* consacre un long article à ce problème, montrant par là tout l'intérêt qu'il porte aux *Aussiedler*. C'est seulement lorsque l'afflux d'*Aussiedler* dépasse toutes les attentes du gouvernement et que la situation semble échapper au contrôle des autorités que le *GB* établit un parallèle entre l'arrivée des *Aussiedler* et celle des expulsés :

*« Les problèmes générés par l'évolution rapide rappellent l'après-guerre. Des hébergements de fortune poussent dans les gymnases, les écoles et les préfabriqués. L'offre d'accompagnement et de services des autorités et des associations est insuffisante au regard des difficultés personnelles. Dans son ensemble, la population reste curieusement et regrettamment indifférente. Les nouveaux venus semblent ne pas être spécialement les bienvenus la plupart du temps (sans parler du fait qu'en RFA, beaucoup trop de personnes n'ont pas les connaissances suffisantes et la sensibilité souhaitable pour ce sujet lorsqu'ils comparent les Aussiedler allemands à des étrangers ou des demandeurs d'asile). »*<sup>1892</sup>

Il revient sur ce point sensible et exhorte les expulsés à s'ouvrir aux *Aussiedler* et à adopter un comportement exemplaire pour le reste de la population :

*« Ce sont précisément les expulsés qui devraient sans cesse rappeler le devoir de s'engager pour chaque Aussiedler. N'ont-ils pas été trop souvent obligés après 1945 de subir à leur corps défendant ce que cela signifie de frapper à une porte inconnue avec un simple baluchon rempli de maigres effets et de la voir se refermer immédiatement après un regard méfiant de l'occupant. Ce genre de choses ne doit pas se reproduire. »*<sup>1893</sup>

---

<sup>1890</sup> Article publié dans *GB* 76/7, p. 2.

<sup>1891</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 88/6, p. 5.

<sup>1892</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 88/7, p. 2.

<sup>1893</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 88/10, p. 2.

Avant la fin des années 1980, le *GB* ne fait aucune allusion à l'expulsion ni aux difficultés que les expulsés ont rencontrées en arrivant dans les zones d'occupation des Alliés. Mais il ne fait aucun doute que pour les lecteurs du *GB*, les parallèles sont évidents et qu'ils comprennent très bien ce que peuvent ressentir les *Aussiedler*. Pour les Allemands qui arrivent en RFA dans les années 1970 ou 1980, le choc est important, tant le pays qu'ils quittent et celui où ils arrivent sont différents. En partant, ils ont souvent été obligés de tout laisser derrière eux et ils se retrouvent totalement démunis et dépendants de l'aide que les autorités ouest-allemandes veulent bien leur donner. Le changement de rédacteur à la tête du *GB* en 1982 explique sans doute en partie aussi cette nouvelle orientation. Un rédacteur plus jeune qui n'a pas vécu l'expulsion lui-même traite différemment la question que ne le font les autres rédacteurs du *GB* (qu'il s'agisse de Bartsch ou des successeurs de Horschler).

Pour beaucoup des *Aussiedler*, la question du travail devient aussi un véritable problème car malgré leur qualification professionnelle, ils ne trouvent pas toujours un emploi correspondant à leurs désirs et le besoin de s'insérer socialement et de gagner leur vie les contraint souvent à accepter des postes pour lesquels ils apparaissent surqualifiés :

*« Beaucoup d'Aussiedler doivent se contenter d'emplois qui ne correspondent ni à leur savoir ni à leur compétences. Les attestations et brevets de capacité ne sont souvent pas reconnus ou alors trop tard. »*<sup>1894</sup>

La conséquence de cette situation est un déclassement social qui ne peut engendrer que de la frustration et de la déception. Là encore, le parallèle avec la situation des expulsés est évident. Nombre d'expulsés ont recommencé leur vie professionnelle à zéro après avoir tout perdu durant l'expulsion. De cette situation ressort la sympathie que les expulsés peuvent spontanément ressentir pour les *Aussiedler* et le devoir moral qui leur incombe de faciliter l'intégration des *Aussiedler* à la vie en Allemagne :

*« Dans la partie de politique intérieure de nos devoirs pour cette année, il faudrait citer le soutien permanent aux Aussiedler, concentré sur les cas individuels. »*<sup>1895</sup>

Alois Bartsch fait du soutien aux *Aussiedler* un devoir, ce qui correspond à ses habitudes où les hommes ont à remplir leur devoir et chacun sait ce qu'il a à faire. Mais si les expulsés sont en première ligne dans le travail social à engager pour aider les *Aussiedler*, c'est bien en raison du passé et l'expérience de l'intégration dans un pays inconnu faite par les expulsés. En cela, il distingue donc les expulsés du reste de la population et attend d'eux une attitude différente face aux *Aussiedler* de celle du reste de la population.

Parmi les difficultés que rencontrent les *Aussiedler*, il y a aussi la question de leur nationalité. Pour beaucoup d'habitants de RFA qui ignorent que des Allemands constituent une minorité nationale en Pologne et dans d'autres pays d'Europe de l'est, les *Aussiedler* qui arrivent en RFA sont tout simplement des Polonais ou des étrangers. Leurs différences culturelles et leur

---

<sup>1894</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 88/10, p. 2.

<sup>1895</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 77/4, p. 1.

manque de connaissances de l'allemand, langue dont l'usage leur a été interdit pendant des années, sont à l'origine de cette méprise :

« *Mais les concitoyens qui arrivent chez nous aujourd'hui en tant qu'Aussiedler peuvent compter sur nous. Ils sont les meilleurs Allemands à bien des points de vue car ce n'est pas leur faute s'ils n'avaient pas le droit de parler allemand chez eux. Tout le monde, y compris les médias de masse, devrait s'efforcer de choisir les dénominations correctes pour parler des Aussiedler des territoires Oder-Neisse et ne pas les désigner comme Polonais d'origine allemande ou Aussiedler polonais en dépit de l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes. Ce sont des Allemands qui veulent enfin vivre et travailler comme Allemands parmi les Allemands.* »<sup>1896</sup>

Le regard que la société porte sur les *Aussiedler* ne correspond pas à la réalité et il explique aussi les difficultés des *Aussiedler* qui ont déjà fort à faire pour s'intégrer et doivent en outre justifier de leur présence en RFA alors que beaucoup de leurs concitoyens les considèrent comme des travailleurs immigrés comme les autres. Une nouvelle fois, les parallèles avec la situation des expulsés sautent aux yeux. Les expulsés ont dû eux aussi affronter le regard de la population locale qui ne les a pas accueillis à bras ouverts et se demandait qui ils étaient et pourquoi ils arrivaient dans un pays qui avait bien d'autres problèmes à surmonter. Les expulsés ont connu les situations de rejet et de racisme. Certains aussi se sont fait traiter de « polak » parce qu'ils venaient de Pologne et qu'ils étaient indésirables dans les régions d'accueil. Pourtant, une fois encore, le parallèle a beau être évident, il n'est pas souligné clairement dans l'article, comme s'il y avait malgré tout une certaine distance entre les *Aussiedler* et les expulsés qui ne souhaiteraient pas voir leur destin à travers celui des *Aussiedler*.

Quand l'état de guerre est déclaré, c'est tout naturellement aux Allemands vivant en Pologne que pense le président du BdV<sup>1897</sup>. La solidarité doit jouer entre Allemands lorsque la situation devient plus compliquée. Thomas Horschler appelle lui aussi les Allemands à rester unis surmontant ainsi l'absence d'unité au sein d'un même Etat :

« *Il apparaît également important de pas laisser s'étioler les contacts avec les Allemands restés dans la Heimat du Comté de Glatz. Chaque citoyen y est appelé, ainsi qu'à apporter son aide aux Aussiedler, immigrés et réfugiés de RDA.* »<sup>1898</sup>

Si les représentants des expulsés (Herbert Czaja ou le rédacteur en chef du *GB*) appellent les expulsés à soutenir les *Aussiedler*, c'est bien parce que la réalité est quelque peu différente. Les *Aussiedler* rencontrent des problèmes importants et les expulsés ne sont pas aussi disponibles pour les accompagner dans leur nouvelle vie que le journal pourrait le souhaiter.

En écho aux difficultés de certains habitants de RFA à comprendre qui sont les *Aussiedler* et pourquoi ils sont allemands alors qu'ils ne parlent pas tous l'allemand, le *GB* reproduit un large extrait d'un article tiré du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* qui décrit l'éventail des situations dans lesquelles peuvent se trouver les Allemands de Pologne. Le titre de l'article

---

<sup>1896</sup> Editorial de Georg Hoffman publié dans *GB* 77/6, p. 1.

<sup>1897</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 82/2, p. 4.

<sup>1898</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 82/10, p. 2.

« Allemands, Germanisés et Autres »<sup>1899</sup> suffit à indiquer que le spectre des statuts est large. Cet article met en lumière la spécificité des habitants de Haute-Silésie qui revendiquent une identité culturelle propre, par-delà l'antagonisme entre Allemagne et Pologne. Leur langue n'est ni de l'allemand ni du polonais et ce groupe de population est un exemple des identités mêlées dont la stricte distinction entre Polonais et Allemands ne peut rendre compte de manière satisfaisante. C'est aussi une raison qui explique pourquoi des personnes qui choisissent l'Allemagne arrivent en RFA sans bien connaître l'allemand : ayant une ascendance allemande, ils en ont le droit bien que leur réalité culturelle ne soit pas forcément en accord avec ce choix qui peut être guidé par des motifs économiques ou politiques.

Dans une déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien*, on retrouve parmi toutes les revendications portées par les expulsés un paragraphe consacré aux difficultés linguistiques rencontrées par les *Aussiedler* :

« Plus de 50% des compatriotes arrivant chez nous ne parlent plus un mot d'allemand à cause de la polonisation forcée durant des décennies. C'est pourquoi il est impératif d'étendre l'apprentissage de la langue comme c'était le cas jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1982 à douze mois et de ne plus le limiter à une durée comprise entre six et huit mois. C'est seulement grâce à la maîtrise de la langue maternelle allemande que s'ouvrira le chemin de l'intégration. »<sup>1900</sup>

La maîtrise correcte de l'allemand constitue un enjeu majeur pour l'intégration des *Aussiedler*. D'abord parce qu'elle leur permettrait d'être perçus comme des Allemands et non comme des étrangers et parce que ne pas parler l'allemand représente un gros handicap dans le monde du travail et cela freine l'insertion des *Aussiedler* sur le marché de l'emploi. La *Landsmannschaft Schlesien* souligne avec raison que c'est bien la politique de polonisation forcée qui est à l'origine des problèmes linguistiques de beaucoup d'*Aussiedler*. Toutefois, pour un certain nombre d'entre eux, la langue maternelle n'était pas l'allemand et son apprentissage revient à apprendre une langue étrangère. Les *Aussiedler* qui arrivent en RFA près de quarante ans après la fin de la guerre n'ont pas tous appris l'allemand à la maison et le polonais est la véritable langue maternelle. La *Landsmannschaft Schlesien* simplifie une réalité très complexe en présentant une sorte de modèle unique d'*Aussiedler*, oubliant ainsi que tous les *Aussiedler*, selon leur âge et leur région d'origine, n'ont pas vécu dans les mêmes conditions. Il est difficile d'évaluer le niveau de maîtrise de l'allemand par les *Aussiedler*, et le *GB* indique dans un article peu de temps après que seuls 30% des *Aussiedler* parlent allemand correctement<sup>1901</sup>.

Le *GB* ne cache pas que les difficultés d'intégration des *Aussiedler* dont il est souvent question ont aussi des répercussions sur les relations avec le reste de la population (et donc les expulsés) :

---

<sup>1899</sup> « Deutsche, Eingedeutschte und Andere », article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 84/9 p. 3.

<sup>1900</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 85/2, p. 2. On retrouve les mêmes arguments développés par le BdV dans une déclaration publiée dans *GB* 87/8, p. 3.

<sup>1901</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 85/5, p. 3.

« *Les relations entre les Allemands de RFA et les Aussiedler des pays d'Europe de l'est se dégradent de plus en plus selon le groupement des organisations caritatives catholiques de Bavière.* »<sup>1902</sup>

Parmi les causes, le défaut de maîtrise de la langue allemande arrive au premier rang, suivi du manque de qualification professionnelle ou de mobilité géographique (les *Aussiedler* n'étant pas prêts à déménager pour trouver du travail)<sup>1903</sup>. Concernant les relations avec la population locale de RFA, c'est principalement le manque de connaissance de la situation réelle des *Aussiedler* et des motifs qui ont conduit à leur arrivée qui est en cause, provoquant le rejet, appuyé par le sentiment qu'il s'agit d'étrangers. Les « conflits d'identité »<sup>1904</sup> étant une conséquence courante de cette situation pour les *Aussiedler*.

Toutefois, les expulsés ne sont pas les moins généreux lorsqu'il s'agit de venir en aide à la population de Pologne. Dans le cadre de l'aide humanitaire envoyée en Pologne à partir de 1982, de grandes quantités de médicaments sont expédiées en Pologne par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Malgré le silence officiel sur ces aides, les services de santé polonais profitent pleinement de l'aide occidentale :

« *L'opposition polonaise attire l'attention sur le fait que les dons occidentaux viennent principalement de RFA. Parmi les donateurs privés et les organisateurs de ces dons, les Aussiedler allemands, les expulsés et les Aussiedler figurent au premier rang, peut-on lire à ce sujet [dans un journal de Solidarność, L.P.]* »<sup>1905</sup>

L'attention portée par les expulsés aux *Aussiedler* apparaît au grand jour dans l'activité déployée par le BdV pour accueillir au mieux les nouveaux arrivants. Alors que le BdV a initialement pour objectif principal de répondre aux besoins des expulsés et de les rassembler au sein d'une institution représentative, il s'ouvre aux *Aussiedler* et travaille à leur intégration en RFA :

« *En tant qu'avocat des Aussiedler, le BdV est appelé tout particulièrement à montrer les besoins des Aussiedler et à leur porter assistance. (...) Selon ses [du secrétaire-général, L.P.] termes, le BdV peut s'appuyer pour remplir cette mission sur 700 bénévoles chargés d'accompagner les Aussiedler.* »<sup>1906</sup>

La *Landsmannschaft Schlesien* s'engage elle aussi pour soutenir les *Aussiedler* et elle les défend contre les attaques dont ils font l'objet :

« *La Landsmannschaft Schlesien s'offusque contre le préjugé prétendant qu'avec les Aussiedler la situation du marché de l'emploi devient plus difficile et la majorité des Aussiedler est poussée au chômage. Malgré les difficultés transitoires dans leur intégration, les Aussiedler ne sont pas un poids mais une chance pour la RFA. De même que le miracle économique n'aurait pas été possible sans ce qu'ont réalisé les expulsés et réfugiés, il va*

---

<sup>1902</sup> Article (GNK) publié dans GB 87/9, p. 2.

<sup>1903</sup> Article (GNK) publié dans GB 87/9, p. 2.

<sup>1904</sup> « Identitätskonflikt », article (KNA) publié dans GB 87/10, p. 3.

<sup>1905</sup> Article (GNK) publié dans GB 88/3, p. 3.

<sup>1906</sup> Article (oprM) publié dans GB 88/9, p. 2.

*maintenant se produire un nouvel élan économique grâce aux Aussiedler et à leurs compétences et leur volonté inébranlable de travailler. »*<sup>1907</sup>

Afin de mieux préparer les Allemands de l'ouest à l'accueil des *Aussiedler*, un article du *GB* montre quelles sont les grandes étapes dans le cheminement qui mènent les Allemands de Pologne à demander une autorisation de départ et quelles sont les difficultés qu'ils doivent surmonter avant de l'obtenir :

*« Ceux qui y sont parvenus [à rester dans la Heimat, L.P.] se voient confrontés à une aliénation croissante. D'autres personnes deviennent leurs voisins. Avec une langue étrangère, avec une mentalité complètement différente et une toute autre relation à nous. Nous devenons étrangers dans notre Heimat. Devenus la minorité, nous essayons de parler la langue étrangère pour ne pas nous faire remarquer. Nous nous adaptons pour survivre, d'une manière ou d'une autre. Des parents et proches nous quittent, ils s'en vont. »*<sup>1908</sup>

Suit une description de la difficulté à prendre la décision de partir, de l'incertitude liée à ce choix, de la décision de quitter sa *Heimat*, de prendre le risque de faire une demande qui jettera l'opprobre sur toute la famille sans savoir si la demande sera acceptée, prendre le risque de tout perdre. Le texte joue beaucoup sur l'émotion et met en avant les doutes et les craintes des *Aussiedler*. Sa conclusion, qui relie directement l'arrivée en RFA aux contacts avec les Allemands de l'ouest, donc les lecteurs du *GB*, souligne la nécessité d'accueillir les *Aussiedler* :

*« On nous appelle « Aussiedler tardifs ». Avons-nous été transférés trop tardivement ? Qu'y pouvons-nous ? Nous n'étions pas destinés à être transférés, et encore moins à passer notre vie dans une Heimat devenue étrangère, comme minorité. Espérons que nous ne le deviendrons pas une nouvelle fois, là où nous allons. Mon Dieu, aide-nous à trouver des personnes qui nous comprennent. »*<sup>1909</sup>

La conclusion lance un vibrant appel aux lecteurs du *GB* à faire preuve de solidarité et de compassion à l'égard des *Aussiedler*. Cet article est en décalage complet avec les courts articles qui ne font que rendre compte de la réalité comptable de l'arrivée des *Aussiedler* en compilant des chiffres. Ici, c'est la dimension humaine qui prend le dessus et pour les expulsés qui ont fait l'expérience du déracinement et celle de l'arrivée dans une terre inconnue, un tel récit est forcément émouvant et doit susciter la compassion.

Le titre *« Aussiedler par goût de l'aventure ? »*<sup>1910</sup> met directement en cause une idée reçue voulant que les *Aussiedler* n'aient finalement pas de raison de venir en RFA si ce n'est pour y jouir d'une qualité de vie meilleure.

---

<sup>1907</sup> Résolution de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 88/10, p. 3.

<sup>1908</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 88/12, p. 2.

<sup>1909</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 88/12, p. 2.

<sup>1910</sup> « Aussiedler aus Abenteuerlust ? », article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 88/12, p. 2.

Dans le numéro suivant, les *Aussiedler* continuent d'être au centre de l'intérêt et deux articles rendent un vibrant hommage à leur arrivée en RFA qui est saluée comme une chance pour la RFA. Dans l'article relatant les déclarations de Hartmut Koschyk du BdV, les *Aussiedler* sont présentés comme une chance d'un point de vue politique et il souligne que :

« *les Aussiedler qui arrivent en RFA vont donner un élan important pour travailler à un ordre de paix dans toute l'Europe qui permettra à tous les hommes d'avoir une vie digne dans la liberté, la justice et l'autodétermination.* »<sup>1911</sup>

Dans cette déclaration, on lit l'hommage rendu aux *Aussiedler* qui font office de garants de la paix même si l'on ne voit pas très bien en quoi le transfert des Allemands de Pologne vers la RFA pourrait favoriser l'établissement de meilleures relations entre les blocs de l'est et de l'ouest. Koschyk en profite aussi pour mettre sur le même plan une vie dans la liberté et l'autodétermination, c'est-à-dire qu'il combine les revendications du BdV pour les associer à l'arrivée des *Aussiedler*. Pourtant, plus les *Aussiedler* sont nombreux en RFA et moins les Allemands sont nombreux en Pologne, cela augure mal d'une évolution politique rendant la Silésie à l'Allemagne alors que la proportion de population polonaise ne cesse d'augmenter au détriment de la population allemande.

Sous le titre « Gagner avec les *Aussiedler* »<sup>1912</sup>, l'article suivant souligne lui l'intérêt économique que les *Aussiedler* représentent pour la RFA :

« *Près de 90% de tous les Aussiedler sont des jeunes ou sont en âge de travailler. D'autre part, ce sont des travailleurs qualifiés et appréciés, adaptables, sérieux, fiables et motivés, si bien qu'en règle générale ils trouvent la plupart du temps un emploi après avoir suivi des cours de langue ou une éventuelle reconversion professionnelle, et qu'ils contribuent ainsi à financer les retraites futures.* »<sup>1913</sup>

Le tableau où les *Aussiedler* apparaissent comme une véritable chance pour la RFA est si élogieux que l'écart avec ce que ressent une partie de la population n'en est que plus grand. Si le *GB* prend tant de soin à montrer les *Aussiedler* sous un jour positif, c'est bien parce que les *Aussiedler* rencontrent de réelles difficultés d'intégration et que la population ouest-allemande dans son ensemble est très méfiante face à cette arrivée massive de populations de l'étranger. Le problème de l'identité de ces personnes est compliqué car leur manque de maîtrise de l'allemand les fait passer pour des étrangers alors qu'ils sont allemands. De plus, l'Etat ouest-allemand leur offre des conditions d'accueil privilégiées puisqu'ils ont droit à des cours de langue pour faciliter leur intégration et ils ont droit aux prestations sociales en cas de chômage ou de maladie. Ces conditions aiguissent naturellement l'appétit de populations étrangères sans origine allemande mais désireuses d'émigrer pour venir s'installer en RFA pour y goûter au confort occidental. Les cas de fraudeurs existent, mais les généralisations abusives ne tardent pas à jeter l'opprobre sur tous les *Aussiedler*. Pour cette raison, le *GB* rend compte d'une question d'une parlementaire au gouvernement fédéral pour connaître l'ampleur estimée de la

---

<sup>1911</sup> Article (oprM) publié dans *GB* 89/1, p. 3.

<sup>1912</sup> « *Aussiedler ein Gewinn* », article (s.u.e.) publié dans *GB* 89/1, p. 3.

<sup>1913</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 89/1, p. 3.

fraude. Sous le titre « Très peu de moutons noirs parmi les *Aussiedler* »<sup>1914</sup>, le *GB* indique que moins d'un pour cent des *Aussiedler* abusent du droit au transfert et que les coûts financiers pour le pays sont difficiles à évaluer mais sans doute très peu élevés au regard du phénomène.

C'est finalement la *Landsmannschaft Schlesien* qui exprime le plus clairement les problèmes rencontrés par les *Aussiedler* et le phénomène de rejet qu'ils doivent supporter de la part de groupes de la population de RFA. Sachant qu'une partie des Allemands de RFA ne comprend pas l'afflux des *Aussiedler* et qu'ils rejettent vigoureusement les aides qui leur sont apportées, la *Landsmannschaft Schlesien*, comme d'autres institutions refusent que les *Aussiedler* bénéficient d'un régime plus favorable en ce qui concerne l'accès au logement ou à la formation. Ce qui serait concevable en faveur d'un petit groupe ne l'est plus lorsque les *Aussiedler* sont trop nombreux et que se développe un sentiment de jalousie de la population locale à leur égard. Pour éviter les rancœurs et l'accentuation du rejet, la *Landsmannschaft Schlesien* demande que les *Aussiedler* soient traités comme les autres citoyens de RFA, ni mieux ni moins bien, ce qui apparaît comme le gage d'une intégration réussie. La déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* se termine par un appel à l'unité de tous pour favoriser l'intégration sociale des *Aussiedler* et met en évidence le parallèle entre le destin des *Aussiedler* et celui des expulsés :

« Les *Aussiedler* sont un gain pour notre vie étatique, économique et sociétale, comme l'étaient les expulsés de 1945 et plus tard. Nous devons faire attention à ce que les *Aussiedler* ne deviennent pas un nouveau groupe marginal. Ce sont des Allemands et pas des demandeurs d'asile ou des étrangers. »<sup>1915</sup>

Peut-être pour que les lecteurs aient une vision plus directe de la réalité de l'attachement des *Aussiedler* à leur germanité, le *GB* ouvre ses colonnes au témoignage d'un Allemand de la Volga, un *Aussiedler* arrivé en RFA en 1975<sup>1916</sup>. Son récit indique que durant une partie de sa vie, il a souffert de sa germanité, mais qu'il a été heureux d'être bien accueilli en RFA. C'est pour cette raison qu'il porte un regard très désapprobateur sur ces concitoyens qui ne manifestent pas la moindre solidarité avec les *Aussiedler*. Cette contribution sera certainement plus efficace vis-à-vis des lecteurs car elle apporte un témoignage direct et ne se limite pas à un message qui peut paraître moralisateur lorsqu'il est tenu par une personne qui n'est pas directement concernée. Ce témoignage de première main est en quelque sorte une preuve que tout ce que le *GB* rapporte depuis des mois sur les persécutions dont sont victimes les Allemands à l'est et leurs difficultés en arrivant en RFA est réel.

Le besoin de solidarité est élevé au rang d'impératif par Herbert Gröger dans un article consacré à l'accueil des *Aussiedler*. Il rappelle que les expulsés, plus que tout autre groupe social, doivent tendre la main aux expulsés et faire preuve de plus de discernement que ceux qui ignorent la réalité de la vie dans la *Heimat* :

« Régulièrement, nos représentants des expulsés nous rapportent quelles lettres au contenu extrêmement désagréable leur parviennent au sujet des *Aussiedler*. Certaines plaintes sont

<sup>1914</sup> « Nur wenige schwarze Schafe unter *Aussiedlern* », article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 89/3, p. 3.

<sup>1915</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 89/5, p. 4.

<sup>1916</sup> Article publié dans *GB* 89/7, p. 4.

*sans doute justifiées, mais beaucoup témoignent d'un manque de connaissances et ne s'appuient que sur des cas particuliers. Il y a près de cinquante ans, nous nous sommes plaints du manque de solidarité, essayons alors aujourd'hui d'être particulièrement justes et solidaires avec les gens dont c'est le destin de n'être qu'allemands. Tâchons d'y réfléchir un peu. »*<sup>1917</sup>

Gröger indique que les expulsés ont connu eux aussi le rejet et le racisme quand les autres Allemands ignoraient qui ils étaient et se demandaient pourquoi ils arrivaient de l'est. En cela, il ravive sans doute des plaies encore douloureuses chez de nombreux expulsés, mais sa volonté de se montrer à la hauteur du défi qui attend les expulsés le justifie.

Les Allemands qui sont restés dans la *Heimat* et ceux qui ont été expulsés constituent deux groupes qui ne sont plus les mêmes alors qu'ils vivaient ensemble jusqu'en 1945. L'expulsion a constitué une césure que le temps n'a fait qu'accentuer et malgré les points communs innombrables, une sorte de rancœur demeure, les expulsés comprenant difficilement que d'autres aient pu rester dans la *Heimat* tandis qu'eux-mêmes étaient jetés hors de leur terre natale. Dans un article rédigé en hommage à la rédactrice de l'émission radiophonique de WDR 5, Gudrun Schmidt, Peter Großpietsch glisse une remarque sur cette différence entre les deux groupes :

*« Le tournant politique en Europe de l'Est a ouvert la possibilité à Mme Schmidt et son équipe de partir eux-mêmes sur les traces de la culture et du passé allemands. Elle a alors donné l'occasion aux gens qui y sont restés pour des raisons diverses, de parler de leur destin. »*<sup>1918</sup>

Si dans les années 2000, la nationalité des *Aussiedler* n'est plus vraiment remise en question, c'est désormais la situation sociale qui nourrit les craintes de la population et les plaintes des *Aussiedler*. Une partie des *Aussiedler* qui n'ont pas réussi à s'insérer socialement a glissé dans la délinquance et les préjugés sur les étrangers, les amalgames, ont suffi à faire des *Aussiedler* des délinquants en puissance<sup>1919</sup>. Un article du *GB* montre que les jeunes *Aussiedler* souffrent de cette situation, s'en ouvrent au membre du cabinet du ministre de l'Intérieur chargé des *Aussiedler* pour dénoncer cette situation préjudiciable à tous les *Aussiedler*. Une nouvelle fois, le *GB* souhaite que ses lecteurs soient informés des problèmes des *Aussiedler* et il met en avant le fait que la petite partie des *Aussiedler* coupable de délinquance ne doit en aucun cas être assimilée à l'ensemble du groupe. Si de tels préjugés sont possibles, c'est bien parce que les *Aussiedler* continuent d'être considérés comme des étrangers par une partie de la population, leur provenance géographique ainsi que le déficit de maîtrise de l'allemand ou leur accent suffisant à les « démasquer » comme étrangers.

---

<sup>1917</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 90/3, p. 2.

<sup>1918</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 02/9, p. 7.

<sup>1919</sup> Article du BdV publié dans *GB* 04/7-8, p. 23. On retrouve une teneur identique dans un article du BdV publié dans *GB* 05/6, p. 15-16.

### ***L'amélioration du sort de la minorité, seule victoire des expulsés***

La présence allemande dans la *Heimat* a une importance toute particulière pour les expulsés car elle est d'une certaine manière la preuve que les Allemands sont chez eux en Silésie. C'est aussi pour cela que les expulsés s'inquiètent du sort de la minorité dans la *Heimat*. Tant que des Allemands vivront dans la *Heimat*, la présence allemande sera perpétuée, même si elle ne l'est que dans des proportions très modestes, voire symboliques seulement. Alors que le régime communiste n'a eu de cesse de nier la présence historique allemande à l'est, les Allemands qui continuent d'y vivre prolongent cette tradition et, d'une certaine manière, montrent aussi que l'expulsion de 1946 n'a pas suffi à faire disparaître tous les Allemands du territoire tant ils étaient nombreux. Cela explique aussi pourquoi le *GB* ne s'engage pas simplement pour que tous les Allemands obtiennent le droit d'être transférés en RFA lorsqu'ils le souhaitent. Pour le *GB* la situation idéale serait que la minorité allemande soit reconnue en tant que telle et qu'elle puisse vivre en préservant sa spécificité et même qu'elle puisse l'entretenir avec un enseignement en allemand pour les enfants.

Les *Aussiedler* sont présentés comme les Allemands les plus authentiques car c'est leur condition d'Allemand qui est la cause de leurs soucis dans leur pays, et leur appartenance à la nation allemande qui justifie leur souhait de vivre en RFA.

*« Ce que signifie l'Allemagne, le fait d'appartenir au peuple allemand, les Aussiedler qui arrivent chez nous en ce moment nous le rappellent clairement, car en dépit de toutes les difficultés dans notre Heimat, ils sont restés fidèles à notre germanité et n'ont pas cessé de rester allemands et de ne pas renier l'Allemagne comme leur vraie patrie mais de se déclarer allemands. On attend rien de plus ni rien de moins de nous en cette nouvelle année. »*<sup>1920</sup>

Dans un article de 1990, Herbert Gröger fait part de son découragement dans un style très direct. Les *Aussiedler* sont arrivés par centaines de milliers de Pologne et les Allemands qui restent en Pologne ne sont plus qu'en nombre très faible. Il constate avec amertume que l'heure de la fin de la présence allemande historique à l'est a sonné et que dorénavant, la Silésie est devenue de fait une région polonaise puisque les traces laissées par les Allemands ont été effacées ou sont en voie de l'être et que les Allemands eux-mêmes ont fini par partir : *« Nous n'avons plus de parents, d'amis ou de connaissances dans notre Heimat de Silésie. Il n'existe pas seulement un problème de minorité en Haute-Silésie, notre culture et notre identité de Basse-Silésie vont mourir. »*<sup>1921</sup>

L'enjeu actuel de la minorité allemande est tout autre. Alors qu'elle ne représente plus un groupe de population numériquement important, elle doit s'affirmer dans sa différence si elle ne veut pas disparaître, absorbée par la culture dominante polonaise. Dans un séminaire organisé par les représentants des intérêts allemands en Pologne, un extrait de l'allocution inaugurale d'un séminaire donne le ton de ce qui attend les Allemands de Pologne :

---

<sup>1920</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 77/1, p. 1.

<sup>1921</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 90/9, p. 3.

« Si nous ne parvenons pas à construire ensemble des élites solides qui réussissent à mener un dialogue avec la majorité polonaise, alors il n'y aura plus de minorité dans dix ans. »<sup>1922</sup>

La constitution d'une élite, c'est précisément le but poursuivi par ceux qui ont œuvré à la création d'une université à Opole. Bruno Kosak, représentant de la minorité allemande au parlement Polonais, le souligne dans un discours devant la *Landsmannschaft Schlesien* :

« A l'époque, je siégeais au Sejm polonais et je me souviens parfaitement pourquoi cela déplaisait à certains hommes politiques d'autoriser la création d'une université à Opole. Il s'agissait de l'élite qui tôt ou tard finirait par sortir des rangs silésiens. »<sup>1923</sup>

Il insiste dans son discours sur la nécessité de constituer une élite et de ne pas limiter les activités de la minorité à la sauvegarde de la culture :

« Nous associons la Heimat presque exclusivement au régionalisme, à la musique populaire, aux danses populaires, aux chansons populaires, au patois silésien, au dialecte, à l'humour, aux costumes folkloriques. C'est certes important, mais c'est loin de suffire à parler d'une identité culturelle au vrai sens du terme. C'est pour cette raison que des deux côtés de l'Oder, on nous représente comme un club de salon de thé. On oublie que cela correspond à la politique des autorités. Oui, que les Silésiens chantent, qu'ils dansent et qu'ils sautent. »<sup>1924</sup>

Afin de préserver l'héritage culturel et de favoriser le développement de la minorité, des cercles d'amitié allemande vont voir le jour. C'est à l'intérieur de cette structure que vont s'organiser les Allemands de la minorité. Les premiers voient le jour alors que le régime communiste en bout de course s'ouvre doucement à la transition démocratique. Dès les résultats des premières élections libres, les Allemands de Pologne font entendre leur voix et manifestent le désir d'obtenir la reconnaissance officielle de leur existence<sup>1925</sup>. Le GB rend compte pour la première fois de la création de ces institutions en 1989 pour se réjouir de constater que de nombreux Allemands de la *Heimat* adhèrent à ces organisations, preuve s'il en était besoin que les Allemands sont nombreux dans la *Heimat* et qu'ils étaient dans l'attente de structures leur permettant d'affirmer leur identité particulière et d'entretenir leur culture nationale. Malgré l'autorisation donnée à la création de ces cercles, le régime communiste n'est pas près à faire volte-face par rapport à sa politique menée contre les Allemands depuis quarante ans et cela se traduit principalement par le refus de reconnaître les droits de la minorité en tant que telle :

« Mais tant que la République populaire de Pologne refusera la reconnaissance officielle des Allemands, le Cercle d'amitié allemande ne pourra agir que dans l'ombre et sera constamment livré à l'arbitraire de la police secrète polonaise. »<sup>1926</sup>

---

<sup>1922</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 04/10, p. 10.

<sup>1923</sup> Discours de Bruno Kosak publié dans GB 10/7-8, p. 1-9.

<sup>1924</sup> Discours de Bruno Kosak publié dans GB 10/7-8, p. 1-9.

<sup>1925</sup> URBAN, *Minderheit*, p. 102-113.

<sup>1926</sup> Article (PDS) publié dans GB 89/8, p. 3.

La reconnaissance officielle n'a donc pas qu'une dimension symbolique, elle s'accompagnerait aussi de conséquences concrètes très précises qui changeraient réellement la vie des membres des cercles d'amitié allemande.

Lorsque sept des membres du cercle d'amitié sont élus au parlement polonais, il s'agit non seulement d'une victoire électorale, mais aussi et surtout d'une victoire sur le mensonge officiel du régime communiste qui ignorait la minorité. La conclusion de l'article exposant les résultats s'en réjouit :

« *Il y a de cela deux ans, le président de la République communiste Jaruzelski et le cardinal polono-catholique affirmaient à l'unisson : il n'y a pas d'Allemands en Haute-Silésie – ignorance ou mensonge !* »<sup>1927</sup>

Alors que les cercles d'amitié allemande se multiplient rapidement dans les régions où les Allemands sont les plus nombreux (Haute-Silésie), le Comté de Glatz reste d'abord à l'écart du mouvement et les Allemands qui y vivent peinent à se rassembler. En tant que président de la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.*, Peter Großpietsch est sollicité pour organiser la constitution de ce cercle, mais il montre une certaine réticence :

« (...) *dans de nombreux villages du Comté de Glatz (moins dans les villes) vivent des Allemands qui ignorent généralement tout les uns des autres. Vu les circonstances jusque-là, rien d'étonnant ! (...) C'est pourquoi la situation n'a rien de comparable avec celle de la Haute-Silésie. Inutile de souligner plus précisément qu'un tel appui ne peut se faire qu'avec la réserve qui est de mise et qui répond aux souhaits des Allemands qui vivent encore dans le Comté de Glatz. Ce qui pourrait s'avérer décisif, c'est que ce groupe de personnes soit intéressé par ce rassemblement.* »<sup>1928</sup>

Une telle prudence peut surprendre : si l'on comprend aisément les réserves concernant l'absence de connaissances des coordonnées des personnes susceptibles d'être intéressées, il est plus difficile de voir que Großpietsch veut d'abord s'assurer que les Allemands de la *Heimat* souhaitent réellement se rassembler dans une telle structure. Depuis des années, le *GB* clame que les Allemands de la *Heimat* sont privés de leurs droits élémentaires et qu'ils brûlent de pouvoir vivre leur germanité ensemble sans avoir besoin de se cacher. Or, c'est précisément le sens et le but de ces cercles d'amitié qui se créent que de donner la possibilité aux Allemands de s'affirmer en tant que tels dans un pays où ils appartiennent à une minorité ethnique.

Un long article fait le point sur la situation des Cercles d'amitié allemande en 1993. Lors des assises du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz, le président du Conseil central des cercles d'amitié allemande, Georg Brylka, fait un exposé dans lequel il revient d'abord sur les objectifs des cercles d'amitié allemande :

---

<sup>1927</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 91/12, p. 4.

<sup>1928</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 92/2, p. 3.

« Il a cité le maintien de l'identité allemande, la diffusion de la langue et de la culture allemandes, l'engagement pour le droit allemand, la représentation des demandes allemandes face aux Etats allemand et polonais. »<sup>1929</sup>

Les cercles sont aussi porteurs de revendications que le Conseil central a résumées dans un programme en seize points. La demande d'une loi sur les minorités, le refus des discriminations liées à la nationalité et les exigences d'ordre linguistique y figurent en bonne place. Comme souvent dans ce genre de cas, le *GB* montre aussi les mauvaises volontés qui se manifestent côté polonais face à ses initiatives allemandes :

« Malheureusement, ces initiatives sont souvent étouffées dans l'œuf. Selon Georg Brylka, la population allemande a peur de représailles lorsqu'elle adhère aux cercles ou lorsque l'existence de ces cercles est rendue publique. »<sup>1930</sup>

Finalement, le cercle de Glatz est créé le 18 septembre 1993. Peter Großpietsch raconte combien la naissance fut longue et quelles furent les difficultés, insistant sur la transformation que représentent pour les Allemands de la *Heimat* le passage de l'ombre à la lumière :

« Car ils avaient dorénavant conscience que c'était désormais fini de se cacher, de se taire, de fermer les yeux sur tous les signes de vie allemands. »<sup>1931</sup>

Dans son discours tenu à Glatz en cette occasion, Peter Großpietsch qui a coordonné le travail de création du Cercle revient longuement sur tous les droits que le Traité de bon voisinage signé entre la Pologne et la RFA donne à la minorité.

Großpietsch souligne que si seules 133 personnes figurent parmi les membres fondateurs du Cercle, bien d'autres personnes se sont manifestées pour signaler leur intention d'adhérer. L'importance de l'existence de Cercle pour les expulsés apparaît à la fin de l'éditorial lorsque Großpietsch souligne l'importance historique de cette création :

« Ainsi, le plus ancien lieu de Silésie attesté historiquement dont l'appartenance au droit allemand des villes est attesté à partir de 1275, compte de nouveau une association allemande. »<sup>1932</sup>

Avec le temps, les cercles d'amitié s'organisent et atteignent une taille respectable. Le *GB* annonce que près de 250 000 Allemands sont membres des cercles, et précise leur répartition géographique<sup>1933</sup>. Par ces chiffres, il s'agit de montrer que la présence d'une minorité allemande dans la *Heimat* est bien réelle et qu'elle ne se limite pas à la présence symbolique de quelques personnes. Surtout si l'on pense que tous les Allemands de la *Heimat* ne sont pas nécessairement membres d'un cercle. Comme les courts articles qui établissaient les chiffres des arrivées d'*Aussiedler* dans les années 1980, cet article montre que les cercles répondent à une véritable attente de la minorité allemande.

---

<sup>1929</sup> Article publié dans *GB* 93/6, p. 4.

<sup>1930</sup> Article publié dans *GB* 93/6, p. 4.

<sup>1931</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 93/11, p. 1-2.

<sup>1932</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 93/11, p. 1-2.

<sup>1933</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 99/9, p. 11.

Le dixième anniversaire de la création du DFK de Glatz offre à Großpietsch l'occasion de faire un bilan de son action. Outre que la cérémonie est marquée par de nombreux discours et mots de remerciements, on constate surtout qu'il ne reste que peu de place pour évoquer ce qui a été accompli, qui se limite à quelques lignes :

*« En dépit de nombreuses restrictions, d'un éternel manque de moyens et d'un environnement difficile, la direction est parvenue à rendre visite aux compatriotes âgés et malades et à s'occuper d'eux, à organiser des cérémonies et des fêtes, à être toujours ouverts et prêts au dialogue avec tout le monde, et aussi à transmettre la langue allemande à la jeune génération. »*<sup>1934</sup>

Les difficultés financières que rencontrent les DFK sont à mettre au compte de l'Allemagne qui réduit d'année en année ses subventions. Le *GB* souligne que l'obligation de secours aux Allemands se trouve pourtant dans la Loi fondamentale et que l'Allemagne manque ainsi à ses devoirs en ne donnant pas aux DFK les moyens financiers suffisants pour exercer leur activité<sup>1935</sup>. Il s'agit simplement de rappeler que les Allemands qui vivent en Pologne ne sont pas coupés du reste de la population allemande et qu'une solidarité (organisée par l'Etat) doit permettre au peuple allemand de conserver son unité, quel que soit l'endroit où vivent les Allemands. Les associations d'expulsés jouent un rôle important de soutien financier aux DFK<sup>1936</sup>.

Mais l'attachement des Allemands à la minorité de Pologne ne devrait pas se limiter à un soutien institutionnel de l'Etat, mais concerner aussi les individus et le nouveau bureau du DFK qui est élu en 2010 met l'accent sur le lien entre les personnes :

*« Tous les visiteurs de la Heimat devraient se faire un devoir de rechercher le contact avec les Allemands qui vivent ici et rendre visite au DFK de Glatz. (...) des cours d'allemand pour nos enfants sont indispensables, et la création d'une chorale est prévue également. Des spécialistes des créations sont disponibles au DFK. Entretenir et faire connaître le fond de chansons allemand et la culture en Silésie devrait être notre devoir. »*<sup>1937</sup>

Comme dans le bilan à l'occasion du dixième anniversaire, il se dégage clairement de ce compte rendu que les activités du DFK de Glatz sont bien modestes et loin des préoccupations politiques évoquées parfois par le *GB*. Si le journal est enclin à considérer les relations germano-polonaises à travers le prisme de la politique entre Etats, les Allemands de la minorité de Pologne sont bien loin de ces préoccupations et leurs activités au sein du DFK sont bien plus imprégnées par des soucis du quotidien comme le soutien aux personnes âgées. La dimension culturelle existe, mais elle se limite à la sauvegarde du patrimoine musical allemand de Silésie. La question de l'enseignement de l'allemand aux plus jeunes intéresse beaucoup les Allemands de la minorité, mais ils ne semblent pas exprimer de demandes particulières à l'Etat polonais mais plutôt décidés à prendre en main eux-mêmes leurs intérêts.

---

<sup>1934</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 03/11, p. 1-2.

<sup>1935</sup> Article (AGMO) publié dans *GB* 05/2, p. 12.

<sup>1936</sup> SALZBORN, *Heimatrecht*, p. 243-250.

<sup>1937</sup> Article publié dans *GB* 10/5, p. 5.

### III - Les revendications

#### *Les revendications générales*

Les revendications liées à la minorité de Silésie sont exprimées pour la première fois dans le *GB* dans une déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* qui établit une liste d'exigences posées à la Pologne pour garantir les droits de la minorité. Il s'agit d'une part de permettre aux Allemands de vivre pleinement et sans entraves leur germanité et de ne subir aucun préjudice social du fait de leur appartenance à une minorité nationale. La *Landsmannschaft Schlesien* exige :

« a) que les enfants allemands aillent dans des écoles germanophones, b) que la culture allemande orale, écrite et matérielle soit entretenue, c) que les messes et confessions en allemand soient autorisées ; »<sup>1938</sup>

Enseignement, culture et religion sont les trois éléments principaux qui marquent l'attachement à la germanité de la minorité allemande. Ces trois revendications sont purement linguistiques. Pour l'école, il s'agit de faire en sorte que les enfants continuent de parler l'allemand comme leur langue maternelle, utilisée dans la vie quotidienne et non pas limitée à un usage domestique. Dans un contexte polonais où baignent les enfants de la minorité, l'usage de l'allemand à l'école doit leur permettre de faire de leur langue maternelle une langue à part entière et non un instrument de discrimination. La sauvegarde de la culture passe avant tout par un usage de l'allemand, dans la mesure où ce n'est pas tant l'architecture ou des tableaux qui sont en danger, mais plutôt les inscriptions en allemand qui peuvent orner des bâtiments ou les tombes des cimetières allemands, c'est-à-dire tout ce qui peut rappeler visuellement et à tout un chacun (y compris à ceux qui ne s'intéressent pas aux origines polonaises ou allemandes d'une région) que des Allemands ont vécu dans la région pendant des siècles et ont contribué à façonner ce qu'elle est devenue au XXe siècle. Quant à l'usage de l'allemand dans les églises, il s'agit pour la minorité d'obtenir un droit à vivre leur foi en accord avec leurs origines, pour des personnes ayant depuis leur plus tendre enfance entendu et appris la messe en allemand.

Pour la partie concernant l'absence de préjudices liés à l'appartenance à la minorité, il s'agit d'une part pour les Allemands de pouvoir choisir et exercer librement un métier sans être mis à l'écart du fait de leur nationalité et d'autre part de pouvoir demander leur transfert vers la RFA sans avoir à subir de représailles en cas de refus ou dans l'attente du départ.

Dans une déclaration de la représentation régionale de Silésie, les revendications sont rassemblées sous le terme de « droits de l'homme élémentaires »<sup>1939</sup>. Cette dénomination va servir d'appellation générique pour recouvrir l'ensemble des droits dont sont privés les Allemands de Pologne, la liste n'étant pas toujours établie ou variant d'une déclaration à l'autre. Les revendications concernant les droits de la minorité sont le plus souvent exprimées dans des déclarations officielles des institutions représentatives des expulsés. Dans ce cas,

---

<sup>1938</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 72/7, p. 2.

<sup>1939</sup> « Elementare Menschenrechte » : éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 73/1, p. 1. On retrouve les mêmes revendications dans un article de Herbert Hupka publié dans *GB* 77/8, p. 1-2, dans un article du BdV publié dans *GB* 78/2, p. 2 ou dans un article (*GNK*) publié dans *GB* 84/2, p. 3.

elles prennent alors la forme suivante. Partant d'un événement de politique internationale ou d'un constat sur l'actualité :

« [Le Conseil des *Ostdeutsche Landsmannschaften* et des représentations régionales, L.P.] constate que le nombre d'Aussiedler en provenance de l'est de l'Allemagne au-delà de l'Oder et de la Neisse a atteint son plus bas niveau en 1974 (...). »<sup>1940</sup>

Il est ensuite rappelé sur quelles bases politiques ou juridiques s'appuient les revendications :  
« les obligations liées au Traité de Varsovie »<sup>1941</sup>

La situation actuelle est dénoncée et ses excès ne peuvent pas durer plus longtemps, une solution rapide est indispensable :

« proteste contre la concomitance des transferts et l'acceptation des exigences du gouvernement polonais se chiffrant en milliards »<sup>1942</sup>

Puis la déclaration se termine par l'énoncé de toutes les revendications, liste plus ou moins longue et détaillée, qu'elles soient adressées au gouvernement polonais ou au gouvernement fédéral comme intermédiaire auprès de son homologue polonais :

« enjoint instamment le gouvernement fédéral de s'engager pour les droits des Allemands dans la zone sous administration polonaise afin que les droits de l'homme élémentaires leur soient enfin accordés comme l'usage de leur langue maternelle allemande autorisé à l'école, dans le quotidien et à l'église. »<sup>1943</sup>

Cette trame est presque toujours la même et elle est utilisée par l'ensemble des institutions représentatives des expulsés<sup>1944</sup>.

Les hommes politiques qui protestent contre les conditions de vie de la minorité en Pologne le font sous une forme différente bien que le contenu soit à peu près identique. Lorsque des députés allemands du Parti Populaire Européen déposent une motion au parlement européen, ils exposent la situation telle qu'elle est et demandent que les ministres européens chargés de la coopération européenne interviennent pour que cessent cette situation et les tentatives de la Pologne de faire disparaître l'allemand à travers le fait que :

« - dans des régions rurales de Haute-Silésie où dans certaines zones il y a encore 80% d'Allemands, l'allemand ne peut pas être appris comme première ou deuxième langue vivante, - dans les zones peuplées à 70% d'Allemands du canton de Ratibor (Annaberg, Zablkau, Rudeswald, Benkowitz, Roschkau, Ratibor), on ne trouve pas de livres en allemand, - en règle générale, les registres d'état-civil n'enregistrent pas les prénoms allemands des nouveaux-nés mais à leur place des prénoms polonais non désirés par leurs parents, - la

---

<sup>1940</sup> Déclaration du Conseil des *Ostdeutsche Landsmannschaften* publiée dans GB 75/1, p. 5.

<sup>1941</sup> Déclaration du Conseil des *Ostdeutsche Landsmannschaften* publiée dans GB 75/1, p. 5.

<sup>1942</sup> Déclaration du Conseil des *Ostdeutsche Landsmannschaften* publiée dans GB 75/1, p. 5.

<sup>1943</sup> Déclaration du Conseil des *Ostdeutsche Landsmannschaften* publiée dans GB 75/1, p. 5.

<sup>1944</sup> Déclaration officielle du Congrès des *Landsmannschaften* et des représentations régionales publiée dans GB 76/1, p. 2 ; déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* et des représentations régionales publiée dans GB 76/5, p. 3 ; déclaration de la direction de la représentation régionale de Silésie publiée dans GB 74/4, p. 2 ; déclarations de la *Landsmannschaft Schlesien* publiées dans GB 86/6, p. 2 et GB 87/4, p. 3.

*plupart des personnes qui font une demande de transfert en RFA perdent leur emploi, sont soumis à d'interminables interrogatoires et souvent à des attaques quotidiennes. »*<sup>1945</sup>

Ce type d'article reprenant les mêmes revendications doit rappeler au lecteur comment vivent les Allemands de la minorité et lui montrer combien la vie dans la *Heimat* est devenue difficile. C'est à la fois pour informer et mieux montrer l'injustice sur laquelle repose le régime communiste polonais mais aussi pour que les lecteurs comprennent mieux ensuite les *Aussiedler* lorsque ceux-ci arrivent en RFA sans les connaissances linguistiques ou les habitudes culturelles des Allemands.

Après la réalisation de l'unité allemande et la perte définitive des territoires actée par les traités germano-polonais, le ton du *GB* à l'égard de la minorité allemande en Pologne change radicalement. Les représentants des expulsés se sont fait fort de défendre les droits de cette minorité et ils ont en partie perdu de vue leur devoir premier : la défense des intérêts des expulsés. La concurrence entre les expulsés pour faire valoir les droits de son propre groupe régional contre d'autres reprend de plus belle et les *Grafschafter* originaires de Basse-Silésie se considèrent comme des laissés-pour-compte face à la majorité de Hauts-Silésiens qui concentrent l'attention des représentants des expulsés :

*« Après la déclaration d'intention par les parlements allemands et la signature du traité frontalier, le BdV devrait maintenant nous dire clairement quels désirs nous pouvons encore avoir. Espérons que ce ne soit pas seulement la défense des droits du groupe de Haute-Silésie ! Il y a aussi des Bas-Silésiens, des Poméraniens, des Prussiens de l'est, des Allemands de Russie et de Roumanie, etc. Si nous autres Bas-Silésiens devons devenir une chorale, alors nous n'avons plus besoin de représentation parlementaire ou associative de nos intérêts. (...) M. Czaja, M. Hupka et M. Koschyk : outre le problème de minorité de Haute-Silésie, il doit bien y avoir d'autres questions qui occupent le BdV. Montrez-nous et dites-nous pour quelles perspectives d'avenir la BdV veut s'engager dans et hors des parlements. »*<sup>1946</sup>

Le BdV et son travail sont placés face à leurs responsabilités. L'unité allemande réalisée en 1990 est un échec cuisant pour les expulsés et leurs représentants. Le *GB* demande des comptes et s'interroge sur la pertinence des actions menées pour parvenir au recouvrement de territoires perdus après-guerre. Alors que les expulsés viennent de vivre leur plus grande désillusion depuis leur arrivée à l'ouest, ils ne sont pas encore prêts à s'engager dans la lutte pour les droits de la minorité qui vit dans la *Heimat*. Pourtant la lutte du BdV a du sens dans la mesure où la *Heimat* n'est plus allemande depuis un demi-siècle et que les Allemands qui y vivent encore sont les derniers témoins de l'apport culturel allemand à la région. C'est plus le dépit ou la frustration qui expliquent la colère de Gröger qu'un véritable renoncement à se battre pour les droits des Allemands. Pour un journal où le combat est la vraie raison d'être, il n'est pas imaginable que le *GB* abandonne son goût du combat et se cantonne dans un rôle de simple observateur de la vie culturelle ou de plate-forme pour organiser les rencontres entre

---

<sup>1945</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 84/3, p. 3.

<sup>1946</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/2, p. 1.

expulsés. Le *GB* se nourrit et vit du combat, et c'est pour cette raison qu'il va réussir à surmonter sa déception et reprendre la lutte.

Quant à la *Landsmannschaft Schlesien*, elle continue de porter ses revendications sous la forme d'une liste non exhaustive<sup>1947</sup> et amenée à s'enrichir des demandes de la minorité : les problèmes linguistiques ont (provisoirement) disparu puisque l'usage de l'allemand ou le choix de prénoms allemands pour les enfants ne posent plus aucun problème. Toutefois d'autres difficultés demeurent et une tradition longue de plusieurs décennies de mise à l'écart et de déclassement des Allemands ne se corrige pas en quelques semaines. Les droits de propriété, d'installation, de libre circulation se retrouvent au cœur de demandes, associés à de nouvelles demandes telles que la protection de l'environnement, le partenariat entre Allemands d'Allemagne et de Pologne ou encore l'entretien des monuments allemands, négligés jusqu'alors. La publication de cette déclaration dans le numéro suivant l'éditorial de Gröger contre la ligne stratégique suivie par le BdV montre bien que le journal n'abandonne pas les institutions représentatives des expulsés et qu'il continue au contraire de leur offrir une plate-forme d'expression. Mais peu de temps après, Gröger reprend ses attaques contre les associations d'expulsés et il se demande à nouveau si les expulsés ont réellement pour vocation de lutter pour garantir les droits de la minorité en Pologne :

*« Est-ce notre devoir de nous engager en faveur des Allemands restés volontairement ou non en Haute-Silésie ? Dans une société aux sentiments normaux, ce devrait être le besoin de chacun des membres de cette communauté que de s'engager. Mais que peut-on attendre d'une absence de culture politique qui dans un mouvement autodestructeur se jette sur les plus faibles pour les exclure et les diffamer. »*<sup>1948</sup>

On perçoit durant cette période un réel échange d'opinions entre d'une part les partisans d'un repli des expulsés sur leurs propres intérêts et d'autre part la continuité de la ligne des grandes associations représentatives des expulsés. Le fait que Herbert Gröger, rédacteur en chef du journal, soit un farouche défenseur d'une ligne et laisse le journal ouvert à la ligne opposée montre son esprit d'ouverture et sa volonté de ne pas enfermer le journal à des fins partisans et d'en faire un lieu de débat pour les expulsés.

Avec l'arrivée de Peter Großpietsch aux commandes du journal, la ligne choisie est clairement celle d'un engagement résolu en faveur des droits de la minorité et de la préservation de l'héritage culturel allemand à l'est. Dans un éditorial où il s'insurge contre les dégradations commises contre des biens appartenant à des Allemands (locaux d'une association d'amitié allemande ou monument d'Eichendorff), Großpietsch montre l'attitude de la majorité des citoyens allemands qu'il oppose à celle des expulsés :

*« Pour beaucoup de nos concitoyens, la relation des Allemands restés dans l'est allemand historique avec l'Etat polonais, ses institutions et ses représentants ainsi qu'avec le peuple polonais majoritaire ne constitue absolument pas un problème. C'est en tous cas comme cela que la majorité de notre peuple et visiblement aussi nos parlementaires voient les choses. Ce*

---

<sup>1947</sup> « Forderungskatalog », déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 91/3, p. 4.

<sup>1948</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/7, p. 2.

*sujet n'est tout simplement pas digne d'intérêt pour nos médias. (...) Le devoir de tous les Allemands de protéger le groupe ethnique allemand dans les anciennes provinces du Reich allemand est quasiment inexistant ! »*<sup>1949</sup>

Le « devoir de protéger » montre bien comment il considère la question de la minorité présente en Pologne : elle est l'affaire de tous les Allemands ! Il ne la limite donc pas aux seuls expulsés qui seraient ainsi les porte-parole de la minorité allemande. Sa conception de la nation fait que chacun de ses membres doit se sentir comptable du sort de ses semblables et témoigner de sa solidarité en toutes circonstances. A la fin de son éditorial, il fixe aussi ce que vont être les nouvelles revendications fortes des Allemands en faveur de la minorité dans la *Heimat* :

*« Que l'on pense seulement à l'absence d'égalité de traitement dans l'accès aux fonctions publiques, à l'absence de panneaux bilingues ou au silence répété sur par exemple le fait que des bâtiments représentatifs ont été reconstruits ou restaurés exclusivement grâce à l'argent des contribuables allemands. »*<sup>1950</sup>

C'est principalement autour de signes visibles de la présence allemande par le passé que s'articulent les nouvelles revendications portées par les expulsés en direction de la Pologne. Il faut d'une part que cessent les discriminations qui continuent d'exister et surtout que le passé allemand ne soit plus gommé et que ce qu'ont fait les Allemands dans le passé, mais aussi actuellement (restaurations de monuments) ne soit non seulement plus caché, mais qu'il soit même mis en valeur et souligné afin qu'éclate au grand jour le fait que les Allemands ont participé à la vie hors de leurs frontières orientales actuelles et qu'ils continuent de le faire.

### ***L'enseignement de l'allemand***

L'enseignement de l'allemand fait partie des revendications de la minorité depuis longtemps. Par solidarité, elle est portée également par les expulsés qui savent que si l'allemand n'est pas enseigné dans les écoles, le seul apprentissage à la maison ne suffira pas dans un environnement polonophone à garantir la survie de l'usage de l'allemand. Mais si la question des cours d'allemand fait souvent partie des sujets de controverse dans les déclarations officielles des institutions représentatives des expulsés, on constate qu'à partir de la transition vers la démocratie en 1989, la défense de cette question va perdre de son intensité et céder la place à un autre problème. En effet, l'Allemagne va se charger d'envoyer en Pologne des dizaines d'enseignants chargés de développer l'apprentissage de l'allemand. La fin de la dictature communiste va non seulement mettre fin à des discriminations et interdictions, mais elle va aussi offrir des perspectives nouvelles et en normalisant la relation de l'Etat polonais avec la minorité allemande, la démocratie permet aux Allemands de revendiquer un certain nombre de droits auxquels elle n'osait pas prétendre auparavant. Parmi ceux-ci figure le droit à demander le bilinguisme sur les panneaux situés à l'entrée des villes où vivent de nombreux Allemands<sup>1951</sup>. La lutte pour obtenir des panneaux d'agglomération bilingues va débiter dès 1990 et les expulsés vont se mobiliser pour venir en aide à leurs compatriotes de la *Heimat*.

---

<sup>1949</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/11, p. 1-3.

<sup>1950</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/11, p. 1-3.

<sup>1951</sup> URBAN, *Minderheit*, p. 152-156.

### ***Des panneaux bilingues***

La première fois que l'idée de panneaux d'agglomération bilingues est évoquée dans le *GB*, il semble que ce ne soit qu'une idée parmi d'autres, mais qui ne semble pas près de se réaliser. Peter Großpietsch en parle comme d'un progrès que la Pologne pourrait accomplir en vue de détendre les relations germano-polonaises et qui aurait des conséquences concrètes dans la vie des populations qui souffrent de trop grandes tracasseries administratives :

« *Et que dirait-on d'une signalisation germano-polonaise pour les panneaux d'agglomération que l'on attend depuis si longtemps ?* »<sup>1952</sup>

Apparaissant entre une demande de la baisse des coûts des visas et celle de voir des groupes de jeunes Allemands chargés de l'entretien des cimetières allemands de la *Heimat*, cette proposition n'apparaît pas immédiatement comme une demande expresse faite au gouvernement polonais. Herbert Gröger exprime lui aussi le vœu de voir des panneaux d'agglomération bilingues dans la *Heimat* tout en regrettant que l'Allemagne n'ait pas réussi à l'imposer à la Pologne :

« *Malgré la diplomatie du carnet de chèques et du renoncement M. Genscher n'est pas parvenu à imposer au moins le bilinguisme sur les panneaux d'agglomération dans les territoires allemands de l'est. (...) Peut-être que les nouveaux habitants de Polanica Zdrój comprendront que c'est une affaire très émotionnelle pour les voyageurs de la nostalgie que de voir sous le nom de **Polanica Zdrój** [en gras dans l'original, L.P.] également le nom originel de **Altheide Bad** [en gras dans l'original, L.P.] les saluer.* »<sup>1953</sup>

Comme souvent, les hommes politiques allemands et Genscher en particulier, sont tenus pour responsables de la situation en Pologne.

Le *GB* attend de ses lecteurs qu'ils s'engagent pour réclamer des panneaux bilingues :

« *D'une manière générale, les communautés de la Heimat devraient défendre cette revendication « sur place » avec tact bien sûr mais en permanence et le cas échéant avec insistance. On sait bien que côté allemand, on n'a pas réussi à imposer cette exigence, ou plutôt cette évidence, face aux partenaires polonais à l'occasion de la rédaction du traité de bon voisinage.* »<sup>1954</sup>

Sans que l'on puisse parler de menace ou de chantage, le *GB* exerce une sorte de pression sur la Pologne, motivé en cela par l'espoir que son attitude sera suivie par d'autres :

« *A l'avenir, nous n'utiliserons plus dans nos publications que les appellations allemandes pour les villes et cantons de notre Heimat et pour tout l'est allemand. (...) Si la République de Pologne finissait par accepter ce qui est demandé dans la lettre d'accompagnement à ce que l'on appelle les Traités de Pologne et à autoriser les panneaux bilingues dans les zones de*

---

<sup>1952</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 90/9, p. 2.

<sup>1953</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/11, p. 3. Argument repris dans l'éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/2, p. 1.

<sup>1954</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 92/3, p. 1.

*colonisation traditionnelles des Allemands, nous serons les premiers à suivre cet exemple. »*<sup>1955</sup>

Cette décision est annoncée comme la conséquence du refus polonais d'installer des panneaux d'agglomération bilingues. Pourtant, il faut reconnaître que le *GB* n'a jamais procédé autrement et que c'est l'usage depuis les origines que d'utiliser les noms allemands des villes de la *Heimat*. Il n'y a en fait aucun changement d'attitude. L'usage des noms allemands va de soi puisqu'à la fondation du journal, les noms allemands devaient surtout montrer que la *Heimat* restait allemande malgré le placement (qui ne pouvait être que provisoire) sous administration polonaise. Cet usage n'a jamais été modifié et les noms sont restés en allemand. C'est somme toute logique puisque des noms allemands existent et qu'ils correspondent à ceux que les expulsés, les lecteurs du journal, ont toujours connus et utilisés. Le passage à des noms polonais serait certainement déroutant pour les lecteurs. Les Allemands qui vivent dans la *Heimat* ont pu s'habituer au passage à des noms polonais parce qu'ils vivent sur place et que tout l'environnement a changé en devenant polonophone, mais pour les expulsés, pour qui le temps dans la *Heimat* s'est arrêté en 1945/1946, il est impossible d'envisager des noms polonais. Outre que cette décision mise en avant n'a pas grande valeur puisqu'on n'imagine pas que le gouvernement polonais en prenne jamais connaissance, elle n'est que symbolique puisque le jour où des panneaux d'agglomération bilingues seront installés, le *GB* ne changera absolument pas ses habitudes, preuve s'il en était besoin, que son choix n'est pas dicté par l'attitude du gouvernement de Varsovie.

Un article d'Herbert Gröger éclaire de façon très judicieuse le sens du combat pour les panneaux bilingues. La mention du fait que les *Grafschafter* soient perdus dans la *Heimat* et aient besoin d'une carte bilingue pour s'orienter ne suffit pas à expliquer pourquoi les expulsés tiennent tant à ces panneaux bilingues. C'est pourquoi Gröger tire le voile sur les vraies raisons de leur combat :

*« Les noms ne sont pas bruit et fumée – ils ont été marqués par nos ancêtres. Ils sont un héritage qui nous a été transmis. Ils sont une partie de notre histoire et de l'histoire de notre Heimat. Rien que pour cela, nous devons exiger de la Pologne politique qu'elle introduise des toponymes bilingues dans les territoires allemands à l'est. »*<sup>1956</sup>

Qu'en pensent les lecteurs ? Il est naturellement impossible de savoir ce que pensent les lecteurs, tant l'ensemble des lecteurs ne peut représenter autre chose que la somme de points de vue. Si Peter Großpietsch s'était réjoui peu auparavant que des lecteurs se plaignent de voir des villes allemandes utiliser les noms polonais de leur ville partenaire, Gröger rapporte lui que des lecteurs sont favorables à l'usage des noms polonais des villes de la *Heimat* :

*« Régulièrement, des gens, y compris des amis de la Heimat, demandent à la rédaction d'utiliser enfin les toponymes polonais ou au moins d'introduire des appellations de lieu*

---

<sup>1955</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 92/4, p. 3.

<sup>1956</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 92/11, p. 2.

*bilingues. Nous l'avons toujours refusé, y compris en nous appuyant sur des décrets du ministère de l'Intérieur. On nous a blâmés pour cela : attardés, anachroniques, etc.* »<sup>1957</sup>

Pour justifier son choix, Gröger utilise un argument très pertinent. Il fait référence à la politique mise en place par les nazis et consistant à slaviser les régions conquises, entre autres en donnant des noms germaniques à ceux dont le nom avait des consonances slaves trop marquées :

*« Nous avons été obligés par un gouvernement du Reich aveuglé par le nationalisme, à accepter une déslavisation, une germanisation des noms de lieu, y compris dans notre Heimat. Pischkowitz est devenu Schloßhübel, Tscherbeney Grenzeck et Labitsch Neißenfels, etc. Une honte, car pendant des siècles, les gens avaient vécu comme Allemands avec ces noms. »*<sup>1958</sup>

La référence au nazisme est intéressante, car elle permet d'abord de montrer que les expulsés se distancient nettement des nazis en indiquant qu'ils ont eu aussi à souffrir du nazisme. Les reproches cités précédemment sont souvent associés au terme de « revanchards » ou de « nazis » et Gröger montre bien qu'il ne se voit aucun point commun avec eux. En montrant que les Allemands ont eux aussi été les victimes du nazisme puisqu'ils ont dû accepter les changements qui touchaient l'identité séculaire de leur *Heimat*, il indique aussi que cela ne les a pas empêchés de vivre leur nationalité normalement. Et cette précision est une véritable pique dirigée contre les Polonais qui justifient les changements de nom par la préservation de leur identité.

Autre argument utilisé par les expulsés pour justifier l'usage de panneaux d'agglomération bilingues : les Allemands qui viennent en touristes ont du mal à se repérer dans leur *Heimat* car les noms leur font perdre leur sens de l'orientation :

*« Si la Pologne est toujours intéressée par les touristes allemands, elle ne pourra pas faire l'économie de panneaux d'agglomération bilingues. »*<sup>1959</sup>

L'argument touristique est évoqué plusieurs fois et il est en partie justifié car il est vrai que les Allemands sont nombreux à retourner sur les lieux de leur enfance ou pour les plus jeunes à partir à la découverte des origines de leurs parents ou grands-parents<sup>1960</sup>. Mais l'absence de panneaux bilingues constitue-t-elle vraiment un frein au développement touristique ?

*« On ne peut que conseiller aux Polonais de recourir au bilinguisme des panneaux dans les territoires concernés par l'expulsion, car, sans les expulsés qui arpentent continuellement ces territoires, le tourisme serait bien mal en point. Toute une branche de l'économie « survit » grâce à lui. Ce pourrait être une preuve de l'« esprit européen ». »*<sup>1961</sup>

---

<sup>1957</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB 92/11*, p. 2.

<sup>1958</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB 92/11*, p. 2.

<sup>1959</sup> Article publié dans *GB 92/11*, p. 5.

<sup>1960</sup> Selon une étude du Comité national du tourisme, 90% des touristes allemands qui viennent en Pologne relèvent de deux catégories : visite à des parents ou tourisme de la nostalgie. Cf. URBAN, *Minderheit*, p. 8.

<sup>1961</sup> Article de Heinrich Wodtke paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB 02/11*, p. 2.

Peter Großpietsch aussi défend cette idée que les touristes allemands représentent un potentiel économique suffisant pour faire basculer le point de vue des dirigeants polonais<sup>1962</sup>. Mais il sait aussi que les expulsés s'engagent dans une lutte qui est loin d'être gagnée d'avance car la population polonaise semble rétive à ce genre d'initiatives :

« Comme l'explique le journal libéral de Varsovie *Gazeta Wyborcza*, près de 80% des Polonais vivant en Haute-Silésie refusent catégoriquement les panneaux d'agglomération germano-polonais ainsi que l'usage de l'allemand comme langue administrative dans les zones mixtes. »<sup>1963</sup>

La nécessité d'utiliser des panneaux bilingues là où vivent les Allemands s'impose à la Pologne du fait du traitement que réservent d'autres Etats à d'autres minorités nationales :

« La Slovaquie autorise cela partout où la minorité hongroise représente 20% ou plus de la population. Et nous autres Allemands pouvons mentionner la Lusace, où partout où vivent les Sorabes, des panneaux bilingues sont de rigueur. »<sup>1964</sup>

Mais comme c'est le cas à chaque fois que des comparaisons internationales sont établies, le *GB* constate que les autres peuples sont mieux traités que les Allemands. C'est une constante dans le *GB* qui dénonce sans relâche le mauvais traitement réservé aux Allemands tandis qu'à situation comparable, les autres bénéficient de droits qui sont refusés aux Allemands :

« Lorsque peu de temps auparavant, la République de Pologne a été acceptée au Conseil de l'Europe, aucun homme politique allemand ou européen n'a soumis cette entrée à l'installation de panneaux d'agglomération bilingues dans les zones d'habitation du groupe ethnique des Allemands dans les territoires Oder-Neisse deux fois plus important. »<sup>1965</sup>

Pour le *GB*, il est important de montrer que les expulsés ne sont pas seuls dans leurs revendications et qu'ils peuvent compter sur l'appui d'hommes politiques. Le discours de Günther Beckstein devant les Silésiens lors de leur rassemblement national à Nuremberg en 1997 est reproduit en intégralité dans le *GB* et le paragraphe concernant les panneaux bilingues est imprimé en caractères gras, afin d'attirer l'attention du lecteur<sup>1966</sup>.

En 1999 alors que le gouvernement polonais semble prêt à adopter une loi sur les minorités qui va permettre aux Allemands d'obtenir des panneaux bilingues, le *GB* revient longuement sur les problèmes que posent les panneaux bilingues grâce à un article qui montre bien la complexité du problème. L'article insiste sur les deux noms allemands que peut porter une localité : le nom historique et celui donné par les nazis dans le cas où le nom historique avait une consonance trop peu germanique. Or, si la Pologne se montre prête à afficher les noms historiques, elle refuse catégoriquement d'utiliser les noms donnés dans les années 1930. Il est

---

<sup>1962</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 93/2, p. 1-2.

<sup>1963</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 95/5, p. 6.

<sup>1964</sup> Extrait d'un discours de Herbert Hupka publié dans *GB* 96/7, p. 9.

<sup>1965</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 96/9, p. 6. On retrouve les mêmes arguments dans un article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 97/9, p. 9.

<sup>1966</sup> Discours de Günther Beckstein publié dans *GB* 97/8, p. 1-6.

naturellement inacceptable pour la Pologne de revoir des noms liés à l'époque où la Pologne a souffert le martyre sous le nazisme.

Sans compter que la microtoponymie est largement sous influence allemande et qu'il n'existe souvent pas d'équivalent polonais pour un lieu connu sous son seul nom allemand. Dans ce cas, le bilinguisme n'a pas de sens car il supposerait la création artificielle de noms polonais.

L'auteur de l'article a mené une étude sur les rapports entre la minorité allemande et les noms de lieu allemands utilisés par la minorité :

*« L'étude a montré que dans 219 localités (83%) ce sont les nouvelles dénominations allemandes [national-socialistes, L.P.] qui se sont ancrées dans la population allemande tandis que dans les 45 localités restantes (17%), parmi lesquelles Szczedrzyk et Kandrzin, ce sont les noms historiques qui dominent. Ainsi, dans le cas d'un changement en-bloc vers les noms traditionnels, on utiliserait d'un point de vue administratif des dénominations qui ne sont plus connues de la population ; On se retrouverait dans une situation linguistiquement paradoxale : sur la base de ces réflexions, il resterait en Allemagne des changements de nom datant des années 1930 et aussi des noms de lieu chargés de l'idéologie de l'ancienne RDA. »*<sup>1967</sup>

Le choix du nom allemand d'une localité pose donc un problème aux autorités polonaises qui doivent tenir compte à la fois de l'usage historique et des aspirations de la minorité allemande qui ne connaît pas nécessairement l'histoire des noms des lieux où elle vit.

Lorsque la Pologne adopte enfin une loi sur les minorités, Damian Spielvogel en présente les grandes lignes dans un article où il explique dans quelles conditions une ville de Pologne peut installer des panneaux d'agglomération bilingues<sup>1968</sup>. L'article est très bien documenté et n'a pas la visée polémique de celui de Rudi Pawelka trois mois plus tôt<sup>1969</sup>.

Toutefois, lorsque c'est Bruno Kosak qui exprime ses doutes sur la mise en place des panneaux prévus par la loi, son statut de représentant élu au sein du parlement régional d'Opole rend son analyse crédible :

*« Je ne me fais aucune illusion en ce qui concerne la mise en place de la loi sur les minorités. Il se passera des mois, voire des années avant que nous ne puissions dire « Nous y sommes arrivés », surtout concernant les toponymes bilingues ou l'usage d'une langue auxiliaire dans les administrations polonaises. »*<sup>1970</sup>

En 2007, un article de Peter Großpietsch rend compte des avancées obtenues grâce à la loi sur les minorités qui permet désormais aux villes où les Allemands vivent en grand nombre de disposer de panneaux bilingues. Großpietsch fait un bref état des lieux sur les villes qui

---

<sup>1967</sup> Article de Jörg Horn (*Deutscher Ostdienst*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 99/1, p. 2-6.

<sup>1968</sup> Article de Damian Spielvogel publié dans *GB* 05/4, p. 5-6.

<sup>1969</sup> « La loi sur les minorités bonne à la poubelle » « Minderheitengesetz nur noch Makulatur », titre de l'article de Rudi Pawelka paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/1, p. 2.

<sup>1970</sup> Discours de Bruno Kosak publié dans *GB* 05/7-8, p. 1-6.

discutent actuellement de panneaux à installer et il parle d'une « évolution satisfaisante »<sup>1971</sup>. Le temps n'est plus à la polémique et la loi sur les minorités peut être considérée comme une victoire des expulsés et de la minorité allemande qui ont réussi à obtenir que soit reconnue la présence d'une minorité allemande en Pologne, ce qui renvoie nécessairement à la présence historique des Allemands dans ces territoires.

A partir de ce moment-là, la revendication ayant obtenu satisfaction, les articles vont faire état des changements intervenant dans la *Heimat*, au rythme des installations successives de panneaux d'agglomération bilingues<sup>1972</sup>. Une expression de dépit perce toutefois pour regretter que seules les villes où 20% de la population appartiennent à la minorité puissent installer de tels panneaux<sup>1973</sup>.

Les panneaux bilingues qui ont été installés dans le canton d'Opole ont été la cible d'attaques répétées, soit recouverts de peinture ou de croix gammées soit porteur d'insultes. Un article sur les nouveaux panneaux installés répète plusieurs fois que les porteurs du projet espèrent que ces panneaux ne seront pas vandalisés, mais l'article se conclut sur une note plus optimiste :

*« Il s'est alors plutôt agi de délinquance ordinaire que de manifestations ciblées contre la minorité allemande. »*<sup>1974</sup>

Enfin, l'exemple des panneaux bilingues est utilisé pour montrer que les Polonais sont capables d'évoluer, même si l'article qui le mentionne ne peut réprimer un coup de griffe en direction de la population polonaise :

*« Les panneaux bilingues dans les 12 cantons actuels sont un signe réjouissant. Quand on pense avec quelle hystérie les Polonais réagissent à Erika Steinbach, les toponymes allemands sont presque un petit miracle ! »*<sup>1975</sup>

### **La loi sur les minorités en Pologne**

Ce que les expulsés réclament depuis des années voire des décennies sous l'appellation générique « respect des droits de l'homme », c'est tout simplement un encadrement législatif constituant un canon des droits spécifiques que le gouvernement reconnaît à la minorité nationale et les mesures d'accompagnement qu'il entend prendre pour garantir la mise en pratique et les moyens qu'il met à disposition de la minorité pour parvenir à jouir de ces droits. Le GB relaie les appels lancés au gouvernement polonais à partir de 1992 pour qu'il adopte une loi spécifique consacrée à la place et au statut des minorités nationales vivant en Pologne. Herbert Czaja indique que cette demande n'a rien d'extravagant et il définit clairement l'attente du BdV à ce sujet :

*« Ce ne sont pas des privilèges disproportionnés qui sont attendus mais un catalogue de droits et de mesures de protection qui garantissent la pleine égalité de fait pour le*

---

<sup>1971</sup> « erfreuliche Entwicklung », article de Peter Großpietsch publié dans GB 07/4, p. 3.

<sup>1972</sup> Article (*Schlesisches Wochenblatt*) publié dans GB 08/4, p. 6 ; déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 08/5, p. 14.

<sup>1973</sup> Article publié dans GB 08/10, p. 6.

<sup>1974</sup> Article (*Schlesisches Wochenblatt*) publié dans GB 09/5, p. 8.

<sup>1975</sup> Article publié dans GB 10/3, p. 6.

*développement de la minorité telle que le peuple majoritaire et national la possède. Il s'agit de garanties pour imposer le développement complet et empêcher toute discrimination des minorités. »*<sup>1976</sup>

En insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas de « privilèges disproportionnés », Czaja veut souligner la légitimité de ses revendications.

Toutefois, il serait faux de penser que la chute du communisme et l'avènement de la démocratie en Pologne vont suffire à rendre possible la satisfaction de tous les désirs des expulsés. Ce qui était compris dans l'exigence du respect des droits de l'homme ce n'était pas seulement le droit au libre usage de la langue allemande, mais aussi des droits plus fondamentaux qui concernent, eux, les expulsés :

*« Malheureusement, toutes les exigences n'ont pas pu être satisfaites, comme le droit à la Heimat, la liberté d'installation ou le dédommagement pour l'injustice subie. Cela reste un devoir pour l'avenir. »*<sup>1977</sup>

« Les droits de l'homme » était donc une formule qui reprenait à la fois des exigences pour les expulsés et des revendications pour la minorité. Or, l'unité allemande a en quelque sorte clôt la question de l'expulsion et toutes ses conséquences si bien qu'il ne reste plus que la situation de la minorité qui reste pour la Pologne une question à régler et sur le sort de laquelle elle accepte de se pencher pour trouver une solution lui permettant de préserver son identité.

Un article d'un représentant de la minorité allemande au *Sejm* montre que les revendications des minorités ne sont pas toujours bien comprises mais aussi que l'interprétation qui s'en suit est elle aussi outrancière. Lors d'un débat parlementaire sur l'audiovisuel, celui-ci demande qu'une heure de programme soit chaque jour consacrée sur les chaînes régionales aux minorités concernées. Sa proposition est rejetée par le parlement polonais :

*« Le parlement polonais s'est ainsi présenté comme un farouche adversaire de l'octroi de droits identiques à tous les citoyens du pays ! Mais aussi comme un Sejm nationaliste où les minorités nationales n'ont malheureusement rien à espérer. »*<sup>1978</sup>

Dix ans plus tard, la loi sur les minorités n'a toujours pas vu le jour et les représentants de la minorité allemande commencent à trouver le temps long :

*« Malheureusement, nos efforts en faveur de l'adoption d'une loi sur les minorités nationales en Pologne sont restés vains. Le projet de loi a été remis dans le tiroir à Varsovie. Nous espérons bien sûr avoir le soutien du côté allemand pour que les droits de notre groupe ethnique soient reconnus le plus rapidement possible ainsi que le prévoit le Traité d'amitié germano-polonais de 1991. »*<sup>1979</sup>

---

<sup>1976</sup> Déclaration de Herbert Czaja publiée dans GB 92/4, p. 5.

<sup>1977</sup> Article de Heinrich Windelen paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 92/8, p. 2-6.

<sup>1978</sup> Article publié dans GB 92/12, p. 3.

<sup>1979</sup> Discours de Bruno Kosak publié dans GB 03/9, p. 1-2.

Les revendications reprennent de la vigueur car dix ans sont passés sans qu'aucune loi ne favorise la minorité. Un voyage des instances dirigeantes de la *Landsmannschaft Schlesien* en Silésie donne l'occasion de retrouver le contact avec la minorité et de se faire à nouveau son porte-parole en Allemagne. Rudi Pawelka souligne combien les Allemands de Pologne sont déçus de l'évolution politique qui ne leur a pas apporté les changements tant attendus :

« *On voit finalement combien la situation des Allemands est critique dans de nombreux domaines. Cela concerne l'enseignement de l'allemand, le soutien aux problèmes culturels ainsi que l'affirmation de soi. Il manque toujours une loi sur les minorités qui règle l'usage de la langue tant dans son usage administratif que pour les panneaux d'agglomération. Le droit de vote, en particulier concernant la Voïvodie de Silésie pénalise les Allemands. Le recensement a montré à quel point beaucoup craignent encore l'idée de se revendiquer allemands.* »<sup>1980</sup>

Pour les représentants des expulsés, l'exaspération est à son comble treize ans après la signature du Traité d'amitié germano-polonais et alors même que la constitution polonaise prévoit que les minorités nationales bénéficient d'une protection particulière<sup>1981</sup>.

Et quand enfin une loi est en préparation et qu'elle passe par les différentes étapes du processus législatif, subissant chaque fois des modifications sur certains points, Herbert Hupka laisse éclater sa colère devant le projet adopté en première lecture par le *Sejm* :

« *La loi sur les minorités adoptée par le Sejm le 4 novembre 2004 n'est pas une loi pour les minorités, mais une loi contre les minorités. (...) Cette loi est la pire loi pour les minorités au sein de l'Union européenne.* »<sup>1982</sup>

L'article que Damian Spielvogel consacre ensuite à la loi telle qu'elle a définitivement été adoptée prouve que le projet retenu en novembre 2004 était encore loin de ce qu'il deviendra en janvier 2005<sup>1983</sup>. Si l'on peut très bien comprendre que le président de la *Landsmannschaft Schlesien* ait souhaité tirer la sonnette d'alarme devant les insuffisances flagrantes de la loi, il est tout de même regrettable que dans son article, Hupka n'ait pas précisé qu'il ne s'agissait pas de la forme définitive du texte. Il aurait été plus juste de dénoncer avec la même virulence l'état du texte à ce moment-là tout en formulant l'espoir de voir le texte amélioré par la suite. Parmi les avancées principales obtenues par la minorité, Damian Spielvogel retient principalement l'introduction de panneaux bilingues dans les cantons où 20% de la population déclare son appartenance à une minorité ainsi que l'usage de la langue de cette minorité dans ses échanges avec l'administration.

On pourrait penser qu'avec l'adoption de la loi, les revendications liées à la minorité allemande vivant dans la *Heimat* ne vont plus avoir de raison d'être et que le *GB* va abandonner ce sujet, mais il n'en est rien. L'existence de la loi n'est en fait qu'un premier pas vers une amélioration des conditions de vie des Allemands de Pologne. Reste à mettre en

---

<sup>1980</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans *GB* 03/12, p. 9.

<sup>1981</sup> Déclaration du BvD publiée dans *GB* 04/6, p. 3.

<sup>1982</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/2, p. 2.

<sup>1983</sup> Article de Damian Spielvogel publié dans *GB* 05/4, p. 5-6.

place ce qui est prévu par la loi. En l'occurrence, cette mise en place est longue et les autorités administratives polonaises traînent les pieds et retardent autant que possible les changements. Dans son numéro de mars 2005, le *GB* relate les énormes difficultés auxquelles font face les parents d'élèves d'une école primaire située dans un quartier de Ratibor où vivent majoritairement des Allemands qui souhaitent transformer l'école en une véritable école bilingue. Le maire de la ville multiplie les stratagèmes destinés à faire échouer l'entreprise. C'est seulement grâce à la ténacité des parents d'élèves, au soutien de l'AGMO et à l'engagement du DFK local que l'école finira par prendre les formes voulues par les représentants de la minorité. L'article qui occupe toute une page (fait inhabituel) cite longuement le Traité d'amitié germano-polonais pour montrer que le vœu d'une école bilingue correspond à ce que les dirigeants politiques avaient décidé en commun en 1991. La conclusion de l'article est très pessimiste sur l'avenir des relations germano-polonaises :

*« Quand on jette un œil sur les publications concernant la politique polonaise à l'égard des minorités à l'époque suivant la division de la Haute-Silésie à la fin de la Première Guerre mondiale et qu'on connaît l'histoire polonaise de l'après-guerre, on sait que les lois et les réglementations sur la protection des minorités n'ont jamais été prises au sérieux par les Polonais et encore moins respectées, et qu'à part lors d'interventions allemandes à la fin de la Première Guerre mondiale il n'y a quasiment pas eu de remontrances, y compris de la part des puissances alliées. Les parallèles sont effrayants. Il est plus que temps pour le gouvernement fédéral de procéder à des réactions conséquentes, ne serait-ce qu'en raison du respect dû au traité germano-polonais (1991). »*<sup>1984</sup>

Dans le numéro suivant, l'AGMO publie à nouveau un long article sur la situation de la minorité allemande en Pologne et constate que le Traité germano-polonais d'une durée de cinq ans est reconduit tacitement faute de nouvelles négociations alors que les effets bénéfiques du premier pour les Allemands de Pologne sont loin d'être évidents. La conclusion de l'article porte un regard sans concessions sur les réelles avancées permises par le traité germano-polonais :

*« Depuis la signature du traité, il y a désormais une loi polonaise sur les minorités considérée par beaucoup comme insuffisante, un décret sur l'éducation, un décret qui permet les panneaux de signalisation bilingue et l'usage de l'allemand comme langue d'appoint – mais il n'y a pourtant pas grand-chose qui a changé pour les Allemands dans les territoires Oder-Neisse. La polonisation rampante des Allemands se poursuit. La génération de ceux qui ont encore fréquenté les écoles allemandes est en forte diminution. »*<sup>1985</sup>

Le simple fait que le *GB* mentionne la reconduction tacite du traité germano-polonais suffit à montrer toute l'attention qu'il porte à la minorité allemande de Pologne car le traité appartient alors au passé et nul ne songe à le remettre en cause. Or, le *GB* qui est toujours dans l'attente du règlement de questions liées aux propriétés ou aux biens perdus durant l'expulsion souhaiterait que celles-ci soient enfin prises en compte par les dirigeants politiques des deux pays.

---

<sup>1984</sup> Article (AGMO) publié dans *GB* 06/3, p. 9.

<sup>1985</sup> Article (AGMO-intern) publié dans *GB* 06/4, p. 8.

L'AGMO poursuit son travail de réveil des consciences et informe les lecteurs du *GB* sur les problèmes que pose la loi polonaise sur les minorités à l'occasion du premier anniversaire de son entrée en vigueur. Les avancées concrètes qu'il laissait entrevoir sont en fait assorties de telles restrictions que la mise en place de changements apparaît bien compliquée. Un long article fait le point sur les difficultés par exemple pour connaître l'importance numérique de la minorité alors que lors du recensement certains se sont déclarés « Silésiens » ou que d'autres sont considérés comme polonais parce qu'ils ont indiqué que leur langue maternelle était (souvent bien malgré eux) le polonais. L'AGMO appelle les Allemands de la minorité et les DFK locaux à se mobiliser pour obtenir des avancées politiques :

*« Cela ne suffit pas lorsque les expulsés et leurs descendants observent et critiquent « de l'extérieur » le scénario. Les hommes politiques d'Allemagne sont désormais appelés eux aussi à entendre les appels aux secours et à proscrire cette forme d'atteinte aux droits de l'homme. »*<sup>1986</sup>

On peut alors s'interroger sur le rôle que jouent réellement les expulsés. Sont-ils en phase avec la population allemande de Pologne ou bien défendent-ils un idéal qui ne correspond plus à la réalité contemporaine ? Tant que les Allemands vivaient sous la dictature communiste, il n'y avait aucun doute que les expulsés devaient parler à leur place parce que la minorité de Pologne n'avait aucun moyen de faire entendre sa voix. Désormais et alors que la démocratie s'est installée, que les Allemands ont la possibilité d'élire démocratiquement des représentants dans les instances politiques du pays, on peut se demander si les expulsés et leurs descendants connaissent et comprennent vraiment la situation de la minorité en Pologne et si ces aspirations réelles ne sont pas en décalage avec les revendications portées par la presse des expulsés. Il suffit d'observer la baisse continue du nombre de représentants de la minorité allemande au *Sejm* et au Sénat pour constater que les Allemands ne votent pas seulement en fonction de leur appartenance ethnique mais aussi selon leurs convictions politiques et que la défense des intérêts spécifiques de leur groupe ethnique ne figure pas forcément en tête de leurs préoccupations.

La discrimination dont les Allemands peuvent se sentir les victimes est aussi perceptible à travers le soutien financier dont bénéficient les minorités. Les Allemands sont de loin la minorité ethnique la plus importante de Pologne et elle est pourtant celle qui bénéficie des plus modestes subventions de la part du ministère de l'Intérieur polonais. Les minorités biélorusse et ukrainienne bien moins importantes numériquement perçoivent des fonds respectivement deux et trois fois plus élevés :

*« Et ce n'est pas étonnant que dans les commentaires parus en Haute-Silésie on ait pu entendre unanimement : « Attaque contre la minorité allemande [en gras dans l'original, L.P.] ». »*<sup>1987</sup>

---

<sup>1986</sup> Article (AGMO) publié dans *GB* 06/8, p. 13-14.

<sup>1987</sup> Article (*Schlesisches Wochenblatt*) publié dans *GB* 08/4, p. 6.

Les chiffres publiés dans le tableau accompagnant l'article montrent avec éclat que la minorité allemande est effectivement la moins bien lotie de tous les groupes ethniques vivant en Pologne et que les écarts sont considérables. Toutefois, il convient de s'interroger sur les besoins réels de chacun des groupes. Si les Allemands sont nombreux, il ne faut pas oublier que la minorité (quoi qu'en disent les expulsés) bénéficie du soutien diplomatique et financier de l'Allemagne. Or, les autres groupes n'ont peut-être pas tous leur pays d'origine ethnique pour soutien et la situation financière de ces pays ne leur permet peut-être pas de les aider autant que cela serait nécessaire. Ainsi, si les Roms sont moins nombreux que les Allemands, il est certain qu'ils ont plus besoin que les Allemands du soutien financier de l'Etat polonais.

#### **IV - la politique allemande**

##### ***L'incompétence des hommes politiques allemands***

Dans l'intérêt qu'il porte à la minorité vivant en Pologne, on constate que le *GB* regrette de voir les seuls expulsés s'intéresser à leurs compatriotes vivant hors des frontières allemandes. Les hommes politiques dans leur ensemble (qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition) sont accusés soit de ne pas respecter leurs obligations de porter secours et assistance à tous les Allemands, où qu'ils vivent, soit encore de ne pas être à la hauteur de la tâche qui leur incombe. Ce reproche qui confine parfois au rejet pur et simple de la classe politique procède du même rejet que celui dont les hommes politiques sont victimes dans le *GB* à partir du début des années 1970. A mesure que le temps passe et que les dirigeants ouest-allemands se montrent incapables de résoudre les problèmes internationaux dans le sens voulu par les expulsés, le *GB* se distancie de plus en plus clairement de l'ensemble de la classe politique jusqu'à n'avoir plus que dédain et mépris pour les dirigeants les plus en vue.

La question de la minorité allemande n'échappe pas à ce traitement par les hommes politiques à qui le *GB* reproche à intervalles réguliers de ne pas avoir su protéger et défendre la minorité contre les atteintes aux droits de l'homme dont elle a été la victime ni n'avoir su imposer des conditions de vie acceptables. Tant que le communisme était au pouvoir en Pologne le sort des Allemands de Pologne était intimement lié à l'état des relations diplomatiques germano-polonaises. A partir du moment où un régime démocratique s'est installé en Pologne, les dirigeants allemands peuvent parler beaucoup plus librement avec les dirigeants polonais, les discussions n'étant plus entravées par l'antagonisme lié à la guerre froide.

Dans un discours devant le Groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz en avril 1993, Georg Brylka, président du Conseil central des cercles d'amitié allemands, évoque la situation des Allemands de la *Heimat* et leurs attentes vis-à-vis de l'Allemagne, de sa population et de ses représentants politiques. Il montre surtout l'absence d'évolution de la situation des Allemands de la *Heimat*. Quant à la relation avec l'Allemagne, le constat est sévère :

*« Il est honteux que lors du vote sur les traités avec la Pologne seul un petit nombre de députés aient eu le courage de voter contre les traités ou de s'abstenir. D'une manière générale, les Allemands de Haute-Silésie se sentent trahis ou vendus. (...) G. Brylka a constaté avec déception que le gouvernement fédéral aussi est maintenant en train de poloniser les Allemands de Haute-Silésie. Le comble du « soutien » par les autorités*

*allemandes est apparu avec le récit d'une anecdote. En effet, lorsqu'un Allemand a téléphoné au consulat allemand de Breslau, on lui a répondu : « Ici, on parle polonais ! » »<sup>1988</sup>*

Cette dernière anecdote illustre tout à fait le sentiment d'abandon ressenti par la minorité allemande telle que l'indique régulièrement le *GB*. Les hommes politiques allemands sont présentés comme des personnes faibles de caractère, n'ayant d'autre souci que de plaire à leurs interlocuteurs polonais et prêts à toutes les concessions pour cela, y compris à aller au-delà de ce que l'on attend d'eux.

Il ressort de cet article un encouragement en direction des expulsés à s'engager activement dans le soutien à la cause des Allemands de la *Heimat* qui ont besoin de toutes les bonnes volontés. Le *GB* demande ainsi indirectement à ses lecteurs de se manifester lors de rencontres d'expulsés pour venir en aide aux Allemands de la *Heimat* et de faire pression sur leur député afin que le gouvernement allemand fasse plus d'efforts pour aider la minorité de Pologne :

*« Sans l'octroi de larges droits de groupes ethniques et d'autogestion, la minorité allemande pourra difficilement s'imposer sur la durée face à la majorité polonaise. C'est là-dessus que l'on semble miser à Varsovie tandis que le gouvernement fédéral allemand regarde. »<sup>1989</sup>*

Dans un discours prononcé devant la Fondation Konrad Adenauer, Peter Großpietsch revient sur les relations entre minorité de Pologne et personnel politique en Allemagne :

*« Voilà que le groupe ethnique allemand célèbre ses dix ans d'existence, pourtant ni le chancelier, ni le président fédéral ou même un ministre ne font leur apparition. Étonnamment, le président de la République polonais flanqué de son ministre-président font leur apparition à cette occasion. Comment le groupe ethnique allemand peut-il enfin devenir libre et conscient de lui alors que la solidarité qui est si importante et évidente pour d'autres nations n'est toujours pas de mise ? »<sup>1990</sup>*

Quelle meilleure illustration pour le désintérêt des responsables politiques allemands que l'absence de représentation officielle de l'Allemagne pour assister à la célébration de l'anniversaire de l'organisation de la minorité allemande de Pologne ? Toutefois, dans sa volonté de montrer combien les politiques allemands ne sont pas à la hauteur de leur tâche, Großpietsch montre que même les dirigeants politiques polonais montrent plus d'intérêt pour la minorité allemande. Mais la présence des deux plus hauts dirigeants polonais aux cérémonies organisées pour la minorité allemande ne correspond pas du tout à ce que le *GB* décrit habituellement de la situation des Allemands de Pologne qui passent pour une minorité opprimée dont l'existence sans plus être niée est à tout le moins considérée comme un détail ; C'est pourtant une marque d'estime de taille que la délégation du président de la République et de son premier ministre.

---

<sup>1988</sup> Article publié dans *GB* 93/6, p. 4.

<sup>1989</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 96/9, p. 6.

<sup>1990</sup> Discours de Peter Großpietsch publié dans *GB* 04/7-8, p. 1-7.

Dans l'article où Herbert Hupka s'inquiète du futur contenu de la loi sur les minorités que le parlement polonais s'apprête à adopter, il s'insurge contre l'absence de réaction officielle côté allemand contre ce projet qui ne va pas du tout dans le bon sens. Le chancelier Schröder dont il moque le goût immodéré pour les médias s'abstient de prendre la parole pour défendre la minorité :

*« Protestation orale, des consultations entre les deux gouvernements, un chancelier parlant au nom du gouvernement ou au moins le ministre des Affaires étrangères – rien de tout cela sinon le silence, un silence coupable. Les Allemands, c'est-à-dire concrètement les Allemands qui vivent de l'autre côté de l'Oder et de la Neisse et leur existence sous souveraineté polonaise n'intéressent pas. (...) mais ce gouvernement fédéral ne veut absolument pas être l'avocat des intérêts allemands et il laisse les Allemands seuls, vivre sous la nouvelle loi anti-minorités. Le chancelier, habituellement si loquace, se tait alors qu'il devrait être avocat. »*<sup>1991</sup>

Pour Hupka, les choses sont claires : si la législation polonaise n'est pas satisfaisante pour la minorité allemande et ne répond pas à ses attentes, c'est la faute des hommes politiques allemands qui n'ont pas su ou pas voulu intercéder en faveur des Allemands de Pologne alors que la Loi fondamentale allemande les y oblige comme Hupka le rappelle. La classe politique échoue à défendre les Allemands vivant hors des frontières allemandes comme elle devrait le faire.

### ***L'orientation nationale de la population polonaise***

Si la minorité allemande n'est pas suffisamment bien protégée en Pologne, c'est selon le *GB* en grande partie à la classe politique d'Allemagne qu'elle le doit. Selon le journal, les hommes politiques allemands ne font pas suffisamment preuve de leur attachement à la nation et ils n'ont pas des sentiments nationaux aussi forts que ceux qui s'expriment dans d'autres pays. Dans l'appel qu'il lance pour qu'une loi sur les minorités soit adoptée en Pologne, Herbert Czaja renvoie à la situation vécue par la minorité polonaise de Lituanie. Dans ce pays vit une importante population polonaise, dont le destin est similaire en bien des points à celle des Allemands de Pologne puisqu'une majorité de Polonais vivaient sur la partie du territoire polonais cédée à l'URSS à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup de Polonais ont été déplacés vers ce qui restait du territoire polonais (et en partie vers les territoires gagnés à l'ouest, c'est-à-dire les territoires perdus par l'Allemagne). Ceux qui ont pu rester se sont retrouvés dans la position d'une minorité nationale vivant parmi les Lituaniens<sup>1992</sup>. Or, la Pologne s'est engagée avec plus de fermeté que l'Allemagne pour que la minorité polonaise d'Ukraine ou de Lituanie jouisse de droits spécifiques afin de garantir le maintien de son identité propre. C'est ce que rappelle Czaja en indiquant que les droits doivent être les mêmes pour tous :

***« On ne peut pas offrir moins aux Allemands de Pologne que ce que l'on exige pour sa propre minorité polonaise, comme par exemple en Lituanie. [en gras dans l'original, L.P.] »***<sup>1993</sup>

<sup>1991</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/2, p. 2.

<sup>1992</sup> URBAN, *Minderheit*, p. 156-164.

<sup>1993</sup> Déclaration de Herbert Czaja publiée dans *GB* 92/4, p. 5.

Herbert Gröger montre lui aussi que la Pologne tient un double discours face à la question des minorités nationales :

« *Dans le même temps, la ministre-présidente ne veut rien savoir des droits des minorités garantis par la constitution alors qu'on les revendique pour les minorités polonaises de Lituanie par exemple.* »<sup>1994</sup>

L'exemple des écoles bilingues illustre parfaitement le décalage qui existe entre le soutien à la minorité polonaise de Lituanie et celui à la minorité allemande de Pologne :

« *A ce jour, il existe déjà 126 écoles ou classes polonaises dans des écoles lituaniennes où plus de 12 000 enfants polonais reçoivent un enseignement dans toutes les matières dans leur langue maternelle. A titre de comparaison : en République de Pologne, il y a une seule école allemande à Varsovie, principalement pour les enfants d'Allemands qui résident dans la capitale polonaise pour des raisons professionnelles.* »<sup>1995</sup>

Peter Großpietsch ne manque pas lui non plus d'évoquer le problème. Il s'interroge sur les raisons de cette différence de situation alors que les deux minorités sont dans une situation de départ assez semblable :

« *Pourquoi cela est-il possible ? La diplomatie polonaise disposerait-elle de plus de force de persuasion ? Le service du peuple et de la patrie n'est-il pas pour les bureaux diplomatiques allemands un but de l'Etat ?* »<sup>1996</sup>

Helmut Sauer s'appuie lui aussi sur l'exemple polonais pour exiger que l'Allemagne se montre à la hauteur du défi et qu'elle satisfasse les besoins de la minorité de Pologne. Dans un article de 1996, il commence par faire l'éloge des efforts entrepris par la Pologne pour sa propre minorité de Biélorussie. Il espère que les Allemands de la *Heimat* vont pouvoir bénéficier des mêmes possibilités :

« *Le gouvernement polonais et la société polonaise connaissent exactement leurs objectifs pour leurs compatriotes du groupe ethnique de Biélorussie et surtout de Lituanie. Le gouvernement et la société essaient sans relâche d'imposer des droits de groupe ethnique pour leurs compatriotes depuis Varsovie. Où y-a-t-il quelque chose de comparable pour les responsables allemands au sein du gouvernement, du Bundestag, des partis et de la vie culturelle ?* »<sup>1997</sup>

On constate que la comparaison est largement favorable aux Polonais et que les Allemands sont invités à se mobiliser pour obtenir les mêmes résultats que les Polonais. Surtout, on remarque qu'avec ce parlementaire, et sans qu'il ne nie sa part de responsabilité, l'accent est mis sur le rôle de la société dans son ensemble et non sur le rôle exclusif de la classe politique. Il est clair pour lui que le monde politique ne peut pas tout et que sans un engagement fort de la société dans son ensemble, les choses ne changeront pas suffisamment

---

<sup>1994</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/10, p. 1-7.

<sup>1995</sup> Article (*Bunzlauer Heimatzeitung*) publié dans *GB* 95/5, p. 7.

<sup>1996</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/11, p. 1-3.

<sup>1997</sup> Article de Helmut Sauer publié dans *GB* 96/7, p. 9.

vite et fort. En cela, Helmut Sauer se distingue des rédacteurs du *GB* qui soulignent volontiers l'incompétence ou le manque de volonté des hommes politiques allemands.

Le *Schlesische Nachrichten* n'est pas en reste pour tancer le gouvernement allemand bien inactif en comparaison de celui de Varsovie :

« *Il y a dans l'engagement énergique du gouvernement polonais en faveur de la minorité polonaise en Lituanie matière à prendre exemple pour le gouvernement fédéral dans son engagement pour le groupe ethnique en Pologne.* »<sup>1998</sup>

Herbert Hupka prend aussi l'exemple de l'engagement fort de la Pologne en faveur de la minorité polonaise de Lituanie pour montrer la faible activité déployée par l'Allemagne dans un cas similaire :

« *Lorsque le président de la République polonais séjourne en Lituanie, c'est une évidence pour lui et pour la Pologne de mener des discussions avec la minorité polonaise et en sa faveur.* »<sup>1999</sup>

Mais l'exemple polonais, comme dans le cas de l'article d'Helmut Sauer, est aussi utilisé pour rappeler les Allemands à leurs devoirs, et chose étonnante dans un article de Peter Großpietsch en 2008, ce sont les Allemands de la minorité eux-mêmes qui sont pris à partie. L'article concerne un DFK nouvellement créé, dont la toute jeune présidente espère que les membres ne vont pas adhérer uniquement dans l'espoir d'en retirer des avantages concrets :

« *Ce que je souhaiterais changer, c'est l'état d'esprit des gens. Car il y a un énorme potentiel caché dans la minorité. Seulement, beaucoup de gens ne sont malheureusement dans les DFK que parce qu'ils espèrent en retirer des avantages matériels concrets* », dit la présidente. *Il n'en va pas de même pour les minorités polonaises dans les pays de l'ancien bloc de l'est. Là-bas, poursuit-elle, c'est une question de prestige que d'appartenir à la minorité polonaise.* »<sup>2000</sup>

On retrouve dans cette déclaration le ton sentencieux d'Alois Bartsch qui invitait les expulsés à ne pas considérer les rencontres d'expulsés comme de simples lieux de retrouvailles mais à bien peser le poids politique et moral de ces rencontres.

L'exemple polonais devient même le modèle pour porter les revendications des expulsés :

« *Tant qu'il n'y aura pas d'écoles maternelles et primaires allemandes réparties dans toutes les zones d'habitation des Allemands de la République de Pologne, semblables aux établissements scolaires polonais (environ 150 écoles) de Lituanie, il faudra que ce sujet soit mis à l'ordre du jour des consultations gouvernementales germano-polonaises.* »<sup>2001</sup>

---

<sup>1998</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 97/9, p. 9.

<sup>1999</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/2, p. 2.

<sup>2000</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 08/2, p. 6.

<sup>2001</sup> Article (AGMO-Intern) publié dans *GB* 09/9, p. 7 et dans *GB* 09/10, p. 9.

### ***La discrimination continue après 1989***

Après 1989, la situation des Allemands de Pologne s'est considérablement améliorée. Toutefois, certains problèmes demeurent tandis que des sujets deviennent l'objet de revendication de la part des expulsés. Soucieux de laisser des traces de la vie des Allemands dans la *Heimat*, le *GB* recherche les indices de leur présence et il exige entre autres que les monuments et autres édifices historiques s'accompagnent de plaques ou informations rédigées tant en polonais qu'en allemand afin que les visiteurs bénéficient des mêmes informations que les Polonais, et qu'ils prennent connaissance de ce que les Polonais disent du passé de la région. Dans un discours prononcé devant la fondation Adenauer, Peter Großpietsch rend compte d'un voyage qu'il a effectué dans la *Heimat* :

*« Sur l'Annaberg, la montagne sainte de Haute-Silésie, on trouve à peine la trace d'écrits en allemand. Naturellement, l'appel à la générosité est rédigé en allemand de façon très visible. Le monument nationaliste polonais au pied de l'Annaberg qui insulte de la pire des manières les Corps-francs allemands, et même tous les Allemands, comme s'il n'y avait pas eu de tournant politique dans l'ex-bloc de l'est. »*<sup>2002</sup>

L'essentiel du reproche formulé ici repose sur l'oubli volontaire dont les Allemands sont les victimes. De manière assez cynique, Großpietsch rappelle qu'il n'est guère qu'une occasion où les Allemands ne sont jamais oubliés : La mention de l'appel à la générosité sonne comme une attaque contre les Polonais, auxquels le *GB* reproche éternellement d'être les profiteurs de l'argent des Allemands. Mais il semblerait que les discours de réconciliation entre Allemands et Polonais n'aient pas été suivis d'effets dans tous les domaines de la vie publique, surtout pas là où les Allemands les attendent, c'est-à-dire dans des lieux symboliques de leur présence à l'est. Selon Großpietsch, cette situation résulte d'une politique délibérée de l'Etat polonais :

*« A ce sujet, il ne faut pas oublier que le gouvernement polonais essaie en permanence de refouler ou de minimiser la germanité et les Allemands par des règlements propres à l'administration ou autres. Que l'on pense simplement à la modification des circonscriptions électorales au détriment des députés allemands que l'on pouvait attendre, et ce à tous les niveaux. »*<sup>2003</sup>

Großpietsch s'efforce d'indiquer aussi les progrès qu'il a constatés mais il ne peut s'empêcher de relever des manquements et de formuler des reproches :

*« Beaucoup de choses se sont améliorées dans le bon sens, en Silésie aussi, on les voit partout. Pourtant : tandis que les minorités lituanienne, biélorusse et slovaque sont acceptées et soutenues, le groupe ethnique allemand n'est que partiellement toléré. »*<sup>2004</sup>

Ce qui constitue le plus grand reproche, ce n'est pas tant que les Allemands ne soient pas considérés avec les mêmes égards que les citoyens polonais, c'est plutôt qu'ils soient moins bien considérés que les membres des autres minorités nationales de Pologne.

---

<sup>2002</sup> Discours de Peter Großpietsch publié dans *GB* 04/7-8, p. 1-7.

<sup>2003</sup> Discours de Peter Großpietsch publié dans *GB* 04/7-8, p. 1-7.

<sup>2004</sup> Discours de Peter Großpietsch publié dans *GB* 04/7-8, p. 1-7.

La *Landsmannschaft Schlesien* dénonce, elle aussi, la situation de la minorité allemande de Pologne, mais sans volonté polémique ni les accents revendicatifs utilisés par le passé. Elle se contente d'indiquer les rappels du Parlement européen :

« *Les conditions de vie réelles en Pologne ne correspondent toujours pas à ce que l'on est en droit d'attendre d'un pays membre de l'UE. Les graves déficits en matière de droits de l'homme constatés par le Parlement européen l'année dernière continuent d'exister et constituent un obstacle majeur sur la voie d'une réconciliation durable et pour la confiance entre les peuples.* »<sup>2005</sup>

Afin de montrer que la minorité allemande est victime de discrimination, la minorité lituanienne sert d'indicateur comme point de comparaison :

« *Tant qu'il n'y aura pas de crèches et d'écoles allemandes dans les zones d'habitation des Allemands de la République de Pologne comparable aux établissements scolaires polonais (environ 150 écoles) de Lituanie, ce sujet figurera à l'ordre du jour des consultations gouvernementales germano-polonaises.* »<sup>2006</sup>

Plus grave encore, la minorité est victime de tentatives d'intimidation. Alors que ses représentants se mobilisent pour faire valoir les droits de leur groupe et qu'ils obtiennent quelques avancées, notamment sur la question des panneaux bilingues, certains Polonais au nationalisme exacerbé réagissent violemment et des membres des cercles d'amitié allemande reçoivent des menaces :

« *De nombreux responsables de la minorité allemande en Silésie ont été couverts de lettres de menaces, de tentatives de racket et de diffamations vulgaires. On veut créer la peur pour limiter le courage des jeunes membres des cercles d'amitié allemande.* »<sup>2007</sup>

Le reste de l'article est à l'avenant et rend compte de l'atmosphère délétère qui entoure les activités de la minorité. Il est question d'« insultes », de « lettres infâmes » de « demandes de rançon »<sup>2008</sup>. Cet article est de nature à susciter la crainte et les lecteurs pourraient imaginer que la vie des Allemands de la *Heimat* est un enfer quotidien. Mais le titre de l'article « La mafia des nationalistes fait parler d'elle en Pologne »<sup>2009</sup> indique qu'il ne s'agit que d'un groupe isolé et que ce ne sont que quelques militants extrémistes qui tentent d'intimider les Allemands au moment où se mettent en place les panneaux bilingues. C'est un fait que la mise en application de la loi sur les minorités nationales en Pologne s'est accompagnée de dégradations de panneaux installés et que les Allemands ont pu sentir que leur présence était indésirable pour une petite partie de la population. On peut comprendre aisément l'émotion suscitée par ces attaques, mais il ne faut pas surestimer leur importance, qui se limite à des tentatives d'intimidation.

---

<sup>2005</sup> Résolution de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 04/7-8, p. 14.

<sup>2006</sup> Article (AGMO-Intern) publié dans *GB* 09/9, p. 7.

<sup>2007</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 10/5, p. 15.

<sup>2008</sup> « Beleidigungen », « infamen Briefen », « Lösegeldforderungen », article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 10/5, p. 15.

<sup>2009</sup> « Die Nationalisten-Mafia macht in Polen von sich reden », article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 10/5, p. 15.

### ***Comparaison entre minorité allemande en silésie et Polonais de la Ruhr***

La Pologne communiste refuse de reconnaître l'existence d'une minorité allemande sur son territoire, et pour rejeter les demandes ouest-allemandes d'octroi d'un statut à cette population, le régime communiste utilise parfois l'argument de l'existence d'une minorité polonaise vivant en RFA et ne bénéficiant pas elle non plus du statut de minorité. Le bassin de la Ruhr entre autres est effectivement une région où vivent de nombreux travailleurs immigrés polonais, attirés depuis la révolution industrielle par les possibilités de trouver un emploi dans les mines. Cette population n'est pas considérée en RFA comme une minorité nationale comme celle des Danois du Schleswig-Holstein par exemple parce que les Polonais ne sont pas présents sur le territoire allemand depuis des générations ; leur arrivée est plus récente. Pourtant, le gouvernement ouest-allemand utilise l'existence de ces travailleurs immigrés pour montrer à la Pologne à quel point les Polonais sont bien traités en RFA et demander que les Allemands bénéficient du même traitement en Pologne. C'est ce qu'indique le ministère des Affaires étrangères dans une lettre à un député CSU s'interrogeant sur les conditions de vie des Allemands de Pologne :

*« Durant les discussions et négociations germano-polonaises, aucun accord n'a pu être trouvé sur le souhait exprimé par la RFA que les personnes d'origine allemande de Pologne jouissent des mêmes droits que les personnes d'origine polonaise vivant en RFA. »*<sup>2010</sup>

Si la RFA a pu utiliser les travailleurs immigrés vivant sur son sol pour tenter d'arracher des droits pour ses citoyens vivant en Pologne, la situation est radicalement différente après 1990. Les Allemands de Pologne ne sont plus victimes de discriminations comme par le passé mais ils continuent de revendiquer le statut de minorité nationale. Comme la Pologne tarde à se défaire des habitudes de l'ère communiste et à reconnaître la minorité, les dirigeants polonais cherchent à instrumentaliser les Polonais de la Ruhr pour demander qu'eux aussi bénéficient du statut de minorité nationale. Pour les expulsés, la comparaison est inacceptable car les immigrés polonais arrivés en RFA depuis 1945 ne sont en rien comparables aux Allemands vivant en Silésie depuis des générations, certaines zones de colonisation y étant vieilles de plusieurs siècles :

*« « Les Polonais d'Allemagne ne sont pas une minorité au sens de la conférence d'Helsinki. » Cette phrase exacte a été prononcée par Klaus Francke, député CDU au Bundestag, devant le « Club polonais de RFA ». »*<sup>2011</sup>

Pour enterrer définitivement les revendications polonaises d'un statut de minorité pour les Polonais de la Ruhr, le GB fait appel à un historien, Josef Joachim Menzel, qui explique les conditions à remplir pour obtenir ce statut et qui montre que les Polonais d'Allemagne n'y ont pas droit (comme les autres immigrés vivant en RFA) tandis que les Allemands de Pologne peuvent légitimement le revendiquer, principalement du fait de l'établissement ancien dans les régions qu'ils occupent actuellement :

*« En ce qui concerne les membres de la minorité allemande dans l'actuelle Pologne et les Polonais en Allemagne pour qui la Pologne demande une égalité de traitement, il s'agit de*

<sup>2010</sup> Lettre du ministère des Affaires étrangères à Alfred Biehle publiée dans GB 71/3, p. 3.

<sup>2011</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 93/8, p. 5. On retrouve les mêmes arguments dans des articles (*Schlesische Nachrichten*) publiés dans GB 04/4, p. 13 et GB 04/7-8, p. 22.

*deux groupes de population totalement différents tant du point de vue de leur histoire que de leur destin. »*<sup>2012</sup>

En refusant les comparaisons entre les deux groupes de population, le *GB* veut préserver la spécificité de la présence allemande à l'est et éviter que les membres de la minorité allemande ne soient considérés comme des immigrés parmi d'autres. La présence allemande à l'est est vieille de plusieurs siècles et le *GB* tient à ce que cela soit reconnu officiellement. En gommant cette spécificité, l'expulsion perdrait de son caractère exceptionnel car les jeunes générations, ignorant l'histoire de la colonisation de l'est européen par des Allemands, pourraient penser que les Allemands ont été renvoyés chez eux comme des travailleurs immigrés dont le permis de séjour n'est plus valide.

---

<sup>2012</sup> Article de Josef Joachim Menzel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 10/2, p. 2.

### 3<sup>ème</sup> partie : Préparer l'avenir ?

Troisième aspect de la confrontation du *GB* avec le temps, l'attitude vis-à-vis de l'avenir est révélatrice de la conscience qu'ont les expulsés de leur destin. Soucieux de trouver une issue politique à l'éloignement de la Heimat, ils envisagent tout d'abord l'Europe comme une issue possible. Quant à la transmission de l'héritage culturel aux jeunes générations, elle est prise très au sérieux, preuve que c'est dans la durée que le journal inscrit son action et qu'il ne se borne pas à vivre au quotidien.

#### 1. Le *GB* et l'union politique de l'Europe

Le drame des expulsés s'inscrit dès ses origines dans une dimension européenne. L'expulsion des Allemands de leurs territoires de l'est a lieu parallèlement à la redéfinition des frontières intereuropéennes et à la mise en place des deux blocs dépendant respectivement des USA et de l'URSS. La guerre froide et le nouvel ordre géopolitique qu'elle impose à l'Europe font des limites des territoires européens un enjeu géopolitique stratégique. Les expulsés sont conscients du fait que malgré leur organisation en RFA, ils sont dépassés par les enjeux internationaux et ne maîtrisent pas pleinement leur destin :

*« Le désir d'Europe grandit sans cesse. Chez nous aussi il est largement présent. Nous savons que seuls, nous sommes impuissants, non seulement nous autres expulsés parmi les Allemands, mais aussi nous autres Allemands parmi les Européens et les peuples de la terre. »*<sup>2013</sup>

L'avenir de l'Europe et leur propre avenir sont étroitement liés et ils vont devenir des observateurs attentifs de la situation politique internationale. Dès les années 1950, la RFA et la France amorcent des relations diplomatiques résolument tournées vers la réconciliation et elles s'engagent dans une coopération économique étroite afin de rompre avec la tradition séculaire d'antagonisme. Les partenariats qui se dessinent avec d'autres Etats européens laissent entrevoir des perspectives d'unification d'une partie du continent européen. Pour les expulsés, ce projet visant à rendre la guerre impossible en Europe par un rapprochement des pays et de leurs intérêts est porteur d'espoir car il signifie que la cohabitation entre les peuples est envisagée autrement qu'à travers le prisme réducteur d'une alternance de périodes de conflits et de paix :

*« Le chemin qui nous conduira vers notre Heimat libre ne peut passer que par une Europe nouvelle, libre et unie. Il peut être long. Nous le suivrons impassiblement, avec persévérance et totale fidélité. »*<sup>2014</sup>

La Charte des expulsés proclamée à Stuttgart en 1950 insiste sur la volonté de retour des expulsés qui rejettent catégoriquement le recours à la violence pour y parvenir. Seule une solution diplomatique doit permettre aux Allemands de rentrer dans leurs territoires. La construction économique puis politique apparaît pendant longtemps comme une avancée majeure. Mais au fil des années, l'espoir se transforme en désillusion à mesure que progresse l'intégration européenne et que la réalité s'éloigne des désirs des expulsés. D'un point de vue

---

<sup>2013</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/5, p. 1.

<sup>2014</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 64/6, p. 1-2.

économique, politique ou identitaire, le *GB* rejette de plus en plus vivement la construction européenne. Enfin, c'est à travers la question particulière des décrets polonais d'expulsion de 1945 que la question européenne est abordée dans le journal, enterrant définitivement les derniers espoirs liés à l'Europe.

### **I – Un espoir pour les expulsés**

Le *GB* réserve une place importante à la question européenne dans ses colonnes. Toutefois, il reste longtemps cantonné dans une vision très générale de l'Europe. Il s'agit la plupart du temps d'espérer voir un jour une Allemagne libre dans une Europe libre. L'Europe est alors comprise comme un continent, c'est-à-dire comme une vaste entité géographique et non comme une construction politique. Les premiers pas de la construction économique de l'Europe (Communauté Economique du Charbon et de l'Acier, Traité de Rome en 1957) passent inaperçus. De même que le Traité de l'Elysée signé en 1963 et symbolisant l'amitié franco-allemande moins de vingt ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale ne suscite aucun commentaire. Jusqu'en 1990, la mise en place du processus d'unification européenne va être rarement évoquée et les perspectives seront toujours accompagnées d'une interprétation positive, remplie d'espoir pour le destin des expulsés.

#### ***La présentation des institutions européennes dans le GB***

La première véritable réflexion sur l'unification européenne apparaît dans un éditorial d'Alois Bartsch en 1966 alors que l'Europe vient de célébrer le 5 juin la deuxième Journée de l'Europe. Le *GB* s'interroge sur le sens que revêt la Journée de l'Europe et sur ce que l'on peut ou doit en attendre. Ce qu'il convient de célébrer en premier, c'est le retour de la paix en Europe et la fin d'un antagonisme longtemps cru héréditaire :

*« Nous ne pouvons plus nous imaginer qu'Allemands et Français se tirent dessus ; et pourtant, vingt ans seulement se sont écoulés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. »*<sup>2015</sup>

Mais la réflexion sur le sens de la Journée de l'Europe s'accompagne aussi d'une revendication, qui tombe à pic avec l'exigence de plus de démocratie :

*« La responsabilité civique signifie surtout droit de vote. Mais les citoyens de l'Europe ne peuvent même pas élire eux-mêmes leurs députés au parlement européen. Ce serait une vraie Journée de l'Europe, une journée de joie qui deviendrait une journée d'élection, une journée d'élection au Parlement européen. »*<sup>2016</sup>

Bartsch apparaît ici comme le partisan d'une Europe plus présente dans le quotidien des citoyens et il veut la rapprocher d'eux en leur permettant de participer activement et directement à sa construction. Tant que les députés au Parlement européen ne sont pas élus au suffrage direct, l'Europe ne reste qu'une construction assez abstraite sur laquelle les citoyens n'ont aucune prise, mais dès lors que les députés sont élus directement par les citoyens, c'est l'ensemble de la population qui participe à la construction européenne. C'est aussi le sens du

---

<sup>2015</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/7, p. 1.

<sup>2016</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/7, p. 1.

titre de l'article « La communauté de l'Europe doit devenir une réalité »<sup>2017</sup>. A cette époque, le BdV choisit de soutenir la construction européenne, voyant dans les nouvelles insinuations la possibilité d'atteindre son but : le droit au retour<sup>2018</sup>.

Lorsque sont organisées les premières élections européennes au suffrage direct, le *GB* s'en réjouit et appelle à la mobilisation de tous les expulsés pour donner un nouvel élan à l'Europe et faire en sorte que l'union politique de l'Europe soit un succès<sup>2019</sup>. L'enjeu est franchement exagéré puisque ce n'est rien moins que la liberté et la sécurité du continent qui sont présentés comme enjeu. Pourtant le résultat, quel qu'il soit, ne devrait pas entraîner de changement majeur concernant la sécurité européenne. On trouve simplement l'attachement de Bartsch à l'expression démocratique que représentent les élections.

Quant à l'association des organisations d'expulsés catholiques, elle publie dans le *GB* un appel à se rendre aux urnes, soulignant les bénéfices de la construction européenne :

« *La Communauté européenne a transformé les ennemis en amis, a augmenté la prospérité et assuré la paix. Il faut travailler à la poursuite de ce mouvement.* »<sup>2020</sup>

Cette déclaration montre bien l'attachement à l'idée de la construction européenne car la déclaration des associations catholiques ne donne pas de consigne de vote et ne suggère même pas quel parti aurait sa préférence. C'est un plaidoyer sincère pour une Europe politique forte.

Il arrive aussi au *GB* de faire écho aux concepts politiques qui sont proposés pour la CEE :

« *Le Conseil permanent des Landsmannschaften de l'est allemand et des représentations des Länder voit son rôle non seulement dans la préservation de l'héritage et de la liberté de toute l'Allemagne, mais aussi dans l'engagement pour une Europe libre comme Etat fédéral.* »<sup>2021</sup>

L'avenir de l'Europe politique est important pour les expulsés qui savent bien que leur destin dépend en grande partie de celui de l'Europe. En plaidant pour une intégration européenne avancée, ils espèrent favoriser les conditions de relâchement de l'étau politique dans lequel l'Europe est enfermée et qui bloque toute évolution. La forme politique qui est ici préconisée, celle de l'Etat fédéral, ne surprend guère si l'on compare avec la forme politique de la RFA qui, au moment où le texte est rédigé, fait ses preuves depuis près de trente ans. Là où la forme fédérale peut paraître plus surprenante, c'est dans la mesure où elle implique un renoncement à de larges pans de la souveraineté nationale. Toutefois, il faut relativiser cet argument car la RFA n'a retrouvé sa souveraineté qu'en 1955 avec le Traité de Bonn et cette situation est donc encore relativement récente. L'entrée à l'ONU en 1973, soit trois ans avant la parution du texte, rappelle que la RFA n'est pas encore un Etat tout à fait comme les autres et que les questions liées à sa souveraineté prennent un tour forcément différent de ce qu'elles sont dans les autres pays occidentaux.

---

<sup>2017</sup> « Die Europa-Gemeinschaft muß Wirklichkeit werden », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/7, p. 1.

<sup>2018</sup> SALZBORN, *Heimatrecht*, p. 42-52.

<sup>2019</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 79/6, p. 1.

<sup>2020</sup> Article publié dans *GB* 79/6, p. 2.

<sup>2021</sup> Déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est allemand et des représentations des Länder publiée dans *GB* 76/6, p. 2.

La *Landsmannschaft Schlesien* s'exprime également sur la question de la forme politique que pourrait prendre la CEE :

« *Nous voulons une Allemagne libre dans une Europe libre, raison pour laquelle nous soutenons tous les efforts visant à la constitution d'une fédération d'Etats européenne.* »<sup>2022</sup>

Herbert Czaja donne aussi son avis sur la forme politique à donner à la CEE :

« *C'est uniquement dans un ordre fédéral des Etats, des peuples et des groupes ethniques que les droits des groupes ethniques peuvent certainement être organisés d'une façon praticable, y compris dans les territoires qui font débat.* »<sup>2023</sup>

Lui aussi envisage la forme fédérale comme étant la plus adaptée aux besoins de la *Heimat*. Le groupe de travail des organisations d'expulsés catholiques s'exprime lui aussi en faveur d'une confédération :

« *Par leur engagement en faveur d'un rassemblement politique de l'Europe, les expulsés sont devenus les précurseurs d'une confédération européenne. Avec elle, le principe de libre circulation doit être réalisé, y compris pour les peuples vivant encore sous la domination soviétique.* »<sup>2024</sup>

Peu de temps après avoir pris la direction de la rédaction du *GB*, Thomas Horschler publie un long article dans lequel il plaide en faveur de l'Europe comme solution à la question allemande et se prononce pour une dimension fédérale de l'Europe :

« *Un pas déjà important est une Europe unie qui, le moment venu, englobera aussi les peuples orientaux du continent. Cette Europe n'a pas le droit de nier les liens spirituels et culturels avec les USA, mais elle a l'obligation de chercher aussi le dialogue avec le peuple russe qui repose sur une tradition séculaire. Cette Europe doit être imprégnée de fédéralisme pour ne pas transformer d'emblée les différents besoins de ses habitants en une poudrière.* »<sup>2025</sup>

Le *GB* a pour habitude de tenir à distance les opinions des hommes politiques quand ceux-ci ne sont pas des représentants des expulsés<sup>2026</sup>, et il est rare que le journal publie des prises de position théoriques ou des discours ne concernant pas directement les expulsés. Pourtant, dans un numéro du printemps 1989, des extraits d'un discours de Helmut Kohl sur l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe prononcé lors d'une cérémonie organisée par la CDU pour le quarantième anniversaire de la fondation de la RFA, sont reproduits dans le *GB* :

« *Mais je n'arrive pas comprendre comment l'appartenance de la RFA à un Etat fédéral européen (les Etats-Unis d'Europe) pourrait constituer un obstacle juridique à la « réalisation de l'unité et de la liberté de l'Allemagne dans la libre autodétermination ».* Il

---

<sup>2022</sup> Résolution de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 80/12, p. 3.

<sup>2023</sup> Editorial de Herbert Czaja publié dans *GB* 81/2, p. 1-2.

<sup>2024</sup> Déclaration du Groupe de travail des organisations catholiques d'expulsés publiée dans *GB* 84/1, p. 4.

<sup>2025</sup> Article de Thomas Horschler publié dans *GB* 82/3, p. 3.

<sup>2026</sup> Herbert Hupka ou Herbert Czaja sont députés au *Bundestag* mais pour le *GB*, ils sont avant tout les porte-parole des expulsés.

*s'agit en effet des deux : de l'unité et de la liberté. La liberté est la condition de l'unité, elle ne doit pas en être le prix. »*<sup>2027</sup>

La volonté affichée du chancelier Kohl d'aller vers les Etats-Unis d'Europe peut apparaître bien audacieuse alors que le rideau de fer est encore en place. Ce que l'on peut retenir ici, c'est que les deux buts que sont l'unité et la liberté sont selon lui compatibles et que la forme fédérale est à même de permettre leur réalisation. Les passages du discours sont portés au crédit du chancelier et le commentaire en introduction indique que le *GB* est favorable aux idées exposées par Kohl :

*« (...) Kohl a présenté dans son discours un engagement convaincant en faveur de l'unité de la nation allemande. »*<sup>2028</sup>

Que l'on ne s'y trompe pas : ce que le *GB* applaudit dans le discours de Kohl, ce n'est nullement la volonté de créer une fédération d'Etats européens sur le modèle nord-américain, mais plutôt l'engagement ferme en faveur de l'unité allemande dans la liberté. Afin de ne laisser planer aucun doute à ce sujet, Peter Großpietsch remet les pendules à l'heure dans un éditorial publié peu après :

*« Que les choses soient claires : l'objectif ancré constitutionnellement que s'est donné l'Etat de RFA est l'accomplissement de l'unité nationale et étatique de toute l'Allemagne dans la paix et la libre autodétermination ! L'adhésion à des institutions européennes ou la création du marché commun n'ont pas le rang constitutionnel pour la RFA ! Cela ressort clairement de l'article 24 de la Loi fondamentale. Ce qui est permis, c'est la délégation de certains droits de souveraineté, mais pas la suppression des Etats. Ni la RFA ni le Reich allemand dans sa totalité ne peuvent donc passer du statut d'Etat à celui de Land d'un Etat fédéral européen. »*<sup>2029</sup>

Pour Großpietsch, les priorités sont donc clairement établies. L'objectif ultime de toute politique allemande doit être de réaliser les objectifs assignés par le Loi fondamentale. Si la solution européenne fédérale peut le permettre, elle mérite d'être examinée, mais il ne faut surtout pas en faire un préalable d'autant plus que la réalisation d'un Etat européen fédéral ne garantit en rien que l'unité allemande suive. Or, l'abandon de la souveraineté est pour Großpietsch un renoncement intolérable à des droits légitimes des Allemands.

### ***La disparition des frontières***

L'unité européenne apparaît dans les années 1960 comme un projet à même d'offrir une solution aux problèmes géopolitiques de l'époque<sup>2030</sup>. Prise en tenaille entre les deux

---

<sup>2027</sup> Discours de Helmut Kohl publié dans *GB* 89/3, p. 3-4. Lors d'une cérémonie commémorative de la fête au château de Hambach du 27 mai 1832, Helmut Kohl avait déjà évoqué cette idée en 1982 : « Pour être fidèle à la mission historique, l'unité de la nation et la construction des Etats-Unis d'Europe doivent être l'objectif de toute politique allemande. » « Um dem geschichtlichen Auftrag gerecht zu werden, muß die Einheit der Nation und der Bau der Vereinigten Staaten von Europa das Ziel deutscher Politik bleiben. », cité dans un article (*GNK*) publié dans *GB* 82/7, p. 2.

<sup>2028</sup> Discours de Helmut Kohl publié dans *GB* 89/3, p. 3-4.

<sup>2029</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 89/6, p. 1.

<sup>2030</sup> SALZBORN, *Grenzenlose*, p. 67-69.

superpuissances, l'Europe est très faible et ses projets d'unification pourraient permettre de trouver une issue :

*« Et c'est justement cela [une Europe unie devenue une réalité politique, L.P.] qui peut, qui doit et qui va nous faire aller de l'avant. Si elle veut se sauver face à la montée de l'Asie, l'Europe doit se rassembler. Elle sera seule en cas de coup dur et sera faible si elle n'est pas unie et rassemblée. Alors qu'une Europe unie serait forte et pourrait participer aux décisions et peut-être même définir la solution à apporter aux questions en suspens, la nôtre y compris, pour les résoudre. »*<sup>2031</sup>

L'unité européenne apparaît comme un horizon porteur d'espoir car les expulsés espèrent que c'est dans ce cadre que pourra se réaliser le retour dans la *Heimat* :

*« Dans les éditoriaux de notre Graftschafter Bote, nous avons mis en avant depuis quelques temps l'idée d'Europe. Nous faisons cela de façon très consciente parce que nous pensons que notre devoir doit être une Europe unie dans laquelle notre espoir de retrouver notre Heimat de manière pacifique peut devenir réalité. »*<sup>2032</sup>

Dans son discours devant les Silésiens présents au rassemblement national à Munich en 1967, Franz Joseph Strauß n'hésite pas à affirmer que la voie européenne est la seule qui garantisse le succès pour les espoirs des expulsés :

*« L'objectif ne peut être atteint qu'à travers un habile concept qui va de l'avant dans une communauté d'action européenne. Il [Strauß, L.P.] s'est défendu contre le reproche de revanchisme et de nationalisme, mais a exigé que nous devenions européens pour pouvoir rester allemands. »*<sup>2033</sup>

On ne peut pas dire que l'engagement européen résonne comme un cri du cœur. Il est plutôt le fruit d'une réflexion sur la situation géopolitique européenne et sur l'impasse dans laquelle se trouvent les expulsés qui ne voient aucune perspective à court ou moyen terme. Strauß indique ainsi que réaliser l'unité de l'Europe est la seule façon de couper le nœud gordien de la confrontation est-ouest qui se joue sur le sol européen.

Si l'unité de l'Europe apparaît comme un but désirable et poursuivi par beaucoup, il est frappant de constater que pratiquement jamais on ne lit ce que signifie vraiment l'unité européenne et ce qu'en attendent concrètement ses défenseurs. C'est pourquoi il est particulièrement intéressant de constater qu'une déclaration officielle de la *Landsmannschaft Schlesien* explique enfin quels changements recouvre exactement l'unification de l'Europe :

*« Dans la future Europe des peuples et Etats libres, les frontières doivent être rendues poreuses et la cohabitation des peuples dans une coexistence pacifique doit devenir possible. Une Allemagne libre et une Pologne libre, aujourd'hui un rêve, cela doit être notre but politique à tous. »*<sup>2034</sup>

---

<sup>2031</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB 66/3*, p. 1-2.

<sup>2032</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB 66/9*, p. 1 ; on retrouve la même idée dans les éditoriaux d'Alois Bartsch publiés dans *GB 66/4*, p. 1, *GB 66/5*, p. 1 et *GB 66/8*, p. 1.

<sup>2033</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB 67/7*, p. 1.

<sup>2034</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB 85/2*, p. 2.

Lors d'une rencontre de *Grafschafter* en juin 1986, Georg Hoffmann fait une déclaration allant dans le même sens :

« *Nous voulons une Europe où les frontières et les barbelés disparaissent. En somme, il s'agit d'une Europe où les hommes peuvent se rencontrer librement, où ils peuvent se déplacer sans encombres, où ils ont le droit de choisir librement leur Heimat.* »<sup>2035</sup>

Hoffmann énonce ici clairement le grand espoir des expulsés. Si le passage des frontières européennes n'est plus une difficulté et si le droit à la libre installation est garanti à tous les citoyens de la CEE, alors cela signifie qu'un jour peut-être les expulsés pourront retourner dans leur *Heimat*, qui ne sera plus qu'une région européenne parmi d'autres, la Silésie n'étant plus considérée que comme une région comme peut l'être la Bourgogne ou la Rhénanie-Palatinat. Le texte peut paraître encore en partie utopique en 1986, car si Mikhaïl Gorbatchev fit souffler un vent nouveau sur les relations est-ouest, il est alors difficilement imaginable que la fin de la guerre froide soit proche.

Quand après la réalisation de l'unité allemande et la signature d'un traité frontalier avec la Pologne, la Silésie est définitivement perdue pour l'Allemagne, le statut des frontières est une piètre consolation pour les expulsés :

« *Tel qu'il existe, le Traité frontalier de Varsovie est un diktat frontalier* », a dit Hupka. *C'est devenu « très moderne » que de minimiser la frontière « contraire au droit » le long de l'Oder et de la Neisse, en rappelant la perte d'importance des frontières nationales dans une Europe libre.* »<sup>2036</sup>

Hupka n'est pas dupe et il ne peut pas se satisfaire d'une disparition progressive des frontières pour compenser la perte des territoires de l'Est. Il devient évident que les rêves d'une Europe sans frontières n'étaient alléchants qu'aussi longtemps que le partage de l'Europe en deux blocs rendait cette vision illusoire, car au moment où la situation géopolitique évolue, la seule issue acceptable pour les expulsés est celle d'un retour de la *Heimat* dans la sphère nationale. Si la Pologne appartenait à la CEE ou si son adhésion était envisagée à court terme, la déception serait peut-être moins grande, mais dans les conditions où l'unité allemande a été réalisée, les expulsés sont les grands perdants de l'événement et l'utopie européenne est renvoyée à ce qu'elle est, un horizon lointain que beaucoup ne verront pas.

Le rêve européen a déçu et un désenchantement se fait jour. Les expulsés réalisent que l'union politique de l'Europe qui devait permettre de surmonter les nationalismes et construire une Europe solide, interlocuteur de poids face aux deux superpuissances, n'était qu'une illusion. La Yougoslavie sombre dans la guerre civile sous le regard impuissant des Européens et la CEE n'est réellement efficace et opérante que dans les domaines économiques. Le lyrisme sur la disparition des frontières a laissé la place à de froids discours sur la finance et l'économie :

---

<sup>2035</sup> Article de Georg Hoffmann paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB 86/8*, p. 2.

<sup>2036</sup> Article (OSMIPRESS) publié dans *GB 91/8*, p. 4.

*« La communauté européenne d'après-guerre était une union économique qui s'est dégradée aujourd'hui en une communauté administrative. Il manque encore le début d'une vision idéaliste à l'unité politique que l'on nous rabâche. »*<sup>2037</sup>

Dès la chute du bloc soviétique, les spéculations sur l'élargissement de la CEE aux anciennes républiques populaires vont bon train. La prospérité économique des pays de l'ouest attire irrésistiblement les populations ayant vécu dans la précarité pendant des années. De plus, le système politique démocratique apparaît comme un gage de stabilité pour les jeunes républiques de l'est. Toutefois, avant d'entrer dans la CEE, les pays de l'est doivent se stabiliser politiquement et passer d'une économie dirigée à un système capitaliste. Cela n'empêche pas les hommes politiques d'évoquer la question dès le début des années 1990 :

*« Lors de la cérémonie de lancement de la Journée de la Heimat à Berlin, Wolfgang Schäuble, chef du groupe parlementaire CDU-CSU, a exigé de la Pologne et de la Tchécoslovaquie qu'elles accordent la liberté de déplacement et la liberté d'installation à leurs voisins allemands. C'est seulement à partir de là que ces pays pourraient devenir membres de la CEE, a dit Schäuble. »*<sup>2038</sup>

Schäuble pose ici une condition radicale à l'entrée de la Pologne dans la CEE puisque le droit au retour devrait être un préalable à l'adhésion. Qu'il en soit une conséquence serait logique, mais le poser en préalable, c'est montrer une grande détermination dans la conduite des relations diplomatiques entre l'Allemagne et la Pologne peu de temps après les traités germano-polonais. De toute évidence, cette déclaration a une visée électoraliste puisque l'Allemagne seule ne peut pas contraindre la Pologne à adopter un tel changement législatif et que l'adhésion devant entraîner un libre choix du lieu de résidence pour les citoyens au sein de la CEE, il n'est pas opportun de l'imposer comme préalable. Lors du rassemblement national des Silésiens à Nuremberg, Wolfgang Schäuble réitère sa volonté de voir les expulsés obtenir le droit au retour dans leur *Heimat*<sup>2039</sup>. Mais là aussi, il s'exprime devant un public composé exclusivement d'expulsés.

Il est suffisamment rare que le *GB* rende compte des réactions polonaises à des événements se déroulant en Allemagne pour ne pas relever les deux extraits d'une radio polonaise consacrés au rassemblement national des Silésiens à Nuremberg. Outre celui de Hupka, le discours de Schäuble n'est pas passé inaperçu en Pologne :

*« Nous ne parlerions pas de ce sujet avec tant de détails si Wolfgang Schäuble, président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag et dont on dit qu'il pourrait un jour devenir le successeur d'Helmut Kohl au poste de chancelier, n'avait pas lui aussi exprimé la même idée... Il a résumé cela sur un ton très intimidant et a enrobé ces déclarations dans un appel au gouvernement de la République de Pologne. »*<sup>2040</sup>

---

<sup>2037</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/6, p. 1-3.

<sup>2038</sup> Article (oprM) publié dans *GB* 92/10, p. 4.

<sup>2039</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/9, p. 1-2.

<sup>2040</sup> Article (radio polonaise) publié dans *GB* 95/11, p. 8.

En publiant deux extraits de ce que dit la radio polonaise, le *GB* montre qu'il ne reste pas indifférent aux réactions que produisent en Pologne les revendications des expulsés. Dans la mesure où c'est une crainte ou au moins une inquiétude qui s'exprime, les expulsés prennent ainsi conscience de l'effet suscité par leurs revendications. Qu'ils trouvent cela très exagéré ou qu'ils comprennent les peurs de leurs voisins polonais, les expulsés n'ignorent plus que les Polonais sont attentifs à ce qui se passe de l'autre côté de la frontière et ils peuvent ainsi mieux comprendre l'attitude des dirigeants polonais, peu enclins à répondre favorablement aux demandes allemandes. La population a longtemps vécu dans la peur, entretenue par la propagande communiste d'un retour des Allemands, et lorsque la question devient réellement d'actualité, il n'est pas surprenant que les réticences soient grandes. Il y a d'autant plus de raisons de s'inquiéter que la voix de Schäuble n'est pas isolée sur la scène politique allemande. Günther Beckstein, ministre de l'Intérieur du Land de Bavière, tient des propos similaires lors du rassemblement national des Silésiens à Nuremberg en 1997<sup>2041</sup>.

La désillusion vient rapidement à mesure qu'avancent les négociations sur l'adhésion des pays de l'est :

*« Parce que, comme cela semble être le cas, le gouvernement allemand va renoncer au droit à la Heimat, le droit général d'établissement va devenir obligatoire avec l'entrée de la Pologne et de la Tchéquie dans l'« Union européenne ». Ce faisant, on ne dit pas aux citoyens allemands que le droit d'établissement ne signifie pas pouvoir rentrer dans la Heimat mais simplement avoir le droit de s'établir professionnellement sur le territoire national polono-tchèque. »*<sup>2042</sup>

Les derniers espoirs liés à l'adhésion de la Pologne à l'UE disparaissent quand les expulsés réalisent que le droit à la libre circulation et au libre établissement ne concerne pas le lieu de résidence mais le lieu d'activité professionnelle. La disparition des frontières tant attendue n'offre pas la garantie que l'Europe ne formera plus qu'un immense territoire où tous les éléments d'appartenance nationale auront disparu. Le territoire polonais, même s'il appartient à l'UE, restera le territoire polonais et la Silésie continuera d'appartenir à la Pologne. L'ouverture des frontières n'est donc pas synonyme de fin de l'Etat-nation. C'est pour cette raison qu'une partie des expulsés peut se sentir flouée alors qu'elle avait fondé de grands espoirs sur la construction européenne.

L'élargissement de l'UE aux pays de l'est européen est décidé le 16 avril 2003 avec la signature du Traité d'Athènes. L'événement est salué dans une résolution de l'Assemblée des délégués de la *Landsmannschaft Schlesien* :

*« Un des objectifs fixés par la Charte des expulsés allemands de 1950, celui d'unir l'Europe, est ainsi devenu réalité. Nous saluons le fait que notre Heimat, la Silésie, appartienne désormais à la communauté juridique européenne. »*<sup>2043</sup>

---

<sup>2041</sup> Discours de Günther Beckstein publié dans *GB* 97/8, p. 1-6.

<sup>2042</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 96/8, p. 2.

<sup>2043</sup> Résolution de l'Assemblée des délégués de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 03/7-8, p. 7.

La *Landsmannschaft Schlesien* se réjouit de l'élargissement de l'UE à la Pologne. Elle rappelle que dès 1950, les expulsés se sont engagés solennellement à soutenir l'unification de l'Europe sous quelque forme que ce soit afin de garantir la paix. Pourtant, les expulsés ne peuvent pas prétendre avoir joué un rôle particulier dans la fondation de l'UE. Qu'en est-il vraiment de la joie des expulsés au moment de l'adhésion de la Pologne à l'UE ? Il suffit pour cela de lire la suite de la résolution pour constater que ce sont surtout des critiques négatives que formule la *Landsmannschaft Schlesien*. Le mépris du droit lors de l'expulsion, la question non réglée des biens confisqués durant l'expulsion, la discrimination de la minorité allemande en Pologne : tous ces points sont rappelés et la joie indiquée en introduction ne fait plus figure que de formule d'usage citée en introduction d'un texte au ton revendicatif et très éloigné du désir de réconciliation au moment où Allemagne et Pologne vont bientôt appartenir à la même organisation européenne.

L'amertume des expulsés est profonde lorsque tous les recours judiciaires ont été épuisés et que les dernières instances judiciaires disent ne pas pouvoir donner de réponses aux questions de dédommagements ou d'indemnisation des victimes de l'expulsion :

« *Ils sont restés accrochés à la croyance qu'il serait évident que dans une Europe libre, on arrive à un juste rééquilibrage en étant en paix avec ses voisins et qu'éventuellement on puisse retourner dans son ancienne Heimat.* »<sup>2044</sup>

## II – La désillusion

### *Le manque de démocratie*

Alors que les premières évocations de la construction européenne étaient porteuses d'espoir et que les expulsés associaient à l'idée d'Europe celle d'une amélioration des conditions de vie en Europe (sécurité), voire d'un retour dans leur *Heimat*, force est de constater que le ton s'est considérablement durci vis-à-vis des institutions européennes depuis les années 1990. Les conditions de l'unité allemande et la perte définitive de la Silésie au profit de la Pologne ont naturellement porté un coup sérieux à la confiance que les expulsés avaient en la CEE. Mais si les années 1989/1990 ont été décisives dans le changement d'attitude vis-à-vis de l'Europe, la défiance que l'on constate dans les années 2000 ne repose pas seulement sur une rancune tenace à cause de l'échec politique des expulsés. C'est avant tout la rupture de la relation de confiance entre les institutions européennes et les citoyens qui semble être la cause de ce changement.

Dans un éditorial de 2009, Peter Großpietsch se livre à un véritable règlement de comptes vis-à-vis de l'UE. Rien ou presque ne semble trouver grâce à ses yeux. Les experts et les représentants politiques sont disqualifiés :

« *L'estime publique dont jouissent les économistes a considérablement diminué durant la crise actuelle. (...) La perte soudaine de confiance est d'une façon générale impressionnante.* »<sup>2045</sup>

---

<sup>2044</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 04/12, p. 14.

<sup>2045</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 09/7-8, p. 1-2.

La souveraineté nationale de l'Allemagne en termes de pouvoir législatif n'est plus qu'un lointain souvenir, ce qu'il regrette amèrement :

*« Ici aussi on peut citer la ministre fédérale de la Justice qui a constaté récemment sans explications particulières et encore moins de colère que 84% des actes juridiques contraignants pour l'Allemagne pris entre 1998 et 2004 viennent de Bruxelles, et seulement 16% de Berlin. »*<sup>2046</sup>

Le rejet culmine avec la mise en exergue de quatre informations supposées mal connues des citoyens allemands et présentées comme aberrantes. Apparaissant sous la forme d'encadrés au milieu de l'éditorial, toutes portent le titre « Saviez-vous ». Chaque fois, il s'agit de dénoncer la perte de souveraineté allemande au profit d'institutions européennes et la diminution du prestige national :

*« Saviez-vous que la Cour européenne prend de plus en plus le pas sur les cours allemandes, qu'elle ne discute jamais de ses jugements en allemand, qu'elle ne les rédige jamais en allemand et qu'elle ne considère que rarement la tradition juridique qui est peut-être la plus influente au monde, c'est-à-dire la tradition allemande ? Et ce, sans se soucier des conséquences pour notre culture juridique. »*<sup>2047</sup>

Peter Großpietsch s'offusque de voir que l'usage de la langue allemande n'est pas une règle de travail, mais il semble naturel que la cour européenne de justice ne travaille pas dans les vingt-sept langues de l'UE. Si l'allemand n'est ni la langue de travail ni la langue de rédaction des jugements, cela n'empêche pas que les jugements soient traduits et disponibles dans la langue de tous les citoyens qui en font la demande. La sensibilité nationale est peut-être heurtée, mais c'est surtout d'un point de vue symbolique. De même que dire que la tradition juridique allemande serait ignorée alors qu'elle est la plus influente au monde est à la fois contradictoire : si elle était si influente, on voit mal pourquoi les juristes européens se priveraient de son apport. Si elle est insuffisamment usitée, il y a certainement des raisons qui vont au-delà d'une volonté d'ignorer les usages allemands au niveau européen.

*« Saviez-vous que le Traité de Lisbonne annule l'article 26 de la Loi fondamentale (celui sur l'interdiction des attaques militaires) en autorisant les missions militaires pour protéger les valeurs de l'Union et au service de ses intérêts » ? »*<sup>2048</sup>

On comprend mieux la colère de voir l'Allemagne renoncer à une part de souveraineté en remettant entre les mains d'une institution internationale la décision d'engager ses propres soldats dans des opérations militaires. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la question militaire est extrêmement sensible en Allemagne et il existe un consensus depuis 1949 autour de l'idée que l'Allemagne ne doit pas engager ses troupes dans des opérations extérieures si elle n'a pas été attaquée. Or, il faut reconnaître que ce consensus a volé en éclats en 1999 lorsque le gouvernement Schröder a autorisé des soldats de la *Bundeswehr* à

---

<sup>2046</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 09/7-8, p. 1-2.

<sup>2047</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 09/7-8, p. 1-2.

<sup>2048</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 09/7-8, p. 1-2.

participer aux opérations militaires conduites par l'OTAN au Kosovo<sup>2049</sup>. Depuis, l'Allemagne participe régulièrement à des opérations militaires alors qu'elle n'a pas été attaquée militairement. Dans le cas de l'Allemagne, le Traité de Lisbonne ne représente donc pas de rupture majeure avec la tradition militaire puisque cette rupture a déjà eu lieu dix ans auparavant.

« Saviez-vous que le gouvernement britannique a protégé sa souveraineté en déclarant pour chaque acte de droit si celui-ci vaut pour l'Angleterre ou non ? »<sup>2050</sup>

L'exemple de la Grande Bretagne est particulièrement éclairant sur ce que souhaite réellement Großpietsch pour l'Allemagne : être membre de l'UE tout en évitant autant que possible la perte de souveraineté. La Grande-Bretagne ayant la réputation d'être particulièrement intransigeante sur la défense de ses intérêts et la préservation de son identité et de sa souveraineté, Großpietsch souhaite donc que l'Allemagne ne soit plus un pays moteur de l'UE qui entraîne les autres dans son sillage mais plutôt un membre qui profite des avantages que procure l'UE sans avoir à en payer le prix. Cette situation de rejet catégorique de l'UE formulée dans ce plaidoyer sans ambiguïtés amène à s'interroger sur les causes de la rupture avec l'UE. Certes les expulsés ont été les perdants de la construction européenne qui ne leur a pas apporté la solution tant attendue, mais le rejet s'explique par d'autres facteurs également. Le manque de démocratie que le *GB* vilipende à longueur d'articles repose entre autres sur deux phénomènes déterminants pour la rupture avec l'UE : l'introduction de la monnaie unique et l'adoption d'un traité constitutionnel.

L'euro est imposé

La monnaie unique pour l'Union européenne est la conséquence de l'adoption du Traité de Maastricht. Toutefois, la majorité des populations n'était pas favorable à l'abandon de leur monnaie nationale au profit d'une monnaie unique européenne. Les Allemands étaient attachés au mark qui a longtemps symbolisé la réussite et la puissance économique de la RFA ainsi que la stabilité financière. En 1996, un sondage de *The Independent* indique que 70% des Allemands rejettent la monnaie unique<sup>2051</sup>. La première caricature de presse que reproduit le *GB* est justement consacrée à l'euro et au refus de la CSU de soutenir le chancelier Kohl dans son projet d'en faire la monnaie unique européenne à laquelle participera l'Allemagne<sup>2052</sup>.

L'introduction de l'euro doit se faire en dépit de l'opposition d'une majorité de la population allemande. Cette décision ne bénéficie pas du soutien populaire, mais que ce soit le gouvernement allemand ou les députés européens, ce sont bien des représentants élus du peuple qui décident de son adoption. Son caractère démocratique ne peut donc pas être mis en cause ; on peut regretter que le peuple ne soit pas consulté dans un renoncement symboliquement aussi important. Mais le *GB*, outre qu'il critique le manque de démocratie de

---

<sup>2049</sup> PICARD Lionel, *Die Grünen und der NATO-Einsatz im Kosovo 1999 in der deutschen Presse*, Mémoire de maîtrise, Dijon, 2001.

<sup>2050</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 09/7-8, p. 1-2.

<sup>2051</sup> Article (Reuter) publié dans *GB* 96/8, p. 9.

<sup>2052</sup> Caricature (*Welt am Sonntag*) publiée dans *GB* 97/8, p. 10.

cette décision, soupçonne l'existence de raisons autres que celles généralement indiquées pour justifier l'existence de l'euro. Parmi les problèmes de l'Allemagne à la fin des années 1990, Großpietsch parle des « vraies coulisses de l'introduction de l'euro »<sup>2053</sup>, mais il ne dit pas de quoi il s'agit vraiment. Quelques mois plus tard, on retrouve dans le *GB* le même soupçon sur la vérité de l'introduction de l'euro :

*« Le démarrage de l'euro est une entreprise hasardeuse, on n'a que peu parlé de ses risques, ses objectifs véritables ont été cachés autant que possible derrière des arguments de circonstance partiellement douteux. »*<sup>2054</sup>

S'il existe des raisons troubles, force est de constater qu'elles sont si obscures que le journal ne les évoque même pas. Il préfère entourer toute l'affaire d'un voile de mystère et laisser planer le soupçon sur l'honnêteté des hommes politiques (accusés de tromper leurs concitoyens) plutôt que d'étayer solidement ces accusations. Ce faisant, le *GB* contribue à discréditer la classe politique et à faire douter de la réalité du débat politique. Helmut Kohl qui est un ardent défenseur de l'euro est mis face à ses contradictions, lui qui promettait en 1991 de construire prioritairement une union politique avant une union monétaire<sup>2055</sup>.

Lorsqu'approche la date de la mise en circulation de l'euro comme nouvelle monnaie nationale, le *GB* proteste encore. Il est bien évidemment impossible de faire marche arrière et le combat est d'ores et déjà perdu, mais fidèle à sa volonté de toujours se battre jusqu'au bout dans les batailles qu'il juge dignes d'être menées, il continue de protester et un article cosigné des deux rédacteurs du journal explique que l'euro va impliquer une lourde charge financière pour le journal :

*« Nous entendons sans arrêt de la part des partis et des médias combien l'euro est important et avantageux pour l'économie. Personne ne parle des coûts induits par le passage à l'euro, principalement pour les PME. Pour elles, il n'y a que des coûts et pas d'avantages. Nous le remarquons dès à présent dans l'évolution des prix dans les commerces. Le Grafshafter Bote est lui aussi durement touché par le passage à l'euro. Les coûts s'élèvent pour nous à près de 10 000 marks. (...) Elisabeth et Walter Werner [couple rencontré lors d'un rassemblement, L.P.] ont spontanément fait un don de 1000 marks pour le passage à l'euro. Nous disons un grand merci et serions heureux de recevoir d'autres soutiens. »*<sup>2056</sup>

Cet article résume très bien l'attitude qu'adopte le *GB* pour défendre les « petits », simples citoyens constatant l'envolée des prix en faisant leurs courses ou patrons de petites entreprises effrayés par les nouveaux frais qui les accablent face aux « puissants », classe politique et médias, ignorants de la réalité de la vie quotidienne du reste de la population. Cette vision manichéenne de la réalité sociale le fait verser dans le populisme. Il s'attache à montrer que la réalité que vit la population n'est pas celle qu'on lui décrit quotidiennement dans les médias dominants.

---

<sup>2053</sup> « die wirklichen Hintergründe der Einführung des EURO », éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/3, p. 1.

<sup>2054</sup> Article (*Lüdenscheider Nachrichten*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 98/7, p. 6.

<sup>2055</sup> Article (*Nordkurier*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 98/8, p. 9.

<sup>2056</sup> Article de Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel publié dans *GB* 01/7-8, p. 3.

Quelques mois plus tard, Großpietsch revient sur l'introduction de l'euro et les frais induits pour le *GB*. Il évoque aussi les réactions suscitées par son précédent article à ce sujet :

*« C'est pourquoi j'accepte volontiers le reproche de faire du « populisme national » contre l'euro. Et si ceux qui me critiquent à ce sujet compensaient nos frais (passage à l'euro, achat d'une nouvelle machine à affranchir) par de généreux dons ? Les désabonnements provoqués par l'introduction de l'euro sont aussi des pertes douloureuses pour lesquelles personne ne nous dédommage, sans parler de paiements compensatoires. »*<sup>2057</sup>

Großpietsch ne renie en rien ses déclarations<sup>2058</sup> et assume parfaitement le reproche de populisme qui peut lui être fait et il verse dans la provocation en invitant les critiques à mettre la main à la poche. Il renforce ainsi le populisme en essayant de désarmer les voix critiques, en faisant comme si les critiques étaient injustifiées.

En 2002, Wilfried Böhm, qui fut longtemps député au *Bundestag* puis au parlement européen de la CDU, publie une tribune dans laquelle il dénonce l'entêtement de Helmut Kohl qui a tout fait pour imposer l'euro aux Allemands qui n'en voulaient pas :

*« A l'époque, Kohl a préféré prendre le risque de voir la gauche gagner plutôt que de conserver le mark, ce qui aurait correspondu aux attentes des Allemands. »*<sup>2059</sup>

L'euro est donc la conséquence de l'entêtement d'un homme qui préfère voir son camp politique perdre les prochaines élections plutôt que de renoncer à un projet dont personne ne veut. On peut difficilement faire un reproche plus sévère à un dirigeant politique, la victoire de la gauche étant le sommet de l'inconséquence politique de Kohl selon le *GB*.

La constitution est imposée

L'autre grand sujet européen qui pose selon le *GB* la question du dynamisme de la démocratie en Europe est celui de la constitution européenne. Quand la Commission chargée d'élaborer une constitution pour l'UE a été mise en place, le fait est passé inaperçu dans le *GB*. C'est seulement lorsque s'est posée la question de son adoption par l'Allemagne que le *GB* a commencé à s'inquiéter. C'est à la fois le contenu même de la constitution et le mode de ratification du traité qui posent problème pour le *GB*. Toutefois, l'absence de consultation de la population allemande est mise au premier plan car même si le texte lui-même entérine des reculs dans la souveraineté nationale des Etats-membres, le *GB* semble en avoir pris son parti. De plus, le contenu mériterait d'être mis en débat si la possibilité en était donnée avec une consultation directe du peuple. Dans la mesure où c'est le seul parlement qui est chargé de ratifier le texte, on voit mal comment les citoyens allemands pourraient s'intéresser pleinement au débat.

---

<sup>2057</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 02/1, p. 3. La définition du national-populisme proposée par Pierre-André Taguieff correspond assez bien à l'attitude que revendique Peter Großpietsch : il s'agit d'un discours marqué à la fois par le pôle protestataire et le pôle identitaire qui prend la forme d'un appel au peuple dirigé contre les élites. Cf. TAGUIEFF Pierre-André, « Populisme, nationalisme, national-populisme. Réflexions critiques sur les approches, les usages et les modèles », p. 303-407, in : DELANNOI Gil, TAGUIEFF Pierre-André (éd.), *Nationalismes en perspective*, Berg International, Paris, 2001.

<sup>2058</sup> Interrogé à ce sujet, Peter Großpietsch assure dans un mail à l'auteur (daté du 22 octobre 2010) que les désabonnements ont été plus nombreux qu'en temps normal lors du passage à l'euro.

<sup>2059</sup> Article de Wilfried Böhm paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 02/3, p. 2.

Dans le contenu de la constitution, c'est l'absence de référence à Dieu qui dérange tout d'abord le *GB* pour qui la religion occupe une place importante dans la vie des hommes et les protège d'une trop grande emprise de l'Etat ou de la science<sup>2060</sup>. L'abandon d'une part de sa souveraineté représente aussi un point de critique dans le *GB*, exprimé par un député CSU opposé au texte :

« *Tout ce que Bruxelles va maintenant recevoir comme compétences n'est pas compatible avec nos principes démocratiques.* »<sup>2061</sup>

Une autre voix s'élève pour mettre en doute la justesse de la constitution européenne :

« *Il [Le Traité constitutionnel, L.P.] constitue le point final d'une évolution longue de plusieurs années et qui aurait dû être corrigée depuis longtemps déjà. La République de Weimar lui doit sa perte. Ce n'est pas l'œuvre d'Hitler. Récemment, les Irlandais ont refusé le traité car il n'a pas pu leur être expliqué. Nos députés ne le comprennent pas plus que les Irlandais. Mais ils sont confiants et se disent que tout doit certainement être en ordre. Car c'est bien cela que leur ont dit leurs supérieurs.* »<sup>2062</sup>

Cette voix a d'autant plus de poids qu'on ne lui reprochera pas d'être proche de l'extrême droite puisqu'elle est « naturellement » protégée contre cette critique : le nom de l'auteur est suivi de cette mention « avocat, homme politique, fils de l'auteur de l'attentat contre Hitler et plaignant contre le Traité de Lisbonne »<sup>2063</sup>. Si cette précision sur l'ascendance de l'auteur de la citation est apportée, c'est bien pour légitimer sa parole, lui faire profiter de l'aura héroïque qui entoure son nom et donner du poids à ses arguments. La citation mentionne d'ailleurs le passé allemand et Hitler. Etonnamment, ce n'est lui qui est rendu responsable de l'évolution fatale prise par l'Allemagne, comme s'il n'avait joué qu'un rôle secondaire dans l'histoire allemande. Les députés allemands sont présentés comme des marionnettes aux ordres des caciques du parti. Leur légitimité est clairement mise en cause puisque leur avis n'est pas plus éclairé que celui des électeurs irlandais. Ils sont ramenés au statut premier de représentants du peuple, comme étant les égaux du peuple. Le rejet du Traité se fonde ici sur sa complexité. De la part d'un juriste, c'est un argument pour le moins un peu court. On peut effectivement douter que l'ensemble des citoyens soient en mesure d'exprimer un jugement éclairé sur un texte réputé ardu, mais de la part d'un avocat, des arguments plus étayés auraient pu être présentés.

On trouve précisément un argument juridique valable allant contre le Traité de Lisbonne, venant de la part d'un juriste :

« *Le Traité de Lisbonne présente selon Dietrich Murswiek, spécialiste du droit international, une erreur de conception passée inaperçue jusque-là qui ravale la Loi fondamentale au rang de « constitution régionale ». Dans une analyse du traité, Murswiek arrive à la conclusion*

---

<sup>2060</sup> Extrait d'un article (*BdV-Nachrichten*) paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 06/1, p. 6.

<sup>2061</sup> Déclaration de Peter Gauweiler, député CSU, (*Junge Freiheit*) parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 08/1, p. 11.

<sup>2062</sup> Extrait d'une déclaration de Franz Ludwig Graf Schenk von Stauffenberg (*Focus online*) parue dans la rubrique Citation actuelle publiée dans *GB* 09/3, p. 7.

<sup>2063</sup> « Rechtsanwalt, Politiker, Sohn des Hitler-Attentäters und Kläger gegen den Lissabon-Vertrag ».

*que celui-ci donne à la cour européenne de justice la compétence de corriger les instances nationales dans des questions constitutionnelles nationales, selon la déclaration de l'université de Fribourg. »*<sup>2064</sup>

Le contenu de l'article est jugé digne d'attirer spécialement l'attention du lecteur car il est présenté dans un encadré qui le met ainsi en valeur et le distingue visuellement du reste de la page.

Quand la *Bundesverfassungsgericht* rend son verdict et donne raison aux plaignants car le Traité de Lisbonne est incompatible avec le Loi fondamentale allemande, Peter Großpietsch jubile de l'échec cuisant d'une grande partie de la classe politique et de ce coup d'arrêt mis à l'avancée de l'intégration européenne<sup>2065</sup>. C'est une vraie victoire pour le *GB* qui plaide contre une évolution de l'UE s'accompagnant de renoncements à des parts de souveraineté nationale. Une fois de plus, le *GB* trouve dans un jugement des raisons de croire en la justesse de ses positions, pourtant en contradiction avec l'avis majoritaire de la classe politique. Sur la question du statut des territoires de l'Est, la *Bundesverfassungsgericht* a toujours défendu la position considérant qu'ils continuaient d'appartenir à l'Allemagne tant qu'un traité de paix n'avait pas été signé. Le jugement de la *Bundesverfassungsgericht* concernant le Traité de Lisbonne représente donc pour le *GB* une victoire du droit sur le mépris de la démocratie et les tentatives de s'affranchir de l'échelon national dans le domaine judiciaire. Preuve que Großpietsch jubile à la lecture du jugement, on lit à la fin de l'article une invitation adressée aux lecteurs intéressés à envoyer à la rédaction du journal six timbres à 55 centimes afin de recevoir une copie du jugement<sup>2066</sup>. Il s'agit de l'expression de la joie de voir un texte qui selon le *GB* va faire date dans l'histoire du droit et de l'affirmation de la nation.

Misant certainement sur l'opposition d'une partie de la population, le *GB* réclame un référendum pour que l'Allemagne ratifie le Traité constitutionnel. Il s'appuie en cela sur les exemples venus de l'étranger. Les Etats membres de l'UE n'ont pas tous choisi le même mode de ratification, chacun étant libre de choisir celui qui lui convient le mieux. L'Allemagne a choisi la voie parlementaire, ce qui est interprété par le *GB* comme un geste de défiance du monde politique à l'égard de la population et un signe supplémentaire du fossé séparant la population allemande des hommes politiques censés la représenter alors qu'ils ne font que mener une politique contraire aux intérêts nationaux.

L'exemple du premier ministre britannique montre que la classe politique européenne dans son ensemble n'est pas à l'aise avec la question du Traité de Lisbonne et que la situation allemande n'est pas une exception dans l'UE :

*« S'il est pour M. Brown à ce point gênant d'être associé au traité qu'il en a raté la signature officielle, il devrait alors se souvenir de la promesse de son parti d'organiser un référendum. »*

---

<sup>2064</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 09/6, p. 11.

<sup>2065</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 09/9, p. 2.

<sup>2066</sup> Interrogé par l'auteur, Peter Großpietsch indique dans un mail du 22 octobre 2010 qu'une quinzaine de lecteurs ont effectivement demandé à recevoir un exemplaire du jugement.

*La honte suscitée par son absence à Lisbonne n'est en effet en rien comparable au dommage qu'il provoquerait s'il devait continuer à refuser un référendum sur le traité européen. »*<sup>2067</sup>

C'est une remarque pleine d'ironie qu'utilise le *GB* pour relayer les appels à organiser un référendum sur l'adoption par l'Allemagne du Traité constitutionnel :

*« Si l'on considère que les citoyens peuvent subir le Traité européen, alors celui-ci devrait théoriquement supporter que l'on procède à un vote le concernant. Et alors le monde politique n'aurait pas à craindre le résultat. »*<sup>2068</sup>

Le ton très ironique reflète ce que le *GB* pense de la situation politique allemande : la majorité de la classe politique considère que le Traité de Lisbonne est une bonne chose pour l'Allemagne et pour l'UE, et donc pour les citoyens allemands, mais elle n'ose pas le soumettre à référendum car l'opinion ne voterait pas forcément dans le sens espéré. Cette situation que l'on retrouve dans de nombreux autres pays européens a conduit plusieurs gouvernements à renoncer à organiser des référendums sur l'adoption du Traité de Lisbonne. La France et les Pays-Bas qui avaient choisi la voie référendaire ont d'ailleurs essuyé un refus de la population d'adopter le texte proposé. Quant à l'Irlande, le non exprimé par les électeurs une première fois n'a pas découragé le gouvernement de soumettre une nouvelle mouture du texte au peuple (contrairement à ses homologues français et hollandais).

La situation de l'Irlande a attiré l'attention de toute l'Europe qui regarde ce petit pays risquant à lui seul de faire échouer le traité constitutionnel parce que ses citoyens s'y opposent. A travers un article de Brigitte Lambiel, le *GB* applaudit le vote sanction des Irlandais d'un « Merci aux Irlandais ! »<sup>2069</sup>. Lambiel regrette que les Allemands n'aient pas été consultés et constate que c'est en fait une règle valable pour toutes les décisions importantes de l'UE :

*« Dans notre Loi fondamentale, article 20 paragraphe 2, il est clairement dit que tout le pouvoir de l'Etat vient du peuple. Mais le peuple allemand n'a été consulté ni pour l'euro, ni pour les Accords de Schengen et encore moins pour le « Traité de Lisbonne ». Et si ce traité devait être adopté, alors tout « notre pouvoir de l'Etat » viendrait d'hommes politiques de Bruxelles. »*<sup>2070</sup>

Les hommes politiques de Bruxelles incarnent tout le mal que le *GB* pense de l'UE, présentée comme éloignée de ses citoyens et de leurs préoccupations. Ici encore, on sent le populisme qui s'exprime, faisant des représentants des différents pays membres une sorte de caste multinationale qui mépriserait les intérêts particuliers des pays membres et n'obéirait qu'à sa seule logique propre. Toutefois, c'est surtout le ton employé, préférant la polémique à l'argumentation, qui fait le populisme du *GB*, car sur le fond, l'absence de consultations des citoyens européens lors de grandes décisions n'est pas à l'honneur des institutions européennes qui semblent se défier des peuples qu'elles représentent. La mise à l'écart des

---

<sup>2067</sup> Article (*Daily Telegraph*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 08/1, p. 11.

<sup>2068</sup> Extrait d'une déclaration de la publiciste Doris Klaus (*Die Presse*) parue dans la rubrique Citation publiée dans *GB* 08/4, p. 6.

<sup>2069</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/7-8, p. 2 : « Den Iren sei Dank ! ».

<sup>2070</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/7-8, p. 2.

citoyens explique en partie la montée en puissance des populistes dans de nombreux pays européens.

Cité dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, un journal polonais, *Rzeczpospolita*, est pour une fois mentionné par le *GB* pour une prise de position en accord avec l'avis du *GB* :

« Car le document [Traité de Lisbonne, L.P.] a été accepté d'une manière qui révèle l'arrogance des élites politiques européennes. Après un certain temps, on verra combien la démocratie a souffert sur le vieux continent. Les Irlandais ont voté avec le pistolet sur la tempe. »<sup>2071</sup>

Cet extrait combine les deux attitudes du *GB* face à l'UE : rejet de la classe politique et dénonciation du manque de démocratie. Cette situation semble de mauvais augure pour l'avenir de l'UE qui finira par en payer le prix.

### ***La perte de l'identité nationale***

La construction européenne, en voulant unir les Etats européens pour les rendre plus forts, suppose que ceux-ci renoncent à une partie de leur souveraineté et prérogatives habituelles. A mesure que grandit le sentiment européen, le lien avec l'Etat national devient plus ténu car il n'est plus le lien d'appartenance le plus élevé (après l'attachement à sa ville ou sa région). Surtout, le sentiment de crainte le plus partagé est celui de voir les Etats-nations européens disparaître dans un ensemble européen qui apparaît lointain à beaucoup de citoyens européens, eux qui ont du mal à envisager l'Europe comme un nouvel horizon commun pour tous les citoyens européens, quel que soit leur pays d'origine.

Dès le début de l'histoire de la CEE, le *GB* fait état des peurs d'une partie de la population allemande vis-à-vis de l'Europe. Les paysans, parmi lesquels les expulsés sont nombreux et particulièrement fragiles économiquement, regardent avec méfiance le système européen qui se met en place :

« Les projets avérés pour faire disparaître l'agriculture doivent être mis en évidence (la CEE de Rabot [Directeur général de l'agriculture, L.P.], Vredeling [homme politique et agronome néerlandais, L.P.], OCDE, etc.) et retirés avant qu'ils ne mettent en danger nos paysans à cause d'intérêts étrangers sans scrupules. »<sup>2072</sup>

Les paysans représentent plus que toute autre corporation l'identité des expulsés car une grande partie des expulsés travaillaient dans le monde agricole avant l'expulsion. Quand l'Europe est associée à un danger pour les paysans, c'est donc en partie un danger pour les expulsés qui est ressenti.

Les conditions de travail difficiles des paysans expulsés sont mises en lien avec la CEE. Le *GB* parle d'un destin doublement difficile pour eux :

« D'une part parce que le paysan expulsé s'est vu prendre avec la perte de sa Heimat le socle vital acquis à force de travail par des générations durant des siècles, et d'autre part parce

---

<sup>2071</sup> Extrait d'un article (*Rzeczpospolita* cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 09/11, p. 13.

<sup>2072</sup> Article de Georg Goebel publié dans *GB* 65/10, p. 2.

*qu'au terme d'un long effort pour un nouveau départ suite à la situation économique difficile d'une grande partie des paysans allemands dans la CEE, il se voit privé du juste salaire de son pénible travail. »*<sup>2073</sup>

La thématique du reflux de l'identité nationale au profit de l'influence européenne ne devient réellement un sujet d'intérêt dans le *GB* qu'à la fin des années 1990 lorsque l'intégration européenne avance au point de changer en profondeur les pratiques politiques. Avec la signature du Traité de Maastricht, l'UE devient une union politique forte.

Großpietsch établit une corrélation entre le manque de démocratie lié à l'absence de consultation populaire lors de l'introduction de l'euro et la crise de confiance des Allemands qui ne se sentent pas représentés dans l'UE et voient l'existence de la nation allemande sacrifiée sur l'autel de la construction européenne :

*« Des critiques bien intentionnés voient d'ailleurs dans le traitement autoritaire par Kohl de ces questions touchant au cœur de l'identité allemande et dans le silence de ses fidèles, la raison décisive de la récente défaite électorale [de la droite aux élections législatives de septembre 1998, L.P.]. »*<sup>2074</sup>

Il est indubitable que l'introduction de l'euro contre la volonté du peuple allemand n'a pas été du goût des électeurs, surtout parmi les électeurs traditionnels de la CDU attachés aux valeurs conservatrices et aux symboles de la réussite de la RFA et de son identité nationale. C'est certainement un élément qui a joué un rôle dans la défaite électorale, mais entre l'usure du pouvoir et le taux de chômage élevé, les raisons de l'échec ne manquent pas et c'est un procédé très réducteur que de ne retenir que celui-ci.

Großpietsch ressent une lassitude sincère vis-à-vis de l'UE suite au fossé qui se creuse entre instances dirigeantes et peuples européens, exprimée sous le titre « L'Europe, une déception » :

*« A mon avis, les citoyens ne sont pas seulement désenchantés, mais au regard de cette évolution, ils n'ont plus que peu de confiance en l'Europe. On ne peut pas continuer ainsi car la démocratie a déjà beaucoup souffert. »*<sup>2075</sup>

L'Europe que Großpietsch condamne à longueur d'éditoriaux est celle qui rejette les nationalismes et mise sur l'unité des nations européennes plutôt que sur les nations prises les unes à côté des autres. Lorsqu'en 2000, le parti populiste d'extrême droite dirigé par Jörg Haider réalise un score élevé aux élections législatives autrichiennes et que le FPÖ participe à la coalition gouvernementale, l'UE réagit unanimement pour condamner l'entrée au gouvernement d'un membre de l'UE d'un parti dont le dirigeant est un homme politique, adversaire déclaré de l'UE, rendu célèbre en Europe par ses déclarations provocatrices sur le passé autrichien et le national-socialisme<sup>2076</sup>. L'UE décide de sanctions contre l'Autriche afin

---

<sup>2073</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 86/6, p. 2.

<sup>2074</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/2, p. 1.

<sup>2075</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/9, p. 1-2 : « Enttäuschung Europa ».

<sup>2076</sup> Cette situation confronte deux obsessions de la Nouvelle droite : d'une part le rejet catégorique de l'Union européenne accusée de ne pas respecter la souveraineté des Etats et des peuples, et d'autre part l'admiration

de marquer son opposition au FPÖ et à sa ligne politique en opposition frontale avec les valeurs prônées par l'UE. Selon Großpietsch, il s'agit d'un cas éclatant d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays et d'un mépris flagrant des électeurs autrichiens qui ont librement fait entendre leur voix. Cette même UE qui ne donne pas la parole à des citoyens sur des sujets aussi importants que les formes démocratiques et politiques des institutions européennes ou l'abandon des monnaies nationales se permet de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays membre :

« C'est donc là l'Europe d'Amsterdam et de Maastricht vers laquelle sans mot dire nous devons tendre, qui se pique de critiquer vertement la formation du gouvernement d'un petit pays dans un élan de tartuferie rarement vu, qui le couvre de honte et qui appelle la populace à manifester. »<sup>2077</sup>

Großpietsch semble avoir trouvé ce qui correspond le mieux à son rejet de l'UE sous la plume d'un journaliste du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* :

« Dans sa colonne « Le masque des européens » du 8 février 2000 dans le FAZ, Konrad Adam voit juste lorsqu'il conclut en disant : « Les professionnels de l'Europe savent où ils doivent chercher leur ennemi. Il n'est ni à l'extrême droite ni à l'extrême gauche, ni écologiste ni de gauche ni de droite ni libéral, mais eurosceptique, conscient de son identité et indépendant. Il a aussi un nom : le populiste. »<sup>2078</sup>

L'énoncé des caractéristiques de l'ennemi déclaré de l'UE correspond si bien aux traits de Großpietsch que l'on ne peut s'empêcher de penser que c'est son portrait qu'il peint en creux en citant l'article du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Si le terme de populiste a généralement une connotation négative, certains ne rejettent pas le terme, voire le revendiquent au regard de son étymologie et de la proximité avec le peuple qu'elle suppose ; comme dans le cas où la dénonciation du passage à l'euro avait valu à Großpietsch le reproche d'être un populiste, ce à quoi il avait répondu qu'il s'enorgueillissait d'être considéré comme tel tant que ses critiques sont pertinentes et reflètent ce que les gens pensent. Outre qu'il est toujours difficile de savoir ce que pensent réellement les gens et qu'il est plus aisé de prétendre le savoir que de le démontrer, on peut constater ici une forme d'aveu politique comme si dans son combat contre l'UE, Großpietsch choisissait de se dévoiler complètement et d'assumer sa position mal considérée dans les médias de populiste. Dans son article, il ne prend pas la défense de Haider, il se contente de dénoncer l'ostracisme dirigé contre l'Autriche coupable d'avoir donné trop d'importance à un populiste.

Le niveau démocratique de l'UE est contesté aussi au regard du nombre de députés qui représentent l'Allemagne au parlement européen. Avant la réforme de la composition du parlement européen appliquée lors du scrutin de juin 2009, le nombre de députés allemands était faible par rapport au poids de sa population dans l'UE. Le nombre de députés allemands est resté inchangé, mais le nombre total de députés européens a diminué tandis que la

---

pour Haider qui fait figure de modèle pour le renouveau libéral de l'Allemagne. Cf. CASASUS, *nouvelle droite*, p. 140-143.

<sup>2077</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB 00/4*, p. 2.

<sup>2078</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB 00/4*, p. 2.

population de l'UE augmentait avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007. En 2010, le poids démographique de l'Allemagne est mieux représenté au Parlement européen. Pourtant si les écarts peuvent être importants (« La voix d'un Luxembourgeois pesait lors des dernières élections européennes presque douze fois plus que celle d'un Allemand »<sup>2079</sup>), ils s'expliquent par la volonté de donner une représentation honorable aux pays les moins peuplés. Sans cette volonté, Chypre, Malte ou le Luxembourg seraient quasiment absents du parlement. Sans cette explication, les chiffres peuvent sembler choquants pour une assemblée démocratique et donner raison aux contempteurs de l'UE.

*« Le libre établissement du lieu de résidence en Europe (une grande ambition autrefois) n'est plus garanti après qu'un Allemand par exemple ne peut pas acquérir de propriété foncière en Pologne ; un expulsé allemand n'a même pas le droit de racheter sa propre maison à cause de la loi en Pologne. L'auteur de ces lignes a été bien accueilli dans son village natal par les Polonais qui lui ont proposé, s'il disposait d'une certaine somme, d'y acheter un terrain pour y bâtir une maison. Toutes les conditions étaient remplies, mais tout a été bloqué par le droit ou plutôt le non-droit polonais. Ce n'est pas comme cela que l'on construit une Europe unie libre et ce n'est pas non plus comme cela que l'on arrivera à une vraie amitié. »*<sup>2080</sup>

La colère des expulsés concernant les interdictions faites aux Allemands d'acheter des terrains ou des bâtiments en Pologne est effectivement justifiée. L'UE prétend depuis les origines œuvrer à l'ouverture des frontières intra-européennes et favoriser les déplacements des biens et des personnes et le libre choix du lieu de résidence fait partie des ambitions du projet européen. Toutefois, si en 2004 les Allemands n'ont pas le droit d'aller s'installer dans la Pologne qui vient de faire son entrée au sein de l'UE, il ne s'agit que d'une disposition transitoire qui n'est pas appelée à durer dans le temps. Le *GB* devrait le dire (y compris le cas échéant pour dénoncer cette période transitoire) et ne pas faire comme si cette interdiction était appelée à se prolonger. Cette étape transitoire est destinée à répondre aux craintes d'une partie de la population polonaise effrayée à l'idée que les Allemands, qu'elle sait plus riches, viennent massivement acheter terres et maisons et que la Pologne assiste à une vague incontrôlée d'immigration allemande. Cette crainte, qu'on la juge compréhensible ou ridicule, n'est pas sans rappeler celle d'une partie de la population allemande qui redoute l'afflux d'une main-d'œuvre polonaise sous-payée de nature à déstabiliser le marché intérieur du travail. Dans ce cas précis, de nombreux Allemands ont été heureux qu'un délai de transition ait permis de retarder cette échéance en ouvrant progressivement la frontière germano-polonaise.

Le *GB* ne se prive pas de dénoncer la morale à deux vitesses pratiquée par les dirigeants allemands, soutenus en cela par les instances européennes, toujours promptes à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme, mais silencieuses sur le sort des expulsés allemands :

---

<sup>2079</sup> « Die Stimme eines Luxemburgers wog bei den letzten EU-Wahlen beinahe zwölfmal so schwer wie die eines Deutschen. », dans un article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 04/9, p. 11.

<sup>2080</sup> Article de Siegfried Kottwitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 04/12, p. 2. On retrouve le même reproche dans un article publié dans *GB* 05/3, p. 1-7.

*« Un ambassadeur allemand s'est efforcé lors d'une conférence à Zagreb de faire comprendre aux hommes politiques croates désireux de rejoindre l'UE que le retour des Serbes ayant fui la Croatie est une importante condition préalable à l'ouverture de négociations d'adhésion. La question d'un homme politique croate voulant savoir si le gouvernement allemand mettait la même ardeur à défendre le droit au retour des expulsés allemands de Silésie et des Sudètes, n'a reçu de la part du diplomate qu'une réponse maladroite « c'est un problème complètement différent ». Les rires moqueurs du public ont montré ce que l'on pensait de cette morale à deux vitesses. »<sup>2081</sup>*

Ici, le *GB* ne peut cacher sa joie de voir la diplomatie allemande prise à son propre piège. Volontiers donneuse de leçons, elle s'avère incapable de résoudre ses propres problèmes alors qu'elle incite sans cesse les autres pays à régler les leurs. Les expulsés allemands rappellent pourtant que si leur destin avait été mieux pris en compte par la diplomatie allemande et internationale, les expulsions seraient certainement moins nombreuses dans le monde aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, le vœu de voir l'expulsion considérée dans sa dimension européenne, comme le souhaite le BdV avec son projet de Centre contre les expulsions prend ici tout son sens.

Une des conséquences de la perte de souveraineté est qu'une décision prise à l'échelon national soutenue massivement par la population locale, peut être renversée par une décision venue de l'échelon européen et contraindre le pays membre à modifier sa législation nationale. Ainsi la Commission européenne a considéré que l'interdiction autrichienne d'importer du maïs transgénique allait à l'encontre des règles de l'OMC :

*« Les activités de lobbying de Monsanto ont donc été efficaces. Mais l'interdiction autrichienne de cultiver des OGM reste en vigueur. Provisoirement car avec l'entrée en vigueur du « Traité de réforme », l'Autriche perd son droit de veto et peut désormais être contrainte à lever cette interdiction par des décisions prises à la majorité. »<sup>2082</sup>*

C'est bien le risque de voir les décisions nationales placées sous l'autorité supranationale de Bruxelles qui effraie le *GB*. Il montre ainsi que ses mises en garde contre le Traité constitutionnel n'étaient pas infondées et que l'activité industrielle soutenue par des lobbys et autres défenseurs d'intérêts particuliers peut imposer des décisions allant contre l'avis général de la population. Et c'est en partie ce qui se passe quelques mois plus tard lorsque la Commission européenne autorise la mise sur le marché d'une variété de pomme de terre issue de manipulations génétiques :

*« L'UE a autorisé la culture de la pomme de terre transgénique Amflora de la multinationale allemande BASF et avec cette décision, elle renvoie aux oubliettes l'embargo sur les OGM qui prévalait depuis 1998 et d'autre part elle a déclenché une vive polémique... On n'a pas demandé l'avis des 70% de consommateurs qui ne veulent de nourriture Frankenstein. Vraiment une sale histoire. »<sup>2083</sup>*

---

<sup>2081</sup> Article (*Braunauer Rundbrief*) publié dans *GB* 06/12, p. 10.

<sup>2082</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 08/7-8, p. 19.

<sup>2083</sup> Extrait d'un article (*La Stampa* cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 10/4, p. 13.

Effectivement, la majorité des décisions prises par les parlements nationaux en Europe ne sont rien d'autre que la transposition dans le droit national de décisions prises préalablement au niveau européen. Il serait abusif de parler de recul démocratique puisque les députés allemands siégeant au *Bundestag* sont bien élus par le peuple allemand, mais il est vrai que les textes leur sont en partie imposés. Lorsque ces textes émanent du parlement européen, la vie démocratique n'est pas en cause non plus puisque les députés européens sont aussi élus directement par le peuple européen, donc en partie par le peuple allemand. Mais lorsque les textes sont issus de la Commission européenne, le caractère démocratique est bien moins affirmé puisque ses membres ne sont pas élus par le peuple : les commissaires européens sont proposés par les pays membres. La Commission doit certes passer devant le Parlement européen avant de prendre ses fonctions, mais il n'y a pas d'élection directe de ses membres. Un parlementaire allemand s'offusque du manque de démocratie dans les affaires européennes qui place les Etats-nations devant le fait accompli :

*« Chez nous en Allemagne, on ne demande pas l'avis des citoyens par principe, surtout pas pour les affaires européennes (...). A vrai dire, il s'agit d'une constitution qui n'est pas légitimée démocratiquement, venant d'un peuple européen qui n'existe pas, et dont les contenus sont profondément antidémocratiques. »*<sup>2084</sup>

Durant l'année 2009, les appels se suivent pour réclamer un référendum sur le Traité de Lisbonne. Qu'ils viennent de la sphère politique par la voix du ministre-président de Bavière Seehofer :

*« S'il doit y avoir des transferts de souveraineté, alors il faut des consultations populaires. »*<sup>2085</sup>

ou de journaux politiquement proches comme le *Preußische Allgemeine Zeitung*<sup>2086</sup>, la tenue d'un référendum est au cœur des revendications pour plus de démocratie, portées surtout par l'espoir de pouvoir dire non à l'Europe telle qu'elle se construit :

*« L'Europe souffre de l'élargissement du fossé entre les attentes de ses citoyens et les agissements de la classe politique. On a l'impression que les deux camps ne parlent pas la même langue. Un changement de mentalité est nécessaire. Ce n'est pas plus d'Europe qui est nécessaire, mais une Europe meilleure. »*<sup>2087</sup>

### **Les gaspillages d'argent**

De tous les reproches qui sont formulés à l'Europe, il en est un qui jalonne l'histoire de la construction européenne : il s'agit de son coût. En effet, l'Europe coûte cher. Entre les subventions, les aides structurelles ou ponctuelles qu'elle accorde et son budget de

---

<sup>2084</sup> Extrait d'un discours de Henry Nitzsche, député non-inscrit au *Bundestag*, (*Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 08/6, p. 10.

<sup>2085</sup> Déclaration de Horst Seehofer dans l'émission de ZDF « Heute » parue dans la rubrique Citation actuelle publiée dans *GB* 09/2, p. 8. La position de la CDU/CSU sur les référendums est expliquée dans un article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 09/4, p. 9.

<sup>2086</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 09/3, p. 2.

<sup>2087</sup> Article (*Le Figaro* cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 08/7-8, p. 16.

fonctionnement, l'Europe a besoin de beaucoup d'argent pour exister et rendre son action possible. En tant que pays le plus peuplé et au PIB le plus élevé, l'Allemagne est depuis toujours le plus gros contributeur au budget européen. Selon les périodes, son apport est plus ou moins élevé, mais elle se distingue toujours en tête de liste des contributeurs. Naturellement, cette situation ne va pas sans provoquer des grincements de dents en Allemagne, aussi bien chez les adversaires que chez les partisans de la construction européenne. Comme tous les pays membres, l'Allemagne profite aussi du budget européen et ses agriculteurs perçoivent des primes. De plus, l'aide au développement des nouveaux membres arrivés lors de l'élargissement de 2004 ne fait que renforcer des marchés déjà largement ouverts aux importations allemandes. Mais pour les adversaires de l'Europe, c'est une raison supplémentaire de se battre contre les institutions européennes, accusées de dilapider l'argent communautaire sans que le but soit toujours indiscutable ou même bien identifié.

Pourtant, la première fois que la question financière est évoquée dans le *GB*, le son de cloche est tout autre. Dans son éditorial sur le sens de la Journée de l'Europe, le 9 mai, Alois Bartsch évoque le poids économique que représente la contribution allemande au budget européen :  
« *Est-ce que nous Allemands avons des raisons de célébrer l'unification européenne ? Cette Europe ne nous fait-elle pas payer un peu plus, surtout pour le Marché commun ? La Journée de l'Europe n'est-elle pas en quelque sorte une journée de dépenses pour nous ? Deux chiffres en guise de réponse : en 1966, la RFA dépensera près de 403 millions de marks pour des objectifs d'intégration européenne* » - *c'est ce qui figure au budget fédéral. Cela ne représente même pas 7 marks par personne et par année. Est-ce que l'unification européenne ne les vaut pas, elle qui nous garantit seule la liberté, la paix, la sécurité et le bien-être et certainement aussi notre droit à la Heimat ?* »<sup>2088</sup>

Au début de la construction européenne, les objectifs de liberté, de paix et de sécurité sont bien présents dans les esprits et l'idée que la construction européenne doit empêcher le déclenchement d'un nouveau conflit en Europe a une importance bien plus grande qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Vingt ans après la fin de la guerre, les souffrances endurées pendant et après le conflit sont bien présentes dans les mémoires des Européens et l'éditorial engagé de Bartsch en faveur d'un sacrifice financier nécessaire trouve sans doute un écho favorable chez les lecteurs du *GB*.

Après la fin de la guerre froide et la réalisation de l'unité allemande, la question de la sécurité et de la liberté perd de son acuité et le regard porté sur la contribution allemande n'est plus du tout le même que trente ans auparavant. Désormais, la contribution allemande qui a augmenté est jugée démesurée et le *GB* appelle à une refonte du mode de calcul de la participation des Etats au budget communautaire<sup>2089</sup>. Mais il sait bien que la question est désormais un sujet politique et que tous les membres de l'UE cherchent à profiter au maximum du budget communautaire tout en limitant leur propre contribution. Néanmoins et pour montrer que

---

<sup>2088</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/7, p. 1.

<sup>2089</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 95/7, p. 5.

l'Allemagne plie sous le poids de sa contribution, le *GB* publie un graphique montrant que l'Allemagne paie plus que n'importe quel autre Etat-membre<sup>2090</sup>. Dans son éditorial consacré à l'élargissement de l'UE qui vient d'accueillir les pays de l'est, Großpietsch évoque directement la question financière :

« *Selon une étude de Bruxelles, la contribution brute de l'Allemagne va passer d'ici 2013 de 22 à 38 milliards d'euros.* »<sup>2091</sup>

Un professeur d'économie considère lui aussi que l'Allemagne contribue trop fortement au budget de l'UE et que la charge que représente la réunification aurait dû être prise en compte pour réévaluer la contribution allemande<sup>2092</sup>. Il reproche aux hommes politiques allemands de n'avoir pas su imposer de nouvelles bases de calcul pour tenir compte de la nouvelle situation de l'Allemagne. Les hommes politiques allemands sont régulièrement présentés comme impuissants ou incompetents à défendre les intérêts allemands à l'échelle européenne. Lorsque le niveau des contributions est réévalué en 2005, c'est une nouvelle fois ce qui est reproché aux représentants de l'Allemagne qui n'ont pas su défendre les intérêts allemands tandis que d'autres savaient mieux faire valoir leurs arguments pour obtenir une baisse de la contribution de leur pays :

« *Entre temps, d'autres pays de l'UE ont mieux négocié lorsqu'il a été question du poids qui pèse sur son propre budget.* »<sup>2093</sup>

Le poids élevé de la contribution financière de l'Allemagne est utilisé comme argument pour revendiquer des changements dans le fonctionnement administratif de l'UE :

« *Certes l'allemand est de loin la langue la plus parlée dans l'Union européenne (l'allemand est la langue maternelle de plus de 100 millions de personnes dans l'UE) et l'Allemagne paie deux fois plus de contributions au budget de l'UE que la Grande-Bretagne et la France réunies, mais jusque-là, l'anglais et le français sont les deux seules langues de travail de l'UE.* »<sup>2094</sup>

Il semble un peu saugrenu de tirer argument du poids de la contribution financière pour réclamer des droits supplémentaires au sein des institutions européennes. L'UE ne peut pas fonctionner en accordant des droits à ses membres les plus riches. Faute de quoi les plus petits Etats verront leur appartenance à l'UE se réduire à un simple symbole. De plus, l'UE adopte chacune des langues officielles nationales comme langue officielle de l'UE. Si le français et l'anglais sont privilégiés comme langues de travail, c'est d'une part parce qu'il faut limiter le nombre de langues utilisées lors des séances de travail et aussi parce que l'Allemagne a longtemps adopté une politique de retenue, se tenant en retrait dans tout ce qui aurait pu donner l'impression qu'elle cherchait à asseoir sa domination.

---

<sup>2090</sup> Graphique (Institut für Marktorientierte Unternehmensführung) publié dans *GB* 99/12, p. 8.

<sup>2091</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 04/5, p. 1.

<sup>2092</sup> Article publié dans *GB* 05/1, p. 13.

<sup>2093</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 06/3, p. 10.

On retrouve le même argument dans un article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 09/12, p. 15.

<sup>2094</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 98/3, p. 5.

### ***La question turque***

Les expulsés ont montré depuis le début de l'histoire de la construction européenne un attachement à ce projet. Les élargissements de l'Europe n'ont pas suscité de commentaires jusqu'à l'entrée des pays de l'Est dans l'UE. Auparavant, qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne en 1973 qui était plus que prudente dans sa démarche d'adhésion et a toujours montré un engagement très limité, ou des pays méditerranéens (Espagne et Portugal en 1986) dont la situation économique était en retard sur le reste des pays de la CEE, les processus d'élargissement n'ont pas été commentés dans le journal. C'est uniquement lorsqu'a été enclenché le processus d'adhésion des pays de l'est et plus spécialement de la Pologne et de la République tchèque que les expulsés ont manifesté leur inquiétude. Dans le même temps, la question de l'adhésion de la Turquie est devenue d'actualité elle aussi et le *GB* s'est dans ce cas fortement engagé contre l'élargissement de l'UE. De la place des chrétiens dans un Etat laïc à majorité musulmane en passant par le danger d'islamisation de la société, tous les prétextes religieux sont mentionnés, ainsi que l'argument du poids économique que peut représenter un pays au niveau de développement moins avancé que la moyenne européenne.

Le premier article consacré à l'adhésion de la Turquie est en fait une déclaration de presse du député conservateur Martin Hohmann (CDU). Il s'engage fermement contre la Turquie en déclarant qu'elle n'a tout simplement pas sa place en Europe :

« *Les cultures de la Turquie et de l'Europe, c'est le mariage de la carpe et du lapin.* »<sup>2095</sup>

La persécution des chrétiens et l'absence de liberté religieuse constituent son angle d'attaque principal. La Turquie ne respecte pas assez la minorité religieuse que constituent les chrétiens et elle n'est donc pas apte à s'intégrer dans l'UE dont elle ne partage pas les valeurs. Comme sur d'autres sujets européens, la revendication d'un référendum semble être un moyen de lutter contre le projet européen visant à intégrer la Turquie :

« *Pour Hohmann, une possible adhésion de la Turquie est une question existentielle pour l'Europe et pour l'Allemagne. Elle ne devrait pas être tranchée sans une large majorité dans la population.* »<sup>2096</sup>

Si Hohmann demande la tenue d'un référendum, ce n'est pas seulement pour garantir la légitimité démocratique de la décision, c'est plutôt parce que les sondages indiquent régulièrement que la population allemande est majoritairement hostile à l'entrée de la Turquie dans l'UE. C'est uniquement l'espoir de voir le peuple allemand dire non à la Turquie qui le motive. L'argument de l'opposition de la population allemande à l'adhésion de la Turquie est utilisé à plusieurs reprises lorsque sont publiés des sondages dont les résultats indiquent clairement que les Allemands ne souhaitent pas que la Turquie devienne membre de l'UE<sup>2097</sup>.

On retrouve un plaidoyer identique pour maintenir la Turquie hors des frontières politiques de l'Europe dans un article qui reprend en partie les mêmes motifs (islamisme, terrorisme,

---

<sup>2095</sup> Déclaration de Martin Hohmann paru dans la rubrique Regard extérieur publiée dans *GB* 03/1, p. 5.

<sup>2096</sup> Déclaration de Martin Hohmann paru dans la rubrique Regard extérieur publiée dans *GB* 03/1, p. 5.

<sup>2097</sup> Articles (*Junge Freiheit*) publiés dans *GB* 07/12, p. 12 et *GB* 10/3, p. 11 ; article (*IK-Nachrichten*) publié dans *GB* 10/4, p. 14-15.

différences culturelles) et y ajoute la place des femmes dans la société turque où elles ne sont pas considérées comme égales aux hommes<sup>2098</sup>. En 2007, seuls 9,1% des députés turcs sont des femmes<sup>2099</sup>. Les femmes n'ont pas le même accès que les hommes à l'emploi, mais il est tout de même surprenant que le *GB* se découvre un intérêt soudain pour la défense de la condition féminine alors que ce sujet n'a jamais été évoqué à un autre moment dans le journal. Quand il s'agit de faire barrage à la Turquie, tous les arguments sont bons à prendre.

La situation des droits de l'homme en Turquie est dénoncée car la démocratie n'y est pas respectée. Lorsque l'islamiste fondamentaliste Metin Kaplan est arrêté en Allemagne et que la Turquie réclame son extradition, l'Allemagne refuse tout d'abord de le faire au motif que l'Etat de droit n'est pas respecté en Turquie :

*« L'affaire Kaplan montre une fois de plus au citoyen qui ne pratique pas le terrorisme qu'il est trop simplet pour comprendre le monde. Voilà que quelqu'un ne peut pas être renvoyé en Turquie parce que l'Etat de droit n'y est pas garanti. Cette même Turquie doit prochainement devenir membre de l'Union européenne, ainsi que ces messieurs de l'Europe (...) en ont décidé. »*<sup>2100</sup>

Dans ce cas, on peut se demander quelle est l'évolution que le *GB* souhaiterait voir se réaliser. Vaudrait-il mieux que la Turquie respecte la démocratie et qu'elle accueille sur son territoire ce leader islamiste qui rêve de renverser l'Etat laïc turc ou est-il préférable que la Turquie prenne des libertés avec l'ordre démocratique et qu'elle combatte l'extrémisme islamique ? Aucune des deux positions ne peut satisfaire le journal qui en profite pour montrer que l'Allemagne soucieuse de défendre les droits de l'homme se drape dans sa vertu et garantit le droit d'asile à un homme opposé à la démocratie. Là encore, il montre que l'Allemagne se trouve en position de faiblesse parce qu'en prétendant défendre des valeurs, elle se ridiculise en protégeant ses propres ennemis.

L'adhésion de la Turquie est citée aussi comme représentant un danger pour la souveraineté de l'UE car elle répondrait à un désir des USA qui chercheraient à intégrer l'un de leurs alliés dans l'UE pour se décharger du poids économique qu'il constitue :

*« Une UE malade de trop d'élargissement signifie moins de concurrence économique et politique pour les USA et après le précédent turc, rien ne s'opposerait plus à l'entrée d'Israël dans l'UE. Les USA seraient ainsi débarrassés des deux gouffres à subventions que sont la Turquie et Israël. Mais pour que la Turquie puisse jouer le rôle du cheval de Troie d'Israël, la Chypre du Nord doit d'abord servir de poulain de Troie pour la Turquie. »*<sup>2101</sup>

---

<sup>2098</sup> Article de Rudolf Menzel paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 04/9, p. 2.

<sup>2099</sup> [www.ipu.org/pdf/publications/wmn07-f.pdf](http://www.ipu.org/pdf/publications/wmn07-f.pdf) ; page consultée le 16 septembre 2012. A titre de comparaison, 31,8% des députés du *Bundestag* élu en 2005 sont des femmes. Cf. BECKERMANN Antonia, « Wer sitzt im 16. Bundestag? Weniger Frauen, viele Beamte », article en ligne disponible sur [www.welt.de/print-wams/article132690/Wer-sitzt-im-16-Bundestag-Weniger-Frauen-viele-Beamte.html](http://www.welt.de/print-wams/article132690/Wer-sitzt-im-16-Bundestag-Weniger-Frauen-viele-Beamte.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2100</sup> Article de *Frankfurter Allgemeine Zeitung* paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 03/7-8, p. 9.

<sup>2101</sup> Article de *Preußische Allgemeine Zeitung* paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 04/6, p. 8.

Le scénario dans lequel les USA commanderaient à distance l'adhésion de la Turquie pour mieux préparer celle d'Israël relève plus de la science-fiction que de la réalité. Si la possibilité d'une adhésion d'Israël à l'UE est parfois évoquée dans les relations diplomatiques, sa réalisation semble encore très hypothétique. Quant à savoir si la Turquie adhèrera ou non à l'UE, ce ne sont certainement pas les USA qui le décideront. La méfiance paranoïaque qui s'exprime ici, imaginant des manœuvres diplomatiques de l'ombre, repose plus sur le soupçon de voir des lobbys et des alliances secrètes s'exercer, que sur des faits avérés. L'idée que les USA joueraient un rôle obscur dans le projet européen de la Turquie apparaît une autre fois dans le *GB* sous la plume de Peter Großpietsch :

*« Les peuples n'ont en fait plus rien à dire dans l'UE parce qu'ils ne peuvent plus changer le pouvoir législatif. A ce sujet, rappelez-vous l'adhésion de la Turquie à l'UE qui a été décidée en secret et à ses conséquences, et c'est signé Obama ! »*<sup>2102</sup>

Une fois encore, c'est le soupçon qui s'exprime et non les faits. D'ailleurs, une décision prise « en secret » a vocation à ne pas être divulguée au public et on imagine mal comment le *GB* pourrait détenir des informations diplomatiques confidentielles. C'est plutôt la méfiance vis-à-vis des Etats-Unis qui s'exprime ici. La diplomatie n'a pas pour habitude de travailler sur la place publique, mais il est difficilement concevable que les Etats-Unis puissent contraindre l'UE à accueillir la Turquie uniquement parce que cette adhésion satisferait leurs ambitions. Même si les Etats-Unis souhaiteraient que la Turquie intègre l'UE, c'est bien l'Europe qui aura le dernier mot.

Le *GB* ne craint pas de jouer avec les peurs de ses lecteurs pour attiser le rejet de la Turquie :  
*« 75% de tous les Turcs d'Europe vivent en Allemagne. Dès aujourd'hui. 30% de tous les Turcs ont moins de 15 ans. C'est-à-dire que 20 millions vont arriver sur le marché du travail au cours des prochaines années. Comme beaucoup de Turcs ne trouvent pas de travail dans leur pays, ils s'installeraient dans le cas d'une adhésion complète de la Turquie à l'UE là où il y a le plus de Turcs : en Allemagne. »*<sup>2103</sup>

Le raisonnement comme la conclusion de l'article sont très simples, voire simplistes. Partant du constat que beaucoup de Turcs vivent en Allemagne et que la Turquie connaît un chômage élevé, il en conclut ni plus ni moins que tous les jeunes chômeurs de Turquie n'auraient qu'une hâte s'ils le pouvaient, quitter la Turquie pour aller s'installer en Allemagne. Et le chiffre extrêmement élevé de 20 millions paraît bien menaçant. La perspective de voir 20 millions de Turcs arriver en Allemagne n'est évidemment pas de nature à susciter le soutien à la candidature turque, mais cette perspective est aussi effrayante que peu probable. Le *GB* attise ici un fantasme, celui du conquérant turc qui part à la conquête de l'occident, image qui remonte loin dans le passé mais n'a plus d'actualité. En jouant sur les peurs instinctives de la population, il cherche à provoquer le rejet pur et simple de l'étranger et veut déclencher des mécanismes de xénophobie, voire de racisme.

---

<sup>2102</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 09/7-8, p. 1-2.

<sup>2103</sup> Article (*Kurier der christlichen Mitte*) publié dans *GB* 04/9, p. 11.

Dans l'arsenal des arguments contre la Turquie figure aussi la position d'Ankara concernant le génocide des Arméniens. La Turquie ne reconnaît pas officiellement la réalité de ces crimes et l'Allemagne comme l'UE exige qu'elle le fasse afin de montrer qu'elle partage les valeurs morales de l'UE. Naturellement les expulsés sont sensibles à cet argument, eux qui ont eu à souffrir de l'expulsion du simple fait de leur nationalité<sup>2104</sup>. Parmi les droits de l'homme qui ne sont pas respectés figure outre les droits des minorités, la torture qui est utilisée couramment en Turquie. Cela suffit à disqualifier toute demande d'adhésion à l'UE<sup>2105</sup>.

La peur avec laquelle joue le GB repose principalement sur le danger de l'islamisation de la Turquie qui s'étendrait ensuite à toute l'Europe. Le GB n'hésite pas à exagérer fortement cette menace et à lui faire prendre des dimensions excessives :

*« A la fin du siècle, l'Europe sera sous influence musulmane et islamique. Ils font des enfants, et pas nous. Nous l'avons voulu et encouragé. Cela signifie aussi que dans quarante ans par exemple, aucune femme allemande ne pourra plus descendre dans la rue pour manifester pour obtenir plus de droits. Les musulmans l'interdiront. »*<sup>2106</sup>

Le danger du radicalisme islamique est effectivement existant, mais pour le GB, ce n'est pas tant la radicalisation de l'islam qui représente le danger que l'islam lui-même qui est considéré comme dangereux par essence :

*« Il n'est pas nécessaire d'en savoir long sur l'islam pour reconnaître son incompatibilité fondamentale et à long terme avec la démocratie. Sur les vingt-huit Etats islamiques du monde, vingt-sept ne sont pas des démocraties, et le vingt-huitième, la Turquie, n'arrive pas à avoir une politique impeccable en matière de droits de l'homme en dépit de toutes ses tentatives de réformes. »*<sup>2107</sup>

La peur avec laquelle joue le GB consiste aussi à faire croire que la Turquie va faire une entrée imminente dans l'UE. C'est ce que prétend Bernd Posselt, député européen (CSU), dans une déclaration :

*« il y a de nombreuses tentatives de forces antieuropéennes venant de Grande-Bretagne, de la République tchèque et de Pologne pour obtenir de force l'adhésion de la Turquie, et ce dès 2011. »*<sup>2108</sup>

C'est une nouvelle fois la théorie du complot qui est développée pour alimenter la source des arguments s'opposant à l'adhésion de la Turquie à l'UE.

### **III - L'affaire des décrets**

Lors de l'expulsion des Allemands à partir de 1945, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont pris un certain nombre de dispositions législatives pour organiser l'expulsion des Allemands des territoires allemands devenus polonais et des anciens territoires polonais ainsi que pour régler

---

<sup>2104</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/6, p. 2. On trouve le même argument dans une déclaration de l'OMV du Brandebourg publiée dans GB 09/1, p. 15.

<sup>2105</sup> Article publié dans GB 06/9, p. 12.

<sup>2106</sup> Extrait d'un article (*Hessische/Niedersächsische Allgemeine* cité dans *Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Citation publié dans GB 09/12, p. 4.

<sup>2107</sup> Article de *Preußische Allgemeine Zeitung* paru dans la rubrique Citation publié dans GB 10/1, p. 13.

<sup>2108</sup> Article (*IK-Nachrichten*) publié dans GB 10/1, p. 14.

la question de leurs propriétés. Il s'agissait de donner un cadre légal à l'expulsion. Les décrets signés en Pologne par Bolesław Bierut, président du gouvernement provisoire de Pologne (tout comme ceux signés en Tchécoslovaquie par Edvard Beneš, président de la République) ordonnent l'expulsion des Allemands. Malgré l'*Ostpolitik* menée par Willy Brandt dès le début des années 1970 puis la chute du communisme à partir de 1989, la Pologne n'est jamais revenue sur ces décrets, elle ne les a jamais remis en cause et n'a pas levé leur validité. A la fin du XXe siècle, ces décrets (terme générique utilisé par les expulsés pour couvrir l'ensemble des dispositifs législatifs) ont une valeur à la fois juridique mais aussi symbolique.

Juridique d'abord car tant que les décrets subsistent et que l'expulsion et la confiscation des biens restent couvertes par la légalité, les expulsés allemands ne peuvent pas se retourner contre l'Etat polonais pour demander la réparation des pertes subies durant l'expulsion. Les propriétés foncières et les biens matériels qui ont été perdus, volés ou confisqués administrativement ne peuvent donc pas être récupérés ni faire l'objet de mesures compensatoires. C'est pour cela qu'une partie des expulsés se battent pour que le gouvernement polonais abroge ces décrets et qu'ils perdent toute légalité.

Symbolique aussi, car tant que les décrets subsistent, l'Etat polonais continue de les considérer comme valides et donc de couvrir l'expulsion des Allemands du voile de la légalité. Pour les expulsés qui attendent que la Pologne demande officiellement pardon et reconnaisse la totalité des crimes qui ont été commis après la guerre, ces décrets sont le symbole de la responsabilité de l'Etat polonais qui a promulgué ces décrets en partie avant que les Alliés ne signent les Accords de Potsdam. Ils n'étaient donc pas couverts par ces accords internationaux décidés par les Alliés et c'est le fait accompli qui a aussi poussé les Alliés à donner leur accord à l'expulsion des Allemands.

L'entrée de la Pologne dans l'UE offre aux expulsés une occasion unique d'exiger de la Pologne qu'elle lève les décrets. Tout au long du processus d'adhésion, et alors que des centaines de formalités et de contrôles sont nécessaires avant l'entrée officielle, les expulsés vont mener une campagne afin de contraindre la Pologne à lever les décrets. On peut réellement parler de contrainte car la Pologne n'a pas l'intention de le faire. Or, elle sait que son désir d'intégrer l'UE peut se heurter au veto d'un membre de l'UE. En l'occurrence, l'Allemagne pourrait très bien s'opposer à l'adhésion de la Pologne si elle le souhaitait. Or, l'Allemagne est un ardent défenseur de la cause polonaise auprès des institutions européennes. Cela n'empêche pas les expulsés de savoir que le moment est particulièrement bien choisi pour essayer de faire pression sur le gouvernement polonais afin d'infléchir sa position. D'autant qu'une partie de la droite allemande soutient cette demande des expulsés.

C'est en 1995 que l'adhésion des pays de l'est à l'UE et l'existence des décrets d'expulsion est mise en rapport pour la première fois dans le *GB*. En réaction à un discours du président tchèque, Vaclav Havel, l'évêque en charge des expulsés auprès de la conférence épiscopale, Gerhard Pieschl, rédige une lettre publiée dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* où il prend position. Même si compte tenu du contexte, il n'évoque que la République tchèque, la

Pologne est concernée au même chef et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le *GB* reproduit cette lettre où sont fixées les règles pour intégrer la République tchèque à l'UE :

*« L'interdiction de l'expulsion qui est mentionnée dans le quatrième protocole additionnel de la Convention européenne des droits de l'homme ; le respect de la propriété et en cas d'expropriation, une « compensation raisonnable » (article 1 du 1<sup>er</sup> protocole additionnel de la Convention européenne des droits de l'homme) ou interdiction de toute confiscation qui exige la restitution de la propriété lorsque celle-ci a eu lieu dans des conditions internationales particulières [en gras dans l'original, L.P.]. Ce sont des principes fondamentaux de l'héritage européen que l'Allemagne reconnaît et auxquels la République tchèque veut appartenir. »*<sup>2109</sup>

L'accent est donc mis sur la question de l'expulsion, en lien avec les textes fondamentaux de l'UE. L'évêque montre qu'il ne s'agit pas de formuler des exigences déraisonnables aux nouveaux entrants, mais seulement de les amener à se mettre en conformité avec le droit européen.

Quelques temps plus tard, Peter Großpietsch formule clairement l'exigence concernant les décrets :

*« Désormais (dans la perspective de l'Europe), ce devrait d'abord être un devoir de la politique allemande que de forcer la Pologne à enfin lever ses décrets sur l'expulsion et la confiscation. La Pologne doit ensuite prendre acte du fait que l'UE n'est pas seulement une communauté économique, mais aussi une communauté de droit. »*<sup>2110</sup>

Comme dans le cas de la Turquie, le *GB* tire argument du fait que la construction européenne ne repose pas seulement sur la volonté d'unir l'Europe autour d'une ambition économique mais plutôt sur le partage d'un certain nombre de valeurs, dont la volonté d'éviter la guerre et son cortège d'atrocités a constitué le socle.

Le *GB* est un farouche défenseur des droits des expulsés et il soutient toutes les initiatives menées en vue de recouvrer l'intégralité de ce qui a été perdu à cause de l'expulsion. Il publie à titre d'exemple et pour inciter les lecteurs à faire de même (ainsi que Großpietsch l'indique en introduction) la lettre qu'une petite-fille d'expulsés a adressée au ministère des Finances pour lui demander réparation pour les biens perdus par ses grands-parents dans le cas où la Pologne deviendrait membre de l'UE avant d'avoir trouvé un accord avec l'Allemagne. Le *GB* reproduit également la lettre du ministère accusant réception de la demande et dans laquelle il est indiqué que le gouvernement allemand continue de défendre les intérêts concernant les biens allemands auprès de son homologue polonais. Plus intéressant, le texte de présentation de ces deux documents indique l'issue qu'imagine Peter Großpietsch à cette affaire :

*« Malheureusement on peut s'attendre à ce que soient accordées à la République de Pologne des conditions particulières à son entrée dans l'UE ou que l'on ne lui demande de remplir les*

---

<sup>2109</sup> Article de Gerhard Pieschl paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 95/4, p. 2.

<sup>2110</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 96/2, p. 2.

*standards européens minimaux (levée des décrets d'expulsion et de confiscation, restitution des biens confisqués, garantie du droit de retour, du droit à la Heimat, etc.) qu'après être devenue membre. »*<sup>2111</sup>

En 1996 (soit huit ans auparavant puisque la Pologne n'entrera dans l'UE qu'en 2004), Großpietsch envisage déjà que les décrets soient maintenus en l'état et que la Pologne ne soit pas contrainte à lever les décrets avant d'adhérer à l'UE. Il l'envisage et le tient pour très probable. S'il le pense réellement, et tout porte à croire que c'est le cas, on peut se poser la question de savoir pourquoi le *GB* va continuer pendant des années à porter haut les revendications sur la levée des décrets alors qu'il semble ne pas croire la chose possible dès le début du processus ? On touche ici à un caractère essentiel du *GB* : ce n'est pas tant la victoire qui est visée que la poursuite du combat. Les expulsés ne cherchent pas uniquement à obtenir gain de cause, ils cherchent aussi à montrer qu'ils mènent le combat et qu'ils ne cèdent en rien face à un adversaire bien plus fort qu'eux. A ce moment-là de l'histoire, les expulsés ont déjà perdu. Ils ne retrouveront pas leur *Heimat* et les biens confisqués ne seront certainement jamais ni rendus ni compensés par des indemnisations. Le combat n'est livré que pour l'honneur, parce que c'est tout ce qui reste à défendre pour les expulsés.

On retrouve le même fatalisme dans le discours de Hubert Maessen prononcé en 2002 lors de la cérémonie organisée à l'occasion du cinquantième anniversaire du parrainage de Glatz par Lüdenscheid :

*« En 2004, au plus tard en 2007, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie vont être acceptées dans l'Union Européenne, avec les décrets Bierut et Beneš et sans que la moindre des exigences des expulsés n'ait été posée comme condition, il ne faut donc ne pas se faire la moindre illusion sur la politique pragmatique de Bruxelles et de Berlin, de Varsovie et de Prague. »*<sup>2112</sup>

Mais alors que la Pologne se rapproche de plus en plus des portes de l'UE, il devient important pour les expulsés de trouver les moyens de lui en bloquer l'accès. Rappelant les règles pour l'élargissement de l'UE, Peter Großpietsch indique que chaque pays membre doit se prononcer sur l'adhésion de nouveaux membres et dispose d'un droit de veto :

*« Cela [l'adhésion de la Pologne et de la République tchèque sans levée des décrets, L.P.] pourrait être évité sans grandes difficultés. Le Traité de Maastricht exige l'unanimité pour l'adhésion de nouveaux membres. »*<sup>2113</sup>

Avec son droit de veto, l'Allemagne a toutes les cartes en main pour choisir si elle accepte ou non que la Pologne entre dans l'UE malgré les décrets existants. Malheureusement pour les expulsés, il n'y a que peu de chances que l'Allemagne use de son droit de veto, car depuis les origines du processus d'adhésion à l'UE, elle est le plus fervent soutien de la Pologne. Si le gouvernement allemand souhaite qu'elle lève les décrets, cela n'empêche pas qu'il encourage son adhésion et lui apporte son soutien sur d'autres dossiers. Le veto allemand n'est donc pas une menace très crédible, car l'Allemagne ne peut pas encourager la diplomatie polonaise tout

---

<sup>2111</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 96/11, p. 7.

<sup>2112</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 02/12, p. 1-7.

<sup>2113</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/8, p. 1-4.

en menaçant de faire échouer le processus d'adhésion. Une menace moins radicale serait certainement plus crédible. Les expulsés peuvent ou aimeraient croire à une telle menace, mais la réalité risque fort d'être bien différente.

La comparaison avec les relations entre la Slovénie et l'Italie montre qu'il peut être efficace de faire pression sur un pays candidat à l'adhésion pour obtenir des changements dans sa politique. L'Italie a obtenu de la Slovénie qu'elle modifie sa constitution dans un sens favorable aux expulsés italiens d'Istrie :

« *L'UE n'a pu signer le Traité d'association avec la Slovénie qu'après que les Slovènes ont procédé à une modification constitutionnelle pour concéder des droits particuliers aux Italiens expulsés d'Istrie après la Seconde Guerre mondiale, comme un droit de préemption pour leurs biens confisqués, faute de quoi Rome n'aurait pas donné son accord à ce traité.* »<sup>2114</sup>

Avec cet exemple, il ne s'agit pas de faire pression sur le gouvernement, mais plutôt de montrer aux expulsés qu'un gouvernement qui sait défendre les intérêts nationaux peut obtenir des résultats satisfaisants sans remettre en cause le bon fonctionnement de l'UE. L'Allemagne qui se veut garante de la marche en avant de l'UE est prête à toutes les concessions pour ne pas entraver l'avancée de l'UE. L'Italie attire moins l'attention au sein de l'UE et son gouvernement ne craint pas de déplaire avec des actions fortes pour défendre ses citoyens. Le pays à l'origine de l'expulsion des Italiens n'a alors pas d'autre choix que de répondre aux demandes italiennes pour ne pas voir l'Italie opposer son veto à son entrée dans l'UE.

Considérant que le monde politique n'est pas suffisamment mobilisé pour obtenir de la Pologne qu'elle lève les décrets, Großpietsch sollicite l'appui d'Erika Steinbach. Il agit en tant que vice-président de la *Landsmannschaft Schlesien* dont il utilise le papier à lettre et en tant que rédacteur du *GB* dont il indique l'adresse postale comme lieu d'expédition de la lettre ouverte qu'il envoie à Erika Steinbach qui représente à la fois les expulsés comme présidente du BdV mais aussi la sphère politique en tant que députée CDU au *Bundestag*, membre du directoire de la CDU. Il se réjouit de voir que le parlement européen a condamné les décrets yougoslaves ordonnant l'expulsion des Italiens d'Istrie et il demande à Steinbach qu'elle enclenche le même mouvement pour les expulsés allemands. La réponse de Steinbach ne laisse pas de place au doute :

« *Il est naturellement exact que les décrets de l'expulsion du gouvernement polonais des années 1945/1946 sont aussi condamnables et incompatibles avec un statut de membre de l'Union Européenne que les décrets Beneš.* »<sup>2115</sup>

Que faut-il penser de cet échange entre Peter Großpietsch et Erika Steinbach ? Sur le fond, il est évident que le BdV s'engage pour obtenir la levée des décrets polonais et il n'était pas nécessaire que Großpietsch écrive à Steinbach pour le lui demander. De plus, la

---

<sup>2114</sup> Article (*Paneuropa intern*) publié dans *GB* 98/9, p. 5.

<sup>2115</sup> Lettre d'Erika Steinbach à Peter Großpietsch publiée dans *GB* 99/8, p. 9.

*Landsmannschaft Schlesien* que représente Großpietsch est membre du BdV, il est donc évident que le BdV soutient les revendications de cette *Landsmannschaft*. En fait, cet échange de courrier n'a de sens que s'il est publié dans les pages du *GB* (et peut-être d'autres publications des expulsés de Silésie). Son but est de montrer aux expulsés que leurs représentants coordonnent leurs efforts et que tous travaillent dans le même sens pour obtenir des avancées dans la cause des expulsés. Tant le *GB* que le BdV sortent renforcés de cet échange : l'un s'enquiert du soutien dont bénéficient les expulsés dans les institutions fédérales et européennes, et l'autre se montre attentif aux revendications venant de la base. Car les expulsés voient bien que le monde politique n'est pas près de s'engager pour les défendre. Le nouveau gouvernement est tout aussi réservé que le précédent<sup>2116</sup>. La lettre ouverte qu'envoie Alois Bude, rédacteur d'un journal consacré aux expulsés allemands vivant à l'étranger, à Romano Prodi, président de la Commission européenne, a plus de poids car elle est adressée à quelqu'un qui a réellement le pouvoir de faire changer les choses. Naturellement, ce n'est pas une simple lettre qui modifiera la diplomatie européenne, mais elle montre l'engagement des expulsés pour essayer d'actionner tous les leviers possibles afin d'obtenir satisfaction<sup>2117</sup>.

Si le gouvernement reste insensible aux appels des expulsés, il n'en va pas de même de toute la classe politique. La CSU, traditionnellement proche des expulsés, réclame aussi que soient levés les décrets avant que la Pologne n'adhère à l'UE. C'est en substance le message délivré par Günther Beckstein dans son discours prononcé lors de la cérémonie célébrant le cinquantième anniversaire du *GB*<sup>2118</sup> ainsi que lors du rassemblement des expulsés de Silésie à Nuremberg en 2001 :

« Des décrets d'expulsion n'ont pas leur place dans cette Europe. L'expulsion de l'est des Allemands a été une injustice. Ce n'est pas le désir des expulsés de voir les décrets disparaître enfin qui est anachronique, c'est plutôt le fait qu'ils existent encore douze ans après le tournant de 1989 en Europe. »<sup>2119</sup>

Lors de ce rassemblement, Rudi Pawelka, président de la *Landsmannschaft Schlesien*, rappelle les exigences des expulsés tandis qu'Otto Schily, ministre fédéral de l'Intérieur (SPD) préfère rechercher le dialogue avec les Polonais à ce sujet. Son attitude encline au compromis tranche avec le ton ferme de Pawelka. Il ressort clairement de la confrontation des arguments sur ce sujet lors du rassemblement que le gouvernement fédéral n'est pas prêt à exiger de la Pologne qu'elle lève les décrets et encore moins à opposer son veto à l'adhésion de la Pologne si celle-ci maintenait les décrets en l'état.

A partir de 2002 alors que les négociations entre la Pologne et l'UE approchent de leur terme, le *GB* discute du problème des décrets avec une grande véhémence. De peur de voir la Pologne adhérer à l'UE sans avoir levé les décrets, il lance une grande campagne de mobilisation pour contraindre les hommes politiques allemands et le gouvernement à

---

<sup>2116</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/9, p. 1-2.

<sup>2117</sup> Lettre d'un expulsé à Romano Prodi publiée dans *GB* 00/2, p. 10-11.

<sup>2118</sup> Article publié dans *GB* 00/3, p. 1-6.

<sup>2119</sup> Discours de Günther Beckstein publié dans *GB* 01/9, p. 1.

s'engager dans une voie contraignante pour la Pologne. Jusqu'à l'entrée de la Pologne dans l'UE, le *GB* consacre un ou plusieurs articles à ce sujet dans un numéro sur deux. Le contenu de ces articles est presque tout le temps identique : il rappelle d'abord que les décrets sont une injustice faite aux Allemands, que certains ont été pris avant même les Accords de Potsdam, sans légitimité juridique internationale donc, et que l'UE en tant que communauté de valeurs ne peut pas accepter que l'un de ses membres tolère dans son droit une entorse aussi grave aux droits de l'homme. De plus, il est reproché à l'UE de défendre les droits de l'homme dans le monde entier et de condamner les expulsions où qu'elles aient lieu sur terre tout en fermant les yeux sur le passé européen et l'expulsion des Allemands. Cette campagne prend entre autres la forme d'une lettre ouverte adressée à tous les partis politiques représentés au parlement européen, aux gouvernements autrichien et hongrois ainsi qu'à tous les quotidiens nationaux allemands<sup>2120</sup>.

Lorsqu'en 2002, la Pologne annonce que réclamer la levée des décrets n'a pas de sens puisque ces décrets n'ont plus de validité depuis qu'ils ont été invalidés dans les années 1980, le *GB* s'empresse de contester l'argument polonais en arguant du fait que ce n'est pas là le problème principal, mais qu'il s'agit surtout d'une question de morale et de justice :

*« Il n'est pas question de la validité ultérieure ou de la levée de quelques décisions précisément illégales, mais du traitement des conséquences actuelles de leur mise en œuvre. L'injustice de l'expulsion n'est pas effacée par le constat que les normes exécutive créées pour elle n'ont plus cours formellement aujourd'hui. »*<sup>2121</sup>

A peine le sens de la revendication s'est-il avéré vain que déjà le fond de la revendication se modifie et se porte sur un nouvel objet : il n'est soudainement plus vraiment question des décrets en tant que tels que les gardiens des camps polonais ignoraient de toutes façons, mais du regard historique porté sur l'événement que fut l'expulsion. Le *GB* attend soudain que la Pologne condamne les actes qui ont été commis dans l'après-guerre contre les Allemands. Surtout, les décrets constituent le socle juridique qui empêche les Allemands expulsés de demander réparation pour les pertes subies durant l'expulsion. De plus, ces décrets interdisent aussi aux Allemands de racheter les terres confisquées :

*« Mais le décret Bierut du 6 mai 1945 sur les biens allemands « abandonnés » s'y [au rachat du terrain appartenant à son arrière-grand-père, L.P.] oppose. Mon arrière-grand-père a d'abord été expulsé, puis sa propriété confisquée, pour en quelque sorte la « protéger » de la ruine. Et selon l'opinion polonaise, il faudrait que cela reste ainsi, indépendamment de la levée des décrets qui aurait soi-disant déjà eu lieu. »*<sup>2122</sup>

Mais une fois que l'adhésion de la Pologne est officiellement décidée, le sens des décrets n'est plus considéré seulement comme un simple détail juridique technique mais bien comme l'adoption par le droit européen de l'injustice :

---

<sup>2120</sup> Lettre ouverte du *GB* publiée dans *GB* 02/5, p. 7.

<sup>2121</sup> Article de Markus Leuschner paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 02/9, p. 2.

<sup>2122</sup> Article de Michael Pietsch publié dans *GB* 02/11, p. 1-2.

*« Au vu du refus de la Pologne et de la République tchèque de renoncer à la validité ultérieure des décrets d'expulsion et de confiscation, l'entrée dans l'UE signifie purement et simplement la légalisation de l'expulsion par la nouvelle Europe. »*<sup>2123</sup>

Alors que la Pologne a expliqué que les décrets n'avaient plus cours et que le *GB* lui-même a publié des articles indiquant que c'était désormais une question de reconnaissance morale des crimes et des revendications sur les biens perdus durant l'expulsion qui étaient au cœur des controverses sur les décrets, Großpietsch dramatise l'adhésion de la Pologne à l'UE en indiquant que le droit recule dans l'UE et que l'expulsion, donc la violation des droits de l'homme, est reconnue par le droit européen. Le droit européen reste naturellement inchangé. La Pologne a seulement voulu éviter d'avoir à faire face à des actions judiciaires de la part d'expulsés ou de leurs descendants en ne modifiant pas sa législation. Les décrets ne sont plus valables, mais ne pas les remettre en cause permet à la Pologne de ne pas avoir à remettre en cause toutes leurs conséquences pour les Allemands expulsés.

Lorsque la Pologne est finalement devenue membre de l'UE et que les célébrations organisées pour l'élargissement de l'UE à l'est sont terminées, le *GB* constate avec amertume que les promesses et engagements de soutien des hommes politiques qui ont accompagné les revendications des expulsés ont fait long feu. Ceux-ci n'ont rien entrepris de concret pour retarder l'adhésion de la Pologne ni la soumettre à des conditions préalables. Dans un article, Brigitte Lambiel cite les déclarations grandiloquentes des représentants de la droite qui promettaient de soutenir les demandes des expulsés :

*« Beaucoup de grands mots et de paroles énergiques. Mais où étaient-ils [ces hommes politiques, L.P.] lorsqu'ont eu lieu les votes sur l'élargissement à l'est de l'UE au Parlement européen et au Bundestag ? Ces hommes politiques aussi font maintenant sauter les bouchons de champagne. Les décrets Bierut polonais et les décrets Beneš tchèques ont été acceptés dans la communauté de valeurs européenne. »*<sup>2124</sup>

Le sentiment d'amertume qui domine dans l'article semble plus lié à l'abandon dont les expulsés allemands sont les victimes qu'à l'adhésion de la Pologne elle-même qui était acquise depuis un moment. Les expulsés ont fait confiance à des hommes politiques qui les ont bercés de promesses qu'ils n'ont pas tenues et ont entretenu des illusions qui n'avaient aucun fondement sérieux.

L'affaire des décrets montre bien le sentiment d'impuissance que peuvent ressentir les expulsés au début du XXI<sup>e</sup> siècle. S'ils ont encore des revendications et si leur combat n'est pas terminé, force est de constater que leurs soutiens politiques se réduisent à une peau de chagrin et que ces soutiens sont loin d'être tous fiables. Les expulsés continuent de porter des revendications concernant les biens perdus durant l'expulsion, mais aussi de se battre pour que les pays qui sont responsables de l'expulsion reconnaissent la réalité historique. L'adhésion de la Pologne à l'UE leur a offert un cadre qui semblait idéal pour faire valoir ces

---

<sup>2123</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 03/5, p. 2.

<sup>2124</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 04/6, p. 2.

revendications. Malheureusement, en croyant que l'assentiment donné par l'Allemagne à l'entrée dans l'UE pourrait s'accompagner de la menace d'user du droit de veto, les expulsés ont fait fausse route et ont agi en complet décalage avec la politique menée par le gouvernement de gauche. Toutefois, durant les derniers mois du gouvernement d'Helmut Kohl, il n'était pas question non plus de faire pression sur la Pologne. La CDU ne s'est ralliée à cette idée qu'une fois dans l'opposition et nul ne sait comment elle aurait agi si elle s'était trouvée au pouvoir à ce moment-là.

## 2. La religion

Si le *GB* a une dimension religieuse évidente de par la personnalité de l'un de ses deux fondateurs, Georg Goebel, le journal ne sépare pas contenu politique et dimension religieuse aussi clairement que les rubriques « Sous la chaire de la *Heimat* » et « Politique et actualité » le laissent penser. Tout d'abord parce que Georg Goebel avait beau être un ecclésiastique, c'était aussi un homme de son temps, très engagé dans toutes les questions qui touchaient à l'actualité contemporaine. Le drame de l'expulsion étant étroitement lié à la situation géopolitique en Europe, il ne pouvait faire l'économie de s'intéresser aux réalités sociales mais aussi politiques qui imprègnent le destin des expulsés. Dans ses articles, religion et politique se mêlent ainsi tout naturellement. L'autre fondateur, Alois Bartsch, montre lui aussi un attachement profond au catholicisme, et ses éditoriaux sont également très empreints de religiosité. Durant les années 1950 et 1960, presque tous les éditoriaux d'avril sont consacrés à Pâques tandis que ceux de décembre évoquent l'Avent et Noël. Quand Alois Bartsch veut tout de même aborder un problème politique dans son éditorial, il combine alors dimensions politique et religieuse et fait du destin des expulsés une expérience comparable à la Passion du Christ :

« *Nous sommes expulsés ! Notre Passion commence.* »<sup>2125</sup>

Cette comparaison est plus développée deux ans plus tard :

« *La résurrection du Christ d'entre les morts était le terme d'un long chemin. A travers elle, il devient clair pour nous qu'elle était le fruit de la souffrance, du sacrifice jusqu'à la mort. C'est notre foi. Mais c'est d'elle que naît l'espoir infailible qu'au terme de notre Passion, il y aura une résurrection, un matin de Pâques qui finit dans la Heimat donnée par Dieu.* »<sup>2126</sup>

Les prêtres ont été parmi les premiers à prendre en charge la souffrance des expulsés et à les accueillir et leur porter secours, les expulsés ont pu grâce au soutien de l'Eglise trouver réconfort et soutien matériel et moral pour surmonter leurs difficultés. L'Eglise leur a permis aussi d'organiser les rencontres et les rassemblements des expulsés répartis sur tout le territoire allemand. Pour les expulsés, déracinés et sans repères dans leur nouvel environnement, l'Eglise est un lieu de réconfort, un point d'appui. De plus, la plupart des prêtres ayant eux aussi été expulsés, les *Grafschafter* catholiques peuvent retrouver un lien

---

<sup>2125</sup> La première utilisation de cette métaphore avec la Passion du Christ lui est inspirée par le courrier d'une lectrice. Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/3, p. 1-2.

<sup>2126</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 68/4, p. 1. La comparaison avec la Passion du Christ se retrouve une dernière fois dans un éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/4, p. 1.

avec leur *Heimat* en se rendant aux cérémonies religieuses organisées par les prêtres qu'ils connaissaient depuis longtemps.

En dehors des pages dédiées à l'Eglise, il est donc souvent question de la religion et du clergé. Et le traitement réservé à des aspects religieux permet à bien des égards de mieux cerner les positions politiques du journal.

## **I – La position diplomatique du Vatican**

### ***Les limites des diocèses dans la Heimat***

Dans un contexte où politique et religion se mélangent autant, il n'est pas surprenant que l'activité diplomatique du Vatican prenne une importance considérable pour le *GB*. Le Vatican a beau être connu pour être le plus petit Etat du monde, cela ne l'empêche pas d'entretenir une diplomatie, comme le font les autres Etats du monde. D'ordinaire très discrète, sa diplomatie ne fait que très peu parler d'elle. Pour les expulsés qui se trouvent dans une situation très difficile où leur sort semble être entre les mains des Alliés et les dépasser complètement, il semble finalement assez naturel qu'ils s'en remettent à Dieu, et se tournent donc vers ses représentants sur terre. Après la signature des Accords de Potsdam où les territoires allemands de l'Est sont placés sous administration polonaise dans l'attente d'un traité de paix, le Vatican ne tire pas de conclusion hâtive de ces accords, et en particulier il n'apporte aucune modification aux limites des diocèses concernés par les changements de frontières<sup>2127</sup>. Ce qui pourrait sembler anodin revêt aux yeux des expulsés une dimension politique immédiate. Le *GB* voit dans le maintien des limites des diocèses la preuve que le Vatican se refuse à entériner les déplacements de frontières et qu'il considère que la situation actuelle n'est bien que provisoire.

La position diplomatique du Vatican est mentionnée pour la première fois à l'occasion de l'élection de Jean XXIII, en 1958, moment où les expulsés se demandent si le nouveau pontife pourrait changer l'orientation prise par son prédécesseur :

*« Le ministre des Affaires étrangères von Brentano a déclaré devant des journalistes allemands à Rome qu'il ne croyait pas que Jean XXIII voie l'organisation ecclésiastique dans les territoires placés sous administration polonaise différemment de son prédécesseur. Du côté du Vatican, on déclare officiellement que pour le pontificat du nouveau pape aussi, la ligne directrice traditionnelle qui veut que l'on n'anticipe pas les traités internationaux sera respectée. Jusque-là, il n'y a pas de traité fixant la frontière germano-polonaise. »*<sup>2128</sup>

Quelque symbolique qu'elle soit, la position du Vatican n'échappe pas aux dirigeants communistes polonais qui savent qu'une inflexion dans leur sens donnerait plus de poids à leurs revendications. Le *GB* évoque une tentative de Gomulka de faire bouger la ligne politique du Vatican dans un sens qui lui soit favorable afin qu'il reconnaisse une situation qui dure depuis près de vingt ans :

*« Le journal du Vatican Osservatore Romano a pris position suite aux attaques de Gomulka, le Secrétaire du parti polonais, qui avait critiqué la « nomination d'évêques dans les*

---

<sup>2127</sup> ŻUREK, *Nationalismus*, p. 150-157.

<sup>2128</sup> Article publié dans *GB* 59/7, p. 2.

*territoires de l'Ouest* ». Le journal écrit que Gomulka aurait dit que le Vatican n'aime peut-être pas les évêques polonais car il ne les place pas à la tête des diocèses de « nos territoires de l'Ouest ». Osservatore Romano écrit à ce sujet : **Il a été suffisamment souvent rappelé que le Saint-Siège ne peut pas modifier les limites des diocèses avant que d'éventuels problèmes de droit international concernant ces territoires n'aient été réglés et que les solutions ne soient entrées en vigueur.** [en gras dans l'original, L.P.] »<sup>2129</sup>

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, alors que le climat politique est en train de changer, les expulsés comptent plus que jamais leurs soutiens, et la position du Vatican en est un qu'il convient de préserver. Le *GB* note avec inquiétude en février 1970<sup>2130</sup> que l'épiscopat polonais a demandé officiellement au Vatican de nommer des évêques polonais dans les territoires de l'Ouest de la Pologne. Dès le numéro suivant, il annonce avec soulagement à ses lecteurs que le Vatican refuse de modifier les limites des diocèses tant que la RFA ne renoncera pas à ses prétentions sur les territoires. L'*Ostpolitik* menée par la coalition sociale-libérale ne laisse pas l'Eglise indifférente et les traités de l'Est signés par Willy Brandt annoncent un tournant majeur dans les relations germano-polonaises. Le *GB* reste très attentif à la position du Vatican et relève une première inflexion dès février 1971 :

*« Le président de la Commission pontificale pour les médias de masse, l'archevêque Agostino Ferrari-Toniolo, a signalé que les modifications dans la nouvelle édition de l'annuaire pontifical étaient un « premier pas » du Vatican en direction d'une formalisation de la position juridique de l'Eglise polonaise dans les territoires Oder-Neisse. Il est certes indiqué que l'archevêché d'Ermland et la prélatrice libre de Schneidemühl appartiennent à l'Allemagne, mais il manque la note de bas de page lourde de sens politique dans laquelle la position inchangée et calquée sur le droit international du Vatican concernant le statut des territoires allemands de l'Est était jusqu'alors expliquée. (...) A ce sujet et d'après rapports en provenance de Rome, des cercles informés au Vatican voient dans ces changements une confirmation que le Saint-Siège nommera des évêques polonais dans les diocèses de l'Est après la ratification du Traité germano-polonais. »*<sup>2131</sup>

Le *GB* apporte la preuve de toute l'attention qu'il prête à la position du Vatican. Il mentionne certes des interprétations différentes de ce changement anodin en apparence, mais il apparaît que la situation des expulsés devient de plus en plus difficile dans la mesure où un soutien traditionnel s'apprête à les abandonner. Un an plus tard, le *GB* note toutefois avec satisfaction que l'annuaire pontifical n'a rien changé au classement des diocèses, Ermland et Piła étant toujours considérés comme allemands<sup>2132</sup>. Pourtant, il est évident que le climat au Vatican n'est pas favorable aux *desiderata* des expulsés, comme en témoigne un fait peu courant. L'ambassadeur allemand auprès du Saint-Siège est rappelé par Bonn à la demande de Varsovie d'après ce qu'indique Alois Bartsch :

---

<sup>2129</sup> Article publié dans *GB* 64/9, p. 2.

<sup>2130</sup> Article publié dans *GB* 70/2, p. 2.

<sup>2131</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 71/2, p. 2.

<sup>2132</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 72/2, p. 4.

« Sur intervention de Varsovie pour qui l'ambassadeur Berger était un gêneur, le ministre des Affaires étrangères Scheel a viré l'ambassadeur allemand au Vatican, Hans Berger, qui avait été installé en 1969 par son prédécesseur Willy Brandt. »<sup>2133</sup>

On comprend mieux le soutien du GB à Hans Berger quand on lit la confiance qu'il avait faite à des *Grafschafter* en pèlerinage à Rome :

« Soyez assurés qu'aussi longtemps que je serai en poste ici, je me battraï pour vos intérêts. »<sup>2134</sup>

Le GB aime les hommes de parole, qui restent fidèles à leurs engagements et ne changent pas d'avis quelles que soient les circonstances, il est donc logique qu'il rende hommage à cet ambassadeur, finalement peu diplomate :

« Une chose est sûre : l'ambassadeur Berger s'est clairement conduit comme un Allemand droit et irréprochable à chacun des postes qu'il a occupés à l'étranger, y compris à ce dernier, et il n'a pas mérité d'être mis sur la touche. »<sup>2135</sup>

Et comme pour souligner sa déception et redire l'injustice du renvoi d'un homme qui n'a fait que suivre sa conscience et son sentiment patriotique, le GB publie la réaction officielle de l'Eglise catholique d'Allemagne :

« C'est en sa qualité de président de la Conférence épiscopale d'Allemagne que le cardinal Döpfner a regretté le rappel anticipé d'Hans Berger, l'ambassadeur allemand en poste au Vatican, selon l'agence de presse dpa. Il a fait savoir au ministre des Affaires étrangères Scheel par la voix de son représentant auprès de la fédération, le prélat Wöste, que selon lui, « toutes les possibilités existantes auraient dues être utilisées pour trouver une solution satisfaisante ». Comme il a été dit, le rappel de Berger est la conséquence de son opposition à l'Ostpolitik allemande, chose qu'a indiquée en particulier la presse polonaise. »<sup>2136</sup>

Avec la signature des traités de l'Est, il n'y a certes pas encore de traité de paix, mais la frontière est reconnue de fait, en dépit de toutes les réserves officielles. Le GB sent bien que le soutien du Vatican ne durera plus très longtemps et il rapporte les confidences que l'agence de presse dpa a recueillies à Rome :

« On dit que le Vatican n'attend plus de traité de paix formel, c'est pourquoi la nomination d'évêques polonais dans les diocèses allemands de l'Est deviendra réalité « peu après » la ratification à Bonn du Traité de Varsovie. »<sup>2137</sup>

Alors que le GB attend avec crainte l'annonce de la nomination des premiers évêques polonais dans les diocèses devenus polonais, on ne peut qu'être surpris de constater qu'après cet événement, le GB exprime certes de la colère, mais que l'affaire ne semble pas si

---

<sup>2133</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 71/5, p. 3.

<sup>2134</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 71/5, p. 3.

<sup>2135</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 71/5, p. 3.

<sup>2136</sup> Article publié dans GB 71/6, p. 2.

<sup>2137</sup> Article publié dans GB 72/3, p. 2.

dramatique alors que depuis des mois, il en question régulièrement et qu'il en a fait un enjeu de première importance :

*« Après la nomination d'évêques polonais dans les diocèses de l'Est, M. Nahm, président du Conseil catholique des réfugiés, et Clemens Riedel, député CDU et président des organisations catholiques d'expulsés, ont rejeté l'argumentation du Vatican selon laquelle la réorganisation cléricale des territoires de l'Est était devenue une nécessité pastorale. La réalité est que les arrivants polonais sont très bien pris en main tandis que cette prise en charge fait grandement défaut aux Allemands restés ou retenus dans la Heimat. La Landsmannschaft Schlesien a reproché au gouvernement de porter la responsabilité première pour la décision de Rome mais la responsabilité du Vatican n'est pas moins grande. »<sup>2138</sup>*

Un article aussi bref peut-il suffire à rendre compte de la déception et de la colère du *GB* après la décision du Vatican ? Ou bien cette décision étant attendue depuis des mois, colère et déception ne sont pas si grandes car le Vatican allait inévitablement s'adapter aux nouvelles réalités géopolitiques européennes ? Il semble plus probable que le *GB* ait été pris de court et n'ait pas eu le temps d'organiser sa riposte. En effet, la vraie réaction intervient dans le numéro suivant. Alois Bartsch consacre son éditorial à la nouvelle situation des diocèses de l'Est et il revient sur le fait que l'Eglise ait cédé à un calcul politique et ne soit « plus une Eglise des martyrs, mais une Eglise des pragmatiques »<sup>2139</sup>. La conclusion de l'éditorial fait sentir toute l'amertume qui l'envahit :

*« Dans de larges cercles des fidèles de l'Eglise, surtout parmi les expulsés catholiques, la mesure de la diplomatie pontificale a suscité des doutes profonds, et même en partie une crise de confiance. On ne peut pas mesurer le dommage qu'a causé cette mesure contraire au droit compensatoire à la plus haute autorité de l'Eglise, déjà ébranlée par des crises. C'est la véritable quintessence pastorale de cette mesure prétendue sage du pape. Nous autres Graftschafter catholiques savons et croyons que le pape prend des décisions infaillibles dans les questions qui touchent à la foi ex cathedra. Mais c'est une triste réalité que ses diplomates n'ont pas pris la mesure de leur décision. Nous autres Graftschafter catholiques restons fidèles à l'institution de l'Eglise malgré tout et quelle que soit la déception que nous ont causée les hommes au Vatican et nous attendons des justifications plausibles si tant est qu'on puisse en donner. »<sup>2140</sup>*

Il est à noter que malgré toute la rancœur qu'il pourrait avoir, Alois Bartsch se garde bien de diriger ses sentiments contre l'Eglise. Ce n'est pas l'institution qu'il critique, mais les hommes qui sont censés la servir. Le pape en personne n'est pas épargné par ses critiques. Il rappelle que l'infaillibilité concerne les questions liées à la foi, et, partant, que la dimension diplomatique de sa fonction n'est pas exempte de critiques et d'erreurs. Il s'agit là d'un tournant fondamental dans le *GB* qui a toujours montré un attachement indéfectible à l'Eglise et à ses serviteurs. Une critique aussi radicale de la politique du Vatican était impensable quelques mois auparavant et le Vatican était considéré comme un soutien indéfectible de la

---

<sup>2138</sup> Article publié dans *GB* 72/7, p. 2.

<sup>2139</sup> « nicht mehr eine Kirche der Märtyrer, sondern eine Kirche der Pragmatiker », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 72/8, p. 1-2.

<sup>2140</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 72/8, p. 1-2.

cause des expulsés. C'est pour le *GB* une véritable trahison que de nommer des évêques polonais dans les diocèses de l'Est, car le Vatican entérine les faits actuels et ne semble plus penser que les Allemands rentreront dans ces territoires. Le Vatican bascule ainsi dans le camp des renonciateurs, de ceux qui n'envisagent plus le retour, et se retrouve au milieu de tous ces hommes politiques que le *GB* conspu à mesure qu'ils abandonnent la *Heimat*.

Après cet éditorial, d'autres articles sont consacrés à cette question, principalement pour faire part des réactions à la décision du Vatican. On ne s'étonnera pas de trouver une unanimité pour condamner la décision du Vatican et aucune voix pour s'en réjouir. Ainsi, le responsable apostolique du Comté de Glatz et la représentation des expulsés catholiques publient une déclaration officielle pour dire leur déception et leur incompréhension<sup>2141</sup>. Le numéro suivant présente des réactions similaires. Seul le Secrétaire de l'épiscopat polonais se réjouit et déclare que la nouvelle organisation de l'Eglise est valable « pour toujours »<sup>2142</sup>, ce qui n'a pas de valeur juridique et ne peut que raviver la douleur chez les lecteurs du *GB*. Quant à la position officielle de l'Eglise, consciente des bouleversements que cette décision représente chez nombre de ses fidèles allemands, elle déclare dans une lettre du nonce du pape en Allemagne adressée au BdV que le « malentendu suscité »<sup>2143</sup> par la décision du Vatican vient du fait que cette décision de nature pastorale a été comprise comme une décision de nature politique et prise pour une reconnaissance de la frontière Oder-Neisse, alors qu'elle n'en est pas une. Ces considérations ne sont pas en mesure de calmer la colère des expulsés catholiques, d'autant que cette réponse du nonce laisse plutôt à penser qu'il veut leur faire prendre des vessies pour des lanternes alors que la réalité induite pas la décision du Vatican est très claire.

### ***La Conférence épiscopale et les visiteurs apostoliques***

Les expulsés subissent une nouvelle déconvenue de la part de l'Eglise catholique après la nomination d'évêques polonais dans les diocèses de l'Est lorsque la Conférence épiscopale d'Allemagne réduit l'influence des visiteurs apostoliques représentant les expulsés :

« C'est avec une « grande colère et amertume » que l'Assemblée fédérale de la *Landsmannschaft Schlesien* a dû prendre connaissance du retrait du droit de vote des visiteurs apostoliques et canoniques pour les territoires de l'Est par la Conférence épiscopale d'Allemagne. »<sup>2144</sup>

Cette voix qui est celle de la *Landsmannschaft Schlesien* n'est pas isolée dans le *GB*. Dans le même numéro, Peter Großpietsch considère que l'Eglise tourne ainsi le dos à un groupe de fidèles parmi les plus importants en faisant fi d'une longue tradition de solidarité avec la cause des expulsés. Il revient dans un article sur la contribution décisive de Georg Goebel dans le soutien aux expulsés et la création du *GB*, il invoque cette figure tutélaire pour dénoncer la trahison de l'Eglise catholique qui néglige soudain ces ardents pratiquants :

---

<sup>2141</sup> Déclaration du responsable apostolique publiée dans *GB* 72/8, p. 2.

<sup>2142</sup> « für immer » dans un article (oprS) publié dans *GB* 72/9, p. 3.

<sup>2143</sup> « entstandene Mißverständnis » dans un article (oprS) publié dans *GB* 72/9, p. 2.

<sup>2144</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 85/1, p. 9.

« Mais que dirait aujourd'hui Georg Goebel du retrait du droit de vote aux visiteurs apostoliques et canoniques à la Conférence épiscopale d'Allemagne ? »<sup>2145</sup>

En invoquant ainsi Georg Goebel après avoir longuement salué son parcours et son œuvre, Peter Großpietsch montre bien le décalage qui existe entre les ecclésiastiques d'autrefois qui étaient prêts à tous les sacrifices pour porter secours et assistance à ceux qui en avaient besoin et les serviteurs actuels de l'Eglise qui méprisent le passé et les groupes de la population qui ont souffert après la guerre. Dans deux autres articles<sup>2146</sup>, Peter Großpietsch reviendra sur cette décision de la Conférence épiscopale et il soulignera à chaque fois l'injustice que cette décision représente. Ainsi, les représentants ecclésiastiques des expulsés se retrouvent victimes de l'injustice et de l'arbitraire exactement comme l'ont été les expulsés eux-mêmes. Les visiteurs sont en quelque sorte mis au ban de la conférence épiscopale et les expulsés qu'ils représentent interprètent cette décision comme une manière de montrer que leur origine géographique doit être oubliée ou passée sous silence. Peter Großpietsch se plaît à dénoncer le traitement particulier qui est réservé aux expulsés comme si leurs droits n'étaient pas identiques au reste de la population, et la situation des visiteurs apostoliques vient le conforter dans sa vision des choses où même l'Eglise catholique censée protéger les plus faibles place les représentants des expulsés dans une situation défavorable.

Un pas supplémentaire est franchi en 1998 lorsque la Conférence épiscopale annonce vouloir exclure les visiteurs de son travail en assemblée plénière. Helmut Sauer fait alors une déclaration tonitruante reprise dans le *GB* :

« Cette « deuxième expulsion » de sa propre Eglise, menée en 1945 par le cardinal polonais Hlond sans en parler au pape Pie XII, menée cette fois par Rome même, rouvre des plaies, fait souffrir et rend amer. »<sup>2147</sup>

Cette décision est pour tous les expulsés le signe évident que l'Eglise les abandonne. Alors qu'ils sont très attentifs à tous les symboles, les expulsés ne trouvent plus le soutien qu'ils attendent de la part des institutions de l'Eglise. Pourtant l'Eglise a longtemps répondu à leurs attentes en se faisant le chantre du droit à la *Heimat*. Mais cette exclusion des visiteurs sonne le glas des bonnes relations entre les expulsés et l'Eglise. Jean-Paul II est rendu responsable de cette décision, motivée semble-t-il par son rejet des expulsés allemands :

« Il [Jean-Paul II, L.P.] n'a pas pris acte de leur souffrance [des expulsés, L.P.]. Au contraire : il les méprisait parfois clairement, par exemple lorsqu'il a exclu les visiteurs de la conférence épiscopale. Et tandis que les visiteurs devaient « partir » du côté allemand, les postes polonais ont été maintenus (ex. Lviv). (...) Mais honnêtement, au vu des souffrances que la génération de mes parents a subies durant l'expulsion, je n'ai aucune compréhension pour la canonisation hâtive du pape polonais. »<sup>2148</sup>

---

<sup>2145</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 85/1, p. 5-6.

<sup>2146</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 85/5, p. 2 et éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 89/1, p. 1-2.

<sup>2147</sup> Article d'Helmut Sauer paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 98/4, p. 2.

<sup>2148</sup> Article de Benedikt Keiper paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 11/4, p. 2.

Jean-Paul II est considéré avant tout comme un Polonais et sa fonction ne le prémunit pas du reproche de nationalisme. Il n'est pas seulement à la tête de l'Eglise, mais est vu comme un simple défenseur des intérêts nationaux de la Pologne.

### ***Le droit à la Heimat***

Alors que les expulsés sont pris en tenaille par l'enjeu géopolitique de la guerre froide, ils tentent de consolider leurs positions et de montrer que leur destin d'expulsés relève de l'injustice la plus totale. La conférence de Potsdam n'a fait qu'entériner un processus déjà largement enclenché et les Accords de Potsdam n'ont pas la valeur juridique suffisante au regard du droit international pour rendre légale l'expulsion des Allemands des territoires de l'Est. Le droit à la *Heimat* prévaut et les expulsés ne cessent de le rappeler. Durant les années 1950 et 1960, la position des expulsés est encore largement défendue par l'ensemble de la classe politique allemande, mais les expulsés cherchent à s'assurer d'autres soutiens afin de renforcer leur position, principalement vis-à-vis de l'étranger. L'Eglise s'avère être un allié de poids. En effet, les expulsés comptent sur cette voix libre de toute attache nationale et dont l'autorité morale est indiscutable pour les soutenir. Dans l'article publié en hommage à Pie XII en 1958, ponctué des sous-titres « Ami et soutien des Allemands »<sup>2149</sup>, « Avocat et père des expulsés »<sup>2150</sup> et « Connaisseur et admirateur de la Silésie »<sup>2151</sup> et ne laissant aucun doute sur l'attachement que les Allemands devaient porter au pontife décédé, Georg Goebel met en avant son engagement en faveur des expulsés :

*« C'est Pie XII qui le premier parmi tous les grands de ce monde a dénoncé l'expulsion comme une injustice, qui a proclamé que le droit à la Heimat était un droit divin et qui dans une circulaire aux évêques allemands a exigé qu'on leur garantisse égards et intégration dans tous les domaines. »*<sup>2152</sup>

Quelques années plus tard, Alois Bartsch est heureux de montrer que le pape prend position en faveur du droit à la *Heimat*, contredisant ainsi un archevêque polonais qui voulait pour justifier l'expulsion, que prévale le droit à l'existence du peuple polonais garanti par un « droit à la vie et à l'espace vital »<sup>2153</sup> :

*« C'est pourquoi le pape Jean XXIII a inclus dans son encyclique « pacem in terris » le droit à la Heimat dans la liste des droits de l'homme : « Chaque homme a le droit de conserver ou de changer de domicile dans les frontières de sa Heimat ». »*<sup>2154</sup>

L'autorité morale du pape sert à la fois à montrer que les revendications du *GB* sont légitimes et que le droit à la *Heimat* qu'il défend est reconnu par la plus haute autorité spirituelle

---

<sup>2149</sup> « Freund und Helfer der Deutschen ».

<sup>2150</sup> « Anwalt und Vater der Vertriebenen ».

<sup>2151</sup> « Kenner und Verehrer Schlesiens ».

<sup>2152</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 58/11, p. 1.

<sup>2153</sup> « Recht auf Leben und Lebensraum ».

<sup>2154</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/10, p. 1. La traduction officielle en français de l'encyclique en latin proposée par le Vatican est : « Droits d'émigration et d'immigration. 25 – Tout homme a droit à la liberté de mouvement et de séjour à l'intérieur de la communauté politique dont il est citoyen ; il a aussi le droit, moyennant des motifs valables, de se rendre à l'étranger et de s'y fixer. » Cf. texte de la lettre encyclique du 11 avril 1963 en ligne disponible sur [www.vatican.va/holy\\_father/john\\_xxiii/encyclicals/documents/hf\\_j-xxiii\\_enc\\_11041963\\_pacem\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_xxiii/encyclicals/documents/hf_j-xxiii_enc_11041963_pacem_fr.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

catholique, mais elle lui sert aussi à désarmer une partie de ses adversaires parmi lesquels figure une grande partie du clergé polonais. Alois Bartsch n'hésite pas d'ailleurs à souligner cette opposition pour mieux discréditer la partie polonaise :

*« Nous ne doutons pas qu'un certain effet de propagande peut être obtenu avec des sermons chauvins et des chasubles aux couleurs nationales. Mais ce n'est pas comme ça qu'on peut faire bonne figure dans le monde libre de l'Ouest. Face à la conception moderne de l'Eglise que le St-Père Paul VI a de nouveau montrée, ce mélange de religion et de nationalisme produit un effet repoussant et effrayant, surtout en cette « année des droits de l'homme ». »*<sup>2155</sup>

En tant que haute autorité morale, le pape est même cité par les députés allemands qui veulent faire valoir leurs arguments auprès de leurs confrères polonais :

*« Evoquant les arguments moraux, les députés allemands ont renvoyé à de longues citations tirées de déclarations faites par le pape lors de la journée pour la paix le 1<sup>er</sup> janvier 1989. »*<sup>2156</sup>

C'est certainement la nationalité polonaise du pape qui est ici utilisée pour tenter d'infléchir les positions des députés polonais. Les citations du pape sont de nature à indiquer aux Polonais que les arguments viennent d'une autorité spirituelle théoriquement neutre, mais qui possède un lien naturel avec les intérêts polonais, donc plutôt favorable à leur cause.

Dans les années 1980, ce n'est plus le droit à la *Heimat* qui doit être défendu en première ligne, mais plutôt la minorité allemande qui concentre l'attention des expulsés, devenus attentifs à cette réalité depuis le début de l'arrivée massive d'*Aussiedler*. Lors de la visite de Jean-Paul II en RFA en 1987, la situation difficile des Allemands de Silésie est mise en avant afin que le pape intercède en leur faveur :

*« A l'occasion du deuxième voyage en Allemagne du pape Jean-Paul II, l'organisation de jeunesse de la Landsmannschaft Schlesien a lancé un appel au pape afin qu'il s'engage pour l'amélioration des conditions de vie des Allemands des territoires Oder-Neisse, opprimés par les Polonais. »*<sup>2157</sup>

Pourtant en 1988 encore, c'est une prise de position du pape en faveur du droit à la *Heimat* que le *GB* annonce à ses lecteurs :

*« L'évêque auxiliaire Pieschl a parlé de la grande attention que porte le pape aux soucis et aux difficultés des expulsés allemands et aux problèmes liés à la division allemande et européenne. Dans sa nouvelle encyclique, le pape a de nouveau exigé « le respect de l'identité de tous les peuples et de leur droit à la Heimat et le droit à l'autodétermination ». Il a ajouté que le pape avait souligné que son ministère le faisait se tenir aux côtés de toutes les nations »*<sup>2158</sup>

---

<sup>2155</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/11, p. 1.

<sup>2156</sup> Déclaration de Herbert Czaja publiée dans *GB* 92/4, p. 5.

<sup>2157</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 87/6, p. 3.

<sup>2158</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 88/5, p. 2. La traduction officielle en français de l'encyclique en latin proposée par le Vatican est : « Sur le plan international, celui des rapports entre les Etats ou, selon le langage

On peut effectivement croire que le pape porte attention aux problèmes des expulsés allemands, mais on peut aussi s'interroger sur le lien réel entre ce passage de l'encyclique et la situation des expulsés allemands. La référence à la neutralité nationale du pape est peut-être interprétée par certains expulsés reprochant à Jean-Paul II d'être plus sensible à la cause polonaise comme l'aveu d'une faiblesse qu'il tâcherait de corriger, mais on peut aussi y voir la marque de son engagement en faveur de tous les peuples sur terre et pas seulement des peuples européens<sup>2159</sup>. Ou bien y voir encore un geste de solidarité envers les peuples vivant dans les dictatures communistes. D'autant que quelques mois auparavant, le pape a montré qu'il était sensible à la douleur du peuple polonais opprimé par le régime communiste :

« *Le pape Jean-Paul II a mis le gouvernement polonais en garde contre le fait de vouloir imposer à la société une politique qu'elle n'accepte pas. « Personne ne peut remplacer la société ou prendre à sa place des décisions qui la concerne elle-même », a déclaré le pape devant un parterre réunissant les évêques polonais sous la conduite du primat polonais, le cardinal Josef Glemp. »*<sup>2160</sup>

Jean-Paul II se montre ici un ardent combattant contre le communisme, soutenant les efforts de ses compatriotes pour se libérer du joug communiste. Alors que l'activité de Jean-Paul II contre le communisme a joué un rôle important dans la chute des dictatures d'Europe centrale et d'Europe de l'Est<sup>2161</sup>, le *GB* mentionne ici de manière tout à fait exceptionnelle cet engagement du pape. Pourtant, le *GB* est un farouche adversaire du communisme qu'il rend en grande partie responsable de l'expulsion et du drame dont ont été victimes les expulsés allemands, mais, en dépit du caractère catholique affirmé du journal, cet aspect du travail politique de Jean-Paul II n'est guère traité par le *GB*.

La notion de droit à la *Heimat* défendue par les expulsés est à sens unique : elle ne peut être appliquée que pour défendre la prétention légitime des Allemands à vivre en Silésie. Ainsi, utiliser le droit à la *Heimat* pour défendre l'idée d'un droit des Polonais à demeurer en Silésie au même titre que les Allemands est catégoriquement rejeté. Dans une lettre au cardinal König, le responsable apostolique du Comté de Glatz, Leo Christoph, s'insurge contre cette idée :

---

courant, entre les divers « mondes », il est nécessaire qu'il y ait un *respect* total de l'identité de chaque peuple, avec ses caractéristiques historiques et culturelles. » Cf. Bénédiction « *Sollicitudo rei socialis* » donnée le 30 décembre 1987 par Jean-Paul II à Rome disponible sur [www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/encyclicals/documents/hf\\_jp-ii\\_enc\\_30121987\\_sollicitudo-rei-socialis\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/encyclicals/documents/hf_jp-ii_enc_30121987_sollicitudo-rei-socialis_fr.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2159</sup> La citation de Jean-Paul II publiée dans un encadré à la une du *GB* en 1998 : « Déplacements et expulsion ne peuvent jamais être la réponse définitive à la souffrance des personnes concernées. Ils ont un droit à retourner vers leurs racines, à rentrer dans leur pays de naissance avec leur souveraineté nationale, son indépendance et son autodétermination. » (= « *Umsiedlung und Vertreibung können niemals die endgültige Antwort auf das Leid der davon betroffenen Menschen sein. Sie haben ein Recht darauf, zu ihren Wurzeln zurückzukehren, heimzukehren in ihr Geburtsland mit seiner nationalen Souveränität und Selbstbestimmung.* ») Extrait d'un discours de Jean-Paul II publié dans *GB* 98/5, p. 1. Nul doute que les expulsés allemands applaudiront des deux mains en le découvrant, mais il y a peu de chances qu'il leur soit adressé.

<sup>2160</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 88/2, p. 2.

<sup>2161</sup> LECOMTE Bernard, *Jean-Paul II*, Coll. Folio, Gallimard, 2006 ; LECOMTE Bernard, *Le Pape qui fit chuter Lénine*, CLD, 2007.

« D'après les nouvelles parues dans la presse - j'ai par exemple devant moi le *Petrusblatt* de Berlin du 9 mai 1971 -, vous avez largement exprimé votre opinion selon laquelle le travail de reconstruction donne « aux habitants de ce pays et à leurs enfants » un droit à la *Heimat*. (...) Nous sommes d'accord avec vous que les Polonais qui veulent choisir la Silésie comme leur *Heimat* en ont le droit. Mais il faut dire tout aussi clairement que ceux qui ont été expulsés brutalement de ce territoire n'ont pas perdu avec cette mesure coercitive leur droit à considérer la Silésie comme leur *Heimat* dans laquelle ces Allemands ont vécu pendant plus de 700 ans. C'est pourquoi nous aurions apprécié que vous traitiez cette question du droit à la *Heimat* en tenant compte de ces éléments. Si vous pensiez ne pas pouvoir le faire au regard de la situation difficile et pour des raisons de tact diplomatique, il aurait certainement mieux valu garder le silence. »<sup>2162</sup>

Le ton sec utilisé par le responsable apostolique pour s'adresser à un cardinal, soit un ecclésiastique à la position plus élevée que la sienne dans la hiérarchie de l'Eglise révèle toute la colère que suscitent des propos à même de légitimer l'occupation des territoires de l'Est par les Polonais. Que les Eglises polonaise et allemande s'opposent sur l'application du droit à la *Heimat*, c'est un fait que l'on peut comprendre, mais qu'un cardinal autrichien choisisse de soutenir l'interprétation polonaise du droit à la *Heimat* contre l'interprétation allemande, c'est pour le responsable apostolique des *Grafschafter* absolument insupportable, car sa réponse montre qu'il attend d'un Autrichien un soutien dans la défense des droits des Allemands.

## **II - Le nationalisme de l'Eglise polonaise**

Les relations entre les expulsés et le clergé polonais sont d'emblée placées sous le signe de la méfiance. Alors que le Comté de Glatz est un territoire profondément catholique où la pratique religieuse est très développée et que le catholicisme est l'un des liens entre les expulsés et leur *Heimat*, on observe un rejet catégorique du clergé polonais. Les ecclésiastiques auraient pu être des intermédiaires entre la population allemande et la population polonaise pour renouer le dialogue entre les deux peuples afin d'amorcer le processus de réconciliation, mais du côté allemand, les expulsés s'y montrent farouchement opposés. Cette réaction de rejet se fonde principalement sur le nationalisme supposé du clergé polonais en général et se cristallise sur trois personnalités en particulier : le cardinal Hlond, le cardinal Glemp et le pape Jean-Paul II.

### ***L'approche générale***

A la fin de la guerre, le clergé polonais est favorable à l'expulsion des Allemands<sup>2163</sup>. L'attitude des Allemands pendant le conflit en est naturellement la cause, mais aussi le fait que l'évêque Bolesław Kominek ne perçoive pas de sentiments de remords ou de regret chez les Allemands pour les crimes nazis. Les prêtres polonais pensent qu'Allemands et Polonais ne peuvent plus vivre paisiblement côte à côte. Ils sont donc d'accord avec le principe du départ des Allemands mais déplorent les conditions dans lesquelles il a lieu<sup>2164</sup>. Les prêtres allemands sont aussi concernés par l'expulsion. Ils sont considérés comme membres de

---

<sup>2162</sup> Lettre de Leo Christoph au cardinal König publiée dans *GB* 71/7, p. 3.

<sup>2163</sup> ŻUREK, *Nationalismus*, p. 157-174.

<sup>2164</sup> MADAJCZYK, *Transfer*.

l'intelligentsia qui soutient la germanité et on leur reproche d'avoir été trop proches des nazis. Les campagnes menées dans la presse polonaise vont aussi dans ce sens.

Le nationalisme polonais n'est pas l'apanage de la classe politique, il est aussi partagé par une partie du clergé<sup>2165</sup>. Dans leur lettre aux évêques allemands de 1965, les évêques polonais, conscients de la particularité de la tradition polonaise associant étroitement religion et nation, s'expliquent sur ce lien fort entre les deux domaines :

*« La symbiose entre le christianisme, l'Eglise et l'Etat a existé dès les origines en Pologne et n'a en fait jamais été éclatée. Elle a produit avec le temps le mode de pensée polonais généralement partagé : ce qui est polonais est en même temps catholique. De cette symbiose est né également le style religieux polonais dans lequel l'élément religieux est d'emblée étroitement lié et soudé à l'élément national, avec tous les aspects positifs mais aussi négatifs de ce problème. »*<sup>2166</sup>

Les expulsés allemands constatent avec effroi que les hauts représentants du clergé polonais mélangent sans difficultés religion et politique, « lien typiquement polonais de religion et nation »<sup>2167</sup>. Or, si ce mélange des genres paraît des plus naturels lorsque c'est un prêtre allemand comme Georg Goebel qui le pratique, il s'avère insupportable lorsque c'est le primat de l'église polonaise qui s'y adonne lors d'une cérémonie organisée à Breslau pour célébrer le vingtième anniversaire de l'instauration d'un clergé polonais dans les territoires de Silésie :

*« Rien moins que le primat de l'Eglise catholique de Pologne, le cardinal Wyszyński, s'est fait le porte-parole des dirigeants polonais en se déclarant favorable à la soi-disant prétention historique de la Pologne sur les territoires allemands de l'Est et en affirmant : « Lorsque nous regardons les églises autour de nous, nous savons que nous n'avons pas reçu un héritage allemand. Ce n'est pas l'âme allemande, c'est l'âme polonaise qui parle à travers ces pierres. Ces bâtiments-là ont attendu pendant longtemps jusqu'à ce qu'ils finissent par retourner entre des mains polonaises. » Si les pierres pouvaient parler, elles diraient au cardinal que l'âme de Breslau était allemande et pas polonaise. »*<sup>2168</sup>

---

<sup>2165</sup> « W. Piwowarski, sociologue des religions à l'université catholique de Lublin apporte à ce sujet une contribution extrêmement instructive, mais aussi bouleversante. Il présente l'instrumentalisation de la religion à des fins patriotiques comme une caractéristique du catholicisme polonais du siècle dernier jusqu'à aujourd'hui. Piwowarski s'intéresse aux caractéristiques du catholicisme polonais dans l'histoire polonaise. Parmi les caractéristiques du catholicisme décrit par les historiens et experts culturels, il cite en premier lieu l'instrumentalisation de la religion à des fins patriotiques. » « Der Religionsoziologe der Katholischen Universität Lublin W. Piwowarski bringt dazu einen äußerst instruktiven, aber auch erschütternden Beitrag: Er stellt eine Instrumentalisierung der Religion für patriotische Zwecke als ein Charakteristikum des polnischen Katholizismus des letzten Jahrhunderts bis in die Gegenwart fest. Piwowarski befaßt sich mit den Merkmalen des Katholizismus in der Geschichte Polens. Unter den von Historikern und Kulturexperten beschriebenen Eigentümlichkeiten nennt er an erster Stelle die erwähnte Instrumentalisierung der Religion für patriotische Ziele. », SCHOLZ Franz, *Zwischen Staatsräson und Evangelium. Kardinal Hlond und die Tragödie der ostdeutschen Diözesen. Tatsachen, Hintergründe, Anfragen*, Knecht, Francfort-sur-le-Main, 1988, p. 157-158.

<sup>2166</sup> Lettre pastorale des évêques polonais à leurs frères allemands du 18 novembre 1965.

<sup>2167</sup> « der typisch polnischen Verknüpfung von Religion und Nation », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/11, p. 1-2.

<sup>2168</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/11, p. 1-2.

Cette phrase de Wyszyński retentit comme un coup de tonnerre et marque le début d'un rejet systématique du clergé polonais, certainement parce que l'élément déclencheur vient de la plus haute instance. Cet événement de 1965 marque aussi le point de départ d'un travail de longue haleine pour les expulsés allemands qui comprennent qu'il va leur falloir apporter la preuve de l'empreinte qu'ils ont laissée dans leur *Heimat* alors que les nouveaux occupants s'ingénient à effacer les traces de leur présence. Alois Bartsch feint de mépriser la provocation du cardinal Wyszyński arguant du fait qu'elle est trop grossière :

« Cette déformation de l'histoire du cardinal est tellement grotesque qu'il est à peine nécessaire de la réfuter. »<sup>2169</sup>

Et pourtant il poursuit son éditorial en citant les dates marquantes de la présence allemande en Silésie en remontant jusqu'au XIIe siècle. Si Bartsch pense de bonne foi que le chapitre allemand de l'histoire de la Silésie va de soi, il sait aussi que vingt ans après l'expulsion, l'ensemble de la population allemande n'est pas aussi informé sur la réalité historique de la présence allemande à l'Est que les expulsés pourraient le souhaiter :

« Pourtant il ne faudrait pas prendre la déformation de l'histoire du cardinal trop à la légère, car le manque de connaissances sur l'histoire germano-polonaise est encore important, y compris dans notre peuple. »<sup>2170</sup>

Le nationalisme polonais apparaît si outrancier qu'il est décrit comme une proie facile, une cible que l'on ne peut manquer dans le combat pour la *Heimat*<sup>2171</sup>. Dans un éditorial où il tance le désordre parmi les organisations d'expulsés et le manque d'unité des Silésiens partagés entre deux *Landsmannschaften*, Herbert Gröger critique le déficit de crédibilité induit par cette situation. Or, il est bien connu que pour unir deux adversaires, rien n'est plus efficace que de leur désigner un ennemi commun. La dénonciation du nationalisme polonais lui semble être l'occasion de regagner en crédibilité en montrant que c'est la partie adverse qui n'est pas crédible :

« Quand au cours de la Conférence épiscopale germano-polonaise les évêques polonais refusent de parler de l'injustice de l'expulsion dans une déclaration commune et que le pape polonais fait parler les pierres en polonais dans les territoires de l'Est allemands, alors c'est la crédibilité du clergé polonais, y compris celle du pape, qu'il faut remettre en cause. »<sup>2172</sup>

Même après l'avènement de la démocratie en Pologne, et alors que le régime communiste n'utilise plus le sentiment national ou antiallemand pour tenir sa population dans la crainte d'un retour des Allemands, le clergé polonais continue d'être la cible d'attaques répétées

---

<sup>2169</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/11, p. 1-2.

<sup>2170</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/11, p. 1-2.

<sup>2171</sup> Depuis 1989, la réalité du nationalisme a été réévaluée. « Désormais, ce n'est plus comme dans les années 1960 et 1970 le marxisme ou le communisme mais le nationalisme qui est considéré comme l'idéologie la plus puissante. » (« Nun wird nicht mehr wie in den sechziger und siebziger Jahren der Marxismus oder der Kommunismus, sondern der Nationalismus als die wirksamste Ideologie angesehen. »), cf. THER Philipp, « Schlesisch, deutsch oder polnisch? Identitätenwandel in Oberschlesien 1921-1956 », p. 169-203, in : STRUVE Kai, THER Philipp (éd.), *Die Grenzen der Nationen. Identitätenwandel in Oberschlesien in der Neuzeit*, (= Tagungen zur Ostmitteleuropa-Forschung, 15), Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2002.

<sup>2172</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/8, p. 1.

contre son nationalisme supposé. C'est en particulier l'attitude face au passé qui pose désormais problème. Après la signature du Traité 2+4 et du Traité de bon voisinage entre Allemagne et Pologne, les expulsés allemands attendent du clergé polonais qu'il regarde le passé en face et qu'il reconnaisse la part de responsabilité des Polonais dans l'expulsion. Or, après des décennies de silence imposé par le régime communiste et la censure, le clergé ne peut pas effectuer en quelques mois une volte-face complète sur un sujet aussi douloureux et complexe que celui-ci. Le *GB* met ce refus sur le compte d'un nationalisme entêté :

*« Aujourd'hui encore, l'Eglise polonaise officielle n'est pas prête à dénoncer comme crimes l'expulsion, les meurtres, les viols, et les vols et pillages qui ont été commis contre nous au nom de la Pologne. Cette Eglise nationalo-catholico-polonaise abroge dans ce but les 10 commandements et n'est disposée à parler que des souffrances de la population polonaise. L'Eglise officielle d'Allemagne moderne, avec le cardinal Lehmann en tête, s'incline devant ce chauvinisme. (...) C'est malheureusement ainsi et cela ne s'arrange pas avec le pape qui, lors de sa visite à Olsztyn, rend hommage au blason éclatant des forces armées polonaises. »*<sup>2173</sup>

Le clergé polonais est même accusé de ralentir le processus de réconciliation entre les deux peuples. Alors que la réconciliation est officiellement à l'ordre du jour des relations germano-polonaises depuis le milieu des années 1960, le sujet est toujours d'actualité à la fin du siècle. D'immenses progrès ont été réalisés, pourtant il semblerait que les pierres d'achoppement restent nombreuses. Les hautes figures du clergé polonais sont pointées du doigt et le *GB* établit une distinction claire entre les dirigeants et le peuple, entre ceux qui se braquent sur des positions surannées et ceux qui ont entrepris depuis longtemps de faire un pas vers l'autre :

*« La réconciliation n'est pas une voie à sens unique, elle ne peut réussir qu'avec des efforts conjoints. Lors de nos voyages dans la Heimat, c'est la plupart du temps en bons voisins que nous rencontrons les Polonais, nous avons même trouvé des amis, mais nous rencontrons aussi d'indécrottables nationalistes. Le processus de réconciliation sur le terrain a des années d'avance sur ce que le monde politique et en particulier l'Eglise catholique officielle de Pologne veulent bien admettre. (...) C'est pourquoi on ne peut que lancer cet appel aux dirigeants polonais de l'Eglise : n'entravez pas ce processus de réconciliation mais encouragez-le ! »*<sup>2174</sup>

Le clergé polonais est clairement accusé. Le *GB* se drape dans l'attitude de celui qui tend inlassablement la main pour manifester sa volonté de se rapprocher tandis que le clergé se retrouve cantonné au rôle moins glorieux de celui qui refuse de tourner le dos au passé et d'ouvrir la voie à la réconciliation. Tout en reconnaissant que la situation n'est pas restée figée dans les antagonismes d'antan, le *GB* met l'accent sur ce qui oppose les deux peuples plutôt que sur ce qui les rapproche. Les rencontres entre les individus semblent montrer la voie de l'avenir, mais le regard reste braqué sur les acteurs accusés de refuser cette nouvelle orientation des relations germano-polonaises.

---

<sup>2173</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/10, p. 1-7.

<sup>2174</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 96/4, p. 1-2.

## **Hlond**

Parmi les figures de proue du clergé polonais, le cardinal August Hlond occupe une place particulière. Devenu primat de l'Eglise polonaise en 1926, il est envoyé dans les territoires allemands placés sous administration polonaise et il entreprend de les réorganiser afin de confier les rênes du clergé à des Polonais en lieu et place des Allemands qu'il se charge d'expulser avec le reste de la population. Le pape Pie XII l'avait en effet chargé de réorganiser le fonctionnement du clergé, mais le cardinal Hlond a été bien au-delà des limites fixées par l'habilitation délivrée par le pape<sup>2175</sup>. Son action en direction de la minorité allemande a été très brutale et les ecclésiastiques ont été poussés à la démission<sup>2176</sup>.

Pourtant, le Vatican ouvre en 1992 un procès de béatification en sa faveur. Les expulsés se retrouvent au premier rang pour s'opposer à ce projet de l'Eglise qui constituerait une reconnaissance honorifique officielle pour un homme dont l'action et le rôle non négligeable dans l'expulsion des Allemands ont été grandement décriés. Car avant même que le Vatican n'ouvre le procès en béatification pour ce cardinal qui a résisté aux nazis avant d'être emprisonné en 1945, le théologien Franz Scholz avait dénoncé le rôle actif de Hlond dans l'expulsion des ecclésiastiques allemands.

Le *GB* s'empare de cette affaire en 1994 lorsque Heinz Marx évoque pour la première fois les intentions du Vatican. Il commence par rappeler quelle a été l'action de Hlond dans les territoires allemands et cite ensuite le compte rendu que Hlond adresse en octobre 1946 au Vatican pour demander pardon au pape d'avoir outrepassé les ordres et manqué ainsi à ses devoirs. Le procès doit donc être remis en cause :

*« C'est pourquoi, nous, expulsés catholiques, verrions dans la béatification du cardinal Hlond un grave faux-pas de l'Eglise ressemblant à une provocation. On peut donc attendre avec impatience de voir si une nouvelle fois, les intérêts nationaux polonais sont placés au-dessus des sujets moraux chrétiens, qui ne peuvent être utiles qu'à l'Eglise catholique de Pologne et porter atteinte à l'image de l'Eglise catholique dans son ensemble. (...) Comment combiner cette politique clairement unilatérale du Vatican en faveur de la Pologne avec l'opinion de Pie XII qui a parlé de l'expulsion des Allemands venus de l'Est comme d'un « crime unique » dans l'histoire de l'Europe et qui a exigé que l'on revienne sur les faits dans la mesure du possible ? Une béatification du cardinal Hlond serait un clair geste de défiance de l'Eglise catholique contre nous, les expulsés allemands, qui ferait douter de la crédibilité d'une politique neutre du Vatican. »<sup>2177</sup>*

Le *GB* établit un lien direct entre l'action de Hlond et celle du gouvernement communiste polonais qui a dépassé le cadre des Accords de Potsdam avec l'expulsion des Allemands :

---

<sup>2175</sup> ŻUREK, *Nationalismus*, p. 174-183 ; BAHLCKE, *Schlesien*, p. 190-192.

<sup>2176</sup> « Et cela reste pourtant vrai, même si c'est systématiquement passé sous silence en Pologne, que le primat a agi de son propre chef, qu'il a fait un usage plus que large de la vérité, qu'il a refusé le minimum de fair-play vis-à-vis de Piontek [le vicaire capitulaire de Wrocław, L.P.] et qu'il a enclenché une évolution qui n'allait pas dans le sens voulu par Rome. » « Und doch bleibt es – wenn auch in Polen systematisch verdrängt – Wirklichkeit, daß der Primas eigenmächtig gehandelt hat, daß er mit der Wahrheit mehr als großzügig umgegangen ist, daß er das Minimum an Fairneß gegenüber Dr. Piontek verweigert hat, daß er eine Entwicklung bewirkt hat, die nicht im Sinne Roms gelegen hat. » Cf. SCHOLZ, *Hlond*, p. 104.

<sup>2177</sup> Article de Heinz Marx paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 94/11, p. 2.

*« Ici on peut établir aussi un parallèle avec l'action du cardinal Hlond. Tandis qu'il trompait le Vatican, le monde politique polonais roulait les Alliés dans la farine. »*<sup>2178</sup>

L'affaire divise les catholiques, entre ceux qui voient en August Hlond le cardinal qui va courageusement à la rencontre du pape afin de lui demander d'intervenir publiquement pour dénoncer le génocide que les nazis pratiquent contre les juifs d'une part et l'organisateur de l'expulsion des ecclésiastiques allemands d'autre part. La position des expulsés allemands est évidemment unanime. Beaucoup d'entre eux s'adressent directement à la hiérarchie catholique pour protester contre le procès en béatification. Le *GB* relaie cette vague de colère et publie une de ces lettres adressée directement à la Congrégation pour la cause des saints. Cette lettre est publiée au début du journal, en complément de la rubrique « Courrier des lecteurs », elle-même bien remplie par les textes à ce sujet. Il s'agit donc pour le *GB* de montrer l'importance de cette affaire, soulignée par une introduction de Peter Großpietsch qui en profite pour dénoncer l'attitude du Vatican face aux expulsés :

*« Il est effrayant de voir quel tact, quelle conception de l'amour de son prochain, quelle compréhension pour les sentiments blessés de millions de catholiques allemands doivent régner dans le clergé polonais et au Vatican. »*<sup>2179</sup>

Il est clair que pour le *GB*, cette affaire est révélatrice de la rupture entre les expulsés allemands et le Vatican. Un des grands responsables de l'expulsion ne peut pas être honoré de la sorte par le Vatican quels qu'aient été ses mérites par ailleurs. L'indignation du *GB* est à la hauteur de sa déception de voir les expulsés ainsi abandonnés par une partie de l'Eglise.

Les expulsés du Comté de Glatz réagissent très officiellement à travers une résolution adoptée par le groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz qui est leur instance représentative. Sont reproduits à la une du *GB*, le texte de la résolution ainsi que la lettre d'accompagnement rédigée à l'intention de la Congrégation pour la cause des saints<sup>2180</sup>. La résolution est une longue protestation contre le procès en béatification du cardinal Hlond, rappelant son action dans l'expulsion des Allemands et l'aveu de son erreur dans un courrier au pape. Les arguments et les formules employés sont en partie repris de l'article publié en 1994 dans le *GB*.

Un exemplaire de la résolution est adressé à l'archevêque de Cologne. Sa réponse est immédiatement publiée dans le *GB* où il explique que le procès en béatification est instruit selon les règles de l'Eglise qui veulent que n'importe quel groupe puisse proposer la personne de son choix à la béatification, ce qui a été le cas des Silésiens auxquels appartenait Hlond. Le commentaire de Großpietsch à cette réponse tient en une phrase :

*« Le cardinal Meisner n'a visiblement pas d'avis personnel sur la question. »*<sup>2181</sup>

---

<sup>2178</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/7, p. 1-2.

<sup>2179</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 96/3, p. 2-6.

<sup>2180</sup> Résolution du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publiée dans *GB* 96/6, p. 1.

<sup>2181</sup> Lettre du cardinal Meisner au groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publiée dans *GB* 96/9, p. 8.

Tant la publication de la lettre d'une lectrice que celle de la réponse de l'archevêque de Cologne sont de nature à inciter les lecteurs du *GB* à écrire eux aussi à la hiérarchie de l'Eglise pour dire leur mécontentement. S'agit-il d'aider les lecteurs à trouver des arguments ou de permettre à ceux que l'affaire intéresse de s'informer davantage ? Toujours est-il que la maison d'édition qui publie le *GB* propose à la vente trois livres de Franz Scholz, ainsi que le *Cahier Hlond*<sup>2182</sup> qui fournit la base des accusations de complicité dans l'expulsion des Allemands. Le *GB* publie d'ailleurs des encadrés publicitaires pour ce livre. Il n'est pas rare que de tels encadrés paraissent dans le *GB* ; ils permettent au *GB* de faire la promotion de ses publications ou aux lecteurs de découvrir des ouvrages traitant de sujets généralement abordés dans le *GB*, qu'ils soient d'ordre culturel, historique ou juridique. Mais la forme que prennent les encadrés pour le livre de Scholz est en revanche bien plus inhabituelle. En mars 1997, c'est une page entière qui est consacrée au livre de Scholz avec plusieurs accroches pour faire le lien avec l'actualité et l'affaire Hlond et piquer la curiosité des lecteurs<sup>2183</sup> : « Nous protestons »<sup>2184</sup>, « Cela concerne tous les catholiques »<sup>2185</sup>, « C'est la crédibilité de l'Eglise catholique qui est en jeu »<sup>2186</sup>. Afin de montrer qu'il s'agit bien d'un texte de nature à faire bouger les choses, il est précisé que :

« *La Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V. a envoyé le Cahier Hlond aux institutions suivantes : \*presse catholique et protestante \*évêques allemands, Congrégation à Rome \*presse des expulsés \*correspondants de presse allemands en Pologne \*universités, bibliothèques, fondations* »<sup>2187</sup>

La même publicité est publiée sur une demi-page dans le numéro suivant<sup>2188</sup>. Le *GB* organise donc une véritable campagne d'information et de mobilisation de ses lecteurs pour faire gonfler l'écho de la colère des expulsés.

La protestation prend de l'ampleur et Peter Großpietsch consacre un éditorial à la dénonciation de tout ce qui ne va pas dans l'Eglise selon les expulsés qui se sentent trahis. Il évoque les courriers de protestation que la rédaction du *GB* a reçus et s'empporte en voyant que même la révélation d'un texte au caractère antisémite signé August Hlond ne suffit pas à remettre en cause le procès en béatification :

« *Le procès en béatification contesté est encore en cours à Rome. Pouvait-on attendre mieux d'une instance qui s'apprête apparemment à déclarer saint un antisémite et nationaliste ? Non, même la lettre pastorale signée Hlond datant de 1935 et comprenant des tirades anti-juives qui vient d'être révélée n'a pas conduit à l'arrêt du procès. Pauvre Eglise catholique !* »<sup>2189</sup>

Pourtant, le procès en béatification suit non seulement son cours, mais le Vatican se montre insensible aux réserves qui s'expriment chez les expulsés, mais aussi chez les juifs, outrés par

<sup>2182</sup> « das Hlond-Heft ».

<sup>2183</sup> Article publié dans *GB* 97/3, p. 5.

<sup>2184</sup> « Wir protestieren ».

<sup>2185</sup> « Das geht jeden Katholiken an! »

<sup>2186</sup> « Hier geht es um die Glaubwürdigkeit der kath. Kirche ».

<sup>2187</sup> Article publié dans *GB* 97/3, p. 5.

<sup>2188</sup> Publicité publiée dans *GB* 97/4, p. 6.

<sup>2189</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/5, p. 1.

les révélations liées au texte de 1935. Quelques mois plus tard, le *GB* reprend à sa une un article extrait de *Unser Oberschlesien* :

« On ne peut que qualifier de scandale le fait que lors de la messe célébrée le 14 juin à Sonsnowiec, Jean-Paul II ait béni la première pierre du socle d'un futur monument dédié au cardinal August Hlond. Ainsi, le pape a une nouvelle fois montré son manque de tact quand il est question de la souffrance des expulsés non-polonais. »<sup>2190</sup>

Enfin, c'est le président de la *Landsmannschaft Schlesien* qui prend la parole pour s'opposer à la béatification de Hlond. Dans un long éditorial, il milite contre l'ancien primat de Pologne en exposant de manière plus précise et détaillée que cela n'a été fait jusqu'alors dans le journal, les motifs qui s'opposent à la béatification en montrant quelle part Hlond a prise dans l'expulsion, comment il a outrepassé la mission que lui avait confiée le pape et comment il a lui-même reconnu son erreur. Les accusations d'antisémitisme sont renouvelées et appuyées par des citations (là aussi une première). La voix de Herbert Hupka est bien moins polémique que toutes les autres prises de position parues jusqu'à ce moment-là. Le titre « antiallemand, anti-œcuménique, antisémite »<sup>2191</sup> est certes sec et constitue un jugement sans appel, mais le reste de l'article est plus mesuré et ne joue pas la surenchère dans la polémique, même si Hupka ne peut s'empêcher de décocher une flèche supplémentaire à l'encontre de Hlond :

« La seule chose qui soit vraie, c'est que c'est à lui que les pleins pouvoirs avaient été donnés de s'occuper de l'ordre ecclésial « *in tutto il territorio polacco* » (sur tout le territoire polonais), lui qui, en tant que Primat de Pologne et cardinal, avait été le seul prêtre polonais de haut rang à quitter son pays durant la Seconde Guerre mondiale et rentrait alors en Pologne. »<sup>2192</sup>

Cet éditorial du président de la *Landsmannschaft Schlesien* clôt d'une certaine manière la campagne dirigée contre le procès en béatification de Hlond. Le procès lui-même n'est ni suspendu ni terminé, mais les efforts des expulsés contre ce projet n'ont pour l'instant pas abouti et il ne leur reste plus qu'à attendre de connaître les conclusions rendues par la Congrégation pour la cause des saints. Pendant cinq ans, le *GB* aura manifesté une grande attention à l'affaire, mais celle-ci va désormais passer au second plan, par faute d'évolutions notables.

Pendant cinq ans, l'affaire n'est plus évoquée, avant d'être mentionnée rapidement, en écho à un article du publiciste Thomas Urban qui rappelle en 2006 que les évêques polonais travaillent depuis quinze ans à la béatification de Hlond et que leurs homologues allemands préfèrent garder le silence à ce sujet<sup>2193</sup>. Un long article revient peu après sur la participation de Hlond à l'expulsion du clergé allemand. A l'occasion du quarantième anniversaire de l'échange de lettres des évêques polonais et allemands, ceux-ci se sont réunis pour faire une déclaration commune. L'auteur de l'article, Georg Friebe, revient sur les points principaux de la déclaration : les lettres, les conséquences de la guerre en Pologne et l'expulsion des

<sup>2190</sup> Article (*Unser Oberschlesien*) publié dans *GB* 99/9, p. 1.

<sup>2191</sup> « Antideutsch, anti-ökumenisch, antisemitisch », article de Herbert Hupka publié dans *GB* 00/6, p. 1-2.

<sup>2192</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 00/6, p. 1-2.

<sup>2193</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/11, p. 10.

Allemands. Mais cette commémoration n'est pas l'occasion pour lui de célébrer les premiers pas vers la réconciliation entre Allemands et Polonais mais plutôt de rappeler comment le clergé polonais a pris une part active dans l'expulsion du clergé allemand à la fin de la guerre. Il attendait que les évêques allemands demandent des comptes aux évêques polonais, mais il n'en est rien. Georg Friebe, après avoir cité plusieurs historiens soulignant la résistance que l'Eglise allemande a opposée au nazisme, expose alors lui-même comment l'Eglise polonaise s'est rendue coupable de complicité dans l'installation du communisme en Pologne :

*« Lors de la soviétisation de la Pologne et de l'expulsion des Allemands des provinces allemandes de l'Est, il [Staline, L.P.] a mis l'Eglise de Pologne à son service et l'Eglise polonaise s'est effectivement mise à son service ! Des ecclésiastiques polonais se sont mis sans scrupules au service des dirigeants soviétiques et polonais-communistes. (...) Deux visions du monde diamétralement opposées en fait – le catholicisme national polonais et le communisme soviétique athée – se sont retrouvées dans un véritable pacte diabolique pour priver de leurs droits douze millions d'Allemands, principalement des personnes âgées femmes et enfants, les humilier, les persécuter et finir par leur confisquer la Heimat où ils étaient nés. »*<sup>2194</sup>

### **Glemp**

Le cardinal Glemp est une autre figure de la hiérarchie catholique polonaise qui symbolise le nationalisme polonais s'exprimant dans son rejet des Allemands. Nommé archevêque en 1981, Józef Glemp s'est attiré les foudres des expulsés allemands en niant à plusieurs reprises l'existence d'une minorité allemande en Pologne<sup>2195</sup>. Le *Spiegel* rapporte comme suit le discours du cardinal Glemp :

*« Et le primat de Pologne, le cardinal Józef Glemp, pas spécialement un ami du régime militaire communiste, a répliqué mercredi dernier devant plus de 200 000 pèlerins venus à Częstochowa (...) aux exigences ouest-allemandes d'un droit des minorités pour les Polonais d'origine allemande : Quand quelqu'un se définit après 40 ans dans son propre pays comme un étranger, « alors qu'il ne connaît ni la langue ni la culture ni les traditions de sa soi-disant patrie, alors on a affaire à un processus suscité artificiellement. » »*<sup>2196</sup>

Le cardinal Glemp est évoqué pour la première fois dans les colonnes du *GB* lors d'une interview que Heinrich Windelen, ministre chargé des Relations interallemandes, donne au journal. Interrogé sur la situation des Allemands vivant dans les territoires placés sous administration polonaise, il répond :

*« Je regrette les déclarations du cardinal Glemp, elles sont irréfléchies. On ne peut pas dire que des gens vivant en Pologne ne sont pas allemands seulement parce qu'ils ne parlent plus la langue allemande quand on leur a interdit pendant plus de 40 ans de parler allemand, que l'on n'a pas rendu possible l'enseignement en allemand et qu'on ne leur a même pas permis de prier en allemand. »*<sup>2197</sup>

<sup>2194</sup> Article publié dans *GB* 06/1, p. 9-11.

<sup>2195</sup> URBAN, *Minderheit*, p. 194-199.

<sup>2196</sup> « Schwatzt zuviel », p. 23-25, in : *Der Spiegel*, n°34, 20 août 1984.

<sup>2197</sup> Interview de Heinrich Windelen publiée dans *GB* 84/9, p. 1-2.

La première personne qui condamne les propos du cardinal Glemp est un ministre de RFA, chose exceptionnelle dans le *GB* qui ne donne habituellement pas la parole directement aux hommes politiques. C'est donc une voix officielle qui prend position contre l'homme fort de l'Eglise polonaise. Dès le numéro suivant, on retrouve un schéma plus classique avec une condamnation sans appel des propos de Glemp, venant cette fois des représentants des expulsés. Le *GB* offre une tribune à Herbert Hupka pour protester contre le cardinal Glemp et défendre les Allemands contre ce qu'il considère comme une double-peine :

*« Et voilà que les Allemands doivent maintenant être punis deux fois. La première fois ils ont été punis en n'ayant pas le droit de parler leur langue maternelle et n'ayant même pas eu le droit de l'apprendre pour la deuxième génération. La deuxième fois, on fait aux Allemands le reproche de ne pas parler l'allemand. Comprenne qui pourra ! »*<sup>2198</sup>

La réplique de Hupka relève d'une tactique habile. Il ne cherche pas à polémiquer, mais plutôt à montrer l'absurdité du reproche. Ainsi, il ne passe pas pour un éternel insatisfait refusant toute critique, et il place les Allemands de la minorité de Pologne dans une situation de victimes, ce qui doit susciter la compassion, d'autant qu'il a au préalable établi une liste de toutes les persécutions auxquelles sont exposés les Allemands. La page suivante du *GB* laisse la parole à différents représentants du BdV qui s'opposent avec virulence au cardinal Glemp.

Durant les années qui suivent, le cardinal Glemp n'est plus évoqué, car le souffle de la polémique est vite retombé. C'est au moment du changement politique en Pologne à partir de 1989 que le primat de Pologne est à nouveau évoqué quand les dirigeants allemands font du statut de la minorité allemande en Pologne un enjeu dans le rapprochement avec la Pologne. Le cardinal Glemp est de nouveau sur le devant de la scène et son action contre les Allemands est de nouveau dénoncée :

*« En ce qui concerne la situation des Allemands vivant en Silésie et dans les autres parties de l'Est allemand, le Rheinische Merkur a fait écho en s'appuyant sur des comptes rendus disponibles à Bonn du fait que le primat polonais Glemp lors de son récent entretien avec le chef du parti et de l'Etat Jaruzelski était opposé à ce que l'on octroie un statut de minorité aux Allemands vivant dans la zone d'administration polonaise. »*<sup>2199</sup>

Ce ne sont donc pas les déclarations de Ryszard Woyna, vice-président du groupe parlementaire du PZPR, favorable à l'amélioration des relations germano-polonaises que retient le *GB*, mais plutôt l'hostilité d'une vieille figure ennemie, hostile à tout changement. Redevenu la cible des attaques des expulsés, Glemp voit l'intégrité de sa fonction remise en cause :

*« A mon avis, le plus haut représentant de l'Eglise polonaise viole ici ses devoirs pastoraux vis-à-vis de ses croyants polonais d'origine allemande. Même le journal syndicaliste polono-Bas-silésien Biuletyn Dolnośląski (Bulletin de Basse-Silésie) critique cette position incompréhensible du plus haut prêtre polonais. Cette sorte d'amour de son prochain nous est*

---

<sup>2198</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 84/10, p. 2.

<sup>2199</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 88/12, p. 2.

*restée en mémoire à nous les expulsés comme à l'époque du cardinal Hlond à la fin de la guerre. »*<sup>2200</sup>

Ses déclarations semblent constamment en contradiction avec le message de l'Évangile :  
« *Ou bien la déclaration du cardinal Glemp est-elle juste : Les Allemands doivent marcher pour toujours tête basse à travers l'histoire. A vrai dire, une parole chrétienne bien particulière pour un ecclésiastique catholique. »*<sup>2201</sup>

Par le rapprochement avec le cardinal Hlond, le cardinal Glemp se voit placé dans la pire des comparaisons possibles que le *GB* puisse établir pour un ecclésiastique polonais. Considéré comme largement complice de l'expulsion des Allemands de Silésie, le cardinal Hlond est, on l'a vu plus haut, la cible de toutes les attaques du *GB*. En associant les deux figures, Herbert Gröger semble vouloir finir de discréditer le primat de Pologne aux yeux des Polonais. Afin d'enfoncer le clou, la mention de l'article d'un journal proche de *Solidarność* est reprise quelques pages plus loin<sup>2202</sup>.

Le cardinal Glemp est également accusé de mentir. Il réclame à l'Allemagne le paiement de réparations pour faits de guerre alors que la RFA a déjà versé des millions de marks :  
« *En outre, M. le cardinal oublie que (...) De cela, M. Glemp ne parle pas (...).* »<sup>2203</sup>

Le rôle du cardinal Glemp est de plus en plus considéré comme politique et les mots utilisés pour le désigner dans cet article rendent compte de cette appréciation : « le catholique politique et national »<sup>2204</sup> et « l'homme politique de pouvoir »<sup>2205</sup>. Il est important de signaler que le *GB* n'assimile pas le cardinal Glemp au reste de la population polonaise et qu'il établit une distinction claire entre l'attitude conservatrice et repliée sur le passé du cardinal et celle beaucoup plus ouverte de la population polonaise. En introduction au témoignage d'un lecteur qui raconte le voyage d'un transport d'aide humanitaire en Pologne, il est rappelé que cet exemple doit servir de révélateur du décalage entre l'attitude de représentants officiels de la Pologne et celle de l'ensemble des Polonais :

« *Du ministre des Affaires étrangères de Solidarność en passant par le cardinal Glemp, il serait profitable de s'occuper pour une fois de la voix du peuple ou de celle des croyants et de ne pas en rester à un chauvinisme dépassé.* »<sup>2206</sup>

Le cardinal Glemp n'est pas seulement l'adversaire déclaré des Allemands de la minorité en Pologne, il s'oppose également aux expulsés d'Allemagne. C'est en tout cas ce que prétend le secrétaire général du BdV dans deux articles reproduits dans le même numéro du *GB*. Considérant que les expulsés sont un frein à la réconciliation germano-polonaise, le cardinal Glemp souhaite les voir se tenir en retrait des négociations officielles. Sachant que nombre de

---

<sup>2200</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/7, p. 1.

<sup>2201</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 91/11, p. 2.

<sup>2202</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 89/7, p. 4.

<sup>2203</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 89/10, p. 2.

<sup>2204</sup> « der Polit- und Nationalkatholik ».

<sup>2205</sup> « der Machtpolitiker ».

<sup>2206</sup> Article publié dans *GB* 90/2, p. 2.

représentants des expulsés ont une attitude peu ouverte face aux Polonais, il n'est pas aberrant de souhaiter que se chargent de la réconciliation entre les deux peuples des personnes n'ayant pas eu à souffrir directement de l'histoire cruelle entre les deux pays. Pour Hartmut Koschyk, il s'agit ni plus ni moins d'une nouvelle expulsion pour les expulsés allemands :

« *La volonté déclarée du cardinal Glemp d'exclure les expulsés des projets d'avenir des relations germano-polonaises est au fond un nouvel acte d'expulsion, même s'il se produit à un autre niveau que l'expulsion vécue.* »<sup>2207</sup>

Pour le BdV, la figure du cardinal Glemp devient une proie facile qui est utilisée pour servir de repoussoir et justifier dans le même temps sa propre action. Quand le primat polonais reproche aux représentants des expulsés allemands de faire de l'agitation, Koschyk peut facilement lui retourner le reproche :

« *Ce ne sont pas les expulsés qui font de l'agitation, mais plutôt le primat de l'Eglise catholique de Pologne qui exclut les expulsés de l'organisation future des relations germano-polonaises et leur conteste brutalement leur destin d'expulsés.* »<sup>2208</sup>

En attaquant une personnalité des plus controversées, Koschyk redore son blason. Le BdV est loin de faire l'unanimité en Allemagne et en trouvant une personnalité dans le camp adverse dont les prises de position sont bien plus extrémistes, le BdV paraît ainsi plus mesuré et son discours plus policé. Les mentions renouvelées à Glemp ne servent donc pas seulement à dénoncer le camp d'en face, elles servent aussi à légitimer son propre message.

La seule fois où le cardinal Glemp trouve grâce aux yeux du *GB*, c'est lorsqu'il abandonne ses habitudes terminologiques pour parler de l'expulsion des Allemands et rompt avec la tradition polonaise héritée du communisme consistant à éviter le mot « expulsion » pour contourner une réalité trop dérangeante :

« *L'époque est plus que prête à cela [regarder son passé en face, L.P.] et les signaux hésitants sont révélateurs quand l'ambassadeur Reiter ou même récemment le cardinal Glemp ne parlent plus de déplacement mais d'expulsion.* »<sup>2209</sup>

Gröger achève de discréditer Glemp en comparant l'attitude courageuse de prêtres allemands à l'égard de leurs frères polonais et celle du cardinal Glemp :

« *Le cardinal Glemp est bien celui qui a déclaré il n'y a pas si longtemps qu'il n'y avait pas de minorités allemandes sur le territoire polonais. Tandis que sous le IIIe Reich les prêtres allemands s'occupaient de la pastorale des catholiques polonais et ont souvent été envoyés en camp de concentration pour cette raison, et que le cardinal Bertram qui a si souvent été critiqué par l'Eglise polonaise s'engageait pour une pastorale polonaise à la messe et dans le confessionnal, tout cela est resté interdit à la minorité allemande jusqu'à un passé récent.* »<sup>2210</sup>

---

<sup>2207</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 90/11, p. 2.

<sup>2208</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 90/12, p. 4.

<sup>2209</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 93/6, p. 2.

<sup>2210</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 96/4, p. 1-2.

## **Jean-Paul II**

Le traitement réservé à Jean-Paul II dans le *GB* ne peut être qu'ambivalent. En tant que plus haut représentant de l'Eglise catholique, il devrait être très respecté et ses positions et déclarations considérées comme déterminantes pour fixer une attitude morale. Mais Jean-Paul II est polonais, ancien archevêque de Cracovie. Pour le *GB*, il n'est donc pas seulement le premier pape slave de l'Eglise catholique, il est surtout un représentant de cette Eglise polonaise aux forts relents de nationalisme qui cohabite avec le régime communiste polonais et a, à travers la figure du cardinal Glemp, participé à l'expulsion du clergé allemand des territoires de l'Est.

Le *GB* ne réagit pas à l'élection du pape. Alors que la presse internationale s'enthousiasme pour l'élection d'un pape venu du bloc de l'est, le *GB* ne consacre pas le moindre article à cet événement, bien que les expulsés ne puissent rester indifférents à cette élection. Prudence ou désir d'attendre un peu avant de juger, on se gardera bien de conclure hâtivement, d'autant plus que les précédentes élections (Paul VI ou Jean-Paul I<sup>er</sup>) n'avaient pas suscité le moindre commentaire. Le simple fait que le *GB* ne commente pas l'événement peu courant que fut l'année des trois papes en 1978 montre qu'il ne rend compte des positions du Vatican que lorsque celles-ci entrent dans le cadre de son contenu éditorial. L'élection du cardinal Ratzinger, au retentissement médiatique important en Allemagne en 2005 ne suscite qu'un très bref article dans le *GB*<sup>2211</sup>. L'attentat dont Jean-Paul II est victime en 1981 n'est donc logiquement pas évoqué dans le *GB* puisqu'il ne s'agit que d'une information liée à l'actualité générale qui ne concerne pas les problèmes des expulsés.

C'est en 1980, soit deux ans après le début de son pontificat, qu'est évoqué pour la première fois Jean-Paul II, « le pape polonais »<sup>2212</sup>. Le pape a eu le temps d'imprimer sa marque à sa fonction et sa personnalité qui s'inscrit en rupture avec la tradition trouve un écho de satisfaction dans l'éditorial du numéro d'avril consacré comme souvent sous la plume d'Alois Bartsch à des considérations religieuses et politiques tout à la fois :

*« En effet, on voit dans la langue de Jean-Paul II une force de conviction qui s'exprime avec une clarté solide et tenace. Le 1<sup>er</sup> janvier élevé au rang de Jour de la paix par Paul VI est accompagné chaque année par un message papal. Le pape Montini a placé une de ces manifestations sous le slogan : « La paix est possible ». Le titre de ce document cette année s'intitule avec exigence : « La vérité, force de paix ». Cette loi éthique absolue est maintenue jusqu'à la dernière ligne : « La vérité libérera des avis et des énergies pour donner une nouvelle chance à la paix mondiale. » »<sup>2213</sup>*

Le *GB* reconnaît donc à Jean-Paul II le mérite de parler clairement, sans se préoccuper des mouvements d'opinion ni se poser la question de savoir s'il va plaire ou déplaire. Pour Bartsch, cette indépendance de jugement est une marque de courage et de caractère qu'il apprécie. Le volontarisme affiché pour combattre les plaies de l'époque et s'attaquer aux vraies difficultés sans rien chercher à esquiver sied à merveille à l'autorité morale du pape.

---

<sup>2211</sup> Article de la rédaction publié dans *GB* 05/5, p. 3.

<sup>2212</sup> « der Papst aus Polen » ou « der polnische Papst » sont des expressions récurrentes dans le *GB*.

<sup>2213</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 80/4, p. 1-2.

D'une certaine manière, Jean-Paul II a réussi son examen de passage dans sa prise de fonctions. C'est du moins ce que semble indiquer Bartsch dans cet éditorial.

Mais lors de la visite de Jean-Paul II en Pologne en 1983, le pape se rend sur l'Annaberg et il prononce un discours qui ne satisfait pas les expulsés car il ne s'adresse qu'aux Polonais et ne montre pas de compassion pour les souffrances des Allemands expulsés ou vivant aujourd'hui dans la minorité de Silésie. Dans une déclaration du BdV, la déception des expulsés s'exprime clairement :

*« De nombreux expulsés sont profondément meurtris par le fait que malgré des demandes préalables, le pape n'ait pas trouvé un mot de réconfort pour plus d'un million de citoyens allemands qui vivent encore dans la Heimat au nom de l'Eglise qui s'occupe du bien-être des peuples. (...) Malgré toute la compréhension pour la situation délicate durant son pèlerinage, s'ajoute à cela le profond désarroi avec la référence aux victimes polonaises et le silence sur les victimes allemandes de la terreur durant les combats en Haute-Silésie. »*<sup>2214</sup>

Si le pape avait fait bonne impression auprès des expulsés au début de son pontificat, notamment en plaçant la paix sous la signe de la recherche de la vérité, les choses se gâtent dès lors que des questions plus délicates sont abordées telles que les rapports entre Allemands et Polonais et les chapitres de leur histoire commune. Pour les expulsés, il va de soi que toute mention de la souffrance que les Allemands ont pu infliger aux Polonais doit s'accompagner de l'évocation de la souffrance que les Polonais ont infligée aux Allemands. Toute dérogation à cette règle est interprétée comme une vue trop partisane de l'histoire. Venant du pape, autorité spirituelle placée au-dessus des conflits nationaux, ce discours qui ne rend pas justice à chaque partie est ressenti comme un geste de défiance, voire de rejet.

Conscient du malaise que le discours papal a suscité, le Vatican s'efforce d'atténuer la colère des expulsés qui se sont sentis attaqués. Une lettre rédigée par le Secrétaire d'Etat adressée au cardinal Höffner s'efforce de clarifier les pensées du pape afin de dissiper les malentendus, ce qui en langage diplomatique revient à reconnaître et à regretter ses erreurs. Herbert Hupka accueille avec bienveillance ses mots de regret prononcés au nom du pape :

*« Cette mise au point est accueillie volontiers par M. Hupka qui en prend connaissance (...). Chaque peuple doit se confronter à son passé, rien ne doit être enjolivé ou même être tu. C'est pourquoi nous lançons un appel au pape et au Vatican en tant qu'institution morale, pour qu'il s'engage en faveur de chaque peuple et donc du peuple allemand face à qui que ce soit. »*<sup>2215</sup>

Malgré cette mise au point du Vatican, le discours du pape reste en mémoire des expulsés et la première impression exprimée dans le *GB* n'est déjà plus d'actualité. Même si le reproche n'est pas exprimé clairement, c'est la nationalité polonaise du pape qui pose problème et qui suscite les reproches sur la lecture du passé germano-polonais.

---

<sup>2214</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 83/8, p. 4.

<sup>2215</sup> Article (*GNK*) publiée dans *GB* 83/10, p. 5.

Dans le compte rendu d'un colloque organisé par la Fondation Hanns Seidel sur la politique internationale et l'*Ostpolitik* menées par le Vatican, Herbert Gröger donne la parole à des ecclésiastiques qui reviennent sur la controverse liée au discours du pape sur l'Annaberg :

*« Aujourd'hui non plus, le Vatican n'est absolument pas d'accord avec le comportement nationaliste et chauvin de certains dignitaires religieux polonais. Dans la discussion sur le discours controversé du pape sur l'Annaberg, des sources sûres ont signalé que le pape avait fait déclarer officiellement par le cardinal Secrétaire d'Etat que ses explications d'alors ne correspondaient visiblement pas aux faits historiques et qu'il avait ainsi involontairement blessé les sentiments de chrétiens allemands. Cette rectification est aussi une conséquence des nombreuses lettres de protestation de catholiques allemands, arrivées par centaines, comme l'ont dit ces spécialistes. »*<sup>2216</sup>

Quelle est la valeur de ces déclarations en provenance de l'Eglise ? Elles permettent de donner un autre point de vue sur les positions du Vatican et du pape. Ainsi le nationalisme régnant en Pologne n'est pas du goût du pape et ses déclarations sur l'Annaberg ne relèvent pas d'une quelconque démarche de provocation. Cet article tend plutôt à apaiser les polémiques et à montrer que la simple nationalité du pape n'en fait pas un défenseur de son pays d'origine :

*« A ce sujet, il a été souligné avec insistance que Jean-Paul II n'est pas un pape polonais, mais le pape qui vient de Pologne ».*<sup>2217</sup>

Le nationalisme supposé du pape éclate au grand-jour lors de son voyage en Pologne en 1991. A son arrivée à l'aéroport, il prononce un discours à Koszalin devant une représentation des forces armées. Lors de ce discours, il glorifie l'armée polonaise en vantant son honneur :

*« Mais depuis la dernière visite du pape originaire de Pologne dans son pays natal, l'affirmation de Szczypiorski [disant que le catholicisme polonais est plus polonais que catholique, L.P.] est aisément saisissable : le pape ? Un nationaliste polonais. (...) Les oreilles ukrainiennes ont dû siffler également lorsque le pape s'est adressé aux soldats de l'armée polonaise : « L'histoire montre que les Polonais ont toujours été un peuple chevaleresque qui ne cherche pas la guerre et qui n'a généralement pas mené de guerre de conquête. » »*<sup>2218</sup>

Si l'on replace ce discours dans son contexte, on comprend mieux son contenu. Le pape se rend en visite officielle dans son pays d'origine pour la première fois depuis la chute du régime communiste. Il s'adresse à l'armée en arrivant et il est compréhensible qu'il ne cherche pas la polémique dans un discours prononcé alors qu'il se trouve encore à l'aéroport. Dans cet hommage à l'armée, on peut certainement entendre aussi la voix d'un homme heureux que l'état de guerre proclamé en 1981 n'ait pas conduit à une répression sanglante des mouvements de liberté par l'armée. Mais le rappel des actions violentes de l'armée polonaise contre l'Ukraine en 1918 suffit à disqualifier les propos du pape, de toute façon assez ambigus sur l'armée polonaise n'ayant « généralement pas mené de guerres de conquêtes » :

---

<sup>2216</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB 90/7*, p. 4-5.

<sup>2217</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB 90/7*, p. 4-5.

<sup>2218</sup> Article publié dans *GB 91/7*, p. 4.

« *La tentative du pape de glorifier l'armée polonaise a d'autant plus ridiculement tourné à la farce.* »<sup>2219</sup>

Le respect dû à l'autorité pontificale est envolé. Jean-Paul II apparaît comme un homme politique qui cherche à mettre la main sur son pays d'origine et a imprimé sa marque tout en tenant compte du passé idéologique de la Pologne :

« *Le pape et ses gouverneurs réussiront-ils à faire de la Pologne un pays catholique modèle, on peut en douter. Un cléricalisme drapé dans le nationalisme n'est certainement pas une alternative au régime autoritaire communiste récemment surmonté.* »<sup>2220</sup>

L'œuvre d'évangélisation du pape est remise en cause et l'auteur de l'article ne reconnaît pas au pape la capacité à assurer le dynamisme du catholicisme en Pologne. Jean-Paul II n'est plus qu'un Polonais, qui se trouve être pape, et donc l'action semble se résumer avant tout à sa nationalité :

« *Pour ce pape, l'Holocauste est la paille dans l'œil de son frère allemand et l'expulsion la poutre dans le sien (Mt. 7.3). L'expulsion n'est pas niée par ce pape, il ne l'a jamais évoquée dans ses discours, le problème de l'expulsion n'existe simplement pas. (...) Karol Wojtyla, le pape de Pologne, imprégné de nationalisme et éduqué dans la croyance de la culpabilité collective de ses voisins allemands. (...) Au nom de la vérité, il faut le dire. Le comportement du pape de Pologne et des évêques polonais, en ce qui concerne l'expulsion, ne correspond pas à l'Évangile !* »<sup>2221</sup>

L'action du pape n'est pas conforme à l'Évangile : quel plus grand reproche pourrait être fait au pape ? Le discrédit est total et Jean-Paul II n'incarne alors plus la moindre autorité.

Dans un réquisitoire implacable où il dresse la liste des reproches adressés au Vatican et à l'ensemble de l'Église, Peter Großpietsch n'épargne pas le Saint-Père qui ne reçoit même pas le respect dû à son rang :

« *Quel est ce représentant de Dieu sur terre qui reconnaît à tous les expulsés de la terre le droit à revenir à leurs racines, mais qui interdit à l'avenir aux expulsés catholiques allemands d'appartenir simplement nommément au diocèse dont ils sont originaires.* »<sup>2222</sup>

Le reproche qui s'exprime ici n'est plus tellement celui du nationalisme exacerbé, mais plutôt d'avoir pris les expulsés allemands pour cible et de ne pas leur reconnaître les mêmes droits qu'au reste de l'humanité. Le titre de l'article, « *Diktat romain* »<sup>2223</sup>, montre bien que le pape est assimilé à une figure politique autoritaire qui s'exerce en-dehors de toute commisération ou compassion chrétienne. Si le Vatican a pu être l'objet de critiques, c'est maintenant son représentant suprême qui est attaqué, et la rupture entre les expulsés et le pape est consommée. Mais paradoxalement, cette rupture n'entraîne aucune remise en cause du

---

<sup>2219</sup> Article publié dans *GB* 91/7, p. 4.

<sup>2220</sup> Article publié dans *GB* 91/7, p. 4.

<sup>2221</sup> Article de Josef Gediga sen. paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 03/11, p. 2.

<sup>2222</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 98/5, p. 1.

<sup>2223</sup> « *Diktat aus Rom* ».

sentiment religieux dans le *GB*. C'est bien la hiérarchie catholique qui focalise les attaques et la distinction entre foi et clergé est stricte. Jamais la foi et son sens ne sont remis en cause au motif que les dignitaires religieux seraient incapables de relayer la volonté des expulsés.

Même si lors d'un voyage ultérieur en Pologne, le BdV remercie le pape pour son intervention en faveur de cérémonies en allemand pour la minorité de Haute-Silésie, il lui reproche aussi son silence sur la coresponsabilité du clergé polonais dans l'expulsion des Allemands<sup>2224</sup>. Quelqu'avantage qu'ils puissent tirer de l'action du pape, les expulsés ne lui pardonnent pas son silence, ou à tout le moins son absence de soutien franc et clair. Par leur histoire particulière, les expulsés allemands sont un groupe de population qui a particulièrement souffert et ils attendent de l'Eglise catholique et de son plus haut représentant qu'ils les défendent et les soutiennent pour faire valoir leurs droits.

En 2002, un petit article, extrait de *Schlesische Nachrichten*, vient compléter l'impression de discrédit total pesant sur Jean-Paul II ainsi que les accusations d'être plus un homme de pouvoir politique qu'un homme guidé par sa seule foi. Au moment où le général Jaruzelski doit comparaître devant la justice de son pays pour rendre compte de son action et de leurs conséquences, le pape le reçoit en audience au Vatican. Le titre de l'article montre que l'invité est une personnalité controversée qui devrait difficilement trouver sa place au Vatican : « Le pape reçoit l'ancien dictateur polonais Wojciech Jaruzelski »<sup>2225</sup>. La conclusion de l'article, sans mettre le pape directement en accusation, est suffisamment limpide pour dénoncer la décision d'offrir à l'ancien dictateur ce qui peut s'apparenter sans mal à un soutien :

« *Etre reçu par le pape, son compatriote catholique, est certainement très bienvenu pour l'accusé !* »<sup>2226</sup>

Le lecteur ignorant tout des conditions de cette visite et de ses raisons ne peut qu'en conclure que le pape offre un soutien au dictateur, d'autant que l'homme fort du régime communiste et le Saint-Père n'ont *a priori* aucune raison de se rencontrer ni même de s'apprécier. Le pape ne jouit plus dans le *GB* de la moindre considération et il n'est plus présenté sous le titre « Skieur papal » que comme un fantôme :

« *Jean-Paul II aurait filé du Vatican à l'anglaise plus d'une centaine de fois durant son pontificat pour aller faire du ski.* »<sup>2227</sup>

L'annonce du décès de Jean-Paul II se résume dans le *GB* à un très court article, qui loin de rappeler les polémiques ou les reproches qui lui ont été souvent adressés, se borne à rappeler en quelques lignes les moments forts de son pontificat, débats et engagements qui ont marqué son action. L'article dont la neutralité tranche avec la vivacité des articles précédents concernant Jean-Paul II ressemble ainsi plutôt à la dépêche d'une agence de presse.

---

<sup>2224</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 99/7, p. 3.

<sup>2225</sup> Article (*SchlesischeNachrichten*) publié dans *GB* 02/4, p. 8.

<sup>2226</sup> Article (*SchlesischeNachrichten*) publié dans *GB* 02/4, p. 8.

<sup>2227</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 07/4, p. 11.

### III - Les grands textes de l'Église et le rapprochement germano-polonais

#### ***Le Mémoire de l'Église Évangélique d'Allemagne du 1<sup>er</sup> octobre 1965***

Dans le Mémoire qu'elle publie en 1965, l'EKD<sup>2228</sup> s'intéresse principalement à la situation des expulsés allemands des territoires de l'Est et à leur détresse en RFA où leur intégration est loin d'être réussie. Il comporte donc un volet social important qui est de nature à satisfaire les expulsés puisqu'ils y trouvent une description de leurs difficultés et un appel à changer cette situation vécue par une grande partie de la population allemande. Il comporte également un volet politique dont la teneur est moins favorable aux exigences des expulsés. Le fond du texte est tourné vers la recherche d'une solution pacifique aux relations germano-polonaises et le Mémoire encourage la RFA à ne pas rester arc-boutée sur les positions juridiques qui fondent son action jusqu'à ce moment-là et à envisager autrement la question de la frontière germano-polonaise entre autres.

Le *GB* ne peut rester indifférent à cette publication qui constitue un événement en RFA. Une institution de grande envergure prend sur la question des territoires de l'Est une position différente de celle de l'opinion générale. Le *GB* a beau être profondément catholique, il se doit de répondre à ce texte qui, venu d'une Église, ne peut être balayé d'un simple revers de la main. Dans le même éditorial où il s'en prend violemment au primat de Pologne qui atteste à Breslau un passé polonais, Alois Bartsch évoque donc le Mémoire de l'EKD et en récuse les thèses principales :

*« Dans ces considérations du Mémoire, des directions sont prises parmi les principes des droits de l'homme que l'on retrouve dans différents numéros du GB et qu'en tant qu'expulsés nous ne pouvons pas accepter, que nous n'accepterons jamais. »*<sup>2229</sup>

Dans le même numéro est publiée la réaction officielle de la *Landsmannschaft Schlesien*. Son jugement est implacable et ne laisse pas la moindre place à la contestation de sa ligne politique :

*« Il est moralement, historiquement, juridiquement et politiquement irresponsable de conseiller au peuple allemand et à son gouvernement librement élu de reconnaître les faits créés dans les territoires allemands de l'Est par la violence et la tromperie et de renoncer ainsi à un quart du territoire allemand face à l'impérialisme communiste. »*<sup>2230</sup>

Le texte du Mémoire de l'EKD est réduit dans les colonnes du *GB* à son contenu concernant les voies à explorer pour arriver à la réconciliation et les raisons de considérer que les Polonais puissent être attachés à juste titre aux territoires allemands de l'Est. Or, le Mémoire de l'EKD dépeint très largement la situation sociale et économique des expulsés ainsi que leurs difficultés à s'intégrer dans la société ouest-allemande. Le *GB* semble ignorer totalement cette partie du Mémoire et ne considérer que sa partie politique. Pourtant, le *GB* a pour habitude de dénoncer le manque de soutien et un certain abandon dont les expulsés seraient les victimes ; il devrait donc se réjouir de voir qu'une grande institution comme l'EKD prend

---

<sup>2228</sup> Église évangélique d'Allemagne (= Evangelische Kirche in Deutschland, EKD).

<sup>2229</sup> Éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/11, p. 1-2.

<sup>2230</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 65/11, p. 2.

en compte leurs souffrances et leurs besoins. Mais il n'en est rien. Le *GB* considère plutôt que la question la plus urgente à régler est celle de l'organisation du retour dans les territoires perdus et que toutes les autres difficultés se régleront d'elles même une fois que le retour aura été décidé. Il peut sembler en partie illusoire de repousser ainsi les questions sociales alors que vingt ans après l'expulsion, le retour n'est absolument pas à l'ordre du jour et que les conditions géopolitiques sont loin d'être favorables. Dans son éditorial, Alois Bartsch semble préoccupé par l'instauration d'un climat dans l'opinion publique qui tendrait à considérer qu'il est temps de tirer un trait définitif sur le passé allemand à l'est et que les frontières issues de la guerre sont bel et bien définitives. Plutôt que de saluer l'intérêt de l'EKD pour la situation des expulsés, Bartsch la rend responsable d'une partie de leurs difficultés :

« *Quand il est question dans le Mémoire de l'EKD de l'inquiétude et de l'incertitude parmi les expulsés que partage l'Eglise, il faut dire que l'inquiétude et l'incertitude parmi les expulsés sont largement amplifiées par ce mémoire. Car comme le disent d'éminents hommes politiques représentants des expulsés, des propositions politiques sont faites qui culminent grâce à la réconciliation avec le peuple polonais permis par le renoncement à des positions juridiques, au lieu de juger d'un point de vue théologique et éthique.* »<sup>2231</sup>

La meilleure des défenses contre le Mémoire semble être de disqualifier ses auteurs en rappelant qu'en toute logique, on attend d'eux des positions théologiques et éthiques, et non politiques. Ainsi, le texte ne relevant pas du champ de compétence de ses auteurs, il est inévitable que son contenu ne soit pas à la hauteur du sujet auquel il s'intéresse. La suite de l'éditorial s'attache néanmoins à réfuter un à un chacun des arguments développés dans le Mémoire pour en montrer la faiblesse et les fausses solutions.

Dans le compte rendu d'une réunion d'information sur le Mémoire organisée à Münster par une association de *Grafschafter*, le titre éloquent suffit à dire tout le mal que l'auteur pense du mémoire :

« *Le « Mémoire des dilettantes ». Réconciliation, oui ! Renoncement, non !* »<sup>2232</sup>

Tous les arguments du Mémoire sont réfutés un à un, ce qui ne peut surprendre quand l'exposé est introduit ainsi :

« *L'analyse critique qui a suivi le Mémoire a culminé dans l'exigence de corriger ce Mémoire pour en éliminer toutes les inexactitudes, les erreurs, les semi-vérités et les falsifications qu'il contient, mais surtout pour corriger son orientation.* »<sup>2233</sup>

Ici encore, l'un des reproches principaux qui sont faits aux auteurs du Mémoire est de ne pas être des spécialistes de la question, c'est-à-dire ni politiques ni scientifiques, et de ne pas appartenir au groupe de ceux qui peuvent parler de l'avenir des territoires de l'est avec la plus grande légitimité, les expulsés. Si la première partie de l'argument est tout à fait recevable puisque les aspects juridiques, historiques et politiques sont fondamentaux, la seconde partie l'est beaucoup moins puisque les expulsés n'ont pas le monopole de la question. En

---

<sup>2231</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/1, p. 1.

<sup>2232</sup> Article publié dans *GB* 66/6, p. 2.

<sup>2233</sup> Article publié dans *GB* 66/6, p. 2.

s'efforçant de mobiliser les foules autour de cette question et en faisant du sort des territoires de l'est un problème qui touche tous les Allemands, les expulsés doivent s'attendre à ce que prennent part au débat d'autres personnes et que celles-ci ne soient pas forcément d'accord avec eux, ce qui ne suffit pas à les discréditer ou rendre leur point de vue moins valable.

Moins d'un an après la publication du Mémoire, la *Schlesische Landesversammlung*<sup>2234</sup> se réunit et dans un éditorial, Alois Bartsch montre comment son président prend position sur le document de l'EKD :

*« Le président von Wallenberg y a fait référence et a indiqué que le Mémoire de l'EKD rédigé dans le dos des expulsés avait rendu un bien mauvais service aux expulsés, et même qu'il nous avait attaqués par derrière. Il a analysé la réaction du gouvernement fédéral et des partis politiques à ce Mémoire et a indiqué que les défenseurs de ce Mémoire se sont trouvés en difficulté lors de nombreuses discussions avec des opposants de l'opinion publique ou de nos rangs. »*<sup>2235</sup>

Quelques mois plus tard, un groupe de catholiques regroupés sous le nom de Cercle de Bensberg publie à son tour un mémorandum dans lequel il expose un projet de réconciliation avec la Pologne reposant entre autres sur la reconnaissance de la frontière et reprenant plusieurs des points exposés dans le Mémoire de l'EKD. Le rejet de ce texte est dans le *GB* aussi catégorique qu'il l'a été pour le Mémoire de l'EKD<sup>2236</sup>. Au lieu de craindre la multiplication des textes en faveur de la reconnaissance du statut quo, le *GB* en tire la conclusion que le camp du renoncement est pris de frénésie et que l'accumulation de textes théoriques marque un manque de sérénité propre à solutionner les problèmes. Heinrich Windelen s'est d'ailleurs exprimé dans ce sens :

*« Il a indiqué qu'au sujet des Mémoires et autres que les résolutions importantes présentées ces derniers temps en nombre croissant et venus de différents horizons et qui partent d'idées totalement illusoire de la reconnaissance du statut quo, on ne peut dire qu'une chose : le problème ne se réglera pas si simplement et si rapidement ! En cédant unilatéralement, on en gagnera rien dans la situation actuelle, mais on perdra beaucoup. Avec des recettes toutes faites, on ne nous rend pas service à long terme. »*<sup>2237</sup>

### **La lettre des évêques polonais du 18 novembre 1965**

Le texte du Mémoire de l'EKD n'est pas le seul nuage dans le ciel des relations germano-polonaises. Presque au même moment est publié un autre texte, venu de Pologne celui-ci, qui provoque une onde de choc encore plus grande en RFA ainsi que des remous en Pologne : la lettre des évêques polonais rédigée à l'issue d'un concile dans laquelle ils convient leurs frères allemands à participer aux cérémonies du 1000<sup>ème</sup> anniversaire de la christianisation de la Pologne<sup>2238</sup>. Si la lettre a un retentissement politique important, c'est parce qu'elle n'est pas qu'une simple invitation, que son contenu aborde très largement l'histoire des relations

<sup>2234</sup> La *Schlesische Landesversammlung* était une instance réunissant les membres de la *Landsmannschaft Schlesien* qui siégeaient dans des parlements régionaux.

<sup>2235</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 66/8, p. 1-2.

<sup>2236</sup> Article du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz publié dans *GB* 68/4, p. 2.

<sup>2237</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/5, p. 1

<sup>2238</sup> ACCATTOLI, Luigi, *Quand le pape demande pardon*, Albin Michel, Paris, 1997, p. 70-73.

germano-polonaises, et que la responsabilité des deux parties est reconnue dans les crimes réciproques qui ont jalonné cette histoire. Ainsi, la formule la plus marquante : « Nous pardonnons et demandons pardon »<sup>2239</sup> met l'accent sur les responsabilités partagées sans chercher à savoir si les uns sont plus coupables que les autres ou si une violence est plus légitime qu'une autre.

Dans l'éditorial du numéro suivant, Alois Bartsch propose une exégèse de la lettre des évêques. Le rappel des crimes allemands est peu apprécié mais toléré car il est de bon droit. Toutefois, il regrette que les crimes commis par Staline ne soient pas mentionnés. La justification des revendications territoriales de la Pologne est réfutée catégoriquement, les arguments utilisés par les évêques polonais étant considérés comme invalides<sup>2240</sup>. Mais ce qui retient l'attention de Bartsch dans ce texte, c'est la mention pour la première fois dans un texte officiel polonais de l'existence d'« expulsés allemands » :

*« On parle ici pour la première fois d'expulsés, et cela mérite d'être salué, même si dans le même temps, il est écrit qu'une « grande partie de la population a quitté ces territoires par peur du front russe et s'est réfugiée à l'ouest ». Quand ces réfugiés n'ont plus pu rentrer chez eux, ils sont devenus des expulsés. »*<sup>2241</sup>

Le rappel de déclarations d'ecclésiastiques polonais contraires à l'esprit de la lettre et la dénonciation des arguments fallacieux produits dans la lettre montrent les réticences du GB à accueillir avec enthousiasme ce texte. Mais au nom de l'espoir et de la foi catholique, il est recommandé de ne pas refuser la main tendue et de relever le défi de la réconciliation. L'éditorial se conclut par cette phrase :

*« Et pourtant il faut oser essayer ! »*<sup>2242</sup>

Bartsch rend compte également de la réaction que la lettre des évêques a suscitée au plus haut niveau politique en Pologne. Le régime communiste ne peut que désapprouver cette main tendue vers l'Allemagne alors qu'une partie de sa propagande nourrit le sentiment antiallemand de la population polonaise pour l'inciter à resserrer les rangs derrière le gouvernement communiste. Or, agiter la menace impérialiste ouest-allemande et renouer le dialogue en tentant la réconciliation sur la base de la reconnaissance des crimes de chaque côté, est absolument incompatible :

*« Dans son discours devant le Front national, Gomulka a certes lavé les évêques polonais de tout soupçon d'avoir mis en cause la « frontière » Oder-Neisse. Mais il leur a aussi fait le reproche d'être les adversaires de la conception de base de la politique gouvernementale, en particulier de l'alliance avec l'URSS. »*<sup>2243</sup>

---

<sup>2239</sup> « (...) gewähren Vergebung und bitten um Vergebung. »

<sup>2240</sup> C'est en particulier la question de l'enjeu vital que les territoires représentent pour la Pologne qui est mise en doute.

<sup>2241</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/1, p. 1-2.

<sup>2242</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/1, p. 1-2.

<sup>2243</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/4, p. 1.

En réalité, et quoi que le *GB* en dise, la réconciliation n'est pour le journal à l'ordre du jour qu'à condition que le retour des Allemands dans leur *Heimat* soit possible. Le *GB* n'envisage de dialogue, de rapprochement ou même de discussions que sur la base d'un retour possible des expulsés, sauf à permettre l'exercice d'un libre droit à l'autodétermination des habitants des territoires de l'Est d'avant-guerre. Donc le dialogue n'est possible que si la partie polonaise accepte de se placer dans la perspective voulue par les expulsés. La tentative de rapprochement des évêques polonais ne répond pas aux attentes du *GB* car si elle reconnaît l'existence des expulsés allemands et la responsabilité de la Pologne dans leur destin, elle ne préconise pas un retour aux frontières de 1937 pour ramener la paix et l'harmonie entre les deux peuples. Il est très frappant de constater qu'après ces deux textes parus en 1966, le *GB* n'évoquera plus la lettre des évêques polonais avant 1989, à l'exception d'une mention en 1974 ! Pendant plus de vingt ans, ce texte qui constitue un tournant majeur dans les relations germano-polonaises est passé sous silence et son existence quasi oubliée. Et quand le texte est à nouveau cité, c'est pour s'appuyer sur l'exigence de vérité qu'il contient. La notion de pardon n'intéresse le *GB* que dans la mesure où elle implique une reconnaissance de culpabilité :

*« Nous nous laissons guider par l'exemple des évêques allemands et polonais et pardonnons à tous ceux qui nous ont fait souffrir. Nous sommes prêts aussi à tout oublier pour avoir enfin la paix face au passé et pour réussir à le surmonter. Mais il est insupportable que nous autres Allemands devions en permanence entendre de l'autre partie quels crimes les allemands ont commis. Nous ne les contestons pas, mais notre honneur commande que les crimes commis contre les Allemands soient montrés comme une mise en garde pour les générations futures. »*<sup>2244</sup>

Juste après l'unification, Peter Großpietsch revient sur la lettre des évêques polonais pour apporter un éclairage nouveau sur ce document, considéré comme fondateur de nouvelles relations entre les peuples allemand et polonais. Sous le titre « L'expulsion est payante »<sup>2245</sup>, il règle ses comptes avec les différentes actions généralement considérées comme déterminantes pour la réconciliation entre Allemagne et Pologne, le terme de réconciliation étant selon lui le sésame pour imposer des points de vue :

*« Il convient ici de revenir sur le « message de réconciliation » des évêques polonais si souvent cité et que l'on prend pour argent comptant. (...) Il a de fait été retiré sous la pression du gouvernement communiste mais aussi de nationalistes dans leurs rangs et n'a à ce jour jamais été renouvelé ! (...) Le déficit décisif est le suivant : les évêques polonais eux-mêmes n'ont à ce jour pas eu un mot de regret pour les crimes de l'expulsion commis sur les Allemands par des Polonais (environ 2 millions de morts). Et cela malgré tant de piété. »*<sup>2246</sup>

S'appuyant sur le livre de Franz Scholz, un autre article dénonce dans le même numéro du *GB* la volte-face apparente des évêques polonais en 1965 :

---

<sup>2244</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/11, p. 1.

<sup>2245</sup> « Vertreibung lohnt sich », dans un article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 90/9, p. 2.

<sup>2246</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 90/9, p. 2.

« Mais trois mois après seulement, cette formule de réconciliation a été retirée de fait et remplacée par une lettre pastorale disant : « Le peuple polonais a-t-il des raisons de demander pardon à ses voisins ? Certainement pas ! » »<sup>2247</sup>

L'auteur de l'article, Josef Joachim Menzel, professeur d'histoire à l'université de Mayence, écrit une lettre publiée dans le courrier des lecteurs du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, publiée en copie dans le *GB*<sup>2248</sup>, dans laquelle il expose les mêmes arguments.

Voilà donc qu'un texte considéré comme fondateur du rapprochement entre Allemands et Polonais se voit totalement dévalorisé. Si le contenu de la lettre a dû être retiré *de facto* sur ordre du régime communiste, on ne peut pas en conclure que les évêques polonais sont revenus sur leur texte pour le corriger mais plutôt constater que le régime autoritaire polonais contrôle aussi la vie intérieure de l'Eglise. L'Eglise polonaise a ici été victime de la censure du régime communiste et il est malhonnête de feindre l'étonnement ou d'insinuer qu'une collusion d'intérêts aurait conduit à ce changement de cap, car rien n'obligeait les évêques polonais à rédiger cette lettre aux évêques allemands. La remarque sur la piété des évêques résonne bien cyniquement quand le monde religieux se voit mis au pas par le monde politique. Ce qui apparaissait comme un geste audacieux et téméraire de la part des évêques polonais se voit relégué au rang de simple détail, manifestation inutile puisque retirée dans la foulée d'un espoir déçu. Ce regard est aussi révélateur du manque de considération que le *GB* a eu pour la lettre des évêques depuis le départ. Elle n'a jamais été célébrée comme un texte courageux ni même mobilisateur. Pourtant, le *GB* ignore la résonance qu'a eue ce texte en Pologne. Quand en 1965, les évêques pardonnent aux Allemands, tout le monde sait bien ce qui s'est passé durant la guerre, mais le texte est néanmoins courageux car il va à l'encontre de la doctrine officielle du régime qui ne veut absolument rien pardonner. Et quand les évêques polonais demandent pardon, une grande partie de la population se trouve désemparée en découvrant que les Polonais, contrairement à ce que la propagande n'a de cesse de répéter, auraient pu se rendre coupables d'actions contre les Allemands. Beaucoup découvrent alors que les Polonais ne sont pas les éternelles victimes des Allemands et que les Allemands ne sont pas seulement les bourreaux du peuple polonais. Le texte a bien pu être retiré par la suite, son effet aura tout de même été important et ne sera pas passé inaperçu dans la société polonaise, pourtant placée sous le contrôle d'un régime autoritaire implacable.

Par la suite, la lettre des évêques polonais est plusieurs fois évoquée, pour rappeler qu'en fait son contenu a été retiré immédiatement après sa publication<sup>2249</sup>. Finalement, la lettre n'est mentionnée qu'une seule fois dans un sens positif. Dans une déclaration de presse, Helmut Sauer s'y réfère pour défendre le projet de Centre contre les expulsions voulu par le BdV<sup>2250</sup>.

---

<sup>2247</sup> Article publié dans *GB* 90/9, p. 4.

<sup>2248</sup> Article de Josef Joachim Menzel (publié dans le courrier des lecteurs du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 95/11, p. 2.

<sup>2249</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 96/4, p. 1-2, discours de Rudi Pawelka publié dans *GB* 03/9, p. 2, article de Josef Joachim Menzel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 05/11, p. 2, article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 05/11, p. 10, article publié dans *GB* 06/1, p. 9-11 et article de Heinz Marx paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 06/7-8, p. 2.

<sup>2250</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 05/11, p. 9.

Ce projet étant attaqué de toutes parts car suspecté de revanchisme et d'une volonté de récrire l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, Sauer insiste sur l'esprit de réconciliation qui imprègne le projet et le compare en cela à la lettre des évêques polonais dont il partage l'esprit. L'argument est tactiquement habile puisqu'il utilise un document considéré par les Polonais comme l'exemple canonique de la volonté de se réconcilier sans arrière-pensées et Sauer l'utilise pour défendre un projet qui suscite méfiance dans le camp adverse.

#### **IV – Les valeurs refuge**

##### ***Les valeurs éternelles***

Le traitement réservé au clergé allemand dans le *GB* est bien plus positif que celui du clergé polonais. Si l'on ne considère que les articles paraissant parmi les rubriques réservées aux questions d'actualité, et de politique (le clergé est naturellement très présent dans les pages réservées au responsable apostolique du Comté de Glatz et ces pages ne relèvent pas de l'analyse politique du *GB*, d'autant plus que leur contenu n'est pas fixé par la rédaction du journal). Quand des membres du clergé sont cités en lien avec l'actualité, les prises de position de l'Eglise qu'ils incarnent font référence aux valeurs que défend l'Eglise, des valeurs morales traditionnelles que le *GB* apprécie et qu'il défend lui aussi.

Quand le président de la République Horst Köhler s'exprime sur les organisations modernes de la vie de famille, avec des couples vivant maritalement ou en union libre, hétérosexuels ou homosexuels, l'évêque Mixa lui répond que ces nouvelles formes de vie sont une réalité sociale mais certainement pas un but de la société<sup>2251</sup>. L'évolution des formes de vie familiales en rupture avec la tradition n'est pas du goût du *GB*. Même si l'opinion du *GB* n'est pas clairement exprimée, l'opposition entre organisation traditionnelle et contemporaine de la vie de famille dans un journal aussi conservateur que le *GB* suffit à indiquer où va la préférence du journal.

La famille est une valeur essentielle pour l'Eglise et le *GB*. La commémoration de la mémoire des soldats morts au combat fait partie du catalogue des valeurs traditionnelles que le *GB* défend. Un court texte servant d'introduction à un discours du cardinal Ratzinger prononcé en 2004 pour rendre hommage aux soldats allemands tombés pendant la guerre souligne l'importance d'entretenir la mémoire des soldats victimes de la guerre :

*« C'est à nous qu'il revient de célébrer la mémoire de ceux qui sont tombés durant la dernière guerre, en particulier durant ce mois de novembre. N'oublions pas qu'ils étaient nos pères, nos frères, nos parents... Josef Ratzinger qui était encore cardinal s'était exprimé en 2004 (au moment même où le chancelier Schröder avait refusé de se rendre au cimetière militaire allemand de Normandie) au cimetière de La Cambe près de Caen en hommage aux soldats victimes de la guerre. »*<sup>2252</sup>

La dimension politique de l'hommage rendu aux soldats est soulignée par le contraste entre l'attitude de l'Eglise incarnée par le cardinal Ratzinger et celle du chancelier social-

---

<sup>2251</sup> Article (*IK-Nachrichten*) publié dans *GB* 06/6, p. 9.

<sup>2252</sup> Discours du cardinal Josef Ratzinger publié dans *GB* 06/11, p. 13.

démocrate. L'un tient un discours vibrant pour saluer les soldats tandis que l'autre ne daigne pas se rendre au cimetière. Cette fois, l'introduction indique clairement dans quel camp se situe le *GB*, et c'est sans surprise celui qui défend les valeurs conservatrices, proche de l'armée.

Néanmoins, s'il est un reproche qui est fait à Josef Ratzinger, pourtant réputé très conservateur, c'est celui de ne pas se montrer suffisamment fidèle aux traditions :

« *Benoît XVI est le premier pape depuis 1500 ans à ne plus porter le titre de « Patriarche de l'Occident ». Dans le Livre papal de 2006 qui sera disponible en librairie dans les prochains jours, l'ancienne dénomination honorifique n'apparaît plus parmi les titres portés par le pape.* »<sup>2253</sup>

Durant les travaux préparatoires d'une constitution pour l'Union européenne, il a beaucoup été question de savoir s'il fallait mentionner ou non dans le texte fondamental l'importance du christianisme dans l'histoire et la culture européenne. Pour le *GB*, le catholicisme est un fondement majeur de la vie des *Grafschafter* et il va de soi qu'il encourage cette initiative :

« *L'évêque Gebhard Fürst du diocèse de Rottenburg-Stuttgart et l'archevêque de Fribourg Mgr. Zollitsch ont regretté l'absence de la référence à Dieu dans la constitution européenne. (...) « Lors de la construction d'une maison, on ne doit pas seulement penser aux murs, aux portes et au toit. Les fondations sont et restent déterminantes », a déclaré Mgr. Zollitsch dans la cathédrale de Fribourg. Une simple union économique et monétaire prive les hommes d'un socle fort, d'une source de vie essentielle.* »<sup>2254</sup>

### **L'avortement**

Parmi les engagements de l'Eglise qui font débat dans la société figure la question de l'avortement. L'avortement est autorisé en Allemagne, mais il est encadré par les Eglises catholique et protestante qui participent aux centres de conseil destinés aux femmes souhaitant interrompre leur grossesse. Les questions morales et éthiques ainsi que l'aspect financier alimentent régulièrement des controverses entre pro- et anti-avortement. L'Eglise catholique est défavorable à l'avortement et le *GB* publie dans un numéro de 2004 plusieurs articles d'un archevêque à la suite qui critiquent sévèrement les aspects financiers liés à l'avortement en montrant principalement que l'argent du contribuable sert à couvrir les frais liés à des interruptions volontaires de grossesse. L'introduction à tous ces articles qui est du ressort du *GB* montre bien que le journal soutient les positions de l'archevêque :

« *Le 6 mai 2004, l'archevêque de Bamberg Ludwig Schick a publié une déclaration inhabituellement sévère sur les avortements financés par l'argent du contribuable. Cette parole d'un évêque diocésain allemand a plus de valeur qu'une des nombreuses déclarations de presse. L'archevêque a trouvé des mots qui peuvent tous nous aider à mettre un nom sur des agissements qui ont lieu dans ce pays. Il serait souhaitable que son appel devienne un cri assourdissant dans la société devant lequel les responsables politiques ne puissent pas*

---

<sup>2253</sup> Article (KNA) publié dans *GB* 07/4, p. 11.

<sup>2254</sup> Extrait d'un article (*BdV-Nachrichten*) paru dans la rubrique citation publié dans *GB* 06/1, p. 6.

*esquiver leur responsabilité. Nous ne pouvions pas laisser seul cet archevêque qui a courageusement et avec tact élevé sa voix. »*<sup>2255</sup>

Le contenu de ces articles offre un réquisitoire sans nuances contre l'avortement.

*« Car on a l'impression que nous finançons avec enthousiasme notre suicide. (...) Au-delà de ça, au lieu de faire la promotion de la vie, on finance la mort. »*<sup>2256</sup>

Le *GB* relaie peu de temps après les déclarations d'un député très engagé contre l'avortement :

*« L'avortement est le plus grand crime contre l'humanité », a déclaré le député de la circonscription de Fulda, Martin Hohmann. Avec plus de 60 millions de victimes de l'avortement chaque année dans le monde, le nombre des victimes des grands criminels de l'histoire tel que Staline et Hitler sont largement dépassés. (...) Tant que le scandale humanitaire de l'avortement ne sera pas condamné comme l'extermination des juifs par Hitler il y a 60 ans, chaque chrétien et naturellement chaque cardinal a non seulement le droit mais aussi le devoir de dénoncer cette injustice contemporaine. Depuis son autorisation, des millions de petits humains ont été les victimes de l'avortement. »*<sup>2257</sup>

Les arguments utilisés pour lutter contre le droit à l'avortement sont aussi très radicaux puisque le génocide des juifs durant la Seconde Guerre mondiale et l'avortement sont placés sur un pied d'égalité, ce qui est aberrant, dans la mesure où un événement historique et un fait de société ne sont aucunement comparables. Le *GB* s'affirme clairement comme opposé au droit à l'avortement, ce qui correspond à la position de l'Eglise catholique et aux valeurs conservatrices qu'il défend. On ne peut donc s'étonner qu'il s'engage dans la défense de ces valeurs. La presse catholique fait partie de ses sources et le journal suit une ligne idéologique catholique et conservatrice. Ce qui surprend en revanche, c'est qu'il reprenne les arguments développés ci-dessus. L'expulsion dont les Allemands ont été les victimes est constamment présentée comme une conséquence de la politique d'expansion du communisme pratiquée par Staline, et le dirigeant soviétique est régulièrement considéré dans le journal comme le maître d'œuvre de la politique d'expulsion qu'il a réussi à imposer aux autres Alliés lors de la Conférence de Potsdam. Il est donc étonnant de voir qu'un journal s'adressant à ceux qui se considèrent comme les victimes de Staline, fasse des rapprochements hasardeux entre crimes de guerre et fait de société contemporain et mette sur le même plan les juifs exterminés pendant la guerre, les victimes de la dictature soviétique et les interruptions volontaires de grossesse.

---

<sup>2255</sup> Articles (*Glaube und Heimat*) publiés dans *GB* 04/7-8, p. 22.

<sup>2256</sup> Articles (*Glaube und Heimat*) publiés dans *GB* 04/7-8, p. 22.

<sup>2257</sup> Article publié dans *GB* 05/2, p. 12.

### 3. La transmission aux générations futures de l'héritage de la Silésie

#### I – La crainte de l'oubli

Le *GB* s'est d'emblée fixé comme objectif de préserver la *Heimat* de l'oubli. Alors que les expulsés ont commencé une nouvelle vie à l'ouest sans savoir s'ils pourraient rentrer un jour chez eux ni quand ce jour pourrait arriver, cet objectif est ambitieux. La guerre froide qui s'impose dans les relations internationales et l'isolement dans lequel est plongée la population de la *Heimat* rendent la perspective d'un retour très incertaine. Le risque pour les expulsés les plus militants est que la *Heimat* soit oubliée et que tous les expulsés perdent le désir de rentrer. D'autre part, la question de l'oubli est élargie à l'ensemble de la population allemande qui doit garder en mémoire l'existence des territoires de l'est. Les représentants des expulsés prennent rapidement conscience que leur combat n'offre de perspectives de succès que si l'ensemble de la population allemande se sent concerné.

Un expulsé a dessiné une carte des territoires perdus sur laquelle est mise en avant la production agricole de ces régions et leur capacité à nourrir des millions de personnes vivant au-dehors. En soulignant la surproduction agricole, il montre ainsi l'importance de ces territoires pour l'ensemble de la population allemande. Or, cette information n'est d'aucune valeur si personne ne la connaît, c'est pourquoi il a fait imprimer des enveloppes au dos desquelles figure cette carte. Le *GB* insiste sur la nécessité pour les expulsés de ne pas oublier ce fait et d'y penser en permanence<sup>2258</sup>. La carte joue ici un rôle important puisqu'elle permet de représenter la valeur de la *Heimat* au-delà de toute considération sentimentale ou symbolique.

Le principal souci pour le *GB* est de maintenir vivant l'intérêt pour la *Heimat* alors que le temps qui passe est de nature à susciter l'oubli ou le désintérêt<sup>2259</sup>. Il ne faut pas simplement que les expulsés pensent à leur *Heimat* avec nostalgie et regrets, mais qu'ils conservent aussi intacte l'envie d'y retourner. Or, l'oubli est la pire des choses qui puisse arriver aux expulsés : cela signifierait automatiquement la perte définitive des territoires car les expulsés savent qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour retrouver les territoires. Certains de leurs adversaires espèrent que les expulsés vont finir par se détourner de leurs racines et oublier d'où ils viennent<sup>2260</sup>. Il est alors réconfortant de savoir que dans certaines familles d'expulsés, on parle quotidiennement de la *Heimat* et que la transmission en direction des générations suivantes se fait<sup>2261</sup>.

Avec le temps qui passe et l'âge grandissant des expulsés (et le décès des plus anciens), la question de savoir si le souvenir est encore intact ne se pose plus dans les mêmes termes. A la fin des années 1980, Peter Großpietsch indique clairement que la question est désormais de savoir comment transmettre aux générations suivantes l'héritage culturel de la *Heimat*, c'est-

---

<sup>2258</sup> Article publié dans *GB* 54/6 p. 19.

<sup>2259</sup> Editorial de Bartsch publié dans *GB* 64/5, p. 1-2.

<sup>2260</sup> Edito d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/6, p. 1.

<sup>2261</sup> Article (*Schlesische Bergwacht*) publié dans *GB* 74/4, p. 3.

à-dire à la fois l'intérêt pour ce que fut la vie des Allemands dans leur *Heimat* de l'est et aussi la connaissance de leurs traditions et manière de vivre. Les plaques et monuments commémoratifs sont une partie de ce qu'il appelle « les traces qu'il faut laisser »<sup>2262</sup>. Il en appelle à toutes les bonnes volontés parmi les *Grafschafter* pour que la transmission se fasse : « *Tous les Grafschafter sont invités à réfléchir pour savoir à quel endroit et sous quelle forme des témoignages supplémentaires de notre identité historique, culturelle ou religieuse seraient imaginables. (...) Livres, disques, tableaux et cartes qui, nous l'espérons, rappellent l'est de l'Allemagne dans nos appartements doivent continuer d'être vendus ou offerts. C'est en particulier à la jeune génération que nous devons penser.* »<sup>2263</sup>

L'intérêt pour les générations futures devient central avec le temps. Au moment de la réalisation de l'unité allemande, lorsque les territoires de l'est vont être définitivement perdus, garder le souvenir de l'est reste à l'ordre du jour et le combat des expulsés aussi. Garder la trace de ce qu'ont fait les expulsés compte beaucoup pour le *GB*. Peter Großpietsch s'adresse à ses lecteurs pour les remercier de leurs nombreux courriers de protestation contre l'évolution politique du pays et les inciter à poursuivre dans ce sens. Les courriers de lecteurs sont selon lui autant de témoignages de la position des expulsés qui voient leur destin leur échapper :

« *Nous allons nous efforcer de publier le plus grand nombre possible de vos envois à ce sujet pour ne rien cacher au public de l'état d'esprit des expulsés et pour apporter la preuve à nos descendants que nous n'avons jamais souscrit à ce nouveau super-Versailles.* »<sup>2264</sup>

Cette dimension du rôle de témoignage du *GB* est très présente à l'esprit de Peter Großpietsch qui garde précieusement dans les locaux de la rédaction tous les échanges de courriers entre le monde politique et les représentants des expulsés dont le *GB* a eu connaissance afin qu'ils servent de documents pour prouver que les expulsés ne se sont pas laissés déposséder de leur *Heimat* sans combattre. Ces documents sont destinés à faciliter le travail des historiens qui s'intéresseront aux expulsés dans plusieurs décennies<sup>2265</sup>.

Le souvenir occupe un rôle important dans le lien qui attache les expulsés à leur *Heimat*. Après l'unification de 1990, les expulsés ne doivent pas considérer que leur *Heimat* est perdue, elle reste leur *Heimat* :

« *La Heimat n'est pas perdue simplement parce que de nouvelles frontières ont été établies. La Heimat n'est en danger que lorsque nous ne ressentons plus de liens avec elle, lorsque nous l'avons oubliée et lorsque nous ne nous sentons plus de devoirs à son égard.* »<sup>2266</sup>

Une fois que tout est perdu et que l'espoir de voir la *Heimat* redevenir allemande s'est envolé, Windelen veut donner quand même du courage aux expulsés. C'est une sorte de consolation spirituelle qu'il leur propose en affirmant que leur attachement à leur *Heimat* suffit à en faire un territoire allemand. C'est aussi un devoir qu'il leur donne en leur disant qu'il ne dépend

---

<sup>2262</sup> « Spuren hinterlassen », éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 88/2, p. 1.

<sup>2263</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 88/2, p. 1.

<sup>2264</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 90/4, p. 3.

<sup>2265</sup> Interview de Peter Großpietsch par l'auteur à Lüdenscheid le 2 mai 2010.

<sup>2266</sup> Discours de Heinrich Windelen paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 92/8, p. 2-6.

que d'eux que le souvenir en reste vivant. Si la perte de la *Heimat* est la conséquence d'une évolution historique et politique qui dépasse largement les individus, ce nouvel horizon met au contraire chacun au cœur du problème. Les hommes politiques ne seront plus responsables de l'évolution, chacun devra individuellement montrer qu'il tient réellement à sa terre natale. Or, ce devoir est très ambitieux car le temps qui passe réduit le nombre des personnes concernées prêtes à s'engager et il se dégage une impression de désintérêt généralisé. Lorsqu'un monument constitué de boîtes contenant la terre de toutes les régions perdues doit être démoli à Munich pour faire place à un centre de jeunesse pour la réconciliation germano-polonaise, le représentant des expulsés qui prend la parole lors d'une cérémonie de protestation ne cache pas son dépit :

« *Je ne comprends pas non plus l'attitude des différents groupes de la Heimat vis-à-vis de ce monument. La terre de l'île de la cathédrale à Breslau, de l'Annaberg en Haute-Silésie, de la tombe d'Eichendorff, de la maison de Gerhart Hauptmann et des chutes d'eau du Riesengebirge : où sont les membres des groupes qui ont emmuré ici cette terre en souvenir de la Heimat perdue ? Si nous ne faisons que laisser des traces que nous n'entretenons pas, il est alors inutile de s'étonner que d'autres les piétinent.* »<sup>2267</sup>

Le *GB* a régulièrement rappelé à ses lecteurs leur devoir envers leur *Heimat* tout en essayant de leur donner espoir. Un entrefilet publié à intervalles irréguliers a exercé cette fonction dans les années 1970 :

« *La Heimat n'est perdue que lorsqu'on l'abandonne* »<sup>2268</sup>

Le souvenir de la *Heimat* est aussi attaché à l'identité propre des expulsés. Si leur *Heimat* est mal connue ou que des idées fausses circulent sur ces territoires, alors ce sont les expulsés eux-mêmes que leur entourage peine à comprendre vraiment. Les travaux de l'universitaire Dietmar Sauermann montrent que les expulsés accordent une grande importance aux connaissances que peuvent avoir les gens avec lesquels ils vivent sur leur destin et leurs origines :

« *Et ce qui est ressenti avec beaucoup d'inquiétude, c'est le fait qu'à travers le silence, le manque de connaissances ou des codes langagiers politiques soient apparues des idées complètement fausses sur l'origine, la tradition et le fondement culturel des expulsés de l'est.* »<sup>2269</sup>

L'un des grands soucis des expulsés est aussi que la *Heimat* conserve les traces de la présence allemande pendant des siècles. Sous de multiples formes, la langue allemande imprègne le territoire et on trouve en de nombreux endroits la trace de la présence allemande. A la fin de la guerre, les autorités polonaises ont fait de l'effacement de ces traces une priorité, ce que les expulsés regrettent amèrement. Un document d'archive polonais datant de 1947 donnait des consignes officielles dans ce sens :

---

<sup>2267</sup> Discours de Heinrich Zenker paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 07/6, p. 2.

<sup>2268</sup> Entrefilet publié dans *GB* 62/10, p. 2, *GB* 75/9, p. 5, *GB* 76/9, p. 3, *GB* 76/11, p. 3, *GB* 77/12, p. 3, *GB* 79/10, p. 2 et *GB* 80/6, p. 2.

<sup>2269</sup> Article de Dietmar Sauermann publié dans *GB* 97/1, p. 1-6.

« *« Cendriers, assiettes, sous-verres » sont expressément cités comme exemples. (...) L'élimination de toute trace allemande concernait aussi les boîtes aux lettres, les poignées de porte et les caisses enregistreuses des magasins parce qu'il y était écrit « RM » pour « Reichsmark ». (...) conclusion : une élimination brutale et violente de toute trace allemande. »*<sup>2270</sup>

Collecter les objets qui témoignent du passé allemand de la *Heimat* et qui montrent aussi comment les Allemands ont vécu dans ce territoire, quels étaient les objets qui comptaient dans leur quotidien ou comment certains étaient utilisés en des circonstances exceptionnelles fait partie des objectifs de la fondation que la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* a mis en place en 2010. Le projet est présenté à la une du *GB* en mars 2008 sous le titre-programme « Que restera-t-il de nous ? »<sup>2271</sup>. Dans les mois qui suivent, les appels à la générosité ainsi que les comptes rendus sur l'état d'avancement du projet sont très souvent publiés en page 3 du journal accompagnés d'une photo représentant un objet offert par un lecteur à la fondation qui doit voir le jour afin de permettre la constitution rapide d'un fonds documentaire. Cette fondation doit aussi permettre de laisser des preuves matérielles de ce que fut la vie des Allemands dans les territoires de l'est, en particulier pour que leurs descendants y trouvent un jour les réponses à leurs questions car la transmission de cet héritage ne va pas de soi :

« *Par le passé, les enfants de l'expulsion (c'est-à-dire nous) ont reçu et poursuivi l'héritage culturel. En tant que parents, nous n'avons souvent pas pu atteindre nos propres enfants. Après des mois de réflexion et de recherche, nous avons acquis la conviction que c'est seulement à travers une fondation que nous pourrions durablement et efficacement laisser des traces. »*<sup>2272</sup>

## **II – Le souci du passage de témoin**

Le *GB* a toujours eu le souci de ne pas s'adresser exclusivement aux victimes de l'expulsion mais aussi à leur famille, principalement leurs enfants. Sachant bien que les lecteurs sont principalement des expulsés et non leurs descendants, le journal a toujours cherché à donner aux lecteurs l'envie de transmettre l'héritage culturel de la *Heimat* ou à tout le moins à attirer l'attention de ses lecteurs sur cette question. Il est frappant de constater que dès le deuxième numéro, le *GB* interpelle ses lecteurs sur cette notion de transmission, preuve en est que l'éloignement de la *Heimat* n'est pas envisagé comme une situation transitoire qui cessera bientôt :

« *Le peu que nous avons pu sauver, qui a été conservé, ne doit pas être perdu. C'est notre héritage le plus sacré vis-à-vis de la Heimat, de nos pères, de nos aïeux (...). En toutes circonstances, nous sommes redevables à notre Heimat de la transmission, de la promotion de la culture, des traditions populaires, des habitudes et des arts et de leur préservation de l'oubli. Nous autres plus âgés, nous ne perdrons pas notre identité à l'étranger, mais la*

---

<sup>2270</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 99/2, p. 9.

<sup>2271</sup> « Was soll von uns bleiben? », éditorial de Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel publié dans *GB* 08/3, p. 1.

<sup>2272</sup> Éditorial de Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel publié dans *GB* 11/1, p. 1.

*jeunesse est en danger, on ne lui parlera jamais assez de la Heimat, de la vie culturelle chez nous, bref de « comment c'était chez nous ». »*<sup>2273</sup>

L'importance de la jeunesse et des organisations de jeunesse dans les organisations d'expulsés est mise en avant dès le début des années 1950<sup>2274</sup>. A cette époque, les organisations d'expulsés possèdent un groupe de travail réservé aux jeunes dont les membres sont nombreux. Le journal s'adresse directement à ses plus jeunes lecteurs dans la rubrique « Le jeune *Grafschafter* »<sup>2275</sup> qui leur est entièrement consacrée. Un entrefilet tel que « La **jeunesse du Comté de Glatz** [en gras dans l'original, L.P.] préserve sa *Heimat* grâce au *Grafschafter Bote* »<sup>2276</sup> est de nature à souligner le lien que le journal entend établir avec eux. Les enfants aussi sont concernés par une rubrique qui ne paraît pas aussi régulièrement, « Pour les filles et les garçons »<sup>2277</sup>. Le journal s'adresse ici directement aux enfants auxquels il propose des histoires, contes, légendes ainsi que des recettes de cuisine ou des idées de travail manuel à réaliser seul ou avec l'aide d'un adulte<sup>2278</sup>, le plus important étant de perpétuer des traditions de la *Heimat* qui risquent de disparaître dans un environnement étranger.

A la fin des années 1960, l'engagement des jeunes à la cause de la *Heimat* s'essouffle et Bartsch décide de donner un nouvel élan à ce mouvement, convaincu que c'est la seule solution pour que la *Heimat* ne sombre pas dans l'oubli :

*« Il s'agit de l'un des plus grands soucis des dirigeants de notre groupe : voir disparaître le travail pour la Heimat avec la disparition des Grafschafter les plus âgés. Il faut avant tout préserver l'esprit de la Heimat pour nos descendants. »*<sup>2279</sup>

Alois Bartsch annonce qu'il va procéder à un recensement des forces vives chez les *Grafschafter* prêtes à s'engager pour faire vivre les groupes de la *Heimat* avec l'aide des jeunes générations.

Pour autant la question de la transmission aux générations suivantes n'est pas résolue. Peut-elle seulement l'être ? Il semblerait bien que non tant il apparaît nécessaire de toujours adapter la réponse au temps qui passe et à la diminution du nombre d'expulsés. Leurs enfants et petits-enfants n'ont plus qu'un lien indirect avec la *Heimat* des parents ou des grands-parents et ces derniers doivent sans cesse réinventer des moyens pour intéresser les jeunes à leur passé et à leurs origines<sup>2280</sup>. Au début des années 1980, la *Landsmannschaft Schlesien* prend conscience du risque de voir la génération montante oublier la *Heimat* :

---

<sup>2273</sup> Article publié dans *GB* 50/2, p. 3-4. On retrouve les mêmes arguments dans un éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 63/11, p. 1-2.

<sup>2274</sup> Article publié dans *GB* 54/5, p. 1-2.

<sup>2275</sup> « Der junge Grafschafter ».

<sup>2276</sup> « Unsere **Grafschafter Jugend** bewahrt sich ihre **Heimat** durch den „**Grafschafter Boten**“ », entrefilet publié dans *GB* 52/3, p. 3.

<sup>2277</sup> « Wier Jenglan on Maidlan. „Vo onsem klänn Volke“ ».

<sup>2278</sup> Par exemple la décoration pour la table du repas de Pâques, article publié dans *GB* 55/4, p. 8.

<sup>2279</sup> Déclaration d'Alois Bartsch publiée dans *GB* 67/1, p. 2.

<sup>2280</sup> Article publié dans *GB* 75/11, p. 1-2.

« Dans les maisons, et ce sans vouloir dispenser les écoles de leur devoir, il faut que l'on parle de la Silésie et de l'Allemagne entière. L'Allemagne serait perdue si nous n'arrivions pas à faire de cet héritage un devoir pour la génération prochaine et la suivante. »<sup>2281</sup>

Hupka entend placer l'année 1982 sous le signe du passage de témoin de la fidélité à la *Heimat* afin que la jeune génération reprenne le flambeau des aînés. Thomas Horschler, lui-même jeune homme ne connaissant la *Heimat* que par les récits de ses parents et grands-parents, prend le parti de mettre en avant l'engagement de jeunes pour la *Heimat* :

« Ce qui saute aux yeux, ce sont ces jeunes gens entre 15 et 30 ans qui trouvent désormais le chemin qui mène aux rassemblements bien qu'ils ne connaissent souvent le Comté de Glatz qu'à travers les récits, films et livres. (...) Il y a enfin la jeunesse, une jeune génération qualifiée trop hâtivement de renonciatrice. Et pourtant ceux qui tournent le dos à la communauté sont à l'évidence en minorité. »<sup>2282</sup>

L'enthousiasme de Horschler devant l'intérêt grandissant de la jeune génération pour le destin de ses parents, voire sa volonté de s'engager dans le travail lié à la *Heimat* suscite des interrogations. Tandis que depuis longtemps on déplore le manque d'intérêt des jeunes, Horschler se réjouit au contraire de voir que l'activité au sein des associations est de plus en plus portée par des jeunes gens :

« Le temps presse. Car de plus en plus de jeunes gens s'intéressent au Comté de Glatz. Ils trouvent désormais suffisamment de groupes au sein desquels ils peuvent rencontrer des *Grafschafter* de leur âge pour échanger lorsqu'ils ont des intérêts communs. (...) Mais leur présence seule ne suffit pas. Il est plus important que les jeunes aient des devoirs, et plus important encore, qu'ils recherchent par eux-mêmes ces devoirs qu'ils accomplissent. »<sup>2283</sup>

La volonté de Horschler de tourner le *GB* vers la jeune génération est claire. En plaçant les rencontres annuelles des jeunes *Grafschafter* à la une du journal, il envoie un signal fort à ses lecteurs<sup>2284</sup>. C'est à ce moment-là que la notion de transmission devient centrale dans le journal.

La transmission de l'héritage culturel aux jeunes générations repose sur la nécessité de braver le temps qui passe et de laisser aux générations futures un témoignage de la vie des Allemands à l'est. Mais elle prend une dimension supplémentaire dans le contexte d'ouverture politique de l'Europe. La construction européenne est vue dans le journal sous un jour ambivalent, et l'héritage culturel de la *Heimat* est encore plus en danger avec l'ouverture des frontières :

« (...) nous devons renforcer notre travail au sein du groupe de la *Heimat* pour maintenir notre culture de la *Heimat* pour nos enfants et petits-enfants. Un héritage que nous devons transmettre dans une époque où le polonais et l'allemand sont devenus des dialectes européens. »<sup>2285</sup>

---

<sup>2281</sup> Déclaration de Herbert Hupka publiée dans *GB* 82/1, p. 3. On retrouve le même argument dans un éditorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 88/2, p. 1.

<sup>2282</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 84/2, p. 1-2.

<sup>2283</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 86/2, p. 2.

<sup>2284</sup> Discours de Georg Hoffmann publié dans *GB* 86/2, p. 1-3.

<sup>2285</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/8, p. 1.

Une autre façon de transmettre l'héritage culturel de l'est de l'Allemagne tout en résolvant le problème générationnel consiste à faire partager l'intérêt pour ces territoires à l'ensemble des Allemands et à quitter le cercle fermé des expulsés et de leurs proches. Si tous les Allemands se sentent concernés par la perte, ils seront alors plus nombreux à se battre pour le retour des territoires perdus ou pour l'entretien de l'héritage culturel de ces régions :

« *Le maintien de l'héritage culturel des expulsés est en outre un devoir qui nous incombe tous.* »<sup>2286</sup>

Le président de la *Landsmannschaft* des Hauts-Silésiens partage ce souci de voir tous les Allemands s'intéresser à l'est de l'Allemagne :

« *Face à leur propre conscience et en souvenir de leurs ancêtres et de leur ancienne Heimat, ils [les expulsés, L.P.] ont le devoir moral de rassembler les réalisations culturelles et civilisatrices de leur Heimat, de les exploiter et de les faire connaître aux autres Allemands et au monde.* »<sup>2287</sup>

En 1955, le *GB* inaugure la rubrique « Chronique de la *Heimat* »<sup>2288</sup> dans laquelle il relate les événements qui ont lieu à partir du printemps 1945. Dix ans après le début de l'expulsion, il semble nécessaire de rappeler les événements tels qu'ils ont eu lieu comme si le journal craignait déjà que les expulsés ne s'habituent si bien à leur nouvel environnement qu'ils ne sachent plus pourquoi et comment ils sont partis. En rappelant les crimes des soldats russes et polonais et la peur des victimes, le journal veut surtout maintenir éveillé l'intérêt pour la mission qu'il s'est fixée. La publication ne dure que quelques mois. Parfois, le *GB* publie des témoignages sur l'expulsion telle que l'ont vécue certaines personnes<sup>2289</sup>. Toutefois, ces témoignages n'ont pas vraiment vocation à rapporter une expérience individuelle, ils sont le plus souvent l'occasion pour les lecteurs de retrouver dans le récit une partie de leur propre expérience.

Après qu'un expulsé a remarqué sur un mur du centre des impôts de Glatz une plaque retraçant l'histoire du bâtiment, il adresse au *GB* une copie de la photo qu'il en a faite pour dénoncer ce qui lui paraît être une contre-vérité historique. Le texte prétend que le bâtiment aurait servi d'école dès le 1<sup>er</sup> septembre 1945 alors qu'il a été utilisé comme lieu de détention des Allemands dans l'attente de leur expulsion jusqu'en 1947. Peter Großpietsch lance un appel aux lecteurs du journal pour qu'ils apportent leur témoignage<sup>2290</sup>. Les témoignages arrivent nombreux et plusieurs d'entre eux sont publiés dans le journal<sup>2291</sup>. Le *GB* avait-il réellement besoin de ces témoignages ? Peter Großpietsch dit lui-même dans le premier article qu'il a été enfermé dans ce centre des impôts avec sa mère et ses frère et sœur en mars 1946. Le journal n'annonce pas non plus son intention de se tourner vers la ville de Glatz pour

---

<sup>2286</sup> Article publié dans *GB* 75/11, p. 1-2. On retrouve le même argument dans un article (s.u.e.) publié dans *GB* 84/11, p. 3, dans un article (*GNK*) publié dans *GB* 84/12, p. 3.

<sup>2287</sup> Article de Friedrich Hollunder publié dans *GB* 76/4, p. 1-2.

<sup>2288</sup> « Chronik der Heimat ».

<sup>2289</sup> Articles publiés dans *GB* 86/1, p. 1-2, *GB* 87/1, p. 1-7, *GB* 93/6, p. 1-3, *GB* 95/5, p. 1-9, *GB* 96/3, p. 1-10, *GB* 99/9, p. 8-9, *GB* 04/4, p. 13, *GB* 06/2, p. 9 et *GB* 11/4, p. 8.

<sup>2290</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 05/2, p. 11.

<sup>2291</sup> Lettres de lecteurs publiées dans *GB* 05/9, p. 10-11.

demander que la plaque soit modifiée ou retirée. Il s'agit avec cette action de montrer que les témoignages sont importants et que seuls les écrits de témoins directs de l'histoire peuvent empêcher que ne se répandent des mensonges. Le *GB* défend ici l'idée que la mémoire se construit plus sur l'histoire vécue que sur l'histoire apprise<sup>2292</sup>. Les expulsés sont alors les personnes les plus légitimes pour parler de l'expulsion.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, il est plus que jamais utile de parler et de témoigner. Les expulsés sont de moins en moins nombreux et les témoins de cet événement historique vont bientôt disparaître. Le BdV appelle les expulsés à faire l'effort de témoigner de ce qu'ils ont vécu, quelles que soient leurs réticences ou la souffrance que cela provoque en eux. Markus Leuschner cite un sondage qui révèle que seuls 8% des moins de 30 ans pensent être des descendants d'expulsés alors que les statistiques indiquent qu'ils sont en réalité 25%. Cela montre à quel point il est important que les expulsés transmettent mieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent l'héritage culturel de la *Heimat* :

« *Cela représente une dimension effrayante d'ignorance et de refoulement pour lesquelles il serait trop aisé de rendre l'école et les médias responsables.* »<sup>2293</sup>

Les expulsés sont ici directement pointés du doigt et placés devant leurs responsabilités. Si la transmission ne s'est pas effectuée de manière satisfaisante, les expulsés doivent d'abord s'interroger sur leurs propres échecs avant de chercher d'autres coupables. Le *GB* rompt ici avec le credo habituel faisant des médias et du monde politique les responsables de leur isolement.

Le *GB* évoque dans ses colonnes une solution permettant aux expulsés de trouver un moyen original de transmettre à leurs descendants le savoir nécessaire sur leurs origines et leur destin : des écrivains proposent de mettre leur savoir-faire au service de personnes désirant laisser un récit proche de l'autobiographie à leurs descendants<sup>2294</sup>. Pour le *GB*, il est naturel de penser que c'est dans ces pages que les expulsés ou leurs descendants trouveront les témoignages ou les informations dont ils ont besoin pour comprendre et perpétuer l'héritage de la *Heimat*. C'est dans ce sens que Brigitte Lambiel interpelle les lecteurs en leur enjoignant d'abonner les enfants et petits-enfants au *GB*, car l'intérêt des jeunes pour la *Heimat* existe bel et bien et les expulsés se doivent de répondre à leur curiosité<sup>2295</sup>. Si beaucoup d'expulsés ont fait l'expérience de la difficulté d'intéresser leurs enfants à leur propre passé, cela ne doit pas les décourager ni les dispenser de forcer leurs enfants à s'intéresser. Brigitte Lambiel termine son article par un post-scriptum où elle raconte qu'un reportage à la télévision a montré qu'un apiculteur avait inscrit de force son fils à une formation d'apiculteur contre son gré et que ce dernier est aujourd'hui très heureux d'être apiculteur. Les expulsés doivent comprendre que la volonté de leurs enfants est moins importante que le message qu'ils ont à leur transmettre. Le *GB* lance en 2007 une opération de sensibilisation de ses lecteurs à la question de la transmission de l'abonnement au *GB* aux petits-enfants. L'opération « Un abonnement pour

---

<sup>2292</sup> On retrouve cette idée dans HALBWACHS, *mémoire*, p. 98-106.

<sup>2293</sup> Article (BdV) publié dans *GB* 00/4, p. 8. On retrouve le même argument défendu par Herbert Hupka dans un article (*GNK*) publié dans *GB* 79/4, p. 2.

<sup>2294</sup> Article publié dans *GB* 04/2, p. 12.

<sup>2295</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 07/7-8, p. 2.

enfants et petits-enfants »<sup>2296</sup> poursuit deux buts : assurer la survie (parution et santé financière) du journal et passage de relais d'une génération à l'autre.

Le témoignage d'un jeune lecteur (né en 1979) conforte l'idée défendue par le journal que le *GB* joue un rôle indispensable dans la transmission de l'héritage culturel et qu'il peut permettre aux expulsés de sensibiliser leurs enfants ou petits-enfants à leurs origines :

« Depuis plusieurs années déjà, j'ai le plaisir de lire chaque mois le *Grafschafter Bote*. Il me permet de mieux connaître la Heimat de mon grand-père. Avec le *GB*, j'apprends à connaître « l'ancienne Heimat » et la vie des *Grafschafter*. J'ai en outre appris ce que cela signifiait que d'être le descendant d'une famille de *Grafschafter*. Cela ne signifie pas seulement une origine, cela signifie aussi une responsabilité. La responsabilité pour la protection de l'héritage culturel. »<sup>2297</sup>

Le *GB* joue un rôle décisif dans le programme de transmission de l'héritage culturel. S'adressant à l'ensemble des expulsés du Comté de Glatz chaque mois, il offre la possibilité aux expulsés de retrouver un contact avec la *Heimat* perdue. Si à l'origine, cette notion d'héritage culturel était inexistante, elle est vite apparue non sous la forme de transmission mais de perpétuation. Dans les années 1950 et 1960, les expulsés étaient encore suffisamment nombreux et n'avaient pas encore complètement perdu le contact avec les traditions d'avant-guerre, tandis qu'au début des années 1980, soit près de quarante ans après l'expulsion, le discours ne peut plus être le même. Thomas Horschler célèbre les 35 ans d'existence du journal et en profite pour rappeler quelles doivent être les fonctions du journal désormais :

« A l'inverse, le *GB* doit voir sa fonction dans la transmission de la Heimat. Heimat, cela signifie ici culture et histoire du pays de Glatz, tradition et dialecte, mode de vie et particularités du peuple de Glatz, et puis encore informations récentes sur les communautés de la Heimat, les familles et les personnes qui ont acquis un certain mérite par leur travail. »<sup>2298</sup>

Car le *GB* effectue un travail d'archive qui ressort clairement de l'étude de 60 années de publication. La somme des poèmes, récits de traditions, description de paysages ou de villages finit par dresser un tableau très complet de la vie des Allemands dans le Comté de Glatz. Chaque publication prise isolément n'est qu'un petit élément, mais la somme de tous ces éléments permet de constituer un fond d'archives précieux pour qui s'intéresse à la vie du Comté de Glatz. Un lecteur qui a entrepris de rédiger une chronique sur son village natal de Bobischau reconnaît qu'il a rencontré d'énormes difficultés à rassembler les récits et informations dont il avait besoin et que le *GB* lui a été d'un grand secours<sup>2299</sup>. Cette dimension est soulignée très fortement pour inciter les lecteurs à rester fidèle au journal et à transmettre l'abonnement à leurs enfants.

---

<sup>2296</sup> « Kinder-/Enkel-Abo-Aktion ».

<sup>2297</sup> Article publié dans *GB* 05/3, p. 1-6.

<sup>2298</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 85/1, p. 1-4.

<sup>2299</sup> Article publié dans *GB* 04/9, p. 1.

Peter Großpietsch veut aller encore plus loin dans la transmission en laissant des traces de la présence allemande dans la *Heimat* à la fois dans les nouvelles régions d'habitation comme dans la *Heimat*. Il appelle les *Grafschafter* à se mobiliser pour construire ou installer des monuments rappelant soit la présence allemande soit son expulsion des territoires de l'est :  
« *Tous les Grafschafter sont appelés à réfléchir à quel endroit et sous quelle forme de nouveaux témoignages de notre identité historique, culturelle ou religieuse sont imaginables.* »<sup>2300</sup>

Le *GB* entreprend lui aussi de laisser des traces. Il ne publie pas que des récits d'expériences individuelles mais s'attache aussi à publier des documents historiques qui témoignent de la réalité de l'expulsion. La rubrique « Il y a x années débutait l'expulsion »<sup>2301</sup> sert depuis le début des années 2000 à collecter des récits sur ce que les expulsés ont vécu. Le numéro de mars 2006 comporte un cahier spécial dédié à la commémoration du début de l'expulsion de Glatz. Le rédacteur en chef lui-même a été expulsé de Glatz avec sa famille à cette date. Sur les huit pages, les témoignages sont accompagnés de la reproduction de documents authentiques tels que lettres d'expulsés, d'ecclésiastiques, ordres d'expulsion placardés dans la rue, photos de l'expulsion (soldats en armes accompagnant les expulsés ployant sous le poids de leurs bagages, montée dans les trains), fiches d'identification des expulsés, etc.<sup>2302</sup>.

A qui s'adresse l'héritage culturel des Allemands expulsés ? Leurs descendants sont-ils seuls concernés ? Pour tout ce qui concerne la dimension immatérielle (traditions, dialecte, littérature, etc.), ils sont les héritiers naturels. Mais en ce qui concerne les biens matériels, et plus précisément la *Heimat* proprement dite, les terres, maisons, églises, cimetières, monuments etc., c'est la population qui vit désormais sur ces territoires qui doit assumer l'héritage. Dans la population de la *Heimat* vivent des Polonais et des Allemands. Les Polonais constituent la grande majorité de la population. L'intérêt pour le passé allemand existe et le *GB* s'en félicite chaque fois qu'il en découvre un témoignage. Mais les expulsés ont-ils vraiment la volonté de transmettre l'héritage aux Polonais ? Après une visite de la maison de Josef Wittig restaurée pour devenir un musée, Michael Pietsch s'interroge sur l'opportunité d'échanges culturels avec les Polonais. En tant que descendant de la famille Wittig, il souhaiterait acquérir le terrain qui a appartenu à ses ancêtres mais la loi l'en empêche. Cela l'amène à se demander s'il est légitime que les Allemands continuent de financer des projets de rénovation en Pologne si les Polonais ne se montrent pas plus ouverts :  
« *On ne peut pas seulement prendre à la génération des expulsés et à ses descendants (d'abord les biens matériels puis les biens spirituels). Ceux qui veulent avoir nos connaissances sur la Heimat doivent compter sur le fait que nous voulons aussi être présents physiquement dans la Heimat. Il faut qu'à un moment les Polonais de Silésie aussi donnent quelque chose.* »<sup>2303</sup>

---

<sup>2300</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 88/2, p. 1.

<sup>2301</sup> « Vor ... Jahren begann die Vertreibung ».

<sup>2302</sup> Articles publiés dans *GB* 06/3, p. 21-28, *GB* 06/4, p. 15-17 et *GB* 06/5, p. 9-10.

<sup>2303</sup> Article de Michael Pietsch publié dans *GB* 02/11, p. 1-2.

Si les Polonais ne sont donc pas le public privilégié pour recevoir l'héritage culturel, la minorité allemande vivant dans la *Heimat* est en revanche tout à fait apte à recevoir cet héritage. La question est toutefois de savoir si elle le souhaite réellement. Pour les Allemands les plus âgés qui sont nés avant l'expulsion, la question ne se pose pas, mais pour ceux qui sont nés dans une Silésie devenue de fait polonaise, l'assimilation contrainte sous le régime communiste a conduit la plupart des Allemands à se couper plus ou moins de leurs racines et l'intérêt pour le passé allemand n'est pas toujours très vivant. En témoignent les cercles d'amitié allemands où les plus jeunes ne sont pas nombreux. Le compte rendu de la cérémonie organisée pour le dixième anniversaire de l'existence du cercle d'amitié allemand de Glatz en 2003 est plutôt pessimiste :

« *La structure générationnelle des personnes présentes a suscité en moi quelques questions sur l'avenir de cette région de Silésie du point de vue allemand : combien de temps la génération des victimes de l'expulsion sera-t-elle encore active ? Réussirons-nous à convaincre la génération suivante et ses enfants de poursuivre ce qui a été atteint jusque-là ?* »<sup>2304</sup>

Alternant entre les messages d'espoir ou de regrets, le *GB* veut surtout faire réfléchir ses lecteurs sur les moyens qu'ils peuvent mettre en œuvre afin que l'héritage culturel ne soit pas perdu et que les jeunes le reçoivent et entretiennent le souvenir de ce que fut la vie des Allemands en Silésie.

### **III – L'ignorance des jeunes**

Si la transmission est considérée comme un devoir impérieux pour les expulsés, c'est parce que le *GB* considère que ce sont eux les mieux placés pour s'acquitter de cette mission. Tout d'abord parce qu'il postule que les victimes de l'expulsion sont les mieux à même de parler de ce qu'elles ont vécu et de ce qu'était la vie dans la *Heimat* avant l'expulsion. Ensuite parce que l'école ne remplit pas sa mission d'éducation et de formation en ce qui concerne les territoires de l'est. Inlassablement, le *GB* rappelle tout au long de son histoire que l'Allemagne ne se limite pas à la somme de deux États nés en 1949 et qu'un quart du territoire allemand a été amputé en 1945. Les jeunes constituent un enjeu réel pour les revendications politiques des expulsés car la « solution biologique » ne saurait être le dernier mot de l'histoire de l'est de l'Allemagne. Il faut donc que les jeunes et les enfants gardent présent à l'esprit que l'Allemagne existe au-delà de ses frontières actuelles. C'est dans ce sens que s'exprime le président de la *Landsmannschaft Schlesien* Walter Rinke en 1951 lorsqu'il réclame qu'une heure d'enseignement soit consacrée à l'est de l'Allemagne et que les cartes et les livres scolaires n'oublient pas cette partie de l'Allemagne<sup>2305</sup>. Car dix ans après la fin de la guerre, les territoires de l'est sont en passe de disparaître de la conscience collective :

« *Lorsque par exemple le ministre fédéral des Expulsés a constaté lors d'une visite dans un lycée de Bonn que dans une classe de terminale plus personne ne connaissait le nom de la capitale de la Prusse Orientale perdue, que personne n'était capable de citer ce nom de Königsberg au ministre, cela a vraiment de quoi nous donner à réfléchir !* »<sup>2306</sup>

---

<sup>2304</sup> Article de Wolfgang Jäschke paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 03/12, p. 2.

<sup>2305</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 51/10, p. 1-2.

<sup>2306</sup> Article publié dans *GB* 56/6, p. 21.

Lorsqu'il s'agit de relever les causes de l'ignorance des enfants, les trois principaux responsables sont toujours les mêmes : l'entourage familial, l'école et les médias<sup>2307</sup>. Si l'école est l'objet d'autant d'attention dans le *GB*, c'est sans doute parce que des trois causes d'ignorance, elle est celle sur laquelle le pouvoir politique a le plus d'emprise. Les médias sont libres de diffuser les informations qu'ils veulent et comme ils le veulent (malgré le fait que les médias publics sont soumis à des règles particulières qui donnent une certaine influence au monde politique) tandis que la sphère privée est inaccessible. L'école devient donc le levier le plus efficace pour influencer sur les jeunes.

L'ignorance des élèves est soulignée grâce au symbole que représente une ville aussi importante que Königsberg dont on pourrait penser qu'elle est la plus connue de tout l'est allemand<sup>2308</sup>. De plus, l'ignorance des élèves est révélée sous les yeux du ministre concerné, ce qui doit signifier que le plus haut niveau de l'Etat sait à quel point il devient urgent d'intervenir avant que l'est allemand ne disparaisse complètement des consciences. Quelques années plus tard, le refrain de la transmission des connaissances sur l'est redevient d'actualité et le *GB* publie plusieurs articles consacrés à cette question, qu'il s'agisse de réclamer des heures de cours spécifiques consacrées à ce sujet<sup>2309</sup>, de formuler des propositions plus ou moins audacieuses comme de baptiser des écoles du nom de villes de l'est pour que les élèves soient confrontés au quotidien à cette réalité<sup>2310</sup>, ou encore de représenter l'Allemagne sur les cartes dans ses frontières de 1937<sup>2311</sup>.

Il y a dans la formation des enfants un enjeu politique qui devient plus évident après la signature des traités de l'est : si les enfants sont sensibilisés à la question nationale et à l'existence d'une nation allemande divisée entre deux Etats allemands et des territoires placés sous administration étrangère, alors les revendications des expulsés ont une chance d'aboutir, sinon l'Allemagne ne sera bientôt plus qu'un synonyme de RFA<sup>2312</sup>.

Les travaux de la commission germano-polonaise sur les manuels scolaires attirent naturellement l'attention du *GB* qui laisse une large place à l'évolution de leurs recommandations. Les polémiques liées à cette commission font partie de l'intérêt porté à la formation des jeunes et leur vigueur témoigne de l'importance que le *GB* accorde au sujet.

---

<sup>2307</sup> Interview de Herbert Hupka publiée dans *GB* 86/5, p. 1.

<sup>2308</sup> L'ignorance des élèves est illustrée aussi lors d'une expérience où ceux-ci doivent indiquer quelle carte indique les frontières exactes de l'Allemagne. 40% indiquent la carte avec les frontières de 1937, 18% celles de la RFA et de la RDA et 40% celle de la RFA. Article (*GNK*) publié dans *GB* 79/4, p. 2.

<sup>2309</sup> Articles publiés dans *GB* 63/3, p. 2, *GB* 63/8, p. 2 et *GB* 71/6, p. 2 ; résolution des *Landmannschaften* de l'est allemand publiée dans *GB* 79/9, p. 2.

<sup>2310</sup> Article publié dans *GB* 63/3, p. 2.

<sup>2311</sup> Déclaration de Bonn du Conseil permanent des *Landmannschaften* de l'est allemand et des représentations des Länder publiée dans *GB* 80/5, p. 1, déclaration de Herbert Hupka publiée dans *GB* 80/7, p. 1, déclaration de la *Landmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 80/12, p. 3, article (*GNK*) publié dans *GB* 82/1, p. 2

<sup>2312</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/1, p. 1-2.

Après 1990, l'enjeu politique du traitement de la question de l'expulsion dans les écoles a changé. Il n'est plus question de savoir comment représenter l'Allemagne dans ses frontières ni de sensibiliser les élèves à l'existence de la nation allemande partagée. Désormais, il s'agit de savoir si la réalité de l'expulsion sera un chapitre important des programmes scolaires ou si elle ne sera abordée que brièvement<sup>2313</sup>.

Les questions d'éducation relèvent en Allemagne de la compétence des Länder et les programmes ne sont pas fixés uniformément dans tout le pays. Ce qui conduit à constater des différences d'une région à l'autre. Dans le cas de la question allemande, les Länder n'accordent pas tous la même importance à l'est allemand selon qu'ils sont dirigés par un gouvernement de gauche ou de droite<sup>2314</sup>. Et les changements de majorité peuvent conduire à une modification aussi des contenus d'enseignement. Enfin, il arrive que certains documents ou manuels soient autorisés dans des Länder que d'autres refusent<sup>2315</sup>. Les réunions des ministres de l'Education de chaque Land sur les programmes donnent l'occasion de comparer les différentes pratiques et de mettre en avant certains choix. Ainsi, le Land de Bavière s'enorgueillit en 1997 de laisser une large place à la thématique de l'expulsion dans les programmes scolaires et invite les autres Länder à suivre son exemple<sup>2316</sup>. Mais comme souvent dans le *GB*, les adversaires des expulsés sont supposés user de tous les moyens pour empêcher la vérité historique d'être connue et les expulsés d'être reconnus. Le manque de connaissances des élèves sur l'expulsion est alors mis sur le compte de l'école, manipulée par des hommes politiques forcément hostiles :

*« Du côté d'autres hommes politiques, on se dit sur un ton enjoué et darwinien que le problème se règlera bientôt de lui-même. Les vieux vont mourir. Grâce aux réformateurs soixante-huitards de l'école, leurs enfants et héritiers ne devraient finalement plus rien savoir de la Prusse Orientale et de la Silésie, et rien non plus des Sudètes. »*<sup>2317</sup>

Les expulsés souhaitent que l'histoire de l'expulsion soit racontée comme ils l'ont vécue et l'interprètent aujourd'hui. C'est pour cela qu'ils ne se contentent pas d'observer quels Länder mettent le sujet au programme mais qu'ils interviennent directement pour influencer sur le contenu des programmes et les supports pédagogiques :

*« Certains Länder ont déjà publié des brochures sur le sujet pour l'utilisation en classe. Malheureusement, elles contiennent des erreurs et des imprécisions. C'est pourquoi le cercle du Comté de Glatz pour l'étude de l'histoire, de la politique et du droit international a pris contact avec M. Westkämper, député CDU chargé des expulsés au Landtag de Rhénanie-du-*

---

<sup>2313</sup> Déclaration (Pressedienst CDU/CSU) publiée dans *GB* 02/11, p. 9, article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 03/3 p. 8, article (*Westdeutsche Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 07/11, p. 2, article (BdV) publié dans *GB* 07/12, p. 12, déclaration d'Helmut Sauer publiée dans *GB* 08/12, p. 2 et article (*Deutsche Umschau*) publié dans *GB* 09/9, p. 12.

<sup>2314</sup> Appel de la section régionale de Rhénanie-du-Nord-Westphalie du BdV à la ministre de l'Education de ce Land publié dans *GB* 02/3, p. 6.

<sup>2315</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) publié dans *GB* 90/4, p. 5.

<sup>2316</sup> Déclaration du groupe parlementaire de la CSU au Landtag de Bavière publiée dans *GB* 97/12, p. 8.

<sup>2317</sup> Article (*Welt am Sonntag*) publié dans *GB* 98/8, p. 6.

*Nord-Westphalie. Nous pourrions discuter de ce problème lors d'une visite au Landtag en décembre 2007. »*<sup>2318</sup>

Les représentants des expulsés demandent aux expulsés de s'engager directement dans ce travail éducatif et d'aller à la rencontre des jeunes pour leur livrer un témoignage direct de ce qu'ils ont vécu. Ainsi, l'expulsion cesse d'être un chapitre obscur de l'histoire et devient une réalité palpable pour les élèves :

*« Les derniers témoins devraient prendre le chemin menant aux écoles, aux universités populaires et partout où l'on réclame à cor et à cris une transmission vivante de l'histoire. Que personne ne refuse avant d'avoir essayé au moins une fois, quelle que soit la difficulté et peu importe si certains pédagogues trouvent moins choquant et plus confortable de ne présenter qu'une confrontation avec les victimes directes de l'injustice national-socialiste. »*<sup>2319</sup>

D'autres préfèrent s'engager fortement dans le sens d'une meilleure prise en compte de l'expulsion dans les programmes scolaires, au prix de certains choix pédagogiques discutables, comme celui d'Arnold Tölg, député CDU au Landtag de Bade-Wurtemberg :

*« C'est ce que ce Silésien voudrait changer et c'est pourquoi il en a déjà parlé à la ministre de l'Education Mme Schavan. Sa proposition : rogner sur la période nazie dans les programmes (« bien trop détaillée ») pour faire plus de place à l'est allemand. On attend la réponse de la ministre. »*<sup>2320</sup>

Dans le contexte de l'enjeu politique que représentent les programmes scolaires, on constate une concurrence entre les deux chapitres de l'histoire allemande que sont le nazisme et l'expulsion. Le témoignage d'un jeune lecteur du *GB* montre bien cette opposition :

*« A l'école aussi on n'en [de l'expulsion, L.P.] parle pas, comme si toute cette injustice n'avait pas eu lieu. Nous avons parlé à l'école du IIIe Reich pendant six mois mais seulement pendant une à deux heures (!) de l'injustice qui a frappé les Allemands dans les territoires de l'est. A l'époque de « l'Europe moderne », il n'est visiblement pas de bon ton d'en parler. Mais il est de bon ton de parler de l'injustice que l'Allemagne nazie a commise contre d'autres nations et d'autres peuples. »*<sup>2321</sup>

#### **4. L'attitude face aux institutions**

Reflet de la situation des expulsés dans la société ouest-allemande, le *GB* se situe en marge du discours médiatique dominant et il s'oppose avec plus ou moins de force selon les périodes au pouvoir en place en adoptant la position du bouc-émissaire, rejeté par la majorité de la population. La position à l'écart du reste de la société est soulignée par l'hostilité dont le *GB* (représentation symbolique des expulsés) se sent la victime. Or, cette hostilité est à double-sens puisque le journal développe lui aussi une hostilité à l'encontre d'institutions ouest-allemandes. Par institution, on n'entend pas ici des structures administratives ou des strates du

---

<sup>2318</sup> Article de Brigitte Lambiel et Harald Dierig publié dans *GB* 07/11, p. 2.

<sup>2319</sup> Article (BdV) publié dans *GB* 00/4, p. 8.

<sup>2320</sup> Article (*Pforzheimer Zeitung*) publié dans *GB* 99/1, p. 9.

<sup>2321</sup> Article publié dans *GB* 05/3, p. 1-6.

fonctionnement démocratique du pays. Ainsi, les chanceliers ou ministres qui sont pris pour cible par le journal ne le sont jamais en tant que tels. Ce n'est jamais à la fonction que s'attaque le journal mais toujours à la personne qui incarne cette fonction. D'ailleurs, les changements de personnel à diverses fonctions entraînent des changements dans le jugement porté sur la fonction, ce qui montre bien que ce n'est pas la fonction du chancelier par exemple que critique le journal mais bel et bien la personne qui exerce cette fonction. Le terme d'institution est ici utilisé pour recouvrir un ensemble d'acteurs de la vie publique allemande, jouant un rôle dans le fonctionnement de l'Etat ouest-allemand. Il s'agit tout d'abord des intellectuels dont les prises de position concernant les expulsés sont passées au crible, de la Poste vue comme relais de la volonté étatique de favoriser ou non la diffusion des idées dans les médias et enfin de la Commission germano-polonaise chargée d'élaborer des recommandations communes pour les manuels scolaires en RFA et en Pologne. Pour surprenant que paraisse cet ensemble disparate en apparence, on verra que le *GB* les considère avec la même attitude de défiance, comme représentatifs d'un Etat où la minorité que constituent les expulsés subit le dénigrement et la mise à l'écart alors qu'elle se trouve déjà en position de faiblesse et devrait être soutenue.

## **I – Celles qui sont rejetées**

### ***Les intellectuels***

Parmi les intellectuels, Golo Mann est le premier à être pris à parti par le journal. En 1964, il prend position à deux reprises à intervalle rapproché en faveur d'une reconnaissance de la ligne Oder-Neisse afin de favoriser la paix avec la Pologne. Une interview donnée au magazine *Stern* et un discours lors d'un congrès de la CSU lui donnent l'occasion de développer ce point de vue. Le *GB* ne peut ignorer les déclarations d'un éminent intellectuel comme Golo Mann et Alois Bartsch se charge de commenter la position de Mann et de montrer pourquoi selon lui Mann se trompe :

*« Faire la paix avec les Polonais, signifie résignation et capitulation chez Golo Mann, c'est-à-dire reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme future frontière entre l'Allemagne et la Pologne. Naturellement, Golo Mann n'explique pas tout simplement que nous devrions renoncer. Ce renoncement est justifié et consolidé sur un ton professoral. »*<sup>2322</sup>

Ce qui frappe dans la critique développée par Bartsch, ce n'est pas tant le rejet systématique des arguments de Mann qui est somme toute très logique, mais plutôt le ton employé et en particulier la mise à distance du professeur d'université. Ainsi la présence à une réunion de la CSU d'un « professeur à qui sa chaire semble ne pas suffire »<sup>2323</sup> est mise en cause, tout comme le fait qu'un enseignant se pique de politique : le terme de « professeur s'essayant à la politique »<sup>2324</sup> revient à deux reprises. Il est surprenant de lire sous la plume d'un homme qui travaille à la formation des enseignants une critique de l'arrogance d'un homme, ramené à sa fonction d'enseignant :

---

<sup>2322</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 64/8, p. 1-2.

<sup>2323</sup> « Professor, dem sein Lehrstuhl nicht genügt », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 64/8, p. 1-2.

<sup>2324</sup> « politisierenden Professor », éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 64/8, p. 1-2.

« Il faut dire aussi que les formules sentencieuses de Golo Mann sont plus habiles qu'intelligentes. Ses raisonnements sont d'une telle suffisance qu'ils ont pour inévitable conséquence la mauvaise foi. »<sup>2325</sup>

Et Alois Bartsch revient le mois suivant sur les déclarations de Mann qu'il accuse d'avoir mis en péril l'intérêt national :

« Disons encore simplement à ce sujet qu'elles [ces déclarations, L.P.] ont porté préjudice à la cause allemande. C'est pourquoi il faut s'interroger sérieusement sur l'opportunité de tolérer encore longtemps de tels agissements. La liberté d'opinion a ses limites elle aussi lorsque « la cause du peuple » est en jeu. »<sup>2326</sup>

Autre intellectuel à tomber sous le coup des attaques du *GB*, Wolf Biermann est sévèrement critiqué non pas pour des déclarations contre le *GB* mais en tant qu'artiste engagé trop à gauche. Le communisme fait partie des adversaires du journal et même si Biermann a été déchu de la citoyenneté est-allemande, sa trop grande proximité idéologique avec le communisme en fait un adversaire naturel du *GB*. C'est ainsi que Heinrich Windelen dresse un tableau au vitriol de la situation dans laquelle vit le chanteur depuis son départ de la RDA : « La radio et la télévision paient des honoraires élevés au troubadour communiste Biermann pour sa présence permanente sur les ondes et pour avoir qualifié Strauß de « fasciste » et les électeurs de droite de « troupe de conservateurs ». (...) Biermann ferait mieux de rembourser l'argent des chaînes publiques de l'Etat qu'il combat ou bien de le mettre à la disposition d'organisations qui se battent pour l'intégration des Aussiedler et des réfugiés, pour la libération des prisonniers politiques ou le soutien aux demandes de départ déposées auprès des autorités des pays communistes. »<sup>2327</sup>

Windelen caricature ici un peu vite le chanteur contestataire. S'il est exact que Biermann ne se montre pas tendre avec les conservateurs, élus ou électeurs, il n'est pas tout à fait juste de faire de lui un soldat discipliné du communisme et un agent des Etats communistes de l'est puisque c'est précisément sa critique de ces régimes qui lui valu d'être déchu de sa citoyenneté est-allemande. Le jugement de Windelen manque ici de nuance et relève plutôt de la prise de position partisane face à un adversaire politique.

On trouve dans le *GB* un exemple d'intellectuel qui au fil du temps va passer du statut d'adversaire déclaré des expulsés à celui de figure de référence. Le publiciste Ralph Giordano est mentionné pour la première fois dans le journal suite à la publication de son livre dans lequel il fait des expulsés les plus fidèles soutiens des nazis. Un chapitre entier du livre est consacré à la Charte des expulsés que Giordano s'attache à décrire comme le document le plus symbolique du révisionnisme et revanchisme allemand<sup>2328</sup>. La minorité allemande vivant en Pologne avant-guerre est présentée comme le cheval de Troie de la politique d'expansion

---

<sup>2325</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 64/8, p. 1-2.

<sup>2326</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 64/9, p. 1-2.

<sup>2327</sup> Article de Heinrich Windelen publié dans *GB* 77/2, p. 2.

<sup>2328</sup> GIORDANO Ralph, *Die zweite Schuld oder von der Last Deutscher zu sein*, Rasch und Röhling, Hambourg, 1987, p. 281-309.

du Reich et les Allemands vivant à l'est comme les plus fervents partisans du nazisme. Giordano reproche aux rédacteurs de la charte de ne pas dire un mot du nazisme, de ses complices et de ses victimes, comme si l'expulsion des Allemands n'avaient ni causes ni explications. En outre, le *GB* ne peut rester insensible au livre de Giordano car la presse des expulsés y est présentée sous un jour peu flatteur. Accusée d'anticommunisme primaire, elle n'aurait de cesse de relativiser le nazisme et ses crimes et de confondre cause et conséquences de l'expulsion. Alors qu'elle n'est que rarement évoquée, la presse des expulsés apparaît ici sous un trait caricatural.

Dans un éditorial consacré à l'absence d'attachement des Allemands à la nation, Giordano apparaît comme un adversaire supplémentaire pour les expulsés qui n'en manquent pas :

*« Citons Ralph Giordano pour qui les expulsés ont été sous le IIIe Reich les plus grands soutiens des nazis et la Charte des expulsés le texte officiel le plus trompeur de l'histoire. Même dans nos rangs, il n'y a pas eu d'émoi à ce sujet encore moins bien sûr dans le reste de l'opinion publique allemande. »*<sup>2329</sup>

Il est par la suite la figure centrale d'un éditorial complet rédigé par Herbert Hupka. Tout le texte n'est qu'un résumé de l'analyse que fait Giordano de l'expulsion, de ses motifs historiques et du sens de la Charte des expulsés. Au premier abord, il est étonnant que le *GB* donne tant de place à un adversaire déclaré des expulsés, surtout que le livre incriminé a été réédité trois ans auparavant et est paru la première fois en 1987. Ce n'est qu'à la fin de l'éditorial que l'intention de l'auteur apparaît au grand jour : Giordano est membre du jury du Prix Franz Werfel attribué par le BdV pour montrer de quel esprit est porteur le projet de Centre contre les expulsions. Le ton très sarcastique de l'article n'a donc pour but que de discréditer Giordano, qu'il s'agisse de son parcours politique ou de sa personnalité :

*« Au moment où en 1945 à la fin de la dictature national-socialiste, l'heure de la liberté a sonné pour lui aussi, il a commencé par se rallier aux communistes pendant dix ans avant de les quitter en 1956 lorsque lui aussi a eu connaissance du terrorisme de Josef Staline. (...) En tant que gardien combattif de notre démocratie dans la tradition antifasciste bien entretenue, il se met en scène lui-même. »*<sup>2330</sup>

La mention de « l'heure de la liberté » est particulièrement cynique pour un homme qui a particulièrement souffert du nazisme. La mère de Ralph Giordano étant juive, l'ensemble de sa famille a été victime de persécutions et de l'arbitraire avant d'être obligée de vivre cachée pour éviter la déportation.

Dans son livre où il montre que les idées nationales-socialistes continuent d'être présentes en RFA, Giordano s'intéresse aussi aux expulsés et la Charte de 1950 dont ils sont si fiers y est analysée de telle sorte que Hupka parle d'une « tirade de haine » et du livre dans son ensemble comme d'un « pamphlet »<sup>2331</sup>. En comparant le destin des expulsés aux atrocités commises durant la Seconde Guerre mondiale, il se place dans le camp de ceux qui voient les racines de l'expulsion non dans l'impérialisme communiste mais dans le nazisme, ce qui

<sup>2329</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 95/1, p. 1-2.

<sup>2330</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 03/4, p. 1-6.

<sup>2331</sup> « dieses Pamphlets ».

suffit à le couper radicalement des expulsés et à faire de lui l'un de leurs adversaires, d'autant qu'il attaque directement les représentants les plus éminents des expulsés. Dans la vision souvent manichéenne de la politique et de l'histoire qui est présentée dans le *GB*, un adversaire d'un défenseur des expulsés est l'adversaire de tous les expulsés.

Pourtant, la position de Ralph Giordano va changer du tout au tout et il va opérer un rapprochement avec les expulsés jusqu'à devenir une personnalité qui compte parmi leurs soutiens. Erika Steinbach est à l'origine de ce rapprochement et la cérémonie organisée à Berlin pour commémorer le sixantième anniversaire du soulèvement de Varsovie a marqué symboliquement le changement de camp de celui qui figurait parmi les adversaires déclarés des expulsés, devenu un membre actif au sein du BdV et soutien du projet de Centre contre les expulsions. Le discours qu'il prononce ce jour-là est en partie consacré à l'explication de ce revirement et s'attache à montrer que la diabolisation des expulsés est une voie sans issue qui ne permet pas de répondre aux besoins de ce groupe de la population allemande<sup>2332</sup>. Bien qu'il s'agisse d'un événement dans la vie politique des expulsés, le discours de Giordano ne donne pas lieu à un article dans le *GB*, mais le discours de Hubert Maessen prononcé pour la Journée de la *Heimat* en septembre 2004 signale que Giordano lui-même a déclaré dans un « discours remarquable »<sup>2333</sup> qu'il ne veut pas entendre que les Allemands sont responsables des crimes commis contre eux. A partir de ce moment-là, Giordano change de camp. Il n'incarne plus l'intellectuel froid et borné, incapable de comprendre les souffrances des expulsés et enfermé dans des logiques partisans idéologiques. Il sera de nouveau cité dans le *GB* pour des prises de position qui, si elles n'ont rien à voir avec l'expulsion, correspondent à la ligne éditoriale du journal, preuve que Giordano avait peut-être plus en commun avec les expulsés qu'on ne le pensait.

Dans la controverse de 2007 liée à la construction d'une mosquée à Cologne (à laquelle Ralph Giordano s'oppose fermement), le *FAZ* publie un article où il prend la défense du publiciste, le protégeant contre les reproches qui lui sont faits de faire ainsi acte d'allégeance à l'extrême droite<sup>2334</sup>. Le *FAZ* s'insurge contre l'empressement des médias et des intellectuels à estampiller du sceau de l'extrême droite tous ceux qui prennent des positions sortant de la ligne politiquement correcte, rejoignant ainsi la ligne traditionnelle du *GB*. Le *GB* publie tout ce commentaire éditorial dans sa rubrique « Regard extérieur » qui n'est généralement pas si longue (une colonne entière dans ce cas). Il s'agit pour le journal d'afficher sa solidarité à double titre : avec un soutien des expulsés et avec quelqu'un qui ne craint pas de s'attaquer à l'islam et à ses représentants en Allemagne. Cette même solidarité s'exprime à quelques mois d'intervalle lorsque la rubrique « Commentaire » s'ouvre à un article de *Junge Freiheit* où l'auteur de l'article montre le courage de Giordano qui ose s'opposer aux Turcs d'Allemagne<sup>2335</sup>. Enfin Giordano est cité dans le *GB* comme autorité légitime lorsqu'il prend

---

<sup>2332</sup> Cf. texte du discours en ligne disponible sur <http://bdvbund.de/download/Giordano-2.pdf> ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2333</sup> « bemerkenswerte Rede », discours de Hubert Maessen publié dans *GB* 04/12, p. 7-8.

<sup>2334</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB* 07/6, p. 9.

<sup>2335</sup> Article de Klaus Hornung (*Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 08/4, p. 2.

la défense de Thilo Sarrazin en 2009<sup>2336</sup>. Il est alors définitivement passé du côté des intellectuels dont l'avis est estimé et cité en exemple.

Le cas de Thilo Sarrazin est particulier et se situe un peu à part des autres intellectuels pris en compte ici. Toutefois il convient de le mentionner car il est tout de même très révélateur de la ligne éditoriale du journal dès lors que celui-ci quitte la thématique de l'expulsion et s'intéresse à des sujets politiques qui concernent la société contemporaine. Par ses déclarations provocatrices sur le manque de volonté des étrangers de s'intégrer dans la société allemande, Thilo Sarrazin a tenu un discours populiste mettant en cause la volonté d'intégration des étrangers plus soucieux de profiter d'un système social que de participer à la vie dans la société allemande, étrangers qu'il accuse d'envahir le pays par une natalité excessive. Suite à une interview très controversée, une polémique éclate et un éditorialiste du *FAZ* prend sa défense au nom de la liberté d'expression et du droit à sortir du carcan politiquement correct dans lequel est enfermé le discours médiatique. Le *GB* consacre une page entière à cette affaire (ampleur inhabituelle pour un sujet sans rapport avec l'expulsion) et reproduit cet éditorial ainsi qu'un article d'un juriste de renom concernant cet éditorial<sup>2337</sup>. Les reproches de racisme et d'incitation à la haine raciale formulés contre Sarrazin sont ici démontés et les auteurs montrent que Sarrazin mérite des louanges plutôt que des critiques.

Dans le numéro suivant, c'est à nouveau un soutien à Thilo Sarrazin qui s'exprime pour souligner le faux procès qui lui est fait :

*« Je ne connais pas de démocratie où le fait de dire certaines vérités peut avoir de telles conséquences. »*<sup>2338</sup>

La sortie de son livre « L'Allemagne court à sa perte »<sup>2339</sup> le 30 août 2010 a fini d'en faire l'une des personnalités les plus controversées du pays. Une nouvelle fois, les immigrés sont la cible principale de ses attaques et la violence du propos a déclenché une vive polémique, amplifiée par l'énorme succès du livre en librairie.

Une nouvelle fois, le *GB* s'empare de l'affaire et publie un article qui fait office de soutien inconditionnel à Sarrazin et à ses thèses :

*« Le fossé entre l'opinion médiatique et l'opinion publique, entre le monde politique et le peuple, pourrait difficilement être plus profond. Mais aucun parti ne répond à l'appel d'une large majorité d'Allemands à ne pas autoriser la poursuite de l'immigration de personnes difficilement intégrables. »*<sup>2340</sup>

On retrouve dans cet article plusieurs composants habituels du populisme : la prétendue rupture entre le peuple et les médias, la rupture entre le peuple et la classe politique, le rejet de

---

<sup>2336</sup> Extrait d'un article (*Bild*) paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 09/11, p. 12.

<sup>2337</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) et article de Karl Doering publiés dans *GB* 09/11, p. 12.

<sup>2338</sup> Extrait d'un article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Citation publié dans *GB* 09/12, p. 12.

<sup>2339</sup> « Deutschland schafft sich ab ».

<sup>2340</sup> Article de Konrad Badenheuer (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 10/10, p. 2.

l'immigration teinté de xénophobie larvée. Le *GB* rejoint le cortège des soutiens à Sarrazin et il défend autant les points de vue de l'écrivain que la liberté d'expression et le droit à ruer dans les brancards avec des déclarations à l'emporte-pièce.

Si les polémiques et la teneur des thèses de Sarrazin rendent son cas intéressant pour l'attitude du *GB* face aux intellectuels, il faut toutefois noter que Sarrazin n'est pas à proprement parler un intellectuel puisque sa carrière professionnelle et politique<sup>2341</sup> le rend plus compétent sur les questions économiques et financières que sur tout autre sujet.

Günter Grass correspond lui tout à fait au profil de l'intellectuel en prise avec son temps puisque sa carrière artistique et ses engagements politiques lui confèrent l'aura nécessaire pour être de ces personnalités dont l'avis est écouté ou suscite toujours l'attention des médias et de l'opinion publique. Connu pour son inclination politique en direction de la gauche, Grass fait partie de ceux qui ont soutenu Willy Brandt et l'ont accompagné dans sa conquête du pouvoir. Il a donc été un défenseur de la politique de la coalition sociale-libérale et de l'*Ostpolitik* en particulier. Pourtant, alors que le *GB* n'a pas eu de mots assez durs pour critiquer Brandt et Genscher, les intellectuels et soutiens hors de la sphère politique du gouvernement ne sont pas la cible de la critique du journal. Ainsi, Günter Grass a beau être l'un des plus fervents soutiens à Brandt, son nom n'apparaît qu'une seule fois dans le journal au cours des années 1970. Un article relate les plans échafaudés par plusieurs intellectuels de gauche pour créer une contre-organisation capable de faire concurrence au BdV et de rassembler les expulsés au sein d'une « association d'expulsés culturelle fidèle à la ligne politique de la gauche »<sup>2342</sup>. En dehors de cette mention, le nom de Grass est étonnamment absent du journal, même au moment de la réalisation de l'unité allemande et alors que Grass se fait entendre dans les médias, marquant sa différence en mettant en cause les conditions de réalisation de l'unité, le journal ne relève pas ses prises de position. C'est finalement en 1995 que son nom figure pour la première fois dans le *GB* dans un éditorial de Herbert Gröger qui reproche à la gauche d'avoir confisqué la thématique de la nation aux Allemands :

« Citons l'interprétation des écrivains, avec Günter Grass en première ligne qui interdit la nation aux Allemands à cause d'Auschwitz (...). »<sup>2343</sup>

Grass est ici assimilé à toute une série d'intellectuels de gauche, tous coupables de ne pas développer le sentiment national chez leurs concitoyens et même de susciter une sorte de sentiment antiallemand où la honte de la nation allemande le dispute à l'attrait frénétique pour l'étranger.

Dans son « Discours sur le lieu de production »<sup>2344</sup>, Grass s'en prend à la politique d'immigration, de droit d'asile de l'Allemagne qu'il accuse de traiter les étrangers avec un bureaucratisme méprisant<sup>2345</sup>. La réaction publiée alors dans le *GB* est cinglante :

---

<sup>2341</sup> Il a travaillé au ministère fédéral des Finances avant de devenir Sénateur de Berlin chargé des finances, puis membre du directoire de la banque centrale d'Allemagne.

<sup>2342</sup> « linientreuen kulturellen Vertriebenenvereins », article (opr.-S.) publié dans *GB* 70/10, p. 4.

<sup>2343</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 95/1, p. 1-2.

<sup>2344</sup> « Rede über den Standort », in: Grass Günter, *Für- und Widerworte*, Steidl, Göttingen, 1996.

« Il a honte, a dit Grass, il a honte de ce pays. (...) Le poète Günter Grass n'est pas isolé pour ce qui est de son étrange polémique, il est au contraire à la tête d'un mouvement qui entretient et propage une sorte de haine de soi masochiste contre l'Allemagne que l'on pourrait appeler « l'auto-discrimination allemande ». »<sup>2346</sup>

Suit une longue explication de ce en quoi consiste cette auto-discrimination qui montre par l'absurde qu'il s'agit d'adorer tout ce qui est étranger et de rejeter tout ce qui est allemand :

« Non, on ne devient pas un bon Allemand en retournant contre soi et contre ses compatriotes ce qui est faux et idiot. C'est une question de justice, de vérité. (...) Et ceux qui ne comprennent pas cela n'ont rien compris de l'histoire. Et ils devraient, merci M. Grass de m'avoir soufflé le mot, et ils devraient avoir honte. »<sup>2347</sup>

Les positions de Grass sont catégoriquement récusées et Maessen montre pourquoi il les juge ridicules. Le ton de son intervention radiophonique est si mordant que c'est finalement Grass lui-même qui est tourné en ridicule. Cela correspond à ce que l'on pouvait attendre du journal concernant une figure majeure des intellectuels de gauche allemands. Le *GB* défend la nation et plaide pour remettre cette valeur au centre du discours politique. Bien qu'il n'ait presque jamais été évoqué dans le journal, il figure parmi les adversaires « naturels » du *GB*, puisque les amis des adversaires du journal sont ses adversaires. Un article faisant l'éloge de Grass semble donc bien improbable dans le *GB*.

Pourtant, un article du BdV vient saluer une œuvre de Grass publiée en 2002. La nouvelle *En crabe*<sup>2348</sup> qui raconte les conditions du naufrage du Wilhelm Gustloff le 30 janvier 1945 participe au mouvement de fond dans la société allemande qui porte un regard nouveau sur la réalité de l'expulsion et s'intéresse au destin de tous ces Allemands victimes de l'après-guerre. C'est une bonne nouvelle pour le BdV qui se bat pour faire connaître ce chapitre de l'histoire allemande. Il se réjouit de cette parution qui :

« (...) a dès à présent provoqué une discussion que les expulsés de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ne peuvent que saluer. »<sup>2349</sup>

Mais le livre de Grass a beau avoir le drame de l'expulsion pour sujet principal, le *GB* ne s'en satisfait pas pleinement. En effet, l'arrière-plan politique continue de poser problème car c'est l'interprétation du sens de l'expulsion qui continue d'opposer le *GB* à Grass, c'est-à-dire les causes qui ont conduit à l'expulsion qui ne sont pas identifiées de la même façon par chacune des parties. Pour le *GB*, il ne fait pas de doute que l'impérialisme soviétique combiné à l'expansionnisme slave a provoqué la catastrophe. Pour Grass en revanche, c'est Hitler et la Seconde Guerre mondiale déclenchée par le IIIe Reich qui sont en cause :

---

<sup>2345</sup> « Tandis qu'un ministre de l'Intérieur parfaitement insensible expulse les réfugiés bosniens avec de nouveaux décrets d'expulsion, il nourrit la xénophobie latente. » « Indem ein Innenminister von kaltschnäuzigem Format mit neuesten Abschiebeerlassen die bosnischen Flüchtlinge aus dem Land treibt, nährt er die latenten Fremden- und Ausländerfeindlichkeit. », cf. GRASS Günter, *Für- und Widerworte*, Steidl, Göttingen, 1996, p. 59.

<sup>2346</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 97/12, p. 2-6.

<sup>2347</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 97/12, p. 2-6.

<sup>2348</sup> GRASS Günter, *En crabe*, Seuil, Paris, 2002.

<sup>2349</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 02/3, p. 6.

« Lui [Grass, L.P.] aussi ne connaît les réfugiés que comme victimes de la guerre menée par Hitler. Dans les interviews qu'il accorde sur son passage du silence à la négation de cette catastrophe, il admet être coupable de ne pas avoir traité ce sujet si fertile pour lui et (nous y voilà) de l'avoir donc laissé à l'extrême droite. Il ne dit rien du fait que les néonazis n'ont pas eu de chance avec cette génération de victimes car elle n'était prête ni hier ni aujourd'hui à les suivre. »<sup>2350</sup>

De plus, la proximité de certains expulsés avec l'extrême droite est une injure pour le GB qui s'est toujours enorgueilli du fait que les expulsés n'aient pas succombé aux sirènes de l'extrême droite. Il y a deux motifs de ne pas accueillir la nouvelle de Grass avec enthousiasme. C'est aussi pour cela que le texte du BdV exprimait une certaine satisfaction tout en restant mesuré.

Un autre article, extrait de l'émission radiophonique « *Alte und neue Heimat* » traite aussi de la parution du livre de Grass. Les reproches sont du même ordre que ceux de Gröger, mais la plume acérée de Maessen n'épargne pas l'écrivain :

« On ne sait pas si l'on doit en pleurer ou en rire, si l'on doit se réjouir de cette reconnaissance tardive de Günter Grass ou s'agacer de toute cette hypocrisie cachée là-dedans. (...) Car c'est cela qui peut nous agacer, oui qui doit nous agacer, c'est cette insupportable hypocrisie. Car les responsables de cette tabouisation constatée et de ce refoulement, ce sont Grass et les gens de son milieu. Ce sont eux qui ont émis des interdictions de parler et de penser, à l'époque, quand ils recevaient leurs slogans de l'Etat si pacifique des ouvriers et des paysans. Grass et ses camarades ont poussé eux-mêmes le sujet de la fuite et de l'expulsion dans l'impasse de l'extrême droite, et ils ont fait de même avec tous ceux qui voulaient en parler sur un ton plaintif. »<sup>2351</sup>

Pour Maessen, il n'y a pas de retour en arrière possible, Grass fait définitivement partie du camp des adversaires et il peut bien écrire ce qu'il veut au sujet de l'expulsion, il restera toujours « un gauchiste et intellectuel de gauche au-dessus de tout soupçon »<sup>2352</sup>, dont l'appartenance idéologique est trop marquée pour qu'il puisse être considéré autrement.

Dans un autre article, l'appartenance de Grass à la communauté des Allemands nés à l'est est d'une certaine manière remise en cause. Il est indéniable qu'il soit né à Dantzig, mais la qualité de son témoignage dans ses œuvres littéraires est mise en cause car il dépeint une situation qui va à l'encontre de ce que les expulsés répètent inlassablement :

« Seuls les spécialistes remarquent à quel point ce que l'on lit et voit dans les médias et à la télévision sur la réalité de Dantzig prête à confusion. Dans le film « *Le tambour* », Günter Grass aussi esquisse une image qui donne une impression de multiculturalisme. »<sup>2353</sup>

---

<sup>2350</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 02/4, p. 1-2.

<sup>2351</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 02/4, p. 2-6.

<sup>2352</sup> « ein so über jeden Zweifel erhabener Linker und Linksintellektueller », article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 02/4, p. 2-6.

<sup>2353</sup> Article de Rudi Pawelka (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 09/12, p. 13.

Ici encore l'autorité morale de Grass est mise en cause. Bien qu'étant le témoin d'une situation historique (la vie à Dantzig au début du XXe siècle), la réalité qu'il décrit dans son roman ne correspond pas à celle que Rudi Pawelka présente dans son article. Le romancier est ici accusé de falsifier la réalité pour lui donner un aspect qui corresponde mieux à sa vision politique.

Après cette mise au point au caractère définitif, les mentions ultérieures du nom de Grass ne seront plus que des allusions à des prises de position provocatrices de l'écrivain engagé. Un bref article évoque ainsi une proposition de Grass visant à mieux intégrer les populations étrangères :

« *Le prix Nobel de littérature Günter Grass a proposé de transformer une église de Lübeck en mosquée.* »<sup>2354</sup>

### **La poste**

Pour le *GB*, la poste joue un rôle essentiel puisque le journal n'est pas en vente dans les kiosques et qu'il n'est disponible que par abonnement. Sa distribution dépend donc entièrement des services postaux. Tout au long de son existence, le *GB* est amené à plusieurs reprises à protester contre les services postaux qui ne remplissent pas correctement leur tâche. Le journal s'attache à maintenir un lien étroit avec ses lecteurs et ceux-ci ne se privent pas de faire savoir leur mécontentement lorsque leur journal arrive avec plusieurs jours de retard. De même, les appels sont fréquents dans le journal pour rappeler aux lecteurs qu'ils doivent signaler leur changement d'adresse à la rédaction sous peine de voir leur exemplaire renvoyé à l'expéditeur car la poste n'assure pas le suivi du courrier lorsqu'il s'agit de la presse. Toutes ces remarques montrent à quel point les relations entre le *GB* et la poste peuvent être tendues parfois, mais ces difficultés sont finalement bien banales pour un organe de presse. L'activité commerciale de la poste peut parfois prendre un tour politique lorsque les timbres qu'elle émet présentent un motif qui peut prendre un sens politique. C'est ce que l'on verra dans le chapitre consacré aux symboles.

Là où la poste joue un rôle différent de celui d'autres journaux, c'est lorsque le *GB* établit un lien entre la politique commerciale de la poste et le contenu rédactionnel des journaux. En effet, la poste est restée une entreprise publique jusqu'en 1995. En tant qu'actionnaire principal, l'Etat portait donc jusqu'à cette date une responsabilité dans les choix commerciaux qui étaient faits et le gouvernement fédéral pouvait dans une certaine mesure être considéré comme responsable du fonctionnement de l'entreprise publique.

Or, comme le *GB* est porteur d'un message politique fort et qu'il se considère volontiers comme un empêcheur de tourner en rond, tout ce qui relève de la compétence des hommes politiques et qui est susceptible de gêner son action est interprété comme un geste de défiance de la part du monde politique qui chercherait à se débarrasser de gêneurs. Ainsi, les augmentations des frais postaux sont comprises comme une attaque directe contre les expulsés. Une déclaration de l'Union fédérale des éditeurs expulsés publiée à la une du *GB* est consacrée à l'importance de la presse des expulsés pour les Allemands originaires de l'est qui

---

<sup>2354</sup> Article(*Junge Freiheit*) publié dans *GB* 04/6, p. 15.

n'ont pas d'autre moyen de s'informer de ce qui les touche directement. Le devoir de la presse des expulsés est souligné sur un ton plein de pathos et ce rôle prépondérant mis en lien avec des augmentations tarifaires susceptibles de mettre en danger l'équilibre financier de nombreux journaux d'expulsés :

*« La répercussion de cette hausse des prix sur les abonnés est sans doute déjà assez difficile pour le reste de la presse, mais pour la presse des expulsés, elle touche principalement les précaires et les retraités. (...) C'est avec une inquiétude encore plus grande que les éditeurs de la presse des expulsés voient se dessiner là derrière la tendance à faire disparaître de l'attention publique la cause des expulsés, le droit à la Heimat dont on parle tant, la question de la Heimat perdue, et ce, en faisant taire la voix des expulsés (...) Trop de gens font l'erreur de croire qu'en faisant taire la presse des expulsés, on s'éviterait les reproches hypocrites d'Ulbricht et de ses amis selon lesquels il y aurait en Allemagne des revanchistes. »<sup>2355</sup>*

Pour les éditeurs de la presse des expulsés, les conséquences de la hausse des tarifs postaux sont prévisibles : les autres journaux à grand tirage ne sont pas visés par cette augmentation car ils pourront la supporter plus aisément ou la répercuter sans dommage sur leurs lecteurs tandis que les journaux d'expulsés dont l'équilibre financier est plus fragile peineront à surmonter cette augmentation. On retrouve le même argumentaire développé dans le journal une dizaine d'années plus tard, suite à une nouvelle augmentation des tarifs. Cette fois, il ne fait plus de doute pour le GB que cette augmentation ne vise rien moins que la fin de la presse des expulsés :

*« A travers l'augmentation des frais de port pour la presse à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975 allant bien au-delà de l'inflation, le ministre chargé des Postes menace la liberté de la presse. Il a lui-même reconnu qu'à travers cette augmentation quelques milliers de petits journaux et magazines vont devoir suspendre la livraison par les services postaux réservés à la presse. Comme dans le même temps, le gouvernement laisse augmenter les frais de personnel à l'infini à cause de l'inflation qu'il a provoquée et qu'il augmente les frais de port à 30 pfennig, il ne reste plus d'autre solution pour de nombreux journaux que la suspension de la parution. Comme les journaux des expulsés sont surreprésentés parmi les petits journaux, cette augmentation des frais de port pour la presse est dirigée en particulier contre les journaux d'expulsés. »<sup>2356</sup>*

Il est tout à fait exact que nombre de petits journaux appartiennent à la presse des expulsés et ces journaux sont par leur taille limitée plus sensible que d'autres à l'augmentation des coûts puisqu'ils ne peuvent que difficilement compenser cette hausse par un plus grand nombre d'abonnements ou par des rentrées d'argent supplémentaires liées à la publicité puisqu'ils ne sont que peu attractifs sur le marché publicitaire. Toutefois, il est exagéré d'en tirer pour conclusion que l'augmentation des tarifs postaux a pour but de faire disparaître les journaux des expulsés. D'abord parce que les journaux des expulsés ne seront pas les seuls à subir cette augmentation et qu'elle touchera aussi d'autres journaux, ensuite parce qu'on imagine mal le

---

<sup>2355</sup> Déclaration de l'Union fédérale des éditeurs expulsés publiée dans GB 66/11, p. 1-2.

<sup>2356</sup> Article (oprM) publié dans GB 74/7, p. 2.

gouvernement mettre en place des tarifs de distribution de la presse à des tarifs prohibitifs pour provoquer la ruine de journaux dérangeants pour sa politique.

A l'occasion de la disparition de l'autre journal d'expulsés consacré au comté de Glatz, *Grafenschaft Glatzer Heimatblätter*, le *GB* publie un article dans lequel il met en cause la hausse des coûts de production et de distribution pour expliquer la fin de ce journal et prévenir de l'augmentation du tarif du *GB* qui ne saurait tarder :

« Après que le renchérissement dû à la hausse des coûts pour le papier (plus 80%), des coûts pour la production et de l'augmentation des prix pour l'expédition par la poste ne pourra plus être amortie, des hausses du prix de l'abonnement seront inévitables dans un proche avenir. »<sup>2357</sup>

Lorsque quelques mois plus tard seulement, de fortes hausses des prix de la distribution des journaux est envisagée par la poste, le *GB* s'insurge contre cette décision presque unilatérale et devant le manque de résistance et de combativité des autres éditeurs. L'article mentionne bien que les difficultés financières seront bien plus grandes pour les petits journaux que pour ceux des grandes maisons d'édition et il dénonce le manque de solidarité au sein de la corporation. Quant au ministre fédéral des Postes et Télécommunications, Kurt Gscheidle, il est considéré comme le responsable numéro un de cette situation, tous ses arguments étant balayés d'un revers de la main :

« Le groupe de travail des gérants et éditeurs de magazines silésiens en RFA et à Berlin-Ouest a fait remarquer par la voix de son président, l'ancien député au Bundestag Edelhard Rock, que la pression tarifaire de la poste sur la presse de Silésie mettait celle-ci en danger car la capacité de sacrifice des lecteurs intéressés par le maintien de l'histoire, de la culture et du lien à la Heimat pour les gens expulsés de l'Allemagne de l'est ne peut pas dépasser les limites de leur capacité financière. (...) Il ne reste plus aux citoyens allemands qu'à espérer que Monsieur Gscheidle ne reste plus trop longtemps le dictateur de l'entreprise monopolistique de la poste. »<sup>2358</sup>

Rappelant la précédente augmentation des tarifs postaux, le *GB* évoque les prochaines qui sont d'ores et déjà annoncées :

« A cause de cela [l'augmentation des tarifs de distribution des journaux, L.P.], de nombreux petits éditeurs spécialisés ainsi que les magazines des expulsés qui les unissent sont mis dans une situation économique difficile. Est-ce intentionnel... ? »<sup>2359</sup>

La Poste est donc l'objet de nombreuses rancœurs qui dépassent le cadre habituel des protestations d'usagers mécontents. C'est uniquement parce que le *GB* considère la poste comme un instrument au service du pouvoir qu'il attaque cette institution et s'interroge sur son mode de fonctionnement et les raisons réelles qui motivent les hausses de prix.

---

<sup>2357</sup> Article publié dans *GB* 75/1, p. 4.

<sup>2358</sup> Article publié dans *GB* 77/11, p. 2.

<sup>2359</sup> Article publié dans *GB* 80/3, p. 3.

### ***La Commission germano-polonaise sur les manuels scolaires***

Dès son lancement, le *GB* a placé son travail dans la perspective de transmettre aux jeunes générations l'héritage culturel de la *Heimat* et de les intégrer au *Heimatarbeit* pour que celui-ci ne reste pas uniquement entre les mains des plus âgés, mais qu'il soit au contraire partagé par tous afin de garantir l'attachement des expulsés et de leurs descendants à la *Heimat*. Sans même savoir que l'expulsion avait un caractère définitif, le *GB* a voulu en 1950 que les plus jeunes soient porteurs de l'amour pour la *Heimat* de leurs parents. La dimension politique n'a pas échappé aux rédacteurs qui savaient qu'il était important que tous les jeunes Allemands gardent en mémoire l'existence de territoires allemands au-delà de la ligne Oder-Neisse pour rendre un jour possible leur retour dans le territoire national. La notion de transmission qui est au cœur du projet du *GB* prend donc une dimension toute particulière dès lors que l'histoire et le passé des territoires de l'est allemands représentent un objet d'études ou d'enseignement. Le *GB* considère qu'il est extrêmement important que tous les jeunes Allemands soient informés de la situation actuelle des territoires de l'est et que cet apprentissage se fasse en parallèle à une étude du passé de la présence allemande en Europe centrale et en Europe de l'est. Le chapitre consacré aux territoires de l'est devrait donc représenter une part importante du programme d'histoire pour tous les élèves allemands. Considérant que les médias dominants et la classe politique ne sont pas à la hauteur de la tâche qui leur incombe, le *GB* pense qu'il est d'autant plus important que l'école remplisse son rôle et transmette les savoirs nécessaires pour maintenir vivant le sentiment d'unité nationale de toutes les parties du Reich.

Si l'information et les connaissances des élèves allemands doivent donc être stimulées, les manuels scolaires, en tant que supports de cet apprentissage, représentent un enjeu majeur selon le *GB*. En effet, les manuels offrent une certaine garantie que le contenu des cours correspond bien aux lignes fixées par les programmes d'enseignement. Avec des manuels respectant les *desiderata* des expulsés, les chances sont plus grandes que les jeunes Allemands grandissent avec en tête une interprétation de l'histoire favorable aux demandes des expulsés et rejettent ce que le *GB* dénonce comme relevant du renoncement. Si les jeunes Allemands voient dans leurs livres de classe des cartes de l'Allemagne marquant les territoires placés sous administration étrangère d'une couleur spécifique, ils garderont en mémoire que l'Allemagne ne s'arrête peut-être pas tout à fait le long de la ligne Oder-Neisse, tandis que si ces territoires sont purement et simplement assimilés à des territoires étrangers, le sentiment d'appartenance de ces territoires à la nation allemande va disparaître bien plus vite dans la population.

En 1970 paraît l'information selon laquelle des éditeurs de manuels scolaires ont demandé officiellement au ministère de l'Intérieur l'autorisation d'utiliser l'abréviation « RDA » pour désigner le territoire de la République démocratique allemande et renoncer à la circonvolution « ce que l'on appelle la RDA »<sup>2360</sup>. Il convient pour le *GB* de ne pas céder à cette demande qui représente un changement certes symbolique mais d'une portée trop significative d'un changement de politique que le journal se refuse à envisager.

---

<sup>2360</sup> Article publié dans *GB* 70/8, p. 2.

Après la signature du Traité de Varsovie, la RFA et la Pologne décident de mettre en place une commission mixte chargée de rédiger des recommandations pour constituer les manuels d'histoire des deux pays afin que les scientifiques rapprochent leurs points de vue et élaborent des manuels scolaires où les approches historiques ne sont pas marquées d'une trop forte empreinte nationale afin de permettre la réconciliation entre les deux peuples<sup>2361</sup>. Pour les expulsés, une telle commission est tout simplement inimaginable tant les conflits entre les deux pays sont nombreux. Avant d'envisager de regarder ensemble et sereinement le passé commun, il conviendrait plutôt de régler les différends qui subsistent (la question des territoires restant totalement ouverte selon les expulsés). La première mention de cette commission se borne à évoquer le calendrier des rencontres des spécialistes des deux pays<sup>2362</sup>. La question de savoir si l'Allemagne doit continuer d'être montrée dans les manuels dans ses frontières de 1937 est posée et il s'avère déjà que cette question tiendra une place centrale dans les travaux de la commission.

Sans annoncer plus précisément quels sont les résultats provisoires des travaux de la commission, le *GB* fait part de leur influence dans les prochains manuels qui paraîtront. Il insiste sur le caractère discutable de leur contenu et invite indirectement les parents à refuser leur utilisation :

*« Le tribunal administratif fédéral a récemment indiqué clairement que la décision d'autoriser des manuels repose forcément entre les mains de la direction des écoles et la Bundesverfassungsgericht est arrivée à la conclusion que les droits des parents qui sont ancrés dans la Loi fondamentale s'étendent également à la codécision des contenus d'enseignement. C'est donc le problème des parents que de faire un usage durable de ce droit du point de vue de la protection d'une image de l'histoire objective en cours d'histoire. »*<sup>2363</sup>

En soulignant les décisions de justice et en rappelant les droits des parents d'élèves, le *GB* invite clairement les parents à faire valoir ces droits pour empêcher que ne soient transmis à leurs enfants des contenus d'enseignement avec lesquels ils sont en désaccord. On peut s'interroger sur le sens de « l'image historique objective » qu'une commission germano-polonaise serait incapable de trouver, contrairement à des personnes concernées au premier chef. Faire des acteurs de l'histoire les garants de l'objectivité est une idée bien surprenante qui cadre plus avec la volonté de faire des expulsés les défenseurs d'une lecture particulière de l'histoire. C'est donc une nouvelle fois par l'intermédiaire de la justice et du droit que les expulsés veulent faire entendre leur point de vue, étant donné que les scientifiques transmettent un message qui ne les satisfait pas. La commission germano-polonaise a une prétention scientifique et se veut donc libre de toute idéologie, mais sa volonté de transcender l'antagonisme germano-polonais suffit à lui donner une orientation particulière. Elle est surtout chargée de fixer le cadre d'une histoire consensuelle, objectif ambitieux auquel ne

---

<sup>2361</sup> Cf. présentation du projet sur le site du *Georg-Eckert-Institut* sur [www.gei.de/index.php?id=57&L=0](http://www.gei.de/index.php?id=57&L=0) et sur <http://deutsch-polnische.schulbuchkommission.de/fr/home.html> ; pages consultées le 16 septembre 2012.

<sup>2362</sup> Article (opr S) publié dans *GB* 72/1, p. 2.

<sup>2363</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 73/6, p. 1. On retrouve les mêmes arguments et des appels identiques dans une déclaration de Herbert Hupka publiée dans *GB* 76/1, p. 3.

souscriront pas les expulsés qui sont les adversaires de tout consensus entre Allemands et Polonais.

Le ton d'Herbert Hupka à l'égard de la Commission se fait plus tranchant une fois que les résultats sont rendus publics. Dans une déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est allemand et des représentations des Länder, il exige tout simplement la fin des travaux de cette commission :

*« Nous demandons au nouveau gouvernement de ne pas cautionner plus longtemps des recommandations germano-polonaises pour les manuels scolaires qui diffusent des falsifications de l'histoire contraires à la vérité et de ne pas dissimuler plus longtemps à l'opinion publique les documentations d'où il ressort que dans ses seuls territoires Oder-Neisse 400 000 Allemands ont péri d'une mort brutale durant l'expulsion. »*<sup>2364</sup>

Le travail de la Commission est complètement décrédibilisé puisqu'il n'est plus question que de falsification de l'histoire. A partir du moment où les historiens sont accusés de falsifier l'histoire, on voit mal comment le travail de la commission pourrait avoir encore la moindre valeur. C'est pour les membres de la commission une véritable insulte qui est proférée ici. Mais il ne faut pas s'étonner de ce ton enflammé puisqu'il reflète bien l'atmosphère parmi les représentants des expulsés qui se sentent eux-mêmes insultés par des représentations des causes et du déroulement de l'expulsion ne correspondant pas à leurs attentes ou expériences.

Dans un long éditorial, Herbert Czaja propose une véritable exégèse des recommandations de la commission placée sous l'égide de l'UNESCO. Rien dans tout ce que décrit la commission ne trouve grâce à ses yeux et tous les points de l'histoire décrits par la commission sont autant d'erreurs, jugées volontaires ou non. Le texte est un véritable catalogue d'erreurs, et les champs lexicaux montrent que le mensonge, la manipulation et l'échec prédominent dans le discours :

*« cette manipulation communiste (...) pression constante (...) s'immisce (...) mis de côté et dissimulé ou laissé en suspens (...) complètement unilatérale et souvent dans le sens d'une historiographie marxiste (...) difficultés nullement surmontées (...) quasiment pas évoquées (...) pas clair à trouver (...) est trop peu précisé (...) il manque aussi (...) rien n'est fait non plus (...) pourtant il manque (...) pas dit clairement (...) passé sous silence (...) passé sous silence (...) certes prudemment mais éclairé nettement du point de vue marxiste (...) manque (...) passé sous silence (...) monté en épingle (...) à peine mentionné (...) présentation unilatérale (...) complètement passé sous silence (...) pratiquement pas mentionné (...) l'image subit une déformation marxiste (...) il manque (...) pas plus cité (...) dissimulé (...) il manque presque partout la mention (...) le pire étant la présentation de (...) est escamoté (...) ne doit pas être mentionné (...) se taisent (...) histoire tronquée (...) manipulation (...). »*<sup>2365</sup>

Le ton est très ferme et les rares points positifs relevés dans les recommandations de la commission sont invariablement pondérés par des critiques négatives, comme si rien n'était digne de valeur dans tout le travail de la commission. Le texte se termine par un appel lancé

---

<sup>2364</sup> Déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est allemand et des représentations des Länder publiée dans *GB 76/12*, p. 2.

<sup>2365</sup> Article de Herbert Czaja publié dans *GB 77/11*, p. 1-2.

aux parents d'élèves afin que ceux-ci résistent à un enseignement de l'histoire ne correspondant pas du tout à ce que les expulsés attendent.

Le *GB* n'en finit pas de protester durant des mois contre les recommandations de la Commission et après une énième déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est et des représentations des Länder<sup>2366</sup>, un article inattendu est publié à la suite. Sous le titre « L'expulsion reste l'expulsion : ce fut le pire ! »<sup>2367</sup> est publié un article dont l'incipit est très classique avant de s'avérer être un texte plus inattendu :

*« Nous sommes favorables à un manuel scolaire sans fard et c'est pourquoi nous ripostons aujourd'hui à la falsification de l'histoire avec des articles documentés. Nous continuerons la série jusqu'à ce que la jeunesse allemande et polonaise dispose d'un manuel scolaire qui présente les événements historiques conformément à la réalité, car il n'y a que comme cela qu'une véritable réconciliation entre les peuples est possible. »*<sup>2368</sup>

Suit un témoignage d'un médecin qui raconte comment il a tenté de venir en aide à des femmes durant un voyage en train long de plusieurs jours au cœur de l'hiver. Le récit est d'une atrocité sans égale où la souffrance et la mort transparaissent à chaque phrase. L'annonce que la publication de tels témoignages durera jusqu'à ce que de nouvelles recommandations soient données pour les manuels surprend. Ce qui sonne comme une menace paraît en complet décalage avec le contenu du texte qui suit alors. La publication des témoignages serait donc une riposte contre une institution de l'UNESCO, mais changerait-elle quoi que ce soit à la formation des élèves ? On peut en douter. C'est peut-être l'une des raisons qui explique que cette nouvelle rubrique ou ce type de parution ne soit pas renouvelé dans les numéros suivants.

Un texte de Herbert Hupka relève avec justesse un élément important qui explique en partie pourquoi la commission sur les manuels ne peut pas obtenir des résultats de travail satisfaisant tout le monde :

*« Avec le mot nouvellement découvert de déplacement de population, les participants allemands se sont rapprochés de leurs homologues polonais sur la voie du compromis. Mais la vérité historique ne tolère pas de compromis, car la vérité doit rester la vérité. C'est pourquoi dans la préface aux recommandations franco-allemandes pour les manuels scolaires, le professeur Hermann Heimpel dit avec justesse : « La vérité ne fait pas de parallèles, et elle ne se trouve en aucun cas au milieu. » »*<sup>2369</sup>

Hupka rend compte dans son éditorial du débat consacré au travail de la commission germano-polonaise qui a animé le *Bundestag*. On y retrouve les arguments classiques de chacun des deux bords politiques, partagés entre obsession de la culpabilité polonaise et rejet catégorique de cette culpabilité.

---

<sup>2366</sup> Déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est allemand et des représentations des Länder publiée dans *GB* 78/4, p. 1.

<sup>2367</sup> « Vertreibung bleibt Vertreibung: Das war das Schrecklichste! », article publié dans *GB* 78/4, p. 2.

<sup>2368</sup> Article publié dans *GB* 78/4, p. 2.

<sup>2369</sup> Editorial de Herbert Hupka publié dans *GB* 80/6, p. 1.

Hupka refuse ici le compromis, mais sceller un compromis ne signifie pas seulement abandonner un point de vue pour laisser triompher un point de vue contraire mais bien trouver une solution qui satisfasse les deux parties. Dans un discours de 1980, l'historien allemand Martin Broszat qui faisait partie de cette commission a reconnu que la partie allemande avait mis plusieurs jours à accepter le mot de « Bevölkerungstransfer » (= « transfert de population ») tandis que les Polonais ont eu besoin également de temps pour valider le mot de « Zwangsausweisung » (= « départ forcé »)<sup>2370</sup>.

Le rejet de la commission et de ses résultats ne s'exprime pas seulement dans la négation de ce qu'elle propose mais aussi dans le rappel de ce qu'elle oublie. Si les crimes allemands en tant que pays agresseur lors de la Seconde Guerre mondiale sont tant mentionnés, il n'y a pas de raison que les crimes de l'autre pays agresseur lié à l'Allemagne par un pacte, c'est-à-dire l'URSS, ne soient pas mentionnés eux aussi<sup>2371</sup>. Il n'y a donc pas que la Pologne qui est jugée favorablement par la commission, ce sont en fait tous les pays du bloc de l'est qui sont épargnés par les critiques. Le *GB* dénonce une sorte de collusion des pays communistes contre l'Allemagne qui servirait de bouc émissaire. Après la chute du communisme, les relations russo-polonaises s'améliorent plus rapidement qu'entre Allemagne et Pologne, c'est du moins ce que laisse penser un article qui regrette que les livres polonais d'histoire aient été plus prompts à relire le passé russo-polonais sur la base de la vérité historique que l'histoire germano-polonaise qui resterait marquée par les mensonges<sup>2372</sup>.

La difficulté de faire travailler ensemble des scientifiques allemands et polonais afin qu'ils produisent un résultat acceptable tant en Allemagne qu'en Pologne est visible dans le *GB* qui réitère régulièrement son opposition. Un article attire l'attention en rendant compte des réactions que suscitent les travaux de la commission en Pologne :

*« En tant que président de la délégation polonaise Markiewicz a été de plus en plus critiqué par l'hebdomadaire Rzeczywistość dominé par les cadres du parti parce que les scientifiques polonais suivraient de trop près les thèses des historiens allemands. Il lui a aussi été reproché le fait que les recommandations décidées en commun ne soient pas mises en pratique dans la plupart des Länder de RFA. »*<sup>2373</sup>

Cet article montre, involontairement peut-être, combien il est difficile pour la commission de produire des résultats qui satisfassent tout le monde. Il s'avère ici que côté polonais aussi, les résultats sont loin de faire l'unanimité. C'est de toute façon le principe d'une décision prise sur la base de compromis : elle ne peut satisfaire personne qui ne soit prêt à réviser ses positions. Une remarque frappe dans cet extrait : si les résultats de la commission ne sont pas satisfaisants pour la partie polonaise qui se plierait trop facilement aux injonctions des Allemands, on peut se demander alors pourquoi le parti polonais regrette que les recommandations de la commission ne soient pas mises en pratique dans toute la RFA. Il y a

---

<sup>2370</sup> GRAML Hermann, HENKE Klaus-Dietmar, *Nach Hitler. Der schwierige Umgang mit unserer Geschichte. Beiträge von Martin Broszat*, Oldenbourg, Munich, 1986.

<sup>2371</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 80/10, p. 1-2.

<sup>2372</sup> Article publié dans *GB* 92/2, p. 5.

<sup>2373</sup> Article (opr S) publié dans *GB* 83/7, p. 3

là une contradiction évidente qui reflète en partie l'instrumentalisation de cette commission par les autorités communistes polonaises qui n'acceptent les résultats qu'aussi longtemps qu'ils lui sont favorables et entendent bien les utiliser pour servir leur cause.

On notera que les membres allemands de la commission germano-polonaise sont considérés dans le *GB* comme *a priori* favorables à la Pologne, ou à tout le moins certainement pas défavorables. C'est ce qui ressort d'un article publié en 2009 où un historien allemand est cité pour son analyse du Dimanche sanglant de Bydgoszcz. L'historien est présenté comme « le professeur Gotthold Rhode, au-dessus de tout soupçon ne serait-ce qu'à cause de sa participation à la commission germano-polonaise sur les manuels scolaires en 1972/1973 »<sup>2374</sup>.

Mais cette mention ne doit pas tromper, elle ne sert qu'à rassurer ceux qui redoutent de voir les adversaires de la Pologne à chaque endroit, car lorsque c'est le travail de la commission qui est évoqué, ces recommandations sont mentionnées en des termes peu flatteurs :

« *les funestes recommandations germano-polonaises pour les manuels scolaires* »<sup>2375</sup> ; « *les recommandations germano-polonaises pour les manuels scolaires de sinistre mémoire* »<sup>2376</sup>.

## II – Celles qui sont appréciées

### **Les Landsmannschaften**

Les *Landsmannschaften* représentent tous les expulsés en fonction de la situation géographique de leur *Heimat*. A chaque territoire correspond une *Landsmannschaft*. Pour les lecteurs du *GB*, Silésiens originaires du Comté de Glatz, la *Landsmannschaft* qui les représente est la *Landsmannschaft Schlesien Nieder- und Oberschlesien*. Mais en raison des points communs entre tous les expulsés, des déclarations de presse d'autres *Landsmannschaften* sont parfois publiées aussi si elles concernent l'ensemble des expulsés.

Les *Landsmannschaften* ont joué un rôle important dans la vie des expulsés dès leurs origines. Comme les journaux des expulsés, leurs fonctions étaient diverses : renouer les liens existant dans la *Heimat*, informer les expulsés sur leurs droits (aides sociales, péréquations de charges, accès au logement ou à l'emploi), maintenir les traditions et porter les revendications politiques font partie des principales tâches de ces organisations. L'organisation des rassemblements nationaux constitue la partie la plus visible de la vie des *Landsmannschaften*. C'est aussi celle qui apparaît le plus dans le *GB* à côté des déclarations officielles. Car en réaction aux événements politiques ou à l'actualité internationale, les *Landsmannschaften* sont amenées à faire entendre leur voix comme porte-parole des expulsés. Les déclarations de presse, résolutions et autres prises de position des *Landsmannschaften* sont publiées régulièrement pour tenir les lecteurs informés de l'actualité politique des expulsés. Quant aux rassemblements nationaux ou locaux, ils ont une fonction très importante dans la vie des

---

<sup>2374</sup> « Der schon wegen seiner Tätigkeit in der deutsch-polnischen Schulbuchkommission 1972/73 unverdächtige Prof. Gotthold Rhode », article de Sigismund Freiherr von Sedlitz publié dans *GB* 09/9, p. 1-11.

<sup>2375</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 85/1, p. 5-6.

<sup>2376</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 85/8, p. 1-2.

expulsés. Leur fonction a changé au cours de l'histoire. Durant les premières années, les rassemblements donnent aux expulsés l'occasion de se retrouver. Les aléas de la guerre puis de l'expulsion ont provoqué l'éloignement de familles et d'amis qui mettent des mois parfois des années avant de se retrouver. La composante politique est toutefois centrale comme le montre le premier compte rendu de rassemblement publié dans le *GB*. Une semaine entière a été consacrée à la Silésie à Munich et la revendication du droit au retour a été formulée par tous les représentants des expulsés. Alois Bartsch insiste sur l'importance de faire entendre les revendications des expulsés et de continuer à se battre pour obtenir gain de cause<sup>2377</sup>. Mais la volonté de se retrouver n'est pas prise à la légère par Bartsch qui y voit au contraire la preuve que les liens existant dans la *Heimat* ne sont pas rompus et que leur persistance justifie de favoriser le retour<sup>2378</sup>. Le nombre de personnes présentes est une preuve de l'importance de l'événement pour les expulsés : plus de 320 000 Silésiens se rendent à Hanovre en 1952<sup>2379</sup>. Les revendications politiques qui s'expriment obtiennent d'autant plus de poids qu'elles sont soutenues par tant de personnes venues de tout le pays. La hausse de la fréquentation des rassemblements (400 000 personnes à Cologne en 1953) provoque une envolée lyrique du journal :

*« Ceux qui ont vécu cette invasion à Cologne ont eu l'impression que le peuple de Silésie s'est réveillé et qu'il veut le faire savoir au monde, et qu'il veut aussi montrer qu'il n'est pas d'accord avec le fait que notre Heimat nous ait été prise et qu'elle soit mise en esclavage. L'engagement des masses monte comme un cri de colère, une exigence : la Silésie reste allemande ! Rendez nous notre Heimat ! »*<sup>2380</sup>

Georg Goebel compte sur la mobilisation des foules pour faire avancer les revendications. Additionnant les participants aux différents rassemblements (Silésiens, Poméraniens, Allemands des Sudètes, de Prusse-Orientale, de Prusse occidentale), il arrive à un total de plus de 2 millions d'Allemands originaires de l'est participant aux rassemblements nationaux dont il souligne une nouvelle fois l'importance :

*« On a récemment décrit les rassemblements comme étant des succédanés de la Heimat perdue, des ersatz. Il est possible que certains revivent la Heimat lors de ces rencontres pendant l'espace de quelques jours ou de quelques heures, qu'ils rencontrent des amis et échangent des souvenirs. Mais les rassemblements sont véritablement plus que cela. Ils sont l'expression de notre engagement intérieur, la preuve de notre sentiment d'appartenance et de la conscience de notre origine, ils sont surtout les témoignages impressionnants de notre ténacité contre toute injustice. »*<sup>2381</sup>

Dans les années 1950, la fréquentation des rassemblements est encore extrêmement forte. De plus, les moyens de transport ne sont pas aussi développés qu'au XXI<sup>e</sup> siècle et la possibilité n'est pas donnée à tous de se rendre en un même point. Plusieurs rassemblements peuvent donc avoir lieu pour les Silésiens. En 1954 ont lieu un rassemblement à Francfort-sur-le-Main

---

<sup>2377</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 51/10, p. 1-2.

<sup>2378</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 51/11, p. 1-2.

<sup>2379</sup> Article publié dans *GB* 52/7, p. 1-2.

<sup>2380</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 53/9, p. 2.

<sup>2381</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 54/7 p. 1-2.

et un autre à Hanovre, ce qui permet aux participants d'en comparer l'organisation, le déroulement et le contenu, et donc d'envisager plusieurs évolutions possibles pour l'avenir<sup>2382</sup>.

Mais les rassemblements ne sont pas que des lieux où la masse des participants soutient les revendications des représentants. Ce sont aussi des lieux d'échange et de discussion. Dans les années 1950, le droit au retour est proclamé haut et fort, mais les conditions du retour ne font pas l'unanimité. Si certains ne veulent de retour que dans les territoires d'origine que les Polonais auraient quittés, d'autres refusent l'hypothèse de ce qu'ils appellent une nouvelle expulsion. L'ancien président du Reichstag, Paul Löbe, ainsi que le chancelier Adenauer évoquent ainsi la possibilité pour les Allemands de retourner vivre dans leur *Heimat* avec les Polonais qui y vivent désormais, le territoire devenant un condominium placé sous administration de l'ONU<sup>2383</sup>. Même s'il rejette catégoriquement cette idée, Georg Goebel se félicite qu'elle ait eu le mérite de relancer le débat sur l'avenir des territoires de l'est.

Dix ans après l'expulsion, la *Landsmannschaft Schlesien* veut donner plus de poids aux organisations locales et les *Grafschafter* décident d'organiser leur propre rassemblement. La ville de Lüdenscheid est naturellement choisie puisqu'elle est la marraine de la ville de Glatz : « *Il s'agit avec le rassemblement des Grafschafter de bien plus que d'un simple rassemblement. Il s'agit d'un témoignage puissant de notre solidarité, d'un engagement impressionnant de notre fidélité (dix ans après l'expulsion), d'une consolidation de notre communauté d'une rencontre fructueuse avec nos parrains et enfin d'un renforcement des liens de la Heimat avec les associations locales situées à l'ouest.* »<sup>2384</sup>

Les préparatifs de l'événement vont mobiliser un grand nombre de *Grafschafter* et le *GB* se met logiquement au service de la cause en publiant toutes les informations nécessaires pour les participants<sup>2385</sup>. Le journal devient le relais indispensable pour une telle entreprise. Les rassemblements des Silésiens sont l'affaire de la *Landsmannschaft Schlesien*, mais lorsque qu'il s'agit du seul territoire du Comté de Glatz, le *GB* devient incontournable. La dimension culturelle n'est pas oubliée et le journal lance un appel aux artistes, danseurs, musiciens et chanteurs de la *Heimat* à venir participer au rassemblement<sup>2386</sup>. La tenue de ce rassemblement doit permettre de se faire une idée de ce que les rédacteurs du journal attendent véritablement d'un rassemblement d'expulsés. Ils sont les organisateurs principaux de l'événement, contrairement aux rassemblements des Silésiens où ils ne sont qu'au service de la *Landsmannschaft Schlesien*.

Les comptes rendus qui sont publiés dans le *GB* à la suite du rassemblement ne sont pas produits par la rédaction, il s'agit en fait d'articles de journaux locaux. Pour parler du déroulement de ces journées festives, le *GB* donne ainsi la parole à ses « amis Allemands de

---

<sup>2382</sup> Editorial signé Spektator publié dans *GB* 54/8, p. 1-2.

<sup>2383</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 53/11, p. 1-2.

<sup>2384</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 56/3, p. 1-2.

<sup>2385</sup> Article publié dans *GB* 56/6, p. 2.

<sup>2386</sup> Article publié dans *GB* 56/5, p. 3.

l'ouest »<sup>2387</sup>. Tous les articles font l'éloge de la manifestation organisée par les expulsés et soulignent les trois caractéristiques principales du rassemblement : dimension culturelle, podium pour les revendications politiques et témoignage de l'attachement des expulsés à leur *Heimat* et de la solidarité des Allemands de l'ouest<sup>2388</sup>. On peut penser que le rassemblement ne s'est pas tout à fait déroulé comme Goebel l'espérait. Même s'il ne fait pas de commentaire en lien direct avec l'événement, son éditorial de novembre consacré à ce que devraient être les rassemblements d'expulsés donne à penser que celui de Lüdenscheid l'a en partie déçu. S'appuyant sur des lettres qu'il a reçues d'expulsés exprimant leur mécontentement sur le déroulement de rassemblements en général, il fixe trois lignes directrices pour garantir le succès d'un tel événement : 1) rendre la *Heimat* vivante en montrant son identité et son importance pour toute l'Allemagne, 2) rappeler les revendications politiques, 3) rassembler les expulsés et consolider les liens entre les individus. Goebel regrette les coûts d'organisation obligeant les organisateurs à tirer leur niveau d'exigence vers le bas et à renoncer à proposer un programme attractif à leurs participants. Les gens semblent ne venir que pour écouter de la musique, boire, chanter et danser. Goebel déplore cette situation, mais constate que la situation est la même pour tous les organisateurs :

« Nous avons appris que lors du dernier dimanche de septembre, un train spécial de Silésiens venus de la région de Cologne s'était rendu le long de la Moselle pour aller emmener plus de 1000 participants à une fête des vendanges et du vin, et qu'il n'y avait le jour suivant que trente participants à une manifestation culturelle des Silésiens : « La Silésie, un pays intéressant à bien des égards ». »<sup>2389</sup>

Goebel semble se désoler d'une évolution qui témoigne d'un engagement politique et culturel modeste. Alors que les gens ne souhaitent que se retrouver et s'amuser ensemble, les efforts pour mettre la question des territoires à l'ordre du jour de l'agenda politique du gouvernement fédéral seront plus difficiles. Il est d'autant plus important de conserver la dimension politique des rassemblements qu'ils sont la partie visible des expulsés. La presse communiste de Pologne cherche à minimiser l'impact de ces rassemblements et l'invitation au rassemblement de Cologne de 1959 insiste sur la nécessité de continuer à défendre les revendications politiques à la tribune médiatique qu'offrent les rassemblements<sup>2390</sup>. Afin d'éviter que les revendications politiques ne soient occultées par les festivités, la *Landsmannschaft Schlesien* qui a décidé en 1953 de ne plus organiser de grand rassemblement national que tous les deux ans, se propose de montrer l'engagement politique des Silésiens lors d'une journée spéciale dédiée à la dimension politique organisée la première fois en 1960 dans une grande salle à Bonn qui a rassemblé quelque 2200 personnes<sup>2391</sup>. Alois Bartsch se risque à une évaluation du nombre d'expulsés concernés par les rassemblements. Selon lui, un expulsé sur dix fréquente les rassemblements et parmi ceux-ci, un tiers seulement s'intéressent à la dimension culturelle ou politique de ces manifestations. On voit donc que dans la masse considérable des expulsés, le nombre de personnes qui sont sensibles à la dimension politique des rassemblements est

---

<sup>2387</sup> « unsere westdeutschen Freunde », article publié dans *GB* 56/7, p. 1.

<sup>2388</sup> Articles (*Westfalenpost*, *Westfälische Rundschau*, *Lüdenscheider Nachrichten*) publiés dans *GB* 56/7, p. 1-3.

<sup>2389</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 56/11, p. 1-2.

<sup>2390</sup> Article publié dans *GB* 59/5, p. 2.

<sup>2391</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 62/6, p. 1-2.

bien faible. Et encore, il ne s'agit là que de l'estimation d'un homme qui plaide inlassablement dans son journal pour mobiliser les lecteurs<sup>2392</sup>.

Il est difficile d'imaginer que tous les expulsés pourraient adopter la même attitude lors des rassemblements. Comment autant de personnes pourraient avoir les mêmes centres d'intérêt ? Les millions d'expulsés représentent les opinions et les points de vue les plus divers. Ils ont en commun leur destin d'expulsé, mais cela suffit-il à les rassembler ? L'existence des *Landsmannschaften* en fonction de la région d'origine est un premier élément qui montre les limites de l'unité des expulsés. En dépit de ses efforts pour afficher l'unité et la solidarité des expulsés, le journal ne cache pas que des tensions traversent les mouvements d'expulsés. Sa fonction ecclésiastique pousse Goebel à appeler à la solidarité mais il ne peut parfois que constater les dissensions.

Un long article de 1951 s'attarde sur la crise traversée par les organisations d'expulsés. Les facteurs de crise sont nombreux et le *GB* n'hésite pas à les mettre en avant pour mieux les combattre : concurrence des associations trop nombreuses, instrumentalisation des associations à des fins personnelles, absence de défense de l'intérêt général au profit d'avantages particuliers, tensions personnelles entre dirigeants, absence de fonctionnement démocratiques des institutions représentatives. Enfin, l'auteur dénonce le cadre confortable dans lequel s'épanouissent les permanents de ces institutions qui font de leur fonctionnement un but en soi et plus l'instrument au service d'une cause<sup>2393</sup>. Les associations d'expulsés peinent à s'organiser efficacement. Le découpage selon les régions d'origine puis en fonction des échelons administratifs de RFA (au niveau des villes, des cantons, des Länder) ont produit un éclatement des expulsés préjudiciable à leur cause :

*« Ce constat rappelle qu'autrefois les plus grandes salles étaient trop petites dans les villages et les villes tandis qu'aujourd'hui les plus petites salles sont trop grandes et que nous avons des chorales communes à tout l'est allemand qui se sont fractionnées en fonction des territoires d'origine (...) Cela a mené à un morcellement jusqu'au niveau le plus bas, à de nombreuses querelles et antagonismes et à une grande perte de temps et de travail. »*<sup>2394</sup>

La crise de la *Landsmannschaft Schlesien* est l'objet d'un éditorial de Goebel en 1955. Il reconnaît n'utiliser le mot qu'à contrecœur mais souligne qu'il s'agit aussi d'un secret de polichinelle. Les déclarations tonitruantes du vice-président de la *Landsmannschaft Schlesien* contre les journaux d'expulsés qu'il juge dépassés avec leurs comptes rendus de réunion et leur rubrique « Carnet », ont provoqué un vif émoi :

*« Ce que Hupka a dit était bien plus qu'une maladresse de langage. C'était un jugement dévastateur et prétentieux trahissant son ignorance du travail pratique pour la Heimat porté sur les journaux de la Heimat silésiens et les hommes qui depuis 1947 ont su par leur désintéressement créer les conditions de la création de la Landsmannschaft Schlesien dont Hupka est aujourd'hui le vice-président. »*<sup>2395</sup>

---

<sup>2392</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 65/9, p. 1-2.

<sup>2393</sup> Article publié dans *GB* 51/8, p. 1-2.

<sup>2394</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 55/2, p. 1-2.

<sup>2395</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 55/9, p. 1-2.

La défiance vis-à-vis de la direction de la *Landsmannschaft Schlesien* est totale : Goebel appelle à une réorientation de la ligne politique plus en phase avec les réalités actuelles. Il plaide aussi pour que tous les Silésiens soient représentés au sein d'une seule et unique institution pour être mieux entendus. Enfin, il s'adresse directement aux dirigeants de la *Landsmannschaft* pour leur rappeler que le lien avec la base et les associations à des niveaux hiérarchiques plus bas est indispensable. Avec la création de la *Schlesische Landesversammlung*, Goebel espère que les antagonismes du passé sont surmontés et que la *Landsmannschaft Schlesien* est désormais dotée d'un outil qui va lui permettre de fonctionner de manière plus démocratique en rapprochant les dirigeants de la base. Le rassemblement national de Stuttgart devient un enjeu important car il va donner l'occasion à tous les Silésiens de se retrouver pour donner un nouveau départ<sup>2396</sup>. Durant cette crise de la *Landsmannschaft Schlesien*, le *GB* n'a pas caché la réalité du malaise, mais il n'a pas cherché à prendre parti pour un camp ou une personne en particulier. Il dénonce la situation et les problèmes existants, mais ne propose pas de solutions concrètes. En cela, le *GB* n'est pas un lieu de débat puisqu'il ne propose pas à ses lecteurs d'enrichir la discussion sur l'avenir de la *Landsmannschaft*. Le rédacteur en chef donne son avis officiellement dans un éditorial puis expose les évolutions constatées. Pour les lecteurs, le véritable lieu d'informations sur la vie de la *Landsmannschaft* est plutôt dans les réunions et rassemblements de Silésiens ou d'expulsés. C'est plutôt dans la rencontre directe avec les autres que les lecteurs peuvent s'informer. Le *GB* garde une attitude prudente face aux remous au sein de la *Landsmannschaft* et il se comporte plutôt comme un bon petit soldat.

Pour les expulsés, la présence d'hommes politiques de premier plan signifie que leur combat politique n'est pas vain car il est soutenu par les principaux dirigeants ouest-allemands. La participation de Konrad Adenauer au rassemblement national de Hanovre en 1961 est soulignée dans le compte rendu publié dans le journal car il a voulu dans son discours donner espoir aux Silésiens et il les a enjoint à ne pas renoncer à leur *Heimat*<sup>2397</sup>. Déjà présent en 1959 à Cologne, Adenauer monte une nouvelle fois à la tribune du rassemblement de 1963 à Cologne. Cette fois-ci, le maire social-démocrate de Berlin, Willy Brandt, est présent lui aussi. Les deux hommes prononcent des discours dans lesquels ils insistent sur le caractère provisoire de la ligne Oder-Neisse<sup>2398</sup>.

Les rassemblements sont-ils réellement le lieu d'expression de prédilection de la *Landsmannschaft Schlesien* ? On peut en douter en constatant que le journal ne publie que très peu d'échos des rassemblements au cours des années 1970. Durant cette décennie, seuls des appels à participer et de brefs résumés du déroulement apparaissent dans le journal. Pourtant depuis la fin des années 1960, le sort de la *Heimat* est en jeu avec l'*Ostpolitik* et les traités de l'est. La mobilisation qu'attendent les représentants des expulsés passe en partie par les rassemblements, mais ces occasions ne sont pas suffisantes. En somme, les rassemblements sont une manière pour la *Landsmannschaft Schlesien* de se rappeler au bon souvenir du reste de la population de RFA et d'occuper le devant de la scène médiatique à intervalles réguliers

---

<sup>2396</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 57/10, p. 1-2.

<sup>2397</sup> Article publié dans *GB* 61/7, p. 1-2.

<sup>2398</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 63/7, p. 1-2.

en dehors des périodes où la politique étrangère place déjà la question des territoires perdus au cœur de l'actualité.

Le rassemblement de 1979 à Hanovre donne lieu à un long compte rendu. Il apparaît que l'unité politique qui prévalait dans les années 1960 a bel et bien disparu. La tradition consistant à faire venir le maire de la ville accueillant le rassemblement est oubliée. En effet, le maire de Hanovre est social-démocrate et il adresse un courrier officiel à la *Landsmannschaft* pour justifier son absence par son incompréhension face au choix du slogan pour le rassemblement<sup>2399</sup>. La tradition veut en effet que les rassemblements nationaux des Silésiens s'accompagnent d'un slogan qui doit fixer la ligne politique de la manifestation et donner le ton des interventions. « Liberté et droit pour la Silésie »<sup>2400</sup> n'est pas du goût du maire de Hanovre, Herbert Schmalstieg, qui y voit un rejet du message de réconciliation contenu dans les traités de l'est. En réalité, ce slogan correspond bien à la volonté de la *Landsmannschaft* de trouver des slogans proposant une double-lecture possible : on peut soit y voir le souhait des expulsés que la Silésie soit libérée du joug de la dictature communiste, soit leur souhait de voir les Polonais quitter le territoire pour le rendre à l'Allemagne. Par ce choix de slogans ambigus, la *Landsmannschaft* veut donner une image présentable pour l'opinion publique de ses revendications et tout en s'adressant à ses membres plus radicaux habitués à un langage plus rude.

Le choix du slogan du rassemblement national des Silésiens devient l'objet d'une vive polémique en 1985. Lorsque ce slogan est annoncé, il ne provoque pas immédiatement de réaction. « La Silésie reste nôtre »<sup>2401</sup> correspond sur le fond aux positions juridiques que défend officiellement la RFA. Les décisions de la *Bundesverfassungsgericht* rappellent que dans l'attente d'un traité de paix, les territoires placés sous administration soviétique ou polonaise font toujours partie du Reich allemand, ce qui justifie la position du gouvernement fédéral. La déclaration officielle de la *Landsmannschaft Schlesien* reprend les éléments habituels de sa rhétorique pour dénoncer l'injustice de l'expulsion<sup>2402</sup>. Dans ce contexte, le slogan peut sembler provocateur mais il est en accord avec le contenu de l'ensemble de la déclaration. Sans encore évoquer ouvertement la polémique qui naît, un article publié le mois suivant précise indirectement le sens du slogan : puisque le Reich allemand continue d'exister, la *Landsmannschaft* n'affiche aucune prétention territoriale sur des terres étrangères en exigeant le retour des territoires à l'est de l'Oder-Neisse<sup>2403</sup>. En annonçant la présence de Helmut Kohl au rassemblement, elle donne du grain à moudre à ses adversaires. En effet, l'image d'un chancelier allemand montant à la tribune sous un slogan aussi ambivalent que « La Silésie reste nôtre » serait désastreuse pour la diplomatie ouest-allemande. La *Landsmannschaft Schlesien* se voit donc contrainte de changer son slogan. Le nouveau se veut une simple prolongation du précédent, mais il s'agit en fait d'un tout nouveau, débarrassé de tout relent revanchiste : « 40 ans après l'expulsion – la Silésie reste notre avenir dans une

---

<sup>2399</sup> Article publié dans *GB* 79/8, p. 1-2.

<sup>2400</sup> « Freiheit und Recht für Schlesien ».

<sup>2401</sup> « Schlesien bleibt unser ».

<sup>2402</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 85/1, p. 8.

<sup>2403</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 85/2, p. 2.

Europe des peuples libres »<sup>2404</sup>. La *Landsmannschaft Schlesien* n'a pas réussi à faire venir le chancelier à une manifestation placée sous le signe trop visible du revanchisme. Les déclarations officielles qui suivent vont toutes dans le sens d'un apaisement de la polémique et soulignent la volonté d'être bien compris et de ne pas donner une fausse image de la *Landsmannschaft*<sup>2405</sup>. Quant à la réaction du rédacteur en chef du *GB*, elle se contente de distinguer les deux versions du slogan selon leur longueur ou leur clarté. Mais surtout, il dédouane la *Landsmannschaft* de toute intention revanchiste et rend d'autres expulsés responsables du discrédit qui affecte la *Landsmannschaft* :

« Dans ce contexte, il est impardonnable qu'un écrivain ait été autorisé dans l'hebdomadaire *Der Schlesier* à proposer sous le titre « *Réflexions sur l'Allemagne* » de discuter de l'éventualité d'une réunification comme conséquence d'une invasion allemande des pays du pacte de Varsovie. »<sup>2406</sup>

Pour mieux faire passer la polémique née du slogan de la *Landsmannschaft*, Horschler évoque une polémique née d'une déclaration bien plus scandaleuse. Ainsi, le slogan paraît bien inoffensif en comparaison de l'outrance de l'article publié dans *Der Schlesier*. D'autres articles publiés à cette période mettent la *Landsmannschaft* en porte-à-faux avec le chancelier. Risquant de voir Helmut Kohl renoncer à son intervention lors du rassemblement, la *Landsmannschaft* n'a d'autre choix que de prendre ses distances envers le journal qui perd le titre d'organe officiel de l'organisation des Silésiens. Quant à la venue de Kohl, elle est saluée par le compte rendu du rassemblement où l'auteur insiste sur le fait qu'il est le troisième chancelier seulement après Adenauer et Erhard à se rendre au rendez-vous des Silésiens. C'est une véritable explication de texte qui tient lieu de compte rendu du discours de Kohl, chacune de ses déclarations étant expliquée et tous ses engagements étant compris à la lumière des revendications de la *Landsmannschaft*<sup>2407</sup>. Ainsi Kohl parvient à défendre la politique étrangère de son gouvernement tout en conservant les faveurs des expulsés.

Peter Großpietsch prend position face à cette polémique qu'il juge indigne. Il place son point de vue sous un angle purement juridique. Rendant responsable de la polémique les gauchistes et les médias, il énonce le double-jeu de la CDU qui a fini elle aussi par réclamer l'abandon du slogan originel alors que dans son programme pour les élections législatives de 1983 elle promettait de « s'engager activement pour le droit des Allemands à l'unité et à la liberté »<sup>2408</sup>. Le chancelier Kohl en 1985 peut-il tenir le même discours que le candidat Kohl en 1983 ? Großpietsch feint de l'ignorer et veut montrer la déchéance de la CDU qui aurait renoncé à toutes ses valeurs en comparant l'attitude courageuse et noble du chancelier Adenauer qui n'hésitait à venir aux rassemblements des Silésiens tenir des discours d'une grande fermeté à l'attitude craintive et peu glorieuse de Kohl qui met des conditions à sa venue. Les vingt années qui séparent les deux événements ne semblent pas suffire à expliquer cette différence, selon Großpietsch. Großpietsch balaie d'un revers de main le reproche selon lequel la *Landsmannschaft* se rendrait coupable de prétentions territoriales en retournant le reproche

---

<sup>2404</sup> « 40 Jahre Vertreibung – Schlesien bleibt unsere Zukunft im Europa freier Völker ».

<sup>2405</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/3, p. 3.

<sup>2406</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 85/3, p. 2.

<sup>2407</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/8, p. 1-2.

<sup>2408</sup> « für das deutsche Recht auf Einheit und Freiheit aktiv einzutreten ».

contre ses adversaires : à partir des positions juridiques officielles de la *Bundesverfassungsgericht*, on peut dire que c'est la Pologne qui a des prétentions territoriales sur l'Allemagne. Le soutien de Großpietsch à la décision initiale de la *Landsmannschaft* s'exprime de façon assez ambiguë lui aussi puisqu'il se place délibérément dans le sillage de l'article incriminé dans *Der Schlesier* en intitulant son propre article : « La Silésie reste nôtre – Inquiétude dans les réflexions sur l'Allemagne »<sup>2409</sup>.

Signe que le choix du slogan de 1985 a laissé des traces, le slogan choisi en 1987 « Avec nous pour l'avenir de la Silésie »<sup>2410</sup> est présenté par Hupka lors d'une conférence de presse et les raisons du choix ainsi que le sens sont explicités pour éviter tout malentendu<sup>2411</sup>. Le détail sur le sens du slogan et le programme du rassemblement sont publiés peu de temps après<sup>2412</sup>. En publiant ces informations, le *GB* montre sa volonté de participer à l'apaisement autour de la *Landsmannschaft* pour la rendre de nouveau fréquentable.

Le rôle des rassemblements comme tribune pour les expulsés est souligné par Gudrun Schmidt. Elle explique comment les expulsés s'éloignent de plus en plus du gouvernement fédéral de centre-droit parce qu'ils se sentent délaissés, pour ne pas dire oubliés par la CDU : « *La période des rassemblements des expulsés et des Landsmannschaften approche. On peut dès aujourd'hui prévoir que les orateurs qui prendront la parole ne feront pas preuve de sensibilité et que certaines nuances ne seront pas aussi claires que jusque-là, car les expulsés ont l'impression que les conservateurs ne défendent plus ce qu'ils défendaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition à Bonn jusqu'en 1982.* »<sup>2413</sup>

Peter Großpietsch se réjouit à l'issue du rassemblement du succès qu'il a rencontré auprès des participants. S'il souligne que le sens des rassemblements n'est plus celui d'autrefois et que les retrouvailles ne se font plus lors de ces occasions, il insiste surtout sur la nouvelle dimension prise par ces rassemblements d'un point de vue politique. Il apprécie la présence de personnalités de premier plan, mais surtout il interprète la venue de milliers de Silésiens comme un engagement visible en faveur de la Silésie. Pour lui, venir au rassemblement national signifie montrer son accord avec la ligne de la *Landsmannschaft* et réclamer que le droit international s'applique tel que la *Landsmannschaft* l'exige<sup>2414</sup>.

Le rassemblement national de 1991 prend une dimension tout à fait originale, voire historique dans l'histoire de la *Landsmannschaft Schlesien* puisqu'il est le premier à se dérouler dans une Allemagne aux frontières définitivement établies. Il est difficile de parler d'une Allemagne unifiée ou réunifiée tant l'unité de 1990 est loin de correspondre aux attentes des expulsés. L'appel à participer au rassemblement occupe toute la une du *GB*, une première dans l'histoire du journal, ce qui en dit long sur l'importance qu'accorde à l'événement un

---

<sup>2409</sup> « Schlesien bleibt unser – oder: Besorgtes Nachdenken über Deutschland », article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 85/5, p. 2.

<sup>2410</sup> « Mit uns für Schlesiens Zukunft ».

<sup>2411</sup> Article (oprM) publié dans *GB* 86/12, p. 4.

<sup>2412</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 87/3, p. 3.

<sup>2413</sup> Article de Gudrun Schmidt paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 89/4, p. 2.

<sup>2414</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 89/8, p. 2.

journal qui respecte scrupuleusement les traditions<sup>2415</sup>. Großpietsch aussi souligne la dimension historique de l'événement en laissant parler son amertume que l'unité se soit déroulée dans ces conditions :

« *Même après l'indécent renoncement total de leur plein gré des hommes politiques allemands à l'Allemagne de l'est, renoncement à notre Heimat originelle, le peuple de Silésie organise sa rencontre. (...) Nous pourrions ainsi entre autres donner une réponse à la représentation pusillanime et dénuée de sens historique des intérêts allemands grâce à notre grande unité. (...) Par notre participation, nous allons montrer à l'opinion publique ouest-allemande repue et indifférente que nous autres Silésiens sommes encore là.* »<sup>2416</sup>

L'unification de 1990 et la perte définitive des territoires de l'est sont enregistrées avec une grande amertume par le rédacteur en chef, Herbert Gröger. Il n'hésite pas à attaquer directement tous les représentants des expulsés, car ils ont failli à leur mission :

« *Faisons-nous partie d'un groupe minoritaire qui n'a pas de lobby ? Nous avons pourtant le BdV et les Landsmannschaften ! Les faiblesses de notre organisation sont apparues dès le vote du Bundestag sur le traité frontalier. Les permanents les plus en vue de notre organisation se sont même refusés à une manifestation de protestation.* »<sup>2417</sup>

Les expulsés se sont sentis trahis par leurs représentants au moment de l'unification allemande. Ceux-là mêmes qui depuis des années défendaient leur cause et portaient haut leurs revendications ont finalement voté dans le sens de l'abandon des territoires lorsque l'occasion leur a été donnée de trancher sur le statut définitif des territoires. Pourtant la majorité était acquise avant le vote puisque les partis du *Bundestag* défendaient tous ce traité. Les représentants des expulsés auraient pu défendre les intérêts des expulsés sans remettre en cause la réalisation de l'unité. Ils ont préféré voter pour le traité bien qu'il constitue le renoncement de ce pour quoi ils prétendaient se battre depuis longtemps. Les représentants officiels des expulsés sont tous visés par cette critique. Le BdV prétend défendre tous les expulsés :

« *La politique du BdV se limitait de plus en plus à la défense des intérêts des Allemands de Haute-Silésie.* »<sup>2418</sup>

A force de s'engager pour défendre les droits des Allemands restés dans la *Heimat*, le BdV s'est concentré sur le cas de la Haute-Silésie qui est le territoire où vivent le plus d'Allemands dans les années 1980 et il a oublié son engagement en faveur de tous les expulsés. Les expulsés du Comté de Glatz qui sont des Bas-Silésiens se sentent les oubliés de cette situation, qui se présente aussi dans le cas de la représentation de Silésiens :

« *Il existe une « Landsmannschaft Silésie (Basse-Silésie et Haute-Silésie) » et il existe une « Landsmannschaft des Hauts-Silésiens », quelle aberration dans l'organisation !* »<sup>2419</sup>

---

<sup>2415</sup> Appel publié dans *GB* 91/5, p. 1.

<sup>2416</sup> Appel de Peter Großpietsch (qui signe en sa qualité de membre du directoire de la *Landsmannschaft Schlesien*) publié dans *GB* 91/6, p. 3.

<sup>2417</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/8, p. 1.

<sup>2418</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/8, p. 1.

<sup>2419</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/8, p. 1.

Même si le mécontentement s'exprime de façon très franche, le *GB* reste fidèle aux représentants des expulsés. C'est surtout le moment historique qui explique que Gröger exprime sa colère sans retenue. Car la multiplicité des *Landsmannschaften* correspond à leur volonté de préserver l'identité propre de chaque région, ce pour quoi s'engage (et ne remet pas en cause) le *GB*. La question de l'efficacité aurait mérité d'être posée avant qu'il ne soit trop tard. L'absence d'un quelconque progrès dans la cause des expulsés avant 1990 (hormis la question de la minorité allemande ou des *Aussiedler*) aurait pu ou dû provoquer une remise en cause du mode d'organisation depuis bien longtemps. Le *GB* n'a pas mené ce travail de remise en cause et il constate avec dépit les résultats.

Preuve que les rassemblements nationaux représentent une démonstration de force politique, ils ne sont pas toujours les bienvenus dans les villes où la *Landsmannschaft* souhaiterait les organiser. Craignant que l'image parfois sulfureuse des expulsés ne déteigne sur la ville ou le Land accueillant la manifestation, certains dirigeants politiques souhaitent voir la *Landsmannschaft* organiser son rassemblement ailleurs. Ainsi le Land de Basse-Saxe qui est considéré comme le parrain des Silésiens n'a pas souhaité que le rassemblement de 1991 ait lieu à Hanovre comme les précédents<sup>2420</sup>. Après l'élection de Gerhard Schröder à la tête du Land de Basse-Saxe, les subventions versées à la *Landsmannschaft Schlesien* pour l'aider à organiser son rassemblement national sont supprimées, ce qui l'oblige à chercher un autre lieu d'accueil. Si le Land de Bade-Wurtemberg lui est favorable, il n'en va pas de même du maire de Nuremberg qui met officiellement en garde le président de la *Landsmannschaft* contre les débordements extrémistes ou revanchistes<sup>2421</sup> :

« « Des danses rituelles permettent aux plus jeunes d'être réceptifs à la doctrine pour le plaisir des plus anciens. Des centaines de milliers de croyants étaient présents à Nuremberg au rassemblement de Pentecôte de cette année. » Voici ce que l'on a pu entendre lors d'une émission de dénigrement maquillée sous forme satirique contre les survivants de l'expulsion à l'occasion du dernier rassemblement des Silésiens. »<sup>2422</sup>

Les rassemblements nationaux sont aussi l'occasion pour les Silésiens d'engager une sorte de dialogue avec les représentants des partis politiques qui s'y présentent. De hauts représentants du monde politique, ministres du gouvernement fédéral ou ministres-présidents viennent devant les Silésiens pour exprimer leur position ou celle de leur parti sur les sujets qui touchent les expulsés. A cette occasion, les Silésiens ne manquent pas de réagir et les applaudissements comme les sifflets ponctuent les discours, qu'il s'agisse de montrer leur mécontentement pour une politique passée<sup>2423</sup> ou de saluer les engagements pris pour l'avenir<sup>2424</sup>. L'absence de représentants d'un parti est comprise aussi comme un message politique adressé aux Silésiens : un parti qui n'est pas représenté est un parti qui ignore

---

<sup>2420</sup> Article de Herbert Hupka (*Pressedienst Schlesien*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 91/8, p. 2.

<sup>2421</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 93/8, p. 1-2.

<sup>2422</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 93/9, p. 2.

<sup>2423</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 95/9, p. 1-2.

<sup>2424</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 99/8, p. 1-4.

superbement les expulsés<sup>2425</sup>. On peut réellement parler d'une forme de dialogue car l'échange ne se fait pas seulement dans le sens du monde politique en direction des expulsés (à travers les discours). Les discours tenus par les représentants des expulsés sont aussi écoutés par les dirigeants politiques qui à l'occasion peuvent aussi montrer leur adhésion (par leurs applaudissements) ou leur désaccord (en quittant la salle). Le rassemblement de 2011 à Hanovre a été marqué par le départ précipité du ministre-président de Basse-Saxe David McAllister au milieu du discours de Rudi Pawelka. Le *GB* ne dissimule pas cet aspect du rassemblement. Mais l'article principal consacré au rassemblement s'applique à analyser le traitement réservé par les médias à la manifestation. Il en ressort que tous les médias s'appesantissent sur ce coup de théâtre qui éclipse bien souvent d'autres aspects que les expulsés auraient souhaité voir mis en valeur<sup>2426</sup>. Malgré les tentatives de la *Landsmannschaft Schlesien* d'invoquer des contraintes d'emploi du temps et de mauvaise gestion de l'organisation c'est bien pour protester contre le discours du président de la *Landsmannschaft Schlesien* qui parlait d'une implication de Polonais dans l'Holocauste que le ministre-président a quitté la salle, montrant ainsi ostensiblement son désaccord<sup>2427</sup>.

En se rassemblant ainsi sur la place publique, les Silésiens veulent susciter l'intérêt des médias pour l'expulsion. Or, lorsque les représentants font déjà l'actualité à travers des polémiques comme celle sur la levée des décrets d'expulsion pour les pays souhaitant intégrer l'UE ou sur la construction d'un lieu de commémoration de l'expulsion, leur présence déclenche une réaction d'autres organisations politiques. Le rassemblement national organisé à Hanovre en 2007 provoque ainsi l'organisation d'une sorte de contre-manifestation de l'extrême gauche contre le revanchisme et le fascisme qu'elle voit incarnés par la *Landsmannschaft Schlesien*<sup>2428</sup>. La mobilisation contre le rassemblement n'est pas seulement une lubie de gauchistes comme veut le croire le *GB*, lui qui reconnaît pourtant que l'Office de protection de la constitution était présent lors du rassemblement et surveillait toutes les publications mises en vente aux différents stands<sup>2429</sup>.

### ***Le BdV***

La première mention du BdV comme institution de défense des expulsés n'apparaît qu'en 1968. Le BdV existe depuis quelques années, et il est actif auprès des expulsés comme du monde politique, mais le *GB* n'a pas encore donné d'écho à ses activités. La première déclaration du BdV publiée dans le *GB* s'illustre par sa fermeté. Le BdV réagit au compte rendu du chancelier Kiesinger sur l'état de la nation où les attaques dont les expulsés sont victimes de la part des activistes de gauche ne sont pas dénoncées. Le BdV réclame le soutien du gouvernement ainsi que le maintien de l'ordre démocratique qu'il voit mis en danger par l'extrême gauche :

*« Au vu de la provocation de plus en plus vive et sans retenue, les leaders des expulsés ne peuvent pas donner éternellement de garanties sur leur capacité à maintenir leurs*

<sup>2425</sup> Article publié dans *GB* 01/9, p. 1-6.

<sup>2426</sup> Article publié dans *GB* 11/9, p. 1-11.

<sup>2427</sup> Mail du 24 août 2011 du porte-parole du ministre-président à la question de l'auteur sur les raisons du départ précipité de David McAllister.

<sup>2428</sup> Articles publiés dans *GB* 07/9, p. 1-7.

<sup>2429</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans *GB* 07/9, p. 9.

*condisciples dans un débat objectif s'ils ne sont pas durablement et sérieusement soutenus par les structures démocratiques et s'il n'est mis un frein aux activités irresponsables et antidémocratiques. »*<sup>2430</sup>

Pour une première déclaration publiée, il s'agit d'un texte au ton très ferme, presque comminatoire à l'égard du gouvernement. A la fin des années 1960, le *GB* s'emploie à faire connaître toutes les initiatives du BdV pour défendre les expulsés. Qu'il s'agisse de la prise de contacts à l'étranger pour trouver des alliés au niveau international<sup>2431</sup>, de s'engager franchement dans les élections par des appels à voter pour tel candidat<sup>2432</sup>, de sa prétention à participer aux échanges diplomatiques germano-polonais<sup>2433</sup>, ou encore de sa capacité à rassembler des milliers de personnes pour protester contre l'ouverture à l'est (manifestation du 30 mai 1972 à Bonn)<sup>2434</sup>, le BdV s'active sur tous les fronts au moment où le sort des territoires risque d'être définitivement scellé. Les manifestations constituent un moyen privilégié pour faire entendre la voix des expulsés à l'opinion publique et pour montrer au gouvernement leur mobilisation. Le *GB* profite d'ailleurs des manifestations et contre-manifestations organisées pour dénoncer ce qu'il considère comme une injustice supplémentaire commise contre les expulsés : les manifestations du BdV ne bénéficient d'aucun financement public tandis qu'une contre-manifestation d'organisations d'extrême gauche reçoit 20 000 marks de subventions<sup>2435</sup>. Le *GB* insiste plus sur ce genre d'information ou l'appel à manifester<sup>2436</sup> que sur le déroulement proprement dit des manifestations car celles-ci ne rencontrent qu'un succès très relatif. Tandis qu'en mars 1970, quelque 30 000 personnes participent à l'événement, les expulsés ne sont guère que 20 000 à venir à Bonn le 7 mai 1972. Ces chiffres sont bien modestes comparées aux foules que les *Landsmannschaften* sont capables de rassembler lors de leurs rassemblements bisannuels<sup>2437</sup>. Le BdV n'organise plus de grands rassemblements de ce type après la ratification des traités de l'est. Il ne renonce pas pour autant à faire pression sur les élus et préfère s'en remettre à la collaboration de ses membres pour adresser à leur député un questionnaire portant sur les revendications du BdV avant des élections<sup>2438</sup>.

Le BdV imprègne le *GB* jusque dans sa façon de s'exprimer. Les consignes qui sont publiées en 1980 pour indiquer aux expulsés quels mots ils doivent choisir pour s'exprimer correctement sur leur situation et celles de leur *Heimat* sont respectées par le journal. Il s'agit en quelque sorte des tables de la loi linguistique pour les expulsés qui doivent se distancier de toute approximation linguistique pour ne pas envoyer de signal involontairement politique. Le BdV prétend par cette liste de mots conseillés et de mots interdits contrôler le langage de ses

---

<sup>2430</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 68/4, p. 2.

<sup>2431</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 68/7, p. 1.

<sup>2432</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 69/9, p. 1 et déclaration du BdV publiée dans *GB* 69/9, p. 2.

<sup>2433</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 70/2, p. 2.

<sup>2434</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 70/7, p. 2 et « Loden abscheren », p. 30-32, in : *Der Spiegel*, n°9, 21 février 1972.

<sup>2435</sup> Article publié dans *GB* 71/4, p. 2.

<sup>2436</sup> Article (oprM) publié dans *GB* 72/2, p. 4.

<sup>2437</sup> AMOS, *Staatssicherheit*, p. 211.

<sup>2438</sup> Articles publiés dans *GB* 89/7, p. 3 et *GB* 02/5, p. 8.

membres<sup>2439</sup>. L'influence du BdV se fait donc sentir dans des articles dont la rédaction du journal est l'auteur car le *GB* choisit de respecter à la lettre ces instructions.

Le *GB* est soucieux également de montrer que le BdV n'est pas actif en-dehors de la sphère politique mais qu'il entretient des liens étroits et réguliers avec les principaux dirigeants des partis. Ainsi, le BdV a des contacts réguliers avec la CDU et la CSU, ce qui ne surprend guère en raison de leur proximité idéologique et de l'appartenance de plusieurs personnalités aux deux organisations. Mais il organise aussi bien des rencontres avec le chancelier en exercice que des rencontres avec les dirigeants des autres partis, comme Johannes Rau lorsque sa carrière est sur le point de le mener à la chancellerie<sup>2440</sup>. C'est pour le *GB* un gage de l'ouverture de l'organisation des expulsés à toutes les sensibilités politiques.

En 1987, une soixantaine de députés du *Bundestag* du groupe CDU/CSU s'adressent directement au comité Nobel à Oslo pour proposer le BdV comme récipiendaire du Prix Nobel de la paix. L'initiative est saluée avec joie par le *GB* qui détaille par le menu les mérites du BdV et sa contribution au maintien de la paix en Europe depuis 1945<sup>2441</sup>.

Mais le BdV n'est pas qu'une source de satisfaction. Le *GB* sait aussi lorsque ses rédacteurs le souhaitent montrer son mécontentement comme lors de la signature du traité frontalier germano-polonais. Le secrétaire général du BdV appelle les expulsés à sortir de leur torpeur et à se faire entendre. Le ton vif de ses déclarations n'est pas du goût du *GB* :

*« Même de hauts représentants des expulsés au gouvernement et au Bundestag n'étaient pas prêts à défendre les intérêts de la Heimat ne serait-ce que dans le vote au parlement. Ces représentants siègent aujourd'hui encore à la direction du BdV. Ne sommes-nous pas plutôt désemparés, n'avons-nous pas plutôt l'impression que la politique et nos représentants se sont moqués de nous ? »*<sup>2442</sup>

Herbert Gröger n'hésite pas à évoquer la trahison que représente à ses yeux l'abandon par certains membres du BdV de ce qui a guidé la conduite du BdV depuis des décennies. Accepter la réalité nouvelle de l'autre côté de la ligne Oder-Neisse est unimaginable pour lui et il fait des permanents du BdV qui acceptent cette nouvelle donne des traîtres. En renonçant aux territoires de l'est, le BdV risque de voir sa raison d'être disparaître.

Le tournant de 1990 avec la réalisation de l'unité allemande puis le traité frontalier avec la Pologne amène un changement radical au sein du BdV. Entre le président Czaja et le jeune secrétaire général Koschyk, la rupture va intervenir lorsque Koschyk comprend que Czaja souhaite rester sur les positions juridiques habituelles même si ces dernières ont perdu désormais tout leur sens ou presque. Ses tentatives de provoquer un changement de cap échouent et il en tire la seule conclusion possible dans ces circonstances en démissionnant. Ce

---

<sup>2439</sup> Article publié dans *GB* 80/7, p. 2.

<sup>2440</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 84/10, p. 3, article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 86/11, p. 3, article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 87/8, p. 4, article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 00/11, p. 8.

<sup>2441</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 87/3, p. 3.

<sup>2442</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/2, p. 1.

départ se fait dans la douleur après plusieurs crises et règlements de comptes en public<sup>2443</sup>. Pour les expulsés qui viennent déjà de vivre la perte définitive des territoires de l'est, c'est une nouvelle épreuve que de voir le BdV se déchirer entre deux lignes antagonistes et surtout exposer ses querelles sur la place publique. Le *GB* ne peut ignorer cette situation et Gröger réagit à la démission de Koschyk dans un éditorial du *GB* où il revient sur ce qu'il considère comme ses ultimes provocations :

*« Il y a quelques mois, Koschyk a proclamé à Altenburg en Thuringe : certains expulsés parlent de Heimat et pensent à l'argent ! (...) Nous autres associations d'expulsés devons développer des projets tant pour le gouvernement allemand que pour la Pologne et la Tchécoslovaquie où nous disons clairement que nous investissons les droits de propriété des expulsés dans une structure constructive, économique et écologique des régions de notre Heimat [en gras dans l'original, L.P.]. »<sup>2444</sup>*

Gröger rejette vigoureusement cette proposition dont il dénonce le caractère absurde. En page intérieure, le *GB* s'engage d'une certaine manière contre Koschyk en publiant la lettre ouverte de Rudolf Wollner, vice-président du BdV, au secrétaire général démissionnaire. Ce faisant, il soutient la position inflexible du président Czaja<sup>2445</sup>. Commentant cette lettre, le *Spiegel* rapporte que c'est Czaja qui est à l'origine de cette lettre<sup>2446</sup>. Le *GB* n'oublie pas si vite Koschyk qui aurait déclaré dans un journal polonais ne s'être jamais considéré comme un expulsé. Le *GB* réagit en rappelant la proposition de Koschyk qu'il juge inepte :

*« Avec un tel homme qui veut aller jusqu'à placer nos droits de propriété dans un fonds d'investissement pour la reconstruction des territoires de l'est allemands, sommes-nous bien représentés ? »<sup>2447</sup>*

Le *GB* publie dans son numéro suivant un article au contenu presque identique<sup>2448</sup>. Cette publication n'a rien d'un hasard, il s'agit en fait d'illustrer ce que Hartmut Koschyk a proposé et qui a déclenché les moqueries de Gröger. Car Hartmut Koschyk a demandé un droit de réponse au *GB*. Sa lettre signée « Hartmut Koschyk, député au Bundestag »<sup>2449</sup> n'apparaît toutefois pas sous une mention particulière, mais tout simplement dans la rubrique « Courrier des lecteurs ». Dans ce courrier, il explique plus en détail son projet. Mais l'affaire n'en reste pas là car Gröger publie à la suite de cette lettre (et toujours dans le courrier des lecteurs) une copie de la réponse qu'il a adressée à Koschyk<sup>2450</sup>. Ce texte est lui-même suivi d'un complément d'information que Koschyk souhaite rajouter à son droit de réponse initial<sup>2451</sup>. Cet échange de courriers montre l'antagonisme virulent qui s'installe entre les deux camps, celui favorable au changement de ligne politique et celui des partisans d'une continuité. Un article de l'organe officiel du BdV, le *Deutscher Ostdienst*, s'appuie sur un article paru dans le *Stuttgarter Zeitung* pour montrer que les dissensions au sein du BdV sont bien réelles mais

<sup>2443</sup> URBAN, *Minderheit*, p. 135-145.

<sup>2444</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/8, p. 1.

<sup>2445</sup> Lettre ouverte (*Deutscher Ostdienst*) de Rudolf Wollner à Hartmut Koschyk publiée dans *GB* 91/8, p. 3.

<sup>2446</sup> « Einsamer Wolf », p. 25-27, in : *Der Spiegel*, n°28, 8 juillet 1991.

<sup>2447</sup> Article publié dans *GB* 91/12, p. 5.

<sup>2448</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 92/1, p. 4-5.

<sup>2449</sup> « Hartmut Koschyk, Mitglied des Deutschen Bundestages », lettre de Hartmut Koschyk à Herbert Gröger publiée dans *GB* 92/1, p. 5.

<sup>2450</sup> Lettre de Herbert Gröger à Hartmut Koschyk publiée dans *GB* 92/1, p. 5-6.

<sup>2451</sup> Lettre de Hartmut Koschyk à Herbert Gröger publiée dans *GB* 92/1, p. 6.

que les médias extérieurs n'en ont qu'une compréhension tronquée par leur manque de connaissance de la situation des expulsés. Sans surprise au regard du journal dans lequel il paraît, l'article fait l'éloge de la politique menée depuis des années par le BdV tandis que les tentatives de réforme impulsées par Koschyk sont tournées en ridicule, comme sa proposition de renommer le BdV en « Fédération de la réconciliation »<sup>2452</sup>.

Le BdV se choisit un nouveau président en 1994. Après plus de vingt ans de présidence, Czaja laisse sa place à la tête d'une institution qu'il a incarnée aux yeux de l'opinion publique. Les dissensions et la rivalité entre les hommes culminent lors du vote. La *Landsmannschaft Schlesien* et celle des Poméraniens n'ayant pas versé leur contribution au budget, elles sont exclues du vote. L'absence de membres aussi éminents lors du choix du nouveau président confine à l'absurde et le *GB* ne cache pas son agacement devant une telle situation :

*« N'y a-t-il pas là aussi un consensus à trouver, ou ne s'agit-il que d'une incompréhensible confusion ? En revanche, quelle force réjouissante on ressent encore à la base, dans les groupes de la Heimat ou lors des rencontres locales ! Nos élites ont-elles perdu tout lien avec la base ? Est-ce que l'on s'occupe plus des questions d'argent et pas tant que cela de nos problèmes ? »*<sup>2453</sup>

L'issue du vote apparaît bien dérisoire au regard de la tragédie qui se déroule en coulisse : alors que les représentants des expulsés n'ont pas réussi à faire revenir les territoires perdus dans le giron de l'Allemagne, ils ne cachent plus leurs inimitiés et laissent éclater au grand jour leurs rivalités et mesquineries.

L'opposition de Herbert Hupka à la direction du BdV peut sembler irrémédiable. Un long article consacré aux propos radicaux et diffamatoires du publiciste Ralph Giordano contre les expulsés et leurs représentants se termine par le constat désabusé que c'est précisément à cette personnalité que la fondation pour le Centre contre les expulsions a demandé de siéger dans le jury chargé de remettre le Prix Franz Werfel<sup>2454</sup>. Hupka s'étonne que le BdV fasse un tel honneur à une personne qui ne s'est pas privée de diffamer les expulsés par le passé. Alors que Giordano a depuis longtemps eu l'occasion de revenir sur ses déclarations et de se réconcilier avec les expulsés, Hupka donne l'impression de ne rien laisser passer au BdV et de chercher à tout prix les angles d'attaque.

La question de la ligne suivie par le BdV se pose de plus en plus régulièrement dans les années 2000. Il serait faux de croire qu'après 1990 l'intérêt pour le BdV s'est estompé. C'est même le contraire que l'on peut observer avec un accroissement d'articles du BdV ou concernant le BdV qui sont publiés dans le *GB*.

*« Le BdV qui s'est acquis de grands mérites dans le passé et pas seulement en raison de sa Charte des expulsés allemands doit maintenant décider rapidement s'il veut continuer d'être le garant de la vérité, du droit et de la justice ou s'il méprise désormais les droits des »*

---

<sup>2452</sup> « Bund der Versöhnung », article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 92/2, p. 4-5.

<sup>2453</sup> Editorial de Hebert Gröger publié dans *GB* 94/7, p. 1-2.

<sup>2454</sup> Article de Herbert Hupka publié dans *GB* 03/4, p. 1-6.

*expulsés, comme sa présidente qui prend ses distances envers les objectifs de la Preußische Treuhand et partant, des objectifs fixés dans les statuts du BdV. »<sup>2455</sup>*

En refusant son soutien à la *Preußische Treuhand*, le BdV se coupe d'une partie de ses adhérents, les plus radicaux qui se lassent des atermoiements de la direction dans ses négociations avec le gouvernement autour du projet de centre de commémoration de l'expulsion. Avec la *Preußische Treuhand*, le BdV se fait doubler sur sa droite par une organisation plus radicale. Le BdV subit alors une concurrence inaccoutumée, lui qui était habitué à se considérer comme le champion des défenseurs des expulsés. Dans le même numéro, un discours de Hubert Maessen montre bien les objectifs poursuivis par le BdV et la *Preußische Treuhand* et loin de critiquer l'un ou l'autre, il explique en quoi leurs efforts loin de se gêner l'un l'autre sont en fait complémentaires et porteurs d'espoirs<sup>2456</sup>. Le *GB* montre ici cette concurrence et les différents points de vue sur la concurrence entre les deux organisations.

Un article tiré du *Junge Freiheit* dresse un bilan de l'action du BdV à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'organisation :

*« Pendant des décennies, l'association des expulsés a tout d'abord été courtisée puis à tout le moins acceptée en tant que défenseur des intérêts culturels, sociaux et politiques. Ce sont surtout les grands partis qui ne pouvaient pas se permettre d'irriter les expulsés. (...) La voix du BdV ne porte plus depuis longtemps. Son influence politique est minime. Il ne pose plus la question de la frontière, et sa présidente Erika Steinbach a clairement pris ses distances envers les demandes de dédommagements de la Preußische Treuhand. (...) Y a-t-il seulement dans ces conditions un devoir et quelque chose qui justifie son existence ? »<sup>2457</sup>*

La question de la légitimité du BdV n'est que rhétorique tant il est évident pour l'auteur que le BdV trouve sa raison d'être dans la dénonciation de l'injustice de l'expulsion. La fin de l'article est d'ailleurs consacrée à rappeler les crimes et leur injustice. A la fin des années 2000, le rôle et l'activité du BdV sont de plus en plus étroitement associés aux projets de Centre contre les expulsions et de Signe visible. Les jugements portés sur le BdV se confondent de plus en plus avec la mise en place de ces projets<sup>2458</sup>.

Enfin, la question qui dérange souvent le BdV et ses adversaires est celle de sa représentativité et de sa légitimité à s'exprimer au nom de tous les expulsés. Lors de la ratification des traités de l'est, la question est importante car le BdV est naturellement à la pointe du combat contre ces traités et il peut s'enorgueillir du soutien de millions de membres, chose qui n'est alors pas remise en cause. Un sondage commandé par la chaîne de télévision ZDF en atteste, reconnaissant que 2 millions de personnes sont membres du BdV. L'organisation confirme ses chiffres et en tire une conclusion tout à son avantage :

*« La question de savoir dans quelle mesure les associations représentent l'opinion des expulsés a été approuvée par 62% des personnes interrogées. Le BdV ne parle donc pas*

---

<sup>2455</sup> Article de Siegfried Kottwitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB 04/12*, p. 2.

<sup>2456</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans *GB 04/12*, p. 7-8.

<sup>2457</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans *GB 07/12*, p. 10.

<sup>2458</sup> Article publié dans *GB 10/3*, p. 10.

*seulement au nom de ses 2 millions de membres, mais au nom de 6,2 millions de personnes.* »<sup>2459</sup>

Le BdV procède ici à un raccourci un peu hâtif car si 62% des personnes se retrouvent dans l'opinion du BdV, elles n'en sont pas membres pour autant, il est donc faux de penser que ces 62% soutiennent réellement le BdV, il serait plus exact de se demander pourquoi ces personnes n'adhèrent pas à l'organisation si elles en partagent réellement les valeurs. La question de la représentativité et surtout du poids réel du BdV se pose à nouveau au début des années 2000. Le contexte est alors totalement différent et la mise en cause intervient dans le cadre du débat sur le centre de commémoration de l'expulsion. Les adversaires du BdV lui reprochent de revendiquer un droit de parole au nom de tous les expulsés. Pourtant, tous les expulsés sont loin d'appartenir à l'organisation. La déclaration de la Secrétaire générale du BdV rappelle l'organisation du BdV dont sont membres les différentes *Landsmannschaften* et les milliers d'organisations locales. Toutes ces structures sont membres du BdV et leurs membres avec elles. C'est ce qui permet au BdV de revendiquer 2 millions de membres en 2010, soit autant que quarante ans auparavant. Le BdV rappelle qu'il est la seule organisation représentative des 15 millions d'expulsés :

*« Lorsque le BdV défend les intérêts de ses membres adhérents de ses sous-organisations, il parle naturellement du destin de tous les réfugiés, expulsés, Aussiedler et Spätaussiedler. (...) S'agissant d'une association dont la création remonte à des événements ayant eu lieu il y a plus de soixante ans, on ne peut pas s'étonner que le nombre de ses adhérents soit en baisse depuis sa création. »*<sup>2460</sup>

Ce qui étonne le plus dans cette déclaration, ce n'est pas le nombre élevé de membres, mais plutôt le fait qu'il soit précisément aussi élevé que quarante ans plus tôt. Le BdV est bien obligé de reconnaître que ce chiffre mériterait d'être soumis à une vérification et c'est ce qui est fait quelques mois plus tard. Après avoir regardé de plus près la réalité des chiffres fournis par les organisations membres du BdV, la somme finale est différente :

*« Le dernier recensement des membres du BdV, chiffres de 2011, a indiqué que 1 300 000 personnes appartiennent à notre organisation. Ainsi, il y a autant de personnes qui s'engagent au sein du seul BdV que dans tous les partis démocratiques réunis. CDU, CSU, SPD, FDP et Bündnis90/Die Grünen n'enregistrent tous ensemble plus que 1 230 000 membres »*<sup>2461</sup>

Le BdV poursuit un double-objectif : d'une part gagner en crédibilité en cessant d'annoncer des chiffres d'une importance irréaliste, et d'autre part annoncer des chiffres néanmoins élevés pour rappeler l'importance de ses troupes et la nécessité pour les dirigeants politiques de les prendre en compte, d'autant que ces mêmes dirigeants ne bénéficient eux pas du même soutien populaire si l'on tient compte du nombre d'adhérents qu'ils revendiquent. Cette précision est un coup de griffe contre le monde politique où le BdV compte désormais plus d'adversaires que de partenaires fidèles.

---

<sup>2459</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 72/7, p. 2.

<sup>2460</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 10/5, p. 10.

<sup>2461</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 11/12-12/1, p. 28.

### **Erika Steinbach**

Erika Steinbach est députée conservatrice au *Bundestag* depuis 1990. Elle est devenue présidente du BdV en 1998. Son élection à la tête du BdV est saluée par un simple article reprenant des extraits de l'interview qu'elle accorde au *Stern*. Steinbach y souligne son intention de se battre pour obtenir un droit de retour des expulsés et de leurs descendants ainsi qu'un dédommagement pour les biens perdus<sup>2462</sup>, sans que cela ne justifie qu'on la classe à l'aile droite de la CDU. Ne sont pris en compte ici que les éléments qui se rapportent à la personne d'Erika Steinbach et pas à l'organisation qu'elle représente (BdV), le parti auquel elle appartient (CDU) ou les projets qu'elle défend (Centre contre les expulsions en particulier). Il est utile d'étudier l'image d'Erika Steinbach dans le *GB* car depuis le début des années 2000, elle incarne à elle seule la situation de tous les expulsés. Les autres représentants des expulsés sont inconnus du grand public ou presque tandis qu'Erika Steinbach est une figure très présente dans les médias car elle a réussi à s'imposer comme l'unique interlocutrice pour défendre les expulsés. C'est à ce titre qu'il est permis de considérer la présidente du BdV comme une institution.

Le *GB* montre une certaine connivence avec Erika Steinbach dans un échange de courrier concernant la dénonciation des décrets d'expulsion polonais et tchèques. Peter Großpietsch interpelle Erika Steinbach sur une supposée différence de traitement des cas polonais et tchèque dans une lettre ouverte. La lettre et la réponse de Steinbach sont publiées conjointement dans le *GB*. Contrairement à d'autres exemples de lettres de ce type, le ton est ici amical et la formule de conclusion témoigne d'une bienveillance rare dans ce type d'échange : « Avec tous mes vœux pour votre difficile tâche »<sup>2463</sup>. Peter Großpietsch écrit en sa qualité de vice-président de la *Landsmannschaft Schlesien* à la présidente du BdV (comme en témoignent les en-têtes des lettres), mais leur fonction devrait précisément leur donner l'occasion de se rencontrer sans utiliser ce genre de lettres. Le fait de les écrire et surtout de les publier doit donner au lecteur l'impression que leurs représentants s'activent pour défendre leurs intérêts.

Steinbach se distingue aussi par son goût de la provocation, ce qui correspond à la pratique habituelle du *GB*. Lorsque le chef du groupe parlementaire de la CDU au Landtag de Bade-Wurtemberg, Günther Oettinger, chante en public lors d'une réunion d'une corporation étudiante les trois strophes de l'hymne allemand, la polémique est vive puisque l'usage veut que seule la troisième strophe soit chantée. Erika Steinbach l'assure publiquement de son soutien, jugeant ridicule de considérer au XXe siècle que la première strophe et ces références géographiques à des frontières allemandes disparues soient considérées comme des revendications territoriales<sup>2464</sup>. Il s'agit d'un cas typique de déclaration qui participe à l'élaboration d'une image publique sulfureuse.

<sup>2462</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 98/11, p. 10.

<sup>2463</sup> « Mit allen guten Wünschen für Ihr schweres Amt », lettre de Peter Großpietsch à Erika Steinbach publiée dans *GB* 99/8, p. 9.

<sup>2464</sup> Article (*BdV-Nachrichten*) publié dans *GB* 00/12, p. 7.

Les attaques dont Erika Steinbach est la cible ne sont pas cachées dans le *GB*. Bien au contraire, le journal publie les plus outrancières d'entre elles pour mieux dénoncer l'injustice dont elle est la victime. Le photomontage la représentant en costume SS sur le dos du chancelier Schröder ou les extraits de la presse polonaise la mettant en relation avec les pires crimes des nazis participent de l'intention de faire d'Erika Steinbach une victime pour mieux susciter la compassion des lecteurs du *GB* pour une femme qui souffre en raison du combat qu'elle mène pour les autres<sup>2465</sup>. De même qu'un voyage d'Erika Steinbach à Varsovie pour y défendre le projet du BdV vire au fiasco, le commentateur n'hésitant pas à parler de « Waterloo » en soulignant que les autorités polonaises se sont très mal conduites avec Erika Steinbach, prouve que la réconciliation germano-polonaise n'avait jamais vraiment eu lieu<sup>2466</sup>. Le *GB* n'hésite pas à placer Erika Steinbach dans une position de victime :

*« Mme Steinbach a inlassablement fait la promotion en Allemagne et en Pologne de son projet en renonçant jusqu'aux limites de l'acceptable à tout ce qui aurait pu apporter de l'eau au moulin de ses critiques et adversaires. (...) En Pologne, elle est devenue (à côté de la Preußische Treuhand) la figure de tous les ressentiments antiallemands et de tous les sentiments de culpabilité refoulés, la « plus grande ennemie de la Pologne ». »*<sup>2467</sup>

Cette image véhiculée par la presse polonaise correspond aussi à une réalité vécue par les Polonais. Un institut de sondages polonais révèle en 2009 que la personnalité dont ils ont le plus peur est Vladimir Poutine et c'est Erika Steinbach qui arrive en deuxième position :

*« Ainsi donc rien ne fait plus peur à près de 40% de la population polonaise (le sondage était représentatif) qu'Erika Steinbach ! Elle bat ainsi le président iranien Ahmadinejad qui occupe la troisième place du classement des croquemitaines avec 26%. »*<sup>2468</sup>

Il est courant de citer un exemple que l'on imaginerait volontiers placé plus haut dans un classement tant il le mériterait aux yeux du commentateur, mais le recours au président iranien permet aussi de tourner au ridicule le sentiment de peur que suscite une simple députée d'un pays ami tandis que le président d'un pays menaçant d'utiliser l'arme nucléaire contre ses voisins inspire bien moins de peur. Une nouvelle fois, les critiques dirigées contre Erika Steinbach apparaissent profondément injustes dans le *GB*.

En dépit de quelques critiques, le *GB* reste fidèle au BdV et à la ligne politique qu'il suit. C'est donc en toute logique qu'il montre sa fidélité à sa présidente. Erika Steinbach s'implique personnellement dans ses projets qu'elle incarne tant et si bien qu'on finit par croire qu'elle en fait une affaire personnelle. Le siège qu'elle pensait occuper au nom du BdV au sein du conseil de la fondation FVV lui est refusé en raison précisément de sa personnalité et de son image publique. C'est moins le BdV qui est visé ici que la personne d'Erika Steinbach. La solution qui sera trouvée pour sortir de l'impasse consistera précisément en un engagement d'Erika Steinbach à ne pas siéger dans ce conseil tandis que le nombre de représentants du BdV sera doublé. On voit ici que la personnalité d'Erika Steinbach devient un problème pour les projets défendus par le BdV alors que c'est en même temps la

<sup>2465</sup> Articles (*Wprost*, *Tygodnik Powszechny*, *Rzeczpospolita*) publiés dans *GB* 03/11, p. 9-10.

<sup>2466</sup> Article publié dans *GB* 04/1, p. 1.

<sup>2467</sup> Article publié dans *GB* 07/3, p. 1-9.

<sup>2468</sup> Article de Markus Patzke paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 09/10, p. 2.

détermination et l'obstination de la présidente qui permettent à ces projets d'avancer. Le *GB* montre son soutien inconditionnel à Erika Steinbach dans la tempête politico-médiatique<sup>2469</sup> et n'hésite pas à lui dire publiquement qu'il partage entièrement son combat :

« *C'est pour nous autres expulsés du Comté de Glatz un devoir que de nous tenir à vos côtés en ces temps d'agitation. Soyez assurée que les Graftschafter sont tous derrière vous. (...) Nous condamnons la mauvaise foi consistant à soupçonner de relativiser la culpabilité allemande avec vos déclarations. Nous vous demandons de poursuivre votre chemin qui est aussi le nôtre.* »<sup>2470</sup>

Preuve que le soutien démonstratif à Erika Steinbach est justifié, le *GB* publie la lettre de remerciement où elle souligne la solidarité du *GB* avec le BdV<sup>2471</sup>. La publication de ces deux lettres renforce l'unité des expulsés qui se sentent plus forts pour affronter les épreuves.

### ***L'Union européenne des expulsés***

Les expulsés d'Istrie représentent un groupe de population relativement modeste comparé aux milliers d'Allemands expulsés mais ils jouent un rôle particulier dans le *GB*. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Italiens d'Istrie ont été massacrés ou expulsés d'Istrie par les autorités yougoslaves qui avaient pris possession de la majeure partie du territoire. L'exemple des expulsés d'Istrie est utilisé dans le *GB* pour montrer combien les Italiens ont su mieux défendre leurs droits que ne l'ont fait les Allemands. Lorsque la Slovénie (où se trouvent les territoires dont ont été expulsés les Italiens) demande à obtenir un statut de partenaire de l'UE, l'Italie obtient pour les Italiens un droit d'acheter des terres en Slovénie tandis que les autres étrangers n'obtiendront ce droit que quatre ans plus tard. Cet exemple permet d'illustrer non la réussite des Italiens mais plutôt la défaite des Allemands incapables d'obtenir la moindre concession de la Pologne ou de la République tchèque dans les mêmes circonstances<sup>2472</sup>. Cette information est reprise un an plus tard et mise en exergue dans le journal dans une colonne détachée du reste de la page et la moitié du texte est rédigée en caractères gras<sup>2473</sup>. La volonté de Rome aura eu raison de la résistance slovène, ce qui tend à prouver selon le journal que les dirigeants allemands font preuve d'angélisme dans leurs relations avec leurs voisins européens tandis que d'autres pays ne s'embarrassent pas de tant de précautions (exemples cités de la Grèce dans la question chypriote ou de l'Espagne et du cas de Gibraltar).

S'appuyant sur une description détaillée des pratiques de ces expulsés, un article met en avant la fidélité des expulsés d'Istrie à leur *Heimat*, eux qui n'hésitent pas à s'y rendre quotidiennement pour certains. Une anecdote montre la force et la détermination de ces expulsés. Voulant se rendre en bus dans leur *Heimat* pour y commémorer leur expulsion, les expulsés sont arrêtés à la douane et doivent payer à l'aller comme au retour une amende pour organisation illégale de manifestation :

---

<sup>2469</sup> Publication de déclarations officielles de personnalités ou d'institutions, d'articles de presse et de lettres de lecteurs pour soutenir Erika Steinbach dans *GB* 09/4 et *GB* 09/5, ainsi que dans *GB* 10/1, p. 10-11.

<sup>2470</sup> Lettre de Peter Großpietsch, Franz Jung et Georg Hoffmann à Erika Steinbach publiée dans *GB* 10/10, p. 11.

<sup>2471</sup> Lettre d'Erika Steinbach à Peter Großpietsch publiée dans *GB* 10/12, p. 10.

<sup>2472</sup> Article (*Laubauer Tageblatt*) publié dans *GB* 97/1, p. 6-7.

<sup>2473</sup> Article (*Paneuropa intern*) publié dans *GB* 98/9, p. 5.

« *La Unione degli Istriani s'est tournée vers la Commission européenne qui a décidé de donner suite à leur plainte et de condamner la Slovénie (précisément pendant sa présidence de l'UE) à rembourser les amendes indues ainsi qu'à payer une amende pour abus de pouvoir et infraction contre quatre règles des Accords de Schengen, dont l'entrave à la libre circulation des personnes et le contrôle de police aux frontières. A bien des égards, les expulsés d'Istrie dont une grande partie habite à Trieste, c'est-à-dire directement face à leur ancienne maison, montrent un grand attachement à leur Heimat.* »<sup>2474</sup>

Les expulsés d'Istrie peuvent donc se targuer d'adopter un comportement des plus fidèles vis-à-vis de leur *Heimat*, soit une vertu cardinale aux yeux du *GB* et de braver les interdits (forcément illégitimes) des autorités du pays auquel appartient désormais leur *Heimat*. C'est entre autres pour cette raison que Peter Großpietsch considère que les expulsés italiens sont un modèle pour les expulsés allemands<sup>2475</sup>. Il n'est donc pas surprenant que le *GB* s'intéresse à la création d'un rassemblement européen des expulsés à l'initiative des Italiens.

A l'invitation de l'Unione degli Istriani, des associations venues de toute l'Europe (Finlande, Estonie, Allemagne, Autriche, Italie, Grèce et Chypre) se rassemblent à Trieste pour jeter les bases d'une organisation commune, l'« Union Européenne des Réfugiés et Expulsés » (UERE). Sont présentes pour l'Allemagne, la *Landsmannschaft der Ostpreußen*, *Landsmannschaft der Schlesier* et la *Landsmannschaft der Sudetendeutschen*. La Déclaration de Trieste fixe les objectifs de la future organisation européenne<sup>2476</sup>. Il s'agit principalement de faire reconnaître et condamner les crimes liés à l'expulsion et de dédommager les victimes. L'annonce de la création de la nouvelle organisation est saluée dans le *GB*, d'autant plus que Rudi Pawelka se rend à Trieste pour que la *Landsmannschaft Schlesien* devienne membre fondateur<sup>2477</sup>. Tous les expulsés allemands ne sont pas représentés au sein de l'UERE, et l'absence du BdV est remarquée. La question de l'adhésion du BdV est posée et les instances dirigeantes y réfléchissent longuement avant d'opposer un refus catégorique : la perte de souveraineté des membres ainsi que la participation aux travaux de création de personnalités allemandes que l'Office de protection de la constitution classe à l'extrême droite expliquent la position du BdV qui refuse d'être associé à de telles personnes<sup>2478</sup>. Au moment où le BdV s'efforce de devenir fréquentable pour que son projet de centre de commémoration de l'expulsion voie le jour, il est important de ne pas se montrer en mauvaise compagnie. Sur la même page du journal est publié un article annonçant qu'une *Landsmannschaft* autrichienne va adhérer à l'UERE<sup>2479</sup>, mais aussi une déclaration de l'UERE concernant l'attitude du BdV. L'UERE a des mots très durs pour le BdV et sa présidente qui a refusé une rencontre avec les dirigeants de l'UERE :

« *Les déclarations de presse qui sont remplies d'insultes et de contre-vérités à un bas niveau moral et politique et sont dirigées contre des partenaires potentiels et d'authentiques alliés ne*

<sup>2474</sup> Article (*Sudetenpost*) publié dans *GB* 09/2, p. 7.

<sup>2475</sup> Interview de Peter Großpietsch par l'auteur le 1<sup>er</sup> mai 2010 à Lüdenscheid.

<sup>2476</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 07/5, p. 1-2.

<sup>2477</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 08/1, p. 11.

<sup>2478</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 08/4, p. 10.

<sup>2479</sup> Article (*Pressedienst der Altösterreicher*) publié dans *GB* 08/4, p. 10.

*contribution certainement pas à créer un avenir commun dans un engagement durable pour les expulsés allemands et européens. (...) Les mots vides et les polémiques stériles qui se contredisent en outre en raison de leur subjectivité sont du ressort de personnes à l'esprit étroit agissant en ordre dispersé pour leur propre compte uniquement. »<sup>2480</sup>*

Le *GB* montre ici son ouverture à des opinions diverses. En tant que membre de la *Landsmannschaft Schlesien*, il est fidèle à cette orientation et soutient donc l'UERE, ainsi il est aussi un soutien fidèle du BdV et rend compte aussi de la réaction de celui-ci. On voit éclater au grand jour les oppositions parfois radicales entre les représentants des expulsés. Malgré l'harmonie de façade, on retrouve derrière le BdV qui couvre l'ensemble des associations des rivalités et des dissensions fortes parmi les représentants des expulsés. Rudi Pawelka est à la fois le président de la *Landsmannschaft Schlesien*, donc d'un membre de l'UERE, et membre de la direction du BdV, donc d'une association qui rejette catégoriquement l'UERE.

Le rejet de l'UERE par le BdV apparaît incompréhensible aux yeux de la *Sudetendeutsche Landsmannschaft in Österreich*. Elle y voit l'occasion de trouver une parade à l'une des grandes difficultés des expulsés qui est qu'on les renvoie toujours à la responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre et la barbarie nazie. En donnant au thème de l'expulsion une dimension européenne, les expulsés allemands ou autrichiens trouveraient enfin une plate-forme pour leurs revendications débarrassées du passé nazi :

*« Il est donc stratégiquement habile pour les expulsés allemands de se placer sous la protection d'une politique européenne de l'expulsion contre laquelle on ne peut pas si facilement brandir la menace du fascisme (comme le BdV vient malheureusement de le faire). »<sup>2481</sup>*

Rudi Pawelka est lui aussi convaincu de l'intérêt de l'UERE pour les expulsés allemands. La dimension européenne de l'organisation est porteuse d'espoir :

*« Nos amis des autres pays voient le gouvernement allemand comme une force décisive agissant contre les expulsés et ils n'ont pas tort. Dans notre propre pays, nous n'obtiendrons pour cette raison aucun succès, car on travaille contre nous dans le monde politique. C'est pourquoi nous avons besoin de l'Europe et des possibilités qu'ouvre une association européenne dans le cadre de traités européens. »<sup>2482</sup>*

Les possibilités dont parle Pawelka font partie des objectifs de l'UERE. Peu de temps après, l'UERE demande solennellement à la Commission européenne qu'elle crée une Commission permanente chargée des infractions et des discriminations contre les expulsés qui statuerait sur les questions encore ouvertes liées aux expulsés<sup>2483</sup>. Il apparaît ainsi clairement que l'UERE doit servir à la *Landsmannschaft Schlesien* à obtenir satisfaction sur ses demandes de dédommagements des pertes liées à l'expulsion. La reconnaissance officielle de l'UERE par

<sup>2480</sup> Déclaration de l'UERE publiée dans *GB 08/4*, p. 10.

<sup>2481</sup> Article (*Sudetenpost*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans *GB 08/6*, p. 10.

<sup>2482</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans *GB 09/1*, p. 10.

<sup>2483</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans *GB 10/7-8*, p. 6.

l’Union européenne est une première victoire pour les expulsés qui savent qu’ils vont désormais être des interlocuteurs privilégiés de l’UE dans toutes les questions qui les concernent<sup>2484</sup>.

## 5. Faut-il une réconciliation par le haut ou par le bas ?

Le *GB* est-il favorable à la réconciliation avec la Pologne ? La question peut paraître provocatrice tant la réponse est évidente. Si le journal ne voulait pas de réconciliation, il poursuivrait des objectifs clairement revanchistes et s’engagerait en faveur d’une solution militaire pour obtenir le recouvrement des territoires perdus. De plus, l’attachement à la Charte des expulsés de 1950 prouve si nécessaire que le *GB* est favorable à une solution pacifique du conflit qui oppose Allemands et Polonais<sup>2485</sup>. La question n’est donc pas tant celle de savoir si le *GB* est favorable à la réconciliation mais plutôt des moyens pour parvenir à la réconciliation avec la Pologne. La question des moyens pourrait même être affinée en précisant que ce n’est pas tant la Pologne qui est privilégiée dans la réconciliation que les Polonais. Le journal établit un clivage fort entre les dirigeants politiques des pays et leur population. La réconciliation peut être envisagée soit comme processus de rapprochement lent et patient entre deux parties adverses soit comme le fruit de ce processus. Pour ce qui est des relations germano-polonaises marquées durant la première moitié du XXe siècle par les crimes réciproques, le processus de réconciliation ne peut être que long et difficile, c’est pourquoi le terme de réconciliation ne sera envisagé ici que dans son acception processuelle. La réconciliation que prône le *GB* implique les populations elles-mêmes et rejette le plus souvent l’intervention des gouvernements. Il s’agit d’un processus qui doit se faire de bas en haut, partant des populations pour atteindre les gouvernements et non pas être décidé par les hautes sphères dirigeantes avant d’être imposé ou appliqué aux populations<sup>2486</sup>. L’exemple des parrainages entre villes de RFA et villes de la *Heimat* illustre ce choix.

### I – Une position de principe : par le bas

Le choix de la réconciliation par le bas relève d’une position de principe que le *GB* défend avec une grande constance. A de rares exceptions près, les rencontres entre représentants officiels de la Pologne et de la RFA sont toujours dénigrées car il leur est reproché de ne rien apporter à la réconciliation. En revanche, les rencontres entre individus ou entre groupes au niveau local sont fortement encouragées.

---

<sup>2484</sup> Déclaration de l’UERE publiée dans *GB* 10/11, p. 11.

<sup>2485</sup> En s’abonnant au journal sans rien dévoiler de son identité ni de son projet de recherche, l’auteur a reçu avec le premier numéro du *GB* un dépliant format A4 de huit pages présentant le journal et donnant des informations sur l’expulsion des Allemands à partir de 1945 et sur la région de Glatz. Parmi tous les documents, la Charte des expulsés de 1950 et la Déclaration sur la Charte de 1960 occupent une page entière.

<sup>2486</sup> Ce que signifie réconciliation par le bas pourrait être résumé par cette phrase tirée de l’article de Klaus Bachmann sur le kitsch de la réconciliation : « La plus importante contribution pour susciter une confiance réciproque n’a pas été le traité frontalier germano-polonais ou la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse mais la suppression des visas obligatoires entre les deux pays. » (« Der wichtigste Beitrag zur beiderseitigen Vertrauensbildung war nicht der deutsch-polnische Nachbarschaftsvertrag oder die Anerkennung der Oder-Neiße-Grenze, sondern die Abschaffung der Visapflicht zwischen beiden Ländern. »), cf. BACHMANN, *Versöhnungskitsch*.

### ***Une position théorique : le rejet de la classe politique dans son ensemble***

Le rejet de l'intervention de la classe politique dans le processus de réconciliation entre Polonais et Allemands ne se manifeste qu'à partir de 1970. Avant cette date, les hommes politiques ne sont généralement considérés qu'à travers le prisme de leurs déclarations en faveur ou non d'un retour des territoires de l'est. La première prise de position du GB contre l'intervention des hommes politiques est à mettre au compte d'Alois Bartsch qui intervient dans le cadre de la signature du Traité de Varsovie. Le voyage du chancelier Willy Brandt à Varsovie est prévu et on sait déjà qu'il sera marqué par la signature d'un traité entre les deux pays. Pour les expulsés, ce voyage n'augure rien de bon puisqu'il sera le point de départ de l'*Ostpolitik* que Brandt entend bien développer. Avant même que ce traité ne soit signé, Bartsch dénonce son inutilité :

*« Une relation durablement pacifique entre la Pologne et la RFA ne peut pas être instaurée uniquement sur la base de traités politiques. Il est absolument indispensable que d'autres relations sur des bases culturelles et humaines soient rendues possibles, que les hommes se rencontrent et qu'ils se défassent de leur méfiance les uns envers les autres. »*<sup>2487</sup>

Ce sont bien les traités de l'est qui sont au cœur des préoccupations de Bartsch. Tant que les hommes politiques entretenaient des relations distantes avec la Pologne, ils ne posaient pas de problème aux expulsés, mais à partir du moment où ils se mêlent de réconcilier les deux pays et que ce processus ne se fait pas dans le sens voulu par les *Landsmannschaften*, alors l'opposition grandit. Les expulsés souhaiteraient que ce soit les anciens et nouveaux habitants qui décident de leur sort :

*« Le problème du traité entre la République fédérale d'Allemagne et la République populaire de Pologne est le problème des hommes des deux côtés. »*<sup>2488</sup>

Bartsch reprend ici une revendication majeure du journal qui est celle du droit à l'autodétermination pour les habitants anciens et nouveaux des territoires de l'est, mais il plaide aussi pour une dépolitisation de la gestion du sujet dans la mesure où il voudrait que les hommes politiques se contentent de rappeler les positions juridiques, qui se limitent à ce moment-là à l'absence d'un traité de paix qui permettrait de statuer sur le sort des territoires.

Le travail des hommes politiques en direction de la Pologne n'est pas seulement inefficace, il est même jugé contreproductif :

*« Et pourtant le visiteur ouest-allemand de sa Heimat a souvent plus contribué à la réconciliation et à la détente que certains politiciens qui dans des discours emphatiques font l'éloge de leurs succès souvent douteux et qui de toutes façons nécessitent la sanction des peuples. »*<sup>2489</sup>

Il y a donc une opposition claire entre les gens d'en bas, du peuple, et ceux d'en haut, les dirigeants, incapables de comprendre les sentiments des expulsés et de répondre à leurs attentes.

---

<sup>2487</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB 70/11*, p. 1-2.

<sup>2488</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB 71/1*, p. 1-2.

<sup>2489</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB 73/10*, p. 1.

L'opposition entre représentants du pouvoir politique et individus est une nouvelle fois mise en avant par Bartsch dans un éditorial de 1974, au moment où les voyages dans la *Heimat* se multiplient et que les cars sont nombreux à rouler de RFA vers la Pologne pour permettre aux expulsés de revoir pour quelques heures ou quelques jours leur terre natale :

« *Ce qui est sûr aussi, c'est que la nostalgie de la Heimat conduit des milliers d'entre nous en bus et par d'autres moyens dans notre Heimat. Ce qui est sûr pour beaucoup d'entre nous qui sommes allés là-bas, c'est que l'on peut bien s'entendre avec les nouveaux « propriétaires ». Ce qui est tout aussi sûr, c'est que les taux de change auxquels nous sommes contraints ne sont pas seulement une bonne affaire pour l'Etat mais que l'on veut peut-être aussi empêcher (on peut le supposer) que l'on se rencontre et faire en sorte que l'on s'éloigne.* »<sup>2490</sup>

Est évoqué ici en creux le Traité de Varsovie et ses conséquences pratiques : les voyages de citoyens de RFA vers la Pologne sont autorisés, mais les voyageurs doivent s'acquitter d'un change obligatoire élevé qui tout en assurant des rentrées d'argent conséquentes à la Pologne, dissuadent un certain nombre de voyageurs potentiels. Les conséquences du traité ne sont donc pas uniformément positives pour les Allemands de RFA. En cela, les expulsés peuvent s'estimer lésés. Car l'autorisation d'aller dans leur *Heimat* constitue pour eux un droit minimal qu'ils ne perçoivent pas comme une concession de la Pologne, tandis que le change obligatoire auquel ils sont soumis est vécu comme une mesure vexatoire proche du racket institutionnalisé.

Les hommes politiques apparaissent non seulement comme des gêneurs dans le processus de réconciliation, mais ils sont même présentés comme des personnes ayant un intérêt à ce que perdure l'antagonisme entre Allemands et Polonais :

« *Voici donc un Polonais de la Heimat qui voulait offrir une vache au propriétaire allemand des lieux qui trouvait la ferme finalement en bon état pour montrer que la « propriété » n'appartient pas qu'à lui. Comme il n'était bien sûr pas possible d'emporter l'animal, on se mit finalement d'accord sur deux poules qui finirent par connaître à Bad Alt Heide où notre compatriote était logé le destin de toute vie terrestre. La solution si souvent réclamée pour la détente et la paix ne peut être que la suivante : **Laissez les hommes se rencontrer les uns les autres ! Ne faites pas tant de difficultés!** [en gras dans l'original, L.P.] Les politiciens des deux côtés ne réussirent pas seuls, car ils vivent en partie des tensions.* »<sup>2491</sup>

L'anecdote racontée dans ce texte peut attendrir le lecteur par sa fraîcheur en décalage avec le ton souvent sombre et lourd des éditoriaux du *GB*. Une fois de plus, les petites gens, caractérisées par leur simplicité, leur sens pratique et leur bon sens font office de modèle pour la réconciliation tandis que les politiciens sont renvoyés à leur incompetence. Toutefois cet éditorial se termine sur une note un peu discordante. En effet, on peut juger que la classe politique dans son ensemble ne fait pas la preuve d'une grande compétence à améliorer les relations germano-polonaises. C'est un point discutable, mais il est permis de le penser. En revanche, affirmer que les hommes politiques vivent de la division au sein de l'Europe et, partant, qu'ils auraient une sorte d'intérêt vital à entretenir cette division est bien plus hardi.

---

<sup>2490</sup> Éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 74/2, p. 1.

<sup>2491</sup> Éditorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 75/6, p. 1.

Rien d'ailleurs ne vient étayer cet argument péremptoire. Lorsque la méfiance vis-à-vis de la classe politique confine au rejet pur et simple et se caractérise par une absence d'argumentation au profit de jugements péremptores, le *GB* succombe au populisme en considérant que tous les hommes politiques, quels qu'ils soient et quelles que soient leurs idées sont incompétents ou nocifs du simple fait de leur activité.

Alois Bartsch développe régulièrement dans le *GB* son crédo de l'importance prééminente des rencontres entre individus avec une forte conviction. Les lecteurs sont certainement nombreux à réagir à cette prise de position puisque Bartsch publie un article dans le *GB* pour justifier son engagement contre les hommes politiques :

*« Au cours des dernières années, dans des éditoriaux et d'autres communiqués, j'ai toujours soulevé la même exigence : « Laissez les gens se rencontrer les uns les autres ! » Je partais et je pars du principe que les hommes politiques issus de tous les partis ne réussiront pas seuls à créer une relation pacifique entre Polonais et Allemands, à amener la détente et à produire ainsi la « réconciliation » tant attendue. La détente n'est pas possible sur la seule base d'une politique impersonnelle. (...) Les politiciens vivent en partie des tensions. La question est de savoir si une détente complète leur serait profitable. (...) »<sup>2492</sup>*

Bartsch commence par rappeler son postulat de départ (prééminence des rencontres individuelles) puis une des conséquences qu'il en tire (nuisance des interférences politiques) avant de finir par décrédibiliser définitivement le rôle des hommes politiques (double-jeu des hommes politiques). S'appuyant sur ce rappel, il en vient à ce qui semble avoir motivé son article :

*« Je trouve la confirmation de mon opinion dans de nombreuses lettres qui me sont adressées. »<sup>2493</sup>*

Son article est donc bien une réaction au courrier des lecteurs qui arrive à la rédaction du journal. Il cite alors une lettre d'un lecteur qui explique pourquoi il considère qu'il est important d'emmenner ses enfants en voyage dans la *Heimat* et de leur permettre de rencontrer des Polonais pour faire l'expérience réelle de la réconciliation. Cette lettre va tout à fait dans le sens de ce que défend Bartsch. On imagine sans mal que si Bartsch ressent le besoin de publier cet article, c'est en partie pour se justifier après des critiques et non pour exposer une nouvelle fois des arguments qu'il a déjà eu l'occasion de présenter. C'est certainement une somme de critiques qui l'amène à faire le point sur sa position. Son article se clôt effectivement sur des réactions moins positives, qui ne l'empêchent pas d'enfoncer le clou en répétant une nouvelle fois son credo :

*« Naturellement, certains de nos Graftschafter seront d'un avis contraire. Il faut le comprendre et le considérer comme un point de vue personnel. Mais l'expérience nous montre par exemple que les voyages des « Jeunes de Neurode » ou d'autres groupes de jeunes du Comté de Glatz qui ont eu lieu jusque-là ont toujours été également des rencontres avec des Polonais et que nos jeunes ont été reçus le plus souvent très cordialement, et que dans les discussions et les rencontres se sont presque développées des amitiés qui portent l'esprit de la*

<sup>2492</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/3, p. 3.

<sup>2493</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/3, p. 3.

*réconciliation et de la détente qui est né sur des bases purement privées et personnelles, vers l'avenir. C'est pourquoi : **Laissez les gens se rencontrer les uns les autres !** [en gras dans l'original, L.P.] »<sup>2494</sup>*

Les réactions négatives à ses appels en faveur d'une réconciliation par le bas sont-elles nombreuses ? Impossible à dire, mais elles sont suffisamment marquantes pour Bartsch puisqu'il se sent obligé de se justifier en partie, même s'il utilise la voix d'un autre *Grafschafter* pour légitimer son propre discours.

Les rencontres au sommet entre dirigeants allemands et polonais sont discréditées car le *GB* considère qu'elles n'apportent aucune amélioration à la situation de la *Heimat* ou à celle des expulsés. En revanche, elles permettent aux hommes politiques ouest-allemands de les instrumentaliser à des fins de politique intérieure. Bartsch n'hésite pas à dénoncer la venue du chef du parti communiste polonais, Edward Gierek, en RFA en juin 1976 comme une manœuvre bassement politicienne pour mettre en avant l'activisme du gouvernement allemand vis-à-vis de l'est trois mois avant les élections législatives d'octobre 1976 :

*« (...), on se demande ainsi spontanément s'il est si justifié de voir le chancelier nier farouchement que les patrons du PC puissent venir chez nous en tant que soutien électoral. »*<sup>2495</sup>

Voilà ici incarné le reproche que Bartsch fait si souvent à la classe politique. Elle utilise à des fins électoralistes les grandes questions de l'époque et ne se soucie guère des conséquences pratiques.

Chose étonnante, on lit dans le *GB* une déclaration officielle d'Alois Mertes, député allemand CDU qui est aussi secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères qui insiste sur le rôle que doit jouer le peuple dans les relations entre Pologne et Allemagne. Cet article est écrit au moment où Hans-Dietrich Genscher annule sa visite en Pologne suite au refus des autorités polonaises de le voir se rendre sur la tombe de Jerzy Popieluszko, prêtre polonais assassiné parce qu'il devenait trop gênant pour les dirigeants communistes. En tant que député, il est précisément représentant du peuple et on pourrait penser que c'est en cette qualité qu'il intervient dans le processus de réconciliation germano-polonais :

*« Une politique polonaise de l'Allemagne qui ignorerait les détenteurs du pouvoir à Varsovie n'est ni possible ni responsable. Mais le contraire est vrai aussi : L'effort de réconciliation politique entre Bonn et Varsovie doit être complété par la réconciliation humaine entre les peuples dans l'esprit d'un respect mutuel, d'une compréhension mutuelle et d'un pardon mutuel. (...) Bonn ne peut ignorer ce qui émeut profondément le peuple polonais. La réconciliation entre les deux Etats nécessite le fondement que constitue l'adhésion des peuples. Sinon, elle est bâtie sur le sable. »*<sup>2496</sup>

---

<sup>2494</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/3, p. 3.

<sup>2495</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 76/6, p. 1.

<sup>2496</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/1, p. 9.

Alois Mertes refuse ici de choisir entre réconciliation par le haut et réconciliation par le bas, considérant que les deux mouvements se complètent et sont de ce fait indissociables pour parvenir à un résultat satisfaisant.

Côté polonais aussi on met en valeur la contribution des peuples à la réconciliation. Alors historien engagé aux côtés de Solidarność, Władysław Bartoszewski souligne également la prééminence des rencontres individuelles sur les sommets officiels entre représentants polonais et allemands :

*« Bartoszewski a fait du développement des contacts germano-polonais parallèlement aux relations officielles entre Bonn et Varsovie le pilier principal du rapprochement germano-polonais auquel toute institutionnalisation ne peut que nuire. »*<sup>2497</sup>

En 1989, alors que la Pologne est entrée dans sa transition vers la démocratie et que le mur de Berlin s'ouvre à l'automne, les contacts officiels entre les deux Etats prennent une intensité particulière à la veille de l'unification allemande. La réconciliation entre les deux pays entre dans une nouvelle phase, pas supplémentaire sur un chemin déjà long. Dans les deux pays, on en vient à se demander pendant combien de temps encore Polonais et Allemands vont devoir se réconcilier :

*« Ce qu'un poète polonais et membre actuel du Sénat fait remarquer est certainement vrai, la réconciliation entre individus, polonais et allemands, lors de rencontres personnelles, a déjà eu lieu. Il n'y a que les hommes politiques et princes de l'Eglise polonaise qui ont besoin de cours de rattrapage, comme si souvent dans l'histoire germano-polonaise. »*<sup>2498</sup>

Il semblerait que ce soit la classe politique dans son ensemble qui soit disqualifiée par son incapacité à admettre la réalité des faits et la réconciliation entre Polonais et Allemands. Toutefois, on constate que c'est surtout aux représentants de l'Etat polonais que s'adresse ce reproche. Alors que durant la guerre froide, les hommes politiques étaient la cible de toutes les attaques (peut-être parce que la dictature en Pologne faisait que les hommes politiques étaient d'une certaine manière inattaquables, car prisonniers d'un système de pensée dont ils ne pouvaient sortir), on constate après 1990 que c'est principalement du côté polonais que se dirigent les critiques contre la cécité dont seraient victimes les hommes politiques :

*« La réconciliation entre individus a eu lieu des milliers de fois depuis avec les rencontres personnelles entre Allemands de l'est et les nouveaux habitants polonais. Pourquoi les hommes politiques polonais n'en tiennent-ils pas compte et n'agissent-ils pas dans le sens d'une compréhension entre les peuples ? En Pologne aussi on devrait avoir compris que ce n'est pas la grandeur géographique d'un pays qui fait son importance, l'Allemagne en est l'illustration ! »*<sup>2499</sup>

---

<sup>2497</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB 87/6*, p. 3.

<sup>2498</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB 89/12*, p. 1. On retrouve exactement les mêmes arguments dans un article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB 91/5*, p. 2, dans un article de Franz Jung publié dans *GB 91/6*, p. 1-7, dans un article de Herbert Gröger publié dans *GB 91/6*, p. 2-3, dans un article publié dans *GB 91/10*, p. 3-4, dans un article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB 91/11*, p. 2 ou dans un éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB 92/2*, p. 1.

<sup>2499</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB 90/7*, p. 2.

Rien n'est plus efficace pour décrédibiliser le discours politique que de montrer que la partie adverse, c'est-à-dire les Polonais partagent ce sentiment de défiance à l'égard de leur gouvernement, même si celui-ci est devenu démocratique et donc débarrassé de la rhétorique communiste antiallemande. Un article du *GB* publié en 1992 reprend un extrait d'un journal allemand où un étudiant polonais présente son point de vue sur les relations germano-polonaises sous l'angle de la question des expulsés. Ce qu'il dit reprend en tous points les grands principes défendus sans relâche par le *GB* :

*« Il faut que je souligne ici clairement que mes expériences personnelles avec les Allemands ou l'Allemagne ont été très positives. (...) Je ne considère pas que l'amour de la Heimat soit du revanchisme. (...) Je vois plutôt la possibilité d'un développement positif d'un avenir commun dans les contacts personnels entre les hommes que dans les rencontres officielles (ou non) entre chefs d'Etat. »*<sup>2500</sup>

Le rejet des dirigeants politiques se double d'un rejet des dirigeants ecclésiastiques. Plusieurs fois, les articles de Herbert Gröger mettent l'accent sur le fait que les hauts dirigeants polonais sont incapables de mettre en œuvre le processus de réconciliation. Mais lorsqu'il parle des dirigeants polonais, il ne se limite pas seulement à la sphère politique mais y inclut les hauts dignitaires de l'Eglise catholique. Reprenant le compte rendu du déroulement d'un pèlerinage des *Grafschafter*, il en souligne la réussite, insistant notamment sur ce qui différencie ces rencontres au niveau des populations des rencontres officielles :

*« Une rencontre germano-polonaise porteuse d'avenir sans les louvoiements du monde politique ou de l'Eglise officielle. »*<sup>2501</sup>

Le rejet de la classe politique n'a donc pas seulement une dimension politique, c'est aussi le simple fait que les dirigeants politiques occupent une position se prévalant d'une supériorité sur les expulsés qui pose problème. Les expulsés revendiquent en quelque sorte un droit de préemption sur le thème non seulement de l'expulsion mais aussi de la réconciliation germano-polonaise (voire des conditions de développement des relations germano-polonaises tout simplement).

Au niveau de l'Eglise, la réconciliation est une fois encore privilégiée par le bas plutôt que par le haut. Les rencontres locales sont préférées aux grands raouts qui suscitent l'attention des médias mais ne semblent pas toucher directement les populations :

*« Aussi désagréable, voire hostile la « grande » politique polonaise soit-elle vis-à-vis de nous (quelques exemples suivent), certains contacts au niveau communal avec des partenaires polonais se développent dans un sens positif; il en va de même pour un certain partenariat avec des ecclésiastiques polonais. »*<sup>2502</sup>

Dans cet article, même s'il ne le dit pas clairement, Peter Großpietsch prend clairement position en faveur de relations directes avec les prêtres polonais. L'affaire du cardinal Hlond ainsi que la lettre des évêques polonais que le *GB* n'a jamais considérée comme un réel geste

---

<sup>2500</sup> Article (*PZ-Extra – Wir in Europa*) publié dans *GB* 92/8, p. 4.

<sup>2501</sup> Article publié dans *GB* 92/9, p. 1-2. On retrouve les mêmes arguments dans l'éditorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 01/4, p. 1-6.

<sup>2502</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 04/1, p. 5.

de réconciliation ont définitivement entamé la relation de confiance entre le journal, pourtant profondément catholique et les instances officielles de l’Eglise catholique de Pologne.

Pourtant, un texte fait figure d’exception dans lequel Herbert Gröger adopte une position diamétralement opposée à celle qui est habituellement celle du *GB*. Après les cérémonies de la commémoration du début du soulèvement de Varsovie le 1<sup>er</sup> août 1994 où le président de la République Roman Herzog a été officiellement invité par son homologue polonais, il semble se réjouir de voir les chefs d’Etat sceller la réconciliation entre les deux pays :

*« Nous avons toujours regretté que la réconciliation ne fonctionne qu’au niveau inférieur ou personnel. Depuis les cérémonies du 1<sup>er</sup> août à Varsovie, les autorités politiques et religieuses soutiennent elles aussi la voie de la réconciliation germano-polonaise. »*<sup>2503</sup>

Cette prise de position s’opposant complètement à la ligne habituelle du *GB* ne doit rien au hasard. En effet, lors de ces cérémonies, le président Roman Herzog a pris la parole et il a prononcé un discours qui va tout à fait dans le sens voulu par le *GB*. Herbert Gröger ne le mentionne pas dans son éditorial, mais tout laisse à penser que le discours du président Herzog est à l’origine de cet apparent changement de position. Roman Herzog n’a été élu que peu de temps auparavant et il s’agit de l’une de ses toutes premières interventions publiques. Son discours est donc observé avec une grande attention. Il fait l’éloge de la réconciliation dont il souligne la nécessité, mais il montre aussi que l’histoire est complexe et que pour parvenir à se réconcilier, il faut que les deux parties se montrent prêtes à saisir cette réalité historique dans toute sa profondeur :

*« Ce dont nous avons besoin, c’est de la réconciliation et du rapprochement, de la confiance et d’un bon voisinage. Cela ne peut se développer et s’épanouir que si nos peuples font face en toute transparence aux horreurs de leur histoire récente. En toute transparence et sans préjugés. Avec le courage pour affronter toute la vérité. Ne rien ajouter mais ne rien omettre non plus, ne rien taire et ne rien mettre sur le compte de l’autre. »*<sup>2504</sup>

Prononcé peu de temps après la chute du régime communiste en Pologne, ce discours inaugure un nouveau chapitre des relations germano-polonaises. Les expulsés y entendent ce qu’ils attendent depuis toujours de la part des représentants de la classe politique allemande, c’est-à-dire que l’Allemagne adopte un ton bienveillant vis-à-vis de la Pologne sans que cela signifie pour autant soumission ou contrition. C’est surtout la mention du « courage pour affronter toute la vérité » qui représente un formidable espoir pour les expulsés qui entendent un appel à la Pologne à affronter son passé et à se libérer de son statut confortable de victime pour se mettre face à la réalité de l’expulsion.

La fin de la dictature communiste permet aux expulsés de voyager en Pologne et de rencontrer plus régulièrement que par le passé la population qui y vit désormais :

---

<sup>2503</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 94/9, p. 1.

<sup>2504</sup> Discours de Roman Herzog prononcé le 1<sup>er</sup> août 1994 à Varsovie disponible en ligne sur [www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Roman-Herzog/Reden/1994/08/19940801\\_Rede.html](http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Roman-Herzog/Reden/1994/08/19940801_Rede.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

« A ce sujet, il me semble intéressant de constater que le nouveau mouvement antiallemand n'est pas partagé par les Polonais, qui en tant que génération ayant connu la guerre pourraient peut-être avoir des raisons de le faire. Les exemples à la pointe sud du Comté de Glatz en témoignent. Mais y a-t-il une nouvelle germanophilie ? On dirait bien ! »<sup>2505</sup>

Les hommes politiques qui trouvent judicieux de s'appuyer sur un sentiment antiallemand qu'ils imaginent partagé par une large frange de la population sont dénoncés et leurs tentatives disqualifiées par leur intention de nuire et leur inefficacité. Gröger prétend ici garder confiance en la capacité du peuple polonais à ne pas succomber à la démagogie d'hommes politiques peu scrupuleux et à garder le cap vers une réconciliation sur place.

### **Des exemples concrets**

Le tout premier élément indiquant que nouveaux habitants polonais et anciens habitants allemands ont intérêt à se connaître, à se rencontrer et à sympathiser est publié en 1964. Sous la plume marquée par la charité chrétienne et les valeurs de pardon et de dialogue de Georg Goebel, l'initiative polonaise d'entrer en contact avec les Allemands est saluée :

« Nous nous réjouissons de certains signes venant de la population polonaise habitant maintenant dans le Comté de Glatz qui sont un signal d'amitié et l'expression d'une fraternité chrétienne. Nous pensons ici à une certaine invitation adressée du côté polonais à des Grafshafter. Nous en sommes reconnaissants. »<sup>2506</sup>

On ne sait pas exactement de quelle initiative il s'agit, ni de qui elle vient précisément : s'agit-il d'un simple habitant du Comté de Glatz ou bien d'un ecclésiastique qui aurait pris contact directement avec Goebel pour l'inviter à Glatz ? Impossible de le savoir. Il est possible que les lecteurs du *GB* en sachent plus en s'informant à travers des lettres pastorales, mais on peut imaginer aussi que Goebel entretienne à dessein un certain mystère autour de ce geste de fraternité et qu'il le garde anonyme pour en renforcer la portée universelle. Peu importe qui s'adresse à qui, l'important est qu'un Polonais témoigne de son amitié envers un Allemand, ce qui constitue dans les années 1960 un geste qui ne va pas de soi.

Comment la rencontre entre les ennemis d'hier est-elle possible<sup>2507</sup> ? Dans quelles conditions et sous quelle forme doit-elle se dérouler ? A l'époque où les voyages deviennent possibles quand, suite à la signature du Traité de Varsovie, la Pologne autorise les visites touristiques des Allemands, la question se pose pour les expulsés. Ceux qui en ont fait l'expérience reviennent et racontent comment ils ont fait la connaissance (ou retrouvé) les nouveaux occupants de leur ferme ou maison. Les questions du passé ressurgissent inévitablement et c'est aussi l'occasion de lever le voile sur des non-dits et de faire la lumière sur le passé. Alois Bartsch souligne qu'à chaque fois, les Allemands sont bien accueillis, que ce soit par d'anciens amis ou parents ou par les nouveaux occupants polonais et comment les expulsés qui reviennent en visite dans leur *Heimat* cherchent à nouer le dialogue avec les Polonais :

---

<sup>2505</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 95/2, p. 1-3.

<sup>2506</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 64/6, p. 1-2.

<sup>2507</sup> L'article de Demshuk permet de saisir tout l'enjeu que constituent les voyages dans la *Heimat*, pour la réconciliation entre les deux peuples comme pour l'acceptation de la perte de la *Heimat*. Cf. DEMSHUK Andrew, « „Heimaturlauber“. Westdeutsche Reiseerlebnisse im polnischen Schlesien vor 1970 », p. 79-99, in : *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung*, n°60, 2011.

*« De telles conversations ont évidemment eu lieu dans un espace à dimension humaine. Pour faire sortir ce qui est humainement émouvant, elles se sont déroulées la plupart du temps dans le salon, parfois derrière les rideaux tirés. Pourtant, on pouvait se regarder dans les yeux ! Ces conversations dans les salles à manger (hérétiques que nous sommes) nous paraissent plus importantes que les séminaires consacrés à Auschwitz auxquels participe un public plus ou moins contraint d'être là. Les conversations dans les salles à manger commencent en règle générale par les souvenirs communs. Les catastrophes politiques apparaissent dans le destin personnel. Les clichés haineux ravalés disparaissent. Le succès : les conversations personnelles sont possibles. »<sup>2508</sup>*

Ce récit des conditions du rapprochement entre les individus est révélateur à bien des égards. Il montre d'abord que Bartsch s'appuie certainement sur des expériences vécues ou qui lui ont été rapportées mais qu'il n'invente pas, tant l'émotion qui transparait doit avoir dominé bien des rencontres. Ensuite, il montre que c'est à chacun de faire un pas en direction de l'autre et que la réconciliation ne peut pas se faire au nom d'un groupe. Chaque individu est concerné et doit être confronté à la rencontre de l'autre. Lorsque c'est l'intime qui est concerné et que les histoires deviennent très personnelles, il n'est plus possible de parler au nom d'un groupe ou de prétendre représenter un groupe. Ce récit est plus à même de convaincre de l'utilité des rencontres au niveau individuel que les simples rejets par principe de l'activité politique ou diplomatique.

La rencontre entre individus permet aussi de bien distinguer les hommes du système politique dans lequel ils vivent. Cette distinction s'impose en effet pour parvenir à la réconciliation entre Allemands et Polonais puisque RFA et Pologne vivent jusqu'en 1989 dans deux systèmes politiques et économiques antagonistes. Comment dans ces conditions imaginer un rapprochement ? Les relations personnelles offrent une approche bien plus prometteuse, puisque débarrassée (en partie au moins) du carcan politique dans lequel elles ne peuvent se développer librement. Au moment où s'effectue la transition démocratique en Pologne, Herbert Gröger revient sur cette dimension individuelle qu'il entend continuer à mettre au premier plan :

*« Les nombreux voyages touristiques dans notre ancienne Heimat ont conduit à des relations bonnes voire amicales avec les gens qui y vivent maintenant. Quand on lit les comptes rendus de voyage, on se rend compte qu'il n'y a pas de préjugés dans les relations entre les hommes et que la compréhension réciproque est dominante. Ce ne sont pas les hommes, c'est le système qui est hostile. »<sup>2509</sup>*

Cette dimension humaine opposée au système politique dans lequel vivent les hommes est très importante car elle permet de trouver une issue au conflit. Les dirigeants politiques font assaut de gestes diplomatiques pour rapprocher les deux pays, mais le contexte de guerre froide constitue un cadre directeur pour les relations interétatiques dont les diplomates ne peuvent s'affranchir. Quelles que soient les avancées obtenues par des mois de négociation, il n'en

<sup>2508</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 73/10, p. 1.

<sup>2509</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 89/7, p. 1.

demeure pas moins que la RFA et la Pologne appartiennent à deux blocs antagonistes et qu'elles vivent sous une tutelle plus ou moins forte qui restreint nécessairement leurs marges d'action.

Après 1990, il devient beaucoup plus facile pour les Allemands de se déplacer en Pologne et d'y rencontrer la population polonaise. Bien que des rencontres aient été possibles auparavant, il n'y a désormais plus de craintes liées à la surveillance policière et au revanchisme supposé des expulsés après la signature des traités entre Pologne et Allemagne. Alors que dans le but de discréditer l'intervention des hommes politiques, Herbert Gröger ne cesse de répéter que la réconciliation a eu lieu depuis bien longtemps, il décrit tout de même les rencontres entre individus comme si l'entente cordiale n'allait pas de soi puisqu'elle surprend :

*« Mais si un contact personnel direct se produit, alors la cordialité souvent débordante et l'hospitalité slave désarmante nous surprennent. Des portes s'ouvrent ; on peut parler de tout et on est compris. On dirait qu'il n'y a pas de barrières à la réconciliation. »*<sup>2510</sup>

Gröger écrit cet éditorial alors qu'il rentre d'un voyage dans la *Heimat* où il est parti à la rencontre des rédacteurs du journal polonais *Ziemia Kłodzka*. Il contredit en partie ce qu'il a pour habitude d'écrire car dénoncer le retard présumé des hommes politiques qui n'auraient pas pris la mesure des relations personnelles et feraient paraître les relations entre les deux Etats en décalage fait partie de sujets favoris. Il semblerait plutôt qu'il ait été marqué par son voyage dans la *Heimat* et en revienne impressionné par les rencontres qu'il y a faites et qui lui donnent raison encore plus qu'il ne l'espérait peut-être.

En 2004, des expulsés allemands rencontrent des Polonais expulsés à l'initiative de petits-enfants d'expulsés allemands ayant choisi de passer plusieurs mois d'études sur la terre natale de leurs ancêtres. Cette rencontre soutenue par la Fondation pour le souvenir, la responsabilité et l'avenir<sup>2511</sup> a lieu durant une dizaine de jours dans la ville ukrainienne de Lviv<sup>2512</sup>. Elle permet aux participants de mieux comprendre le destin du peuple voisin, de le comparer avec son propre destin pour y trouver les points communs et différences :

*« Nous avons noué de nombreuses amitiés au cours de ce voyage. Comme chacun a dit ouvertement ce qu'il pense, nous avons pu comprendre les Polonais qui ont perdu leur Heimat et les Polonais ont pu comprendre combien nous tenons à notre Heimat perdue. Car il n'y a qu'à travers des rencontres et des discussions communes que l'on arrive à comprendre que nous avons tous vécu le même destin. Nous voudrions remercier tous ceux qui ont rendu ce projet possible et nous espérons que l'esprit de réconciliation de ce voyage en éclairera d'autres. »*<sup>2513</sup>

Ce type de rencontre est certainement le plus à même de réconcilier Polonais et Allemands. Il va sans dire que c'est en se rencontrant et en confrontant ses expériences et en apprenant à se connaître que l'on se comprend le mieux. La durée du séjour (onze jours) est assez longue pour permettre de dépasser les réticences et de lever les tabous. Mais cette expérience ne peut

---

<sup>2510</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 92/7, p. 1-2.

<sup>2511</sup> « Stiftung Erinnerung, Verantwortung und Zukunft ».

<sup>2512</sup> « Lwów » en polonais et « Lemberg » en allemand.

<sup>2513</sup> Article publié dans *GB* 04/12, p. 8-9.

se faire qu'avec un petit nombre de participants. La photo qui accompagne l'article montre 23 personnes. Le temps et les moyens (logistiques et financiers) que nécessite ce type de rencontres rendent leur organisation très exceptionnelle, de sorte que peu de personnes seulement peuvent y participer. Toutefois, on peut penser que les participants rendus attentifs à la réalité vécue dans l'autre pays transmettront leurs connaissances et expériences dans leur propre pays.

### ***Le tourisme de la nostalgie***

Le tourisme de la nostalgie est ce phénomène qui conduit des Allemands expulsés à retourner plus ou moins régulièrement dans leur *Heimat* pour y retrouver la trace de leur passé ou simplement se souvenir de ce que fut leur vie passée ou leur enfance. Les premiers voyages d'Allemands dans la *Heimat* remontent aux années 1950. Le *GB* s'est alors empressé de publier les récits des voyageurs qui offraient aux expulsés la possibilité d'obtenir quelques nouvelles sur l'évolution de leur *Heimat* et sur l'état dans lequel elle se trouvait désormais. Ce n'est qu'à partir de la signature des traités de l'est et de l'assouplissement de la délivrance de visas touristiques que s'est développé ce que l'on appelle le tourisme de la nostalgie. Les expulsés s'organisent alors pour retourner pour quelques heures ou quelques jours dans leur région natale. La chute du communisme a donné la possibilité à tous de se rendre en voyage dans la *Heimat*. Il s'agit d'un type de tourisme bien particulier qui n'a rien à voir avec ce que l'on entend généralement par tourisme. Que cherchent les expulsés qui retournent dans leur *Heimat* ? Lorsqu'il s'agit d'un premier voyage, c'est avant tout le désir de comparer la situation actuelle avec celle qu'ils ont connue durant leur enfance. Presque tous les récits individuels de voyage mentionnent la visite de la maison ou ferme natale, celle de l'église du village, souvent un passage par le cimetière pour essayer d'y retrouver les tombes de parents ou d'amis, parfois aussi la visite de l'école du village. Ce qui ressort est souvent lié aux lieux ou bâtiments plus qu'aux personnes. Peu nombreux sont les expulsés qui retrouvent lors de leurs voyages des personnes qu'ils ont connues par le passé. Celles-ci sont souvent déjà décédées quand elles n'ont pas été expulsées. Les nouveaux habitants des lieux sont presque toujours des inconnus. Parfois, ces gens-là sont ceux avec lesquels il a fallu cohabiter avant de leur laisser l'usage des habitations après l'expulsion. Le plus souvent, ce sont des inconnus qui ne sont arrivés qu'après le départ des Allemands. Plus rarement, ce sont ceux-là mêmes qui ont conduit activement l'expulsion. Dans ce cas, les retrouvailles n'en sont pas puisque Polonais comme Allemands préfèrent s'ignorer prudemment. Les rencontres avec les personnes ne sont donc pas le sujet principal du récit. En insistant le plus souvent sur l'état des lieux et des bâtiments, les récits de voyages brossent pour les lecteurs du *GB* un tableau d'ensemble qui doit permettre à chacun de se représenter sa propre région natale ou sa propre maison. Ces récits acquièrent alors une portée universelle, en transcendant la dimension individuelle du récit. Lorsque les rencontres avec les Polonais habitant désormais dans la *Heimat* sont évoquées, c'est presque toujours dans un sens positif. Il est quasiment impossible de lire un récit où les nouveaux habitants polonais d'une maison refuseraient de recevoir les anciens occupants allemands ou les taxeraient de revanchisme du simple fait de leur présence. Si des difficultés sont mentionnées c'est plutôt en raison de problèmes linguistiques et de la difficulté à communiquer avec des personnes dont on ne parle pas la langue.

Ces voyages se sont beaucoup développés au début des années 1970 car les expulsés attendaient depuis longtemps de pouvoir enfin partir en voyage dans leur *Heimat* pour retrouver la trace de leur passé. Des agences de voyage se spécialisent sur ce segment commercial et proposent des voyages à la carte, incluant les visites dans les villages et les hauts lieux de la vie d'autrefois. Les voyages restent néanmoins largement encadrés par le régime communiste qui profite de l'aubaine pour prélever des taxes sur chaque voyageur. L'encadrement se fait notamment par l'emploi de guides officiels accrédités par le régime pour conduire les touristes dans des endroits définis à l'avance et leur délivrer un message conforme à l'idéologie communiste. Le *GB* propose dans un numéro de 1983 un long article particulièrement intéressant sur le tourisme de la nostalgie. Dans la rubrique « Opinion », il reprend la retranscription intégrale publiée dans un journal d'une émission radiophonique de la *WDR* où une jeune Polonaise travaillant comme guide auprès de touristes allemands en Silésie ou Prusse orientale ou de touristes polonais à Lviv, ville appartenant à la région de l'est de la Pologne passée sous administration soviétique à la fin de la guerre. Son métier lui offre la possibilité de comparer le comportement des expulsés revenant dans leur *Heimat*, qu'ils soient allemands ou polonais. Elle n'a d'abord travaillé qu'avec des Allemands avant de s'occuper également de groupes de Polonais. Son témoignage est particulièrement éclairant pour les lecteurs du *GB*. Tout d'abord parce qu'elle dit sans ambages que le comportement habituel des touristes allemands lui a souvent déplu, du fait de leur obsession de retrouver des noms allemands dans une région polonaise et de leur exaspération de constater que seuls des noms polonais sont usités :

*« Au début, ces voyages m'ont fortement énervée. (...) et dès le départ, on se sent comme le gérant mal aimé d'une propriété dont les véritables maîtres viennent d'arriver. Sentiment désagréable quand on pense que je m'y sens chez moi et dans ma Heimat. »*<sup>2514</sup>

Des anecdotes montent aussi que les touristes allemands de la nostalgie ne constituent pas un bloc monolithique et que les comportements les plus divers sont possibles, allant du geste de fausse solidarité d'un expulsé donnant de l'argent à l'habitant actuel de la ferme afin qu'il procède à la réfection de la grange pour qu'elle soit en bon état lorsqu'il en reprendra possession, à l'aide sincère de l'expulsée qui donne de l'argent pour la rénovation d'une maison au seul motif qu'elle y est née, en passant par le couple qui se fait jeter dehors après s'être plaint de la gabegie polonaise dans une ferme lui ayant appartenu par le passé. Elle livre ensuite le récit des voyages qu'elle effectue avec des touristes polonais dans leur ancienne *Heimat* et les comportements sont rigoureusement identiques, les reproches les mêmes et les agacements parfaitement semblables. La conclusion de l'article est très intéressante :

*« A cette époque, j'ai compris que les touristes de la nostalgie ne sont pas des revanchistes, ni des étrangers ou des ennemis qui revendiquent une propriété étrangère, veulent réviser les frontières et que l'on doit trouver énervants ou dont on doit avoir peur. On doit simplement avoir de la compréhension pour ces gens car il leur manque ce petit morceau de vie un coin de leur vie où ils sont nés et qui du fait de son absence a pris une importance considérable. Et lorsqu'ils arrivent enfin à cet endroit, en ce lieu, leurs émotions sont bien trop grandes pour qu'ils puissent encore se montrer soucieux de leurs accompagnateurs (y compris si ces*

---

<sup>2514</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 83/11, p. 3-4.

*accompagneurs sont les propriétaires actuels). Et c'est aux propriétaires actuels de se montrer humains et de comprendre. Les touristes de la nostalgie, quelle que soit leur nationalité, sont pour moi ce qu'ils sont réellement : des gens à la recherche de leurs racines, qui essaient de retrouver ce morceau de leur propre vie qui leur a été volé par l'histoire. »<sup>2515</sup>*

Pour les lecteurs du *GB*, ce témoignage est éclairant à plus d'un titre. Tout d'abord, parce qu'il conforte les lecteurs dans leur sentiment que le jugement qui est habituellement porté sur eux (revanchisme, révisionnisme, etc.) est injuste et que les gens qui fréquentent longtemps les expulsés finissent par les comprendre réellement et par dépasser ces préjugés faciles. Ensuite, parce que ce témoignage venant d'une Polonaise, il apporte la preuve que chez la partie adverse, on sait se montrer compréhensifs avec les expulsés, ce qui rend la défiance dont ils sont victimes en Allemagne encore plus injuste à leurs yeux. Comme il le fait souvent, le *GB* va donc chercher chez ses adversaires des soutiens, ce qui relève d'une véritable stratégie de renforcement de ses positions et légitime ainsi sa conduite.

Les touristes de la nostalgie sont présentés dans le *GB* comme les vrais artisans de la réconciliation germano-polonaise, comme les seuls acteurs réellement efficaces prêts à s'engager concrètement sur le terrain, au contact des nouveaux habitants de la *Heimat* perdue :

*« Par millions, ils [les touristes de la nostalgie, L.P.] sont partis en voyage dans leur Heimat originelle, ils ont cherché et cherchent encore les lieux de souvenir, trouvent le contact avec les habitants actuels. Ils tendent la main en offrant aux expulseurs d'autrefois des millions de colis, en soutenant financièrement la sauvegarde de monuments culturels. C'est un refus clair de toute violence, c'est plus qu'un simple signal de disposition à la réconciliation. »<sup>2516</sup>*

Dix ans après la chute du communisme et l'ouverture des frontières en Europe, Gröger évoque à nouveau cette période durant laquelle les voyages dans la *Heimat* sont devenus possibles. Il est évident pour lui que les touristes de la nostalgie ont fait plus pour la réconciliation germano-polonaise que toutes les rencontres officielles :

*« Souvent, on rentrait dans son « chez soi à l'étranger » avec le sentiment de ne plus y être étranger, et d'un autre côté de se sentir étranger dans la « Heimat ». C'était l'époque des « touristes de la nostalgie » ! C'était aussi l'époque où s'est développée une compréhension supranationale entre les expulsés allemands et les nouveaux habitants polonais. »<sup>2517</sup>*

Le titre de son article « Voyages de la nostalgie, voyages dans la *Heimat*, voyages de vacances » montre bien que le tourisme de la nostalgie occupe une place particulière dans les relations germano-polonaises et qu'ils ne sauraient être confondus avec de simples séjours de vacances. C'est principalement dû au fait que les Allemands ne s'y rendent pas pour y faire de simples séjours de plaisance, mais parce qu'ils ont à cœur de rencontrer les gens qui y vivent et de rendre vivant leur séjour par des rencontres culturelles, religieuses ou personnelles :

<sup>2515</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 83/11, p. 3-4.

<sup>2516</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 85/5, p. 1.

<sup>2517</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 03/10, p. 2.

*« Et pourtant les voyages dans notre « Heimat du Comté de Glatz » devraient rester quelque chose de « particulier ». Ils ne devraient pas devenir des sortes de voyages de vacances et de plaisir. Nous devons bien cela à nos ancêtres. »*<sup>2518</sup>

En 1991 déjà, Gröger dénonçait le lien distendu entre certains expulsés et leur *Heimat*. Les voyages dans la *Heimat* ont une signification très particulière, qui confine au sacré. Ils se distinguent de simples vacances dans un lieu de villégiature :

*« Il ne reste alors de notre culture vieille de plus de 800 ans qu'une sorte de Majorque, juste bonne pour une semaine de vacances. »*<sup>2519</sup>

Pour que la réconciliation par le bas puisse se réaliser et que Polonais et Allemands apprennent à se comprendre et à s'accepter, il est nécessaire que les hommes aillent les uns vers les autres. Le tourisme traditionnel, limité à de simples visites ou promenades n'est dans ce cas d'aucun secours. Il rappelle en cela les appels de Georg Goebel à prendre les rencontres d'expulsés au sérieux et à ne pas les laisser devenir de simples endroits où l'on mange et boit : *« Nous comprenons que la joie aussi se manifeste, que les retrouvailles soient « arrosées ». Mais cela ne doit pas suffire. »*<sup>2520</sup>

On comprend que les voyageurs de la nostalgie doivent se comporter dans la *Heimat* comme de véritables ambassadeurs de l'Allemagne. Puisque les hommes politiques ont failli ou sont par nature incapables de pratiquer la réconciliation, c'est à la population de prendre le relais et de s'engager, en partant à la rencontre des habitants actuels de la *Heimat* et en surmontant les réticences ou préjugés hérités du passé.

La critique sur le comportement de certains visiteurs de la *Heimat* est reprise par la voix d'un Allemand qui vit dans la *Heimat*, Horst Ulbrich, né en RFA et qui vit aujourd'hui en Silésie à Eckersdorf, où il exploite un centre équestre. Pour lui aussi, c'est uniquement dans les rencontres entre individus et dans les échanges concrets que la réconciliation peut prendre forme :

*« Nous [les Allemands de la Heimat, L.P.] vivons dans une bonne relation de voisinage avec les Polonais, il n'y a que nos visiteurs allemands pour s'étonner parfois de l'absence de problèmes, en particulier à cause du drapeau allemand qui flotte au-dessus de notre manège équestre. Malheureusement, les voyageurs de la Heimat, et je pense ici particulièrement à la génération de la guerre, se rendent principalement dans les thermes de Altheide et Kudowa, et ils y restent entre eux en n'ayant que peu de contacts avec la population actuelle. »*<sup>2521</sup>

Pour cet Allemand qui a fait le choix de partir vivre en Silésie, alors qu'il est né en RFA, les relations entre Polonais et Allemands se doivent d'être aussi simples que possible et c'est la cohabitation quotidienne où les uns vivent avec les autres qui rend la réconciliation possible. Le constat est sévère dans la façon de juger le comportement des Allemands en visite, mais Ulbrich est d'autant moins attaquant ou critiquable qu'il a fait un choix que peu ont eu le

---

<sup>2518</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 03/10, p. 2.

<sup>2519</sup> Article de Günther Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 91/6, p. 2.

<sup>2520</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 56/11, p. 1-2.

<sup>2521</sup> Article de Horst Ulbrich publié dans *GB* 04/11, p. 8.

courage de faire pour eux-mêmes : il est parti vivre dans la *Heimat* et vit au quotidien dans une région peuplée de Polonais. Les lecteurs du *GB* qui pourraient avoir la désagréable sensation qu'on leur fait la leçon ne peuvent guère réagir puisque celui qui critique est lui-même exempt de tout reproche.

### ***L'entretien des cimetières et monuments allemands***

Les cimetières font partie des éléments importants dans la *Heimat* pour les expulsés. Si le rôle des ancêtres et la fidélité à leur héritage sont sans cesse rappelés, les cimetières sont en quelque sorte l'expression de la présence des ancêtres. En quittant leur *Heimat*, les expulsés ont perdu en même temps la possibilité de se rendre sur la tombe de leurs aïeux, ils se sont retrouvés coupés d'une partie de leur passé :

*« Lors de l'expulsion en 1945/46, nous avons été obligés de quitter non seulement notre maison et notre ferme, mais sont également restés derrière nous nos cimetières et nos morts. Et plus d'un ancien garde en mémoire cette image du moment où, alors que le convoi partait en direction des points de rassemblement, il fit encore une halte devant le cimetière pour dire au revoir. »*<sup>2522</sup>

Après le départ des Allemands à la fin de la guerre, les autorités polonaises n'ont eu de cesse de poloniser les territoires dont elles avaient la charge et de faire en sorte que le passé allemand sombre dans l'oubli. La minorité allemande restée sur place étant privée de ses droits à une existence publique, ce sont alors les traces laissées par les Allemands que le régime communiste s'applique à effacer. Outre les inscriptions qui peuvent orner tel bâtiment ou lieu public, les traces du passé allemand concernent principalement les monuments et les cimetières. Tandis que sur les murs des bâtiments les inscriptions en allemand sont souvent effacées ou dissimulées, les cimetières sont le plus souvent laissés simplement à l'abandon.

Il faut distinguer parmi les cimetières allemands présents sur le territoire polonais entre les cimetières civils et les cimetières militaires. Dans le cas des cimetières civils, le *GB* y voit une sorte de témoignage de l'histoire que des populations allemandes ont bien vécu en Silésie durant des siècles et toutes les inscriptions (noms et dates) marquées sur les pierres tombales sont autant de signes visibles de la présence allemande. Ces cimetières ne sont pas bien entretenus par les Polonais, entre autres en raison du fait que les Allemands ne sont plus qu'une minorité à vivre dans les territoires de l'est et que les parents et amis manquent pour entretenir les tombes des disparus. Dans le cas des cimetières militaires, la situation est différente puisqu'on ne peut pas compter sur des parents des soldats morts au combat pour entretenir les tombes et qu'il revient à l'administration locale de prendre en charge ce travail. La Pologne s'y refuse, car il est inconcevable pour le pays d'honorer la mémoire de soldats à la solde d'un régime qui a réduit en esclavage une partie de la population pendant qu'il en exterminait une autre partie.

Le Service pour l'Entretien des Sépultures Militaires Allemandes (SESMA) est une association qui existe depuis le début du XXe siècle et qui milite pour le droit des soldats

---

<sup>2522</sup> Article de Georg Wenzel publié dans *GB* 01/11, p. 1-2.

allemands tombés au combat à reposer dans une digne sépulture. Dans les territoires de l'est et en Pologne, les lieux où des soldats allemands ont péri sont très nombreux. Pendant longtemps, le service d'entretien a demandé sans succès l'autorisation à la Pologne d'entretenir les tombes des soldats allemands se trouvant sur son territoire. Le *GB* mentionne pour la première fois cette situation en 1979 :

*« Le gouvernement communiste de Pologne a jusque là refusé obstinément de laisser le SESMA entretenir les quelque 300 000 tombes de soldats allemands qui se trouvent en Pologne et dans les territoires de l'est allemands placés aujourd'hui sous administration polonaise. »<sup>2523</sup>*

Cette information est reprise deux mois plus tard dans une déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* qui fixe parmi une liste de revendications l'exigence de voir l'entretien des tombes de soldats allemands confié au SESMA<sup>2524</sup>. Herbert Hupka indique que des particuliers entretiennent des tombes à titre bénévole mais que ces personnes ont régulièrement à rendre des comptes à la police de leur action<sup>2525</sup>.

L'entretien des cimetières militaires est une obligation fixée par la Convention de Genève du 12 août 1949 :

*« Article 130. - Les autorités détentrices veilleront à ce que les internés décédés en captivité soient enterrés honorablement, si possible selon les rites de la religion à laquelle ils appartenait, et que leurs tombes soient respectées, convenablement entretenues et marquées de façon à pouvoir toujours être retrouvées. »<sup>2526</sup>*

Non seulement, le régime communiste ne remplit pas ses engagements internationaux en laissant les cimetières de soldats à l'abandon, mais il utilise même des monuments allemands à des fins de manipulation et de propagande :

*« Les Polonais ne s'indignent pas en revanche du fait qu'en Silésie et en Prusse orientale les monuments aux morts allemands de 1870/71 et 1914/18 sont falsifiés pour devenir des monuments aux victimes du « fascisme hitlérien » et à celles de l'Armée populaire polonaise et l'Armée rouge qui ont perdu la vie lors de la libération de la Pologne. »<sup>2527</sup>*

Cette anecdote permet de montrer à la fois combien le régime communiste vit du mensonge et a besoin d'entretenir l'image d'un ennemi prétendu héréditaire pour se renforcer auprès de sa propre population, mais aussi de souligner la cruauté de la Pologne : elle ne se contente pas de falsifier la réalité historique autour du drame de Katyn dont les Allemands sont rendus responsables, mais va jusqu'à utiliser les soldats morts lors d'autres conflits pour attiser les

---

<sup>2523</sup> Article publié dans *GB* 79/6, p. 3. On retrouve les mêmes reproches dans une déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 86/6, p. 2 et dans un article (oprM) publié dans *GB* 86/6, p. 3.

<sup>2524</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 79/8, p. 1-2.

<sup>2525</sup> Article de Herbert Hupka (*GNK*) publié dans *GB* 84/3, p. 2. On retrouve les mêmes explications dans un article de Herbert Hupka publié dans *GB* 84/7, p. 2-3.

<sup>2526</sup> Texte de la Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949 en ligne disponible sur [www.icrc.org/dih.nsf/FULL/380?OpenDocument](http://www.icrc.org/dih.nsf/FULL/380?OpenDocument) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2527</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/5, p 4.

rancœurs contre l'Allemagne. En montrant que la Pologne n'a même pas de respect pour les morts, le *GB* achève de discréditer le régime polonais qui ne recule devant aucune bassesse.

Les dirigeants ouest-allemands ne sont pas insensibles à cette question et ils s'engagent en faveur d'un règlement de ce problème dans les discussions diplomatiques qui sont menées avec la Pologne. Comme souvent, il est difficile de savoir quels progrès sont effectivement réalisés car le gouvernement polonais ne délivre que des informations très parcellaires et le gouvernement allemand de son côté tâche de se montrer actif bien que les résultats probants ne soient pas toujours au rendez-vous. Les députés au *Bundestag* qui représentent aussi les expulsés interpellent régulièrement le gouvernement sur cette question, mais il est difficile de se faire une idée précise de la situation réelle<sup>2528</sup>. Le *GB* rend compte des discussions intergouvernementales et des questions adressées par les députés allemands au gouvernement fédéral. Les cimetières civils sont aussi au cœur des négociations entre gouvernements et le *GB* montre que le gouvernement ouest-allemand s'efforce d'obtenir là aussi quelques avancées. Outre quelques exemples de cimetières qui bénéficient d'un entretien régulier, le *GB* cite le cas de tombes d'Allemands qui sont l'objet de soins attentifs des autorités polonaises :

*« Dans le cadre des efforts polonais pour préserver les tombes importantes d'un point de vue historico-culturel, quelques tombes allemandes ont été restaurées au cours des dernières années, dont celles d'Eichendorff, de Carl Hauptmann et de Ferdinand Lassalle, cette dernière l'ayant été suite à l'initiative prise par le SPD. »*<sup>2529</sup>

Alors que les expulsés attendent que les autorités polonaises s'intéressent un peu plus à l'état des cimetières allemands de leur territoire, cette mention du traitement particulier réservé à la tombe d'un fondateur du socialisme allemand suggère une collusion entre communistes polonais et sociaux-démocrates allemands. Il s'avère donc que les efforts diplomatiques déployés par les dirigeants de gauche vont dans le sens de la préservation de leur héritage culturel propre et que le destin d'un camarade leur importe plus que celui de la nation allemande dans son ensemble. C'est le sens de l'ironie avec laquelle la fin de l'article souligne l'importance de Lassalle dans l'histoire du SPD. L'article adopte un ton qui se veut neutre mais cache difficilement une pointe d'ironie.

A partir de 1990, il devient possible pour les Allemands de se rendre dans les cimetières de la *Heimat* et d'y constater dans quel état ils se trouvent. C'est ce qu'entreprend un lecteur du *GB*. Il rapporte avoir déjà visité la *Heimat* en 1973 et avoir pris des clichés des tombes allemandes. Il invite l'ensemble des lecteurs à pratiquer de même afin de constituer une banque de données qui stockera les informations qui ne seront bientôt plus disponibles au vu de la dégradation de ces cimetières :

---

<sup>2528</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 85/11, p. 3.

<sup>2529</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 87/3, p. 4.

« *J'adresse à tous les voyageurs en Silésie la demande suivante : photographiez toutes les tombes pour les transmettre à nos descendants. Cela vaut aussi pour les croix de chemins, les calvaires, etc qui ont souvent un texte inscrit sur la face arrière !* »<sup>2530</sup>

Ce passage indique que les photos des cimetières doivent permettre de conserver le souvenir de ce que le temps risque de faire disparaître. En cela, il est fidèle à la devise des expulsés qui veulent « laisser une trace ». Il souligne aussi fortement la dimension culturelle des cimetières puisque c'est souvent là que l'on voit le passé allemand de la *Heimat*. Quand tout a disparu, c'est encore là que l'on peut trouver ce qu'il reste. Mais il ajoute une autre raison à sa volonté de préserver les cimetières allemands :

« *Les cimetières précisément pourraient être le point de départ d'une réconciliation authentique et durable.* »<sup>2531</sup>

Cette conclusion de son article pourrait être valable si elle était un peu argumentée. Car le reste de l'article ne fait que déplorer le manque d'entretien de cimetières allemands et le fait que les Polonais ne s'en occupent pas (à moins d'être payés par des Allemands pour le faire).

Toutefois, on retrouve quelques années plus tard, un autre article qui témoigne de la possibilité pour les cimetières militaires d'incarner la réconciliation entre les deux peuples. Un lecteur interpelle le *GB* sur l'existence d'un cimetière militaire allemand laissé à l'abandon non loin de Bad Kudowa :

« *La croix de bouleau haute de 25 mètres est comme le reste du cimetière en pleine décrépitude. La famille polonaise Ludowka de Groß-Georgsdorf a élevé un monument avec une croix en bois de 2,50 mètres.* »<sup>2532</sup>

Cet article se conclut par un appel à tous les expulsés qui souhaiteraient participer à une action commune germano-polonaise de remise en état de ce cimetière. Il donne là un exemple concret de ce qu'une collaboration germano-polonaise peut produire pour aller dans le sens de la réconciliation au-delà des rancœurs liées au passé.

L'article de Herbert Geisler suivi d'un second peu de temps après<sup>2533</sup> intéresse réellement le *GB*. Peut-être des lecteurs ont-ils également manifesté leur intérêt pour le sujet auprès de la rédaction. Dans la rubrique consacrée à la vie interne du journal, un article invite donc ses lecteurs à poursuivre la réflexion sur l'avenir des cimetières allemands et il propose aux associations locales d'expulsés d'entreprendre des démarches afin que les cimetières allemands dans la *Heimat* soient entretenus ou qu'une partie soit réservée aux Allemands<sup>2534</sup>.

Les nouvelles venant de Pologne et concernant les cimetières allemands en Pologne ne sont pas toutes de nature à réjouir les expulsés, certaines sont même inquiétantes. Un article extrait

---

<sup>2530</sup> Article publié dans *GB* 90/9, p. 4.

<sup>2531</sup> Article publié dans *GB* 90/9, p. 4.

<sup>2532</sup> Article publié dans *GB* 93/1, p. 4.

<sup>2533</sup> Article de Herbert Geisler publié dans *GB* 90/11, p. 1.

<sup>2534</sup> Article paru dans la rubrique Vie du journal publié dans *GB* 91/9, p. 3.

de *DOD* s'appuyant sur un document polonais officiel paraît en 1992 et dresse un tableau peu reluisant de l'état des cimetières allemands :

*« Les habitants enterrent leurs morts dans les tombes des Allemands, les restes des Allemands sont enfouis plus profondément, les inscriptions sont recouvertes. L'auteur cite des lieux où les cimetières ont été profanés. On vole les dents en or et les bijoux dans les tombes, les pierres de granit sont utilisées pour la construction et les matériaux plus simples pour construire des routes. (...) A Swinemünde, le cimetière a été transformé en aire de jeux pour les enfants, les enfants trouvent des os humains. A un autre endroit, le cimetière a été transformé en camp de scouts. »*<sup>2535</sup>

L'impression laissée par un tel tableau est désastreuse et on imagine sans mal le choc que cette nouvelle doit représenter pour les lecteurs du *GB* qui peuvent penser à leurs ancêtres qui reposent dans des cimetières de l'autre côté de la frontière. L'image du cimetière comme point de départ de la réconciliation entre Polonais et Allemands est bien loin.

Un article explique que le parquet de Johannesburg vient de décider de lancer des poursuites judiciaires contre un prêtre polonais :

*« Le prêtre (...) avait fait enlever des pierres tombales puis aplanir le terrain dans l'ancien cimetière protestant allemand. C'est un touriste allemand qui avait observé les faits. »*<sup>2536</sup>

Quel effet cet article produit-il sur le lecteur ? Il est impossible de le savoir, d'autant que chacun réagira en fonction de sa propre sensibilité. Certains retiendront que les ecclésiastiques polonais sont sans scrupules et n'ont pas de respect pour les morts d'autres peuples. D'autres y verront plutôt la marque que les temps ont changé et que les délits contre les Allemands ne restent pas impunis puisque la justice intervient.

## **II – Le cas des parrainages**

A leur arrivée dans les zones d'occupation des Alliés, les expulsés se sont retrouvés répartis sur tout le territoire allemand. La répartition s'est faite en essayant de faciliter au mieux leur intégration : il s'agit alors d'éviter une répartition inégale entre les régions afin que les communes soient en mesure de les recevoir et de leur offrir des conditions de vie décentes. Outre que beaucoup de villes avaient été détruites lors des bombardements, les logements étaient de toute façon très insuffisants pour accueillir de nouvelles populations. Limiter le nombre d'arrivants a donc pour but d'éviter de susciter les réticences de la population locale à accueillir de nouveaux habitants. Malgré tous ces principes et les efforts déployés par les gouvernements militaires alliés, certaines villes ou régions ont accueilli un nombre particulièrement élevé d'expulsés. L'objectif poursuivi était aussi d'éviter que se constituent des communautés voire des ghettos peuplés exclusivement d'expulsés, d'abord pour faciliter leur intégration dans leur nouvel environnement en luttant contre la tentation de l'enfermement et aussi pour éviter que ne se développent des sentiments de revanchisme et que les expulsés ne fassent bloc pour formuler leurs revendications.

---

<sup>2535</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 92/2, p. 5. On retrouve les mêmes descriptions dans l'article de Georg Wenzel publié dans *GB* 01/11, p. 1-2.

<sup>2536</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 93/5, p. 4.

Les villes où les expulsés étaient les plus nombreux ou bien représentaient une part importante de la population sont celles où sont apparues les premières organisations représentatives des expulsés et c'est là que se sont rassemblés les expulsés de manière officielle pour se retrouver et partager ensemble les souvenirs liés à la *Heimat* et entretenir l'espoir d'y retourner un jour. La Basse-Saxe, le bassin de la Ruhr ou la Bavière figurent parmi les régions qui ont accueilli le plus d'expulsés et les associations y sont particulièrement actives. Ce sont aussi les deux régions qui ont adopté le système de parrainage les premières. La Basse-Saxe accepte le parrainage de la *Landsmannschaft Schlesien* officiellement le 3 octobre 1950 (soit un peu plus de six mois après la création de l'organisation qui entend parler au nom de tous les Silésiens) tandis que la Bavière place les Allemands des Sudètes sous son égide. Ratisbonne fait de même pour l'ensemble du peuple sudète en exil en 1951. Mais la pratique la plus courante veut qu'une ville parraine une ville ou un canton. Le sens des parrainages est très variable selon les cas. Les objectifs fixés dans une charte vont d'une intégration rapide de la population expulsée dans la nouvelle société jusqu'à l'adoption des revendications politiques des expulsés<sup>2537</sup>.

Les *Grafschafter* se sont retrouvés très nombreux à Lüdenscheid et dans la région, et c'est à partir de là que s'est fédérée l'organisation des expulsés. Maintenir le lien avec la *Heimat* figure en bonne place parmi les objectifs que se sont fixés les associations. Comme le régime communiste en Pologne empêche les expulsés de venir en visite dans leur *Heimat* et que la politique menée par le gouvernement fédéral se borne à s'appuyer sur le droit pour réclamer un droit au retour ou le libre exercice du droit à l'autodétermination, il n'y a que peu d'actions concrètes possibles pour entretenir le lien à la *Heimat*. Dès le départ, les associations ont compris que leur combat devait ne pas négliger les symboles puisque les actions concrètes ne pouvaient sortir d'un champ limité. Les parrainages de ville sont devenus un moyen fort de marquer l'attachement des habitants d'une ville de RFA à une ville située de l'autre côté de la ligne Oder-Neisse, mais aussi leur solidarité avec les habitants, anciens ou nouveaux, contraints de vivre dans un système politique qu'ils n'ont pas choisi et qui les prive de leurs libertés. Il convient de distinguer le parrainage d'une ville par une autre du jumelage entre deux villes. La différence entre les deux est essentielle et elle va devenir un enjeu politique à partir du réchauffement des relations diplomatiques germano-polonaises.

Les parrainages de villes sont officiellement encouragés à partir de 1953. Leur nombre passe de cette date à 1961 de 54 à environ 300, dont 80 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Leur nombre atteint sans doute 350 à la fin des années 1960 mais aucune institution (ni le ministère, ni le BdV) ne recense les nouveaux parrainages ou la mise en sommeil d'anciens<sup>2538</sup>.

Les parrainages de villes relèvent-ils d'un processus de réconciliation par le haut ou par le bas ? La première réponse qui semble s'imposer serait de parler d'une réconciliation par le haut, puisque la décision de parrainer une ville de la *Heimat* est prise par le conseil municipal

---

<sup>2537</sup> WILLE, *SBZ-DDR*, p. 477-487.

<sup>2538</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 97-100.

d'une ville et que ce sont les autorités locales qui scellent cette décision. Pourtant, l'engagement des expulsés, donc des habitants, est extrêmement fort et ce sont surtout eux qui sont les porteurs du projet et qui donnent vie au parrainage. C'est pourquoi, le parrainage atteste plus de l'engagement de citoyens que des autorités politiques et qu'il peut être assimilé à la réconciliation par le bas tant prônée par le *GB*.

### ***Le sens du parrainage***

Lüdenscheid a célébré la cérémonie organisée pour le parrainage de Glatz le 5 octobre 1952. C'est un article de *Lüdenscheider Nachrichten* qui fait office de compte rendu de la fête. Dans le même temps, la ville d'Altena parraine la ville silésienne de Habelschwerdt. Le chapeau de l'article est aussi le seul endroit du journal qui donne réellement des informations sur le sens ou les buts du parrainage :

*« L'administration et les représentants de la cité minière se sont rassemblés dimanche avec le conseil élu de la ville et du canton de Glatz pour se promettre amitié et assistance éternelles, dans les domaines culturel et économique comme sujet de la communauté d'intérêts et des cœurs. Les nombreux discours (...) étaient à l'unisson plutôt à favorables à l'engagement en faveur d'une Allemagne unie : il faut que ce soit toute l'Allemagne ! Il n'y a pas d'Allemagne sans l'est. C'est ainsi que cette cérémonie aussi a trouvé son apogée dans l'exigence : Rendez nous notre Heimat à l'est de l'Allemagne ! »*<sup>2539</sup>

Alors que le parrainage représente un acte symbolique important et que le *GB* sous la houlette de son rédacteur Alois Bartsch, enseignant de son état, fait traditionnellement preuve de pédagogie, on ne trouve pas d'explication sur le sens de la décision de parrainer la ville de Glatz comme si cette décision allait de soi. Il semblerait que ce soit finalement plutôt l'occasion d'organiser une cérémonie en grande pompe destinée à renouveler les revendications politiques des expulsés.

Ce n'est qu'à l'occasion du dixième anniversaire du parrainage que le *GB* consacre plusieurs de ses pages au lien entre l'ancienne et la nouvelle *Heimat* des expulsés. Georg Goebel commente dans un éditorial les trois premières phrases du document officiel de parrainage de Glatz. Mais cet éditorial ne met rien d'autre en valeur que le devoir pour tous les Allemands de participer à l'effort d'unification de toute l'Allemagne et sur la solidarité entre expulsés et population ouest-allemande<sup>2540</sup>. Il semble qu'à ce moment-là le parrainage représente plus pour les expulsés l'expression forte d'un désir de retrouver la *Heimat*, volonté qui serait en quelque sorte officialisée par le soutien d'une ville ouest-allemande.

Le parrainage est mis au défi au début des années 1960 lorsque les expulsés de Glatz formulent des revendications à l'adresse de leur ville marraine. De nombreux *Grafschafter* se sont établis à Lüdenscheid et dans les environs et ils y constituent une importante communauté. La majorité des *Grafschafter* vit en revanche bien loin de là. Certains souhaiteraient pouvoir s'établir à Lüdenscheid pour y retrouver un peu du sentiment d'appartenance à une communauté qui a disparu lors de l'expulsion. Mais la ville de

---

<sup>2539</sup> Article publié dans *GB* 52/11, p. 1.

<sup>2540</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans *GB* 62/10, p. 1.

Lüdenscheid n'est pas disposée à accueillir de nouveaux expulsés et sa capacité à répondre aux demandes et aux besoins des expulsés est soumise à rude épreuve. Un article extrait de *Lüdenscheider Nachrichten* est une nouvelle fois reproduit à la une du *GB* pour rappeler les demandes des expulsés mais surtout pour montrer aux lecteurs du *GB* que leurs demandes trouvent un écho dans la presse quotidienne locale et que le sujet dépasse donc le cadre de la presse des expulsés :

*« Une possibilité pour les anciens agriculteurs de pratiquer leur métier, un lieu de soutien à la culture avec des possibilités de formation, un maison de retraite et de repos et un lotissement avec accès à la propriété, voilà les projets des Graftschafter. Lüdenscheid est leur ville marraine et devrait donc pour cette raison être leur auxiliaire pour les tirer des difficultés. En voici quelques-unes ! »*<sup>2541</sup>

C'est une nouvelle fois à l'occasion d'un anniversaire que le *GB* revient sur le sens du parrainage. La cérémonie commémorative organisée à Lüdenscheid rassemble plusieurs milliers de personnes qui marquent leur attachement à la *Heimat* et au lien qui s'est tissé avec la ville du Sauerland. Dans son discours, le maire de Lüdenscheid rappelle ce que le parrainage implique pour sa ville :

*« Préserver l'héritage intellectuel et culturel de la région parrainée a été l'un des principaux devoirs. (...) Un second devoir, non moins important, a été d'organiser les rencontres individuelles des expulsés et réfugiés avec la population locale afin de rendre possible un réel vivre ensemble. C'est ainsi que les 20 000 expulsés et réfugiés sont devenus désormais des citoyens de la ville de Lüdenscheid dans le vrai sens du terme. »*<sup>2542</sup>

Le cas rapporté dans ce numéro du *GB* n'est pas isolé et en d'autres endroits aussi, la classe politique locale s'implique pour les parrainages. Le président de la *Landsmannschaft der Siebenbürger Sachsen* s'intéresse dans un discours à ce qui fait la richesse des parrainages. Il montre que le ministère chargé du Travail, de la Santé et des Affaires sociales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie a mené une enquête approfondie pour recenser tous les parrainages existant dans le Land<sup>2543</sup>. Il recense 102 parrainages entre villes de ce Land et villes au-delà de la ligne Oder-Neisse :

*« Du point de vue de son contenu, le travail des débuts lié aux parrainages a fondamentalement changé : les aide matérielles et les question d'intégration ne sont plus au premier plan (mis à part les Aussiedler qui arrivent) ; elles ont été remplacées par l'entretien de la culture. Ce qui était et qui est encore décisif, c'est de savoir si les partenaires du parrainage établissent des manifestations communes. La simple autoreprésentation du partenaire de l'est ne suffit presque plus. On assiste actuellement à un déplacement des points importants du parrainage vers la recherche et la science. A travers ce déplacement, le travail lié aux parrainages est élevé à un niveau supérieur et projeté dans une nouvelle époque. Le travail à la base consistait principalement en une représentation des us et coutumes. Leur public était composé des propres membres du groupe et des locaux. »*<sup>2544</sup>

<sup>2541</sup> Article publié dans *GB* 63/4, p. 1-2.

<sup>2542</sup> Article publié dans *GB* 67/10, p. 1-3.

<sup>2543</sup> Article publié dans *GB* 79/3, p. 1-2.

<sup>2544</sup> Article publié dans *GB* 79/3, p. 1-2.

*« Les parrainages sont l'expression d'une solidarité grandie au cours de l'histoire ; ils sont le cadre d'une relation de revendications et d'exigences entre des groupes sociaux qui, en raison de l'histoire, de la tradition, de la langue, de la culture, de la mentalité et de l'unité populaire qu'ils partagent constituent un tout organique aussi longtemps qu'ils en formulent le souhait. »*<sup>2545</sup>

Thomas Horschler rappelle à l'occasion du trentième anniversaire du parrainage de Glatz par Lüdenscheid que ces parrainages n'étaient considérés au moment de leur fondation que comme des « solutions provisoires »<sup>2546</sup> jusqu'à la réunification de l'Allemagne. Pour évidente qu'elle puisse paraître, c'est pourtant la première fois dans le *GB* que cette situation est énoncée aussi clairement. Pourtant en 1952, le retour dans la *Heimat* est encore tout à fait plausible et les expulsés doivent nourrir cet espoir dans leur grande majorité. Mais ce ne sont que les valeurs de solidarité et de défense de la culture et des traditions qui sont mises en avant, comme si les parrainages ne devaient pas être trop fortement marqués par leur dimension politique. Le retour dans les territoires de l'est est l'objectif numéro un des expulsés, mais ils ne le formulent pas en tant que tel dans chacune de leurs manifestations. Le parrainage n'est plus une revendication politique, il est une sorte d'organisation, de lien particulier entre l'ancienne et la nouvelle *Heimat* qui se met en place pour faciliter la vie des expulsés dans leur nouvel environnement.

Trente ans après le début des parrainages, les expulsés se posent la question de savoir si ceux-ci ont encore un sens. L'intégration s'est faite depuis bien longtemps et beaucoup d'expulsés ont même perdu le sentiment d'appartenance à leur ancienne *Heimat* et ne se considèrent plus par exemple comme Silésiens. Les parrainages n'ont plus le même sens qu'au moment de leur fondation mais ils demeurent importants pour les expulsés, voire pour tous les Allemands en raison de leur signification politique cette fois :

*« Reconnaître le point commun entre la responsabilité pour le passé et notre opulence dans le présent doit d'autant plus devenir le contenu des parrainages que des points de vue matériels sont passés à l'arrière-plan depuis longtemps. Les parrainages sont aujourd'hui une mise en garde à tous les habitants de ce pays de prendre et de garder conscience de l'histoire commune, de se rappeler des heures glorieuses comme des heures sombres. (...) Si les parrainages contribuent à être une mise en garde dans le sens décrit auparavant, alors ils ont pour notre pays et sa conscience nationale un sens nouveau et plus profond que jamais auparavant. »*<sup>2547</sup>

Les accents pathétiques ne doivent rien au hasard puisqu'il est question ici de l'avenir du pays et que cet éditorial vise avant tout à renforcer l'attachement des expulsés aux parrainages et à ne pas céder à l'air du temps qui voudrait que ces liens datant d'une époque lointaine aient perdu toute signification depuis longtemps. En mettant l'accent sur la dimension politique et

---

<sup>2545</sup> Article publié dans *GB* 79/3, p. 1-2.

<sup>2546</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 82/4, p. 2.

<sup>2547</sup> Article publié dans *GB* 82/6, p. 1-2.

en convoquant le destin national, il s'efforce d'impliquer tous les citoyens et de donner au parrainage un sens intemporel, solution la meilleure pour éviter le risque de l'usure du temps.

### ***La mise en cause des parrainages***

La mise en cause des parrainages de villes intervient à partir du moment où l'*Ostpolitik* commence à prendre des contours concrets. La ratification des traités de l'est va-t-elle ne changer que la pratique de la diplomatie entre la RFA et ses voisins de l'est ou va-t-elle avoir également des conséquences de politique intérieure en mettant au pas les organisations d'expulsés ? Alois Bartsch ne craint pas de jouer avec la peur de conséquences des traités dans un éditorial en s'appuyant sur l'analyse des traités faite par un journal de juristes polonais. Comme on peut s'en douter, ceux-ci réclament l'adoption de conséquences drastiques des traités :

« *Tous les parrainages de villes ou de provinces de l'est par des villes de RFA doivent être abandonnés.* »<sup>2548</sup>

Après s'être battu durant de longs mois contre la ratification des traités de l'est, le *GB* vient d'enregistrer une lourde défaite, à peine compensée par la résolution du 17 mai 1972 du *Bundestag*. Bartsch ne fait qu'exprimer le sentiment de peur qui domine chez les expulsés après la terrible défaite qui sonne le glas des espoirs des expulsés, même si ces derniers tentent de sauver la face en soulignant qu'un traité de paix en bonne et due forme n'a pas été signé. La conclusion de son éditorial témoigne de cette angoisse qui étroit les expulsés :

« *Au regard de ces faits, nous ne pouvons nous empêcher de nous poser cette terrible question : qu'est-ce que l'avenir nous réserve ?* »<sup>2549</sup>

Il n'est pas exclu que Bartsch joue avec la peur des expulsés et se livre à une sorte d'agit-prop.

Mais Bartsch a très bien vu la fenêtre de tir qui s'ouvre avec les traités de l'est pour les adversaires des expulsés. Quelques mois plus tard, le *GB* rapporte une polémique née suite à la parution dans le *Lüdenscheider Nachrichten* d'un article où les jeunes du parti social-démocrate réclament l'abrogation des parrainages de Lüdenscheid et Altena avec des villes de l'est arguant de leur illégalité depuis la signature des traités de l'est<sup>2550</sup>. Ils ajoutent que le texte officiel de parrainage est imprégné par l'esprit du revanchisme et les revendications réactionnaires. Dans la réponse qu'il fait publier par le journal, Alois Bartsch rejette catégoriquement les arguments des jeunes socialistes et livre son interprétation de ce que représentent les parrainages :

« *Ne savent-ils donc pas que ce sont précisément les parrainages qui ont protégé nos expulsés d'une pensée de haine car ils ont ressenti au plus profond d'eux qu'ici à l'ouest dans les villes marraines vivent des gens solidaires pour qui sécurité et paix dans le concept de Heimat signifient encore quelque chose, des gens qui sont conscients du fait qu'il faille aider à*

---

<sup>2548</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 72/7, p. 1.

<sup>2549</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans *GB* 72/7, p. 1.

<sup>2550</sup> Article publié dans *GB* 76/2, p. 3.

*préservé au moins l'héritage culturel à travers les traditions et la langue ainsi que les rencontres annuelles entre voisins. »*<sup>2551</sup>

La dimension politique des parrainages apparaît ici en pleine lumière. Les jeunes du SPD cherchent à utiliser le Traité de Varsovie pour contraindre les expulsés à mettre en sourdine leurs revendications. Dans sa réponse, Bartsch associe librement SPD et Jeunes socialistes, bien que le parti ne se soit pas exprimé officiellement. Deux lignes de front apparaissent, séparant ceux qui veulent que les expulsés continuent de faire entendre leur voix dans le discours politique et les partisans d'une intégration des expulsés conduisant à leur assimilation au reste de la population.

Dans son long discours consacré aux parrainages et à leur importance tant pour les expulsés que pour le maintien de l'unité de l'Allemagne, le vice-président et porte-parole de la *Landsmannschaft der Siebenbürger Sachsen* qui est aussi membre de la direction du BdV, Kurt Schebesch, mentionne indirectement les dangers qui planent actuellement sur un certain nombre de parrainages et la remise en cause à laquelle ils sont exposés :

*« Il a été constaté à l'unanimité que la poursuite des parrainages ne peut être remise en cause ni par la marche du temps ni par les courants politiques. »*<sup>2552</sup>

Les comptes rendus des cérémonies organisées à l'occasion de l'anniversaire de parrainages ne donnent guère plus d'informations sur ce lien entre ancienne et nouvelle *Heimat*. Sans surprise, les discours présents dans le journal insistent sur l'importance du parrainage mais sans préciser plus avant les raisons de l'importance<sup>2553</sup>. Tous les articles en revanche parlent d'une forte affluence pour assister à ces cérémonies et les photos témoignent en effet d'une foule nombreuse. Si les motifs de la présence de nombreuses personnes ne sont pas indiqués clairement, on constate donc en revanche que les parrainages représentent effectivement quelque chose d'important pour beaucoup de personnes, capables de se mobiliser pour commémorer l'acte de fondation des parrainages.

Georg Hoffmann montre bien comment les parrainages ont subi un changement de signification pour les villes concernées au fil du temps. D'une vocation sociale dominante, les parrainages ont perdu leur rôle de soutien à des populations en détresse ou position de faiblesse dans une société qui leur était étrangère, pour devenir des institutions protectrices de l'héritage d'une région perdue. S'interrogeant sur le sens du parrainage en 1983, il écrit :

*« Le parrainage entre Castrop-Rauxel et Neurode est une garantie de continuer à préserver les biens culturels, il est une mise en garde historique, il est enfin un signal pour la chance de faire fructifier de nouveaux liens entre les hommes. »*<sup>2554</sup>

Dans la Bavière dirigée par les conservateurs de la CSU en revanche, il est évident que les parrainages ne doivent pas être arrêtés ni même mis en cause :

---

<sup>2551</sup> Article publié dans *GB* 76/2, p. 3.

<sup>2552</sup> Article publié dans *GB* 79/3, p. 1-2.

<sup>2553</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 82/10, p. 1-2.

<sup>2554</sup> Article de Georg Hoffmann paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 83/8, p. 2.

« Fritz Prikl, ministre des Affaires sociales, a profité de l'occasion pour demander aux communes de Bavière de renforcer leur engagement en faveur de l'héritage culturel des expulsés dans le cadre de leur politique culturelle et de poursuivre avec ferveur les parrainages déjà existants ou d'en engager de nouveaux. »<sup>2555</sup>

Le premier article rapportant une confrontation politique autour de la question des parrainages apparaît seulement en 1985. On pouvait lire entre les lignes depuis quelques années que tout n'allait pas de soi dans le cadre des parrainages, mais c'est avec cet article que les controverses politiques animées par les partis sont évoquées clairement. Les responsabilités ne sont pas masquées. SPD et *Grünen* demandent l'annulation des parrainages entre Breslau et Aix-la-Chapelle car ceux-ci s'apparenteraient trop à des revendications territoriales contre la Pologne. L'article rappelle que le document fondateur ne dit pas un mot sur le retour des territoires perdus mais qu'il insiste sur leur dimension culturelle et économique. L'origine de l'article en question, *GNK*, le journal de la CDU, explique en partie le ton polémique adopté pour dénoncer les prises de position contre les parrainages :

« L'abandon du parrainage qui vient d'être décidé par le SPD et les *Grünen* n'est rien d'autre qu'un geste de complaisance envers les communistes et leur lecture du Traité de Varsovie comme étant un pré-traité de paix. »<sup>2556</sup>

La dimension politique est ici centrale. Le Traité de Varsovie voulu par les sociaux-démocrates et contre lequel l'opposition n'a cessé de mettre en garde produit des effets qui vont dans le sens d'une dissolution des liens entre les expulsés et leur *Heimat*. La CDU est confortée dans son interprétation qui voyait dans le texte les prémices d'un traité de paix et avait mis en garde contre le risque d'une perte des territoires définitivement scellée par ce traité. Les querelles politiques ne sont pas que théoriques, elles prennent aussi la forme de mesures de représailles à l'encontre de ce que les prédécesseurs ont pu réaliser. Ainsi, des villes de Rhénanie-du-Nord-Westphalie dirigées par la gauche réduisent considérablement ou suppriment les subventions liées aux parrainages de villes de l'est afin de mettre fin aux relations existantes sans donner l'impression d'intervenir de manière autoritaire<sup>2557</sup>.

Le *GB* ne cache pas la réalité de l'évolution de certains parrainages. La dimension polémique est parfois mise de côté, comme dans l'exemple de cet article annonçant la fin du parrainage entre la ville de Plön en RFA et celle de Tilsit en Prusse Orientale :

« La décision a été motivée par le fait que les expulsés sont intégrés depuis longtemps et que la poursuite du parrainage est inutile. »<sup>2558</sup>

L'article se contente de citer les faits de manière très neutre et résonne comme un avis de décès auquel la retenue siérait plus que la polémique. Ce ton est en rupture avec le ton pusillanime habituel du *GB* et les précédents articles traitant de ce sujet étaient bien plus engagés. Il semblerait ici que le *GB* se soit résigné à la fin inéluctable des parrainages et qu'il

---

<sup>2555</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 84/6, p. 4.

<sup>2556</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 85/11, p. 2.

<sup>2557</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 86/1, p. 4.

<sup>2558</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 89/11, p. 4.

accepte de cesser le combat puisque le sort en est jeté. Il ne mentionne plus que les faits bruts, comme lassé d'une bataille qu'il sait perdue depuis longtemps.

On constate toutefois un changement de ton radical lorsque le sujet des parrainages est évoqué à nouveau en 1990. Le contexte politique international n'est plus le même puisque la Pologne vit désormais dans un système politique nouveau et découvre la démocratie, et au sein du *GB*, le changement est notable puisque Thomas Horschler a cédé la place à Herbert Gröger pour diriger le journal. Le sens du parrainage est remis au goût du jour et il est présenté comme un lien permettant de rapprocher Allemands et Polonais. L'article raconte comment une Allemande de Anröchte se rend en Pologne à Wünschelburg pour y rencontrer le jeune maire de la ville, issu des rangs de Solidarność, ravi des liens qui attachent sa ville à l'Allemagne. L'introduction de l'article insiste sur le décalage entre ce que serait une pratique imposée par les grands dirigeants politiques et une réalité vécue par la population :

*« Certaines villes ouest-allemandes ou communautés de communes ont pris le parrainage de villes ou de communautés de communes de l'est allemand historique en signe d'attachement avec leurs expulsés pour soutenir leurs revendications culturelles et de politique liées à la Heimat. A cause de l'ambiance politique actuelle, et pour certains maires opportunistes de certaines orientations politiques, ils sont devenus aujourd'hui un désagrément majeur ! Le parrainage liant Anröchte à Wünschelburg (Radków) prouve que les choses peuvent aussi être différentes. »*<sup>2559</sup>

Il y a dans cet article une sorte de plaisir à montrer que n'en déplaise à tous eux qui avaient enterré les parrainages un peu trop tôt, ceux-ci font preuve aujourd'hui encore d'une belle activité et que contrairement à l'opinion couramment admise, les Polonais ne considèrent pas les tenants de parrainages comme des revanchistes ou des passésistes. Les parrainages semblent plutôt être des projets porteurs d'avenir si l'on en croit ce qu'indique l'article. La rupture de ton avec les précédents articles est marquante. A nouveau, le ton est incisif et l'envie de lutter de nouveau prégnante.

Enfin, les parrainages jouent un rôle important pour les expulsés et les Silésiens en particulier puisque le Land de Basse-Saxe parraine la *Landsmannschaft Schlesien* depuis 1950. Comme au niveau local, ce parrainage est l'objet de querelles politiques et Gerhard Schröder avait mis fin au parrainage lorsqu'il était ministre-président social-démocrate de Basse-Saxe avant que son successeur conservateur Christian Wulff ne le rétablisse. Peter Großpietsch étant vice-président de la *Landsmannschaft Schlesien* et rédacteur en chef du *GB*, les liens entre le journal et l'organisation représentative des Silésiens n'en sont que plus forts, ce qui explique l'attention toute particulière portée à ce parrainage<sup>2560</sup>.

### ***Parrainage ou jumelage ?***

Lorsque les tenants de l'*Ostpolitik* remettent en cause les parrainages, ils proposent dans le même temps une solution alternative susceptible de faire évoluer les relations germano-polonaises. En lieu et place des parrainages de villes de l'est par des villes ouest-allemandes,

---

<sup>2559</sup> Article publié dans *GB* 90/11, p. 3.

<sup>2560</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans *GB* 10/12, p. 10-11.

ils proposent d'établir des jumelages entre ces mêmes villes afin que les liens d'amitié et de solidarité soient maintenus mais que disparaisse le déséquilibre induit par la relation entre parrain et filleul. Surtout, les partis de gauche veulent associer les autorités polonaises à l'établissement de relations entre les villes et refusent que ce ne soit que la partie allemande qui tienne les rênes en main. Les parrainages leur apparaissent comme une forme dépassée qui n'a plus lieu d'être puisque les expulsés sont intégrés dans la société ouest-allemande et que le Traité de Varsovie a inauguré un nouveau chapitre des relations germano-polonaises avec lequel les parrainages sont incompatibles. A partir de ce moment-là, le GB va s'efforcer de montrer que les parrainages représentent bien une forme indispensable de lien entre les expulsés et leur *Heimat* et que les remplacer par un simple jumelage est inenvisageable :

*« Les critères des parrainages sont le couple nécessité – solidarité ; les critères des jumelages sont surtout une meilleure connaissance de l'autre par la culture et les échanges de visiteurs. Les jumelages ne doivent en aucun cas être conclus au prix d'un renoncement aux parrainages, mais toujours avec l'assentiment du partenaire du parrainage et sans que le parrainage soit annulé. »*<sup>2561</sup>

Preuve que le sujet est éminemment politique, le BdV s'empare de la question et par la voix de son secrétaire général décide de se faire entendre. En effet, les parrainages répondent bien aux attentes du BdV et de l'idée qu'il se fait des relations germano-polonaises. Les expulsés font le lien entre les deux territoires, la partie polonaise n'est que très peu impliquée (pas du tout pour l'échelon administratif officiel, la population n'est représentée que par les Allemands vivant en Allemagne). A vrai dire, les parrainages correspondent à une sorte de vision fantasmée de la *Heimat*, territoire resté figé dans une représentation datant d'avant-guerre et n'ayant pas évolué. Le parrainage est alors une sorte de pis-aller en attendant des jours meilleurs et un retour dans la *Heimat*. Pour cette raison, il est difficile pour le BdV d'accepter que des jumelages impliquant une égalité de rang entre les deux partenaires viennent remplacer les parrainages :

*« La résiliation des parrainages entre les villes de RFA et les villes de la Heimat des expulsés doit être dénoncée pour son opportunisme. Ces résiliations ne sont rien d'autre que des annonces de complaisance et de soumission face au régime de Varsovie. »*<sup>2562</sup>

Les parrainages n'ont jamais été acceptés par le régime communiste qui n'entendait pas encourager les liens des expulsés allemands avec leur ancienne *Heimat*. Bien au contraire, les dirigeants polonais réclamaient dès la signature du Traité de Varsovie que soient conclus de véritables jumelages entre villes d'Allemagne et de Pologne. Or, cette relation est inenvisageable pour les expulsés qui considèrent que leur *Heimat* n'est pas située à l'étranger puisque la Pologne ne fait qu'administrer un territoire qui n'est pas le sien. Pour cette raison, les expulsés sont fermement opposés à des jumelages.

L'annonce du jumelage entre Wiesbaden et Breslau en 1988 pose problème. Outre les oppositions de principe qui fondent les querelles politiques, le gouvernement régional

---

<sup>2561</sup> Article publié dans GB 79/3, p. 1-2.

<sup>2562</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 86/3, p. 4-5.

conservateur de Hesse reproche à la municipalité de gauche de n'avoir pas respecté ses consignes et d'entrer en contradiction avec la loi :

« *Le ministère de l'Intérieur de Hesse avait signalé au maire social-démocrate de Wiesbaden, M. Exner, la violation du droit que représentait le fait de renoncer au nom allemand de Breslau et de ne plus utiliser que le nom polonais de Wrocław.* »<sup>2563</sup>

Le projet avait été annoncé de manière tout à fait neutre quelques mois auparavant<sup>2564</sup>, mais désormais l'affaire prend une tournure plus politique. Le *GB* redevient combatif et s'engage pour faire plier le maire de Wiesbaden. Il cite l'exemple d'une commune de Rhénanie-Palatinat qui a été condamnée par un tribunal administratif pour n'avoir pas respecté les règles en usage dans l'établissement d'un jumelage avec une ville de Pologne et d'avoir ainsi enfreint les lois qui fixent que seul l'échelon fédéral est apte à s'occuper des relations étrangères<sup>2565</sup>.

Le sujet des jumelages est extrêmement sensible et l'annonce du projet de jumelage d'une ville de RFA, Bensheim, avec Glatz suscite une vive émotion dans le *GB* :

« *Même si la nouvelle a produit l'effet d'une bombe – il fallait s'y attendre depuis longtemps* »<sup>2566</sup>

Après avoir rappelé que le projet trouve ses origines dans des prises de contact avec une délégation polonaise venant de Breslau à des fins purement commerciales, Horschler montre ensuite les réactions empressées des représentants en RFA des expulsés de Glatz à travers l'envoi d'une délégation du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz dépêchée sur les lieux pour revendiquer un droit de parole dans une décision impliquant leur ville et rappeler au maire l'existence du parrainage avec Glatz. Surtout, l'éditorial met l'accent sur les réserves de constitutionnalité pesant sur le jumelage puisque l'établissement de relations entre communes de RFA et des territoires au-delà de l'Oder-Neisse vont à l'encontre de la lettre de toutes les décisions juridiques portant sur le statut de ces territoires. L'exemple de Wiesbaden est rappelé pour mettre en garde contre les conséquences pour la ville. Sans être interdit par le gouvernement fédéral, le jumelage de Wiesbaden apparaît comme très encadré et devant respecter strictement les règles formelles édictées par Bonn. Après avoir rappelé toutes ces mises en garde qui finissent par ressembler à des menaces tant l'éditorial insiste sur les règles contraignantes et surtout les risques de se voir rappeler à l'ordre par les autorités fédérales, Horschler conclut sur la nécessité d'instaurer un dialogue avec les habitants actuels de la *Heimat* en s'affranchissant de l'intermédiaire officiel que sont les autorités communistes. Une nouvelle fois, la réconciliation est placée sur le devant de la scène mais à la condition qu'elle privilégie les populations et non leurs dirigeants. C'est presque avec soulagement que le *GB* peut annoncer à ses lecteurs que le jumelage entre Bensheim et Glatz n'est pas à l'ordre du jour et que le ministre de l'Intérieur de Hesse a tenu à clarifier la situation en indiquant que les rumeurs parues dans la presse anticipaient un rapprochement qui n'en était qu'à ses débuts

---

<sup>2563</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 88/1, p. 3.

<sup>2564</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 87/3, p. 4.

<sup>2565</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 88/2, p. 2.

<sup>2566</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans *GB* 88/7, p. 1.

et ne devrait pas trouver de conclusion comme indiqué par erreur dans les journaux<sup>2567</sup>. La nouvelle n'est pas commentée, mais l'article se borne à indiquer que tout concourt à ce que le jumelage ne soit jamais proclamé et que l'émotion et les réticences avaient été grandes chez les expulsés à l'annonce de cette nouvelle qui s'avère finalement fausse.

La fin de la dictature en Pologne et l'ouverture des frontières européennes donnent un nouveau sens aux relations entre les expulsés et leur *Heimat* libérée de l'oppression communiste. Les polémiques autour des parrainages et jumelages changent de cadre<sup>2568</sup>.

Les représentants des expulsés de Glatz décident alors de ne pas assister impuissants à l'évolution qui se dessine entre les villes de la *Heimat* et celles où vivent désormais les expulsés. Les dirigeants du groupe de la *Heimat* du Comté de Glatz et ceux de la *Zentralstelle Grafenschaft Glatz e.V.* élaborent un texte de recommandations dans lequel ils consignent toutes les règles que devraient observer des villes qui souhaiteraient établir un jumelage germano-polonais. Ce texte est reproduit intégralement en 1993. Il commence par fixer qui doit être impliqué dans la prise de contacts officiels : outre les élus polonais et allemands des villes concernées figurent des représentants de la communauté allemande des expulsés, des représentants de la minorité allemande dans la *Heimat* et des représentants des instances représentatives des expulsés de Glatz (groupe de la *Heimat* ou *Zentralstelle*), soit 4 groupes allemands pour un seul groupe polonais. D'emblée, le déséquilibre entre les deux nationalités est flagrant. Quant aux buts des contacts officiels, il comporte des points qui vont dans le sens des revendications classiques des expulsés et non dans le sens d'une coopération entre deux villes de pays différents :

« - rétablissement (dans la mesure du possible) et maintien des monuments culturels restants (avec les inscriptions originales) ; - poursuite de la tradition culturelle de la communauté expulsée (...) ; - conseil sur la mise en œuvre des droits conformes aux prescriptions de la CEE, y compris les droits fondamentaux et droits de l'homme (...) ; - règlement des questions de propriété. »<sup>2569</sup>

Ces objectifs sont à même de satisfaire les demandes des expulsés ou de la minorité allemande vivant dans les territoires (ce qui explique pourquoi leurs représentants doivent être impliqués dans les prises de contact officielles), mais la partie polonaise risque fort de ne pas être pressée de voir arriver des Allemands pour régler des questions de propriété, réhabiliter des monuments afin de leur rendre leurs inscriptions en allemand ou aider à mettre en place les droits de l'homme, c'est-à-dire ici garantir le respect des droits de la minorité allemande. Ce texte est un catalogue des revendications des expulsés, mais certainement pas une base appropriée pour établir un dialogue avec une ville polonaise.

---

<sup>2567</sup> Article publié dans *GB 88/10*, p. 3.

<sup>2568</sup> RETTERATH Hans-Werner, « Von der Ablehnung zum Engagement? Einstellungen von Vertriebenen und Aussiedlern zu kommunalen Partnerschaften mit dem östlichen Europa vor und nach der politischen Wende », p. 55-105, in : RETTERATH Hans-Werner (éd.), *Kommunale Partnerschaften zwischen West und Ost*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 11), Johannes-Künzig-Institut, Fribourg, 2009.

<sup>2569</sup> Déclaration de la *Zentralstelle Grafenschaft Glatz e.V.* publiée dans *GB 93/1*, p. 3.

Contre toute attente, un jumelage entre Bensheim et Glatz finit par voir le jour. Les cérémonies de célébration ont lieu le 22 mai 1996 à Bensheim et le 31 août de la même année à Glatz, soit huit ans après les premières rumeurs concernant un possible jumelage. Le *GB* reproduit l'intégralité de la convention unissant désormais les deux villes. Ce texte est immédiatement suivi d'un article de Peter Großpietsch où celui-ci raconte les coulisses de l'événement, c'est-à-dire le déroulement des cérémonies organisées à Glatz. D'emblée, sa réticence à l'événement est clairement exposée :

« *Personne ne m'en voudra d'avoir assisté à la cérémonie à Glatz avec des sentiments mitigés.* »<sup>2570</sup>

L'implication des expulsés dans le processus de rapprochement a été rappelée à Bensheim et saluée par Großpietsch. En revanche, à Glatz, le passé allemand de la ville est passé sous silence et les représentants de la minorité allemande brillent par leur absence malgré les promesses faites du côté polonais :

« *Un mot polonais sur l'histoire allemande et sur l'expulsion aurait été approprié ici. Raté ! Eh oui, il n'y a que les Allemands qui font pénitence, car pour certains officiels polonais, réconciliation est malheureusement un gros mot. Puis il y a eu à Glatz une tirade polonaise antiallemande qui était visiblement gênante même pour les dignitaires polonais ! Mais alors pourquoi ne l'a-t-on pas empêchée ? Et le fait qu'aucun représentant des cercles d'amitié allemands n'ait été présent parce qu'ils n'y avaient pas été invités par la ville ne laisse rien augurer de bon pour le nécessaire dialogue germano-polonais. (...) C'est pourquoi il faut dire en toute transparence que l'accord a été contourné par la ville de Glatz avant même la signature ! Mauvais départ !* »<sup>2571</sup>

Le jugement de Großpietsch est sévère et presque toutes les initiatives polonaises sont condamnées tandis que seule la partie allemande trouve grâce à ses yeux. Bien qu'il conclue en souhaitant une évolution fructueuse de la relation entre les villes, le lecteur comprend bien qu'il n'en croit pas un mot et même qu'il souhaite sans doute le contraire pour un projet qu'il considère comme perdu d'avance. Huit ans auparavant, le *GB* s'était exprimé contre le projet de jumelage entre Bensheim et Glatz. On constate que son avis n'a pas changé, qu'il campe sur ses positions et qu'il continue de refuser ce lien entre Glatz et une ville allemande. Le changement de rédacteur entre temps n'a rien changé à l'affaire car Großpietsch comme Gröger sont très réticents face aux jumelages.

Cette évolution des relations entre les villes de la *Heimat* et celles où vivent désormais les expulsés poussent les représentants des expulsés à se saisir du problème et à réfléchir aux conditions dans lesquelles un jumelage est possible. Le *GB* publie une nouvelle fois les recommandations élaborées par la *Zentralstelle* et le groupe de la *Heimat* de 1993 en 2001 après que de nombreux *Grafschafter* se sont manifestés auprès de leurs représentants pour

---

<sup>2570</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 97/3, p. 4.

<sup>2571</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 97/3, p. 4.

demander conseil et assistance dans l'élaboration d'un jumelage qui ne se déroulait pas conformément à leurs attentes<sup>2572</sup>.

## 6. Le *GB* et les symboles

Parmi les objectifs fixés par le journal lors de sa création figure en bonne place le recouvrement des territoires perdus. Le *GB* espère que les territoires de l'est feront à nouveau partie du territoire allemand et que les expulsés pourront rentrer chez eux. Au-delà de son combat majeur pour les territoires, le *GB* se lance dans des combats dont l'enjeu n'est pas décisif mais dont la portée symbolique justifie que l'on s'engage en leur faveur. Tant que les grands objectifs du *GB* ne sont pas réalisés, obtenir de petites victoires symboliques peut servir de palliatif et montrer aux expulsés que le combat a un sens puisqu'il permet à force d'acharnement d'obtenir de petites avancées.

### I - Les timbres

Les timbres émis par la poste de RFA constituent un support d'excellence pour le combat symbolique que mènent les expulsés. Ils sont instrumentalisés par le *GB* à plus d'un titre.

#### *L'héritage culturel*

Les timbres sont tout d'abord des vecteurs de l'identité culturelle d'un pays. A travers la personnalité, le monument ou le paysage mis à l'honneur, c'est aussi la région qui s'y attache qui est célébrée. Pour cette raison, les expulsés sont particulièrement attentifs aux cas d'hommages rendus à la Silésie à travers des timbres. Toutefois, on verra que sous les motifs d'apparence culturelle se dissimule une composante politique au moins aussi importante.

Lorsque la Poste de RFA annonce son programme de parution des timbres pour 1987, les expulsés se réjouissent qu'un timbre commémore le 125<sup>ème</sup> anniversaire de Gerhart Hauptmann. Le *GB* rappelle que la *Landsmannschaft Schlesien* s'était engagée dans ce sens en faisant une demande officielle au ministère fédéral des Postes<sup>2573</sup>. Mais culture et politique ne sont jamais vraiment éloignées car le fait que la RDA choisisse elle aussi d'émettre un timbre pour honorer le dramaturge silésien ne suscite aucun enthousiasme dans le journal :

*« Il y a des années déjà lors d'une occasion particulière, des timbres avaient été émis en l'honneur de Gerhart Hauptmann, émis toutefois par la poste de RDA, qui comme on le sait non seulement utilise volontiers l'œuvre de Gerhart Hauptmann, mais se l'approprie même. (...) L'hommage rendu à Gerhart Hauptmann signale à la fois non seulement sa grandeur, il fait bien partie des grands Allemands originaires de Silésie, mais aussi ses origines en Silésie. »*<sup>2574</sup>

Pour le *GB*, il ne fait aucun doute que Hauptmann reçoit la reconnaissance due à sa production littéraire, mais qu'à travers lui, c'est toute la Silésie qui est honorée. Poursuivant dans la même veine, Herbert Hupka demande solennellement au ministère des Postes d'honorer Joseph Eichendorff de la même façon pour son 200<sup>ème</sup> anniversaire.

---

<sup>2572</sup> Déclaration de la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* publiée dans *GB* 01/2, p. 5.

<sup>2573</sup> Article publié dans *GB* 86/6, p. 3.

<sup>2574</sup> Article publié dans *GB* 86/6, p. 3.

Effectivement, l'année suivante correspondant au bicentenaire de la naissance d'Eichendorff voit un timbre consacré au poète romantique. Le *GB* se réjouit que le ministère des Postes ait donné une suite favorable à la demande de la *Landsmannschaft Schlesien*. On peut se demander toutefois si la poste n'aurait pas de toutes façons célébré Eichendorff même sans l'appui de la *Landsmannschaft Schlesien*. Le ministère annonce que la théologienne Edith Stein et la sculptrice Renée Sintenis auront aussi leur effigie sur un timbre portant à trois le nombre de Silésiens ainsi honorés en 1988<sup>2575</sup>. C'est le même plaisir qui accompagne l'annonce de la parution d'un timbre consacré à la féministe Emma Ihrer, bien que le *GB* avoue que peu de personnes la connaissaient jusque-là. L'article donnant l'information brosse donc une courte biographie :

« En consacrant à nouveau un timbre à une personne originaire de Glatz, la Poste a provoqué une grande surprise, d'autant qu'il s'agit d'une femme jusqu'à alors quasiment inconnue dans les rangs des Graftschafter mais qui a joué un rôle important au tournant du XXe siècle en Allemagne. »<sup>2576</sup>

La *Landsmannschaft Schlesien* annonce aussi son plaisir que le ministère des Postes ait suivi sa demande d'honorer l'écrivain Jochen Klepper en 1992 pour le cinquantième anniversaire de sa mort<sup>2577</sup>. Le bloc philatélique consacré au cinquantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale ou le timbre honorant le théologien Dietrich Bonhoeffer satisfont les expulsés tant en leur qualité de victimes de la guerre qu'en tant que Silésiens<sup>2578</sup>. Il en va de même pour les timbres consacrés au centième anniversaire du résistant au nazisme James Graf von Moltke et au 275<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de l'architecte Carl Gotthard Langhans<sup>2579</sup>. Le timbre qui réjouit tout particulièrement les expulsés est celui qui célèbre le quarantième anniversaire de la proclamation de la Charte des expulsés. A la demande expresse de la *Landsmannschaft Schlesien*<sup>2580</sup>, le ministère des Postes a effectivement publié un timbre qui commémore la publication de ce texte que les expulsés considèrent comme leur Loi fondamentale<sup>2581</sup>.

Lorsque Sainte-Edwige est honorée par un timbre de la poste allemande, les expulsés ont une réaction contrastée, partagée entre la joie de voir une figure symbolique de la Silésie mise en avant et le déplaisir de constater que c'est précisément le lien à la Silésie qui fait défaut sur ce timbre :

« Est-ce à cause de la politique ? Pourquoi 80 millions d'Allemands n'auraient-ils pas le droit de savoir qu'il s'agit d'une sainte allemande de Silésie qui en tant que fille d'un prince bavarois a apporté il y a 750 ans la culture allemande à l'est ? Les Polonais vont savoir la mettre en avant, Ste Edwige, en tant que Ste Jadwiga polonaise, tandis que nous, nous

---

<sup>2575</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 87/3, p. 4.

<sup>2576</sup> Article publié dans *GB* 89/3, p. 3.

<sup>2577</sup> Article (Pressedienst-Schlesien) publié dans *GB* 91/6, p. 6 et article publié dans *GB* 93/1, p. 5.

<sup>2578</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans *GB* 94/6, p. 6.

<sup>2579</sup> Article publié dans *GB* 06/12, p. 10.

<sup>2580</sup> Article (*GNK*) publié dans *GB* 88/10, p. 2.

<sup>2581</sup> Article (Pressedienst Schlesien) publié dans *GB* 89/11, p. 4.

*n'avons pas le droit de donner de preuve de la vérité. Nous devons montrer que nous sommes prêts à la réconciliation et nous plier aux désirs des autres. »*<sup>2582</sup>

L'hommage rendu à Sainte-Edwige ne suffit pas. A travers elle, il faut que soient célébrées la Silésie et la présence allemande en Silésie pendant sept cents ans. C'est même surtout ce dernier aspect qui importe pour le *GB*. En effet, l'article mentionne les conditions de réalisation du timbre, signalant que la légende initialement prévue « Edwige de Silésie † 1243 » avait été tout simplement remplacée par « Ste Edwige † 1243 ». La disparition de la référence à la Silésie est un phénomène très regrettable selon le *GB*. Autre déception pour le journal, les vingt-deux artistes allemands ayant proposé un modèle pour le timbre ont reçu un refus de la part de l'administration des postes tandis que le seul représentant polonais a été choisi et son modèle a servi à la réalisation du timbre dédié à sainte Edwige. Là encore, c'est un affront pour les expulsés qui se voient symboliquement dépossédés d'une part de leur héritage culturel. Pourtant, Sainte Edwige est depuis longtemps intégrée au patrimoine culturel polonais et les querelles pour savoir qui des Allemands ou des Polonais sont les plus légitimes à revendiquer cette figure historique n'ont pas de sens puisque Sainte-Edwige appartient tant à la nation culturelle allemande qu'à la nation culturelle polonaise. Mais pour les expulsés qui s'efforcent de montrer le passé allemand dans les territoires de l'est, le fait de devoir partager certaines figures historiques avec les Polonais est insupportable, car cela revient pour eux à se déposséder d'une figure à laquelle ils tiennent par-dessus tout. La conclusion de l'article résume bien le sentiment général : « Tout cela me blesse en tant que Silésien ! »<sup>2583</sup>.

L'édition du timbre consacré à Sainte Edwige est évoquée à nouveau quelques mois plus tard, sur un ton complètement différent. Cette fois, outre l'annonce des émissions honorant des Silésiens en 1993, l'article ne met pas Allemands et Polonais en concurrence face à l'héritage culturel de la sainte de Silésie, il indique au contraire que le ministre chargé des Postes a l'intention d'associer la Pologne à cette commémoration afin que le timbre soit émis comme timbre germano-polonais commun<sup>2584</sup>. Il ajoute qu'une telle initiative a déjà eu lieu en 1991 en souvenir de la bataille de Wahlstatt où une armée germano-polonaise fut vaincue par les troupes mongoles en 1241. Alors que durant les années 1980, le *GB* a consacré une dizaine d'articles à des questions philatéliques, généralement pour montrer qu'elles ne servaient pas la cause de la réconciliation germano-polonaise, on peut se demander pour quelle raison le timbre commun germano-polonais n'a pas été mentionné. Il est suffisamment rare qu'un timbre soit commun à deux pays pour signaler le fait, d'autant plus lorsqu'il s'agit de deux pays qui viennent tout juste de se rapprocher politiquement. Il apparaît ici que le *GB* privilégie les informations rendant compte de différends entre la Pologne et l'Allemagne, et que les initiatives concrètes qui sont réellement au service de la réconciliation et de la coopération entre les deux pays sont mises entre parenthèses.

---

<sup>2582</sup> Article (*Frankensteiner-Münsterberger Heimatblatt*) publié dans *GB* 93/12, p. 4.

<sup>2583</sup> « Als Schlesier schmerzt mich das! », article (*Frankensteiner-Münsterberger Heimatblatt*) publié dans *GB* 93/12, p. 4.

<sup>2584</sup> Article publié dans *GB* 92/5, p. 4.

Un bloc de timbres consacrés aux paysages d'Allemagne va déclencher la colère d'expulsés en 1996. Le timbre consacré à la Haute-Lusace est commenté ainsi :

« *La région de Haute-Lusace/Basse-Silésie riche d'une grande diversité s'étend sur le territoire de Saxe frontalier de la Pologne et de la République tchèque... Mais des villes comme Bautzen, Görlitz, Kamenz, Löbau et Zittau, membres de la Confédération des six villes de Haute-Lusace ont aussi de nombreux lieux qui méritent le détour.* »<sup>2585</sup>

Comme le fait justement remarquer l'article, il manque le nom de la sixième ville de la Confédération des six villes. Il s'agit de Lubań, ville située de l'autre côté de la Neisse et donc en Pologne depuis la fin de la guerre. Si cet oubli est, comme le suppose l'article, la conséquence d'un égard particulier dû au voisin polonais, la situation est grotesque car rappeler le passé allemand de la région, s'il justifie le revanchisme de certains, ne peut pas suffire à constituer un message politique agressif. Dans cette présentation de paysages, il eut été préférable de ne pas évoquer le passé plutôt que d'en tronquer une partie. La colère des expulsés est ici bien légitime car le résultat de la manipulation est pour le moins ridicule.

### ***Le conflit avec le bloc communiste***

Lorsque le *GB* évoque pour la première fois une controverse germano-polonaise liée à des timbres, c'est sous la forme d'une brève indiquant le motif de la querelle :

« *La poste polonaise se refuse à distribuer les envois postaux affranchis avec des timbres « révisionnistes ». Sont considérés comme « révisionnistes » les timbres de la série sur les villes représentant des vues de Stettin ou de Königsberg.* »<sup>2586</sup>

Les motifs choisis pour illustrer des timbres peuvent avoir des conséquences diplomatiques pour le pays émetteur. C'est pour cette raison et en signe de détente que le gouvernement ouest-allemand demande à la poste de renoncer à partir de 1972 à faire référence pour les oblitérations commémoratives à des monuments ou bâtiments situés à l'est, que ce soit en RDA ou dans les territoires de l'est<sup>2587</sup>.

En annonçant avec satisfaction en 1984 que le ministère des Postes avait accédé à la demande du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est allemand et des représentations des Länder d'émettre un timbre sur le quarantième anniversaire de l'expulsion, le *GB* n'imagine certainement pas qu'il marque le début d'une longue polémique germano-polonaise<sup>2588</sup>. Le timbre retenu par le ministre chargé des Postes commémore à la fois l'expulsion et l'intégration des expulsés. Un an plus tard, le ministère polonais des Postes réagit avec colère à l'émission de ce timbre et annonce officiellement qu'il renverra à leur expéditeur les courriers affranchis avec ces timbres. Il s'agit de l'application stricte du principe voulant que la République populaire de Pologne refuse le terme d'« expulsé » et tous les usages qui en sont faits. En conséquence, le timbre qui célèbre l'intégration de ces expulsés dont elle nie l'existence n'est pas acceptable pour la Pologne. Dans l'article, Helmut Sauer fait remarquer

---

<sup>2585</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 96/1, p. 4.

<sup>2586</sup> Article (HuF) publié dans *GB* 66/8, p. 2.

<sup>2587</sup> Article (*Schlesischer Gebirgsbote*) publié dans *GB* 80/3, p. 3.

<sup>2588</sup> Article publié dans *GB* 84/5, p. 2.

que la poste ouest-allemande distribue les lettres venant de Pologne avec des timbres glorifiant le « caractère polonais originel des territoires recouverts »<sup>2589</sup>. Dans cette déclaration, Sauer plaide pour une libre interprétation de l'histoire, chaque pays faisant sa propre lecture du passé. Un député CSU se saisit alors de l'affaire pour demander au gouvernement fédéral s'il compte faire pression sur la Pologne pour obtenir le retrait du timbre glorifiant le retour des territoires sous administration polonaise :

*« De même, le gouvernement fédéral est, selon les termes de Möllemann [ministre d'Etat au ministère des Affaires étrangères, L.P.] d'avis que les mots de ce timbre émis en République populaire de Pologne ne correspondent pas aux intentions des différentes recommandations de l'Union postale universelle sur le choix des motifs pour les timbres par les bureaux nationaux. Avec ces recommandations, l'Union postale universelle a invité les bureaux nationaux à choisir pour les timbres des motifs au service de la compréhension réciproque et du développement de relations d'amitié entre les peuples. »*<sup>2590</sup>

Dans le même numéro, un autre article signale que le timbre allemand sur l'intégration des expulsés en RFA est refusé par les services postaux dans la plupart des pays du bloc de l'est alors que son motif concerne une affaire de pure politique intérieure<sup>2591</sup>. A vrai dire, les deux timbres peuvent effectivement être mis sur un pied d'égalité, car l'un comme l'autre concernent aussi bien l'Allemagne que la Pologne. Cette controverse est citée plusieurs fois comme un symbole de la difficile réconciliation entre Allemands et Polonais<sup>2592</sup>.

D'autres conflits philatéliques sont évoqués comme celui entre RFA et RDA autour du timbre de RDA sur le Mur de Berlin et celui de RFA sur le bâtiment du Reichstag à Berlin, montrant ainsi que c'est un point commun à toutes les dictatures communistes que de contrôler jusqu'aux motifs représentés sur les timbres envoyés dans leurs pays.

Qu'il s'agisse de mettre en avant la dimension culturelle de l'est allemand ou l'aspect politique de l'expulsion, les expulsés font preuve d'une belle activité pour obtenir que la population ouest-allemande soit le témoin d'hommages réguliers à travers la parution de timbres commémoratifs. Les timbres n'ont qu'une valeur symbolique, mais l'acharnement des expulsés à défendre ces symboles témoigne de leur engagement de chaque instant dans tous les espaces de la vie publique.

## **II - Quelles frontières donner à l'Allemagne sur les cartes ?**

### ***Position générale***

La question de la frontière germano-polonaise est d'une telle importance pour les relations entre RFA et Pologne, comme pour toute l'Europe, qu'il peut sembler déplacé de traiter la question parmi les symboles. Pourtant il ne s'agit pas ici d'évoquer la question de la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme frontière définitive ou non, mais plutôt de voir

---

<sup>2589</sup> « urpolnischen Charakter der Oder-Neiße-Gebiete », article publié dans *GB* 85/12, p. 3.

<sup>2590</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans *GB* 86/1, p. 3.

<sup>2591</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 86/1, p. 4.

<sup>2592</sup> Discours de Paul Menzel publié dans *GB* 86/8, p. 1-2, discours de Herbert Hupka publié dans *GB* 86/4, p. 1-2 et interview de Herbert Hupka publiée dans *GB* 86/5, p. 1.

comme le *GB* s'engage en faveur de l'usage exclusif de cartes géographiques montrant l'Allemagne dans ses frontières de 1937. Le statut juridique des territoires de l'est ne correspondant pas à la réalité politique des relations entre Allemagne et Pologne à partir de 1970, les cartes géographiques de l'Europe peuvent montrer l'Allemagne dans ses frontières de 1937 pour respecter les conditions juridiques ou bien la ligne Oder-Neisse comme frontière germano-polonaise pour être en accord avec la réalité politique de 1970 à 1990. Pour le *GB* qui s'engage résolument en faveur d'une interprétation juridique du tracé des frontières, il n'est pas concevable de montrer l'Allemagne autrement que dans ses frontières de 1937.

La question est évoquée pour la première fois dans le *GB* en 1956. Il s'agit alors de préciser dans quel cas les frontières anciennes sont conservées et dans quel cas les nouvelles sont indiquées. L'affaire de la carte du *Bundestag* est rappelée : une carte indiquant les nouvelles frontières européennes était accrochée aux murs du *Bundestag* jusqu'à ce qu'un député s'en rende compte et exige avec succès qu'elle soit remplacée par une carte respectant les exigences politiques de la RFA, appuyées par le point de vue juridique considérant que l'Allemagne continue d'exister dans ses frontières de 1937<sup>2593</sup>. La Deutsche Bahn, la société des chemins de fer ouest-allemands, a montré l'exemple en conservant dans des nouveaux trains les cartes anciennes sur lesquelles figurent Königsberg ou Stettin. Le président américain Eisenhower qui apparaît à la télévision devant une carte d'Europe montrant les villes de l'est allemand avec leur nom en polonais fait partie de ceux qui contribuent au désordre européen selon le *GB*<sup>2594</sup>. Naturellement, la question des cartes géographiques va prendre une nouvelle dimension à partir de 1970 avec la signature des traités de l'est. En effet, le régime communiste attend que les traités soient respectés non seulement dans leur lettre mais aussi dans leur esprit, ce qui inclut « une élimination de toutes les cartes géographiques montrant l'Allemagne dans ses frontières de 1937 »<sup>2595</sup>. De plus, une sorte de solution de conciliation consistant en une carte sur laquelle figureraient aussi bien les anciennes que les nouvelles frontières ne satisfait pas la Pologne :

*« Toute mention de l'appartenance historique des territoires au-delà de l'Oder et de la Neisse à l'Allemagne doit être supprimée selon le point de vue polonais. »*<sup>2596</sup>

Ces rappels de la position officielle de la Pologne n'ont pas d'influence sur les choix qui se font en Allemagne. La Pologne a toujours refusé de remettre en cause la frontière Oder-Neisse et les traités de l'est ne changent rien à son point de vue, si ce n'est qu'ils lui donnent l'espoir que la RFA se satisfasse un jour des frontières actuelles. En publiant ces informations, le *GB* attise la colère des expulsés contre les traités de l'est qui semblent justifier les demandes polonaises apparaissant bien autoritaires au regard de la liberté des éditeurs de cartes de dessiner et de commercialiser les cartes qu'ils souhaitent. C'est surtout pour montrer l'autorité de la Pologne que ces articles sont publiés.

---

<sup>2593</sup> Article publié dans *GB* 56/6, p. 21.

<sup>2594</sup> Editorial signé *Spektator* publié dans *GB* 59/8, p. 1-2.

<sup>2595</sup> « eine Eliminierung aller Landkarten, die Deutschland in den Grenzen von 1937 zeigen », article publié dans *GB* 71/6, p. 2.

<sup>2596</sup> Article (*oprS*) publié dans *GB* 72/8, p. 3.

Même après la chute du communisme et la signature du Traité frontalier en novembre 1990, la représentation de l'Allemagne dans ses frontières de 1937 est un sujet très délicat pour la Pologne. Un numéro de mars 1991 de *Schlesische Nachrichten* montrant cette carte avait été saisi par les autorités polonaises avant qu'un tribunal polonais ne reconnaisse l'absence de délit peu de temps après. Ce fait relaté en août 1991<sup>2597</sup> seulement montre que le *GB* ne s'engage pas systématiquement pour toutes les causes des expulsés alors qu'il est proche de *Schlesische Nachrichten* publié par la *Landsmannschaft Schlesien*.

Au *Bundestag*, la carte d'Allemagne avec les frontières de 1937 a été retirée après la signature des traités. En signe de protestation, les députés conservateurs décident d'afficher une carte avec les frontières anciennes dans la plus grande de leurs salles de travail<sup>2598</sup>. En indiquant le refus de la présidente de remettre l'ancienne carte à sa place, le *GB* montre bien que seuls les députés conservateurs soutiennent les revendications des expulsés tandis que les autres partis du *Bundestag* ont trahi leurs espérances. Le sujet est très politisé en RFA et selon que les Länder sont dirigés par des partis au pouvoir au niveau fédéral ou par l'opposition, ils utilisent officiellement des cartes avec les nouvelles ou les anciennes frontières. Les *Landsmannschaften* soutiennent naturellement la volonté de montrer les anciennes frontières<sup>2599</sup>.

Pour (tenter de) mettre fin aux querelles politiques, le ministère des Affaires interallemandes projette en 1984 d'élaborer une carte d'Allemagne qui rendrait compte du débat sur les frontières et, en présentant toutes les interprétations juridiques, satisferait toutes les parties et pourrait être utilisée de façon unitaire :

« Avec cette carte du ministère des Affaires interallemandes, la présentation incertaine et opportuniste de l'Allemagne doit cesser dans un futur proche. L'incertitude s'est répandue depuis que la coalition des libéraux et des sociaux-démocrates a suspendu en 1971 les directives sur les cartes du 1<sup>er</sup> février 1961. »<sup>2600</sup>

Le *GB* salue cette initiative d'autant que le gouvernement de droite qui vient d'arriver au pouvoir affiche son ambition de considérer que la question frontalière n'est toujours pas définitivement réglée. Une nouvelle fois, l'article se termine sur l'évocation des grincements de dents que suscite cette décision en Pologne. Il ne s'agit toutefois que de la « traditionnelle formule de la propagande communiste »<sup>2601</sup> qui doit simplement rappeler aux expulsés que la Pologne n'évolue pas et reste enfermée dans les schémas de la dictature communiste. Dans l'une des rares interviews menées par le *GB*, Heinrich Windelen, ministre des Affaires interallemandes, explique quel est le sens de cette nouvelle carte en préparation dans son ministère :

« Il ne s'agit pas ici d'une carte de l'Allemagne dans ses frontières de 1937 mais d'une représentation juridique de la situation telle qu'elle était à la fin de la guerre et telle qu'elle

---

<sup>2597</sup> Article (Pressedienst-Schlesien) publié dans *GB* 91/8, p. 4.

<sup>2598</sup> Article publié dans *GB* 74/7, p. 2.

<sup>2599</sup> Déclaration du Conseil permanent des *Landsmannschaften* de l'est allemand publiée dans *GB* 79/9, p. 2.

<sup>2600</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 84/3, p. 3.

<sup>2601</sup> « alte Formel kommunistischer Propaganda », article (oprS) publié dans *GB* 84/3, p. 3.

*continue d'être d'un point de vue juridique en raison des réserves des Alliés. Avec une telle représentation cartographique, c'est la situation juridique qui est représentée, mais aucune revendication n'est théorisée. »*<sup>2602</sup>

Cette explication donnée par le ministre correspond tout à fait à la ligne défendue par le *GB* : il tient fermement à la position juridique considérant que le Reich allemand continue d'exister dans ses frontières de 1937 et attend un traité de paix pour que les frontières deviennent définitives. Même s'il est évident que le *GB* pense exactement le contraire, la dernière phrase de la déclaration du ministre, par son caractère ouvert permettant à chacun d'y voir ce qu'il souhaite, laisse la porte ouverte à une redéfinition de la frontière.

### ***Le cas de la télévision publique***

La question de la représentation cartographique prend un tour très particulier lorsqu'il est question des médias. Les représentants des expulsés sont très attentifs à ce que l'opinion publique voie dans les médias l'Allemagne telle que les expulsés la revendiquent. Ils développent « une passion de la carte qui frise l'obsession »<sup>2603</sup>. C'est sur la télévision publique que se concentrent les critiques des expulsés<sup>2604</sup>. En effet, les journaux de la presse écrite sont libres de montrer l'Allemagne telle qu'ils l'entendent. Quant aux chaînes de télévision privées, elles ne commencent leur diffusion qu'à partir de 1985 et ont elles aussi toute liberté de représenter l'Allemagne comme elles le souhaitent. Pour ce qui concerne les chaînes publiques de télévision, la situation est différente car leur statut public défini par la loi leur enjoint de respecter les textes juridiques du pays. Or, la *Bundesverfassungsgericht* ayant dit que le Reich allemand continuait d'exister dans ses frontières de 1937, les expulsés considèrent que la télévision publique doit respecter cette décision en utilisant dans ses émissions des cartes d'Allemagne avec ces frontières.

Une déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* met l'accent sur le non-respect du droit concernant les cartes que montre la première chaîne de télévision publique, ARD :

*« La carte d'Allemagne montrée par le journal de ARD contredit de manière éclatante la Loi fondamentale, la résolution du Bundestag du 17 mai 1972 et jugement de la Bundesverfassungsgericht du 31 juillet 1973. »*<sup>2605</sup>

La *Landsmannschaft Schlesien* renouvelle sa demande à la télévision de montrer les frontières de 1937 par la voix de son président qui insiste sur les devoirs de la télévision publique lors d'une assemblée générale de la *Landsmannschaft Schlesien* :

*« Les intendants et rédacteurs de nos médias de masse sont tenus de respecter l'obligation de réunification contenue dans la Loi fondamentale comme tout un chacun. Pour la énième fois, Herbert Hupka a rappelé le devoir qu'ont les médias de masse en faveur de toute l'Allemagne*

---

<sup>2602</sup> Interview de Heinrich Windelen publiée dans *GB* 84/9, p. 1-2.

<sup>2603</sup> KORINMAN, réfugiés.

<sup>2604</sup> La disparition des villes à l'est de la ligne Oder-Neisse des cartes météorologiques de ZDF le 11 mai 1976 est révélatrice de la tendance observable dans les médias audio-visuels. Cf. KITTEL, *Vertreibung*, p. 147-149.

<sup>2605</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Schlesien* publiée dans *GB* 73/11, p. 2.

*et il a protesté contre le silence entourant l'Allemagne dans toutes ses dimensions et contre les cartes utilisées sur ARD et ZDF. »*<sup>2606</sup>

Voyant que les multiples appels ne mènent à aucun changement sur les chaînes publiques, la *Landsmannschaft Schlesien* décide de lancer une pétition nationale dans laquelle les citoyens devront exiger que les cartes d'Allemagne soient montrées en conformité avec le droit international qui prévaut. Un article de Peter Großpietsch<sup>2607</sup> justifie d'abord l'opposition des initiateurs de la pétition contre les « effets à long terme d'une fausse représentation de l'Allemagne s'imprégnant de manière extrêmement négative dans l'esprit des téléspectateurs, surtout des plus jeunes »<sup>2608</sup>, puis en citant des extraits des textes juridiques motivant l'exigence de la pétition, concernant la situation de l'Allemagne et les lois sur l'audio-visuel engageant les chaînes de télévision publiques.

On peut s'interroger sur la durée prévue pour collecter les signatures : l'opération est lancée le 10 octobre 1985 et doit s'achever lors du rassemblement national des Silésiens en juin 1987. Cette pétition préparée pendant plus de 18 mois a-t-elle réellement pour objectif de provoquer un changement auprès des chaînes publiques ou n'est-elle destinée qu'à montrer aux expulsés que leurs représentants s'engagent et cherchent à obtenir des avancées dans leur cause ? Dans une interview qu'il accorde au *GB* alors qu'il n'est pas encore devenu rédacteur en chef du journal, Peter Großpietsch souligne l'importance de cette initiative pour prouver la force des expulsés :

*« C'est précisément cette action qui va de nouveau prouver quelles sont les marges de manœuvre dont disposent les Allemands expulsés quarante ans après. »*<sup>2609</sup>

Mais il est risqué de faire des effets de la pétition le marqueur de l'influence réelle des expulsés dans la société puisque la pétition recueillera plus de 60 000 signatures<sup>2610</sup> mais ne changera rien à la pratique des chaînes de télévision publiques qui continueront de diffuser les mêmes cartes. Pour une opération durant 18 mois et s'adressant à l'ensemble de la population allemande, l'opération se solde par un échec non seulement en raison de l'absence de conséquences, mais aussi par le nombre relativement faible de signatures, surtout si l'on prend en considération le fait que la campagne de collecte de signatures devait durer jusqu'au rassemblement national des Silésiens, lequel a accueilli 170 000 personnes en juin 1987 à Hanovre selon le *GB*<sup>2611</sup>. Interrogé en 2010 sur les motivations réelles de la *Landsmannschaft Schlesien*, Peter Großpietsch reconnaît qu'elle n'attendait aucun changement et que toute l'opération ne poursuivait que des buts politiques. Il considère toutefois que les 60 000

---

<sup>2606</sup> Article (oprS) publié dans *GB* 83/12, p. 3. La même revendication apparaissait déjà à la une du *GB* dans un discours de Hupka publié dans *GB* 80/7, p. 1.

<sup>2607</sup> Il signe le texte en sa qualité de membre du directoire de la *Landsmannschaft Schlesien*.

<sup>2608</sup> « der besonders auf junge Fernsehzuschauer sich äußerst fatal einprägenden Langzeitwirkung dieser unkorrekten Darstellung Deutschlands », article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 86/2, p. 3-4.

<sup>2609</sup> Interview de Peter Großpietsch publiée dans *GB* 87/9, p. 4-5.

<sup>2610</sup> Article publié dans *GB* 88/12, p. 3 ; article identique dans *GB* 89/1, p. 3 augmenté d'une phrase pour préciser que la télévision régionale bavaroise montre des cartes conformes à la position juridique allemande.

<sup>2611</sup> Article publié dans *GB* 87/7, p. 1-2.

signatures recueillies quarante ans après l'expulsion sont un joli succès pour la *Landsmannschaft Schlesien*<sup>2612</sup>.

### III - Schäuble et les instructions sur le lieu de naissance

Considérer que les Allemands nés à l'est sont nés à l'étranger relève d'un manque de connaissances historiques. Ce qui pourrait sembler n'être qu'un détail prend pour les expulsés une énorme importance puisque leur lieu de naissance correspond d'une certaine manière à une preuve de la présence allemande à l'est avant 1945 et du passé que la propagande communiste n'a eu de cesse de nier et qu'elle a toujours cherché à effacer. La première fois que le sujet est abordé dans le *GB*, il s'agit de la dénonciation par un député conservateur d'une enquête commandée par la CEE :

*« Une « falsification de l'histoire inacceptable qui blesse personnellement beaucoup d'expulsés de Prusse orientale, de Silésie et de Poméranie, et peut-être une chicanerie de la CEE contre l'Allemagne », c'est ainsi que Wilfried Böhm, député au Bundestag, voit le fait que les Allemands expulsés des territoires Oder-Neisse soient obligés d'indiquer la Pologne comme pays de naissance dans le cadre de l'enquête menée par l'institut de statistiques. »*<sup>2613</sup>

Dans ce cas, la dénonciation est radicale et se formule aisément. L'Europe apparaît comme une construction qui ne respecte pas les identités des peuples qui la composent et elle est accusée de défendre l'interprétation polonaise de l'histoire au détriment du point de vue allemand. Mais il n'y a pas que l'Europe qui commet des erreurs historiques. L'administration allemande elle aussi peut se tromper sur le passé allemand :

*« On entend actuellement parler d'un certain nombre de cas où dans d'honnêtes bureaux de l'administration, des Allemands expulsés se voient subitement contraints d'accepter des noms polonais pour leur lieu de naissance. Ceux qui ne se défendent pas (et c'est le cas de nombreuses personnes âgées) se retrouvent soudain nés en Pologne. Et on dirait que cela ne dérange personne que les personnes concernées soient profondément blessées. Cela ne se passe pas dans une quelconque dictature, non, cela se déroule sous les yeux de tous dans un Etat de droit libre et démocratique, motivé non par des étrangers mais par nos compatriotes qui ne se soucient pas des sentiments pour la Heimat. »*<sup>2614</sup>

Cette déconvenue se reproduit en 2008 lorsque de nouveaux numéros d'identification sont attribués par l'administration fiscale. A cette occasion, beaucoup d'expulsés ont la surprise de constater que leur lieu de naissance est désormais considéré comme se situant en Pologne selon l'administration fiscale. Helmut Sauer publie alors une déclaration de presse pour demander aux ministères concernés de procéder à la rectification des erreurs intervenues. Il légitime « l'incompréhension et la colère »<sup>2615</sup> des expulsés. Une décision du ministère de l'Intérieur revient sur ces changements et précise que les personnes nées dans les territoires concernés avant le 2 août 1945 (proclamation des Accords de Postdam) seront réputées nées en Allemagne. Pour le président de la *Landsmannschaft Schlesien*, il s'agit d'une demi-

---

<sup>2612</sup> Mail du 22 octobre 2010 de Peter Großpietsch à l'auteur.

<sup>2613</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 92/9, p. 6.

<sup>2614</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans *GB* 93/5, p. 4.

<sup>2615</sup> « Unverständnis und Verärgerung », déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 08/9, p. 11.

victoire seulement. Car si les expulsés sont heureux que leur lieu de naissance continue d'être indiqué en tenant compte de la réalité historique, Pawelka dénonce ce qu'il considère comme un renoncement de l'Allemagne à une position juridique défendue durant des décennies. L'Allemagne reconnaît a posteriori que les territoires sont devenus allemands suite aux Accords de Postdam. Faut-il vraiment considérer que le « gouvernement fédéral adopte maintenant la position juridique de l'ancien bloc communiste de l'est »<sup>2616</sup> ? Le gouvernement allemand ne choisit pas a posteriori de reprendre à son compte les positions communistes, mais plus simplement de regarder l'évolution de la situation historique. A partir de 1945, ces territoires ont été administrés par la Pologne comme s'ils étaient polonais, et hormis les réserves juridiques valables du point de vue du droit international (mais restées sans le moindre effet), ils n'ont plus eu de lien avec l'Allemagne. De plus, si l'Allemagne considérait qu'il fallait continuer à respecter la position juridique de l'existence ininterrompue du Reich dans ses frontières de 1937, il faudrait admettre que tous les Polonais nés en Silésie depuis 1945 sont en fait nés en Allemagne. Et puisqu'il n'y a pas eu de traité de paix entre les anciens belligérants (condition à la reconnaissance définitive et juridiquement correcte des frontières), il faudrait alors postuler qu'une grande partie de la population polonaise naît à l'étranger. Les instructions du ministère de l'Intérieur allemand n'ont donc d'autre but que de clarifier la situation et de rendre justice aux faits, et ne sont pas de nature à prendre partie en faveur d'une interprétation particulière de l'histoire.

La grande sensibilité des expulsés à ce sujet transparaît lorsque le ministère de la Famille du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie commet une erreur historique dans un document officiel, une « **brochure commémorative dont les falsifications dépassent en partie les basses œuvres du parti communiste est-allemand** [en gras dans l'original L.P.] »<sup>2617</sup>. L'outrance est à la hauteur de la colère des expulsés. L'erreur en question (10 millions d'Allemands vivaient en Pologne durant la guerre) est plus certainement due à une maladresse (10 millions d'Allemands vivaient dans les frontières actuelles de la Pologne durant la guerre) qu'à une volonté de réécrire l'histoire, tant il serait absurde de prétendre et difficile à comprendre que tant d'Allemands aient vécu en Pologne. Pour le *GB* (comme pour le *Preußische Allgemeine Zeitung* dont le rédacteur en chef est l'auteur de l'article cité), la référence au SED est la pire des disqualifications imaginables. Renvoyer la droite allemande (qui dirige alors le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie) aux manipulations des communistes est-allemands est une insulte politique grave, sorte de provocation pour dénoncer la perte des valeurs nationales au sein du parti conservateur.

Un encadré publié dans le même numéro signé du porte-parole de la *Landsmannschaft* de Prusse orientale aborde la question sous un nouvel angle. Tout en protestant, il relève que cette affaire aura eu le mérite de créer une situation assez inédite parmi la communauté des expulsés :

---

<sup>2616</sup> « übernimmt die Bundesregierung jetzt die Rechtsauffassung des ehemaligen kommunistischen Ostblocks », discours de Rudi Pawelka publié dans *GB* 09/8, p. 14.

<sup>2617</sup> « **Festschrift, deren Verfälschungen teilweise selbst die Machwerke der SED übertreffen.** », article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans *GB* 09/9, p. 12.

«*Il n'arrive pas si souvent que les Landsmannschaften de l'est (celles des frontières du Reich de 1937) de Prusse orientale, de Prusse occidentale, de Poméranie et de Silésie refusent une décision politique à l'unanimité.* »<sup>2618</sup>

La question devient un enjeu politique d'autant plus important que des élections législatives fédérales doivent se tenir à l'automne. Dans le numéro paru à la veille du scrutin, Helmut Sauer publie une déclaration dans laquelle il défend à nouveau le point de vue des expulsés et critique sévèrement la décision du ministère de l'Intérieur. La situation est toutefois assez confuse puisque Wolfgang Schäuble, ministre fédéral de l'Intérieur à l'origine des changements, est un haut dirigeant de la CDU et que la CDU s'engage dans son programme proposé pour les élections à revenir sur la décision du ministère. Helmut Sauer, qui est au sein de la CDU la personne chargée de défendre les expulsés, se retrouve pour sa part dans la position inconfortable de celui qui doit soutenir à la fois son parti et le groupe social qu'il défend, les expulsés<sup>2619</sup>.

La difficulté à trancher la question apparaît de manière éclatante et très sensible dans un article de Herbert Gröger. Il reproduit l'acte de naissance de son propre fils né le 9 décembre 1945 à Lauterbach, en Silésie, et souligne fort justement que rien dans le document rédigé entièrement en allemand n'indique que son fils serait né en Pologne<sup>2620</sup>. La position du droit international ainsi que la réalité concrète vécue par les populations sont extrêmement compliquées dans ces territoires lors de l'après-guerre et on peut s'interroger sur la pertinence des directives données par le ministère fédéral de l'Intérieur, d'autant que Wolfgang Schäuble voulait simplement unifier les pratiques qui variaient d'un bureau à l'autre de son administration. Mais toucher à un sujet aussi sensible, puisque constitutif de l'identité des personnes concernées et alors qu'un des grands drames de leur vie touche principalement cette question, c'est certainement un manque de tact certain pour un gain peu évident.

#### **IV – Les plaques à Glatz**

Pour un journal dont l'une des ambitions est de laisser des traces, les plaques commémoratives jouent un rôle important dans le travail de mémoire. Poser une plaque ou ériger un monument en souvenir de l'expulsion revient à laisser un témoignage visible qui doit montrer qu'à un endroit donné, ce sont soit des événements tragiques qui ont eu lieu, ou bien qu'une partie de la population a vécu ces événements. En effet, dans le cas de l'expulsion, il s'agit la plupart du temps non pas de plaques apposées sur les lieux même de l'événement, mais plutôt de plaques apposées dans les villes où vivent de nombreux expulsés. Les villes qui parrainent une ville de la *Heimat* sont souvent le lieu où l'on trouve de telles plaques. Avec ces plaques, les expulsés montrent aux générations futures qu'une partie de la population de la ville était constituée dans la seconde moitié du XXe siècle d'Allemands qui avaient été chassés de leur région d'origine et qui avaient trouvé refuge à l'ouest. Ces plaques contribuent à définir une partie de l'identité de la ville. Le plus souvent, elles ne posent aucun

---

<sup>2618</sup> Déclaration de la *Landsmannschaft Ostpreußen* publiée dans *GB* 09/9, p. 13.

<sup>2619</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans *GB* 09/10, p. 2.

<sup>2620</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans *GB* 10/1, p. 2.

problème et sont installées à la demande d'associations d'expulsés (qui participent parfois financièrement à leur installation) :

« *Laisser des témoignages de pierre ou de métal sous la forme de calvaires ou de plaques commémoratives est un autre moyen particulièrement adapté de laisser des « traces » qui prouvent que nous étions là et qu'il y a eu une expulsion. (...) Tous les Graftschafter sont appelés à réfléchir à l'endroit et à la forme que pourraient prendre de nouveaux témoignages de notre identité historique, culturelle ou religieuse.* »<sup>2621</sup>

Le *GB* se félicite toujours de découvrir qu'un nouveau témoignage du destin des expulsés voit le jour et les articles illustrés par une photo réalisée lors de la cérémonie d'inauguration sont légion dans le journal.

Le texte inscrit sur ces plaques commémoratives n'est pas neutre. Il est porteur d'un sens politique et d'une dimension historique considérable. Le texte et, partant, l'interprétation de l'histoire qu'il véhicule, est au sens propre du terme gravé dans le marbre et il prend ainsi une dimension de vérité définitive. Or, l'histoire peut-elle être écrite une fois pour toute ? Le *GB* apporte la preuve que non en indiquant que la plaque commémorative qui se trouve à Varsovie sur le monument en hommage aux victimes du massacre de Katyn va être modifiée pour corriger l'erreur concernant les auteurs des crimes. Conformément à la propagande communiste, le monument indiquait jusque-là que les Polonais avaient été les victimes des troupes allemandes alors que les archives ouvertes en 1989 indiquent clairement que les responsables sont en fait les services secrets soviétiques<sup>2622</sup>.

La langue dans laquelle est rédigé le texte d'une plaque commémorative joue un rôle très important pour les expulsés. Ainsi, le fait que la ville de Wünschelburg fête ses 700 ans d'existence en 1991 et appose à cette occasion une plaque sur le fronton de la mairie, rédigée en polonais, est ressenti comme une offense par les Allemands qui ont le plus longtemps occupé ce territoire. Pourtant, l'article qui rend compte des festivités est placé sous le signe d'une entente germano-polonaise qui paraît sincère<sup>2623</sup>. Là encore, ce qui est gravé dans la pierre prend une dimension symbolique considérable.

Peter Großpietsch va faire des plaques commémoratives un enjeu des relations germano-polonaises à l'échelle de Glatz. Avec la chute de la dictature communiste s'ouvre une nouvelle page des relations entre les deux peuples et les Allemands peuvent enfin se rendre librement dans leur *Heimat*<sup>2624</sup>. Großpietsch redécouvre Glatz et se pose la question des conditions dans lesquelles un dialogue avec les autorités locales polonaises pourrait s'instaurer avec les expulsés allemands. Il pose trois conditions :

«

---

<sup>2621</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 88/2, p. 1.

<sup>2622</sup> Article (s.u.e.) publié dans *GB* 89/4, p. 3.

<sup>2623</sup> Article de Herbert Gröger publié dans *GB* 91/7, p. 2-3.

<sup>2624</sup> Peter Großpietsch ne pouvait le faire auparavant en raison de ses activités professionnelles.

- *Dans [en gras dans l'original, L.P.] la Zimmerstraße, il faudrait qu'une plaque commémorative en polonais et en allemand rappelle la période de terreur du début de l'administration polonaise.*
- *Sur le Brücktorberg et sur la colonne de Marie sur la rocade, il faut restaurer ou réinstaller les inscriptions en allemand ou les plaques commémoratives.*
- *Il faut immédiatement que les inscriptions en allemand (dans les cimetières !) passent sous la responsabilité de la ville et soient protégées des dégradations. »<sup>2625</sup>*

La toute première condition repose donc sur l'installation ou non d'une plaque commémorative de l'expulsion. De l'attitude de la municipalité de Glatz face à cette demande dépendra la collaboration des expulsés avec les autorités polonaises de la ville. On voit que le symbole de la plaque est très fort. La volonté d'obtenir satisfaction est réelle et il ne s'agit pas d'une revendication lancée sur le mode de la défiance. Peter Großpietsch se rend effectivement quelques mois plus tard en visite officielle à Glatz pour y rencontrer le maire de la ville. Le maire accepte les demandes formulées par Großpietsch en tant que représentant des Allemands expulsés de Glatz et soumettra le projet au conseil municipal<sup>2626</sup>. Dix ans plus tard, le *GB* regrette que la plaque n'ait toujours pas été posée et que le souvenir de l'expulsion ne soit pas commémoré à Glatz comme les expulsés le souhaiteraient<sup>2627</sup>.

La plaque de marbre que les anciens habitants de Lauterbach voulaient installer dans leur *Heimat* en souvenir de Bruno Neugebauer<sup>2628</sup> à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de cet instituteur et poète ne peut finalement pas trouver la place qui lui était réservée. Les cérémonies prévues sont toutes bouleversées par des perturbateurs nationalistes hostiles aux Allemands<sup>2629</sup>. Gröger décrit un climat de tension provoqué surtout par les antagonismes entre Polonais, partagés entre ceux qui veulent la réconciliation avec les Allemands et les tenants d'un nationalisme radical. Les Allemands sont de leur côté présentés comme des gens ouverts au dialogue et prêts à tendre la main. La plaque commémorative qui devait rendre hommage à une personnalité allemande tourne au règlement de comptes entre Polonais.

En 1999, le *GB* dévoile un objet de polémique découvert à Neurode sur les murs de la mairie. Une plaque apposée le 8 mai 1985 porte un texte en polonais qui célèbre à sa manière la fin de la Seconde Guerre mondiale :

« *W 40 rocznicę zwycięstwa nad faszyzmem i powrotu ziemi noworudzkiej do macierzy w holdzie poległym o wyzwolenie narodowe i społeczne mieszkańcy miasta Nowa Ruda* »<sup>2630</sup>

« *Au quarantième anniversaire de la victoire sur le fascisme et le retour de notre terre de Neurode. En l'honneur de nos libérateurs tombés pour le peuple et la communauté. Les habitants de la ville de Neurode.* »

<sup>2625</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 91/9, p. 1-2.

<sup>2626</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans *GB* 92/11, p. 1-2.

<sup>2627</sup> Article publié dans *GB* 01/11, p. 1-6.

<sup>2628</sup> Article publié dans *GB* 93/1, p. 4.

<sup>2629</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans *GB* 93/7, p. 1-3.

<sup>2630</sup> Article publié dans *GB* 99/10, p. 3.

Il est étonnant de constater que le *GB* dont une grande partie des lecteurs est originaire de Neurode semble découvrir l'existence de cette plaque près de quinze ans seulement après son dévoilement alors qu'elle figure en un lieu très en vue dans la ville. Un lecteur du *GB*, Helmut Kirsch, a pris la plaque en photo et l'a envoyée au journal après avoir traduit le texte. On peut penser que le fait que le texte ne figure qu'en polonais explique en partie que personne parmi les expulsés qui se rendent dans leur *Heimat* n'ait remarqué ce texte auparavant. Deux ans plus tard, ce même lecteur envoie deux nouveaux clichés à la rédaction du *GB*. Ils montrent deux plaques apposées sur la mairie de Glatz célébrant le retour de Glatz et de la Basse-Silésie dans un Etat polonais. Comme dans le cas précédent, ces photos sont surmontées du titre : « Rapprochement ? Réconciliation ? »<sup>2631</sup>. Les deux courts articles sont repris avec leurs photos en 2002 sous le titre :

« *Treize ans après le tournant, il ne s'est rien passé ! Combien de temps nos voisins polonais veulent-ils vivre avec ces falsifications historiques ?* »<sup>2632</sup>

La publication est renouvelée deux ans plus tard, avec cette fois une consigne claire de la part du rédacteur en chef :

« *Nous appelons tous nos compatriotes qui travaillent au rapprochement et à la réconciliation à s'engager en faveur de l'effacement de ces falsifications historiques ! La base de nos efforts ne peut être que la vérité historique.* »<sup>2633</sup>

Tandis que les précédentes publications des photos n'avaient été assorties de quasiment aucun commentaire, le *GB* lance cette fois-ci une véritable campagne de mobilisation auprès de ses lecteurs. Les plaques commémoratives constituent donc un objet susceptible de rassembler les lecteurs du *GB* autour d'un projet commun.

Et la mobilisation porte ses fruits. Elle s'étend à des représentants officiels des expulsés et au début 2006, le *GB* annonce que le texte figurant sur la plaque commémorative située sur la mairie de Neurode a été changé. Désormais, on peut y lire un texte en polonais signifiant :

« ***Aux [en gras dans l'original, L.P.] victimes de la Seconde Guerre mondiale, morts, tués, vivants qui ont lutté et souffert pour une Pologne libre. C'est à eux que revient l'hommage des citoyens de Neurode.*** »<sup>2634</sup>

L'auteur de l'article est un Allemand qui vit dans la *Heimat* et qui publie de temps à autre des articles sur l'actualité de la *Heimat* ou informe de changements survenus en Pologne. Cet article est ainsi placé parmi d'autres consacrés aux nouvelles de la *Heimat*. On peut toutefois s'étonner que le *GB* ne consacre pas plus de place à l'événement. Le journal a dénoncé ce qu'il considérait comme un scandale pendant des années et a appelé ses lecteurs à se mobiliser. Or, lorsque la mobilisation porte ses fruits et que la vérité historique aux yeux du *GB* est rétablie, l'information n'apparaît qu'au milieu du journal dans un article assez court. Il semblerait ici que le *GB* accorde moins d'importance à la réalisation de l'objectif qu'au

---

<sup>2631</sup> « Verständigung? Versöhnung? », article publié dans *GB* 01/7-8, p. 3.

<sup>2632</sup> Article publié dans *GB* 02/8, p. 3.

<sup>2633</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans *GB* 04/7-8, p. 3.

<sup>2634</sup> Article de Horst Ulbrich publié dans *GB* 06/1, p. 5.

combat mené pour y arriver. Il tire plus de satisfaction dans la dénonciation polémique et dans la mobilisation de ses lecteurs que dans l'annonce de résultats positifs.

## V – La gare de Berlin

L'une des gares de Berlin a connu au cours de son histoire de nombreux changements de nom. Inaugurée en 1842, elle s'appelle tout d'abord « Frankfurter Bahnhof » car elle reliait Berlin à Francfort-sur-l'Oder. En 1881, elle devient « Schlesischer Bahnhof » (= gare de Silésie) car elle est le point d'arrivée à Berlin de tous les trains en provenance des territoires de l'est. Elle est rebaptisée une nouvelle fois en 1950 par les autorités communistes de RDA soucieuses d'effacer de la mémoire collective la mention de la Silésie et devient « Ostbahnhof » ce qui permet de souligner son implantation à Berlin-Est. En 1987, elle change une nouvelle fois de nom pour devenir « Hauptbahnhof » soulignant ainsi la volonté du régime est-allemand d'ignorer le reste de Berlin et de considérer la partie est de la ville comme la principale. Après la réalisation de l'unité allemande se pose la question du nom de cette gare puisque dans la capitale réunifiée de l'Allemagne, elle n'est pas la plus grande. Faut-il revenir au nom précédent de « Ostbahnhof » ou à celui historique et non marqué par la politique communiste de « Schlesischer Bahnhof » ? Pour les expulsés, il ne fait aucun doute que c'est la seconde solution qui doit s'imposer car elle a le mérite de remettre le nom de la Silésie sur la place publique. Les représentants de la *Landsmannschaft Schlesien* se mobilisent dès 1995 pour faire pression sur les élus de la ville et les dirigeants de la Deutsche Bahn pour qu'ils choisissent le nom historique de la gare<sup>2635</sup>. La proposition faite par le maire de Berlin de choisir « Ostbahnhof » est accueillie avec colère par les expulsés. Herbert Hupka réagit violemment dans une lettre ouverte au maire<sup>2636</sup>. Preuve que la mobilisation bat son plein, le *GB* publie un échange de courriers entre le président de la *Landsmannschaft Schlesien* et le PDG de la Deutsche Bahn, Johannes Ludewig<sup>2637</sup>. Tandis que ce dernier insiste sur l'orientation géographique de la gare et sa tradition d'ouverture à l'Europe de l'est, Hupka rappelle les motifs politiques de la dictature communiste qui ont conduit au changement de nom en 1950 et pour mieux prouver que les Polonais ne s'offusqueraient pas de voir la gare berlinoise redevenir « Schlesischer Bahnhof », il indique que la gare du nord de Varsovie s'appelle la « gare de Vilnius ». Bien qu'il ne donne pas d'informations supplémentaires, Hupka cherche clairement à désamorcer des reproches que Ludewig n'ose peut-être pas formuler mais que l'on peut lire dans la presse : le nom de la gare n'a pas de sens revanchiste ou politique. Le résumé des mois de polémique de 1996 à 1998 est formel : c'est à cause de la gauche que la gare a retrouvé le nom qu'elle portait en RDA<sup>2638</sup>. Du PDS aux *Grünen* en passant par le SPD, la gauche a été unanime pour s'opposer à « Schlesischer Bahnhof ». Les conservateurs qui y étaient pourtant favorables ont dû renoncer face aux éternels reproches de passéisme ou de nationalisme brandis par la gauche. Publié à l'origine au début de l'été 1998 dans *Das Ostpreußenblatt*, l'article mettant l'accent sur la responsabilité de la gauche dans la disparition de l'héritage de l'est allemand n'est guère surprenant, alors que les sondages indiquent que la gauche pourrait obtenir la majorité au *Bundestag*. La bataille fut rude et

---

<sup>2635</sup> Article publié dans *GB* 95/4, p. 4.

<sup>2636</sup> Lettre de Herbert Hupka au maire de Berlin publiée dans *GB* 98/1, p. 6.

<sup>2637</sup> Lettres de Herbert Hupka et Johannes Ludewig au PDG de la Deutsche Bahn publiées dans *GB* 98/4, p. 5.

<sup>2638</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans *GB* 98/11, p. 7.

acharnée et les changements de noms en l'espace de 150 ans si nombreux que la Deutsche Bahn fait poser sur le bord d'un quai une plaque rappelant les dates auxquelles la gare a changé de nom. Pour le *GB*, c'est une bonne nouvelle puisque le nom « schlesischer Bahnhof » ne disparaît pas totalement des mémoires<sup>2639</sup>.

Herbert Hupka garde une grande amertume après la défaite de la *Landsmannschaft Schlesien* dans l'opération de changement de nom de la gare de Berlin. Il décide alors d'attaquer la Deutsche Bahn sur un autre terrain, tout aussi symbolique : on trouve dans les trains de la Deutsche Bahn des dépliants indiquant l'itinéraire emprunté par le train avec la liste de toutes les gares traversées. Hupka s'indigne de constater que les noms de gares situées en Pologne sont indiqués en polonais et non en allemand<sup>2640</sup>. Ne reculant pas devant la difficulté, Hupka cite les textes en vigueur de l'Union internationale des chemins de fer et les recommandations du ministère des Affaires étrangères dans l'usage des noms de lieux situés à l'étranger et ayant un équivalent allemand. On voit dans cet entêtement la volonté de faire durer le combat, et surtout le goût d'affronter des adversaires plus forts que soi pour mener des combats à la portée très symbolique. Ici encore, c'est moins le résultat du combat qui importe que le combat lui-même puisque l'objet du combat contre la Deutsche Bahn change dès que le combat est terminé. Un lecteur du *GB* lui emboîte le pas en protestant contre le fait que la Deutsche Bahn utilise les noms de ville polonais tandis que les chemins de fer polonais utilisent des noms polonais pour désigner des villes allemandes. L'échange de courriers avec le responsable de la communication de la Deutsche Bahn est reproduit dans le *GB*<sup>2641</sup>.

---

<sup>2639</sup> Article publié dans *GB* 00/9, p. 3.

<sup>2640</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 98/7, p. 2.

<sup>2641</sup> Lettres de Georg Wenzel et M. Radke au porte-parole de la Deutsche Bahn publiées dans *GB* 99/4, p 8.

## Conclusion

Qu'il soit tourné vers le passé, le futur ou en prise avec l'actualité, le *GB* marque une prédilection pour les sujets politiques. Son indépendance par rapport à la *Landsmannschaft Schlesien* lui permet d'affirmer son identité propre. Dans son analyse de la presse des expulsés, Hermann Weiss affirme que les journaux dépendant des *Landsmannschaften* sont ceux dont le contenu politique les rapproche le plus de l'extrême droite (les caractéristiques les plus révélatrices sont : pessimisme culturel, refus des comportements anticonformistes, absence de compromis idéologique et tendance à verser dans des motivations irrationnelles en particulier pour le comportement politique)<sup>2642</sup>. Le *GB* n'appartient pas à l'extrême droite. Il est à l'évidence de droite, très à droite même, mais reste attaché au système démocratique tout en ne se privant pas de le critiquer.

Sans même étudier les sujets traités par le journal, il est possible de dessiner les contours idéologiques du *GB* à travers les sources d'information qu'il utilise. Le recours exclusif (outre la presse des expulsés) à des journaux conservateurs ou proche de la Nouvelle Droite<sup>2643</sup> est à ce titre révélateur. Le *Junge Freiheit* est la figure de proue de ce mouvement politique situé entre le conservatisme et l'extrême droite. La Nouvelle droite<sup>2644</sup> se caractérise en effet par sa volonté de rapprocher les deux bords politiques<sup>2645</sup>. Elle s'efforce entre autres d'imprégner les élites conservatrices de ses idées et d'attirer certaines personnalités connues dans ses filets pour rendre acceptables ses propres théories<sup>2646</sup>. Le cas de Martin Hohmann, député conservateur, évoqué largement dans le *GB*, en est un exemple saisissant. Toutefois, la ligne politique de la Nouvelle droite n'étant pas définie toujours clairement, les politologues (comme les offices de protection de la constitution qui s'y intéressent) la situent tantôt entre le champ démocratique et l'extrême droite, tantôt comme une branche à l'intérieur de l'extrême droite. Pour Helmut Kellershohn, « il ne s'agit pas là d'une position idéologique clairement définie mais plutôt d'une orientation stratégique générale »<sup>2647</sup>. La volonté de la Nouvelle

---

<sup>2642</sup> WEISS, Presse, p. 206.

<sup>2643</sup> Sur les influences étrangères (françaises notamment) et l'histoire de la Nouvelle droite allemande, cf. SCHMIDT Friedemann, *Die Neue Rechte und die Berliner Republik. Parallel laufende Wege im Normalisierungsdiskurs*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2001, p. 16-21 et BRAUNER-ORTHEN, *Neue Rechte*, p. 17-33. Sur la Nouvelle droite française, cf. TAGUIEFF Pierre-André, *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, Descartes & Cie, Paris, 1994, p. 9-107 et sur sa figure centrale, Alain de Benoist, p. 107-246.

<sup>2644</sup> Bien que le mouvement soit apparu dans les années 1970, l'ouvrage considéré comme son manifeste date de 1994 : SCHWILK Heimo, SCHACHT Ulrich (éd.), *Die selbstbewusste Nation*, Ullstein, Francfort-sur-le-Main, 1994.

<sup>2645</sup> Le *Junge Freiheit* utilise les termes de « national » et de « conservateur » pour désigner aussi bien la CDU et la CSU, les *Republikaner* et même le NPD. Cf. PFEIFFER Thomas, « „Unsere Waffe ist das Wort“. Neue Rechte: Avantgarde und Ideologieschmiede des Rechtsextremismus », p. 27-35, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

<sup>2646</sup> GESSENHALTER Wolfgang, « Die Neue intellektuelle Rechte und ihre Unterstützung durch Politik und Medien », p. 17-27, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

<sup>2647</sup> « Dabei handelt es sich nicht um eine fest umrissene ideologische Position, eher um eine grobe strategische Orientierung. », cf. KELLERSHOHN Helmut, « Das Doppelspiel der Jungen Freiheit am Beispiel der Hohmann-Affäre », p. 79-95, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

droite d'accéder à « l'hégémonie culturelle »<sup>2648</sup> en devenant leader d'opinion est affichée au grand-jour et le *Junge Freiheit* s'en fait volontiers le relais<sup>2649</sup>. Elle est plus intéressée par la diffusion de ses idées dans les mentalités et à leur distillation auprès de leaders d'opinion que par les campagnes électorales et les élections. Mais son influence réelle est limitée. « Le phénomène des « Nouvelles droites », lié au Nouveau nationalisme est resté un phénomène intellectuel extrêmement marginal. La thèse d'une pénétration du nationalisme dans la culture politique dominante n'est souvent qu'un effet de miroir de la volonté antinationale militante de ses auteurs. »<sup>2650</sup> Elle ne participe pas à des actions spectaculaires, mais se manifeste en direction de l'opinion publique à travers des appels lancés dans de grands quotidiens, de préférence dans le *FAZ* conservateur<sup>2651</sup>. Le modèle de la Nouvelle droite n'est pas le nazisme (contrairement aux extrémistes de droite, les tenants de la Nouvelle droite ne jouent pas avec la symbolique nazie) mais la révolution conservatrice à l'œuvre sous la République de Weimar<sup>2652</sup>. Dans les années 1990, elle a manifesté un intérêt tout particulier pour la souffrance des expulsés qu'elle a opposée à celle des juifs durant la guerre, révélant ainsi sa conception nationale et sélective de l'histoire<sup>2653</sup>.

Cet exposé rapide des principaux traits caractéristiques de la Nouvelle droite suffit à valider la thèse de l'appartenance du *GB* à ce courant idéologique<sup>2654</sup>. De la campagne d'annonces dans le *FAZ* au rejet des grands partis en passant par le refus du multiculturalisme et les lamentations sur le déclin de la nation, le *GB* partage les idées principales de la Nouvelle droite, notamment sur l'interprétation de l'histoire (responsabilité allemande dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, causes de l'expulsion), la dénonciation du politiquement correct et le refus des frontières actuelles<sup>2655</sup>.

<sup>2648</sup> « Kulturelle Hegemonie », cf. PFEIFFER, *Ideologieschmiede*.

<sup>2649</sup> BRAUN Stephan, GEISLER Alexander, GERSTER Martin, « Die „Junge Freiheit“ der „Neuen Rechten“. Bundes- und landespolitische Perspektiven zur „Jungen Freiheit“ und den Medien der „Neuen Rechten“ », p. 15-43, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

<sup>2650</sup> BACKES Uwe, « Le nationalisme dans l'Allemagne unifiée », p. 117-141, in : DELANNOI Gil, TAGUIEFF Pierre-André (éd.), *Nationalismes en perspective*, Berg International, Paris, 2001.

<sup>2651</sup> PFEIFFER, *Ideologieschmiede*.

<sup>2652</sup> Dans les années 1990, une publicité du *Junge Freiheit* proclamait : « Chaque abonnement est une révolution conservatrice » (= « Jedes Abo eine Konservative Revolution »), cf. PFEIFFER, *Ideologieschmiede*.

<sup>2653</sup> BRAUNER-ORTHEN, *Neue Rechte*, p. 26.

<sup>2654</sup> Les expulsés et la Nouvelle droite sont naturellement amenés à partager certains points de vue : « Leurs objectifs, sans être identiques à ceux de la nouvelle droite, sont complémentaires de ceux-ci. Les uns veulent récupérer leurs régions perdues, les autres agrandir l'Allemagne. », cf. CASASUS, *nouvelle droite*, p. 118.

<sup>2655</sup> Dans le dernier numéro du *GB* paru avant la conclusion de cette étude, un article de Bernard Gaida porte le sous-titre : « Le président de la fédération des Allemands vivant dans la zone polonaise à propos de la Journée de la *Heimat* » (« Der Vorsitzende des Verbandes der deutschen Volksgruppe im polnischen Machtbereich zum Tag der Heimat »), article (*Schlesisches Wochenblatt*) de Bernard Gaida paru dans la rubrique Commentaire publié dans *GB* 12/9. L'Office de protection de la constitution de Rhénanie-du-Nord-Westphalie considère que l'expression « polnischer Machtbereich » fait partie de ces tournures qui donnent l'impression que les frontières actuelles de l'Allemagne ne doivent pas être considérées comme immuables. Cf. le document de synthèse de juin 2006 de l'Office de protection de la constitution de Rhénanie-du-Nord-Westphalie sur la procédure judiciaire l'opposant au *Junge Freiheit* disponible en ligne sur [www.mik.nrw.de/uploads/media/klageverfahrenjf.pdf](http://www.mik.nrw.de/uploads/media/klageverfahrenjf.pdf) ; page consultée le 16 septembre 2012.

Le tableau des positions politiques du *GB* ne saurait être complet sans que ne soient évoqués les sujets dont le journal ne parle pas. Le traitement des questions liées à l'expulsion est exhaustif, mais d'autres questions qui touchent l'ensemble de la société ne sont pas abordées. Les procès du national-socialisme ont mobilisé l'attention de l'opinion publique ; le procès d'Adolf Eichmann a été le déclencheur d'une vaste réflexion sur les responsabilités individuelles et collectives dans le nazisme. Le journal ne s'y intéresse pas, préférant à cette époque se réfugier derrière son refus de l'extrême droite, comme si la question ne le concernait pas. Le problème du réchauffement climatique fait partie des sujets qui concernent l'ensemble de la société au début du XXI<sup>e</sup> siècle et qui préoccupent l'opinion publique mais là encore, le *GB* ne donne aucun écho à ce sujet. Pourtant, comme l'étude l'a montré, le *GB* sait aussi s'intéresser à des sujets qui n'ont rien à voir avec l'expulsion (immigration notamment). Sur la vie en Silésie aussi, certains silences sont révélateurs de la position du *GB*. Ainsi, les inondations catastrophiques qui ont ravagé la Silésie et la ville de Glatz en particulier en 1997 sont évoquées d'une manière très rapide. On trouve bien quelques photos au moment des faits mais il n'y a pas de réel compte rendu sur l'étendue des dégâts et les huit victimes de la catastrophe ne sont pas évoquées une seule fois. Cet exemple précis montre bien que pour le *GB*, le temps s'est arrêté en 1945 en Silésie et que l'intérêt pour l'actualité de la *Heimat* est faible. Ces silences du *GB* confirment la ligne politique qui se dégage à la lecture des sujets traités : le *GB* privilégie un traitement des sujets liés à la nation allemande et à son histoire, tout en opérant un choix et un tri très clairs dans l'interprétation des événements.

Comment et pourquoi le *GB* a-t-il radicalisé son propos au fil du temps ? La question est complexe et il est impossible d'y répondre simplement. Comme pour les causes de l'expulsion, la réponse ne peut se réduire à un seul motif.

On constate que pour beaucoup de lecteurs, l'expulsion a été un traumatisme qui n'a pas été surmonté. Les troubles psychologiques des victimes comme de leurs descendants en sont la preuve. Les cris de désespoir qui ponctuent certains articles le démontrent également. Plus de cinquante ans après les faits, les victimes continuent de s'interroger sur le sens de l'événement et ne parviennent pas à comprendre comment tout cela a pu être possible. Si les stéréotypes nationaux ont une telle longévité, c'est aussi parce qu'ils permettent de donner du sens à ce qui échappe à l'entendement des victimes<sup>2656</sup>. La démesure de certaines revendications, coupées de la réalité contemporaine, reflète l'immense désarroi face à un destin que nul n'imaginait.

L'incompréhension explique aussi pourquoi le journal se réfugie avec obstination derrière le droit et joue contre toute évidence la carte de la légalité pour obtenir satisfaction. Dans la recherche des causes de l'expulsion, le statut de victime innocente est toujours mis en avant. Que l'on mette l'expulsion sur le compte du nazisme, du stalinisme ou du nationalisme, les enfants qui ont été expulsés resteront toujours d'innocentes victimes et les expulsés continueront de pleurer sur une irréparable injustice. Les argumentaires juridiques mis en avant depuis plus de soixante ans ont montré leurs limites : sans volonté politique réelle et

---

<sup>2656</sup> SAUERMAN, Vorurteilen.

sans contexte géopolitique favorable, toutes les arguties juridiques ne sont d'aucun secours. En défendant leurs positions théoriques en dépit de toute évidence (morale, historique, géopolitique), les expulsés se sont coupés peu à peu de la sphère publique présentable pour glisser doucement très à droite de l'échiquier politique. Cela ne signifie pas qu'ils se classent nécessairement à l'extrême droite. Mais l'entêtement à défendre l'indéfendable les condamne aux yeux de l'opinion. Il ne suffit pas d'avoir raison d'un point de vue juridique, encore faut-il que le droit puisse s'appliquer. Le désarroi est grand chez les expulsés quand ils réalisent qu'ils ont des droits mais que les conditions pour faire valoir ces droits ne sont pas remplies. Lorsque la *Bundesverfassungsgericht* déclare que le Reich continue d'exister dans ses frontières de 1937, cela peut donner espoir aux expulsés, mais cela ne change absolument rien à leur situation<sup>2657</sup>. Cela ne fait qu'entretenir inutilement un espoir totalement illusoire.

Alors qu'ils venaient de familles politiques diverses, les expulsés se sont retrouvés toujours plus nombreux dans le camp conservateur. La rupture de l'*Ostpolitik* voulue par les sociaux-démocrates y est pour beaucoup. La droitisation des expulsés est une réalité politique qui s'inscrit dans une certaine logique ; les tentatives de créer des organisations de gauche pour concurrencer le BdV ont échoué<sup>2658</sup>. Les journaux d'expulsés proches des sociaux-démocrates remportent beaucoup moins de succès que ceux qui affichent leurs sympathies pour les conservateurs. L'attachement à la *Heimat*, le goût des traditions et la préférence pour un ordre établi immuable est plus marqué à droite qu'à gauche.

Pour des gens déracinés qui éprouvent les plus grandes difficultés à s'insérer dans un nouvel environnement (problèmes de langue, religion, logement, emploi...), il n'est pas tout à fait surprenant de voir qu'ils ne se sentent pas représentés par les grands partis établis et qu'ils se retrouvent dans un espace politique à la marge. La mise à l'écart du champ politique dominant reflète leur propre situation sociale. Le sentiment de ne pas être vraiment à sa place, d'être différents des autres et de ne pas être compris explique pourquoi les expulsés ne se sentent pas à l'aise dans les grands partis. La place à la marge de la famille conservatrice offre aux expulsés un nouveau refuge, comme si s'isoler politiquement permettait aussi de mieux se retrouver entre soi, l'adhésion à une droite plus radicale offrant une nouvelle *Heimat*, de nature politique cette fois.

Prétendre que l'on veut retrouver la *Heimat* est une chose, le faire en est une autre. Nul ne peut dire quand il a compris que les territoires de l'est étaient perdus à tout jamais. Certains diront qu'ils l'ont deviné dès l'expulsion. D'autres fixeront le tournant à la signature du Traité de Varsovie. Pour la plupart, il est impossible de dire avec précision quand la perte définitive de la *Heimat* s'est imposée à eux. Rares seront ceux qui prétendront avoir cru jusqu'en 1990 à un retour dans le *Heimat*. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé les partis politiques d'une part et les représentants des expulsés (BdV et *Landsmannschaften*) à défendre le droit au retour contre toute évidence.

---

<sup>2657</sup> JASPERS Karl, *Wohin treibt die Bundesrepublik? Tatsachen, Gefahren, Chancen*, Piper Verlag, Munich, 1966, p. 234.

<sup>2658</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 111.

Le SPD a changé de cap à la fin des années 1960. Le FDP a adopté une position fluctuante, lui permettant de participer aux coalitions gouvernementales tant avec la gauche qu'avec la droite. Quant aux conservateurs, ils ont défendu une position ferme de revendications territoriales jusqu'en 1990.

Sous les gouvernements dirigés par Adenauer, le retour des territoires est une revendication largement partagée par la population. Pourtant, en privé, Adenauer avouait ne se faire aucune illusion quant au sort de ces territoires. S'il a maintenu les exigences territoriales, c'est selon l'historien américain Garton Ash pour mieux obtenir la réunification des deux Etats allemands<sup>2659</sup>. Les territoires de l'est constituaient en quelque sorte un atout pour le gouvernement ouest-allemand auquel il ne voulait pas renoncer, sachant bien qu'ils lui seraient utiles dans le cadre de négociations futures. L'unité réalisée en 1990 correspond à ce scénario. Mais comment expliquer l'obstination de la CDU à revendiquer un droit sur les territoires de l'est ? Tandis que le SPD avait renoncé, la CDU a continué à suivre sa ligne révisionniste, s'attirant ainsi les suffrages d'une grande partie des expulsés. Les députés sociaux-démocrates ayant changé de parti après la signature des traités de l'est sont une illustration de la haute valeur que les expulsés reconnaissent à la question. En fidélisant ainsi les expulsés et en prenant le contre-pied du SPD, la CDU a aussi permis aux expulsés de trouver un soutien dans le champ politique. Si la droite avait elle aussi renoncé aux territoires, c'est uniquement à l'extrême droite que les expulsés auraient trouvé un soutien à leurs revendications. Les conservateurs ont ainsi évité la radicalisation d'une partie de l'électorat<sup>2660</sup>. Mais ce qui était vrai dans les années qui ont suivi l'expulsion et qui était effectivement nécessaire pour des gens désorientés et en mal de repères ne l'est plus forcément vingt ou trente ans plus tard.

Mais si la CDU/CSU est effectivement parvenue à fidéliser les expulsés (et les détourner des sirènes extrémistes), elle n'en a pas moins déçu leurs attentes. Si la reconnaissance de la frontière était inévitable, fallait-il à ce point repousser le moment de vérité ? La CDU/CSU a-t-elle joué la carte de la solution biologique comme les expulsés ne manquent pas de le dénoncer ? Toutefois, la déception est bien au rendez-vous lorsque les territoires sont définitivement perdus et que les expulsés constatent qu'en dépit de tous les beaux discours, rien n'a été réellement entrepris pour les recouvrer. Le rejet de la politique et des partis établis n'est-il pas renforcé par les promesses non tenues ? Si la CDU voulait éviter la radicalisation des expulsés en les soutenant, elle ne l'a en fait que différée en limitant son soutien à de simples paroles d'encouragements et des discours creux à partir de 1982.

En continuant de revendiquer un droit de l'Allemagne sur les territoires, les conservateurs ont durablement plombé les relations diplomatiques germano-polonaises. En se décidant plus tôt et plus résolument pour la frontière Oder-Neisse, la CDU/CSU aurait considérablement facilité les relations avec la Pologne, y compris dans les négociations liées à la réalisation de l'unité en 1989/1990<sup>2661</sup>. Les dirigeants du parti qui plaidaient pour des discussions sur

---

<sup>2659</sup> GARTON ASH, *Allemagne*, p. 261.

<sup>2660</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 73.

<sup>2661</sup> HACKE, *Außenpolitik*, p. 86.

l'avenir des territoires ne croyaient pas ce qu'ils disaient publiquement, mais ils gênaient inutilement la réconciliation avec la Pologne<sup>2662</sup>.

Du côté des *Landsmannschaften* et des associations d'expulsés aussi, le déni de réalité a été préjudiciable à l'intégration des expulsés. Contre vents et marées, les *Landsmannschaften* ont toutes fait le choix de défendre les revendications maximales. En entretenant l'espoir illusoire d'un retour, elles ont aussi fermé la porte à toute évolution de leur fonctionnement et de leurs relations avec la *Heimat* de leurs adhérents. En renonçant plus tôt, elles auraient pu adopter une nouvelle ligne et envisager une nouvelle approche de la *Heimat*, en cultivant le souvenir<sup>2663</sup>.

L'apport de la presse aux expulsés a été considérable. La multitude des publications et la longévité des titres les plus populaires suffisent à le démontrer. Les expulsés ont été les grands perdants de l'histoire avec la perte définitive de leur *Heimat* alors qu'une grande partie de leurs publications s'engageaient pour que les territoires redeviennent allemands. Faut-il en conclure que la presse des expulsés a échoué ? Ce serait oublier un peu vite que cette presse n'a jamais eu pour vocation première d'obtenir le droit de retour pour les expulsés<sup>2664</sup>. Sans rappeler toutes les fonctions qu'elle a remplies, il suffit de se souvenir des conditions de son apparition. Ce n'est pas la presse proprement dite qui a échoué à faire de la question des territoires un problème central pour la RFA mais plutôt les organisations d'expulsés (dont l'unité n'a jamais été plus qu'une illusion) et leurs dirigeants (déchirés par des conflits et les ambitions personnelles)<sup>2665</sup>.

Le *GB* avait-il vocation à permettre le retour des territoires perdus ? Malgré un ton parfois péremptoire et une propension marquée à interpeler les hauts dirigeants politiques, le *GB* n'est qu'un modeste journal lu par 10 000 personnes au plus. Ses rédacteurs sont bien conscients des limites de leur action. L'impression qui ressort des engagements du journal, c'est que le *GB* cherche moins à obtenir satisfaction qu'à mener un combat permanent. Grandes ou petites, toutes les batailles sont dignes d'être menées. Si le *GB* s'enorgueillit de remporter certaines victoires, il semblerait que la victoire soit moins importante que le combat lui-même. En entretenant les polémiques et les confrontations politiques, le *GB* fait en sorte que les expulsés soient pris en compte et que leur voix continue de s'élever dans le débat public. C'est sans doute une des clés du succès du journal : mener un combat sans fin. Tant que le journal lutte, son existence est légitimée. Dès lors qu'il baisse la garde et ne trouve plus de raisons de se battre, il perd une grande partie de sa légitimité et de son intérêt. Cela explique pourquoi le *GB* cherche en permanence la polémique et n'hésite pas à s'emporter face à des situations qu'il amplifie. Le fait que des combats menés pendant plusieurs mois ne soient

---

<sup>2662</sup> WINKLER Heinrich August, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte vom „Dritten Reich“ bis zur Wiedervereinigung*, vol. 2, 7<sup>e</sup>éd., Beck, Munich, 2010, p. 485.

<sup>2663</sup> KITTEL, *Vertreibung*, p. 172-175.

<sup>2664</sup> Pour Michael Pietsch, le plus grand des mérites de la presse des expulsés est d'être parvenu à maintenir des liens forts entre les expulsés. Cf. mail de Michael Pietsch à l'auteur du 12 octobre 2011.

<sup>2665</sup> Il suffit de penser à l'absence d'une représentation unique pour les Silésiens partagés entre deux *Landsmannschaften* concurrentes. Cf. AHONEN, *Landsmannschaften*.

soudain plus évoqués démontre que l'issue du combat n'est pas déterminante, seul le combat lui-même importe.

D'un point de vue politique, la presse a réussi à jouer un rôle dans l'agenda-setting des médias. Avec l'appui du BdV et des *Landmannschaften*, elle a su imposer des thèmes (comme celui d'un centre de commémoration de l'expulsion au début des années 2000) et faire en sorte que l'opinion publique comme le monde politique n'oublie pas les expulsés, profitant du regain d'intérêt pour les événements (grâce aux livres et documentaires à la télévision).

Il convient également de s'interroger sur l'attitude du lecteur face à l'évolution de son journal. Qui du journal ou du lecteur influence l'autre ? L'éloignement que postule Hermann Weiss entre la radicalité affichée par les rédacteurs de la presse des expulsés et la base qui se rapproche de l'ensemble de la population est-il valable aussi pour le *GB*<sup>2666</sup> ? Il est sans doute en partie exact tant les positions du *GB* apparaissent parfois très anachroniques. Mais la vitalité du journal (maintien du nombre d'abonnés à un niveau élevé et réussite du projet de fondation) prouve que le journal parvient au moins en partie à satisfaire ses lecteurs qui lui restent fidèles. Toutefois, le caractère très spécifique de la presse des expulsés oblige à une certaine prudence. Si un expulsé résilie son abonnement au *GB*, quel lien avec la *Heimat* lui reste-t-il ? Ce petit morceau de Silésie qui arrive chaque mois chez lui disparaît et avec lui le dernier lien à la *Heimat*. L'attachement sentimental à la *Heimat* que le journal permet de maintenir vivant permet de surmonter les éventuels désaccords avec la ligne politique du journal.

La longévité du *GB* constitue un véritable exploit. Plus de soixante ans après l'expulsion, le journal continue de répondre aux attentes de ses lecteurs. On peut s'interroger sur l'avenir de ce journal (comme de l'ensemble de la presse des expulsés). La tentation est grande d'imaginer que le *GB* soit bientôt arrivé au terme de son histoire. La plupart de ses lecteurs sont des gens très âgés. Ceux qui ont vécu l'expulsion et en gardent le souvenir ont aujourd'hui plus de soixante-dix ans. Même si leurs enfants s'intéressent à la *Heimat* de leurs parents (ce qui est loin d'être le cas le plus fréquent) et que certains reprennent l'abonnement de leurs parents (situation possible mais rare), les lecteurs du *GB* vivent leurs dernières années et le journal avec eux. Mais la disparition de la presse des expulsés a été tant de fois annoncée qu'il paraît malgré tout audacieux, pour ne pas dire risqué, de prédire sa disparition à court terme<sup>2667</sup>.

---

<sup>2666</sup> WEISS, Presse, p. 207.

<sup>2667</sup> En 1985, Hermann Weiss constate que ¾ des lecteurs du *Ostpreußenblatt* ont plus de 50 ans et pense que l'évolution biologique conduira à la disparition du journal. Or, sa transformation ultérieure (que personne ne pouvait prévoir) a montré qu'il n'en est rien. Cf. WEISS, Presse, p. 206. En 1973, Hans Gaida faisait lui aussi déjà le constat que seuls les expulsés les plus âgés lisent la presse des expulsés. Cf. GAIDA, *Publizistik*, p. 136-137.

UNIVERSITE DE BOURGOGNE  
UFR Langues et communication  
Département d'allemand

THESE  
Pour obtenir le grade de  
Docteur de l'Université de Bourgogne

Allemand

Par Lionel Picard

7 décembre 2012

Les engagements politiques de la presse des expulsés de Silésie :  
l'exemple du *Grafschafter Bote*

Annexes

Directeur de thèse  
Jean-Luc Gerrer

Jury :

Taubert, Fritz, professeur à l'Université de Bourgogne

Cahn, Jean-Paul, professeur à l'Université de Paris IV

Fagot, Pascal, professeur à l'Université de Strasbourg

Genton, François, professeur à l'Université Stendhal de Grenoble 3

Gerrer, Jean-Luc, maître de conférences HDR à l'Université de Bourgogne

©

# Annexes

## Annexe A : Bibliographie

### Littérature primaire :

*Grafschafter Bote*, numéros de janvier 1950 à janvier 2012.

### Articles de journaux :

« Die ungeliebten Befreier », p. 30-38, in : *Focus*, n°19, 7 mai 2012.

« Einsamer Wolf », p. 25-27, in : *Der Spiegel*, n°28, 8 juillet 1991.

« Großdeutsche Wirrköpfe », p. 41-44, in : *Der Spiegel*, n°15, 4 avril 1977.

« La visite de Medvedev dans les îles Kouriles provoque la colère du Japon », article en ligne disponible sur [www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2010/11/01/la-visite-de-medvedev-dans-les-iles-kouriles-provoque-la-colere-du-japon\\_1433787\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2010/11/01/la-visite-de-medvedev-dans-les-iles-kouriles-provoque-la-colere-du-japon_1433787_3216.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

« Loden abscheren », p. 30-32, in : *Der Spiegel*, n°9, 21 février 1972.

« „Noch nicht fertig? Schnell!“ », p. 45-50, in : *Der Spiegel*, n°24, 1985.

« Postfach 70 », p. 116-120, in : *Der Spiegel*, n°40, 28 septembre 1970.

« Schwatzt zuviel », p. 23-25, in : *Der Spiegel*, n°34, 20 août 1984.

BACHMANN Klaus, « Die Versöhnung muß von Polen ausgehen. Wenn jeder Kredit, jeder Schüler austausch, jede politische Handlung zwischen Polen und Deutschland von den Deutschen dem Schlagwort von der „Versöhnung“ untergeordnet wird, wird diese zum Versöhnungskitsch », in : *taz*, n°4383, 5 août 1994 [BACHMANN, Versöhnungskitsch].

BECKERMANN Antonia, « Wer sitzt im 16. Bundestag? Weniger Frauen, viele Beamte », article en ligne disponible sur [www.welt.de/print-wams/article132690/Wer-sitzt-im-16-Bundestag-Weniger-Frauen-viele-Beamte.html](http://www.welt.de/print-wams/article132690/Wer-sitzt-im-16-Bundestag-Weniger-Frauen-viele-Beamte.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

DAHLKAMP Jürgen, « Widerstand zwecklos », p. 32-35, in : *Der Spiegel*, n°24, 11 juin 2007.

JACOBSEN Lenz, « Rechter Reinfeld », article en ligne disponible sur [www.spiegel.de/politik/deutschland/anti-islam-kongress-in-koeln-rechter-reinfeld-a-579365.html](http://www.spiegel.de/politik/deutschland/anti-islam-kongress-in-koeln-rechter-reinfeld-a-579365.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

KOHLER Berthold, « Kapitulation an der Moldau », in : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, article mis en ligne le 20 décembre 2010 disponible sur [www.faz.net/artikel/C30089/seehofer-in-prag-kapitulation-an-der-moldau-30322505.html](http://www.faz.net/artikel/C30089/seehofer-in-prag-kapitulation-an-der-moldau-30322505.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

KURBJUWEIT Dirk, « Mein Herz hüpf » , p. 60-69, in : *Der Spiegel*, n°15, 7 avril 2012.

KURZ Felix, « Gefährliche Erinnerungen », p. 70-75, in : *Der Spiegel*, n°3, 15 janvier 2001.

LUCAS Ryan, « Merkel betont Verantwortung Deutschlands für Zweiten Weltkrieg », article en ligne disponible sur [www.welt.de/News/article4439554/Merkel-betont-Verantwortung-Deutschlands-fuer-Zweiten-Weltkrieg.html](http://www.welt.de/News/article4439554/Merkel-betont-Verantwortung-Deutschlands-fuer-Zweiten-Weltkrieg.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

SCHWARZ Karl-Peter, « Ein schwieriger Besuch beim Nachbarn », in : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, article mis en ligne le 19 décembre 2010 disponible sur [www.faz.net/artikel/C31147/seehofer-in-prag-ein-schwieriger-besuch-beim-nachbarn-30322334.html](http://www.faz.net/artikel/C31147/seehofer-in-prag-ein-schwieriger-besuch-beim-nachbarn-30322334.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

#### Documentaires audio-visuels :

BURK Henning, SCHNABEL Pavel, *Die Sudetendeutschen und Hitler (1). Heim ins Reich*, première diffusion le 22 septembre 2009 sur ARD.

BURK Henning, SCHNABEL Pavel, *Die Sudetendeutschen und Hitler (2). Verlorene Heimat*, première diffusion le 29 septembre 2009 sur ARD.

CHOMSKY Marvin, J., *Holocaust*, première diffusion le 22 janvier 1979 sur WDR.

DEHNHARDT Sebastian, *Hitlers letzte Opfer*, première diffusion le 21 mars 2001 sur ARD.

DREYKLUFT Friederike, MÜLLNER Jörg, *Der Untergang der Gustloff*, première diffusion le 27 janvier 2001 sur ZDF.

MÜHLFENZL Rudolf, *Flucht und Vertreibung*, première diffusion le 29 janvier 1981 sur BR.

RÜTTEN Christine, *Hitlers Ultimatum. Die Wahrheit über das Münchner Abkommen*, première diffusion le 17 septembre 2008 sur ARTE.

SCHWAN Heribert, *Reservate: Schlesien bewahren*, première diffusion le 9 février 1977 sur ARD.

STEHLE Hansjakob, *Deutschlands Osten – Polens Westen*, première diffusion le 2 octobre 1964 sur HR.

Travaux universitaires :

BESNAULT Etienne, *Les représentations de la Prusse orientale dans l'Allemagne réunifiée, enjeux politiques et identitaires*, thèse de doctorat, Nanterre, 2011 [BESNAULT, Prusse].

FEIBER Albert A., *Zum Heimatbegriff der Flüchtlinge und Vertriebenen anhand der frühen Vertriebenenpresse*, mémoire de master, Ratisbonne, 1996.

HILF Rudolf, *Die Presse der Sudetendeutschen nach 1945 und ihre Stellungnahme zum Schicksal der vertriebenen Volksgruppe*, thèse de doctorat, Munich, 1950.

LELAIT Florence, *Un « nationalisme » des réfugiés en République fédérale d'Allemagne ? L'exemple de l'Association provinciale de Silésie et de l'Association provinciale des Hauts-Silésiens*, thèse de doctorat, Nancy, 2002 [LELAIT, nationalisme].

MICHEL Laëtitia, *Fuite, expulsion, intégration. Le sort des populations allemandes originaires des anciens territoires orientaux du Reich au lendemain de la Seconde Guerre mondiale*, thèse de doctorat, Université de Lille 3, 2010.

PICARD Lionel, *La normalisation de la politique étrangère de l'Allemagne. De la retenue aux missions de maintien de la paix*, mémoire de Master 2, Dijon, 2007.

WITTE Michaela, *Entfremdung – Sprachlosigkeit – Aussöhnung? Deutsch-tschechische Verständigungsprobleme in der Vertreibungsfrage (vyhnání a odsun) der Sudetendeutschen im Spiegel ausgewählter deutscher und tschechischer Presseorgane (1984-1997)*, thèse de doctorat, Kiel, 2001 [WITTE, Entfremdung].

Articles d'ouvrages collectifs :

AHONEN Pertti, « Landsmannschaften », p. 377-382, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 [AHONEN, Landsmannschaften].

BACHMANN Klaus, « Versöhnungskitsch nach 10 Jahren – was davon übrig blieb », p. 21-33, in : HAHN Hans Henning, HEIN-KIRCHER Heidi, KOCHANOWSKA-NIEBORAK Anna, (éd.), *Erinnerungskultur und Versöhnungskitsch*, (= Tagungen zur Ostmitteleuropa-Forschung, 26), Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2008.

BACKES Uwe, « Le nationalisme dans l'Allemagne unifiée », p. 117-141, in : DELANNOI Gil, TAGUIEFF Pierre-André (éd.), *Nationalismes en perspective*, Berg International, Paris, 2001.

BADE, Klaus, « Einführung : das Eigene und das Fremde – Grenzerfahrungen in Geschichte und Gegenwart », p. 15-29, in : BADE Klaus J. (éd.), *Deutsche im Ausland - Fremde in Deutschland: Migration in Geschichte und Gegenwart*, Beck, Munich, 1992.

BAEHR Albrecht, « Die Vermittlerrolle des Rundfunks », p. 389-396, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente. Vertriebene/Flüchtlinge/Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979 [BAEHR, Rundfunk].

BALACE Francis, « La Pologne au traité de Versailles : le difficile processus de formation des frontières ouest (1918-1920) », p. 17-55, in : WYSOKINSKA Teresa, VAN CRUGTEN Alain (éd.), *La Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, Complexe, Bruxelles, 2001.

BARING Gabriele, « Das Trauma der Kriegsenkel. Symptome, Muster und Traumata der „dritten Generation“ in Einzelarbeit und in Aufstellungen », p. 91-111, in : DREHER Sibylle, SÜSS Joachim (éd.), *Vertreibung, Verständigung, Versöhnung*, Gerhard Hess Verlag, Bad Schussenried, 2011.

BARTMINSKI Jerzy, « La langue polonaise comme symbole d'identité nationale », p. 519-537, in : DELSOL Chantal, MASLOWSKI Michel, NOWICKI Joanna (éd.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, puf, Paris, 2002.

BAUER Franz J., « Aufnahme und Eingliederung der Flüchtlinge und Vertriebenen. Das Beispiel Bayern 1945-1950 », p. 158-173, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Frankfurt-sur-le-Main, 1985.

BAUERKÄMPER Arnd, « Assimilationspolitik und Integrationsdynamik. Vertriebene in der Sowjetischen Besatzungszone/DDR in vergleichender Perspektive », p. 22-48, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 2008.

BEER Mathias, « Verschlussfrage, Raubdruck, autorisierte Fassung. Aspekte der politischen Auseinandersetzung mit Flucht und Vertreibung in der Bundesrepublik Deutschland (1949-1989) », p. 369-403, in : CORNELIÛEN Christoph, HOLEC Roman, PEŠEK Jiří (éd.), *Diktatur – Krieg – Vertreibung. Erinnerungskulturen in Tschechien, der Slowakei und Deutschland seit 1945*, (= Veröffentlichungen der Deutsch-Tschechischen und Deutsch-Slowakischen Historikerkommission, 13; Veröffentlichungen zur Kultur und Geschichte im östlichen Europa, 26), Klartext, Düsseldorf, 2005.

BEER Mathias, « Die Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa (1953-1962). Ein Seismograph bundesdeutscher Erinnerungskultur », p. 17-35, in : GAUGER Jörg-Dieter, KITTEL Manfred (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Konrad-Adenauer-Stiftung, Sankt Augustin, 2004.

BEER Mathias, « „Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ostmitteleuropa“ », p. 215-218, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

BEER Mathias, « Die französische Besatzungszone in Deutschland als Aufnahmegebiet für deutsche Flüchtlinge und Vertriebene nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 252-255, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

BEER Mathias, « „Flucht und Vertreibung“. Eine deutsche Streitgeschichte », p. 261-279, in : HASLINGER Peter, FRANZEN K. Erik, SCHULZE WESSEL Martin (éd.), *Diskurse über Zwangsmigrationen in Zentraleuropa. Geschichtspolitik, Fachdebatten, literarisches und lokales Erinnern seit 1989*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, 108), Oldenbourg, Munich, 2008.

BEER Mathias, « Bundesvertriebenengesetz (BVFG) », p. 97-100, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

BENDEL Rainer, « Katholische Kirche und Vertriebene », p. 338-341, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

BENZ Wolfgang, « Fremde in der Heimat. Flucht – Vertreibung - Integration », p. 374-386, in : BADE Klaus J. (éd.), *Deutsche im Ausland - Fremde in Deutschland: Migration in Geschichte und Gegenwart*, Beck, Munich, 1992.

BENZ Wolfgang, « Der Generalplan Ost. Zur Germanisierungspolitik des NS-Regimes in den besetzten Ostgebieten 1939-1945 », p. 39-49, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

BIEHLER Ekkehard, « Zur geistigen Bewältigung der Vertreibung », p. 403-413, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente*.

*Vertriebene/Flüchtlinge/Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979.

BINGEN Dieter, « Polnisch-deutsche Beziehungen », p. 174-189, in : FRANZKE Jochen (éd.), *Das moderne Polen. Staat und Gesellschaft im Wandel. Beiträge zur Debatte*, (= Reihe Potsdamer Textbücher, 8), Berliner Debatte Wissenschaftsverlag, Berlin, 2003.

BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof, « Deutschland und Polen », p. 649-675, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, (= Schriftenreihe, 735), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2009.

BINGEN Dieter, « Polen im Zweiten Weltkrieg », p. 70-78, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, (= Schriftenreihe, 735), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2009.

BINGEN, Dieter, « La question allemande en Pologne depuis 1945 », p. 477-497, in : BAFOIL François (éd.), *La Pologne*, Fayard, Paris, 2007.

BOEHM Max Hildebert, « Gruppenbildung und Organisationswesen », p. 521-606, in : LEMBERG Eugen, EDDING Friedrich (éd.), *Die Vertriebenen in Westdeutschland. Ihre Eingliederung und ihr Einfluss auf Gesellschaft, Wirtschaft, Politik und Geistesleben*, vol. 1, Ferdinand Hirt, Kiel, 1959.

BONFADELLI Heinz, « Medienwirkungen », p. 292-298, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

BORODZIEJ Włodzimierz, « Der Umgang mit der Vertreibung der Deutschen in Polen – gestern und heute », p. 36-50, in : KLESSMANN Christoph, CISELA Burghard, HERTLE Hans-Hermann (éd.), *Vertreibung, Neuanfang, Integration. Erfahrungen in Brandenburg*, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, Potsdam, 2001.

BOSSWICK Wolfgang, « Integration », p. 295-298, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

BRANDES Detlef, STILLER Alexa, « Deutsche Volkslisten », p. 186-189, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

BRANDES Detlef, « Churchill, Winston Spencer », p. 104-105, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation,*

*Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

BRANDES Detlef, « Beneš, Jaksch und die Vertreibung/Aussiedlung der Deutschen », p. 101-111, in : BRANDES Detlef, IVANIČKOVÁ Edita, PEŠEK Jiří (éd.), *Erzwungene Wege. Vertreibungen und Aussiedlungen in und aus der Tschechoslowakei 1938-1947 im Vergleich mit Polen, Ungarn und Jugoslawien*, (= Veröffentlichungen der Deutsch-Tschechischen und Deutsch-Slowakischen Historikerkommission, 8 ; Veröffentlichungen zur Kultur und Geschichte im östlichen Europa, 15), Klartext, Essen, 1999.

BRANDES Detlef, « Dekrete des tschechoslowakischen Präsidenten („Beneš-Dekrete“) (Mai-Oktober 1945) », p. 112-114, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

BRANDES Detlef, « Beneš, Edvard », p. 68-69, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

BRAUN Stephan, GEISLER Alexander, GERSTER Martin, « Die „Junge Freiheit“ der „Neuen Rechten“. Bundes- und landespolitische Perspektiven zur „Jungen Freiheit“ und den Medien der „Neuen Rechten“ », p. 15-43, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

BROSZAT Martin, Discours, p. 301-303, in : GRAML Hermann, HENKE Klaus-Dietmar (éd.), *Nach Hitler. Der schwierige Umgang mit unserer Geschichte. Beiträge von Martin Broszat*, Oldenbourg, Munich, 1986.

CAHN Jean-Paul, « La question des frontières allemandes », p. 59-73, in : CAHN Jean-Paul, PFEIL Ulrich (éd.), *Allemagne 1945-1961. De la « catastrophe » à la construction du Mur*, vol. 1/3, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2008.

CIECHANOWSKI Jan, « La Seconde Guerre mondiale : l'apport polonais », p. 105-131, in : WYSOKINSKA Teresa, VAN CRUGTEN Alain (éd.), *La Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, Complexe, Bruxelles, 2001.

CIENCIALA Anna M., « La politique étrangère de la Pologne dans la période de l'apaisement et des révisions des traités. Les vues et la politique du maréchal Piłsudski et du colonel Beck 1933-1939 », p. 119-146, in : DAVION Isabelle, KLOCZOWSKI Jerzy, SOUTOU Henri-Georges (éd.), *La Pologne et l'Europe, du partage à l'élargissement (XVIII<sup>e</sup> – XXI<sup>e</sup> siècles)*, PUPS, Paris, 2007.

CZIOMER Erhard, « Der historische Kontext des Meinungsaustauschs über Vertreibung/Aussiedlung in Polen nach dem Jahre 1945 », p. 16-36, in : Collectif,

*Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz, Viadukt, Görlitz, 2001.*

DARNSTÄDT Thomas, WIEGREFE Klaus, « „Lauft, ihr Schweine!“ - „Wilde Vertreibungen“ nach dem Einmarsch der Roten Armee », p. 83-99, in : AUST Stefan, BURGDORFF Stephan (éd.), *Die Flucht. Über die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, (= Schriftenreihe, 432), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003.

DARNSTÄDT Thomas, WIEGREFE Klaus, « „Vater, erschieß mich!“ – Die dramatische Flucht vor der Roten Armee », p. 21-39, in : AUST Stefan, BURGDORFF Stephan (éd.), *Die Flucht. Über die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, (= Schriftenreihe, 432), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003.

DROBEK Felicitas, « Die deutschen Heimatverbliebenen in Oberschlesien und ihre polnische Umwelt », p. 150-160, in : HABENICHT Gottfried (éd.), *Flucht und Vertreibung. 50 Jahre danach*, Johannes-Künzig-Institut für ostdeutsche Volkskunde, Fribourg, 1996.

FAGOT Pascal, « Entre mémoire(s), histoire et politique : Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa », p. 7-21, in : MERCHIERS Dorle, SIARY Gérard (éd.), *Transmission de la mémoire allemande en Europe centrale et orientale depuis 1945 – Spuren deutscher Identität in Mittel- und Osteuropa seit 1945*, Peter Lang, Berne, 2011.

FENDL Elisabeth, « Beerdigung und Totengedenken in der „neuen Heimat“ », p. 81-117, in : FENDL Elisabeth (éd.), *Das Gedächtnis der Orte. Sinnstiftung und Erinnerung*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 8), Johannes-Künzig-Institut für ostdeutsche Volkskunde, Fribourg, 2006.

FRANZEN Erik K., « Heimatortsgemeinschaften », p. 285, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

FRANZEN K. Erik, « Der Diskurs als Ziel? Anmerkungen zur deutschen Erinnerungspolitik am Beispiel der Debatte um ein „Zentrum gegen Vertreibungen“ 1999-2005 », p. 1-31, in : HASLINGER Peter, FRANZEN K. Erik, SCHULZE WESSEL Martin (éd.), *Diskurse über Zwangsmigrationen in Zentraleuropa. Geschichtspolitik, Fachdebatten, literarisches und lokales Erinnern seit 1989*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, 108), Oldenbourg, Munich, 2008.

GESSENHALTER Wolfgang, « Die Neue intellektuelle Rechte und ihre Unterstützung durch Politik und Medien », p. 17-27, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

GOSCHLER Constantin, « Lastenausgleich in der Bundesrepublik Deutschland », p. 382-385, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

GREIF Siegfried, GEDIGA Günther, JANIKOWSKI Andreas, Erwerbslosigkeit und beruflicher Abstieg von Aussiedlerinnen und Aussiedlern, p. 81-107, in : BADE Klaus J., OLTMER Jochen, (éd.), *Aussiedler: deutsche Einwanderer aus Osteuropa*, (= Schriften des Instituts für Migrationsforschung und interkulturelle Studien (IMIS) der Universität Osnabrück, 8), Rasch, Osnabrück, 1999.

HAHN Eva, HAHN Hans Henning, « Flucht und Vertreibung », p. 335-352, in : FRANCOIS Etienne, SCHULZE Hagen (éd.), *Deutsche Erinnerungsorte*, Beck, Munich, 2001.

HAHN Hans Henning, HAHN Eva, « Mythos „Vertreibung“ », p. 167-189, in : HEIN-KIRCHER Heidi, HAHN Hans Henning (éd.), *Politische Mythen im 19. und 20. Jahrhundert in Mittel- und Osteuropa*, Herder-Institut Verlag, Marbourg, 2006 [HAHN, Mythos].

HALBACH Heinz, « Die Presse der Revanchistenverbände », p. 211-227, in : KNIPPING Franz (éd.), *Die formierte Meinung. Beiträge zur Funktion und zur Wirkungsweise der journalistischen Massenmedien in Deutschland*, Karl-Marx-Universität, Leipzig, 1968.

HAUBOLD-STOLLE Juliane, « Mythos Oberschlesien in der Weimarer Republik. Die Mythisierung der oberschlesischen Freikorpskämpfe und der „Abstimmungszeit“ (1919-1921) im Deutschland der Zwischenkriegszeit », p. 279-301, in : HEIN-KIRCHER Heidi, HAHN Hans Henning (éd.), *Politische Mythen im 19. und 20. Jahrhundert in Mittel- und Osteuropa*, Herder-Institut Verlag, Marbourg, 2006.

HEISS Hans, « Fortschritt und Grenzen des Regionalismus. Südtirol nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 199-231, in : MÜLLER Michael G., PETRI Rolf (éd.), *Die Nationalisierung von Grenzen. Zur Konstruktion nationaler Identität in sprachlich gemischten Grenzregionen*, Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2002.

HELBIG Louis-Ferdinand, « Das Schicksal der Vertreibung und seine literarische Bewältigung in der deutschen Literatur », p. 103-123, in : SCHULZ Eberhard Günter (éd.), *Schicksal und Bewältigung der Flucht und Vertreibung von Deutschen und Polen. Vorträge und Berichte der Tagungen der Stiftung Ostdeutscher Kulturrat*, Olms Verlag, Hildesheim, 2009.

HENKE Klaus-Dietmar, « Der Weg nach Potsdam – Die Alliierten und die Vertreibung », p. 49-70, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

HERBERT Ulrich, « „Ausländer-Einsatz“ in der deutschen Kriegswirtschaft, 1939-1945 », p. 354-367, in : BADE Klaus J. (éd.), *Deutsche im Ausland - Fremde in Deutschland: Migration in Geschichte und Gegenwart*, Beck, Munich, 1992.

HERZIG Arno, « Historische und rechtliche Aspekte zur Vertreibung der Schlesier 1945/46 aus deutscher Sicht », p. 36-56, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

HESSE Hans, « Denkmäler und Gedenkstätten der deutschen Heimatvertriebenen », p. 114-117, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

HILLE Nicola, « Willy Brandts Kniefall. Die politische Bedeutung, emotionale Wirkung und mediale Rezeption einer symbolischen Geste », p. 163-185, in : HEIN-KIRCHER Heidi, SUCHOPLES Jarosław, HAHN Hans Henning (éd.), *Erinnerungsorte, Mythen und Stereotypen in Europa*, ATUT, Wrocław, 2008.

HIRSCH Helga, « Flucht und Vertreibung – die Rückkehr eines Themas », p. 113-123, in : GAUGER Jörg-Dieter, KITTEL Manfred (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Sankt Augustin, Konrad-Adenauer-Stiftung, 2004.

HOENSCH Jörg K., « Die Deutschen und ihre slawischen Nachbarn. Von der Katastrophe im Zweiten Weltkrieg zur halbherzigen „Normalisierung“ », p. 71-90, in : PFLÜGER Peter-Michael (éd.), *Freund- und Feindbilder. Begegnung mit dem Osten*, Walter-Verlag, Olten, 1986.

HUBERT Michel, « La population allemande entre 1945 et 1955 : rupture et continuité », p. 61-93, in : KREBS Gilbert, SCHNEILIN Gérard (éd.), *L'Allemagne 1945-1955. De la capitulation à la division*, PIA, Asnières, 1996.

HÜBNER Peter, « Vertriebenenintegration durch industrielle Erwerbsarbeit in den fünfziger und sechziger Jahren am Beispiel des Landes Brandenburg », p. 112-123, in : KLESSMANN Christoph, CISELA Burghard, HERTLE Hans-Hermann (éd.), *Vertreibung, Neuanfang, Integration. Erfahrungen in Brandenburg*, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, Potsdam, 2001.

JANUSZ Grzegorz, « Die rechtlichen Regelungen Polens zum Status der deutschen Bevölkerung in den Jahren 1938 bis 1950 », p. 131-185, in : KITTEL Manfred, MÖLLER Horst, PESEK Jiri, TUMA Oldrich (éd.), *Deutschsprachige Minderheiten 1945. Ein europäischer Vergleich*, Oldenbourg, Munich, 2007.

KÄSS Friedrich, « Die Arbeits- und Wohnraumbeschaffung », p. 69-83, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente. Vertriebene / Flüchtlinge / Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979.

KAUPPALA Pekka, « Lastenausgleich in Finnland », p. 385-387, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

KELLERSHOHN Helmut, « Das Doppelspiel der Jungen Freiheit am Beispiel der Hohmann-Affäre », p. 79-95, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

KEPPLINGER Hans Mathias, « Die Dominanz der Medien und die Demontage der Politik », p. 247-261, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

KESSLER Wolfgang, « Orts- und Heimatgeschichte », p. 431-449, in : BAHLCKE Joachim (éd.), *Historische Schlesienforschung. Methoden, Themen und Perspektiven zwischen traditioneller Landesgeschichtsschreibung und moderner Kulturwissenschaft*, (= Neue Forschungen zur schlesischen Geschichte, 11), Böhlau, Cologne, 2005 [KESSLER, Heimatgeschichte].

KEUTHEN Heinz-Peter, ŻOCHOWSKA Małgorzata, « Grafschafter Bote », p. 251-252, in: *Encyklopedia popularna Ziemi Kłodzkiej. Suplement*, Kłodzkie Towarzystwo Oświatowe, Kłodzko, 2011.

KIFT Dagmar, « Aufnahme in Bergbau und Industrie. Zur Integration der Flüchtlinge und Vertriebenen im Zuwanderungsland Nordrhein-Westfalen in vergleichender Perspektive », p. 120-148, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenboeck & Ruprecht, Göttingen, 2008.

KITTEL Manfred, « Vertreibung aus der Erinnerung? Der alte deutsche Osten und die „neue Ostpolitik“ in den 1960er und 1970er Jahren », p. 37-53, in : GAUGER Jörg-Dieter, KITTEL Manfred (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Konrad-Adenauer-Stiftung, Sankt Augustin, 2004 [KITTEL, Erinnerung].

KITTEL, Manfred, « Purifications ethniques ou politiques ? Les mesures prises à l'encontre des minorités germanophones d'Europe centre-orientale et occidentale en 1945 », p. 107-188, in : CAHN Jean-Paul, POLONI Bernard (éd.), *Migrations et identités. L'exemple de l'Allemagne aux XIXème et XXème siècles*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2009 [KITTEL, purifications].

KLESSMANN Christoph, « Adenauers Deutschland- und Ostpolitik 1955-1963 », p. 61-80, in : FOSCHEPOTH Josef (éd.), *Adenauer und die Deutsche Frage*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1988.

KŁOSEK Eugeniusz, « Zwischen Deutschland und Polen. Über die ethnische Grenzgebiet-Identifikation der Schlesier und ihre Erforschung », p. 155-165, in : DROBEK Felicitas (éd.), *Polen in Deutschland – Deutsche in Polen*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 1), Johannes-Künzig-Institut, Fribourg, 1999.

KOBZARSKA-BAR Barbara, KOĆWIN Lesław, « Bericht über die Beratungen der Konferenz », p. 226-269, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

KOCHANOWSKA-NIEBORAK Anna, « Versöhnungskitsch und Stereotype. Zur Rolle der Stereotype der „langen Dauer“ im Prozess der deutsch-polnischen Verständigung », p. 43-55, in : HAHN Hans Henning, HEIN-KIRCHER Heidi, KOCHANOWSKA-NIEBORAK Anna, (éd.), *Erinnerungskultur und Versöhnungskitsch*, (= Tagungen zur Ostmitteleuropa-Forschung, 26), Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2008.

KOĆWIN Lesław, « Polen und Deutsche : Deutsches kulturelles Erbe im Bewusstsein der polnischen Bewohner von Glatzer Bergland (Ziemia Kłodzka) », p. 142-154, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

KOSELLEK Gerhard, « Deutsche und Polen in Schlesien », p. 77-93, in : HEUBERGER Valeria, SUPPAN Arnold, VYSLONZIL Elisabeth (éd.), *Das Bild vom Anderen. Identitäten, Mentalitäten, Mythen und Stereotypen in multiethnischen europäischen Regionen*, 2<sup>o</sup> éd., Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 1999.

KÖSTLIN Konrad, « Historiographie, Gedächtnis und Erinnerung », p. 11-28, in : FENDL Elisabeth (éd.), *Zur Ikonographie des Heimwehs. Erinnerungskultur von Heimatvertriebenen*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 6), Johannes-Künzig-Institut für ostdeutsche Volkskunde, Fribourg, 2002 [KÖSTLIN, Historiographie].

KOTOWSKI Albert, « Geschichte Polens – Ein Überblick », p. 79-94, in : DROBEK Felicitas (éd.), *Polen in Deutschland – Deutsche in Polen*, Johannes-Künzig-Institut, Fribourg, 1999.

KOTT Sandrine, « L'Allemagne et la Pologne dans l'entre-deux-guerres. La construction d'un couple d'ennemis », p. 97-119, in : BAFOIL François (éd.), *La Pologne*, Fayard, Paris, 2007 [KOTT, entre-deux-guerres].

KRAUSS Marita, « Die Integration von Flüchtlingen und Vertriebenen in Bayern in vergleichender Perspektive », p. 70-93, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 2008.

KRAUSS Marita, « Die amerikanische Besatzungszone in Deutschland als Aufnahmegebiet für deutsche Flüchtlinge und Vertriebene nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 37-40, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010 [KRAUSS, Besatzungszone].

KRAUSS Marita, « Das „Wir“ und das „Ihr“. Ausgrenzung, Abgrenzung, Identitätsstiftung bei Einheimischen und Flüchtlingen nach 1945 », p. 27-41, in : HOFFMANN Dierk, KRAUSS Marita, SCHWARTZ Michael, (éd.), *Vertriebene in Deutschland: interdisziplinäre Ergebnisse und Forschungsperspektiven*, (= Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, hors-série), Oldenbourg, Munich, 2000.

KREKELER Norbert, « Die deutsche Minderheit in Polen und die Revisionspolitik des Deutschen Reiches 1919-1933 », p. 15-29, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

KRZEMIŃSKI Adam, « Der Kniefall », p. 638-654, in : FRANCOIS Etienne, SCHULZE Hagen (éd.), *Deutsche Erinnerungsorte*, Beck, Munich, 2001.

KÜHNE Andrea, « Abschottung und Assimilation: Die Flüchtlingspolitik in der Französischen Zone am Beispiel Württemberg-Hohenzollerns », p. 193-215, in : SCHRAUT Sylvia, GROSSER Thomas (éd.), *Die Flüchtlingsfrage in der deutschen Nachkriegsgesellschaft*, Palatium Verlag, Mannheim, 1996.

KURTH Karl O., « Presse, Film und Rundfunk », p. 402-435, in : LEMBERG Eugen, EDDING Friedrich (éd.), *Die Vertriebenen in Westdeutschland. Ihre Eingliederung und ihr Einfluss auf Gesellschaft, Wirtschaft, Politik und Geistesleben*, Ferdinand Hirt, Kiel, 1959.

KURTH Karl O., « Drei Jahrzehnte Presse der Heimatvertriebenen », p. 379-389, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente. Vertriebene/Flüchtlinge/Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979 [KURTH, Presse].

LABUDA Gérard, « Villes de droit polonais », p. 53-71, in : FRANCASTEL Pierre (éd.), *Les origines des villes polonaises*, Mouton & co, Paris, 1960.

LINEK Bernard, « Nationale Verifizierung », p. 465-468, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

LOEW Peter Oliver, « Nationale und ethnische Minderheiten », p. 360-373, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, (= Schriftenreihe, 735), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2009.

LORENZ Franz, « Die katholische Vertriebenenseelsorge », p. 247-263, in : MERKATZ Hans Joachim von (éd.), *Aus Trümmern wurden Fundamente. Vertriebene/Flüchtlinge/Aussiedler. Drei Jahrzehnte Integration*, Walter Rau Verlag, Düsseldorf, 1979 [LORENZ, Vertriebenenseelsorge].

LOTZ Christian, « „Es führt kein Weg nach Schlesien um uns herum“. Die Landsmannschaft Schlesien in den westdeutschen Diskussionen um Flucht und Vertreibung (1945-1972) », p. 117-137, in : HEIN-KIRCHER Heidi, SUCHOPLES Jarosław, HAHN Hans Henning (éd.), *Erinnerungsorte, Mythen und Stereotypen in Europa*, ATUT, Wrocław, 2008.

LOTZ Christian, « Vertreibungsforschung », p. 593-619, in : BAHLCKE Joachim (éd.), *Historische Schlesienforschung. Methoden, Themen und Perspektiven zwischen traditioneller Landesgeschichtsschreibung und moderner Kulturwissenschaft*, (= Neue Forschungen zur schlesischen Geschichte, 11), Böhlau, Cologne, 2005.

ŁUCZEWSKI Michał, BEDNARZ-ŁUCZEWSKA Paulina, « Polnische und deutsche Erinnerungskultur. Eine zusammenfassende Analyse der Fallstudien », p. 151-178, in : Museum des Warschauer Aufstands (éd.), *Erinnerungskultur des 20. Jahrhunderts. Analysen deutscher und polnischer Erinnerungsorte*, Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2011.

LÜGER Heinz-Helmut, « Akzeptanzwerbung in Pressekommentaren », p. 207-225, in : BREUER Ulrich, KORHONEN Jarmo (éd.), *Mediensprache, Medienkritik*, (= Finnische Beiträge zur Germanistik, 4), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2001.

MADAJCZYK Piotr, « Oberschlesien zwischen Gewalt und Frieden », p. 14-163, in : THER Philipp, SUNDHAUSSEN Holm (éd.), *Nationalitätenkonflikte im 20. Jahrhundert. Ursachen von inter-ethnischer Gewalt im Vergleich*, (= Forschungen zur osteuropäischen Geschichte, 59), Harrasowitz Verlag, Wiesbaden, 2001.

MADAJCZYK Piotr, « Der Transfer der deutschen Bevölkerung aus dem Opper Schlesien nach 1945 », p. 279-295, in : BRANDES Detlef, IVANIČKOVÁ Edita, PEŠEK Jiří (éd.), *Erzwungene Wege. Vertreibungen und Aussiedlungen in und aus der Tschechoslowakei 1938-1947 im Vergleich mit Polen, Ungarn und Jugoslawien*, (= Veröffentlichungen der Deutsch-Tschechischen und Deutsch-Slowakischen Historikerkommission, 8 ; Veröffentlichungen zur Kultur und Geschichte im östlichen Europa, 15), Klartext, Essen, 1999 [MADAJCZYK, Transfer].

MADAJCZYK Piotr, « Was wissen wir über die unfreiwilligen Umsiedlungen und worauf sollten wir unsere Untersuchungen konzentrieren ? », p. 72-88, in : Collectif, *Vertreibung ?*

*Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz, Viadukt, Görlitz, 2001.*

MADAJCZYK Piotr, « Die Rolle antideutscher Instrumentalisierung in Polen, 1944-1989 », p. 131-146, in : BINGEN Dieter, LOEW Peter Oliver, WOYCICKI Kazimierz (éd.), *Die Destruktion des Dialogs. Zur innenpolitischen Instrumentalisierung negativer Fremdbilder und Feindbilder. Polen, Tschechien, Deutschland und die Niederlande im Vergleich, 1900-2005*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 2007.

MAEGERLE Anton, « Politischer und publizistischer Werdegang von Autoren der „Jungen Freiheit“ », p. 193-217, in : BRAUN Stephan, VOGT Ute (éd.), *Die Wochenzeitung „Junge Freiheit“. Kritische Aussagen zur Programmatik, Inhalten, Autoren und Kunden*, VS Verlag, Wiesbaden, 2007 [MAEGERLE, Autoren].

MAEGERLE Anton, « Autorengeflecht in der Grauzone. Blätter zwischen Rechts-Konservatismus und Rechtsextremismus », p. 35-45, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

MAEGERLE Anton, HÖRSCH Daniel, « „Der Kampf um die Köpfe“ hat begonnen. Vordenker, Strategen und Wegbereiter rechter Netzwerke », p. 113-123, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004.

McCOMBS Maxwell, « Agenda-Setting : Zusammenhänge zwischen Massenmedien und Weltbild », p. 123-137, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

McQUAIL Denis, « Medienwirkungen als Thema der Kommunikationswissenschaftlichen Forschung: Versuch einer Evaluation unterbesonderer Berücksichtigung der Variable Zeit », p. 31-45, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

MEHNERT Elke, « Vertriebene versus Umsiedler – der ostdeutsche Blick auf die Nachkriegsgeschichte », p. 133-158, in : MEHNERT Elke (éd.), *Landschaften der Erinnerung. Flucht und Vertreibung aus deutscher, polnischer und tschechischer Sicht*, (= Studien zur Reiseliteratur- und Imagologieforschung, 5), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2001.

MEHNERT Elke, « „Flucht und Vertreibung“ aus den historischen deutschen Ostgebieten – wenig geliebte Themen in der DDR-Literatur », p. 237-247, in : HASLINGER Peter, FRANZEN K. Erik, SCHULZE WESSEL Martin (éd.), *Diskurse über Zwangsmigrationen in Zentraleuropa. Geschichtspolitik, Fachdebatten, literarisches und lokales Erinnern seit 1989*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, 108), Oldenbourg, Munich, 2008.

MESSERSCHMIDT Rolf, « Erinnerungskultur und gelungene Eingliederung – ein unlösbares Spannungsverhältnis? Regionalhistorische Integrationsbilanzen für Hessen und Rheinland-Pfalz », p. 48-70, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenoëck & Ruprecht, Göttingen, 2008.

MEYEN Michael, « Mediennutzung », p. 250-253, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

MICINSKA Magdalena, « Héros et traîtres en Pologne dans la seconde moitié du XIXe siècle », p. 331-350, in : DELSOL Chantal, MASLOWSKI Michel, NOWICKI Joanna (éd.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, puf, Paris, 2002.

MÖLLER Horst, « Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur. Zur Einführung », p. 9-17, in : GAUGER Jörg-Dieter, KITTEL Manfred (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Konrad-Adenauer-Stiftung, Sankt Augustin, 2004.

MÜHLEN P. von zur, MÜLLER B., SCHMITZ K., « Vertriebenenverbände und deutsch-polnische Beziehungen nach 1945 », p. 96-162, in : SCHWEITZER Carl Christoph, FEGER Hubert (éd.), *Das deutsch-polnische Konfliktverhältnis seit dem Zweiten Weltkrieg. Multidisziplinäre Studien über konfliktfördernde und konfliktmindernde Faktoren in den internationalen Beziehungen*, Harald Boldt Verlag, Boppard am Rhein, 1975 [MÜHLEN, Vertriebenenverbände].

MÜLLER Michael G., « Polnische Geschichte bis zum Ersten Weltkrieg », p. 17-41, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, (= Schriftenreihe, 735), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2009.

NAIMARK Norman, « Europäische Geschichte im 20. Jahrhundert und die Problematik eines deutschen „Zentrums gegen Vertreibungen“ », p. 19-30, in : FAULENBACH Bernd, HELLE Andreas (éd.), *Zwangsmigration in Europa. Zur wissenschaftlichen und politischen Auseinandersetzung um die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, Klartext Verlag, Essen, 2005.

NEUBERGER Christoph, « Objektivität », p. 325-328, in: WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

NOWAG Werner, « Kommentar/Glosse », p. 148-153, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

NOWAK Edmund, « Lamsdorf », p. 376-377, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

NOWICKI Joanna, « Stéréotypes des Européens du Centre-est : attirance, méfiance, identité », p. 540-553, in : DELSOL Chantal, MASLOWSKI Michel, NOWICKI Joanna (éd.), *Mythes et symboles politiques en Europe centrale*, puf, Paris, 2002.

OSEKOWSKI Czesław, « Polnische Ansiedler angesichts der Perspektive vom eigenen Leben in den wiedergewonnenen Gebieten », p. 103-120, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001.

PARISIUS Bernhard, « „Dass man natürlich in der Stadt mehr Möglichkeiten hat, das zu verwirklichen, was man will, ist klar.“ Integrationen in Niedersachsen und Hamburg », p. 93-120, in : KRAUSS Marita (éd.), *Integrationen. Vertriebene in den deutschen Ländern nach 1945*, Vandenoock & Ruprecht, Göttingen, 2008.

PECHEL Michael, « Das Geschichtsverständnis der Wochenzeitung „Junge Freiheit“ », p. 95-117, in : BRAUN Stephan, VOGT Ute (éd.), *Die Wochenzeitung „Junge Freiheit“. Kritische Aussagen zur Programmatik, Inhalten, Autoren und Kunden*, VS Verlag, Wiesbaden, 2007 [PECHEL, Junge Freiheit].

PFEIFFER Thomas, « „Unsere Waffe ist das Wort“. Neue Rechte: Avantgarde und Ideologieschmiede des Rechtsextremismus », p. 27-35, in : BRAUN Stephan, HÖRSCH Daniel (éd.), *Rechte Netzwerke – eine Gefahr*, VS Verlag, Wiesbaden, 2004 [PFEIFFER, Ideologieschmiede].

PICARD Lionel, « La représentation des *Aussiedler* dans le *Grafschafter Bote* », p. 81-97, in : DECLERCQ Elien, KUSTERS Walter, VANDEN BORRE Saartje (éd.), *Migration, Intercultural Identities and Border Regions (19th and 20th Centuries) / Migration, identités interculturelles et espaces frontaliers (XIXe et XXe siècles)*, (= *Comparatism and Society*, 19), Peter Lang, Bruxelles, 2012.

PLASSEREAUD Yves, « Les minorités nationales de la Pologne, 1918-1945 », p. 119-144, in : BAFOIL François (éd.), *La Pologne*, Fayard, Paris, 2007.

PLYGAWKO Danuta, « La bataille de Grunwald (1410). Un élément de l'identité nationale des Polonais aux XIXe et XXe siècles », p. 25-33, in : CUCHE François-Xavier, SCHNEIDER Jean-Paul (éd.), *Explorations de la mémoire collective. Grands événements et mythes des origines*, actes du colloque franco-polonais de l'Université Adam Mickiewicz de Poznan et de l'Université Marc Bloch de Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2004.

POLONI Bernard, « L'intégration des réfugiés en R.F.A. : l'exemple de la Bavière », p. 33-61, in : KREBS Gilbert, SCHNEILIN Gérard (éd.), *L'Allemagne 1945-1955. De la capitulation à la division*, PIA, Asnières, 1996 [POLONI, Bavière].

PÖTTKER Horst, « Öffentlichkeit/Öffentliche Meinung », p. 329-333, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Konstanz, 2005.

PRESS Volker, « Von der mittelalterlichen zur frühneuzeitlichen Ostsiedlungsbewegung – ein Rückblick », p. 29-36, in : BADE Klaus J. (éd.), *Deutsche im Ausland - Fremde in Deutschland. Migration in Geschichte und Gegenwart*, Beck, Munich, 1992.

PRINZ Friedrich, « Integration von Vertriebenen und Flüchtlingen – Sach- und Methodenprobleme im Forschungsfeld: Das Beispiel Bayern », p. 252-264, in : SCHULZE Rainer (éd.), *Flüchtlinge und Vertriebene in der westdeutschen Nachkriegsgeschichte: Bilanzierung der Forschung und Perspektiven für die künftige Forschungsarbeit*, (= Quellen und Untersuchungen zur Geschichte Niedersachsens nach 1945, 4), Lax, Hildesheim, 1987.

RETTERRATH Hans-Werner, « Von der Ablehnung zum Engagement? Einstellungen von Vertriebenen und Aussiedlern zu kommunalen Partnerschaften mit dem östlichen Europa vor und nach der politischen Wende », p. 55-105, in : RETTERATH Hans-Werner (éd.), *Kommunale Partnerschaften zwischen West und Ost*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 11), Johannes-Künzig-Instituts, Fribourg, 2009.

RÖGER Maren, « Medien als diskursive Akteure : Die polnischen Nachrichtenmagazine „Wprost“ und „Polityka“ über den „Vertreibungskomplex“ 1989-2003 », p. 77-93, in : HASLINGER Peter, FRANZEN K. Erik, SCHULZE WESSEL Martin (éd.), *Diskurse über Zwangsmigrationen in Zentraleuropa. Geschichtspolitik, Fachdebatten, literarisches und lokales Erinnern seit 1989*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, 108), Oldenbourg, Munich, 2008.

ROGALL Joachim, « Deutsche aus dem heutigen polnischen Staatsgebiet », p. 144-149, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

ROHDE Manfred, « Die Zeitschriften der Kriegsfolgegeschädigten », p. 127-143, in : HAGEMANN Walter (éd.), *Die deutsche Zeitschrift der Gegenwart. Eine Untersuchung des Instituts für Publizistik der Westfälischen Wilhelms-Universität Münster*, Fahle, Münster, 1957 [ROHDE, Zeitschriften].

RÖSSLER Patrick, « Agenda-Setting », p. 11-13, in : WEISCHENBERG Siegfried, KLEINSTEUBER Hans J., PÖRSKEN Bernhard (éd.), *Handbuch Journalismus und Medien*, UVK, Constance, 2005.

RUCHNIEWICZ Krzysztof, « Deutsch-polnische Schulbuchkommission », p. 205-208, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

RUCHNIEWICZ Krzysztof, « Die polnische Geschichtspolitik nach 1989 », p. 219-235, in : BINGEN Dieter, RUCHNIEWICZ Krzysztof (éd.), *Länderbericht Polen*, (= Schriftenreihe, 735), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2009.

SAKSON Andrzej, « Polnische Minderheitenpolitik: vom multinationalen zum ethnisch (fast) homogenen Polen », p. 94-106, in : FRANZKE Jochen (éd.), *Das moderne Polen. Staat und Gesellschaft im Wandel: Beiträge zur Debatte*, (= Reihe Potsdamer Textbücher, 8), Berliner Debatte Wissenschaftsverlag, Berlin, 2003.

SAUERMAN Dietmar, « Erinnern und Zeichensetzen. Zur Erinnerungskultur von Vertriebenenfamilien », p. 79-100, in : FENDL Elisabeth (éd.), *Zur Ikonographie des Heimwehs. Erinnerungskultur von Heimatvertriebenen*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 6), Johannes-Künzig-Institut für ostdeutsche Volkskunde, Fribourg, 2002 [SAUERMAN, Erinnern].

SAUERMAN Dietmar, « Erinnerungen als Quelle von ethnozentrischen Vorurteilen », p. 121-141, in : Collectif, *Vertreibung ? Aussiedlung ? Das gemeinsame Schicksal der Bewohner der Grafschaft Glatz*, Viadukt, Görlitz, 2001 [SAUERMAN, Vorurteile].

SCHENK Frithjof Benjamin, « Tannenberg / Grunwald », p. 438-454, in : FRANCOIS Etienne, SCHULZE Hagen (éd.), *Deutsche Erinnerungsorte*, Beck, Munich, 2001.

SCHENK Michael, « Schlüsselkonzepte der Medienwirkungsforschung », p. 71-85, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

SCHENK Michael, « Meinungsbildung im Alltag – Zum Einfluß von Meinungsführern und sozialen Netzwerken », p. 143-158, in : JÄCKEL Michael, WINTERHOFF-SPURK Peter (éd.), *Politik und Medien. Analysen zur Entwicklung der politischen Kommunikation*, Vistas, Berlin, 1994.

SCHERR Albert, « Die „Junge Freiheit“ – eine Herausforderung an die politische Bildung », p. 287-299, in : BRAUN Stephan, VOIGT Ute (éd.), *Die Wochenzeitung „Junge Freiheit“*, VS Verlag, Wiesbaden, 2007.

SCHILLINGER Reinhold, « Der Lastenausgleich », p. 183-193, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

SCHMITT-BECK Rüdiger, « Politikvermittlung durch Massenkommunikation und interpersonale Kommunikation. Anmerkungen zur Theorieentwicklung und ein empirischer Vergleich », p. 159-180, in : JÄCKEL Michael, WINTERHOFF-SPURK Peter (éd.), *Politik und Medien. Analysen zur Entwicklung der politischen Kommunikation*, Vistas, Berlin, 1994.

SCHORR Angela, « Das geheimnisvolle Publikum, die Transformationen der Medien und die künftige Publikums- und Wirkungsforschung », p. 3-31, in : SCHORR Angela (éd.), *Publikums- und Wirkungsforschung*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2000.

SCHOTT Christian-Erdmann, « Die Rolle der christlichen Kirchen bei der Integration von Flüchtlingen und Vertriebenen nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 79-99, in : SCHULZ Eberhard Günter (éd.), *Schicksal und Bewältigung der Flucht und Vertreibung von Deutschen und Polen. Vorträge und Berichte der Tagungen der Stiftung Ostdeutscher Kulturrat*, Olms Verlag, Hildesheim, 2009.

SCHULZE Rainer, « Als Deutsche zu Deutschen? Geschichten einer Heimkehr in die Fremde: Umgesiedelte, Flüchtlinge und Vertriebene aus dem Osten », p. 21-41, in : AGAZZI Elena, SCHÜTZ Erhard (éd.), *Heimkehr: Eine zentrale Kategorie der Nachkriegszeit. Geschichte, Literatur und Medien*, (= Schriften des Italienisch-Deutschen Historischen Instituts in Trient, 23), Duncker & Humblot, Berlin, 2010.

SCHWARTZ Michael, « Umsiedler (Begriff SBZ/DDR) », p. 677-680, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010

SCHWARTZ Michael, « Die sowjetische Besatzungszone in Deutschland als Aufnahmegebiet für deutsche Flüchtlinge und Vertriebene nach dem Zweiten Weltkrieg », p. 605-608, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

SCHWARTZ Michael, « Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der DDR », p. 69-85, in : GAUGER Jörg-Dieter, KITTEL Manfred (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur*, Konrad-Adenauer-Stiftung, Sankt Augustin, 2004 [SCHWARTZ, Erinnerungskultur].

STEHLE Hans-Jakob, « Adenauer, Polen und die Deutsche Frage », p. 80-98, in : FOSCHEPOTH Josef (éd.), *Adenauer und die Deutsche Frage*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1988.

STOKŁOSA Katarzyna, « Integration durch Zwang 1948-1953. Die Oder-Neiße-Grenze und die mühsame Integration », p. 74-89, in : KLESSMANN Christoph, CISELA Burghard,

HERTLE Hans-Hermann (éd.), *Vertreibung, Neuanfang, Integration. Erfahrungen in Brandenburg*, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, Potsdam, 2001 [STOKŁOSA, Integration].

STÖRTKUHL Beate, « Das Bild Schlesiens in Darstellungen zur Kunst- und Kulturgeschichte nach 1945 – vom „wiedergewonnenen Land“ zum „gemeinsamen Kulturerbe“ », p. 47-66, in : BINGEN Dieter, LOEW Peter Oliver, POPP Dietmar (éd.), *Visuelle Erinnerungskulturen und Geschichtskonstruktionen in Deutschland und Polen seit 1939*, Instytut Sztuki Polskiej Akademii Nauk, Varsovie, 2009.

STRAUCHOLD Grzegorz, « Ministerium für die Wiedergewonnenen Gebiete », p. 434-435, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

STRUVE Kai, « Nationalismus- und Minderheitenforschung », p. 293-323, in : BAHLCKE Joachim (éd.), *Historische Schlesienforschung. Methoden, Themen und Perspektiven zwischen traditioneller Landesgeschichtsschreibung und moderner Kulturwissenschaft*, (= Neue Forschungen zur schlesischen Geschichte, 11), Böhlau, Cologne, 2005.

SÜSS Joachim, « Vertreibung 2.0 - Das Trauma erreicht die Kinder und Enkel », p. 75-91, in : DREHER Sibylle, SÜSS Joachim (éd.), *Vertreibung, Verständigung, Versöhnung*, Gerhard Hess Verlag, Bad Schussenried, 2011.

TAGUIEFF Pierre-André, « Populisme, nationalisme, national-populisme. Réflexions critiques sur les approches, les usages et les modèles », p. 303-407, in : DELANNOI Gil, TAGUIEFF Pierre-André (éd.), *Nationalismes en perspective*, Berg International, Paris, 2001.

TAUBITZ Monika, « Flucht, Vertreibung, Integration – persönliches Erleben und literarische Umsetzung », p. 161-181, in : SCHULZ Eberhard Günter (éd.), *Schicksal und Bewältigung der Flucht und Vertreibung von Deutschen und Polen. Vorträge und Berichte der Tagungen der Stiftung Ostdeutscher Kulturrat*, Olms Verlag, Hildesheim, 2009.

THADDEN Rudolf von, « Die Gebiete östlich der Oder-Neiße in den Übergangsjahren 1945-1949. Eine Vorstudie », p. 117-126, in : SCHULZE Rainer (éd.), *Flüchtlinge und Vertriebene in der westdeutschen Nachkriegsgeschichte: Bilanzierung der Forschung und Perspektiven für die künftige Forschungsarbeit*, (= Quellen und Untersuchungen zur Geschichte Niedersachsens nach 1945, 4), Lax, Hildesheim, 1987.

THER Philipp, « Vertriebenenpolitik in der Sowjetischen Besatzungszone und der DDR 1945 bis 1953 », p. 89-112, in : KLESSMANN Christoph, CISELA Burghard, HERTLE Hans-Hermann (éd.), *Vertreibung, Neuanfang, Integration. Erfahrungen in Brandenburg*, Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, Potsdam, 2001.

THER Philipp, « Schlesisch, deutsch oder polnisch? Identitätenwandel in Oberschlesien 1921-1956 », p. 169-203, in : STRUVE Kai, THER Philipp (éd.), *Die Grenzen der Nationen. Identitätenwandel in Oberschlesien in der Neuzeit*, (= Tagungen zur Ostmitteleuropa-Forschung, 15), Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2002.

THER Philipp, « Zentrum gegen Vertreibungen », p. 736-739, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

TROEBST Stefan, « Bundesstiftung „Flucht, Vertreibung, Versöhnung“ », p. 96-97, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

TROEBST Stefan, « Europäisches Netzwerk Erinnerung und Solidarität » », p. 236-239, in : BRANDES Detlef, SUNDHAUSSEN Holm, TROEBST Stefan (éd.), *Lexikon der Vertreibungen. Deportation, Zwangsaussiedlung und ethnische Säuberung im Europa des 20. Jahrhunderts*, Böhlau, Vienne, 2010.

VÖLKERING Tim, « Von der privaten Stiftung „Zentrum gegen Vertreibungen“ zur Bundesstiftung „Flucht, Vertreibung, Versöhnung“ », p. 129-138, in : Museum des Warschauer Aufstands (éd.), *Erinnerungskultur des 20. Jahrhunderts. Analysen deutscher und polnischer Erinnerungsorte*, Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2011 [VÖLKERING, Stiftung].

WEISS Hermann, « Die Organisationen der Vertriebenen und ihre Presse », p. 193-209, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985 [WEISS, Presse].

WIESEMANN Falk, « Flüchtlingspolitik in Nordrhein-Westfalen », p. 173-183, in : BENZ Wolfgang (éd.), *Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten. Ursachen, Ereignisse, Folgen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1985.

WÓYCICKI Kazimierz, « Besonderheiten der deutsch-polnischen Beziehungen. Zurück zur „Normalität“? », p. 95-110, in : DROBEK Felicitas (éd.), *Polen in Deutschland – Deutsche in Polen*, Johannes-Künzig-Institut, Fribourg, 1999.

ZAREMBA Marcin, « Pologne 1956-1980. Le socialisme du bigos », p. 199-223, in : BAFOIL François (éd.), *La Pologne*, Fayard, Paris, 2007.

Articles de périodiques imprimés :

DEMSHUK Andrew, « „Heimaturlauber“. Westdeutsche Reiseerlebnisse im polnischen Schlesien vor 1970 », p. 79-99, in : *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung*, n°60, 2011.

FAGOT Pascal, « La Haute-Silésie de 1945 à 1950, un espace de l'entre-deux », p. 223-235, in : *Etudes germaniques*, n°62, 2007.

FAGOT Pascal, « Témoignage et *après-coup* », p. 177-193, in : *Cahiers d'études germaniques*, n°57, 2009 (= COMBES André, KNOPPER Françoise, (éd.), Le thème de l'après-coup (Nachträglichkeit) dans l'interprétation de phénomènes philosophiques, historiques, littéraires et artistiques).

GENTON François, « 40<sup>ème</sup> congrès de l'AGES. *Heimat* : la petite patrie dans l'histoire, l'art, la pensée et la langue des contrées germanophones », p. 11-15, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2009.

GERRER Jean-Luc, « Le thème du temps dans la littérature consacrée aux ancienne Provinces de l'Est », p. 361-372, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2009.

GOUGUENHEIM Sylvain, « La christianisation de la Prusse par l'Ordre allemand (XIII<sup>ème</sup> siècle) », in : *Les Cahiers du Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense*, n°34, 2008.

HUPKA Herbert, « Les Allemands de Pologne », p. 83-87, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°5, 1989.

JACQUES Christian, « Le Centre contre les expulsions de Berlin. Un débat centre-européen autour de la « culture mémorielle » », p. 421-437, in : *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, n°40, 2008.

JACQUES Christian, « Les usages politiques du passé de la mémoire « sudète » », p. 217-231, in : *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n°37, 2005.

KITTEL Manfred, « Im Ghetto der Erinnerung ? Der historische deutsche Osten, die Vertriebenen und die Gesellschaft der Bundesrepublik », p. 31-44, in : *Karpatenjahrbuch 2010. Kalender der Karpatendeutschen aus der Slowakei*, n°61, 2009.

KITTEL Manfred, MÖLLER Horst, « Die Beneš-Dekrete und die Vertreibung der Deutschen im europäischen Vergleich », p. 541-581, in : *Vierteljahresschrift für Zeitgeschichte*, n°4, 2006 [KITTEL, Beneš].

KORINMAN Michel, « La longue marche des organisations de réfugiés allemands de 1945 », p. 41-67, in : *Herodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n°68, 1993 [KORINMAN, réfugiés].

KOSCHNIK Hans, « Coup d'œil sur les relations germano-polonaises. Passé, présent, avenir », p. 87-94, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°1, 1992.

LELAIT Florence, « Le Centre contre les expulsions. Une controverse embarrassante », p. 35-41, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°3, 2004.

LEMKE Ute, « Der „Tag der Heimat“ – bald ein nationaler Gedenktag in Deutschland? », p. 115-126, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2009.

LIPSKI Jan Józef, « Dwie ojczyzny – dwa patriotyzmy: uwagi o megalomaniinarodowej i ksenofobii Polaków », p. 3-29, in : *Kultura*, n°10, 1981.

LOVISCACH Peter, « Die Presse der Heimatvertriebenen », p. 95-106, in : *Publizistik*, n°6, 1961.

MALYCHA Andreas, « Wir haben erkannt, daß die Oder-Neiße-Grenze die Friedensgrenze ist. Die SED und die neue Ostgrenze 1945 bis 1951 », p. 193-207, in : *Deutschland Archiv*, n°2, 2000 [MALYCHA, Friedensgrenze].

McCOMBS Maxwell, SHAW Donald, « The agenda-setting function of the mass media », in : *Public Opinion Quarterly*, vol. XXXVI, n°2, 1972.

MEIER Jörg, « Heimat – Zur Geschichte und Semantik eines schwierigen Begriffs », p. 45-59, in : *Karpatenjahrbuch 2010. Kalender der Karpatendeutschen aus der Slowakei*, n°61, 2009 [MEIER, Heimat].

MERCHIERS Dorle, « L'ambiguïté de la notion de *Heimat* dans le roman de Siegfried Lenz *Heimatmuseum* », p. 155-166, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2009.

NEUHOFF Hans, « Die Presse der deutschen Vertriebenen Anfang 1970 », p. 153-175, in : *A.W.R. – Bulletin. Vierteljahresschrift für Flüchtlingsfragen*, n°3-4, décembre 1970 [NEUHOFF, Presse].

PARPLIES Hans Günther, « Die Vertriebenenpresse. Ein weithin unbekanntes Kapitel deutscher Nachkriegsgeschichte », p. 19-21, in : *Der gemeinsame Weg*, n°26, mai 1982.

RAGUSE Werner, « Opas Presse », p. 155-157, in : *Deutschland Archiv. Zeitschrift für Fragen der DDR und der Deutschlandpolitik*, n°1, janvier 1969.

SCHIEDER Theodor, « Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten als wissenschaftliches Problem », p. 1-17, in : *Vierteljahresschrift für Zeitgeschichte*, n°1, 1960.

SCHWARTZ Michael, « Vertriebene im doppelten Deutschland. Integrations- und Erinnerungspolitik in der DDR und in der Bundesrepublik », p. 101-151, in : *Vierteljahresschrift für Zeitgeschichte*, n°1, 2008.

SCHWARTZ Michael, « Vertreibung und Vergangenheitspolitik. Ein Versuch über geteilte deutsche Nachkriegsidentitäten », p. 177-196, in : *Deutschland Archiv*, n°2, 1997.

SCHWARTZ Michael, « Dürfen Vertriebene Opfer sein? Zeitgeschichtliche Überlegungen zu einem Problem deutscher und europäischer Identität », p. 494-505, in : *Deutschland Archiv*, n°3, 2005 [SCHWARTZ, Opfer].

SERRIER Thomas, « Les territoires occidentaux et la construction identitaire en Pologne 1900-200 (...) », p. 211-221, in : *Etudes germaniques*, n°1, janvier-mars 2007.

STANZEL Isolde, « Die Presse der Vertriebenen », p. 17-25, in : *Der neue Ackermann*, n°2, juin 1955 [STANZEL, Presse].

STANZEL Isolde, « Die Presse der Vertriebenen », p. 17-23, in : *Der neue Ackermann*, n°4, décembre 1955.

SUR Etienne, « A propos de l'extrême droite en Allemagne. De la conception ethnique de la nation allemande », p. 18-41, in : *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n°68, 1993.

VOLKWEIN Alice, « Die Heimat versus Heimat haben. Heimatvertriebene et mémoire familiale de la Heimat aujourd'hui », p. 389-403, in : *Chroniques allemandes*, n°13, 2007.

#### Articles de périodiques électroniques :

EISLER Cornelia, « Heimatstuben », in : *Online-Lexikon zur Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa*, 2011, article en ligne disponible sur <http://ome-lexikon.uni-oldenburg.de/56539.html> ; page consultée le 16 septembre 2012.

EISLER Cornelia, « Patenschaften », in : *Online-Lexikon zur Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa*, 2011, article en ligne disponible sur <http://ome-lexikon.uni-oldenburg.de/53907.html> ; page consultée le 16 septembre 2012.

HERMAN Thierry, JUFER Nicole, « L'éditorial, « vitrine idéologique du journal » ? », in : *Semen*, n°13, 2001, article mis en ligne le 4 mai 2012 disponible sur <http://semen.revues.org/2610> ; page consultée le 16 septembre 2012 [HERMAN, éditorial].

KOCHANOWSKI Jerzy, « Die Vertreibung der Deutschen in der polnischen Erinnerung und Geschichtspolitik », in : *Lernen aus der Geschichte*, 2010, article en ligne disponible sur

<http://lernen-aus-der-geschichte.de/Lernen-und-Lehren/content/8601> ; page consultée le 16 septembre 2012 [KOCHANOWSKI, Vertreibung].

NANDLINGER Gabriele, « Rechtsextreme Schwarz-Weiß-Malerei. Ein kurzer Überblick über die tonangebenden rechtsextremen Printmedien », article en ligne disponible sur [www.bpb.de/themen/XOEPZI,1,0,Rechtsextreme\\_SchwarzWei%dfMalerei.html](http://www.bpb.de/themen/XOEPZI,1,0,Rechtsextreme_SchwarzWei%dfMalerei.html) ; page consultée le 16 septembre 2012.

RÖGER Maren, « Der neue Erinnerungsboom an Flucht und Vertreibung in den deutschen Massenmedien », article mis en ligne le 1<sup>er</sup> septembre 2010 disponible sur <http://lernen-aus-der-geschichte.de/Lernen-und-Lehren/content/8591> ; page consultée le 16 septembre 2012.

RÖGER Maren, « Zeitzeugen von Flucht, Vertreibung und Heimatverlust im deutschen Geschichtsfernsehen: Funktionen und Funktionalisierungen, 1981 – 2010 », p. 1-17, article en ligne disponible sur [www.bkge.de/download/Roeger\\_Geschichtsfernsehen.pdf](http://www.bkge.de/download/Roeger_Geschichtsfernsehen.pdf) ; page consultée le 16 septembre 2012.

SALZBORN Samuel, « Narrative der Erinnerung », in : *Lernen aus der Geschichte*, 2010, article en ligne disponible sur <http://lernen-aus-der-geschichte.de/Lernen-und-Lehren/content/8588> ; page consultée le 16 septembre 2012.

SCHNEIDER Jan, « Aussiedler in Deutschland zwischen 1945 und 1989 », article en ligne disponible sur [www.bpb.de/gesellschaft/migration/dossier-migration/56404/integration](http://www.bpb.de/gesellschaft/migration/dossier-migration/56404/integration) ; page consultée le 16 septembre 2012.

VOLKWEIN Alice, « Analyse du (dis)cours mémoriel allemand de la fuite et expulsion. Remarques de méthode et étude de cette mémoire dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung (1993-2005) », in : *Trajectoires*, n°2, 2008, article en ligne disponible sur <http://trajectoires.revues.org/215> ; page consultée le 16 septembre 2012.

#### Monographies :

ACCATTOLI Luigi, *Quand le pape demande pardon*, Albin Michel, Paris, 1997.

AGNES Yves, *Manuel de journalisme*, nouvelle éd., La Découverte, Paris, 2008 [AGNES, *journalisme*].

ALEXANDER Manfred, *Kleine Geschichte Polens*, (= Schriftenreihe, 537), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2005.

AMOS Heike, *Vertriebenenverbände im Fadenkreuz. Aktivitäten der DDR-Staatssicherheit 1949-1989*, (= Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, hors-série), Oldenbourg, Munich, 2011 [AMOS, *Staatssicherheit*].

ASSMANN Aleida, *Geschichte im Gedächtnis. Von der individuellen Erfahrung zur öffentlichen Inszenierung*, (= Krupp-Vorlesungen zu Politik und Geschichte am Kulturwissenschaftlichen Institut im Wissenschaftszentrum Nordrhein-Westfalen, 6), Beck, Munich, 2007.

BACHMANN Klaus, KRANZ Jerzy (éd.), *Verlorene Heimat. Die Vertreibungsdebatte in Polen / Center for International Relations*, Bouvier, Bonn, 1998.

BADE Klaus J., *Ausländer, Aussiedler, Asyl in der Bundesrepublik Deutschland*, 3<sup>o</sup> éd., Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1994 [BADE, *Ausländer*].

BADE Klaus J., *Homo Migrans – Wanderungen aus und nach Deutschland*, (= Stuttgarter Vorträge zur Zeitgeschichte, 2), Klartext-Verlag, Essen, 1994.

BADE Klaus J. (éd.), *Deutsche im Ausland - Fremde in Deutschland: Migration in Geschichte und Gegenwart*, Beck, Munich, 1992.

BADE Klaus, *L'Europe en mouvement. La migration de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Seuil, Paris, 1999.

BAFOIL François, *Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne postcommunistes*, L'Harmattan, Paris, 1997.

BAFOIL François (éd.), *La Pologne*, Fayard, Paris, 2007.

BAHLCKE Joachim, *Schlesien und die Schlesier*, (= Studienbuchreihe der Stiftung Ostdeutscher Kulturrat, 7), Langen Müller, Munich, 1996 [BAHLCKE, *Schlesien*].

BARING Arnulf, *Scheitert Deutschland? Der schwierige Abschied von unseren Wunschwelten*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1997.

BEAUVOIS, Daniel, *La Pologne. Histoire, société, culture*, La Martinière, Paris, 2004.

BEER Mathias, *Zur Integration der Flüchtlinge und Vertriebenen im deutschen Südwesten nach 1945. Bestandsaufnahme und Perspektiven der Forschung*, (= Schriftenreihe des Instituts für Donauschwäbische Geschichte und Landeskunde, 3), Thorbecke, Sigmaringen, 1994.

BEER Mathias, *Flucht und Vertreibung der Deutschen. Voraussetzungen, Verlauf, Folgen*, (= Beck'sche Reihe, 1933), Beck, Munich, 2011 [BEER, *Voraussetzungen*].

BINGEN Dieter, LOEW Peter Oliver, WOYCICKI Kazimierz (éd.), *Die Destruktion des Dialogs. Zur innenpolitischen Instrumentalisierung negativer Fremdbilder und Feindbilder*.

*Polen, Tschechien, Deutschland und die Niederlande im Vergleich, 1900-2005*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 2007.

BINGEN Dieter, WĘC Janusz Józef, *Die Deutschlandpolitik Polens 1945-1991*, Nakładem Uniwersytetu Jagiellońskiego, Cracovie, 1993.

BLANK Ulrich, *Wo heute fremde Wegweiser stehen. Die deutschen Ostgebiete im Spiegel der westdeutschen Presse (1959-1962)*, (= Gesamtdeutsches Bewusstsein: Schriften zur deutschen Frage, 8), Verlag Gerhard Rautenberg, Leer/Ostfriesland, 1962.

BLUMENWITZ Dieter, *Denk ich an Deutschland. Antworten auf die Deutsche Frage*, Bayerische Landeszentrale für politische Bildungsarbeit, Munich, 1989.

BLUMENWITZ Dieter, *Die Darstellung der Grenzen Deutschlands in kartographischen Werken. Zur Verpflichtung zum Gebrauch verfassungskonformer Bezeichnungen durch die deutschen Behörden, insbesondere in Bezug auf die Belange der Ostdeutschen*, Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, Bonn, 1980.

BODE Sabine, *Die vergessene Generation. Die Kriegskinder brechen ihr Schweigen*, 3<sup>ed.</sup>, Piper, Munich, 2011.

BOGDAN Henry, *Les chevaliers teutoniques*, (= Tempus, 15), Perrin, Paris, 2002.

BOLL Friedhelm, WYSOCKI Wiesław, ZIEMER Klaus (éd.), *Versöhnung und Politik. Polnisch-deutsche Versöhnungsinitiativen der 1960er-Jahre und die Entspannungspolitik*, (= Archiv für Sozialgeschichte, 27), Dietz, Bonn, 2009.

BÖMELBURG Hans-Jürgen, STÖSSIGER Renate, TRABA Robert (éd.), *Vertreibung aus dem Osten. Deutsche und Polen erinnern sich*, Borussia, Olsztyn, 2000.

BORODZIEJ Włodzimierz, ZIEMER Klaus (éd.), *Deutsch-polnische Beziehungen 1939-1945-1949: Eine Einführung*, (= Einzelveröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts Warschau, 5), fibre, Osnabrück, 2000.

BRANDES Detlef, *Der Weg zur Vertreibung 1938-1945. Pläne und Entscheidungen zum ‚Transfer‘ der Deutschen aus der Tschechoslowakei und aus Polen*, (= Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, 94) Oldenbourg, Munich, 2001 [BRANDES, *Weg*].

BRAUNER-ORTHEN Alia, *Die Neue Rechte in Deutschland. Antidemokratische und rassistische Tendenzen*, Laske + Budrich, Opladen, 2001 [BRAUNER-ORTHEN, *Neue Rechte*].

BROSZAT Martin, *200 Jahre deutsche Polenpolitik*, Ehrenwirth, Munich, 1963.

BROSZAT Martin, *Nationalsozialistische Polenpolitik 1939-1945*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1965 [BROSZAT, *nationalsozialistische*].

BRÜDIGAM Heinz, *Der Schoß ist fruchtbar noch... Neonazistische, militaristische, nationalistische Literatur und Publizistik in der Bundesrepublik*, 2<sup>o</sup>éd., Röderberg-Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1965.

BUNZEL Ulrich, *Schlesien lebt. Zeitungen, Zeitschriften und Rundbriefe der schlesischen Heimatvertriebenen*, (= Ostdeutsche Beiträge aus dem Göttinger Arbeitskreis, 25), Holzner Verlag, Wurtzbourg, 1963 [BUNZEL, *Schlesien*].

BURGDORFF Stephan (éd.), *Die Flucht. Über die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, (= Schriftenreihe, 432), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003.

CASASUS Gilbert, *La nouvelle droite allemande*, éditions Desjonquères, Paris, 2001 [CASASUS, *nouvelle droite*].

CHARAUDEAU Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, 2<sup>o</sup> éd., De Boeck / ina éditions, Bruxelles, 2011.

CHMIELEWSKI, Horst von, HAGELWEIDE Gert (éd. Stiftung Ostdeutsche Kulturrat), *Bestandsverzeichnis der deutschen Heimatvertriebenenpresse*, K. G. Saur Verlag, Munich, 1982.

CHRISTOPH Leo, *Geistl. Rat G. Goebel und seine Grafschafter*, Verlag Grafschafter Bote, Lüdenscheid, 1966 [CHRISTOPH, *Goebel*].

DAVIES Norman, *Histoire de la Pologne*, Fayard, Paris, 1986.

DELHAES Daniel, *Politik und Medien. Zur Interaktionsdynamik zweier sozialer Systeme*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2002.

DORNEMANN Axel, *Flucht und Vertreibung in Prosaliteratur und Erlebnisbericht seit 1945. Eine annotierte Bibliographie*, (= Hiersemanns bibliographische Handbücher, 17), Hiersemann, Stuttgart, 2005.

DOUGLAS Ray M., „*Ordnungsgemäße Überführung*“. *Die Vertreibung der Deutschen nach dem Zweiten Weltkrieg*, Beck, Munich, 2012.

FEJTÖ François, *Histoire des démocraties populaires. Après Staline 1953-1968*, Seuil, Paris, 1969.

FENDL Elisabeth, *Aufbaugeschichten. Eine Biographie der Vertriebenengemeinde Neutraubling*, (= Schriftenreihe der Kommission für deutsche und osteuropäische Volkskunde

in der deutschen Gesellschaft für Volkskunde e.V., 91), N. G. Elwert Verlag, Marbourg, 2006.

FENDL Elisabeth (éd.), *Zur Ästhetik des Verlusts. Bilder von Heimat, Flucht und Vertreibung*, (= Schriftenreihe des Johannes-Künzig-Instituts, 12), Waxmann, Münster, 2010.

FISCH Bernhard, „*Wir brauchen einen langen Atem*“. *Die deutschen Heimatvertriebenen 1990-1999. Eine Innenansicht*, Verlag Neue Literatur, Iéna, 2001.

FISH Hamilton, *Der zerbrochene Mythos*, Grabert-Verlag, Tübingen, 1982.

FLACH Werner, KOUSCHIL Christa, *Kreuzritter in Trachten. Organisierter Revanchismus und seine Macher*, Urania-Verlag, Leipzig, 1984.

FRANZEN K. Erik, *Die Vertriebenen. Hitlers letzte Opfer*, Propyläen, Berlin, 2001.

FRANTZIOCH Marion, *Die Vertriebenen. Hemmnisse und Wege ihrer Integration*, (= Schriften zur Kulturosoziologie, 9), Dietrich Reimer Verlag, Berlin, 1987.

FREDE Ulrike, „*Unvergessene Heimat*“ *Schlesien. Eine exemplarische Untersuchung des ostdeutschen Heimatbuches als Medium und Quelle spezifischer Erinnerungskultur*, (= Schriftenreihe der Kommission für deutsche und osteuropäische Volkskunde in der Deutschen Gesellschaft für Volkskunde e.V., 88), N. G. Elwert Verlag, Marbourg, 2004 [FREDE, *Heimatbuch*].

GAIDA Hans-Jürgen, *Die offiziellen Organe der ostdeutschen Landsmannschaften. Ein Beitrag zur Publizistik der Heimatvertriebenen in Deutschland*, Duncker & Humblot, Berlin, 1973 [GAIDA, *Publizistik*].

GARTON ASH Timothy, *Au nom de l'Europe. L'Allemagne dans un continent divisé*, Gallimard, Paris, 1995 [GARTON ASH, *Allemagne*].

GIORDANO Ralph, *Die zweite Schuld oder von der Last Deutscher zu sein*, Rasch und Röhring, Hambourg, 1987.

GLOTZ Peter, *Die Vertreibung. Böhmen als Lehrstück*, Ullstein, Munich, 2003.

GOGOLEWSKI Edmond, *La Pologne dans la tourmente de la Deuxième Guerre mondiale*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 1996 [GOGOLEWSKI, *Pologne*].

GÖRTEMAKER Manfred, *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland. Von der Gründung bis zur Gegenwart*, Fischer Taschenbauch Verlag, Francfort-sur-le-Main, 2004 [GÖRTEMAKER, *Bundesrepublik*].

GRAML Hermann, HENKE Klaus-Dietmar, *Nach Hitler. Der schwierige Umgang mit unserer Geschichte. Beiträge von Martin Broszat*, Oldenbourg, Munich, 1986.

GRAUDENZ Ines, RÖHMILD Regina (éd.), *Forschungsfeld Aussiedler. Ansichten aus Deutschland*, (= Europäische Migrationsforschung, 1), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 1996.

GREBING Helga, POZORSKI Peter, SCHULZE Rainer, *Die Nachkriegsentwicklung in Westdeutschland 1945-1949, a) Die wirtschaftlichen Grundlagen*, (= Studienreihe Politik, 7), J. B. Metzlersche Verlagsbuchhandlung, Stuttgart, 1980.

GRÖGER Roland, SIKORSKI Marek, *An der Grenze der Legende und des Glaubens : Sehenswürdigkeiten und Kunstschätze der Grafschaft Glatz. Na granicy legendy i wiary. Skarby sztuki i osobliwości Ziemi Kłodzkiej*, Marx Verlag, Leimen, 1994.

GROSSER Alfred, *Le crime et la mémoire*, Flammarion, Paris, 1989.

HACKE Christian, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*, 2<sup>o</sup> éd., Ullstein, Berlin, 2004 [HACKE, *Außenpolitik*].

HAFTENDORN Helga, *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung. 1945-2000*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 2001 [HAFTENDORN, *Außenpolitik*].

HAHN Eva, HAHN Hans Henning, *Die Vertreibung im deutschen Erinnern. Legenden, Mythos, Geschichte*, Schöningh, Paderborn, 2010 [HAHN, *Erinnern*].

HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, nouvelle édition revue et augmentée, Albin Michel, Paris, 1997 [HALBWACHS, *mémoire*].

HARMS Erik, *Der kommunikative Stil der Grünen im historischen Wandel*. (= Arbeiten zu Diskurs und Stil, 9), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2008.

HERBERT Ulrich, *Geschichte der Ausländerpolitik in Deutschland. Saisonarbeiter, Zwangsarbeiter, Gastarbeiter, Flüchtlinge*, (= Schriftenreihe, 410), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2003 [HERBERT, *Geschichte*].

HERDE Georg, STOLZE Alexa, *Die Sudetendeutsche Landsmannschaft. Geschichte, Personen, Hintergründe – eine kritische Bestandsaufnahme*, Pahl-Rugenstein, Cologne, 1987.

HERDE Georg, MAIER Hans, ... *bis alles in Scherben fällt. Beiträge zur Zeitgeschichte*, vol.1, Buch- und Zeitschriftenverlag Hans Maier, Munich, 1960.

HERRMANN Tobias, POHL Karl Heinrich (éd.), *Flüchtlinge in Schleswig-Holstein nach 1945. Zwischen Ausgrenzung und Integration*, Verlag für Regionalgeschichte, Bielefeld, 1999.

HIRSCH Helga, *Entwurzelt. Vom Verlust der Heimat zwischen Oder und Bug*, édition Körb-Stiftung, Hambourg, 2007.

HOFFMANN Dierk, SCHWARTZ Michael (éd.), *Geglückte Integration? Spezifika und Vergleichbarkeiten der Vertriebenen-Eingliederung in der SBZ-DDR*, (= Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, hors-série), Oldenbourg, Munich, 1999.

HOLZER Jerzy, *Polen und Europa. Land, Geschichte, Identität*, (= Schriftenreihe, 670), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2007.

JÄGER-DABEK Brigitte, *Polen. Eine Nachbarschaftskunde für Deutsche*, (= Schriftenreihe, 431), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2006 [JÄGER-DABEK, *Polen*].

JASPERS Karl, *Wohin treibt die Bundesrepublik? Tatsachen, Gefahren, Chancen*, Piper Verlag, Munich, 1966.

KATTAN Emmanuel, *Penser le devoir de mémoire*, puf, Paris, 2002.

KERSKI Basil, KYCIA Thomas, ŻUREK Robert, „*Wir vergeben und bitten um Vergebung*“. *Der Briefwechsel der polnischen und deutschen Bischöfe von 1965 und seine Wirkung*, fibre Verlag, Osnabrück, 2006.

KITTEL Manfred, *Vertreibung der Vertriebenen ? Der historische deutsche Osten in der Erinnerungskultur der Bundesrepublik (1961-1982)*, (= Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, hors-série), Oldenbourg, Munich, 2007 [KITTEL, *Vertreibung*].

KÖHL Eduard, *Geschichte der Festung Glatz und Glatzer Festungsgeschichten*, Grafschafter Bote & Marx Verlag, Lüdenscheid, 1984 [KÖHL, *Festung*].

KOSSERT Andreas, *Kalte Heimat. Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945*, Siedler, Munich, 2008 [KOSSERT, *Kalte Heimat*].

KUHN Walter, *Die deutsche Ostsiedlung in der Neuzeit*, Böhlau, Cologne, 1955.

KURTH Karl O. (éd.), *Handbuch der Presse der Heimatvertriebenen*, (= Der Göttinger Arbeitskreis, 76), Holzner Verlag, Kintzingen-Main, 1953 [KURTH, *Handbuch*].

KWIATKOWSKA-VIATTEAU Alexandra, *Katyn. L'armée polonaise assassinée*, Complexe, Bruxelles, 1982.

LAKEBERG Beata Dorota, *Die deutsche Minderheitenpresse in Polen 1918-1939 und ihr Polen- und Judenbild*, (= Die Deutschen und das östliche Europa. Studien und Quellen, 6), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2010 [LAKEBERG, *Minderheitenpresse*].

LECOMTE Bernard, *Jean-Paul II*, Gallimard, Paris, 2006.

LECOMTE Bernard, *Le Pape qui fit chuter Lénine*, CLD, Tours, 2007.

LEHMANN Albrecht, *Im Fremden ungewollt zuhaus. Flüchtlinge und Vertriebene in Westdeutschland 1945-1990*, 2° éd., Beck, Munich, 1993.

LEPESANT Gilles, *Géopolitique des frontières orientales de l'Allemagne. Les implications de l'élargissement de l'Union européenne*, L'Harmattan, Paris, 1998 [LEPESANT, *Géopolitique*].

LE RIDER Jacques, *Mitteleuropa*, (= Que sais-je, 2846), puf, Paris, 1994.

LEVY Daniel, SZNAIDER Natan, *Erinnerung im globalen Zeitalter. Der Holocaust*, Suhrkamp Verlag, Francfort-sur-le-Main, 2001.

LOTZ Christian, *Die Deutung des Verlusts. Erinnerungspolitische Kontroversen im geteilten Deutschland um Flucht, Vertreibung und die Ostgebiete (1948-1972)*, (= Neue Forschungen zur Schlesischen Geschichte, 15), Böhlau, Cologne, 2007 [LOTZ, *Deutung*].

MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, *Le guide de l'écriture journalistique*, 5° éd., La Découverte, Paris, 2003 [MARTIN-LAGARDETTE, *écriture*].

MECKLENBURG Jens, (éd.), *Handbuch deutscher Rechtsextremismus*, Elefanten Press, Berlin, 1996 [MECKLENBURG, *Rechtsextremismus*].

MESSERSCHMIDT Rolf, „Wenn wir nur nicht lästig fallen...“ *Aufnahme und Eingliederung der Flüchtlinge und Vertriebenen in Hessen (1945-1955)*, Insel Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1991.

MESSERSCHMIDT Rolf, *Aufnahme und Integration der Vertriebenen und Flüchtlinge in Hessen 1945-1950. Zur Geschichte der hessischen Flüchtlingsverwaltung*, (= Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Nassau, 55 ; Forschungen zur Integration der Flüchtlinge und Vertriebenen in Hessen nach 1945, 4), Historische Kommission für Nassau, Wiesbaden, 1994.

MICHEL Bernard, *Nations et nationalismes en Europe centrale. XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle*, Aubier, Paris, 1995.

MICHEL Bernard, PIETRI Nicole, REY Marie-Pierre, *L'Europe des nationalismes aux nations. Autriche-Hongrie, Russie, Allemagne*, Sedes, Paris, 1996.

MOIRAND Sophie, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, puf, Paris, 2007.

NAUMANN Klaus, *Der Krieg als Text. Das Jahr 1945 im kulturellen Gedächtnis der Presse*, Hamburger Edition, Hamburg, 1998.

NAWROCKA Anna, KIPER Roland, *Francja i Francuzi na Śląsku. La France et les Français en Silésie*, Wydawnictwo Instytut Śląski, Opole, 2010.

NEUMANN Franz, *Der Block der Heimatvertriebenen und Entrechteten 1950-1960. Ein Beitrag zur Geschichte und Struktur einer politischen Interessenpartei*, (= Marburger Abhandlungen zur politischen Wissenschaft, 5), Verlag Anton Hain, Meisenheim am Glan, 1968.

NEUMANN Gerald, *Die Medien und die Flüchtlingsfrage in Bayern von 1945 bis 1953*, iudicium Verlag, Munich, 1994.

ORŁOWSKI Hubert, „*Polnische Wirtschaft*“. *Zum deutschen Polendiskurs der Neuzeit*, (= Studien der Forschungsstelle Ostmitteleuropa an der Universität Dortmund, 21), Harrassowitz, Wiesbaden, 1996.

PFETSCH Frank R., *Die Außenpolitik der Bundesrepublik 1949-1992*, 2<sup>o</sup>éd., W. Fink, Munich, 1993.

PLATO Alexander von, MEINICKE Wolfgang, *Alte Heimat – neue Zeit. Flüchtlinge, Umgesiedelte, Vertriebene in der Sowjetischen Besatzungszone und in der DDR*, Verlagsanstalt Union, Berlin, 1991.

RADEBOLD Hartmut, *Abwesende Väter. Folgen der Kriegskindheit in Psychoanalysen*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 2001.

REICHLING G., BETZ F. H., *Die Heimatvertriebenen. Glied oder Außenseiter der deutschen Gemeinschaft?*, Wolfgang Metzner Verlag, Francfort-sur-le-Main, 1949 [REICHLING, *Glied*].

RICHTHOFEN Bolko von, *Kriegsschuld 1939-1941: Der Schuldanteil der anderen*, Arndt-Verlag, Kiel, 1986.

RITTER Rüdiger, *Die Geschichtsschreibung über Abstimmungskämpfe und Volksabstimmung in Oberschlesien (1918-1921)*, (= Die Deutschen und das östliche Europa. Studien und Quellen, 5), Peter Lang, Francfort-sur-le-Main, 2009.

RÖGER Maren, *Flucht, Vertreibung und Umsiedlung. Mediale Erinnerungen und Debatten in Deutschland und Polen seit 1989*, (= Studien zur Ostmitteleuropaforschung, 23), Verlag Herder-Institut, Marbourg, 2011 [RÖGER, *Mediale*].

ROLLET Henry, *La Pologne au XX<sup>ème</sup> siècle*, Pedone, Paris, 1985 [ROLLET, *Pologne*].

ROVAN Joseph, *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, Seuil, Paris, 1994.

RUCHNIEWICZ Krzysztof, *Zögernde Annäherung. Studien zur Geschichte der deutsch-polnischen Beziehungen im 20. Jahrhundert*, Thelem, Dresde, 2005.

SALZBORN Samuel, *Heimatrecht und Volkstumskampf. Außenpolitische Konzepte der Vertriebenenverbände und ihre praktische Umsetzung*, Offizin, Hanovre, 2001 [SALZBORN, *Heimatrecht*].

SALZBORN Samuel, *Grenzenlose Heimat. Geschichte, Gegenwart und Zukunft der Vertriebenenverbände*, Elefanten Press, Berlin, 2000 [SALZBORN, *Grenzenlose*].

SAUERMANN Dietmar, *„Fern doch treu!“. Lebenserinnerungen als Quellen zur Vertreibung und ihrer kulturellen Bewältigung, am Beispiel der Grafschaft Glatz*, (= Schriftenreihe der Kommission für deutsche und osteuropäische Volkskunde in der Deutschen Gesellschaft für Volkskunde e.V., 89), N. G. Elwert Verlag, Marbourg, 2004 [SAUERMANN, *Fern*].

SCHMIDT Friedemann, *Die Neue Rechte und die Berliner Republik. Parallel laufende Wege im Normalisierungsdiskurs*, Westdeutscher Verlag, Wiesbaden, 2001.

SCHNÖRING Kurt, *Die NS-Mentalität der Vertriebenenpresse. Eine Dokumentation*, Kontakt-Verlag, Uffing-Obb., 1960.

SCHÖLLGEN Gregor, *Willy Brandt. Die Biographie*, Ullstein, Munich, 2003.

SCHÖLLGEN Gregor, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, 3<sup>éd.</sup>, Beck, Munich, 2004 [SCHÖLLGEN, *Außenpolitik*].

SCHOLZ Franz, *Zwischen Staatsräson und Evangelium. Kardinal Hlond und die Tragödie der ostdeutschen Diözesen. Tatsachen, Hintergründe, Anfragen*, Knecht, Francfort-sur-le-Main, 1988 [SCHOLZ, *Hlond*].

SCHWARTZ Michael, *Vertriebene und „Umsiedlerpolitik“. Integrationskonflikte in den deutschen Nachkriegs-Gesellschaften und die Assimilationsstrategien in der SBZ-DDR 1945-1961*, (= Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 61), Oldenbourg, Munich, 2004.

SERRIER Thomas, *Entre Allemagne et Pologne. Nations et identités frontalières, 1848-1914*, Belin, Paris, 2002.

SPASOV Boris-Alexandre, *Comprendre le conflit yougoslave*, Terra Arcadis, 2006 [SPASOV, *conflit yougoslave*].

STANĚK Tomáš, *Verfolgung 1945. Die Stellung der Deutschen in Böhmen, Mähren und Schlesien (außerhalb der Lager und Gefängnisse)*, (= Buchreihe des Institutes für den Donauraum und Mitteleuropa, 8), Böhlau, Vienne, 2002 [STANĚK, *Verfolgung*].

STEHLE Hansjakob, *Deutschlands Osten – Polens Westen*, Fischer, Francfort-sur-le-Main, 1965.

STEINERT Johannes-Dieter, *Vertriebenenverbände in Nordrhein-Westfalen 1945-1954*, (= Flüchtlinge und Vertriebene in Nordrhein-Westfalen, 1), Schwann, Düsseldorf, 1986 [STEINERT, *Vertriebenenverbände*].

STEININGER Rolf, *Südtirol 1918 - 1999*, Studien-Verlag, Innsbruck, 1999.

STICKLER Matthias, « *Ostdeutsch heißt gesamtdeutsch* ». *Organisation, Selbstverständnis und heimatpolitische Zielsetzungen der deutschen Vertriebenenverbände 1949-1972*, (= Forschungen und Quellen zur Zeitgeschichte, 46), Droste Verlag, Düsseldorf, 2004 [STICKLER, *Ostdeutsch*].

TAGUIEFF Pierre-André, *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, Descartes & Cie, Paris, 1994.

TAGUIEFF Pierre-André, *L'illusion populiste*, Berg International, Paris, 2002.

THER Philipp, *Deutsche und polnische Vertriebene. Gesellschaft und Vertriebenenpolitik in der SBZ-DDR und in Polen 1945-1956*, (= Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 127), Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1998 [THER, *SBZ-DDR*].

TROEBST Stefan (éd.), *Vertreibungsdiskurs und europäische Erinnerungskultur. Deutsch-polnische Initiativen zur Institutionalisierung. Eine Dokumentation*. (= Veröffentlichungen der Deutsch-Polnischen Gesellschaft Bundesverband e.V., 11), fibre, Osnabrück, 2006.

URBAN Thomas, *Polen*, Beck, Munich, 2003 [URBAN, *Polen*].

URBAN Thomas, *Deutsche in Polen. Geschichte und Gegenwart einer Minderheit*, (= Beck'sche Reihe, 1012), Beck, Munich, 1993 [URBAN, *Minderheit*].

URBAN Thomas, *Der Verlust. Die Vertreibung der Deutschen und Polen im 20. Jahrhundert*, (= Schriftenreihe, 480), Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 2005 [URBAN, *Verlust*].

Verband heimatvertriebener Verleger e.V., *Die Heimatvertriebenen- und Flüchtlingspresse. Eine Zusammenstellung aus dem STAMM-Leitfaden für Presse und Werbung*, Verband Heimatvertriebener Verleger, Brême, 1973.

VÖLKERING Tim, « Flucht und Vertreibung im Museum. Zwei aktuelle Ausstellungen und ihre geschichtskulturellen Hintergründe im Vergleich », (= Zeitgeschichte – Zeitverständnis, 17), LIT, Berlin, 2008.

WEBER, Pierre-Frédéric, *Le triangle RFA-RDA-Pologne (1961-1975). Guerre froide et normalisation des rapports germano-polonais*, L'Harmattan, Paris, 2007 [WEBER, *Triangle*].

WEBER Matthias, OLSCHOWSKY Burkhard, PETRANSKÝ Ivan (éd.), *Erinnerungsorte in Ostmitteleuropa. Erfahrungen der Vergangenheit und Perspektiven*, (= Schriften des Bundesinstituts für Kultur und Geschichte der Deutschen im östlichen Europa, 42; Schriften des Europäischen Netzwerks Erinnerung und Solidarität, 1), Oldenbourg, Munich, 2011.

WILLE Manfred (éd.), *Die Vertriebenen in der SBZ-DDR. Dokumente. Band I: Ankunft und Aufnahme 1945*, Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 1996 [WILLE, *SBZ-DDR*].

WINKLER Heinrich August, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte vom „Dritten Reich“ bis zur Wiedervereinigung*, vol. 2, 7<sup>o</sup>éd., Beck, Munich, 2010.

WINKLER York R., *Flüchtlingsorganisationen in Hessen 1945-1954. BHE – Flüchtlingsverbände – Landsmannschaften*, (= Forschungen zur Integration der Flüchtlinge und Vertriebenen in Hessen nach 1945, 6), Historische Kommission für Nassau, Wiesbaden, 1998.

ZAYAS Alfred M. de, *Die Anglo-Amerikaner und die Vertreibung der Deutschen. Vorgeschichte, Verlauf, Folgen*, Beck, Munich, 1978.

ZAYAS Alfred M. de, *Heimatrecht ist Menschenrecht. Der mühsame Weg zur Anerkennung und Verwirklichung*, Universitas, Munich, 2001.

ZAYAS Alfred M. de, *Die Nemesis von Potsdam. Die Anglo-Amerikaner und die Vertreibung der Deutschen*, Herbig, Munich, 2005.

ZAYAS Alfred M. de, *Die deutschen vertriebenen. Keine Täter – sondern Opfer. Hintergründe, Tatsachen, Folgen*, Ares Verlag, Graz, 2006.

ZAYAS Alfred M. de, *50 Thesen zur Vertreibung*, Verlag inspiration, Munich, 2008.

ZUREK Robert, *Zwischen Nationalismus und Versöhnung. Die Kirchen und die deutsch-polnischen Beziehungen 1945-1956*, (= Forschungen und Quellen zur Kirchen- und Kulturgeschichte Ostdeutschlands, 35), Böhlau, Cologne, 2005 [ZUREK, *Nationalismus*].

#### Littérature :

GRASS Günter, *Für- und Widerworte*, Steidl, Göttingen, 1996.

GRASS Günter, *En crabe*, Seuil, Paris, 2002.

LEHNDORFF Hans Graf von, *La mort ou l'espérance. Journal d'un médecin allemand 1945-1947*, La table ronde, Paris, 1964 / LEHNDORFF Hans Graf von, *Ostpreußisches Tagebuch. Aufzeichnungen eines Arztes aus den Jahren 1945-1947*, Biederstein Verlag, Munich, 1961.

#### Discours reproduits dans des périodiques :

BARTOSZEWSKI, Władysław, « Discours », in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°2, 1995.

KOHL Helmut, « Discours », p. 92-97, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°5, 1989.

SCHRÖDER Gerhard, « Discours », p. 31-35, in : *Documents. Revue des questions allemandes*, n°1, janvier 2001.

#### Documents imprimés :

*Das Versailler Diktat. Vorgeschichte – vollständiger Vertragstext; Gegenvorschläge der deutschen Regierung; mit einem Vorwort von Franz Uhle-Wetter*, Kiel, Arndt, 1999.

Bundesministerium für Vertriebene, Flüchtlinge und Kriegsgeschädigte (éd.), *Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost-Mitteleuropa I. Die Vertreibung der deutschen Bevölkerung aus den Gebieten östlich der Oder-Neiße 1/2/3*, DTV, Munich, 1984, réimpression de l'édition de 1954.

Göttinger Arbeitskreis (éd.), *Dokumente der Menschlichkeit im Zeitalter der Massenausreibungen*, Holzner, Kitzingen/Main, 1950.

Kirchenkanzlei der Evangelischen Kirche in Deutschland, *Die Lage der Vertriebenen und das Verhältnis des deutschen Volkes zu seinen östlichen Nachbarn. Eine evangelische*

*Denkschrift*, Verlag des Amtsblattes der Evangelischen Kirche in Deutschland, Hanovre, 1965.

LAMBIEL Brigitte, GROSSPIETSCH Peter, *60 Jahre „Grafschafter Bote“*. *Dokumentation – Teil II – 2000 - 2010*, Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V., Lüdenscheid, 2010.

LAMBIEL Brigitte, *50 Jahre „Grafschafter Bote“ – Dokumentation*, Zentralstelle Grafschaft Glatz/Schlesien e.V., Lüdenscheid, 2000 [LAMBIEL, *50 Jahre*].

Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (éd.), *Flucht, Vertreibung, Integration. Begleitbuch zur Ausstellung im Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Bonn, 3. Dezember 2005 bis 17. April 2006, im Deutschen Historischen Museum, Berlin, 19. Mai bis 13. August 2006, im Zeitgeschichtlichen Forum Leipzig der Stiftung Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, 1. Dezember 2006 bis 15. April 2007*, Kerber Verlag, Bonn, 2006.

Technical Assistance Commission für die Eingliederung der Flüchtlinge in die deutsche Bundesrepublik (éd.), *Die Eingliederung der Flüchtlinge in die deutsche Gemeinschaft. Bericht der ECA Technical Assistance Commission für die Eingliederung der Flüchtlinge in die deutsche Bundesrepublik dem Bundeskanzler am 21. März 1951 überreicht*, Bundesministerium für Vertriebene, Bonn, 1951 [Technical Assistance Commission, *Eingliederung*].

#### Essais :

CZAJA Herbert, *Unterwegs zum kleinsten Deutschland? Mangel an Solidarität mit den Vertriebenen. Marginalien zu 50 Jahren Ostpolitik*, Verlag Josef Knecht, Francfort-sur-le-Main, 1996.

SARRAZIN Thilo, *Deutschland schafft sich ab. Wie wir unser Land aufs Spiel setzen*, DVA, Munich, 2010.

SCHWILK Heimo, SCHACHT Ulrich (éd.), *Die selbstbewusste Nation*, Ullstein, Francfort-sur-le-Main, 1994.

STEINBACH Erika, *Die Macht der Erinnerung*, Universitas Verlag, Vienne, 2010 [STEINBACH, *Macht*].

#### Usuel :

REY-DEBOVE Josette, REY Alain (éd.), *Le nouveau petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Dictionnaires le Robert, Paris, 2002.

Document non-publié :

Bericht über die Bestandsaufnahme der Vertriebenenpresse in der Bundesrepublik, Düsseldorf, 1966, document non publié.

Documents et discours publiés disponibles sur internet : (toutes les adresses ont été consultées le 16 septembre 2012).

Charte des expulsés de Stuttgart du 5 août 1950 sur le site du *Bund der Vertriebenen* : [www.bund-der-vertriebenen.de/derbdv/charta-dt.php3](http://www.bund-der-vertriebenen.de/derbdv/charta-dt.php3)

Discours de Richard von Weizsäcker prononcé le 8 mai 1995 devant le *Bundestag* sur le site de la *Haus der Geschichte* : [www.hdg.de/lemo/html/dokumente/NeueHerausforderungen\\_redeVollstaendigRichardVonWeizsaecker8Mai1985/](http://www.hdg.de/lemo/html/dokumente/NeueHerausforderungen_redeVollstaendigRichardVonWeizsaecker8Mai1985/)

Discours de Richard von Weizsäcker prononcé le 24 décembre 1989 : [www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Richard-von-Weizsaecker/Reden/1989/12/19891224\\_Reede.html;jsessionid=CEC41D02D06933F35039F33F26E599D4.2\\_cid293](http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Richard-von-Weizsaecker/Reden/1989/12/19891224_Reede.html;jsessionid=CEC41D02D06933F35039F33F26E599D4.2_cid293)

Discours de Norbert Lammert prononcé devant le Bundestag le 5 août 2010 : [www.bundestag.de/bundestag/praesidium/reden/2010/08.html](http://www.bundestag.de/bundestag/praesidium/reden/2010/08.html)

Charte des Nations-Unies : [www.un.org/fr/documents/charter/pdf/charter.pdf](http://www.un.org/fr/documents/charter/pdf/charter.pdf)

Discours de Władysław Bartoszewski prononcé devant le Bundestag le 28 avril 1995 sur le site de l'ambassade polonaise à Berlin : [www.berlin.polemb.net/index.php?document=301](http://www.berlin.polemb.net/index.php?document=301)

Vatican : [www.vatican.va](http://www.vatican.va)

Lettre encyclique de Jean XXIII « Pacem in terris » du 11 avril 1963 : [www.vatican.va/holy\\_father/john\\_xxiii/encyclicals/documents/hf\\_j-xxiii\\_enc\\_11041963\\_pacem\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_xxiii/encyclicals/documents/hf_j-xxiii_enc_11041963_pacem_fr.html)

Bénédictio « Sollicitudo rei socialis » donnée le 30 décembre 1987 par Jean-Paul II à Rome : [www.vatican.va/holy\\_father/john\\_paul\\_ii/encyclicals/documents/hf\\_jp-ii\\_enc\\_30121987\\_sollicitudo-rei-socialis\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/john_paul_ii/encyclicals/documents/hf_jp-ii_enc_30121987_sollicitudo-rei-socialis_fr.html)

Texte de la Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949 :  
[www.icrc.org/dih.nsf/FULL/380?OpenDocument](http://www.icrc.org/dih.nsf/FULL/380?OpenDocument)

Programme de gouvernement de la grande coalition du 11 novembre 2005 :  
[www.cdu.de/doc/pdf/05\\_11\\_11\\_Koalitionsvertrag.pdf](http://www.cdu.de/doc/pdf/05_11_11_Koalitionsvertrag.pdf)

Discours de Ralph Giordano le 19 juillet 2004 à Berlin :  
<http://bdvbund.de/download/Giordano-2.pdf>

Discours de Roman Herzog le 1<sup>er</sup> août 1994 à Varsovie :  
[www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Roman-Herzog/Reden/1994/08/19940801\\_Rede.html](http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Roman-Herzog/Reden/1994/08/19940801_Rede.html)

Réponse du 27 avril 2000 du gouvernement fédéral à la question d'une députée du Bundestag :  
<http://dipbt.bundestag.de/dip21/btd/14/032/1403263.pdf>

Document de synthèse de juin 2006 de l'Office de protection de la constitution de Rhénanie-du-Nord-Westphalie sur la procédure juridique l'opposant au *Junge Freiheit* :  
[www.mik.nrw.de/uploads/media/klageverfahrenjf.pdf](http://www.mik.nrw.de/uploads/media/klageverfahrenjf.pdf)

Office de protection de la constitution de Bade-Wurtemberg :  
[www.verfassungsschutz-bw.de/index.php?option=com\\_content&view=article&id=56&Itemid=94](http://www.verfassungsschutz-bw.de/index.php?option=com_content&view=article&id=56&Itemid=94)

Office de protection de la constitution de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, rapport de 2005 :  
[https://services.nordrheinwestfalendirekt.de/broschuerenservice/download/1611/Verfassungsschutzbericht%202005\\_30.08.2006.pdf](https://services.nordrheinwestfalendirekt.de/broschuerenservice/download/1611/Verfassungsschutzbericht%202005_30.08.2006.pdf)

Office de protection de la constitution du Schleswig-Holstein, rapport de 2008 :  
[www.schleswig-holstein.de/IM/DE/InnereSicherheit/Verfassungsschutz/Downloads/Verfassungsschutzbericht\\_2008\\_\\_blob=publicationFile.pdf](http://www.schleswig-holstein.de/IM/DE/InnereSicherheit/Verfassungsschutz/Downloads/Verfassungsschutzbericht_2008__blob=publicationFile.pdf)

Office fédéral de protection de la constitution, rapport de 2003 :  
[www.bmi.bund.de/SharedDocs/Downloads/DE/Broschueren/nichtinListe/2004/Verfassungsschutzbericht\\_2003\\_Druck\\_de.pdf;jsessionid=CB7E344E6802C3BA942744567D8B0488?\\_\\_blob=publicationFile](http://www.bmi.bund.de/SharedDocs/Downloads/DE/Broschueren/nichtinListe/2004/Verfassungsschutzbericht_2003_Druck_de.pdf;jsessionid=CB7E344E6802C3BA942744567D8B0488?__blob=publicationFile)

Office fédéral de protection de la constitution, rapport de 2008 :  
[www.bmi.bund.de/cae/servlet/contentblob/463552/publicationFile/40609/vsb\\_2008.pdf](http://www.bmi.bund.de/cae/servlet/contentblob/463552/publicationFile/40609/vsb_2008.pdf)

Sites internet : (toutes les adresses ont été consultées le 16 septembre 2012)

AGMO :  
[www.agmo.de](http://www.agmo.de)

Bund der Vertriebenen :  
[www.bund-der-vertriebenen.de](http://www.bund-der-vertriebenen.de)

Göttinger Arbeitskreis :  
[www.goettinger-arbeitskreis.de](http://www.goettinger-arbeitskreis.de)

OMV :  
[www.omv.cdu.de](http://www.omv.cdu.de)

Paneuropa :  
[www.paneuropa.org/de](http://www.paneuropa.org/de)

Preußische Treuhand :  
[www.preussische-treuhand.org](http://www.preussische-treuhand.org)

Pro sancta ecclesia :  
[www.pro-sancta-ecclesia.de](http://www.pro-sancta-ecclesia.de)

Fondation Ostdeutscher Kulturrat :  
[www.ostdeutscher-kulturrat.de](http://www.ostdeutscher-kulturrat.de)

*Preußische Allgemeine Zeitung* :  
[www.preussische-allgemeine.de](http://www.preussische-allgemeine.de)  
Renseignements sur le journal :  
[www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html](http://www.preussische-allgemeine.de/mediadaten/die-leser.html)

Goldammer, éditeur de journaux d'expulsés :  
[www.goldammer.com](http://www.goldammer.com)

*Grafschafter Bote* :  
[www.grafschafterbote.de](http://www.grafschafterbote.de)  
Livres proposés à la vente :  
[www.grafschafterbote.de/index.php?m=6&n=1&c=9&x=12&y=6](http://www.grafschafterbote.de/index.php?m=6&n=1&c=9&x=12&y=6)

Encyclopédie Universalis :  
[www.universalis.fr](http://www.universalis.fr)  
article « eurocommunisme » :  
[www.universalis.fr/encyclopedie/enrico-berlinguer/2-le-compromis-historique-et-l-eurocommunisme](http://www.universalis.fr/encyclopedie/enrico-berlinguer/2-le-compromis-historique-et-l-eurocommunisme)

Association pacifiste *Verein zur Förderung der Friedensarbeit e. V.* :  
[www.deserteur-denkmal.de](http://www.deserteur-denkmal.de)

Union interparlementaire (organisation internationale des parlements) :  
[www.ipu.org/pdf/publications/wmn07-f.pdf](http://www.ipu.org/pdf/publications/wmn07-f.pdf)

*Georg-Eckert-Institut* :  
[www.gei.de](http://www.gei.de)

Présentation du projet de commission germano-polonaise sur les manuels scolaires :  
[www.gei.de/index.php?id=57&L=0](http://www.gei.de/index.php?id=57&L=0)

Commission germano-polonaise sur les manuels scolaires :  
<http://deutsch-polnische.schulbuchkommission.de/fr/home.html>

Conseil des Dantzigois :  
[www.rat-der-danziger.de](http://www.rat-der-danziger.de)

*Informationsgemeinschaft zur Feststellung der Verbreitung von Werbeträgern e. V.*,  
(organisme étudiant la diffusion des supports de publicité) :  
<http://daten.ivw.eu>

Dictionnaire de l'Académie française :  
[www.academie-francaise.fr/le-dictionnaire/consultation-en-ligne](http://www.academie-francaise.fr/le-dictionnaire/consultation-en-ligne)

*Hamburger Institut für Sozialforschung* :  
[www.his-online.de](http://www.his-online.de)

## Annexe B : Liste des abréviations utilisées

APO : Opposition extraparlamentaire (Außerparlamentarische Opposition)  
ARD : Communauté de travail du service public de radio-diffusion de la République fédérale d'Allemagne (Arbeitsgemeinschaft der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten der Bundesrepublik Deutschland)  
BdV : Fédération des expulsés (Bund der Vertriebenen)  
BHE : Bloc des expulsés et dépossédés (Gesamtdeutscher Block - Bund der Heimatvertriebenen und Entrechteten)  
BR : Radio bavaroise (Bayerischer Rundfunk)  
CDU : Union chrétienne-démocrate (Christlich-Demokratische Union)  
CSU : Union chrétienne-sociale (Christlich-Soziale Union)  
DFK : Cercle d'amitié allemand (Deutscher Freundschaftskreis)  
DGB : Confédération allemande des syndicats (Deutscher Gewerkschaftsbund)  
DKP : Parti communiste allemand (Deutsche Kommunistische Partei)  
EKD : Eglise évangélique d'Allemagne (Evangelische Kirche in Deutschland)  
FAZ : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*  
FDP : Parti démocrate libre (Freie Demokratische Partei)  
FPÖ : Parti autrichien de la liberté (Freiheitliche Partei Österreichs)  
GB : *Grafschafter Bote*  
IFS : Institut d'étude de la politique de l'Etat (Institut für Staatspolitik)  
IGFM : Société internationale pour les droits de l'homme (Internationale Gesellschaft Für Menschenrechte)  
IPN : Institut de la mémoire nationale (Instytut Pamięci Narodowej)  
KPD : Parti communiste d'Allemagne (Kommunistische Partei Deutschlands)  
NDR : Radio de l'Allemagne du nord (Norddeutscher Rundfunk)  
NPD : Parti national-démocrate d'Allemagne (Nationaldemokratische Partei Deutschlands)  
OMV : Organisation de l'est et du centre de l'Allemagne de la CDU (Ost- und mitteldeutsche Vereinigung der CDU)  
ONU : Organisation des Nations Unies  
PDS : Parti du socialisme démocratique (Partei des Demokratischen Sozialismus)  
RAF : Fraction Armée Rouge (Rote Armee Fraktion)  
RDA : République Démocratique Allemande  
RFA : République Fédérale d'Allemagne  
SDN : Société Des Nations  
SED : Parti socialiste unifié d'Allemagne (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands)  
SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne (Sozialdemokratische Partei Deutschlands)  
UERE : Union Européenne des Réfugiés et des Expulsés  
WDR : Radio de l'Allemagne de l'ouest (Westdeutscher Rundfunk)  
ZDF : Seconde chaîne de télévision allemande (Zweites Deutsches Fernsehen)  
ZFI : Institut de recherche en histoire contemporaine d'Ingolstadt (Zeitgeschichtliche Forschungsstelle Ingolstadt)

## Annexe C : Liste des différentes sources du GB

Sont recensées ici toutes les sources utilisées par le GB dans les extraits cités dans cette étude. Certaines n'apparaissent qu'une fois dans le journal tandis que d'autres sont des partenaires réguliers. Malgré des recherches approfondies et l'aide de connaisseurs de la presse des expulsés, certaines sources n'ont pas pu être identifiées, elles sont marquées d'un point d'interrogation. Il est possible qu'il s'agisse dans certains cas de pseudonymes.

- *Aftenposten* : plus grand journal quotidien norvégien
- *AGMO-intern* : journal de l'AGMO
- *Arbeiterstimme* : journal germanophone de Breslau
- *Bayernkurier* : journal hebdomadaire, organe de presse de la CSU
- *BdV-Nachrichten* : journal trimestriel de la section du Bade-Wurtemberg du BdV
- *BdV-Pressemitteilungen* : journal du BdV
- *Braunauer Rundbrief* : journal d'expulsés des Sudètes
- *Bunzlauer Heimatzeitung* : journal d'expulsés de Silésie
- *Daily Telegraph* : journal quotidien britannique
- *Das vertriebene Landvolk* : journal du *Bauernverband der Vertriebenen*, association des agriculteurs expulsés
- *Deutsche Rundschau* : ?
- *Deutsche Umschau* : journal de la section de Rhénanie-du-Nord-Westphalie du BdV
- *Deutsche Zeitung* : ?
- *Deutschland-Magazin* : journal de la *Deutschland-Stiftung*, association national-conservatrice
- *Deutschland-Union-Dienst* : service de presse du groupe parlementaire de la CDU/CSU au Bundestag (depuis 1949). Il traite tous les sujets, y compris la politique destinée aux expulsés
- *Die Presse* : journal quotidien autrichien
- *Die Welt* : journal quotidien allemand
- *Deutscher Ostdienst (DOD)* : journal mensuel du BdV (hebdomadaire jusqu'en 2002)
- *Focus* : magazine hebdomadaire allemand
- Focus online : site internet du magazine homonyme
- *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)* : journal quotidien allemand
- *Frankensteiner-Münsterberger Heimatblatt* : journal d'expulsés de Silésie
- *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* : édition du dimanche du FAZ
- *Frankfurter Rundschau* : journal quotidien allemand
- *Gesamtdeutsche Nachrichten und Kommentare (GNK)* : service de presse de la CDU/CSU (1976-1994)
- *Heidenheimer Neue Presse* : journal quotidien de Heidenheim
- *Heimatbrief Saazerland* : journal d'expulsés des Sudètes
- *Hessische/Niedersächsische Allgemeine (HNA)* : journal quotidien de Hesse et Basse-Saxe
- *Der Heimatvertriebene – der Flüchtling (Huf)* : service de presse de la CDU (1961-1966) destiné à la presse des expulsés
- *Heimatvertriebenenpressediens (hvp)* : service de presse du *Göttinger Arbeitskreis*

- Idea : agence de presse protestante
- *IK-Nachrichten* : publication mensuelle de l'organisation catholique « Pro Sancta Ecclesia »
- IMU (Institut für Marktorientierte Unternehmensführung) : institut économique
- *Informationsdienst für Aussiedler und Vertriebene* : publication de la CDU/CSU (depuis 2002) destinée aux expulsés
- IWO : ?
- *Junge Freiheit* : journal hebdomadaire allemand
- *Kulturpolitische Korrespondenz (KK)* : journal de la *Stiftung Ostdeutscher Kulturrat*
- KNA (Katholische Nachrichtenagentur) : agence de presse catholique
- *Kurier der christlichen Mitte* : journal mensuel du parti politique « Christliche Mitte – Für ein Deutschland nach GOTTES Gebot »
- *La Stampa* : journal quotidien italien
- *Laubaner Tageblatt* : journal d'expulsés de Silésie
- *Le Figaro* : journal quotidien français
- *Lüdenscheider Nachrichten* : journal quotidien de Lüdenscheid
- *Luxemburger Wort* : plus grand journal quotidien du Luxembourg
- *Märkische Allgemeine* : journal quotidien du Brandebourg
- *Meiheemt* : journal des expulsés de Bohême
- mid : ?
- NG : ?
- *Nordkurier* : journal quotidien du Mecklembourg-Poméranie
- OKR : *Stiftung Ostdeutscher Kulturrat*
- opp : ?
- oprM : ?
- oprM Berlin : ?
- oprS (Warschau) : ?
- OsmiPress (Gesellschaft zur Förderung der ost- und mitteldeutschen Heimatpresse) : maison d'édition allemande
- *Ostpreußenblatt* : journal hebdomadaire, publication officielle de la *Landsmannschaft Ostpreußen* jusqu'en 2003
- *Paneuropa-intern* : publication de l'organisation *paneuropa*
- *Preußische Allgemeine Zeitung (PAZ)* : journal hebdomadaire, publication officielle de la *Landsmannschaft Ostpreußen* depuis 2003
- *Pforzheimer Zeitung* : journal quotidien de Pforzheim
- *Postimees* : grand journal quotidien d'Estonie
- Pressedienst der Altösterreicher : service de presse de l'association des *Landsmannschaften* d'Autriche (VLÖ)
- Pressedienst Schlesien (pds) : service de presse pour les expulsés de Silésie
- *PZ-Extra – Wir in Europa* : journal d'annonces allemand
- Reuter : agence de presse généraliste
- *Rhein-Neckar-Zeitung* : journal quotidien de Bade-Wurtemberg
- *Rzeczpospolita* : deuxième plus grand journal quotidien polonais
- *Schlesier im Landkreis Miltenberg* : journal d'expulsés de Silésie
- *Schlesische Bergwacht* : journal d'expulsés de Silésie

- *Schlesischer Gebirgsbote* : journal d'expulsés de Silésie
- *Schlesische Nachrichten (SN)* : journal officiel bimensuel de la *Landsmannschaft Schlesien*
- *Schlesisches Wochenblatt* : journal hebdomadaire germanophone pour la minorité allemande d'Opole
- *Stimme des Invaliden* : ?
- *Süddeutsche Zeitung* : journal quotidien allemand
- *Sudetenpost* : journal mensuel d'expulsés des sudètes ; publication officielle de la *Landsmannschaft* des Sudètes en Autriche
- s.u.e. : ?
- *Tag des Herrn* : journal hebdomadaire catholique allemand
- tm : ?
- *Tygodnik Powszechny* : journal hebdomadaire catholique polonais
- *Unser Oberschlesien* : journal bimensuel d'expulsés de Haute-Silésie
- VLÖ (Verband der volksdeutschen Landsmannschaften Österreichs) : association des *Landsmannschaften* en Autriche
- *Volksbote* : ?
- *Welt am Sonntag* : édition dominicale du journal quotidien allemand *Die Welt*
- *Westdeutsche Allgemeine Zeitung* : journal quotidien allemand
- *Westfalen-Blatt* : journal quotidien régional allemand
- *Westfalenpost* : journal quotidien régional allemand
- *Westfälische Rundschau* : journal quotidien régional allemand
- *Wprost* : magazine hebdomadaire polonais
- *Die Zeit* : journal hebdomadaire allemand
- *Ziemia Kłodzka* : magazine mensuel germano-tchéco-polonais

## Annexe D : Registre d'organisations

AGMO<sup>2668</sup> : organisation de soutien à la minorité allemande vivant au-delà de la ligne Oder-Neisse fondée en 1980 sous le nom « Groupe d'étude sur les atteintes aux droits de l'homme en Allemagne de l'est » (= « Arbeitsgemeinschaft Menschenrechtsverletzungen in Ostdeutschland »). Elle s'appelle depuis 1990 « Société d'assistance aux Allemands de Silésie, Brandebourg oriental, Poméranie, Prusse orientale et occidentale » (= « Gesellschaft zur Unterstützung der Deutschen in Schlesien, Ostbrandenburg, Pommern, Ost- und Westpreußen »).

BdV (Bund der Vertriebenen)<sup>2669</sup> : plus grande organisation représentative des expulsés fondée en 1957. Elle est incontournable dans toutes les questions publiques touchant les expulsés. Son orientation politique oscille entre le conservatisme et l'extrême droite, selon les périodes et les personnalités dirigeantes.

Göttinger Arbeitskreis<sup>2670</sup> : Groupe d'étude fondé en 1946 par des scientifiques originaires de l'est allemand. Il s'intéresse à l'histoire et à la culture des territoires de l'est et aux revendications politiques des expulsés. Il publie à la fin des années 1940 un recueil de témoignages sur l'aide apportée aux expulsés par des Polonais durant l'expulsion<sup>2671</sup>. Son service de presse, le hvp, dirigé par Karl Kurth est une référence pour beaucoup de journaux d'expulsés jusqu'au début des années 1970.

OMV / Ost- und Mitteldeutsche Vereinigung der CDU<sup>2672</sup> : Organisation qui rassemble les députés du parti conservateur sensibles à la cause des expulsés. Elle fut présidée par Herbert Hupka de 1973 à 1989. Helmut Sauer la dirige depuis 1989. Elle défend la cause des expulsés mais aussi des *Aussiedler* au sein de la CDU.

Paneuropa<sup>2673</sup> : organisation fondée en 1923. Elle vise à établir une Europe très conservatrice forte, dirigée par une Allemagne rétablie dans ses frontières de 1937. Otto von Habsburg en fut le président international<sup>2674</sup>.

Preußische Treuhand<sup>2675</sup> : société fiduciaire créée en novembre 2000 à l'initiative de la *Landmannschaft Ostpreußen*. Indépendante du BdV, elle a pour objectif d'obtenir de la part de la Pologne des réparations pour les biens perdus par les Allemands lors de l'expulsion en usant de tous les recours judiciaires possibles.

---

<sup>2668</sup> Cf. site officiel sur [www.agmo.de](http://www.agmo.de) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2669</sup> Cf. site officiel sur [www.bund-der-vertriebenen.de](http://www.bund-der-vertriebenen.de) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2670</sup> Cf. site officiel sur [www.goettinger-arbeitskreis.de](http://www.goettinger-arbeitskreis.de) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2671</sup> Göttinger Arbeitskreis (éd.), *Dokumente der Menschlichkeit im Zeitalter der Massenaustreibungen*, Holzner, Kitzingen/Main, 1950.

<sup>2672</sup> Cf. site officiel sur [www.omv.cdu.de](http://www.omv.cdu.de) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2673</sup> Cf. site officiel sur [www.paneuropa.org/de](http://www.paneuropa.org/de) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2674</sup> MECKLENBURG, *Rechtsextremismus*, p. 205-207.

<sup>2675</sup> Cf. site officiel sur [www.preussische-treuhand.org](http://www.preussische-treuhand.org) ; page consultée le 16 septembre 2012.

Pro Sancta Ecclesia<sup>2676</sup> : organisation catholique fondée en 2000 pour défendre les traditions et les structures de l'Eglise catholique. Elle publie une dizaine de fois par an *IK-Nachrichten*.

Stiftung Ostdeutscher Kulturrat (OKR)<sup>2677</sup> : association fondée en 1950. *Der gemeinsame Weg* et *Kulturpolitische Korrespondenz* font partie de ses publications régulières. Elle défend l'héritage culturel de la présence allemande à l'est.

---

<sup>2676</sup> Cf. site officiel sur [www.pro-sancta-ecclesia.de](http://www.pro-sancta-ecclesia.de) ; page consultée le 16 septembre 2012.

<sup>2677</sup> Cf. site officiel sur [www.ostdeutscher-kulturrat.de](http://www.ostdeutscher-kulturrat.de) ; page consultée le 16 septembre 2012.

## **Annexe E : Annonces publiées dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung***

Les annonces sont reproduites telles qu'elles ont été publiées (caractères gras, italiques, taille de caractères).

Annonce n°1 :

### **Wer sagt die Wahrheit?**

**Die Republik Polen:** „Auf Grund einer ganzen Reihe von polnischen Verstaatlichungsgesetzen ist das Vermögen des III. Reiches und der deutschen Privatpersonen zum Vermögen des polnischen Staatsschutzes geworden.“  
(Zitat Botschaft der Republik Polen in Köln, 1998)

### **O D E R**

**Die Bundesregierung Deutschland:** „Dementsprechend hat die Bundesregierung auch nie auf vermögensrechtliche Ansprüche Deutscher gegenüber Polen verzichtet. Sie hat dies weder mit dem Abschluß des Grenzvertrages vom 14. 11. 1990 noch des Nachbarschafts- und Freundschaftsvertrages vom 17. 6. 1991 getan. Bei den schwierigen Verhandlungen zu diesem Vertrag ist es der Bundesregierung vielmehr gelungen, die Vermögensfrage offenzuhalten.“ (Zitat Dr. Theo Waigel, Bundesminister der Finanzen, 1996)

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**

Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

Telefon (0 23 51) 86 00 44

### **Qui dit la vérité ?**

**La république de Pologne :** « En raison d'un grand nombre de lois de nationalisations polonaises, les biens du IIIe Reich et des particuliers allemands sont devenus propriété de l'Etat polonais. »  
(citation de l'ambassade de Pologne à Cologne, 1998)

### **O U B I E N**

**Le gouvernement allemand :** « En conséquence, le gouvernement allemand n'a jamais renoncé aux revendications patrimoniales que portent les Allemands contre la Pologne. Elle ne l'a fait ni avec la signature du Traité frontalier du 14/11/1990 ni avec le Traité de bon voisinage du 17/06/1991. Lors des négociations de ce traité difficile, il est au contraire parvenu à maintenir ouverte la question patrimoniale. » (citation de Theo Waigel, ministre des finances, 1996)

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**

Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

Téléphone (0 23 51) 86 00 44

FAZ, n°163, 17 juillet 1998, p. 5 (rubrique « Politique »)

Annonce n°2 :

**EU-Osterweiterung**

**mit polnischen Enteignungs-  
und Vertreibungsdekreten,  
Herr Kohl?**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

**Elargissement de l'UE**

**avec les décrets polonais  
d'expropriation et d'expulsion,  
M. Kohl ?**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

*FAZ, n°169, 24 juillet 1998, p. 5 (rubrique « Politique »)*

Annonce n°3 :

**UN-Menschenrechte?**

**Ja, aber nicht für deutsche  
Heimatvertriebene!**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

**Droits de l'homme de l'ONU ?**

**Oui, mais pas pour les expulsés  
allemands**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

*FAZ, n°175, 31 juillet 1998, p. 4 (rubrique « Politique »)*

Annonce n°4 :

## **EU-Osterweiterung**

Wann bestätigen Bonn und Warschau, daß  
**durch den Grenzvertrag vom  
14. 11. 1990 und  
durch das Vertragspaket zum  
Zwei+Vier-Vertrag vom  
12. 9. 1990**

auf das private Eigentum der deutschen Heimatvertriebenen verzichtet wurde, um damit Reparationen an Polen zu zahlen, woran der Briefwechsel der Außenminister vom 17. 6. 1991 in Ziffer 5 nichts geändert hat, weil er sich nur auf den Nachbarschaftsvertrag vom 17. 6. 1991 und nicht auf den entscheidenden Grenzvertrag bezieht?

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

## **Elargissement de l'UE**

Quand est-ce que Bonn et Varsovie confirmeront qu'avec  
**le Traité frontalier du 14/11/1990  
et  
l'ensemble des Traités 2+4 du  
12/09/1990,**

on a renoncé aux biens privés des expulsés allemands pour payer ainsi des réparations à la Pologne, ce à quoi l'échange de lettres des ministres des Affaires étrangères du 17/06/1991 paragraphe 5 n'a rien changé parce qu'il ne concernait que le Traité de bon voisinage du 17/06/1991 et pas le traité décisif sur les frontières.

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

FAZ, n°187, 14 août 1998, p. 5 (rubrique « Politique »)

Annonce n°5 :

### **EU-Osterweiterung**

**mit fortbestehenden  
polnischen Enteignungs-  
und Vertreibungsdekreten?**

Die Vertreibung von ca. neun Millionen Menschen aus den Ostprovinzen des Deutschen Reiches war Völkermord. Ca. zwei Millionen kamen dabei um.

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

### **Elargissement de l'UE**

**Avec des décrets polonais  
d'expropriation et d'expulsion  
encore valides ?**

L'expulsion de près de 9 millions de personnes des provinces de l'est du Reich allemand a été un génocide. Avec près de 2 millions de morts.

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

FAZ, n°200, 29 août 1998, p. 2 (rubrique « Politique »)

Annonce n°6 :

### **EU-Osterweiterung?**

**Der entschädigungslose Entzug  
deutschen Vermögens durch Polen  
ist Konfiskation!**

**Die Vertreibung war Völkermord!**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

### **Elargissement de l'UE ?**

**Le retrait sans dédommagement  
des biens allemands par la Pologne  
est une confiscation !**

**L'expulsion a été un génocide !**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

FAZ, n°212, 12 septembre 1998, p. 10 (rubrique « Allemagne et le monde »)

Annonce n°7 :

## **EU-Osterweiterung?**

**Der entschädigungslose Entzug  
deutschen Vermögens durch Polen  
ist Konfiskation!**

**Die Vertreibung war Völkermord!**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

## **Elargissement de l'UE ?**

**Le retrait sans dédommagement  
des biens allemands par la Pologne  
est une confiscation !**

**L'expulsion a été un génocide !**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

*FAZ, n°218, 19 septembre 1998, p. 4 (rubrique « Politique »)*

Annonce n°8 :

## **Vertreibung**

**Heute Kosovo –  
Schlesien gestern**

**Wir warten seit über 50 Jahren  
auf Gerechtigkeit!**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

## **Expulsion**

**Aujourd'hui le Kosovo -  
la Silésie hier**

**Nous attendons la justice depuis  
plus de 50 ans !**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

*FAZ, n°156, 9 juillet 1999, p. 4 (rubrique « Politique »)*

Annonce n°9 :

## **Vertreibung**

**Polnische Enteignungs- und  
Vertreibungsdekrete bis heute  
für deutsche Heimatvertriebene**

**NATO- /UNO-Einsatz  
für Kosovo-Vertriebene!**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

## **Expulsion**

**Décrets polonais d'expropriation et  
d'expulsion jusqu'à aujourd'hui pour  
les expulsés allemands**

**Mission de l'OTAN et l'ONU pour les  
expulsés du Kosovo !**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

FAZ, n°186, 13 août 1999, p. 4 (rubrique « Politique »)

Annonce n°10 :

## **EU-Osterweiterung**

**mit polnischen Enteignungs-  
und Vertreibungsdekreten,  
Herr Schröder?**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

## **Elargissement de l'UE**

**avec les décrets polonais  
d'expropriation et d'expulsion,  
M. Schröder ?**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

FAZ, n°216, 17 septembre 1999, p. 7 (rubrique « Politique »)

Annonce n°11 :

**Die ignorierte Vertreibung**

**Der entschädigungslose Entzug  
deutschen Vermögens durch Polen  
ist Konfiskation!**

**Die Vertreibung war Völkermord!**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

**L'expulsion ignorée**

**Le retrait sans dédommagement  
des biens allemands par la Pologne  
est une confiscation !**

**L'expulsion a été un génocide !**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

FAZ, n°246, 22 octobre 1999, p. 35 (rubrique « Marchés financiers »)

Annonce n°12 :

**Die ignorierte Vertreibung**

**Der entschädigungslose Entzug  
deutschen Vermögens durch Polen  
ist Konfiskation!**

**Die Vertreibung war Völkermord!**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

**L'expulsion ignorée**

**Le retrait sans dédommagement  
des biens allemands par la Pologne  
est une confiscation !**

**L'expulsion a été un génocide !**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

FAZ, n°252, 29 octobre 1999, p. 36 (rubrique « Marchés financiers »)

Annonce n°13 :

## **Vertreibung**

**Polnische Enteignungs- und  
Vertreibungsdekrete bis heute  
für deutsche Heimatvertriebene**

**NATO- /UNO-Einsatz  
für Kosovo-Vertriebene!**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

## **Expulsion**

**Décrets polonais d'expropriation et  
d'expulsion jusqu'à aujourd'hui pour  
les expulsés allemands**

**Mission de l'OTAN et l'ONU pour les  
expulsés du Kosovo !**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

FAZ, n°29, 4 février 2000, p. 4 (rubrique « Politique »)

Annonce n°14 :

## **EU-Osterweiterung**

**mit polnischen Enteignungs-  
und Vertreibungsdekreten,  
Herr Schröder?**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Telefon (0 23 51) 86 00 44

## **Elargissement de l'UE**

**avec les décrets polonais  
d'expropriation et d'expulsion,  
M. Schröder ?**

**Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch**  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid  
Téléphone (0 23 51) 86 00 44

FAZ, n°89, 14 avril 2000, p. 4 (rubrique « Politique »)

Annonce n°15 :

## **EU-Osterweiterung**

**„Wertegemeinschaft EU“  
mit polnischen  
Vertreibungsdekreten?**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

## **Elargissement de l'UE**

**« L'UE, communauté de valeurs »  
avec des décrets d'expulsion  
polonais ?**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

FAZ, n°138, 16 juin 2000, p. 4 (rubrique « Politique »)

Annonce n°16 :

### **EU-Osterweiterung**

**„Wertegemeinschaft EU“  
mit polnischen Vertreibungs- und  
Enteignungsdekreten?**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

### **Elargissement de l'UE**

**« L'UE, communauté de valeurs »  
avec des décrets d'expulsion et  
d'expropriation polonais ?**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

FAZ, n°40, 16 février 2001, p. 40, p. 8 (rubrique « Politique »)

Annonce n°17 :

### **EU-Osterweiterung**

**Eine EU, die Deutschland zwingen  
kann, britisches Rindfleisch  
einzuführen, kann auch Polen  
zwingen, die polnischen  
Vertreibungs-  
und Enteignungsdekrete  
aufzuheben.**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

### **Elargissement de l'UE**

**Une UE qui peut forcer  
l'Allemagne à importer du bœuf  
britannique peut bien forcer la  
Pologne à lever les décrets  
polonais d'expulsion et  
d'expropriation.**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Worthstraße 40, 58511 Lüdenscheid

FAZ, n°160, 13 juillet 2001, p. 6 (rubrique « Politique »)

Annonce n°18 :

**60 Jahre – unvergessen**

**Wir trauern um  
2,8 Millionen Opfer,  
die bei Flucht und Vertreibung  
aus den Ostprovinzen des  
Deutschen Reiches und Osteuropa  
ihr Leben verloren.**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Brüderstraße 7, 58507 Lüdenscheid

**60 ans après - inoubliés**

**Nous pleurons  
2,8 millions de victimes  
qui ont perdu la vie lors de la fuite  
et de l'expulsion des provinces  
d'Est du Reich allemand et  
d'Europe de l'Est.**

Brigitte Lambiel – Peter Großpietsch  
Brüderstraße 7, 58507 Lüdenscheid

*FAZ, n°143, 23 juin 2006, p. 4 (rubrique « Politique »)*

## **Annexe F : Registre des principales personnes citées**

Bartsch Alois : né en 1902 à Mittelsteine. Enseignant et poète de la *Heimat*. Co-fondateur et co-rédacteur du *GB* de 1950 à sa mort en 1982.

Czaja Herbert : né à Teschen (Haute-Silésie) en 1914, il fut député CDU au *Bundestag* de 1953 à 1990 et président du BdV de 1970 à 1994. Il vote contre la résolution sur la frontière germano-polonaise en 1990 et contre le Traité d'unification.

Goebel Georg : né à Albendorf en 1900. Il est le dernier prêtre de Rosenthal. Engagé dans l'organisation politique des expulsés en zone d'occupation britannique, il est l'un des précurseurs de la presse des expulsés avec la publication de *Ostdeutsche Vertriebenne-Korrespondenz* dès 1947. Co-fondateur et co-rédacteur du *GB* de 1950 à sa mort en 1965.

Gröger Herbert : né en 1923 à Hollenau. Après une carrière dans l'industrie, il est le rédacteur en chef du *GB* de 1989 à 1995.

Großpietsch Peter : né en 1935 d'une riche famille de Glatz. Rédacteur en chef du *GB* depuis 1995, il est aussi président de la *Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V.* (et éditeur du *GB* depuis 1984) et vice-président de la *Landsmannschaft Schlesien*.

Habsbourg Otto von : Fils aîné du dernier empereur d'Autriche, il a dirigé (vice-président à partir de 1957, puis président de 1973 à 2004) l'association Paneuropa. Elu député (CSU) au parlement européen en 1979, il siège jusqu'en 1999.

Hohmann Martin : député (CDU) au *Bundestag* de 1998 à 2005. Il est exclu de son parti après un discours au ton antisémite tenu le 3 octobre 2003.

Horschler Thomas : petit-fils d'Alois Bartsch. Né en 1959, il est étudiant lorsqu'il devient rédacteur en chef du *GB* en 1981. Il rompt tout lien avec le journal à son départ en 1989. Il dirige aujourd'hui une agence de communication à Unna.

Hupka Herbert : né à Ceylan en 1915, il préside la *Landsmannschaft Schlesien* de 1968 à 2000. Député SPD au *Bundestag* depuis 1969, il passe dans le camp conservateur pour protester contre le Traité de Varsovie en 1972.

Jung Franz : dernier responsable apostolique du Comté de Glatz. Depuis Münster où il vit, il est aussi très actif dans la vie de la minorité allemande de Glatz qu'il soutient moralement et financièrement. Il est contraint de quitter ses fonctions en raison de son âge en 2011.

Kather Linus : il quitte la CDU en 1954 pour s'engager dans le BHE. Il s'engage à la fin des années 1960 dans le NPD puis des organisations proches de ce parti.

Lambiel Brigitte : fille de Hauts-Silésiens née en 1948 à Altena. Elle possède la nationalité suisse. Elle travaille à la rédaction du *GB* depuis 1992.

Pawelka Rudi : né en 1940 à Breslau, il dirige la *Landsmannschaft Schlesien* depuis 2000. Il est membre de la CDU et co-fondateur de la *Preußische Treuhand* qu'il dirige.

Pietsch Michael : né en 1958 à Cassel de parents silésiens. Il est conseiller municipal (CDU) à Mayence, vice-président de l'OMV et président de la *Schlesische Landesvertretung* (instance dirigeante de la *Landsmannschaft Schlesien*).

Rinke Walter : né à Kattowitz en 1895, il est député CSU au *Bundestag* de 1953 à 1957. Il fonde puis dirige la *Landsmannschaft Schlesien* jusqu'en 1954.

Sauer Helmut : né en Silésie en décembre 1945, il est le petit-neveu de Hans Lukaschek, ministre fédéral des Expulsés de 1949 à 1953. Il siège (CDU) au *Bundestag* de 1972 à 1994. Il préside l'OMV depuis 1989 (et siège à ce titre à la direction de la CDU). Il est aussi vice-président du BdV et président de la section de Basse-Saxe de la *Landsmannschaft Schlesien* depuis 1982. Il vote contre la résolution sur la frontière germano-polonaise en 1990 et contre le Traité d'unification.

Steinbach Erika : née en 1943 à Rahmel (Prusse occidentale occupée par le IIIe Reich) d'un père soldat de la Luftwaffe et d'une mère fonctionnaire. Elle fuit vers le Schleswig-Holstein en janvier 1945. Députée CDU au *Bundestag* depuis 1990, elle devient présidente du BdV en 1998. Elle a voté contre le Traité frontalier germano-polonais de 1991. Elle préside la Fondation pour un Centre contre les expulsions.

Windelen Heinrich : né en Silésie en 1921, il est député (CDU) au *Bundestag* de 1957 à 1990. Il devient brièvement ministre fédéral des Expulsés en 1969, puis ministre des Relations interallemandes de 1983 à 1987. Il vote contre la résolution sur la frontière germano-polonaise en 1990 et contre le Traité d'unification.

## **Annexe G : Liste des dirigeants du *Grafschafter Bote***

### Rédacteurs en chef:

Georg Goebel (co-fondateur et co-rédacteur) : 1950 - 1965

Alois Bartsch (co-fondateur et co-rédacteur) : 1950 – 1982

Thomas Horschler : 1982 – 1989

Herbert Gröger : 1989 – 1995

Peter Großpietsch : 1995 -

### Gérantes :

Hedwig Walter : 1950 – 1981

Christine Meier : 1982 – 1992

Brigitte Lambiel : 1992 -

## **Annexe H : Citations originales dans le *Grafschafter Bote***

« *Wir sind unserer Heimat verpflichtet. Sie uns geistig zu erhalten, sie uns wieder zu erringen oder neu zu schaffen, ist uns nur in einmütigem Zusammenstehen und Zusammenrücken möglich. (...) Aus allen diesen Gründen ist die Zentralstelle der Grafschafter und ihr Mitteilungs- und Informationsblatt „Der Grafschafter Bote“ unbedingt notwendig. Es gehört daher in jede Grafschafter Familie.* »<sup>2678</sup>

« *Das Wenige aber, was herausgerettet werden konnte, was erhalten geblieben ist, darf niemals verlorengelassen werden. Es ist unser heiligstes Vermächtnis der Heimat gegenüber, den Vätern, den Ahnen (...). Wir sind es unter allen Umständen der Heimat schuldig, Kultur, Volkstum, Sitte und Art weiter zu tragen, zu fördern und sie nicht in der Fremde untergehen zu lassen. Wir Alten werden in der Fremde nicht verfremden, aber die Jugend ist in Gefahr, zu ihr kann man nicht oft genug von der Heimat sprechen, dem kulturellen Leben daheim, kurzum „wie ’s daheim war“.* »<sup>2679</sup>

« *Wir werden laufend über alle unsere Landsleute interessierenden wirtschaftlichen und politischen Vorgänge berichten und Stellung nehmen zu den Dingen, die uns als Volksgruppe berühren. Um aber in allen Fällen auch erfolgreich arbeiten und Euch beraten zu können, ist auch Eure Mitarbeit erforderlich. (...) Eure Mitarbeit ist zum Aufbau unbedingt notwendig.* »<sup>2680</sup>

« *Es sollen dabei die Probleme der Heimatvertriebenen objektiv beleuchtet und versucht werden, die Spannungen zwischen Einheimischen und Vertriebenen zu beseitigen.* »<sup>2681</sup>

« *Es ist erschütternd, mit wieviel Liebe der Weihnachtspfarrrbrief und die erste Nummer des „G.B.“ gerade von unseren Landsleuten in der russ. Zone aufgenommen worden sind. Die Sehnsucht nach heimatlichen Klängen, nach Berichten aus und über die Heimat ist ihnen wie Balsam für ihre wunde Seele.* »<sup>2682</sup>

« *Die wichtigste Aufgabe auch der Verbindungsleute der Heimatorte ist die Förderung der völligen lebensnotwendigen Einigkeit der Vertriebenen unter Fernhaltung jeglicher Gegensätze persönlicher, politischer oder sonstiger Art in allen Vereinigungen und Verbänden, denn nur bei restlos einigem Zusammenstehen können die Vertriebenen mit ihrer gerechten Forderung auf ihr Heimatrecht im Osten und ihr Menschenrecht im Westen vor aller Welt Eindruck machen.* »<sup>2683</sup>

---

<sup>2678</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 50/1, p. 4.

<sup>2679</sup> Article publié dans GB 50/2, p. 3-4.

<sup>2680</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 50/2, p. 4.

<sup>2681</sup> Article publié dans GB 50/3, p. 7.

<sup>2682</sup> Article publié dans GB 50/2, p. 5.

<sup>2683</sup> Article publié dans GB 50/5, p. 7.

« Auch die Menschen, mit denen wir jetzt unser Leben zusammen führen, sind von einem anderen Schlage als unsere Landsleute daheim. Sie sprechen eine andere Mundart, haben andere Sitten und Gebräuche, feiern andere Feste, und auch sonst unterscheidet sich ihre Lebensart in vielem von der uns eigenen. Die meisten von uns, fast alle, leiden unter diesen veränderten Lebensbedingungen, ganz abgesehen davon, daß wir Vertriebenen von der allgemeinen Arbeitslosigkeit und der Wohnungsnot den größten Teil zu tragen haben. All diese Umstände tragen wenig dazu bei, daß wir hier im fremden Lande heimisch werden. »<sup>2684</sup>

« Im Monat Juni 1950 erhielten Deutsche in Glatz ein in Westdeutschland erschienenes Heimatblatt zugesandt, in dem u. a. ein gegen Polen gerichteter Artikel stand. Auf irgend eine Weise haben die Polen das Blatt in die Hände bekommen und den Deutschen in Reinerz den Prozeß gemacht. Die Höchststrafe lautete auf 8 Jahre Zuchthaus, die niedrigste Strafe auf zwei Jahre Zuchthaus. »<sup>2685</sup>

« Trotz der Verarmung und gerade deswegen muß es jetzt schon ein fester Grundsatz aller Glatzschafter werden, einander auch in der Fremde zu unterstützen, ihre Handwerker, Handel- und Gewerbetreibenden soweit als möglich zu bevorzugen, ihren Bekannten zur Kenntnis kommende offenstehende Existenzmöglichkeiten sowie bessere Arbeits- und Verdienstmöglichkeiten mitzuteilen. Nur wer den festen Zusammenhalt der Vertriebenen und die hierzu erforderliche Unabhängigkeit fördert und nicht hemmt, hat auch ein Recht, die Rückgabe der Heimat zu verlangen. Ohne Zusammenhalt ist auch die Rückkehr gefährdet. »<sup>2686</sup>

« Da das ostdeutsche Bauerntum in seiner Erhaltung auch eine weitere Vorbedingung für die Rückkehrmöglichkeit aller Vertriebenen bedeutet, soll durch eine Gesamt- und Sofortaktion auch das Land der westdeutschen Bauern ebenso wie in Finnland zur Erhaltung der vertriebenen Bauern herangezogen werden. So sind z. B. in Finnland 97% der vertriebenen 46 000 karelischen Bauern innerhalb von Monaten angesetzt worden, indem dort, da der Großgrundbesitz auch nicht ausreichte, die Bauern schon mit 100 Morgen 10% Landabgabe leisteten. »<sup>2687</sup>

« Zu allen Zeiten haben sich die Glatzler mannhaft gegen jeden Eindringling gewehrt und ihr Ländchen verteidigt. Immer war es das Hohelied der Treue, das die Glatzler vor anderen auszeichnete. (...) Sollten wir ob solchen Beispiels auf unsere Heimat verzichten? »<sup>2688</sup>

« Die einen werden ihren Besitz behalten und noch reicher werden, und die anderen werden eben, weil kein Geld vorhanden ist, mit dem wenigen, das man ihnen zu geben beabsichtigt, zufrieden sein müssen. »<sup>2689</sup>

---

<sup>2684</sup> Article publié dans GB 50/5, p. 7.

<sup>2685</sup> Article publié dans GB 50/8, p. 5.

<sup>2686</sup> Article publié dans GB 50/8, p. 7-8.

<sup>2687</sup> Article publié dans GB 50/8, p. 8.

<sup>2688</sup> Article publié dans GB 50/10, p. 5.

<sup>2689</sup> Article publié dans GB 51/1, p. 5.

« Wir alle beobachten in unserem Exil, in Bayern, Franken, Schwaben, Rheinland, Niedersachsen, Schleswig und wo es noch sei, daß uns die „Westdeutschen“ in der Zähigkeit zur Erhaltung der Mundart und des Brauchtums beschämend hoch überlegen sind. Die pflegen ihre Mundart, während wir Grafschafter, Gott sei es geklagt, uns oft dieser schämen. »<sup>2690</sup>

« Es gibt Leute, die meinen, Auseinandersetzung und Verzögerung seien Absicht, um die Lösung weiter hinauszuschieben, um gleichsam der biologischen Regelung Vorschub zu leisten. Von den Alten sterben mehr und mehr, ohne daß sie in den Genuß des Lastenausgleichs gekommen sind und sich dadurch einen besseren Lebensabend gestalten können. »<sup>2691</sup>

« Im allgemeinen Sprachgebrauch wird häufig auch von Ostvertriebenen die russische Besatzungszone als Ostzone bezeichnet. Dabei wird vergessen, daß noch weiter östlich deutsche Gebiete liegen, die ja unsere Heimat darstellten. Wir müssen uns einmal überlegen, daß wir mit der falschen Bezeichnung „Ostzone“ für die russische Besatzungszone eigentlich unsere angestammte Heimat selbst abschreiben und damit Verrat an der Heimat begehen. (...) Richtig sind folgende Benennungen, die von uns stets gebraucht werden müssen: Die Sowjetzone ist Mitteldeutschland oder evtl. Mittelzone, unsere Heimatgebiete östlich der Oder/Neiße stellen die Ostzone dar. Grafschafter, achtet drauf! »<sup>2692</sup>

« Stadtverwaltung und Stadtvertretung der Bergstadt vereinigten sich mit dem am Sonntag gewählten Rat von Stadt und Kreis Glatz, um sich für alle Zeiten Freundschaft und Hilfe zu versprechen, im Kulturellen wie im Wirtschaftlichen, als Sache der Interessenverbundenheit wie der Herzen. Die vielen Ansprachen (...) waren sich vielmehr einig in der gesamtdeutschen Verpflichtung: Das ganze Deutschland soll es sein! Und es gibt kein Deutschland ohne den Osten. So gipfelte auch diese Feierstunde in der Forderung: Gebt uns die ostdeutsche Heimat wieder! »<sup>2693</sup>

« Bei aller parteipolitischen Neutralität, die einem Heimatblatt zu eigen sein muß, halten wir es doch für unsere Pflicht, vom heimatpolitischen Standpunkt aus einiges Grundsätzliche zur Wahlpropaganda zu sagen. »<sup>2694</sup>

« Neben diesem Positiven müssen wir aber auch feststellen, daß im BHE Ansichten und Auffassungen vertreten werden, mit denen wir nicht einverstanden sein können. Kraft glaubt, den BHE ohne ein festes weltanschauliches Fundament zu einem politischen Faktor machen

---

<sup>2690</sup> Article de Joseph A. Pausewang publié dans GB 51/1, p. 6.

<sup>2691</sup> Article de Georg Goebel publié dans GB 51/2, p. 2.

<sup>2692</sup> Article publié dans GB 51/11, p. 4.

<sup>2693</sup> Article publié dans GB 52/11, p. 1.

<sup>2694</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 53/6, p. 1-2.

zu können. (...) Der BHE wird seine kulturpolitischen Auffassungen einer Revision unterziehen müssen, wenn er politischer Sprecher der Ostdeutschen sein will. »<sup>2695</sup>

« Man war der Ansicht, daß 30% der ostdeutschen Wahlberechtigten aus ihrer christlichen und kirchlichen Haltung heraus christlich wählen; daß weitere 30% auf Grund ihrer alten Bindungen aus Tradition und Anhänglichkeit heraus sozialistisch und daß die übrigen 40%, parteipolitisch nicht festgelegt, z. T. noch abwartend und unschlüssig eine nicht zu unterschätzende Bedeutung für die bevorstehende Entscheidung hätten. »<sup>2696</sup>

« **Jeder Wahlberechtigte sieht in der Wahl des Bundestages eine moralische Pflicht und geht deswegen selbstverständlich zur Wahl.** »<sup>2697</sup>

« Aus der Kenntnis des Kommunismus, den jeder von uns am eigenen Leibe erlebte, kann kein Ostdeutscher einer Partei seine Stimme geben, die beabsichtigt, mit dem Kommunismus irgendwelche Kompromisse zu schließen. »<sup>2698</sup>

« Wer diese Invasion in Köln erlebt hat, der hatte den Eindruck, daß das Schlesiervolk aufgewacht ist und dies auch aller Welt zeigen will, zeigen will auch, daß es nicht einverstanden ist, daß die Heimat uns genommen wurde und geknechtet wird. Wie ein Protestschrei wirkte das Bekenntnis der Massen, wie eine Forderung: Schlesien bleibt deutsch! Gebt uns die Heimat wieder! »<sup>2699</sup>

« Wenn auch nicht alle dieser Fraktion angehörenden Abgeordneten Ostdeutsche sind, so hoffen wir doch in ihren Mitgliedern die Hüter und Wächter unserer ostdeutschen Belange zu sehen. »<sup>2700</sup>

« Ein wesentliches Merkmal des zweiten Deutschen Bundestages ist die Tatsache, daß er keine Extremisten, weder auf der Linken noch auf der Rechten enthält. Wir Ostvertriebenen begrüßen es außerordentlich, daß diese radikalen Elemente verschwunden sind, die im ersten Bundestag nicht selten Störungen hervorriefen. »<sup>2701</sup>

« Wenn wir auch noch nicht wissen, wann der Tag X einmal kommen wird, so muß es doch die wirklich ganz ernste Aufgabe aller Heimatbewußten sein, für den Tag in der Weise vorzusorgen, daß vor allem der landwirtschaftliche und bäuerliche Nachwuchs vorhanden ist. »<sup>2702</sup>

---

<sup>2695</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 53/6, p. 1-2.

<sup>2696</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 53/6, p. 1-2.

<sup>2697</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 53/9, p. 1-2.

<sup>2698</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 53/9, p. 1-2.

<sup>2699</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 53/9, p. 2.

<sup>2700</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 53/10, p. 1-2.

<sup>2701</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 53/10, p. 1-2.

<sup>2702</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 53/10, p. 2.

« Wir wollen uns bewußt sein, daß im europäischen Raum die bedeutungsvollste Rolle in der Abwehr dieser kommunistischen Infiltration oder gar Okkupation das deutsche Volk spielt. Diese Rolle gehört zur geschichtlichen Sendung des deutschen Volkes. Sie wird aber nur erfüllt werden können, wenn das deutsche Volk in sich einig und innerlich gesund ist. Voraussetzung für diese Gesundheit ist der erforderliche Lebensraum. Solange ein Drittel des notwendigen Lebensraumes dem deutschen Volke geraubt ist, wird es seine Aufgabe nicht erfüllen können.»<sup>2703</sup>

« Man hat in jüngster Zeit die Treffen der Ostvertriebenen als Surrogate der verlorenen Heimat bezeichnet, als Ersatz. Es mag sein, daß mancher in diesen Zusammenkünften wenigstens für Tage oder Stunden die Heimat wieder erlebt, Freunde trifft und Erinnerungen austauscht. Die Treffen sind aber wahrhaftig mehr. Sie sind Ausdruck unserer inneren Gesinnung, Zeugnis unseres Zusammengehörigkeitsgefühls und Stammesbewußtseins, sie sind aber vor allem eindrucksvolle Beweise unserer Unnachgiebigkeit gegen jedes Unrecht.»<sup>2704</sup>

« Diese Feststellung erinnert daran, daß einmal in Dörfern und Städten die größten Säle zu klein und heute die kleinsten Säle zu groß sind, daß wir gemeinsame ostdeutsche Chöre besaßen, die sich landsmannschaftlich aufsplitterten (...). Dies brachte Zersplitterung auf der untersten Ebene, viel Streit und Gegensätze, viel Zeit- u. Arbeitsverlust.»<sup>2705</sup>

« Von allen ostvertriebenen Landsleuten ist bestimmt der vertriebene Bauer am schlimmsten dran. Die meisten von ihnen befinden sich heut, nach acht bis neun Jahre nach der Vertreibung, noch in ganz untergeordneten Stellen, wenn sie nicht des Alters wegen irgendwo in einem Dachstübchen ihr Dasein vertrauern. (...) Ohne diesen Berufsstand des ostdeutschen Bauern ist eine Rückkehr in die Heimat schlechthin ausgeschlossen.»<sup>2706</sup>

« Während in der Zeit von 1871 bis 1918 in Frankreich die dauernde Forderung auf Rückgabe des abgetretenen Elsaß und Lothringens Ehrensache eines jeden Franzosen, insbesondere aller Franzosen von Rang und Bildung war, und eine französische Regierung, die diese Forderung nicht unterstützt hätte, gestürzt worden wäre, blieb die Forderung der Vertriebenen auf Rückgewinnung der Heimat in der Bundesrepublik ohne stärkeren Widerhall (...).»<sup>2707</sup>

« Was Dr. Hupka sagte, war mehr als ein falscher Zungenschlag. Es war ein vernichtendes, Unkenntnis der praktischen Heimatarbeit verratendes, selbstüberhebliches Urteil über die Arbeit der schlesischen Heimatblätter und die Männer, die seit 1947 in selbstloser Weise die Voraussetzungen schufen, durch die eine Landsmannschaft Schlesien wurde, in der heute Herr Hupka stellvertretender Vorsitzender ist.»<sup>2708</sup>

---

<sup>2703</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 54/7, p. 1-2.

<sup>2704</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 54/7 p. 1-2.

<sup>2705</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 55/2, p. 1-2.

<sup>2706</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 55/4, p. 9.

<sup>2707</sup> Article signé J.F.M. publié dans GB 55/8, p. 1-2.

<sup>2708</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 55/9, p. 1-2.

« Daß dabei unverantwortlicher Egoismus von seiten der westdeutschen Berufskollegen, parteipolitische Rücksichtnahmen in den Länderparlamenten, zu geringe Durchschlagskraft der Vertreter des ostdeutschen Bauernvolkes, der Mangel einer machtvoll geschlossenen Organisation und schließlich das Fehlen eines unabhängigen Organs dieser größten ostdeutschen Berufsgruppe eine Rolle spielen, ist zu allgemeiner Erkenntnis geworden. (...) In knapp 10 Jahren hat man die Berufstreue und Verbundenheit des ostdeutschen Bauern zur Scholle erstickt, abgedrosselt oder ihm verehelt. »<sup>2709</sup>

« Für alle Bundesdienststellen hat die Bundesregierung kürzlich einen Erlaß herausgegeben, in dem es heißt: „Es dürfen nur noch die folgenden Bezeichnungen angewendet werden: a) „Sowjetzone“ oder „Sowjetische Besatzungszone“ für das von der Sowjetunion besetzte Gebiet Mitteldeutschlands, b) „deutsche Ostgebiete unter fremder Verwaltung“ für die Ostgebiete jenseits der Oder-Neiße-Linie“. Sorgen wir dafür, daß das irreführende Wort „Ostzone“ endlich aus unserem Sprachgebrauch restlos, aber auch wirklich restlos verschwindet. »<sup>2710</sup>

« Alte und vor allem junge Graftschafter! Lest dieses Pamphlet! Merkt es euch und handelt! Vergeßt es nie! »<sup>2711</sup>

« Es geht beim Bundestreffen der Graftschaft Glatzer um mehr, als um ein Treffen schlechthin. Es geht um eine machtvolle Dokumentation unserer Geschlossenheit, um ein eindrucksvolles Bekenntnis unserer Treue – 10 Jahre nach der Vertreibung – um eine Festigung unserer Gemeinschaft, um eine befruchtende Begegnung mit unseren Paten und schließlich um eine Stärkung der heimatlichen Bindungen der Orts- und Kreisgemeinschaften in der Fremde. »<sup>2712</sup>

« Folgende Graftschafter Landsleute wurden in den letzten Wochen aus der Heimat ausgesiedelt (...). Wir freuen uns mit den Erwähnten, daß sie bei ihren Angehörigen Aufnahme gefunden haben. Wir begrüßen sie als Mitglieder unserer Heimatgruppe in der Fremde und stehen ihnen, soweit wie möglich, mit Rat und Tat zur Seite. »<sup>2713</sup>

« Wir haben es in den ersten Jahren unseres Vertriebenenschicksals erlebt, was eine Gemeinschaft bedeutet. Sie gibt nicht bloß Halt, sie hat Stoß- und Durchschlagskraft. (...) Wir Graftschafter lassen uns von der Entwicklung der letzten Jahre, dem Auflösungs- und Zerfallsprozeß nicht infizieren. Wir bleiben Gemeinschaft, wir stärken die Gemeinschaft. »<sup>2714</sup>

---

<sup>2709</sup> Article de Georg Goebel publié dans GB 55/9, p. 9.

<sup>2710</sup> Article publié dans GB 55/10 p. 2.

<sup>2711</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 55/12, p. 21.

<sup>2712</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 56/3, p. 1-2.

<sup>2713</sup> Article du Heimatgruppe Graftschaft Glatz publié dans GB 56/4, p. 2.

<sup>2714</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 56/5, p. 1-2.

« Wenn z.B. der Bundesvertriebenenminister vor einiger Zeit bei einem Besuch eines Bonner Gymnasiums feststellen mußte, daß in einer Primaner-Klasse niemand mehr die Hauptstadt des abgetrennten Ostpreußen wußte, keiner den Namen Königsberg dem Minister sagen konnte, so sollte uns das doch sehr nachdenklich stimmen! »<sup>2715</sup>

« Das Grafschafter Bauerntum steht mit seiner Jugend vor dem Untergang und beruflich vor dem Aussterben der alten Bauerngeschlechter. Die Rückbesiedlungsmöglichkeit der Grafschaft Glatz ist hierdurch gefährdet. »<sup>2716</sup>

« Wir erfuhren, daß am letzten Septembersonntag ein Sonderzug mit Schlesiern aus dem Kölner Raum zu einem Ernte- und Weinfest mit mehr als tausend Teilnehmern an die Mosel fuhr, und daß am kommenden Tage bei einer kulturellen Veranstaltung der Schlesier: „Schlesien – zehnfach schönes Land“ nur 30 Teilnehmer waren. »<sup>2717</sup>

« Wir haben Verständnis dafür, daß auch die Freude zu ihrem Recht kommt, daß das Wiedersehen „begossen“ wird. Aber das darf nicht das einzige sein. »<sup>2718</sup>

« Was mich bei der ganzen Sache am meisten beunruhigte und störte, das ist die Tatsache, daß 1. eine solche Angelegenheit in aller Öffentlichkeit und Breite so hingestellt wird, als sei dies die Meinung der meisten Vertriebenen und als würde dieses Verhältnis von Heimkehrwilligen und Nichtheimkehrwilligen zu Gunsten der letzteren überall bestehen, und 2. daß man mit dem Gedanken eines Kondominiums erneut spielt und damit vielleicht Stimmungsmache betreibt. »<sup>2719</sup>

« (...) ein Omen der Wiedervereinigung Deutschlands und der Heimkehr der noch getrennten deutschen Gebiete sah. »<sup>2720</sup>

« Wir haben alle die Überzeugung, daß auch die Polen, so wie die Franzosen, ein gutes nachbarschaftliches Verhältnis zu Deutschland wünschen. Sie gehören zum europäischen und christlichen Kulturkreis. Klugheit auf beiden Seiten wird uns näher bringen. »<sup>2721</sup>

« So sucht man das Heimatgefühl aus den Herzen zu verbannen, indem man unseren Menschen sagt: „Ihr seid nun schon zehn Jahre hier. Nun sprecht doch besser deutsch.“ Man meint damit die Heimatsprache, den Dialekt, der Gott sei Dank immer noch lebt und auch gesprochen wird. »<sup>2722</sup>

---

<sup>2715</sup> Article publié dans GB 56/6, p. 21.

<sup>2716</sup> Article de Georg Goebel publié dans GB 56/8, p. 1.

<sup>2717</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 56/11, p. 1-2.

<sup>2718</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 56/11, p. 1-2.

<sup>2719</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 56/12, p. 4.

<sup>2720</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 57/1, p. 1-2.

<sup>2721</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 57/1, p. 1-2.

<sup>2722</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 57/1, p. 4.

« *Es ist und bleibt aber gefährlich, irgend einem Schwätzer und heimatlosen Gesellen das Wort zu reden. Wisset, daß diese Menschen daraus Kapital zu schlagen verstehen und unserer Heimatarbeit nur schaden können. Darum: Bekennt euch mutig zu unserer Heimat! Verbiestet euch jede Beeinflussung zur Untreue an ihr. Entscheidet bei Befragungen irgendwelcher Art nie gegen die Heimat u. eure Landsleute. Wenn ihr nicht wortgewandt seid oder der Mut euch fehlt, dann schweigt wenigstens und wendet euch ab. Denkt immer an unser Gelöbnis: Fern, doch treu!* »<sup>2723</sup>

« **„Wir haben die Heimat verloren“**... Dieses manchem zu Herzen gehende, das Gemüt ansprechende Wort, können und dürfen wir nicht gebrauchen. Das Wort „verlorene Heimat“ kann zu der folgenschweren Annahme führen, daß wir auf die Heimat verzichten. »<sup>2724</sup>

« *Wir korrigieren jeden, der von der verlorenen Heimat, der alten Heimat, der Ostzone spricht. Ganz gleich ob das im privaten Gespräch, im Geschäftsleben oder in Versammlungen ist. Wir erheben sofort schriftlichen Einspruch - eine Postkarte genügt - wenn wir in Zeitungen und Zeitschriften oder im Rundfunk diese falschen, irreführenden und gefährlichen Ausdrücke lesen oder hören.* »<sup>2725</sup>

« *Hillmann kämpft weiter um sein Recht und um seine Felder. Er will sein Eigentum. Er will nicht immer der Sündenbock bleiben. (...) Er will nur sein Recht! Aber wird es ihm, dem Deutschen von der Warschauer Regierung zugestanden werden? Oder muß er weiter der Prügelknabe sein!* »<sup>2726</sup>

« *Es müßte und würde also auch eine neue Regierung, selbst unter anderer Führung, vermutlich dieselbe Außenpolitik treiben, wie sie bisher getrieben wurde, wenn man ein selbstmörderisches Vabanque-Spiel vermeiden will. Wäre es aber in einem solchen Falle überhaupt notwendig, die Männer zu wechseln?* »<sup>2727</sup>

« **An den Herrn Bundeskanzler Dr. Adenauer, Bonn. 58% der wahlberechtigten Ostdeutschen wählten CDU. Diese 4,03 Millionen CDU-Wähler erwarten kompromißlose Konsequenz der Bundesregierung gegenüber Anerkennung der Oder-Neiße-Linie durch Tito. Gez. Georg Goebel.** »<sup>2728</sup>

« *Hier ist es ruhig und sauber. Auch die Toiletten sind in Ordnung.* »<sup>2729</sup>

« (...) *sind die großen Kriegszerstörungen zu sehen. Sehr viele Türme sind nicht mehr, Häuser und Gehöfte stark beschädigt. (...) In den öden Fensterhöhlen des ausgebrannten Kamenzer Schlosses wohnt das Grauen. (...) Die große Neißebrücke (...) ist noch gesprengt,*

---

<sup>2723</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 57/1, p. 4.

<sup>2724</sup> Editorial signé Spectator publié dans GB 57/8, p. 1-2.

<sup>2725</sup> Editorial signé Spectator publié dans GB 57/8, p. 1-2.

<sup>2726</sup> Article (*Arbeiterstimme*) publié dans GB 57/8, p. 14.

<sup>2727</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 57/9, p. 1-2.

<sup>2728</sup> Télégramme de Georg Goebel à Konrad Adenauer publié dans GB 57/11, p. 2.

<sup>2729</sup> Article publié dans GB 58/2, p. 8-9.

*des gleichen die Brücke hinter dem „Römischen Bad“. (...) Von der früheren Sauberkeit ist nur wenig zu spüren. Zigeuner betteln die Gäste an. (...) macht sich schon der Verfall bemerkbar. (...) Trotzdem sind sie, wie übrigens überall, stark vergittert, was auf wenig Zutrauen zur Ehrlichkeit der heutigen Bewohner schließen läßt. (...) zeigen besonders starken Verfall. In der Böhmisches Straße sind ganze Häuserviertel völlig abgerissen. (...) Das Schloß ist völlig ausgeraubt, der Park total verwildert. (...) die unglaublichsten Szenen der Undiszipliniertheit abspielen. Viele Häuser sind gänzlich abgerissen. »<sup>2730</sup>*

*« Sogar die Wasserleitung (...) ist mit den neuen Bewohnern nicht einverstanden. Denn sie streikt und liefert nur noch eine unsaubere Flüssigkeit mit einem Druck, der kaum bis zum 1. Stockwerk reicht. »<sup>2731</sup>*

*« „Wie satt Ihr 'n die Denge?“, so werden wir oft mündlich und schriftlich gefragt. Die Fragenden meinen damit politische Ansichten, Auffassungen und Vorschläge, wie überhaupt Geschehnisse, die unser wesentliches Anliegen, die Wiedervereinigung und das Ostproblem betreffen, sie möchten gern unsere Ansichten, die Auffassungen in ostdeutscher Schau, hören, nachdem sie in der westdeutschen Tagespresse durchweg nur Vorschläge und Standpunkte hören, die unter parteipolitischen Perspektiven aufgezeigt werden. »<sup>2732</sup>*

*« Kein anderer als Universitäts-Professor Walter Hagemann-Münster der aus einer Verärgerung zu Bundeskanzler Adenauer in Opposition ging, und nun dem Kreis der Verzichtpolitiker angehört, fühlt sich bemüßigt, der deutschen Öffentlichkeit bezüglich der deutschen Ostgebiete Ratschläge zu geben. (...) Die unrealen Spekulationen des Herrn Prof. Hagemann werden uns vielmehr Anlaß sein, die Geschlossenheit der ostdeutschen Landsmannschaften noch mehr zu festigen, die Repräsentationen unserer ostdeutschen Provinzen derart zu unterbauen, daß man sie als Vertreter der legitimen Eigentümer der ostdeutschen Gebiete nicht mehr überhören kann. Über unseren Grund und Boden hat nicht Herr Prof. Hagemann-Münster und seine westdeutschen Genossen zu bestimmen, sondern einzig und allein wir. »<sup>2733</sup>*

*« Pius XII. war es, der als erster der Großen dieser Welt die Vertreibung als Unrecht hinstellte, der das Heimatrecht als göttliches Recht proklamierte, der in einem Rundschreiben an die deutschen Bischöfe Berücksichtigung und Eingliederung auf allen Gebieten forderte. »<sup>2734</sup>*

*« Nach den Worten des Bundesvertriebenenministers Dr. Oberländer hätte dann „Godesberg trotz der bedrückend vielen ungelösten Fragen mindestens die Voraussetzung zu einer Lösung*

---

<sup>2730</sup> Article publié dans GB 58/2, p. 8-9.

<sup>2731</sup> Article publié dans GB 58/2, p. 8-9.

<sup>2732</sup> Article de Georg Goebel publié dans GB 58/4, p. 11.

<sup>2733</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 58/8, p. 1-2.

<sup>2734</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 58/11, p. 1.

gebracht“. Nicht mehr ein einziger ostdeutscher Bauer darf im Westen die zweite Vertreibung erleiden. »<sup>2735</sup>

« Neuerungen aus Gesetzgebung, Verwaltung und Rechtsprechung, die insbesondere für Versorgungs- und Sozialrentner sowie für Unterhaltshilfe- u. Unterstützungsempfänger zur Wahrung ihrer Rechte wissenswert sind. Bearbeiter: Artur E. Bienert, Göttingen »<sup>2736</sup>

« Hast Du Dein Päckchen in die Zone geschickt? Denke daran: Unsere Freunde warten darauf. Schreibe auch dann und wann einige Zeilen. Unsere Freunde wollen wissen, daß wir an sie denken. »<sup>2737</sup>

« (...) in der Bundesrepublik bezeichnete ein Professor, der an der Universität Münster die künftigen jungen Zeitungleute ausbildet, Walter Hagemann, unser Berlin als ein „Krebsgeschwür“ – Er insbesondere verfißt eine „Konföderation“, das heißt eine „Wiedervereinigung“ nach Moskauer und Pankower Programm, bei dem der freie deutsche Westen die „Segnungen“ des sozialistischen Sklavensystems genießen soll. »<sup>2738</sup>

« Die Stadt Landeck (...) versinkt in Schutt und Trümmern. (...) Die Stadt bietet ein Bild des Grauens und der Verwahrlosung. Es gibt nur wenige Häuser, die noch in Ordnung sind. (...) Das Kino ist wegen Einsturzgefahr der Decke schon lange nicht mehr geöffnet. Die Häuser in der Sternstraße, wie auch viele Häuser in den Nebenstraßen, sind lange nicht mehr bewohnbar. (...) Die Läden am Laubengang des Landecker Ringes stünden leer, ihre Schaufenster seien mit Brettern vernagelt. Die wenigen offenen Geschäfte wiesen ein beispiellos niedriges Niveau auf. Von dem Eindruck der Kneipen am Marktplatz solle man lieber erst gar nicht sprechen. Die schönen Barockhäuser, einst der Schmuck der alten Straßen, seien von unachtsamen Mietern in einen derartigen Zustand versetzt worden, daß man sie nicht mehr reparieren könne, sondern abbrechen müsse. »<sup>2739</sup>

« Die Mieter – mit westlichen Gewohnheiten offenbar nicht vertraut – hatten verschiedentlich die Abflussrohre bis zur Höhe des zweiten Stockes mit Asche verstopft. »<sup>2740</sup>

« Dreizehn Jahre hat es gedauert, bis dieser umfassende Dokumentarbericht über die größte Völkerwanderung aller Zeiten, die Flucht und Austreibung von 14 Millionen Deutschen geschrieben wurde. »<sup>2741</sup>

« Bundesaußenminister v. Brentano hat in Rom vor deutschen Journalisten erklärt, er glaube nicht, daß Johannes XXIII. die kirchliche Ordnung in den polnisch verwalteten Gebieten anders als sein Vorgänger sehe. Von zuständiger vatikanischer Seite wurde dazu erklärt, daß

---

<sup>2735</sup> Article publié dans GB 59/1, p. 2.

<sup>2736</sup> Article publié dans GB 59/1, p. 6.

<sup>2737</sup> Encadré publié dans GB 59/1, p. 9.

<sup>2738</sup> Article (*Stimme des Invaliden*) publié dans GB 59/3, p. 1.

<sup>2739</sup> Article publié dans GB 59/4, p. 4.

<sup>2740</sup> Article publié dans GB 59/4, p. 4.

<sup>2741</sup> Article publié dans GB 59/6, p. 6.

*auch für das Pontifikat des neuen Papstes die traditionelle Richtschnur gelte, internationalen politischen Verträgen nicht vorzugreifen. Bisher bestehe aber kein Vertrag zur Regelung der deutsch-polnischen Grenze. »<sup>2742</sup>*

*« Erinnern wir uns, daß das Potsdamer Abkommen von 1945, also wiederum ein Vertrag, vorläufig Schlesien „unter polnische Verwaltung stellt“ bis zum Abschluß eines endgültigen Friedensvertrags. »<sup>2743</sup>*

*« Und gerade die Sowjetunion pocht auf den Grundsatz des Selbstbestimmungsrechtes, wenn es darum geht, farbigen Völkern zu ihrer Eigenexistenz zu verhelfen. (...) **Sind wir Deutsche, die wir eines der fähigsten Kulturvölker der Erde sind, von diesem Recht ausgeschlossen?** »<sup>2744</sup>*

*« 150 Millionen Menschen sind schätzungsweise in der ersten Hälfte dieses Jahrhunderts zu Flüchtlingen geworden. 40 Millionen Menschen sind nach dem Zweiten Weltkrieg vertrieben worden oder geflüchtet. 500 000 Heimatvertriebene und Flüchtlinge leben noch in Notwohnungen, 350 000 in Lagern der Bundesrepublik. 27 Millionen Flüchtlinge und Vertriebene leben in Asien. Die Zahl der Flüchtlinge in Afrika beträgt 170 000. Auf rund eine Million Menschen wird die Zahl der Vertriebenen in Afrika geschätzt. »<sup>2745</sup>*

*« Keine schriftlichen Nachrichten, keine Zeitungen oder anderes gedrucktes Papier beilegen; aber Inhaltverzeichnis erwünscht. »<sup>2746</sup>*

*« Halt! Haben Sie nicht vergessen, auch einige Kleinigkeiten für ein Päckchen nach Mitteldeutschland mitzunehmen? „Die 1 000 kleinen Dinge“ fehlen drüben noch immer – wenn wir nicht helfen! »<sup>2747</sup>*

*« Viel wichtiger ist, daß wir damit unseren Brüdern und Schwestern in der Sowjetzone bestätigen: Wir denken an euch! Wir fühlen uns mit euch verbunden! Ihr seid nicht vergessen, wir wollen auch helfen, durchzuhalten in der schweren Belastung, der ihr ständig ausgesetzt seid! »<sup>2748</sup>*

*« **Denkt daran, daß das Saarland erst nach 37 Jahren völlig Ruhe in der Bundesrepublik gefunden hat.** »<sup>2749</sup>*

*« Denkt daran, daß Elsaß-Lothringen, 1871 von Frankreich getrennt, 47 Jahre gebraucht hat, bis es wieder zu Frankreich gekommen ist. Wir brauchen Geduld und Ausdauer. »<sup>2750</sup>*

---

<sup>2742</sup> Article publié dans GB 59/7, p. 2.

<sup>2743</sup> Editorial signé Spektator publié dans GB 59/8, p. 1-2.

<sup>2744</sup> Editorial signé Spektator publié dans GB 59/8, p. 1-2.

<sup>2745</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 59/12, p. 8.

<sup>2746</sup> Article publié dans GB 60/11, p. 2.

<sup>2747</sup> Dessin publié dans GB 60/11, p. 2

<sup>2748</sup> Article publié dans GB 60/11, p. 2.

<sup>2749</sup> Article de Loisl vom Stein publié dans GB 61/7, p. 1-2.

« Verliert nicht den Mut und die Hoffnung und pflanzt euren festen Willen eurer Jugend ein (...). Wir brauchen Geduld und Ausdauer. »<sup>2751</sup>

« Jedem Negerstaat in Afrika wird es zugebilligt, aber für die Deutschen soll es nicht gelten. »<sup>2752</sup>

« Sie ist gleichsam das einzige Erbe, das wir von zu Hause mitnehmen durften – und sie wollen wir uns am wenigsten nehmen lassen! Und dennoch: schon in der nächsten Generation wird kaum noch jemand „pauan“ können. Unsere Mundart wird untergehen. »<sup>2753</sup>

« Die Heimat ist erst verloren, wenn wir sie aufgeben »<sup>2754</sup>

« Eine Nebenerwerbssiedlung für ehemalige Bauern, ein Kulturstützpunkt mit Ausbildungsmöglichkeiten, ein Alten- und Pflegeheim und eine Eigenheim-Siedlung sind die Vorhaben der Grafschaft Glatzer. Lüdenscheid ist ihre Patenschaft und sollte darum auch ihr Helfer aus allen Schwierigkeiten sein. Hier liegen solche! »<sup>2755</sup>

« 4500 in die Freiheit »<sup>2756</sup>

« Jeden Monat Dein Gruß nach drüben »<sup>2757</sup>

« Wir freuen uns über mancherlei Anzeichen aus der jetzt in der Grafschaft Glatz wohnenden polnischen Bevölkerung, die Freundschaft bekunden und Ausdruck christlicher Brüderlichkeit sind. Wir denken dabei an manche Einladung, die von polnischer Seite an Grafschafter zum Besuch erfolgt. Dafür sind wir dankbar. »<sup>2758</sup>

« Nur über ein neues, freies und geeintes Europa wird der Weg zur freien Heimat führen. Er kann weit sein. Wir wollen ihn unbewegt, beharrlich und in aller Treue gehen. »<sup>2759</sup>

« Eine gute Tafel Schokolade in Ihrem Päckchen erfreut „drüben“ jung und alt »<sup>2760</sup>

**« Eine zweite gleichfalls sehr ernst zu nehmende Realität ist die Tatsache, daß es den kommunistisch-bolschewistischen Machthabern bei ihren Appellen gar nicht um**

---

<sup>2750</sup> Citation dans un article publié dans GB 61/7, p. 1-2.

<sup>2751</sup> Article publié dans GB 61/7, p. 1-2.

<sup>2752</sup> Editorial signé Spektator publié dans GB 61/8 p. 1-2.

<sup>2753</sup> Article de Georg Goebel publié dans GB 61/9, p. 9.

<sup>2754</sup> Entrefilet publié dans GB 62/10, p. 2.

<sup>2755</sup> Article publié dans GB 63/4, p. 1-2.

<sup>2756</sup> Article publié dans GB 63/6, p. 10.

<sup>2757</sup> Encadré publié dans GB 64/5, p. 2.

<sup>2758</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 64/6, p. 1-2.

<sup>2759</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 64/6, p. 1-2.

<sup>2760</sup> Encadré publié dans GB 64/6, p. 2.

**Entspannung oder friedliche Koexistenz geht. Nach wie vor streben sie die Integration ganz Europas, d. h. die Eingliederung der noch freien Staaten auf unserem Kontinent in den bolschewistischen Machtbereich an. »**<sup>2761</sup>

« Das Zentralorgan der „Vereinigten Polnischen Arbeiterpartei“, die „Trybuna Ludu“, gab der Erwartung Ausdruck, daß die ost-westliche „Entspannung“ zu einer allgemeinen Anerkennung der Oder-Neiße-Linie führen werde. »<sup>2762</sup>

« „Mit den Polen Frieden machen“ heißt bei Golo Mann Resignation und Kapitulation also Anerkennung der Oder-Neiße-Linie als künftige Grenze zwischen Deutschland und Polen. Selbstverständlich wird von Golo Mann nicht einfach erklärt, wir hätten zu verzichten. Dieser Verzicht wird professoral begründet und erhärtet. »<sup>2763</sup>

« Golo Manns Sentenzen sind denn auch mehr geschickt als klug gesetzt. Seine Gedankengänge verwirren sich in Selbstgefälligkeiten, die die Selbsttäuschung zur unausbleiblichen Folge hat. »<sup>2764</sup>

« Es sei dazu nur noch gesagt, daß sie der deutschen Sache geschadet haben. Man muß deshalb ernsthaft fragen, wie lange eigentlich ein solches Treiben noch geduldet werden sol. Auch Meinungsfreiheit hat ihre Grenzen, wenn es um die „Sache des Volkes“ geht. »<sup>2765</sup>

« Die Vatikanische Zeitung „Osservatore Romano“ nahm zu Angriffen des polnischen Parteisekretärs Gomulka Stellung, der die „Ernennung von Bischöfen in den Westgebieten“ kritisiert hatte. Das Blatt schreibt, Gomulka habe geäußert, vielleicht schätze der Vatikan keine polnischen Bischöfe, denn er mache sie nicht zu Oberhäuptern „unserer westlichen Diözesen“. Dazu schreibt „Osservatore Romano“: **Es ist oft genug betont worden, daß der Heilige Stuhl die Grenzen von Diözesen nicht ändern kann, bevor evtl. völkerrechtliche Probleme bezüglich dieser Territorien reguliert und die Lösungen in Kraft getreten sind.** »<sup>2766</sup>

« Verbindung mit „drüben“ halten durch Päckchen Pakete Briefe Besuche »<sup>2767</sup>

« Die Bilanz dieser angeblich sachlichen Bestandaufnahme wurde von besten Kennern der Verhältnisse in den ostdeutschen Gebieten als „Bilanzfälschung“ bezeichnet. Sie war nichts anderes als eine propolnische Propaganda, ein Versuch, in raffinierter Weise das Leben in den von Sowjetpolen verwalteten deutschen Ostgebieten von der Sonnenseite zu zeigen und unter Leugnung aller geschichtlichen Leistungen der Deutschen in der Anektion urdeutscher

---

<sup>2761</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 64/7, p. 1-2.

<sup>2762</sup> Editorial de Georg Goebel publié dans GB 64/7, p. 1-2.

<sup>2763</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 64/8, p. 1-2.

<sup>2764</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 64/8, p. 1-2.

<sup>2765</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 64/9, p. 1-2.

<sup>2766</sup> Article publié dans GB 64/9, p. 2.

<sup>2767</sup> Encadré publié dans GB 64/10, p. 3.

*Gebiete die Staatskunst Gomulkas herauszustellen und gleichsam ein „polnisches Wunder“ aufzuzeigen. »<sup>2768</sup>*

*« Durch die gesamte Presse ging der Bericht, daß bereits über 50 Milliarden DM für die Vertriebenen an Lastenausgleich verausgabt (...) wurden. Nirgends aber war etwas davon zu lesen, daß diese 50 Milliarden DM überwiegend zweckentfremdet verwendet worden sind (...). Nirgendwo wird der breiten Öffentlichkeit kundgetan (...). Verschwiegen wird auch (...). Bewußt unerwähnt läßt man ebenfalls (...). Vor allen Dingen wird nie hervorgehoben (...). »<sup>2769</sup>*

*« Durch die gesamte Presse ging der Bericht, daß bereits über 50 Milliarden DM für die Vertriebenen an Lastenausgleich verausgabt und für die Ansetzung der heimatvertriebenen und geflüchteten Bauern bislang 5,5 Milliarden DM aufgewendet wurden. »<sup>2770</sup>*

*« Aus allen den genannten Gründen hat die Kirche ihre Stimme erhoben und im Namen der Gerechtigkeit, der Menschlichkeit und des Christentums sowie im Interesse eines dauerhaften Friedens verlangt, daß den aus den deutschen Ostgebieten vertriebenen Menschen Schadenersatz gewährt und die angestammte Heimat wiedergegeben wird. »<sup>2771</sup>*

*« Viele dieser 1964 ausgesiedelten Familien hatten bereits vor zwei und mehr Jahren entsprechende Ausreiseanträge bei den polnischen Verwaltungsbehörden gestellt. »<sup>2772</sup>*

*« Wir wollen keine Experimente machen. Das wäre nicht verantwortungsbewußt. »<sup>2773</sup>*

*« Parteien, die die 5-Prozent-Klausel nicht erfüllen, scheiden aus. Stimmen, die dafür abgegeben wurden, sind praktisch verloren. »<sup>2774</sup>*

***« Ein Volk, das nicht mehr zu den Wahlen geht, gleicht einem Kranken, der nicht mehr den Willen hat, gesund zu werden. Wenn wir einer Wahl fernbleiben, selbst wenn wir sie für nicht sehr wichtig halten, geben wir ein schlechtes Beispiel und stärken die lähmende Stimmung, die schließlich zum Untergang der Demokratie führt. »<sup>2775</sup>***

*« Auch unsere Grafschafter gehören, wenngleich sie in ihrer Lebensart und in ihrer Gesamthaltung eben Grafschafter sind, verschiedenen Parteirichtungen an, und sie sollen es auch, denn das ist demokratische Freiheit, die wir an anderer Stelle nicht nur verlangen, sondern sogar fordern. »<sup>2776</sup>*

---

<sup>2768</sup> Article publié dans GB 64/11, p. 5.

<sup>2769</sup> Article (*Das vertriebene Landvolk*) publié dans GB 64/12, p. 2.

<sup>2770</sup> Article (*Das vertriebene Landvolk*) publié dans GB 64/12, p. 2.

<sup>2771</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 65/4, p. 1-2.

<sup>2772</sup> Article (opp) publié dans GB 65/4, p. 2.

<sup>2773</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 65/9, p. 2.

<sup>2774</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 65/9, p. 2.

<sup>2775</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 65/9, p. 2.

<sup>2776</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 65/9, p. 2.

« Es ist notwendig, die ganze Wahrheit über das, was im Osten geschah, zu berichten. (...) Die katholische „Allgemeine Sonntagszeitung“ (...) stellt fest, daß in der öffentlichen Meinung dieses schaurige, entsetzliche Thema so gut wie totgeschwiegen wird, als hätte es dies Entsetzliche niemals gegeben. (...) Weshalb geschieht fast nichts, um daran zu erinnern? Warum schweigen weitgehend, bis auf einzelne Ausnahmen, die sogenannten Massenkommunikationsmittel? »<sup>2777</sup>

« Deshalb hat Papst Johannes XXIII. in der Enzyklika „Pacem in terris“ das Recht auf Heimat mit in den Katalog der Menschenrechte aufgenommen: „Einem jeden Menschen steht das Recht zu, innerhalb der Grenzen seines Heimatsstaates seinen Wohnsitz zu behalten oder zu ändern“. »<sup>2778</sup>

« Die nachweisbaren Pläne zur Auflösung des Bauerntums sind klarzustellen (EWG-Robot, Vredeling, OECD usw.) und zur Rücknahme zu bringen, ehe es zur Gefährdung für unsere Bauern für rücksichtslose Auslandsinteressen kommt. »<sup>2779</sup>

« Wir zweifeln nicht, daß mit chauvinistischen Predigten und nationalverbrämten Meßgewändern in Polen ein gewisser Propagandaeffekt erzielt werden kann. In der freien Welt des Westens dürfte man aber damit nicht gut ankommen. Bei dem modernen Verständnis der Kirche, das der Hl. Vater Papst Paul VI. erneut bewiesen hat, wirkt diese Verquickung von Religion und Nationalismus widerlich und abschreckend, zumal im „Jahr der Menschenrechte“. »<sup>2780</sup>

« Die Geschichtsklitterung des Kardinals ist aber so grotesk, daß sie kaum einer Widerlegung bedarf. »<sup>2781</sup>

« Trotzdem sollte man die Geschichtsklitterung des Kardinals nicht auf die allzu leichte Schulter nehmen, denn die Unwissenheit über die deutsch-polnische Geschichte ist auch in unserem Volke noch groß. »<sup>2782</sup>

« Kein geringerer als der Primas der Kath. Kirche in Polen, Kardinal Wyszyński, machte sich zum Sprecher der Machthaber Polens, indem er sich zu dem sog. geschichtlichen Anspruch Polens auf die deutschen Ostgebiete bekannte und behauptete: „Wenn wir umherblicken auf die Gotteshäuser, wissen wir, daß wir nicht deutsches Erbe übernommen haben. Es ist nicht die deutsche, es ist die polnische Seele, die aus diesen Steinen spricht. Diese Gebäude hier haben gewartet und gewartet, bis sie schließlich in polnische Hände zurückkehrten.“ Wenn

---

<sup>2777</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 65/9, p. 2-3.

<sup>2778</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 65/10, p. 1.

<sup>2779</sup> Article de Georg Goebel publié dans GB 65/10, p. 2.

<sup>2780</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 65/11, p. 1.

<sup>2781</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 65/11, p. 1-2.

<sup>2782</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 65/11, p. 1-2.

*diese Steine reden könnten, würden sie dem Kardinal sagen, daß Breslaus Seele polnisch und nicht deutsch war. »<sup>2783</sup>*

*« In diesen Festlegungen der Denkschrift werden Wege beschritten, die wir als Vertriebene unter den in den einzelnen Nummern unseres „Boten“ veröffentlichten Grundsätzen der Menschenrechte nie akzeptieren können und nie akzeptieren werden. »<sup>2784</sup>*

*« Es ist moralisch, historisch, rechtlich und politisch unverantwortlich, dem deutschen Volk und seiner freigewählten Regierung zu empfehlen, die in Ostdeutschland durch Gewalt und List geschaffenen Zustände endgültig anzuerkennen und damit auf ein Viertel deutschen Territoriums gegenüber dem kommunistischen Imperialismus zu verzichten. »<sup>2785</sup>*

*« Das Argument eines nationalen vitalen Wirtschaftsinteresses Polens an Ostdeutschland ist genau so verwerflich, wie Hitlers Lebensraumthese. »<sup>2786</sup>*

*« Wenn in der Denkschrift der EKD davon gesprochen wird, daß die Kirche von der „Unruhe und Ungewißheit“ unter den Vertriebenen stark mitbetroffen sei“, so muß dazu gesagt werden, daß die Unruhe und Ungewißheit unter den Vertriebenen durch diese Denkschrift wesentlich vergrößert worden ist. Denn hier werden, wie es von namhaften Vertriebenenpolitikern gesagt wird, politische Vorschläge gemacht, die darin gipfeln, durch Verzicht auf rechtliche Positionen zur Versöhnung mit dem polnischen Volke zu kommen, anstatt theologisch und ethisch zu urteilen. »<sup>2787</sup>*

*« Hier wird erstmalig von Vertriebenen gesprochen, und das verdient Anerkennung, wenngleich im Zusammenhang damit geschrieben wird, daß „ein großer Teil der Bevölkerung diese Gebiete aus Furcht vor der russischen Front verlassen habe und nach dem Westen geflüchtet sei“. Als diese Flüchtlinge aber nicht mehr nach Hause durften, wurden aus ihnen Vertriebene. »<sup>2788</sup>*

*« Trotzdem muß der Versuch gewagt werden! »<sup>2789</sup>*

*« Wir sind vertrieben! Unsere Passion beginnt. »<sup>2790</sup>*

*« Und gerade das ist es, was uns vorwärts bringen kann und muß und wird. Wenn sich Europa retten will vor dem andrängenden Asien, muß es sich zusammenschließen. Es wird im Ernstfall allein sein, und es wird, wenn es nicht einig und zusammengeschlossen ist, schwach*

---

<sup>2783</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 65/11, p. 1-2.

<sup>2784</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 65/11, p. 1-2.

<sup>2785</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 65/11, p. 2.

<sup>2786</sup> Déclaration de l'Assemblée fédérale des délégués de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 65/11, p. 2.

<sup>2787</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/1, p. 1.

<sup>2788</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/1, p. 1-2.

<sup>2789</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/1, p. 1-2.

<sup>2790</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/3, p. 1-2.

*sein. Ein vereinigtes Europa aber wäre stark und könnte mitbestimmen, vielleicht überhaupt die Lösung aller anstehenden Fragen bestimmen, auch die unsrige, und sie lösen. »<sup>2791</sup>*

*« Nicht nachlassen. Verbindung mit drüben halten durch Päckchen Pakete Briefe Besuche »<sup>2792</sup>*

*« In seiner Rede vor der Nationalen Front hat Gomulka zwar die polnischen Bischöfe von dem Verdacht freigesprochen, sie hätten die Oder-Neiße-„Grenze“ in Frage gestellt. Doch machte er den Bischöfen nun den Vorwurf, sie seien Gegner der Grundkonzeption der Regierungspolitik, also vor allem des Bündnisses mit der Sowjetunion. »<sup>2793</sup>*

*« Zu Ostern. Dein Brief, Dein Päckchen, Dein Paket nach drüben »<sup>2794</sup>*

*« Wir sollten dabei auch deutlich zu machen versuchen – und jeder muß an seiner Stelle dafür zur Verfügung stehen-, daß wir das Recht auf Heimat, die vielen Deutschen genommen worden ist, als eine Zielvorstellung auch für eine besser geordnete Welt ansehen, die aber nur geordnet werden kann, wenn sich die Völker untereinander darüber verständigen und nicht, wie es heute häufig unterstellt wird, als eine Art anderen Ausdrucks für einen Begriff, der heute in der Welt keinen Platz mehr hat, den Begriff „Lebensraum“. »<sup>2795</sup>*

*« Der Wille zu Europa wächst immer mehr. Er ist auch bei uns in reichem Maße vorhanden. Wir wissen, daß wir allein ohnmächtig sind, nicht nur wir Vertriebenen unter den Deutschen, sondern auch wir Deutschen unter den Europäern und den Völkern der Welt. »<sup>2796</sup>*

*« Die „Denkschrift der Dilettanten“ Versöhnung – ja ! Verzicht – nein! »<sup>2797</sup>*

*« Die dann folgende kritische Untersuchung der Denkschrift gipfelte in der Forderung, die Denkschrift zu revidieren und die in ihr enthaltenen Ungenauigkeiten, Fehler, Halbwahrheiten und Fälschungen, insbesondere aber die Tendenz der Denkschrift zu beseitigen. »<sup>2798</sup>*

*« Haben wir Deutschen wirklich Grund, die europäische Einigung zu feiern? Zahlen wir nicht drauf bei diesem Europa, besonders im Gemeinsamen Markt? Ist der Europatag also sozusagen ein europäischer Zahltag für uns? Als Antwort zwei Zahlen: Im Jahre 1966 wird die Bundesrepublik „für Zwecke der europäischen Integration“ rund 403 Millionen DM aufwenden – so steht es im Bundeshaushalt. Das sind pro Kopf unserer Bevölkerung noch nicht einmal 7,- DM jährlich. Sollte uns das die europäische Einigung, durch die allein*

---

<sup>2791</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/3, p. 1-2.

<sup>2792</sup> Encadré publié dans GB 66/3, p. 2.

<sup>2793</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/4, p. 1.

<sup>2794</sup> Encadré publié dans GB 66/4, p. 2.

<sup>2795</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/5, p. 1.

<sup>2796</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/5, p. 1.

<sup>2797</sup> Article publié dans GB 66/6, p. 2.

<sup>2798</sup> Article publié dans GB 66/6, p. 2.

*Freiheit, Frieden, Sicherheit und Wohlstand und sicher auch unser Heimatrecht gesichert werden können, nicht wert sein? »<sup>2799</sup>*

*« Wir können uns nicht mehr vorstellen, daß Deutsche und Franzosen aufeinander schießen; und doch sind erst zwanzig Jahre seit dem Zweiten Weltkrieg vergangen. »<sup>2800</sup>*

*« Staatsbürgerliche Verantwortung bedeutet nicht zuletzt Wahlrecht. Aber die Bürger Europas können ihre Abgeordneten für das Europäische Parlament nicht einmal selbst wählen. Das wäre ein richtiger Europa-Tag, ein Freudentag, der zum Wahltag würde, zum Wahltag für das Europäische Parlament. »<sup>2801</sup>*

*« Auch auf dem Parteitag der SPD in Dortmund wurde auf unsere Fragen nur unbefriedigend geantwortet. Von Selbstbestimmungsrecht ist bedauerlicherweise nicht mehr die Rede. Entgegen allen bindenden feierlichen Versprechungen wird jetzt Ostpolitik auf dem Rücken der Heimatvertriebenen gemacht. »<sup>2802</sup>*

*« Präsident Dr. von Wallenberg wies darauf hin und zeigte auf, daß durch die hinter dem Rücken der Vertriebenen erstellte Denkschrift der EKD den Vertriebenen ein schlechter Dienst erwiesen, ja, daß uns damit in den Rücken gefallen wurde. Er ging auf die Reaktion der Bundesregierung und der politischen Parteien auf diese Denkschrift ein und wies darauf hin, daß die Verfechter der Denkschrift in zahlreichen Diskussionen mit vielen Gegnern aus der Öffentlichkeit und aus unseren Reihen stets den kürzeren ziehen mußten. »<sup>2803</sup>*

*« Rundfunk, Fernsehen und Presse dürfen nicht aus ihrer gesamtdeutschen Verantwortung entlassen werden. (...) Es sollte endlich in den Massenmedien Schluß mit der Verzerrung der Arbeit der ostdeutschen Landsmannschaften und ihrer führenden Persönlichkeiten gemacht werden. »<sup>2804</sup>*

*« Zur Verbesserung des Bildes Ostdeutschlands in der Öffentlichkeit könnte nach meiner Ansicht ein neu zu schaffendes neues ostdeutsches Seminar zur Ausbildung von Presse, Rundfunk- und Fernsehjournalisten entscheidend beitragen, in dem geeigneter Nachwuchs aus unserer ostdeutschen Jugend für eine verantwortliche Presse-, Rundfunk- und Fernseharbeit herangebildet werden kann. »<sup>2805</sup>*

*« Postsendungen aus der Bundesrepublik, die mit revisionistischen Briefmarken frankiert sind, will die polnische Post nicht befördern. Als „revisionistisch“ werden Briefmarken der Städteserie bezeichnet, die Motive von Stettin und Königsberg zeigen. »<sup>2806</sup>*

---

<sup>2799</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/7, p. 1.

<sup>2800</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/7, p. 1.

<sup>2801</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/7, p. 1.

<sup>2802</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/8, p. 1-2.

<sup>2803</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/8, p. 1-2.

<sup>2804</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/8, p. 1-2.

<sup>2805</sup> Article publié dans GB 66/8, p. 2.

<sup>2806</sup> Article (HuF) publié dans GB 66/8, p. 2.

« In den Leitartikeln unseres „Grafschafter Bote“ haben wir seit einiger Zeit gerade den Europagedanken in besonderer Weise herausgestellt. Das geschieht ganz bewußt, weil wir meinen, daß unsere Aufgabe ein geeintes Europa sein muß, in dem unsere Hoffnung, die Rückgewinnung der Heimat auf friedliche Weise, Wirklichkeit werden kann. »<sup>2807</sup>

« Wege nach drüben. Briefe, Päckchen, Pakete, Besuche bringen viel Freude »<sup>2808</sup>

« Die Weitergabe dieser Kostensteigerung an die Bezieher mag bei der übrigen Presse schon schwierig genug sein, bei der Vertriebenenpresse trifft sie vor allem die sozial Schwachen und die Rentner. (...) Mit noch größerer Besorgnis aber sehen die Verleger der heimatvertriebenen Presse hinter all diesen Erscheinungen erneut sich die Tendenzen abzeichnen, die Sache der Vertriebenen, das so viel zitierte Heimatrecht und die Frage der verlorenen Heimat, dadurch aus der Welt zu schaffen, daß man die Stimmen der Vertriebenen zum Schweigen bringt. (...) Allzu viele erliegen dem Irrtum zu glauben, mit dem Verstummen der Vertriebenenpresse würde man sich die heuchlerischen Vorwürfe Ulbrichts und seiner Freunde ersparen, in Deutschland gäbe es „Revanchisten“. »<sup>2809</sup>

« Schick auch ein Buch nach drüben »<sup>2810</sup>

« Es ist eine der größten Sorgen der Volksgruppenführung, daß mit dem Ableben der alten und ältesten Grafschafter auch die Heimatarbeit sterben könnte. Vor allem gilt es, die geistige Heimat der Nachwelt zu erhalten. »<sup>2811</sup>

« Denken Sie daran, wenn Sie ein Päckchen in die Zone schicken: Butter, Margarine, Backfette, Käse sind „drüben“ noch immer knapp »<sup>2812</sup>

« Durch eine liebe alte Dame, sie steht im 84. Lebensjahr, wurde mir erschreckenderweise klar, welch tiefgreifenden, ja entscheidenden Einfluß unsere Massenpublikationsmittel auf die Meinungsbildung und damit auch auf Haltung und Glauben und Hoffen unserer Heimatmenschen haben. Soll da, ich habe es selbst nicht gehört, vom Rundfunk in irgend einer Sendung gesagt worden sein, daß es aussichtslos sei, wenn sich Vertriebene noch Hoffnung auf eine Rückkehr machen. (...) Und so weiter, und so weiter! In diese Kerbe schlagen auch viele Zeitungen und Zeitschriften. »<sup>2813</sup>

« Das Ziel kann nur erreicht werden durch eine geschickte Konzeption nach vorn, in einer europäischen Aktionsgemeinschaft. Er verwahrte sich gegen den Vorwurf des Revanchismus

---

<sup>2807</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 66/9, p. 1.

<sup>2808</sup> Encadré publié dans GB 66/10, p. 2.

<sup>2809</sup> Déclaration de l'Union fédérale des éditeurs expulsés publiée dans GB 66/11, p. 1-2.

<sup>2810</sup> Encadré publié dans GB 66/11, p. 2.

<sup>2811</sup> Déclaration d'Alois Bartsch publiée dans GB 67/1, p. 2.

<sup>2812</sup> Encadré publié dans GB 67/3, p. 3.

<sup>2813</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 67/4, p. 1-2.

*und Nationalismus, forderte aber, daß wir Europäer werden müssen, um Deutsche bleiben zu können. »<sup>2814</sup>*

*« Berichten von Aussiedlern zufolge wird die Aussiedlung durch die polnischen Behörden durch Erhöhung der Paßgebühren weiter erschwert. Danach müssen Aussiedler aus den polnisch-verwalteten Ostgebieten seit dem 13. Juli ds. Js. für einen Ausreisepaß 5000 Zloty (etwa 225 DM) statt vorher 300 Zloty bezahlen. »<sup>2815</sup>*

*« Die Pflege des geistigen und kulturellen Erbes aus dem Patenschaftsgebiet sei eine der Hauptaufgaben gewesen. (...) Eine zweite, nicht weniger wichtige Aufgabe sei es gewesen, die menschliche Begegnung zwischen Vertriebenen und Flüchtlingen und den Einheimischen zu gestalten, so daß ein echtes Zusammenwachsen möglich wurde. So seien die 20 000 Vertriebenen und Flüchtlinge nun Bürger der Stadt Lüdenscheid im vollen Sinne geworden. »<sup>2816</sup>*

*« Wir fragen! Was ist aus dem Land geworden, das vor dem Zweiten Weltkrieg rd. 27 Millionen Menschen ernährte. Warum spricht unsere Presse immer wieder von einer Existenzbedrohung Polens im Falle einer Rückgabe der deutschen Ostgebiete, wenn sie heute, 22 Jahre nach Kriegsschluß und Raub der Gebiete nicht in der Lage sind, diese zu bewirtschaften und sie somit verkommen lassen? »<sup>2817</sup>*

*« Überall grassiere die Furcht, daß die ganze Bergregion das Schicksal der „Bieszczady“, der Heimatgebiete der Ukrainer in Ostpolen erleide, die bekanntlich weithin zu Wildnis geworden sind, nachdem ihre Bewohner in die Oder-Neiße-Gebiete zwangsumgesiedelt worden waren. »<sup>2818</sup>*

*« Während de Gaulle im Zusammenhang mit dem Konflikt im Nahen Osten Israel Annexion vorwirft, hat er sich im Falle Deutschlands offenbar mit der Annexion durch den kommunistischen Imperialismus abgefunden. »<sup>2819</sup>*

*« Die Sowjetunion erklärte im Hinblick auf Israel, daß Flucht vor dem herannahenden Feind keine freiwillige Räumung eines Gebietes oder Aufgabe des individuellen Eigentums darstellte und daß hierauf keine Gebietsaneignung gestützt werden könne. In bezug auf die deutschen Ostgebiete nimmt die Sowjetunion den gegenteiligen Standpunkt ein. »<sup>2820</sup>*

*« Ein Meinungsforschungsbüro will ermittelt haben, daß 53 Prozent der Befragten für eine Anerkennung der Oder-Neiße-Linie seien. Ob Vertriebene oder andere befragt wurden, ist einerlei, fest steht, daß die 300 Befragten nicht als „repräsentativ“ gelten können. Normale*

---

<sup>2814</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 67/7, p. 1.

<sup>2815</sup> Article publié dans GB 67/9, p. 4.

<sup>2816</sup> Article publié dans GB 67/10, p. 1-3.

<sup>2817</sup> Article publié dans GB 67/10, p. 3.

<sup>2818</sup> Article (Volksbote) publié dans GB 67/10, p. 9.

<sup>2819</sup> Lettre d'Alois Bartsch au général de Gaulle publiée dans GB 67/11, p. 2.

<sup>2820</sup> Article publié dans GB 67/12, p. 2.

*Befragungen desselben Instituts erstrecken sich stets auf wenigstens 2000 Personen. Hier ist man also zweckbestimmt anders vorgegangen. Das muß festgestellt werden. Man hat das o.a. Ergebnis aber als „repräsentativ“ veröffentlicht! Das fordert alle Rechtschaffenen heraus. Im Oktober 1967 ermittelte dasselbe Institut, daß auf die Frage, ob die Bundesrepublik Deutschland dem franz. Staatspräsidenten bei der Anerkennung der Oder-Neiße-Linie Folge leisten solle, nur 20 Prozent dafür waren. 60 Prozent waren direkt dagegen, 20 Prozent äußerten keine Meinung, so daß man sagen kann, daß ca. 70 Prozent jedwede Anerkennung der Oder-Neiße-Linie als polnisch-deutsche Grenze ablehnen. Frage: Hält die Bundesregierung Umfragen wie die oben zuerst genannte für repräsentativ und förderlich für ihre Bemühungen in der Deutschland- oder Ostpolitik? »<sup>2821</sup>*

*« Den Verzichtlern in den Publikationsmitteln können wir, soweit es sich um die Presse handelt, nur mit Boykott begegnen. Sache der Parlamente ist es, gegen die Verzichtler, denen in Fernsehen und Rundfunk einseitig Raum für entsprechende Sendungen gegeben wird, so vorzugehen, daß der anderen Seite dieselbe Zeit für Sendungen zur Verfügung gestellt wird. Gleichheit fordert hier die Demokratie! »<sup>2822</sup>*

*« Dr. Becher erklärte in dem Schreiben, daß die Rundfunk- und Fernsehsender der ARD in den vergangenen Monaten außerparlamentarische Gruppen gefördert hätten, die offen zur „Revolution“ und Durchsetzung gesetzwidriger Handlungen aufrufen. „Was würden Sie sagen, wenn sich die von Ihnen so oft geschmähten Vertriebenen der Mittel bedienten, die Sie der außerparlamentarischen Linken, will sagen antiparlamentarischen Linken, offenbar zubilligen?“ »<sup>2823</sup>*

*« Der Vorsitzende der SPD-Fraktion im Bundestag, Helmut Schmidt, hat wiederholt, zuletzt in einem Interview mit der Zeitung „Echo der Welt“ dafür plädiert, dem deutschen Volk, vor allem den Vertriebenen „endlich die Wahrheit zu sagen“, sie mit der Tatsache vertraut zu machen, daß niemand in Europa uns helfen würde, Deutschland in den Grenzen von 1937 wieder herzustellen. Es habe keinen Sinn, so sagte er, unnütze Hoffnungen zu nähren. »<sup>2824</sup>*

*« Der Vorsitzende der SPD-Fraktion im Bundestag, Helmut Schmidt, hat wiederholt, zuletzt in einem Interview mit der Zeitung „Echo der Zeit“ dafür plädiert, dem deutschen Volk, vor allem den Vertriebenen „endlich die Wahrheit zu sagen“, sie mit der Tatsache vertraut zu machen, daß niemand in Europa uns helfen würde, Deutschland in den Grenzen von 1937 wieder herzustellen. Es habe keinen Sinn, so sagte er, unnütze Hoffnungen zu nähren. Dazu erklärte der Präsident des BdV, Reinhold Rehs, der der gleichen Partei angehört, folgendes: „Es ist nicht richtig, daß uns niemand unterstützt. Das Recht auf Selbstbestimmung für alle Deutschen ist Bestandteil der Bündnisverträge. Zur Wahrheit gehört ferner, daß unsere*

---

<sup>2821</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/1, p. 1.

<sup>2822</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/1, p. 1.

<sup>2823</sup> Lettre du président de la Sudetendeutsche Landsmannschaft à l'intendant de Bayerischer Rundfunk publiée dans GB 68/2, p. 2.

<sup>2824</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/3, p. 1.

*Verbündeten die Annexion der deutschen Ostgebiete nicht als rechtsgültig anerkennen und die Festlegung der deutschen Ostgrenzen einem Friedensvertrag vorbehalten haben. »<sup>2825</sup>*

*« Christi Auferstehung von den Toten war das Ziel eines langen Weges. Aus ihr wird für uns sichtbar, daß sie die Frucht des Leidens, der Hingabe bis in den Tod war. Das ist unser Glaube. Aus ihm aber wächst die untrügliche Hoffnung, daß es auf unsere Passion auch eine Auferstehung geben wird, ein Ostermorgen, der in der gottgegebenen Heimat mündet. »<sup>2826</sup>*

*« Angesichts dieser zunehmend scharfen und hemmungslosen Herausforderung können die Führungskräfte der Vertriebenen nicht unbegrenzt die Gewähr dafür bieten, ihre Schicksalsgefährten in der Disziplin einer sachlichen Auseinandersetzung zu halten, wenn sie von den demokratischen Ordnungsfaktoren nicht nachhaltig und konsequent unterstützt werden und wenn dem verantwortungslosen antidemokratischen Treiben nicht Einhalt geboten wird. »<sup>2827</sup>*

*« Der Bund der Vertriebenen vermißt im Bericht der Bundesregierung über die „Lage der Nation“ eine angemessene und konkrete Berücksichtigung der zunehmend wirksamen Tendenzen zur Zersetzung und zur Demoralisierung der staatserschütternden Kräfte. »<sup>2828</sup>*

*« Angesichts dieser zunehmend scharfen und hemmungslosen Herausforderung können die Führungskräfte der Vertriebenen nicht unbegrenzt die Gewähr dafür bieten, ihre Schicksalsgefährten in der Disziplin einer sachlichen Auseinandersetzung zu halten, wenn sie von den demokratischen Ordnungsfaktoren nicht nachhaltig und konsequent unterstützt werden und wenn dem verantwortungslosen antidemokratischen Treiben nicht Einhalt geboten wird. »<sup>2829</sup>*

*« Voraussetzung eines wahren Friedens sind vor allem Wahrheit und Gerechtigkeit. Darum dürfen ungelöste Probleme und geschichtliche Gegensätze nicht verschleiert werden. »<sup>2830</sup>*

*« Statt objektiver Nachrichtengebung dient das I. Programm des Deutschen Fernsehens weithin links- bzw. außerparlamentarisch-orientierter Meinungsmanipulation. Insbesondere die Heimatvertriebenen sind der haßerfüllten Verunglimpfung durch das Meinungsmonopol des Deutschen Fernsehens fortdauernd ausgesetzt. »<sup>2831</sup>*

*« Friedenspolitik kann man nur machen, wenn man die Dinge klar beim Namen nennt, und nicht mit neuen Termini und neuen Formeln an der Wahrheit vorbeigeht. »<sup>2832</sup>*

---

<sup>2825</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/3, p. 1.

<sup>2826</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/4, p. 1.

<sup>2827</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 68/4, p. 2.

<sup>2828</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 68/4, p. 2.

<sup>2829</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 68/4, p. 2.

<sup>2830</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/6, p. 1-2.

<sup>2831</sup> Article publié dans GB 68/7, p. 2.

<sup>2832</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/9, p. 1.

« Man sucht alle Mittel, um solche Verbände und deren Mitglieder zu diffamieren, vor dem eigenen Volke und vor der Welt, man tut so, als seien diese Kreise, die ihr Recht anständig und ohne Gewalt vertreten, Ruhestörer, Friedensstörer, Kriegstreiber, Revanchisten und Nationalisten im üblen Sinne. Man beschuldigt sie eines Denkens, das für das Ganze im Verderben enden würde und läßt keinen guten Faden mehr an ihnen. »<sup>2833</sup>

« Die Bundesrepublik Deutschland hat allen Grund, den Vertriebenen und Flüchtlingen nicht nur für ihre Aufbauleistung dankbar zu sein, sondern auch dafür, daß Stalins Rechnung nicht aufging: die Vertriebenen trugen nicht zu einer Radikalisierung des politischen und sozialen Klimas in Westdeutschland bei. »<sup>2834</sup>

« Zur Frage der Denkschriften usw. weist er darauf hin, daß zu den in letzter Zeit immer häufiger und von verschiedenen Seiten gefaßten recht gewichtigen Resolutionen, die von völlig illusionären Vorstellungen ausgehend die Anerkennung des Status quo fordern, nur gesagt werden kann: So einfach und schnell ist das Problem nicht zu lösen! Mit einseitigen Vorleistungen ist in der heutigen Lage nichts gewonnen, aber viel verspielt. Mit zweifelhaften Patentrezepten ist uns auf die Dauer nicht geholfen. »<sup>2835</sup>

« Es erscheint uns doch außerordentlich naiv, dem neuen Ton der polnischen Kommunisten soviel Glauben zu schenken, daß man sogar bereit sein will, durch solche Abkommen den Status quo zu zementieren. »<sup>2836</sup>

« Das waren mutige Konsequenzen! »<sup>2837</sup>

« Es mehren sich erfreulicherweise die Stimmen, die immer dringender fordern, die Clique der intellektuellen Meinungsmacher, insbesondere bei den Massenmedien, endlich energisch zur Ordnung zu rufen. (...) Wir Heimatvertriebenen sollten uns an die Spitze derjenigen stellen, die diesen großen Mißbrauch der Meinungsfreiheit und den uns täglich servierten vorgefertigten einseitigen Thesen dieser Teledemagogen Schach bieten! (...) Die Mehrheit des deutschen Volkes wird es uns danken, wenn wir unmißverständlich dafür eintreten, daß einwandfreie deutsche Rechtspositionen nicht preisgegeben und die Grenzen der Meinungsfreiheit endlich strikt beachtet werden. »<sup>2838</sup>

« Wer gibt geifernden Kommentatoren von Rundfunk und Fernsehen das Recht, uns zu beschimpfen, zu verunglimpfen, zu verdächtigen und zu schmähen, als ob wir Aussätzige wären oder Menschen, die vor dem Gesetz eine andere Stellung einnehmen als sie? »<sup>2839</sup>

---

<sup>2833</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 68/11, p. 1.

<sup>2834</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 69/5, p. 1.

<sup>2835</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 69/5, p. 1.

<sup>2836</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 69/6, p. 1.

<sup>2837</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 69/6, p. 1.

<sup>2838</sup> Déclaration de Walter Rinke publiée dans GB 69/6, p. 3.

<sup>2839</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 69/7, p. 1.

« Die Vertriebenen müssen alles in ihren Kräften Stehende tun, um zu verhindern, daß im nächsten Bundestag die „Anerkennungspartei“ eine Mehrheit erhält. (...) Die eigene Gewissensentscheidung kann der Bund der Vertriebenen dem Einzelnen nicht abnehmen. Der Bund der Vertriebenen ist überparteilich. Er kann also grundsätzlich nicht empfehlen, einer Partei die Stimme zu geben oder eine andere nicht zu wählen. »<sup>2840</sup>

« Damit sind alle Abgeordneten gemeint, die einem Verzicht das Wort reden. »<sup>2841</sup>

« In der Führung der NPD haben sich die Ewig-Gestrigen gesammelt, die nichts aus der Geschichte gelernt haben. Wir bedauern, daß ein Mann wie Dr. Linus Kather der sich um die soziale und berufliche Eingliederung der Vertriebenen Verdienste erworben und sich damit unsere Achtung verdient hat, eine Rückkehr in die Öffentlichkeit mit Hilfe einer Gruppe sucht, vor der wir aus eigener leidvoller Erfahrung und um unseres ganzen deutschen Volkes willen warnen müssen. »<sup>2842</sup>

« Hauptsächlich die Vertriebenen haben die Folgen des Nationalismus zu tragen. Sie kennen die Gesinnung und die Methoden, die in die Katastrophe geführt haben. Sie wollen unser Volk davor bewahren, den verhängnisvollen Parolen ein zweites Mal zu erliegen. »<sup>2843</sup>

« Warschau reflektiert auf neues „Versailles“. »<sup>2844</sup>

« Dennoch seien die Entwurzelten zu verlässlichen Elementen im Sinne des Eintretens für die deutsche Einheit, für Ordnung, Aufbauarbeit und Eingliederung geworden, wofür ihnen Dank gebühre. »<sup>2845</sup>

« Wird der Bundeskanzler wirklich die Interessen des freien Teiles Deutschlands und seiner Menschen vertreten, ohne nachgiebig zu werden? Wird er die Deutschen in beiden Teilen enttäuschen? »<sup>2846</sup>

« Unterstützt werden diese für alle gefährlichen Experimente, auch „Politik“ genannt, durch geifernde und haßerfüllte Journalisten, denen die Vertriebenen und deren gerechte Forderungen schon immer ein Dorn im Auge waren. »<sup>2847</sup>

« (...) hat wieder einmal seinem Haß freien Lauf gelassen. (...) geifert (...). Besonderen Haß schüttet er (...). Er geifert (...). O dieser arme Irre! (...) die böartigen Journalisten (...). »<sup>2848</sup>

---

<sup>2840</sup> Article (BdV) publié dans GB 69/9, p. 2.

<sup>2841</sup> Article (BdV) publié dans GB 69/9, p. 2.

<sup>2842</sup> Déclaration du Groupe de travail des organisations catholiques d'expulsés publiée dans GB 69/9, p. 2.

<sup>2843</sup> Déclaration du Conseil catholique des expulsés et du Groupe de travail des organisations d'expulsés catholiques publiée dans GB 69/9, p. 2.

<sup>2844</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 69/12, p. 3.

<sup>2845</sup> Article de Peter Paul Nahm publié dans GB 70/2, p. 2.

<sup>2846</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 70/5, p. 1.

<sup>2847</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 70/6, p. 1.

<sup>2848</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 70/6, p. 1.

« Es ist unverständlich, daß die Führung der SPD die Warnung Schumachers, als SPD-Vorsitzender ein Amtsvorgänger des heutigen Bundeskanzlers, ignoriert, wenn er sagte: „Die Oder-Neiße-Linie ist unannehmbar als Grenze. Keine deutsche Regierung und keine Partei können bestehen, die die Oder-Neiße-Linie anerkennen wollen. Wir lehnen es ab, uns in die Politik des Nationalverrates und des Verrates an Menschheitsideen...verstricken zu lassen.“ »<sup>2849</sup>

« Es ist eine feststehende Tatsache, daß die Angehörigen irgendwelcher extremer Parteien meistens wählen gehen, während sogenannte „bürgerliche“ Wähler oft zu bequem sind oder gar in nicht zu vertretender Weise verantwortungslos handeln, indem sie die Entscheidung den anderen überlassen, auf die sie dann später zu schimpfen belieben. Darum geht jeder Grafschafter wählen! »<sup>2850</sup>

« Die publizistische Pflicht zur vollständigen, alle Standpunkte sachlich berücksichtigenden Information der deutschen und ausländischen Öffentlichkeit über Schicksalsfragen des deutschen Volkes muß den Vorrang haben vor einem häufig mit unzulässiger Einseitigkeit praktizierten „Gesinnungsjournalismus“. Dieser attackiert nicht nur die Heimatvertriebenen, sondern alle verantwortungsbewußten deutschen Staatsbürger immer wieder ungerechtfertigt, bis hin zur Verleumdung. »<sup>2851</sup>

« Wie wir erfahren, ist nunmehr, nachdem es im öffentlichen Gebrauch nicht mehr unbedingt verlangt wurde, die Bezeichnung « Deutsche Ostgebiete unter polnischer Verwaltung » oder « sogenannte DDR » nicht nur im Alltag durch DDR ersetzt worden, sie soll nunmehr auch in offiziellen Schulbüchern gebraucht werden. »<sup>2852</sup>

« Ihre Gefühle sollten wir achten und nicht verächtlich die Schultern zucken oder sie sogar mit dem Entzug von Unterstützungen und finanziellen Zuwendungen bedrohen. (...) Wir haben den Flüchtlingen viel zu verdanken. Was wäre unser stolzes Wirtschaftswunder ohne sie, ohne ihren Fleiß, ihre Bescheidenheit, ihr Können und ihre Zähigkeit, sich in fremder Umgebung zurechtzufinden. »<sup>2853</sup>

« Es ist mehr als wohltuend, wenn es dennoch Journalisten gibt, die gegen den allgemeinen Trend sich zur Objektivität verpflichtet fühlen und auch dem Bevölkerungsteil Gerechtigkeit widerfahren lassen, der seine Heimat verloren hat. »<sup>2854</sup>

« Es gibt keine andere plausible Erklärung für all die Methoden dieser Publizisten, die Gift und Haß gegen die Vertriebenen, ihre Organisationen und ihre Presse speien als die, daß

---

<sup>2849</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 70/6, p. 1.

<sup>2850</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 70/6, p. 2.

<sup>2851</sup> Article publié dans GB 70/7, p. 3.

<sup>2852</sup> Article publié dans GB 70/8, p. 2.

<sup>2853</sup> Article (HuF) publié dans GB 70/9, p. 2.

<sup>2854</sup> Article (HuF) publié dans GB 70/9, p. 2.

*man uns, weil wir treu zur Sache und zu unseren Verbänden stehen, trennen will, um uns zu beherrschen und damit auszuschalten aus dem politischen Spiel, in dem es zur Zeit um unsere Heimat, um gesamtdeutsches Land geht. »<sup>2855</sup>*

*« Durch politische Verträge allein kann kein dauerndes friedliches Verhältnis zwischen Polen und der Bundesrepublik geschaffen werden. Es ist unbedingt notwendig, daß vorher weitere Beziehungen auf kultureller und menschlicher Basis möglich gemacht werden, daß die Menschen sich begegnen und das Mißtrauen abbauen. »<sup>2856</sup>*

*« Bei den Verhandlungen wurde um eine Formel gerungen, die einerseits Polen die Endgültigkeit dieser Linie garantieren soll, zugleich aber für den deutschen Hausgebrauch formale juristische Positionen vorbehält, die unbefangene Leser beruhigen und ein Scheitern des Vertrages am Grundgesetz erschweren sollen. Es geht im Grunde hier darum, durch Formelkram Grundgesetz und Deutschlandvertrag zu umgehen. (...) U. E. nutzt nur noch eine Verfassungsklage. »<sup>2857</sup>*

*« Von den rund vier Millionen deutschstämmigen Menschen in den ost- und südosteuropäischen Ostblockländern warten noch immer über eine Million darauf, durch Vermittlung des Deutschen Roten Kreuzes oder der westdeutschen diplomatischen Missionen in die Bundesrepublik ausreisen zu können. »<sup>2858</sup>*

*« Wir fühlen uns an diese Kapitulation vor dem Kommunismus jetzt und künftig nicht gebunden. »<sup>2859</sup>*

*« Das Problem des Vertrages zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Volksrepublik Polen ist das Problem der Menschen auf beiden Seiten. »<sup>2860</sup>*

*« Die gesamte Weltöffentlichkeit wie vor allem die deutsche Presse zeigen sich „völlig überrascht“ über die Unruhen in Polen. (...) In der Vertriebenenpresse dagegen ist fortgesetzt unter sorgfältiger Auswertung vor allem der regionalen polnischen Presse auf die Mißstände in Polen auf sozialem und wirtschaftlichem Gebiet hingewiesen worden. »<sup>2861</sup>*

*« Das siebente Dezennium dieses Jahrhunderts hat schlecht angefangen. Seit der totalen Katastrophe von 1945 hat uns als Volk und Staat keine so demütigende Niederlage getroffen wie im eben abgelaufenen Jahr. (...) Eine kommunistische Regierung, nämlich das Regime von Warschau, wurde von einem aus demokratischen Wahlen hervorgegangenen Bundeskanzler ermächtigt, ein Stück unseres Vaterlandes zu annektieren (...). »<sup>2862</sup>*

---

<sup>2855</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 70/10, p. 1.

<sup>2856</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 70/11, p. 1-2.

<sup>2857</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 70/12, p. 1-2.

<sup>2858</sup> Article publié dans GB 70/12, p. 2.

<sup>2859</sup> Résolution du Grafschaft Glatz e.V. publiée dans GB 70/12, p. 3.

<sup>2860</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 71/1, p. 1-2.

<sup>2861</sup> Article (opr-S) publié dans GB 71/1, p. 4.

<sup>2862</sup> Article (BdV) publié dans GB 71/2, p. 1.

« Briefe und Postkarten erreichten uns in den letzten Wochen mehr als je zu anderen Zeiten. (...) Uns bedeuten die Briefe gar ein Plebiszit, eine Volksabstimmung. Und wir sind dankbar für jede Entscheidung unserer Grafschafter, ja wir bitten sogar darum! »<sup>2863</sup>

« Als einen „einleitenden Schritt“ des Vatikan in Richtung auf eine Formalisierung der rechtlichen Position der polnischen Kirche in den Oder-Neiße-Gebieten hat der Vorsitzende der Päpstlichen Kommission für die Massenmedien, Erzbischof Agostino Ferrari-Toniolo, die Änderungen in der neuen Ausgabe des Päpstlichen Jahrbuches bezeichnet. Darin werden zwar die Erzdiözese Ermland und die Freie Prälatur Schneidemühl noch als zu Deutschland gehörig geführt, jedoch fehlt die politisch bedeutsame Fußnote, in der bisher die unveränderte, an der völkerrechtlichen Situation orientierte Haltung des Vatikan zum kirchenrechtlichen Status der deutschen Ostgebiete erläutert wurde. (...) Demgegenüber sehen vatikanische Kreise Berichten aus Rom zufolge in diesen Änderungen eine Bestätigung dafür, daß der Hl. Stuhl nach einer Ratifizierung des deutsch-polnischen Vertrages polnische Bischöfe in den deutschen Ostdiözesen einsetzen wird. »<sup>2864</sup>

« In den deutsch-polnischen Gesprächen und Verhandlungen hat keine Einigung über den deutschen Wunsch erzielt werden können, daß Personen deutscher Abstammung in Polen gleiche Rechte eingeräumt werden, wie sie Personen polnischer Abstammung in der Bundesrepublik Deutschland genießen. »<sup>2865</sup>

« Das Wickert-Institut in Tübingen erstellte im Auftrag des Westdeutschen Rundfunks eine Umfrage über den Rückkehrwillen der Vertriebenen, bei der sich ergab, daß unter Umständen 55 Prozent der Vertriebenen in ihre Heimat zurückgehen würden. Nach den vielen unrepräsentativen Erhebungen anderer Meinungsforschungsinstitute während der letzten Jahre ist es erfreulich, daß endlich einmal ein Ergebnis vorgelegt wird, das einigermaßen an die Wirklichkeit heranreicht. Bei den anderen Meinungsumfragen war regelmäßig entweder die Zahl der Befragten zu klein oder die Fragestellung nicht klar genug. »<sup>2866</sup>

« Auf Intervention Warschaws, dem Botschafter Berger ein Hindernis bedeutete, hat Außenminister Scheel den 1969 von seinem Amtsvorgänger Brandt eingesetzten deutschen Vatikan-Botschafter Dr. Hans Berger abgeschossen. »<sup>2867</sup>

« Sie können versichert sein, daß ich, so lange ich hier wirken darf, für ihre Belange eintreten werde. »<sup>2868</sup>

---

<sup>2863</sup> Article publié dans GB 71/2, p. 2.

<sup>2864</sup> Article (oprS) publié dans GB 71/2, p. 2.

<sup>2865</sup> Lettre du ministère des Affaires étrangères à Alfred Biehle publiée dans GB 71/3, p. 3.

<sup>2866</sup> Article signé Nff publié dans GB 71/5, p. 2.

<sup>2867</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 71/5, p. 3.

<sup>2868</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 71/5, p. 3.

« Es steht fest, daß sich Botschafter Berger auf allen Auslandsposten auch in dieser letzten Position, klar und eindeutig als aufrechter und untadeliger Deutscher verhalten hat, der es nicht verdient hat, in dieser rüden Form abserviert zu werden. »<sup>2869</sup>

« Die Deutschen fühlen sich inmitten eines anderen Volkstums oftmals als Minderheit und sind es auch wirklich und werden als solche behandelt. (...) Wenn wir die Aussiedler nach den Motiven des Verlassens ihrer Geburtsheimat fragen, nennen sie menschliche, ideelle, politische Gründe. Die politischen und gesellschaftlichen Lebensverhältnisse entsprechen nicht ihren Vorstellungen. Nach jahrelanger Trennung ist die Sehnsucht nach Vereinigung mit den Familienangehörigen und Landsleuten noch mehr gewachsen. Der Wunsch, wieder zu Deutschland zu gehören, ist nicht erloschen, zumal der Gedanke an die Wiederherstellung der deutschen Einheit zu einem Phantom geworden ist. »<sup>2870</sup>

« In seiner Eigenschaft als Vorsitzender der Deutschen Bischofskonferenz hat Kardinal Döpfner dpa zufolge die vorzeitige Abberufung des deutschen Botschafters beim Vatikan, Dr. Hans Berger, bedauert. Durch seinen Vertreter beim Bund, Prälat Wöste, ließ er Außenminister Scheel mitteilen, daß nach seiner Auffassung die „gegebenen Möglichkeiten einer einvernehmlichen Lösung“ hätten genützt werden sollen. Wie seinerzeit verlautete, sei die Abberufung Bergers wegen seiner Gegnerschaft zur deutschen Ostpolitik erfolgt, worauf vor allem die polnische Presse hingewiesen hat. »<sup>2871</sup>

« Ich weiß nicht, ob Sie oder Ihre Gesinnungsfreunde vor und während der Exzesse der außerparlamentarischen Opposition sich derart entschieden zur Aufrechterhaltung der demokratischen Formen bekannten wie die Sprecher der Vertriebenen. »<sup>2872</sup>

« Lt. Pressenachrichten – mir liegt z.B. das Petrusblatt von Berlin vor vom 9. Mai 1971 – haben Sie Ihre Meinung dahingehend geäußert, daß die Aufbauarbeit „den Bewohnern dieses Landes und ihren Kindern ein Heimatrecht in diesem Lande sichert.“ (...) Mit Ihnen stimmen wir überein, daß Polen, die sich Schlesien zu ihrer Heimat erwählen wollen, dazu ein Recht haben. Doch muß ebenso klar gesagt werden, daß jene die mit Gewalt aus diesem Gebiete vertrieben worden sind, mit dieser Zwangsmaßnahme ihr Recht nicht verloren haben, Schlesien, in dem diese Deutschen durch mehr als 700 Jahre gelebt haben, dieses Gebiet als ihre Heimat ebenfalls zu betrachten. Wir hätten es deshalb begrüßt, wenn Sie diese Frage des Heimatrechtes in solch großen Zusammenhängen behandelt hätten. Glaubten Sie jedoch, angesichts dieser schwierigen Situation und aus Gründen diplomatischer Klugheit nicht so handeln zu können, dann wäre wohl ein Schweigen besser gewesen. »<sup>2873</sup>

---

<sup>2869</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 71/5, p. 3.

<sup>2870</sup> Article publié dans GB 71/5, p. 3.

<sup>2871</sup> Article publié dans GB 71/6, p. 2.

<sup>2872</sup> Lettre du président de la Sudetendeutsche Landsmannschaft au Secrétaire d'Etat parlementaire au ministère des Affaires étrangères publiée dans GB 71/7, p. 2.

<sup>2873</sup> Lettre de Leo Christoph au cardinal König publiée dans GB 71/7, p. 3.

« Daß man aber deswegen auch den „Boten“ abbestellt, zeugt von wenig demokratischem Bewußtsein. »<sup>2874</sup>

« Dieses Eingeständnis von polnischer Seite steht im krassen Gegensatz zu den laufenden Behauptungen der deutschen Massenmedien, es gebe in den von Polen besetzten deutschen Ostgebieten kein Brachland mehr. »<sup>2875</sup>

« Der nordrhein-westfälische Kultusminister Girgensohn (SPD) prämierte 50 Redakteure von Schülerzeitungen. Bei der Auszeichnung trugen 37 dieser Redakteure ein DKP-Abzeichen. »<sup>2876</sup>

« Wenn diese fleißigen Frager so sehr um die Wahrheit betan sind, sollten sie sich erst einmal bei den Spätaussiedlern umhören. Da würde sich herausstellen, ob die Frage einer Rückkehr diskutabel ist oder nicht. Ein Hoffnungsschimmer am europäischen Horizont ist ja bis jetzt noch nicht zu bemerken. Es geht den Fragestellern ja auch nicht um Wahrheit oder menschliches Interesse, sondern lediglich darum, die Arbeit der Vertriebenen mal wieder madig zu machen und unseren Vertretern oder Sprechern (bitte, nicht „Funktionäre“) in den Rücken zu fallen. »<sup>2877</sup>

« Legt man zur Wertermittlung den Preis von nur EINER Deutschen Mark für den Quadratmeter zugrunde – Der Preis ist natürlich unreal niedrig - so kommt man zu der Summe von 188,842 Milliarden DM. Diese Mindestsumme gehört auch mit zum sachlichen Kern der Artikel 3 des Moskauer und Artikel 1 des Warschauer Vertrages. An Grundflächen werden der Sowjetunion 15,862 Milliarden Quadratmeter und Polen 102,980 Milliarden Quadratmeter übereignet. »<sup>2878</sup>

« Statt um jeden Quadratmeter zu ringen, wird mit vollen Händen Milliardenvermögen verschenkt. Vermögen des Staates, Vermögen der Bürger, Vermögen der Kirchen, der Städte, der Gemeinden, der Kreise... »<sup>2879</sup>

« Vergiss die „drüben“ nicht! »<sup>2880</sup>

« Ein förmlicher Friedensvertrag wird vom Vatikan angeblich nicht mehr erwartet, daher soll die Einsetzung polnischer Bischöfe in die ostdeutschen Diözesen „bald“ nach der Ratifizierung des Warschauer Vertrages in Bonn verwirklicht werden. »<sup>2881</sup>

---

<sup>2874</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 71/9, p. 3.

<sup>2875</sup> Article publié dans GB 71/9, p. 3.

<sup>2876</sup> Article publié dans GB 71/10, p. 2.

<sup>2877</sup> Article publié dans GB 71/10, p. 3.

<sup>2878</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 71/12, p. 1-2.

<sup>2879</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 71/12, p. 1-2.

<sup>2880</sup> Encadré publié dans GB 71/12, p. 2.

<sup>2881</sup> Article publié dans GB 72/3, p. 2.

« Wegen der bevorstehenden Abstimmung über die Verträge empfehlen wir, sich unmittelbar an diese Abgeordneten zu wenden. »<sup>2882</sup>

« Natürlich kritisieren auch manche Grafschafter unser politisches Ringen. (...) Wenn vorgeschlagen wird, daß wir dafür lieber für eine Verbesserung des Lastenausgleichs eintreten sollten, so muß dazu gesagt werden, daß man ja gerade in unseren Tagen alles beiseite schieben und uns verweigern will, was wir im „Boten“ vertreten, dann sollten doch manche nachdenklicher werden, ob ihre Richtung noch stimmt. »<sup>2883</sup>

« Alle Patenschaften von Städten in der Bundesrepublik für ostdeutsche Städte und Provinzen sind aufzukündigen. »<sup>2884</sup>

« Wir müssen angesichts dieser Tatsachen wirklich die bange Frage stellen: Was wird uns die Zukunft bringen? »<sup>2885</sup>

« Die Frage, inwieweit die Verbände die Meinung der Vertriebenen repräsentieren, bejahten 62 Prozent der Befragten. Der Bund der Vertriebenen spricht also nicht nur im Namen seiner zwei Millionen Mitglieder, sondern namens 6,2 Millionen Vertriebener. »<sup>2886</sup>

« Nach der Einsetzung polnischer Bischöfe für die Ostdiözesen haben der Präsident des kath. Flüchtlingsrates, Nahm, und der CDU-Bundestagsabgeordnete und Präsident der katholischen Vertriebenenorganisationen, Clemens Riedel, der Argumentation des Vatikans, die kirchliche Neuordnung in den Ostgebieten sei aus seelsorgerischen Gründen notwendig geworden, widersprochen. Tatsächlich sei den polnischen Zuwanderern eine optimale Betreuung garantiert gewesen, während sie den dort zurückgebliebenen oder zurückgehaltenen Deutschen völlig gefehlt habe. Die Landsmannschaft Schlesien warf der Bundesregierung vor, sie trage die erste Schuld für den Beschluß aus Rom, aber die Schuld des Vatikans sei nicht minder groß. »<sup>2887</sup>

« Es ist lehrreich, sich der Mehrheiten zu erinnern, mit denen Adenauer eine gleichfalls unser aller Schicksal tief berührende Politik durchsetzte: 89 Stimmen beim Vertrag über die Montanunion 1951; 173 beim Deutschlandvertrag 1952; 157 beim Beitritt zur NATO 1955; 60 beim Saarstatut 1955. Vorsicht, Umsicht und eine unterkühlte Nüchternheit zeichnete einen Adenauer aus, nicht „Risikofreude“. »<sup>2888</sup>

---

<sup>2882</sup> Article publié dans GB 72/4, p. 3.

<sup>2883</sup> Article publié dans GB 72/5, p. 2.

<sup>2884</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 72/7, p. 1.

<sup>2885</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 72/7, p. 1.

<sup>2886</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 72/7, p. 2.

<sup>2887</sup> Article publié dans GB 72/7, p. 2.

<sup>2888</sup> Article (Huf) publié dans GB 72/7, p. 2.

« a) daß deutsche Kinder deutschsprachige Schulen besuchen, b) daß deutsches Kulturgut in Wort, Schrift und Darstellung gepflegt wird, c) daß Gottesdienste und Beichten in deutscher Sprache erlaubt werden; »<sup>2889</sup>

« In breiten Kreisen des Kirchengolkes, vor allem bei den vertriebenen Katholiken, hat die Maßnahme der päpstlichen Diplomatie tiefe Zweifel, ja teilweise einen Vertrauensbruch ausgelöst. Der Schaden, den die ohnehin durch Krisenerscheinungen beschwerte höchste kirchliche Autorität durch diese dem ausgleichenden Recht zuwiderlaufende Entscheidung leidet, ist nicht abzumessen. Das ist die eigentliche pastorale Quintessenz dieser angeblich weisen Maßnahme des Papstes. Wir Graftschafter Katholiken wissen und glauben, daß der Papst „ex cathedra“ in den Glaubenssachen unfehlbare Entscheidungen trifft. Es bleibt aber die traurige Tatsache, daß seine Diplomaten in dieser Entscheidung mit falschem Maße gemessen haben. Wir katholischen Graftschafter halten trotz allem und bei aller Enttäuschung, die uns die Menschen im Vatikan bereitet haben, an der Gültigkeit der Institution Kirche fest und erwarten plausible Begründungen, wenn man sie überhaupt geben kann. »<sup>2890</sup>

« Jedweder Hinweis auf die historische Zugehörigkeit der deutschen Gebiete jenseits Oder und Neißer zu Deutschland müsse nach polnischer Auffassung gelöscht werden. »<sup>2891</sup>

« In einer Polemik mit der Zeitung „Die Welt“ protestiert „Zycie Warszawy“ gegen eine Europa-Karte, in der Reise- und Erholungsgebiete gekennzeichnet sind und sowohl die „Oder-Neißer-Grenze“ als auch die „Ostgrenzen der Weimarer Republik“ eingezeichnet sind. (...) Jedweder Hinweis auf die historische Zugehörigkeit der deutschen Gebiete jenseits Oder und Neißer zu Deutschland müsse nach polnischer Auffassung gelöscht werden. »<sup>2892</sup>

« Lehrer Chluba aus Eglau (Dziekow) wollte mit Familie in die BRD umsiedeln. Der Schulinspektor sagte ihm: „Bitte kündigen Sie und übergeben Sie die Klasse!“ Jetzt arbeitet Chluba als Knecht auf einem Bauernhof. Die polnischen Behörden weigern sich, seine Ausreise zu genehmigen. »<sup>2893</sup>

« „Auf meine Stimme kommt es nicht an!“ – Weit gefehlt: Es kommt auf jede Stimme an! (...) Und gerade wir Vertriebenen haben in dieser Hinsicht oft den Ausschlag nach der einen oder der anderen Seite gegeben. »<sup>2894</sup>

« Diese Zeilen sprechen für sich. (...) Sie sollten gerade vor den anstehenden Wahlen auch die letzten unserer Landsleute aufrütteln, die bisher noch geneigt waren, dem Entspannungsgerede Glauben zu schenken. »<sup>2895</sup>

---

<sup>2889</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 72/7, p. 2.

<sup>2890</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 72/8, p. 1-2.

<sup>2891</sup> Article (oprS) publié dans GB 72/8, p. 3.

<sup>2892</sup> Article (oprS Warschau) publié dans GB 72/8, p. 3.

<sup>2893</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 72/9, p. 1-2.

<sup>2894</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 72/10, p. 1.

« Kaum hat sich die Bundesrepublik Deutschland zur Zahlung von hundert Millionen DM Entschädigung für Polen bereiterklärt, wird Warschau, wie einem Kommentar von Zycie Warszawy zu entnehmen ist, neue Forderungen stellen. Es handelt sich in der zweiten Phase vor allem um Entschädigung für KZ-Haft und Zwangsarbeit in Deutschland während des Zweiten Weltkrieges. Wie es scheint, wird die Familienzusammenführung als Druckmittel für die Erfüllung dieser zweiten Forderungsquote benutzt. »<sup>2896</sup>

« In den Vertriebenenkreisen ist mit Bedauern registriert worden, daß der Bundeskanzler in seiner Regierungserklärung mit keinem Wort auf die verschiedenartigen wirtschaftlichen, soziologischen und kulturellen Probleme der Vertriebenen, Flüchtlinge und Kriegsgeschädigten eingegangen ist und dadurch der Eindruck entstanden sei, daß man offensichtlich an diesen Fragen nicht mehr sonderlich interessiert ist. »<sup>2897</sup>

« Versuche einer Radikalisierung der Vertriebenen, die insbesondere von rechts kamen, zeigten keine Wirkung auf den Kurs der Vertriebenen. Dies rechnen sich mit Recht die sog. „Vertriebenen-Funktionäre“ als ihren Erfolg an. »<sup>2898</sup>

« Als nach der großen Niederlage die Ströme der aus den ostdeutschen Gebieten vertriebenen Deutschen in die restlichen Gebiete des Deutschen Reiches einfließen, war die vom Kriege ebenfalls hart getroffene westdeutsche Bevölkerung zwar nicht gerade erfreut. Aber alle Verantwortlichen waren sich darüber einig, daß geholfen werden mußte, wollte man Chaos und Hunger vermeiden. (...) Behörden und Bevölkerung akzeptierten die Landsmannschaften. Auf dieser Basis einer sich allenthalben ausbreitenden Verständigung zwischen Einheimischen und Vertriebenen wuchs das Vertrauen. »<sup>2899</sup>

« Die Anbiederung Bonns an die „DDR“ geht weiter. Auf Postfahrzeugen wird z.B. die Aufschrift „Deutsche Bundespost“ durch die drei Buchstaben „DBP“ ersetzt, weil das Adjektiv „deutsch“ aus dem offiziellen Bonner Sprachgebrauch mit Rücksicht auf die „DDR“ weitgehend verschwinden soll. (...) In allen amtlichen Texten wird das Wort „Deutschland“ peinlich vermieden. »<sup>2900</sup>

« Wir Grafschaft-Glatzer Menschen stehen solchen Manipulationen „Geld gegen Freiheit“ ablehnend gegenüber. Der Mensch ist kein Zahlungsmittel! Wir verwahren uns entschieden gegen solche Methoden und verlangen, daß die Würde des Menschen auch in solchen Fällen gewahrt bleibt. Wir machen solche Teufeleien nicht mit, denn der Mensch ist immer noch als Ebenbild Gottes zu sehen und zu werten. »<sup>2901</sup>

---

<sup>2895</sup> Article publié dans GB 72/11, p. 2.

<sup>2896</sup> Article (oprS) publié dans GB 72/12, p. 3.

<sup>2897</sup> Article (mid) publié dans GB 73/3, p. 2.

<sup>2898</sup> Article de Friedrich Hollunder publié dans GB 73/4, p. 1-2.

<sup>2899</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 73/4, p. 1-2.

<sup>2900</sup> Article publié dans GB 73/4, p. 2.

<sup>2901</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 73/6, p. 1.

« Das Bundesverwaltungsgericht habe erst kürzlich klargestellt, daß die Entscheidung über die Zulassung von Schulbüchern in jedem Falle bei den Schulbehörden liege und das Bundesverfassungsgericht sei zu dem Schluß gekommen, daß sich die Elternrechte, die im Grundgesetz verankert seien, auch auf Mitbestimmung über Lehrinhalte erstrecken. Es sei somit Sache der Eltern, von diesem Recht auch hinsichtlich der Wahrung eines objektiven Geschichtsbildes im Schulunterricht nachhaltiger Gebrauch zu machen. »<sup>2902</sup>

« Befürchtungen hinsichtlich polnischer Forderungen bestätigt »<sup>2903</sup>

« Auch wenn man uns zu Bürgern minderen Rechts degradieren möchte, dieser Staat ist auch unser Staat und wir haben die gleichen Rechte und selbstverständlich auch Pflichten wie jedermann. »<sup>2904</sup>

« Gegen das von der Sowjetunion geplante, kommunistisch beherrschte Gesamturopa setzen wir die Allianz der freien Völker Europas. »<sup>2905</sup>

« Und doch hat der bundesdeutsche Besucher seiner Heimat oft mehr zur Verständigung und Entspannung beigetragen als mancher Politiker, der in geschwollenen Worten seine oft zweifelhaften Erfolge preist, die in jedem Falle der Sanktionierung durch die Menschen bedürfen. »<sup>2906</sup>

« Die junge Generation erkennt, daß es einen Sinn hat, die Sprachen der slawischen Nachbarvölker zu lernen. Eine solche Sprache öffnet die Tür zur Gesamtheit der slawischen Völker. Besuchsreisen mit solcher Vorbereitung ragen über den bloßen Tourismus weit hinaus. Wer diese Wandlung sieht, kann nur den Kopf über die Verständnislosigkeit der gegenwärtigen Behördenpolitik schütteln. »<sup>2907</sup>

« Natürlich spielten sich solche Gespräche im rein menschlichen Bereich ab. Um das menschlich Berührende zu Wort kommen zu lassen, fanden sie meist in den Wohnstuben, manchmal bei herabgelassenen Jalousien statt. Aber: Man konnte sich in die Augen sehen! Solche Stuben-Gespräche – so ketzerisch sind wir – halten wir für wichtiger als Auschwitz-Seminare, an denen eine Hörschaft nur mehr oder weniger gezwungen teilnimmt. Die Stuben-Gespräche beginnen in der Regel mit der Erinnerung an Gemeinsames. Die politischen Großkatastrophen erscheinen im persönlichen Schicksal. Eingefressene Haß-Klischees verschwinden. Der Erfolg: Persönliche Gespräche sind möglich. »<sup>2908</sup>

---

<sup>2902</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 73/6, p. 1.

<sup>2903</sup> Article (OprS) publié dans GB 73/6, p. 2.

<sup>2904</sup> Déclaration commune des expulsés de 1973 publiée dans GB 73/7, p. 2.

<sup>2905</sup> Déclaration commune des Landsmannschaften de Silésie, de Prusse Orientale et des Allemands des Sudètes publiée dans GB 73/7, p. 2.

<sup>2906</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 73/10, p. 1.

<sup>2907</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 73/10, p. 1.

<sup>2908</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 73/10, p. 1.

« In seinem Kommentar führte Nowakowski aus, die Bundestreffen der Landsmannschaften müßten „negativ“ bewertet werden, weil sie nicht von Vertretern der „untergehenden Folklore“, sondern von „alten politischen Praktikanten“ des „Bundes der Vertriebenen“ veranstaltet würden. Deren Einfluß müsse aber „liquidiert“ werden, damit „die revisionistische Aktivität“ der Vertriebenenorganisationen ihr Ende finde. »<sup>2909</sup>

« In Niederschlesien gebe es rund 200 „wertvolle Kulturdenkmäler“, überwiegend Schlösser und Gutspalais, die immer noch auf Bewirtschaftung warten, hieß es in einem Bericht der Breslauer Zeitung „Slowo Polskie“. Es sei nicht zu verstehen, daß diese Bauten keine Pächter finden, zumal sie meist „landschaftlich malerisch gelegen“ sind und sich daher geradezu ideal für die Einrichtung von Hotels oder Erholungsheimen eignen. »<sup>2910</sup>

« Die von der ARD in der Tagesschau des Deutschen Fernsehens gezeigte Landkarte von Deutschland widerspricht in eklatanter Weise dem Grundgesetz, der Gemeinsamen Entschliebung des deutschen Bundestages vom 17. Mai 1972 und dem Karlsruher Urteil vom 31. Juli 1973. »<sup>2911</sup>

« Sicher ist auch, daß die Sehnsucht nach der Heimat Tausende zu Fahrten mit Bussen und auf andere Art in die Heimat führt. Sicher ist für viele, die dort waren, daß man sich mit den neuen „Besitzern“ auch gut verstehen kann. Ebenso sicher aber ist, daß man durch die Umtauschquoten, zu denen man verpflichtet wird, staatlicherseits nicht nur ein gutes Geschäft macht, daß man vielleicht auch – man kann auch solches vermuten – verhindern will, sich zu begegnen, daß man sich eben auseinanderlebt. »<sup>2912</sup>

« Wer wollte leugnen, daß der ideologische Linksrutsch bei uns in vollem Gange ist? Man denke nur an die Flügelkämpfe innerhalb der SPD! (...) Wann wird man endlich in Bonn begreifen, daß es die vordringliche Aufgabe der deutschen Politik ist, mit harter Hand, ohne falsche Rücksichtnahme nicht nur die weitgespannte östliche Agententätigkeit, sondern auch die ideologischen Unterwanderungsbestrebungen der Sowjets zu unterbinden? Hier geht es um Existenzfragen unserer freiheitlichen Demokratie, um deren Lösung man sich nicht länger mit faulen Sprüchen herumdrücken sollte. »<sup>2913</sup>

« Brandt antwortete, er selbst habe keinerlei nationale Gefühle oder irgendwelche Bindungen an Grenzen. Er schlage vor, den größten Teil Ostpreußens, Königsberg eingeschlossen, aus dem Reich auszugliedern und an Polen zu geben. Auch Danzig solle für Polen als Hafen verfügbar gemacht werden. »<sup>2914</sup>

---

<sup>2909</sup> Article (hvp Warschau) publié dans GB 73/10, p. 2.

<sup>2910</sup> Article publié dans GB 73/10, p. 4.

<sup>2911</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 73/11, p. 2.

<sup>2912</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 74/2, p. 1.

<sup>2913</sup> Article de Walter Rinke publié dans GB 74/3, p. 1.

<sup>2914</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 74/6, p. 1-2.

« Unsere Vertreibung und die anderer Völker folgte deshalb also nicht zwingend und notwendig aus der vorausgegangenen Politik des „Dritten Reiches“ oder aus den Zwangsmaßnahmen des Nationalsozialismus gegenüber zahlreichen nichtdeutschen Bevölkerungsgruppen. Sie sollte vielmehr einerseits der nationalen „Flurbereinigung“ und der Sicherung der Machtstellung der Sowjetunion oder anderer Vertreiberstaaten dienen. »<sup>2915</sup>

« Das deutsche Geld werde nicht den Menschen zugute kommen, sondern in die Rüstung fließen. „Wir sind nicht gegen wirtschaftliche Hilfen, soweit man Menschenrechte gewährt“, erklärte Dr. Czaja, „aber wir sind dagegen, mit unseren Steuermitteln die Vorherrschaft des Kommunismus in Europa zu festigen und die arbeitenden Schichten bei uns zu verarmen.“ »<sup>2916</sup>

« Durch eine Erhöhung der Postzeitungsgebühren ab 1. 1. 75 in einem weit über der Teuerung liegenden Ausmaß bedroht der Bundespostminister die Pressefreiheit. Er hat selbst zugegeben, daß durch diese Gebührenerhöhung einige tausend kleine Zeitungen und Zeitschriften den Vertrieb mit Hilfe des Postzeitungsdienstes aufgeben sollen. Da gleichzeitig die Regierung infolge der von ihr zu vertretenden Inflation die Personalkosten ins Uferlose steigen läßt und sie zugleich das Drucksachenporto auf 30 Pf erhöhte, gibt es für viele Zeitungen kein Ausweichen, sondern nur die Einstellung des Erscheinens. Da die Vertriebenenzeitungen unter den kleinen Zeitungen weit überproportional vertreten sind, richtet sich die Postzeitungsgebührenerhöhung insbesondere gegen die Vertriebenenzeitungen. »<sup>2917</sup>

« Es ist bedauerlich, wenn dann und wann – es sind nur wenige – mal einer wegen seiner konträren Meinungen unseren „Boten“ abbestellt und zwar mit der Begründung, unser „Blatt müßte neutral sein“. Liebe Freunde, das geht nicht! Wir können kein Heimatblatt gestalten, in dem die Erinnerung gepflegt und zur Pflicht gemacht wird, und auf der anderen Seite so „neutral“ sein, daß wir alles dulden, was gegen unsere Heimatliebe ist. Da müssen wir schon konsequent sein. Und wir sind es, denn es ist unsere Pflicht. »<sup>2918</sup>

« Familie Denta betonte, daß die meisten ausreisewilligen Landleute unter ähnlichen Schikanen zu leiden hätten, „über die man sich hier im Westen kaum ein Bild macht“. »<sup>2919</sup>

« Die deutschen Heimatvertriebenen sind oft zum Problem geworden oder zu einem solchen gemacht worden. (...) Nicht immer wurden wir mit offenen Armen aufgenommen. Oft wurden wir als lästige Zuwanderer, als unwillkommene Gäste angesehen. »<sup>2920</sup>

---

<sup>2915</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 74/7, p. 1.

<sup>2916</sup> Article publié dans GB 74/7, p. 2.

<sup>2917</sup> Article (oprM) publié dans GB 74/7, p. 2.

<sup>2918</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 74/8, p. 2.

<sup>2919</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 74/8, p. 3.

<sup>2920</sup> Introduction d'Alois Bartsch à un texte de Peter Paul Nahm publié dans GB 74/10, p. 1.

« Zur Abgeltung der Vermögensverluste, für Existenzgründung, Lebensunterhalt, Altersversorgung und Wohnungsbau sind viele Milliarden zur Verfügung gestellt worden. Dennoch ist die Leistung infolge der Masse der Geschädigten für den Einzelnen gering. »<sup>2921</sup>

« Wieder einmal ist hier durch das Spiel mit Milliardensummen in der Öffentlichkeit der Eindruck erweckt worden, als hätten die Vertriebenen Unsummen erhalten und sei es ihrerseits eine Anmaßung, jetzt noch Leistungsverbesserungen zu fordern. Wie wenig die Vertriebenen tatsächlich erhalten haben wird deutlich, wenn man sich vor Augen führt, daß sie in der Heimat Werte von etwa 350 Milliarden DM zurückgelassen haben. Die Bundesregierung wäre besser beraten gewesen, wenn sie in der Regierungserklärung einmal klar zum Ausdruck gebracht hätte, welch großes Opfer die Vertriebenen dargebracht haben, statt die Legende von den Vertriebenenmilliarden zu wiederholen. »<sup>2922</sup>

« Gelegentlich hört man das Argument, man dürfe nicht Ursache und Wirkung verwechseln, die Verbrechen der Alliierten seien die Folge nationalsozialistischer Untaten. Ein solcher Zusammenhang soll nicht generell bestritten werden, er kann jedoch nicht als Entschuldigung gelten. »<sup>2923</sup>

« Die Demokraten dürfen die Diskussion über die ganze Wahrheit der Kriegs- und unmittelbaren Nachkriegsereignisse nicht allein den Rechtsradikalen, die Hitler und sich selbst durch den Hinweis auf die Verbrechen der anderen entlasten wollen, oder den Kommunisten, die entgegen der Wahrheit schlechthin die Existenz derartiger Verbrechen an Deutschen leugnen, überlassen. Täten sie es doch, könnte die Folge ein neuer Nationalismus einer Generation sein, die der doppelten Moral überdrüssig ist und nach der Wahrheit fragt. »<sup>2924</sup>

« Wir lassen uns von dem Beispiel der deutschen und polnischen Bischöfe leiten und vergeben allen, die uns Leid angetan haben. Wir sind auch bereit, alles zu vergessen, um endlich Ruhe zu haben vor der Vergangenheit und um diese auch zu bewältigen. Es ist aber unerträglich, wenn wir Deutschen uns von der anderen Seite fortwährend vorhalten lassen müssen, welche Verbrechen die Deutschen begangen haben. Wir stellen diese nicht in Abrede, aber unsere Ehre verlangt es, daß auch die an den Deutschen begangenen Verbrechen für kommende Generationen zur Warnung dokumentiert werden. »<sup>2925</sup>

« Nachdem die Verteuerungen durch die Steigerungen der Kosten für Papier (um 80% gestiegen), die Kosten für die Herstellung und die gesteigerten Kosten für den Postversand innerbetrieblich nicht mehr weiter aufgefangen werden können, werden Erhöhungen der Bezugspreise in der kommenden Zeit nicht mehr aufzuhalten sein. »<sup>2926</sup>

---

<sup>2921</sup> Article de Peter Paul Nahm publié dans GB 74/10, p. 1.

<sup>2922</sup> Article publié dans GB 74/10, p. 2.

<sup>2923</sup> Article de Heinrich Windelen publié dans GB 74/11, p. 1.

<sup>2924</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 74/11, p. 1.

<sup>2925</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 74/11, p. 1.

<sup>2926</sup> Article publié dans GB 75/1, p. 4.

« (...) stellt fest, daß die Zahl der Aussiedler aus Ostdeutschland jenseits von Oder und Neiße 1974 den tiefsten Stand seit 1970 erreicht hat (...). »<sup>2927</sup>

« (...) zum Warschauer Vertrag eingegangenen Verpflichtungen »<sup>2928</sup>

« (...) protestiert gegen die Verquickung der Aussiedlung mit der Erfüllung in Milliardenhöhe gestellten Forderungen der polnischen Regierung »<sup>2929</sup>

« (...) ersucht die Bundesregierung dringend, für die Rechte der Deutschen im Herrschaftsbereich der Volksrepublik Polen einzutreten, damit ihnen die elementaren Menschenrechte wie Gebrauch der deutschen Muttersprache in Schule, Alltag und Kirche endlich gewährt werden. »<sup>2930</sup>

« Was die Sedanfeiern anbelangt, so ist es eine kannibalische Roheit, der von uns besiegten Nachbarnation immer von neuem zu verstehen zu geben, daß sie besiegt worden ist. »<sup>2931</sup>

« Wollte da doch ein Pole in der Heimat, als ihn der deutsche Besitzer von hier besuchte und den Hof eigentlich in Ordnung fand, eine Kuh schenken, um damit zu zeigen, daß ihm der „Besitz“ nicht allein gehört. Da es ja doch nicht möglich war, das Tier mitzunehmen, einigte man sich auf zwei Hühner, die aber dann später in Bad Altheide, wo unser Landsmann untergebracht war, den Weg alles Irdischen gingen. Die so oft geforderte Lösung für Entspannung und Frieden kann nur heißen: **Laßt die Menschen einander begegnen! Macht nicht solche Schwierigkeiten!** Die Politiker auf beiden Seiten werden es allein nicht schaffen, denn sie leben zum Teil auch von der Spannung. »<sup>2932</sup>

« Die freie Welt und die Bundesrepublik Deutschland dürfen sich nicht mit den sogenannten Realitäten abfinden, die nichts anderes sind, als die Verwirklichung östlicher imperialistischer Machtansprüche. »<sup>2933</sup>

« Wir sind nicht den Versuchungen eines ideologisch-bestimmten Radikalismus nach rechts oder links erlegen, sondern haben bei allen Wahlen in großer Mehrheit für die demokratischen Parteien gestimmt. Mit dieser politischen Haltung, mit offenem Sinn für Maß und Mitte, haben wir einen wesentlichen Beitrag für eine gefestigte Demokratie geleistet. Das gibt uns das Recht, bei politischen Entscheidungen, die unsere Zukunft betreffen, als verantwortlich Handelnde mitzuentcheiden. »<sup>2934</sup>

---

<sup>2927</sup> Déclaration du Conseil des Ostdeutsche Landsmannschaften publiée dans GB 75/1, p. 5.

<sup>2928</sup> Déclaration du Conseil des Ostdeutsche Landsmannschaften publiée dans GB 75/1, p. 5.

<sup>2929</sup> Déclaration du Conseil des Ostdeutsche Landsmannschaften publiée dans GB 75/1, p. 5.

<sup>2930</sup> Déclaration du Conseil des Ostdeutsche Landsmannschaften publiée dans GB 75/1, p. 5.

<sup>2931</sup> Article (*Deutschland-Union-Dienst*) publié dans GB 75/5, p. 1.

<sup>2932</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 75/6, p. 1.

<sup>2933</sup> Article publié dans GB 75/6, p. 2.

<sup>2934</sup> Déclaration du Groupe de travail des associations catholiques d'expulsés publiée dans GB 75/7, p. 1-2.

« Vor einem Geschäft mit der Menschlichkeit hat der bayerische Arbeitsminister Dr. Fritz Pirkel Bonn und Warschau gewarnt. Auf einer Pressekonferenz erklärte der Minister, Polen habe erkannt, daß mit der Aussiedlung der Deutschen ein „Milliardengeschäft“ zu machen sei. Unter dem Motto „mehr Menschlichkeit gegen versteckte Reparationen“ werde die Aussiedlungsfrage zum Handelsobjekt gemacht. »<sup>2935</sup>

« **Ohne Subventionen von irgendeiner Seite, in letzter Zeit von der offiziellen Seite in Bonn mit Anzeigenboykott belegt, werden die in den letzten Jahren erheblich gestiegenen Kosten für Druck und Papier allein von den Abonnenten dieser Publikationen aufgebracht.** »<sup>2936</sup>

« Polen hat zusätzlich zu den von Bundeskanzler Helmut Schmidt jetzt verbindlich zugesagten 2,3 Milliarden DM als Gegenleistung für die Rückführung eines Teils der Deutschen aus den ostdeutschen Provinzen bereits Milliardenwerte von astronomischem Ausmaß kassiert. »<sup>2937</sup>

« Die Erhaltung des kulturellen Erbes der Heimatvertriebenen aber ist darüber hinaus eine Aufgabe, die uns alle angeht. »<sup>2938</sup>

« Den Deutschen müssen die elementaren Menschenrechte gewährt, Hunderttausende dürfen von der Möglichkeit der Aussiedlung nicht ausgeschlossen werden. »<sup>2939</sup>

« Nicht zuletzt ist es den Verbänden der Heimatvertriebenen und Flüchtlinge, unseren Landsmannschaften und ähnlichen Organisationen entscheidend mit zu verdanken, daß die Integration der Millionen Neubürger hier im freien Teil Deutschlands gelungen ist. Die natürlichen Spannungen, die sich aus dem Zusammenleben so vieler verschiedenartiger Menschen hätten ergehen können, wurden weitgehend überwunden durch das Wissen um die Zusammengehörigkeit der Deutschen und durch den Willen, unser aller Leben in Freiheit und Sicherheit zu gestalten. »<sup>2940</sup>

« Gesetzt den Fall, die deutschen Vertriebenen wären Terroristen geworden, wie die Palästinenser und hätten keine Vertriebenen-Charta 1950 herausgegeben, so wären vielleicht die Prioritäten bei uns auch andere. Aber nach dem deutschen Wirtschaftswunder und vor allem nach den Ostverträgen, ist die Frage der deutschen Vertriebenen zumindest für das Ausland vorläufig geregelt. »<sup>2941</sup>

« Es war natürlich eine ungerechte, ja, eine unmenschliche Entscheidung, für welche wir Amerikaner und Engländer Verantwortung tragen müssen. Ich sage bewußt „Verantwortung“

---

<sup>2935</sup> Article (oprS) publié dans GB 75/7, p. 2.

<sup>2936</sup> Article (IWO) publié dans GB 75/9, p. 3.

<sup>2937</sup> Article (Huf) publié dans GB 75/9, p. 5.

<sup>2938</sup> Article publié dans GB 75/11, p. 1-2.

<sup>2939</sup> Déclaration de Bonn publiée dans GB 75/12, p. 1.

<sup>2940</sup> Discours de Rudolf Titzck publié dans GB 75/12, p. 2.

<sup>2941</sup> Discours d'Alfred de Zayas publié dans GB 76/1, p. 1-2.

*und nicht „Schuld“, weil ich alle Gedanken über Kollektivschuld sowie es auch keine deutsche oder polnische Kollektivschuld gibt. »<sup>2942</sup>*

*« (...) daß alle Deutschen, die aussiedeln wollen, von dieser Möglichkeit entsprechend der Schlußakte von Helsinki Gebrauch machen können und die Aussiedlungswilligen weder Pressionen noch persönliche Benachteiligungen erleiden. »<sup>2943</sup>*

*« Ist ihnen denn nicht bekannt, daß gerade die Patenschaften unsere Vertriebenen vor einem Haßdenken bewahrt haben, weil sie zutiefst spürten, daß hier im Westen in den Patengebieten mitfühlende Menschen leben, denen Geborgenheit und Frieden in dem Begriff Heimat noch etwas bedeuten, die sich bewußt wurden, daß geholfen werden muß, wenigstens die geistige Heimat in Brauchtum, Sprache und in den jährlichen nachbarlichen Begegnungen zu erhalten? »<sup>2944</sup>*

*« Es muß allerdings noch die Bundesregierung gesucht werden, die bereit ist, den kommunistischen Regierungen eine Gegenrechnung aufzumachen. »<sup>2945</sup>*

*« Es muß allerdings noch die Bundesregierung gesucht werden, die bereit ist, den kommunistischen Regierungen eine Gegenrechnung aufzumachen. »<sup>2946</sup>*

*« Die Wirklichkeit: Das zurückgelassene Vermögen wird im Schnitt mit durchschnittlich etwa neun Prozent entschädigt. »<sup>2947</sup>*

*« In den vergangenen Jahren habe ich in Leitartikeln und anderen Verlautbarungen stets die Forderung erhoben: „Laßt die Menschen sich begegnen!“ Ich ging und gehe auch weiterhin von der Annahme aus, daß es den Politikern aller Parteien allein nie gelingen wird, zwischen den Polen und den Deutschen ein friedliches Verhältnis zu schaffen, eine Entspannung herbeizuführen und damit die vielgesuchte „Versöhnung“ zu erwirken. Entspannung ist nicht allein durch die unpersönliche Politik möglich. (...) Politiker leben teils von der Spannung. Es ist die Frage, ob eine vollständige Entspannung ihnen nützlich wäre. (...) »<sup>2948</sup>*

*« Meine Ansicht finde ich in vielen Briefen, die an mich gerichtet sind, bestätigt. »<sup>2949</sup>*

*« Natürlich wird mancher unserer Grafschafter anderer Meinung sein. Da ist rein persönlich zu verstehen und zu werten. Die Praxis aber zeigt uns, daß beispielsweise die bisherigen Reisen der „Jungen Neuroder“ und anderer Gruppen junger Grafschafter immer Begegnungen auch mit jungen Polen waren, daß unsere Grafschafter geradezu oft liebevoll*

---

<sup>2942</sup> Discours d'Alfred Maurice de Zayas publié dans GB 76/1, p. 1-2.

<sup>2943</sup> Déclaration du Congrès des Ostdeutsche Landesvertretungen publiée dans GB 76/1, p. 2.

<sup>2944</sup> Article publié dans GB 76/2, p. 3.

<sup>2945</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/3, p. 1.

<sup>2946</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/3, p. 1-2.

<sup>2947</sup> Article publié dans GB 76/3, p. 2.

<sup>2948</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 76/3, p. 3.

<sup>2949</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 76/3, p. 3.

aufgenommen worden sind, daß sich in den Unterhaltungen und Begegnungen fast Freundschaften entwickelt haben, die den Geist der Versöhnung und Entspannung, der auf ganz privater und persönlicher Basis entstanden ist, tragen, in die Zukunft tragen. Darum: **Laßt die Menschen sich begegnen!** »<sup>2950</sup>

« Aber die Lauen, die Satten, die Bequemen, die da schon immer ohne persönlichen Einsatz die Früchte des Ringens anderer genossen haben, die wissen anscheinend nicht, was ihnen entgehen kann, wenn sie den Kampf der Aktiven nicht unterstützen! Unterstützen, indem sie die Verbände und ihre Arbeit durch ihre Mitgliedschaft stärken. Nicht jeder kann selbst an vorderster Front gegenüber Staat und Parteien wirksame Arbeit leisten. Aber jeder Vertriebene kann durch seine Mitgliedschaft beweisen, daß er hinter den geltend gemachten oder noch vorzubringenden Forderungen steht. »<sup>2951</sup>

« Sie haben vor ihrem eigenen Gewissen und im Andenken an ihre Vorfahren und die alte Heimat die moralische Pflicht, die kulturellen und zivilisatorischen Leistungen ihrer Heimatgebiete zu sammeln, auszuwerten und den anderen Deutschen und der Welt bekannt zu machen. »<sup>2952</sup>

« Die wirklichen Leistungen des Lastenausgleichs belaufen sich auf ca. 4 Milliarden DM im Jahr, unverändert. Im Verhältnis zu den Staatseinnahmen ist das ein minimaler Betrag, etwa in der Größenordnung der Ausgaben für die Statistik. Wenn von den „Unsummen“ gesprochen wird, die der Lastenausgleich ausbezahlt hat, wird meist der Eindruck vermittelt, als sei diese „gewaltige“ Geldmenge den Vertriebenen als Abgeltung für ihr zurückgelassenes Vermögen gegeben worden. So bildete sich bei der Bevölkerung Westdeutschlands – und insbesondere den Abgabepflichtigen – die irrige Meinung, die Vertriebenen erhielten im Lastenausgleich vielfach mehr als sie verloren haben. Nichts ist unzutreffender als das. »<sup>2953</sup>

« Von den Unsummen kann gar keine Rede sein. Sei es absichtlich, sei es leichtfertig, wird diese Unwahrheit in den Raum gestellt, um falsche Eindrücke auszulösen. (...) Die wirklichen Leistungen des Lastenausgleichs belaufen sich auf ca. 4 Milliarden DM im Jahr, unverändert. Im Verhältnis zu den Staatseinnahmen ist das ein minimaler Betrag, etwa in der Größenordnung der Ausgaben für die Statistik. (...) So bildete sich bei der Bevölkerung Westdeutschlands (...) die irrige Meinung, die Vertriebenen erhielten im Lastenausgleich vielfach mehr als sie verloren haben. (...) Wir sind keine Almosenempfänger, wir wollen es auch nie sein. »<sup>2954</sup>

---

<sup>2950</sup> Article d'Alois Bartsch publié dans GB 76/3, p. 3.

<sup>2951</sup> Déclaration de Friedrich Hollunder publiée dans GB 76/4, p. 1-2.

<sup>2952</sup> Article de Friedrich Hollunder publié dans GB 76/4, p. 1-2.

<sup>2953</sup> Article (OSMIPRESS) publié dans GB 76/5, p. 1.

<sup>2954</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/5, p. 1.

« (...) so fragt man sich unwillkürlich, ob das hartnäckige Leugnen des Bundeskanzlers, daß die hohen KP-Bosse als seine „Wahlhelfer“ zu uns kommen könnten, tatsächlich so begründet ist. »<sup>2955</sup>

« Ob ein Bruderkuß auf der Bonner Rathaustreppe tatsächlich die Begeisterung der Millionen Wähler, selbst wenn beide Fernsehanstalten ihn in Großaufnahme ausstrahlen, zu wecken vermag, bleibt zumindest eine offene Frage für jene, die diese „Brüderchen-Gesten“ zu durchschauen vermögen. »<sup>2956</sup>

« Der Ständige Rat der ostdeutschen Landsmannschaften und Landesvertretungen sieht seine Aufgabe nicht nur in der Wahrung des Erbes und Freiheit ganz Deutschlands, sondern auch im Engagement für ein freies Europa als Bundesstaat. »<sup>2957</sup>

« Die Koalitionsparteien haben die Gesetzgebung zum Lastenausgleich und den Kriegsfolgen für beendet erklärt. (...) Es muß den Vertriebenen eingehämmert werden, daß es keinen Grund zu einem solchen Verzicht auf Novellen gibt, zumal die Opposition erklärt hat, daß für sie die Novellengesetzgebung nicht beendet ist. »<sup>2958</sup>

« Wir Vertriebenen wissen um die o. a. Schwierigkeiten. Wir haben sie mit Gottes Hilfe und eigener Kraft auch gemeistert. Wir wollen den Spätaussiedlern trotz mancher Animosität wegen ihrer Opportunität (sic) in den entscheidenden Jahren 1946 usw. als Christen gern Hilfestellung leisten. »<sup>2959</sup>

« In den Durchgangsunterkünften leben die Aussiedler häufig in unzumutbaren Verhältnissen. Familien mit drei, vier Personen kampieren in einem Raum. Mehrere Familien müssen sich ein Waschbecken teilen. Bettwäsche, Geschirr und Besteck gibt es oft nicht. »<sup>2960</sup>

« Wir werden auch weiterhin von den professionellen Polenjublern in unseren Massenmedien „bearbeitet“ werden, doch die Tatsache läßt sich nicht aus der Welt schaffen, daß Geld und Versöhnung miteinander im Widerspruch stehen. »<sup>2961</sup>

« Zum andern aber stecke hinter der Entspannungspolitik „eine Art List“ Moskaus. Die Machthaber im Kreml wüßten, daß der Westen der Konfrontation müde sei, weshalb man aus Moskauer Sicht die Entspannung „als eine Art Schlafmittel“ benutze. (...) Ist nicht wiederholt, ohne daß es Glauben gefunden hätte, darauf verwiesen worden, daß das kommunistische Lächeln die Widerstandskraft gegen den Kommunismus schwächen soll? (...)

---

<sup>2955</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/6, p. 1.

<sup>2956</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/6, p. 1.

<sup>2957</sup> Déclaration du Conseil permanent des Landsmannschaften de l'est allemand et des représentations des Länder publiée dans GB 76/6, p. 2.

<sup>2958</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/7, p. 1.

<sup>2959</sup> Article publié dans GB 76/7, p. 2.

<sup>2960</sup> Article publié dans GB 76/7, p. 2.

<sup>2961</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/8, p. 1.

*Die Einschläferung ist die beste Methode für den angestrebten Sieg des Kommunismus über die Freiheit. »<sup>2962</sup>*

*« Sie machen endgültig Schluß mit den jahrzehntelangen Versuchen der SPD-Prominenz, den 14 Millionen Vertriebenen und Flüchtlingen Verständnis vorzuspielen. (...) Kein einziger Vertriebener kann jetzt noch Zweifel darüber haben, was er von der SPD zu halten hat. Und sozial-demokratische Vertriebenen-Funktionäre werden ihrer Partei Fragen stellen und ihren Landsleuten Auskunft geben müssen. »<sup>2963</sup>*

*« Eigentlich hätten die nachstehenden Ausführungen vor der Wahl erscheinen müssen. Da wären sie aber als parteipolitische Beeinflussung gewertet worden, und man hätte uns der einseitigen Stellungnahme beschuldigt. »<sup>2964</sup>*

*« Aber kennzeichnend für das ganze Regierungsprogramm ist der Stil, mit dem man den Bürgern Halbwahrheiten als die Menschheitserlösung verkaufen will, wobei man vor historischen Lügen nicht zurückscheut. »<sup>2965</sup>*

*« (...) daß eine solche klare Aussage nur bei der CSU zu finden ist. Sie ist auch die einzige Partei, die sich vor die Vertriebenen und deren politische Arbeit in der Vergangenheit stellt (...). In keinem Dokument einer demokratischen Partei sind so weitgehende für die Vertriebenen günstige Aussagen zu finden. »<sup>2966</sup>*

*« Wir bitten die neue Bundesregierung, nicht länger mehr deutsch-polnische Schulbuchempfehlungen zu befürworten, die auf Kosten der Wahrheit Geschichtsklitterung verbreiten, und nicht länger mehr Dokumentationen der Öffentlichkeit vorzuenthalten, aus denen hervorgeht, daß allein in den Oder-Neiße-Gebieten während der Vertreibung 400 000 Deutsche gewaltsam ums Leben gekommen sind. »<sup>2967</sup>*

*« Was Deutschland, die Zugehörigkeit zum deutschen Volk, bedeutet, machen uns die jetzt zu uns kommenden Spätaussiedler deutlich, denn sie haben in unserer Heimat allen Widrigkeiten zum Trotz ihrem, unserem Deutschtum die Treue gehalten und nicht aufgehört, Deutsche zu bleiben, Deutschland als ihr wahres Vaterland nicht zu verleugnen, sondern sich zu ihm zu bekennen. Nicht mehr und nicht weniger wird auch im neuen Jahr von uns gefordert. »<sup>2968</sup>*

*« Rundfunk und Fernsehen haben dem kommunistischen Bänkelsänger Biermann beträchtliche Honorare für seine Dauerpräsenz auf allen Wellen und dafür gezahlt, daß er Strauß als „Faschist“ und Unionswähler als „schwarzes Pack“ bezeichnete. (...) Biermann*

---

<sup>2962</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/9, p. 1.

<sup>2963</sup> Article (*Deutschland-Magazin*) publié dans GB 76/9, p. 2.

<sup>2964</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/11, p. 1-2.

<sup>2965</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/11, p. 1-2.

<sup>2966</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 76/11, p. 1-2.

<sup>2967</sup> Déclaration du Conseil permanent des Landsmannschaften de l'est allemand et des représentations des Länder publiée dans GB 76/12, p. 2.

<sup>2968</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 77/1, p. 1.

*sollte das Geld der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten des Staates, den er bekämpft, entweder zurückweisen oder Einrichtungen zur Verfügung stellen, die sich um die Eingliederung von Spätaussiedlern und Flüchtlingen, die Freilassung politischer Häftlinge oder die Unterstützung von Ausreiseanträgen bei den Behörden kommunistischer Länder bemühen. »<sup>2969</sup>*

*« Die Vertriebenen lassen sich nicht durch derartige tendenziöse Machwerke in eine rechtsradikale Ecke oder ins politische Abseits drängen. Kommunistische Attacken sind sie seit Jahr und Tag gewohnt, ihnen vermögen auch pseudodemokratische Attacken nichts anzuhaben. »<sup>2970</sup>*

*« Von der „Heimatgruppe Grafschaft Glatz e.V.“ werden Inhalt und Form schärfstens mißbilligt und als beleidigend zurückgewiesen. Wir vertriebenen Schlesier haben es nicht verdient, in einer derart parteipolitisch manipulierten Sendung vor der Öffentlichkeit bloßgestellt zu werden. Wir haben an dem Aufbau unserer Bundesrepublik Deutschland nach unserer Vertreibung tatkräftig und gern unseren Anteil geleistet und sind nicht Freiwild für gehässige, parteipolitisch eingeschworene Journalisten. »<sup>2971</sup>*

*« Im innenpolitischen Teil unserer Aufgaben für dieses Jahr wäre die ständige auf den Einzelfall konzentrierte Unterstützung von Spätaussiedlern zu nennen. »<sup>2972</sup>*

*« Aber auch diejenigen Mitbürger dürfen auf uns bauen, die jetzt als Aussiedler zu uns kommen. Es sind vielfach die besten Deutschen, denn es ist nicht ihre Schuld, daß sie daheim nicht deutsch sprechen durften. Jedermann, nicht zuletzt die Massenmedien, sollte sich bemühen, die richtigen Bezeichnungen für die Aussiedler aus den Oder-Neiße-Gebieten zu wählen und sie nicht entgegen ihrem eigenen Selbstverständnis als deutschstämmige Polen oder polnische Aussiedler zu bezeichnen. Es sind Deutsche, die endlich als Deutsche unter Deutschen frei leben und arbeiten wollen. »<sup>2973</sup>*

*« Brandt sollte sich keine Sorgen darüber machen, ob der Warschauer Vertrag Schaden nehme, nachdem er diesen schlechten Vertrag mit seinem damaligen Außenminister Scheel abgeschlossen hat, sondern lieber darüber, ob nicht Deutschland durch diese Politik schweren Schaden genommen hat. »<sup>2974</sup>*

*« Wir fordern, daß die Bundesregierung für die Wahrung der Menschenrechte eintritt. Dazu gehört das bis heute den Deutschen jenseits von Oder und Neiße verweigerte Volksgruppenrecht und das Recht der Freizügigkeit für Besuch und Ausreise. »<sup>2975</sup>*

---

<sup>2969</sup> Article de Heinrich Windelen publié dans GB 77/2, p. 2.

<sup>2970</sup> Lettre de Herbert Hupka à l'intendant de Radio Bremen publiée dans GB 77/3, p. 3.

<sup>2971</sup> Lettre d'Alois Bartsch publiée dans GB 77/3, p. 3-4.

<sup>2972</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 77/4, p. 1.

<sup>2973</sup> Editorial de Georg Hoffman publié dans GB 77/6, p. 1.

<sup>2974</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 77/9, p. 1.

<sup>2975</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 77/9, p. 2.

« Brandt habe das deutsch-polnisch Verhältnis ausschließlich mit Mitgliedern des polnischen kommunistischen Politbüros erörtert, jedoch habe er darüber mit keinem einzigen unabhängigen Polen oder gar mit verfolgten Menschenrechtlern, auch nicht mit den in ihrer Heimat unterdrückten Deutschen gesprochen. Keine Nachricht habe es darüber gegeben, daß Brandt die rasche Genehmigung der 269 000 unerledigten Ausreiseersuchen betrieben habe. »<sup>2976</sup>

« Brandt habe das deutsch-polnische Verhältnis ausschließlich mit Mitgliedern des polnischen kommunistischen Politbüros erörtert, jedoch habe er darüber mit keinem einzigen unabhängigen Polen oder gar mit verfolgten Menschenrechtlern, auch nicht mit den in ihrer Heimat unterdrückten Deutschen gesprochen. »<sup>2977</sup>

« dieser kommunistischer Manipulation (...) konstanten Druck (...) mischt sich ein (...) ausgespart und verschleiert oder offengelassen (...) völlig einseitig und nicht selten im Sinne marxistischer Geschichtsschreibung (...) keineswegs gemeisterte Schwierigkeiten (...) so gut wie nicht behandelt (...) nicht klar herauszulesen (...) wird zu wenig deutlich gemacht (...) es fehlt auch (...) es wird auch nichts getan (...) doch fehlt (...) nicht beim Namen genannt (...) verschwiegen (...) verschwiegen (...) zwar vorsichtig, aber deutlich vom marxistischen Blickpunkt aus beleuchtet (...) fehlt (...) verschwiegen (...) hochstilisiert (...) kaum erwähnt (...) einseitig dargestellt (...) völlig verschwiegen (...) so gut wie nicht erwähnt (...) marxistisch entstellt ist das Bild (...) es fehlt (...) ebenso wenig genannt (...) verschleiert (...) fast überall fehlt ein Hinweis (...) am schlimmsten ist die Darstellung (...) wird unterschlagen (...) soll keine Erwähnung finden (...) schweigen (...) Geschichtsklitterungen (...) Manipulation (...). »<sup>2978</sup>

« Die Arbeitsgemeinschaft der Herausgeber und Verleger schlesischer Heimatzeitschriften in der Bundesrepublik Deutschland und West-Berlin, hat durch ihren Vorsitzenden, den früheren Bundestagsabgeordneten Edelhard Rock, seit Jahren darauf hingewiesen, daß der Gebührendruck der Bundespost für die schlesische Presse existenzgefährdend ist, weil letztlich auch der Anspruch an die Opferbereitschaft der Leser, die daran interessiert sind, daß Geschichte, Kultur, die Heimatverbundenheit der aus Ostdeutschland vertriebenen Menschen, erhalten bleiben und weitergetragen werden muß, nicht bis an die äußersten Grenzen finanzieller Leistung strapaziert werden darf. (...) Der Bundesbürger hat also nur noch die Hoffnung, daß Herr Gscheidle nicht mehr allzu lange der Diktator des Monopolbetriebes Deutsche Bundespost bleibt. »<sup>2979</sup>

« Entsprechend dem deutsch-dänischem Modell solle Polen den Deutschen den Status einer Minderheit gewähren. »<sup>2980</sup>

---

<sup>2976</sup> Article publié dans GB 77/9, p. 3.

<sup>2977</sup> Déclaration de Herbert Czaja publiée dans GB 77/9, p. 3.

<sup>2978</sup> Article de Herbert Czaja publié dans GB 77/11, p. 1-2.

<sup>2979</sup> Article publié dans GB 77/11, p. 2.

<sup>2980</sup> Article publié dans GB 77/11, p. 3.

« Der Eurokommunismus ist, welches Gesicht er sich immer geben mag, alter Wein in neuen Schläuchen, ein taktisches Manöver, um Wählbarkeit und Bündnisfähigkeit zu verbessern. (...) Eine Stärkung der kommunistischen Parteien in Westeuropa oder gar ihre Regierungsbeteiligung wären ein wirksames Instrument zur **Auflockerung der westlichen Zusammenarbeit, auf Aufweichung der NATO und zur Isolierung der Bundesrepublik Deutschland**, die der Kreml nach wie vor als ein großes Hindernis für seine langfristigen Absichten betrachtet. »<sup>2981</sup>

« Im Geschichtsunterricht muß die Wahrheit jede Geschichtsklitterung ausschließen; sie darf nicht aus Gründen der Gefälligkeit unterschlagen werden. »<sup>2982</sup>

« Wir sind für das Schulbuch ohne Schminke und treten deshalb mit dokumentarisch belegten Berichten der Geschichtsklitterung heute mit unserem Beitrag entgegen. Wir werden die Reihe so lange fortsetzen, bis der deutschen und polnischen Jugend ein Schulbuch vorliegt, das die geschichtlichen Ereignisse wahrheitsgetreu wiedergibt, denn nur so ist eine echte Völkerverständigung möglich. »<sup>2983</sup>

« Ihnen gegenüber zeigte der „Rechtsstaat“ Polen sein wahres Gesicht und offenbarte seine ganze Brutalität. Hier raffte er die letzte Beute. Grundsätzlich geben die Behörden einem Aussiedlungsantrag erst statt, wenn zuvor das Vermögen an den polnischen Staat übertragen wird. »<sup>2984</sup>

« Für die Entschädigung für einen mittleren Hof konnte der Vertriebene sich einen Zuchtbullen kaufen, für einen Hektar Wald erhielt der Gutsbesitzer einen kräftigen Baumstamm, die Entschädigung für einen Friseursalon reichte zur Anschaffung eines zeitgemäßen Friseurstuhls (...). »<sup>2985</sup>

« Daß Diktatoren im Inneren ihres Machtbereiches nicht die Wahrheit vertragen können, ist bekannt, aber den Besucher aus einem freien Lande kostet es doch keinen besonderen Mut, seinem Gesprächspartner, dem polnischen KP-Chef, die Wahrheit zu sagen. »<sup>2986</sup>

« Einmütig wurde festgestellt, daß die Fortsetzung der Patenschaftsarbeit weder durch den Gang der Zeit, noch durch politische Strömungen in Frage gestellt werden kann. »<sup>2987</sup>

« Kriterien der Patenschaften sind das Begriffspaar Hilfsbedürftigkeit – Hilfsbereitschaft; Kriterien der Partnerschaften sind vor allem das bessere Sichkennenlernen durch Kultur und Besucheraustausch. Keinesfalls sollen Partnerschaften auf Kosten der bestehenden

---

<sup>2981</sup> Article (Deutschland-Uniondienst) publié dans GB 78/3, p. 1.

<sup>2982</sup> Déclaration du Conseil permanent des Landsmannschaften de l'est allemand publiée dans GB 78/4, p. 1.

<sup>2983</sup> Article publié dans GB 78/4, p. 2.

<sup>2984</sup> Article publié dans GB 78/7, p. 1-2.

<sup>2985</sup> Article publié dans GB 78/10, p. 2.

<sup>2986</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 79/1, p. 1-2.

<sup>2987</sup> Article publié dans GB 79/3, p. 1-2.

*Patenschaften abgeschlossen werden, sondern nur mit dem Einverständnis des jeweiligen Patenschaftspartners und ohne die bestehende Patenschaft aufzukündigen. »<sup>2988</sup>*

*« Inhaltlich hat sich die ursprüngliche Patenschaftsarbeit ganz allgemein gewandelt: materielle Hilfen und Eingliederungsfragen stehen nicht mehr im Vordergrund (von den hinzukommenden Aussiedlern abgesehen); sie wurden von der Kulturpflege abgelöst. Entscheidend war und ist hier, ob die Patenschaftspartner gemeinsame ansprechende Veranstaltungen zustandebringen. Die Selbstdarstellung des ostdeutschen Partners allein ist kaum mehr gefragt. Gegenwärtig scheint eine Verlagerung der patenschaftlichen Schwerpunkte zur Forschung und Wissenschaft stattzufinden. Durch diese Schwerpunktverlagerung wird die Patenschaftsarbeit auf eine andere Ebene gehoben und auf eine andere Zeit projiziert. Die Breitenarbeit galt hauptsächlich der Selbstdarstellung von Tradition und Brauchtum. Ihre Zielgruppe waren die eigenen Stammesangehörigen und Einheimischen. »<sup>2989</sup>*

*« Patenschaften sind Ausdruck geschichtlich gewachsener Solidarität; sie sind Rahmen eines besonderen Anspruch- und Verpflichtungsverhältnisses zwischen Personengruppen, die aufgrund ihrer gemeinsamen Geschichte, Tradition, Sprache, Kultur, Mentalität und volklichen Einheit organisch zusammengehören, solange sie sich zueinander bekennen. »<sup>2990</sup>*

*« Warum diese Angst vor der Wahrheit? So wie wir uns der ganzen Wahrheit zu stellen haben, die sich nur in den im deutschen Namen begangenen Verbrechen darstellt, haben wir uns in gleicher Weise auch den Verbrechen zu stellen, die im Namen anderer an uns Deutschen begangen worden sind. Auch diese Verbrechen gehören zur Wahrheit. »<sup>2991</sup>*

*« Auch die in Polen immer angegriffenen Vertriebenenpolitiker Czaja und Hupka hätten das Verdienst, die Masse der Vertriebenen in das demokratische System integriert zu haben. Dadurch sei verhindert worden, daß die Vertriebenen zu einem rechtsradikalen Protestpotential geworden seien. »<sup>2992</sup>*

*« Die Europäische Gemeinschaft hat aus Gegnern Freunde gemacht, den Wohlstand vermehrt und den Frieden gesichert. Daran müssen wir weiterarbeiten. »<sup>2993</sup>*

*« Die kommunistische Regierung Polens hat sich bisher hartnäckig geweigert, die rund 300 000 Gräber der in Polen und in den heute unter polnischer Verwaltung stehenden deutschen Ostgebieten gefallenen Deutschen durch den Volksbund pflegen zu lassen. »<sup>2994</sup>*

---

<sup>2988</sup> Article publié dans GB 79/3, p. 1-2.

<sup>2989</sup> Article publié dans GB 79/3, p. 1-2.

<sup>2990</sup> Article publié dans GB 79/3, p. 1-2.

<sup>2991</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 79/4, p. 1.

<sup>2992</sup> Article (oprS) publié dans GB 79/5, p. 2.

<sup>2993</sup> Article publié dans GB 79/6, p. 2.

<sup>2994</sup> Article publié dans GB 79/6, p. 3.

« Was das Selbstbestimmungsrecht des anderen betrifft, sind wir, die Bundesrepublik Deutschland, immer auf dem laufenden. Früher kam Genscher stets mit Kommunikés über das Selbstbestimmungsrecht der Palästinenser zurück, jetzt ist es „Namibia und Zimbabwe“. Noch ist nicht auszumachen, wer morgen entsprechend der vom Kommunismus bestimmten Kleiderordnung an der Reihe sein wird. »<sup>2995</sup>

« Gewiß, man erwähnt alle Jahre den Brief zur deutschen Einheit während der Vollversammlung der Vereinten Nationen, aber sonst schweigt man vor den Vereinten Nationen über Deutschland und solidarisiert sich lieber mit den Kämpfern gegen den Kolonialismus in Asien und Afrika und gegen den Rassismus in Südafrika, bevor man gegen den Neo-Kolonialismus sowjetischer Prägung und dessen Unterdrückung der Völker, darunter Teile des deutschen Volkes, das Wort nimmt. »<sup>2996</sup>

« Die in den Oder-Neiße Gebieten lebenden rund 1,2 Millionen Deutschen sind für die polnische Regierung nicht existent. »<sup>2997</sup>

« (...) stimmt mit den Bundesländern überein, die auf allen Deutschlandkarten Deutschland in seinen rechtmäßigen Grenzen zeigen, und erneuert seine Forderung, daß auch die Massenmedien gehalten sind, so wie im Falle Israel Annexion durch fremde Macht als solche auch darzustellen. »<sup>2998</sup>

« Es hat gute Worte des Bundeskanzlers zur Vertreibung der Chinesen aus Vietnam gegeben, er sprach im Bundestag von den Vertreibern und verurteilte sie. War es denn in Ostdeutschland 1945 und danach anders als jetzt in Vietnam? »<sup>2999</sup>

« Folgte man der Logik des Bundeskanzlers, dann waren die Franzosen reine Toren, denn sie könnten heute die Herren über das Saarland sein. Sie haben nur einen großen Fehler nach 1945 gemacht, sie haben die 900 000 Saarländer nicht vertrieben. (...) Siedelten keine Saarländer mehr im Saarland, also nach einer Vertreibung der angestammten Bevölkerung, wäre das Saarland heute Teil Frankreichs... »<sup>3000</sup>

« Es muß dem Bundeskanzler Helmut Schmidt dringend empfohlen werden, wieder einmal in ein Geschichtsbuch zu schauen, denn seine Darstellung Ostdeutschlands während einer vom Zweiten Deutschen Fernsehen aus Berlin übertragenen Diskussion mit Journalisten und Berliner Bürgern war in kaum noch zu überbietender Weise ebenso dilettantisch wie falsch. »<sup>3001</sup>

---

<sup>2995</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 79/7, p. 1.

<sup>2996</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 79/9, p. 1-2.

<sup>2997</sup> Article (GNK) publié dans GB 79/9, p. 2.

<sup>2998</sup> Déclaration du Conseil permanent des Landsmannschaften de l'est publié dans GB 79/9, p. 2.

<sup>2999</sup> Article (GNK) de Herbert Hupka publié dans GB 79/11, p. 2.

<sup>3000</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 79/11, p. 2.

<sup>3001</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 79/11, p. 2.

« Wenn die Bundesregierung durch ihren Bundesaußenminister immer wieder und mit Nachdruck für das Selbstbestimmungsrecht der Palästinenser eintritt, wenn sich dieser Einsatz in den Kommunikatés nach Abschluß von immerhin recht zahlreichen Besuchen im Ausland wiederfindet, ist zu fragen, wo bleibt das Engagement für das Selbstbestimmungsrecht des deutschen Volkes? Wir verschweigen als Bundesrepublik Deutschland unseren Anspruch auf das Selbstbestimmungsrecht. »<sup>3002</sup>

« (...) erwartet von der Bundesregierung und unserer Vertretung bei den Vereinten Nationen über deren Bekenntnis zum Selbstbestimmungsrecht des palästinensischen Volkes hinaus zuerst das Bekenntnis zum Selbstbestimmungsrecht des deutschen Volkes. »<sup>3003</sup>

« (...) mit allen Opfern einer grausamen Vertreibung, insbesondere den jetzt aus Vietnam vertriebenen Chinesen, Vietnamesen und Kambodschanern. »<sup>3004</sup>

« So wurde eine in Polen durchgeführte geheime Umfrage bekannt, in der etwa 2000 Polen, davon etwa die Hälfte im Alter von 18 bis 30 Jahren, nach ihrer Meinung über die Annektion der deutschen Oder-Neiße-Gebiete befragt wurden. Darin sprachen sich 87 Prozent der Befragten für eine Rückkehr der von der Sowjetunion besetzten polnischen Ostgebiete bei gleichzeitigem Verzicht Polens auf die „heutigen Westgebiete“ aus, was praktisch einer Wiederherstellung Deutschlands und Polens in den Grenzen von 1937 gleichkäme! »<sup>3005</sup>

« Der Friede braucht Aufrichtigkeit und erneuerten Respekt vor der Wahrheit »<sup>3006</sup>

« Dadurch werden viele kleine fachwissenschaftliche Verlage, gesellschaftspolitisch wichtige Zeitschriften, auch die verbindenden Zeitschriften der Heimatvertriebenen in arge wirtschaftliche Bedrängnis gebracht. Ist das Absicht -? »<sup>3007</sup>

« In der Tat zeigt sich in der Sprache Johannes Paul II. eine Überzeugungskraft, die sich in fester, beharrlicher Eindeutigkeit darstellt. Der von Papst Paul VI. zum „Welttag des Friedens“ erhobene Neujahrstag wird in jedem Jahre seither mit einer päpstlichen Botschaft dazu begleitet. Eine dieser Kundgebungen stellte der Montini-Papst beispielsweise unter das Motto: „Friede ist möglich“. Die Überschrift dieses Dokuments in diesem Jahr heißt fordernd: „Die Wahrheit, Kraft des Friedens.“ Dieses unbedingte ethische Gesetz wird bis zur letzten Zeile durchgehalten: „Die Wahrheit wird ungeahnte Einsichten und Energien freisetzen, um dem Weltfrieden eine neue Chance zu geben.“ »<sup>3008</sup>

---

<sup>3002</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 79/11, p. 1-2.

<sup>3003</sup> Résolution de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 79/12, p. 3.

<sup>3004</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 79/12, p. 3

<sup>3005</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 80/2, p. 1-2.

<sup>3006</sup> Cité dans un éditorial d'Alois Bartsch publié dans GB 80/3, p. 1-2.

<sup>3007</sup> Article publié dans GB 80/3, p. 3.

<sup>3008</sup> Editorial d'Alois Bartsch publié dans GB 80/4, p. 1-2.

« Die geschichtliche Wahrheit verträgt jedoch keine Kompromisse, denn Wahrheit muß Wahrheit bleiben. »<sup>3009</sup>

« Die deutschen Teilnehmer sind mit dem neu entdeckten Wort von der Bevölkerungsverschiebung ihren polnischen Gesprächspartnern auf dem Wege eines Kompromisses entgegengekommen. Die geschichtliche Wahrheit verträgt jedoch keine Kompromisse, denn Wahrheit muß Wahrheit bleiben. Im Vorwort zu den deutsch-französischen Schulbuchempfehlungen sagt darum Professor Dr. Hermann Heimpel zu Recht: „Die Wahrheit schließt keine Vergleiche, und sie liegt auch keineswegs ‚in der Mitte‘.“ »<sup>3010</sup>

« Zehn Jahre Koalitionspolitik von SPD und FDP unter dem Motto „Verbesserung der Lebensqualität“ haben zu einer Spitzenleistung geführt: Mit 450 Milliarden DM Inlandsverschuldung (...) stehen wir am Rande des Staatsbankrotts. »<sup>3011</sup>

« Diese nüchterne Feststellung hat mit „Panikmache“ nichts zu tun. »<sup>3012</sup>

« Diese Aussage verstößt gegen die geltende Rechtslage Deutschlands, weil sie darauf schließen läßt, daß die Bundesregierung den Friedenvertragsvorbehalt für erledigt und die rechtswidrige defacto-Annexion der deutschen Ostgebiete für endgültig hält. »<sup>3013</sup>

« Der sogenannte Lastenausgleich hat nach der Präambel des Gesetzes vom 14. August 1952 ja keinen Verzicht auf die Rückgabe des von den Vertriebenen zurückgelassenen Vermögens bedeutet. Das Gesetz wurde vielmehr ausdrücklich mit diesem Vorbehalt verabschiedet. Es wollte den Geschädigten Existenzsicherung, Eingliederungs- und Starthilfe gewähren. Es verstand sich bestenfalls als Entschädigung für die entgangene Nutzung. »<sup>3014</sup>

« Die Vertriebenen sind auf alle Fälle gewarnt und gewappnet. Sie werden diesem Angriff wie seither schon in ungezählten anderen Fällen in geeigneter Form zu begegnen wissen, auch zur Wahl! »<sup>3015</sup>

« Mangels Masse wurde die Parole „Vertriebene + Strauß = Hitler = Krieg“ wieder aus der Mottenkiste der Agitation der 60er Jahre hervorgeholt und die alte krächzende und scheppernde Revanchismusplatte, die keiner mehr hören will, wieder aufgelegt. »<sup>3016</sup>

« „Chaotisch“ – das sind die bisherigen Erfahrungen aus der Mitarbeit der „Grünen“ in drei Bezirksparlamenten des Landes Berlin. Z. T. ohne erkennbares politisches Ziel werden Anträge gestellt und Anfragen eingebracht; Sitzungen, die bisher drei Stunden in Anspruch

---

<sup>3009</sup> Article (Deutschland-Union-Dienst) publié dans GB 80/6, p. 1.

<sup>3010</sup> Editorial de Herbert Hupka publié dans GB 80/6, p. 1.

<sup>3011</sup> Article publié dans GB 80/7, p. 2.

<sup>3012</sup> Article publié dans GB 80/7, p. 2.

<sup>3013</sup> Article publié dans GB 80/7, p. 2.

<sup>3014</sup> Article (GNK) publié dans GB 80/8, p. 2.

<sup>3015</sup> Article publié dans GB 80/9, p. 1.

<sup>3016</sup> Article publié dans GB 80/9, p. 1.

nahmen, dauern jetzt zwölf. Formelles und die Fußangeln der Geschäftsordnung werden viel verbissener verfochten als sachliche Anliegen. Über eines sind sich die drei anderen Parteien einig: **irgendeine Form verantwortungsbewußter und vernünftiger Parlamentsarbeit ist jedenfalls mit diesen „Grünen“ unmöglich.** »<sup>3017</sup>

« Es ist absehbar, wann sie die Mehrheit der SPD-Fraktion ausmachen und die demokratischen Parlamentarier an die Wand drücken. Im Falle einer Wahlniederlage des berühmten Züngleins FDP an der Bundestags-Waage und einer SPD-Mehrheit wäre ein Abrutschen unserer Demokratie in einen kommunistischen Satellit und eine „Wiedervereinigung“ unter der Schirmherrschaft Moskaus nur noch eine Frage der Zeit. »<sup>3018</sup>

« Eine „komplette Idiotie“ sei, wenn in der polnischen Enzyklopädie Strauß als „Sprecher der rechtesten, nationalistischsten und revisionistischen Kräfte“ apostrophiert wird. »<sup>3019</sup>

« Wir streben ein freies Deutschland in einem freien Europa an, weshalb wir alle Bestrebungen mit dem Ziel eines europäischen Staatenbundes unterstützen. »<sup>3020</sup>

« Wahrscheinlich können Volksgruppenrechte nur in einer föderalen Ordnung der Staaten, Völker und Volksgruppen auch in umstrittenen Gebieten praktikabel gestaltet werden. »<sup>3021</sup>

« Der WDR hat über den Kopf seiner Hörer hinweg entschieden und sich damit leider dem Verdacht ausgesetzt, daß er die Vertriebenen, Flüchtlinge und Aussiedler allmählich ganz aus dem Programm verdrängen will. »<sup>3022</sup>

« Ganz im Gegensatz zur kommunistischen Propagandawelle gegen diese Fernsehserie wurden an keiner Stelle absichtlich Emotionen oder gar anti-Gefühle geschürt. Der Wahrheit, auch dieser so gern und aus durchsichtigen Gründen verdrängten Wahrheit näher zu kommen, war die Absicht der Drehbuchautoren. Die Flüchtlinge und Vertriebenen sollten sich in diesen Filmen wiederfinden, aber es sollte auch ein wenig der Nachholbedarf an Geschichte befriedigt werden. »<sup>3023</sup>

« Ein oberschlesischer Bürger hat diesen Gerichtsbeschluß gegen einen nordrhein-westfälischen Standesbeamten durchgesetzt und erreicht, daß in seinen persönlichen Dokumenten der Ort der Eheschließung nicht etwa das unaussprechliche „Ujzd Slaski“ ist, sondern das alte deutsche Bischofstal/Oberschlesien. »<sup>3024</sup>

---

<sup>3017</sup> Article publié dans GB 80/9, p. 3.

<sup>3018</sup> Article (*Laubaner Tagesblatt*) publié dans GB 80/10, p. 1-2.

<sup>3019</sup> Article publié dans GB 80/10, p. 2.

<sup>3020</sup> Résolution de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 80/12, p. 3.

<sup>3021</sup> Editorial de Herbert Czaja publié dans GB 81/2, p. 1-2.

<sup>3022</sup> Déclaration de Herbert Hupka publiée dans GB 81/2, p. 4.

<sup>3023</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 81/3, p. 1.

<sup>3024</sup> Article signé –h publié dans GB 81/10, p. 2.

« Und nun frage ich, waren die Kontroversen mit dem Für und Wider nötig, wie sie schon in Telgte und dann in Lüdenscheid geführt worden sind? Geht es immer noch darum, das Schuldkonto aufzurechnen und zu fragen, wer Schuld hat an dieser Misere? Haß und Rachegefühle müssen doch endlich aus unserem Herzen getilgt sein. »<sup>3025</sup>

« In den Elternhäusern, ohne daß wir die Schulen aus ihrer Pflicht entlassen dürfen, muß das Gespräch über Schlesien und ganz Deutschland geführt werden. Deutschland wäre verloren, wenn es uns nicht gelänge, das Erbe zum Auftrag für die nächste und übernächste Generation zu machen. »<sup>3026</sup>

« Ein schon bedeutender Schritt ist ein geeintes Europa, das zu gegebener Zeit auch die östlichen Völker dieses Kontinents umfassen soll. Dieses Europa darf nicht die geistige und kulturelle Verwandtschaft mit den USA leugnen, muß aber ebenso den Dialog mit dem russischen Volk suchen, der auf einer jahrhundertealten Tradition fußt. Dieses Europa soll föderalistischer Prägung sein, um nicht von vornherein die unterschiedlichen Bedürfnisse seiner Bewohner zu einem Sprengsatz werden zu lassen. »<sup>3027</sup>

« Die Not, in der sich die Polen befinden, trifft auch unsere deutschen Landsleute in der Heimat besonders hart. (..) Wenn allerorten erfreulicherweise zur Hilfe aufgerufen wird, dann sollten im besonderen unsere Landsleute jenseits von Oder und Neiße mit Paketen und Hilfesendungen bedacht werden. Der Ständige Rat der ostdeutschen Landesvertretungen ruft daher erneut dazu auf, Pakete nach drüben zu schicken. »<sup>3028</sup>

« Er sei dafür, Pakete nach Polen zu schicken, aber dabei sollte man auch an die „deutsche Landsleute drüben“ denken. »<sup>3029</sup>

« Böhm sagte, dabei sei es besonders wichtig, an das Schicksal derjenigen Deutschen im polnischen Machtbereich zu denken, die außer der Unterdrückung durch die Kommunisten auch noch darunter zu leiden hätten, daß sie nicht als deutsche Volksgruppe anerkannt wurden und in Schulen und Gottesdiensten die deutsche Sprache sprechen könnten. Unsere Solidarität müsse allen Menschen in Polen gelten, aber die Sorge um unsere deutschen Landsleute müsse allen besonders nahe gehen, (...). »<sup>3030</sup>

« Möglicherweise ist zuviel damit ausgedrückt, anhand der Hilfsaktionen Hinweise auf die Solidarität zwischen den Völkern registrieren zu wollen. Festzuhalten ist allerdings der Umstand, daß sich die Polenhilfe als Zeichen eines stillen Widerstands gegen sowjetische Vorherrschaft, gegen die ständige Verletzung der Menschenrechte einordnen läßt. »<sup>3031</sup>

---

<sup>3025</sup> Article publié dans GB 81/11, p. 2.

<sup>3026</sup> Déclaration de Herbert Hupka publiée dans GB 82/1, p. 3.

<sup>3027</sup> Article de Thomas Horschler publié dans GB 82/3, p. 3.

<sup>3028</sup> Article (GNK) publié dans GB 82/3, p. 4.

<sup>3029</sup> Article (GNK) publié dans GB 82/3, p. 5.

<sup>3030</sup> Article (oprS) publié dans GB 82/4, p. 4.

<sup>3031</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 82/5, p. 1.

« Die Vertriebenen aus der Grafschaft Glatz haben durch ihre Unterstützung dokumentiert, daß sie bereit sind, Schritte auf andere Völker zuzugehen – sei das trennende Element auch manchmal noch so groß. (...) Aus dieser Sicht erscheint es notwendig, die Hilfsaktionen fortzusetzen, nicht nur als Akt der humanitären Unterstützung, sondern ebenso als Zeichen für die Gesprächsbereitschaft. »<sup>3032</sup>

« Wie der Bundesvorsitzende der Schlesischen Jugend, Hartmut Koschyk, in Bonn mitteilte, komme es der Schlesischen Jugend darauf an, in die Solidarität mit dem polnischen Volk die deutsche Minderheit im polnischen Machtbereich einzubeziehen. »<sup>3033</sup>

« Die Erkenntnis dieser Gemeinsamkeit der Verantwortung für die Vergangenheit und unser Gemeinwohl in der Gegenwart muß um so mehr Inhalt der Patenschaften sein, als materielle Gesichtspunkte längst in den Hintergrund getreten sind. So sind die Patenschaften heute Mahnung an alle in diesem Lande, sich der gemeinsamen Geschichte bewußt zu sein und zu bleiben, sich nicht nur der Sternstunden, sondern auch der Dunkelheit zu erinnern. (...) Wenn Patenschaften dazu beitragen, Mahnmal in dem zuvor beschriebenen Sinne zu sein, dann haben sie für unser Land und sein nationales Selbstverständnis einen neuen und tieferen Sinn erhalten, als jemals zuvor. »<sup>3034</sup>

« Dabei kommt es dann sowohl auf die sogenannte große Politik an als auch auf die vielen kleinen Schritte, die das Zusammenleben in unserem Land, in Europa und in der Welt menschlicher werden lassen. (...) Auch kleine Schritte führen ans Ziel. »<sup>3035</sup>

« Bedeutsam erscheint vor allem, den Kontakt zu den noch in der Heimat Grafschaft Glatz verbliebenen Deutschen nicht abreißen zu lassen. Dazu ist jeder Bürger ebenso aufgefordert wie zu Hilfestellungen für Spätaussiedler, Zuwanderer und Flüchtlinge aus der DDR. »<sup>3036</sup>

« Walther Leisler Kiep hob hervor, daß die bereits gewährte menschliche Hilfe der deutschen Bevölkerung wesentlich dazu beigetragen habe, daß sich die beiden Völker nähergekommen sind. Er zitierte in diesem Zusammenhang einen polnischen Freund, der von einer „friedlichen deutschen Invasion in die Herzen der Polen“ gesprochen hatte. »<sup>3037</sup>

« Im Monat Februar 1983 trafen 3061 Spätaussiedler aus ost- und südosteuropäischen Ländern in der Bundesrepublik Deutschland ein. Das sind 330 Personen weniger als im Vormonat und 1410 Personen weniger als im Februar 1982. Im Berichtsmonat kamen 105 Aussiedler aus der Sowjetunion, 1765 aus Polen, 57 aus der Tschechoslowakei, 34 aus Ungarn, 1092 aus Rumänien, 5 aus Jugoslawien und 3 aus sonstigen Gebieten. Das niedrige

---

<sup>3032</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 82/5, p. 1.

<sup>3033</sup> Article publié dans GB 82/5, p. 4.

<sup>3034</sup> Article publié dans GB 82/6, p. 1-2.

<sup>3035</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 82/10, p. 2.

<sup>3036</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 82/10, p. 2.

<sup>3037</sup> Article (GNK) publié dans GB 82/11, p. 3.

*Monatsergebnis ist auf geringere Zugänge aus der Sowjetunion und aus Polen zurückzuführen. Die Zahl der Aussiedler aus Rumänien ist dagegen erfreulich hoch. »<sup>3038</sup>*

*« Zwischen 6000 und 7000 Geschenkpakete nach Polen werden täglich im Postamt II in Hannover, der zentralen westdeutschen Beförderungsstelle für Pakete nach Polen, abgefertigt. Die Oberpostdirektion Hannover-Braunschweig teilte mit, nachdem die Gebührenfreiheit für Polenpakete zum Jahresende 1982 ausgelaufen ist, seien im Januar 1983 rund 40 000, im Februar 87 000, vermutlich erhöht durch das Osterfest im März 209 000 und in der ersten Hälfte April 57 000 Pakete nach Polen gesandt worden. »<sup>3039</sup>*

*« Markiewicz war als Vorsitzender der polnischen Delegation zunehmend in der von Parteidogmatikern beherrschten Wochenzeitung „Rzeczywistość“ kritisiert worden, weil die polnischen Wissenschaftler angeblich zu weit den Thesen der deutschen Historiker gefolgt seien. Ihm wurde auch vorgehalten, daß die gemeinsam erarbeiteten Schulbuchempfehlungen in den meisten Bundesländern der Bundesrepublik Deutschland nicht verwirklicht werden. »<sup>3040</sup>*

*« Die Patenschaft zwischen Castrop-Rauxel und Neurode steht als Garant für die weitere Sicherung des Kulturgutes, sie steht als historische Mahnung, sie steht letztlich immer noch als Zeichen für die Chance, neue Bezüge zwischen den Menschen zu befruchten. »<sup>3041</sup>*

*« Viele deutsche Heimatvertriebene sind darüber zutiefst betroffen, daß der Papst am Annaberg trotz rechtzeitiger Bitten kein tröstendes Wort für die über eine Million deutscher Staatsangehöriger, die noch in der Heimat leben, namens der Kirche, „die sich um das Wohl der Völker sorgt“, sprechen konnte. (...) Bei aller Einsicht in die äußerst heikle Lage während der Pilgerreise trat als zusätzliche Erschütterung der Hinweis auf die polnischen und jedes Verschweigen der deutschen Opfer des Terrors während der Kämpfe in Oberschlesien hinzu. »<sup>3042</sup>*

*« Weitere Hilfen beim Ausbleiben von Gegenleistungen für die Menschen, die Völker und auch die Deutschen wären sinnlos und leichtfertig. »<sup>3043</sup>*

*« Diese klärende Richtigstellung wird von Dr. Hupka bereitwillig und gern zur Kenntnis genommen(...). Jedes Volk muß seine Vergangenheit aufarbeiten, nichts darf beschönigt oder gar verschwiegen werden. Wir appellieren darum an den Papst und an den Vatikan als moralische Institution, für die Rechte eines jeden Volkes und also auch des deutschen Volkes gegenüber jedermann einzutreten. »<sup>3044</sup>*

---

<sup>3038</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 83/4, p. 2.

<sup>3039</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 83/6, p. 3.

<sup>3040</sup> Article (opr S) publié dans GB 83/7, p. 3

<sup>3041</sup> Article de Georg Hoffmann paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 83/8, p. 2.

<sup>3042</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 83/8, p. 4.

<sup>3043</sup> Article (oprS) publié dans GB 83/10, p. 5.

<sup>3044</sup> Article (GNK) publiée dans GB 83/10, p. 5.

« Am Anfang haben mich diese Reisen unheimlich geärgert. (...) Und schon am Anfang fühlt man sich wie ein unbeliebter Verwalter in einem Gut, dessen eigentliche Herren soeben angekommen sind. Kein schönes Gefühl, insbesondere, wenn man bedenkt, daß ich mich dort durchaus zu Haus und in meiner Heimat fühle. »<sup>3045</sup>

« Damals habe ich begriffen, daß Heimwehreisende keine Revanchisten sind, keine Fremdlinge oder gar Feinde, die Ansprüche auf fremden Besitz erheben, die Grenzen revidieren wollen und über die man sich entweder ärgern oder vor ihnen Angst haben muß. Für diese Menschen muß man einfach Verständnis haben, denn ihnen fehlt dieses Stückchen Leben, eine Stelle im Leben, wo sie geboren wurden und die dadurch, daß sie nicht so ohne weiteres erreichbar ist, unheimlich an Bedeutung gewonnen hat. Und wenn sie dann endlich an diese Stelle, an diesen Ort kommen, sind ihre Emotionen viel zu stark, als daß sie nun noch Rücksicht auf die Begleiter nehmen könnten – selbst wenn diese Begleiter heute die Besitzer sind. Und es liegt an den Besitzern von heute, sich menschlich zu zeigen und zu verstehen. Für mich sind Heimwehtouristen, gleich welcher Nationalität, das, was sie in der Wirklichkeit sind: Menschen, die nach ihrer Quelle suchen, die irgendwie versuchen, dieses von der Geschichte gestohlene Stück des eigenen Lebens wiederzufinden. »<sup>3046</sup>

« Die Vertreibung, so hörte man heraus, ist eine Folge des von Hitler angezettelten Krieges, die nun einmal von dem Besiegten getragen werden mußte. Nun ist letzteres vielleicht noch einzusehen, doch wenn man sich dazu versteigt, es dahin deuten möchte, daß die Vertriebenen die Alleinschuldigen an ihrem eigenen Schicksal sind, dann gilt es aufzuhorchen und sich zu wehren. »<sup>3047</sup>

« Intendanten und Redakteure unserer Massemedien seien wie jedermann dem Wiedervereinigungsgebot des Grundgesetzes verpflichtet. Zum wiederholten Male wurde an die gesamtdeutsche Aufgabe der Massenmedien appelliert und gegen das Verschweigen Deutschlands als Ganzes im Programm und auf den Landkarten von ARD und ZDF protestiert. »<sup>3048</sup>

« Die Vertriebenen sind durch ihr Eintreten für einen politischen Zusammenschluß Europas zu Vorkämpfern einer europäischen Konföderation geworden. In ihr soll das Prinzip der Freizügigkeit verwirklicht werden und auch für die jetzt noch unter der Sowjetherrschaft lebenden Völker. »<sup>3049</sup>

« Auffallend viele junge Gesichter, Menschen zwischen 15 und 30 Jahren finden inzwischen ebenso den Weg dorthin, obwohl sie häufig die Grafschaft Glatz allein aus Erzählungen, Film oder Büchern kennen. (...) Es ist da zuletzt die Jugend, eine viel zu schnell als Generation von

---

<sup>3045</sup> Article (Kulturpolitische Korrespondenz) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 83/11, p. 3-4.

<sup>3046</sup> Article (Kulturpolitische Korrespondenz) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 83/11, p. 3-4.

<sup>3047</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 83/12, p. 2.

<sup>3048</sup> Article (oprS) publié dans GB 83/12, p. 3.

<sup>3049</sup> Déclaration du Groupe de travail des organisations catholiques d'expulsés publiée dans GB 84/1, p. 4.

*Aussteigern abgestempelte Jugend. Doch diejenigen, die sich der Gemeinschaft verweigern, sind offenkundig in der Minderzahl. »<sup>3050</sup>*

*« Von Ostdeutschland sprach der Referent nur en passant, weil ihm die Beharrung auf dem Standpunkt, das Deutsche Reich bestehe in den Grenzen von 1937 weiter, keine zukunftssträchtige Politik sein könne. Die Vertreibung als historisches Unrecht kam ihm nicht vor, schließlich hätten die Vertriebenenverbände die Eingliederung der zwölf Millionen Ostdeutschen vorbildlich gelöst (...). »<sup>3051</sup>*

*« (...) - in ländlichen Regionen Oberschlesiens, wo es in manchen Bereichen noch 80 Prozent Deutsche gibt, Deutsch als erste oder zweite Fremdsprache an den Schulen nicht erlernt werden darf, - in den bis zu 70 Prozent deutschen Orten des Kreises Ratibor (Annaberg, Zablkau, Rudeswald, Benkowitz, Roschkau, Ratibor) in den Bibliotheken keine deutschen Bücher zu erhalten sind, - in der Regel bei Neugeborenen deutsche Vornamen in den Standesregistern nicht eingetragen und an ihrer Stelle von den Eltern nicht gewünschte polnische Namen geführt werden, - die meisten Personen, die Antrag auf Ausreise in die Bundesrepublik Deutschland stellen, ihre Arbeitsplätze verlieren, endlosen Verhören unterzogen und oftmals täglichen Angriffen ausgesetzt werden. »<sup>3052</sup>*

*« Mit der Karte des innerdeutschen Ministeriums soll in nächster Zukunft die unsichere und opportunistische Darstellung Deutschlands beendet werden. Die Verunsicherung griff um sich, seit die SPD/FDP-Koalition 1971 die Kartenrichtlinien vom 1. Februar 1961 aufgehoben hatte. »<sup>3053</sup>*

*« Sozialminister Dr. Fritz Pirkel nahm dies zum Anlaß, die Kommunen Bayerns zu bitten, sich im Rahmen ihrer Kulturpolitik des kulturellen Erbes der Heimatvertriebenen verstärkt anzunehmen und die bereits bestehenden Patenschaften intensiv weiterzuführen oder neue Patenschaften einzugehen. »<sup>3054</sup>*

*« Besonders verstimmt ist man in Warschau über Äußerungen aus Bonn über die angebliche Existenz einer deutschen Minderheit von mehr als einer Million Menschen im polnischen Machtbereich. Die Schaffung dieses „Mythos“, so schrieb die „Trybuna Ludu“, belaste die Beziehungen zwischen beiden Staaten und stimme mit der gegen Polen und die Sowjetunion gerichteten Strategie der amerikanischen überein. »<sup>3055</sup>*

*« Es geht hier nicht um eine Karte Deutschlands in den Grenzen von 1937, sondern um eine rechtliche Darstellung der Situation, wie sie nach Kriegsende bestand und wie sie rechtlich aufgrund der Vorbehalte der Siegermächte auch weiterbesteht. Mit einer solchen*

---

<sup>3050</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 84/2, p. 1-2.

<sup>3051</sup> Article de Georg Rodacher (*Kulturpolitische Korrespondenz*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 84/3, p. 2.

<sup>3052</sup> Article (oprS) publié dans GB 84/3, p. 3.

<sup>3053</sup> Article (oprS) publié dans GB 84/3, p. 3.

<sup>3054</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 84/6, p. 4.

<sup>3055</sup> Article (oprS) publié dans GB 84/7, p. 4.

*kartographischen Darstellung wird die Rechtslage dargestellt, aber kein Anspruch untermauert. »<sup>3056</sup>*

*« Ich bedauere die Äußerungen von Kardinal Glemp, sie sind unbedacht. Man kann nicht sagen, daß in Polen Menschen leben, die nur deswegen keine Deutschen mehr seien, weil sie die deutsche Sprache nicht mehr sprechen, wenn man ihnen über 40 Jahre verboten hat, deutsch zu sprechen, es nicht möglich gemacht hat, ihnen deutschen Unterricht zu geben, ihnen nicht einmal erlaubt, deutsch zu beten. »<sup>3057</sup>*

*« Die grüne Welle, sie ist da, und sie schwappt nicht nur behäbig über die Ufer, sondern trägt oft das Zeichen des Zornes, die Schaumkrone. (...) Allzu leicht reißt eine Welle die andere mit, und auf den Wogen schwimmt freudig der Zeitgeist, der da heißt „Trend“. Wie oft schon hat ein Trend den anderen abgelöst und die Fahrt ging genau in die entgegengesetzte Richtung, weil ein neuer Trend es so wollte. »<sup>3058</sup>*

*« Und jetzt sollen die Deutschen gleich zweimal bestraft werden. Das erste Mal wurden sie damit bestraft, daß sie ihre deutsche Muttersprache nicht sprechen und auch erst gar nicht in der zweiten Generation lernen durften. Das zweite Mal dreht man den Deutschen einen Strick daraus, daß sie nicht Deutsch sprechen können. Das begreife, wer will! »<sup>3059</sup>*

*« Daß in Schlesien viele Schlösser und andere Schätze der Architektur nicht gepflegt werden, sondern verfallen, ist eine traurige Tatsache. Leider gelten Verfall und Vernachlässigung nicht nur für Schätze der Architektur, sondern auch für die Landschaft, die Dörfer und Äcker. Das zeigt ein Bericht von Andrzej Mozolowski in Nr. 46 der polnischen Wochenzeitschrift „Polityka“ vom 12. Dezember vorigen Jahres besonders eindrucksvoll. »<sup>3060</sup>*

*« Er sagt: „Diesen Pflug habe ich für 300 Zloty gekauft; das ist freilich kein Geld, aber das ist auch kein Pflug. Er steht einfach herum. Diese Geräte; lieber Herr, sind nach zwei, drei Jahren nur noch altes Eisen. Na ja, ich habe auch noch einen deutschen Pflug, und mit dem pflüge ich.“ Ich bücke mich, und mit Mühe kann ich die verwischte Aufschrift entziffern: „H.K. Neun, Wiedeschwelt“. Auf wieviel Arbeitsjahre kann dieser alte Pflug zurückblicken? Auf 40 ? Auf 50 ? – „Das ist doch eine Schande! Man muß sich schämen, Herr Redakteur“, sagt der Gulij, „wenn man sagen muß, daß hier bei den Landwirten einige deutsche Maschinen noch heute funktionieren, aber unsere... ?“ »<sup>3061</sup>*

---

<sup>3056</sup> Interview de Heinrich Windelen publiée dans GB 84/9, p. 1-2.

<sup>3057</sup> Interview de Heinrich Windelen publiée dans GB 84/9, p. 1-2.

<sup>3058</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 84/10, p. 2.

<sup>3059</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 84/10, p. 2.

<sup>3060</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) publié dans GB 84/11, p. 1-2.

<sup>3061</sup> Article (*Kulturpolitische Korrespondenz*) publié dans GB 84/11, p. 1-2.

« Im Unterschied zu westlichen Industrieregionen wie dem Ruhrgebiet oder Pittsburgh/USA, in denen die Luftverschmutzung in den letzten zehn Jahren gesenkt werden konnte, ist im oberschlesischen Industriegebiet um Kattowitz die Belastung drastisch angestiegen. »<sup>3062</sup>

« Trotzdem soll sie ihrer Grundidee treu bleiben als Mittler zwischen Menschen, in diesem Fall: zwischen allen Vertriebenen aus der Grafschaft Glatz, ihren Angehörigen und besonders ihren Nachkommen (...). »<sup>3063</sup>

« Umgekehrt muß der „Grafschafter Bote“ seine Funktion darin sehen, Heimat zu vermitteln. „Heimat“ – das meint hier Kultur und Geschichte des Glatzer Landes, Brauchtum und Mundart, Lebensweisen und Eigenarten des Grafschafter Völkchens, zudem aktuelle Informationen aus den Heimatortgemeinschaften, aus den Familien und von Menschen, die sich durch ihre Arbeit verdient gemacht haben. »<sup>3064</sup>

« Was aber würde der Geistliche Rat Georg Goebel heute zum Entzug des Stimmrechts der apostolischen und Kanonischen Visitatoren in der deutschen Bischofskonferenz sagen? »<sup>3065</sup>

« den unseligen deutsch-polnischen Schulbuchempfehlungen »<sup>3066</sup>

« Mit « großer Empörung und Verbitterung » hat die Bundesversammlung der Landsmannschaft Schlesien vom Entzug des Stimmrechts der Apostolischen und Kanonischen Visitatoren für die Vertreibungsgebiete durch die Deutsche Bischofskonferenz Kenntnis nehmen müssen. »<sup>3067</sup>

« Immerhin lohne es sich, weiterzubohren und gerade gegenüber den Massemedien zu wiederholen, daß die öffentlich rechtlichen Massenmedien vergesellschaftet sind, daß sie der Gesellschaft gehören. Die Heimatvertriebenen, eine noch Millionen zählende Gruppe, seien ein Teil der Gesellschaft, sie hätten ein Recht auf Darstellung ihrer Probleme. Sie müßten ihr Recht eingeräumt bekommen, das sehr vielen und sehr viel kleineren Randgruppen längst regelmäßig gewährt werde. »<sup>3068</sup>

« Eine deutsche Polenpolitik an den Inhabern der Macht in Warschau vorbei, ist weder möglich noch verantwortlich. Aber das Umgekehrte gilt auch: Das Bemühen um politische Verständigung zwischen Bonn und Warschau muß ergänzt werden durch die menschliche Versöhnung der Völker im Geiste gegenseitiger Achtung, gegenseitigen Verstehens und gegenseitigen Verzeihens. (...) Bonn kann nicht ignorieren, was das polnische Volk zutiefst

---

<sup>3062</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 84/12, p. 4.

<sup>3063</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 85/1, p. 1-4.

<sup>3064</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 85/1, p. 1-4.

<sup>3065</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 85/1, p. 5-6.

<sup>3066</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 85/1, p. 5-6.

<sup>3067</sup> Article (oprS) publié dans GB 85/1, p. 9.

<sup>3068</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 85/1, p. 9.

*bewegt. Die Verständigung der beiden Staaten braucht das Fundament der Zustimmung der Völker. Sonst ist sie auf Sand gebaut. »<sup>3069</sup>*

*« Über 50 Prozent der zu uns kommenden Landsleute sprechen aufgrund der Jahrzehnte währenden Zwangspolonisierung kein Wort Deutsch mehr. Darum ist es dringend geboten, die Sprachförderung wie bis zum 1. Januar 1982 auf eine Dauer von zwölf Monaten auszudehnen und nicht länger mehr auf sechs bis acht Monaten zu beschränken. Nur durch die Beherrschung der deutschen Muttersprache eröffnet sich der Weg in die Eingliederung. »<sup>3070</sup>*

*« In einem künftigen Europa der freien Völker und Staaten müssen Grenzen durchlässig gemacht werden und ein Zusammenleben der Völker in friedlichem Miteinander ermöglicht werden. Ein freies Deutschland und ein freies Polen, heute eine Vision, muß unser aller politisches Ziel sein. »<sup>3071</sup>*

*« Unverzeihlich ist es vor diesem Hintergrund, daß ein Schreiberling in der Wochenschrift „Der Schlesier“ unter dem Titel „Nachdenken über Deutschland“ die Wiedervereinigung als Folge eines deutschen Einmarsches in die Staaten des Warschauer Paktes auch nur zur Diskussion stellen durfte. »<sup>3072</sup>*

*« Die Kanalisation, der ständige Wassermangel, das Fehlen einer funktionierenden Kläranlage sowie die Grundwasserverunreinigung durch Viehzucht und Kunstdünger würden bald dem Bad den Garaus machen. Eine Vergiftung der Heilquellen und ihre Schließung stehe unweigerlich ins Haus. »<sup>3073</sup>*

*« Vor diesem Hintergrund begreifen die Vertriebenen den 8. Mai als Mahnung, daß nämlich das Ende von Krieg nicht schon gleichbedeutend ist mit Frieden. (...) Dieses Datum ist mithin für sie eine Aufforderung zur Versöhnung, einer Versöhnung, die auf der Basis von Sicherheit, Gerechtigkeit und Vertrauen erwächst, nicht aber aus dem falsch verstandenen Machtanspruch einer „Befreiung“, die die Menschen mit Gewalt einer neuen Zwangsherrschaft ausliefert. »<sup>3074</sup>*

*« Millionenfach reisten sie in ihre angestammten Heimatgebiete, suchten und suchen sie Stätten der Erinnerung auf, finden sie Kontakt zu den heutigen Bewohnern. Sie strecken ihre Hand aus, indem sie die einstigen Vertreiber ebenso millionenfach mit Hilfspaketen bedenken, indem sie die Erhaltung von Kulturdenkmälern finanziell unterstützen. Das ist eine deutliche Absage an jede Gewalt, das ist mehr als nur ein Zeichen zur Versöhnungsbereitschaft. »<sup>3075</sup>*

---

<sup>3069</sup> Article (GNK) publié dans GB 85/1, p. 9.

<sup>3070</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 85/2, p. 2.

<sup>3071</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 85/2, p. 2.

<sup>3072</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 85/3, p. 2.

<sup>3073</sup> Article publié dans GB 85/4, p. 1-8.

<sup>3074</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 85/5, p. 1.

<sup>3075</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 85/5, p. 1.

« Denn nur, wenn nichts verschleiert, herabwürdigt oder überzogen wird, sind Lehren für die Zukunft zu gewinnen. »<sup>3076</sup>

« Hier tauchen dann wehmütige Erinnerungen an Konrad Adenauer auf. Er hatte noch den Mut, deutsche Anliegen zur Sprache zu bringen, Unpopuläres mit Würde und Autorität der Welt mitzuteilen. Seinem Ansehen und dem Ansehen der Bundesrepublik Deutschland hat dies nicht geschadet, im Gegenteil! »<sup>3077</sup>

« Herr Genscher beherrschte und beherrscht die Bühne und belehrte uns, daß die Oder-Neiße-Linie mindestens einfache Ewigkeitsdauer besäße. »<sup>3078</sup>

« Es ist aber doch wohl schizophren, wenn man vom Grundgesetz und den Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts dann nichts wissen will, wenn es z. B. um den Fortbestand Deutschlands oder die Rechtspositionen ganz Deutschlands geht. »<sup>3079</sup>

« Die Polen sind jedoch nicht empört darüber, daß in Schlesien und Ostpreußen deutsche Kriegsdenkmäler von 1870/71 und 1914/18 zu Denkmälern für die Opfer des „Hitlerfaschismus“ und für die polnische Volksarmee und Rote Armee, die bei der Befreiung Polens ihr Leben ließen, verfälscht werden. »<sup>3080</sup>

« Nur in den Gegenden der schlesischen Heilbäder und oben in den schlesischen Bergen gibt es noch genügend sauberes Wasser. (...) In größeren schlesischen Städten wie Waldenburg und Breslau werde Wasser allmählich zur Rarität, wie es die Kläranlagen sind. »<sup>3081</sup>

« Sie hatten sich alle gewaltige Mühe gegeben, das „Deutschlandtreffen der Schlesier“ 1985 zu verhindern oder zumindest den Bundeskanzler vom Besuch in Hannover abzuhalten: das Erste und das Zweite Deutsche Fernsehen, die schon Wochen zuvor in Reportagesendungen die Neuigkeit verbreiteten, daß in Schlesien heute Polen leben (wer hätte das je bestritten?), die auf „Entspannung“ eingeschworene Presse wie „Spiegel“, „Stern“ und „Zeit“, die durch das Schlesiertreffen den Weltfrieden gefährdet sahen, und selbstverständlich die kommunistischen Massenmedien in Mitteldeutschland, „Volkspolen“ und der Sowjetunion, die die 160 000 Schlesier in Hannover immer nur in Anführungszeichen zu nennen wagten, als ob es Schlesien nie gegeben hätte. »<sup>3082</sup>

« die deutsch-polnischen Schulbuechempfehlungen unseligen Gedenkens »<sup>3083</sup>

---

<sup>3076</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 85/5, p. 1.

<sup>3077</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 85/5, p. 2.

<sup>3078</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 85/5, p. 2.

<sup>3079</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 85/5, p. 2.

<sup>3080</sup> Article (GNK) publié dans GB 85/5, p. 4.

<sup>3081</sup> Article (oprM) publié dans GB 85/6, p. 5.

<sup>3082</sup> Article (GNK) publié dans GB 85/7, p. 3.

<sup>3083</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 85/8, p. 1-2.

« Wir möchten und mögen uns als Preußen, Deutsche oder Europäer verstehen, wir mögen unterschiedlichen sozialen Klassen und unterschiedlichen Glaubensgemeinschaften angehören, wir mögen verschiedene Berufe verfolgen und durchaus kontroverse Meinungen verfolgen – in erster Linie sind wir doch stets Graftschafter und als solche durch das einende Band der Mundart verbunden. »<sup>3084</sup>

« Die soeben beschlossene Aufkündigung der Patenschaft durch SPD und Grüne ist nichts anderes als eine Gefälligkeit gegenüber den Kommunisten und deren Auslegung des Warschauer Vertrages als eines Vorfriedensvertrags. »<sup>3085</sup>

« Daß die Grünen mit Deutschland nichts im Sinn haben, ist bekannt, daß aber die Sozialdemokratische Partei Deutschlands, die sich in ihrem Namen zu Deutschland bekennt, für Deutschland einzutreten nicht mehr bereit ist, muß als ein Verstoß gegen die Gemeinsamkeit aller demokratischen Kräfte, für ganz Deutschland Politik zu treiben und das Recht auf Selbstbestimmung einzufordern, angeklagt werden. »<sup>3086</sup>

« Das wegen seiner Sauerquellen geschätzte und wohl berühmteste Kurbad Schlesiens, Bad Kudowa, droht auszutrocknen und ist wegen der damit sanitären Schwierigkeiten epidemiebedroht. (...) Bad Kudowa mit seinen Heilquellen war zuerst im Besitz des berühmten Wallenstein. Friedrich der Große, der dort das Wasser erprobte, ließ sich ständig Heilwasser nach Potsdam schicken. »<sup>3087</sup>

« Hier hat Herr Genscher gute Arbeit geleistet. Ich warne davor, das politische und moralische Gefälle zwischen Demokratie und Diktatur, zwischen Freiheit und Unfreiheit, weiter einzuebrennen. »<sup>3088</sup>

« allein die Tatsache, daß der Bundesregierung nach wie vor ca. 140 000 Ausreisewünsche namentlich bekannt seien, widerspreche der Erklärung des polnischen Vertreters. »<sup>3089</sup>

« Weiterhin ist die Bundesregierung nach Möllemanns Worten der Auffassung, daß die Aussagen dieser in der Volksrepublik Polen herausgegebenen Briefmarke nicht den Intentionen der verschiedenen Empfehlungen des Weltpostvereins über die Auswahl von Briefmarkenmotiven durch die nationalen Postverwaltungen entsprechen. Mit diesen Empfehlungen hat der Weltpostverein den Postverwaltungen nahegelegt, für Briefmarken Motive zu wählen, die der gegenseitigen Verständigung und der Entwicklung freundschaftlicher Beziehungen zwischen den Völkern dienen. »<sup>3090</sup>

---

<sup>3084</sup> Discours de Georg Hoffmann publié dans GB 85/11, p. 1-2.

<sup>3085</sup> Article (GNK) publié dans GB 85/11, p. 2.

<sup>3086</sup> Article (GNK) publié dans GB 85/11, p. 2.

<sup>3087</sup> Article (GNK) publié dans GB 85/12, p. 2.

<sup>3088</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 86/1, p. 2.

<sup>3089</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 86/1, p. 3.

<sup>3090</sup> Article (Deutscher Ostdienst) publié dans GB 86/1, p. 3.

« Und nicht zu vergessen: die alteingesessene Bevölkerung im Westen aber auch in Mitteldeutschland empfing uns Vertriebene nicht gerade mit offenen Armen. Wir mochten vielleicht als Arbeitskräfte willkommen sein, doch wir wollten ernährt sein, wir wollten eine Wohnung haben. Essen und Wohnen: Das waren eben die beiden Hauptprobleme auch im Westen (...). So schien es zunächst auch nach 1945 – und es mag neben dem Wiederaufbau die größte Leistung der Deutschen sein, daß dieser Sprengsatz eben nicht explodiert ist, daß eine Eingliederung ebenso möglich geworden ist wie der gemeinsame Aufbau eines demokratischen Staatswesens, das bis heute international als vorbildlich gilt. »<sup>3091</sup>

« Die Zeit drängt: Denn immer mehr junge Menschen interessieren sich für die Grafschaft Glatz. Sie finden mittlerweile genügend Gruppen, in denen sie mit gleichaltrigen Grafschaftern zusammentreffen und sich austauschen können, wo sie gleiche Interessen verfolgen können. (...) Allein die Präsenz reicht aber nicht aus. Vielmehr müssen der Jugend Aufgaben gestellt werden, und – was noch wesentlich wichtiger ist – sie muß sich selbst Aufgaben suchen und ausfüllen. »<sup>3092</sup>

« Wie fragwürdig die Handlungsweise der beiden Rundfunkanstalten ist, wird am besten daran deutlich, daß man zwar die von Israel besetzten Gebiete oder die zur Zeit unter sowjetischer Verwaltung stehenden japanischen Kurilen-Inseln besonders kartographisch herausstellt, die Grenzlinien jedoch, die man aufgrund des Grundgesetzes und der Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts zu zeigen verpflichtet ist, werden unterschlagen. »<sup>3093</sup>

« Wenn man auf der einen Seite sieht, wie die Bundesrepublik – gerade auch die jetzige Bundesregierung – Polen mit größter Zuvorkommenheit behandelt und auch Bundeskanzler Kohl ständig von Versöhnung spricht, so ist die Rücksichtslosigkeit, mit der das offizielle Warschau sich über alle Interessen des Bonner Partners (von den deutschen Gefühlen gar nicht zu reden) hinwegsetzt, immer wieder verblüffend. »<sup>3094</sup>

« Die Aufkündigungen von Patenschaften zwischen den Städten der Bundesrepublik Deutschland und den Heimatstädten der Vertriebenen ist als rücksichtsloser Opportunismus zu verurteilen. Diese Aufkündigungen sind nichts anderes als Gefälligkeits- und Ergebnisbekundungen gegenüber dem Warschauer Regime (...). »<sup>3095</sup>

« Über die Grünen sollte am besten geschwiegen werden. »<sup>3096</sup>

« Die Landsmannschaft Schlesien tritt für ein freies Schlesien in einem freien Vaterland, für ein freies Vaterland in einem freien Europa ein. Dies ist heute eine Illusion, aber schon der

---

<sup>3091</sup> Discours de Georg Hoffmann publié dans GB 86/2, p. 1-3.

<sup>3092</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 86/2, p. 2.

<sup>3093</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 86/2, p. 3-4.

<sup>3094</sup> Article (*Die Welt*) publié dans GB 86/3, p. 3.

<sup>3095</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 86/3, p. 4-5.

<sup>3096</sup> Interview de Herbert Hupka publiée dans GB 86/5, p. 1.

israelitische Staatsgründer Ben Gurion sagte, daß die Utopie von heute die Realität von morgen werden müsse. »<sup>3097</sup>

« Zum ersten Mal hat eine polnische Publikation zugegeben, daß es noch Deutsche innerhalb des polnischen Machtbereichs gibt. (...) Aus dem Bericht geht weiter hervor, daß die Deutschen im Gegensatz zu anderen Minderheiten keinen eigenen Kulturverband besitzen. »<sup>3098</sup>

« Nur in einer Äußerung war kürzlich nachzulesen, daß man, sollte es eine solche Minderheit geben, sie aus „politisch-historischen“ Gründen nicht als solche anerkennen könnte. »<sup>3099</sup>

« Zum einen, weil dem vertriebenen Landwirt mit dem Verlust der Heimat die oft durch viele Generationen von Vorfahren hart erarbeitete Lebensgrundlage genommen wurde, zum anderen, weil er nach hartem Mühen um einen neuen Anfang infolge der schlechten wirtschaftlichen Situation des Großteils der deutschen Landwirtschaft in der EG sich um den gerechten Lohn für seine mühevollen Arbeit gebracht sehe. »<sup>3100</sup>

« Selbstverständlich müssen wir als Demokraten auch mit Kommunisten verhandeln, nur müssen wir wissen, daß wir es mit einer kommunistischen Diktatur und einem von der Sowjetunion ausgehaltenen Regime in Warschau zu tun haben. Darum sind die gegenwärtigen staatlichen Repräsentanten der Volksrepublik Polen nicht mit dem wirklichen Willen des von der Sowjetunion unterdrückten polnischen Volkes zu verwechseln. »<sup>3101</sup>

« Auch schon in früheren Jahren waren aus besonderem Anlaß Briefmarken zu Ehren von Gerhart Hauptmann erschienen, übrigens auch herausgegeben von der Post der DDR, die sich bekanntlich allzu gern des Werkes von Gerhart Hauptmann nicht nur annimmt, sondern auch bemächtigt. (...) Die Ehrung Gerhart Hauptmanns ist zugleich ein Hinweis nicht nur auf seine Größe, gehört er doch zu den großen Deutschen aus Schlesien, sondern auch auf sein Herkommen aus Schlesien. »<sup>3102</sup>

« „Ich meine, das sollte man in den richtigen Proportionen sehen. Natürlich erkenne ich diese Hilfsbereitschaft an. Aber man sollte dabei auch daran denken, daß am Niedergang unserer Wirtschaft der Westen nicht ganz unschuldig war. Das ist auch ein Teil der Begründung für unsere zurückhaltende Kommentierung dieser Hilfe“. Die Bundesregierung erklärte dazu, sie könne diesen Worten eine Herabsetzung der Hilfsbereitschaft der Deutschen nicht entnehmen. »<sup>3103</sup>

---

<sup>3097</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 86/5, p. 1.

<sup>3098</sup> Article (*Die Welt*) publié dans GB 86/5, p. 2.

<sup>3099</sup> Article (*Die Welt*) publié dans GB 86/5, p. 2.

<sup>3100</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 86/6, p. 2.

<sup>3101</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 86/6, p. 2.

<sup>3102</sup> Article publié dans GB 86/6, p. 3.

<sup>3103</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 86/6, p. 3.

« Wir wollen ein Europa, aus dem Grenzen und Stacheldrähte weichen. Zusammengenommen ist dies ein Europa, in dem die Menschen frei zusammenkommen können, in dem sie sich ungehindert bewegen dürfen, in dem sie ihre Heimat frei wählen dürfen. »<sup>3104</sup>

« Die Völker dort wären dem Frieden erheblich näher, wenn die mit terroristischen Mitteln operierenden Palästinenser „etwas von der Haltung der Ostdeutschen hätten“, erklärte Fränkel. »<sup>3105</sup>

« Vor über 1800 Teilnehmern legte Ministerpräsident Franz Josef Strauß beim wehrpolitischen Kongreß der CSU 1986 in eindrucksvoller Weise erneut ein klares und eindeutiges Bekenntnis für die deutschen Heimatvertriebenen ab. Wie Strauß erklärte, hätte niemand den Friedens-Nobelpreis mehr verdient als die deutschen Heimatvertriebenen. »<sup>3106</sup>

« Man stelle sich einmal vor, wie die politische Situation und auch damit die Sicherheit Europas wäre, wenn diese Heimatvertriebenen nicht ein stabiles, solides, produktives Element der neuen Gemeinschaft in der Bundesrepublik Deutschland geworden wären, in der sie leben. Wenn sie ein Substrat revolutionärer Unruhe, wenn sie ein Potential dauernder Sicherheitsproblematik geworden wären. Wir erleben doch, was im Mittleren Osten das wesentlich kleinere Problem der Palästinenser an Dauerbelastung für den Weltfrieden schafft. »<sup>3107</sup>

« Oder warum sagt man den Polen nicht endlich einmal: Dies war die letzte Milliarde, jetzt ist Schluß! Ihr habt nahezu ein Drittel des Deutschen Reiches zur Verwaltung bekommen, die Kornkammern des Reiches, ungeheure materielle Werte, was habt ihr damit gemacht? Ernährt Euch selbst oder werft das Handtuch! Jährlich kostet die Volksrepublik Polen den deutschen Steuerzahler mehr als eine Milliarde Mark. Trotzdem leugnet man, daß es eine Vertreibung gegeben hat und verunglimpft die deutschen Heimatvertriebenen maßlos und unentwegt. »<sup>3108</sup>

« Etliche hatten mich auch unter Hinweis auf die klaren meinungsbeziehenden Stellungnahmen unseres verehrten Alois Bartsch aufgefordert, vor dem Wahltermin mit einer eindeutigen Aussage Stellung zu beziehen. Ich habe aber bewußt vor dem 25. Januar 1987 von einer solchen Meinungsäußerung abgesehen. »<sup>3109</sup>

« Unterschwellig hatte die Union die Parole ausgegeben: Dagegen (gegen die Verträge), solange Annahme gesichert! (...) Folge: die große demokratische Volkspartei hatte in der Schicksalsfrage der Nation keine Meinung mehr. Man enthielt sich der Stimme! (...) Es kann nicht hingenommen werden, daß man zwar in Regierungserklärungen oder im Bericht zur

---

<sup>3104</sup> Article de Georg Hoffmann paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 86/8, p. 2.

<sup>3105</sup> Article (GNK) publié dans GB 86/9, p. 3.

<sup>3106</sup> Article (GNK) publié dans GB 86/12, p. 3.

<sup>3107</sup> Article (GNK) publié dans GB 86/12, p. 3.

<sup>3108</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 87/3, p. 2.

<sup>3109</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 87/3, p. 2.

*Lage der Nation im geteilten und fremdbesetzten Deutschland die Rechtsgrundlagen gebetsmühlenartig aufzählt, sich im übrigen vornehm zurückhält und die Inhalte und Aussagen der Karlsruher Entscheidungen politisch nicht vorlebt. »<sup>3110</sup>*

*« Dank der Initiative der Bayerischen Staatsregierung und der sie tragenden Partei zog man vor das Bundesverfassungsgericht. Leider schloß sich die andere christliche Partei diesem Gang nicht an. »<sup>3111</sup>*

*« Im Rahmen polnischer Bemühungen, kulturhistorisch wertvolle Grabstätten und Friedhöfe zu erhalten, seien in den vergangenen Jahren auch einige deutsche Gräber, u.a. von Joseph von Eichendorff, Carl Hauptmann und Ferdinand Lassalle restauriert worden, wobei letzteres auf eine Initiative der SPD zustande kam. »<sup>3112</sup>*

*« Denn schließlich müssen die Grafschafter immer wieder zusammen finden können, weil sie trotz mancher Kontroverse einig in Grundauffassungen sind, weil sie Sympathie für jeden einzelnen aus diesem Menschenschlag hegen. (...) Leidet das persönliche Verhältnis der Menschen untereinander an einem politischen „Grabenkrieg“ (der ohnehin besser in Parteien und Verbänden aufgehoben wäre), dann ist es um den Zusammenhalt der Gemeinschaft schlecht bestellt. »<sup>3113</sup>*

*« Die Entfaltung der inoffiziellen deutsch-polnischen Kontakte parallel zu den offiziellen Beziehungen zwischen Bonn und Warschau bezeichnete Bartoszewski als wichtigste Säule der deutsch-polnischen Annäherung, der jede Institutionalisierung nur schaden könne. »<sup>3114</sup>*

*« Aus Anlaß des zweiten Deutschland-Besuches von Papst Johannes Paul II. hat die schlesische Jugend an den Papst appelliert, sich für die Verbesserung der Lebenssituation der in den Oder-Neiße-Gebieten von den Polen unterdrückten Deutschen einzusetzen. »<sup>3115</sup>*

*« Immer mehr Gebirgsregionen müssen heute von Zisternenwagen mit Trinkwasser versorgt werden, das auch immer rarer wird. Auch die Zahl der verseuchten Brunnen nimmt zu. Der Grund: Undichte oder nicht vorhandene Fäkalienbehälter der Gehöfte und gastronomischen Betriebe. Hinzu kommt, daß man Fäkalienbehälter einfach in die Wälder verkippt. Außerdem spielen die – nicht nur in der Landwirtschaft – eingesetzten Chemikalien bei dieser gesamten Verschmutzung eine eminente Rolle. »<sup>3116</sup>*

*« In seiner mutigen und würdigen Rede bei einem Empfang durch das sowjetische Staatsoberhaupt Gromyko verschwieg von Weizsäcker nicht die unbequemen Wahrheiten, die das deutsch-sowjetische Verhältnis überschatten. Er erinnerte an die schweren Wunden, die*

---

<sup>3110</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 87/3, p. 2.

<sup>3111</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 87/3, p. 2.

<sup>3112</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 87/3, p. 4.

<sup>3113</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique commentaire publié dans GB 87/5, p. 2.

<sup>3114</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 87/6, p. 3.

<sup>3115</sup> Article (*GNK*) publié dans GB 87/6, p. 3.

<sup>3116</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 87/6, p. 4.

*sich beide Völker im Kriege schlugen und kam nach einer Würdigung der sowjetischen Opfer auch auf die Leiden der Deutschen zu sprechen. »<sup>3117</sup>*

*« Das Verhältnis zwischen den Bundesdeutschen und den deutschen Aussiedlern aus osteuropäischen Ländern verschlechtert sich nach Ansicht des bayerischen Ländercaritasverbandes zunehmend. »<sup>3118</sup>*

*« Gerade diese Aktion wird erneut belegen, welche Einwirkungsmöglichkeiten auch nach 40 Jahren den Ostdeutschen zur Verfügung stehen. »<sup>3119</sup>*

*« Freilich scheint die Erhaltung der Mundart bisweilen dem sinnbildlichen Kampf Don Quijotes gegen die Windmühlenflügel zu gleichen. (...) Hier soll nicht verschwiegen werden, daß die Heimatsprache auch in der Grafschaft Glatz als geschlossenem Gebirgskessel bereits seit Anfangs dieses Jahrhunderts und damit längst vor der Vertreibung durch die rasche Verbreitung des Hochdeutschen über die Medien immer mehr in die Verteidigungsposition geriet. (...) Gerade den nachwachsenden Generationen fehlt es deshalb – selbst bei bestem Willen – schwer, sich noch in die Mundart der Eltern und Großeltern hineinzufühlen. »<sup>3120</sup>*

*« Das hessische Innenministerium hatte den sozialdemokratischen Oberbürgermeister von Wiesbaden, Exner, in einer Weisung auf die Rechtsverstöße hin aufmerksam gemacht, die sich daraus ergeben, daß auf die Nennung des deutschen Namens Breslau verzichtet und nur noch die polnische Bezeichnung Wroclaw gebraucht wird. »<sup>3121</sup>*

*« Bei dem Debattenbeitrag des SPD-Fraktionsvorsitzenden Hans-Joachim Vogel wartete man vergeblich auf ein Bekenntnis zur Offenheit der deutschen Frage oder ein klares Wort zu Situation der deutschen Minderheiten im sowjetischen Machtbereich. »<sup>3122</sup>*

*« Das Hinterlassen steinerer oder metallener Zeugen in Form von Bildstöcken und Gedenktafeln ist ein weiteres überaus geeignetes Mittel, „Spuren“ zu hinterlassen, die belegen, daß wir da waren, daß es eine Vertreibung gegeben hat. (...) Alle Grafschafter sind aufgerufen, darüber nachzudenken, wo und in welcher Form weitere Zeugnisse unserer geschichtlichen, kulturellen oder religiösen Identität denkbar wären. »<sup>3123</sup>*

*« Alle Grafschafter sind aufgerufen, darüber nachzudenken, wo und in welcher Form weitere Zeugnisse unserer geschichtlichen, kulturellen oder religiösen Identität denkbar wären. (...) Bücher, Schallplatten, Bilder und Karten, die hoffentlich auch unseren Wohnungen die*

---

<sup>3117</sup> Article (GNK) publié dans GB 87/8, p. 3.

<sup>3118</sup> Article (GNK) publié dans GB 87/9, p. 2.

<sup>3119</sup> Interview de Peter Großpietsch publiée dans GB 87/9, p. 4-5.

<sup>3120</sup> Article publié dans GB 88/1, p. 1.

<sup>3121</sup> Article (GNK) publié dans GB 88/1, p. 3.

<sup>3122</sup> Article publié dans GB 88/1, p. 4.

<sup>3123</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 88/2, p. 1.

*entsprechende ostdeutsche Note verleihen, müssen weiterhin gekauft, verschenkt werden. Insbesondere ist hier an die jüngere Generation zu denken. »<sup>3124</sup>*

*« Alle Grafschafter sind aufgerufen, darüber nachzudenken, wo und in welcher Form weitere Zeugnisse unserer geschichtlichen, kulturellen oder religiösen Identität denkbar wären. »<sup>3125</sup>*

*« Die Frage des Zusammenhalts, die Beschäftigung mit Herkunft, Abstammung und kultureller Eigenständigkeit geht in diesen Tagen vielen Ostdeutschen durch den Sinn und erfüllt sie mit großer Nachdenklichkeit. Die alles überlagernde Frage lautet: Haben wir mit der Eingliederung in die Gesellschaft (wer spricht heute noch vom deutschen Volk?) in Westdeutschland, mit dem Lebensstandard und dem Wirtschaftswunder den Preis für unsere Identität bezahlt? »<sup>3126</sup>*

*« Spuren, die belegen, daß wir « da waren » und etwas mitgebracht haben. Nicht nur Mohnklöße und das Transeamus, aber auch dieses. »<sup>3127</sup>*

*« Papst Johannes Paul II. hat die polnische Regierung davor gewarnt, der Gesellschaft eine Politik aufzuerlegen, die von ihr nicht akzeptiert wird. „Keiner kann die Gesellschaft ersetzen oder an ihrer Stelle Entscheidungen treffen, die sie selbst betreffen“, erklärte der Papst vor einer Versammlung polnischer Bischöfe unter der Führung des polnischen Primas Kardinal Josef Glemp. »<sup>3128</sup>*

*« Die polnische Opposition macht darauf aufmerksam, daß diese Westgaben primär aus der Bundesrepublik Deutschland kommen. Unter den privaten Sendern und Organisatoren dieser Gaben rangieren an erster Stelle deutsche Spätaussiedler, Vertriebene und Spätaussiedler – heißt es dazu. »<sup>3129</sup>*

*« Polens Außenminister Orzechowski hat in Moskau erklärt, daß Beziehungen zwischen Nationen nicht auf Halbwahrheiten beruhen dürften. Um die Situation zu verbessern, müsse die ganze Wahrheit gesagt werden(...). »<sup>3130</sup>*

*« Weihbischof Pieschl sprach von der großen Aufgeschlossenheit des Papstes für die Sorgen und die Nöte der deutschen Heimatvertriebenen und für die Probleme der deutschen und europäischen Teilung. In seiner neuen Enzyklika habe der Papst erneut „die Achtung der Identität aller Völker und ihres Rechtes auf die Heimat und die freie Selbstbestimmung“ verlangt. Auch habe der Papst betont, daß er von seinem Amte her an der Seite jeder Nation stehe. »<sup>3131</sup>*

---

<sup>3124</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 88/2, p. 1.

<sup>3125</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 88/2, p. 1.

<sup>3126</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 88/2, p. 1.

<sup>3127</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 88/2, p. 1.

<sup>3128</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 88/2, p. 2.

<sup>3129</sup> Article (*GNK*) publié dans GB 88/3, p. 3.

<sup>3130</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 88/4, p. 2.

<sup>3131</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 88/5, p. 2.

« Es wird vermutet, daß eine detaillierte Berechnung zu weitaus höheren Beträgen kommen dürfte. Doch wer führt diese durch? Die Bundesregierung – gleich welcher Richtung – wohl kaum. Und doch wäre dies höchste Zeit. Einmal als handfestes Gegengewicht gegen polnische Forderungen, wie auch deshalb, um den Nicht-Vertriebenen einmal einen Begriff von den Werten zu vermitteln, die seit Kriegsende verloren gegangen sind. »<sup>3132</sup>

« Die stark angestiegene Zahl von Aussiedlern aus dem kommunistischen Machtbereich hat zu Engpässen bei der Unterbringung dieses schwer betroffenen Personenkreises geführt. »<sup>3133</sup>

« Auch wenn die Nachricht wie eine Bombe einschlug – zu erwarten war sie längst »<sup>3134</sup>

« An die Nachkriegszeit erinnern die aus der rasanten Entwicklung erwachsenden Probleme: In Turnhallen, Schulen und Wohncontainern entstehen Notunterkünfte. Das Betreuungs- und Dienstleistungsangebot von Behörden und Verbänden bleibt angesichts personeller Engpässe lückenhaft. Eigenartig und bedauerlich teilnahmslos bleibt trotzdem die breite Bevölkerung: Die Neuankömmlinge scheinen häufig nicht gerade willkommen zu sein – ganz zu schweigen davon, daß in der Bundesrepublik noch zu vielen Menschen das nötige Sachwissen und die wünschenswerte Sensibilität für das Thema fehlen, wenn sie deutsche Spätaussiedler Ausländern bzw. Asylanten gleichsetzen. »<sup>3135</sup>

« Als Anwalt der Aussiedler ist der Bund der Vertriebenen in besonderer Weise berufen, die Nöte der Aussiedler darzustellen und für ihre Abhilfe Sorge zu tragen. (...) Nach seinen Worten kann der Bund der Vertriebenen bei Erfüllung dieser Aufgabe auf 700 ehrenamtliche Aussiedler-Betreuer zurückgreifen. »<sup>3136</sup>

« Gerade die Vertriebenen müßten darauf immer wieder hinweisen, für jeden Aussiedler aktiv eintreten. Haben sie doch nach 1945 nur zu häufig am eigenen Leib erleben müssen, was es heißt, nur mit einem Bündel armseliger Habseligkeiten an fremde Türen zu klopfen, die nach einem mißtrauischen Blick des Bewohners gleich wieder zugeschlagen wurden. So etwas darf sich nicht wiederholen. »<sup>3137</sup>

« Viele Aussiedler müssen sich mit Arbeitsplätzen begnügen, die ihrem Wissen und Können nicht gerecht werden. Zeugnisse und Befähigungsnachweise werden oft nicht oder zu spät anerkannt. »<sup>3138</sup>

« Die Landsmannschaft Schlesien setzt sich gegen das Vorurteil zur Wehr, daß durch die Aussiedler die Arbeitsmarktlage erschwert und die Mehrheit der Aussiedler zur

---

<sup>3132</sup> Article publié dans GB 88/6, p. 4.

<sup>3133</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 88/6, p. 5.

<sup>3134</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 88/7, p. 1.

<sup>3135</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 88/7, p. 2.

<sup>3136</sup> Article (oprM) publié dans GB 88/9, p. 2.

<sup>3137</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 88/10, p. 2.

<sup>3138</sup> Article de Thomas Horschler paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 88/10, p. 2.

*Arbeitslosigkeit gezwungen würde. Trotz vorübergehender Schwierigkeiten bei der Integration sind die Aussiedler keine Belastung, sondern eine große Chance für die Bundesrepublik Deutschland. So wie das Wirtschaftswunder ohne die Leistung der Vertriebenen und Flüchtlinge nicht möglich geworden wäre, so wird auch jetzt von den Aussiedlern dank ihrer Leistungsfähigkeit und ihrem ungebrochenen Arbeitswillen ein neuer wirtschaftlicher Impuls ausgehen. »<sup>3139</sup>*

*« Franz-Josef Strauß, der nicht nur im nachhinein mit Superlativen bedachte Politiker der ersten Stunde, ist von der politischen Bühne abgetreten. (...) Von den meisten Vertriebenen wurde er verehrt, in Mitteldeutschland wurde er umjubelt, wann immer er die Zonengrenze zu Besuchen überquerte. Er war der Motor, der die Gedanken an das ganze Deutschland wachhielt; für viele Patrioten war er die gesamtdeutsche Hoffnung schlechthin (...). »<sup>3140</sup>*

*« Was die Lage der in Schlesien und anderen Teilen Ostdeutschlands lebenden Deutschen anbelangt, so meldete der „Rheinische Merkur“ unter Berufung auf in Bonn vorliegende Berichte, daß sich der polnische Primas Glemp bei seinem jüngsten Gespräch mit Staats- und Parteichef Jaruzelski strikt dagegen ausgesprochen hat, den im polnischen Machtbereich lebenden Deutschen einen Minderheitenstatus einzuräumen. »<sup>3141</sup>*

*« Wem dies geglückt ist, wer verschont bleibt, sieht sich einer wachsenden Entfremdung ausgesetzt. Andere Menschen werden seine Nachbarn. Mit einer fremden Sprache, mit einer ganz anderen Mentalität und einem ganz anderen Verhältnis zu uns. Wir werden in unserer Heimat zum Fremden. Wir, in der Minderheit, versuchen die fremde Sprache zu sprechen, um ja nicht aufzufallen. Passen uns an, um zu überleben, so oder so. Verwandte und Bekannte nehmen Abschied von uns, reisen aus. »<sup>3142</sup>*

*« „Spätaussiedler“ nennt man uns. Zu spät ausgesiedelt? Was können wir dafür? Es war uns nicht in die Wiege gesungen auszusiedeln, geschweige ein Leben in einer entfremdeten Heimat zu verbringen, als Minderheit. Hoffentlich werden wir es dort nicht wieder, dort, wo wir hinkommen. – Gott helfe uns, Menschen zu finden, die uns verstehen. »<sup>3143</sup>*

*« Auch die Frage des Überlebens des Deutschtums in den unter polnischer und sowjetischer Verwaltung stehenden Ostgebieten und die Durchsetzung von Volksgruppenrechten in diesen Gebieten ist für Herrn Genscher kein Thema. »<sup>3144</sup>*

*« (...) von den in die Bundesrepublik Deutschland kommenden Aussiedlern ein wesentlicher Impuls ausgehen kann, für eine gesamteuropäische Friedensordnung zu arbeiten, die allen*

---

<sup>3139</sup> Résolution de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 88/10, p. 3.

<sup>3140</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 88/11, p. 2.

<sup>3141</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 88/12, p. 2.

<sup>3142</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 88/12, p. 2.

<sup>3143</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 88/12, p. 2.

<sup>3144</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 89/1, p. 2.

*Menschen ein menschenwürdiges Leben in Freiheit, Gerechtigkeit und Selbstbestimmung ermöglicht. »<sup>3145</sup>*

*« Rund 90 Prozent aller Aussiedler sind Jugendliche oder stehen im erwerbsfähigen Alter. Zum anderen sind sie qualifizierte und geschätzte Mitarbeiter, anpassungsfähig, fleißig, zuverlässig und motiviert, so daß sie in der Regel meist nach Absolvierung eines Sprachkurses und einer evtl. beruflichen Anpassungsmaßnahme eine Arbeitsplatz finden und so auch mit dazu beitragen, die späteren Renten zu finanzieren. »<sup>3146</sup>*

*« Zum ersten Mal hat eine polnische KP-Publikation die Existenz einer deutschen Minderheit in Polen zugegeben (...). Seitdem deren Ansehen seit den 80er Jahren (Pakethilfeaktionen!) gestiegen sei, würden die Deutschen in Oberschlesien nicht mehr so wie früher mit „Schwab“, „Hammel“ und „Hans“ beschimpft. So ist auch der Status von uns Oberschlesiern gestiegen. Und so sind wir dank der Bundesrepublik Deutschland wieder gesellschaftsfähig, ja sogar attraktiver geworden... Dies ist wohl eine Anspielung darauf, daß deutsche Ehepartner zwecks Ausreise gefragt sind und ebenso die polnischen Nachbarn an eventuellen Kontakten mit Bundesbürgern in spe interessiert sind. »<sup>3147</sup>*

*« Große Überraschung hat die Tatsache ausgelöst, daß die Bundespost erneut einer Glatzerin eine Briefmarke gewidmet hat – dazu noch einer Frau, die in den Reihen der Grafschafter bislang noch nahezu unbekannt ist, um die Jahrhundertwende in Deutschland aber eine wichtige Rolle spielte. »<sup>3148</sup>*

*« Ich kann aber nicht erkennen, inwieweit die Zugehörigkeit der Bundesrepublik Deutschland zu einem europäischen Bundesstaat – den Vereinigten Staaten Europa – ein rechtliches Hindernis dafür bilden könnte, „in freier Selbstbestimmung die Einheit und Freiheit Deutschlands zu vollenden“. Es geht nämlich um beides: Um Einheit und Freiheit. Freiheit ist die Bedingung der Einheit, sie darf nicht ihr Preis sein. »<sup>3149</sup>*

*« (...) legte Kohl in seiner Festrede ein überzeugendes Bekenntnis zur Einheit der deutschen Nation ab. »<sup>3150</sup>*

*« Die Vertriebenen haben am eigenen Leib erleben müssen, daß die fragwürdigen Wertvorstellungen der Vorkriegszeit im eigenen Land nicht nur zum Nationalsozialismus geführt haben, sondern durchaus auch das Denken und Handeln anderer Völker beherrschten und deshalb nach dem eigentlichen Weltkriegsende mit der Vertreibung erneut unsägliches Leid und bittere Not auslösten. Gerade deshalb reagieren viele unter den Betroffenen allergisch auf die Parolen rechtsradikaler Rattenfänger, gerade deshalb stimmt die eingangs*

---

<sup>3145</sup> Article (oprM) publié dans GB 89/1, p. 3.

<sup>3146</sup> Article (s.u.e.) publié dans GB 89/1, p. 3.

<sup>3147</sup> Article (GNK) publié dans GB 89/1, p. 3-4.

<sup>3148</sup> Article publié dans GB 89/3, p. 3.

<sup>3149</sup> Discours de Helmut Kohl publié dans GB 89/3, p. 3-4.

<sup>3150</sup> Discours de Helmut Kohl publié dans GB 89/3, p. 3-4.

zitierte politische Einordnung auch nicht mit den Realitäten überein: Fremdenfeindlichkeit oder gar Hetze ist ihre Sache nicht, weil sie schnurstracks in alte Konflikte zurückführt statt sie zu lösen. »<sup>3151</sup>

« Unter den gebürtigen Grafschaft Glatzern und unter ihren Nachkommen finden sich ebenso wie unter allen anderen Landsmannschaften parteipolitische Auffassungen, die das gesamte Spektrum abdecken. Was die Menschen verbindet, ist ja auch nicht der gemeinsame politische Nenner, sondern die gemeinsame Wurzel, ist mehr das Woher als das Wohin. »<sup>3152</sup>

« Der Zug ist für die CDU längst abgefahren. Die Vertriebenen fühlen sich in ihr nicht mehr zu Hause. Sie setzen nicht unbedingt auf die Republikaner, aber immerhin auf eine Partei wie die Republikaner, die ihrer Meinung nach all die Themen aufsammelt, die im Laufe der Jahre von der CDU vernachlässigt wurden. Der Groll ist so groß, daß diejenigen, die nun partout nicht die Republikaner wählen wollen, weil sie ihnen zu suspekt sind, lieber bei Wahlen zu Hause bleiben, als für eine CDU zu stimmen, vor der sie sich verraten fühlen. »<sup>3153</sup>

« Die Zeit der Vertriebenen- und Landsmannschaftstreffen steht vor der Tür. Daß die Redner, die dort das Wort ergreifen, nicht zimperlich und etliche Nuancen schärfer sein werden als bisher, ist schon heute absehbar, denn die Vertriebenen haben den Eindruck, daß die Union nicht mehr zu dem steht, was sie damals als Opposition in Bonn bis 1982 vertreten hat. »<sup>3154</sup>

« So wie Polen gegen die Geschichtslüge der Sowjetunion über Katyn aufbegehrt und protestiert, muß endlich auch von uns Deutschen gefordert werden, daß die Vertreibung von Millionen Deutschen aus ihrer angestammten Heimat als Vertreibung beim Namen genannt und verurteilt wird. »<sup>3155</sup>

« Trotz der Milliardenkredite, die unsere Regierungen in den vergangenen Jahren dem polnischen Staat zukommen ließen, wurde unser schönes und einst reiches Schlesierland fast völlig heruntergewirtschaftet, ließ man blühende Felder veröden, früher gesunde Bauernhöfe, ja ganze Dörfer verfallen. »<sup>3156</sup>

« Von ihnen zu verlangen, die polnischen Wirtschaftsflüchtlinge mit offenen Armen aufzunehmen, ist eine Zumutung. Glaubt man, Ostdeutsche hätten vergessen, wer ihnen die alte Heimat und all ihre Habe genommen hat? »<sup>3157</sup>

« Großen Wert habe ich immer wieder darauf gelegt, den Blick nicht einzuengen auf politische Positionen, die andere Menschen und ihre Meinungen ausgrenzen, also nicht Partei zu ergreifen im parteipolitischen Grabenkampf. Das hat zumindest stets denen nicht gefallen,

---

<sup>3151</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 89/4, p. 1-2.

<sup>3152</sup> Editorial de Thomas Horschler publié dans GB 89/4, p. 1-2.

<sup>3153</sup> Article de Gudrun Schmidt paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 89/4, p. 2.

<sup>3154</sup> Article de Gudrun Schmidt paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 89/4, p. 2.

<sup>3155</sup> Déclaration d'Herbert Hupka publiée dans GB 89/4, p. 4.

<sup>3156</sup> Article de Norbert Nitsche paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 89/5, p. 2.

<sup>3157</sup> Article de Norbert Nitsche paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 89/5, p. 2.

die den „Grafschafter Boten“ gerne zum Instrument ihrer politischen Auffassung gemacht hätten. »<sup>3158</sup>

« Die Aussiedler sind ein Gewinn für unser staatliches, wirtschaftliches und gesellschaftliches Leben, nicht anders als die Vertriebenen von 1945 und danach. Wir haben achtzugeben, daß aus den deutschen Aussiedlern nicht eine neue Randgruppe wird. Es sind Deutsche und nicht asylsuchende Fremde oder Ausländer. »<sup>3159</sup>

« Zur Klarstellung: Grundgesetzlich verankertes Staatsziel der Bundesrepublik Deutschland ist die Vollendung der nationalen und staatlichen Einheit ganz Deutschlands in Frieden und freier Selbstbestimmung! Der Beitritt zu europäischen Institutionen bzw. die Schaffung des gemeinsamen Marktes haben für die Bundesrepublik Deutschland keinen Verfassungsrang! Dies ergibt sich klar aus Artikel 24 des Grundgesetzes. Gestattet sind die Übertragung einzelner Hoheitsrechte, nicht aber die Beseitigung der Staaten. Weder die Bundesrepublik Deutschland noch das ganze Deutsche Reich können daher aus einem Staat in ein Land eines europäischen Bundesstaates verwandelt werden. »<sup>3160</sup>

« Den in den ostdeutschen Vertreibungsgebieten lebenden und sich zum Deutschtum bekennenden Landsleuten sind endlich Menschen- und Volksgruppenrechte zu gewähren. »<sup>3161</sup>

« Wie schon bei den Ostverträgen wurden auch diesmal die Repräsentanten der Vertriebenen weder durch geeignete Kontakte noch durch Anhörungen beteiligt. »<sup>3162</sup>

« Heute sagt Willy Brandt, auf die damalige Kreditgroßzügigkeit angesprochen, wir haben uns in der Person Gierek geirrt, er war ein Leichtgewicht! Trifft da nicht eher die Formulierung zu, man hat sich über den Tisch ziehen lassen?! »<sup>3163</sup>

« Damals hat Helmut Schmidt, Bundeskanzler der sozial-liberalen Koalition, ausgerufen, einen Politiker wie Gierek würde er jederzeit in sein Kabinett aufnehmen. »<sup>3164</sup>

« Meines Erachtens verletzt hier der oberste polnische Kirchenrepräsentant gegenüber seinen polnischen Gläubigen deutscher Volkszugehörigkeit seine katholischen Hirtenpflichten. Sogar die niederschlesische-polnische Gewerkschaftszeitung „Biuletyn Dolnoslaski“ (Niederschlesisches Bulletin) kritisiert diese unbegreifliche Haltung des höchsten polnischen Priesters. Diese Art christlicher Nächstenliebe ist uns Vertriebenen noch aus den Zeiten eines Kardinals Hlond am Kriegsende in Erinnerung. »<sup>3165</sup>

---

<sup>3158</sup> Article de Thomas Horschler publié dans GB 89/5, p. 3.

<sup>3159</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 89/5, p. 4.

<sup>3160</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 89/6, p. 1.

<sup>3161</sup> Résolution du Heimatgruppe Grafschaft Glatz publiée dans GB 89/6, p. 1.

<sup>3162</sup> Résolution du Heimatgruppe Grafschaft Glatz publiée dans GB 89/6, p. 1.

<sup>3163</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 89/7, p. 1.

<sup>3164</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 89/7, p. 1.

<sup>3165</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 89/7, p. 1.

« Die vielfachen Besuchsreisen in die alte Heimat haben zu guten bis freundschaftlichen Beziehungen mit den jetzt dort lebenden Menschen geführt. Wer die Reiseberichte unserer Heimatfreunde verfolgt, wird feststellen daß es in den zwischenmenschlichen Beziehungen keine Vorurteile gibt und daß gegenseitiges Verständnis vorherrschend ist. Es sind nicht die Menschen, es ist das System, das feindlich ist. »<sup>3166</sup>

« Keine westlichen Kredite, so hoch sie auch sein mögen, werden die polnische Wirtschaft retten, solange nicht die eigentlichen Ursachen der Mißwirtschaft beseitigt worden sind und die Ursachen liegen nun einmal im kommunistischen politischen und ökonomischen System begründet. Deshalb soll der Westen bei neuerlicher Kreditgewährung diese mit sehr konkreten Bedingungen verknüpfen. »<sup>3167</sup>

« Durch nichts drückt sich Politik mehr aus als durch Sprache. Sie ist das entscheidende Medium, um Menschen politische Inhalte zu vermitteln. Dies gilt auch und besonders für die Deutschlandpolitik. (...) Diesem Vertrauensverlust kann nur vorgebeugt werden, indem auch in der Deutschlandpolitik klare Begriffe verwandt werden. »<sup>3168</sup>

« Nun sind wir scheinbar dort angelangt, wo wir nie hinkommen wollten und auch nie hinkommen sollten. An jenem Punkte nämlich, wo es als ketzerisch gilt, die Wahrheit zu sagen oder gar zu verteidigen. Über Jahre hinaus wurde sie ummäntelt, abgeschwächt, übertüncht, bewußt verniedlicht, ja, sogar verschwiegen. Jetzt wird sie als lästig empfunden, man will sie nicht hören, weil sie nicht mehr als das empfunden wird, was sie eigentlich ist, „Wahrheit“. »<sup>3169</sup>

« DGB und SPD sind aufgefordert, statt wohlklingender Phrasen zur Weltverbesserung sich zu den deutschen Aussiedlern zu bekennen, die als deutsche Mitbürger unsere uneingeschränkte Solidarität verdienen, auch die des DGB. »<sup>3170</sup>

« Die „DDR“ grenze an einen „kapitalistischen deutschen Staat, der uns seit vierzig Jahren das Recht auf Souveränität verweigert und sich das Monopol auf die Vertretung aller Deutschen westlich und östlich der Elbe, darunter auch jener auf dem Territorium der Volksrepublik Polen anmaßt“. Es ist das erste Mal, daß ein offizieller Vertreter der „DDR“ die Auffassung vertritt, daß östlich von Oder und Neiße noch Deutsche leben. »<sup>3171</sup>

---

<sup>3166</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 89/7, p. 1.

<sup>3167</sup> Editorial d'Herbert Gröger publié dans GB 89/7, p. 1.

<sup>3168</sup> Déclaration de Hartmut Koschyk publiée dans GB 89/7, p. 2.

<sup>3169</sup> Article d'Erhard Gertler paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 89/7, p. 2.

<sup>3170</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 89/7, p. 3.

<sup>3171</sup> Article (PDS) publié dans GB 89/8, p. 3.

« Solange jedoch die Volksrepublik Polen die offizielle Anerkennung der Deutschen verweigert, wird auch der Deutsche Freundschaftskreis nur im Untergrund wirken können und ständig der Willkür des polnischen Staatssicherheitsdienstes preisgegeben sein. »<sup>3172</sup>

« In unserer Gesellschaft wird heute mit großem moralischem Engagement dafür geworben, die Kriegerdenkmäler abzuschaffen und dafür dem „unbekannten Deserteur“ ein solches zu setzen. »<sup>3173</sup>

« Ob er vergessen und verdrängt hat, daß schließlich sein Vater ein sehr prominentes Mitglied dieser Verbrecherführung gewesen ist? Die Millionen von umgebrachten Kindern und Frauen in den deutschen Ostgebieten in den Nachkriegsjahren 1945-1947 hatten wohl kaum Wissen und Anteil an diesen Verbrechen. »<sup>3174</sup>

« Außerdem übersieht der Herr Kardinal, daß (...). Davon spricht Herr Glemp nicht (...) »<sup>3175</sup>

« Man kann ein Volk nicht über drei Generationen zum Büßerhemd verurteilen. Dazu helfen auch die Vokabeln von der Kollektiv-Scham und der Kollektiv-Schande nicht mehr. Nachdenklichkeit ist gefordert! »<sup>3176</sup>

« Eine echte Verständigung zwischen Deutschen und Polen kann nur auf dem Fundament von Recht und Wahrheit erfolgen. »<sup>3177</sup>

« Für uns Deutsche muß sich die Frage stellen, wo sitzt der bessere Außenminister? Hoffentlich müssen nicht unsere Kinder und Kindeskinde über Generationen hinaus für eine schwache und gefühlswuselige Außenpolitik bezahlen. »<sup>3178</sup>

« Wenn der Herr Bundeskanzler nach Warschau reist, dann sollte er auch die Entschädigung für die Zwangsarbeit von Millionen Deutschen im polnischen Machtbereich über Jahre hinweg nach dem Kriegsende zur Sprache bringen, oder zählen diese Zivilpersonen auch zur polnischen Kriegsbeute, die man als Sklaven halt verbraucht hat. Wo bleibt die Wiedergutmachung für die deutschen Nachkriegsopfer in polnischen Gefängnissen, Lagern und für die als Freiwillig getöteten. »<sup>3179</sup>

« Der Beschluß wurde begründet mit dem Hinweis, die Vertriebenen seien längst integriert und eine weitere Patenschaft überflüssig. »<sup>3180</sup>

---

<sup>3172</sup> Article (PDS) publié dans GB 89/8, p. 3.

<sup>3173</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 89/9, p. 1.

<sup>3174</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 89/9, p. 1.

<sup>3175</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 89/10, p. 2.

<sup>3176</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 89/10, p. 2.

<sup>3177</sup> Déclaration du Heimatgruppe Grafschaft Glatz e.V. publiée dans GB 89/10, p. 3.

<sup>3178</sup> Article signé NG paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 89/11, p. 2.

<sup>3179</sup> Article signé NG paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 89/11, p. 2.

<sup>3180</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 89/11, p. 4.

« Sicher ist es richtig, wie ein polnischer Dichter und heutiges Senatsmitglied bemerkt, daß die Aussöhnung zwischen den deutschen und polnischen Menschen in persönlichen Begegnungen bereits vollzogen wurde. Nur die polnischen Politiker und Kirchenfürsten haben hier noch Nahholbedarf, wie so oft in der deutsch-polnischen Geschichte. »<sup>3181</sup>

« Trotzdem meine ich, können wir feststellen: Helmut Kohl hat in Polen keine kniefällige Bußfertigkeit und auch keine liebedienerische Euphorie demonstriert, sondern ist sich, als Repräsentant des deutschen Volkes, seiner Rolle und Verpflichtung stets bewußt gewesen. »<sup>3182</sup>

« Vom polnischen Solidarnocz-Außenminister (sic) bis hin zum Kardinal Glemp wäre es angebracht sich einmal um die Stimme des Volkes oder der Gläubigen zu kümmern und nicht überholtem Chauvinismus nachzuhängen. »<sup>3183</sup>

« Erfahren wir nicht täglich, daß der Verzicht auf die deutschen Ostgebiete mehrheitlich damit begründet wird, daß wir angegriffen, überfallen haben? Daß z.B. Polen absolut nichts mit dem Beginn des 2. Weltkrieges zu tun hat? (...) Eigenartigerweise ist für unsere Medien, gleiches gilt für die Politiker, der historisch belegbare polnische Anteil am Ausbruch des Krieges überhaupt kein Thema. Warum wird hier nicht Wahrheit neben Wahrheit bewertet? (...) Auch diese Wahrheit muß neben anderen Wahrheiten Bestand haben. »<sup>3184</sup>

« Ich leugne kein Jota deutscher Schuld, ich schäme mich für Auschwitz, und das nationalsozialistische Unrecht bleibt Teil unserer Geschichte. »<sup>3185</sup>

« Immer wieder wird von unseren Vertriebenenvertretern berichtet, daß zum Thema Aussiedler sehr unangenehme Vertriebenenbriefe eingehen. Manche Anklage ist sicher berechtigt, aber viele Schreiben zeugen von Unkenntnis und berufen sich auf Einzelfälle. Wir haben uns vor fast fünfzig Jahren über mangelnde Solidarität beklagt, versuchen wir deshalb heute besonders gerecht und solidarisch zu sein, zu Menschen, deren Schicksal es ist, auch nur Deutsche zu sein. Denken wir uns einmal darüber nach. »<sup>3186</sup>

« Wenn Dr. Czaja den Bundespräsidenten an seine Verfassungstreue erinnert, dann wird das schon als Majestätsbeleidigung kommentiert. (...) Kein Bundespräsident, kein Außenminister oder sonstwie europäisch gebärdender Politiker darf über uns hinweg bestimmen. »<sup>3187</sup>

« Vertreter der Vertriebenenorganisationen hatte der Bundespräsident, wie auch in vorhergehenden Jahren, zum Neujahrsempfang nicht eingeladen. Großzügig bedacht wurden Ausländer. (...) Auch Vertreter des Umweltschutzes, Tierschützer und Sozialarbeiter hatten

---

<sup>3181</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 89/12, p. 1.

<sup>3182</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 89/12, p. 1.

<sup>3183</sup> Article publié dans GB 90/2, p. 2.

<sup>3184</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 90/3, p. 1.

<sup>3185</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 90/3, p. 1.

<sup>3186</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 90/3, p. 2.

<sup>3187</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 90/3, p. 2.

die Ehre dabei zu sein. Aufmerksamkeit erregte Umweltschützer Johann Werzinger. Er befaßte sich mit der Umsiedlung von 92 Ameisenvölker vom Gelände eines künftigen Stausees in der Bundesrepublik... »<sup>3188</sup>

« Wir danken in diesem Zusammenhang für die vielen heimatverbundenen und unsere Arbeit für die Grafschaft Glatz anerkennenden und unterstützenden Ausführungen. Insbesondere daran erkennen Herausgeber und Redakteur, daß unsere Arbeit von der überwiegenden Mehrheit unserer Leser unterstützt und getragen wird. »<sup>3189</sup>

« Wir werden bestrebt sein, soviel wie möglich Ihrer Einsendungen zu diesem Thema zu veröffentlichen, um der Öffentlichkeit die Stimmungslage der Heimatvertriebenen nicht vorzuenthalten und um der Nachwelt zu dokumentieren, daß wir diesem erneuten Super-Versailles nie zugestimmt haben. »<sup>3190</sup>

« Nach Kriegsende zogen polnische Marodeure ein, raubten, plünderten und vertrieben die Neugersdorfer von Haus und Hof. (...) Den Polen mußten unbeschädigte Häuser und Höfe samt Inhalt übergeben werden; von über 10 Generationen erworbenes und erarbeitetes Gut und Heimat mußte verlassen werden. Was hat der polnische Staat, die polnischen Bewohner, mit diesen ihnen zur Nutzung überlassenen Gütern getan? Sie sind im negativen Sinne des Wortes „polnisch verwirtschaftet“ worden. (...) Die Volksrepublik Polen war, trotz zusätzlicher westdeutscher Milliardenunterstützung und jahrelanger Zwangsarbeit deutscher Arbeitssklaven, nicht in der Lage, Vermögen und Besitz zu erhalten, von einem Ausbau gar nicht zu reden. Die uns von den Heimatfreunden Anton Neugebauer und Josef Iroska zur Verfügung gestellte Dorfskizze macht deutlich, wie in fünfundvierzig Jahren durch polnische „Verwaltungswirtschaft“ deutsche Aufbauarbeit von mehr als 350 Jahren verjubelt und zerstört worden ist. Die große europäische **Kulturnation Polen** konnte nicht einmal, trotz Milliardengeschenken aus der Bundesrepublik, den gestohlenen Bestand erhalten. »<sup>3191</sup>

« Wir Niederschlesier, Grafschaft Glatzer, sollten uns gegen die Medienbehauptung, Schlesien sei ein zweisprachiges Land gewesen, zur Wehr setzen. »<sup>3192</sup>

« Die letzten Jahrzehnte waren für Polen ein ständiges Ringen mit politischen und wirtschaftlichen Problemen. Milliardenkredite wurden im Ausland aufgenommen, ohne daß sich die Wirtschaft damit hätte auch nur einigermaßen erholen können, im Gegenteil: Im Agrarland Polen herrscht Mangel an Nahrungsmitteln, und zwar in solch gravierender Weise, daß sich die Europäische Gemeinschaft veranlaßt sieht, Hilfslieferungen größten Ausmaßes – wie sonst nur bei Naturkatastrophen üblich – in Gang zu setzen. »<sup>3193</sup>

---

<sup>3188</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 90/3, p. 4.

<sup>3189</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 90/4, p. 3.

<sup>3190</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 90/4, p. 3.

<sup>3191</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 90/5, p. 1.

<sup>3192</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 90/5, p. 2.

<sup>3193</sup> Article (*Zahlenmaterial aus Blick durch die Wirtschaft*) publié dans GB 90/5, p. 5.

« Die Aussöhnung von Mensch zu Mensch hat inzwischen tausendfach in den persönlichen Begegnungen zwischen Ostdeutschen und den neuen polnischen Bewohnern stattgefunden. Warum nehmen polnische Politiker das nicht zur Kenntnis und handeln im Sinne der Völkerverständigung? Man müßte doch auch in Polen begriffen haben, daß nicht die geographische Größe eines Landes seine Bedeutung ausmacht, das Beispiel Bundesrepublik steht dafür! »<sup>3194</sup>

« Der Vatikan sei auch heute keineswegs mit dem national-chauvinistischen Verhalten mancher polnischer kirchlicher Würdenträger einverstanden. In der Diskussion auf die umstrittene Annabergrede des Papstes angesprochen, wurde von den Insidern angewiesen, daß der Papst durch den Kardinalsstaatssekretär in Bonn habe offiziell erklären lassen, daß seine damaligen Ausführungen offensichtlich nicht den historischen Tatsachen entsprächen und er somit ungewollt Gefühle deutscher Christen verletzt habe. Diese Klarstellung ist auch eine Folge der vielen Protestschreiben deutscher Katholiken, die, wie Insider sagten, waschkorbweise beim Vatikan eingegangen waren. »<sup>3195</sup>

« In diesem Zusammenhang wurde mit Nachdruck betont, daß Johannes Paul II. kein « polnischer Papst » ist, sondern ein « Papst, der aus Polen kommt ». »<sup>3196</sup>

« Hier an dieser Stelle ist auch ein Wort zur immer wieder zitierten und für bare Münze genommenen „Versöhnungsbotschaft“ der polnischen Bischöfe angebracht. (...) Sie wurde unter dem Druck der kommunistischen Regierung, aber auch der eigenen Nationalisten faktisch zurückgenommen und bis heute nicht erneuert! (...) Das entscheidende Defizit aber ist: daß nicht einmal die polnischen Bischöfe ein Wort des Bedauerns für die von Polen zu verantwortenden Vertreibungsverbrechen an Deutschen (ca. 2 Millionen Tote!) bis heute gefunden haben. Und das bei so viel Frömmigkeit. »<sup>3197</sup>

« Oder wie wäre es mit einer längst fälligen polnisch-deutschen Ortsbeschilderung in den deutschen Ostgebieten? »<sup>3198</sup>

« Entscheidend aber ist, daß keine Vertreibung stattfand, keine Vertreibungsoffer zu beklagen waren, die Saarländer ihr Selbstbestimmungsrecht ausüben konnten, keine Vermögens- und Eigentumsverluste eintraten, keine deutschen Inschriften – auch nicht aus den Kirchen - herausgemeißelt wurden usw. »<sup>3199</sup>

---

<sup>3194</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 90/7, p. 2.

<sup>3195</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 90/7, p. 4-5.

<sup>3196</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 90/7, p. 4-5.

<sup>3197</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 90/9, p. 2.

<sup>3198</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 90/9, p. 2.

<sup>3199</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 90/9, p. 2.

« Wir haben keine Verwandten, Freunde und Bekannten in unserer schlesischen Heimat mehr. Nicht nur das sogenannte Minderheitenproblem in Oberschlesien ist existent, unsere niederschlesische Kultur und Identität wird sterben. »<sup>3200</sup>

« An die Schlesienfahrer habe ich die Bitte, alle noch vorhandenen Grabdenkmäler fotografisch zu erfassen, um sie so der Nachwelt zu erhalten. Das gilt auch für Wegekreuze, Bildstöcke usw., die häufig auf der Rückseite auch noch Text aufweisen! »<sup>3201</sup>

« Gerade Friedhöfe könnten sichtbarer Ausgangspunkt einer echten und dauerhaften Versöhnung sein. »<sup>3202</sup>

« Jedoch schon drei Monate später wurde diese Versöhnungsformel praktisch zurückgenommen durch einen Hirtenbrief, in dem es heißt: „Hat das polnische Volk einen Grund, seine Nachbarn um Verzeihung zu bitten? Sicherlich nicht!“ »<sup>3203</sup>

« Die Machtgier der norddeutschen Genossen dehnt sich nach der SPD-Übernahme von Niedersachsen auch auf den NDR aus. Mittels eines neuen NDR-Staatsvertrages sollte die Zahl der Rundfunkratsmitglieder von 31 auf 39 erhöht, die Zahl der Verbandsvertreter auf 32 verdoppelt und so der SPD eine Zweidrittel-Mehrheit verschafft werden. »<sup>3204</sup>

« Die erklärte Absicht von Kardinal Glemp, die Vertriebenen von der Zukunftsgestaltung der deutsch-polnischen Beziehungen auszugrenzen, ist im Grunde genommen ein neuer Akt der Vertreibung, wenn auch auf einem anderen Niveau als die erlebte Vertreibung. »<sup>3205</sup>

« Manche westdeutsche Stadt oder Gemeinde hat aus Verbundenheit mit ihren Heimatvertriebenen zur Unterstützung ihrer kulturellen und heimatpolitischen Anliegen Patenschaften auf den Namen der althistorischen ostdeutschen Städte und Gemeinden übernommen. Aus der heutigen politischen Großwetterlage heraus, nun für manche opportunistischen Stadtväter bestimmter politischer Richtungen, heute ein „vorrangiges Ärgernis“! Daß es auch anders gehen kann, beweist die Städtepatenschaft Anröchte-Wünschelburg (Radkow). »<sup>3206</sup>

« Es ist das erste Schlesiertreffen im vereinten West- und Mitteldeutschland. »<sup>3207</sup>

« Polen besteht weiter auf Entschädigungen für Fremdarbeiterleistungen und andere Lasten des Zweiten Weltkrieges. (...) Wie gedenkt die Bundesregierung, die Ansprüche der

---

<sup>3200</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 90/9, p. 3.

<sup>3201</sup> Article publié dans GB 90/9, p. 4.

<sup>3202</sup> Article publié dans GB 90/9, p. 4.

<sup>3203</sup> Article publié dans GB 90/9, p. 4.

<sup>3204</sup> Article signé tm publié dans GB 90/9, p. 5.

<sup>3205</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 90/11, p. 2.

<sup>3206</sup> Article publié dans GB 90/11, p. 3.

<sup>3207</sup> Article publié dans GB 90/11, p. 4.

*jahrelangen entschädigungslosen Zwangsarbeit der ostdeutschen Bevölkerung unter polnischer Knute zu regulieren? »<sup>3208</sup>*

*« 1.000 Jahre deutsche Kultur im deutschen Osten sollen nicht mehr wahr sein! »<sup>3209</sup>*

*« Nicht die Vertriebenen betrieben Agitation, wohl aber der Primas der Katholischen Kirche in Polen, der die Vertriebenen von der Zukunftsgestaltung der deutsch-polnischen Beziehungen ausgrenzen und ihnen ihr Vertreibungsschicksal „beckmässerisch“ streitig mache. »<sup>3210</sup>*

*« Diese Vorgänge sollten aber uns Graftschafter zu denken geben und auf die große Bedeutung unserer kulturellen Arbeit hinweisen. »<sup>3211</sup>*

*« Selbst führende Vertriebenenvertreter in Regierung und Parlament waren nicht bereit, wenigstens in der Parlamentsabstimmung für unsere Heimatinteressen zu demonstrieren. Diese Vertreter sitzen auch heute noch im Präsidium des BdV. Sind wir nicht vielmehr ratlos geworden und fühlen wir uns nicht von Politik und Interessenvertretung an der Nase herumgeführt? »<sup>3212</sup>*

*« Der Bundespräsident beugt sein Haupt in Coventry für 512 Bombenopfer; hat der Herr Präsident sein Haupt für 2 Millionen Vertreibungsoffer und für die Bombenopfer von Dresden gebeugt? »<sup>3213</sup>*

*« Nach der Willensbekundung durch die deutschen Parlamente und mit dem unterzeichneten Gebietsabtretungsvertrag sollte uns jetzt eigentlich der BdV deutlich machen, welche Anliegen wir noch haben dürfen. Hoffentlich nicht nur das Eintreten für deutsche Volksgruppenrechte in Oberschlesien! Es gibt auch Niederschlesier, Pommern, Ostpreußen, Rußland- und Rumäniendeutsche und so weiter. Wenn wir Niederschlesier zum Gesangsverein werden sollen, dann brauchen wir dafür keine parlamentarische und auch keine Verbandsinteressenvertretung. (...) Herr Dr. Czaja, Herr Dr. Hupka und Herr Koschyk: Es gibt außer dem deutsch-oberschlesischen Minderheitenproblem sicher auch noch andere Fragen, die den BdV beschäftigen sollten. Zeigen Sie und sagen Sie uns, für welche Zukunftsperspektiven der BdV inner- und außerhalb des Parlamentes künftig eintreten will. »<sup>3214</sup>*

---

<sup>3208</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 90/12, p. 2.

<sup>3209</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publiée dans GB 90/12, p. 2.

<sup>3210</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 90/12, p. 4.

<sup>3211</sup> Article d'Aloys Bernatzky publié dans GB 91/1, p. 1-5.

<sup>3212</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/2, p. 1.

<sup>3213</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/2, p. 1.

<sup>3214</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/2, p. 1.

« Über die Eigentumsrechte der aus ihrer Heimat gewaltsam Vertriebenen muß eine Regelung zumindest, wenn sie nicht gleich getroffen werden kann, zum Ziel erklärt werden. »<sup>3215</sup>

« Im Klartext: Bekommen die Polen deutschen Wohlstand – dann würden sie bei einer Volksabstimmung in Schlesien auch für Deutschland stimmen. Dieses sensationelle Ergebnis unter genau 1.000 in Schlesien lebenden Polen hat jetzt eine äußerst komplizierte Umfrage der Deutschen Konservativen e. V. in dem polnisch besetzten Schlesien ergeben, die fast sechs Wochen dauerte und jetzt ausgewertet wurde. »<sup>3216</sup>

« Die Zeitung, die sich als regionales Organ des Glatzer Berglandes bezeichnet, soll und will das Bewußtsein der Bewohner für die Grafschaft Glatz fördern. Es schmerzt, das zu lesen, aber es ist nicht mehr der Zorn über Verbrechen und Vergehen in einer vergangenen Zeit. Wird dieses unser Land nun angenommen von den Fremden und nimmt vielleicht diese unsere Heimat auch diese Fremden an? Fragen ohne noch Antworten! »<sup>3217</sup>

« Wenn auch der deutschen Geschichte unserer Grafschaft Glatz von polnischer Seite mit Vorbehalten begegnet und den Gegenwartsproblemen eine größere Priorität zugemessen wird, als der historischen Bewältigung, so bleibt doch festzuhalten, daß man sich polnischerseits für die Grafschaft Glatz der deutschen Tradition zu besinnen beginnt. Entsteht für uns Heimwehreisenden hier eine neue, nachdenkenswerte Situation? Werden wir auf diese Frage eine Antwort finden? »<sup>3218</sup>

« Gegen **die jüngsten Erklärungen der Bundestagspräsidentin Rita Süßmuth** in Polen kann nur mit Empörung protestiert werden. Sie hat sich die Absicht von SPD und PDS, den Bund der Vertriebenen und die Landsmannschaften von der Zusammenarbeit mit ihren Landsleuten daheim auszuschalten und ihnen jegliche staatliche Unterstützung zu verweigern, zu eigen gemacht. Die Begründung, daß die Vertriebenen zum Warschauer Grenzvertrag nicht Ja sagten, ist ein Hohn auf das demokratische Selbstverständnis. (...) Wir lassen uns von der Verantwortung für die Heimat und unsere Landsleute daheim nicht ausgrenzen, weder durch den polnischen Nationalismus noch durch SPD/PDS und die Präsidentin des Deutschen Bundestages. »<sup>3219</sup>

« Wie die Autoaffäre der Bundestagspräsidentin zeigt, ist sie, wenn es um ihre vermeintlichen Rechte geht, nicht sehr großzügig, wenn es dagegen um Rechte anderer geht, umsomehr. »<sup>3220</sup>

« Die völkerrechtswidrige Konfiskation deutschen Vermögens und Eigentums durch Polen und die Tschechoslowakei ist ein Problem, dessen Lösung die Vertriebenen erwarten. Den

---

<sup>3215</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 91/3, p. 4.

<sup>3216</sup> Article (*Deutsche Zeitung*) publié dans GB 91/3, p. 5.

<sup>3217</sup> Article d'Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 91/4, p. 2.

<sup>3218</sup> Article d'Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 91/4, p. 2.

<sup>3219</sup> Article (Pressedienst Schlesien) publié dans GB 91/4, p. 4.

<sup>3220</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 91/4, p. 4.

*Vertriebenen ist nach dem Verlust ihrer Heimat nicht erneut ein Sonderopfer abzuverlangen. »<sup>3221</sup>*

*« Die Heimatgruppe Grafschaft Glatz/Schlesien e.V. ist empört darüber, daß ein Verfassungsorgan der Bundesrepublik Deutschland, das der Allgemeinheit verpflichtet ist, ausgerechnet in Warschau Partei gegen die deutschen Heimatvertriebenen ergreift. Mit dieser Stillosigkeit hat die Bundespräsidentin ihr Amt mißbraucht. Der Versuch, die freie Meinungsäußerung der gewählten Repräsentanten der ostdeutschen Volksgruppen zu beschneiden und die ostdeutsche Kulturarbeit finanziell in Frage zu stellen, ist herzlos, undemokratisch, naiv und schädlich. »<sup>3222</sup>*

*« So bleibt von unser 800jährigen Kultur nur eine Art Mallorca, gut für eine Woche Urlaub. »<sup>3223</sup>*

*« Japan z.B. hat den moralischen Anspruch auf seine Kurilen niemals aufgegeben. Sind wir zu früh in die Knie gegangen? »<sup>3224</sup>*

*« Auch nach dem würdelosen und freiwilligen Totalverzicht deutscher Politiker auf Ostdeutschland, auf unsere angestammte Heimat, trifft sich der Stamm der Schlesier. (...) So können wir u. a. durch unsere große Geschlossenheit in Nürnberg eine Antwort auf die geschichtslose und kleinmütige Vertretung deutscher Interessen geben. (...) Zeigen wir deshalb durch unsere Teilnahme der satten und uninteressierten westdeutschen Öffentlichkeit, daß es uns Schlesier immer noch gibt. »<sup>3225</sup>*

*« „Die rechtsradikalen Republikaner erscheinen ihr weniger gefährlich als die Vertriebenenverbände, die das dieser Tage unterzeichnete deutsch-polnische Grenzabkommen nicht anerkennen wollen. Es bestehe durchaus die Gefahr, daß sie Deutschland in all seinen Regionen aufzuputschen versuchten. Dabei sind diese Leute nie aus dem Osten vertrieben worden, sondern einfach weggegangen.“ (Es wird hier wörtlich einerseits die Zeitung, andererseits die Abgeordnete zitiert.) »<sup>3226</sup>*

*« Sie treiben damit mit dem Vertriebenen-Begriff Mißbrauch und fordern zu Recht die Kritik unserer polnischen Nachbarn heraus. »<sup>3227</sup>*

*« **Frau Hamm-Brücher**, früher Staatssekretärin im Auswärtigen Amt, also „kompetent“ für alles „Auswärtige“ (...). Eine saubere Liberale, mit provinziellem Weitblick und inhumanem Geist. »<sup>3228</sup>*

---

<sup>3221</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 91/4, p. 5.

<sup>3222</sup> Déclaration du Heimatgruppe Grafschaft Glatz e.V. publiée dans GB 91/5, p. 3.

<sup>3223</sup> Article de Günther Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 91/6, p. 2.

<sup>3224</sup> Article de Günther Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 91/6, p. 2.

<sup>3225</sup> Appel de Peter Großpietsch publié dans GB 91/6, p. 3.

<sup>3226</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 91/6, p. 4.

<sup>3227</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 91/6, p. 4.

<sup>3228</sup> Note de la rédaction à la fin de l'article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 91/6, p. 4.

« Der Kommunismus hat vierzig Jahre während seines Bestehens sein eigenes System an Lügen und Mythen hervorgebracht, derer er sich bediente zur Rechtfertigung von Verbrechen und zur Verschleierung von Unfähigkeit. Zu diesem Ziel hat er u.a. bewußt die Geschichte gefälscht und ein verlogenes Bild von den politischen Verhältnissen unserer westlichen Nachbarn propagiert. Zusammen mit seinem Fall fanden viele Mythen auch ihr Lebensende, jedoch nicht alle. (...) Es ist bequem für uns, weiterhin zu sprechen von der slawischen Urvergangenheit der „wiedergewonnenen Gebiete“, die Vertreibung von Millionen deutscher Bewohner zu beschönigen, dem mittelalterlichen Zug westlicher Zivilisation uralten germanischen Drang nach Osten zu nennen. »<sup>3229</sup>

« Dieser Dialog kann Früchte bringen, wenn er geführt wird von engagierten Seiten in einer gemeinsamen Sache. Wer denn im Westen kann am Glatzer Land mehr interessiert sein als seine Vorkriegsbewohner und deren Kinder? Wir täuschen uns nicht: denn nur sie allein in Europa wählen für ihren Urlaub das Glatzer Land anstelle von Mallorca. »<sup>3230</sup>

« Die entschiedene Mehrheit der Vertriebenen verlangt nicht, den Polen ihre Landwirtschaftsbetriebe wegzunehmen; die Mehrheit akzeptiert die Nachkriegsgrenzen und belastet Hitlerdeutschland mit der Schuld für die Entfesselung des Zweiten Weltkrieges. »<sup>3231</sup>

« Ist es unsere Aufgabe, für das zwangsweise oder auch nicht zwangsweise in Oberschlesien verbliebene Deutschtum einzutreten? In einer normalempfindenden Gesellschaft müßte das das Bedürfnis aller dieser Gemeinschaft angehörenden sein, sich zu engagieren. Aber was können wir von einer politischen Unkultur verlangen, die sich selbstzerfleischend immer auf die Schwächsten stürzt und diese ausgliedert und diffamiert. »<sup>3232</sup>

« Ob es dem Papst und seinen Statthaltern gelingen wird, Polen zu einem katholischen Musterland zu machen, darf bezweifelt werden. Ein Klerikalismus im Mäntelchen des Nationalismus ist sicher keine Alternative zu dem gerade überwundenen Zwangsregime des Kommunismus. »<sup>3233</sup>

« Doch seit dem jüngsten Besuch des aus Polen stammenden Papstes in seiner Heimat läßt sich die Behauptung von Szczypiorskis anschaulich begreifen: Der Papst – ein polnischer Nationalist. (...) Auch muß es in den ukrainischen Ohren geklungen haben, als der Papst in Köslin zu Soldaten der polnischen Armee gepredigt hatte: „Die Geschichte bezeugt, daß die Polen immer ein ritterliches Volk waren, das den Krieg nicht suchte und im allgemeinen auch keine Raubkriege führte.“ »<sup>3234</sup>

---

<sup>3229</sup> Article (*Ziemia Kłodzka*) publié dans GB 91/7, p. 1-6.

<sup>3230</sup> Article (*Ziemia Kłodzka*) publié dans GB 91/7, p. 1-6.

<sup>3231</sup> Article (*Ziemia Kłodzka*) publié dans GB 91/7, p. 1-6.

<sup>3232</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 91/7, p. 2.

<sup>3233</sup> Article publié dans GB 91/7, p. 4.

<sup>3234</sup> Article publié dans GB 91/7, p. 4.

« Um so mehr geriet der Versuch des Papstes, die polnische Armee zu glorifizieren, zu einer lächerlichen Farce. »<sup>3235</sup>

« „Arrogante Kabinettsdiplomatie im Stil des 18. Jahrhunderts“, hat der außenpolitische Sprecher der CSU im Europaparlament, Otto von Habsburg, dem deutschen Außenministerium vorgeworfen. »<sup>3236</sup>

« Gehören wir zu jener Minderheitengruppe, die über keine Lobby verfügt? Wir haben doch den Bund der Vertriebenen und unsere Landsmannschaften! Schon bei der Bundestagsabstimmung zum Gebietsabtretungsvertrag mit Polen zeigten sich die Schwächen unserer Organisation. Führende Funktionäre unserer Organisation waren nicht einmal zu einer Abstimmungsdemonstration zu bewegen (...). »<sup>3237</sup>

« Vor wenigen Monaten hat Koschyk in Altenburg/Thüringen ausgerufen: Manche Vertriebene sprechen von Heimat und meinen Geld! (...) Wir, die Vertriebenenverbände, müssen Konzeptionen entwickeln sowohl für die Bundesregierung wie auch für Polen und die CSFR, wo wir deutlich sagen, daß wir die **Eigentums- und Vermögensrechte der Vertriebenen in einem konstruktiven ökonomischen/ökologischen Bau ihrer Heimatregionen einbringen.** »<sup>3238</sup>

« Die Politik des BdV beschränkte sich mehr und mehr auf die Vertretung der Interessen der Deutschen in Oberschlesien. »<sup>3239</sup>

« Es gibt eine „Landsmannschaft Schlesien –Nieder- und Oberschlesien-“ und es gibt eine „Landsmannschaft der Oberschlesier“, welch organisatorischer Unsinn. »<sup>3240</sup>

« Was bleibt zu folgern: Wir Vertriebenen, die wir nach dem Krieg von Haus und Hof gejagt worden sind, sollen mit unseren Vermögensausgleichsansprüchen in Polen und der Tschechoslowakei den Wiederaufbau einer schuldhaft verkommenen Wirtschaft finanzieren!!!! Nach dem Heimatverlust sollen wir nun nicht nur den Verlust von Hab und Gut ertragen, sondern damit ein verwahrlostes Land, das nicht mehr Heimat sein soll, finanzieren?! Ist aus dem Paulus ein Saulus geworden? »<sup>3241</sup>

« Wenn auf der deutsch-polnischen Bischofskonferenz die polnischen Bischöfe sich weigern, in einer gemeinsamen Erklärung vom Unrecht der Vertreibung zu sprechen und der polnische Papst in Ostdeutschland die Steine polnisch sprechen läßt, dann ist die Glaubwürdigkeit des polnischen Klerus einschließlich Papst in Frage zu stellen. »<sup>3242</sup>

---

<sup>3235</sup> Article publié dans GB 91/7, p. 4.

<sup>3236</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 91/7, p. 5.

<sup>3237</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/8, p. 1.

<sup>3238</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/8, p. 1.

<sup>3239</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/8, p. 1.

<sup>3240</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/8, p. 1.

<sup>3241</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/8, p. 1.

<sup>3242</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/8, p. 1.

« (...) wir sollen unsere Heimatgruppenarbeit verstärken zum Erhalt unserer Heimatkultur für unsere Kinder und Enkelkinder. Ein Erbe, das wir weiterreichen sollen für eine Zeit, in der polnisch und deutsch zu europäischen Dialekten geworden sind. »<sup>3243</sup>

« „Der Warschauer Grenzvertrag, so wie er vorliegt, ist ein Grenzdiktat“, sagte Hupka. Es sei ein „moderner Stil“ geworden, die „widerrechtlich gezogene“ Grenze an Oder und Neiße damit herunterzuspielen, indem auf die schwindende Bedeutung von Staatsgrenzen in einem freien Europa hingewiesen wird. »<sup>3244</sup>

«

- **Auf der Zimmerstraße in Glatz müßte eine Gedenktafel in polnisch und deutsch an die Schreckenszeit des Beginns der polnischen Verwaltung erinnern.**
- **Auf dem Brücktorberg und der Mariensäule auf dem Ring sind die deutschen Inschriften bzw. die Gedenktafeln zu erneuern bzw. wieder anzubringen.**
- **Ab sofort sind vorhandene deutsche Inschriften (Friedhöfe!) in die Obhut der Stadt zu nehmen und vor dem Verfall zu bewahren. »**<sup>3245</sup>

« Leider steht zu erwarten, daß der Deutsche Bundestag diesen Rechtsbruch mit beschämend großer Mehrheit ratifizieren wird. Selbst das aktuelle Beispiel Jugoslawien, ein Produkt des Versailler Diktats, wird unsere Volksvertreter davon nicht abhalten. Aber ich bin sicher, die Geschichte wird auch hier zu gegebener Zeit ihr Urteil sprechen. Denn: Unrecht, das Recht verdrängt, wird zur Quelle neuen Übels. »<sup>3246</sup>

« Ich meine, daß wir uns auch über das Geschehen in unserer Grafschafter Heimat weiterhin informieren sollen und wir haben deshalb auch Kontakt mit der Redaktion von Ziemia Klodzka aufgenommen. Wir erfahren, wie die neuen Bewohner denken und leben, wie sie mit der deutschen Vergangenheit der Grafschaft umgehen, und auch die polnischen Bewohner sollen erfahren, wie wir denken und leben und wie stark unsere Bindung an unsere Heimat ist. »<sup>3247</sup>

« Dieses alles ist für uns sehr schmerzlich, aber ich meine, wir müssen unsere Anklage richten gegen unsere Vertriebenenorganisationen, die mit der jahrzehntelangen konzeptionslosen NEIN-SAGE-POLITIK Handhabe für die Verzichtpolitik unserer Politiker gegeben haben. Anzuklagen ist aber besonders die Schäbigkeit, mit der wir von den Staatsrepräsentanten, den Politikern und der Öffentlichkeit in dieser Frage behandelt werden. »<sup>3248</sup>

---

<sup>3243</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 91/8, p. 1.

<sup>3244</sup> Article (OSMIPRESS) publié dans GB 91/8, p. 4.

<sup>3245</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 91/9, p. 1-2.

<sup>3246</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 91/9, p. 1-2.

<sup>3247</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 91/10, p. 3.

<sup>3248</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 91/10, p. 3.

« Denn nur Wahrheit und Gerechtigkeit ist das Fundament des Friedens »<sup>3249</sup>

« Oder gilt der Ausspruch von Kardinal Glemp: Die Deutschen müssen für immer gesenkten Hauptes durch die Geschichte gehen. Fürwahr ein eigenartiges Christenwort eines katholischen Würdenträgers. »<sup>3250</sup>

« Trotz Scheckbuch- und Verzichtsdiplomatie hat es Herr Genscher nicht geschafft, wenigstens die Doppelsprachigkeit auf Ortsschildern in den deutschen Ostgebieten verbindlich zu machen. (...) Vielleicht werden die „neuen Bewohner von Polanica Zdroj“ verstehen können, daß es für unsere Heimatreisenden eine besondere Gefühlssache ist, wenn unter dem Ortsnamen **Polanica Zdroj** auch der Ursprungsname **Altheide Bad** sie begrüßen würde. »<sup>3251</sup>

« Der Hauptheld der Feier jedoch war Georg Hoffmann, ein Mensch, der beigetragen hat zur Annäherung der zwei Städte und Regionen, indem er schon vor etwa einem Dutzend Jahren inoffizielle Kontakte organisierte. Vor kurzem noch bespuckt von der ehemaligen (polnischen) Speichelleckerpresse und überwacht vom (polnischen) Sicherheitsdienst, glänzte er jetzt als Hauptinitiator in seinem Triumph. »<sup>3252</sup>

« (...) allen voran unser Scheckbuch-Außenminister, der geistige Vater dieser einseitigen Verträge, der eine „unerhört wichtige“ Reise nach Kasachstan wahrnehmen wollte. Noch ist nicht bekannt, welchen Scheck er dort hinterlassen hat. »<sup>3253</sup>

« Noch vor zwei Jahren wurde vom kommunistischen Staatspräsidenten Jaruzelski und vom polnisch-katholischen Kardinal einträchtig behauptet: es gibt keine Deutschen in Oberschlesien – Unwissenheit oder Lüge! »<sup>3254</sup>

« Bei Beträgen unter einer Milliarde tut sich unser Außenminister schon schwer. Die Währungseinheit im deutschen Außenministerium lautet doch wohl **1 Milliarde DM = 1 Genscher!** Hans Dietrich wird ja auch schon als der beste Außenminister bezeichnet, den Polen je gehabt hat! »<sup>3255</sup>

« Sind wir mit einem solchen Mann, der auch unsere Eigentumsansprüche in einen Investitionsfond für den Wiederaufbau der deutschen Ostgebiete einbringen will, gut vertreten? »<sup>3256</sup>

---

<sup>3249</sup> Article d'Aloys Bernatzky publié dans GB 91/11, p. 1-2.

<sup>3250</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 91/11, p. 2.

<sup>3251</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 91/11, p. 3.

<sup>3252</sup> Article (*Ziemia Kłodzka*) publié dans GB 91/12, p. 2.

<sup>3253</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 91/12, p. 3.

<sup>3254</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 91/12, p. 4.

<sup>3255</sup> Article publié dans GB 91/12, p. 4.

<sup>3256</sup> Article publié dans GB 91/12, p. 5.

« Alle Völker ehren ihre Kriegstoten und auch die Lebenden, welche sich besonders verdient gemacht haben, ob freiwillig oder nicht, ob einverstanden oder nicht, die ihr Leben als Soldaten, Gefangene oder Vertriebene für Ideale oder pragmatische Ziele eingesetzt und geopfert haben. Nun gibt es bei uns einen lautstarken Teil einer Softie-Gesellschaft, der nur die Deserteure, egal aus welchem Grund desertiert, ehren und alle anderen zu angepaßten Mitläufern oder gar Militaristen abstempeln will, mit selbstverschuldetem Schicksal. »<sup>3257</sup>

« In jedem Falle sollten Selbstachtung, Nüchternheit und Mut zur historischen Wahrheit unser Handeln bestimmen. Die Polen vor Ort fangen an, das zu verstehen. »<sup>3258</sup>

« Als Jaruzelskis Kriegszustand die Ärmsten in Polen in große Not brachte, fuhren die Autokolonnen mit Hilfslieferungen besonders aus Vertriebenen Händen nach Polen. Ein viel wirksameres Zeichen der Aussöhnung, als es unsere wortstarken Politiker ertönen lassen! »<sup>3259</sup>

« (...) in einer ganzen Reihe von Dörfern – weniger in den Städten – in der Grafschaft Deutsche lebten, die vielfach nichts voneinander wußten. Bei den bisherigen Verhältnissen kein Wunder! (...) Insofern ist die Situation in der Grafschaft Glatz nicht mit der Oberschlesiens zu vergleichen. Es bedarf keiner besonderen Betonung, daß eine derartige Hilfestellung nur mit der gebotenen Zurückhaltung erfolgen dürfte, die den Wünschen der noch in der Grafschaft Glatz lebenden Deutschen gerecht wird. Entscheidend dürfte sein, daß dieser Personenkreis an einem solchen Zusammenschluß interessiert ist. »<sup>3260</sup>

« Bald jährt es sich zum fünfzigsten Mal, daß wir aus der Heimat vertrieben wurden, als Mitbürger haben wir uns in Westdeutschland in Politik und Gesellschaft aktiv integriert. (...) Wir mußten beweisen, und wir haben es bewiesen, daß aus besitzlosen Rucksackdeutschen geachtete Mitbürger, ja oft Leitfiguren wurden. »<sup>3261</sup>

« Ich bin froh, eine Heimat zu haben und finde es schön, wenn sich auch andere Menschen zu ihrer Heimat bekennen. »<sup>3262</sup>

« „Ein ‚Bund der Versöhnung‘ oder ein Hort der Reaktion?“, lautete die Schlagzeile eines kürzlich in der Stuttgarter Zeitung erschienenen Artikels über den Bund der Vertriebenen. Der Beitrag aus der Feder von Adrian Zielcke bestach vor allem durch seine Schwarzmalerei. „Hort der Reaktion“ – solche Bezeichnungen für den BdV sind uns noch gut aus dem ehemaligen kommunistischen Ostblock erinnerlich, weniger dagegen aus Baden-Württemberg. »<sup>3263</sup>

---

<sup>3257</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 92/1, p. 4.

<sup>3258</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 92/2, p. 2.

<sup>3259</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 92/2, p. 1.

<sup>3260</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 92/2, p. 3.

<sup>3261</sup> Article publié dans GB 92/2, p. 4.

<sup>3262</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 92/2, p. 4.

<sup>3263</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 92/2, p. 4.

« Es ist geradezu beispiellos, wie die Vertriebenen in ihrer Heimat aufgetreten sind: Geschenke, sofortige Hilfsmaßnahmen für die immer mehr verkommene Region, kurzum das Gegenteil von dem, was die bisherige Propaganda uns einreden wollte. »<sup>3264</sup>

« Die Einwohner begraben ihre Toten in den Gräbern der Deutschen, die Überreste der Deutschen werden tiefer verscharrt, die Aufschriften übermalt. Der Autor nennt Orte, an denen Friedhöfe geschändet wurden. Aus den Gräbern stiehlt man goldene Zähne und Schmuck, Granitsteine verwendet man zum Bau, einfacheres Material zum Straßenbau. (...) In Swinemünde ist der Friedhof zu einem Kinderspielplatz gemacht worden, die Kinder finden Knochen der Toten. An anderer Stelle ist der Friedhof in ein Pfadfinderlager umgewandelt. »<sup>3265</sup>

« Insgesamt sollten alle Heimatgemeinschaften diese Forderung „vor Ort“ zwar behutsam, aber stetig und ggf. auch mit Nachdruck vertreten. Bekanntlich hat man deutscherseits anlässlich der Ausarbeitung des sogenannten Nachbarschaftsvertrags diese Forderung, besser diese Selbstverständlichkeit, gegenüber den polnischen Vertragspartnern nicht durchsetzen können. »<sup>3266</sup>

« Diese Vorgehensweise wurde bereits schon früher von der „Gemeinschaft deutscher Osten e.V.“ anempfohlen. Wir haben uns bisher gescheut, unseren Lesern dazu zu raten, weil wir meinen, daß die Erfolgsaussichten im Verhältnis zum Aufwand gering sind und es mehr oder weniger eine Demonstration gegenüber der Bundesregierung und Polen ist. Auch Demonstrationen sind Mittel, um sich bemerkbar zu machen. »<sup>3267</sup>

« Polen ist aber ein Land im Konkurs, von dem nichts zu erwarten sein wird. Der Weg über die deutsche Gerichtsbarkeit ist sicher wirkungsvoller. Deshalb hat der Vorsitzende der Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V., Peter Großpietsch, seine persönlichen Erbansprüche in einem Musterprozeß, vertreten durch einen namhaften Verfassungsjuristen, beim Bundesverfassungsgericht eingebracht. »<sup>3268</sup>

« Wir werden unsere Leser unabhängig davon über den weiteren Verlauf informieren und haben außerdem den BdV (Bund der Vertriebenen) um generelle Stellungnahme ersucht. »<sup>3269</sup>

« Genscher hätte sich an dem bedeutenden Außenminister der Weimarer Republik, dem Grafen Brockdorff-Rantzau, orientieren sollen. Der stellte sein Ministeramt aus Protest gegen die entehrenden Bedingungen des Versailler Vertrags zur Verfügung. Dem Grafen Brockdorff-Rantzau hätten die Sieger keinen Orden umhängen können. »<sup>3270</sup>

---

<sup>3264</sup> Article (Ostpreußenblatt) publié dans GB 92/2, p. 5.

<sup>3265</sup> Article (Deutscher Ostdienst) publié dans GB 92/2, p. 5.

<sup>3266</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 92/3, p. 1.

<sup>3267</sup> Article de Herbert Gröger paru la rubrique Commentaire publié dans GB 92/3, p. 2.

<sup>3268</sup> Article de Herbert Gröger paru la rubrique Commentaire publié dans GB 92/3, p. 2.

<sup>3269</sup> Article de Herbert Gröger paru la rubrique Commentaire publié dans GB 92/3, p. 2.

<sup>3270</sup> Article (Frankfurter Allgemeine Zeitung) publié dans GB 92/3, p. 4-5.

« Das hat Genscher wirklich verdient. Wie kein anderer deutscher Politiker setzte er sich frühzeitig dafür ein, alle polnischen Maximalansprüche auf jahrhundertealtes deutsches Land bedingungslos anzuerkennen und für die polnische Seite abzusichern. »<sup>3271</sup>

« Künftig werden in unseren Publikationen ausschließlich die deutschen Bezeichnungen für Städte und Gemeinden unserer Heimat und für den gesamten deutschen Osten verwendet werden. (...) Sollte die Republik Polen sich endlich dazu bereitfinden, wie im deutschen Begleitbrief zu den sogenannten Polenverträgen gefordert, in den traditionellen Siedlungsgebieten der Deutschen zweisprachige Ortsbezeichnungen zuzulassen, werden wir die ersten sein, die diesem Beispiel folgen. »<sup>3272</sup>

« Bei den moralischen Gründen verwiesen die deutschen Abgeordneten durch umfangreiche Zitate auf die Aussagen von Papst Johannes Paul II. zum Tag des Friedens am 1. Januar 1989. »<sup>3273</sup>

« **Man darf den Deutschen in Polen nicht weniger bieten, als man für die eigene polnische Minderheit, z.B. in Litauen, fordert.** »<sup>3274</sup>

« Nicht unangemessene Privilegien werden gefordert, sondern ein Katalog von Rechten und Schutzvorschriften, die die volle faktische Gleichheit für die Entfaltung der Minderheit sichern, wie sie das Mehrheits- und Staatsvolk besitzt. Es geht um Garantien zur Durchsetzung der vollen Entfaltung und Verhinderung jeder Diskriminierung der Minderheiten. »<sup>3275</sup>

« Was Adenauer wohl zu der Aufforderung gesagt hätte, die historische Wahrheit zu verschweigen? »<sup>3276</sup>

« Bundestags-Neuling Pflüger, früher persönlicher Referent und Pressesprecher von Bundespräsident Richard von Weizsäcker, hat offenbar merkwürdige Vorstellungen von einer wahrhaftigen Verständigung mit den Nachbarn. »<sup>3277</sup>

« Die europäische Nachkriegsgemeinschaft war eine Wirtschaftsvereinigung, die heute zur Verwaltungsgemeinschaft verkommen ist. Für die propagandierete politische Einheit fehlt noch jede idealistische Vision. »<sup>3278</sup>

« Kommt es aber zum direkten persönlichen Kontakt, dann überrascht uns die oft überströmende Herzlichkeit und entwaffnende slawische Gastfreundschaft. Es öffnen sich

---

<sup>3271</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans GB 92/3, p. 5.

<sup>3272</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 92/4, p. 3.

<sup>3273</sup> Déclaration de Herbert Czaja publiée dans GB 92/4, p. 5.

<sup>3274</sup> Déclaration de Herbert Czaja publiée dans GB 92/4, p. 5.

<sup>3275</sup> Déclaration de Herbert Czaja publiée dans GB 92/4, p. 5.

<sup>3276</sup> Article publié dans GB 92/5, p. 4-5.

<sup>3277</sup> Article publié dans GB 92/5, p. 4-5.

<sup>3278</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 92/6, p. 1-3.

*Türen; man kann über alles sprechen und wird auch verstanden. Es scheint keine Barrieren für die Verständigung zu geben. »<sup>3279</sup>*

*« **Fordern sollten wir** von der deutschen Politik und Staatsführung, daß sich unser Staatsoberhaupt von seiner Wortwahl der „Zwangswanderung der Ostdeutschen“ öffentlich distanziert. Denn wir sind nicht mit Klampfe, vollem Rucksack und fröhlich singend ausgezogen. Herr von Weizsäcker sollte auch seine Schuldäußerung, das deutsche Volk ist schuldig, weil es sich hat von Verbrechern führen lassen, zurücknehmen. Es stände dem Namen „Weizsäcker“ gut an. Nicht die Menschen, sondern die Politiker haben Hitler in die Macht gebracht. »<sup>3280</sup>*

*« Ich muß hier mit Nachdruck betonen, daß meine persönlichen Erfahrungen mit den Deutschen und Deutschland sehr positiv waren. (...) Heimatliebe betrachte ich nicht als Revanchismus. (...) Die Chance für positive Gestaltung der gemeinsamen Zukunft finde ich vielmehr in persönlichen Kontakten zwischen den Menschen, als in offiziellen (oder inoffiziellen) Besuchen der Staatsoberhäupter. »<sup>3281</sup>*

*« Heimat geht nicht verloren, nur weil Grenzen neu gezogen werden. Die Heimat ist erst dann in Gefahr, wenn wir keine Bindungen mehr zu ihr empfinden, wenn wir sie vergessen haben und wenn wir uns der Heimat nicht mehr verpflichtet fühlen. »<sup>3282</sup>*

*« Polen übernahm mit unserer Heimat über 100.000 qkm uralten deutschen Kulturboden. Das waren einst die Kornkammern Europas. Sie übernahmen gewaltige Bodenschätze: Kohle, Kupfer, Zink, die zu den größten Europas zählen. Heute fehlt es dort am Notwendigsten. Wir hinterließen eine blühende und leistungsfähige Wirtschaft und Landwirtschaft. Der Westen half mit riesigen Krediten. Jetzt können nicht einmal mehr die Zinsen dafür aufgebracht werden. »<sup>3283</sup>*

*« Leider konnten nicht alle Forderungen, wie das Recht auf die Heimat, Niederlassungsfreiheit und Wiedergutmachung des erlittenen Unrechts durchgesetzt werden. Dies bleibt eine Aufgabe für die Zukunft. »<sup>3284</sup>*

*« Eine zukunftsweisende deutsch-polnische Begegnung ohne politisches und kirchenamtliches Taktieren! »<sup>3285</sup>*

*« Eine „nicht hinnehmbare Geschichtsklitterung, die viele Heimatvertriebene aus Ostpreußen, Schlesien und Pommern persönlich verletzt und möglicherweise eine EG-Schikane gegenüber Deutschland“ sieht der Bundestagsabgeordnete Wilfried Böhm in der*

<sup>3279</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 92/7, p. 1-2.

<sup>3280</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 92/7, p. 1-2.

<sup>3281</sup> Article (PZ-Extra – Wir in Europa) publié dans GB 92/8, p. 4.

<sup>3282</sup> Discours de Heinrich Windelen paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 92/8, p. 2-6.

<sup>3283</sup> Discours de Heinrich Windelen paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 92/8, p. 2-6.

<sup>3284</sup> Article de Heinrich Windelen paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 92/8, p. 2-6.

<sup>3285</sup> Article publié dans GB 92/9, p. 1-2.

*Tatsache, daß die aus den Oder-Neiße-Gebieten vertriebenen Ostdeutschen im Rahmen der Mikrozensus-Befragung des Statistischen Bundesamtes Polen als ihr Geburtsland angeben müssen. »<sup>3286</sup>*

*« Gleichzeitig will auch die Ministerpräsidentin nichts mehr von verfassungsgeschützten Minderheitenrechten etwas wissen, obgleich man diese für die polnischen Minderheiten zum Beispiel in Litauen einfordert. »<sup>3287</sup>*

*« Mit dem Inferno im ehemaligen Jugoslawien hat die Vergangenheit Europa wieder eingeholt. »<sup>3288</sup>*

*« Auch heute noch ist die polnische Amtskirche nicht bereit, Vertreibung, Totschlag, Vergewaltigungen, Raub und Diebstahl, die in polnischem Namen an uns verübt wurden, als Verbrechen anzuklagen. Diese national-katholische-polnische Kirche setzt dafür die 10 Gebote außer Kraft und ist nur bereit, von den Leiden der polnischen Bevölkerung zu sprechen. Die moderne deutsche Amtskirche, voran Bischof Lehmann, beugt sich vor diesem Chauvinismus. (...) Das ist leider so und wird dadurch auch nicht besser, wenn der polnische Papst in Allenstein, bei seinem letzten Besuch, den blanken Schild der polnischen Streitkräfte würdigte. »<sup>3289</sup>*

*« Auf der Auftaktveranstaltung zum Tag der Heimat in Berlin hat CDU/CSU-Fraktionschef Wolfgang Schäuble von Polen und der Tschechoslowakei „Freizügigkeit und Niederlassungsfreiheit für ihre deutschen Nachbarn“ gefordert. Nur dann könnten diese Länder Mitglieder in der Europäischen Gemeinschaft werden, sagte Schäuble. »<sup>3290</sup>*

*« Der britische Premierminister hat die „Rückgabe der gewaltsam eroberten Gebiete“ entschieden gefordert, und Eagleburger aus den USA – ehemals Botschafter im Zwangsstaat Jugoslawien – meinte, „die Staatengemeinschaft wird niemals(!) Landgewinne akzeptieren, die mit Gewalt und Terror erworben worden sind“. Viele, wohl auch der neue deutsche Außenminister, bezeichneten das „ethnische Bereinigen“ als Völkermord. Solche Aussagen hatte man bei den Verträgen über Deutschland und die Deutschen 1990/91 nirgends gehört. Weder vom damaligen deutschen Außenminister Genscher, noch von führenden deutschen Politikern, noch von den Verbündeten des Deutschlandvertrages hätte man dabei ein solches „niemals“ vernommen, auch von einem glaubwürdigen Kompromiß war nicht die Rede. »<sup>3291</sup>*

*« Ein Breslauer Professor gab seine Meinung mit den Worten kund, daß es peinlich und deplaziert wirke, wenn sich Deutsche krampfhaft bemühen, aus Breslau Wroclaw, aus Glatz*

---

<sup>3286</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans GB 92/9, p. 6.

<sup>3287</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 92/10, p. 1-7.

<sup>3288</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 92/10, p. 1-7.

<sup>3289</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 92/10, p. 1-7.

<sup>3290</sup> Article (oprM) publié dans GB 92/10, p. 4.

<sup>3291</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 92/10, p. 5.

*Klodzko usw. zu machen. Die deutsche Geschichtsvergangenheit bleibe ja trotzdem bestehen. Freundschaft bedürfe mehr, als nur polnische Ortsnamen falsch auszusprechen. »<sup>3292</sup>*

*« Namen sind nicht Schall und Rauch – sie wurden geprägt von unseren Vorfahren. Sie sind ein Erbe, daß uns übergeben wurde. Sie sind ein Teil unserer Geschichte und der Geschichte unserer Heimat. Schon deshalb müssen wir an das politische Polen die Forderung stellen, in den ostdeutschen Gebieten zweisprachige Ortsbenennungen einzuführen. »<sup>3293</sup>*

*« Immer wieder wird auch von Heimatfreunden an die Redaktion die Forderung gerichtet, endlich die polnischen Ortsnamen zu benutzen oder wenigstens zweisprachige Ortsbenennungen einzuführen. Wir haben das immer abgelehnt, auch unter Berufung auf Erlasse des Bundesinnenministeriums. Dafür sind wir auch gescholten worden: als Vorgestrige, als Anachronisten usw. »<sup>3294</sup>*

*« Wir mußten von einer nationalistisch verblendeten deutschen Reichsregierung auch in unserer Heimat eine Entslawung, eine Germanisierung von Ortsnamen hinnehmen. Da wurde aus Pischkowitz Schloßhübel, aus Tscherbenej Grenzeck, aus Labitsch Neißenfels und so weiter. Eine Peinlichkeit – denn schließlich hatten Jahrhunderte die Menschen mit diesen Namen als Deutsche gelebt. »<sup>3295</sup>*

*« Rächt sich hier, was vor wenigen Jahrzehnten die Siegermächte des Zweiten Weltkrieges geduldet oder nachträglich bestätigt haben? »<sup>3296</sup>*

*« Wenn Polen weiterhin an deutschen Touristen interessiert ist, wird es um eine zweisprachige Ortsbezeichnung nicht herumkommen. »<sup>3297</sup>*

*« Es ist schon bitter für uns, wenn man die polnischen Ortsbezeichnungen lesen soll, geschweige denn schreiben. Lesen Sie doch mal den polnischen Ortsnamen von Bad Dirsdorf, Olbersdorf oder Silighain. Sie müssen Buchstaben für Buchstaben abschreiben, ans Aussprechen gar nicht zu denken. Spätestens hier merkt man, wie fremd uns diese Sprache ist. »<sup>3298</sup>*

*« Gerade jetzt sollten wir nicht schweigen, wenn wir erleben, daß in Südosteuropa das Unrecht der Vertreibung oder die blödsinnige „ethnische Säuberung“ weiter um sich greift, Menschen auf die Flucht gezwungen werden, um ihr Leben zu retten. Wir können diesen Menschen in ihrem Leid und ihrer Not nachfühlen. »<sup>3299</sup>*

---

<sup>3292</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 92/11, p. 2.

<sup>3293</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 92/11, p. 2.

<sup>3294</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 92/11, p. 2.

<sup>3295</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 92/11, p. 2.

<sup>3296</sup> Article (GNK) publié dans GB 92/11, p. 4.

<sup>3297</sup> Article publié dans GB 92/11, p. 5.

<sup>3298</sup> Article publié dans GB 92/11, p. 5.

<sup>3299</sup> Article de Franz Jung publié dans GB 92/12, p. 1.

« Diese Politik einer bevölkerungspolitischen Tabula rasa als Mittel zur Schaffung neuer und „sicherer“ Grenzen hatte in der jüngsten Geschichte grausame Vorbilder. Adolf Hitler hatte großwahnwitzige Pläne dieser Art für die Schaffung „deutschen“ Lebensraumes in Osteuropa geschmiedet. Am Ende des Zweiten Weltkrieges griffen die drei Hauptsieger das Hitlersche Rezept auf und kehrten es gegen Deutschland um. (...) Das Fatale an der Potsdamer Entscheidung ist, daß hier die drei führenden Mächte der damaligen Welt eine zutiefst unmoralische politische Praxis sanktionierten und ihr dadurch zum Schein des Rechts verhalfen. »<sup>3300</sup>

« Somit erwies sich also das polnische Parlament in seiner Mehrheit als entschiedener Gegner der Gewährung gleicher Rechte für alle Bürger des Landes! Aber auch als ein nationalistischer Sejm, wo die nationalen Minderheiten leider nichts zu suchen haben. »<sup>3301</sup>

« Unser Außenministerium vertritt seit mehr als zwei Jahrzehnten nicht mehr die Interessen Deutschlands im Ausland, sondern nur noch die Interessen des Auslandes in Deutschland. Herr Genscher hat sich mit Schenkungsverträgen und Scheckbuch zu Lasten deutscher Bürger seine internationale Anerkennung erkaufte. Das größte diplomatische Bubenstück waren die Grenzabtretungsverträge, mit denen den Heimatvertriebenen mit juristischem Winkelzug ihre seit Jahrhunderten bestehenden Heimatrechte verschenkt worden sind. »<sup>3302</sup>

« - Wiederherstellung (soweit realisierbar) und Erhaltung der vorhandenen Kulturdenkmäler (mit den Originalinschriften); - Fortsetzung der kulturellen Tradition der Heimatgemeinde (...); - Beratung der EG-konformen Gestaltung der Rechtsverhältnisse einschließlich der Grund- und Menschenrechte (...); - Regelung von Eigentumsfragen. »<sup>3303</sup>

« Das 25 Meter hohe Birkengedenkkreuz ist, wie der Friedhof auch, dem Verfall anheim gefallen. Die polnische Familie Ludowka in Groß-Georgsdorf hat mit einem 2,50 Meter hohen Holzgedenkkreuz ein Mahnmal errichtet. »<sup>3304</sup>

« Serbische Aggressoren schießen auf Kinder, Greise und Frauen, vergewaltigen in den geraubten Gebieten zu Tausenden Mädchen und Frauen, vertreiben die seit Jahrhunderten ansässigen Bewohner. Wieder werden Millionen Menschen aus ihrer angestammten Heimat vertrieben. Und wieder schaut die Welt zu. Obgleich es jetzt eine UNO gibt, eine europäische Gemeinschaft und eine KSZE. »<sup>3305</sup>

---

<sup>3300</sup> Article d'Alexander Böker (*Deutscher Ostdienst*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 92/12, p. 2.

<sup>3301</sup> Article publié dans GB 92/12, p. 3.

<sup>3302</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/1, p. 2.

<sup>3303</sup> Déclaration de la Zentralstelle Grafschaft Glatz publiée dans GB 93/1, p. 3.

<sup>3304</sup> Article publié dans GB 93/1, p. 4.

<sup>3305</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 93/3, p. 1.

« Sollte das Verfassungsgericht wieder einem Rechtspruch aus dem Wege gehen wollen oder negativ bescheiden, dann wird der Weg zur „letzten Instanz“ beschritten werden müssen. Zur Menschenrechtskommission in Straßburg. »<sup>3306</sup>

« „Die Japaner sind eisern. Sie unterscheiden sich von den Deutschen. Die Deutschen haben sich mit dem Verlust ihrer Provinzen Schlesien, Pommern und Ostpreußen abgefunden. Das sind 100 000 Quadratkilometer deutsches Land. (...) Die Japaner wollen sich mit dem Verlust von 5 000 Quadratkilometern Inselland nicht abfinden.“ (...) Als Gorbatschow 1991 zu Besuch in Tokio gewesen sei, habe er ohne Kredite wieder abfliegen müssen. (...) Denn, so die „Israel-Nachrichten“: „So dumm wie die Deutschen sind die Japaner nicht“. Abschließend notiert die jüdische Zeitung (reiben sich deutsche Verzichtpolitiker die Augen?): „Die Japaner bleiben dabei: Keine Inseln – kein Kredit. Könnte man nicht von diesen Japanern einiges lernen? Auch wenn man einen Krieg verliert, muß man nicht unbedingt zu allem Ja und Amen sagen.“ »<sup>3307</sup>

« **37 Prozent der befragten Polen mögen uns Deutsche nicht**, so soll es laut „Wprost“ eine Befragung festgestellt haben. Die bevorzugten Völker seien die Franzosen, Amerikaner, Kanadier, Holländer, Italiener und Schweden. Bis zu 79 Prozent der Befragten nannten diesbezüglich ihre Gefühle der Sympathie. Bei den Deutschen liegt die Zahl bei 45 Prozent. Wenn ausgesprochen 37 Prozent uns Deutsche nicht mögen, dann liegen noch hinter uns Deutschen mit einer noch größeren Abneigung, um nur zwei unmittelbare Nachbarn herauszugreifen (neben Chinesen und Lybiern), Russen und Ukrainer. Es fällt also auf, daß überhaupt Polen seine Nachbarn nicht mag. »<sup>3308</sup>

« Wir erhalten auf unsere Fragen, wenn überhaupt, dumme Antworten. »<sup>3309</sup>

« Wir können so laut schreien, wie wir wollen, man will uns nicht hören. Der Stimmzettel scheint unsere einzige Kraft zu sein. »<sup>3310</sup>

« Fast 30% Wählerenthaltung bei den Hessen-Wahlen beinhalten auch Vertriebenenprotest. Die Altparteien haben viel Glück, daß Schönhuber halt nur ein Schönhuber ist. »<sup>3311</sup>

« All' dies bringt ostdeutsche Frauen in Erinnerung, was sie vor mehr als 45 Jahren selbst erleben und erleiden mußten. (...) Die ostdeutschen Frauen rufen dazu auf, die Kriegsverbrechen an Frauen und Mädchen, an Kindern sofort zu beenden und appellieren an die Solidarität aller Mitbürger! – Warum gibt es gegen diesen grausamen Krieg keine Demonstrationen, keinen Aufschrei von Massen? »<sup>3312</sup>

---

<sup>3306</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/3, p. 2.

<sup>3307</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans GB 93/3, p. 3-4.

<sup>3308</sup> Texte intégral d'un article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 93/3, p. 4.

<sup>3309</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 93/4, p. 1-2.

<sup>3310</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 93/4, p. 1-2.

<sup>3311</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 93/4, p. 1-2.

<sup>3312</sup> Article (*Deutscher Ostdienst*) publié dans GB 93/4, p. 4-5.

« Sozialdemokraten haben es schon immer schwer gehabt, mit Gefühlen außerhalb ihrer sozialistischen Heilslehre fertig zu werden. »<sup>3313</sup>

« Jetzt hört man von einzelnen Fällen, wo in biedereren Beamtenstuben Ostdeutschen bei der Verlängerung ihres Personalausweises für die Geburtsorte plötzlich polnische Namen zudiktirt werden. Wer sich nicht wehrt – und das können viele ältere Menschen nicht so – der ist dann plötzlich in Polen geboren. Daß dies viele Betroffene zutiefst verletzt, darüber macht sich wohl niemand Gedanken. Dies passiert nicht etwa in einer Diktatur, nein, es vollzieht sich unter den Augen aller in einem freiheitlich-demokratischen Rechtsstaat, angetan nicht von fremden, sondern von den eigenen Landsleuten, die keine Rücksicht auf heimatliche Gefühle nehmen. »<sup>3314</sup>

« Der Priester (...) habe auf dem alten deutschen evangelischen Friedhof Grabsteine entfernen und das Gelände planieren lassen. Beobachtet worden sei der Vorgang von einem deutschen Touristen. »<sup>3315</sup>

« Also ist die von uns getroffene Unterscheidung, die Udod reklamiert, zwischen der Vertreibung der Deutschen und der Umsiedlung der Polen keine Fehlinterpretation. Mit seinen Darstellungen über die Ausländerfeindlichkeit in Deutschland bezieht Udod politische Position und hier sogar innenpolitisch. Wir können versichern, daß die in Deutschland lebenden Polen sicher unbehelligter leben, als die Deutschen in ihrer ostdeutschen Heimat im ehemaligen Altreich. (...) Mit Herrn Udod gehen wir insoweit einig, daß wir den Dialog zwischen Ziemia Klodzka und Grafschafter Bote auf unsere aktuellen Probleme in der Grafschaft Glatz begrenzen sollten. »<sup>3316</sup>

« Die Zeit ist überreif dafür und die zaghaften Zeichen sprechen für sich, wenn Botschafter Reiter oder neuerlich sogar Kardinal Glemp von Vertreibung, nicht mehr von Umsiedlung sprechen. »<sup>3317</sup>

« Beschämend ist, daß bei der Abstimmung über die Polenverträge nur wenige Abgeordnete den Mut hatten, gegen die Verträge zu stimmen bzw. sich zu enthalten. Insgesamt fühlen sich die Deutschen in Oberschlesien verraten und verkauft. (...) Enttäuscht stellte G. Brylka fest, daß jetzt auch die Bundesregierung die Deutschen in OS polonisiere. Der Gipfel der „Unterstützung“ durch deutsche Behörden wurde bei Nennung eines Vorfalles sichtbar. Als sich nämlich ein deutscher Anrufer beim deutschen Konsulat in Breslau meldete, bekam er die Antwort: „Hier wird Polnisch gesprochen!“ »<sup>3318</sup>

---

<sup>3313</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/5, p. 2.

<sup>3314</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans GB 93/5, p. 4.

<sup>3315</sup> Article (*GNK*) publié dans GB 93/5, p. 4.

<sup>3316</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/6, p. 2.

<sup>3317</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/6, p. 2.

<sup>3318</sup> Article publié dans GB 93/6, p. 4.

« Er nannte die Erhaltung der deutschen Identität, die Verbreitung der deutschen Kultur und Sprache, das Bekenntnis zum deutschen Recht, die Vertretung der deutschen Belange gegenüber dem polnischen und deutschen Staat. »<sup>3319</sup>

« Leider werden diese Bestrebungen häufig schon im Keim erstickt. Nach Georg Brylka hat die deutsche Bevölkerung vielfach Angst vor den Schikanen, wenn sie den DF-Kreisen beitreten oder wenn die Existenz dieser Kreise in der Öffentlichkeit bekannt wird. »<sup>3320</sup>

« Es gab Zeitungen, die direkt danach gierten, endlich die mehr als hunderttausend Vertriebenen als Rechtsextremisten abstempeln zu können. 8 bis 10 dümmliche Störenfriede reichten schon aus, um gegen uns „ostdeutschen Bösewichter“ angehen zu können. (...) Nun gibt es ja schon feste Gebühren für solche Szenarien; für einen Hitlergruß, für das Schwenken der Reichskriegsflagge usw. Wieviel haben die Krawallmacher in Nürnberg bekommen? »<sup>3321</sup>

« Die Kontakte der Grafschaft Glatzer Gremien und des „Grafschafter Boten“ zu der polnischen Zeitschrift in unserer Heimat, Ziemia Klodzka, haben dazu geführt, daß beide Zeitschriften voneinander Notiz nehmen, wechselseitig besonders interessierende Artikel abgedruckt und kommentiert werden, daß Schritte zu mehr Verständigung unternommen werden. Diese Bemühungen finden vielleicht bei unseren Landsleuten nicht immer ungeteilten Beifall. (...) Und doch sind diese Kontakte zu begrüßen. Können sie doch Gegensätze überbrücken helfen und zu gegenseitigem Verständnis beitragen. »<sup>3322</sup>

« Der Protest eines westdeutschen Ehepaars für Ostdeutschland hatte Erfolg. (...) Wir danken unseren Freunden aus Münster für ihren Einsatz für Deutschland-Ostdeutschland. Zähigkeit führt zum Ziel- zur Nachahmung empfohlen! »<sup>3323</sup>

« Mit dem polnischen Nationalismus befaßte sich die polnische Zeitung „Wprost“ und kam zum Ergebnis, daß ein ausgeprägter Antisemitismus zu registrieren ist, obwohl es in Polen keine Juden mehr gibt und Angst vor dem dunklen Kapital herrscht, das aber bisher den Weg nach Polen nicht gefunden hat. Die Zeitung schreibt zu diesen Phantomängsten: „Der polnische Nationalismus unterscheidet sich durch nichts von dem Nationalismus anderer Nationen. In Polen wird er zu einer leeren Rhetorik, die im Grunde keine Ergebnisse bringt und –was noch schlimmer ist- er kann sich zu einer destruktiven Kraft entwickeln.“ »<sup>3324</sup>

« „Die Polen in Deutschland sind keine Minderheit im Sinne der KSZE-Konferenz“. Diesen richtigen Satz sprach der CDU-Bundestagsabgeordnete Klaus Francke vor dem „Polnischen Klub in der Bundesrepublik Deutschland“. »<sup>3325</sup>

---

<sup>3319</sup> Article publié dans GB 93/6, p. 4.

<sup>3320</sup> Article publié dans GB 93/6, p. 4.

<sup>3321</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 93/8, p. 1-2.

<sup>3322</sup> Article de Günter Kroner paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 93/8, p. 2.

<sup>3323</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 93/8, p. 4.

<sup>3324</sup> Article (GNK) publié dans GB 93/8, p. 4.

<sup>3325</sup> Article (Schlesische Nachrichten) publié dans GB 93/8, p. 5.

« „Rituelle Tänze machen auch die Jugendlichen empfänglich für die Heilslehre zum Wohlgefallen der Alten. Hunderttausende Gläubige beim diesjährigen Pfingsttreffen in Nürnberg“. So der Hessische Rundfunk in einer als Satire getarnten Hetzsendung gegen die Überlebenden der Vertreibung anlässlich des letzten Schlesiertreffens. »<sup>3326</sup>

« Wo soll das enden? Ich bin jedenfalls mit den Nerven am Ende, total gereizt. Suche immer noch Wohnung, muß ja Platz machen für Asylanten. Wenn es aber nicht mehr geht, ich kann ja noch in die Türkei, obwohl meine Frau hier geboren ist. Aber der Deutsche, wo kriegt der dann Asyl? »<sup>3327</sup>

« Ingolf Deubel, Oberstadtdirektor von Solingen, klagte die Medien an. Einzelne hätten Geld dafür bezahlt, daß Haß-Parolen nach dem Brand des Türkenhauses gegrölt wurden. Ein junger Türke sagte aus: „Man hat mir D-Mark angeboten, damit ich mit einem Messer oder Stein an einem Auto eine Scheibe kaputt mache.“ »<sup>3328</sup>

« Denn ihnen war fortan bewußt, daß nunmehr das Ende des Versteckens, des Totschweigens, des Übersehens aller deutschen Lebensäußerungen gekommen war. »<sup>3329</sup>

« Damit hat der älteste geschichtlich bezeugte Ort Schlesiens, dessen deutsches Stadtrecht ab 1275 nachgewiesen ist, wieder einen deutschen Verein. »<sup>3330</sup>

« Wir haben ein Viertel unseres Anwesens mit vertraglicher Beglaubigung an den polnischen Nachbarn übertragen, mit allem was darauf stand und lebte. (...) Und damit der Nachbar auch unseren guten Willen akzeptiert, haben wir unsere Sparbüchse geleert und bisher Zigmilliarden dem Nachbarn auf die Hand gegeben. Nicht gerechnet alle Unterstützungen, die sonst noch als Nachbarschaftshilfe geflossen sind und noch fließen. Es sollte aber nun wirklich an der Zeit sein, daß der Nachbar Polen nun endlich erkennt, da zum Nachbar sein eben zwei gehören und daß wir, die Deutschen, für alles Böse in der Vergangenheit genug „Buße“ getan haben. (...) Wir haben schlechte und die Polen haben gute Diplomaten gehabt. »<sup>3331</sup>

« Eins der kleinen Zeichen unseres Bemühens ist, außer den vielen persönlichen Kontakten, der Austausch zwischen der polnischen Zeitung Ziemia Klodzka und dem Grafschafter Boten. Manche unserer Heimatfreunde beobachten diese Aktivität kritisch und mißtrauisch. Dafür haben wir viel Verständnis. Unser Zusammenwirken ist natürlich auch nicht problemlos, und man muß manches überhören und übersehen können. »<sup>3332</sup>

---

<sup>3326</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 93/9, p. 2.

<sup>3327</sup> Article (*Heidenheimer Neue Presse*) publié dans GB 93/10, p. 4.

<sup>3328</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans GB 93/10, p. 4.

<sup>3329</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 93/11, p. 1-2.

<sup>3330</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 93/11, p. 1-2.

<sup>3331</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/11, p. 2.

<sup>3332</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/11, p. 2.

« *Wir leben in einem eigenartigen Land der drei Kulturen und der drei Nationen.* »<sup>3333</sup>

« *Diese Drei-Kulturen-Theorie entspricht weder in der Vergangenheit noch in der Gegenwart der historischen Wahrheit. Es gab in der Grafschaft Glatz seit Jahrhunderten nur deutsche Kultur (...) Ein Neben- oder gar Miteinander von drei Kulturen hat es nicht gegeben und gibt es auch heute nicht.* »<sup>3334</sup>

« *Was sollen wir Deutschen noch tun, damit unsere polnischen Nachbarn sich „versöhnen“ wollen. Über 100 000 qkm deutschen Landes haben wir hergegeben, Milliarden deutscher Steuergelder nachgeschoben, Millionen gespendet und nach dem Krieg millionenfach zivile Vertreibungs-Blutopfer erbracht, soll das immer noch nicht genug sein? Wir sollen investieren, in Schlesien, ohne Rechts- und Eigentumsansprüche. Was mit der ganzen Welt möglich ist, z.B. deutsche Betriebe in Frankreich, in Italien, in England, Ungarn, Tschechien usw. und umgekehrt, das läßt polnischer Stolz nicht zu.* »<sup>3335</sup>

« *Hat das mit Politik zu tun? Warum sollen 80 Millionen Deutsche nicht wissen dürfen, daß es sich um eine deutsche Heilige in Schlesien handelt, die vor 750 Jahren das Deutschtum als bayerische Fürstentochter in den Osten trug? Die Polen werden es verstehen, sie, St. Hedwig, als polnische St. Jadwiga herauszustellen, nur wir dürfen der Wahrheit kein Zeugnis geben. Wir müssen Versöhnung dokumentieren und uns den Wünschen anderer beugen.* »<sup>3336</sup>

« *(...) die behauptet, daß es gar keine Vertriebenen gibt; sie seien alle „freiwillig“ aus ihrer Heimat gegangen.* »<sup>3337</sup>

« *Hartmut Koschyk sagte einmal, als er noch Generalsekretär des Bundes der Vertriebenen war, etwas Palästinensermentalität hätte den Vertriebenen zu gegebener Zeit gut angestanden.* »<sup>3338</sup>

« *Frau Dr. Hamm-Brücher oder ihr Referent sprechen darin von den „Vertriebenen aus den ehemaligen Ostgebieten des Dritten Reiches“. Diese Formulierung besagt, daß wir, die Heimatvertriebenen der Grafschaft Glatz, aus den von NS-Deutschland kriegsokkupierten Ländern stammen? (...) Eine Dame mit diesem Geschichtsbewußtsein will das höchste deutsche Staatsamt einnehmen? Herr Dehler und Herr Heuss drehen sich bestimmt im Grabe um. Arme FDP! (...) Das Wort „freiwillig“ ist für alle Deutschen, die dieser Verfolgung nach so vielen Nachkriegsjahrzehnten ausgesetzt waren und dann ihre Heimat „freiwillig verloren haben“, eine Zumutung. Grenzt Frau Hamm-Brücher diese Deutschen als unliebsame Bürger*

---

<sup>3333</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/11, p. 2.

<sup>3334</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/11, p. 2.

<sup>3335</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 93/12, p. 2.

<sup>3336</sup> Article (*Frankensteiner-Münsterberger Heimatblatt*) publié dans GB 93/12, p. 4.

<sup>3337</sup> Editorial Herbert Gröger publié dans GB 94/1, p. 1-4.

<sup>3338</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 94/1, p. 2.

*schon jetzt aus? (...) Gott schütze uns vor Bundespräsidenten, die unsere Gesellschaft spalten wollen! »<sup>3339</sup>*

*« Noch 1973 und 1975 urteilte das höchste deutsche Gericht in seinem Grundlagen- und Staatsangehörigkeitsurteil auf der Basis des Grundgesetzes und des geltenden Völkerrechtes. 1989/90 begann das Gericht der Rechtsfindung auszuweichen. Es judizierte zu zahlreichen Verfassungsbeschwerden in schlechten Kammerentscheidungen gegen Grundrechtsschutz für unsere Eigentumsrechte. Der frühere Bundesverfassungsrichter Prof. Geiger hat in seiner letzten Stellungnahme vor seinem Tode diese Entwicklung beklagt und kritisiert mit dem Hinweis, daß das Bundesverfassungsgericht nicht dazu geschaffen wurde, um Politik zu machen. »<sup>3340</sup>*

*« Wer war damals an dieser Regierung beteiligt und im Außenministerium für die politische Abteilung zuständig? (...) Ich kenne aber keinen meiner Landsleute, der das Ausmaß verbrecherischer Energien erahnen konnte. Im Hause Weizsäcker wurde aber darüber gesprochen! Wir sind gegen Sippenhaft, aber wer anklagt, muß auch mit Reaktionen rechnen. Ich kenne keinen aus meinem Umfeld, der wegen Schreibtischbeteiligung am Judenmord, wegen „Verbrechen gegen die Menschlichkeit“ in Nürnberg verurteilt worden ist. Die Präsidentenzeit läuft ab. Es war die Zeit eines sehr selbstbewußten und schönen Mannes mit erhobenem Moralfinger. Für uns Vertriebene hat er nicht viel übrig gehabt. »<sup>3341</sup>*

*« In einer anderen Zuschrift aus gleicher Hand wird angegeben, daß nur drei Heimatzeitungen die Hetze von Frau Hamm-Brücher gegen Vertriebene veröffentlicht haben sollen. Alle anderen sogenannten „seriösen Blätter“ haben nichts darüber gedruckt, haben also **totgeschwiegen**, was die „große Dame“ der deutschen Politik über Vertriebene zu sagen hatte. Auch BdV und Landsmannschaft Schlesien nehmen dazu Stellung. Die Auffassungen der Dame seien bekannt, sagt man. Man sollte sie nicht aufwerten, sondern **totschweigen**. (...) Wir möchten an dieser Stelle allen jenen Heimatfreunden danken, die sich die Mühe gemacht haben, Frau Hamm-Brücher wegen ihrer diffamierenden Äußerungen anzuschreiben. Wie ihr Büro verlauten ließ, waren es immerhin über 30 Protestschreiben. »<sup>3342</sup>*

*« So wird in einem Artikel über das 40jährige Bestehen der Zentralstelle Grafschaft Glatz doch tatsächlich behauptet, wir, die Zentralstelle, seien ein Organ der Landsmannschaft und würden von dort finanzielle Unterstützung erfahren! Lieber Herr Redakteur, dem Schreiben muß die Recherche vorausgehen! Sonst wird aus Information, auf die es doch wohl ankommt, Desinformation, wenn nicht gar Lüge! Das hatten die Kommunisten nötig. Demokraten sollten solide arbeiten! »<sup>3343</sup>*

---

<sup>3339</sup> Déclaration de Hildegard Hamm-Brücher publiée dans GB 94/2, p. 3.

<sup>3340</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 94/4, p. 1-5.

<sup>3341</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 94/4, p. 1-5.

<sup>3342</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 94/5, p. 1.

<sup>3343</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 94/5, p. 2.

« Ist auch hier kein Konsens zu finden oder handelt es sich nur um ein unbegreifliches Verwirrspiel?! Welche erfreuliche Kraft spürt man dagegen noch an der Basis, in den Heimatgruppen, bei den Heimattreffen! Haben unsere Führungsspitzen den Bezug zur Basis verloren? Kümmert man sich mehr um Geld und nicht so sehr um die Sache? »<sup>3344</sup>

« Wie schön muß es sein, mit Orden behängt zu werden. Ganz schnell noch vor Ende seiner Amtszeit reiste Richie nach Warschau, im geschenkverpackten Souvenirkarton das „Große Verdienstkreuz am Bande“ für das „politische Urgestein“, den polnischen Staatspräsidenten. Im Gegenzug erhielt natürlich auch Richie das „Großkreuz des Verdienstordens der Republik Polen“. Nachdem man wohl kaum von einer Begegnung der politischen Urgesteine sprechen kann, ist die Frage zu stellen, wie ist Richie geologisch einzuordnen? Dem Urteil von Frau Seebacher-Brandt folgend, wohl mehr in die Kategorie der „politischen Kieselsteine“! Klein, glatt und hart! Wie weit darf persönliche Vergangenheitsbewältigung zu Lasten des Volkes gehen? »<sup>3345</sup>

« Wir haben immer beklagt, daß die Verständigung nur auf den unteren oder persönlichen Ebenen funktioniert. Seit den Feierlichkeiten am 1. August in Warschau sollten staatliche und kirchliche Obrigkeiten nunmehr auch offiziell den Weg für die deutsch-polnische Verständigung unterstützen. »<sup>3346</sup>

« Auch das Bundesverfassungsgericht macht sich mehr und mehr zu einer politischen Instanz, weil es auf der Grundlage der winkeladvokatischen Rechtsübungen des Genscher-Außenministeriums Recht spricht (...). »<sup>3347</sup>

« In der ganzen Welt werden Soldaten, auch wenn sie besiegt worden sind, geachtet für ihren Lebens Einsatz für die Heimat, nur in Deutschland nicht. »<sup>3348</sup>

« Deshalb würden wir katholischen Heimatvertriebenen in einer Seligsprechung von Kardinal Hlond einen schweren kirchlichen Fauxpas sehen, der einer Provokation gleichkommt. Man darf daher gespannt sein, ob es dazu kommt, daß wieder einmal mehr vom Vatikan nationalpolnische Interessen über christlich-moralische Motive gesetzt werden, die nur der katholischen Kirche Polens nützlich wären, dem Ansehen der katholischen Kirche allgemein aber nur schaden würden. (...) Wie verträgt sich überhaupt diese eindeutig einseitige propolnische vatikanische Politik mit der Anschauung von Papst Pius XII., der die Vertreibung der Ostdeutschen in der Geschichte Europas ein „einmaliges Verbrechen“ genannt und gefordert hat, das Geschehene rückgängig zu machen, soweit es sich rückgängig machen läßt? Eine Seligsprechung von Kardinal Hlond wäre ein ausgesprochen

---

<sup>3344</sup> Editorial de Hebert Gröger publié dans GB 94/7, p. 1-2.

<sup>3345</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 94/8, p. 1-2.

<sup>3346</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 94/9, p. 1.

<sup>3347</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 94/10, p. 2.

<sup>3348</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 94/10, p. 5.

*unfreundlicher Akt der katholischen Kirche gegen uns deutsche Heimatvertriebene, der an der Glaubwürdigkeit einer neutralen vatikanischen Kirchenpolitik zweifeln ließe »<sup>3349</sup>*

*« Gehen wir einmal davon aus, daß von Plottnitz damals keine Zeit gehabt hat, um sich zu informieren. Denn zu der Zeit, als die Vertriebenen ihren Anteil zum Aufbau bereits geleistet hatten, mußte er als Revoluzzer der Autonomen 1968 laut Ho Chi Min schreien. Es gibt in unserem Lande Menschen, die arbeiten, und Menschen, die schreien können. »<sup>3350</sup>*

*« Laut dem Posener Nachrichtenmagazin „Wprost“ hassen noch immer ca. 25 Prozent der Polen die Deutschen, jeder dritte die Russen, obwohl Deutschland am meisten den NATO- und EU-Beitritt Polens unterstützt. Andere Polen wiederum sprechen vom Deutschen als „duften Kumpel“ und Freund. »<sup>3351</sup>*

*« Da schreibt ein Ralph Giordano, die Vertriebenen waren doch im Dritten Reich die größten Nazi-Anhänger und die Vertriebenen-Charta ist das größte Betrugsvertragswerk der Geschichte. Dazu gab es auch in unseren Reihen keinen Aufschrei und natürlich noch weniger in der übrigen deutschen Öffentlichkeit. »<sup>3352</sup>*

*« Erwähnt sei die Interpretation der Literaten, voran Günter Grass, der den Deutschen die Nation wegen Auschwitz verbietet (...). »<sup>3353</sup>*

*« Interessant dabei erscheint mir, daß diese neue Antideutsch-Bewegung nicht von den Polen getragen wird, die als Kriegsgeneration vielleicht dazu Anlaß hätten. Die Beispiele in der Südspitze der Grafschaft Glatz zeugen davon. Gibt es auch eine neue Deutschfreundlichkeit? Es sieht so aus! »<sup>3354</sup>*

*« Wenn Herr Negwer nicht wahrhaben will, daß Polen – nicht die Polen – am Ausbruch des 2. Weltkrieges zumindest mitschuldig ist, so beweist er nur, daß er die inzwischen zahlreiche, insbesondere auch ausländische Literatur zur Kriegsschuldfrage nicht kennt bzw. zeitgeschichtlich nur einseitig im Sinne der Siegermächte informiert bzw. desinformiert ist. »<sup>3355</sup>*

*« Was wir brauchen, ist Versöhnung und Verständigung, Vertrauen und gute Nachbarschaft. Mit Mut zur vollen Wahrheit, nichts hinzufügen, aber auch nichts weglassen, nichts verschweigen und nichts aufrechnen. »<sup>3356</sup>*

---

<sup>3349</sup> Article de Heinz Marx paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 94/11, p. 2.

<sup>3350</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 94/11, p. 5.

<sup>3351</sup> Article (OsmiPress) publié dans GB 94/11, p. 5-6.

<sup>3352</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 95/1, p. 1-2.

<sup>3353</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 95/1, p. 1-2.

<sup>3354</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 95/2, p. 1-3.

<sup>3355</sup> Article de Heinz Marx paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 95/2, p. 2.

<sup>3356</sup> Article de Heinz Marx paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 95/2, p. 2.

*« Das Vertreibungsverbot, das im vierten Zusatzprotokoll der Europäischen Menschenrechtskonvention ausgesprochen wird; die Achtung des Eigentums, wenn Enteignung, dann „angemessene Entschädigung“ (Artikel 1 des 1. Zusatzprotokolls der Europäischen Menschenrechtskonvention) oder Verbot der Konfiskation, das die Restitution des Eigentums, wenn diese unter besonderer Völkerrechtlichkeit geschehen ist, verlangt. Das sind Grundsätze europäischen Erbes, zu dem sich Deutschland bekennt und dem die Tschechische Republik zugehören will. »<sup>3357</sup>*

*« Was wir brauchen, ist Versöhnung und Verständigung, Vertrauen und gute Nachbarschaft. Das kann nur weiterwachsen und gedeihen, wenn unsere Völker sich dem Grauen ihrer jüngsten Geschichte in aller Offenheit stellen. In aller Offenheit und ohne Vorurteile. Mit dem Mut zur vollen Wahrheit. Nichts hinzufügen, aber auch nichts weglassen, nichts verschweigen und nichts aufrechnen. »<sup>3358</sup>*

*« Wie die Warschauer liberale „Gazeta Wyborcza“ berichtet, lehnen rund 80 Prozent der in Oberschlesien lebenden Polen strikt deutsch-polnische Ortsschilder und Deutsch als Amtssprache in gemischten Gebieten ab. »<sup>3359</sup>*

*« Bisher gab es bereits 126 polnische Schulen oder polnische Klassen an gemischten Schulen in Litauen, an denen über 12.000 polnischen Kindern fachübergreifender muttersprachlicher Unterricht erteilt wurde. Zum Vergleich: In der Republik Polen gibt es nur in Warschau eine deutsche Schule, hauptsächlich für Kinder von Deutschen, die sich aus beruflichen Gründen in der polnischen Hauptstadt aufhalten. »<sup>3360</sup>*

*« Aber, Herr Bundespräsident, warum nehmen Sie an den zwei herausragenden Gedenkveranstaltungen der deutschen Heimatvertriebenen nicht teil? Verdienen die zwei Millionen Todesopfer ausschließlich deutscher Nationalität, umgekommen auf der Flucht durch Schändung und während der Vertreibung, nicht auch Ihre Anteilnahme? (...) Spielt auch hier die Rücksichtnahme auf das Ausland die entscheidende Rolle? Oder werden Unmutsäußerungen, Pfiffe befürchtet? »<sup>3361</sup>*

*« In einem Frankfurter Postamt detoniert eine Paketbombe. Ein abscheuliches Verbrechen – ohne jeden Zweifel. Prompt läuft über die Agenturen die Zusatzmeldung: Eine fremdenfeindliche Handlung sei dabei nicht zu erkennen gewesen. Warum dieser Zusatz? Noch dazu, wenn der Verdacht geäußert wird, daß es sich bei dem vermutlichen Täter um einen Ausländer handeln soll? »<sup>3362</sup>*

---

<sup>3357</sup> Article de Gerhard Pieschl paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 95/4, p. 2.

<sup>3358</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 95/5, p. 1.

<sup>3359</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans GB 95/5, p. 6.

<sup>3360</sup> Article (*Bunzlauer Heimatzeitung*) publié dans GB 95/5, p. 7.

<sup>3361</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 95/6, p. 1.

<sup>3362</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 95/6, p. 1.

« Wände, Treppenaufgänge, Flure und Räume zieren höchst moderne „Kunstwerke“ oder Porträts von Politikern, die der Kategorie „umstritten“ zuzuordnen sind, wie die Herren Genscher und Scheel. »<sup>3363</sup>

« Hier ist auch eine Parallele zum Vorgehen von Kardinal Hlond feststellbar. Während er den Vatikan täuschte, trickste das politische Polen die Siegermächte aus. »<sup>3364</sup>

« Sind sie bereit, zur Kenntnis zu nehmen, daß es ungezählte Deutsche gegeben hat, die, als Kriegsgefangene oder wie ich – als Sudetendeutscher oder Schlesier – von einer Flucht heimkehrend, erfuhren, daß drei ihrer 13jährigen Schulkameradinnen von Sowjetsoldaten zu Tode vergewaltigt worden sind, und nachher aus ihrer Heimat vertrieben wurden und diesen Tag daher nicht als Befreiung empfunden haben, sondern als einen Tag der Trauer? ... »<sup>3365</sup>

« So übertitelte die Warschauer Zeitung „Super Express“ ihren Bericht zum Besuch von Bundeskanzler Kohl in Polen, und das war nicht etwa ironisch sondern anerkennend gemeint. Und als der Bundeskanzler die angetretene polnische Ehrengarde mit „Guten Tag, Soldaten“ ansprach, hallte ein soldatisches „Hurra, Herr Bundeskanzler“ zurück. »<sup>3366</sup>

« Die Vertreibung der Deutschen aus Mittel- und Osteuropa nach dem Zweiten Weltkrieg war in Polen bis 1989 ein Tabu. In der Zeitspanne 1945 bis 1989 sind zwar zu diesem Thema einige historische Arbeiten erschienen, wegen der bis dahin in Polen herrschenden kommunistischen Ideologie und des beschränkten Zugangs zur Archivadokumente durfte die historische Wahrheit nicht ans Tageslicht kommen. Es entstand der Mythos der „wiedergewonnenen Gebiete“, der im Bewußtsein vieler Polen Wurzeln geschlagen hat. »<sup>3367</sup>

« Für viele unserer Mitbürger ist das Verhältnis der verbliebenen Deutschen im historischen deutschen Osten zum polnischen Staat, seinen Institutionen und Repräsentanten sowie zum polnischen Mehrheitsvolk eigentlich doch recht problemlos. So jedenfalls sieht es die Mehrheit in unserem Volk, so sehen es offensichtlich auch unsere Parlamentarier. Die angesprochene Thematik ist eben kein Thema für unsere Medien. (...) Die Obhutspflicht aller Deutschen für die deutsche Volksgruppe in den ehemaligen Ostprovinzen des Deutschen Reiches läuft eigentlich gegen Null! »<sup>3368</sup>

« Warum ist das möglich? Verfügt die polnische Diplomatie über mehr Durchsetzungsvermögen? Ist der Dienst an Volk und Vaterland nicht auch für deutsche Amtsstuben ein normiertes Staatsziel? »<sup>3369</sup>

---

<sup>3363</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 95/6, p. 1.

<sup>3364</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 95/7, p. 1-2.

<sup>3365</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 95/7, p. 6.

<sup>3366</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 95/8, p. 1.

<sup>3367</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 95/10, p. 4.

<sup>3368</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 95/11, p. 1-3.

<sup>3369</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 95/11, p. 1-3.

« Man denke nur an die weiterhin fehlende Gleichberechtigung beim Zugang zu öffentlichen Ämtern, die fehlenden zweisprachigen Ortsschilder, das wiederholt anzutreffende Verschweigen, daß z.B. repräsentative Bauwerke ausschließlich durch deutsche Steuermillionen wiedererrichtet, restauriert wurden. »<sup>3370</sup>

« Versuchen Sie, verehrte Leserinnen und Leser, die Sie vor der Vertreibung in den deutschen Ostgebieten geboren wurden, eine Ablichtung Ihrer Geburtsurkunde zu bekommen. Sie werden scheitern! Man erhält nur eine polnisch gehaltene Geburtsurkunde, die niemand lesen kann! »<sup>3371</sup>

« Müssen sich die „ethnischen Vertreiber“ von heute im ehemaligen Jugoslawien nicht durch die Friedenspolitik von gestern ermutigt und gerechtfertigt fühlen? »<sup>3372</sup>

« Wir würden uns nicht so ausführlich mit diesem Thema befassen, wenn nicht auch Wolfgang Schäuble, Vorsitzender der CDU/CSU-Bundestagsfraktion, von dem man sagt, er könne eines Tages Nachfolger Helmut Kohls als Kanzler werden, denselben Gedanken geäußert hätte... Er faßte dies in einem recht ultimativen Ton zusammen und kleidete diese Worte in die Form eines Appells an die Regierung der Republik Polen. »<sup>3373</sup>

« Der Ausländeranteil bei Erstklässlern steigt stetig. Inzwischen liegt der Anteil der Nicht-Deutschen an manchen Schulen bei über 70 Prozent. Die deutschen Eltern verfolgen diese Entwicklung mit Unbehagen. Bei der Einschulung der Kinder werden vor allem große Sprachprobleme offenbar. Dies senkt das Leistungsniveau der Klassen zum Nachteil der Deutschen. »<sup>3374</sup>

« Im sächsischen Grenzgebiet zu Polen und zur Tschechischen Republik erstreckt sich die abwechslungsreiche Region Oberlausitz/Niederschlesien... Aber auch Städte wie Bautzen, Görlitz, Kamenz, Löbau und Zittau, Mitglieder des Oberlausitzer Sechsstädtebundes haben viele Plätze, die es zu entdecken gilt. »<sup>3375</sup>

« Nunmehr – im Hinblick auf Europa – müßte es zunächst Aufgabe der deutschen Politik sein, darauf zu drängen, daß Polen seine Vertreibungs- und Enteignungsdekrete endlich aufhebt. Polen muß dann zur Kenntnis nehmen, daß die EU nicht nur eine Wirtschafts-, sondern auch eine Rechtsgemeinschaft ist. »<sup>3376</sup>

---

<sup>3370</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 95/11, p. 1-3.

<sup>3371</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 95/11, p. 1-3.

<sup>3372</sup> Article de Josef Joachim Menzel paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 95/11, p. 2.

<sup>3373</sup> Article (radio polonaise) publié dans GB 95/11, p. 8.

<sup>3374</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans GB 95/12, p. 6.

<sup>3375</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans GB 96/1, p. 4.

<sup>3376</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 96/2, p. 2.

« Es kann einen schaudern, welches Fingerspitzengefühl, welche Auffassung von Nächstenliebe, welches Verständnis für die verletzten Gefühle von Millionen deutscher Katholiken im polnischen Klerus und im Vatikan obwalten müssen. »<sup>3377</sup>

« Neben den nachweislich falschen Anmerkungen, daß nicht Polen für die Vertreibung, sondern das Potsdamer Protokoll verantwortlich ist, wird das deutsche Volk und der deutsche Klerus **kollektivschuld**ig erklärt; weil wir uns nicht genug gegen die NS-Herrschaft gewehrt haben sollen! »<sup>3378</sup>

« Kardinal Glemp ist ja auch der, der noch vor wenigen Jahren erklärte, es gibt keine deutschen Minderheiten im polnischen Staatsgebiet. Während im 3. Reich sich die deutschen Priester um die Seelsorge für polnische Katholiken bemühten und dafür oft ins KZ gebracht wurden, und der immer wieder von der polnischen Kirche gescholtene Kardinal Bertram sich für polnische Seelsorge in der Messe und Beichte aktiv einsetzte, blieb bis in jüngste Vergangenheit der deutschen Minderheit dieses kirchenoffiziell vorenthalten. »<sup>3379</sup>

« Aussöhnung ist keine Einbahnstraße, sondern kann nur im beidseitigen Bemühen Erfolg haben. Bei unseren Heimatreisen begegnen wir den polnischen Menschen meist als guten Nachbarn, wir haben auch Freunde gefunden, aber wir treffen auch auf unverbesserliche Nationalisten. Der Verständigungsprozeß vor Ort ist schon Jahre weiter als die Politik und ganz besonders die offizielle katholische Kirche in Polen es wahr haben will. (...) Man kann deshalb an die polnischen Kirchenoberen nur appellieren: Behindert nicht diesen Verständigungsprozeß, sondern fördert ihn! »<sup>3380</sup>

« Wenn Helmut Schmidt in seinem Buche „Die Deutschen und ihre Nachbarn“ schreibt: „Man muß die Polen lieben, weil sie so viel gelitten haben“, dann drückt er damit nur eine in allen politischen Lagern weit verbreitete Ansicht aus. Politik, die ja trotz immerwährender gegenteiliger Beteuerungen mit Moral leider überhaupt nichts zu tun hat, sollte schon gar nicht mit romantischen Gefühlen, Emotionen und persönlichen Sym- oder Antipathien betrieben werden. »<sup>3381</sup>

« Dabei ist auffallend, daß dieser Pflüger-Text kürzlich in einem CDU/CSU-Pressedienst für die Vertriebenen übernommen und verbreitet wurde. Vielleicht zeichnet sich hier in der CDU ein Umschwung dahingehend ab, daß man jetzt öffentlich erklären will, daß die Bundesregierung 1990/91 freiwillig und ohne Notwendigkeit auf die deutschen Ostgebiete verzichtet habe. »<sup>3382</sup>

---

<sup>3377</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 96/3, p. 2-6.

<sup>3378</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 96/4, p. 1-2.

<sup>3379</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 96/4, p. 1-2.

<sup>3380</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 96/4, p. 1-2.

<sup>3381</sup> Article de Sigismund Freiherr von Sedlitz (*Schlesische Nachrichten*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 96/5, p. 2.

<sup>3382</sup> Article (*Ostpreußenblatt*) publié dans GB 96/6, p. 10.

« Görlitz, dessen östlich der Neiße gelegenen Stadtteile die Sieger des Zweiten Weltkrieges unter polnische Verwaltung stellten, wie den größten Teil der reichsdeutschen Ostgebiete, ist durch Kohls völkerrechtlich verbindlichen Grenzbestätigungsvertrag von 1990 erstmals in seiner 925jährigen Geschichte endgültig zur zweigeteilten Stadt geworden. »<sup>3383</sup>

« Wer heute die Diskussion existentieller Fragen fordert, wer sich nicht mehr damit einverstanden erklären kann, daß junge Menschen noch in hundert Jahren für das 12jährige Reich büßen und zahlen sollen, der kommt zwangsweise in den Geruch des Rechtsextremismus. »<sup>3384</sup>

« Die polnische Regierung und die polnische Gesellschaft kennen genau ihre Zielvorstellungen für ihre Landsleute der polnischen Volksgruppe in Weißrußland und insbesondere in Litauen. Regierung und Gesellschaft versuchen von Warschau aus Volksgruppenrechte für ihre Landsleute auch immer wieder durchzusetzen. Wo ist vergleichbar hierzu eine klare Vorstellung der deutschen Verantwortlichen in Regierung, Parlament, Parteien und Kulturleben? »<sup>3385</sup>

« Die Slowakei gewährt dies überall dort, wo die ungarische Minderheit zwanzig und mehr Prozent ausmacht. Und wir Deutsche können auf die Lausitz verweisen, wo überall dort, wo die Sorben wohnen, zweisprachige Ortsschilder angebracht sind. »<sup>3386</sup>

« Weil, wie es scheint, die deutsche Regierung auf das Recht auf Heimat verzichten will, wird mit der Aufnahme von Polen und Tschechien in die „Europäische Union“ das allgemeine Niederlassungsrecht verbindlich. Dabei wird den deutschen Bürgern verschwiegen, daß das Niederlassungsrecht nicht heißt, in die Heimat zurückkehren zu können, sondern sich eben nur im polnisch-tschechischen Staatsgebiet gewerblich betätigen zu dürfen. »<sup>3387</sup>

« Ohne die Gewährung umfassender Volksgruppen- und Selbstverwaltungsrechte wird sich die deutsche Minderheit gegenüber der polnischen Mehrheit auf Dauer kaum behaupten können. Darauf setzt man offensichtlich in Warschau und die Bundesregierung schaut zu. »<sup>3388</sup>

« Als kurz zuvor die Republik Polen in den Europarat aufgenommen wurde, machte dies kein deutscher oder europäischer Politiker von der Aufstellung zweisprachiger Ortsschilder in den Siedlungsgebieten der zahlenmäßig mehr als doppelt so starken deutschen Volksgruppe in den Oder-Neiße-Gebieten abhängig. »<sup>3389</sup>

---

<sup>3383</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 96/7, p. 1.

<sup>3384</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 96/7, p. 1.

<sup>3385</sup> Article de Helmut Sauer publié dans GB 96/7, p. 9.

<sup>3386</sup> Extrait d'un discours de Herbert Hupka publié dans GB 96/7, p. 9.

<sup>3387</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 96/8, p. 2.

<sup>3388</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans GB 96/9, p. 6.

<sup>3389</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans GB 96/9, p. 6.

« Offensichtlich hat Kardinal Meisner hierzu keine eigene Meinung. »<sup>3390</sup>

« Leider steht zu erwarten, daß der Republik Polen bezüglich des Eintritts in die Europäische Union Sonderkonditionen eingeräumt werden bzw. die Erfüllung von europäischen Mindeststandards (Aufhebung der Vertreibungs- und Enteignungsdekrete, Rückgabe des konfiszierten Eigentums, Gewährung des Rückkehrrechts, des Rechts auf die Heimat usw.) erst nach Erwerb der Mitgliedschaft angemahnt werden soll. »<sup>3391</sup>

« Und als besonders besorgniserregend wird es empfunden, daß durch Verschweigen, Halbwissen oder politische Sprachregelungen vollkommen falsche Vorstellungen über die Herkunft, die Tradition und die kulturelle Einbettung der Ostvertriebenen entstanden sind. »<sup>3392</sup>

« Fast alle, mit denen wir gesprochen haben, akzeptieren die bestehenden Staatsgrenzen und stellen keinerlei Besitzansprüche. Sie sind natürlich an dem Familienbesitz interessiert, und sie kümmern sich darum, wenn es erwünscht ist, doch sie wollen keine Entschädigung oder gar Inbesitznahme. Sie möchten lediglich, daß sowohl von ihren deutschen Landsleuten als auch von den Polen und Tschechen anerkannt wird, daß ihnen und ihren Familienangehörigen sehr viel Leid zugefügt wurde, das klar und deutlich als „Unrecht“ bezeichnet wird und das noch heute seine Auswirkungen hat. »<sup>3393</sup>

« Dank gebührt Herrn Prof. Sauermann und der Volkskundlichen Kommission für Westfalen insbesondere für das durchgeführte volkskundliche Projekt, mit dem unsere Anliegen, unsere Erlebnisse, Erinnerungen, kurz: das Vertreibungsschicksal schlechthin, auf die wissenschaftliche Ebene gehoben und Studierende mit dem Teil der deutschen Geschichte konfrontiert wurden, den wir persönlich erleiden mußten. »<sup>3394</sup>

« Ein Neujahrswunsch zum Schluß: Schön wäre es, wenn wenigstens ein paar CSU-Abgeordnete diesem Nonsens ihre Stimme versagen würden. »<sup>3395</sup>

« Hier hätte ein polnisches Wort zur deutschen Geschichte und zur Vertreibung gut hingepaßt. Leider Fehlanzeige! Ja, in Sack und Asche gehen eben nur Deutsche, und für manche polnischen Amtsträger ist Versöhnung leider ein Unwort. Dann gab es in Glatz noch eine böse antideutsche polnische Rede, die den Stadtoberen selbst sichtlich peinlich war! Nur, warum hat man sie nicht verhindert? Auch der Umstand, daß kein Vertreter des Deutschen Freundschaftskreises anwesend war, weil eben von seiten der Stadt nicht eingeladen, läßt leider keine großen Erwartungen im Hinblick auf den notwendigen deutsch-polnischen Dialog aufkommen. (...) In aller Offenheit muß deshalb festgestellt werden, daß die

---

<sup>3390</sup> Lettre du cardinal Meisner au Heimatgruppe Grafschaft Glatz publiée dans GB 96/9, p. 8.

<sup>3391</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 96/11, p. 7.

<sup>3392</sup> Article de Dietmar Sauermann publié dans GB 97/1, p. 1-6.

<sup>3393</sup> Article de Dietmar Sauermann publié dans GB 97/1, p. 1-6.

<sup>3394</sup> Remarque de Peter Großpietsch à la fin de l'article de Dietmar Sauermann publié dans GB 97/1, p. 6.

<sup>3395</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 97/2, p. 1.

*Vereinbarung seitens der Stadt Glatz bereits vor der Unterzeichnung unterlaufen wurde! Kein guter Anfang! »<sup>3396</sup>*

*« Niemand wird mir verdenken, daß ich der Veranstaltung in Glatz mit gemischten Gefühlen beiwohnte. »<sup>3397</sup>*

*« Die Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V. hat das „Hlondheft“ an folgende Institutionen geschickt: \*kath. und evang. Presse \*deutsche Bischöfe, Congregation in Rom \*Vertriebenen-Presse \*deutsche Auslandskorrespondenten in Polen \*Universitäten, Bibliotheken, Stiftungen »<sup>3398</sup>*

*« Offenbar wollte Heer, ebenso wie der Begründer des Instituts, Reemtsma, seine Herkunft aus streng nationalsozialistischem Elternhaus „bewältigen“. »<sup>3399</sup>*

*« Angesichts der Vermutung, daß böse Deutsche Brandstifter in Lübeck seien, fand er flammende Worte der Empörung. Sobald sich herausstellte, daß ein Ausländer das Feuer gelegt haben könnte, verstummte er. »<sup>3400</sup>*

*« 1997 jährt sich der 100. Geburtstag der Generale Heusinger und Dr. Speidel. Wird man diese Gedenktage mit Stillschweigen übergehen, um der political correctness zu genügen? »<sup>3401</sup>*

*« (...) denn wenn man schon heutzutage einen uniformierten Bundeswehrangehörigen angeblich straflos als „Mörder“ beschimpfen darf, um wieviel mehr müssen dann erst die Soldaten der „Hitler-Wehrmacht“ Mörder gewesen sein. »<sup>3402</sup>*

*« Wenig spricht dafür, daß die Deutschen mehr antisemitisch waren als andere Nationen... Ich, für meinen Teil, glaube an die Legende von einer „sauberen deutschen Armee“. Dies waren tapfere Männer mit großartiger Disziplin, die mutig gegen eine fürchterliche Übermacht kämpften, zuerst für ihr Vaterland und – nachdem die Niederlage sicher war – für die Ehre ihrer Einheiten und Kameraden... Diejenigen, die mit dem Holocaust Geschäfte machen, sind weder tapfer noch ehrenhaft. Sie sind nur niedrig und gierig. »<sup>3403</sup>*

*« An dem energischen Auftreten der polnischen Regierung für die polnische Minderheit in Litauen könnte man sich seitens der Bundesregierung im Auftreten für die deutsche Volksgruppe in Polen ein Beispiel nehmen. »<sup>3404</sup>*

---

<sup>3396</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 97/3, p. 4.

<sup>3397</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 97/3, p. 4.

<sup>3398</sup> Article publié dans GB 97/3, p. 5.

<sup>3399</sup> Article publié dans GB 97/4, p. 1-4.

<sup>3400</sup> Article publié dans GB 97/4, p. 1-4.

<sup>3401</sup> Article de Lothar Groppe publié dans GB 97/4, p. 1-4.

<sup>3402</sup> Article d'Alfred Schickel paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 97/6, p. 2-6.

<sup>3403</sup> Extrait d'un article (*The Spectator*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 97/8, p. 5.

<sup>3404</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 97/9, p. 9.

« Nicht unerwähnt bleiben darf, daß der Vertreter der französischen Delegation in einer eigenen Ansprache dem Unverständnis der Franzosen über die Behandlung der ehemaligen Soldaten in der deutschen Öffentlichkeit Ausdruck gab. »<sup>3405</sup>

« Die Demonstration in Bingen kannte keine lauten Töne. Es waren keine Wasserwerfer oder Schlagstöcke nötig, und die Teilnehmer brauchten auch keine Vermummungen, wie die landbekannten grünen und roten Chaoten, denn sie wollten nicht Randalen machen und plündern, sondern nur an die Toten und Vermißten denken, die nicht mehr dabei sein konnten. »<sup>3406</sup>

« Im politischen Raum haben die Linksparteien die Themen Vertreibung und deutsche Heimatvertriebene längst abgeschrieben, in der CDU bemüht sich als innerparteiliche Interessenvertretung der Vertriebenen die Ost- und Mitteldeutsche Vereinigung – oftmals auch gegen eigene Parteifreunde. Die einzige Partei, die bewußt und aktiv diese Interessen vertritt, ist die CSU! »<sup>3407</sup>

« Diese deutsche Selbstdiskriminierung äußert sich in blinder Kritiklosigkeit gegenüber allem, was fremd oder ausländisch ist, bei gleichzeitigem Mißtrauen auf alles, bei Ablehnung von allem, was als eigenständig deutsch empfunden wird. Ein schwarzer Drogendealer kann so auf Nachsicht und tief empfundenes Mitleid hoffen, weil er schwarz ist, also ein geborenes Opfer unserer Diskriminierung sei – eine ganz verkorkste Sympathisiererei übrigens, die natürlich nichts anderes ist als ein handfester „negativer Rassismus“. »<sup>3408</sup>

« Er schäme sich, sagte Grass, er schäme sich dieses Landes. (...) Der Dichter Günter Grass steht mit seiner merkwürdigen Polemik nicht allein, sondern an der Spitze einer Haltung, die einen irgendwie masochistischen Selbsthaß auf Deutschland pflegt und propagiert, man könnte es „die deutsche Selbstdiskriminierung“ nennen. »<sup>3409</sup>

« Nein, man wird kein guter Deutscher, indem man das Falsche und Dumme gegen sich selber, gegen die Landsleute wendet. Auf Gerechtigkeit kommt es an, und auf Wahrheit. (...) Wer das nicht begreift, der hat doch aus der Geschichte gar nichts gelernt. Und sollte sich, vielen Dank, Herr Grass, für das Stichwort, und sollte sich schämen. »<sup>3410</sup>

« Wie ist das alles möglich, warum ist das so? Wir haben es hier mit einem Reflex zu tun, auf die Barbarei Nazideutschlands. Weil Juden und alles Fremdartige diskriminiert, verfolgt, gemordet wurden, muß jetzt das genaue Gegenteil praktiziert werden. »<sup>3411</sup>

---

<sup>3405</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 97/11, p. 1-2.

<sup>3406</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 97/11, p. 1-2.

<sup>3407</sup> Lettre d'un membre du BdV à *Frankfurter Allgemeine Zeitung* publiée dans GB 97/11, p. 5.

<sup>3408</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 97/12 p. 2-6.

<sup>3409</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 97/12, p. 2-6.

<sup>3410</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 97/12, p. 2-6.

<sup>3411</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 97/12 p. 2-6.

« Zu den vielen „Totschlag-Argumenten“, eine besonderer Art von vorgeschriebener Sprachregelung, gehört nunmehr die Vokabel „rechtsradikal“. Wer damit behängt wird, muß sich warm anziehen, wird in der Öffentlichkeit zur Schau gestellt, andererseits ausgegrenzt und je nach politischer Couleur der Landesregierung vom dortigen Verfassungsschutz beobachtet. »<sup>3412</sup>

« Es ist bezeichnend und ein Jammer, um nicht zu sagen eine Schande, daß von Königsberg... in Deutschland nur geredet wird, wenn ein Neo-Nazi sich des Themas bemächtigt. »<sup>3413</sup>

« Anfang der 80er Jahre belegte ernsthaft ein Papier eines Landesamtes für Verfassungsschutz, daß jeder, der für ein Deutschland in den Grenzen von 1937 eintrete, ein Verfassungsfeind sei. Auf meine Intervention hin, daß ja selbst gerade das Bundesverfassungsgericht erneut in einer Entscheidung bekräftigt habe: „Das Deutsche Reich existiert fort“ und damit waren expressis verbis die Grenzen von 1937 gemeint, zog man diesen Schwachsinn schnell aus dem Verkehr! »<sup>3414</sup>

« Herrn Maessen sei Dank für die offenen Worte und die klare Beurteilung der Lage gesagt. Sie haben allerdings Seltenheitswert in unserer Medienlandschaft. »<sup>3415</sup>

« Auch wir dürfen heute keine andere Auffassung als die „politisch korrekt“ vorgegebene äußern! Tun wir es, sind wir rechtsradikale. »<sup>3416</sup>

« Deutsch ist zwar die mit Abstand meistgesprochene Sprache in der Europäischen Union – über 100 Mio. Menschen in der Europäischen Union sprechen Deutsch als Muttersprache – und Deutschland zahlt mehr als doppelt soviel EU-Beiträge wie Großbritannien und Frankreich zusammen, doch bisher sind ausschließlich Englisch und Französisch Arbeitssprachen der EU. »<sup>3417</sup>

« Dr. Stankowski aus Bromberg brachte in seinem Vortrag zum Ausdruck, daß die polnische Gesellschaft sich mehr und mehr mit der Aufarbeitung der Nachkriegsgeschichte befaße und damit auch den „Komplex Vertreibung der Deutschen“ diskutiere. Er selbst arbeitet an einer Studie, die sich ausschließlich mit dieser Frage beschäftigt und stellte Teile dieser Studie vor, in der ohne Beschönigung die damalige Situation nachgestellt wird. Für die Vertriebenen ist es eine späte Genugtuung, zu erfahren, daß ihre Leiden auch in der polnischen Geschichte nicht ausgeklammert werden. »<sup>3418</sup>

---

<sup>3412</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/3, p. 1.

<sup>3413</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/3, p. 1.

<sup>3414</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/3, p. 1.

<sup>3415</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/3, p. 1.

<sup>3416</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/3, p. 1.

<sup>3417</sup> Article (*Laubaner Tageblatt*) publié dans GB 98/3, p. 5.

<sup>3418</sup> Editorial d'Herbert Gröger consacré à une conférence d'historiens sur l'expulsion publié dans GB 98/4, p. 1-6.

« Diese „zweite Vertreibung“ der eigenen Kirche, 1945 durch den polnischen Kardinal Hlond ohne Absprache mit Papst Pius XII. durchgeführt, dieses Mal sogar von Rom vorangetrieben, reißt Wunden auf, schmerzt, verbittert. »<sup>3419</sup>

« Was ist das für ein Vertreter Gottes auf Erden, der den Vertriebenen in aller Welt das Recht zugesteht, zu ihren Wurzeln zurückzukehren, jedoch den deutschen katholischen Heimatvertriebenen die bloße namentliche Zugehörigkeit zur angestammten Heimatdiözese künftig verbietet. »<sup>3420</sup>

« Noch immer ist der umstrittene Seligsprechungsprozess in Rom anhängig. Konnte von einer Instanz, die sich offensichtlich noch immer anschickt, einen Antisemiten und Nationalisten zu einem Heiligen zu erklären, mehr erwartet werden? Nein, selbst der jetzt bekanntgewordene Hirtenbrief von Hlond aus dem Jahre 1935 mit seinen antijüdischen Tiraden hat nicht zur Einstellung des Prozesses geführt. Arme katholische Kirche! »<sup>3421</sup>

« Während verantwortungslose Politiker und linke Seilschaften allgegenwärtig die Soldaten der Wehrmacht, unsere Väter also, ehrverletzend pauschal verunglimpfen, Deserteuren Gedenkstätten errichtet und zu Widerstandskämpfern hochstilisiert werden, geriet dieses Gedenken auch zu einer Ehrenerklärung für die Soldaten der Wehrmacht. »<sup>3422</sup>

« Der Start in den Euro ist ein Wagnis, über seine Risiken wurde wenig gesprochen, seine wahren Ziele hinter vordergründigen, teilweise fragwürdigen Zweckbotschaften nach Kräften vernebelt. »<sup>3423</sup>

« Durch deutsches Veto könnte dieses ohne große Umstände verhindert werden. Der Maastrichter Vertrag erfordert bei Aufnahme neuer Mitglieder Einstimmigkeit. »<sup>3424</sup>

« Es kann unterstellt werden, daß Polen beim Abschluß des Grenzbestätigungsvertrages einen Briefwechsel diesen Inhalts nicht akzeptiert hätte. Das Komplott der beiden Staatsregierungen besteht darin, daß mit dem privaten deutschen Grundvermögen Reparationen an Polen gezahlt wurden und daß die völkerrechtlich verbindliche Regelung hierzu von beiden Staatsregierungen nicht publik gemacht wurden und wird, damit die Bundesrepublik Deutschland seinen auf diese Weise endgültig konfiszierten Staatsbürgern keine Entschädigung zu zahlen braucht. »<sup>3425</sup>

« Bei anderen Politikern heißt es frisch-fröhlich und darwinistisch, das Problem löse sich bald von selber. Die Alten sterben weg. Ihre Kinder und Erben sollten, dank 68iger

---

<sup>3419</sup> Article d'Helmut Sauer paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 98/4, p. 2.

<sup>3420</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/5, p. 1.

<sup>3421</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/5, p. 1.

<sup>3422</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/6, p. 1-6.

<sup>3423</sup> Article (*Lüdenscheider Nachrichten*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 98/7, p. 6.

<sup>3424</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/8, p. 1-4.

<sup>3425</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/8, p. 1-4.

*Schulreformern, von Ostpreußen und Schlesien eigentlich gar nichts mehr wissen und auch vom Sudetenland nichts. »<sup>3426</sup>*

*« Das Assoziierungsabkommen mit Slowenien konnte die EU erst dann abschließen, als die Slowenen durch eine Verfassungsänderung den nach dem zweiten Weltkrieg aus Istrien vertriebenen Italienern bestimmte Rechte eingeräumt hatten, etwa ein Vorkaufsrecht für ihr konfisziertes Eigentum, weil sonst Rom zu diesem Vertrag nicht Ja gesagt hätte. »<sup>3427</sup>*

*« Müssen wir nicht nachdenklich werden, wenn wir hören, daß die ehemals waffenstarrenden Armeen heute gemeinsam Manöver machen, auf Truppenübungsplätzen gemeinsam geübt wird, Kameradschaften, ja Freundschaften geschlossen werden und sogar gemeinsame Gelöbnisse abgehalten werden?! Waffenträger werden Friedensboten! »<sup>3428</sup>*

*« Eine prägende Richtung – auch in gut verstandenem nationalem Sinne – muß erkennbar werden. Aber nicht dergestalt, daß führende Köpfe der „neuen“ CDU dabei sind, die „neue Mitte“ links von der CDU zu suchen. »<sup>3429</sup>*

*« Galten diese nicht auch gestern als undemokratisch? Sind sie, die Grünen, nicht mehr das Sammelbecken der Alt-68er und der APO-Aktivisten? (...) heute lädt man ehemalige SED-Mitglieder zum Eintritt in die eigene Partei ein. »<sup>3430</sup>*

*« Enttäuschend und durch nichts entschuldbar auch die widerspruchslose Hinnahme der pauschalen Verunglimpfung der Deutschen Wehrmacht. Weder Bundeskanzler Kohl noch Verteidigungsminister Rühle stellten sich in angemessener Form vor unsere Väter. Hat die sogenannte Enkelgeneration der CDU vergessen, daß sich Adenauer und Schumacher nicht nur vor die Wehrmacht, nein, auch zu Recht vor die Waffen-SS stellten? »<sup>3431</sup>*

*« Leider beteiligte man sich auch an der Verteufelung der Parteien, die rechts von ihr angesiedelt sind. Im übrigen sind für mich alle Parteien, die vom Bundeswahlleiter zugelassen sind, demokratische Parteien. Alles andere ist Ignoranz oder Wahlkampf mit undemokratischen Mitteln. »<sup>3432</sup>*

*« Eine bemerkenswerte Personalentscheidung wurde vermutlich außerhalb der CDU mehr bedauert als innerhalb: Die „verdiente“ Einweisung von Frau Süßmuth in eine subalterne Rolle. Nach Meinung eines internen Kenners dieser durch die letzte Bundestagswahl arg gebeutelten Partei gehen drei bis vier Prozentpunkte auf das Minuskonto der bisherigen*

---

<sup>3426</sup> Article (*Welt am Sonntag*) publié dans GB 98/8, p. 6.

<sup>3427</sup> Article (*PanEuropa intern*) publié dans GB 98/9, p. 5.

<sup>3428</sup> Article d'Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 98/11, p. 2-3.

<sup>3429</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 98/12, p. 2.

<sup>3430</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 98/12, p. 2.

<sup>3431</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 98/12, p. 2.

<sup>3432</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 98/12, p. 2.

*Bundestagspräsidentin. Eigenartigerweise ist sie nach Abwahl aus dem CDU-Vorstand nicht unverzüglich nach Warschau gereist. »<sup>3433</sup>*

*« Bleibt andererseits nur die Hoffnung auf Stoiber? »<sup>3434</sup>*

*« Die Erhebung ergab, daß sich in 219 Orten (83 Prozent) die neudeutschen Bezeichnungen in der deutschen Bevölkerung fest eingebürgert haben, während in den verbleibenden 45 Ortschaften (17 Prozent), darunter Sczedrzik und Kandrzin, die historischen vorherrschen. Demnach würde im Falle einer En-Bloc Festlegung auf die traditionellen Namen in 83 Prozent der Fälle eine Bezeichnung amtlich verwendet werden, die der Bevölkerung nicht mehr bekannt ist; es entstünde eine sprachlich paradoxe Situation: In der Bundesrepublik blieben aufgrund dieser Überlegungen Namensänderungen der dreißiger Jahre zum Teil erhalten, auch ideologisierte Ortsnamen der früheren DDR. »<sup>3435</sup>*

*« Das möchte der Schlesier ändern und hat deshalb auch schon mit Kultusministerin Schavan gesprochen. Sein Vorschlag: Einfach die NS-Zeit im Lehrplan etwas raffen („viel zu detailliert“) und dadurch dem deutschen Osten mehr Raum verschaffen. Eine Antwort der Ministerin steht noch aus. »<sup>3436</sup>*

*« Nunmehr führt die CDU/CSU zur Frage der doppelten Staatsangehörigkeit eine Unterschriftensammlung durch. Dies ist uneingeschränkt zu begrüßen, denn was kann daran schädlich sein, wenn der Wille der Bevölkerung offenkundig wird. »<sup>3437</sup>*

*« Festzustellen ist doch auch, daß die ausgeprägte Neigung, sich abzuschließen und nach eigenen Gesetzen weiterzuleben wie bisher, kein Mittel der Eingliederung ist. Wer sich in seiner eigenen Kultur aufgehoben weiß, braucht sich doch nicht anzupassen. Wer sein türkisch-sprachiges Fernsehprogramm, seinen besonderen Gemüseladen, seine Moschee nebenan hat, trägt der von sich aus zur Eingliederung bei? Will der sich integrieren? Wohl kaum! »<sup>3438</sup>*

*« Wohlmeinende Kritiker sehen übrigens in der selbtherrlichen Behandlung dieser die deutsche Identität im Kern treffenden Fragen durch Kohl, und dem Schweigen seiner Getreuen dazu, den entscheidenden Grund für die jüngste Wahlschlappe. »<sup>3439</sup>*

*« Durch das mit der doppelten Staatsangehörigkeit verbundene Wahlrecht, die Möglichkeit zur Gründung eigener Parteien, kann fremdbestimmt in erheblichem Maß Einfluß auf das staatliche und tatsächliche Leben innerhalb Deutschlands genommen werden (...). »<sup>3440</sup>*

---

<sup>3433</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 98/12, p. 2.

<sup>3434</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 98/12, p. 2.

<sup>3435</sup> Article de Jörg Horn (*Deutscher Ostdienst*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 99/1, p. 2-6.

<sup>3436</sup> Article (*Pforzheimer Zeitung*) publié dans GB 99/1, p. 9.

<sup>3437</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 99/2, p. 1.

<sup>3438</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 99/2, p. 1.

<sup>3439</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 99/2, p. 1.

<sup>3440</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 99/2, p. 1.

« Ausdrücklich werden als Beispiele „Aschenbecher, Teller, Bieruntersätze“ genannt. (...) Die Ausrottung jeglicher deutscher Spur betraf auch Briefkästen, Türklinken und die Registrierkassen der Geschäfte, weil noch RM für Reichsmark eingeprägt war. (...) Fazit: eine brutale, gewaltsame Vernichtung jeglicher deutscher Spur. »<sup>3441</sup>

« Die Äußerung von Bundeskanzler Schröder, er habe „keine Beziehung“ zu den Anliegen der Vertriebenen, ist keine wirkliche Überraschung. Dennoch wird er sich als deutscher Bundeskanzler auch mit den ungelösten Fragen der völkerrechtswidrigen Vertreibung der Deutschen befassen müssen. Das ist seine Aufgabe. »<sup>3442</sup>

« Es wird auch nicht darüber gesprochen, wie die Sklavenarbeit deutscher Kriegsgefangener, verschleppter deutscher Frauen nach Sibirien oder auch die Sklavenarbeit der Deutschen im Osten, besonders in der Tschechischen Republik und Polen, zu werten ist, die jahrelang ohne Lohn und oft auch ohne Nahrung unter menschenverachtenden Bedingungen zur Arbeit gezwungen wurden. »<sup>3443</sup>

« Wir erinnern an den früheren französischen Kommunistenführer, der freiwillig mit Arbeitsvertrag für einen Industriebetrieb in Augsburg angeworben worden ist und sich später als NS-Verfolgter darstellte. Solche „Fremdarbeiter“ gab es aus den verschiedensten Staaten, auch aus der Tschechoslowakei, Polen, usw. »<sup>3444</sup>

« Auf der anderen Seite haben es die neuen polnischen Bewohner der historischen deutschen Ostprovinzen nicht geschafft, den vorgefundenen hohen Stand der wirtschaftlichen und zivilisatorischen Entwicklung beizubehalten oder gar weiter zu steigern. Im Gegenteil, es trat ein – freilich auch durch das kommunistische Regime mitverursachter – erschreckender Niedergang und Rückschritt ein. »<sup>3445</sup>

« Welch eine Geste: Da ruft zu dieser Stunde die Landsmannschaft der drei Millionen heimatvertriebenen Sudetendeutschen dazu auf, den hunderttausenden Opfern des größtenwahnsinnigen Großserben-„Führers“ Slobodan Milosevic durch großmütige Spenden tätige Nächstenliebe zu leisten. »<sup>3446</sup>

« (...) mit einer an Borniertheit grenzenden Absolutheit (...). Der Einfachheit halber und entsprechend seiner Unlogik. (...) seine unhaltbare These (...) in erschreckender Vereinfachung (...). »<sup>3447</sup>

« Nur die CSU verweigerte diese; Gott sei Dank. »<sup>3448</sup>

---

<sup>3441</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 99/2, p. 9.

<sup>3442</sup> Déclaration d'Erika Steinbach (*Deutscher Ostdienst*) publiée dans GB 99/2, p. 9.

<sup>3443</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 99/4, p. 1.

<sup>3444</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 99/4, p. 1.

<sup>3445</sup> Article de Joachim Menzel publié dans GB 99/5, p. 1-8.

<sup>3446</sup> Article (*Westfalen-Blatt*) publié dans GB 99/6, p. 1.

<sup>3447</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 99/6, p. 2.

« Der SPD-Mann Wolfgang Thierse wurde zwar 1943 in Breslau geboren, aber mit Schlesien und den deutschen Ostgebieten hat er wenig bis gar nichts im Sinn. »<sup>3449</sup>

« Von Adenauer wird überliefert, daß er es mit dem biblischen Auftrag hielt, aufzutreten und zu reden, „sei es gelegen oder ungelegen“; vor allem, wenn es um elementare Interessen seines Volkes ging. »<sup>3450</sup>

« Das waren doch dieselben Frauen, die jungen und die Greisinnen, mit den Kopftüchern und den kleinen Kindern im Arm und an der Brust, dieselben alten Männer, die der Krieg nicht eingeholt hatte (...). Es gibt aber noch eine Erinnerung, es gibt noch eine Vergangenheit, die nicht vergeht, und die ist dem heutigen Geschehen auf dem Balkan sehr ähnlich, das ist die planmäßige Vertreibung, die Deutschen am Ende des großen Krieges widerfahren ist. »<sup>3451</sup>

« Geschichte mag ungerecht sein, aber kann man das wirklich hinnehmen? Wie wäre das heute? Wäre es richtig, wenn die Kosovaren mit Unterstützung der NATO demnächst alle Serben aus dem Kosovo vertreiben würden? Aus Rache? Als Strafe? (...) Ich lasse mich nicht mißverstehen. Es geht überhaupt nicht um ein Rückgängigmachen der einstigen Vertreibung. Wie sollte das auch gehen? Das ist gar nicht mein Punkt. Ich bin kein Vertriebener, ich habe noch nicht mal die deutsche Staatsangehörigkeit. Nein, ich meine, es müßte uns Europäern darum gehen, daß wir Wahrheit und Recht für unteilbar halten und das Unrecht und die fortgesetzte Lüge nicht hinnehmen, auf keiner Seite und niemals. »<sup>3452</sup>

« Mit keiner Silbe hat Johannes Paul II. die Leidensgeschichte der aus ihrer angestammten Heimat Vertriebenen berührt und auch die Mitverantwortung vieler polnischer Geistlicher daran ausgeblendet. »<sup>3453</sup>

« Allerdings gehört es zum typischen Verhalten deutscher Medien daß ein derartiges Fest von 100.000 Schlesiern, die es ja nach deren Weltbild nicht mehr geben darf, lediglich als Randnotiz behandelt, übergangen oder gar totgeschwiegen wird. So war es z.B. bezeichnend, daß man auf dem Informationskanal des Bayerischen Rundfunks auf der Rückfahrt von Nürnberg zwar alle 15 Minuten und in aller epischen Breite über den bedauernswerten Beinbruch von Michael Schumacher unterrichtet wurde, aber vom friedlichen Treffen einer vom Schicksal gebeutelten Menschengruppe, für die eigentlich Verständnis und Solidarität obwalten sollte, hatte man keine Sendeminute zur Verfügung. »<sup>3454</sup>

« Noch haben wir Äußerungen der rot-grünen Bundesregierung in den Ohren, in denen die berechtigten Anliegen der deutschen Heimatvertriebenen als „absurd“ und

---

<sup>3448</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 99/6, p. 2.

<sup>3449</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 99/6, p. 2.

<sup>3450</sup> Article publié dans GB 99/7, p. 1-6.

<sup>3451</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 99/7, p. 2-6.

<sup>3452</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 99/7, p. 2-6.

<sup>3453</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 99/7, p. 3.

<sup>3454</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 99/8, p. 1-4.

„anachronistisch“ bezeichnet wurden. Ich frage: Wie kann man die Anliegen der eigenen Landsleute auf solche Weise abtun und für vergleichbare Belange der geschundenen Menschen im Kosovo mit innerer Überzeugung Krieg führen? »<sup>3455</sup>

« Das Bekenntnis von ca. 100.000 Schlesiern in Nürnberg zu ihrer Heimat und die Forderung nach Gerechtigkeit wird ignoriert. Und das, obwohl unsere Regierung Soldaten in den Kosovo geschickt hat, um für das Recht der dortigen Vertriebenen einzutreten. Unterstützen Sie uns, helfen Sie, daß auch das Ausland in der FAZ lesen kann, welche tatsächlichen Verhältnisse in der Bundesrepublik Deutschland herrschen. Da auch nicht zu erwarten ist, daß die EU-Osterweiterung eine gerechte Regelung für die deutschen Heimatvertriebenen bringt, planen wir eine nächste Anzeige für den 13. August 1999. »<sup>3456</sup>

« Das gilt für alle Völker, jedenfalls für Kurden, Tibeter, Äthiopier, Hutus und Tutus, Serben, Bosnier und Albaner aus dem Kosovo. Gilt es auch für Deutsche? (...) Doch die Millionen Toten, Vergewaltigten, aus ihrer Heimat Vertriebenen und Enteigneten wurden von grünen und sozialdemokratischen Politikern, auch von der Mehrheit der linksliberalen Medien bisher als eine Art Sühneopfer für die einmaligen Verbrechen Hitlers angesehen. Warum gerade sie? Pech gehabt. »<sup>3457</sup>

« Vertreibungsverbrechen und ethnische Säuberung eines ganzen Landes durch die Soldaten und Söldner Milosovic haben in unserem Land Erkenntnisse und Einsichten gefördert, für die früher dreißig Jahre benötigt wurden. »<sup>3458</sup>

« Es ist natürlich richtig, daß die Vertreibungs-Dekrete der polnischen Regierung aus den Jahren 1945-46 ebenso zu verurteilen und mit einer Mitgliedschaft in der Europäischen Union nicht zu vereinbaren sind, wie etwa die Benesch-Dekrete. »<sup>3459</sup>

« Man muß es wohl als Skandal bezeichnen, daß Papst Johannes Paul II. während der Meßfeier am 14. Juni in Sosnowiec einen Grundstein einweihet, der später einmal zu einem Sockel für ein August-Kardinal Hlond-Denkmal gehören wird. Damit hat der Papst um ein weiteres Mal bewiesen, daß er wenig Fingerspitzengefühl besitzt, geht es um das Leid der nichtpolnischen Vertriebenen. »<sup>3460</sup>

« Die Bürger sind m. E. nicht nur ernüchtert, sondern haben angesichts dieser Entwicklung wenig Vertrauen in dieses Europa. Weiter so geht nicht, denn die Demokratie hat schon empfindlichen Schaden genommen. »<sup>3461</sup>

---

<sup>3455</sup> Discours de Barbara Stamm publié dans GB 99/8, p. 1-6.

<sup>3456</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans GB 99/8, p. 8.

<sup>3457</sup> Article (*Welt am Sonntag*) publié dans GB 99/8, p. 8-9.

<sup>3458</sup> Article (*Welt am Sonntag*) publié dans GB 99/8, p. 8-9.

<sup>3459</sup> Lettre d'Erika Steinbach à Peter Großpietsch publiée dans GB 99/8, p. 9.

<sup>3460</sup> Article (*Unser Oberschlesien*) publié dans GB 99/9, p. 1.

<sup>3461</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 99/9, p. 1-2.

« Das Volk registriert ohnmächtig die Vernichtung der D-Mark zugunsten einer Kunstwährung und fragt sich, wozu braucht Brüssel alle vier Jahre Stimmvieh, wenn alles in nicht legitimer Selbstherrlichkeit entschieden wird? »<sup>3462</sup>

« Aber gleiche Sachverhalte ungleich zu behandeln, die einen nämlich durch die Schädiger – in diesem Falle deutsche Unternehmen- zu entschädigen, und die anderen – deutschen – nicht, ist eine rechtlich eigentlich unhaltbare Diskriminierung. »<sup>3463</sup>

« **Sabotage, Zensur** unserer Anzeigenbestellung im Politikeil zum 22. Oktober 1999 durch die FAZ **Frankfurter Allgemeine!**

**Erneute Sabotage, Zensur** der Ersatzschaltung zum 29. Oktober 1999 durch die FAZ **Frankfurter Allgemeine!**

Einzelheiten lesen Sie in der Dezember-Ausgabe des „Grafschafter Boten“. »<sup>3464</sup>

« Was ist das Fazit? Hat die FAZ nicht den Mut, diese Tatsachen zu veröffentlichen? Oder gibt es andere „Kräfte“, von welcher Seite auch immer, die die FAZ unter Druck setzen? »<sup>3465</sup>

« Sprachrohr der Grafschafter in heimatpolitischer, kirchlicher und kultureller Hinsicht, Medium des Zusammenhalts in der Vertreibung und vieles andere sollte er sein. »<sup>3466</sup>

« 1950 – 2000. 50 Jahre „Grafschafter Bote“ – Dokumentation. Im Dienste Schlesiens:

- Zusammenhalt der Grafschaft Glatzer
- Pflege des Volks- und Brauchtums
- Förderung wissenschaftlicher, geschichtlicher und landeskundlicher Studien über die Grafschaft Glatz
- Vertretung der heimatpolitischen Interessen der vertriebenen Schlesier, insbesondere der Grafschaft Glatzer »<sup>3467</sup>

« Weder aus Frankreich noch aus England, noch aus Deutschland dürfen Sie Einwanderungsländer machen. Das ertragen diese Gesellschaften nicht... Die Vorstellung, wie sie etwa Heiner Geißler verbreitet hat, daß wir mehrere Kulturen nebeneinander haben könnten, habe ich immer für absurd gehalten... Da wir in einer Demokratie leben, müssen wir uns ein bißchen, bitte sehr, nach dem richten, was die Gesellschaft will, und nicht nach dem, was sich Professoren ausgedacht haben. Aus Deutschland ein Einwanderungsland zu machen, ist absurd. Es kann dazu kommen, daß wir überschwemmt werden. »<sup>3468</sup>

---

<sup>3462</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 99/9, p. 1-2.

<sup>3463</sup> Article de Markus Leuschner paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 99/9, p. 2.

<sup>3464</sup> Article publié dans GB 99/11, p. 9.

<sup>3465</sup> Article de Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel publié dans GB 99/12, p. 9.

<sup>3466</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 00/1, p. 1-2.

<sup>3467</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 00/1, p. 1-2.

<sup>3468</sup> Extrait d'une déclaration de Helmut Schmidt (*Frankfurter Rundschau*, citée dans *Das Ostpreußenblatt*) parue dans la rubrique Citation publiée dans GB 00/1, p. 8.

« Erstaunlicherweise hörte man über dieses Ende August geschlossene Abkommen zwischen Bundesdeutschland und Polen in den hiesigen Medien nahezu nichts. Lediglich in der „Welt“ fand man eine einzige Notiz, der man kaum etwas über die wirklichen Fakten entnehmen konnte. Als daraufhin ein Mitarbeiter des Ostpreußenblatts beim Bundeskanzleramt ebenso nachfragte wie beim Bundespresse- und Informationsamt, gab man keine Auskünfte. Erst die Befragung polnischer Zeitungen brachte Licht in dieses offensichtlich klammheimlich abgewickelte Verfahren. »<sup>3469</sup>

« Seine Abneigung gegen Ostdeutschland ging so weit, daß er bei Berlinreisen – wie er selbst erzählte – nach Überquerung der Elbe die Vorhänge seines Zugabteils zugezogen habe, um die „asiatische Steppe“ nicht sehen zu müssen. »<sup>3470</sup>

« Eigentlich müßte sie verschrottet werden, denn sie ist wissenschaftlich unrettbar. Es kann wohl nicht um eine kosmetische Korrektur gehen, indem einige hundert Bilder ausgetauscht werden. Die Ausstellung leidet an fundamentalen Fehlern der Konzeption. »<sup>3471</sup>

« Auch wenn die Anzeigen klein sind, so werden sie doch gelesen, und wir bekommen jedesmal Anrufe. Immer wieder sagen uns Grafschafter, wie wichtig ihnen diese Öffentlichkeitsarbeit wider das Vergessen der Ostgebiete des Deutschen Reiches ist. »<sup>3472</sup>

« Der Unterschied zwischen Wahrheit und journalistischer Manipulation kann kaum größer sein als im Falle des schlesischen Nobelpreisträgers Günter Blobel. (...) Gleichzeitig beharrt Sabine Christiansen, Leiterin der Talk-Magazin-Sendung der ARD auch nach einem Protest des Bundesvorsitzenden der Landsmannschaft Schlesien und vieler anderer darauf, daß Günter Blobel kein Schlesier, sondern ein Sachse sei. (...) Schlesien läßt sich auch auf journalistische Weise nicht auslöschen. »<sup>3473</sup>

« Wir haben einen Außenminister, der als Straßenterrorist bekannt geworden ist, der verurteilt sieben Wochen im Knast gesessen hat! »<sup>3474</sup>

« Das ist also das Europa von Amsterdam und Maastricht, zu dem wir ungefragt streben sollen, das sich anmaßt, in selten verlogener Heuchelei die Regierungsbildung in einem kleinen Land massiv zu kritisieren, es mit Demütigungen überzieht und den Mob zu Demonstrationen herankarrt. »<sup>3475</sup>

« In seiner Kolumne „Die Maske der Europäer“ vom 8.2.2000 in der FAZ bringt Konrad Adam es auf den Punkt, wenn er abschließend sagt: „Die Berufseuropäer wissen, wo sie den Feind zu suchen haben. Er steht weder rechts noch links, ist weder grün noch rot noch

---

<sup>3469</sup> Article (Ostpreußenblatt) publié dans GB 00/1, p. 10.

<sup>3470</sup> Article de Rudolf Menzel paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 00/2, p. 2-8.

<sup>3471</sup> Article (Ostpreußenblatt) publié dans GB 00/3, p. 10.

<sup>3472</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans GB 00/3, p. 10.

<sup>3473</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 00/3, p. 10.

<sup>3474</sup> Editorial de Herbert Gröger publié GB 00/4, p. 1-6.

<sup>3475</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 00/4, p. 2.

*schwarz noch blau, sondern euroskeptisch, selbstbewußt und unabhängig. Er hat auch einen Namen: Populist. »<sup>3476</sup>*

*« Die letzten Zeitzeugen sollten den Weg in die Schulen, in Volkshochschulen und überall dahin gehen, wo oft händeringend nach lebendiger Geschichtsvermittlung gerufen wird. Keiner winke ab, der es nicht wenigstens schon einmal versucht hat, so schwierig es sein mag, und so „unanstößiger“ und bequemer es manchen Pädagogen erscheinen wird, nur direkte Opfer nationalsozialistischen Unrechts zu präsentieren. »<sup>3477</sup>*

*« Das ist ein erschreckendes Ausmaß an Unwissen und Verdrängung, für das alleine Schulen und Medien verantwortlich zu machen billige Ausrede wäre. »<sup>3478</sup>*

*« Die Antwort des zuständigen Kommissars, Van den Boeck, spricht Bände und macht deutlich, daß auch die Europäische Kommission die betroffenen Deutschen als Europäer zweiten Grades bewertet. (...) Man muß also mit Bedauern feststellen, daß Menschen, die durch Verletzung völkerrechtlicher Normen am Ende des 20. Jahrhunderts ohne Befragung und gegen ihren Willen einem anderen Staat zugeordnet wurden, für die Europäische Kommission eine kaum erwähnenswerte Randerscheinung sind. »<sup>3479</sup>*

*« Richtig war nur, daß ihm, der während des Zweiten Weltkrieges als Primas von Polen und Kardinal als einziger hochrangiger polnischer Priester sein Land verlassen hatte und jetzt nach Polen zurückkehrte, lediglich die Vollmacht erteilt worden war, „in tutto il territorio polacco“ (im polnischen Territorium) wieder für die kirchliche Ordnung zu sorgen. »<sup>3480</sup>*

*« Opfer sind offenbar nicht gleich Opfer, es wird sortiert, klassifiziert, von Gleichheit keine Spur. Sind es Ausländer, gilt ihnen alle Aufmerksamkeit, gilt ihnen Respekt und Mitgefühl; sind es Deutsche, aus dem alten Reichsgebiet oder aus den Siedlungsgebieten des Ostens, sieht man wie bisher – relativ kalt und mitleidlos – über sie hinweg. »<sup>3481</sup>*

*« Entscheidend für das hohe Maß der Strafe ist lediglich, daß das Opfer ein Ausländer ist. Immer wieder muß ich an die Eltern denken, deren Kinder mißbraucht und ermordet wurden. (...) Und die Familie des erst kürzlich von einem Ausländer erschossenen Polizisten? Sind nicht alle Straftaten verabscheuungswürdig? Sollte nicht jeder Täter mit aller Härte bestraft werden? »<sup>3482</sup>*

*« Diese Bitte ergeht nochmals an alle Einsender von Berichten u.a.: Bitte die **alte Rechtschreibung** verwenden! »<sup>3483</sup>*

---

<sup>3476</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 00/4, p. 2.

<sup>3477</sup> Article (BdV) publié dans GB 00/4, p. 8.

<sup>3478</sup> Article (BdV) publié dans GB 00/4, p. 8.

<sup>3479</sup> Article (*Unser Oberschlesien*) publié dans GB 00/5, p. 10.

<sup>3480</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 00/6, p. 1-2.

<sup>3481</sup> Article de Johannes Sziborsky paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 00/9, p. 2-6.

<sup>3482</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 00/10, p. 2.

<sup>3483</sup> Texte de Peter Großpietsch publié dans GB 00/10, p. 3.

« Die vom ehemaligen Bundespräsidenten von Weizsäcker eingeführte Verharmlosung der Vertreibung erscheint nunmehr auch in den Schulbüchern und wahrscheinlich auch in der historischen Literatur. »<sup>3484</sup>

« Man spürt ordentlich den Stolz der Bundestagspräsidentin des Jahres 1990 über ihre angebliche politische Weitsicht, ihr entschlossenes Handeln, ihre voreilige Zuvorkommenheit, ihren hausfraulichen Trick und die mit Ironie und Zynismus vollzogene Tat der Einsargung der heimatlichen Fahnen der aus ihrer Heimat vertriebenen Deutschen. (...) Es ist eine bittere, eine empörende Geschichte unserer jüngsten Vergangenheit. »<sup>3485</sup>

« „Schandtat am Ehrenmal“, so formulierte es die „Westfälische Rundschau“ am 28. November in ihrer Lüdenscheider Ausgabe. „Unbekannte“ - im anderen Fall wären es sicherlich „Rechtsextremisten“ gewesen – hatten den Kranz zum Totengedenken, den der Bund der Vertriebenen, die Landsmannschaften und die Glatzer Heimatgruppe in Lüdenscheid niedergelegt hatten, zerstört und hinter die hohe Mauer am Ehrenmal geworfen. »<sup>3486</sup>

« Es ist nicht nachzuvollziehen, daß diese der historischen Wahrheit und dem Ausgleich verpflichtete Sendung mehr oder weniger wegrationalisiert werden soll. Offensichtlich paßt sie nicht mehr in das politische Konzept des WDR. »<sup>3487</sup>

« Weil seit Ende des Zweiten Weltkrieges in den meisten unserer Schulen deutsche Geschichte des 20. Jahrhunderts unvollständig unterrichtet wird, oder – insbesondere auf die letzten Jahre bezogen – ausschließlich auf Judenvernichtung und Hitlerreden reduziert wird. Dies ist auch kein Wunder, wenn man bedenkt, daß für die veröffentlichte Meinung, einschließlich Regierung und Parlament, die deutsche Geschichtsschreibung kontinuierlich erst bei 1933 beginnt. »<sup>3488</sup>

« Warum hat man zugelassen, daß Hitler sich dieses Thema an die Fahnen heften konnte? Hier ist doch weniger den Wählern ein Vorwurf zu machen als vielmehr den Parteien, die diesen sehnlichsten Wunsch des deutschen Volkes nicht nachdrücklicher vertreten haben. »<sup>3489</sup>

« Von Parteien und Medien hören wir immer, wie wichtig und vorteilhaft der EURO für die Wirtschaft sei. Von den Kosten, die durch die Euroumstellung vornehmlich bei der mittelständischen Wirtschaft und den kleineren Betrieben entstehen, spricht niemand. Diese haben nur Kosten, keinen Vorteil. Das spüren wir bereits jetzt bei der Preisentwicklung im

---

<sup>3484</sup> Article d'Arnold Tölg paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 00/11, p. 2.

<sup>3485</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 01/1, p. 2.

<sup>3486</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 01/2, p. 3.

<sup>3487</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 01/6, p. 1.

<sup>3488</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 01/7-8, p. 1-6.

<sup>3489</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 01/7-8, p. 1-6.

*Einzelhandel. Auch der „Grafschafter Bote“ ist empfindlich von der Umstellung betroffen. Uns entstehen ca. DM 10.000 Kosten. (...) Spontan stifteten die Eheleute Elisabeth und Walter Werner DM 1.000,- für die Umstellung. Wir sagen „Vergelt's Gott!“ und würden uns über weitere Unterstützung freuen. »<sup>3490</sup>*

*« Ein Vater mit vier Kindern, der aus dem Ausland zugezogen ist und der nichts gelernt hat, bezieht monatlich 3.500 Mark an Sozialtransfers. Der geht doch nicht mehr arbeiten. »<sup>3491</sup>*

*« Vertreibungsdekrete haben keinen Platz in diesem Europa. Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten war Unrecht. Anachronistisch ist nicht das Verlangen der Vertriebenen, die Dekrete endlich aus der Welt zu schaffen, sondern vielmehr, daß diese zwölf Jahre nach der Wende in Europa immer noch Bestand haben. »<sup>3492</sup>*

*« Selbst in seiner viel gelobten Rede vor dem deutschen Bundestag am 28. 4. 1995 konnte er es nicht unterlassen, die Grenze an Oder und Neiße als Existenzfrage für die Polen und ihren Staat zu erklären. Lebensraumthese auf polnisch! Es ist eine der Merkwürdigkeiten der heutigen Zeit, daß nationalistische Töne dieser Art bei uns gar nicht registriert werden, wenn sie denn von einem Ausländer kommen. »<sup>3493</sup>*

*« Bei der Vertreibung 1945/46 mußten wir ja nicht nur Hab und Gut, Haus und Hof zurücklassen, zurück blieben auch unsere Friedhöfe, unsere Toten. Und manch einem der Älteren von uns ist unauslöschlich dieses Bild von damals in Erinnerung geblieben, als der Treck auf dem Weg zu den Sammelstellen noch einmal Halt machte am Friedhof, um Abschied zu nehmen. »<sup>3494</sup>*

*« Denn ist es nicht wesentlich auch ihr Verschulden, daß ausgerechnet auch Deutschland ein zynisch so genannter „idealer Ruheraum“ für Großterroristen unserer Tage werden konnte? Haben nicht speziell deutsche Politiker ihr Volk über die Bedrohung durch den militanten Islam-Fundamentalismus hinwegtäuscht? »<sup>3495</sup>*

*« Ein Volk mit gesundem Empfinden gedenkt seiner Soldaten und läßt nicht zu, diese pauschal zu diffamieren. Mein Vater hat im Ersten Weltkrieg in Frankreich an der Somme für Deutschland gekämpft, wurde mehrfach schwer verwundet; er wurde, schwer kriegsbeschädigt, im zweiten Weltkrieg zum Volkssturm eingezogen. Er tat es für Deutschland und darauf bin ich stolz. »<sup>3496</sup>*

---

<sup>3490</sup> Article de Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel publié dans GB 01/7-8, p. 3.

<sup>3491</sup> Déclaration du Président de la chambre nationale de commerce et d'industrie, Hans Peter Stihl, parue dans la rubrique Citation publiée dans GB 01/7-8, p. 11.

<sup>3492</sup> Discours de Günter Beckstein publié dans GB 01/9, p. 1.

<sup>3493</sup> Article de Rudi Pawelka paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 01/10, p. 2.

<sup>3494</sup> Article de Georg Wenzel publié dans GB 01/11, p. 1-2.

<sup>3495</sup> Article de Rolf Dressler (*Westfalen-Blatt*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 01/11, p. 2.

<sup>3496</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 02/1, p. 2.

« Dankbar nehme ich zur Kenntnis, daß wenigstens ein Abgeordneter der Fraktion der CDU/CSU sich zur erneuten, sogenannten Wehrmachtsausstellung äußert. »<sup>3497</sup>

« Insofern nehme ich den Vorwurf „Nationalen Populismus“ gegenüber dem Euro zu vertreten, gern auf mich. Wie wäre es, wenn meine diesbezüglichen Kritiker unsere Kosten (Euro-Umstellung, Kauf einer neuen Frankiermaschine) durch großzügige Spenden übernehmen würden? Auch die durch die Einführung des Euro erfolgten Abbestellungen sind schmerzliche Verluste, für die uns niemand entschädigt, geschweige sie durch Ausgleichszahlungen abfedert. »<sup>3498</sup>

« Dank besonderer Spendenfreudigkeit einer Reihe von Grafschaftern, aber auch von angeheirateten und außergewöhnlich an der Eigentumsfrage interessierten Nicht-Grafschaftern war es der Zentralstelle Graftschaft Glatz/Schlesien e.V. möglich, als Gründungsmitglied in Erscheinung zu treten. »<sup>3499</sup>

« Nachdem die Versuche von Einzelpersonen, darunter zahlreiche Grafschafter, auf dem bisherigen Klageweg alle nicht zum Erfolg geführt haben, bleibt als letzte Möglichkeit die Bündelung der Kräfte aller Vertriebenen aus dem historischen Deutschen Osten. »<sup>3500</sup>

« Bei ihrem Besuch in Prag hat die englische Königin dem tschechischen Volk ihr Bedauern ausgedrückt, daß das Münchner Abkommen vom Jahre 1938 über die Abtretung des Sudetenlandes an das Deutsche Reich auch eine britische Unterschrift trage. Würde Ihrer Majestät ein Stein aus der Krone fallen, wenn sie sich dafür entschuldigen würde oder nur ihr Bedauern ausdrückte, daß die Konferenz von Potsdam mit englischer Beteiligung erfolgte, als „über die Ausweisung Deutscher aus Polen, der Tschechoslowakei und Ungarn“ ein Beschluß gefaßt wurde? »<sup>3501</sup>

« Dieses Geschehen von 1945 gilt es in Europa ebenso ehrlich aufzuarbeiten wie jenes Verbrechen an den Armeniern 1915. »<sup>3502</sup>

« Die Nachricht von dem Beschluß der Pariser Regierung läßt aber auch Fragen aufkommen, warum ein solcher Beschluß und eine solche Verurteilung nicht auch für andere Vertreibungen erfolgt sind, auch nicht für die größte Vertreibung des 20. Jahrhunderts, nämlich jene von 15 Millionen Menschen aus dem deutschen Osten. »<sup>3503</sup>

« Kohl hat seinerzeit lieber Rot-Grün riskiert, als die Deutsche Mark zu behalten, was dem Willen der Mehrheit der Deutschen entsprochen hätte. »<sup>3504</sup>

---

<sup>3497</sup> Introduction de Peter Großpietsch à un article publié dans GB 02/1, p. 2.

<sup>3498</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 02/1, p. 3.

<sup>3499</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 02/1, p. 5.

<sup>3500</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 02/2, p. 5.

<sup>3501</sup> Article de Gerhard Pieschl publié dans GB 02/3, p. 1-7.

<sup>3502</sup> Article de Gerhard Pieschl publié dans GB 02/3, p. 1-7.

<sup>3503</sup> Article de Gerhard Pieschl publié dans GB 02/3, p. 1-7.

<sup>3504</sup> Article de Wilfried Böhm paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 02/3, p. 2.

« (...) hat schon jetzt eine Diskussion ausgelöst, die die Vertriebenen in Nordrhein-Westfalen nur begrüßen können. »<sup>3505</sup>

« Auch er kennt nur Kriegsflüchtlinge als Opfer des Nazikrieges. In Interviews, die er zu seinem Wandel vom Schweiger bis zum Negierer dieser Katastrophe von sich gibt, bekennt er sich schuldig, dieses für ihn so ergiebige Feld nicht beachtet zu haben und – nun kommt es – er habe deshalb dieses Thema den Rechtsextremisten überlassen. Nichts sagt er darüber, daß die Neo-Braunen mit dieser Opfergeneration keine Freude hatten, weil diese zu keiner Gefolgschaft bereit waren und sind (sic). »<sup>3506</sup>

« Man weiß nicht, ob man weinen oder lachen soll, ob man sich über die späte Erkenntnis von Günter Grass freuen oder über die in all dem steckende Heuchelei ärgern soll. (...) Und da ist das, was einen ärgern kann, ja: ärgern muß, da ist die verdammte unerträgliche Heuchelei. Denn für die nun konstatierte Tabuisierung und Verdrängung haben doch Grass und sein Milieu selber gesorgt. Sie haben die Sprech- und Denkverbote verhängt, damals, als sie die Stichwörter noch aus dem friedliebenden Arbeiter- und Bauernstaat geliefert bekamen. Grass und Genossen haben das Thema der Vertreibung selbst in die rechtsradikale Ecke verdrängt, und sie haben das auch mit jedem gemacht, der davon klagend sprechen wollte. »<sup>3507</sup>

« Die Bundesrepublik Deutschland gewährt pro Tag und Kind im Schnitt 10 DM Kindergeld. – Scheinasylanten können durchschnittlich mit 100 DM pro Tag rechnen. »<sup>3508</sup>

« Vom Papst, dem katholischen Landsmann, empfangen worden zu sein, ist dem Angeklagten bestimmt höchst willkommen! »<sup>3509</sup>

« Erinnern wir uns: Da wurde von der rot-grünen Regierung ein entscheidender Beitrag zum sogenannten Kosovo-Krieg geleistet, um sogar Vertreibungsunrecht rückgängig zu machen, jedoch gleichzeitig wird betont, daß bei den Beitrittsverhandlungen mit Polen und der Tschechischen Republik zur EU die Vertreibung von ca. 12 Millionen Menschen und die noch gültigen Unrechtsdekrete kein Thema sind. »<sup>3510</sup>

« Auch dreizehn Jahre nach der Wende hat sich nichts getan! Wie lange wollen unsere polnischen Nachbarn mit diesen Geschichtsverfälschungen leben? »<sup>3511</sup>

« Es geht nicht um Fortgeltung oder Aufhebung irgendwelcher eo ipso illegaler Bestimmungen, sondern um die Aufarbeitung der in die Gegenwart wirkenden Folgen ihrer

---

<sup>3505</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 02/3, p. 6.

<sup>3506</sup> Editorial de Herbert Gröger publié dans GB 02/4, p. 1-2.

<sup>3507</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 02/4, p. 2-6.

<sup>3508</sup> Article (*Heimatbrief Saazerland*) publié dans GB 02/4, p. 6.

<sup>3509</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 02/4, p. 8.

<sup>3510</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 02/5, p. 1.

<sup>3511</sup> Article publié dans GB 02/8, p. 3.

*Umsetzung. Das Unrecht der Vertreibung ist nicht getilgt durch die Feststellung, daß die für sie geschaffenen Exekutivnormen heute formell nicht mehr gelten. »<sup>3512</sup>*

*« Die politische Wende in Osteuropa eröffnete Frau Schmidt und ihren Mitarbeitern die Möglichkeit, den Spuren der deutschen Kultur und Geschichte dort selbst nachzugehen. Hierbei bot sie den Menschen, die aus welchen Gründen auch immer dort geblieben sind, Gelegenheit, über ihre Schicksale zu sprechen. »<sup>3513</sup>*

*« Wie erklärt Kanzler Schröder einem Facharbeiter, daß sein sauer erarbeitetes Steueraufkommen aus zwei ganzen Jahren für ein Musikspektakel in Mexiko-Stadt ver(sch)wendet wird? Wie erklärt Außenminister Fischer das einer deutschen Rentnerin, die in der Apotheke kräftig zuzahlen muß? »<sup>3514</sup>*

*« Man kann von der Erlebnisgeneration und deren Nachfahren nicht nur nehmen- erst das materielle und dann das geistige Eigentum. Wer unser Wissen über die Heimat haben will, muß damit rechnen, daß wir auch körperlich in der Heimat präsent sein wollen. Irgendwann müssen auch die Polen in Schlesien einmal etwas geben. »<sup>3515</sup>*

*« Dem steht jedoch das Bierut-Dekret vom 6. Mai 1945 über das „verlassene“ deutsche Eigentum im Wege. Erst wurde der Urgroßvater ausgetrieben und dann sein Eigentum konfisziert – um es sozusagen vor der Verwahrlosung „zu retten“. Und das soll bald nach polnischer Meinung auch so bleiben, unabhängig von der angeblich bereits erfolgten Aufhebung des Dekretes. »<sup>3516</sup>*

*« Den Polen wäre zu empfehlen, in den Vertreibungsgebieten die Zweisprachigkeit der Ortstafeln zu übernehmen; denn ohne die ständige Bereisung dieser Gebiete durch die Vertriebenen sähe es in Sachen Tourismus ganz mies aus. Ein ganzer Wirtschaftszweig „überlebt“ damit. Hier könnte „Europäischer Geist“ dokumentiert werden. »<sup>3517</sup>*

*« Ich habe noch bei keiner offiziellen Veranstaltung ein so offen ausgesprochenes Bekenntnis von Polen zum eigenen schuldhaften Verhalten vernommen. Dieses Eingeständnis macht deutsche Schuld der Vergangenheit nicht geringer, aber es normalisiert das Opfer-Täter-Verhältnis als jeweils unabhängiges Ereignis, eben als Verbrechen gegen die Menschlichkeit. »<sup>3518</sup>*

*« Der Tag der Einweihung des Friedhofes, der 16. September 2002, war ein guter Tag für Deutsche und Polen – für eine gemeinsame Zukunft in Europa. »<sup>3519</sup>*

---

<sup>3512</sup> Article de Markus Leuschner paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 02/9, p. 2.

<sup>3513</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 02/9, p. 7.

<sup>3514</sup> Article de Martin Hohmann paru dans la rubrique Regard extérieur dans GB 02/9, p. 8.

<sup>3515</sup> Article de Michael Pietsch publié dans GB 02/11, p. 1-2.

<sup>3516</sup> Article de Michael Pietsch publié dans GB 02/11, p. 1-2.

<sup>3517</sup> Article de Heinrich Wodtke paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 02/11, p. 2.

<sup>3518</sup> Article de Paul Latussek publié dans GB 02/11, p. 8.

<sup>3519</sup> Article de Paul Latussek publié dans GB 02/11, p. 8.

« Im Jahre 2004, spätestens 2007, werden Polen, Tschechien, die Slowakei in die Europäische Union aufgenommen, auch mit Bierut- und Benes-Dekreten, und ohne daß irgendeine Forderung der Vertriebenen zur Bedingung gemacht würde, da muß man sich keine Illusionen machen über pragmatische Politik in Brüssel und Berlin, in Warschau und Prag. »<sup>3520</sup>

« Die Art und Weise, wie allerdings mit den Repräsentanten des Arbeitskreises und den anwesenden deutschen Opfern der Zwangsarbeit verfahren wurde, ist an Kaltschnäuzigkeit nicht zu überbieten. »<sup>3521</sup>

« Für Hohmann ist der mögliche Beitritt der Türkei eine Existenzfrage für Europa und für Deutschland. Sie sollte keineswegs ohne eine breite Mehrheit in der Bevölkerung entschieden werden. »<sup>3522</sup>

« Wie Feuer und Wasser verhalten sich die Kulturen der Türkei und Europas. »<sup>3523</sup>

« Multikulturelles Zusammenleben gibt es nicht. Es wird sich immer eine Kultur über die andere hinwegsetzen. »<sup>3524</sup>

« Auch dem Zentrum gegen Vertreibungen in Berlin, mit dem ein Zeichen gesetzt werden soll, um an das Unrecht der Vertreibungen zu erinnern und es für immer zu ächten, versagt diese Bundesregierung ihre moralische und finanzielle Unterstützung. Das Zentrum gegen Vertreibungen ist ein Mahnmal für die Menschenrechte. Es ist zu begrüßen, daß sich CDU/CSU ihrer Verantwortung bewußt sind und diese Stiftung voll unterstützen. »<sup>3525</sup>

« Dies war ein Schritt zuviel. Gerhard Schröder mag einen Militärschlag gegen den Irak noch so sehr ablehnen; seine Festlegung gegen ein Ja ist zum jetzigen Zeitpunkt unverantwortlich. (...) Außenpolitisch ist diese Entscheidung verheerend. Deutschlands Einfluß auf die Entscheidung über Krieg oder Frieden sinkt dramatisch; Berlin befindet sich jetzt irgendwo zwischen zweiter und dritter Liga. »<sup>3526</sup>

« Als 1945 nach dem Ende der national-sozialistischen Diktatur die Stunde der Freiheit auch für ihn schlug, verbündete er sich zuerst für zehn Jahre mit den Kommunisten und verließ diese 1956 aus Protest gegen den inzwischen auch ihm bekannt gewordenen Terrorismus von Josef Stalin. (...) Als kämpferischer Wächter unserer Demokratie in bewußt gepflegter antifaschistischer Tradition stellt er sich selbst dar. »<sup>3527</sup>

---

<sup>3520</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 02/12, p. 1-7.

<sup>3521</sup> Déclaration de Hartmut Koschyk publiée dans GB 02/12, p. 9.

<sup>3522</sup> Déclaration de Martin Hohmann paru dans la rubrique Regard extérieur publiée dans GB 03/1, p. 5.

<sup>3523</sup> Déclaration de Martin Hohmann paru dans la rubrique Regard extérieur publiée dans GB 03/1, p. 5.

<sup>3524</sup> Déclaration de Friedrich Tenbruck parue dans la rubrique Citation publiée dans GB 03/1, p. 5.

<sup>3525</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 03/1, p. 9.

<sup>3526</sup> Article (*Neue Osnabrücker Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 03/3, p. 3.

<sup>3527</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 03/4, p. 1-6.

« Angesichts der Weigerung Polens und der Tschechischen Republik auf die Fortgeltung der Vertreibungs- und Enteignungsdekrete zu verzichten, bedeutet die Aufnahme in die EU die Legalisierung der Vertreibung durch das neue Europa schlechthin. »<sup>3528</sup>

« Estland und auch Ungarn haben bereits weit im Vorfeld ihres Beitritts ihre Europareife bewiesen, gerade auch im Verhältnis zu den aus ihrem Land vertriebenen Deutschen. Länder wie Polen und besonders Tschechien haben sich dagegen in diesem Punkt als europauntauglich gezeigt. »<sup>3529</sup>

« Als Wähler ist man völlig irritiert. Wo bleibt die Glaubwürdigkeit der Parteien? Hat man nicht ein Recht darauf, eine Erklärung zur m.E. fast totalen Kehrtwendung der Union im entscheidenden Moment, vollzogen am 9. 4. 2003 in Straßburg, zu erhalten? »<sup>3530</sup>

« Eine Zielsetzung der Charta der deutschen Heimatvertriebenen von 1950, Europa zu einen, ist damit Realität geworden. Wir begrüßen, daß unsere Heimat Schlesien alsbald der europäischen Rechtsgemeinschaft angehören wird. »<sup>3531</sup>

« Der Fall Kaplan zeigt dem nichtterroristischen Bürger wieder, daß er zu simpel ist, die Welt zu begreifen. Da kann jemand nicht in die Türkei abgeschoben werden, weil dort die Rechtsstaatlichkeit nicht gewährleistet ist. Dieselbe Türkei soll aber demnächst Mitglied der Europäischen Union werden, wie die Herren Europas (...) beschlossen haben. »<sup>3532</sup>

« Leider sind unsere Bemühungen in Richtung Verabschiedung eines Gesetzes über nationale Minderheiten in Polen erfolglos geblieben. Der Entwurf dieses Gesetzes wurde in Warschau in die Schublade zurückgelegt. Wir hoffen natürlich auch auf die Unterstützung der deutschen Seite, daß die Rechte unserer Volksgruppe möglichst bald anerkannt werden, wie es der deutsch-polnische Freundschaftsvertrag von 1991 vorsieht. »<sup>3533</sup>

« Auch der Versuch, ein Vertreibungszentrum ohne und gegen die Vertriebenen zu errichten, erinnert an die sozialistische Methode, die Versöhnung mit den Brüderländern zu verfügen, zu ihrem Ruhme ein Institut zu errichten und die Störer dieser Harmonie gesellschaftlich auszugrenzen. Diese Zeiten sollten jedoch wenigstens in Deutschland vorbei sein. »<sup>3534</sup>

« Ich bin vor fast 60 Jahren vertrieben worden. Ich habe den größten Teil meines Lebens gelebt. Wer fürchtet, unsereiner wolle zurück in eine Heimat, die längst keine Heimat mehr

---

<sup>3528</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 03/5, p. 2.

<sup>3529</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 03/5, p. 3.

<sup>3530</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 03/7-8, p. 2.

<sup>3531</sup> Résolution de l'Assemblée des délégués de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 03/7-8, p. 7.

<sup>3532</sup> Article de *Frankfurter Allgemeine Zeitung* paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 03/7-8, p. 9.

<sup>3533</sup> Discours de Bruno Kosak publié dans GB 03/9, p. 1-2.

<sup>3534</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publiée dans GB 03/9, p. 8.

*ist, wolle geldwerte Entschädigung oder Revanche, irrt sich gründlich. Wir wollen allerdings eine ehrliche Debatte. Wir wollen kein politisches korrektes Gesäusel mehr. »<sup>3535</sup>*

*« Und doch sollten die Reisen in unsere „Grafschafter Heimat“ etwas „Besonderes“ bleiben. Es sollten halt keine „Urlaubs-Vergnügungsreisen“ werden. Wir sind das wohl auch unseren Vorfahren schuldig. »<sup>3536</sup>*

*« Oft kehrte man auch zurück in das „Zuhause in der Fremde“ mit dem Gefühl, da nicht mehr Fremder zu ein und andererseits in der „Heimat“ sich fremd zu fühlen. Das war die Zeit der „Heimwehreisenden“! Es war auch die Zeit, in der sich zwischen Heimatvertriebenen und polnischen Neubewohnern oft ein übernationales Verständnis entwickelte. »<sup>3537</sup>*

*« Der deutsche Bundeskanzler redet beinahe so, als wäre er das Sprachrohr Polens und Tschechiens. »<sup>3538</sup>*

*« Es heißt gegen den Strom schwimmen, wenn wir an der Unterscheidung von Mittel- und Ostdeutschland festhalten. Der polnische Aphoristiker Jerzy Lec hat es während der kommunistischen Diktatur in Polen so formuliert: Nur wer gegen den Strom schwimmt, gelangt zur Quelle! Seit wann haben Luther, Bach und Goethe in Ostdeutschland gelebt und gewirkt, sind Kant, Eichendorff, Hauptmann „Fernostdeutsche“ geworden? »<sup>3539</sup>*

*« Stellen wir uns die Situation einmal umgekehrt vor: In Tschechien oder Polen wird ein Mahnmal zur ständigen Erinnerung an das nationalsozialistische Unrechtsregime geplant. Der deutsche Bundeskanzler verlangt, daß ein solches Mahnmal nicht in Prag oder Warschau stehen dürfe. Überdies kritisiert er die einseitige Ausrichtung des Vorhabens. Es bedarf keiner besonderen Phantasie, um vorauszusehen, was in einem solchen Falle passieren würde: Der Kanzler würde Gegenstand härtester internationaler und innerdeutscher Kritik sein und wohl zurücktreten müssen. »<sup>3540</sup>*

*« Trotz vielfacher Beschränkungen, ständiger Mittelknappheit und schwierigem Umfeld, gelang es dem Vorstand, alte und kranke Landsleute zu besuchen und zu betreuen, vielseitige Veranstaltungen und Feiern durchzuführen, stets offen und ansprechbar für alle zu sein, und darüber hinaus das deutsche Wort an die Enkel weiterzugeben. »<sup>3541</sup>*

*« Für diesen Papst ist der Holocaust der Splitter im Auge seines deutschen Bruders, die Vertreibung wurde zum Balken in seinem Auge (Mt. 7.3). Die Vertreibung wird von diesem Papst nicht geleugnet, er hat sie in seinen Reden noch nie erwähnt, das Problem Vertreibung*

---

<sup>3535</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publiée dans GB 03/9, p. 8.

<sup>3536</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 03/10, p. 2.

<sup>3537</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 03/10, p. 2.

<sup>3538</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans GB 03/10, p. 8.

<sup>3539</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 03/10, p. 8.

<sup>3540</sup> Lettre d'un lecteur parue dans le courrier des lecteurs du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* publiée dans GB 03/10, p. 9.

<sup>3541</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 03/11, p. 1-2.

*fällt einfach aus. (...) Karol Wojtyła, der Papst aus Polen, von einem Nationalismus geprägt, im Glauben an die Kollektivschuld seiner deutschen Nachbarn erzogen. (...) Um der Wahrheit willen muß es gesagt werden. Das Verhalten des Papstes aus Polen und der polnischen Bischöfe entspricht, in Bezug auf die Vertreibung, nicht dem Evangelium! »<sup>3542</sup>*

*« Die Absicht, heute, ein halbes Jahrhundert nach dem Krieg, ein Zentrum der vertriebenen Deutschen zu bauen, ist eine rein politische Affäre. Mehr noch: eine nationalistische und chauvinistische Affäre... Wenn die Idee für so ein Zentrum aus den Kreisen des BdV kommt, dann bedeutet das, daß es sich dabei um einen getarnten Rückgriff auf die Idee des „Drang nach Osten“ handelt. (...) Die Deutschen wurden vertrieben, weil sie den Krieg verloren haben... Ich habe jedoch kein Erbarmen für das deutsche Volk... Deshalb ist es so wichtig, daß sie weiter Buße tun müssen. Sie sollen lange, lange weinen – vielleicht werden sie dann verstehen, daß sie die Henker Europas waren... »<sup>3543</sup>*

*« Vielleicht hat Papa Steinbach auch die Transporte der Leichen der weniger Ausgedörrten nach Danzig zum Institut für pathologische Anatomie überwacht, wo Prof. Rudolf Spanner das Fett aus ihnen herauskochte, um Seife herzustellen? Es gibt auch keine Sicherheit, womit die kleine Erika gewaschen wurde... Die heiligen Worte von Marek Edelman..., geben mir etwas Hoffnung, daß, wenn diese Worte an die deutsche Öffentlichkeit dringen, die Generation der Kinder der Mörder ihre Kinder nicht überzeugen wird, daß dem deutschen Volk im Zweiten Weltkrieg Unrecht angetan wurde. »<sup>3544</sup>*

*« Die Altersstruktur der Anwesenden provozierte in mir jedoch einige Fragen nach der Zukunft dieser schlesischen Region aus deutscher Sicht: Wie lange wird die Erlebnisgeneration noch aktiv sein können? Gelingt es, die Bekenntnisgeneration und deren Nachwuchs für die Fortführung des bisher Erreichten zu überzeugen? »<sup>3545</sup>*

*« Insgesamt läßt sich feststellen, daß die Situation der Deutschen in vielen Bereichen kritisch ist. Dies betrifft den deutschen Unterricht, die Förderung kultureller Belange, wie auch die eigene Selbstbehauptung. Noch immer fehlt ein Minderheitengesetz, das den Gebrauch der Sprache sowohl im Amtsgebrauch als auch bei Ortsschildern regelt. Das Wahlrecht, insbesondere die Wojewodschaft Schlesien betreffend, benachteiligt die Deutschen. Die Volkszählung hat gezeigt wie ängstlich noch viele sind, sich als Deutscher zu bekennen. »<sup>3546</sup>*

*« Was hier harmlos als „Demographischer Wandel“ beschrieben wird, stellt eine ethnische Umwandlung dar, die von ihren Gegnern auch als „ethnische Zersetzung des Staatsvolkes“ oder als „Endlösung der deutschen Frage“ betrachtet wird. »<sup>3547</sup>*

---

<sup>3542</sup> Article de Josef Gediga sen. paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 03/11, p. 2.

<sup>3543</sup> Article (Tygodnik Powszechny) publié dans GB 03/11, p. 10.

<sup>3544</sup> Article (Rzeczpospolita) publié dans GB 03/11, p. 10.

<sup>3545</sup> Article de Wolfgang Jäschke paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 03/12, p. 2.

<sup>3546</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans GB 03/12, p. 9.

<sup>3547</sup> Article (Heimatbrief Saazerland) publié dans GB 03/12, p. 10.

« Jedoch machen sich Widerstände bemerkbar. 63 Prozent der Deutschen meinen, daß schon zu viele Ausländer im Lande seien. Damit die Deutschen nicht noch mehr (ver-)zweifeln, werden ihnen die Segnungen der multikulturellen Auflösung ihres Volkes auf allen Kanälen schmackhaft gemacht. »<sup>3548</sup>

« So unerfreulich, ja mitunter feindselig die „große“ polnische Politik uns entgegenkommt, hierfür gleich noch ein paar Beispiele, so positiv gestalten sich manche kommunalen Kontakte mit polnischen Stellen; gleiches gilt für manche gute Zusammenarbeit mit polnischen Geistlichen. »<sup>3549</sup>

« An dieser Stelle sei auch der Hinweis auf unser aktuelles Vertriebsprogramm selbst herausgebracht und in das Programm genommener, insbesondere zeitkritischer Bücher erlaubt. Wir wundern uns immer wieder, wie angepaßt und unkritisch viele unserer Landsleute sind. Viel zu viele fallen auf selbsternannte Geschichtsapostel herein und machen sich auch nicht die Mühe, durch angebotene Literatur hinter die Kulissen der politischen Korrektheit zu schauen. Unsere real existierende Wirklichkeit kann nachdenklichen Naturen schon Sorge bereiten. »<sup>3550</sup>

« Für den ausländischen Beobachter ist es schwer verständlich, warum dieses Vorhaben in Deutschland nicht allgemeine Unterstützung findet. Während überall auf der Welt Vertriebene und Flüchtlinge die selbstverständliche Solidarität ihrer Landsleute genießen, stehen die über 14 Millionen deutschen Vertriebenen offenbar vor einer massiven Wand von Mißtrauen und Ablehnung. »<sup>3551</sup>

« Wenn aber von jüdischer Seite gegen die Deutschen wieder und wieder der Vorwurf der „kollektiven Schuld“ erhoben oder von ihnen die „kollektive Verantwortung“ eingefordert wird und sie unter einen generellen Antisemitismus-Verdacht gestellt werden (...). »<sup>3552</sup>

« Natürlich ist seine Rede problematisch, aber sein Ausschluß ist ein Armutszeugnis für die Union wie für das liberale Grundverständnis dieses Landes. »<sup>3553</sup>

« In der ohne Zweifel richtigen Einschätzung, daß eine Stätte, die ausschließlich der Vertreibung gewidmet wäre, in den Vertreiberstaaten, aber auch bei gewissen innenpolitischen Kräften einen unüberwindlichen Widerstand heraufbeschworen hätte. »<sup>3554</sup>

« Diese dreiste, unverfrorene Geschichtslüge soll den Besuchern des Museums vermittelt werden (nicht zuletzt jungen Menschen bei Museumsgängen). Ebenso manipulativ geht die Leitung des Museums mit der Geschichte Schlesiens insgesamt um. »<sup>3555</sup>

---

<sup>3548</sup> Article (*Heimatbrief Saazerland*) publié dans GB 03/12, p. 10.

<sup>3549</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 04/1, p. 5.

<sup>3550</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 04/1, p. 5.

<sup>3551</sup> Article d'Alfred Maurice de Zayas (*Bayernkurier*) publié dans GB 04/1, p. 9.

<sup>3552</sup> Article de Georg Friebe paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 04/2, p. 2.

<sup>3553</sup> Déclaration d'Arnulf Baring parue dans la rubrique Citation dans GB 04/2, p. 3.

<sup>3554</sup> Article publié dans GB 04/2, p. 9.

« [Wolfgang Thierse, L.P.] meinte (...) sich dank der Erzählungen von Großeltern und Eltern in seiner Geburtsstadt auszukennen, aber trotzdem hat er über Breslau falsch berichtet. Er behauptete, (...). In Wirklichkeit war es aber anders, (...). (...) hätte es Wolfgang Thierse anders, das heißt besser wissen müssen. Es gehört leider zu den gern verbreiteten Allgemeinplätzen (...). Das müßte auch der Bundestagspräsident zur Kenntnis nehmen! »<sup>3556</sup>

« Die Posener Wochenzeitschrift „Wprost“ mahnt die Rechte der polnischen Landsleute in der Bundesrepublik Deutschland an und behauptet, daß zwar den Deutschen in Polen gemäß dem Freundschaftsvertrag von 1991 alle Rechte gewährt werden, während den Polen von der Regierung in Berlin 70 Prozent der Rechte versagt würden. »<sup>3557</sup>

« Zufolge einer Brüsseler Studie soll der deutsche EU-Brutto-Beitrag bis 2013 von 22 auf 38 Milliarden Euro steigen. »<sup>3558</sup>

« Als Außenminister vertritt er kaum deutsche Interessen. »<sup>3559</sup>

« Die Polen versuchen, sich mit den Ostgebieten zu identifizieren, sie renovieren die wichtigsten kulturellen und historischen Bauten mit unserem Geld. Sie laden schlesische Nobelpreisträger ein, um irgendwie eine Verbindung zu diesen Menschen und deren Erfolg herzustellen und dadurch in der Welt Achtung zu erlangen. Die meisten Menschen in der Welt finden dieses Vorgehen jedoch eher lächerlich. »<sup>3560</sup>

« Es wäre begrüßenswert, wenn Polen die ostdeutsche Kultur erhalten würde, aber es kann nicht sein, daß die ostdeutsche Kultur und Geschichte zur polnischen gemacht wird. So sieht es leider in vielen polnischen Büchern, Stadtprospekten und im Internet aus. Die EU-Kommission veröffentlichte „kulturelle und historische Porträts der Beitrittsländer“. Unter Polen: Auszug: „Das Land hat ein liberales Modell für Demokratie und Minderheitenschutz geschaffen. Europa verdankt ihm große Figuren des kulturellen Lebens wie den Astronomen Kopernikus (...).“ „Pisa“ und die „politische Korrektheit“ übertreffen sich gegenseitig. Kein Grund zum Feiern! »<sup>3561</sup>

« Viele große starke Worte. Aber wo waren sie, als über die Ost-Erweiterung im deutschen Bundestag und im europäischen Parlament abgestimmt wurde? Auch diese Politiker lassen jetzt die Sektkorken knallen. Die polnischen Bierut- und die tschechischen Benesch-Dekrete wurden in die Europäische Wertegemeinschaft aufgenommen. »<sup>3562</sup>

---

<sup>3555</sup> Article publié dans GB 04/2, p. 9-11.

<sup>3556</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 04/2, p. 13.

<sup>3557</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 04/4, p. 13.

<sup>3558</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 04/5, p. 1.

<sup>3559</sup> Article (*Focus*) publié dans GB 04/5, p. 7.

<sup>3560</sup> Article d'Ingrid Kathmann publié dans GB 04/6, p. 1.

<sup>3561</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 04/6, p. 2.

<sup>3562</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 04/6, p. 2.

« Eine an Über-Erweiterung siechende EU bedeutet weniger wirtschaftliche und politische Konkurrenz für die USA, und nach einem Präzedenzfall Türkei stünde auch einer EU-Aufnahme Israels nichts mehr im Wege. Die USA wären dann die beiden Subventionslöcher Türkei und Israel los. Damit aber die Türkei das trojanische Pferd für Israel abgeben kann, soll vorher Nordzypern als trojanisches Fohlen für die Türkei dienen. »<sup>3563</sup>

« In Prag sagte er jetzt, die Vergangenheit dürfe nicht verdrängt werden, sie dürfe aber auch nicht die gemeinsame Zukunftsentwicklung im vereinten Europa dominieren – ja, ein typischer Schröder. »<sup>3564</sup>

« Literatur-Nobelpreisträger Günter Grass hat vorgeschlagen eine Lübecker Kirche zur Moschee umzuwidmen. »<sup>3565</sup>

« Am Annaberg, dem heiligen Berg Oberschlesiens, selbst im Museum, kaum wahrzunehmende deutsche Beschriftung. Selbstverständlich ist der Hinweis für eine Spende deutlich sichtbar in Deutsch vermerkt. Nach wie vor steht unverändert das nationalistische polnische Mahnmahl am Annaberg, das die deutschen Freicorps, die Deutschen schlechthin, in übelster Weise beleidigt, gerade so, als hätte es keine politische Wende im bisherigen Ostblock gegeben. »<sup>3566</sup>

« Nicht vergessen werden darf in diesem Zusammenhang, daß die polnische Regierung ständig versucht, durch verwaltungsinterne oder sonstige Regelungen, das Deutschtum, die Deutschen zurückzudrängen, zu minimieren. Man denke doch nur an das Verändern von Wahlkreisen zu Ungunsten von zu erwartenden deutschen Abgeordneten, gleich welcher Ebene. »<sup>3567</sup>

« Vieles hat sich zum Besseren entwickelt, Veränderungen sind auch in Schlesien überall sichtbar. Jedoch: Während die litauische, weißrussische und slowakische Minderheiten akzeptiert und unterstützt werden, wird die deutsche Volksgruppe teilweise nur toleriert. »<sup>3568</sup>

« Da begeht die deutsche Volksgruppe ihr 10jähriges Bestehen, jedoch kein deutscher Bundeskanzler, Bundespräsident oder Minister erscheint. Nennt man das moralische Unterstützung? Eigenartigerweise erscheinen zu diesem Anlaß der polnische Staatspräsident und sein Ministerpräsident. Wie soll die deutsche Volksgruppe endlich frei und selbstbewußt werden, wenn diese so wichtige und in anderen Nationen selbstverständliche Solidarität noch immer nicht gegeben ist? »<sup>3569</sup>

---

<sup>3563</sup> Article de *Preußische Allgemeine Zeitung* paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 04/6, p. 8.

<sup>3564</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 04/6, p. 11.

<sup>3565</sup> Article(*Junge Freiheit*) publié dans GB 04/6, p. 15.

<sup>3566</sup> Discours de Peter Großpietsch publié dans GB 04/7-8, p. 1-7.

<sup>3567</sup> Discours de Peter Großpietsch publié dans GB 04/7-8, p. 1-7.

<sup>3568</sup> Discours de Peter Großpietsch publié dans GB 04/7-8, p. 1-7.

<sup>3569</sup> Discours de Peter Großpietsch publié dans GB 04/7-8, p. 1-7.

« Wir rufen alle Landsleute auf, die sich um Verständigung und Versöhnung bemühen, sich für die Entfernung dieser Geschichtsverfälschungen einzusetzen! Die Basis aller Bemühungen kann nur die historische Wahrheit sein. »<sup>3570</sup>

« Noch entsprechen die realen Verhältnisse in der Republik Polen nicht den Erwartungen, die an ein Mitgliedsland der EU gestellt werden müssen. Die durch das Europäische Parlament im vergangenen Jahr festgestellten erheblichen Menschenrechtsdefizite bestehen weiter und bilden ein wesentliches Hindernis auf dem Weg zu einer dauerhaften Verständigung und für Vertrauen zwischen den Völkern. »<sup>3571</sup>

« Am 6. Mai 2004 hat der Bamberger Erzbischof Dr. Ludwig Schick eine ungewöhnlich scharfe Erklärung um steuerfinanzierte Abtreibungen veröffentlicht. Dieses Wort eines deutschen Diözesanbischofs ist mehr als nur eine der vielen Presseerklärungen. Der Erzbischof hat eine Sprache gefunden, die allen helfen kann, gravierende Mißstände in unserem Land beim Namen zu nennen. Es wäre zu wünschen, daß sein Appell zu einem unüberhörbaren Aufschrei in der Gesellschaft würde, dem sich die Verantwortlichen in der Politik nicht entziehen könnten. Wir sollten den Erzbischof, der mutig und treffend seine Stimme erhoben hat, nicht allein lassen. »<sup>3572</sup>

« Denn es hat den Anschein, als würden wir begeistert unseren Selbstmord finanzieren. (...) Dessen ungeachtet wird anstatt das Leben zu fördern, der Tod finanziert. »<sup>3573</sup>

« Eigentlich traurig, daß sich deutsche Medien beharrlich weigern, über die Thematik, den Opfergang deutscher Kinder, Frauen und Männer in polnischen, sowjetischen u.a. „Zwangsarbeiterlagern“ zu berichten! »<sup>3574</sup>

« Unser aller Bundeskanzler, Gerhard Schröder, hat beim Amtsantritt geschworen, das Wohl des deutschen Volkes zu wahren und zu mehren. Er ist meineidig geworden. So ein Bundeskanzler gehört abgewählt. »<sup>3575</sup>

**« Die überwältigende Mehrheit der deutschen Heimatvertriebenen will keine Entschädigung oder Rückgabe ihres Eigentums; die meisten hatten überhaupt keinen Grundbesitz. Die zahllosen tragischen Schicksale und ihre traumatischen Folgen sind mit Geld ohnehin nicht zu heilen. (...) Aus diesem Grund hat sich der Bund der Vertriebenen mehrfach von Aktionen, die davon abweichen, deutlich distanziert. So auch von der Preußischen Treuhand. »**<sup>3576</sup>

---

<sup>3570</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 04/7-8, p. 3.

<sup>3571</sup> Résolution de la Landsmannschaft Schlesien publiée dans GB 04/7-8, p. 14.

<sup>3572</sup> Articles (*Glaube und Heimat*) publiés dans GB 04/7-8, p. 22.

<sup>3573</sup> Articles (*Glaube und Heimat*) publiés dans GB 04/7-8, p. 22.

<sup>3574</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 04/9, p. 3.

<sup>3575</sup> Courrier d'un lecteur publié dans GB 04/9, p. 6.

<sup>3576</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 04/9, p. 8.

« Die Verantwortung für alle Klagen und die Unruhe in unseren Nachbarländern trägt die Bundesregierung. Sie nur kann hier Abhilfe schaffen, der BdV kann es nicht. Will die Regierung das aber nicht, wie sie diese Woche erklärt hat, dann möge sie bitte davon absehen, die Vertriebenen als Störfaktor in den bilateralen Beziehungen zu sehen. Die Bundesregierung selbst hegt und pflegt dann die Tretminen der Geschichte. »<sup>3577</sup>

« 75 Prozent aller Türken in Europa leben in Deutschland. Schon heute. 30% aller Türken sind jünger als 15 Jahre. D.h. 20 Millionen drängen in den nächsten Jahren auf den Arbeitsmarkt. Da viele Türken in ihrer Heimat keine Arbeit finden, würden sie sich bei einer Vollmitgliedschaft der Türkei in der EU dort niederlassen, wo die meisten Türken sind: in Deutschland. »<sup>3578</sup>

« Dabei haben die Vertriebenen weder den Zweiten Weltkrieg noch die Zerstörung Warschaus mehr als nicht vertriebene Deutsche zu verantworten. »<sup>3579</sup>

« Daß aber der Kanzler und die rot-grüne Regierung derartige Klagen deutscher Bürger nicht nur nicht unterstützen wollen, wie es ihre Pflicht wäre, sondern zu behindern und zu verhindern beabsichtigen, zeigt den moralischen Tiefstand der derzeit Regierenden. »<sup>3580</sup>

« Sie zahlten mit ihrem Schweigen den Preis für ihre Integration in die deutsche Gesellschaft. Unmittelbar nach Kriegsende sollten sie vorbildlich funktionieren, um sich und ihren Eltern schnell Akzeptanz in der neuen Umgebung zu sichern. Über die Greuel der Vergangenheit hatten sie zu schweigen, um das Streben der Deutschen nach „einer ‚von außen‘ vorenthaltenen, im Innern aber ungeduldig ersehnten Normalität“ nicht zu stören. Zwar wurde das Schicksal der Flüchtlingskinder durchaus wahrgenommen. Allein, ein Recht auf Anerkennung ihrer Leiden leitete sich daraus nicht ab. »<sup>3581</sup>

« Was ist daran falsch? (Am Zentrum gegen Vertreibungen) Natürlich gar nichts. Hier wird von den Gegnern mit unsachlichen Unterstellungen gearbeitet, mit unverhohlenen Vorurteilen und auch mit gezielten Beleidigungen. Von Versöhnung, von Partnerschaft, geschweige denn von Freundschaft, ist jedenfalls nicht geprägt, was wir in der Sache vor allem aus Polen hören. »<sup>3582</sup>

« Wenn es uns nicht gelingt, gemeinsam starke Eliten aufzubauen, die es verstehen, einen Dialog mit der polnischen Mehrheit zu führen, dann wird es die Minderheit in zehn Jahren nicht mehr geben. »<sup>3583</sup>

---

<sup>3577</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 04/9, p. 8.

<sup>3578</sup> Article (*Kurier der christlichen Mitte*) publié dans GB 04/9, p. 11.

<sup>3579</sup> Article de Josef Joachim Menzel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 04/10, p. 2.

<sup>3580</sup> Article de Josef Joachim Menzel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 04/10, p. 2.

<sup>3581</sup> Article (*Süddeutsche Zeitung*) GB 04/10, p. 4-5.

<sup>3582</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 04/10, p. 10.

<sup>3583</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 04/10, p. 10.

« Die Preußische Treuhand hat nun diesen Weg beschritten. Es ist unglaublich, welche Reaktionen das ausgelöst hat. Die Beschimpfung dieser Initiative ist ja gleichzeitig eine flagrante Mißachtung des Rechtes und der Rechtsstaatlichkeit in Europa. »<sup>3584</sup>

« Es ist ein Problem, daß hierzulande über viele Jahre ein Zuwanderung stattgefunden hat ohne Regeln der Integration. Wer sich Sorgen machte über die Zuwanderung, der wurde in eine rechte Ecke gestellt, wurde zu einer Art Unmensch und Rassist gestempelt. Heute merkt man, wie falsch und dumm das war (...). »<sup>3585</sup>

« Heimat ist so wichtig, daß Menschen für sie und in ihr Großes geleistet haben; so wichtig aber auch, daß es um sie Kämpfe gegeben hat, ja sogar Kriege. Was heißt gegeben hat? Es gibt sie. Jetzt, im Augenblick: In Israel und Palästina, im Sudan, um nur zwei aktuelle Beispiele zu nennen. »<sup>3586</sup>

« Ein Problem, das eine blinde und nachlässige Politik viel zu spät begriffen hat, übrigens nicht nur rotgrüne Politik; auch CDU und CSU haben jahrelang eine unglaubliche Naivität und eine Menge Feigheit in diesen heiklen Fragen an den Tag gelegt. »<sup>3587</sup>

« Wir leben in guter nachbarschaftlicher Beziehung mit den Polen, nur unsere deutschen Gäste wundern sich manchmal, daß wir keine Schwierigkeiten haben, auch wegen der deutschen Fahne an unserer Reithalle. Leider fahren die Heimaturlauber, und damit meine ich die Kriegsgeneration, meistens in die Bäder Altheide oder Kudowa, bleiben dort unter sich mit wenig Kontakt zur heutigen Bevölkerung. »<sup>3588</sup>

« Mit seinen Worten hat Schröder die Vertriebenen im Stich gelassen. Ich kann mir keinen amerikanischen Präsidenten denken, der auf die Rechte der amerikanischen Bürger verzichten würde, wie Schröder es getan hat. »<sup>3589</sup>

« Der Bund der Vertriebenen, der sich früher große Verdienste nicht nur wegen seiner „Charta der deutschen Heimatvertriebenen“ erworben hat, muß sich schnellstens entscheiden, ob er weiter ein Sachwalter für Wahrheit, Recht und Gerechtigkeit sein will oder nunmehr Rechte der Vertriebenen mißachtet, wie seine Präsidentin, die sich von den Zielen der „Preußischen Treuhand“ und damit zugleich von den satzungsmäßigen Zielen des BdV distanziiert. »<sup>3590</sup>

« Die freie Wohnsitzwahl in Europa – einstmals ein großes Ziel – ist nicht mehr gewährleistet, nachdem z.B. ein Deutscher keinen Grundbesitz in Polen erwerben kann – ein deutscher Heimatvertriebener darf wegen polnischer Gesetze nicht einmal sein eigenes Haus

<sup>3584</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 04/11, p. 1-6.

<sup>3585</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 04/11, p. 1-6.

<sup>3586</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 04/11, p. 1-7.

<sup>3587</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 04/11, p. 1-6.

<sup>3588</sup> Article publié dans GB 04/11, p. 8.

<sup>3589</sup> Extrait d'un discours d'Alfred de Zayas paru dans la rubrique Citation publié dans GB 04/11, p. 8.

<sup>3590</sup> Article de Siegfried Kottwitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 04/12, p. 2.

zurückkaufen. Der Schreiber dieser Zeilen wurde in seinem Heimatort von Polen willkommen geheißen, sie schlugen ihm vor, falls er über einen bestimmten Betrag verfüge, dort ein Grundstück zum Bau eines Hauses zu erwerben. Alle Voraussetzungen waren gegeben, aber polnisches Recht bzw. Unrecht verhinderte alles. So wird weder ein freies vereinigtes Europa geschaffen und so kommt es auch nicht zu einer wirklichen Freundschaft. »<sup>3591</sup>

« Ich glaube, daß Frau Steinbach recht hat und daß sie ganz klug handelt. Die Preußische Treuhand geht den Rechtsweg, aber der ist nicht politisch, der ist letzten Endes individuell und privat. Ausgang völlig ungewiß. (...) Trotzdem: Auch diesen Weg muß man gehen, damit nichts unversucht geblieben ist. Den Vertriebenen wäre doch in späteren Jahren immer wieder vorgehalten worden: Warum sind Sie denn nicht den Rechtsweg gegangen? Also, deswegen muß man das tun, und gar nichts dagegen zu sagen. »<sup>3592</sup>

« Deutschland geht auf Polen zu, sollte Köhlers Antrittsbesuch zeigen. Er zeigte auch: Canossa liegt auch 2004 noch östlich von Oder und Neiße. »<sup>3593</sup>

« Auf dieser Fahrt haben wir viele Freundschaften geschlossen. Da jeder offen gesagt hat, was er denkt, konnten wir die Polen verstehen, die ihre Heimat verloren haben und die Polen konnten uns verstehen, wie sehr wir an unserer verlorenen Heimat hängen. Doch nur durch Begegnung und miteinander reden kommt man dahinter, daß wir alle doch dasselbe Schicksal erlebt haben. Wir möchten uns bei allen bedanken, die dieses Projekt möglich gemacht haben und hoffen darauf, daß der Versöhnungsgeist dieser Fahrt auch auf andere abstrahlt. »<sup>3594</sup>

« Recht habe Edmund Stoiber, wenn er in Passau über die Europäische Union (EU) sage: „Ich kann nicht gleichzeitig Milliarden Euro anderen Ländern versprechen und gleichzeitig den Rentnern Nullrunde verordnen“, und: „Zuerst muß ich auf meine Heimat schauen und auf mein Vaterland. Ich habe aber den Eindruck, daß die in Berlin ihre Heimat und ihr Vaterland vergessen und nur nach Europa schauen.“ Im Passauer Saal toste der Beifall für den bayerischen Ministerpräsidenten. »<sup>3595</sup>

« Sie hingen dem Irrglauben an, in einem freien Europa müßte es eine Selbstverständlichkeit sein, in Frieden mit den Nachbarn zu einem gerechten Ausgleich zu kommen und womöglich in die alte Heimat zurückzukehren. »<sup>3596</sup>

« Nicht europäisches Denken bestimmt in dem Land das Handeln, sondern der Nationalismus von gestern. »<sup>3597</sup>

---

<sup>3591</sup> Article de Siegfried Kottwitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 04/12, p. 2.

<sup>3592</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 04/12, p. 7-8.

<sup>3593</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 04/12, p. 7-8.

<sup>3594</sup> Article publié dans GB 04/12, p. 8-9.

<sup>3595</sup> Extrait d'un article (*Heimatbrief Saazerland*) paru dans la rubrique Citation publié dans GB 04/12, p. 9.

<sup>3596</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 04/12, p. 14.

<sup>3597</sup> Article de Rudi Pawelka paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/1, p. 2.

« Der Bundeskanzler regelt nicht, er verzichtet nicht (was nur in einem rechtsstaatskonformen Verfahren möglich wäre). Er deutet die deutsche Nachkriegsgeschichte mit Wirkung vom 1. August 2004 an neu. (...) Deutschland vor Schröder hat sich getäuscht! (...) 50 Jahre Nachkriegszeit – Ideengeschichte und Staatspraxis, Verunsicherung und Neubestätigung – werden sie am 1. August 2004 Makulatur? Nicht, weil so der Gesetzgeber entschieden oder das Bundesverfassungsgericht dekretiert hat, sondern weil es der Kanzler besser weiß. »<sup>3598</sup>

« Verbaler Protest, Konsultationen zwischen den beiden Regierungen, ein für die Bundesregierung sprechender Bundeskanzler oder zumindest Bundesaußenminister – nichts von all dem, sondern Stille, schuldhaftes Schweigen. Die Deutschen, ganz konkret gesprochen, die Deutschen jenseits von Oder und Görlitzer Neiße und deren Existenz unter der polnischen Souveränität interessieren nicht. (...) Aber diese Bundesregierung will gar nicht Anwalt deutscher Interessen sein und läßt die Deutschen allein, unter dem neuen Anti-Minderheitengesetz zu leben. Der Bundeskanzler, sonst so beredt, schweigt, obwohl er Anwalt sein müßte. »<sup>3599</sup>

« Wenn Polens Staatspräsident sich in Litauen aufhält, ist es für ihn und für Polen eine Selbstverständlichkeit, mit der polnischen Minderheit und für diese Gespräche zu führen. »<sup>3600</sup>

« Das vom Sejm am 4. November 2004 beschlossene Minderheitengesetz ist kein Gesetz für die Minderheiten, sondern ein Gesetz gegen die Minderheiten. (...) Dieses Gesetz ist das schlechteste Gesetz für Minderheiten innerhalb der Europäischen Union. »<sup>3601</sup>

« Allgemein ist bekannt, daß Bundeskanzler Gerhard Schröder kein Mikrofon unbesprochen läßt, und dies geradezu täglich. (...) Aber dann, wenn man ein Wort des Bundeskanzlers erwartet, weil ein Fall ansteht, über den dringend gesprochen werden müßte, vernimmt man nichts von einem Wort des Bundeskanzlers vor einem Mikrofon, von einem Telefonat, von einer persönlichen Begegnung. »<sup>3602</sup>

« « Abtreibung ist das größte Menschheitsverbrechen », stellt der Bundestagsabgeordnete für den Wahlkreis Fulda, Martin Hohmann heraus. Mit weltweit 60 Millionen Abtreibungsopfern pro Jahr werden die Opferzahlen der historischen Massenmörder Stalin und Hitler bei weitem übertroffen. (...) Solange der gegenwärtige Menschheitsskandal der Abtreibung nicht auf die gleiche Verurteilung wie die vor 60 Jahren geschehene Hitlersche Judenvernichtung stößt, hat jeder Christ und erst recht jeder Kardinal nicht nur das Recht, sondern auch die Pflicht, dieses heutige Unrecht zu beklagen. Seit ihrer Zulassung fielen in Deutschland Millionen kleiner Menschen der Abtreibung zum Opfer. »<sup>3603</sup>

---

<sup>3598</sup> Article de Dieter Blumenwitz publié dans GB 05/2, p. 1-6.

<sup>3599</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/2, p. 2.

<sup>3600</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/2, p. 2.

<sup>3601</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/2, p. 2.

<sup>3602</sup> Article de Herbert Hupka paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/2, p. 2.

<sup>3603</sup> Article publié dans GB 05/2, p. 12.

« Auch in den Schulen wird darüber geschwiegen, so, als sei alles Unrecht nicht geschehen. Wir haben in der Schule über ein halbes Jahr über das Dritte Reich gesprochen, aber nur ein bis zwei Stunden (!) über das Unrecht, was den Deutschen in den Ostgebieten geschah. In Zeiten des „modernen Europas“ gehört es sich scheinbar nicht, darüber zu reden. Aber es gehört sich, über das Unrecht, das Nazideutschland an anderen Nationen und Volksstämmen verübt hat, zu reden. »<sup>3604</sup>

« Seit mehreren Jahren schon freue ich mich jeden Monat auf den „Grafschafter Boten“. Er ermöglicht mir, die Heimat meines Großvaters näher kennenzulernen. Ich lerne durch den „Boten“ die „alte Heimat“ und das Leben der Grafschafter kennen. Außerdem habe ich gelernt, was es heißt, ein Nachkomme einer Grafschafter Familie zu sein. Es bedeutet nicht nur die Herkunft, es bedeutet auch Verantwortung. Verantwortung das kulturelle Erbe zu bewahren. »<sup>3605</sup>

« Wie leicht geändert werden kann, was in deutschen Lehrplänen steht, ist jetzt in Brandenburg vorgeführt worden. Dort soll es dem türkischen Generalkonsul bei einem Mittagessen gelungen sein, den Ministerpräsidenten Platzreck und dessen Bildungsminister davon zu überzeugen, daß die (nur) beispielhafte Nennung des Völkermords an den Armeniern im Rahmenplan für die Mittelstufe ein Unglück sei. »<sup>3606</sup>

« Auf die Frage „Was halten Sie von den Plänen, in Berlin ein Mahnmal für die deutschen Kriegsflüchtlinge zu errichten?“ antworteten 64,6 Prozent mit Ja, 19,9 Prozent waren dagegen, 15,6 Prozent war es egal. Dazu die Bemerkung: die Redaktion von GEO hatte offenbar Angst vor den Begriffen Vertreibung und Vertriebene und wählte den nichtssagenden Ausdruck „Kriegsflüchtlinge“. »<sup>3607</sup>

« Der erste UNO-Hochkommissar Ayala Lasso hat öfter daran erinnert, daß alle Opfer dieselbe menschliche Würde haben. Es gibt keine und es darf auch keine politisch korrekten und politisch unkorrekten Opfer geben. Es gibt nur Menschen, die leiden und die gelitten haben. »<sup>3608</sup>

« „Divide et impera – teile und herrsche“. (...) Diese machtpolitische Maxime vom Spalten, die hat nun auch dazu geführt, daß Anfang Februar in Warschau ein „Europäisches Netzwerk für Erinnerung und Solidarität“ gegründet worden ist. Das hat, sagen wir es gleich wie es ist, das hat in Wahrheit vor allem einen Zweck, nämlich die Initiative für ein „Zentrum gegen Vertreibungen“ in Berlin zu konterkarieren, dem Projekt der deutschen Vertriebenen den Boden unter den Füßen wegzuziehen. (...) Nein, das ist alles in allem kein gutes Projekt mehr. Zu wenig, zu staatlich, zu bürokratisch. Mit einer Absicht, die verstimmt. »<sup>3609</sup>

---

<sup>3604</sup> Article publié dans GB 05/3, p. 1-6.

<sup>3605</sup> Article publié dans GB 05/3, p. 1-6.

<sup>3606</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 05/3, p. 6.

<sup>3607</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 05/3, p. 13.

<sup>3608</sup> Discours d'Alfred de Zayas publié dans GB 05/4, p. 1-7.

<sup>3609</sup> Article de Hubert Maessen paru dans la rubrique Commentaire dans GB 05/4, p. 2.

« All das, was sich in den letzten Monaten auf europäischer Ebene und innerdeutsch zu diesem Themenkreis getan hat, macht eines deutlich: Das Zentrum gegen Vertreibungen in Berlin ist unverzichtbar und es ist überfällig. Niemand sonst wird sich dieses Thema verantwortungsbewußt und wahrhaftig annehmen. Und ich bin zuversichtlich, daß es in absehbare Zeit in Berlin entstehen wird. »<sup>3610</sup>

« Verständigung und Versöhnung wollen wir alle. Aber die können nur auf historischer Wahrheit gegründet werden, niemals auf Mythen, auch wenn sie noch so schön klingen. »<sup>3611</sup>

« Ich bin der Auffassung, daß, hätten die Staaten seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges mehr über die Implikationen der Flucht, der Vertreibung und der Umsiedlung der Deutschen, nachgedacht, die heutigen demographischen Katastrophen, die vor allem als ethnische Säuberungen bezeichnet werden, wären vielleicht nicht in dem Ausmaß vorgekommen. »<sup>3612</sup>

« Warum sind die Politiker bei dem Armenier-Völkermord auf einmal so versessen darauf, daß die Türkei sich ihrer Vergangenheit besinnt? Gibt es gute und schlechte Vertreibungen? Was sind das für Menschenrechte und wo bleibt welche Menschenwürde, wenn bei den Opfern zwischen den Nationalitäten unterschieden wird? Was Europa wirklich wert ist, zeigt sich hier! »<sup>3613</sup>

« Deutsche Politiker und deutsche Medien verweigern sich den eigenen Landsleuten. Sie kämpfen lieber für Armenier und andere. »<sup>3614</sup>

« Ich mache mir keine Illusionen, was die Realisierung des Minderheitengesetzes anbelangt. Es werden Monate, wenn nicht Jahre, vergehen, bis wir sagen können „Wir haben es geschafft“, besonders im Bereich der zweisprachigen Ortsbenennungen und der Hilfssprache in polnischen Ämtern. »<sup>3615</sup>

« Die Generation derjenigen, die den Krieg mitgemacht haben und heute über 80 sind, hat den 8./9. Mai 1945 nicht als Tag der Befreiung, sondern als Zusammenbruch erlebt. Alles andere ist eine unzulässige, wenn nicht verlogene Beschönigung. »<sup>3616</sup>

« Eine Merkwürdigkeit ereignete sich an einem Tisch der Kreisgemeinschaft Heydekrug, exakt dort, wo der Chor aus Heydekrug saß. Plötzlich tauchte dort ein Kamerateam auf und plötzlich lagen auf diesem Tisch Schriften der NDP. Das Kamerateam filmte dieses

---

<sup>3610</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans GB 05/4, p. 15.

<sup>3611</sup> Article de Sigismund Freiherr von Zedlitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/5, p. 2.

<sup>3612</sup> Discours d'Alfred de Zayas publié dans GB 05/5, p. 6-7.

<sup>3613</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/6, p. 2.

<sup>3614</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/6, p. 2.

<sup>3615</sup> Discours de Bruno Kosak publié dans GB 05/7-8, p. 1-6.

<sup>3616</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 05/7-8, p. 11.

*Propagandamaterial, anschließend versuchte eine Dame, der offensichtlich die Leitung dieses Kamerateams oblag, die Landsleute aus Heydekrug zu dem NPD-Material zu befragen. »<sup>3617</sup>*

*« Nach dem Fall des Eisernen Vorhangs 1989 hatte der Freiheitsgedanke über Klassenkampfdogmen gesiegt. Jetzt sind die Dogmen wieder auf dem Vormarsch. »<sup>3618</sup>*

*« Frau Merkel wandte sich gegen Forderungen aus der FDP, Bestimmungen des Grundgesetzes abzuschaffen, wonach Deutscher unter anderem ist, wer „als Flüchtling oder Vertriebener deutscher Volkszugehörigkeit“ oder als dessen Nachkomme oder Ehegatte nach Deutschland kommt. »<sup>3619</sup>*

*« Mit einem „Zentrum gegen Vertreibungen“ in Berlin und einem „Nationalen Gedenktag für die Opfer der Vertreibung“ wollen wir im Geiste der Versöhnung ein Zeichen setzen. »<sup>3620</sup>*

*« Sodann soll Köhler erklärt haben, man dürfe (deutsche) „Täter nicht zu Opfern machen“. Diese Aussage ist schlechterdings unbegreiflich, weil unsinnig. Den Angriff auf Polen 1939 und die anschließende Besetzung hat die damalige deutsche politische und militärische Führung zu verantworten; ferner haben ohne Zweifel einzelne Zivilpersonen und Soldaten an Polen Unrecht begangen. »<sup>3621</sup>*

*« Wo es Reformbedarf gab, bei der Rente, der Gesundheit, haben sich die Politiker jahrelang weggeduckt. Dafür waren sie großmüßige Komplizen bei einer Schandtat, die sie schamlos Reform der Rechtschreibung nannten. »<sup>3622</sup>*

*« (...) daß das SPD-Idol Willy Brandt laut USA-Dokument Nr. 4027 vom 2.9.1944 (als Memorandum in Verwahr des amerikanischen Außenministeriums) in seinem Exil in Norwegen dem damaligen USA-Gesandten Johnson in Stockholm vorgeschlagen hat, die deutschen Ostgebiete aus dem Reich auszugliedern, den Polen zu geben und die gesamte deutsche Bevölkerung aus den besetzten Gebieten auszusiedeln. Mit diesem ungeheuerlichen Vorschlag hat sich Brandt zum geistigen Mitanstifter zur Vertreibung gemacht. Dieser Vorschlag entspricht übrigens haargenau der Forderung Stalins bei den Verhandlungen in Jalta und Potsdam. »<sup>3623</sup>*

*« Bis heute steht die Türkei nicht zu diesem Völkermord in ihrer Geschichte. Sie versucht im Gegenteil noch Einfluß auf Regierungen und Parlamentarier anderer Länder zu nehmen, dieses Faktum in den Schulbüchern nach ihren Vorstellungen zu behandeln, wie sie es jüngst in Brandenburg getan hat. »<sup>3624</sup>*

---

<sup>3617</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 05/7-8, p. 13.

<sup>3618</sup> Article (*Aftenposten*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 05/7-8, p. 16.

<sup>3619</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 05/9, p. 6.

<sup>3620</sup> Publicité électorale en faveur de la CDU publiée dans GB 05/9, p. 7.

<sup>3621</sup> Article de Georg Friebe paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/10, p. 2.

<sup>3622</sup> Extrait d'un article (*Münchener Merkur*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 05/10, p. 8.

<sup>3623</sup> Article publié dans GB 05/10, p. 9.

<sup>3624</sup> Déclaration d'Erika Steinbach et Peter Glotz publiée dans GB 05/10, p. 11.

« Auch daß er bei seinen beiden Staatsbesuchen in Polen jeweils einem Kollegen mit einer ausgeprägten kommunistisch-totalitären Vergangenheit von gleich zu gleich begegnete, ist für meinen Geschmack einigermaßen degoutant. (Aber das entspricht eben der „sozialistischen Relativitätstheorie“, wie das seinerzeit so treffend Baron zu Guttenberg ausgedrückt hat: Ein ausländisches Staatsoberhaupt mit faschistischer Vergangenheit brächte vermutlich einen deutschen Präsidenten in einige Verlegenheit.) »<sup>3625</sup>

« Heute ist es doch gängig, von der Selbstverwirklichung zu sprechen, vom absoluten Wert des eigenen Ichs. Die um jeden Preis umzusetzende Selbstverwirklichung ist sicherlich zu respektieren, aber diese Selbstverwirklichung ist zugleich auch Ausdruck eines keine Grenzen kennenden Egoismus. Der Satz: „Ich will Deutschland dienen“, wirkt befreiend. Für Deutschland in der Pflicht zu sein, eröffnet zukunftssträchtige Perspektiven. »<sup>3626</sup>

« Erfolgreiche Umerziehung und die uns täglich begegnende „Politische Korrektheit“ haben verhindert, daß auch der Bayer oder der Niedersachse den Verlust eines Viertels des Gebietsstandes der Weimarer Republik als seinen kulturellen und materiellen Verlust empfindet. »<sup>3627</sup>

**« Den Opfern des Zweiten Weltkrieges, Gefallenen, Ermordeten, Lebenden, die gekämpft und gelitten haben für ein freies Polen. Denen huldigen Bürger der Stadt Neurode. »**<sup>3628</sup>

« Bischof Gebhard Fürst von der Diözese Rottenburg-Stuttgart und der Freiburger Erzbischof Zollitsch haben den fehlenden Gottesbezug in der EU-Verfassung bedauert. (...) „Man darf bei einem Hausbau nicht nur an Wände, Türen und Dach denken. Das Fundament ist und bleibt entscheidend“, sagte Zollitsch im Freiburger Münster. Eine reine Wirtschafts- und Währungsunion enthalte den Menschen den tragenden Grund, die wesentliche Lebensquelle vor. »<sup>3629</sup>

« Bei der Sowjetisierung Polens und der Vertreibung der Deutschen aus den ostdeutschen Provinzen nahm er die Kirche Polens in Dienst, und die polnische Kirche ließ sich tatsächlich in Dienst nehmen! Polnische Geistliche stellten sich ohne Skrupel in den Dienst der sowjetischen und der polnisch-kommunistischen Machthaber. (...) Zwei eigentlich diametral entgegengesetzte Weltanschauungen – der polnische Nationalkatholizismus und der atheistische Sowjetkommunismus – fanden sich in einem veritablen Teufelspakt zusammen, um zwölf Millionen Deutsche, überwiegend alte Menschen, Frauen und Kinder zu entrechten, zu demütigen, zu quälen und schließlich ihrer angestammten Heimat zu berauben. »<sup>3630</sup>

---

<sup>3625</sup> Article de Georg Friebe paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 05/12, p. 2.

<sup>3626</sup> Article de Herbert Hupka publié dans GB 05/12, p. 9-10.

<sup>3627</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 06/1, p. 1.

<sup>3628</sup> Article publié dans GB 06/1, p. 5.

<sup>3629</sup> Extrait d'un article (BdV-Nachrichten) paru dans la rubrique citation publié dans GB 06/1, p. 6.

<sup>3630</sup> Article publié dans GB 06/1, p. 9-11.

« Aber nun müssen sich die Deutschen vor allem fragen, aus welchen Motiven heraus Schröder so vehement für den Pipelinebau eingetreten ist. Der ehemalige Kanzler tritt jetzt direkt in den Dienst des Kreml, und wenn Deutschland und das übrige Europa das normal finden, sollten wirklich die Alarml Glocken schrillen. »<sup>3631</sup>

« (...) zu verwirrend und bruchstückhaft die Aneinanderreihung von Einzelgeschehen. Hinzu kommen falsche Fakten, mißverständliche Aussagen, das Auslassen wichtiger Abläufe und politischer Hintergründe, die für den Gesamtzusammenhang unverzichtbar sind. (...) Dieses für das Gesamtgeschehen der Vertreibung wichtige Faktum einfach wegzulassen, ist kennzeichnend für die Tendenz der Konzeption. (...) Einzelheiten hierzu bleiben im Dunkeln (...). Mit der Elle des groben Vereinfachers werden auch andere Geschehensabläufe angegangen. (...) Verwirrung gibt es auch bei anderen Zahlen. (...) Der Vorwurf des Beschönigens kann auch an vielen anderen Stellen nicht erspart bleiben. »<sup>3632</sup>

« Das Image der CDU ist in weiten Kreisen der Heimatvertriebenen ohnehin nicht gerade gut. Hier ist ein Kurswechsel nicht nur in der Kulturpolitik wirklich angebracht, worum ich Sie bitten möchte. »<sup>3633</sup>

« Wer einen Blick in die Veröffentlichungen über die polnische Minderheitenpolitik in der Zeit nach der Teilung Oberschlesiens Ende des Ersten Weltkrieges wirft und die polnische Nachkriegsgeschichte kennt, weiß, daß die Gesetze und Vorschriften über den Minderheitenschutz von polnischer Seite zu keinem Zeitpunkt ernstgenommen, geschweige denn eingehalten worden sind, und daß mit Ausnahme deutscher Interventionen nach dem Ersten Weltkrieg so gut wie keine Zurechtweisungen erfolgt sind, auch nicht durch die Siegermächte. Die Parallelen sind erschreckend. Für entsprechende Reaktionen seitens der deutschen Bundesregierung ist allein schon wegen der Einhaltung des deutsch-polnischen Vertrages (1991) allerhöchste Zeit. »<sup>3634</sup>

« Andere EU-Länder haben indes besser verhandelt, als es um die Belastung des eigenen Haushalts ging. »<sup>3635</sup>

« Es gibt doch wirklich viele Gründe, um kritisch berichten zu müssen und das eine und andere Mal den Finger in eine Wunde legen zu müssen. Sicherlich, Kritiker können sagen, daß unser Peter Großpietsch den Finger manchmal zu lange in der Wunde läßt. Zugegeben, das ist ggf. hier und da schon einmal möglich. (...) Liebe Landsleute, liebe Grafschafter, es geht mir darum, daß der Fortbestand unseres „Grafschafter Boten“ nicht durch eine kleine Gruppe oder einzelne beschädigt wird. »<sup>3636</sup>

---

<sup>3631</sup> Extrait d'un article (*Postimees*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 06/1, p. 11.

<sup>3632</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans GB 06/2, p. 1-10.

<sup>3633</sup> Lettre de Heinz Marx à Angela Merkel publiée dans GB 06/2, p. 6.

<sup>3634</sup> Article (AGMO) publié dans GB 06/3, p. 9.

<sup>3635</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 06/3, p. 10.

<sup>3636</sup> Article de Werner Bartsch paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 06/4, p. 2.

« Nicht Träume führen uns Menschen in das Glück, sondern ausschließlich die Wahrheit! »<sup>3637</sup>

« Seit Abschluß des Vertrages gibt es nun ein von vielen als unzureichend empfundenenes polnisches Minderheitengesetz, eine Bildungsverordnung, eine Verordnung, die zweisprachige Beschilderungen und die deutsche Sprache als Hilfssprache erlaubt – aber viel hat sich trotzdem nicht für die Deutschen in den Oder-Neiße-Gebieten geändert. Die schleichende Polonisierung der Deutschen setzt sich fort. Die Generation derjenigen, die noch deutsche Schulen besuchten, nimmt stark ab. »<sup>3638</sup>

« Die Empörung der Vertriebenen und nicht nur der Vertriebenen in Deutschland ist nur zu verständlich. Woher nimmt man den Anspruch, den Bund der Vertriebenen und die Landsmannschaften bevormunden zu müssen? »<sup>3639</sup>

« Es genügt nicht, wenn die Heimatvertriebenen und ihre Nachkommen das Szenario „von außen“ beobachten und kritisieren. Nun sind auch die bundesdeutschen Politiker aufgerufen, die mahnenden Stimmen zu hören und diese Form von Menschenrechtsverletzungen zu achten. »<sup>3640</sup>

« Die beamteten deutschen Historiker könnten, falls sie dazu aufgefordert würden, im Sprachrohr die Frage nach den Kriegsursachen beantworten: „Die Deutschen sind schuld, nur die Deutschen, und der allerschlimmste war Hitler.“ Und sie würden von den hierzulande erscheinenden und sendenden Massenmedien unisono unterstützt. In dieser erstarrten Historikerwelt leben wir seit Jahrzehnten. Und da erregte es in interessierten Kreisen erhebliches Aufsehen, als am 17. Juni 2006 in der „Frankfurter Allgemeinen Zeitung“, die als die beste Tageszeitung Deutschlands gilt, ein ganzseitiger Artikel unter der Überschrift „Mittleuropäische Gedankenspiele nach Versailles“ zu finden war, von dem jungen Historiker Stefan Scheil, der sich durch mehrere bemerkenswerte Bücher und viele ebenso originelle wie fundierte Zeitschriftenbeiträge – allerdings nicht in der etablierten Presse – hervorgetan hat. »<sup>3641</sup>

« Die Einweihung einer zentralen Gedenkstätte für die vertriebenen Deutschen in Wudersch wird vom BdV sehr begrüßt, ebenso wie die gleichzeitig in Budapest gezeigte Ausstellung, die die Öffentlichkeit aufklären soll. Damit wird den verletzten Gefühlen der Ungarndeutschen Rechnung getragen. (...) Ausdrücklich ist dem ungarischen Parlament für die Absicht zu danken, demnächst einen Gedenktag für die Vertreibung der Deutschen abzuhalten. »<sup>3642</sup>

---

<sup>3637</sup> Article de Werner Bartsch paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 06/4, p. 2.

<sup>3638</sup> Article (AGMO-intern) publié dans GB 06/4, p. 8.

<sup>3639</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 06/4, p. 12.

<sup>3640</sup> Article (AGMO) publié dans GB 06/8, p. 13-14.

<sup>3641</sup> Article de Hans-Joachim Leesen publié dans GB 06/9, p. 1-10.

<sup>3642</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans GB 06/9, p. 12.

« Nun begann – gesteuert aus Lüdenscheid – ein vielseitiger und hochrangiger Protest, an dem sich neben dem hessischen Ministerpräsidenten ein weiteres Präsidiumsmitglied der CDU, landsmannschaftliche und BdV-Vorstände, Vorstandsmitglieder der Zentralstelle Grafschaft Glatz e.V. und viele andere Grafschaft Glatzer, die von dieser Unmöglichkeit gehört hatten, beteiligten. »<sup>3643</sup>

« Plac Klodzki  
Glatzer Platz

-

Klodzko / früher Glatz  
Polnische Partnerstadt seit 1996 »<sup>3644</sup>

« Die Ausstellung nimmt – auf Kosten der historischen Wahrheit – zuviel Rücksicht auf die Empfindlichkeiten der Vertreiberstaaten, auf die Rußlands. So jedenfalls der Eindruck des kritischen Besuchers. Einige Politiker in Berlin meinen vielleicht, die Bonner Ausstellung habe dem geplanten „Zentrum gegen Vertreibungen“ inzwischen das Wasser abgegraben, es weitgehend überflüssig gemacht. »<sup>3645</sup>

« Sie haben jetzt auch ausschließlich darauf hingewiesen, daß nach dem Verfassungsschutzbericht des Innenministers die Zahl der rechtsextremistisch motivierten Gewalttaten in Deutschland gestiegen sei. Im gleichen Bericht findet sich, daß die Zahl linksextremistisch begründeter Gewalttaten in einem noch stärkeren Maße gestiegen ist. Ich habe nicht den Eindruck, daß von dem zweiten Teil des Befundes die deutsche Öffentlichkeit bisher überhaupt Kenntnis genommen hat. »<sup>3646</sup>

« Mit dieser Haltung, geboren aus nationaler Selbstverantwortung und Selbstachtung, hat Ungarn das Beispiel für den einzig wahren Weg zur Versöhnung gegeben. »<sup>3647</sup>

« An uns muß es liegen, insbesondere in diesem Monat in einem würdigen Gedenken an die Gefallenen des letzten Weltkrieges zu erinnern. Sie waren auch unsere Väter, Brüder, Verwandte... Der damalige Kardinal Ratzinger hatte im Jahre 2004 (als sich gleichzeitig Bundeskanzler Schröder geweigert hatte, den deutschen Soldatenfriedhof in der Normandie zu besuchen) auf dem Friedhof La Cambe bei Caen die Gefallenen Soldaten folgendermaßen gewürdigt. »<sup>3648</sup>

« Ein deutscher Botschafter bemühte sich auf einer Konferenz in Zagreb, den zur EU drängenden kroatischen Politikern klarzumachen, daß die Rückkehr der aus Kroatien geflohenen Serben eine wichtige Voraussetzung für die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen

---

<sup>3643</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 06/10, p. 12.

<sup>3644</sup> Texte figurant sur le panneau officiel visible sur une photographie illustrant l'article dans GB 06/10, p. 12.

<sup>3645</sup> Article publié dans GB 06/11, p. 1-8.

<sup>3646</sup> Extrait d'une déclaration de Norbert Lammert paru dans la rubrique « Citation » publié dans GB 06/11, p. 9.

<sup>3647</sup> Article publié dans GB 06/11, p. 11.

<sup>3648</sup> Discours du cardinal Josef Ratzinger publié dans GB 06/11, p. 13.

*sei. Der Frage eines kroatischen Politikers, ob die deutsche Regierung sich mit gleichem Nachdruck für das Recht der deutschen Heimatvertriebenen aus Schlesien und dem Sudetenland einsetze, konnte er nur mit der hilflosen Antwort „das ist ein ganz anderes Problem“ begegnen. Spöttisches Gelächter des Publikums zeigte, was man von dieser doppelten Moral hält. »<sup>3649</sup>*

*« Ich möchte den Bundespräsidenten nochmals nachdrücklich dazu auffordern, zu erklären, was er damit meint: Wieso wäre ein „Zentrum gegen Vertreibungen“ eine „Umdeutung der Geschichte“? (...) Es ist geradezu peinlich, unserem Bundespräsidenten begreiflich machen zu sollen, daß sowohl die besiegten und unterdrückten Polen als auch die seit 1945 durch Polen entrechteten, z. T. furchtbar gequälten und oft zu Tode geprügelten, schließlich vertriebenen Ostdeutschen „Opfer“ waren! »<sup>3650</sup>*

*« Es hat in der Vergangenheit viele Phasen oder Strategien der Politik gegenüber den deutschen Heimatvertriebenen gegeben: Setzen auf die Biologie, Verströung auf Europa, Totschweigen usw. Beginnt nunmehr die Phase der „Einlullung“? (...) Auch Bundespräsident Köhler setzt auf diese Strategie, und so wundert es gar nicht, daß viele Heimatvertriebene äußern: Herr von Weizsäcker sei ja noch immer im Amt! »<sup>3651</sup>*

*« Seit wann haben die Ostgebiete des Deutschen Reiches, also Ost- und Westpreußen, Pommern, Danzig, Schlesien, Ostbrandenburg, zum östlichen Europa gehört? (...) Warum wird das Deutsche Reich, die genannten Gebiete, mit unseren Siedlungsgebieten in Osteuropa wie Siebenbürgen, Banat, den Donauschwaben usw. – aus welcher Liebedienerei auch immer – gleichgesetzt? »<sup>3652</sup>*

*« Ich lege auch Wert auf die Feststellung, daß ich im Deutschen Reich geboren bin, nicht als Ausländer im östlichen Europa. »<sup>3653</sup>*

*« Alle 13 schlesischen Nobelpreisträger sind im deutschen Reich geboren, nicht im östlichen Europa. »<sup>3654</sup>*

*« Deshalb unterstützt die CDU den Aufbau eines Zentrums gegen Vertreibungen in Berlin als sichtbares Zeichen (...). »<sup>3655</sup>*

*« Das Modewort „Integration“ haben wir nicht gekannt und auch nicht kennen müssen. Es gab für uns kein Hartz IV, keine „psychologische Betreuung“ oder andere Wohltaten; wir mußten – um überleben zu können – uns selbst beweisen! »<sup>3656</sup>*

---

<sup>3649</sup> Article (Braunauer Rundbrief) publié dans GB 06/12, p. 10.

<sup>3650</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 07/1, p. 1-6.

<sup>3651</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 07/1, p. 1-6.

<sup>3652</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 07/1, p. 1-6.

<sup>3653</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 07/1, p. 1-6.

<sup>3654</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 07/1, p. 1-6.

<sup>3655</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 07/1, p. 14.

<sup>3656</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 07/2, p. 2.

« Von Politik, Medien und der Wissenschaft wird immer mehr in Bezug auf die Heimatvertriebenen von Migration und Integration gesprochen. Dies trifft in keiner Weise zu. Diese Bezeichnungen sind lediglich auf einwandernde Ausländer anwendbar. (...) Sie wurden von Deutschland nach Deutschland vertrieben. »<sup>3657</sup>

« Zumeist standen sie dann völlig entkräftet und verarmt vor den Türen der Einheimischen, die behördlicherseits diese Zwangseinweisungen hinzunehmen hatten. Es war allzu verständlich, daß beide Parteien sich mißtrauisch begegneten und zunächst nähere Kontakte mieden. Gottlob gab es aber auch Entgegenkommen und Verständnis beiderseits. »<sup>3658</sup>

« Die nachfolgenden Generationen sind mit „political correctness“ (von einer bestimmten Öffentlichkeit als richtig angesehene Gesinnung) durch alle Bildungseinrichtungen gegangen und dadurch ist für viele „brain washing“ (Gehirnwäsche) so perfekt erfolgt, daß die Vertreibung der Deutschen aus ihrer angestammten Heimat bei ihnen nicht „ewig“ Bestand haben kann. Das vor ihnen jahrelang errichtete Lügengebäude ist jedoch nunmehr baufällig. »<sup>3659</sup>

« Frau Steinbach warb unermüdlich in Deutschland und in Polen für ihr Projekt, indem sie bis an die Grenze des Zumutbaren auf alles verzichtete, was Wasser auf die Mühlen ihrer Kritiker und Gegner hätte sein können. (...) In Polen ist sie -nebst der Preußischen Treuhand- zur Projektionsfigur für alle antideutschen Ressentiments und alle eigenen verdrängten Schuldgefühle geworden – die „größte Feindin Polens“. »<sup>3660</sup>

« Unter diesem synergetischen Druck der polnischen Geschichtsideologie und der deutschen Appeasementpolitik gegenüber Polen sucht Frau Steinbach ihr Projekt Zentrum gegen Vertreibungen zu retten und zu verwirklichen. (...) Frau Steinbach warb unermüdlich in Deutschland und in Polen für ihr Projekt, indem sie bis an die Grenze des Zumutbaren auf alles verzichtete, was Wasser auf die Mühlen ihrer Kritiker und Gegner hätte sein können. Bei der Ausstellung „Erzwungene Wege“ wurde diese Grenze sogar überschritten. »<sup>3661</sup>

« Ein letzter- bezeichnenderweise ebenfalls nichtdeutscher – Sachkenner, der sich ebenfalls 2006 zu Wort gemeldet hat, sei zitiert »<sup>3662</sup>

« Nun tut die private „Preußische Treuhand“ das, was eigentlich seit Jahrzehnten Pflicht und Aufgabe jeder deutschen Regierung gewesen wäre: sie versucht nämlich, auf dem Rechtswege einen Ausgleich herbeizuführen. »<sup>3663</sup>

---

<sup>3657</sup> Article publié dans GB 07/2, p. 12.

<sup>3658</sup> Article publié dans GB 07/2, p. 12.

<sup>3659</sup> Article de Josef Wilhelm Klosa publié dans GB 07/2, p. 12.

<sup>3660</sup> Article publié dans GB 07/3, p. 1-9.

<sup>3661</sup> Article publié dans GB 07/3, p. 1-9.

<sup>3662</sup> Article de Georg Friebe publié dans GB 07/3, p. 1-9.

<sup>3663</sup> Article de Sigismund von Sedlitz paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 07/3, p. 2.

« Das Dargestellte führt zu der vor allem für die Betroffenen oft schwer verständlichen völkerrechtlichen Situation, daß Eigentumsansprüche zwar fortbestehen, aber nicht geltend gemacht werden können. Was jetzt zu tun ist, ist recht einfach, nämlich nichts. »<sup>3664</sup>

« Diese völkerrechtliche Situation ist wirklich schwer verständlich, denn eine Frage wird von Herrn Fromme nicht beantwortet: Warum können Eigentumsansprüche nicht geltend gemacht werden, wenn sie doch bestehen? Wer verbietet das? »<sup>3665</sup>

« Es ist nur logisch, daß sich auch die Union von einem Zentrum gegen Vertreibungen, das der Bund der Vertriebenen initiiert hat, allmählich verabschiedet. Bereits im Koalitionsvertrag war nur noch von einem „Sichtbaren Zeichen“ die Rede, das den Opfern der Vertreibung in Berlin gesetzt werden sollte. Die Tautologie verweist auf die Verlegenheit der politischen Kaste, denn ein „Zeichen“ – eine sinnlich wahrnehmbare Gegebenheit – ist ohnehin stets sichtbar. Die mißratene Formulierung verrät das Bedauern darüber, daß man das Thema nicht unter den Teppich kehren kann. »<sup>3666</sup>

« Spiegel online vermeldete jüngst mit skandalisierendem Unterton, 40 Prozent der Deutschen bedauerten die Gebietsverluste, ein Viertel empfänden die verlorenen Ostprovinzen noch immer als deutsch und hielten den vertraglichen Verzicht darauf für falsch. Letzteres ist politisch unklug, andererseits ein psychologisch verständlicher Reflex auf die Ungeheuerlichkeit der blutigen Operation. »<sup>3667</sup>

« Im privaten Bereich sind also Empfindungen und ein Geschichtswissen lebendig geblieben, von denen auf offizieller und staatlicher Ebene niemand mehr etwas wissen will. Sie suchen sich deshalb andere Ventile, zum Beispiel in der Preußischen Treuhand. Unabhängig davon, ob man es überhaupt für wünschenswert hält, die Eigentumsfrage in den Vertreibungsgebieten wieder aufzuwerfen, liegt doch auf der Hand, daß sich im Rechtsanspruch auf Eigentum auch ein Anspruch auf Gedächtnis und geschichtliche Wahrheit äußert und transgenerationell verlängert. »<sup>3668</sup>

« Denn wenn es um Kernfragen der Staatsräson geht – und das geschichtliche Selbstverständnis gehört dazu -, ist die künstlerische und wissenschaftliche Freiheit in der Bundesrepublik heute nicht viel größer als in der DDR, jedenfalls nicht, soweit Künstler und Wissenschaftler auf öffentliche Gelder und Aufträge angewiesen sind und weiterhin vorne mitspielen möchten. »<sup>3669</sup>

---

<sup>3664</sup> Extrait d'une déclaration de Jochen-Konrad Fromme publié dans GB 07/3, p. 12.

<sup>3665</sup> Article de Brigitte Lambiel publié dans GB 07/3, p. 12.

<sup>3666</sup> Article de Doris Neujahr (*Junge Freiheit*) publié dans GB 07/4, p. 1-2.

<sup>3667</sup> Article de Doris Neujahr (*Junge Freiheit*) publié dans GB 07/4, p. 1-2.

<sup>3668</sup> Article de Doris Neujahr (*Junge Freiheit*) publié dans GB 07/4, p 1-2.

<sup>3669</sup> Article de Doris Neujahr (*Junge Freiheit*) publié dans GB 07/4, p. 1-2.

« Lehmann bedauert zudem, daß „das Signal von Papst Benedikt mit seinem Besuch in Auschwitz ... nicht nachhaltiger gewirkt hat“, womit Lehmann den Heimatvertriebenen indirekt eine Verantwortung für den Holocaust zuschiebt. »<sup>3670</sup>

« Wir Heimatvertriebenen waren nicht Hitlers letzte Opfer, sondern Stalins erste Opfer in Deutschland. Der von Hitler begonnene und schließlich für Deutschland verlorene Krieg war nicht die Ursache, sondern die Voraussetzung für die Vertreibung. (...) Das Fazit: Ihre Produktion zu diesem gegenwärtig „gängigen“ Thema stellt keine seriöse, den geschichtlichen Tatsachen entsprechende Dokumentation dar, sondern eine filmische Realisation der polnisch-deutschen Geschichtspolitik zu dieser Thematik, die sich in den letzten Jahren herausgebildet hat und zu einer Art „Staatsdoktrin“ in Deutschland geworden ist. »<sup>3671</sup>

« Benedikt XVI. führt als erster Papst nach 1.500 Jahren nicht mehr den Titel „Patriarch des Abendlandes“. Im Päpstlichen Jahrbuch 2006, das in den kommenden Tagen im Buchhandel erhältlich ist, taucht die alte Ehrenbezeichnung nicht mehr unter den Titeln des Papstes auf. »<sup>3672</sup>

« Johannes Paul II. soll sich während seiner Amtszeit als Papst mehr als 100-mal heimlich aus dem Vatikan gestohlen haben, um Ski zu fahren. »<sup>3673</sup>

« Weder deutsche Kriegsschuld noch der Nationalsozialismus waren und sind eine Rechtfertigung für die Vertreibung. Vertreibung ist und bleibt ein völkerrechtlich zu ächtendes Unrecht, gerade weil es auch heute noch in vielen Teilen der Welt vorkommt. »<sup>3674</sup>

« Ebenso wenig verstehe ich das Verhalten der verschiedenen Heimatgruppen zu diesem Denkmal. Erde der Breslauer Dominsel, vom Annaberg in Oberschlesien, vom Eichendorff-Grab, vom Gerhart-Hauptmann-Haus und vom Kochelfall im Riesengebirge: Wo sind die Angehörigen der Gruppen, die diese Erde zum Andenken an die verlorene Heimat hier eingemauert haben? Wenn wir nur Spuren hinterlassen und diese nicht pflegen, brauchen wir uns nicht zu wundern, wenn andere darauf herumtrampeln. »<sup>3675</sup>

« In Deutschland wird gerne in die Ecke gestellt. Nicht in irgendeine – in die „rechte“. Wenig anderes ist im öffentlichen Diskurs so wirkungsvoll wie die verbale Deportation an einen Platz, den die sonst so tolerante Gesellschaft für die von ihr Geächteten abgesteckt hat. Diese politische Todeszone ist in den vergangenen Jahren immer größer geworden, denn zwischen „rechts“ und „rechtsextrem“ wird in der Debatte immer seltener unterschieden. »<sup>3676</sup>

---

<sup>3670</sup> Article de Peter Wassertheurer (*Sudetenpost*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 07/4, p. 2.

<sup>3671</sup> Lettre de Georg Friebe à l'intendant de l'ARD publiée dans GB 07/4, p. 8.

<sup>3672</sup> Article (*KNA*) publié dans GB 07/4, p. 11.

<sup>3673</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 07/4, p. 11.

<sup>3674</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 07/5, p. 3.

<sup>3675</sup> Discours de Heinrich Zenker paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 07/6, p. 2.

<sup>3676</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 07/6, p. 9.

« Weshalb muß, wie einige Kommentatoren meinen, die Gesellschaft ihren Frieden mit der RAF machen? Darf man nicht eigentlich erwarten, daß die RAF ihren Frieden mit der Gesellschaft macht – vor allem, wenn es um vorfristige Haftentlassung geht? »<sup>3677</sup>

« Die Medien tragen dazu bei, den linksextremen Terror zu legitimieren, indem sie dessen Vertretern eine Bühne bieten. (...) Wenn Linksextreme zuschlagen, werden sie nicht bekämpft, sondern dann wird mit ihnen noch verhandelt. (...) Haben wir noch alle Tassen im Schrank? Offenbar nicht – die Hysterie um den „Kampf gegen Rechts“ hat vielen den Verstand geraubt? Es wird Zeit, endlich aufzuwachen. »<sup>3678</sup>

« Ein engerer Kontakt mit Heimatvertriebenen entstand, als meine älteste Schwester in den 60er Jahren einen Glatzer Jungen kennenlernte und heiratete. Für meine Familie und mich eigentlich eine glückliche Angelegenheit, aber ich erinnere mich noch recht gut, daß meine sehr weltoffene Mutter damit zu kämpfen hatte, aus ihrem persönlichen Umfeld unerschwellige Bemerkungen verkraften zu müssen mit dem Tenor: „Diene Tochter hieroatet 'nen Flüchtling?“ »<sup>3679</sup>

« Einige Bundesländer haben bereits Broschüren zum Thema für den Schulunterricht herausgebracht. Leider enthalten sie Fehler und Ungenauigkeiten. Deshalb hat der Studienkreis der Grafschaft Glatz für Geschichte, Politik und Völkerrecht Kontakt mit dem vertreibungspolitischen Vertreter der CDU-Fraktion, Herrn Westkämper MdL, NRW, aufgenommen. Wir können im Dezember 2007 bei einem Besuch im Landtag mit ihm das Thema erörtern. »<sup>3680</sup>

« Auch der Grafschafter Bote hebt sich inhaltlich von Periodika anderer Vertriebenenverbände ab. Neben geschichtlichen sowie kulturellen Beiträgen, Veranstaltungsberichten, Sterbemeldungen, werden in dem Blatt oft Beiträge gebracht, die eine politisch klare Linie zum Ausdruck bringen. So wird zum Beispiel ausführlich und positiv über die Preußische Treuhand berichtet. (...) Insgesamt ist das Heft sehr ansprechend, alles wirkt wie aus einem Guß – einschließlich der Gedichte und Textauszüge aus anderen Publikationen, die zwischen die Artikel eingestreut sind. »<sup>3681</sup>

« Jahrzehntlang wurde der Vertriebenenverband als Sachwalter kultureller, sozialer und politischer Interessen zunächst hofiert, dann immerhin noch akzeptiert. Vor allem die Volksparteien konnten es sich nicht leisten, die Vertriebenen zu verprellen. (...) Die Stimme des BdV dringt längst nicht mehr durch. Sein politischer Einfluß ist heute minimal. Die Grenzfrage stellt er nicht mehr, von den Entschädigungsklagen der Preußischen Treuhand

---

<sup>3677</sup> Article (*Märkische Allgemeine*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 07/7-8, p. 14.

<sup>3678</sup> Article (*Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 07/7-8, p. 14.

<sup>3679</sup> Article de Heinz Sandbrink paru dans la rubrique commentaire publié dans GB 07/9, p. 2.

<sup>3680</sup> Article de Brigitte Lambiel et Harald Dierig publié dans GB 07/11, p. 2.

<sup>3681</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans GB 07/12, p. 2.

*hat BdV-Präsidentin Erika Steinbach sich klar distanziert. (...) Gibt es unter diesen Umständen für ihn überhaupt noch eine Aufgabe und Existenzberechtigung? »<sup>3682</sup>*

*« Adenauer hielt sie schon Anfang der 50er Jahre für verloren, während seine Regierung noch bis in die sechziger Jahre hinein behauptete, sich im Kampf um ihre Rückgewinnung zu befinden. »<sup>3683</sup>*

*« 52 Prozent der Bürger halten ehemalige polnische Ostgebiete mit Wilna und Lemberg weiterhin für polnische Gebiete. (...) Die Sehnsucht nach den Ostgebieten sei nämlich ein Teil polnischer Nationalidentität und sollte nicht, insbesondere von den östlichen Nachbarn als Streben über der Hälfte Polen nach Grenzveränderung in Europa interpretiert werden, schrieb in Wprost Dr. Antoni Dudek, Historiker des Instituts für das Nationale Gedenken (IPN). »<sup>3684</sup>*

*« Wenn es Herrn Brown schon so unangenehm ist, mit dem Vertrag in Verbindung gebracht zu werden, daß er das offizielle Unterzeichnen verpaßt, dann sollte er sich an das Referendum-Versprechen seiner Partei erinnern. Die Peinlichkeit, die er durch sein Fehlen in Lissabon verursacht hat, ist nämlich nicht mit dem Schaden zu vergleichen, den er anrichten würde, sollte er weiterhin eine Volksabstimmung um EU-Vertrag ablehnen. »<sup>3685</sup>*

*« Was Brüssel jetzt an Kompetenzen bekommen soll, ist mit unseren demokratischen Prinzipien nicht vereinbar. »<sup>3686</sup>*

*« Ausgangspunkt für die Debatte war ein brutaler Überfall, bei dem sich Opfer und Täter nicht an die von den Ideologen des Multikulturalismus festgelegte Rollenverteilung hielten. »<sup>3687</sup>*

*« Die Parteien könnten das Problem der Ausländerkriminalität weiter verschweigen und kleinreden. Doch damit brächten sie es nicht zum Verschwinden; sie verschafften nur den Extremisten mehr Zulauf, rechts wie links. Denn auch für den Fall, daß Struck nicht weiß, was in Deutschland vorgeht: Die Deutschen wissen es. »<sup>3688</sup>*

*« „Was ich verändern möchte, das ist die Einstellung der Menschen. Denn in der Minderheit liegt großes Potential verborgen. Nur leider sind viele Menschen in den DFKs, weil sie sich konkrete materielle Genugtuung daraus erhoffen“, sagt die Vorsitzende. Dies sei jeweils bei*

---

<sup>3682</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans GB 07/12, p. 10.

<sup>3683</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans GB 07/12, p. 10.

<sup>3684</sup> Article (*BdV-Nachrichten*) publié dans GB 07/12, p. 13.

<sup>3685</sup> Article (*Daily Telegraph*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 08/1, p. 11.

<sup>3686</sup> Déclaration de Peter Gauweiler, député CSU, (*Junge Freiheit*) parue dans la rubrique Citation publiée dans GB 08/1, p. 11.

<sup>3687</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 08/2, p. 2.

<sup>3688</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 08/2, p. 2.

*den polnischen Minderheiten in den ehemaligen Ostblockstaaten gänzlich anders. Dort zähle es zum Prestige, der polnischen Minderheit anzugehören. »<sup>3689</sup>*

*« Loben muß man ausdrücklich den Vorstoß der Gazeta Wyborcza, die über die Verbrechen berichtet und die Aufarbeitung zum Thema gemacht hat. Daß sich das Institut für nationales Gedenken IPN in Warschau der Sache angenommen hat und nun eine Suchaktion nach weiteren Zeugen angestoßen hat, ist ein weiterer Beweis für die Ernsthaftigkeit, mit der man nun die Vergangenheit aufarbeiten will. Diese Suche nach Wahrheit dient der Versöhnung und tröstet die Hinterbliebenen der Opfer. »<sup>3690</sup>*

*« Was Neumann plant, ist eine Ruhestätte für Leidensgeschichten, kein Ort lebendiger Erinnerung und erst recht keiner der Begegnung und Versöhnung. Er wird die nicht anziehen, denen der deutsche Osten ein fremdes Territorium war und ist, und jene nicht zufriedenstellen die ihm nachtrauern. »<sup>3691</sup>*

*« Wenn der EU-Vertrag den Bürgern zugemutet werden kann, dann müßte er theoretisch auch aushalten, daß über ihn abgestimmt wird. Dann sollte sich die Politik nicht vor dem Ergebnis fürchten müssen. »<sup>3692</sup>*

*« So ist es auch kein Wunder, daß es in Kommentaren auf oberschlesischer Seite einhellig heißt: „Schlag gegen die Deutsche Minderheit“. »<sup>3693</sup>*

*« Presseerklärungen, die mit Beleidigungen und Unwahrheiten auf niedrigem, moralischem und politischem Niveau gespickt und gegen potenzielle Partner und aufrichtige Alliierte gerichtet sind, tragen mit Sicherheit nicht dazu bei, eine gemeinsame Zukunft mit einem nachhaltigen Engagement für deutsche und europäische Vertriebene zu schaffen. (...) Leere Worte und sterile Polemiken, die sich zudem aufgrund ihrer Unsachlichkeit selbst widerlegen, gehören zur Denkweise einzeln und zum ausschließlichen Selbstzweck tätiger Kleingartenbesitzer. »<sup>3694</sup>*

*« Trotzdem meine ich, daß es wichtig war und ist, mit der „Sudetendeutschen Initiative“ für seine Rechte zu kämpfen, auch wenn sich ÜBERHAUPT KEIN ERFOLG in Form einer Restitution ergeben sollte. Für MICH geht es primär darum, das internationale Ansehen meiner Volksgruppe hinsichtlich der geschichtlichen Vorgänge nach Kriegsende wiederhergestellt und korrigiert zu wissen. Und das tragische Schicksal meiner Heimat wieder in Erinnerung gebracht zu haben. »<sup>3695</sup>*

---

<sup>3689</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 08/2, p. 6.

<sup>3690</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans GB 08/3, p. 13.

<sup>3691</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 08/4, p. 3.

<sup>3692</sup> Extrait d'une déclaration de la publiciste Doris Klaus (*Die Presse*) parue dans la rubrique Citation publiée dans GB 08/4, p. 6.

<sup>3693</sup> Article (*Schlesisches Wochenblatt*) publié dans GB 08/4, p. 6.

<sup>3694</sup> Déclaration de l'UERE publiée dans GB 08/4, p. 10.

<sup>3695</sup> Lettre d'un lecteur (*Sudetenpost*) publiée dans GB 08/4, p. 11.

« Letztere fordern bis heute immer wieder die Rückkehr in ihre Heimat, in ihre Vertreibungsgebiete. Nur mit Terror und Gewalt sollte es nicht betrieben werden. Die Beharrlichkeit solcher Forderungen imponiert mir. Doch wo bleibt die Unterstützung, Solidarität unserer Landsleute, Politiker für unsere Interessen? »<sup>3696</sup>

« Von Geschichtslügen haben wir langsam die Nase voll. Heucheleien bei Befragungen, Reportagen sind manchmal nicht zu überhören, zu übersehen. Hier geht es den Filmemachern oft nur um den optischen Erfolg einer Sendung. »<sup>3697</sup>

« „Ein Bild sagt mehr als tausend Worte.“ Im Film werden die furchtbaren Leiden und Erlebnisse der deutschen Flüchtlinge in dramatischen Bildern gezeigt, gleichzeitig suggerieren aber zahlreiche Szenen dem Zuschauer, die Opfer waren trotz ihrer größtenteils persönlichen Schuldlosigkeit letztlich, zumindest politisch, doch für ihre Leiden selbst „schuldlos-schuld“. Schuld allein, weil sie Deutsche waren. Und nur das entspricht der „politischen Korrektheit“! »<sup>3698</sup>

« Es ist daher strategisch nur klug, wenn sich deutsche Vertriebene unter den Schirm einer europäischen Vertriebenenpolitik stellen, gegen die man nicht so einfach die Faschismuskeule schwingen kann (wie dies leider gerade der BdV selbst getan hat). »<sup>3699</sup>

« Bei uns in Deutschland werden die Bürger prinzipiell nicht gefragt, schon gar nicht in Europaangelegenheiten (...). Allerdings ist das eine Verfassung, die nicht demokratisch legitimiert ist, die von einem europäischen Volk ausgeht, das es gar nicht gibt, und deren Inhalte zutiefst demokratiefeindlich sind. »<sup>3700</sup>

« Im Artikel 20 Absatz 2 unseres Grundgesetzes heißt es unmißverständlich, daß alle Staatsgewalt vom Volke ausgeht. Aber das deutsche Volk wurde weder beim Euro, noch beim Schengen-Abkommen und erst recht nicht beim „Vertrag von Lissabon“ gefragt. Und würde es zu diesem Vertrag kommen, dann würde „unsere Staatsgewalt“ von Brüsseler Politikern ausgehen. »<sup>3701</sup>

« Europa krankt daran, daß der Graben zwischen den Erwartungen der Bürger und den Taten der Politiker immer weiter wächst. Man hat den Eindruck, daß beide nicht die gleiche Sprache sprechen. Erforderlich ist ein Umdenken. Nicht mehr Europa ist erforderlich, sondern ein besseres Europa... »<sup>3702</sup>

---

<sup>3696</sup> Article de Heinrich Wodtke publié dans GB 08/5, p. 1.

<sup>3697</sup> Article de Heinrich Wodtke publié dans GB 08/5, p. 1.

<sup>3698</sup> Article de Ch. K. Kuznik publié dans GB 08/5, p. 10.

<sup>3699</sup> Article (*Sudetenpost*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 08/6, p. 10.

<sup>3700</sup> Extrait d'un discours de Henry Nitzsche, député non-inscrit au Bundestag, (*Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Citation publié dans GB 08/6, p. 10.

<sup>3701</sup> Article de Brigitte Lambiel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 08/7-8, p. 2.

<sup>3702</sup> Article (*Le Figaro* cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 08/7-8, p. 16.

« In ihrer Funktion als Koordinatorin für Polen hat sie die Interessen der Vertriebenen und ihrer Verbände in unzulässigem Maße unberücksichtigt gelassen. »<sup>3703</sup>

« Ihr Verhalten und ihre Äußerungen waren der Sache der Vertriebenen im hohen Maße unzutraglich und kontraproduktiv. Oft entstand zudem der Eindruck, daß sie sich von persönlichen Antipathien treiben ließ, ohne sich sachlich mit dem Thema auseinanderzusetzen. (...) Ihr fehlt das Grundverständnis für die Vertriebenenverbände und deren Wahrnehmung ihrer Aufgaben. »<sup>3704</sup>

« Die Lobby-Aktivitäten von Monsanto waren also erfolgreich. Das österreichische Anbauverbot von gentechnisch veränderten Sorten bleibt aber in Kraft. Vorläufig, denn mit Inkrafttreten des „Reform-Vertrags“ verliert Österreich sein Veto-Recht und kann dann durch Mehrheitsbeschlüsse auch zur Aufhebung dieses Verbots gezwungen werden. »<sup>3705</sup>

« Die Bundesrepublik hatte keine Mittel gescheut, den verfolgten Juden ein historisches Zentrum einzurichten und ein Denkmal zu bauen, das heute auch Kulturobjekt ist. Inzwischen erhielten auch die Sinti und Roma als Verfolgte des Nazi-Regimes ihr Denkmal. Aus Dänemark holte man einen bekannten Architekten für Planung und Bau eines Denkmals für Homosexuelle. Alles richtig und nicht zu kritisieren. Warum aber hat eine deutsche Regierung nicht den Mut, den deutschen Heimatvertriebenen (über 15 Millionen) mit gleichem Recht ein Gedenk- und ein Zeitzeugnis in der deutschen Hauptstadt zu gewähren? »<sup>3706</sup>

« Ein Blick in die Begründung offenbart eine Argumentation, die doch etwas an Schauprozesse erinnert. Das Urteil stand vermutlich schon zu Prozeßbeginn fest. (...) Ein finsterner Tag für die Rechtsprechung in Europa, für die Europäische Union und für das Völkerrecht insgesamt. »<sup>3707</sup>

« Selbst die offensichtlichen Hilfestellungen Deutschlands bei der Integration Polens in die EU und die großzügigen Schuldenerlasse nach der Wende 1990 werden total ignoriert und sogar als politische Lüge dargestellt. »<sup>3708</sup>

« In jedem anderen Land von Bedeutung auf diesem Planet wäre es undenkbar, daß sich die eigene Regierung freut und triumphiert, wenn ein internationales Gericht gegen die eigenen Landsleute entschieden hätte! »<sup>3709</sup>

« Wäre hier nicht Schweigen angebracht gewesen? Kennt die deutsche gehobene politische Klasse die Qualifizierung Würde, Solidarität, nicht mehr? Ist man sich des Demokratieverlustes bewußt, der diesem beispiellosen Vorgang innewohnt? »<sup>3710</sup>

---

<sup>3703</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 08/7-8, p. 16-17.

<sup>3704</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 08/7-8, p. 16-17.

<sup>3705</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 08/7-8, p. 19.

<sup>3706</sup> Article (*Meiheimt*) publié dans GB 08/10, p. 10.

<sup>3707</sup> Article publié dans GB 08/11, p. 1.

<sup>3708</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 08/11, p. 18.

<sup>3709</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 08/12, p. 2.

« Bei Fortsetzung solchen Verhaltens, bei Negierung berechtigter deutscher Anliegen, bei soviel Arroganz deutscher Politik fürchte ich um die Demokratie in unserem Land. »<sup>3711</sup>

« Die Sozialdemokratisierung der Union wird weitergehen, und zwar über das der großen Koalition geschuldete Maß hinaus. Die konservativen Kräfte in der Union sind ratlos. »<sup>3712</sup>

« Das totalitäre Regime Polens wahrte streng die Oberherrschaft über die Köpfe seiner Untertanen. Auf deutscher Seite dagegen herrschte das Diktat der politisch Korrekten, für die es keine freie Meinungsäußerung geben durfte – aus purer Friedfertigkeit. »<sup>3713</sup>

« Die Freunde aus anderen Ländern sehen die deutsche Regierung als eine entscheidende Kraft im Wirken gegen die Vertriebenen und haben damit nicht Unrecht. Im eigenen Land werden wir deshalb keine Erfolge erzielen können, denn in der Politik wird gegen uns gearbeitet. Wir brauchen deshalb Europa und die Möglichkeiten, die ein europäischer Verband im Rahmen der EU-Verträge hat. »<sup>3714</sup>

« (...) nach dieser erneuten Verunglimpfung der Sudetendeutschen kann man mit Sicherheit von einem „System gegen Heimatvertriebene“ im HR sprechen. Dabei vergessen die zuständigen Redakteure, daß 30 Prozent der hessischen Bevölkerung einen Vertreibungshintergrund haben. (...) Mit dem **öffentlich-rechtlichen** Auftrag des Rundfunks hat dies nicht zu tun. »<sup>3715</sup>

« Auch nahezu 20 Jahre nach Einzug von Demokratie, Meinungs- und Pressefreiheit und Gewaltentrennung im Nachbarland Polen liegt das Feld der „Historischen Wahrheit“ im Verhältnis zu Deutschland absolut brach danieder. (...) Aber wir treffen in der Heimat – wenn wir die Augen offenhalten - ständig auf Stein oder Papier geäußerte Unwahrheiten und Geschichtsfälschungen. »<sup>3716</sup>

« Die Unione degli Istriani wandte sich an die Europäische Kommission, die entschied, dem Einspruch stattzugeben und Slowenien – ausgerechnet während der Zeit seiner EU-Ratspräsidentschaft – zur Rückerstattung der unrechtmäßig eingeforderten Strafbeträge sowie wegen Amtsmißbrauchs und Verstoßes gegen vier Regeln des Schengener Abkommens, darunter Behinderung des freien Personenverkehrs und Polizeikontrolle an der Landesgrenze, zur Zahlung einer Geldstrafe zu verurteilen. Auf vielerlei Weise zeigen die

---

<sup>3710</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 08/12, p. 2.

<sup>3711</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 08/12, p. 2.

<sup>3712</sup> Extrait d'un article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Citation publié dans GB 08/12, p. 23.

<sup>3713</sup> Article de Renata Schumann publié dans GB 09/1, p. 1-2.

<sup>3714</sup> Article de Rudi Pawelka publié dans GB 09/1, p. 10.

<sup>3715</sup> Lettre de Rudolf Friedrich publiée dans GB 09/1, p. 10.

<sup>3716</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 09/2, p. 1-2.

*vertriebenen Istrier, von denen eine große Zahl in Triest, also unmittelbar vor ihrer früheren Haustür, lebt, ihre Verbundenheit mit der Heimat. »<sup>3717</sup>*

*« Wenn Souveränität auf die EU übertragen werden soll, dann muß es Volksabstimmungen geben. »<sup>3718</sup>*

*« ... seit 2005 viele Verbesserungen in den Angelegenheiten der Vertriebenen und Flüchtlinge, Aussiedler, Spätaussiedler und für die in der Heimat verbliebenen Landsleute erzielt werden konnten. »<sup>3719</sup>*

*« Zu den Stärken von Bundeskanzlerin Angela Merkel gehören ihre Natürlichkeit und ihre Ehrlichkeit. Und so überraschte die Physikerin kürzlich mit dem Eingeständnis, sie bedauere, keine tiefere historische Bildung zu haben. Das ist charmant, denn niemand kann alles können und wissen. Da der Kanzlerin ganze Stäbe von Experten als Berater zur Verfügung stehen, ist das auch nicht tragisch. Tragisch wird es, wenn diese Berater versagen. »<sup>3720</sup>*

*« Sie zeigten, wie weit die Bundesrepublik Deutschland inzwischen auf dem Weg in eine antifaschistische Volksrepublik, in die vielberedete „DDR-light“ vorangekommen ist. (...) Köln offenbarte die Metamorphosen des Totalitarismus in unseren Tagen. Auch heute gibt es wieder eine einzig zulässige Zivilreligion, die Political Correctness mit Multikulturalismus und neuerdings auch Pro-Islamismus, einen totalitären Staatsglauben (...). »<sup>3721</sup>*

*« Er kennzeichnet den Endpunkt einer jahrelangen Entwicklung, die längst schon hätte umgebogen werden müssen. Die Republik von Weimar ist daran kaputtgegangen. Dies war nicht Hitlers Kunst. Kürzlich haben die Iren den Vertrag abgelehnt, weil er ihnen nicht erklärt werden konnte. Unsere Bundestagsabgeordneten verstehen nicht mehr davon als die Iren. Aber sie verlassen sich darauf, daß schon alles seine Richtigkeit habe. So haben es ihnen ja ihre Oberen gesagt. »<sup>3722</sup>*

*« Um Mißverständnisse zu vermeiden, erkläre ich an dieser Stelle ausdrücklich, daß ich selbstverständlich weder den Holocaust noch Auschwitz noch den Angriff auf Polen als solchen leugne, und daß es mir selbstverständlich fern liegt, deutsche Verbrechen im Zweiten Weltkrieg zu relativieren. »<sup>3723</sup>*

---

<sup>3717</sup> Article (*Sudetenpost*) publié dans GB 09/2, p. 7.

<sup>3718</sup> Déclaration de Horst Seehofer dans l'émission de ZDF « Heute » parue dans la rubrique Citation actuelle publiée dans GB 09/2, p. 8.

<sup>3719</sup> Article (OMV) publié dans GB 09/2, p. 10.

<sup>3720</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 09/2, p. 10.

<sup>3721</sup> Article (*Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 09/2, p. 11.

<sup>3722</sup> Extrait d'une déclaration de Franz Ludwig Graf Schenk von Stauffenberg (*Focus online*) parue dans la rubrique Citation actuelle publiée dans GB 09/3, p. 7.

<sup>3723</sup> Article de Sigismund Freiherr von Zedlitz publié dans GB 09/4, p. 1-8.

« (...) bin ich mir im klaren, daß ich mich an der politischen Korrektheit schwerstens versündige und genau das tue, was man Frau Steinbach - völlig unberechtigterweise – vorwirft. »<sup>3724</sup>

« Des weiteren wunderte man sich über den Grund der Ehrung. Die Kanzlerin habe sich Verdienste in der „Quantentheorie“ und in der Europapolitik erworben. Unter der Hand hört man, daß der wahre Grund das Geschenk der vielen Millionen an Polen, die eigentlich Deutschland zustanden, sei. »<sup>3725</sup>

« Jetzt wird klar, warum polnische Publizisten Frau Schwan als „Glücksfall“ für die deutsch-polnischen Beziehungen bezeichnen; denn sie vertritt offenbar die Interessen von Warschau. »<sup>3726</sup>

« Es sei denn auch vielmehr gewöhnliches Rowdytum gewesen als gezielte Demonstrationen gegen die deutsche Minderheit. »<sup>3727</sup>

« Mehrere junge Polen haben am Wochenende des 21./22. März 2009 auf der Altstadtbrücke in der Europastadt Görlitz demonstriert und Flugblätter verteilt, in denen sie sich gegen ein Zentrum zur Erinnerung an Flucht und Vertreibung an der Neiße aussprachen. Die Jugendlichen warfen nach Angaben des Mitteldeutschen Rundfunks (MDR) unter anderem eine Puppe mit dem Konterfei von Erika Steinbach in die Neiße. »<sup>3728</sup>

« Die OMV rät Gesine Schwan, einige Artikel daraus einer erneuten Lektüre zu unterziehen und grundsätzlich noch einmal über ihre Aufgaben als Koordinatorin der deutsch-polnischen Beziehungen sowie über ihre Präsidentschaftskandidatur nachzudenken. Doch dies verbietet wohl ihre übertriebene Eitelkeit, die zur Amtspflichtverletzung führt. »<sup>3729</sup>

« Neben viel richtigem und Vernünftigem finden sich dort nämlich die aus Polen seit 64 Jahren sattem bekannten Einseitigkeiten und Weglassungen, die geradezu unvermeidlich zu einem schiefen Bild über Ursachen, Verlauf und Folgen des Zweiten Weltkrieges (die allesamt von dem Danziger Museum abgehandelt werden sollen) führen. »<sup>3730</sup>

« Die Vertreibung der Deutschen aus Danzig, den Oder-Neiße-Gebieten und dem Sudetenland diene vielmehr schlicht und einfach dem Ziel, den polnischen und tschechischen Siedlungsraum massiv zu vergrößern. »<sup>3731</sup>

---

<sup>3724</sup> Article de Sigismund Freiherr von Zedlitz publié dans GB 09/4, p. 1-8.

<sup>3725</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 09/4, p. 6.

<sup>3726</sup> Déclaration de Jochen-Konrad Fromme publiée dans GB 09/4, p. 9.

<sup>3727</sup> Article (*Schlesisches Wochenblatt*) publié dans GB 09/5, p. 8.

<sup>3728</sup> Article (*Tag des Herrn*) publié dans GB 09/5, p. 10.

<sup>3729</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 09/6, p. 2.

<sup>3730</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 09/6, p. 10-11.

<sup>3731</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 09/6, p. 10-11.

« Der Vertrag von Lissabon weist nach Ansicht des Freiburger Staatsrechtlers Dietrich Murswiek einen bisher nicht beachteten Konstruktionsfehler auf, der das Grundgesetz zu einer „Landesverfassung“ herabstuft. In einer Analyse des Vertrages kommt Murswiek zu dem Schluß, daß der Vertrag dem EU-Gerichtshof die Kompetenz gibt, in innerstaatlichen Verfassungsfragen die nationalen Verfassungsgerichte zu korrigieren, heißt es in einer Mitteilung der Universität Freiburg. »<sup>3732</sup>

« Die Völker haben in der EU dann eigentlich nichts mehr zu sagen, weil sie die Legislative nicht mehr abwählen können. Denken Sie in diesem Zusammenhang an den bereits insgeheim beschlossenen Beitritt der Türkei und seine Folgen – Obama läßt grüßen! »<sup>3733</sup>

« Das öffentliche Ansehen der Ökonomen ist in der aktuellen Krise stark gesunken. (...) Der plötzliche Verlust an Vertrauen ist insgesamt gewaltig. »<sup>3734</sup>

« Auch ist hier die Bundesjustizministerin zu nennen, die kürzlich ohne besondere Erläuterung, geschweige denn Empörung, konstatierte, daß 84% der für Deutschland verbindlichen Rechtsakte zwischen 1998 und 2004 aus Brüssel gekommen sind – nur 16% aus Berlin. »<sup>3735</sup>

« Wußten Sie, daß die britische Regierung ihre Souveränität dadurch gesichert hat, daß sie jeweils erklärt, ob ein Rechtsakt für England gelten soll oder nicht? »<sup>3736</sup>

« Wußten Sie, daß der Europäische Gerichtshof immer stärker an die Stelle deutscher Gerichte tritt, seine Urteile niemals auf Deutsch berät, niemals auf Deutsch verfaßt und selten die weltweit wohl einflußreichste, die deutsche, Rechtsstradition achtet? Und dies ohne Rücksicht auf die Folgen für unsere Rechtskultur. »<sup>3737</sup>

« Wußten Sie, daß der Vertrag von Lissabon, Artikel 26 des Grundgesetzes – das militärische Angriffsverbot – außer Kraft setzt, indem er „zur Wahrung der Werte der Union und im Dienste ihrer Interessen“ militärische Missionen erlaubt? »<sup>3738</sup>

« Ich setze auf die Gewichtung und Entscheidung durch das Bundesverfassungsgericht. Ja, ich bin sogar überzeugt, es wird – dank der vorstehend genannten Kläger und vieler anderer – eine Ohrfeige für Regierung und Parlament geben. »<sup>3739</sup>

« Die Krise der CDU kann nicht die Kanzlerin lösen, weil sie Teil des Problems ist. (...) Merkel setzt auf Überleben durch Anpassungsintelligenz. Warum heute Positionen besetzen,

---

<sup>3732</sup> Article (*Junge Freiheit*) publié dans GB 09/6, p. 11.

<sup>3733</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 09/7-8, p. 1-2.

<sup>3734</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 09/7-8, p. 1-2.

<sup>3735</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 09/7-8, p. 1-2.

<sup>3736</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 09/7-8, p. 1-2.

<sup>3737</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 09/7-8, p. 1-2.

<sup>3738</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 09/7-8, p. 1-2.

<sup>3739</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 09/7-8, p. 1-2.

*die sie morgen wieder verlassen wird? Das Karrieremodell der Kanzlerin schluckt das Profil der CDU. »<sup>3740</sup>*

*« Wie von mir in der Doppel-Ausgabe Juli/August prophezeit, hat es die kräftige Ohrfeige aus Karlsruhe für Parlament und Regierung gegeben. (...) Es ist eine Freude, das Karlsruher Urteil zu studieren. Erstmals und ausführlich erfolgt im Urteil eine Beschreibung von wesentlichen Staatsaufgaben. »<sup>3741</sup>*

*« Solange es keine flächendeckenden deutschen Kindergärten und Grundschulen in den Wohngebieten der Deutschen in der Republik Polen gibt, vergleichbar mit den polnischen Bildungseinrichtungen (ca. 150 Schulen) in Litauen, gehört diese Thematik auf die Tagesordnung der deutsch-polnischen Regierungskonsultationen. »<sup>3742</sup>*

*« Also nicht Stalin, nicht die westlichen Alliierten in Potsdam und schon gar nicht Polen sind Ursache, nein, wir Deutschen selbst. So „einfach“ ist das in der Geschichte. »<sup>3743</sup>*

*« Und man fragt sich: Was soll unter diesen Aspekten ein „sichtbares Zeichen“ bewirken? Wenn es aus diesem Geist heraus entstehen soll, dann wird der Schaden größer sein als der Nutzen. Von einer Mitwirkung des BdV kann ich nur dringend abraten. Er sollte sich auf das eigene „Zentrum gegen Vertreibungen“ konzentrieren und sich dabei von keinem polnischen und keinem deutschen Sperrfeuer beirren lassen. »<sup>3744</sup>*

*« Der bis zum Jahre 1848 zurückreichende Traum von einer Westgrenze des Slawentums an der Linie Stettin-Triest, die schon 1915 (!) und dann vermehrt in den 30er Jahren erhobene polnische Forderung nach einer Oder-Neiße-Grenze, das alles fällt unter den Tisch zugunsten der Zementierung des Dogmas von der deutschen Selbst- und Alleinschuld, der auch diese Ausstellung dient. »<sup>3745</sup>*

*« Bleibt zu hoffen, daß die CSU hier ihr zugesagtes Wächteramt hinsichtlich der korrekten Umsetzung der Auflagen des Bundesverfassungsgerichts wahrnimmt. »<sup>3746</sup>*

*« Solange es keine flächendeckenden deutschen Kindergärten und Grundschulen in den Wohngebieten der Deutschen in der Republik Polen gibt, vergleichbar mit den polnischen Bildungseinrichtungen (ca. 150 Schulen) in Litauen, gehört diese Thematik auf die Tagesordnung der deutsch-polnischen Regierungskonsultationen. »<sup>3747</sup>*

---

<sup>3740</sup> Extrait d'un article (*Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*) paru dans la rubrique Citation publié dans GB 09/7-8, p. 9.

<sup>3741</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 09/9, p. 2.

<sup>3742</sup> Article (AGMO-Intern) publié dans GB 09/9, p. 7.

<sup>3743</sup> Article de Sigismund Freiherr von Sedlitz publié dans GB 09/9, p. 1-11.

<sup>3744</sup> Article de Sigismund Freiherr von Sedlitz publié dans GB 09/9, p. 1-11.

<sup>3745</sup> Article de Sigismund Freiherr von Sedlitz publié dans GB 09/9, p. 1-11.

<sup>3746</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 09/9, p. 2.

<sup>3747</sup> Article (AGMO-Intern) publié dans GB 09/9, p. 7.

« Ohne Übertreibung: Das hat noch nicht einmal die SED behauptet. (...) Wenn so die CDU argumentiert, deren national-konservativer Flügel offenbar nicht mehr existiert, wie hat man sich die Haltung einer zukünftigen Linksregierung in dieser Frage vorzustellen? Wird sich die Bundesrepublik Deutschland eines Tages noch dafür entschuldigen, daß irgendwann Deutsche östlich von Oder und Neiße gelebt haben? »<sup>3748</sup>

« Es kommt nicht so oft vor, daß die ostdeutschen (reichsdeutschen) Landsmannschaften der Ostpreußen, Westpreußen, Pommern und Schlesier eine Entscheidung der Politik einmütig ablehnen. »<sup>3749</sup>

« Es kommt nicht so oft vor, daß die ostdeutschen (reichsdeutschen) Landsmannschaften der Ostpreußen, Westpreußen, Pommern und Schlesier eine Entscheidung der Politik einmütig ablehnen. »<sup>3750</sup>

« Also immerhin fast 40% der polnischen Bevölkerung (die Umfrage war repräsentativ) haben vor nichts mehr Angst als vor Erika Steinbach! Damit schlägt sie noch den iranischen Präsidenten Mahmud Ahmadinedschad, der mit 26% den dritten Platz der Liste der Angstmacher belegt. »<sup>3751</sup>

« Die CDU strebt mit ihrem Wahlprogramm zur Bundestagswahl am 27. September 2009 für das Personenstands- und Melderecht Regelungen an, die eindeutig die völkerrechtliche Position Deutschland wahren. »<sup>3752</sup>

« Dieser Grundgedanke, wonach ein Staat berechtigt ist, sich vor kultureller Überfremdung zu schützen, findet sich dann wieder in der Charta der Vereinten Nationen und in ihren Folgekonventionen, wenn dort das Selbstbestimmungsrecht der Völker und Nationen als zwingendes Recht genannt ist. Dieses Recht bedeutet in seinem Kern, daß ein Volk seine kulturelle Eigenart und Eigenständigkeit schützen und verteidigen darf. »<sup>3753</sup>

« Seine eigene Partei, die SPD, die früher die Freiheit der Andersdenkenden verteidigte, schrie gleich – wie nun immer öfter – „Ausschluß!“ »<sup>3754</sup>

« (...) weil die Kritik an Sarrazin im Kern als weiterer Versuch erkannt wird, jemanden dafür büßen zu lassen, daß er aus dem Käfig erlaubter Meinungen und Formulierungen, gemeinhin „politische Korrektheit“ genannt, ausgebrochen ist. (...) Schon die sogar von den bürgerlichen Parteien übernommene Gleichsetzung von „rechts“ mit „rechtsextrem“ ist ein

---

<sup>3748</sup> Article de Konrad Badenheuer (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 09/9, p. 12.

<sup>3749</sup> Déclaration de Wilhelm von Gottberg, porte-parole de la Landsmannschaft Ostpreußen (*Preußische Allgemeine Zeitung*) publiée dans GB 09/9, p. 13.

<sup>3750</sup> Déclaration de la Landsmannschaft Ostpreußen publiée dans GB 09/9, p. 13.

<sup>3751</sup> Article de Markus Patzke paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 09/10, p. 2.

<sup>3752</sup> Déclaration de Helmut Sauer publiée dans GB 09/10, p. 2.

<sup>3753</sup> Article publié dans GB 09/11, p. 12.

<sup>3754</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 09/11, p. 12.

*Beispiel dafür, wie erfolgreich die Linke in diesem Land das Spektrum dessen verengte, was noch als zulässige Ansicht gilt. Außerhalb dieses Meinungskorridors soll kein Heil sein. »<sup>3755</sup>*

*« Denn das Dokument wurde in einer Weise angenommen, die die Arroganz der politischen EU-Eliten enthüllt. Nach einer gewissen Zeit wird sich zeigen, wie sehr die Demokratie auf dem alten Kontinent gelitten hat. Die Iren stimmten mit der Pistole an der Schläfe ab. »<sup>3756</sup>*

*« Nein, sollte erneut die Präsidentin des Bundes der Vertriebenen den ihr zustehenden Platz im Stiftungsrat durch Liebedienerei und schwer durchschaubare, politische Machenschaften nicht einnehmen können, sollte der BdV von sich aus insgesamt auf die Mitarbeit bei dieser Stiftung verzichten. Mit Versöhnung zwischen den Völkern hat derlei ohnehin nichts zu tun. »<sup>3757</sup>*

*« Europa wird Ende des Jahrhunderts muslimisch und islamisch geprägt sein. Die kriegen Kinder, wir nicht. Das haben wir gewollt und gefördert. Das bedeutet aber auch, daß in 40 Jahren zum Beispiel keine deutsche Frau mehr für ihre Rechte auf der Straße demonstrieren darf. Das werden die Muslime verhindern. »<sup>3758</sup>*

*« Seither muß man sich aber fragen, ob Westerwelle wenigstens zeitweise noch aus den Augen verliert, welchem Land er nun als Außenminister dient. Denn die Interessen, die Westerwelle im Streit um Erika Steinbach vertritt, sind zunächst einmal die Polens. »<sup>3759</sup>*

*« Die von Frau Steinbach als Vorläufer organisierte Ausstellung „Erzwungene Wege“ stand in ihrer Ausgewogenheit der Ausstellung „Flucht, Vertreibung, Integration“ im Haus der Geschichte nicht nach. »<sup>3760</sup>*

*« Ich kenne keine Demokratie, in der das Aussprechen gewisser Wahrheiten solche Konsequenzen hat. »<sup>3761</sup>*

*« Wie sehr auch in Medien- und Fernsehberichten ein Verwirrspiel über die Verhältnisse in der Stadt Danzig betrieben wird, bemerken nur Sachkundige. Auch in dem Film „Die Blechtrommel“ zeichnet Günter Grass ein Bild, das einen multikulturellen Eindruck vermittelt. »<sup>3762</sup>*

---

<sup>3755</sup> Article de Berthold Kohler (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 09/11, p. 12.

<sup>3756</sup> Extrait d'un article (*Rzeczpospolita* cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 09/11, p. 13.

<sup>3757</sup> Conclusion de l'article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 09/12, p. 2.

<sup>3758</sup> Extrait d'un article (*Hessische/Niedersächsische Allgemeine* cité dans *Junge Freiheit*) paru dans la rubrique Citation publié dans GB 09/12, p. 4.

<sup>3759</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 09/12, p. 12.

<sup>3760</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 09/12, p. 12.

<sup>3761</sup> Extrait d'un article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Citation publié dans GB 09/12, p. 12.

<sup>3762</sup> Article de Rudi Pawelka (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 09/12, p. 13.

« Man schadet der gemeinsamen Zukunft und man schadet Deutschland, wenn geschichtliche Fakten immer wieder unter den Teppich gekehrt werden. »<sup>3763</sup>

« So kann sich Herr Schäuble, geboren im Schwarzwald gegenüber der deutsch-französischen Staatsgrenze, gar nicht vorstellen, welche Gefühle er verletzt, wenn er offiziell behauptet, daß die Menschen in den ostdeutschen Provinzen schon vor der brutalen Vertreibung im Ausland lebten und als im Ausland geboren gelten sollen. »<sup>3764</sup>

« Ganz kurios wird es aber, wenn z.B. unser am 9. Dezember 1945 in Schlesien geborener Sohn Roland – im von Polen besetzten Land, der Grafschaft Glatz, eine standesamtliche deutsche Geburtsurkunde hat, die bestätigt, daß er am 9. Dezember 1945 in Lauterbach, Kreis Habelschwerdt, zur Welt gekommen ist. »<sup>3765</sup>

« Unzweifelhaft hat Deutschland den ersten Schuß zum Ausbruch des Krieges abgefeuert. Ebenso sicher ist jedoch, daß der Auslöser eines Krieges nicht auch der Alleinschuldige daran sein muß. (...) Es soll hier keine Aufrechnung der Kriegsschuld erfolgen, aber es ist legitim, darauf hinzuweisen, daß die ständig geforderte Versöhnung zwischen Deutschland und Polen ihre Grenzen hat! Sie kann nicht darin bestehen, daß wir Deutschen vorbehaltlos alle Schuld auf uns nehmen müssen und permanent dafür zu bezahlen haben! »<sup>3766</sup>

« Man muß nicht viel über den Islam wissen, um dessen langfristige und prinzipielle Unvereinbarkeit mit der Demokratie zu erkennen: Von 28 Staaten der Welt mit islamischer Mehrheit sind 27 keine Demokratien, der 28., die Türkei, schafft trotz aller Reformbemühungen keine menschenrechtlich saubere Politik. »<sup>3767</sup>

« es gebe massive Versuche anti-europäischer Kräfte in Großbritannien, der Tschechischen Republik und Polen, einen Türkeibeitritt zur EU zu forcieren und schon bis 2011 durchzuziehen. »<sup>3768</sup>

« Tusk gehört, ähnlich wie Angela Merkel in Deutschland, zur rechten Mitte, und seine Freunde weisen darauf hin, daß es für ihn durchaus gefährlich gewesen sei, sich Berlin wieder anzunähern und damit den antideutschen Rand des rechten Wählerpotentials zu verlieren. Dennoch sei er das Risiko eingegangen – und dasselbe erwarte man jetzt von Merkel. »<sup>3769</sup>

---

<sup>3763</sup> Article de Rudi Pawelka (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 09/12, p. 13.

<sup>3764</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 10/1, p. 2.

<sup>3765</sup> Article de Herbert Gröger paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 10/1, p. 2.

<sup>3766</sup> Article publié dans GB 10/1, p. 12.

<sup>3767</sup> Article de *Preußische Allgemeine Zeitung* paru dans la rubrique Citation publié dans GB 10/1, p. 13.

<sup>3768</sup> Article (*IK-Nachrichten*) publié dans GB 10/1, p. 14.

<sup>3769</sup> Article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) publié dans GB 10/2, p. 1-2.

« Bei den Angehörigen der deutschen Minderheit im heutigen Polen und den Polen in der Bundesrepublik, deren Gleichbehandlung jetzt polnischerseits gefordert wird, handelt es sich um zwei nach Geschichte und Schicksal völlig unterschiedliche Bevölkerungsgruppen. »<sup>3770</sup>

« Die Thematik „Heimatvertriebene“ auch mit dem modernen Begriff „Integration“ in Verbindung zu bringen, ist sicherlich problematisch. Die Ausstellung, die bis August 2010 dem Publikum zugänglich ist, ist ganz auf diese Thematik ausgerichtet. Die Millionen von Menschen kamen in ein Land, das in der Not des verlorenen Krieges um einen neuen Anfang kämpfte. Hier trafen zwar Deutsche auf Deutsche, aber mit sehr unterschiedlichem landsmannschaftlichem und kulturellem Hintergrund, oft auch anderem religiösen Bekenntnis folgend. »<sup>3771</sup>

« Ein erfreuliches Zeichen sind zweisprachige Ortsschilder in bis jetzt 12 Gemeinden. Wenn man bedenkt, wie hysterisch die Polen mit Erika Steinbach umgehen, sind die deutschen Ortsnamen schon ein kleines Wunder! »<sup>3772</sup>

« Ein herausragendes und besonders heimatlich geprägtes „Vergelt's Gott“ geht an dieser Stelle an Herbert Gröger, der in einer schwierigen Phase unserer Heimatzeitung mit viel Engagement, Heimatwissen und Herzblut den „Grafschafter Boten“ wieder in ruhiges Fahrwasser brachte und ihm - auch mit neuen Ideen – erneut gemäß den Intentionen der Gründerväter ausrichtete. »<sup>3773</sup>

« Wir sind das Sprachrohr der Grafschafter und deren Nachkommen und Freunde in heimatpolitischer und kultureller Hinsicht. »<sup>3774</sup>

« 60 Jahre „Grafschafter Bote“ – Dokumentation – Teil II – 2000 – 2010. Im Dienste Schlesiens:

- Zusammenhalt der Grafschaft Glatzer und ihrer Nachkommen
- Pflege des Volks- und Brauchtums
- Förderung wissenschaftlicher, geschichtlicher und landeskundlicher Studien über die Grafschaft Glatz
- Vertretung der heimatpolitischen Interessen der vertriebenen Schlesier, insbesondere der Grafschaft Glatzer
- Gründung der „Stiftung Grafschaft Glatz/Schlesien“ »<sup>3775</sup>

« Die EU hat den Anbau der Gen-Kartoffel Amflora des deutschen Multis BASF zugelassen und mit der Entscheidung ... zum einen das „Embargo“ über gentechnisch veränderte Kulturen ad acta gelegt, das seit 1998 in Kraft war, und zum anderen einen lauten Streit

---

<sup>3770</sup> Article de Josef Joachim Menzel paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 10/2, p. 2.

<sup>3771</sup> Article de Herbert Gröger publié dans GB 10/2, p. 11.

<sup>3772</sup> Article publié dans GB 10/3, p. 6.

<sup>3773</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 10/4, p. 1.

<sup>3774</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 10/4, p. 1.

<sup>3775</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 10/4, p. 1.

entfesselt... Zu der Entscheidung sind die siebzig Prozent der Konsumenten, die keine „Frankenstein-Nahrung“ wollen, nicht befragt worden. Eine wirklich schlimme Geschichte. »<sup>3776</sup>

« Alle Heimatreisenden sollten sich verpflichtet fühlen, den Kontakt zu den Deutschen hier zu suchen und den DFK Glatz besuchen. (...) Deutschunterricht für unsere Kinder ist unbedingt erforderlich, auch die Gründung eines Chores ist geplant. Fachleute für die Gründungen sind im DFK vorhanden. Deutsches Liedgut und Kultur in Schlesien zu pflegen und bekanntzumachen, sollte unsere Aufgabe sein. »<sup>3777</sup>

« Wenn der BdV die Interessen der in seinen Mitgliedsverbänden organisierten Mitglieder vertritt, spricht er selbstverständlich die Schicksale aller Flüchtlinge, Vertriebenen, Aussiedler und Spätaussiedler an. (...) Bei einem Verband, dessen Gründung auf Ereignisse zurückgeht, die mehr als 60 Jahre zurückliegen, kann nicht erstaunen, wenn seine Mitgliederzahlen seit dem Gründungsdatum zurückgehen. »<sup>3778</sup>

« Er hat sich schon in seiner Zeit als Ministerpräsident von Rheinland-Pfalz für die Preisgabe der Ostprovinzen des Deutschen Reiches ausgesprochen. Unter dem Vorsitzenden Kohl wurde 1988 versucht, den Begriff der Wiedervereinigung aus dem außenpolitischen Grundsatzprogramm der CDU zu streichen, was eben noch vom damaligen Sprecher der Landsmannschaft Ostpreußen, Otfried Hennig, unter tatkräftiger Mithilfe des „Ostpreußenblattes“ verhindert werden konnte. (...) Die Glorifizierung Kohls als Kanzler der Einheit ist historisch nicht zu rechtfertigen. »<sup>3779</sup>

« Mit Drohbriefen, Erpresserschreiben und vulgären Diffamierungen wurden viele Funktionsträger der deutschen Minderheit in Schlesien eingedeckt. Man will Angst schüren, um den Mut der jungen Mitglieder in den Deutschen Freundschaftskreis zu drosseln. »<sup>3780</sup>

« Damals, 1950, allerdings waren die Wunden noch frisch, und es gab die Hoffnung, daß Recht und Vernunft doch noch den Vertriebenen helfen könnten. Mit dieser Hoffnung, mit der Absicht, der Politik Beine zu machen, trat also am 15. Januar 1950 der „Grafschafter Bote“ in die Welt, von Lippstadt aus. »<sup>3781</sup>

« Ich war zu der Zeit im polnischen Sejm und kann mich genau erinnern, warum es einigen Politikern nicht paßte, in Oppeln die Gründung einer Universität zu erlauben. Es ging eben um die Eliten, die eher oder später aus den schlesischen Reihen aufwachsen mußten. »<sup>3782</sup>

---

<sup>3776</sup> Extrait d'un article (*La Stampa* cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 10/4, p. 13.

<sup>3777</sup> Article publié dans GB 10/5, p. 5.

<sup>3778</sup> Déclaration du BdV publiée dans GB 10/5, p. 10.

<sup>3779</sup> Article (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 10/5, p. 12.

<sup>3780</sup> Article (*Schlesische Nachrichten*) publié dans GB 10/5, p. 15.

<sup>3781</sup> Discours de Hubert Maessen publié dans GB 10/6, p. 1-10.

<sup>3782</sup> Discours de Bruno Kosak publié dans GB 10/7-8, p. 1-9.

« Die Heimat verbinden wir fast ausschließlich mit Regionalismus, mit Volksmusik, Volkstänzen, Volksliedern, mit der schlesischen Mundart, Dialekt, Humor, Trachten. Das ist zwar wichtig, aber reicht bei weitem nicht aus, um von einer kulturellen Identität im wahren Sinne des Wortes zu sprechen. Darum werden wir hüben wie drüben oft als „Kaffee-und-Kuchen-Gesellschaft“ dargestellt. Man vergißt, daß das der Politik der Behörden entspricht. Ja, sollen die Schlesier singen, tanzen und springen. »<sup>3783</sup>

« Und wenn diese Dokumentationsstätte schließlich nicht mehr ganz zu stoppen ist, so soll sie zumindest in ihrem Unrechtscharakter entschärft und letztlich als bloße Folge eines von Deutschland begonnenen Krieges und grausamer NS-Verbrechen heruntergespielt werden. »<sup>3784</sup>

« Die Vertreiberstaaten des 20. Jahrhunderts haben immer versucht, den Makel, ein Verbrechen begangen zu haben, weit von sich zu schieben. Es beginnt mit dem Völkermord an den Armeniern im Osmanischen Reich; noch 100 Jahre danach verwahrt sich Ankara gegen diesen Vorwurf. »<sup>3785</sup>

« Das liegt auch daran, daß sie sich um das wirtschaftspolitische Profil ihrer Partei nach der schlechten Erfahrung auf dem Parteitag in Leipzig nicht mehr gekümmert hat, daß es beim Regieren vor allem um Taktik ging und erst danach um Inhalte. »<sup>3786</sup>

« Aktuell stehen wir auch zu unserem Grafschafter Landsmann Arnold Tölg aus Königswalde, derzeit BdV-Vorsitzender in Baden-Württemberg und gewähltes stellvertr. Stiftungsratsmitglied der Stiftung „Flucht, Vertreibung, Versöhnung“, der von SPD und „Grünen“ z. Zt. diffamiert wird. »<sup>3787</sup>

« Geradezu absurd ist der Vergleich der Eingliederung der 15 Millionen deutschen Heimatvertriebenen nach Ende des Zweiten Weltkrieges mit der heutigen schleppenden Integration von Menschen mit dem sogenannten Migrationshintergrund. »<sup>3788</sup>

« Millionen Menschen fragen sich, warum die politische Klasse sich schlechterdings weigert, eine weitere große Zuwanderung, vor allem aus islamischen und afrikanischen Ländern, zu stoppen und damit die nationale Identität Deutschlands zumindest im Kern zu bewahren. »<sup>3789</sup>

---

<sup>3783</sup> Discours de Bruno Kosak publié dans GB 10/7-8, p. 1-9.

<sup>3784</sup> Article de Johannes Sziborsky paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 10/7-8, p. 2.

<sup>3785</sup> Article de Johannes Sziborsky paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 10/7-8, p. 2.

<sup>3786</sup> Extrait d'article (*Berliner Zeitung* cité dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Regard extérieur publié dans GB 10/7-8, p. 11.

<sup>3787</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 10/9, p. 1-8.

<sup>3788</sup> Editorial de Peter Großpietsch publié dans GB 10/9, p. 1-8.

<sup>3789</sup> Article de Konrad Badenheuer (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 10/10, p. 2.

« Der Graben zwischen veröffentlichter und öffentlicher Meinung, Politik und Volk könnte kaum größer sein. Nur den Ruf einer großen Mehrheit der Deutschen, keine weitere Zuwanderung schwer integrierbarer Personen zuzulassen, nimmt keine Partei auf. »<sup>3790</sup>

« Der Streit um Thilo Sarrazin hat eine tiefe Entfremdung zwischen Bevölkerung und Regierung sichtbar gemacht, für die es in der deutschen Geschichte kaum Parallelen gibt. (...) Der Graben zwischen veröffentlichter und öffentlicher Meinung, Politik und Volk könnte kaum größer sein. »<sup>3791</sup>

« (...) so fragen sich viele Bürger mit wachsender Wut, warum so viele Muslime, die weder mit der Sprache noch mit der Kultur und den Menschen dieses Landes etwas zu tun haben wollen, in Deutschland sind. »<sup>3792</sup>

« Offenkundig wurden die von uns benannten Stiftungsratsmitglieder akribisch durchleuchtet, unter die Lupe genommen und bis zehn Jahre zurück nachgegraben, um Angreifbares zu ermitteln. »<sup>3793</sup>

« Es ist uns, den Vertriebenen aus der Grafschaft Glatz, ein Bedürfnis, Ihnen in diesen Tagen der Aufregung beizustehen. Seien Sie versichert, daß wir Grafschaft Glatzer voll hinter Ihnen stehen. (...) Wir verurteilen die Böswilligkeit, Ihnen mit Ihren Stellungnahmen eine Relativierung der deutschen Schuld zu unterstellen. Wir bitten Sie, Ihren Weg – der auch der unsere ist – weiterzugehen. »<sup>3794</sup>

« Wenn Frau Künast groß den Mund aufmacht, um uns Mores zu lehren, kann ich ihr nur empfehlen, die antidemokratischen und gewaltgeprägten Lebensläufe mancher Spitzenpolitiker ihrer Grünen-Partei aufzuarbeiten und Bescheidenheit und Demut zu üben. »<sup>3795</sup>

« Hier also, beim damaligen Außenminister Genscher, liegt die Keimzelle des geographischen Unsinn, der selbstverständlich ein Politikum besonderer Art war und ist. Durch die fortwährende Verfälschung unserer Herkunft und Geschichte wird uns jeden Tag auf's Neue die Heimat genommen. »<sup>3796</sup>

« Die CDU versucht die Debatte über ihr angeblich mangelndes konservatives Erscheinungsbild auf ihre Art zu beenden, indem sie das Thema für virtuell erklärt, das

---

<sup>3790</sup> Article de Konrad Badenheuer (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 10/10, p. 2.

<sup>3791</sup> Article de Konrad Badenheuer (*Preußische Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 10/10, p. 2.

<sup>3792</sup> Extrait d'un article (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) paru dans la rubrique Citation publié dans GB 10/10, p. 8.

<sup>3793</sup> Déclaration d'Erika Steinbach publiée dans GB 10/10, p. 10.

<sup>3794</sup> Lettre de Peter Großpietsch, Franz Jung et Georg Hoffmann à Erika Steinbach publiée dans GB 10/10, p. 11.

<sup>3795</sup> Discours d'Erika Steinbach publié dans GB 10/10, p. 11.

<sup>3796</sup> Article de Peter Großpietsch paru dans la rubrique Opinion publié dans GB 10/11, p. 2.

*Thema im Grunde also gar nicht existiert. Die Partei hält's mit Pippi Langstrumpf: Ich mach mir die Welt, widdewidde, wie sie mir gefällt. Leider ist die Welt der Erwachsenen kein Märchen, sondern sehr real: Die Steinbach-Debatte ist real. Die Sarrazin-Debatte auch, die Flucht der Herren Merz und Koch ebenso. Übrigens auch der Stammwählerschwund, den CSU und CDU seit einiger Zeit zu beklagen haben. »<sup>3797</sup>*

*« In der Vergangenheit haben die Kinder der Vertreibung- also wir – das kulturelle Erbe angenommen und fortgeführt. Als Eltern haben wir oftmals die eignen Kinder nicht erreichen können. Nach monatelangen Überlegungen und Recherchen sind wir zu der Überzeugung gekommen daß wir nur über eine Stiftung wirksam und bleibend Spuren hinterlassen können. »<sup>3798</sup>*

*« Viele Wähler aus dem wertekonservativen Lager haben in den letzten Monaten die bittere Erfahrung machen müssen, nicht mehr von der Partei vertreten zu werden, die sie über Jahrzehnte gewählt haben, wie der einschlägigen Tagespresse zu entnehmen ist. (...) Die bittere Erkenntnis, die politische Heimat verloren zu haben und damit auch politisch heimatlos geworden zu sein, ist nicht frei von einer gewissen Tragik. »<sup>3799</sup>*

*« Er nahm ihr Leid nicht zur Kenntnis. Im Gegenteil: Er mißachtete sie mintunter deutlich, z.B. als er die Visitatoren aus der Bischofskonferenz ausschloß. – Und während die Visitatoren auf deutscher Seite „gehen“ mußten, blieben die polnischen Posten (z.B. Lemberg) erhalten. (...) Aber ehrlich gesagt, angesichts des Leids, das meine Elterngeneration durch Flucht und Vertreibung erlitten hat, habe ich für die übereilige Seligsprechung des polnischen Papstes eigentlich kein Verständnis... »<sup>3800</sup>*

*« Mitunter- besonders von der Partei „Die Linke“ – waren die Redebeiträge unerträglich. »<sup>3801</sup>*

*« Das was der Union eigentlich, aber grundsätzlich fehlt, ist eine größere programmatische Bindung, eine programmatische Ausstrahlung, die dann auch Konservative anspricht (...) Das sind ja solche Leute, die ganz elementare Ordnungsmuster in der Gesellschaft favorisieren, die von Heimat sprechen, Familie, Tradition, Nation, Sicherheit, Religion. Da finden sie im Moment bei der Union nur geringe Angebote. »<sup>3802</sup>*

*« Die letzte Mitgliedererhebung innerhalb des BdV, Stand 2011, hat ergeben, daß 1.300.000 Menschen unserem Verband angehören. Damit engagieren sich allein im BdV so viele*

---

<sup>3797</sup> Extrait d'un article (Münchener Merkur cité dans Frankfurter Allgemeine Zeitung) paru dans la rubrique Citation publié dans GB 10/11, p. 12.

<sup>3798</sup> Editorial de Peter Großpietsch et Brigitte Lambiel publié dans GB 11/1, p. 1.

<sup>3799</sup> Article de Peter Fünning paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 11/3, p. 2.

<sup>3800</sup> Article de Benedikt Keiper paru dans la rubrique Commentaire publié dans GB 11/4, p. 2.

<sup>3801</sup> Article de Peter Großpietsch publié dans GB 11/5, p. 12.

<sup>3802</sup> Déclaration de Werner Weidenfeld, politologue, dans Junge Freiheit parue dans la rubrique Citation publiée dans GB 11/7-8, p. 18.

*Menschen wie in allen demokratischen Parteien zusammen. CDU, CSU, SPD, FDP und Bündnis90/Die Grünen verzeichnen insgesamt nur noch 1.230.000 Mitglieder. »<sup>3803</sup>*

---

<sup>3803</sup> Déclaration du BdV publiée dans *GB* 11/12-12/1, p. 28.